Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 13 mars 2018 à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1115, rue Saint-Antoine Ouest - Tour Deloitte (40.15)
- 1188, rue Saint-Antoine Ouest — Projet Tour des Canadiens (40.14)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 864, rue Sainte-Catherine Est (40.01)
- 810, rue Saint-Antoine Est (40.22)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 mars 2018

10.05 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237001

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237016

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237013

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237015

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018

10.10 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237017

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018

12 – Orientation

12.01 Programme / Programmation / Plan d'action / Concept
CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1185179002

Autoriser l'adhésion au Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) ainsi que le paiement du coût annuel d'adhésion

12.02 Cadre d'intervention
CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1176145002

Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1186673006

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

20.02 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1166937005

Prolonger, pour une année, le contrat avec Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense additionnelle de 213 738,50 $, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215,50 $

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1184951001

Approuver la convention, du 14 mars 2018 au 31 décembre 2020, ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables et accorder une contribution de 30 000 $

20.04 Entente
CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1161903001

Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

District(s) : Peter-McGill

20.05 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1186937003

Autoriser la cession du contrat, d'une année, pour les services de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, du cocontractant actuel, Kelly Sani-Vac inc., à 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) faisant suite à une acquisition des actifs

20.06 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des travaux publics* - 1184405002

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $

20.07 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180619001

Diminuer à 2 500 $ la contribution accordée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face à la suite de l'annulation de l'évènement « Fête de la Saint-Valentin »

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture,des sports des loisirs et du développement social* - 1172624005

Modifier la résolution CA17 240030 et approuver la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution annuelle de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1163105004

Modifier la résolution CA16 240116 et approuver la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018

20.10 Contrat de construction

CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1175965004

Autoriser le virement de 8 300,00 $, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550, rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $

District(s) : Sainte-Marie

20.11 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1175382006

Ratifier une dépense additionnelle de 67 649,49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette)

20.12 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1167203012

Ratifier une dépense additionnelle de 29 261 09 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de M.J. Contach enr.

20.13 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1175382003

Ratifier une dépense additionnelle de 76 906,06 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville

20.14 Immeuble - Location

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184069002

Approuver un projet de convention de modification de permis d'exploitation au terme duquel la Ville de Montréal prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs suivants : Place Jacques-Cartier, Station Papineau, square Victoria, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018 et prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs square Phillips pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er janvier 2018 et met fin à l'exploitation du marché aux fleurs Pasteur

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318003

Autoriser une affectation de surplus de 95 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de l'année 2017 en fonction des services rendus

District(s) : Saint-Jacques

20.16 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1185382002

Accorder un contrat, au prix unitaire de 305 $/Km, à Entreprises Michel Gauthier et un contrat de 421 $/Km à Équipements Benco pour le nettoyage des trottoirs, pour les années 2018 et 2019, avec l'option de renouvellement pour l'année 2020 et autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ (appel d'offres public 18-16767 - 4 soumissionnaires)

20.17 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180619002

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 15 550 $

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1184657001

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1185876002

Accepter l'offre de service du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal

30.03 Administration - Nomination de membres
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237003

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1186071001

Recommander la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et désigner M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement

30.05 Reddition de comptes
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237020

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2018

40 – Réglementation

40.01 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869003

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » au 3e étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est

District(s) : Saint-Jacques

40.02 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1174869013

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.03 Règlement - Adoption du premier projet
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177400004

Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255001

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255003

Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.06 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177524004

Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du permis pour la transformation d'un balcon pour l'immeuble situé au 1673, rue Logan

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177303016

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Humaniti – 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.08 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction des travaux publics* - 1186890002

Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2018 et d'autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

40.09 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187524001

Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du certificat d'enseigne commerciale sur un immeuble situé au 1972, rue Sainte-Catherine Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.10 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177303011

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet SAX sur le fleuve) - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.11 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255005

Adopter une résolution autorisant l'usage parc de stationnement public intérieur au sous-sol du bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.12 Règlement - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1186673003

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187303004

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Appartements Saint-Marc – 1er projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.14 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177303017

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest - Projet Tour des Canadiens 2

District(s) : Peter-McGill

40.15 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177303018

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1115, rue Saint-Antoine Ouest - Tour Deloitte

District(s) : Peter-McGill

40.16 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183332001

Édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, art. 560), une ordonnance autorisant les promoteurs d'événements à installer une enseigne ou une enseigne publicitaire pour les événements en 2018

District(s) : Saint-Jacques

40.17 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1187803002

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 2e partie C)

40.18 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318004

Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur les sites identifiés pour la saison 2018

40.19 Règlement - Avis de motion

CA *Direction de la culture, des sports des loisirs et du développement social* - 1186673007

Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) – Avis de motion

40.20 Règlement - Adoption

CG *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187303003

Recommander au conseil d'agglomération d'adopter un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement social en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec, (angle nord-est de la rue de la Montagne et la rue Saint-Jacques)

40.21 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1170607010

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

40.22 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400002

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est

70 – Autres sujets

70.01 Varia
CA *Direction d'arrondissement* - 1186926001

Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « une heure pour la Terre 2018 » qui aura lieu le 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30

70.02 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.02

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185237001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public

Signé par Sandy PINNA **Le** 2018-01-15 15:00

Signataire : Sandy PINNA

Analyste de dossiers
Ville-Marie , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-08

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185237016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 15:12

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-19

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

15 février 2018
9 h 00

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

M. Richard Ryan, vice-président

Mme Claudia Atomei, membre substitut
Mme Caroline Déom, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
Mme Caroline Cantin, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Thomas Fontaine, architecte – planification
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte – planification
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement
Mme Christine Racine, conseillère en aménagement
M. Louis Routhier, architecte – planification

1. Ouverture de la séance

Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 02.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux

Le procès-verbal de la séance du comité du 18 janvier 2018 est déposé et remis aux membres.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89

4.1.1	s.o	99999, rue de la Montagne	Favorable avec conditions

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001349801	1010, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.2.2	3001328673	99999, rue Saint-Marc	Favorable avec conditions
4.2.3	3001326134	1450, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.2.4	s.o	Abords de l'UQÀM, rues Sanguinet, Christin et Savignac	Favorable avec commentaire

4.3 Modifications réglementaires

Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001370465 3001370506 3001370071	99999, boulevard De Maisonneuve Ouest	*Dossier retiré*
4.4.2	s.o	1115 et 1188, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable avec conditions
4.4.3	3001386126	1376, rue Victor-Hugo	*Dossier retiré*

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001295121	864, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec condition
4.5.2	3001381775	810, rue Saint-Antoine Est	Favorable
4.5.3	3001346309	1379, rue Ontario Est	Défavorable
4.5.4	3001338810	176, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001363132	110, rue Sainte-Thérèse	Favorable
4.6.2	3001372774	1005, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.3	3001374746	475, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec condition
4.6.4	3001367425	1171, rue Montcalm	Favorable avec condition
4.6.5	3001382566	2325, rue Frontenac	Favorable avec condition
4.6.6	3001361433	2149, rue Cartier	Favorable avec conditions
4.6.7	3001366066	1327, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec condition
4.6.8	3001364847	1175, rue Crescent	Favorable
4.6.9	3001355037	650, rue Notre-Dame Ouest	Favorable
4.6.10	3001379642	1631, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec condition
4.6.11	3001381094	800, rue de la Gauchetière Ouest	Favorable
4.6.12	3001386445	1535, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec condition
4.6.13	3001370866	1371, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.14	3001367325	1260, rue Redpath-Crescent	Favorable
4.6.15	3001362462	1480, rue Sherbrooke Ouest	Favorable
4.6.16	3001384107	22, place Upper-Trafalgar	Favorable avec condition
4.6.17	3001366625	333, place D'Youville	Favorable avec conditions
4.6.18	3001381767	828, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions

4.6.19	3001325881	1673, rue De Champlain	Favorable avec condition
4.6.20	3001320803	628, rue Saint-Jacques	Favorable
4.6.21	3001336537	1155, rue Guy	Favorable avec condition
4.6.22	3001370465 3001370506 3001370071	99999, boulevard De Maisonneuve Ouest	*Dossier retiré*
4.6.23	s.o	1115 et 1188, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.24	3001357225	99999, rue Île Sainte-Hélène	Favorable avec conditions et suggestion
4.6.25	3001366850	3407, rue Peel	Défavorable
4.6.26	3001380986	1, Place Ville-Marie	Favorable avec condition
4.6.27	s.o	1815, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.28	3000907385 3001165097 3001165100	154, rue King et 265, rue Queen	Favorable avec conditions
4.6.29	3001378405	1451, avenue du Docteur-Penfield	Favorable avec condition
4.6.30	3001363592	2600, avenue Pierre Dupuy app. 243	Défavorable
4.6.31	3001363588	2600, avenue Pierre-Dupuy app. 628	Favorable
4.6.32	3001283306	1211, rue Berri	Favorable avec conditions
4.6.33	s.o	2175, rue Montgomery	Favorable avec conditions
4.6.34	s.o	99999, rue de la Montagne	Favorable avec conditions
4.6.35	3001328673	99999, rue Saint-Marc	Favorable avec conditions
4.6.36	3001338810	176, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.37	3001370772	2093, rue de la Visitation	Favorable avec condition
4.6.38	3001336129	1972, rue Sainte-Catherine Ouest	Défavorable
4.6.39	3001312131	50, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.40	3001343476	99999, rue Dufresne	Favorable avec conditions
4.6.41	3001324859 3001347591	1471, boulevard René.-Lévesque Ouest	Favorable avec conditions

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001370465 3001370506 3001370071	99999, boulevard De Maisonneuve Ouest	*Dossier retiré*
4.7.2	3001324859 3001347591	1471, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable avec conditions

4.8 Avis préliminaire

Aucun dossier

4.9 Autres dossiers

4.9.1	3001372630	99999, rue Île Sainte-Hélène	Favorable avec conditions

5. Prochaine rencontre

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 13 mars 2018 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 15 mars 2018.

6. Varia

Suite aux discussions qui ont eu lieu sur les divers dossiers de démolition, les membres du comité consultatif d'urbanisme souhaitent interpeller l'arrondissement afin qu'une réflexion soit entamée au niveau des garanties bancaires exigées qui dans certains cas sont peu représentatives des enjeux du site.

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 12 h 15.

Richard Ryan — 26-02-2018 (date)
Vice-président

Caroline Cantin — 2018-02-23 (date)
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.1.1 et 4.6.34

Objet : **ARTICLE 89 ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 99999, rue de la Montagne

Responsables : Olivier Légaré et Louis Routhier

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 14 étages pour une hauteur totale de 44 mètres et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 9. Le projet prévoit offrir 136 logements dont 66 comprennent deux chambres à coucher ou plus. L'entrée principale se fera du côté de la rue Saint-Jacques et l'entrée du stationnement se fera à partir d'une rampe d'accès connectée à une porte automatique du côté est du bâtiment. Au total, le stationnement, situé au sous-sol, comprend 11 unités pour voitures et un support permettant d'y attacher 74 vélos. Des supports à vélo supplémentaires sont prévus dans un espace extérieur adjacent à la rampe d'accès.

La forme du bâtiment est constituée d'un prisme scindé en deux dont un des volumes a été glissé. Cette forme permet de répondre aux contraintes dues à la forme particulière du lot sur lequel sera érigé le bâtiment et à une installation souterraine d'Hydro-Québec. De plus, le projet ne présente pas de basilaire à proprement parler, mais, afin d'y pallier, il est proposé de modifier le revêtement à partir du 4e étage. Ainsi, la portion inférieure sera constituée de maçonnerie de couleur anthracite et la portion supérieure sera composée de panneaux de céramique de trois tons de gris différents. L'entrée principale sera encadrée d'un revêtement métallique de couleur verte et ce revêtement se retrouvera également au dixième étage encadrant la salle commune aménagée du côté nord-ouest. Cette salle commune comprend également une terrasse entièrement intégrée au volume, ce qui est également le cas de tous les balcons qui sont en loggia.

Le projet tel que proposé déroge à six dispositions du règlement d'urbanisme soit :

- L'article 8 qui prévoit que la hauteur maximale d'un bâtiment ne présentant pas de retrait de façade est de 30 m;
- L'article 43 qui prévoit que le COS maximal est de 6;
- L'article 58 qui prévoit que le projet doit avoir une implantation contigüe;
- L'article 81 qui prévoit que la marge latérale minimale doit être de 4 m;
- L'article 381 qui ne permet pas d'aménager un support à vélo dans une cour latérale;

- L'article 605 qui prévoit que le projet doit avoir un minimum de 62 places de stationnement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le site visé présente une grande visibilité, mais également un lot élevé de contraintes.

Considérant que : Les particularités du site sont à l'origine des dérogations du projet.

Considérant que : La portion surhauteur du projet ne présente aucun retrait par rapport à la façade et que la solution de moduler la matérialité préconisée est intéressante, mais que l'effet du basilaire s'en trouve écrasé.

Considérant que : Le choix de matériaux plus léger dans la portion supérieure est intéressant afin d'atténuer l'effet de masse, mais la multiplication des tons de gris surcharge le volume de la tour.

Considérant que : La façade donnant sur la rue de la Montagne, particulièrement au niveau du basilaire, est traitée comme une façade secondaire.

Considérant que : L'implantation glissée crée un espace résiduel au sol en façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Inclure le quatrième étage au basilaire.**
- **Simplifier le revêtement de la partie supérieure du bâtiment.**
- **Proposer un couronnement plus raffiné.**
- **Revoir la composition architecturale de la façade du basilaire faisant face à la rue de la Montagne.**
- **Revoir le traitement de la façade « glissée » afin de mieux participer au concept architectural de la tour.**
- **Encadrer l'aménagement paysager avec des éléments permanents, notamment par du mobilier ou par une œuvre d'art, afin de marquer davantage le coin des rues.**
- **Revoir le traitement de la rampe d'accès au stationnement, par l'ajout d'un muret végétalisé afin de favoriser une meilleure harmonisation avec le parc adjacent.**

Le Comité consultatif d'urbanisme mentionne que l'ajout d'une œuvre d'art extérieure pourrait être envisagé.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001349801
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1010, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à régulariser l'aménagement et l'agrandissement de l'aire de stationnement du sous-sol et à occuper la partie sud-ouest de celle-ci comme parc de stationnement public intérieur de 18 unités, soit environ 575 m². Le parc de stationnement permettrait d'occuper un espace actuellement non utilisé du sous-sol. L'usage cohabiterait avec les 21 unités de stationnement qui seraient identifiées comme privées. Des enseignes directionnelles pour orienter la clientèle vers l'espace consacré au stationnement public seront ajoutées. Un système de feux de circulation annonçant les allées et venues des voitures sera installé à l'entrée de garage et un au début de la section destinée à ce parc de stationnement. La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment : • à l'usage parc de stationnement public intérieur non autorisé dans la catégorie M.9C (article 242); • à la largeur minimale de 5,5 mètres pour certains points de la voie de circulation de l'aire de stationnement, dont la largeur la plus étroite est de 4,9 m (article 620).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une dérogation mineure (CA 10 240062) a été adoptée le 8 février 2010.
Considérant que :	Le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande de PPCMOI.
Considérant que :	L'aménagement actuel de l'aire de stationnement serait régularisé.
Considérant que :	Le nombre d'unités maximales permises pour ce bâtiment demeure conforme.
Considérant que :	La proposition est compatible avec le fort achalandage généré par les commerces et tours à bureaux du secteur.
Considérant que :	Malgré la proximité de la station de métro Beaudry, le volume d'achalandage justifie l'aménagement de 18 unités de stationnement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE aux conditions suivantes :

- **Identifier adéquatement et précisément les unités de stationnement privées afin qu'elles ne soient pas utilisées aux fins de stationnement public.**
- **Assurer une cohabitation cohérente entre les espaces de rangement ainsi que les cases de stationnement afin d'éviter qu'elles ne se superposent.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001328673
4.2.2 et 4.6.35

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	99999, rue Saint-Marc
Responsables :	Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 5 étages. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 15 mètres et comprendra 18 logements visant une clientèle étudiante : 5 places de stationnement et 20 emplacements pour vélos sont prévus. L'accès aux logements se fera par l'entrée principale ayant front sur la rue Saint-Marc et l'accès aux stationnements se fera par la ruelle à l'arrière. Pour ce qui est des matériaux, le projet prévoit deux teintes de pierre, blanc et carbone, pour les quatre étages inférieurs et un revêtement en acier corten pour le dernier étage. La fenestration proposée comprend du verre clair encadré par un revêtement métallique anthracite. Le projet tel que proposé déroge à trois dispositions du règlement d'urbanisme soit : • l'article 9 qui prévoit qu'un bâtiment situé dans un secteur de hauteur en mètres et en étage doit être égal ou inférieur aux hauteurs maximales prescrites; • l'article 605 qui prévoit un nombre minimal de 7 unités de stationnement pour un tel projet; • l'article 655 qui prévoit qu'une voie d'accès pour un emplacement à vélo doit avoir une largeur minimale de 1,2 m. Ainsi, les dérogations relatives à la hauteur et aux emplacements pour vélos peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers. Les questions relatives aux deux unités de stationnements manquantes pourront être traitées par l'intermédiaire du fonds de compensation.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 juin 2017 le Comité consultatif d'urbanisme, a émis un avis défavorable avec recommandations.
Considérant que :	La nouvelle proposition répond aux recommandations émises par le comité précédemment.
Considérant que :	L'implantation proposée reprend l'alignement du bâti le plus ancien et que la densité maximale du secteur est respectée.
Considérant que :	La hauteur du rez-de-chaussée devrait être rehaussée pour éviter l'effet

d'écrasement.

Considérant que : Les matériaux proposés sont de meilleure qualité et permettent de faire un rappel du parcellaire du secteur dans la composition de la façade.

Considérant que : L'accès aux stationnements pour vélos pourrait être mieux aménagé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Rehausser le plafond du rez-de-chaussée.**
- **Rehausser les fenêtres au niveau du rez-de-chaussée.**
- **Accentuer la pente de la fausse mansarde.**
- **Intégrer plus de fenêtres dans la fausse mansarde.**
- **Éliminer la présence de verre tympan sur la façade.**
- **Aménager un accès sécuritaire aux espaces pour vélos.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001326134
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1450, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Olivier Légaré

Description : La demande vise à rétablir les activités « débit de boissons alcooliques-salle de spectacle-salle de danse » dans le bâtiment, une autorisation peut être accordée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement et des objectifs du plan d'urbanisme.

L'immeuble visé par la présente démarche, au coeur du Village gai, est constitué de deux lots distincts. Le lot 5 665 076 correspond aux 1450-1456 rue Sainte-Catherine E, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Plessis, où est érigé l'ancien bureau postal (Station C), remarquable bâtiment Beaux-Arts de l'architecte Joseph Perrault construit en 1911. Le second, et juste au sud, est maintenant vacant depuis la démolition, en octobre 2016, de l'ancien théâtre Félix-Leclerc. Cette portion de la propriété est destinée à recevoir un projet résidentiel de 4 étages comportant 55 logements. Ce projet est autorisé par la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA11 240594).

Le règlement d'urbanisme limite l'établissement de nouveaux bars par un mécanisme de contingentement. L'objectif est de préserver une mixité des usages et de freiner les nuisances associées habituellement aux bars, comme le bruit ou le flânage. L'usage débit de boissons alcooliques doit donc, dans ce secteur, être situé à plus de 25 mètres d'un autre débit de boissons alcooliques (article 270 du Règlement d'urbanisme 01-282).

Un débit de boissons alcooliques, situé à moins de 25 mètres, contingente le 1450, rue Sainte-Catherine. Ce complexe occupe d'ailleurs toute la tête d'ilot de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Dalcourt et Alexandre-DeSève. Il s'agit d'un méga complexe (le Sky Pub, Complexe le Sky et Rebel brasserie urbaine) occupé par une terrasse très animée, générateur de nuisances.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le site est adjacent à une zone résidentielle en transformation.

Considérant que : L'ancien bâtiment de la station C est remarquable et demeure une sorte de forteresse sur la rue Sainte-Catherine et que son occupation permet certainement de le pérenniser.

Considérant que : Les ouvertures sont très hautes et l'absence de terrasse limite la propagation du bruit.

Considérant que : L'occupation du bâtiment à ces fins contribue à sa mise en valeur de même qu'à l'amélioration du paysage de la rue Sainte-Catherine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer, au moment de la demande de permis de transformation, une étude acoustique démontrant les mesures à mettre en place pour aménager un espace tampon, maintenu en tout temps et sans possibilité de vendre et consommer des boissons alcooliques, entre le bâtiment principal et les habitations au sud sur la rue Plessis.**
- **Intégrer, dans les plans de transformation, des mesures pour l'entretien et la restauration de l'extérieur du bâtiment.**
- **Maintenir sur la rue Sainte-Catherine les accès aux usages «débit de boissons alcooliques», «salle de spectacle» et «salle de danse», sauf pour les sorties d'urgence.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
s.o
4.2.4

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : Abords de l'UQÀM, rues Sanguinet, Christin et Savignac

Responsable : Christine Racine

Description : La demande vise à modifier le plan d'ensemble de cette phase de développement de l'UQÀM ainsi que d'autoriser des dérogations au Règlement d'urbanisme.

Le Bureau de projets du centre-ville de l'arrondissement de Ville-Marie a entrepris de mettre sur pied un programme visant à rendre accessibles au public plusieurs terrains appartenant à des propriétaires privés ou institutionnels afin de bonifier substantiellement l'offre en matière d'espaces de détente et de loisirs au centre-ville. Dans un contexte où les espaces vacants et propices à la création de nouveaux espaces publics sont peu nombreux et très coûteux, la formule d'un réseau impliquant des propriétaires partenaires permet d'atteindre cet objectif avec beaucoup de flexibilité. L'UQÀM figure parmi les premiers partenaires du programme.

Le projet prévoit l'aménagement d'un petit terrain appartenant à l'UQÀM à l'angle des rues Sanguinet et Christin afin d'y installer quatre (4) bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, une placette avec un kiosque et des stationnements pour vélos. Il prévoit également le réaménagement de la cour du pavillon J.A.-De-Sève afin de la rendre plus invitante et conviviale. De plus, la rue Sanguinet, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, ainsi que les rues Christin et Savignac, seront réaménagées de manière à les rendre plus conviviales et à les verdir.

Le projet prévoit l'installation de quatre (4) bornes de recharge rapide pour véhicules électriques sur un petit terrain appartenant à l'UQAM à l'angle des rues Sanguinet et Christin. Suite aux commentaires du comité consultatif d'urbanisme, des négociations et des recherches se sont mises en place afin de voir à la diminution du volume des bornes et à un meilleur design. Le programme d'études supérieures de design a été mis à contribution et des négociations se sont poursuivies entre le service de la Mise en valeur du territoire et Hydro-Québec. Même si la demande d'équipement moins volumineux et plus design a été faite et il est possible que le produit retenu en avril soit dans les mêmes gabarits. Il a été clairement exigé par l'arrondissement que la couleur soit plus sobre, dans les tons de gris.

L'exercice de design fait en collaboration avec l'UQÀM a permis de mettre sur le site d'autres usages qui diminueront l'impact de ces équipements et assureront une meilleure intégration urbaine.

Les bornes seront alignées sur la portion sud du site et accessibles par la rue Savignac. Le reste du site sera aménagé pour accueillir une placette, du verdissement, des supports à vélo, une biciborne, ainsi qu'un petit kiosque trois-saisons. Le kiosque, qui sera géré en partenariat avec l'Accueil Bonneau, occupant du bâtiment voisin de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), abritera une petite bibliothèque de livres et de jeux de sociétés disponibles pour consultation et utilisation sur place, de manière à assurer l'animation du site.

La cour du pavillon J.A.-De-Sève, quant à elle, conçue et réalisée en 1998, a perdu son cachet depuis de nombreuses années et ne parvient pas à jouer un rôle structurant dans le quartier. Elle sera transformée de manière à permettre son verdissement et pour la rendre plus conviviale et agréable à fréquenter, tant pour les étudiants que les résidents et les visiteurs du quartier.

La rue Sanguinet sera réaménagée de manière à ce que des élargissements de trottoirs accompagnent les façades des bâtiments de l'UQAM qui s'y succèdent. Les élargissements, qui seront verdis et meublés, amélioreront le confort des piétons et fourniront des occasions de rassemblement et de détente, en plus de sécuriser les traverses piétonnes.

La rue Christin sera également élargie par endroits, notamment devant le bâtiment de la SHDM, de manière à permettre son verdissement et l'aménagement de pauses.

La rue Savignac, quant à elle, beaucoup moins fréquentée puisqu'il ne s'agit pas d'une voie de transit sera traitée de manière à structurer son espace et permettre son verdissement. La circulation devra y être maintenue puisqu'elle dessert plusieurs espaces de stationnement. Son accès, par la rue Sanguinet, sera toutefois traité de manière à ce que les véhicules traversent l'espace piéton ininterrompu.

Le projet particulier viendra modifier les règlements antérieurs, de la manière suivante :

- Déroger aux articles 5 et 10 du Règlement 7489, portant sur les aménagements paysagers et les usages respectivement.

- Déroger à l'article 4, plus spécifiquement aux plans annexés portant la numérotation (A-100 et A-101) montrant les aménagements actuels du parc J.A.-De-Sève;

- le projet particulier pour l'aménagement du site délimité par les rues Christin, Savignac et Sanguinet prévoira les dérogations aux articles suivants du Règlement d'urbanisme :

    - Les usages prescrits (art.134);
    - Les opérations reliées à l'exploitation de l'usage (art. 170);
    - Équipement mécanique dans une cour avant (369.1);
    - Les normes relatives à l'implantation dans la cour avant et les autres cours (art 382);
    - Les enseignes et enseignes publicitaires (art. 565);
    - L'emplacement d'une aire de stationnement (art.609).

- À ces dérogations seront assorties les conditions suivantes :
  - De réaliser le projet selon les plans en annexe;
  - Des bornes de recharge de couleur grise;
  - Le transformateur devra être camouflé à l'intérieur du bâtiment proposé.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour cette demande.

Remarque importante : À la séance du 14 décembre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à cette demande. À la séance du 10 mars 2016, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis préliminaire favorable conditionnel à l'égard de la station de recharge électrique.

Considérant que : Le projet s'inscrit dans le plan d'action du PPU du Quartier des spectacles - Pôle Quartier Latin.

Considérant que : Les modifications permettront l'installation des premières bornes de recharge rapide pour véhicules électriques au centre-ville, une mesure répondant aux objectifs de la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020.

Considérant que : Le projet permettra le verdissement d'un secteur très minéralisé du centre-ville, ainsi que la consolidation d'une partie du campus urbain de l'UQAM, notamment en renforçant les liens et en assurant la cohérence entre les divers pavillons de l'université de part et d'autre de la rue Sanguinet.

Considérant que : Le projet permettra le réaménagement de la cour du pavillon J.A.-De-Sève, dont l'aménagement défraîchi ne permet plus de jouer un rôle structurant à l'échelle du quartier

Considérant que : Le verdissement des rues Christin et Savignac est prévu.

Considérant que : Le plan d'aménagement multifonctionnel de l'îlot vert, ainsi que conditions exigées dans le projet particulier permettront une intégration urbaine du projet et le remplacement d'un espace de stationnement vétuste et non aménagé.

Considérant que : Le projet intégrera la reconstruction d'infrastructures souterraines en mauvais état.

Considérant que : Les bornes de recharge rapide sont imposantes et ne permettent pas une intégration du site à l'échelle humaine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Le comité déplore la dimension des bornes à recharge rapide et est très préoccupé par leur intégration en milieu urbain de haute densité. Le comité suggère que les bornes soient remplacées lorsque la technologie le permettra.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.4.2 et 4.6.23

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1115 et 1188, rue Saint-Antoine Ouest
Responsables :	Bruno Collin, Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Saint-Antoine, aux abords de la rue Jean-D'Estrées. Une dérogation mineure est également requise en raison de la projection d'une construction au-delà du maximum autorisé par le règlement d'urbanisme. Cette dérogation peut être accordée par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). À noter que ladite dérogation doit être accordée à la fois aux deux bâtiments riverains auxquels se rattache la passerelle, soit le 1115 et le 1188, rue Saint-Antoine Ouest. La passerelle proposée vise à raccorder le complexe des tours TDC2 et TDC3 au réseau protégé du centre-ville (RESO), qui mène notamment aux gares Centrale et Lucien-L'Allier, ainsi qu'aux stations de métro Bonaventure et Lucien-L'Allier. Une seconde liaison, cette fois souterraine, est également projetée sous la rue Jean-D'Estrées afin de prolonger le réseau jusqu'au complexe immobilier projeté sur l'îlot voisin compris entre les rues Saint-Antoine, Peel, Saint-Jacques et Jean-D'Estrées. D'une longueur totale de 64 m, la passerelle occupe l'emprise de la rue Saint-Antoine sur une distance de 23 m, et serait située à une hauteur variant de 6 à 8 m au-dessus du domaine public. Contrairement à la version précédente, cette proposition présente une occupation nettement moins envahissante du domaine public aussi bien en plan qu'en élévation. Par définition, une telle occupation déroge à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), lequel prescrit qu'une saillie sur un édifice ne puisse jamais s'avancer à plus de 0,6 m au-dessus du domaine public. Le préjudice causé par cette disposition est évident puisqu'elle interdit à toutes fins utiles une passerelle au-dessus d'une rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aux séances du 6 juillet et du 23 novembre 2017 le Comité consultatif d'urbanisme, a émis un avis favorable conditionnel ainsi qu'un avis défavorable avec recommandations.
Considérant que :	La structure proposée est audacieuse et se marie harmonieusement à la

composition architecturale.

Considérant que : Le projet est marquant dans le paysage tout en demeurant peu envahissant sur le domaine public.

Considérant que : La construction n'obstrue aucune vue ou perspective d'intérêt.

Considérant que : Le proposant a manifesté son accord à enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro.

Considérant que : La dérogation demandée est acceptable dans la mesure où le projet contribue à l'enrichissement du paysage urbain.

Considérant que : Le projet facilitera la reconstruction des îlots situés au sud de la rue Saint-Antoine.

Considérant que : Le territoire situé au sud de la rue Saint-Antoine ne pourrait se connecter autrement au RESO que par une passerelle en raison de la topographie du site.

Considérant que : La présence du sas situé dans l'extrémité sud de la passerelle est susceptible de miner l'expression de légèreté recherchée dans le concept.

Considérant que : Un verre ultra clair est souhaitable pour assurer la réelle transparence de l'enveloppe de la passerelle aussi bien de jour que de nuit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un verre ultra clair pour l'enveloppe de la passerelle.**
- **Assurer que la structure demeure minimaliste et les encrages délicats.**
- **Déplacer le sas situé dans la partie sud de la passerelle vers l'intérieur de la tour.**
- **Éviter que la base de la colonne principale ne crée un dénivelé au niveau du sol afin de rendre le lieu agréable et sécuritaire à l'échelle piétonne.**
- **Enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro en faveur de la Ville.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001295121
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	864, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « établissement cultuel, tel lieu de culte et couvent » au 3^{e} étage pour le Ministère de Réveil pour les nations. D'une superficie d'environ 930 m^2 l'espace est divisé en plusieurs sections, dont une salle pouvant accueillir 200 personnes servant de lieu de prière et de chant. Des bureaux administratifs ainsi qu'un espace de détente accessoire à l'usage principale occupent le second espace. Cette demande viendrait régulariser l'occupation de ce niveau du bâtiment. Aucun travaux majeurs n'est prévu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur à l'exception de travaux d'acoustique qui permettrait de minimiser les nuisances pouvant être occasionnées par l'utilisation des haut-parleurs. Une solution devra être mise de l'avant pour éviter que le son voyage à l'extérieur du bâtiment. Selon l'article 247, l'usage « établissement cultuel, tel lieu de culte et couvent » est autorisé en usage conditionnel associé à la catégorie M.9.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 09 240241) a été adopté le 7 avril 2009.
Considérant que :	Le secteur et le bâtiment visé se caractérisent par une forte mixité d'usages.
Considérant que :	L'obtention d'un certificat d'occupation viendrait régulariser la situation existante puisque le Ministère de Réveil pour la Nation occupe déjà le 3^{e} étage.
Considérant que :	Aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment n'est prévue.
Considérant que :	L'aménagement du 3^{e} étage tel que l'on retrouve aujourd'hui n'est pas idéal pour plusieurs activités commerciales alors que l'espace est adéquat pour l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent ».

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Fournir une étude acoustique afin de minimiser les impacts sonores à l'égard du bruit en provenance de l'établissement où l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » est prévu et le cas échéant, appliquer les mesures de mitigation proposées.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001381775
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	810, rue Saint-Antoine Est
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser l'usage «bureau» à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est. Le bâtiment, construit en 1973 pour accueillir des bureaux, a servi notamment, jusqu'aux années 2000, à des divisions administratives de la Ville. Le projet prévoit un réaménagement mineur dans les locaux pour accueillir, à tous les étages du bâtiment, un locataire temporaire (24 mois). Ainsi, quelques travaux intérieurs sont requis (changement du tapis, peinture, modification des partitions), mais aucuns travaux extérieurs. L'emplacement est un secteur d'usage R.3, dans lequel l'usage bureau n'est pas permis. Toutefois, un usage conditionnel peut être autorisé en vertu du premier paragraphe de l'article 136.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Ce bâtiment a été construit pour abriter des bureaux et a toujours été utilisé à cette fin.
Considérant que :	La demande ne peut être traitée en droits acquis, puisqu'aucun certificat d'occupation pour du bureau n'est enregistré pour ces dernières années.
Considérant que :	Le Plan d'urbanisme donne une affectation du sol « mixte » pour cet îlot et celui de la gare Viger.
Considérant que :	Aucun travaux extérieurs ne sont requis.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001346309
4.5.3

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 1379, rue Ontario Est

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise à autoriser l'occupation de deux unités résidentielles par l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est.

Le bâtiment de 3 étages se situe sur la rue Ontario Est, entre les rues Panet et Plessis. Le secteur est zoné M.7C autorisant les commerces et services de proximité de moyenne intensité. Les immeubles adjacents sont le Théâtre Prospero à l'ouest et à l'est un restaurant, un établissement cultuel et des bureaux.

Un restaurant occupe le rez-de-chaussée de l'immeuble et 6 appartements, chacun réparti sur 2 étages et comportant 2 chambres, se trouvent au-dessus. La moitié des logements donnent sur la façade du côté de la rue Ontario et l'autre moitié donnent sur le passage privé à l'arrière. Les espaces de vie sont situés au 2^{e} étage et les chambres au 3^{e}. Une terrasse commune se situe au cœur de l'immeuble, au 3^{e} étage, accessible par les chambres.

Le propriétaire de l'immeuble demande l'usage résidence de tourisme pour les unités #1 et #3, toutes deux localisées en façade sur Ontario. Le logement #3 est présentement vacant et l'autre le sera à partir du 15 février, à la suite d'une entente de résiliation de bail comprenant une compensation financière. Les espaces communs qui seraient partagés entre les locataires et la clientèle des résidences de tourisme sont le corridor menant aux logements et la terrasse. Cette dernière sera aménagée de palissades afin de conserver une certaine intimité des locataires.

La clientèle devra se conformer au règlement d'utilisation de l'immeuble, notamment à l'interdiction de bruit excessif et de fêtes et les locataires de l'immeuble seront avisés qu'ils pourront contacter l'équipe de gestion dans le cas de non respect des consignes. La gestion des matières résiduelles sera assumée par le demandeur afin de se coordonner avec les jours de collecte.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les critères d'évaluation prévus à l'article 316 tenant compte notamment du milieu résidentiel environnant, de la quiétude du voisinage et des espaces partagés avec les logements existants doivent être respectés.

Considérant que : La clientèle des résidences de tourisme partagerait le corridor et la terrasse de petite dimension avec les locataires des logements.

Considérant que : Malgré l'installation de palissades sur cette terrasse, l'intimité et la quiétude de ces locataires seraient compromises puisque l'espace se situe au cœur du bâtiment, au même niveau que les chambres des logements.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001338810
4.5.4 et 4.6.36

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	176, rue Sainte-Catherine Est
Responsables :	Christine Racine et Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser par la procédure d'usage conditionnel, l'usage « lieu de culte sur les 7 étages du bâtiment, ce qui représenterait une superficie totale de 3 614 m^2. Le bâtiment a fait l'objet d'une demande de rénovation en 2012 et il est complètement inoccupé depuis 2013. Une cheminée en brique sera démolie à l'arrière afin de reconfigurer un escalier d'issue desservant tous les étages du bâtiment. Cet agrandissement en aire de bâtiment, d'une empreinte au sol d'environ 28,5 m^2, sera recouvert de brique au rez-de-chaussée et au mur à la ligne de lot ainsi qu'en parement métallique sur la façade arrière. Cette intervention sera très peu visible depuis l'avenue de l'Hôtel-de-Ville.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 8 mars 2012, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la transformation partielle du niveau rez-de-chaussée des façades nord et est.
Considérant que :	L'usage proposé n'est pas compatible et complémentaire avec le milieu environnant.
Considérant que :	La continuité commerciale n'est pas assurée au rez-de-chaussée et représenterait une coupure dans la trame de la rue Saint-Catherine.
Considérant que :	Les enseignes proposées ne mettent pas en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Un usage commercial devra être implanté au rez-de-chaussée du bâtiment.**
- **Retirer l'enseigne de coin.**
- **Abaisser l'enseigne proposée en façade au niveau du rez-de-chaussée.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001363132
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	110, rue Sainte-Thérèse
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la modification d'une ouverture au niveau rez-de-chaussée d'un édifice de 5 étages construit en 1912, et transformé de façon importante en 1990, selon l'inventaire patrimonial du Vieux-Montréal. La fenêtre est transformée en une nouvelle alcôve d'entrée desservie par un escalier de 4 contremarches en pierre calcaire. La nouvelle porte métallique présente une large section vitrée.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a émis une autorisation pour ces travaux.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 127, 127.22, et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition présente une apparence contemporaine exprimant son époque.
Considérant que :	La nouvelle alcôve en retrait a un impact plutôt faible sur l'apparence du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001372774
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1005, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de l'installation de deux enseignes lumineuses à la façade d'un bâtiment de deux étages datant de 1914 selon les registres de la ville. Une enseigne à plat présente l'inscription « Vite Fit » en lettres lumineuses de type «channel». Elle est installée sur un fond opaque de forme rectangulaire de 5,4 mètres de long en aluminium de couleur blanche. Cette enseigne surmonterait une autre enseigne ancienne de mosaïque signalant le «Northeastern Lunch» qui fut révélée lors des travaux de restauration en cours sur le site depuis 2016. La «Northestern Lunch» fut une chaine de restaurants populaires pendant la période d'entre-deux-guerres à Montréal. Une deuxième enseigne lumineuse en saillie de forme carrée de 0.9 mètre de côté est proposée directement à droite de l'enseigne à plat.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les enseignes sont implantées adéquatement, au bandeau au-dessus de l'entrée.
Considérant que :	L'enseigne de mosaïque « Northeastern Lunch » est un élément d'intérêt de la façade dont la visibilité devrait être conservée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer au fond opaque d'aluminium de couleur blanche et localiser l'enseigne à plat au bandeau métallique au-dessus de la vitrine, en laissant apparaitre l'enseigne « NorthEastern Lunch ».**
- **Réduire les dimensions de l'enseigne en saillie à 0.75 mètre de côté, afin de favoriser une meilleure intégration à la façade du bâtiment.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001374746
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	475, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de l'installation de quatre enseignes lumineuses à la façade d'un bâtiment de trois étages datant de 1927 selon les registres de la ville. Les enseignes lumineuses à plat prennent la forme de valises d'environ 0.6 mètre de côté jointes en paire. Une présente la marque de commerce « Mini Sou » en caractère latin, et l'autre en caractères japonais. Une paire d'enseignes est proposée à la façade de la rue Sainte-Catherine, alors que la deuxième paire est localisée à la façade ouvrant sur le parvis de l'église Saint-James-United.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du R*èglement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les enseignes sont implantées adéquatement, au bandeau au-dessus de la vitrine commerciale.
Considérant que :	L'enseigne donnant sur le parvis de l'église devrait présenter un caractère plus sobre.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Prévoir des enseignes non lumineuses à la façade donnant sur le parvis de l'église Saint-James-United.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001367425
4.6.4

Objet :	**DEMANDE D'UN PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1171, rue Montcalm
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement d'une terrasse située au toit d'un garage situé à l'extrémité Est de la propriété. Les travaux sont localisés à l'arrière d'un bâtiment vernaculaire de 3 étages construit vers 1900, et qui s'est retrouvé en bordure d'un parc riverain du boulevard René-Lévesque suite à l'élargissement de celui-ci à la fin des années 1950. La structure du toit et son pontage seront complètement remplacés par une nouvelle charpente en bois et surmontée d'une terrasse en bois traité ceinturée de garde-corps également construits de bois traité. Selon les dessins fournis sur une demande de permis en 2008, l'extrémité Est de la terrasse serait à cheval sur la ligne de lot. Pour se conformer aux prescriptions du Code de construction du Québec, tous les éléments de la terrasse doivent être faits de matériaux incombustibles jusqu'à 1,2 m de la ligne de lot. D'autre part, l'article 21.6 demande également que le garde-corps soit en retrait de 1,5 m du mur arrière.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention, telle que présentée, pourrait constituer une nuisance.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Munir la terrasse d'un garde-corps en acier soudé, et situer ce dernier à une distance de 1.5 m du mur arrière.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001382566
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2325, rue Frontenac
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement du couronnement, des balcons et des garde-corps. Le permis 3000674738-17 a été délivré en octobre 2017 concernant le remplacement de la brique, des allèges, des linteaux, des portes et des fenêtres. Suite à une inspection du chantier, l'arrondissement s'est a perçu que certains travaux avaient été réalisés en sus. L'immeuble aurait été construit en 1909, et il a traversé son premier siècle sans trop s'éloigner des caractéristiques d'origine, mais il a été victime de variations de la capacité portante du sol et d'un entretien déficient sous la gouverne des derniers propriétaires. Les travaux réalisés récemment tel que permis ont beaucoup amélioré sa situation, et l'ouvrage additionnel est, de façon générale, recevable, à l'exception du remplacement des garde-corps des balcons des 2e et 3e étages, qui sont constitués de pièces d'aluminium assemblées mécaniquement, dont l'utilisation est prohibée en façade, pour des raisons esthétiques et de sécurité.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 89, 104 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le remplacement des garde-corps constitue une fausse note dans la partition.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Remplacer les garde-corps en aluminium assemblé mécaniquement par des garde-corps en acier ou en aluminium soudé.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001361433
4.6.6

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 2149, rue Cartier

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la modification de la façade du bâtiment. L'immeuble représente la moitié d'un ensemble de 2 éléments tout à fait atypique dans le tissu urbain du secteur, de par son implantation en recul avec descente vers le garage, son usage de résidence unifamiliale, et la composition de la façade de type post-moderne à tendance régionaliste faisant la part belle à des matériaux de faible longévité et qualité.

Le demandeur propose une relecture complète de l'œuvre détonante de l'ingénieur André Bergeron, en ajoutant des ouvertures de dimensions semblables à chaque étage, ainsi qu'une rangée complète d'ouvertures à l'intérieur de ce qui semble être un volume de toiture surdimensionné, dans le but de transformer la résidence unifamiliale en un immeuble de 4 logements. Le percement de multiples ouvertures au niveau du couronnement modifie considérablement le patron de recouvrement originel de la façade, et élimine ainsi l'effet miroir qui est la caractéristique principale de la composition.

Les garde-corps en acier d'origine seraient remplacés par des garde-corps en verre, et une petite toiture en pente protégeant le balcon du rez-de-chaussée serait retirée pour des motifs mystérieux. Les matériaux d'origine – crépi, tôle - seraient réinstallés sur les surfaces qui en sont aujourd'hui dépourvues, dans un souci d'authenticité peut-être superflu; par contre, certains éléments de la composition volumétrique seraient modifiés en affaiblissant l'unité de l'ensemble.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.7 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : La subdivision en 4 logements est recevable et correspond au secteur.

Considérant que : Il serait préférable d'opérer une transformation plus radicale en conservant la colonne de brique du côté gauche.

Considérant que : La façade existante ne comporte pas d'éléments d'intérêt significatif justifiant leur conservation, mais une certaine harmonie doit être conservée avec le modèle original.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Conserver ou remplacer les garde-corps d'origine selon le même modèle.**
- **Proposer des finis conformes pour remplacer le crépi proposé.**
- **Recomposer la nouvelle façade pour atteindre un traitement contemporain plus contrasté avec celui de la façade contiguë, tant au niveau des matériaux que des ouvertures.**
- **Revoir le projet à une séance subséquente.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001366066
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1327, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne lumineuse à plat identique à l'existante et à celle qui avait été présentée précédemment, portant l'inscription « Ecco » en lettres blanches sur un fond noir d'une hauteur harmonisée à celle des autres affichages du même bâtiment. Elle prévoit également l'installation à proximité de la porte d'entrée d'une enseigne lumineuse en saillie identique à l'existante en 2017, alors qu'une enseigne plus petite avait été illustrée aux documents préalablement approuvés. L'emploi de la même enseigne témoigne d'un souci écologique et financier salutaire; celle-ci aurait une hauteur de 1,5 m sur une largeur de 0,6 m, et porterait la même inscription de la même façon. Elle serait installée à la hauteur minimale permise, avec le bas à 2,4m du trottoir, ce qui ferait arriver la partie haute à une hauteur quelconque non alignée sur les lignes de composition de l'immeuble; en contrepartie, à son ancienne position, le bas et le haut de l'enseigne pouvaient s'aligner sur les éléments encadrant les vitrines de l'immeuble.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le comité consultatif d'urbanisme à la séance du 5 octobre 2017 a émis un avis favorable au projet d'agrandissement du local.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne serait plus harmonieuse si elle était positionnée plus haut.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Positionner l'enseigne proposée de façon à ce que le haut et le bas soient alignés sur le haut et le bas du cadre supérieur des vitrines existantes.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001364847
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1175, rue Crescent
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise des travaux de démolition et reconstruction de l'escalier d'accès au bâtiment, dont l'incarnation présente remonte à 1988, mais dont l'état laisse de plus en plus à désirer. L'escalier fut construit en acier soudé avec contremarches opaques en acier, et le propriétaire a recouvert les marches d'un ciment maigre qui se dilapide peu à peu au rythme de la rouille qui gangrène constamment le support. Il est impossible de déterminer la forme de l'escalier d'origine de cet immeuble qui faisait partie de la frange moins aisée du Newtown à sa construction en 1885. Il est possible que les marches aient été en pierre, comme il est aussi possible qu'elles aient été en bois; quoi qu'il en soit, le demandeur propose de remplacer l'existant par une version semblable en acier galvanisé, avec marches et palier en fibre de verre qualité commerciale. Le garde-corps serait également en galvanisé, avec des barrotins munis de bagues décoratives circulaires, le tout étant de facture moderne, mais compatible avec la facture patrimoniale du parement du rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le modèle d'escalier proposé est plausible dans les circonstances.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001355037
4.6.9

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	650, rue Notre-Dame Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser l'implantation d'une pergola. L'immeuble de 18 étages visé par la demande de permis a été construit en 2004-05 selon les dessins de l'architecte Jean-Pierre Lagacé. Il s'agit de l'implantation, sur une terrasse déjà aménagée au 6e étage, d'une pergola d'aluminium destinée à remplacer une pergola en bois érigée sans autorisation à une date indéterminée. Entre le moment où les propriétaires ont été avisés par l'inspection, et celui où ils ont déposé la demande de permis, les travaux de remplacement ont été terminés, et il est possible de voir le résultat depuis la voie publique. Quoique la forme de la structure soit perceptible, on peut dire que son impact sur l'apparence de l'immeuble est très minime.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact des travaux est minime.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001379642
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1631, rue Sainte-Catheirne Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise la réfection d'une vitrine au rez-de-chaussée. L'immeuble à l'étude aurait été construit en 1891, comme son voisin du côté Ouest, mais sa façade a été reconstruite suite à un incendie durant les années 1950. Toutefois, au niveau du rez-de-chaussée, l'aménagement et la disposition des vitrines ont été modifiés maintes fois au gré des besoins de l'occupant. Le demandeur propose d'éliminer la grande fenêtre ouvrante qui convenait au restaurant précédent, ainsi que l'entablement de tôle bricolé de guingois, pour les remplacer par une vitrine en verre thermos encadrée par des panneaux d'aluminium gris fusain. Ceux-ci seraient également employés comme plinthe au-dessous de la vitrine, à l'endroit le plus propice pour recevoir des coups.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Il serait préférable que le bas de la vitrine soit revêtu de matériaux plus solides.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Recouvrir le bas de la vitrine de matériaux plus durables.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001381094
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	800, rue de la Gauchetière Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le puits d'ascenseur reliant le stationnement souterrain au rez-de-chaussée; ledit puits serait prolongé d'un étage pour donner accès au hall d'exposition. La place Bonaventure a été construite entre 1964 et 1967 sous la direction d'Éva Vecsei, des architectes Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold et Sise, et était destinée majoritairement dès l'ouverture aux grandes expositions, raison pour laquelle on avait jugé bon de ne pas fenestrer les 8 premiers étages. La société propriétaire est engagée depuis 1998 dans un programme progressif d'ouverture sur la ville qui, petit à petit et au gré des contrats de location de bureaux, perce ici et là de nouvelles ouvertures dans ses murs extérieurs, selon un patron dérivé des ouvertures prévues dès l'origine pour l'hôtel situé au sommet de l'immeuble. Elle prépare également une reconfiguration des entrées de bureaux situées sur les 3 rues y donnant accès.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention sera difficilement perceptible, et que les finis de béton originaux seront reproduits.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001386445
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1535, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne sur un immeuble commercial aujourd'hui, mais qui, de toute évidence, n'avait pas été conçu à cette fin à l'origine, puisque c'était la résidence de Robert S. Bagg, héritier du plus riche propriétaire terrien privé de l'île de Montréal au XIXe siècle. Le demandeur envisage d'installer une enseigne à plat non lumineuse au-dessus de la porte du rez-de-chaussée, de façon à ce qu'elle soit centrée sur la fenêtre de coin. Il y a à cet endroit une rare surface plane de pierre permettant l'installation d'une enseigne, sauf que cet élément est courbé pour souligner l'angle de la maison par une tourelle. L'enseigne porterait l'inscription «Collège international de Montréal» au côté d'un simili-blason mettant à l'honneur la fleur de lys et la rosette emblématique de Montréal, sur une longueur de 1,15 m et une hauteur de 0,38 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'installation du support d'enseigne pourrait endommager la maçonnerie.
Considérant que :	L'enseigne ne met pas en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Positionner l'enseigne au niveau de la fenestration du local ou de l'imposte de la porte du rez-de-chaussée afin de préserver la maçonnerie.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001370866
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1371, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la modification d'une vitrine commerciale afin de créer un deuxième local commercial dans l'immeuble. Il s'agit de la Eastern Townships Bank construite en 1910 à l'angle des rues Sainte-Catherine Est et Crescent à laquelle un agrandissement a été greffé en 2006. Une nouvelle entrée est donc proposée sur la portion Est de la façade Sainte-Catherine. Deux panneaux de verre sont modifiés afin de créer une alcôve logeant la nouvelle porte à battant donnant accès au commerce de l'étage. L'alcôve proposée à une dimension de 6,1 m x 1,9 m et une hauteur de 3,0 m. Concernant les finis de l'alcôve, le mur de la porte et le mur Ouest sont constitués du même type de mur rideau que la vitrine existante, la porte est vitrée sur son ensemble, au mur Est, un panneau tympan est proposé et le soffite est en aluminium peint. Finalement, la base de granite, qui unit la partie ancienne et la partie contemporaine de l'immeuble, sera remplacée par des marches et un palier de béton dans la portion modifiée de la vitrine.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour cette demande.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La base de granit devrait être maintenue afin d'assurer l'intégration de l'intervention proposée.
Considérant que :	L'impact de l'ajout de l'alcôve sur l'architecture du bâtiment est relativement faible.
Considérant que :	La base de granit et le pilastre de pierre présents sur la partie contemporaine du bâtiment favorisent l'intégration harmonieuse de cette dernière avec la Eastern Townships Bank construite en 1910.
Considérant que :	L'ajout d'une porte sur la rue Sainte-Catherine favorisera son animation et son ambiance.

Considérant que : Un revêtement de pierre devrait être proposé au mur Est de la nouvelle alcôve afin d'assurer l'intégration de l'intervention proposée.

Considérant que : La nouvelle ouverture pour la porte d'entrée semble petite par rapport à l'ensemble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des marches et un palier en granit afin de maintenir la continuité de la base de granit existante.**
- **Proposer un revêtement de pierre similaire à celui déjà en place au mur Est de l'alcôve.**
- **Modifier la porte d'entrée afin qu'elle prenne la pleine largeur du module du mur rideau.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001367325
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1260, rue Redpath-Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement de la toiture en ardoise du bâtiment, le remplacement de 9 fenêtres sur la façade arrière ainsi que l'ajout de garde-corps en verre sur 2 terrasses au toit et un balcon. Les trois garde-corps proposés ne sont pas localisés en recul par rapport aux façades et doivent faire l'objet d'une révision architecturale. Le nouveau garde-corps le plus visible est proposé en façade avant, en bordure de la terrasse déjà existante sur le garage d'un étage. Il s'agit de panneaux de verre sans cadre d'une hauteur de 1,07 m et il serait situé derrière un élément de fer forgé existant. Un autre garde-corps, de même matériau et hauteur, est proposé derrière le parapet surmontant une saillie sur la façade arrière sur laquelle est aménagée une petite terrasse. Finalement, un dernier garde-corps est proposé sur un balcon localisé sur la partie arrière de la toiture à 2 versants de la maison, derrière un muret existant. Dans les 3 cas, les travaux visent à rendre les terrasses et balcons plus sécuritaires pour les occupants.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour cette demande.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6, 99, 103, 104, 105 et 127.13 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le choix de garde-corps en verre trempé sans cadre rendra ces derniers très discrets.
Considérant que :	Les garde-corps sont situés derrière des éléments architecturaux existants.
Considérant que :	L'impact des garde-corps en verre sur l'architecture du bâtiment est faible et qu'ils seront peu visibles de la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001362462
4.6.15

Objet :	**DEMANDE D'UN PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1480, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la modification de la vitrine commerciale située au rez-de-chaussée de l'immeuble. La vitrine actuelle est de forme arrondie et est en avancée par rapport à la saillie de pierre située à l'étage supérieur. La vitrine proposée reprend sensiblement la même implantation, mais présente une forme brisée en plan plutôt qu'arrondie. Les moulures couronnant la vitrine seront reproduites à l'identique afin d'épouser le nouveau profil de celle-ci et des joints en silicone sont proposés à la jonction des panneaux de verre. La base est recouverte de granit noir dépoli. Bien que la vitrine n'ait pas conservé sa forme et son apparence d'origine, des dessins pour permis montrent que le profil arrondi actuel est présent depuis au moins 1945. Le demandeur souhaite changer le profil courbe par un profil rectiligne pour diminuer les réflexions sur le verre.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.16 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La vitrine a été agrandie depuis au moins 1945.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est faible.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001384107
4.6.16

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

Endroit : 22, place Upper-Trafalgar

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser le remplacement de la membrane de toit, le changement du revêtement de sol de la terrasse ainsi que l'aménagement en terrasse de la partie du toit en bordure de la voie publique.

Une terrasse au toit a été autorisée en 2006, mais la terrasse actuelle est plus grande que celle autorisée. En conséquence, le garde-corps métallique de cette terrasse n'est pas situé en recul par rapport à la façade du bâtiment, rendant la construction très visible.

Afin d'autoriser la modification du revêtement de sol de la terrasse, les éléments non autorisés doivent faire l'objet d'un permis. À cet effet, le demandeur souhaite que la terrasse et son garde-corps soient autorisés sans le recul prescrit par rapport à la façade avant.

Le garde-corps, déjà en place, est constitué d'un treillis métallique soudé et a une hauteur de 1,07 m. Il est situé dans le plan de la façade principale. Pour le revêtement de sol qui doit être remplacé, le demandeur propose un dallage de pierre artificielle sur plots ainsi qu'un trottoir central en cèdre rouge.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6, 99, 103, 104, 105 et 127.13 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Le garde-corps proposé est très visible de la voie publique et que son impact sur l'architecture du bâtiment et le bâti environnant est négatif.

Considérant que : La terrasse est suffisamment grande pour respecter le recul prévu au règlement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Proposer une terrasse dont tous les éléments, y compris le garde-corps, respectent les reculs prescrits à l'article 21.6 du règlement d'urbanisme par rapport à la façade du bâtiment.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001366625
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	333, place d'Youville
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne en saillie et d'une enseigne sur vitrage sur l'édifice. L'enseigne sur vitrage est composée de lettres détachées blanches formant l'inscription « nuspace » mesurant 0,12 m x 1,27 m. L'enseigne en saillie, rouge, est installée sur une potence contemporaine noire et mesure 0,61 m x 0,61 m. On y retrouve l'inscription « nuspace » mesurant 0,64 m x 0,55 m en lettrage blanc rétro éclairé. Elle est localisée à 3,05 m du sol, à mi-chemin entre l'entablement et le haut des fenêtres.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour cette demande.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 455.2 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne sur vitrage proposée s'intègre à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée est localisée à mi-chemin entre l'entablement et les fenêtres.
Considérant que :	L'enseigne en saillie est de grande dimension.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Aligner le haut de l'enseigne en saillie avec le haut des fenêtres du rez-de-chaussée de l'immeuble.**
- **Réduire la superficie de l'enseigne en saillie afin de favoriser son intégration.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001381767
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	828, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes à plat sur l'édifice afin d'identifier le commerce situé au 2e étage. Les 3 enseignes sont composées de lettres détachées jaunes rétroéclairées formant l'inscription « mise en forme Econofitness ». Deux des enseignes sont localisées au-dessus des fenêtres du 2e étage et mesurent 0,98 m x 4,85 m − une donne sur la rue Saint-Hubert et l'autre sur la rue Saint-Christophe. Il est à noter que ces 2 enseignes sont éloignées de l'entrée du commerce. Une troisième enseigne, composée elle aussi de lettres détachées jaunes rétroéclairées formant l'inscription « mise en forme Econofitness », mesure 0,76 m x 5,11 m et est situé au-dessus de l'entrée du commerce, mais en avancée par rapport à l'alcôve de l'entrée. Un cadre métallique gris permet cette configuration. L'enseigne proposée est plus basse que l'ensemble des autres enseignes présente au rez-de-chaussée de l'immeuble.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 455.2 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les 3 enseignes proposés au-dessus du 2e étage ne s'adressent pas aux piétons et ne permettent pas d'identifier l'entrée du commerce.
Considérant que :	L'enseigne proposée près de l'entrée du commerce ne s'harmonise pas à l'architecture du bâtiment ni au positionnement des enseignes voisines.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Sur la façade Sainte-Catherine, proposer une enseigne au-dessus de l'entrée qui s'harmonise avec l'architecture de l'alcôve. Cette enseigne devrait également être située sur le même plan que le mur de la porte d'entrée.**
- **Retirer les enseignes sur les façades Saint-Hubert et Saint-Christophe afin de privilégier l'installation d'enseignes sur la façade principale intégrée adéquatement à l'architecture du bâtiment.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001325881
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1673, rue de Champlain
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'aménagement de logements supplémentaires et l'installation d'une terrasse au toit dont le garde-corps ne respecte pas le recul prescrit. La terrasse proposée est aménagée sur un agrandissement d'un étage existant situé à l'arrière du corps principal et elle recouvre l'ensemble de ce toit. Au mur arrière, un recul de 2,13 m, correspondant au double de la hauteur du garde-corps proposé, serait requis, mais le demandeur propose un garde-corps aligné avec le mur arrière. Le plancher de la terrasse et le garde-corps proposés sont en aluminium.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de l'intervention proposée n'est pas visible de la voie publique.
Considérant que :	La terrasse est située sur une extension d'une hauteur d'un étage et qu'elle occupe l'ensemble de la toiture, le non-respect du recul requis par règlement d'urbanisme n'entraine pas de préjudice pour les voisins.
Considérant que :	Le garde-corps proposé en aluminium devrait être composé d'éléments soudés.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Proposer des garde-corps en aluminium soudé.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001320803
4.6.20

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	628, rue Saint-Jacques
Responsable :	Bruno Collin
Description :	La demande vise la révision des plans déposés en vue d'obtenir un permis de transformation pour la construction d'un projet immobilier autorisé par les résolutions CA12 240587 et CA17 240547. La composition architecturale de cet édifice était passablement détaillée dans les plans annexés à la dernière résolution du conseil d'arrondissement. Aussi, considérant que le concept proposé ne présente aucun changement notable, la présente revue porte principalement sur le choix des matériaux de revêtement. Dans les grandes lignes, le traitement proposé correspond aux objectifs de l'autorisation de septembre dernier. La colonnade de maçonnerie en façade n'est pas sans rappeler une expression architecturale caractéristique de la rue Saint-Jacques. De même, les balcons en loggia sont discrètement intégrés, ce qui permet de respecter l'image «centre des affaires» du square Victoria.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Deux projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA12 240587 et CA17 240547) ont été adoptés le 2 octobre 2012 et le 4 octobre 2017 respectivement. À la séance du 10 juillet 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel.
Considérant que :	Les échantillons de matériaux proposés sont appropriés et correspondent aux recommandations formulées par le CCU lors de sa séance du 10 juillet 2017.
Considérant que :	Le revêtement du basilaire est en pierre calcaire naturel, tandis que le béton préfabriqué de la tour reprend la couleur et la texture de cette même pierre.
Considérant que :	Le verre est clair et aucun balcon en saillie n'est visible depuis le square Victoria.
Considérant que :	Les conditions initialement convenues pour la mise en valeur de l'édifice de la Dominion Guarantee Co sont respectées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001336537
4.6.21

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

Endroit : 1155, rue Guy

Responsables : Bruno Collin et Francis Lefebvre

Description : La demande vise à convertir le bâtiment à l'usage résidentiel, et de l'assortir d'une nouvelle tour de 37 étages (maximum de la zone de surhauteur à 120 m) assise sur un basilaire de 7 étages à la verticalité mise en valeur par une colonnade accentuée. L'ex-hôtel Maritime, construit en 1962 et rehaussé en 1963 et 1971 d'après les dessins des architectes Shenkman et Hersen, est un des rares exemples de la recherche formelle des années 1960 qui soit encore présent au centre-ville de Montréal.

La partie supérieure serait partiellement en surplomb de l'aile Est du bâtiment conservé, dont la hauteur faisait le lien avec les immeubles victoriens qui deviendront contigus à l'agrandissement. Les matériaux de revêtement de la tour sont constitués de verre clair et de panneaux de béton préfabriqué noir pour la façade René-Lévesque. Pour la façade Guy et celle donnant sur la ruelle, les mêmes matériaux y sont retenus, mais ils sont accompagnés de panneaux de fibrociment noirs au niveau du basilaire. La façade mitoyenne située du côté nord-est est uniquement composée de panneaux de béton préfabriqué noir. Des persiennes en aluminium de couleur noire sont prévues aux étages supérieurs de la tour, sur chacune des façades.

Des ajustements ont été apportés à l'élévation aveugle pour tenir compte des commentaires du Comité, et un aménagement paysager est désormais inclus aux documents du permis; par contre, on peut encore se questionner sur l'approche de l'immeuble en venant de l'Est au niveau du piéton.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Le Comité consultatif d'urbanisme, à la séance du 13 octobre 2016, a émis un avis favorable au projet de restauration de l'enveloppe du bâtiment.

Le Comité consultatif d'urbanisme, à la séance du 6 juillet 2017, a émis un avis favorable conditionnel au projet de surhauteur.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La proposition répond aux commentaires retenus à la séance d'évaluation

précédente et permet la restauration du bâtiment existant.

Considérant que : L'approche de l'immeuble en venant de l'Est au niveau du piéton, laisse encore à désirer.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Proposer une vue rapprochée de l'immeuble en provenance de l'Est permettant de peaufiner l'interaction avec la rue et les bâtiments contigus.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001357225
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION**
Endroit :	99999, rue Île Saine-Hélène
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la construction d'une zone d'ombre à la plage du complexe aquatique. La zone d'ombre, qui couvre environ 740 mètres carrés, est située au sud-ouest du site. Elle est constituée de voiles triangulaires suspendues à 21 poteaux métalliques de 4,5 mètres de haut. Depuis la dernière version, des plantations en bac ont été ajoutées au pourtour de la zone d'ombrage. La documentation est également assortie d'un argumentaire présentant les contraintes du site. L'aménagement est temporaire et ne sera en place que durant la saison d'été, à partir de 2018.
Élément particulier :	Situé dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène.
Remarque importante :	À la séance du 14 décembre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.14 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, et aux critères du *Règlement 07-036*.
Considérant que :	L'aménagement de la zone d'ombre est constitué d'éléments démontables et que son installation sera saisonnière.
Considérant que :	Les considérations énoncées par le comité lors de la dernière présentation n'ont été tenues compte qu'assez minimalement, entre autres la vision à l'échelle du site et le verdissement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Mettre à jour les vues depuis la nouvelle esplanade à proximité de la station de métro Jean-Drapeau, en favorisant une configuration des toiles n'obstruant que minimalement la vue vers le pavillon des Baigneurs.**
- **Rendre la couleur des toiles plus sobres soit de couleur blanche ou gris pâle.**
- **Bonifier la proposition de végétalisation du site, qui présente dans sa forme actuelle un intérêt plutôt faible.**

Il est également suggéré que les prochaines demandes de modifications au complexe aquatique soient accompagnées d'un document démontrant que celles-ci s'inscrivent dans une vision d'ensemble pour le site.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001366850
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3407, rue Peel
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser le retrait et la reconstruction du parement de crépis de la façade Sud de l'aile de 21 étages située sur la rue Sherbrooke. Les fenêtres de la même façade sont également remplacées par de nouvelles fenêtres à plein vitrage sans meneaux, à battant d'un seul volet. Le bâtiment à l'étude fut construit en 1956, et transformé en 1983 suite à un incendie majeur. Les revêtements extérieurs de béton furent alors remplacés par un nouveau parement de crépis, toujours en place aujourd'hui. Les matériaux prohibés (dans le cas présent, le crépis acrylique) peuvent être autorisés en vertu des critères prévus à l'article 98.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 98, 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux ne tendent pas vers une amélioration de l'apparence extérieure du bâtiment ni une meilleure intégration de celui-ci au milieu d'insertion.
Considérant que :	Le procès-verbal de la séance de mars 2017, où furent autorisés des travaux de réparation sur une autre section du bâtiment, mentionne qu'un projet de remplacement complet du fini de crépis sur l'ensemble des façades du bâtiment serait reçu défavorablement.
Considérant que :	Les matériaux préconisés dans l'unité de paysage Centre-ville sont le béton, la brique, l'acier et le verre, ces matériaux sont dominants dans l'environnement immédiat du bâtiment.
Considérant que :	Il est possible d'émettre l'hypothèse que la finalité du projet est le remplacement de l'ensemble des surfaces de crépis sur tout le bâtiment, dans des demandes distinctes présentées une à une.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001380986
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1, Place Ville-Marie
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le retrait et le remplacement des soffites au 6e étage des 2 et 3, place Ville-Marie. Le propriétaire souhaite pouvoir accéder aux espaces techniques au-dessus des soffites afin de faciliter les inspections de l'enveloppe du bâtiment. Le soffite du 6e étage, en porte-à-faux, qui est actuellement recouvert de panneaux de pierre calcaire, serait recouvert de nouveaux panneaux du même matériau (Indiana Limestone). Une cavité recouverte de métal de couleur noire de 0.67 mètre de large est ajoutée, pratiquement sur toute la longueur du soffite. Les six luminaires qui y sont prévus remplaceraient selon les concepteurs certains des lampadaires retirés sur l'esplanade en contrebas.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.8, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le matériau de revêtement principal du soffite proposé appareille le matériau d'origine.
Considérant que :	Les luminaires proposés permettraient de retirer des lampadaires sur l'esplanade et de mettre en valeur les futurs aménagements de l'escalier menant à la rue McGill.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Prévoir un revêtement pour la cavité qui appareillerait la couleur de la pierre naturelle du soffite.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.6.27

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1815, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition du cinéma Champlain et la construction d'un nouvel édifice de 8 étages.

Le terrain visé a été occupé par une station-service construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain construit en 1955, selon les dessins de l'architecte H.E. Greenspoon, dont on s'est servi en dernier lieu comme lieu de culte, salles de réunions, de conférence, de congrès; il est actuellement vacant depuis 14 ans. Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station service ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain. L'état du bâtiment, qui est affligé par des infiltrations d'eau de la toiture, est très mauvais, et il y a en plus présence d'amiante et de moisissures qui font que l'atmosphère y est également contaminée; les rapports d'expert convergent pour dire qu'il est impossible de conserver l'immeuble et sa façade.

Le bâtiment proposé aurait une hauteur de 8 étages en façades Papineau et Sainte-Catherine, mais il est articulé en U autour d'une cour intérieure dont le plancher constitue en fait le toit de l'aire de chargement du commerce du rez-de-chaussée. La branche Nord du U a été abaissée à une hauteur de 4 étages à la hauteur de la ruelle desservant la rue Cartier, sans minimiser suffisamment l'impact sur les édifices de taille modeste situés sur cette rue.

Plusieurs changements ont été apportés au projet afin de répondre aux commentaires retenus par le Comité, dans le but de mieux démarquer la façade de brique beige reprenant les caractéristiques principales du cinéma à démolir. Un espace vitré a été ménagé de chaque côté de celle-ci, et les loges qui faisaient référence aux cadrages des ouvertures de la façade d'origine ont été retirées, afin de simplifier la composition qui faisait compétition au bloc reconstruit.

En façade Papineau, une simplification a également eu lieu dans le but d'accentuer la verticalité des différentes sections du mur avant; sur les 2 rues, le dernier étage est devenu entièrement vitré pour agir en tant que couronnement de l'immeuble et l'arête de toiture a également été simplifiée.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les façades ont été modifiées dans le sens de leur simplification et d'une mise en valeur de la façade à reconstruire.

Considérant que : L'articulation du coin sud-est est difficile à comprendre et une portion de la façade de brique semble flotter dans l'air.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Abaisser d'un étage supplémentaire la hauteur de l'immeuble au coin nord-est à l'emplacement contigu à la ruelle.**
- **Revoir l'articulation du coin sud-est en portant attention à l'animation du mur aveugle.**
- **Compléter l'encadrement des fenêtres reprenant les ouvertures de la façade d'origine et voir à reproduire l'appareillage de la brique du mur beige existant en façade Ste-Catherine.**
- **Briser la linéarité du garde-corps de verre du 4e étage qui souligne l'horizontalité de la façade Ste-Catherine.**

Le comité souligne que le projet, de part son ampleur et des dérogations demandées, est assujetti à la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3000907385, 3001165097 et 3001165100
4.6.28

Objet : **DEMANDE DE CERTIFICATION D'AUTORISATION DE DÉMOLITION ET DE PERMIS DE CONSTRUCTION**

Endroit : 154, rue King et 265, rue Queen

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la réunification de 3 lots contigus, desquels deux font face à la rue Queen, et l'autre à la rue King. Sur deux de ces lots, il y a actuellement un immeuble de 4 étages à façade de brique rouge; les deux étaient reliés par l'intérieur, et étaient opérés comme entrepôt frigorifique par la compagnie Lovell & Christmas depuis leur construction.

L'immeuble faisant face à la rue Queen a été construit à la fin des années 1940, et il est en très mauvais état. Il est vacant depuis 10 ans et il y a longtemps que le propriétaire songe à le démolir et ne l'entretient plus; toutefois sa façade serait conservée et établirait la hauteur d'un basilaire dans le projet de redéveloppement du site.

Le bâtiment faisant face à la rue King a été construit à la fin du XIXe siècle et, même s'il est également vacant depuis de nombreuses années, il a été mieux entretenu, parce que le promoteur souhaitait l'incorporer au projet de construction de bureaux qu'il désire implanter sur les 3 lots consolidés. Cette option a été écartée pour des raisons techniques d'incompatibilité de la structure existante avec un quelconque agrandissement, mais, de même, on propose de conserver la façade existante en la perçant d'ouvertures additionnelles.

Le projet prévoit une densification du lot pour atteindre le niveau autorisé de plein droit au zonage, tel qu'illustré par un bâtiment de condos de 8 étages (30 m) situé de l'autre côté de la rue King. Une partie haute contenant les étages 5 à 8 serait située en retrait de 3 m par rapport au plan des façades conservées; elle serait elle-même surmontée d'une construction hors toit implantée au centre de la toiture.

Plusieurs modifications ont été apportées au concept présenté précédemment, allant dans le sens d'une simplification et d'une verticalisation du concept, ainsi que d'une articulation mieux définie des différentes parties. Le demandeur a abandonné les loggias sur le mur Nord dans sa partie inférieure, répondant ainsi aux commentaires reçus lors de la présentation publique au Comité de démolition.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 28 septembre 2017, le Comité d'étude des demandes de démolition a émis un avis favorable conditionnel à cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.12 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : La proposition répond à plusieurs des commentaires retenus aux séances d'évaluation précédentes et permet le maintien des façades existantes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Abaisser l'ouverture principale en façade Queen au rez-de-chaussée pour une meilleure relation avec les piétons.**
- **S'assurer que les garde-corps, en partie sud du couronnement du basilaire, soient peu visibles de la rue Queen.**
- **Revoir l'élévation Nord pour éliminer les ouvertures donnant directement sur la cour voisine.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001378405
4.6.29

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1451, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'un abri ouvert à l'intérieur de l'aire canine, qui occupe la plus grande partie du parc. Il s'agit d'une petite structure en acier galvanisé munie d'une toiture à simple pente qui abrite un petit banc de 6 m de longueur; elle serait implantée du côté ouest du parc, sur une partie un peu plate commandant la vue périphérique nécessaire de l'aire réservée aux chiens.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	À la séance du 6 juillet 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à la reconstruction de la clôture Sud, à la réfection du chalet et au réaménagement paysager de la partie basse du parc.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.24 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention proposée est élégante dans sa simplicité.
Considérant que :	Les travaux auront un impact presque nul sur la perception du parc depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **S'assurer que les bancs de l'abri soient en bois.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001363592
4.6.30

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2600, avenue Pierre-Dupuy, app. 243
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'un nouveau solarium vitré, en plus du remplacement de la verrière existante, sur une terrasse située au 2ème étage du complexe Habitat 67, face à l'avenue Pierre-Dupuy. Les installations de verrières ont été codifiées au fil du temps, car assez nombreuses, et 2 sous-traitants effectuent les travaux selon les détails acceptés par Moshe Safdie, l'architecte original de l'édifice érigé de 1966 à 1968. Habitat 67 est composé de 150 appartements répartis dans 354 « cubes» desservis par 203 terrasses privées. Il y a actuellement 80 verrières construites sur ces terrasses, et un comité conjoint l'arrondissement de Ville-Marie, Ministère de la Culture et Ville de Montréal a travaillé à élaborer une politique d'ensemble visant à identifier les terrasses où l'implantation d'une verrière ne serait pas préjudiciable à la perception du tout. Toute demande est évaluée selon les critères suivants, approuvés par la Commission des biens culturels : o une seule verrière par logement; o éviter les verrières aux neuvième et dixième étages; o éviter les verrières sur les terrasses situées en bout d'îlot; o éviter les verrières sur les terrasses faisant face à l'avenue Pierre-Dupuy; Les simulations fournies par le demandeur montrent que l'emplacement est très exposé à la vue de tous côtés, et particulièrement depuis l'avenue Pierre-Dupuy. La grandeur de la verrière totale demandée est presque égale à la grandeur du module de béton habité.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation, car le bâtiment est un immeuble patrimonial classé.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.23 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention ne répond pas aux critères définis pour traiter de l'ajout de verrières à Habitat 67.

Considérant que : L'intervention ne peut être traitée de façon homogène en raison de la présence d'un porte-à-faux de l'unité supérieure.

Considérant que : La verrière occuperait l'entièreté de la terrasse et éliminerait ainsi la possibilité de jouir de l'espace extérieur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001363588
4.6.31

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2600, avenue Pierre-Dupuy, app. 628
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'un nouveau solarium vitré sur une terrasse située au 8ème étage du complexe Habitat 67, à l'arrière et faisant face au fleuve Saint-Laurent. Les installations de verrières ont été codifiées au fil du temps, car assez nombreuses, et 2 sous-traitants effectuent les travaux selon les détails acceptés par Moshe Safdie, l'architecte original de l'édifice érigé de 1966 à 1968. Habitat 67 est composé de 150 appartements répartis dans 354 « cubes» desservis par 203 terrasses privées. Il y a actuellement 80 verrières construites sur ces terrasses, et un comité conjoint l'arrondissement de Ville-Marie, Ministère de la Culture et Ville de Montréal a travaillé à élaborer une politique d'ensemble visant à identifier les terrasses où l'implantation d'une verrière ne serait pas préjudiciable à la perception du tout. Toute demande est évaluée selon les critères suivants, approuvés par la Commission des biens culturels : o une seule verrière par logement; o éviter les verrières aux neuvième et dixième étages; o éviter les verrières sur les terrasses situées en bout d'îlot; o éviter les verrières sur les terrasses faisant face à l'avenue Pierre-Dupuy; o éviter que l'installation de la verrière compromette la ventilation naturelle du logement.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation, car le bâtiment est un immeuble patrimonial classé.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention répond adéquatement aux critères définis pour traiter de l'ajout de verrières à Habitat 67.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001283306
4.6.32

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1211, rue Berri

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la construction d'un immeuble mixte de 12 étages faisant face à la rue Berri, qui serait légèrement plus élevé que les bâtiments voisins de part et d'autre, et dont les niveaux de plancher sont résolument alignés sur ceux de l'immeuble de la caisse populaire St-Jacques construite en même temps que la station de métro Berri-De Montigny et par les mêmes architectes, Longpré, Marchand et Goudreau.

La façade principale serait revêtue de verre et de panneaux de béton préfabriqué gris décliné en textures différentes, soit un genre de maçonnerie horizontale, un fini perlé, et un fini vertical. Des panneaux d'acier rouge et des panneaux de bois ocre viendraient ajouter une touche de couleur selon un patron dérivé de l'étude du concept; les mêmes matériaux seraient utilisés sur la façade arrière de la tour et sur les murs latéraux, qui seraient visibles, particulièrement du côté nord, et pour lesquelles on a élaboré une certaine animation. Des balcons en porte-à-faux avec garde-corps en verre viendraient dessiner 2 barrettes plutôt linéaires en façade arrière. Un revêtement d'acier gris recouvrirait le bloc ascenseur et viendrait partager celle-ci en 2 parties parfaitement symétrique.

La partie faisant face à la rue Labelle serait d'une hauteur de 3 étages, qui convient mieux à l'étroitesse de la rue. Elle serait divisée en 4 blocs presque identiques, si ce n'était de l'entrée du stationnement, et revêtue de briques de béton gris, avec un accent de couleur aux entrées. Les 2 façades seraient à l'alignement zéro, et une étroite cour séparerait la partie avant de la partie arrière, qui serait coiffée d'un édicule permettant l'accès à une terrasse. La construction hors toit est traitée comme un paravent assurant l'intimité des terrasses, au détriment de l'éclairage naturel des unités situées à l'arrière de la partie haute.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104,105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La façade arrière de la partie haute est d'une trop grande sobriété.

Considérant que : L'impact des appentis au toit sur les logements de la tour est trop important.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Animer davantage la façade arrière de la partie haute, en variant les longueurs de balcon et en exprimant le bloc ascenseurs avec une couleur différente de la dominante.**
- **Envisager d'orienter les édicules d'accès au toit dans la partie de 3 étages donnant sur la rue Labelle dans l'axe est-ouest pour moins pénaliser les logements situés à l'arrière.**
- **S'assurer que le cadrage de béton préfabriqué au pourtour du bâtiment soit de couleur neutre.**
- **Préciser les textures envisagées pour les panneaux de béton.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.6.33

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 2175, rue Montgomery

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition d'un duplex de largeur double de 2 étages et la construction de 2 immeubles identiques de 3 étages.

Le bâtiment à démolir a été construit en 1947. Son état de délabrement est très documenté et l'assise est entièrement à refaire. Le rapport d'inspection écrit par un ingénieur et déposé par la requérante mentionne une multitude de problèmes, notamment la présence de moisissures, haut taux d'humidité dans tout le bâtiment, absence d'un système de drainage des fondations, odeur d'huile liée au système de chauffage à l'huile abandonné et possibilité de contamination, présence de nombreuses fissures, revêtement de toiture à refaire et fenêtres et portes à remplacer.

D'autre part, l'intérêt architectural et patrimonial de l'immeuble est très modeste; sa composition est irrégulière, la fenestration est insuffisante et le couronnement est inadapté au type de bâtiment, le bâtiment ne fait pas partie d'un groupe, et son implantation ainsi que son alignement ne reprennent pas un modèle existant dans le contexte. Il devient alors logique d'en envisager la démolition, plutôt que d'injecter un montant dépassant de moitié le montant de l'évaluation foncière sur un bâtiment qui ne contribue pas à l'identité du quartier, dont il faudrait remplacer un grand nombre de composantes, et qui ne propose que deux logements.

La requérante propose la construction de 2 immeubles de 3 étages reposant sur un demi sous-sol reprenant sensiblement la hauteur des bâtiments de hauteur comparable du côté sud. Chaque immeuble propose 8 logements abordables, soit un total de 12 logements de 1 chambre à coucher et 4 de 2 chambres à coucher. Les bâtiments nouveaux seraient implantés à égalité avec ceux existants, et ils seraient munis d'un escalier extérieur permettant l'accès au 3^{e} étage. Une cour anglaise très exiguë permettrait l'accès direct aux logements du sous-sol, qui jouiraient d'une certaine intimité puisqu'ils sont en recul de 2,5 m du trottoir, et ils seraient également desservis par une cour en contrebas à l'arrière. Une construction hors toit ajouterait une chambre à coucher aux logements du dernier étage.

L'entièreté de la façade serait en recul au 2^{e} étage pour accommoder les 6 portes d'entrée de logements, ce qui créerait une sorte de coursive continue qui déséquilibre la composition. Un mur ferme les balcons situés

à l'extrémité nord, mais il est partiellement ajouré pour permettre une certaine perméance de ce côté.

La haute densité envisagée pour le site est induite par la volonté des promoteurs de participer au programme de logement abordable, qui est très exigeant à ce niveau, plutôt que de construire un autre immeuble de condos.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'intervention permet l'insertion de 16 logements abordables dans le secteur de Sainte-Marie.

Considérant que : Il serait préférable d'aérer la composition et d'opter pour un autre type de brique.

Considérant que : L'état du bâtiment existant est délabré et contaminé au point d'en envisager la démolition.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette proposition aux conditions suivantes :

- **Agrandir les cours anglaises à l'avant, tout en favorisant la végétation.**
- **Éliminer le mur situé à l'extrémité nord des balcons.**
- **Opter pour une brique plus chaude et plus rectiligne.**
- **Revoir la composition pour en souligner la verticalité.**
- **Une entente doit être signée avec la Direction de l'habitation pour garantir l'insertion du projet dans la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001370772
4.6.37

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 2093, rue de la Visitation

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser un agrandissement de 3 étages à un bâtiment à vocation communautaire qui empiètera de 10 m sur le parc, en façade de la rue de la Visitation. Pour cela, une cession d'une partie du parc Berthier a été effectuée au profit de l'association et correspond à 5 m en front de la Visitation, sur une profondeur de 28 m en front de la rue Berthier. (La propriété de l'association compte déjà 5 m en tréfonds).

Pour les matériaux, on prévoit un mur rideau pour les deux nouvelles façades sur les rues de La Visitation et Berthier. Deux modèles de verre sérigraphié seront utilisés afin de créer un rythme horizontal et limiter les gains solaires. Sur la façade donnant sur la rue Berthier, le grand escalier sera traité en verre transparent. Une transparence est également favorisée au rez-de-chaussée entre le bâtiment (salle de psychomotricité) et le parc, afin de créer un sentiment de sécurité.

Les travaux comprennent aussi des modifications majeures à la façade d'une portion du centre construite en 2007. Cette partie de la façade donnant sur la rue de la Visitation sera traitée avec le même verre sérigraphié que l'agrandissement faisant l'objet de la présente demande de permis. L'entrée réaménagée du centre est traitée comme une grande alcôve (3,5 m x 11,6 m) ouverte sur 2 côtés. Les 2 étages supérieurs sont construits à la limite de la propriété. Au rez-de-chaussée, on retrouve 2 portions de murs opaques recouverts de panneaux phénoliques orange métallique. Les nouvelles façades ne comportent pas de maçonnerie.

Finalement, des modifications seront apportées au 4^{e} étage existant construit en recul et recouvert d'enduit acrylique. Un agrandissement, peu visible, sera lui aussi recouvert d'enduit acrylique afin de conserver l'unité de la construction.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 5 juillet 2017, le conseil d'arrondissement a adopté la résolution CA17 240410 modifiant la résolution CA07 240375, en modifiant les annexes « Agrandissement d'un immeuble situé au 2093, rue de la Visitation », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104,

105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La construction proposée présente des qualités d'intégration en termes d'implantation, d'alignement sur la rue et de volume. Elle est en interface avec le parc Berthier et offre de la transparence et des liens avec l'extérieur.

Considérant que : Le projet possède des qualités fonctionnelles et organisationnelles : accès universel, aménagement des lieux, sécurité, éclairage du parc, reprise des hauteurs existantes.

Considérant que : Les matériaux amènent différents rythmes verticaux et horizontaux dans les façades.

Considérant que : Une façade devrait généralement être revêtue d'au moins 80% de maçonnerie selon le règlement d'urbanisme et que le bâti environnement est majoritairement revêtu de maçonnerie de brique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Remplacer le revêtement de panneaux phénoliques proposé par de la maçonnerie.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001336129
4.6.38

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1972, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne à plat. Il s'agit d'un immeuble commercial de 24 étages construit en 1975. L'enseigne, mesurant 0,76 m par 5,84 m, est constituée d'un boîtier opaque noir sur lequel on retrouve l'inscription « REPORT FITNESS » en lettrage blanc rétro-éclairé, ainsi que du logo du commerce. Elle est fixée sur le parement de béton avec relief de l'immeuble, au-dessus de l'entablement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis préliminaire favorable conditionnel à cette demande.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 455.2 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les panneaux de béton en relief, qui sont des éléments architecturaux caractéristiques du bâtiment, ne devraient pas être recouverts par l'enseigne.
Considérant que :	L'enseigne devrait être localisée sur l'entablement métallique surmontant la vitrine qui est destiné à cet effet.
Considérant que :	La nouvelle proposition du demandeur ne répond pas à une des deux conditions émises précédemment par le comité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001312131
4.6.39

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**

Endroit : 50, rue Sainte-Catherine Est

Responsables : Catherine Beaulieu et Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser la construction d'un immeuble mixte dans lequel on prévoit l'aménagement de 130 logements ainsi qu'un local commercial en bordure de la rue Sainte-Catherine, d'une superficie d'environ 400 m^2.

Il s'agit d'un volume de 8 étages, ayant pour particularité de s'implanter autour d'un bâtiment existant de 4 étages d'une profondeur de 5,3 m. Aux étages 6, 7 et 8 de la construction proposée, une partie de la façade est en fait un mur à la ligne de lot sans fenêtre recouvert de brique anthracite et sur lequel on retrouve un jeu d'appareillage de la brique.

Sur la portion de la façade Sainte-Catherine construite à l'alignement zéro, on retrouve un basilaire commercial de double hauteur presque entièrement vitré et surmonté d'un entablement en aluminium orange. Du côté ouest, on retrouve l'accès au commerce et du côté est, une alcôve vitrée logeant une porte d'issue. Les étages 3 à 7 sont recouverts de brique rougeâtre et anthracite, tandis que le dernier étage, en recul de 0,6 m à 1,2 m, est recouvert de panneaux métalliques gris clair. Des loggias avec un revêtement métallique imitant le bois sont intégrées aux étages 3 à 7 ainsi qu'un balcon surmontant les loggias à l'étage 8. Au coin Ouest de cette façade, on retrouve un prolongement du garde-corps en métal perforé bordant les juliettes de la façade Saint-Dominique sur les étages 3 à 7. Finalement, on retrouve un bandeau de maçonnerie contrastant entre les étages 6 et 7.

La façade Saint-Dominique, imposante par sa longueur et son gabarit, reprend les mêmes jeux de matériaux. Sur sa portion Nord, on retrouve le basilaire double hauteur et son entablement, les étages 3 à 7 en brique anthracite et l'étage 8, en recul de 1,5 m, en revêtement métallique gris clair. Des juliettes en projection avec des garde-corps en métal perforé sont proposées aux coins des étages 3 à 7, des loggias en brique aux étages 3 à 6 et un balcon à l'étage 8. Dans la partie centrale, on retrouve un basilaire d'un étage largement fenestré recouvert de brique rougeâtre, dans lequel sont logés l'entrée des résidents, le gymnase commun et 2 logements. Aux étages 2 à 7, des sections verticales en brique rougeâtre et des loggias en revêtement métallique imitant le bois s'alternent. L'étage 8, toujours en recul, est traité en revêtement métallique gris clair. Finalement, en portion Sud, on retrouve un grand volume en brique anthracite abritant au rez-de-chaussée la salle électrique ainsi que l'entrée du stationnement.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation, car le bâtiment est situé dans l'aire de protection du Monument-National.

Remarque importante : À la séance du 18 janvier 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La présence de balcons et juliettes sur la rue Sainte-Catherine devraient être minimisées.

Considérant que : On devrait retrouver des correspondances entre les niveaux de plancher du bâtiment projeté avec ceux du bâtiment voisin et que l'entablement et le bandeau de maçonnerie devraient être ajustés à cet effet.

Considérant que : Les ouvertures de la portion Sud du rez-de-chaussée sur la façade Saint-Dominique devraient mieux s'intégrer à l'architecture de bâtiment proposé.

Considérant que : La proposition de retourner le garde-corps en métal perforé sur la façade Sainte-Catherine des juliettes proposées offrira des jeux de texture et d'ombre intéressants.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Favoriser une couleur plus sobre pour les insertions métalliques verticales proposées sur les deux façades.**
- **Sur la façade Sainte-Catherine :**
  - **Surhausser le mur de maçonnerie afin de dissimuler le garde-corps des balcons du niveau 8;**
  - **Tracer des correspondances entre les niveaux de plancher du bâtiment projeté avec ceux du bâtiment voisin, notamment au niveau de l'entablement commercial et du couronnement;**
  - **Éliminer le plancher des juliettes proposées sur le coin Ouest de la façade;**
- **Sur la façade Saint-Dominique :**
  - **Surhausser le mur de maçonnerie de la portion Nord en brique anthracite afin de dissimuler le garde-corps du balcon du niveau 8;**
  - **Revoir le rythme des ouvertures dans la partie sud du rez-de-chaussée afin qu'elles s'harmonisent avec les ouvertures des étages supérieurs;**
  - **Dissimuler le plancher des juliettes situées au coin Nord de la façade avec le garde-corps en métal perforé.**

Les membres du Comité soulèvent leurs inquiétudes en ce qui concerne la qualité des deux logements faisant face à la rue Saint- Dominique.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001343476
4.6.40

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**
Endroit :	99999, rue Dufresne
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un chalet de parc dans le parc Walter-Stuart. Ce chalet remplace celui actuel désuet, pour lequel la démolition n'est pas soumise au Comité d'étude des demandes de démolition, puisque les dépendances ne sont pas visées par le règlement sur la démolition d'immeubles (CA24-215). Le chalet, dont le volume principal a une hauteur de 1 étage (3 m), aura une empreinte au sol de 199 m^2. Un bureau, d'une superficie de 9 m^2 sera aménagé au 2^e étage. La façade donnant sur la rue Iberville sera recouverte d'enduit acrylique, un matériau prohibé par le règlement d'urbanisme. La façade donnant sur la rue Larivière ainsi que la façade nord seront recouvertes de clin métallique imitant le bois. La façade est, quant à elle, sera réalisée avec des conteneurs maritimes peints blancs. L'édicule au toit abritant le bureau sera recouvert d'une tôle ondulée blanche, d'une modulation différente de celle des conteneurs maritimes. Le chalet, étant situé au centre du parc, déroge aux alignements de construction prescrits par le règlement d'urbanisme.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le chalet de parc est une dépendance et que son implantation au centre du parc est adéquate.
Considérant que :	Le revêtement proposé imitant le bois risque d'être peu résistant aux graffitis et impacts.
Considérant que :	Le pourcentage minimal (80%) de maçonnerie des façades sur rue n'est pas respecté tel que le stipule l'article 91 du règlement d'urbanisme.
Considérant que :	On retrouve de l'enduit d'acrylique, un matériau prohibé par l'article 89 du règlement d'urbanisme.

Considérant que : L'édicule logeant le bureau au 2e étage devrait être mieux intégré au parti architectural choisi par les concepteurs.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Respecter les exigences du règlement d'urbanisme en ce qui a trait au pourcentage minimal requis de maçonnerie pour les parties autres que les conteneurs maritimes.**
- **Favoriser l'ajout d'un conteneur maritime perpendiculaire à celui du rez-de-chaussée, afin de mieux intégrer l'édicule du 2e étage à l'architecture du chalet de parc.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001324859 et 3001347591
4.6.41 et 4.7.2

Objet : **RÉVISION DE PROJET ET SURHAUTEUR**

Endroit : 1471, boulevard René-Lévesque Ouest

Responsables : Bruno Collin et Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser une démolition et une construction en surhauteur sur le site bâti au coin nord-ouest de l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue Mackay.

À noter que le bâti existant n'est que très partiellement situé dans l'aire de protection de la chapelle du Domaine des Sœurs Grises de Montréal, de sorte que le projet devra être soumis pour approbation au comité sur les démolitions de l'arrondissement.

L'emplacement est constitué d'un terrain d'une superficie d'approximativement 1 000 mètres carrés occupé par quatre édifices victoriens de trois étages implantés en bordure du boulevard. On note également la présence d'un cinquième bâtiment d'un seul étage au 1160, rue Mackay. Ces édifices, construits vers 1885, sont en bon état et constituent un rare témoignage de la qualité du cadre bâti de l'ancienne rue Dorchester au tournant du 20^{e} siècle.

Le projet consiste à conserver et à intégrer les façades existantes. La nouvelle construction reproduit en partie la volumétrie des maisons victoriennes et comprend une tour de 40 étages (120 m) destinée à abriter 184 logements de type condominium. Le complexe comprend également en souterrain 45 unités de stationnement pour vélo et 67 unités de stationnement pour automobile.

La tour proposée n'est pas dénuée d'intérêt, mais la stratégie d'intervention concernant les maisons existantes présente encore certaines lacunes. La subdivision des ouvertures devrait être revue afin de respecter la composition d'origine. De même, le retour du mur de pierre latérale sur la Mackay devrait être conservé, avec sa fausse mansarde.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à cette demande.

Considérant que : L'implantation et l'approche architecturale de la tour exploitent habilement les qualités du site, par l'intégration et la restauration des façades des anciennes maisons victoriennes.

Considérant que : La composition architecturale de la tour est originale et offre une fragmentation volumétrique qui atténue la masse de l'ensemble.

Considérant que : L'alignement en bordure de la rue Mackay ne respecte pas la proportion de 80% du linéaire de façade devant être en retrait par rapport au basilaire, comme prescrite au règlement d'urbanisme.

Considérant que : Le traitement des ouvertures des façades conservées ne respecte pas le style d'origine.

Considérant que : Le plan de façade latérale en pierre sur la rue Mackay devrait être intégré au projet.

Considérant que : La relation entre la fausse mansarde et la nouvelle construction manque de finesse.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à cette demande conditionnellement à ce que la démolition soit autorisée par le comité de démolition, ainsi qu'aux conditions suivantes :

- **Respecter le style d'origine des subdivisions des ouvertures des façades conservées.**
- **Conserver les escaliers de pierre et déplacer les issus du stationnement en conséquence.**
- **Conserver ou remplacer l'ardoise de la fausse mansarde.**
- **Déposer un devis de restauration concernant les interventions sur la façade patrimoniale, et plus particulièrement les escaliers de pierre, la fausse mansarde en ardoise et le traitement des ouvertures;**
- **Rapprocher de la rue le plan de façade du basilaire dans la nouvelle construction du côté de la rue Mackay, afin de respecter les retraits d'alignement requis pour une surhauteur.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001372630
4.9.1

Objet :	**AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**
Endroit :	99999, rue Île Sainte-Hélène
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise à autoriser l'abattage d'un total de 129 arbres, dont 30 requièrent un permis d'abattage de frêne et 99, un certificat d'autorisation d'abattage d'arbre. Ils ont été dûment inspectés en janvier 2018 par un ingénieur forestier mandaté par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). L'abattage est la seule solution identifiée pour l'ensemble de ces arbres qui sont soient morts, dépérissant de manière irréversible ou infestés par l'agrile du frêne. Certains de ceux-ci, à proximité de sentiers, présentent notamment des risques pour la sécurité des personnes. Les travaux visés doivent tendre à respecter les conditions de conservation et de mise en valeur prévues au chapitre IV du Règlement sur la constitution du site du patrimoine de l'Île-Sainte-Hélène (07-036). L'abattage du frêne est autorisé par les dispositions du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040), alors que l'abattage des autres arbres est autorisé par les dispositions des paragraphes 1° à 3° de l'article 420 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les nombreux abattages déjà réalisés et à venir dans le parc municipal, notamment en lien avec l'entretien normal et avec la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne, demeurent préoccupants pour le maintien du couvert forestier existant et de la valeur paysagère du site.
Considérant qu' :	Un inventaire de caractérisation phytosanitaire des arbres du parc Jean-Drapeau a été réalisé en 2017 et sera maintenu à jour pour mieux encadrer les interventions sur ce territoire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Assurer la plantation d'arbres compatibles et en nombre approprié pour le maintien de la qualité paysagère actuelle de chaque sous-secteur du site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène impacté par ces travaux.**
- **Déposer à l'arrondissement une stratégie ou un plan de reboisement favorisant l'augmentation de la canopée au parc Jean-Drapeau et détaillant les mesures prises par la Société du parc Jean-Drapeau.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185237013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 10:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 février 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-09

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

28 février 2018
17 h 30

salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente du comité et conseillère de la ville

Mme Anniken Kloster, membre

Mme Cloë Cousineau, membre

Mme Claudia Atomei, membre

M. Louis Stabile, membre

M. Antonin Labossière, membre

M. Christian Ducharme, membre

M. Jean-François Morin, chef de division Urbanisme

M. Francis Levebvre, architecte – planification

M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 2 personnes

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 32. Elle présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente fait lecture de l'ordre du jour; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que monsieur Louis Stabile eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

La présidente précise qu'après la présentation de la demande une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

3. ÉTUDE DE LA DEMANDE

325, boulevard René-Lévesque Est

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 12 février 2018, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le Secrétaire d'arrondissement.

La présidente invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 325, boulevard René-Lévesque Est et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble mixte résidentiel et commercial de 14 étages comprenant 77 appartements.

La demande de démolition et le projet de remplacement sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présentation terminée, la présidente remercie monsieur Lefebvre et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

La présidente fait lecture du projet de décision; après que monsieur Christian Ducharme eut proposé son adoption et que madame Claudia Atomei eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment présente un intérêt architectural et historique faible;

Considérant que le projet de remplacement présente des qualités architecturales supérieures au bâtiment démoli, et est adéquatement intégré à son environnement;

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 325, boulevard René-Lévesque Est.

Adoptée à l'unanimité

La présidente rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 17 h 37.

2018/03/07

Me Domenico Zambito date
Secrétaire d'arrondissement

07-03-2018

Mme Sophie Mauzerolle date
Présidente du comité

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185237015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 10:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-19

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 13 février 2018 à 19 h 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseiller du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

ABSENCES :

Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Dufort, directeur général adjoint
Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
Mme Corinne Andrieu, directrice d'arrondissement adjointe et directrice des Services administratifs et du Greffe
M. Guy Charbonneau, directeur des Travaux publics
Mme Dominique Archambault, directrice de la Culture des Sports des Loisirs et du développement social
M. Marc Labelle, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Isabelle Rougier, chef de division des Communications et des Relations avec les citoyens
M. Danik Guerrero, commandant du poste 20 du Service de police
M. Simon Durocher, inspecteur du poste 22 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 19 h 02. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 69, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1569-1575, rue Saint-Hubert et 1566-1574, rue Saint-Christophe : Aucune intervention
- 84, rue Sainte-Catherine Ouest (Théâtre du Nouveau Monde) : Aucune intervention

---

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 3471, rue Peel : Aucune intervention
- 1462, rue Panet : Intervention favorable de monsieur Landry
- 1221, boulevard René-Lévesque Ouest : Aucune intervention
- 50, rue Sainte-Catherine Est : Intervention de monsieur Querry

---

10.04 - CA18 240001

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Richard Ryan

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 13 février 2018 en ajoutant le point suivant :

65.01 : Motion pour que l'arrondissement de Ville-Marie réitère son appui au Comité logement Ville-Marie dans ses démarches de financement pour le projet de mobilisation et de soutien aux familles.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

CA18 240002

Période de questions du public - prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;
Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De prolonger la période de questions du public de 30 minutes, soit jusqu'à 20 h 15.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1170858013

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Ron Rayside
- Accès au pont Jacques-Cartier à partir de la rue Ontario

Monsieur Claude Rondeau
- Transport adapté

Monsieur Jean Poulin
- Taxes - Investisseurs étrangers

Monsieur Éric Michaud
- Logement social

Monsieur Réal Carbonneau
- AirBnb - Résidences de tourisme

Monsieur Rick Khanna
- Stationnement 303 rue Le Royer Est

Monsieur Sébastien Longtin
- Virage à gauche sur Ontario
- Demandes de permis

Monsieur Jean-Paul Joubert
- Règlement sur la salubrité

Madame Marie-Andrée Bérubé
- Virage à gauche interdit au coin de Saint-Hubert et René-Lévesque, direction ouest
- Campagne de courtoisie

Madame Lioudmila Zoueva
- Marchés publics de quartier square Phillips

Monsieur Jean-Yves Bourdages
- Les mezzanines sur les toits
- Déneigement sur la rue Ste-Catherine

Madame Laurel Thompson
- Subventions municipales pour le REM

CA18 240003

Période de questions du public - prolongation

Attendu qu'à 20 h 15, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Cathy Wong

De prolonger la période de questions du public de 30 minutes, soit jusqu'à 20 h 45.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1170858013

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Yvan Gélinas
- Règlements SRRR

Madame Valérie Pelletier
- Permis musiciens de rue
- Étude démographique sur la cohabitation

Madame Perpetue Mukoareugwiza
- Soutien financier au projet « Pères des HJM »

Monsieur Philippe Morin
- Projet SAX :

Monsieur André Querry
- AirBnb
- Projet le Bourbon

Monsieur Bernard Sanchez
- Déblayage de la neige sur les trottoirs
- Commission consultation hébergement

CA18 240004

Période de questions du public - prolongation

Attendu qu'à 20 h 45, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De prolonger la période de questions du public afin que soient entendues les personnes restantes sur la liste.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1170858013

Nom du demandeur et objet de la question

Madame Véronica Islas
- Entente Ville-Midi et Ententes triennales

Madame Claire Adamson
- En quoi le REM serait-il bon pour Montréal?
- École sur le terrain des Sulpiciens

Madame Irina Entin
- Circulation automobile

Monsieur Matthieu Pajot
- École sur le site du Children's

Monsieur Gregory Taillon
Démolition au 1075, Beaver Hall

Monsieur Karim Kammah
- Stationnement Radio Canada sur la rue Dorion
- Communauté auto Car2go

Monsieur Robert Hajaly
- École Peter-McGil
- Résidences de tourisme au 3410 Peel

10.06 - Période de questions des membres du conseil

- Aucune question
- Dépôt d'une motion pour que l'arrondissement de Ville-Marie réitère son appui au Comité logement Ville-Marie dans ses démarches de financement pour le projet de mobilisation et de soutien aux familles (65.01)

CA18 240005

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 10.07 à 10.12.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240006

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 décembre 2017

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 décembre 2017.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1170141011

CA18 240007

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017 (Budget/PTI)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 12 décembre 2017 (Budget/PTI).

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1185237006

CA18 240008

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1185237005

CA18 240009

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 janvier 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 janvier 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1185237011

CA18 240010

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 23 janvier 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 23 janvier 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.11 1185237012

CA18 240011

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 1er février 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 1er février 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.12 1185237008

CA18 240012

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240013

Accorder un contrat de 587 522,25 $, pour une durée de 24 mois, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 17-16536 - 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 587 522,25 $ pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 17-16536 - 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat de 587 522,25 $, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 587 522,25 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1186937001

CA18 240014

Accorder un contrat au prix unitaire de 110 $ / h à M.J. Contach enr. pour la location d'une remorqueuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 25 294,50 $ (appel d'offres sur invitation 18-16711 - 1 seul soumissionnaire)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 25 294,50 $ pour la location d'une remorqueuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigements de la saison 2017-2018 (appel d'offres sur invitation 18-16711 - 1 seul soumissionnaire);

D'accorder, à cette fin, un contrat à M.J. Contach enr., seul soumissionnaire conforme, soit au prix unitaire de 110 $/ h, pour 1 remorqueuses au prix total de 25 294,50 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1185382001

CA18 240015

Accorder un contrat de 595 340,55 $, pour une durée de 36 mois, à 2632-2990 Québec inc. (Siforex) pour le service de sciage de béton, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 595 340,55 $ (appel d'offres public 17-16545 - 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 595 340,55 $ pour le service de sciage de béton, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public 17-16545 - 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat de 595 340,55 $, à 2632-2990 Québec Inc. (Siforex), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, soit au prix total de 595 340,55 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1186937002

CA18 240016

Modifier la résolution CA16 240240 et approuver la convention modifiée avec le Regroupement des archivistes religieux (R.A.R.) afin de diminuer la contribution accordée de 386 $ dans le cadre des festivités, en 2017, du 375e anniversaire de Montréal pour une contribution totale de 5 839 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA16 240240 adoptée à sa séance du 10 mai 2016, accordé une contribution de 6 225 $ au Regroupement des archivistes religieux (RAR) dans le cadre de l'appel de projets de quartier pour les festivités du 375e anniversaire de Montréal, en 2017;

Attendu que le coût réel de ces activités s'est avéré inférieur aux coûts estimés :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA16 240240 et d'approuver la convention modifiée avec le Regroupement des archivistes religieux (R.A.R.) afin de diminuer la contribution accordée de 386 $ dans le cadre des festivités, en 2017, du 375e anniversaire de Montréal pour une contribution totale de 5 839 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1160644002

CA18 240017

Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er mai 2018, une parcelle de terrain, connu comme étant le lot 3 362 046 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 1 296,2 m², située à proximité de l'emprise du CP, pour les fins d'entreposage pour la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, moyennant un loyer total de 76 406,50 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1er mai 2018, une parcelle de terrain connu comme étant le lot 3 362 046 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 1 296,2 m², à des fins d'entreposage des équipements pour la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, moyennant un loyer annuel de 73 083,75 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1175323012

CA18 240018

Modifier la résolution CA16 240027 et approuver la convention modifiée avec la Société écocitoyenne de Montréal afin de prolonger le « Programme écologique des couches lavables », et ce, jusqu'à épuisement des fonds

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA16 240027 adoptée à sa séance du 9 février 2016, approuvé la convention et accordé une contribution de 10 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables;

Attendu qu'au terme de la convention quarante-quatre des cinquante subventions prévues ont été remises à des familles résidantes de l'arrondissement :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA16 240027 et d'approuver la convention modifiée avec la Société écocitoyenne de Montréal afin de prolonger le « Programme écologique des couches lavables », jusqu'à épuisement des fonds.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1164105001

CA18 240019

Modifier la résolution CA17 240241, approuver la convention modifiée avec La Pépinière espaces collectifs afin d'augmenter la contribution de 4 742,72 $, pour une contribution totale de 22 742,72 $, dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 »

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240241 adoptée à sa séance du 9 mai 2017, approuvé la convention et accordé une contribution de 18 000 $ à La Pépinière - espaces ouverts dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017;
Attendu que les coûts encourus par l'organisme justifient une bonification de la contribution accordée :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA17 240241 et d'approuver la convention modifiée avec La Pépinière espaces collectifs afin d'augmenter la contribution de 4 742,72 $, pour une contribution totale de 22742,72 $, dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 »;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1172624006

CA18 240020

Autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi la dépense de 179 338,01 $ à 233 139,41 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240666 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires);

Attendu que les heures estimées aux contrats de déneigement s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $, taxes incluses, pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole inc. et à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) en majorant ainsi la dépense maximale de 179 338,01 $ à 233 139,41 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1175382006

CA18 240021

Accorder un contrat de 521 693,37 $ à Construction Urbex inc. pour effectuer les travaux de réaménagement du parc Marcelle-Barthe et autoriser une dépense maximale de 592 193,37 $ (appel d'offres public VMP 17-043 - 9 soumissionnaires)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D’autoriser une dépense maximale de 592 193,37 $ pour l'aménagement du parc Marcelle-Barthe (appel d’offres public VMP-17-043 – 9 soumissionnaires);

D’accorder, à cette fin, un contrat à Construction Urbex inc., plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 521 693,37 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1177763001

CA18 240022

Autoriser une dépense additionnel de 14 279,90 $ pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr., majorant ainsi la dépense de 95 199,30 $ à 109 479,20 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240013 adoptée à sa séance du 14 février 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016 2017 et 2017-2018;

Attendu que les heures estimées aux contrats de déneigement s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense additionnelle de 14 279,90 $, taxes incluses, pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2016-2017 et 2017-2018, dans le cadre du contrat accordé à M.J. Contach enr., en majorant la dépense maximale de 95 199,30 $ à 109 479,20 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1167203012

CA18 240023

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 20.11 à 20.19.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240024

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société pour l'action, l'Éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour un plan d'action visant à assurer l'entretien paysager des aménagements du Quartier 21 Peter-McGill, ainsi que la sensibilisation de ses parties prenantes et accorder une contribution de 14 500 $ pour l'année 2018, de 14 500 $ pour l'année 2019 et de 14 500 $ pour l'année 2020 pour un contribution totale de 43 500 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la SAESEM (Éco-quartier Peter-McGill) pour un plan d'action visant à assurer l'entretien paysager des aménagements du Quartier 21 Peter-McGill ainsi que la sensibilisation de ses parties prenantes;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 14 500 $ pour l'année 2018;
- 14 500 $ pour l'année 2019;
- 14 500 $ pour l'année 2020;

D'imputer cette dépense totale de 43 500 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1185876001

CA18 240025

Approuver la convention et accorder un contrat à la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (Canadienne) - SPCA, aux fins d'exercice du contrôle animalier sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du 13 février 2018 au 31 janvier 2020 et autoriser une dépense maximale de 272 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention et accorder un contrat de 272 000 $ à la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (Canadienne) - SPCA, pour le service de contrôle animalier sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie du 13 février 2018 au 31 janvier 2020;

D'autoriser, à cette fin, une dépense totale de 272 000 $;

D'autoriser cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décision.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1187170001

CA18 240026

Modifier la résolution CA17 2400020 et approuver les conventions modifiées, pour une durée de trois mois, soit du 1er janvier au 31 mars 2018, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal et la Mission Old Brewery et accorder une contribution totale de 43 595 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240020 adoptée à sa séance du 14 février 2017, approuvé les conventions et accordé une contribution de 110 761 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation d'un projet d'intervention de milieu au square Cabot et ses alentours ainsi qu'une contribution de 63 620 $ à la Mission Old Brewery pour la réalisation d'un projet de navette visant à transporter les usagers de l'ouest vers les ressources plus nombreuses situées à l'est de l'arrondissement;

Attendu que ces deux conventions se sont terminées le 31 décembre 2017;

Attendu qu'il est primordial que ces deux services puissent fonctionner en continu :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA17 240020 et approuver les conventions modifiées, pour une durée de trois mois, soit du 1er janvier au 31 mars 2018, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal et la Mission Old Brewery;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 27 690 $ au Foyer pour femmes autochtones;
- 15 905 $ à la Mission Old Brewery;

D'imputer cette contribution totale de 43 595 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1173405001

CA18 240027

Approuver la convention avec Voies culturelles des Faubourgs pour la réalisation d'une étude sur les retombées sociocommunautaires de l'activité culturelle dans le pôle de création des Faubourgs dans le cadre du Programme quartier intégré (QI) Sainte-Marie et accorder une contribution de 12 500 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver la convention avec Voies culturelles des Faubourgs pour la réalisation d'une étude sur les retombées sociocommunautaires de l'activité culturelle dans le pôle de création des Faubourgs dans le cadre du Programme quartier intégré (QI) Sainte-Marie;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 12 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.
Adoptée à l'unanimité.

20.14 1186673002

CA18 240028

Accorder un contrat de 45 000 $, d'une durée d'un an, à compter du 15 février 2018, à COFORCE inc. pour l'entretien sanitaire du tunnel Champs de Mars et autoriser une dépense maximale de 45 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 45 000 $ pour l'entretien sanitaire du tunnel Champs de Mars (contrat de gré à gré);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Coforce inc. d'une durée de 12 mois, prenant effet le 15 février 2018, plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 45 000 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1186890009

CA18 240029

Modifier la résolution CA17 240242 afin de prolonger la durée de la convention et augmenter de 20 505,58 $ la contribution accordée à la Société de développement social pour une contribution totale de 131 738,47 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240242 adoptée à sa séance du 9 mai 2017, approuvé la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Société de développement social pour la réalisation d'un projet de médiation et d'intervention de rue;

Attendu que le besoin de soutien et d'intervention sociale auprès de cette population demeure nécessaire :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA17 240242 afin de prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 mars 2018 et augmenter de 20 505,58 $ la contribution accordée à la Société de développement social pour une contribution totale de 131 738,47 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1175179003

CA18 240030

Annuler la contribution de 200 $ accordée au RAPLIQ pour l'événement « vernissage-cocktail-bénéfice » prévu le 5 décembre 2017

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240588 adoptée à sa séance du 22 novembre 2017, accordé des contributions à divers organismes pour un montant total de 25 300 $;

Attendu que le RAPLIQ a annulé l'événement « vernissage-cocktail-bénéfice du 5 décembre 2017 » :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'annuler la contribution de 200 $ accordée au RAPLIQ pour l'événement « vernissage-cocktail-bénéfice » prévu le 5 décembre 2017 :

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1170619008

CA18 240031

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution totale de 70 000 $ à la Société de développement commercial du Village et à la Société de développement commercial du Quartier latin, afin de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire des organismes

Attendu le Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (CA-24-034) :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes:

- 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village afin de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire de la Société de développement commercial;

- 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin afin de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire de la Société de développement commercial;

D'imputer cette dépense totale de 70 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1180318001

CA18 240032

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 41 965 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 500 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 700 $ au Y des femmes de Montréal;
- 2 500 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde inc;
- 4 500 $ au Carrefour Saint-Eusèbe;
- 4 975 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 6 475 $ à l'Association sportive communautaire Camillien-Houde inc;
- 1 000 $ à Soi-Art;
- 5 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;
- 500 $ à la Clinique Droits Devants;
- 500 $ à Filministes;
- 2 000 $ à Innovation Jeunes;
- 2 000 $ à Projet T.R.I.P.;

- 2 000 $ au Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud;
- 5 000 $ à la Chambre de commerce LGBT du Québec;
- 915 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 900 $ au Groupe Harmonie;
- 1 000 $ à la Corporation Maison Lucien L'Allier Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 41 965 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1180619001

CA18 240033

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 30.01 à 30.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240034

Adopter la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles »

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles ».

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1186316001

CA18 240035

Prendre acte du dépôt des états financiers conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les Cités et Villes (RLRQ, c. C-19)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt des états financiers des personnes morales ayant reçues une contribution annuelle de la Ville d'au moins 100 000 $ conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les Cités et Villes (RLRQ, c. C-19).

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1170141008

CA18 240036

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2017

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2017.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1185237002

CA18 240037

Appuyer le projet de l'Université du Québec à Montréal afin que cette dernière puisse déposer une demande d'aide financière au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase IV »

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'appuyer le projet de l'Université du Québec à Montréal afin que cette dernière puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV » pour l'agrandissement de son Centre sportif.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1184105001

CA18 240038

Appuyer le projet de l'Université Concordia afin que cette dernière puisse déposer une demande d'aide financière au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase IV »

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'appuyer le projet de l'Université Concordia afin que cette dernière puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV » pour la création d'un centre d'entraînement de crossfit.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1184105002

CA18 240039

Appuyer le projet de l'Association des Chemins du soleil afin que cette dernière puisse déposer une demande d'aide financière au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase IV »

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'appuyer le projet de l'Association des Chemins du soleil afin que cette dernière puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV » pour le parachèvement de ses aménagements sportifs au sous-sol ainsi qu'un aménagement d'un espace sportif au rez-de-chaussée du Centre communautaire Sainte-Brigide.

Adoptée à l'unanimité.

30.06 1184105003

CA18 240040

Autoriser un remboursement de 3 525 303,49 $, taxes incluses, à la Société québécoise des infrastructures (SQI) des frais perçus relatifs à l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre du projet de transformation et d'agrandissement de l'édifice Wilder situé au 1433-1451, rue De Bleury

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser un remboursement de 3 525 303,49 $, taxes incluses, à la Société québécoise des infrastructures (SQI) des frais perçus relatifs à l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre du projet de transformation et d'agrandissement de l'édifice Wilder situé au 1433-1451, rue De Bleury.

Adoptée à l'unanimité.

30.07 1172701048

CA18 240041

Prendre acte du dépôt du rapport annuel 2017 des dépenses pour l'entretien du parc du Mont-Royal

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte, conformément au Règlement 07-053, du dépôt du rapport annuel 2017 des dépenses pour l'entretien du parc du Mont-Royal.

Adoptée à l'unanimité.

30.08 1180141001

CA18 240042

Modifier la résolution CA16 240185 afin d'autoriser une affectation supplémentaire de 22 915,81 $ en provenance de la réserve SST afin de couvrir les coûts des assignations temporaires de l'année 2017 et autres frais reliés à la santé et sécurité au travail

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA16 240185 adoptée à sa séance du 12 avril 2016, autorisé une affectation de surplus de 400 000 $ pour couvrir les coûts des assignations temporaires 2016-2017 ainsi qu'un montant de 75 000 $ pour financer les coûts des formations et des actions communications « SST » en provenance des comptes de surplus « SST » de l'arrondissement de Ville-Marie;

Attendu qu'en 2016 le ratio des assignations temporaires de l'arrondissement s'élevait à 36.2%;

Attendu que pour l'année 2017 le ratio s'élève à 47% :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier la résolution CA16 240185 afin d'affecter un montant supplémentaire de 22 915,81 $ en provenance de la réserve SST afin de couvrir les coûts des assignations temporaires de l'année 2017 et autres frais reliés à la santé et sécurité au travail;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.09 1165204001

CA18 240043

Autoriser la disposition, à titre gratuit, du mobilier de bureau ayant dépassé sa durée de vie ou étant devenu hors d'usage à l'organisme Centre Récréatif Poupart

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser la disposition à titre gratuit du mobilier de bureau ayant dépassé sa durée de vie ou étant devenu hors d'usage à l'organisme Centre Récréatif Poupart.

Adoptée à l'unanimité.

30.10 1175377005

CA18 240044

Autoriser une affectation des surplus de 690 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail, pour les années 2018 et 2019

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une affectation des surplus de 690 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail, pour les années 2018 et 2019;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières du dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.11 1187729001

CA18 240045

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 40.01 à 40.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240046

Adopter une résolution autorisant la démolition de 3 bâtiments, situés aux 2020-2050, rue de la Montagne, et la construction d'un bâtiment commercial de 4 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Bijouterie Château d'Ivoire) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

1) D'accorder, pour les bâtiments situés aux 2020-2050, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 9, 237, 582 et 655.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de démolir les 3 bâtiments existants;
   c) de construire un bâtiment commercial de 4 étages, le tout substantiellement conforme aux plans A100 à A108, signés et scellés par M. Daniel Lapalme, architecte, estampillés par l'arrondissement le 9 novembre 2017;
   d) d'occuper, aux fins d'un usage commercial autorisé de la catégorie M.8, une superficie de plancher supérieure à 200 m² par établissement;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) fournir, préalablement à la délivrance des certificats d'autorisations de démolition pour les bâtiments visés, le dépôt d'une lettre de garantie totale de 551 240 $, à titre de garantie monétaire visant à assurer l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé, cette garantie monétaire devant demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de démolition et le programme de réutilisation du sol dégagé soient complétés;
   b) soumettre le projet à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

3) De fixer un délai de 60 mois pour l'émission d'un permis de construction relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
1177199016
pp 362

CA18 240047

Adopter une résolution autorisant l'occupation, aux fins de l'usage « restaurant », du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 417, rue Saint-Nicolas, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, pour le bâtiment situé au 417, rue Saint-Nicolas, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 134, 201 et 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) d'occuper le rez-de-chaussée (environ 232 m^2) du bâtiment aux fins de l'usage « restaurant » malgré la distance minimale exigée par rapport à un autre restaurant.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
1170607009
pp 366

CA18 240048

Adopter une résolution autorisant l'occupation à des fins de bureaux, la démolition partielle et l'agrandissement des bâtiments respectivement situés au 429 et au 441, rue De La Gauchetière Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2017 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

1) D'accorder, pour les lots 1 181 954 et 1 181 987 situés en bordure de la rue De La Gauchetière entre les rues Bernadette et Notre-Dame-de-Lourdes, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:

a) de démolir tout en conservant et restaurant la façade du 429, rue De La Gauchetière Est;

b) d'agrandir et de réunir les bâtiments situés au 429 et au 441, rue De La Gauchetière Est, malgré les articles 9 et 177 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), le tout substantiellement conforme aux plans signés et scellés par Menkes, Shonner, Dagenais, Letourneux, architectes, daté du 13 avril 2017 et estampillés par l'arrondissement le 4 octobre 2017;

c) d'occuper la totalité du bâtiment aux fins de l'usage «bureau»;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

a) respecter un alignement sur rue, une volumétrie et des retraits d'alignement conformément aux plans mentionnés précédemment;
b) conserver in situ et restaurer la façade du bâtiment situé au 429, rue De La Gauchetière Est afin de l'intégrer au projet d'agrandissement;
c) fournir, au dépôt de la demande de permis de transformation, des lettres d'ententes signées par chacun des locataires résidents au 441, rue de La Gauchetière Est ainsi que leur date de résiliation ou de fin de bail;
d) au dépôt de la demande de permis de transformation, fournir un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du projet qui met en valeur les façades tout en contribuant au confort de la rue;
e) soumettre la demande de permis de transformation de ce projet à la procédure de titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au titre VIII du règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent:
i) préserver et mettre en valeur l'ensemble formé de deux immeubles
ii) les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;

3) De fixer la prise d'effet de cette autorisation au jour où son titulaire déposera à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une lettre de garantie bancaire de 115 075 $; cette garantie doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux prévus au paragraphe 1 soient réalisés et qu'un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du projet soit fourni;

4) De fixer un délai de 60 mois pour l'obtention d'un permis de transformation pour les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.03
1174869010
pp 365

CA18 240049

Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 8 069 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de parcs - Adoption

Attendu que, le 12 décembre 2017, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie de celui-ci a été remise aux membres du conseil;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le règlement CA-24-280 intitulé Règlement autorisant un emprunt de 8 069 000 $ pour la réalisation du programme d'aménagement et de réaménagement de Parcs.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
1177128008
CA-24-280

CA18 240050

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2018 - Adoption

Attendu que, le 12 décembre 2017, un avis de motion de l'adoption du règlement mentionné ci-dessous a été donné et qu'une copie de celui-ci a été remise aux membres du conseil;
Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le règlement CA-24-274 intitulé Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
1170858008
CA-24-274

CA18 240051

Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de remplacer l'agent de gestion des ressources financières et le conseiller en gestion des ressources financières par l'agent de bureau principal à la division des ressources financières et matérielles - Adoption

Attendu que, le 12 décembre 2017, un avis de motion de l'adoption du règlement mentionné ci-dessous a été donné et qu'une copie de celui-ci a été remise aux membres du conseil;
Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le Règlement CA-24-279 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de remplacer l'agent de gestion des ressources financières et le conseiller en gestion des ressources financières par l'agent de bureau principal à la division des ressources financières et matérielles

Adoptée à l'unanimité.

40.06
1170858015
CA-24-279

CA18 240052

Adopter, en vertu de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ c. S-4.1.1), un règlement autorisant l'occupation à des fins de garderie au 205, avenue Viger Ouest - Adoption

Attendu que, le 12 décembre 2017, un avis de motion de l'adoption du règlement mentionné ci-dessous a été donné et qu'une copie de celui-ci a été remise aux membres du conseil;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter, en vertu de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ S-4.1.1), le Règlement CA-24-281 intitulé Règlement autorisant l'occupation à des fins de garderie au 205, avenue Viger Ouest.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
1173332005
CA-24-281

CA18 240053

Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, sur la rue De La Gauchetière côté sud, à l'est de la rue De Bleury, en abord de l'hôtel Monville Montréal, situé au 1041 rue De Bleury

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.RV.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1 o. 200 déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, sur la rue De La Gauchetière côté sud, à l'est de la rue De Bleury, en abord de l'hôtel Monville Montréal, situé au 1041 rue De Bleury.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1185914001

CA18 240054

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 1re partie C)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 557, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 196 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 508 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 112 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 109 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1187803001

CA18 240055

Adopter un règlement modifiant le Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement (CA-24-135) afin de modifier les modalités de la période de questions du public - Avis de motion

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, le conseiller Robert Beaudry donne avis de motion de l'adoption du règlement modifiant le Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement (CA-24-135).

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1180858003

CA18 240056

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 40.11 à 40.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240057

Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

De modifier la résolution CA16 240043 par :

1) L'ajout, à la fin de l'article 1), du paragraphe suivant :

> « d) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018. »

2) Le remplacement du paragraphe a) de l'article 2) par le suivant :

> « a) l'édifice sis au 975, rue Lucien-L'Allier, doit être conservé sur une profondeur d'au moins 15 m par rapport au plan principal de la façade, tel qu'illustré aux plans mentionnés précédemment. »

3) L'ajout, à la fin de l'article 2), des paragraphes suivants :

> « j) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et la composition architecturale doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
>
> k) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Titre VIII et aux critères relatifs à une surhauteur (article 36), les critères additionnels suivants s'appliquent :
>
> i. Le traitement architectural de la façade donnant sur le futur lien piétonnier doit favoriser l'animation sur rue par sa composition et la présence d'accès piétonniers;
>
> ii. Les balcons doivent être traités en loggia, avec une insertion discrète;
>
> iii. Les nouvelles ouvertures pratiquées dans l'édifice Blachford doivent respecter la composition d'origine;

iv. Le traitement de la façade du volume de la rue De La Montagne doit favoriser un encadrement de la rue à l'échelle du piéton;

v. La viabilité des espaces végétalisés sur la terrasse doit être assurée.»

Adoptée à l'unanimité.

40.11
1177400004
pp 371

CA18 240058

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations permettant la modification de l'implantation au sol, de la hauteur et de la volumétrie d'une saillie en façade de la rue Sainte-Catherine pour le bâtiment situé au 84, rue Sainte-Catherine Ouest (Théâtre du Nouveau Monde)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) pour le bâtiment situé au 84, rue Sainte-Catherine Ouest, des dérogations permettant la modification de l'implantation au sol, de la hauteur et de la volumétrie d'une saillie en façade de la rue Sainte-Catherine, et ce, notamment en dérogation à l'article 4 du Règlement portant approbation d'un projet de modification visant l'agrandissement du Théâtre du Nouveau Monde situé au 84, rue Sainte-Catherine Ouest et la démolition du bâtiment situé au 1245, rue Saint-Urbain (96-015) (Théâtre du Nouveau Monde), le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Lapointe Magne & associés, datés « 12 février 2018 », et estampillés par l'arrondissement le 15 janvier 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1187199001

CA18 240059

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 3471, rue Peel

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 3471, rue Peel, et ce, conformément à l'article 151 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1187400001

CA18 240060

Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 1015, rue Saint-Alexandre et 425, avenue Viger Ouest, de l'obligation de fournir 13 unités de stationnement

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 1015, rue Saint-Alexandre et 425, rue Viger Ouest, de l'obligation de fournir les 13 unités de stationnement qu'exige le Règlement d'urbanisme (01-282);

De prendre acte de son engagement à verser 65 000 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Adoptée à l'unanimité.

40.14 1180394001

CA18 240061

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44^{e} étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'aménagement d'un café-terrasse au 44^{e} étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
1186255001
pp 372

CA18 240062

Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102) une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, pour le quadrilatère défini par les rues entre les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 14 février 2018 au 20 décembre 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102, article 2), l'ordonnance CA-24-102, o. 3 permettant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 15 février 2018 au 20 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.16 1182931001

CA18 240063

Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5^{e} étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5^{e} étage.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
1186255003
pp 369

CA18 240064

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment projeté, situé au 1462, rue Panet

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment projeté, situé au 1462, rue Panet, et ce, conformément au paragraphe 3° de l'article 150 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.18 1177400002

CA18 240065

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 12 décembre 2017 et l'a soumis à une consultation publique le 1er février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) pour le bâtiment situé au 1240, rue University, l'autorisation de déroger à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'autorisation d'aménager un café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant sis au rez-de-chaussée conformément aux plans préparés par Jean-Pierre Lagacé architecte, et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 7 septembre 2017;

2) D'assortir cette autorisation à la condition de privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
1174869013
pp 367

CA18 240066

Édicter, en vertu du règlement sur la circulation et stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance déterminant la fermeture à la circulation de façon permanente, de l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville entre les rues Viger et Saint-Antoine ainsi que le retrait de 27 espaces tarifés sur ce tronçon de rue

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 199 déterminant la fermeture à la circulation automobile, de façon permanente, de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville entre les rues Viger et Saint-Antoine;

De retirer 27 espaces de stationnement tarifés sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville entre les rues Viger et Saint-Antoine.

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1187876001

CA18 240067

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 40.21 à 40.27.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240068

Confirmer la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 28 septembre 2017 relativement aux demandes d'autorisation de démolition des bâtiments portant les numéros 154 à 160, rue King, et 263 à 269, rue Queen

Attendu que le Comité d'étude des demandes de démolition a rendu, le 28 septembre 2017, une décision relativement aux bâtiments portant les numéros 154 à 160, rue King, et 263 à 269, rue Oueen;
Attendu que l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) prévoit que tout intéressé peut, dans les 30 jours d'une décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil;
Attendu que de telles demandes ont été reçues et que les membres du conseil en ont pris connaissance;
Attendu que l'article 25 du règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) prévoit que le conseil peut confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui -ci aurait da rendre :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De confirmer, conformément au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), aux fins de la délivrance du certificat, la décision rendue par le Comité d'étude des demandes de démolition à sa séance du 28 septembre 2017 relativement aux demandes d'autorisation de démolition 3001165097 et 3001165100, visant les bâtiments portant les numéros 154 à 160, rue King, et 263 à 269, rue Queen.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1177176003

CA18 240069

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment projeté au 50, rue Sainte-Catherine Est

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), dans le bâtiment projeté au 50, rue Sainte-Catherine Est, l'usage « nombre illimité de logements », et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 247 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.22 1184869002

CA18 240070

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A) et édicter une ordonnance

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1re partie, A);

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o.558 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

Adoptée à l'unanimité.

40.23 1186673001

CA18 240071

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour le mode d'implantation contigu requis par le secteur et dont la marge latérale est inférieure à 4 mètres, pour le bâtiment situé aux 1569-1575, rue Saint-Hubert et 1566-1574, rue Saint-Christophe - Projet Le Zénith

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé aux 1569-1575, rue Saint-Hubert et 1566-1574, rue Saint-Christophe, une dérogation au mode d'implantation contigu et à la marge latérale, qui est inférieure à 4 mètres, pour le volume ayant front sur la rue Saint-Christophe - Projet Le Zenith, et ce, en dérogation des articles 56 et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) .

Adoptée à l'unanimité.

40.24 1177303019

CA18 240072

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant, traiteur » au troisième étage du volume à l'intersection de la rue Drummond et du boulevard René-Lévesque compris dans le bâtiment situé au 1221, boulevard René-Lévesque Ouest

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les usages « débit de boissons alcooliques » et « restaurant, traiteur » au troisième étage du volume à l'intersection de la rue Drummond et du boulevard René-Lévesque compris dans le bâtiment situé au 1221, boulevard René-Lévesque Ouest, et ce, conformément au paragraphe 1 ° de l'article 136 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.25 1187303001

CA18 240073

Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant et un café-terrasse dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 201, 266 et 391 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment ainsi que l'usage « café-terrasse » dans une cour, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de décembre 2017, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le 31 janvier 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
a) bonifier le couvert végétal de la cour;
b) prohiber l'utilisation de peinture sur les murs extérieurs et le sol;
c) restaurer le mur en pierre mitoyen ouest;
d) soumettre le projet d'aménagement du café-terrasse et des cours à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants:
i) opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour;

ii) favoriser un mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site;
iii) assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et véhiculaires.

Adoptée à l'unanimité.

40.26
1186255004
pp 373

CA18 240074

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Projet Humaniti – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;
c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i) les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;
ii) les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;
iii) l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.27

1177303016
pp 370

CA18 240075

Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2017 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2017;

De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Adoptée à l'unanimité.

60.01 1176071010

CA18 240076

Motion pour que l'arrondissement de Ville-Marie réitère son appui au Comité logement Ville-Marie dans ses démarches de financement pour le projet de mobilisation et de soutien aux familles

Attendu que depuis 40 ans, le Comité logement Ville-Marie travaille à défendre les droits des locataires, de même qu'à faire la promotion, mobiliser la collectivité et soutenir le développement de projets de logements sociaux visant à répondre aux divers besoins de la population du territoire du centre-ville de Montréal, et notamment à ceux des familles à faible ou modeste revenu;

Attendu que depuis six ans, l'organisme porte ainsi un projet de mobilisation et de soutien aux familles impliquées dans le développement de projets de coopératives ou d'autres formes d'habitation sociale répondant à leurs besoins, financé par l'arrondissement de Ville-Marie;

Attendu que ce projet s'inscrit dans le cadre des plans de quartier des trois tables de concertation de quartier de notre territoire, soit la Table de développement social du Centre-Sud, la Table de concertation du Faubourg St-Laurent ainsi qu'InterAction du quartier Peter McGill;

Attendu que ce projet de mobilisation et de soutien aux familles est soutenu par l'ensemble des acteurs impliqués dans le développement social au niveau de l'arrondissement, soit les réseaux communautaire, municipal, scolaire ainsi que de la santé :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Richard Ryan

Que l'arrondissement de Ville-Marie réitère son appui au Comité logement Ville-Marie dans ses démarches de financement pour le projet de mobilisation et de soutien aux familles;

Que cette motion soit transmise à la ministre responsable de la protection des consommateurs et de l'habitation, au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adoptée à l'unanimité.

65.01

CA18 240077

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De réunir, pour études et adoption, les articles 70.01 et 70.02.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1170858013

CA18 240078

Fermer et retirer du domaine public les lots 5 916 100 et 5 930 774, du cadastre du Québec, situés entre la rue Clark, le boulevard De Maisonneuve Est et le boulevard Saint-Laurent

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De fermer et de retirer du domaine public les lots 5 916 100 et 5 930 774 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal**,** situés entre la rue Clark, le boulevard De Maisonneuve Est et le boulevard Saint-Laurent.

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1181368001

CA18 240079

Modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2018 afin de devancer l'heure des séances à 18 h 30

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2018 afin de devancer l'heure du début des séances à 18 h 30.

Les séances ordinaires à venir seront donc tenues à 18 h 30 aux dates et endroits suivants :

Date	Heure	Lieu	Adresse
13 mars 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
10 avril 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 mai 2018	18 h 30	Collège de Montréal, salle L'Ermitage	3510, ch. de la Côte-des-Neiges
12 juin 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
4 juillet 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
11 septembre 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
9 octobre 2018	18 h 30	Maison de la culture Frontenac	2550, rue Ontario Est
13 novembre 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
11 décembre 2018	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

Adoptée à l'unanimité.

70.02 1180858002

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 13 mars 2018 à 19 heures, à la salle du conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 21 h 43.

70.03

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA18 24xxx
lors de la séance du conseil tenue le 13 mars 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.10

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1185237017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-08 09:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 28 février 2018

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

28 février 2018
18 h

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseillère de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement

Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement

Madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru le 17 février 2018 dans le journal *Le Devoir*.

Elle déclare l'assemblée ouverte à 18 h 00.

6 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 1020, rue De Bleury – PPCMOI - pp 370 (dossier 1177303016)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 13 février 2018, le premier projet de résolution autorisant la construction d'un complexe résidentiel et commercial au 1020, rue De Bleury, et ce, en dérogation notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, à un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit, à la distance minimale d'un quai de chargement situé à une intersection, à un débarcadère dérogatoire et un stationnement public intérieur.

La présidente d'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

b) 975, rue Lucien-L'Allier – PPCMOI - pp 371 (dossier 1177400004)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 13 février 2018, le premier projet de résolution modifiant la résolution CA16 240043 autorisant un projet de développement immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier afin de remplacer les plans annexés.

La présidente d'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux usages prévus dans le basilaire et aux étages supérieurs du bâtiment;*
- *à la hauteur du bâtiment situé au coin de la rue de la Montagne.*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, la présidente de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et elle la déclare terminée.

c) 1980, rue Sherbrooke Ouest - PPCMOI – pp 369 (dossier 1186255003)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 13 février 2018, le premier projet de résolution autorisant l'usage pharmacie au 5^{e} étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, et ce, en

dérogation notamment aux articles 179 et 227 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, à l'implantation d'un usage spécifique aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

d) 1041, rue De Bleury - PPCMOI – pp 364 (dossier 1177199017)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 13 février 2018, le premier projet de résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettant la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, et ce, en dérogation notamment aux articles 390 et 392 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, à l'interdiction de présenter sur un café-terrasse la danse, les représentations théâtrales ou cinématographiques et les concerts ainsi qu'à l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit.

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Madame Leclerc-André précise que le projet de résolution doit être modifié comme suit par le remplacement, la troisième ligne du mot « aménagement par le mot « occupation ».

La présentation de madame Leclerc-André, de même que ses explications sur les étapes de la procédure d'adoption de ce projet, la présidente de l'assemblée la remercie et invite le public à poser des questions sur ce projet ou à le commenter.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) 221, rue du Saint-Sacrement - PPCMOI – pp 373 (dossier 1186255004)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 13 février 2018, le premier projet de résolution autorisant l'usage restaurant et un café-terrasse dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, et ce, en dérogation notamment aux articles 201, 266 et 391 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, à la superficie de plancher maximale pour un usage commercial spécifique, à la distance minimale d'un autre restaurant et à l'aménagement d'un café-terrasse ailleurs qu'en cour avant.

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Madame Leclerc-André précise que le projet de résolution doit être modifié comme suit :

- par la suppression, au paragraphe b) de l'article 1), des mots « ainsi qu'annotés »;
- par le remplacement, au paragraphe b) de l'article 1), de la date « 31 janvier 2018 » par la date « 28 février 2018 »;

La présentation de madame Leclerc-André, de même que ses explications sur les étapes de la procédure d'adoption de ce projet, la présidente de l'assemblée la remercie et invite le public à poser des questions sur ce projet ou à le commenter.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *à l'importance de limiter les heures d'ouverture du café-terrasse et du restaurant;*
- *au fait que l'exploitation d'un café-terrasse et d'un restaurant risque de faire augmenter les nuisances sonores dans le secteur;*
- *au fait qu'il n'y pas suffisamment de places stationnements de disponible dans le secteur pour accueillir les clients du café-terrasse et du restaurant;*
- *aux problèmes de circulations que pourrait occasionner l'arrivée d'un café-terrasse et d'un restaurant dans le secteur.*

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 50.

2018/03/07

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

Sophie Mauzerolle 07-03-2018

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185179002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'adhésion au Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) ainsi que le paiement du coût annuel d'adhésion

D'adopter la résolution d'adhésion au Réseau québécois de Villes et Villages en santé;
Défrayer le coût annuel d'adhésion;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-27 14:43

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185179002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'adhésion au Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) ainsi que le paiement du coût annuel d'adhésion

CONTENU

CONTEXTE

Le Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) a pour mission de promouvoir et soutenir le développement de milieux de vie durables et inclusifs favorables à la santé et à la qualité de vie en contexte municipal. Pour ce faire, il mise sur l'engagement et la capacité des décideurs municipaux à mobiliser leurs partenaires et les citoyennes et citoyens dans l'action concrète.
L'arrondissement pose plusieurs actions en faveur de la santé et des saines habitudes de vie : offre de service en sports et en loisirs accessible, diversifiée et sécuritaire, adoption de la *Stratégie alimentaire de Ville-Marie* , construction d'une serre communautaire, mise à niveau des infrastructures urbaines qui favorisent l'activité physique, plan local de déplacement, appui à la *Classique 5 km du Montréal souterrain* , etc. Compte tenu de la convergence avec les objectifs du Réseau, il apparaît opportun que l'arrondissement en devienne membre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N.A.

DESCRIPTION

Le RQVVS compte 225 municipalités membres, représentant plus de 85 % de la population québécoise. L'adhésion au Réseau permet de bénéficier d'un cadre de référence pour l'établissement de plans d'action municipaux portant sur la qualité de vie des citoyens et de partager ses connaissances et ses expériences avec les autres membres. Elle permet également de mettre en valeur les activités réalisées en matière de santé et bien-être de ses citoyens par le biais d'outils de promotion du RQVVS, notamment le concours de prix d'excellence.

JUSTIFICATION

Compte tenu de la préoccupation de l'arrondissement de contribuer à la qualité de vie de ses résidents, il est souhaitable de se lier à un réseau de municipalités partageant les mêmes préoccupations et développant une variété de projets pour favoriser la santé et les saines habitudes de vie des citoyens.

L'adhésion au RQVVS permettra à l'arrondissement de mettre en valeur ses réalisations découlant de ses plans d'action et de ses orientations (stratégie alimentaire, plan local de développement, plan d'action en développement social, etc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La DSLDS assumera le coût annuel d'adhésion au RQVVS à même son budget de fonctionnement (# imputation : 306125-07103-54702).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adhésion au RQVVS permet de poursuivre indirectement l'objectif d'*assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé* inscrit dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Favoriser l'entraide et l'échange d'information et d'outils entre les différents membres. Visibilité des actions de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dépôt de la candidature du projet Quartier nourricier (serre communautaire) au prix d'excellence 2018, catégorie "Intelligence collective".

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission de la résolution et du dossier d'adhésion au RQVVS.

- Élaboration d'un dossier de candidature pour les prix d'excellence 2017 du RQVVS relatifs au développement du projet Quartier nourricier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-19

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
Pour Mme Dominique Archambault
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2018-02-26

Réseau québécois de Villes et Villages en santé

Résolution d'adhésion

CONSIDÉRANT l'existence du Réseau québécois de Villes et Villages en santé et d'autres réseaux nationaux et internationaux de municipalités en santé, prêts à coopérer et à échanger des expériences positives pour améliorer la qualité de vie de leur population;

CONSIDÉRANT que l'arrondissement de Ville-Marie s'est engagé à promouvoir avec équité, partout dans son territoire, la qualité de vie de ses citoyens et citoyennes;

CONSIDÉRANT que les décisions prises par l'arrondissement de Ville-Marie en matière d'habitation, de culture, de sécurité, de loisirs, d'environnement, de développement communautaire, économique et urbain ont une grande influence sur la santé de ses citoyens et citoyennes;

CONSIDÉRANT qu'une approche multisectorielle et concertée dans la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie peut contribuer à créer un environnement sain pour tous les citoyens et citoyennes;

CONSIDÉRANT que l'administration de l'arrondissement de Ville-Marie désire encourager cette concertation et participer à la promotion de la santé et du bien-être des citoyens et citoyennes de son territoire, tout en respectant ses champs de compétence et tout en reconnaissant les efforts et le travail des autres partenaires;

CONSIDÉRANT que l'arrondissement de Ville-Marie veut favoriser la participation de ses citoyens et citoyennes dans l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques municipales favorisant la santé et la qualité de la vie;

CONSIDÉRANT qu'il est important que l'arrondissement de Ville-Marie assume le leadership d'une ville en santé;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le/la conseiller/ère _____, appuyé/e par le le/la conseiller/ère _____ et résolu à l'unanimité que l'arrondissement de Ville-Marie :

1- Adhère au Réseau québécois de Villes et Villages en santé et partage cette expérience avec d'autres municipalités.

2- Adopte et fasse la promotion, à l'intérieur de ses champs de compétence, des politiques municipales favorisant un développement sain, créant un environnement favorable à la santé et renforçant les actions communautaires.

3- Forme, dans la mesure du possible, un comité de travail composé de représentants de l'arrondissement de Ville-Marie et de représentants des différents secteurs de la communauté pour s'assurer de la réalisation de ces objectifs[1] et invite différents partenaires à la soutenir dans cette démarche.

4- Mette en œuvre, dès cette année, des mesures concrètes découlant de cet engagement.

5- Nomme le ou les conseillers(ères)_____ et le ou les fonctionnaires[2] _____ pour la représenter au sein de ce comité de travail.

6- Accepte le principe d'engager, à cette fin, les sommes couvrant les ressources humaines et matérielles requises pour la réalisation des projets dont elle aura accepté la réalisation.

Extrait certifié conforme

---

1. Le Conseil peut également confier ce mandat à un comité déjà existant si ce comité répond aux conditions d'adhésion (intersectorialité).

2. Il est en souhaitable qu'au moins un fonctionnaire municipal soit nommé comme représentant de la municipalité sur le comité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.02

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1176145002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville -Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

IL EST RECOMMANDÉ:

D'adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-11-28 16:26

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1176145002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie œuvre en collaboration avec différents organismes du territoire afin de réaliser une offre de service accessible, diversifiée et de qualité à la population.

> L'arrondissement partage ainsi ses responsabilités et agit en collaboration, plus ou moins étroite, avec les organismes du milieu dans les domaines qui relèvent de sa compétence. En raison de la quantité et de la diversité d'organismes présents sur son territoire, il s'avère pertinent de doter l'arrondissement d'une Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL.

Ce sommaire vise l'adoption d'une Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL et à se conformer aux recommandations du vérificateur général de Montréal. Par ailleurs, cette politique sera applicable par toutes les directions de l'arrondissement qui souhaitent réaliser des activités avec des OBNL. Le sommaire vise également l'adoption d'un cadre de référence propre à la Division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL vient préciser les critères d'admissibilité et ce, en toute transparence et équité, pour qualifier les organismes qui en feront la demande. Cette Politique définit également le processus dans lequel l'organisme s'inscrit pour obtenir et maintenir sa reconnaissance de la part de l'arrondissement. Le Cadre de référence, quant à lui, vient définir les priorités d'attribution du soutien locatif et décrire les services offerts aux organismes liés à la mission de la DSLDS qui seront reconnus lors de la mise en place de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL.

JUSTIFICATION

L'adoption de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL répond aux recommandations émanant du bureau du Vérificateur général quant à la mise en place d'un processus transparent et équitable pour la reconnaissance des organismes qui en feront la demande à l'arrondissement de Ville-Marie. Le Cadre de référence permet de clarifier les orientations et les objectifs poursuivis par la Division des sports, des loisirs et du développement social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Politique aura comme impact:

· d'uniformiser les pratiques en matière de soutien et de reconnaissance des organismes;
· de soutenir plus adéquatement les organismes reconnus;
· de clarifier la nature des relations entre l'arrondissement et les organismes et leur rôle respectif;
· d'être équitable dans l'octroi du soutien.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication de la Politique de reconnaissance des organismes

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2018 : Adoption de la Politique pour une entrée en vigueur le 14 février 2018;
Février 2018 : Distribution de la Politique auprès des organismes liés par des ententes avec l'Arrondissement et publication sur le site Internet de l'Arrondissement;
Mars 2018 : Processus de reconnaissance transitoire et formel avec les organismes dépositaires d'une demande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François MORIN, Ville-Marie
Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

Jean-François MORIN, 9 novembre 2017
Driss EZZAHER, 8 novembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-06

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2017-11-27



Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif

Mars 2018

Table des matières

1. Fondements de la politique 3

1.1 Principes d'intervention 3

1.2 Objectifs 3

2. Champs d'application 3

3. Politique municipale de reconnaissance et de soutien de l'arrondissement 3

3.1 Conditions d'admissibilité et exclusions 3

3.2 Critères d'analyse 4

3.3 Catégorie de l'OBNL reconnu 4

3.4 Descriptif de catégorisation 4

4. Processus de demande de reconnaissance 5

4.1 Dépôt de la demande 5

4.2 Cheminement de la demande 5

5. Exigences liées au maintien de la reconnaissance 6

5.1 Reddition de comptes annuelle 6

5.2 Autres exigences 6

6. Soutien offert aux OBNL 6

7. Renouvellement, révision, résiliation et nouvelle demande 7

7.1 Renouvellement 7

7.2 Révision de la catégorie 7

7.3 Résiliation 7

7.4 Nouvelle demande 7

8. Mesures transitoires 7

9. Actualisation de la politique 7

ANNEXE 1 - Résolution à transmettre lors de la demande de reconnaissance 8

ANNEXE 2 – Processus de cheminement d'une demande de reconnaissance 9

ANNEXE 3 - Résolution à transmettre avec la reddition de comptes annuelle 10

ANNEXE 4 – Procédure de résiliation de la reconnaissance 11

1. Fondements de la politique

La reconnaissance est un acte posé par l'arrondissement de Ville-Marie qui officialise une relation avec un organisme à but non lucratif (OBNL). Cette relation, basée sur la réciprocité, permet un échange entre l'OBNL, qui offre des services ou développe des initiatives profitant aux citoyens, et l'arrondissement, qui lui fournit un soutien pour le faire. Ainsi, pour l'OBNL, l'obtention d'une reconnaissance peut le rendre admissible aux services offerts par l'arrondissement.

1.1 PRINCIPES D'INTERVENTION

Les grands principes qui ont guidé la réalisation de la présente politique sont :

- le respect de la diversité des milieux, des champs d'activité, des OBNL et de leurs pratiques;
- la transparence et l'équité dans le traitement, l'analyse et le suivi des demandes.

1.2 OBJECTIFS

Par l'entremise de cette politique, l'arrondissement a comme objectifs :

- d'harmoniser ses pratiques de reconnaissance;
- d'assurer l'utilisation efficiente de ses ressources;
- de créer ou de consolider ses liens avec les OBNL afin de les soutenir dans leurs actions auprès de la population;
- de contribuer à la diversité, à la complémentarité et à la qualité de l'offre de services aux citoyens;

De plus, cette politique permet :

- de présenter les conditions d'admissibilité et les critères d'analyse qui prévaudront lors du traitement des demandes de reconnaissance;
- d'établir les catégories de reconnaissance;
- de déterminer les exigences liées au maintien de la reconnaissance et de la reddition de comptes annuels;
- de décrire les conditions d'accès au soutien offert aux OBNL reconnus.

2. Champs d'application

La présente politique s'applique à tous les OBNL qui souhaitent obtenir un soutien de l'arrondissement, à l'exception du soutien accordé dans le cadre de programmes de subventions encadrés qui font l'objet d'appel de propositions ou d'événements publics approuvés par une instance dirigeante (conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal, conseil d'agglomération).

3. Politique municipale de reconnaissance et de soutien de l'arrondissement

3.1 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ ET EXCLUSIONS

3.1.1 Conditions d'admissibilité

Les conditions d'admissibilité permettent d'évaluer si un OBNL est admissible à la reconnaissance. Un OBNL qui ne se conforme pas à l'une ou l'autre de ces conditions ne pourra être reconnu par l'arrondissement. La conformité aux conditions ne garantit pas l'obtention de la reconnaissance, seule l'analyse réalisée par l'arrondissement le déterminera.

L'arrondissement se réserve le droit de reconnaitre le nombre d'OBNL qu'il jugera suffisant dans un domaine donné.

- **Lien entre la mission de l'OBNL et les responsabilités municipales**

Pour être admissible à la reconnaissance, la mission principale[1] de l'OBNL doit être liée à une compétence, une obligation ou un pouvoir particulier dévolu à l'arrondissement en vertu des articles 137 et 141 de la Charte de la Ville de Montréal :

- le développement communautaire incluant la protection de l'environnement, l'embellissement et le développement durable;
- le développement économique, culturel et social;
- l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels;
- soutien à l'activité physique et culturelle;
- le soutien au rayonnement de l'arrondissement.

- **Plan juridique**

L'organisme doit être à but non lucratif et dûment constitué, notamment selon la troisième partie de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38), la partie II de la Loi sur les corporations canadiennes (S.R.C. 1970, c. C-32, articles 153 et ss.) ou sous forme de coopérative.

L'OBNL ne doit pas être en défaut, en vertu de toute loi lui étant applicable. Il doit déposer une déclaration attestant qu'il n'y a pas contre lui, à sa connaissance, des réclamations relatives à toute exigence légale, notamment en matière de santé et sécurité au travail.

L'OBNL doit avoir un dossier en règle au Registraire des entreprises du Québec ou à l'Agence du revenu du Canada comme organisme de bienfaisance.

- **Lieu des services et des activités**

Le lieu où sont offerts les activités et les services de l'OBNL doit être situé sur le territoire de l'arrondissement. Il est également souhaitable, mais non obligatoire que le siège social soit aussi situé sur le territoire de l'arrondissement.

[1] La mission prise en compte sera celle déterminée dans la charte ou les lettres patentes et dans le règlement général de l'OBNL.

- **Offre de services**

L'offre de services doit être publique, c'est-à-dire :

  - que la participation est inclusive et non réservée à un groupe spécifique (ex. : retraité d'une organisation, pays de provenance, catégorie professionnelle, etc.);
  - qu'elle n'est pas orientée principalement vers des professionnels ou des travailleurs d'un secteur d'activité;
  - qu'un renouvellement régulier ou l'ajout de participants est effectif;
  - que l'OBNL fait connaître son offre de services auprès de la population par l'entremise de ses propres outils de communication (ex. : site Web, dépliant, affiche, etc.) ou d'autres outils de communication publics (ex. : médias, répertoire, etc.).

- **Gouvernance et vie démocratique**

L'OBNL doit se conformer aux lois et règlements en vigueur régissant la gouvernance et la vie démocratique des OBNL. De plus, un renouvellement des membres du conseil d'administration doit être effectif.

3.1.2 Exclusions

Les types d'organismes suivants ne sont pas admissibles à la reconnaissance :

- les organismes institutionnels, publics ou parapublics avec lesquels des ententes spéciales peuvent être convenues;
- les organismes religieux qui ont uniquement pour mission la promotion des croyances religieuses ou qui célèbrent des services et des rites religieux;
- les ordres professionnels et les organisations syndicales qui ont uniquement pour mission de soutenir, de régir ou de protéger des intérêts du milieu professionnel, des affaires, du travail ou de leurs propres membres;
- les organisations politiques qui font la promotion d'une action politique partisane (rattachée à un parti ou à une cause politiques);
- les fondations et les organismes à vocation philanthropique qui ont uniquement pour mission de recueillir et de redistribuer des fonds;
- les organismes qui ont uniquement pour mission le soutien ou l'accompagnement aux personnes malades.

3.2 CRITÈRES D'ANALYSE

L'analyse de la demande sera effectuée sur la base des critères suivants :

- la mission principale de l'OBNL, liée aux responsabilités de l'arrondissement;
- l'offre de services de l'OBNL, en fonction de sa portée dans le milieu et de son lien avec les priorités identifiées par l'arrondissement;
- l'offre de services en fonction de sa contribution à la diversification de l'offre à la population;
- la clientèle desservie par l'OBNL, liée aux clientèles prioritaires identifiées dans les politiques et plans d'action de l'arrondissement.

Les critères, déclinés sous plusieurs indicateurs, ont été intégrés dans une grille servant à l'analyse des demandes. La grille est offerte sur demande à l'OBNL qui souhaite en obtenir une copie.

L'analyse réalisée permettra de déterminer :

- l'obtention ou non de la reconnaissance;
- la catégorie de reconnaissance obtenue pour les OBNL (A, B ou C).

3.3 CATÉGORIE DE L'OBNL RECONNU

La présente politique prévoit trois catégories : A, B ou C. Pour chacune de ces catégories, un panier de services est déterminé. L'OBNL sera informé par l'arrondissement du panier de services auquel il pourrait avoir droit à la suite de l'analyse de sa demande.

L'obtention de la catégorie est déterminée en fonction :

- du niveau de responsabilité de l'arrondissement par rapport à l'offre de services de l'OBNL aux citoyens;
- de l'importance du lien unissant l'OBNL et l'arrondissement;
- de l'apport de l'OBNL à l'offre de services aux citoyens.

3.4 DESCRIPTIF DE CATÉGORISATION

Catégorie A

Il s'agit d'un OBNL dont la mission est en lien direct avec les responsabilités de l'arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, un partage de l'analyse des besoins, un plan d'action concerté, la réalisation des activités et leur financement, l'utilisation effective des services par les personnes réputées en avoir besoin et l'évaluation conjointe avec l'arrondissement des services rendus.

Catégorie B

Il s'agit d'un OBNL qui intervient dans le milieu et selon sa propre initiative. Il définit par lui-même son plan d'action et ses activités. Il entretient des relations plus ou moins régulières avec l'arrondissement. L'impact de son offre de services auprès de la population est important; sa contribution est donc complémentaire aux responsabilités de l'arrondissement.

Catégorie C

Il s'agit d'un OBNL qui collabore occasionnellement avec l'arrondissement à la réalisation d'un projet, d'un événement ou d'une activité. Il offre des activités ou des services qui contribuent au mieux-être des citoyens et au développement de

la vie communautaire, mais a très peu ou pas d'interaction directe ou régulière avec l'arrondissement.

De plus, cette catégorie inclut les OBNL régionaux qui ont une reconnaissance pour laquelle l'arrondissement est lié, c'est-à-dire :

- OBNL détenant le statut « organisme PANAM reconnu »[2] décerné par le comité exécutif de la Ville.
- OBNL ou associations sportives qui sont soutenus par le Programme de soutien aux associations sportives régionales de la Ville de Montréal.

4. Processus de demande de reconnaissance

4.1 DÉPÔT DE LA DEMANDE

L'OBNL qui veut être reconnu doit remplir le formulaire prévu à cette fin sur le site Web de l'arrondissement et le transmettre avec les documents requis. Il doit faire parvenir sa demande complétée à l'adresse postale suivante :

Arrondissement de Ville-Marie – Demande de reconnaissance
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8.

L'OBNL a l'obligation de transmettre un dossier complet, sans quoi l'analyse de la demande ne sera pas effectuée.

Le formulaire de demande doit être accompagné des documents suivants :

- une résolution du conseil d'administration attestant :[3]
  - › que l'OBNL souhaite déposer une demande;
  - › qu'il s'engage à respecter les exigences liées à la reconnaissance;
- une copie de l'acte constitutif (charte, lettres patentes);
- le règlement général de l'OBNL;
- le procès-verbal de la dernière assemblée générale annuelle (AGA) ou un extrait du procès-verbal attestant le dépôt du rapport d'activités ou du rapport de la présidence et des états financiers aux membres;
- le dernier rapport annuel d'activités ou le rapport de la présidence;
- les états financiers du dernier exercice (revenus, dépenses et bilan) et les prévisions budgétaires;
- les coordonnées personnelles des membres du conseil d'administration incluant le nom et l'adresse postale complète, comme soumises au Registraire des entreprises du Québec;
- une copie du certificat d'assurance responsabilité civile d'au moins 2 M $, sachant qu'un OBNL fédéré doit être couvert par une assurance responsabilité civile d'une fédération ou d'un regroupement auquel il est associé;
- le plan d'action de l'année en cours ou la programmation;
- la liste des membres actifs, si applicable;
- une déclaration attestant que l'OBNL ne fait pas l'objet de réclamations relatives à toute exigence légale, notamment en matière de santé et sécurité au travail;
- une preuve de vérification des antécédents judiciaires du personnel, des entraîneurs et des bénévoles, si l'OBNL offre des services ou organise des activités pour les jeunes de moins de 18 ans;
- une preuve d'affiliation à une fédération pour les organismes sportifs, si applicable.

Un modèle de résolution à fournir est présenté à l'annexe 1.

4.2 CHEMINEMENT DE LA DEMANDE[4]

Étape 1
La direction concernée reçoit la demande de reconnaissance de l'OBNL :

- elle s'assure que le dossier est complet;
- elle accuse réception de la demande auprès de l'OBNL.

Étape 2
La direction concernée s'assure de la conformité aux conditions d'admissibilité.

Étape 3
La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social transmet sur une base régulière les recommandations émises par les diverses directions au conseil d'arrondissement, pour approbation.

Étape 4
La direction concernée avise par écrit l'OBNL pour l'informer de la décision du conseil d'arrondissement.

- Si l'OBNL est reconnu :
  - › elle confirme la catégorie de reconnaissance;
  - › elle précise la nature du soutien offert, s'il y a lieu;
  - › elle décrit les modalités d'attribution du soutien, s'il y a lieu;
  - › elle indique à l'OBNL qui est son répondant.
- Si l'OBNL n'est pas reconnu;
  - › elle précise les raisons du refus.

Sauf exception, le délai de traitement maximal de la demande est de 90 jours. Advenant un dépassement de ce délai, un représentant de l'arrondissement communiquera avec l'OBNL pour l'informer des raisons justifiant une prolongation et du nouveau délai de traitement de sa demande.

[2] Un organisme PANAM (panmontréalais) est une corporation montréalaise sans but lucratif en sports ou en loisirs desservant des citoyens ayant une déficience, et qui proviennent de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

[3] Voir l'annexe 1.

[4] Voir annexe 2.

5. Exigences liées au maintien de la reconnaissance

5.1 REDDITION DE COMPTES ANNUELLE

L'OBNL reconnu par l'arrondissement doit fournir annuellement une reddition de comptes au plus tard 60 jours après son AGA.

Les documents suivants doivent être acheminés à la direction concernée :

- une résolution du conseil d'administration qui atteste le respect des exigences liées à la reconnaissance;
- le rapport de la présidence ou le rapport annuel d'activités;
- un avis de convocation officiel et l'ordre du jour de l'AGA, comme ceux envoyés aux membres;
- le procès-verbal de la dernière AGA ou un extrait du procès-verbal attestant le dépôt du rapport d'activités ou du rapport de la présidence et des états financiers aux membres;
- la liste à jour des coordonnées personnelles des membres du conseil d'administration avec nom et adresse postale complète, telles que soumises au Registraire des entreprises du Québec;
- les états financiers de la dernière année :
  - pour les OBNL ayant un budget annuel de 249 999 $ et moins, fournir minimalement un état des revenus et des dépenses signé par un administrateur et déposé à l'AGA;
  - pour les OBNL ayant un budget annuel entre 250 000 $ et 499 999 $, fournir minimalement une mission d'examen;
  - pour les OBNL ayant un budget annuel de 500 000 $ et plus, fournir une mission de vérification.

Important : Pour les OBNL qui bénéficient d'une contribution financière de la Ville totalisant 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit être transmise au vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes.

Un modèle de résolution à fournir est présenté à l'annexe 3.

5.2 AUTRES EXIGENCES

En cours d'année, l'OBNL doit s'engager à :

- informer son répondant de tout changement concernant :
  - la composition de son conseil d'administration;
  - l'adresse de son siège social ou de ses lieux de service;
  - une modification à sa charte ou à ses lettres patentes;
- ne pas servir de prête-nom, c'est-à-dire de ne pas utiliser ses privilèges d'OBNL reconnu à des fins personnelles ou pour un tiers;
- faire preuve en tout temps de comportements éthiques, respectueux, honnêtes et intègres.

L'arrondissement procédera annuellement à une vérification concernant la conformité des renseignements transmis auprès d'un échantillon d'OBNL reconnus.

En acceptant les modalités liées à la reconnaissance, les OBNL reconnus acceptent de se soumettre à cette vérification.

6. Soutien offert aux OBNL

L'OBNL reconnu peut obtenir plusieurs types de soutien offerts par l'arrondissement. Le type de soutien peut varier en fonction des trois catégories de reconnaissance (A, B ou C). Le soutien est octroyé en fonction des priorités de l'arrondissement et des ressources disponibles, le tout sous réserve de l'évaluation du besoin par l'arrondissement.

Le soutien peut prendre les formes suivantes :

- **soutien administratif** (ligne téléphonique, programme en assurance de dommages de l'Union des municipalités du Québec pour les OBNL, etc.);
- **soutien financier**;
- **soutien locatif** (prêt ou location de locaux et installations) ;
- **soutien professionnel** (avis et conseils de professionnels en loisirs, mentorat, etc.) ;
- **soutien promotionnel** (promotion des activités sur plusieurs plateformes) ;
- **soutien technique** (prêt de matériel et soutien à l'organisation d'événements spéciaux).

L'obtention d'un statut d'OBNL reconnu rend celui-ci admissible aux services offerts. Toutefois, pour en bénéficier, l'OBNL doit se conformer aux exigences, critères ou règles applicables, la reconnaissance ne donnant pas automatiquement accès aux services, lesquels seront déterminés selon l'analyse du dossier et les ressources disponibles à l'arrondissement.

La description du soutien dont bénéficiera l'OBNL lui sera transmise en même temps que l'avis écrit attestant sa reconnaissance.

La priorité d'accès aux services est donnée aux OBNL reconnus. Un soutien ponctuel de 3 000 $ et moins annuellement pourra être accordé à un OBNL non reconnu après analyse et selon les ressources disponibles à l'arrondissement.

7. Renouvellement, révision, résiliation et nouvelle demande

7.1 RENOUVELLEMENT

La reconnaissance se renouvelle automatiquement dans la mesure où l'OBNL se conforme aux exigences de l'arrondissement et qu'il fournit la reddition de comptes annuelle dans les délais prescrits, soit 60 jours après son AGA.

7.2 RÉVISION DE LA CATÉGORIE

En tout temps, l'arrondissement peut réviser la catégorie d'un OBNL reconnu dans la mesure où elle constate que son lien avec ce dernier s'est modifié ou que l'OBNL ne répond plus aux critères de sa catégorie.

Un OBNL peut également demander une révision de sa catégorie de reconnaissance s'il est en mesure de démontrer que son lien avec l'arrondissement s'est modifié ou que la catégorie de reconnaissance qui lui a été attribuée lors de sa demande ne reflète pas son lien avec l'arrondissement. Une seule demande de révision pour le même motif sera permise.

7.3 RÉSILIATION

Un OBNL peut, de sa propre initiative et en tout temps, demander la résiliation de sa reconnaissance en faisant parvenir à son répondant une lettre signée accompagnée d'une résolution du conseil d'administration attestant cette demande.

En cas de dissolution, l'OBNL doit faire parvenir à son répondant un acte de dissolution.

L'arrondissement peut également résilier la reconnaissance d'un OBNL dans les cas suivants :

- un changement au sein de l'OBNL qui induit une non-conformité avec les conditions d'admissibilité;
- une preuve permettant d'attester que l'offre ou la qualité des services rendus est compromise ou que des conflits éthiques sont présents au sein de l'OBNL;
- l'OBNL ne respecte pas les obligations relatives à la reconnaissance (reddition de comptes et exigences).

La procédure de résiliation pour les OBNL ne respectant pas les obligations relatives à la reddition de comptes est présentée à l'annexe 4.

7.4 NOUVELLE DEMANDE

En cas de refus, l'OBNL aura la possibilité de déposer une nouvelle demande tous les cinq ans.

S'il souhaite déposer une nouvelle demande moins de cinq ans après le refus, il doit être en mesure de démontrer qu'un changement important a été mis en application concernant un ou plusieurs éléments pour lesquels la reconnaissance lui avait été refusée.

8. Mesures transitoires

Dans ce cadre de l'implantation de la politique de reconnaissance et de soutien des OBNL, l'arrondissement met en place les mesures transitoires suivantes :

- Tous les OBNL faisant présentement affaire avec l'arrondissement seront sollicités par un représentant de ce dernier en vue de compléter leur dossier, lequel fera l'objet d'une analyse de reconnaissance;
- Les OBNL reconnus selon le processus décisionnel décrit dans la politique de reconnaissance et de soutien recevront une correspondance écrite, officielle de l'arrondissement leur signifiant leur reconnaissance;
- Les OBNL non reconnus à la suite de cette analyse recevront une correspondance écrite, officielle de l'arrondissement leur signifiant leur non-reconnaissance et leur indiquant les points et les situations à corriger. À la suite de cette décision initiale de l'arrondissement, ils auront jusqu'au 31 décembre 2019, pour apporter les ajustements et correctifs nécessaires à leur reconnaissance. L'arrondissement continuera à soutenir les OBNL pendant cette période;
- Nonobstant le paragraphe précédent, s'il était démontré par l'analyse de reconnaissance une situation comportant des irrégularités majeures ou d'une importance telle qu'elle ne puisse faire l'objet de correctifs ou d'ajustements, il est possible que la décision relative à la reconnaissance s'applique immédiatement et irrémédiablement;
- Les OBNL ayant profité de la période d'ajustement devront présenter une demande de reconnaissance à la fin de la période. Si après analyse de la demande, l'OBNL n'est pas reconnu de nouveau, aucun soutien de l'arrondissement ne lui sera offert pour l'année 2020. À la fin de l'année 2020, il pourra de nouveau faire une demande de reconnaissance.

9. Actualisation de la politique

La politique sera révisée sur une base quinquennale.

ANNEXE 1 - Résolution à transmettre lors de la demande de reconnaissance

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration de (nom de l'OBNL)

_____ tenue le (date) _____ à (lieu) _____.

Sur la proposition de _____ appuyée par _____ ,

il est résolu que le conseil d'administration atteste :

- que l'OBNL souhaite déposer une demande de reconnaissance auprès de l'arrondissement de Ville-Marie;
- que s'il est reconnu, il s'engage à respecter les exigences énoncées dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif.

Adoptée à l'unanimité.

(Signature) _____

Nom : _____

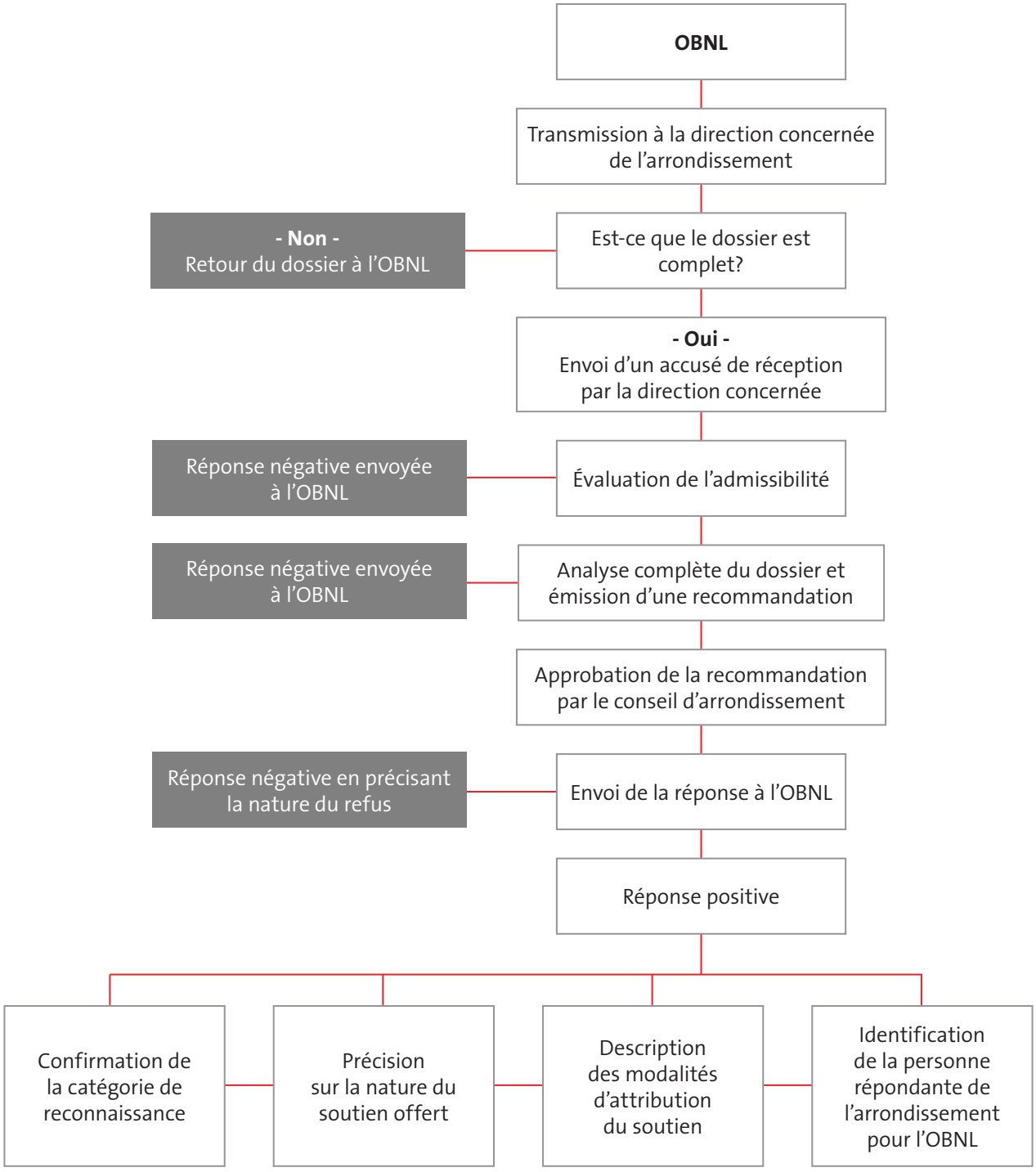
Fonction : _____

(Signature) _____

Nom : _____

Fonction : _____

ANNEXE 2 – Processus de cheminement d'une demande de reconnaissance



ANNEXE 3 - Résolution à transmettre avec la reddition de comptes annuelle

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration de (nom de l'OBNL)

_____ tenue le (date) _____ à (lieu) _____.

Sur la proposition de _____ appuyée par _____ ,

il est résolu que le conseil d'administration s'engage à respecter les exigences liées à la reconnaissance.

Adoptée à l'unanimité.

(Signature) _____

Nom : _____

Fonction : _____

(Signature) _____

Nom : _____

Fonction : _____

ANNEXE 4 – Procédure de résiliation de la reconnaissance

Lorsqu'un OBNL ne transmet pas la reddition de comptes annuelle exigée dans les délais prescrits, la présente procédure de résiliation sera entamée 60 jours après l'AGA de l'OBNL.

60 jours après l'AGA	1er avis écrit (par courriel ou lettre) ou verbal (en personne ou par téléphone) par le répondant informant l'OBNL des mesures nécessaires au maintien de la reconnaissance et précisant les modalités de soutien possibles
60 à 90 jours après l'AGA	Rencontre avec l'OBNL (au besoin)
90 jours après l'AGA	2e avis écrit (par lettre) par la direction ayant procédé à la reconnaissance informant l'OBNL des mesures nécessaires au maintien de la reconnaissance et des mesures qui seront prises si la situation n'est pas rétablie
120 jours après l'AGA	Retrait officiel par résolution du conseil d'arrondissement attestant la résiliation de la reconnaissance
Après l'obtention de la résolution du conseil d'arrondissement	Envoi d'une lettre à l'OBNL confirmant la résiliation de la reconnaissance et la perte des droits associés à celle-ci



POLITIQUE DE RECONNAISSANCE
ET DE SOUTIEN DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF

Cadre de référence

Priorités d'attribution du soutien locatif et description des services offerts aux organismes reconnus

Division des sports, des loisirs et du développement social

Mars 2018

Introduction

La Division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS) soutient le secteur associatif pour qu'il puisse offrir des services qui répondent aux besoins des résidents de l'arrondissement de Ville-Marie. À cet égard, elle met différentes formes de soutien, présentées à l'annexe 1, à la disposition des organismes de l'arrondissement.

L'ensemble du soutien offert aux organismes est défini par des normes et des procédures administratives qui encadrent l'accès aux services, aux locaux et aux installations ainsi qu'à leur utilisation.

Ce cadre de référence vient baliser l'ensemble des services offerts en ce qui concerne le soutien locatif et fait le point sur les priorités de l'arrondissement en matière d'attribution.

1. Clientèles prioritaires

L'arrondissement établit des priorités en ce qui a trait aux clientèles en fonction des diverses politiques et plans d'action adoptés ou en fonction de ses obligations contractuelles.

À ce titre, il est important de mentionner que la Ville de Montréal a adopté, en juin 2016, la ***Politique de l'enfant*** visant le plein épanouissement des enfants de la naissance à la majorité.

De plus, l'arrondissement a adhéré au ***Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle – Montréal 2016-2018*** en vue de soutenir la population aînée de l'arrondissement.

Par ailleurs, la ***Déclaration sur le sport régional***, adoptée en 2010 par l'arrondissement, affirme que le développement optimal des jeunes sportifs repose sur cinq conditions essentielles, notamment l'accès à des plateaux sportifs de qualité. Ainsi, les arrondissements doivent offrir des heures d'utilisation pour les entraînements et les compétitions sportives régionales dans leurs installations.

Soulignons aussi la ***Politique de reconnaissance des organismes PANAM***, adoptée en août 2012, qui vise à reconnaître les organismes œuvrant dans le développement et la réalisation d'activités de sports et de loisirs au bénéfice des Montréalais ayant une déficience. Par conséquent, les arrondissements se sont engagés à soutenir les organismes qui détiennent le statut « organisme PANAM reconnu ».

Finalement, le ***Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017*** témoigne de l'engagement formel de la Ville envers la partie de sa population la plus démunie et met la table pour une intervention concertée de tous les partenaires impliqués.

En vertu des différentes politiques adoptées par la Ville de Montréal, l'arrondissement accorde une priorité aux clientèles suivantes :

- Enfants de 0 à 17 ans;
- Aînés (personnes âgées de 65 ans et plus);
- Organismes sportifs locaux et régionaux;
- Organismes PANAM reconnus;
- Personnes en situation d'itinérance.

2. Soutien locatif

Le soutien locatif est l'un des principaux moyens par lesquels l'arrondissement appuie la réalisation de l'offre de services dans ses domaines d'activités. La disponibilité des locaux étant restreinte, le présent document vise à favoriser une gestion adéquate des espaces attribués aux organismes en fonction de leur statut de reconnaissance et à améliorer ainsi l'offre de services aux citoyens.

2.1 PRINCIPES DIRECTEURS

- **Assurer une attribution équitable des ressources immobilières**

La DSLDS a la responsabilité de répartir équitablement les ressources dont elle dispose. Pour y parvenir, elle répond aux besoins exprimés en fonction de ses locaux et équipements disponibles. Bien qu'elle offre des services de base à tous les citoyens, la DSLDS établit ses priorités en fonction des clientèles qui nécessitent davantage de soutien.

- **Soutenir en priorité les organismes à but non lucratif (OBNL) œuvrant dans des domaines directement liés à la mission de la DSLDS**

La mission de la DSLDS est d'offrir des programmes et des activités, et de proposer la tenue d'événements de loisirs, sportifs et communautaires en vue d'améliorer la qualité de vie des citoyens de l'arrondissement.

Le soutien immobilier s'adresse en priorité aux organismes reconnus qui offrent des services aux résidents de l'arrondissement dans le cadre des programmes de soutien adoptés par ce dernier, auquel les organismes sont formellement associés par une entente de collaboration.

Les organismes oeuvrant dans les domaines d'activités de la DSLDS ont généralement un accès prioritaire au soutien immobilier. L'arrondissement a, conjointement avec d'autres acteurs du milieu, la responsabilité de collaborer aux actions favorisant le développement social. En conséquence, certains locaux pourraient être réservés aux organismes qui ont cette mission.

- **Tenir compte des besoins exprimés par le milieu**

L'attribution des locaux à des organismes reconnus s'effectue, en fonction des ressources disponibles, dans un contexte de planification de l'offre de services et pour favoriser la tenue d'activités qui répondent aux besoins exprimés par la communauté locale.

2.2 FONCTION DES LOCAUX ET TYPES D'ATTRIBUTION

Tableau A - Fonction des locaux

TYPE DE LOCAUX	DESCRIPTION
Local administratif	Local servant à la gestion des activités et des ressources.
Local d'accueil	Local servant à accueillir la clientèle d'une installation.
Local d'activités	Local servant à offrir des services à la population. Exemple : salle de danse, gymnase, aréna, etc.
Espace de rangement	Espace servant à entreposer des ressources matérielles.

Tableau B - Type d'attribution

TYPE D'ATTRIBUTION	DESCRIPTION
Permanente	Attribution d'un espace exclusif selon les termes et la durée de l'entente liant la DSLDS et l'organisme reconnu.
Temporaire	Attribution d'un espace pour une période fixe de plus de sept jours, mais de moins d'un an. Exemple : attribution d'un local tous les lundis pendant une période définie.
Ponctuelle	Attribution d'un espace pendant une période de sept jours et moins. Exemple : attribution d'un local pour une réunion, un événement, des inscriptions, etc.

2.3 PRIORITÉS D'ATTRIBUTION DES LOCAUX

La DSLDS se réserve le droit d'utiliser ses locaux en priorité et en fonction de ses besoins. Par la suite, la priorité d'attribution des locaux sera donnée en fonction des statuts des organismes reconnus, comme suit :

- Leur mission, leur offre de services et leur lien de collaboration avec la DSLDS;
- La clientèle visée.

2.3.1 Priorités d'attribution

Les locaux sont attribués aux organismes selon leur statut auprès de la DSLDS, comme suit :

Priorité 1 : Organisme oeuvrant dans les domaines d'intervention de la DSLDS et lié par convention à cette dernière
Se définit comme un OBNL qui réalise une offre de services à la population dans le cadre des programmes adoptés par le conseil d'arrondissement dans les domaines d'activités de la DSLDS et qui est associé formellement à cette dernière par une entente.

Priorité 2 : Organisme oeuvrant en développement social et lié par convention à la DSLDS
Se définit comme un OBNL oeuvrant dans le domaine du développement social, réalisant des programmes reconnus par la DSLDS et formellement lié à celle-ci par une convention.

Priorité 3 : Organisme oeuvrant dans les domaines d'intervention de la DSLDS, mais non lié par convention à cette dernière
Se définit comme un OBNL qui assure une offre de services à la population de l'arrondissement dans le cadre des programmes adoptés par le conseil d'arrondissement dans les domaines d'activités de la DSLDS. Cet OBNL n'est pas lié par une entente, mais est reconnu et bénéficie de différentes formes de soutien de la part de la DSLDS.

Priorité 4 : Organisme financé dans le cadre d'un programme de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Se définit comme un OBNL qui bénéficie d'un soutien de la DSLDS dans le cadre d'un programme de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (un contrat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, par exemple), et qui intervient dans l'un des champs ciblés comme prioritaires en matière de développement social de l'arrondissement. L'OBNL est formellement lié à l'arrondissement par une convention et le soutien est obtenu pour une durée déterminée.

Priorité 5 : Organisme oeuvrant dans le domaine du développement social, mais non lié par convention à la DSLDS
Se définit comme un OBNL oeuvrant dans le domaine du développement social et qui n'est pas lié par convention à la DSLDS. Cette dernière reconnaît que les activités offertes par l'OBNL contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de l'arrondissement. La DSLDS accordera une priorité aux OBNL dont les interventions cadrent avec l'un des champs de développement social qu'elle cible.

2.3.2 Priorité d'attribution des installations sportives

Sous réserve de disponibilité, l'arrondissement rend accessibles plusieurs plateaux sportifs, des gymnases et des terrains sportifs extérieurs aux organismes. Il met aussi à leur disposition des heures d'utilisation de piscine et de glace à l'aréna. La tarification de ces espaces diffère selon la catégorie de reconnaissance obtenue par l'organisme. Les tableaux suivants illustrent les priorités d'attribution établies par la DSLDS pour les installations sportives.

Tableau C – Priorité d'attribution de gymnases ou de plateaux sportifs

TYPE DE GYMNASE	AVANT 20 H 30	APRÈS 20 H 30
Gymnase simple ou double	Priorité à la clientèle jeunesse (17 ans et moins) pour la pratique d'une activité sportive	Accès à tous

TYPE DE SALLE	AVANT 20 H (en dehors des heures de classe)	APRÈS 20 H
Salle polyvalente	Priorité 1 – Clientèle jeunesse (17 ans et moins) Priorité 2 – Clientèle aînée	Accès à tous

Tableau D – Priorités d'attribution de terrains sportifs extérieurs

PRIORITÉ	DU LUNDI AU VENDREDI AVANT 18 H
1	Le réseau scolaire de l'arrondissement (Commission scolaire de Montréal [CSDM]) pour des activités scolaires et parascolaires en vertu des ententes-cadres
2	Les clubs sportifs locaux reconnus par l'arrondissement
3	Les organismes communautaires et de loisirs reconnus par l'arrondissement

PRIORITÉ	DU LUNDI AU VENDREDI APRÈS 18 H LES SAMEDIS ET LES DIMANCHES À TOUTE HEURE
1	**Clientèle jeunesse (17 ans et moins) provenant soit :** • Des clubs sportifs locaux reconnus par l'arrondissement; • Des organismes régionaux; • Des organismes communautaires et de loisirs reconnus par l'arrondissement.
2	**Clientèle adulte (18 ans et plus) provenant soit :** • Des organismes régionaux; • Des clubs sportifs locaux reconnus par l'arrondissement; • Ou les résidents de l'arrondissement.

Tableau E – Priorités d'attribution des heures de piscine selon le type d'activité

PRIORITÉ	DU LUNDI AU VENDREDI AVANT 15 H 30*
1	Les activités scolaires et parascolaires du réseau scolaire de l'arrondissement en vertu des ententes-cadres (CSDM)
2	Les organismes communautaires et de loisirs reconnus par l'arrondissement
3	Les locations aux particuliers

PRIORITÉ	DU LUNDI AU VENDREDI APRÈS 15 H 30 ET À TOUTE HEURE LES SAMEDIS ET LES DIMANCHES*
1	Les événements régionaux et provinciaux reconnus par l'arrondissement
2	Les locations aux particuliers

Tableau F – Priorités d'attribution des heures de glace à l'aréna

PRIORITÉ	DU LUNDI AU VENDREDI AVANT 16 H*
1	Les activités parascolaires et scolaires du réseau scolaire de l'arrondissement et en vertu des ententes-cadres (CSDM)
2	Les clubs sportifs locaux reconnus par l'arrondissement
3	Les organismes communautaires et de loisirs reconnus par l'arrondissement
4	Les locations aux particuliers

PRIORITÉ	DU LUNDI AU VENDREDI DE 16 H À 22 H 30 ET À TOUTE HEURE LES SAMEDIS ET LES DIMANCHES*
1	Les clubs sportifs locaux reconnus par l'arrondissement
2	Les associations régionales (Hockey Montréal, Patinage Montréal, Ringuette Montréal)
3	Les locations aux particuliers

* Pour les piscines et l'aréna, la priorité est accordée à la clientèle jeunesse (17 ans et moins) en vue d'une pratique sportive du lundi au dimanche avant 20 h 30.

2.3.3 Priorité d'attribution à un organisme gestionnaire d'une installation

Dans les cas où la DSLDS confie l'exploitation d'une installation à un organisme, ce dernier doit respecter les modalités stipulées dans sa convention de « gestion de centres ».

ANNEXE 1 – Panier de services offerts aux organismes reconnus

TYPES DE SOUTIEN	DESCRIPTION	CATÉGORIES		
		A	B	C
Administratif	Ligne téléphonique	x		
	Programme en assurance de dommages de l'Union des municipalités du Québec pour les OBNL	x	x*	x*
Financier	Soutien financier à la mission de base s'inscrivant dans l'offre de services de l'arrondissement	x		
	Soutien financier pour la réalisation d'un programme de l'arrondissement	x	x	
	Éligibilité à déposer des projets lors des appels de propositions lancés par l'arrondissement	x	x	x
Locatif	Activités spéciales	$	$	$
	Activités régulières	G	$	$
	Local permanent ou d'entreposage (OBNL lié à la mission de la DSLDS)	G	$	$
Professionnel	Avis et conseils des professionnels en loisirs de l'arrondissement, mentorat, accompagnement	x	x	x
	Soutien au développement	x	x	
	Documents administratifs	x	x	
Promotionnel	Promotion des activités Répertoire – Loisirs en ligne	x	x	
	Promotion d'activités dans certains outils, selon les projets	x	x	
Soutien aux événements spéciaux	Prêt d'équipement ou de matériel pour des événements intérieurs : activités de sports et de loisirs, fêtes pour les citoyens	x	x	
	Prêt d'équipement ou de matériel pour des événements intérieurs : collectes de fonds et réunions	x		
	Prêt d'équipement pour des événements extérieurs : activités de sports et loisirs, événements sur le domaine public	x	x	x

Notes
Services offerts selon la disponibilité des ressources et sous réserve de l'évaluation du besoin et de la concordance avec la mission de la DSLDS.
* Les organismes doivent être membres d'une table de concertation de l'arrondissement pour avoir accès au programme en assurance de dommages.

Légende
G : Gratuit dans la mesure où l'utilisation du local est liée à la mission de la DSLDS.
$: Tarification applicable selon le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186673006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 13:03

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186673006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer concrètement au soutien d'organismes œuvrant localement et offrant des services à la communauté.
La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud a pour mission de soutenir l'ASCCS dans son offre de service auprès des jeunes du quartier Centre-Sud de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1173105002 - CA17 240083 adopté le 14 mars 2017 : Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 470 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud
1163105008 / CA16 240237 adopté le 10 mai 2016 : Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 400 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

DESCRIPTION

Achat de deux billets au montant de 250 $ chacun, pour le souper spectacle bénéfice de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud qui aura lieu le 15 mai 2018.

JUSTIFICATION

Assurer un support concret à des organismes communautaires œuvrant localement et offrant des services à la communauté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 872-7822

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-13

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 872-7822

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186673006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

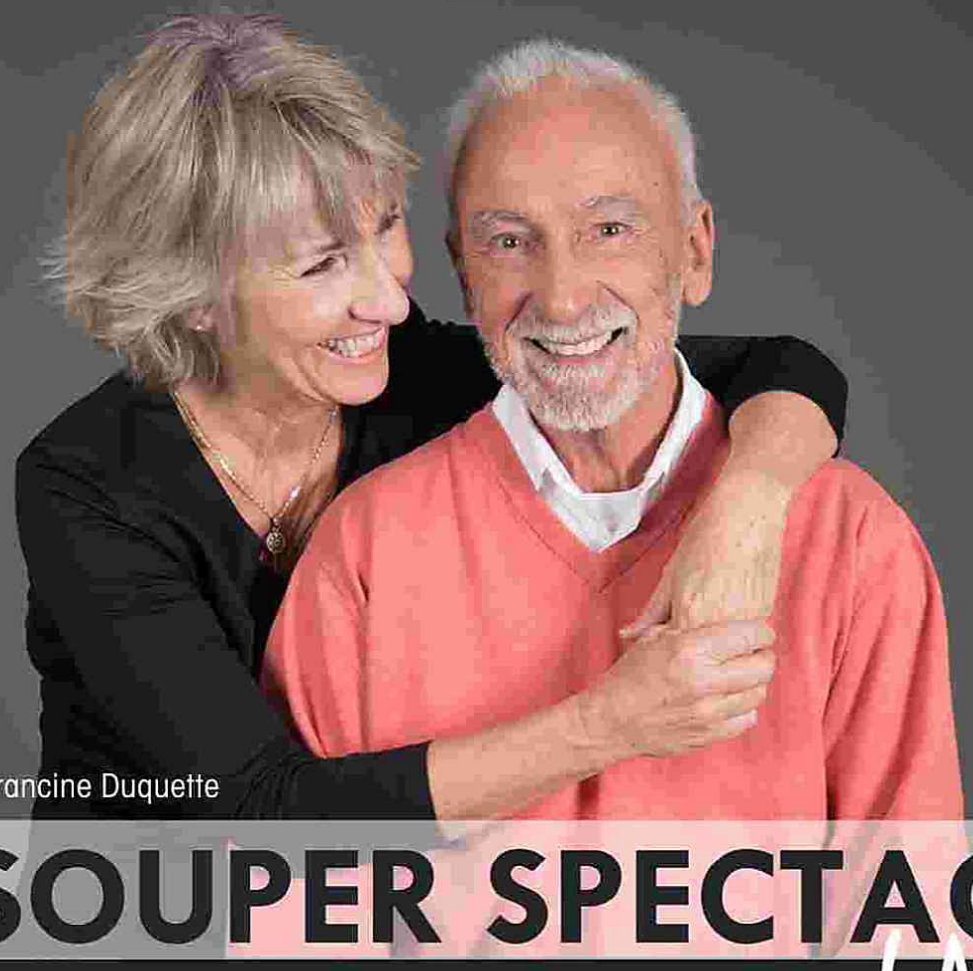
Intervention financière_GDD no 1186673006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-27

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles



Crédit photo Francine Duquette

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

SOUPER SPECTACLE BÉNÉFICE

Yvon et ses amis!

QUAND
Mardi 15 mai 2018

OÙ
Théâtre St-James
265, rue Saint-Jacques, Montréal

HEURES
Cocktail 17 h
Mot de bienvenue 18 h 30
Repas 18 h 45
Spectacle 20 h

STATIONNEMENT
Stationnement intérieur inclus
220, rue Saint-Jacques, Montréal

BILLETS
Les billets seront envoyés par courriel avant l'événement.
Afin de rendre l'accueil plus convivial, merci d'imprimer et
de présenter les billets à votre arrivée.

INFORMATIONS
Pour informations supplémentaires, contactez-nous par courriel à
fondation@fydcs.ca ou par téléphone en composant le
514 522-2280, poste 211

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9
T 514.522.2246
TC 514.522.6702
www.FYDCS.ca

Montréal, le 13 mars 2018

Madame Dominique Archambault
Directrice de la Culture, Sport, Loisir
et du Développement social
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Invitation – Souper spectacle bénéfice *Yvon et ses amis!*

Chers amis et amies de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud,

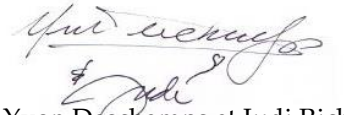
Il nous fait grand plaisir de vous inviter à la **3e édition du souper spectacle bénéfice *Yvon et ses amis!*** qui aura lieu le **15 mai prochain** au somptueux ***Théâtre St-James*,** situé au cœur du Vieux-Montréal. Encore une fois cette année, nous serons accompagnés sur scène par plusieurs de nos amis humoristes de renom, tels que *:* ***Lise Dion, Simon Gouache***, etc., en plus d'avoir l'occasion de partager un souper trois services.

Cet événement-bénéfice répond à une cause qui nous tient tout particulièrement à cœur, soit d'amasser des fonds pour soutenir l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) dans l'offre de ses programmes dédiés à la jeunesse. La persévérance et la réussite scolaire, l'accessibilité aux loisirs pour tous et la maturité scolaire des tout-petits sont notamment des enjeux primordiaux pour la Fondation.

C'est pourquoi nous serions honorés de pouvoir compter sur votre présence le mardi 15 mai prochain, afin de nous aider à atteindre nos objectifs ambitieux, mais nécessaires, soient : l'agrandissement du centre multifonctionnel et la pérennité des innombrables services qu'offre l'ASCCS aux milliers de jeunes qui en profitent plus de 200 000 fois par année.

Réservez votre place au plus tôt pour cette soirée riche en humour et contribuez avec nous à donner l'occasion d'un avenir prometteur à des milliers de jeunes.

Pour plus d'informations et pour l'achat de billets au coût unitaire de 250 $, rendez-vous sur le site de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud ou communiquez avec nous par courriel à fondation@fydcs.ca ou par téléphone au 514 522-2280, poste 211.



Yvon Deschamps et Judi Richards

2093, rue de la Visitation
Montréal, QC, H2L 3C9
Tél.: 514 522-2246
Téléc.: 514 522-6702

Madame Dominique Archambault
Directrice de la Culture, Sport, Loisir et du Développement social
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

FACTURE
2465
2018-03-13

ID : 000 522 - Souper spectacle bénéfice 2018

Qté	Description	Unitaire	Total
2	Billet(s)	250,00 $	500,00 $

TPS NIL
TVQ NIL

Grand total : 500,00 $

Veuillez joindre ce coupon avec votre paiement

2093, rue de la Visitation
Montréal, QC, H2L 3C9
Tél.: 514 522-2246
Téléc.: 514 522-6702

Madame Dominique Archambault
Directrice de la Culture, Sport, Loisir et du Développement social
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

FACTURE
2465
2018-02-13

ID : 000 522 - Souper spectacle bénéfice 2018

Merci de votre paiement **: 500,00 $**

☐ **VISA** ☐ **MASTER CARD** ☐ **CHÈQUE INCLUS (libeller à Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud)**

Numéro de la carte : _____ **Date expiration :** ___/___

Numéro de sécurité : _____**Nom :** _____

N° de dossier : 1186673006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	FONDATION YVON DESCHAMPS CENTRE-SUD	360985

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		500,00 $						**500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	mai	2018	Date de fin :	15	mai	2018

Formulaire complété par : JUSTINE KANDOLO

Prénom, nom

Date et heure système : 26 février 2018 11:56:08

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186673006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	07001	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 540732

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-02-27**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.02

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1166937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une année, le contrat avec Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense additionnelle de 213 738,50 $, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215,50 $

Se prévaloir de l'option de prolongation du contrat accordé à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires);
D'autoriser une dépense additionnelle de 213 738.50 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215.50 $, taxes incluses;

De bonifier le bon de commande 1132599;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 08:44

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 juin 2016	Résolution: CA16 240298

Accorder un contrat de 427 477 $, pour une durée de 24 mois, à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 427 477 $ (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires)

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'autoriser une dépense maximale de 427 477 $ pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Manorex inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 427 477 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1166937005

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une année, le contrat avec Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense additionnelle de 213 738,50 $, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215,50 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda a pour de se prévaloir de l'option de prolongation du contrat accordé à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie.
Autoriser une dépense de 213 738.50 $ taxes incluses et par conséquent, bonifier le bon de commande 11132599.

La valeur total de ce contrat, incluant le premier octroi, sera porté à 641 215.50 $ taxes incluses.

Tel que stipulé dans le devis, section V , Clauses administratives particulières, 2. Durée du contrat : La durée du présent contrat est de 2 ans à partir de la date d'octroi et est renouvelable pour une troisième année supplémentaire consécutive. Les prix indiqués au bordereau devront êtres valides pour trois ans. Si le Directeur désire se prévaloir du renouvellement, un avis de renouvellement du contrat sera émis au plus tard 30 jours avant la fin de la deuxième année de contrat.

Le 19 février 2018, l'arrondissement de Ville-Marie prenait contact avec l'entrepreneur afin de l'informer de son désir de prolonger le contrat d'une année. Ce dernier nous a transmis son avis favorable le jour même.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
prepose(e) au controle des dossiers

514 872-9497
Tél :
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1166937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 427 477 $, pour une durée de 24 mois, à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 427 477 $ (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 427 477,00 $ pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat de 427 477,00 $, à Manorex inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 427 477,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2016-06-01 15:50

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1166937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 427 477 $, pour une durée de 24 mois, à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 427 477 $ (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'améliorer la sécurité et le confort de roulement pour les usagers de la route, l'arrondissement Ville-Marie par l'entremise de la Direction des travaux publics procède au maintien et à la réhabilitation du réseau routier et du réseau d'eau.
L'exécution du présent contrat sera planifiée par les responsables de la Division de la voirie. La chaussée et les infrastructures des rues sont fortement sollicitées par l'achalandage de véhicules routiers dont notamment les véhicules lourds. Ainsi, plusieurs cadres et couvercles de regard, de puisards et de chambres de vanne sont affaissés ou soulevés et parfois jugés dangereux.

En raison des lacunes au niveau de la sécurité et du confort au roulement sur plusieurs artères de l'arrondissement, la Division de la voirie a procédé à une inspection des utilités publics afin d'évaluer les solutions à mettre en œuvre, pour améliorer le niveau de sécurité et le confort au roulement. Il a été décidé de procéder à la réfection de ces utilités publiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

En mars 2016, un cahier de charges a été préparé afin de procéder aux travaux de réfection de cadre et couvercle de regard d'égouts, de chambre de vanne, de têtes de puisards de rue, par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, pour les années 2016 et 2017.
Au total, le contrat pour les années 2016 et 2017 prévoit la réfection d'environ 200 unités : têtes de regard d'égout, de chambre de vannes, de puisards de rues et de puisards de trottoirs. Le contrat inclut aussi la réfection de coupe permanente dans la chaussée et dans les trottoirs. La liste des endroits où les travaux de réfection des utilités publiques sont requis, sera établie avant le début des travaux et transmise à l'entrepreneur.

JUSTIFICATION

Améliorer le réseau routier de l'arrondissement Ville-Marie en procédant à des travaux de réfection des têtes d'utilités publiques afin d'accroître la sécurité et le confort au roulement.

Pour tout octroi de contrat d'exécutions de travaux, les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites.
Il est important d'investir les sommes nécessaires pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier, suite au constat de l'état des chaussées de l'arrondissement de Ville-Marie.

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises à l'effet que Manorex Inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites le 1 juin 2016.

De plus, les validations requises à l'effet que Manorex Inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics RENA ont été faites le 1 juin 2016.

Sur le nombre de preneurs de cahier des charges, neuf (9) entrepreneurs ont déposé une soumission.

L'analyse des prix soumis relève que trois (3) sont inférieurs à notre estimation, que deux prix sont légèrement supérieur à notre estimation et que quatre sont beaucoup plus dispendieux.

Le soumissionnaire le plus bas est inférieur à notre estimation de 240 297.80$ soit environ 36%, le fait qu'il y ait seulement 10% d'écart entre les deux plus bas soumissionnaires nous valide que le plus bas soumissionnaire a été agressif dans sa soumission, mais qu'il n'a pas fait d'erreurs majeures étant donné que le deuxième soumissionnaire est près. Le plus bas soumissionnaire nous a confirmé qu'il était confortable avec son prix.

Notre estimation était basée sur les taux en vigueur dans un contrat similaire en 2015:

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD À NIVELER SUR RUE PRIORITAIRE	30	UNITÉ	1 940,00 $	58 200,00 $
TÊTE DE PUISARD DE RUE À NIVELER SUR RUE PRIORITAIRE	50	UNITÉ	1 940,00 $	97 000,00 $
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD À NIVELER	40	UNITÉ	1 940,00 $	77 600,00 $
TÊTE DE PUISARD DE RUE À NIVELER	80	UNITÉ	1 940,00 $	155 200,00 $
BOÎTE DE VANNE À NIVELER	10	UNITÉ	750,00 $	7 500,00 $

REGARD D'ÉGOUT ET/OU CHAMBRE DE VANNE À RÉPARER	20	M.LIN.	500,00 $	10 000,00 $
PUISARD À RÉPARER	20	M.LIN.	500,00 $	10 000,00 $
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD	60	UNITÉ	800,00 $	48 000,00 $
TÊTE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE (MODÈLE ANTI-VÉLO)	100	UNITÉ	600,00 $	60 000,00 $
RÉFECTION PERMANENTE DES COUPES	30	M. CA.	150,00 $	4 500,00 $
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU SOUS-TOTAL AVANT TAXES)	1	GLOBAL		52 800,00 $
	Sous-total avant taxes			580 800,00 $
	Total T.P.S (5%)			29 040,00 $
	Total T.V.Q. (9.5%)			57 934,80 $
	Total taxes incluses			667 774,80 $

Tableau comparatif des soumissionnaires:

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Taxes	Total
1. Manorex Inc.	371 800,00 $	55 677,00 $	427 477,00 $
2. Les Entreprises Michaudville Inc.	409 393,38 $	61 306,66 $	470 700,04 $
3. Demix construction	575 355,00 $	86 159,41 $	661 514,41 $
4. Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.	602 250,00 $	90 186,94 $	692 436,94 $
5. Socomec Industriel Inc.	683 870,00 $	102 409,53 $	786 279,53 $
6. 9045-6823 Quebec Inc.	963 600,00 $	144 299,10 $	1 107 899,10 $
7. Eurovia Québec Construction Inc.	974 105,00 $	145 872,22 $	1 119 977,22 $
8. CMS Entrepreneurs Généraux Inc.	1 069 695,00 $	160 186,83 $	1 229 881,83 $
9. Les Entreprises de construction Ventec Inc.	1 494 350,00 $	223 778,91 $	1 718 128,91 $
Dernière estimation réalisée	580 800,00 $	86 974,80 $	667 774,80 $
Coût moyen des soumissions conformes			912 699,44 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			114%

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			1 290 651,91 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			302%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(240 297,80 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-36%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			43 223,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			10%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour l'année 2016 et 2017, l'arrondissement de Ville-Marie prévoit la réfection de cadre de couvercle de regards d'égouts, de chambre de vannes, de têtes de puisards, un nombre restreint d'environ 200 utilités publiques sous sa responsabilité.
Un montant total maximal de 427 477,00 $ taxes incluses est alloué pour réaliser une partie des travaux prévus dans le bordereau pour l'année 2016 et 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection des utilités publiques du réseau d'aqueduc et d'égouts visent à améliorer l'infrastructure routière. Assurer le niveau de sécurité du public, le confort au roulement tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces réfections permettront: de conserver les infrastructures dans leur état original, contribueront à l’amélioration de la sécurité, du confort au roulement des usagers et la diminution de la formation de nids de poules.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des travaux : 20 juin 2016 au 22 décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, le cahiers des charge de ce contrat a fait mention de manière explicite à l'ensemble des soumissionnaires des clauses administratives en prévention de la collusion et de la fraude afin de favoriser la transparence. Le cahier de charges a aussi exigé des soumissionnaires d'obtenir une

autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers.
Les neuf (9) soumissionnaires ont fournis cette autorisation.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-01

Alain DUFRESNE
Chef de division Voirie

Tél : 514 872-5793
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2016-06-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Prolonger, pour une année, le contrat avec Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense additionnelle de 213 738,50 $, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215,50 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166937005_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-22

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 427 477 $, pour une durée de 24 mois, à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 427 477 $ (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166937005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-01

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division :

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Cahier des charges

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public n° VMP-16-008

Jonathan Labonté, ing. — 143151
24 février 2016

Révision N°	Date	Description	Préparé par :
00	04-02-2016	Pour soumission	Hugo Laroche, T.P.

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Table des matières

Appel d'offres public
Exécution de travaux
n° VMP-16-008

Pages

AVIS D'APPEL D'OFFRES III
GABARIT D'ÉTIQUETTE IV
AVIS DE DÉSISTEMENT V

SECTION I – INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE

1. OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES I-1
2. DÉFINITIONS I-2
3. INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS I-4
4. PRÉPARATION DE LA SOUMISSION I-6
5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION I-9
6. ACCEPTATION DES SOUMISSIONS I-16
7. RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES I-16
8. PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS I-17
9. RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS I-17
10. REMISE DES GARANTIES DE SOUMISSION I-17
11. CONFIDENTIALITÉ DES SOUMISSIONS I-18

SECTION II – FORMULAIRES DE SOUMISSION

FORMULE DE SOUMISSION II-1
BORDEREAU II-2
LISTE DE RAPPEL II-3
LISTE DES APPAREILS II-4

SECTION III – CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES (EXÉCUTION DES TRAVAUX)

SECTION IV – CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES (EXÉCUTION DES TRAVAUX)

SECTION V – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

1. NATURE ET DESCRIPTION DES TRAVAUX V-1
2. DURÉE DU CONTRAT V-1
3. DÉLAI D'EXÉCUTION V-2
4. HORAIRE DE TRAVAIL V-2
5. PLANIFICATION DES TRAVAUX V-3
6. COORDINATION DES TRAVAUX V-3
7. RÉCUPÉRATION DES ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX V-3
8. LISTE DES FABRICANTS ET FOURNISSEURS V-3
9. ASSURANCES V-4
10. GRILLE DES CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE V-5

SECTION VI – DOCUMENTS NORMALISÉS

LISTE DES DOCUMENTS NORMALISÉS VI-1

PAGES

SECTION VII – DEVIS TECHNIQUE

CAHIER V – TRAVAUX CORRÉLATIFS ..... V-12 PAGES
CAHIER C - CIRCULATION ..... C-1 PAGE

LISTE DES ANNEXES :

TRAVAUX CORRÉLATIFS :

V1- BONNE PRATIQUES DE RÉFECTION DE COUPE DE PETITE DIMENSION DANS UNE CHAUSSÉE FLEXIBLE (OU MIXTE AVEC DALLE EN MAUVAIS ÉTAT)

CIRCULATION :

C1- MAINTIEN DE LA CIRCULATION, SIGNALISATION TEMPORAIRE ET GESTION DES IMPACTS

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Avis d'appel d'offres

Appel d'offres public
Exécution de travaux
n° VMP-16-008

Appel d'offres

VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement Ville-Marie

Direction des travaux publics

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 11 h à l'adresse suivante :

800, Boul. De Maisonneuve est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8 pour :

Catégorie :	Travaux
Appel d'offres :	VMP-16-008
Descriptif :	Travaux corrélatifs
Date d'ouverture :	16 mars 2016
Dépôt de garantie :	10 % du montant soumissionné (cautionnement)
Renseignements :	Pour de plus amples renseignements, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse suivante : **vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca**
Documents :	Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 1 mars 2016

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie à la page suivante.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe de l'arrondissement, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 1er mars 2016

Le greffier de l'arrondissement
Me Domenico Zambito

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Gabarit d'étiquette

Appel d'offres public
Exécution de travaux
n° VMP-16-008

****ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR**
Cette soumission, pour être validement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de l'arrondissement, avant 11 h, à la date d'ouverture indiquée.
Elle sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville

Appel d'offres no : **VMP-16-008**

Titre de l'appel d'offres : **Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie**

Date d'ouverture : **16 mars 2016**

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
a/s Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Identification du soumissionnaire

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Avis de désistement

Appel d'offres public
Exécution de travaux
n° VMP-16-008

Date :

RÉFECTION DE CADRE ET COUVERCLE DE REGARDS D'ÉGOUT, DE CHAMBRES DE VANNE, DE TÊTE DE PUISARDS PAR SCIAGE CONVENTIONNEL, LÀ OÙ REQUIS, DANS DIFFÉRENTES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Nom du fournisseur : _____

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner par courriel à l'adresse suivante vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca, le plus tôt possible.

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges ▪ Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de l'appel d'offres et d'octroi ▪ Les délais de l'appel d'offres sont insuffisants.		
▪ La période de l'appel d'offres ne convient pas au fournisseur.		
▪ Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service ▪ Le fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance		
▪ Produit ou service non offert. ▪ Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison ▪ Délais de livraison hors d'atteinte.		
▪ Les fournisseurs ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes ▪ Le carnet des commandes du fournisseur est complet présentement.		
Garanties ▪ Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée.		
▪ Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

_____ _____

Signature du fournisseur Date

SECTION I

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE

Section à NE PAS retourner

Les présentes instructions au soumissionnaire remplacent intégralement la section 1 «Soumission» et les articles 2.1.1 «Définitions» et 2.1.2 «Interprétation» de la section 2 «Généralités» du cahier des clauses administratives générales (exécution des travaux) (Volume 1).

1. OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

1.1 SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES (SÉAO)

1.1.1 Les soumissionnaires doivent se procurer les documents d'appel d'offres par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

Note : Depuis le 1er avril 2011, tous les documents relatifs aux appels d'offres de 100 000 $ et plus doivent obligatoirement être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Les appels d'offres de moins de 100 000 $ sont quant à eux également disponibles par le biais du SÉAO ou aux bureaux désignés par les unités d'affaires concernées.

1.1.2 Tous les documents incluant le document normatif font partie intégrante des documents d'appel d'offres. Il appartient au soumissionnaire d'en prendre connaissance et, advenant le cas où il décide de ne pas acheter certains documents normatifs, de s'assurer qu'il a en sa possession la version à jour desdits documents.

1.1.3 Le montant payé pour l'obtention des documents d'appel d'offres n'est pas remboursable.

1.2 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

1.2.1 Tous les documents du présent appel d'offres, la soumission présentée par le soumissionnaire ainsi que les documents qui accompagnent ladite soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au soumissionnaire. Ces documents ne devront pas être utilisés à d'autres fins que celles visées par l'appel d'offres, ni être publiés, reproduits ou copiés, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit du Directeur.

1.2.2 Quiconque se procure un exemplaire du cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ces documents à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la soumission visée par l'appel d'offres.

2. DÉFINITIONS

Dans le présent document, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 Addenda : acte modifiant les documents d'appel d'offres avant l'ouverture des soumissions ;

2.2 Adjudicataire : le soumissionnaire à qui a été octroyé le contrat ;

2.3 Appel d'offres : processus tenu par la Ville pour manifester son intention d'acquérir ou de louer des biens ou de retenir des services et pour recevoir des offres quant à ces biens ou services ;

2.4 Cahier des charges : l'ensemble des documents de l'appel d'offres fournis par la Ville ;

2.5 Calendrier des travaux : le programme d'exécution des travaux élaboré selon le modèle de Gant ou tout autre modèle indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières ;

2.6 Chantier : l'emplacement où sont exécutés les travaux, ainsi que les environs immédiats utilisés pour les installations temporaires ou pour le dépôt de matériaux ou de matériel ;

2.7 Contrat : le cahier des charges, la soumission et la résolution de la Ville acceptant la soumission de l'adjudicataire ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette soumission ;

2.8 Directeur : le Directeur de la Direction des Infrastructures ou son représentant autorisé ;

2.9 Document normatif : Sur SEAO, document spécifié à la section «Conditions et critères d'admissibilité» ;

2.10 Entrepreneur : la personne physique, société ou personne morale, ses représentants, ses successeurs ou ayants droit retenue à titre d'adjudicataire pour réaliser le contrat ;

2.11 Formulaires de Soumission : ensemble de documents à remettre au dépôt de la soumission qui inclut sans s'y limiter : la formule de soumission, le résumé du bordereau de soumission, le bordereau de soumission, la liste de rappel ainsi que tous les autres formulaires à compléter ;

2. DÉFINITIONS (SUITE)

2.12 Fournisseur de matériaux : la personne physique, société ou personne morale, ses représentants, ses successeurs ou ayants droit retenue pour fournir des matériaux ou du matériel ;

2.13 Matériaux : tout ce qui, pour exécuter les travaux ou l'ouvrage, doit être incorporé ou qui y est incorporé ;

2.14 Matériel ; les outils, l'outillage, les instruments, les appareils, les machines, les véhicules nécessaires à l'exécution des travaux et qui n'y sont pas incorporés ;

2.15 Normes : l'ensemble des règles établies par un organisme compétent concernant la fabrication d'un objet ou l'utilisation d'un procédé ;

2.16 Ouvrage : l'ensemble des travaux que l'entrepreneur doit réaliser aux termes du contrat ;

2.17 Politique de gestion contractuelle (PGC): cadre de gestion appliqué à tous les contrats et inclut dans le document normatif disponible par le SEAO ;

2.18 SEAO : Système électronique d'appel d'offres ;

2.19 Soumission : les documents dans lesquels les services ou biens demandés par la Ville, dans un appel d'offres, lui sont offerts aux prix indiqués selon les conditions de la Ville ;

2.20 Soumissionnaire : la personne, physique ou morale, ou la société qui complète, signe et dépose une soumission ;

2.21 Sous-traitant : toute personne, physique ou morale, ou toute société dont les services sont retenus par l'adjudicataire pour fournir une partie des services demandés dans l'appel d'offres ;

2.22 Travaux contingents : l'ensemble des travaux, biens et services imprévus et nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, que le Directeur autorise l'entrepreneur à exécuter ou à fournir en signant une directive de changement ;

2.23 Ville : la Ville de Montréal.

3. INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

3.1 L'ordre de préséance des documents émis constituant le contrat est le suivant :

1. Les addendas, du plus récent au plus ancien ;
2. Les instructions au soumissionnaire (section I du cahier des charges de la soumission) ;
3. Les formulaires de soumission (section II du cahier des charges de la soumission) ;
4. Les plans et dessins fournis au soumissionnaire en vue de la soumission ;
5. Les devis techniques (section VII du cahier des charges de la soumission) ;
6. Les clauses administratives particulières (section V du cahier des charges de la soumission) ;
7. Les clauses administratives spéciales (exécution des travaux) (section IV du cahier des charges de la soumission) ;
8. Les clauses administratives générales (exécution des travaux) (section III du cahier des charges de la soumission) ;
9. Les documents normalisés (tous les autres documents de la section VI du cahier des charges de la soumission) ;
10. La soumission de l'adjudicataire.

3.2 Les dimensions cotées prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle

3.3 À moins d'indication contraire, les normes auxquelles réfèrent les documents d'appel d'offres sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des soumissions et elles en font partie intégrante.

3.4 À moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.

3.5 Le Directeur décide de toutes questions relatives aux quantités et à la valeur des travaux exécutés. L'entrepreneur qui désire contester une telle décision doit le faire conformément aux dispositions de l'article 7 des clauses administratives générales.

3. INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS (SUITE)

3.6 Articles du bordereau de soumission

Le soumissionnaire doit prendre note que les articles du bordereau de soumission sont présentés selon la nomenclature et exemple suivant :

ACIER D'ARMATURE - TREILLIS METALLIQUE - CROQUIS M.V. 209 2-6, 12.03 (9) CR. M.V. 248

- ACIER D'ARMATURE - TREILLIS METALLIQUE : nom de l'item
- CROQUIS M.V. 209 : numéro du croquis normalisé se retrouvant dans le volume 6
- 2-6 : numéro du fascicule
- 12.03 (9) : articles du fascicule
- CR. M.V. 248 : numéro du croquis normalisé se retrouvant dans le volume 6

Prendre note que les différents fascicules se retrouvent dans les volumes 2 et 4 du cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal selon la répartition suivante :

- Volume 2 (fascicules 1-3 et 1-4) ;
- Volume 4 (fascicules 2-5;2-6;2-7;2-8 et 2-9).

Les croquis normalisés se retrouvent dans le volume 6 du cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal.

4. PRÉPARATION DE LA SOUMISSION

4.1 FRAIS DE SOUMISSION

Le soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour la préparation et la présentation de sa soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Directeur.

4.2 EXAMEN DES DOCUMENTS ET DES LIEUX

4.2.1 Le soumissionnaire doit s'assurer qu'il a en sa possession tous les documents requis aux fins de la préparation de sa soumission. Il doit étudier soigneusement les documents, ainsi que tous autres écrits ou normes auxquels la Ville réfère dans le cahier des charges.

4.2.2 Le soumissionnaire s'assure de recueillir et de vérifier toutes les informations dont il peut avoir besoin pour préparer sa soumission, notamment auprès des entreprises d'utilités publiques.

4.2.3 Le soumissionnaire doit aviser le Directeur de toute contradiction ou imprécision dans les documents, le plus tôt possible, après la réception desdits documents d'appel d'offres.

4.2.4 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles le soumissionnaire s'engage dans le contrat et des risques inhérents aux travaux qu'il doit exécuter, le soumissionnaire doit :

- vérifier les lieux où les travaux doivent être exécutés ;
- faire un examen complet de la nature et de l'état des bâtiments, des constructions et des ouvrages souterrains accessibles et indiqués sur les plans, situés sur les lieux et à proximité ;
- évaluer les conditions générales de travail, d'entreposage et d'accès aux lieux ;
- interpréter pour son compte les renseignements géologiques fournis, s'il y a lieu, et se procurer tout renseignement additionnel requis pour établir à sa satisfaction la nature et la condition des matériaux à excaver et du sol devant servir d'assise aux structures à construire ou existantes.

4. PRÉPARATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

4.3 COMMUNICATIONS RELATIVES À L'APPEL D'OFFRES

4.3.1 Par souci d'équité, les soumissionnaires sont priés de noter que toutes les questions (techniques, administratives ou de toute autre nature) concernant les documents d'appel d'offres doivent être soumises par écrit 72 heures (soit 3 jours ouvrables) précédant l'ouverture de la soumission à l'adresse courriel suivante :

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

ou adressées au contrôleur général de la Ville si la communication vise le comportement de la personne responsable ou l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

Pour les projets qui impliquent le dépôt de soumissions au BSDQ, les questions doivent être soumises par écrit 72 heures (soit 3 jours ouvrables) avant la date prévue du dépôt au BSDQ. Le soumissionnaire ne devra, en aucune façon, tenir compte d'informations transmises verbalement par un représentant de la Ville.

4.3.2 Si une communication, visant l'appel d'offres, effectuée autrement que par l'adresse courriel prévue à cette fin est découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

4.4 PRIX, QUANTITÉS, CORRECTION, RECONSTITUTION D'UN PRIX UNITAIRE ET RECOURS

4.4.1 Les prix inscrits à la soumission :

- sont fermes pour toute la durée du contrat, à moins d'indication contraire dans les clauses administratives particulières ;
- comprennent ou couvrent la fourniture des matériaux, du matériel, des menus objets et de la main d'œuvre, l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation, au parachèvement et à l'entretien de l'ouvrage, ainsi que les profits, frais généraux, taxes autres que la TPS et la TVQ et toutes les autres dépenses inhérentes et nécessaires à l'accomplissement des obligations visées par le contrat.

4.4.2 Les prix unitaires visent l'exécution d'un travail limité ou la fourniture d'un bien déterminé tandis que les prix forfaitaires visent l'exécution et/ou la fourniture d'un ensemble de travaux ou de biens.

4.4.3 Le soumissionnaire doit indiquer, à l'endroit prévu au bordereau, le prix unitaire, forfaitaire ou le taux horaire, selon le cas, pour chaque article ou service ainsi que le prix requis pour la quantité totale requise à chaque article ou service.

4. PRÉPARATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

4.4 PRIX, QUANTITÉS, CORRECTION, RECONSTITUTION D'UN PRIX UNITAIRE ET RECOURS (SUITE)

4.4.4 Les quantités indiquées au bordereau des prix ne sont que des estimations pour les fins de l'évaluation des soumissions et sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des prévisions ou scénarios et n'engagent d'aucune façon la Ville à acquérir quelque quantité que ce soit.

4.4.5 En cas d'ambiguïté ou de divergence, le prix unitaire, forfaitaire ou le taux horaire, selon le cas, prévaudra et la soumission sera corrigée en conséquence.

4.4.6 La Ville peut corriger toute erreur de calcul dans une soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, le prix unitaire soumis ne peut jamais être corrigé, mais peut être reconstitué, lorsqu'aucun prix unitaire n'est indiqué en regard d'un item, en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. Dans une telle éventualité, les soumissionnaires renoncent à exercer tout recours contre celle-ci. Si la correction d'une erreur de calcul a pour effet de changer l'ordre des soumissionnaires, le Directeur en avise par écrit les soumissionnaires dont le rang serait ainsi changé. Ces soumissionnaires sont réputés avoir accepté la correction s'ils ne communiquent pas leurs objections par écrit au Directeur dans les 48 heures de la réception de cet avis. Le Directeur prend connaissance des objections et fait part de sa décision aux soumissionnaires concernés.

4.5 FRAIS DE PERMIS, DOUANES, TAXES, INTÉRÊTS ET AUTRES FRAIS AFFÉRENTS

4.5.1 Le soumissionnaire devra obtenir à ses frais tous les permis, certificats, droits de douane et autres se rattachant à son contrat. Dans tous les cas, le soumissionnaire doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces permis et certificats. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de voir à inclure ces frais dans le prix de soumission.

4.6 ADDENDA

4.6.1 S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter l'appel d'offres, un addenda est émis et transmis par le biais de SÉAO à chacune des personnes ou sociétés s'étant procuré un exemplaire du cahier des charges. Tout addenda fait partie intégrante du cahier des charges, le défaut de fournir un accusé de réception signé, dudit addenda, pourra entraîner le rejet de la soumission.

4.6.2 Aucun renseignement obtenu autrement que par un tel addenda n'engage la responsabilité de la Ville.

4.7 CONSORTIUM

La formation de consortium est interdite.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

5.1 QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

5.1.1 Le soumissionnaire s'engage, en signant sa soumission, à respecter toutes et chacune des exigences de l'appel d'offres.

5.1.2 En déposant une soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville, en vertu de la Loi sur les cités et villes. La Ville peut résilier le contrat conclu avec l'adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci que son affirmation solennelle à titre de soumissionnaire était inexacte. Dans une telle éventualité, l'adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la soumission qu'il a présentée et le montant du contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le contrat, y compris tous les dommages résultant d'une telle résiliation.

Le Directeur peut, après l'ouverture des soumissions, requérir du soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite soumission. Le défaut du soumissionnaire de lui transmettre les documents et informations demandés dans les cinq (5) jours suivants une telle demande peut entraîner le rejet de la soumission. Le Directeur peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le bordereau de soumission, lequel prévaut en tout temps.

5.1.3 Conformément au Décret du 23 octobre 2013, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au contrat découlant du présent appel d'offres.

Le soumissionnaire, doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers. Il doit transmettre une copie de son autorisation à la Ville de Montréal avec sa soumission, faute de quoi, sa soumission sera automatiquement rejetée.

Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres pour des travaux de même nature et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

En cours d'exécution du contrat découlant du présent appel d'offres, le gouvernement peut obliger les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Ou

« En cours d'exécution du contrat découlant du présent appel d'offres, le gouvernement peut obliger l'adjudicataire et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminées.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.1 QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE (SUITE)

5.1.4 Lors du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire doit détenir et fournir une attestation délivrée par Revenu Québec à l'effet que le soumissionnaire a produit les déclarations et rapports requis par les lois fiscales et qu'il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu. Cette attestation ne devra pas avoir été délivrée plus de quatre-vingt-dix (90) jours avant la date et l'heure limites fixées dans le présent appel d'offres pour la réception des soumissions. Le défaut de détenir une telle attestation à la date et heure limites fixées pour la réception des soumissions rendra automatiquement le soumissionnaire non conforme, sans possibilité de remédier au défaut.

Si l'adjudication du contrat survient plus de quatre-vingt-dix (90) jours après la date d'émission par Revenu Québec de l'attestation fournie par le plus bas soumissionnaire conforme, alors ce dernier devra lui fournir une nouvelle attestation avant la date prévue pour l'octroi du contrat, à défaut de quoi le contrat ne pourra lui être octroyé et le soumissionnaire sera déclaré non conforme.

L'adjudicataire doit transmettre au Directeur, avant le début de l'exécution du contrat, une liste indiquant les renseignements suivants pour chaque sous-contrat conclu, rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres pour des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ (ci-après : un "Sous-contrat Visé") : le nom et l'adresse du sous-traitant, le montant et la date de conclusion du sous-contrat ainsi qu'une copie de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers détenue par le sous-traitant. Par la suite, pendant toute la durée du contrat, l'adjudicataire devra, avant que ne débute l'exécution de tout autre Sous-contrat Visé, fournir au Directeur, une liste amendée de ses sous-traitants, comportant les renseignements énumérés ci-haut.

L'adjudicataire est réputé en défaut :

- S'il conclut un contrat avec un sous-traitant pour un Sous-contrat Visé alors que ce sous-traitant n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers;

- S'il omet, à l'égard d'un Sous-contrat Visé, de fournir au Directeur, dans le délai requis, les informations et documents exigés en vertu du paragraphe premier ci-dessus.

De plus, aucune somme ne sera payée par la Ville à l'adjudicataire relativement à des travaux effectués par un sous-traitant d'un Sous-contrat Visé si ce dernier n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers lors de la conclusion du Sous-contrat Visé ou si, en cours d'exécution de tel Sous-contrat Visé, son autorisation est révoquée.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.1 QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE (SUITE)

5.1.5 Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une copie de sa licence appropriée, délivrée par la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ) ou de tout autre organisme analogue d'une province ou d'un territoire visé par un accord de libéralisation des marchés publics conclu avec le Québec.

5.1.6 Le soumissionnaire doit joindre le certificat d'attestation prévu par la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., c. P-45). Le certificat d'attestation émis par le Registraire des entreprises du Québec doit être certifié conforme et avoir été produit au cours des douze (12) derniers mois précédant l'ouverture des soumissions. L'entrepreneur doit joindre un certificat de conformité provenant du «ministère Industrie Canada» dans le cas où le certificat a été émis en vertu de la loi canadienne sur les sociétés par actions.

5.1.7 La Ville demande au soumissionnaire de remplir, signer et joindre à sa soumission le Formulaire 11 (inclut dans le document normatif).

L'obligation de déclarer tout conflit d'intérêts s'applique à l'adjudicataire jusqu'à l'expiration de son contrat; en conséquence, l'adjudicataire doit, dès qu'une nouvelle situation de conflit d'intérêts survient, la déclarer en transmettant à la Ville la deuxième partie du Formulaire 11 dûment complétée.

5.1.8 L'article 6, de la section I – Pouvoirs généraux de la Ville, du chapitre I – Organisation de la Ville, de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal stipule :

« La Ville est autorisée à refuser de transiger avec toute personne ou entreprise qui détient un intérêt d'un type défini par résolution du conseil, dans la fabrication, l'entreposage ou le transport d'armements nucléaires ou de composants spécifiques d'armes nucléaires ou dans la recherche en la matière, et à exclure une telle personne ou entreprise des soumissions publiques.

Préalablement à la mise en application du premier alinéa, la résolution du conseil doit être publiée une fois dans un journal circulant dans la ville.

Aux fins du présent article, les expressions armes nucléaires et armements nucléaires signifient les bombes atomiques ou thermonucléaires ainsi que les missiles ou autres dispositifs destinés spécifiquement à les transporter. »

Le soumissionnaire doit sous peine de rejet de sa soumission, s'assurer que son entreprise ne détient aucun intérêt direct ou indirect dans l'industrie de l'armement nucléaire.

S'il détient un intérêt direct ou indirect dans celle-ci, il doit en aviser la Ville. À défaut de le faire, il sera automatiquement rejeté.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.1 QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE (SUITE)

5.1.9 Conformément à ses orientations en matière de protection de l'environnement, la Ville de Montréal adhère à l'effort mondial pour préserver la couche d'ozone de l'atmosphère terrestre.

Dans cette perspective, la Ville de Montréal n'acceptera aucune soumission ayant pour objet des biens contenant l'un des chlorofluorocarbures (« CFC »), des halons ou substances ci-après mentionnés, ou fabriqués avec l'une de ces substances, s'il existe un produit de substitution pour ces biens :

- CFC-11, CFC-12, CFC-13, CFC-111, CFC-112, CFC-113, CFC-114, CFC-115, CFC-211, CFC-212, CFC-213, CFC 214, CFC-215, CFC-216, CFC-217;
- Halon 1211, Halon 1301 et Halon 2402 ;

Ainsi que les composés suivants :

- Méthylchloroforme (1, 1, 1 – trichloroéthane)
- Tétrachlorure de carbone

Le soumissionnaire s'engage, si les biens qu'il offre à la Ville de Montréal contiennent l'une ou l'autre des substances ci-haut mentionnées, à en informer la Ville en les identifiant dans sa soumission.

5.1.10 Dans le cadre de l'application de la loi fédérale sur le Système d'Information des Matières Dangereuses Utilisées au Travail (SIMDUT), la Ville de Montréal requiert la collaboration du soumissionnaire dans l'acheminement des fiches signalétiques relatives aux produits décrits à cet appel d'offres, si lesdits produits sont soumis à cette réglementation.

L'adjudicataire est donc prié de faire parvenir à l'adresse suivante, les fiches signalétiques des produits concernés par le SIMDUT :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de l'approvisionnement et du soutien technique
Soutien technique SIMDUT
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

De plus, à la réunion de démarrage, l'adjudicataire doit fournir le nom et les coordonnées de la personne responsable des fiches signalétiques dans son entreprise au représentant du Directeur.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.1 QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE (SUITE)

5.1.11 Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner

5.1.11.1 Le gouvernement du Québec adoptait en décembre 2012 le projet de loi n° 8 intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, par lequel il a notamment modifié l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet aux municipalités de refuser, à certaines conditions, toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant. Cette disposition est entrée en vigueur par décret gouvernemental le 26 juin 2013.

Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué en cours de contrat. Par la suite, à la fin du contrat (aux fins d'évaluation de l'adjudicataire, l'acceptation provisoire des travaux est considérée comme étant la fin du contrat) le rendement de l'adjudicataire sera évalué sur un ensemble de critères regroupés par thèmes. La grille de thèmes, incluant la pondération, est fournie à la section « Clauses administratives particulières » du présent cahier des charges.

Si le rendement de l'adjudicataire s'avère non satisfaisant, un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) jours après la fin du contrat des travaux. Suite à la réception du rapport, le fournisseur ou l'entrepreneur disposera d'une période de trente (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. Suite à la réception de ces commentaires, et si la personne désignée en maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) jours.

5.1.11.2 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

Si une telle évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat dans le cas où l'identité d'un sous-traitant du cocontractant lui est communiquée après l'adjudication du contrat et que ce sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-contrat.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.2 FORMULAIRES DE SOUMISSION

5.2.1 Les soumissions, dûment signées, doivent être complétées par des moyens dactylographiques ou informatiques sur les formulaires fournis par la Ville et contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville et expédiées sous pli cacheté, en duplicata. Les soumissionnaires doivent s'assurer que l'original et la copie de chaque soumission qui sont déposés au Greffe sont complets et identiques, qu'ils contiennent les mêmes documents en duplicata, incluant le cautionnement de soumission, la licence d'entrepreneur, etc.

5.2.2 Toute rature faite sur le formulaire de soumission doit être paraphée par le ou les signataires de la soumission.

5.2.3 La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

5.2.4 Au moment de compléter la section « Identification du soumissionnaire » du formulaire « Formule de soumission », le soumissionnaire doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ).

5.2.5 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec son contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

5.3 SIGNATURE DE LA SOUMISSION

5.3.1 Le défaut de signer le formulaire « formule de soumission » de la soumission entraînera le rejet de celle-ci.

5.3.2 Si le soumissionnaire est une personne faisant affaires seule, sous son nom propre ou sous un autre nom, non incorporée en vertu de la loi, il peut signer la soumission lui-même.

5.3.3 Si le soumissionnaire est une société non constituée en vertu de la loi, tous les sociétaires doivent signer la soumission.

5.3.4 Dans ces deux cas, la soumission peut être également signée par une personne fondée de pouvoir et elle doit être accompagnée d'une procuration notariée ou être sous seing privé. Dans ce dernier cas, la signature de la procuration doit être attestée par une personne habilitée à recevoir le serment.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.3 SIGNATURE DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.3.5 Si le soumissionnaire est une compagnie constituée en personne morale en vertu de la loi, la soumission doit être accompagnée d'une copie certifiée d'une résolution du conseil d'administration, autorisant la ou les personnes indiquées à préparer et à signer la soumission, et tout autre document exigé par la Ville. La résolution doit contenir les noms, prénoms et fonctions de ces personnes reconnues par la compagnie.

5.4 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire doit présenter, avec sa soumission, une garantie de soumission d'un montant de 10% du montant total soumissionné. Une soumission ne contenant pas de garantie de soumission conforme pourra être rejetée. Les formulaires exécutable PDF concernant cette garantie sont dans le document normatif disponible sur SEAO.

Cette garantie doit être fournie sous l'une ou l'autre des formes décrites ci-après :

- par chèque visé, mandat poste, mandat ou traite bancaire, tiré à l'ordre de la Ville de Montréal, sur une institution financière faisant affaire au Québec, et encaissable dans la Ville de Montréal, ou par lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle (formulaire 10) et payable à première demande, nonobstant tout litige, émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal;

OU

- par un cautionnement de soumission (formulaire 1) émis par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Canada, ayant un établissement au Québec et acceptable à la Ville, accompagné d'une lettre d'engagement (formulaire 2) de cette compagnie à émettre un cautionnement d'exécution au soumissionnaire s'il devient adjudicataire. Cet engagement doit obligatoirement être inséré dans l'enveloppe de soumission. Le cautionnement de soumission doit demeurer en vigueur durant une période égale à celle de la validité de soumission, sauf s'il est remplacé par un cautionnement d'exécution, à l'intérieur de ce délai, après l'adjudication du contrat.

Ladite garantie de soumission sera utilisée par la Ville, sans préjudice des autres droits et recours qu'elle pourrait avoir à l'encontre du soumissionnaire, si :

- le soumissionnaire retire sa soumission après l'ouverture des soumissions

OU si,

- le soumissionnaire refuse d'exécuter le contrat ou est incapable de fournir, dans les délais requis, les documents ou les renseignements demandés dans les documents d'appel d'offres ou par le Directeur.

5. PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (SUITE)

5.5 ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS

5.5.1 Quel que soit le mode d'expédition que le soumissionnaire choisit d'adopter, toute soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement le jour fixé pour son ouverture, entre les mains de la personne désignée et à l'adresse indiquée à l'avis d'appel d'offres, sous pli cacheté, avant l'heure fixée et selon celle indiquée à l'horloge qui se trouve à la vue du public dans le lieu désigné.

5.5.2 Les soumissions sont ouvertes en public aux endroits, heure et date indiqués dans l'avis d'appel d'offres.

5.5.3 Pour tous les sous-traitants assujettis au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ), une copie de leur soumission doit être adressée à la Division de l'Économie de la Construction de la Direction des Infrastructures de la Ville.

6. ACCEPTATION DES SOUMISSIONS

6.1 La Ville n'est tenue d'accepter aucune soumission.

6.2 S'il est de l'intérêt de la Ville, elle peut passer outre à tout vice ou défaut que peut contenir la soumission et permettre, à sa discrétion, à tout soumissionnaire de corriger sa soumission dans la mesure où cette correction n'affecte pas le prix de sa soumission, sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 4.4 de la présente section.

6.3 La Ville n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet de toute soumission, ni toute décision prise.

7. RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

7.1 Le soumissionnaire doit fournir, à la demande du Directeur, les renseignements et documents supplémentaires concernant sa soumission.

7.2 Le défaut de fournir les renseignements ou documents supplémentaires requis par le Directeur constitue un défaut, tel que précisé à l'article 3.1.2 « Défaut » des clauses administratives générales.

8. PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

Toute soumission est valide pour une période de cent-vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des soumissions.

9. RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS

9.1 Le soumissionnaire peut modifier sa soumission jusqu'à l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions, pourvu que telle modification soit accompagnée d'une lettre signée par le représentant autorisé du soumissionnaire. La modification doit être insérée dans une enveloppe identifiant clairement le numéro d'appel d'offres.

9.2 Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa soumission :

- pendant la période de validité de sa soumission

OU

- à compter du jour où sa soumission est approuvée par l'autorité compétente.

9.3 Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai mentionné à l'article 8; si ce dernier accepte, il doit obtenir, de la caution, un avenant déclarant que le cautionnement est prolongé d'autant. Dans ce cas, le soumissionnaire accepte de maintenir sa soumission aux mêmes termes et conditions que prévus initialement.

9.4 De plus, le soumissionnaire ne peut retirer sa soumission si la Ville l'approuve malgré le fait que l'approbation de la Ville soit assortie d'une condition suspensive (ex. : approbation du règlement d'emprunt), pourvu que la condition suspensive se réalise dans un délai raisonnable.

10. REMISE DES GARANTIES DE SOUMISSION

10.1 Le Directeur remet les garanties de soumission aux soumissionnaires autres que ceux qui ont présenté les 3 soumissions les plus basses.

10.2 De plus, à la demande du Directeur, ils doivent immédiatement reconstituer cette garantie.

11. CONFIDENTIALITÉ DES SOUMISSIONS

11.1 Seuls les renseignements consignés à la page sommaire des soumissions seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des soumissions.

11.2 La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions. Toutefois, en conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., chapitre A-2.1), elle pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au Greffe de l'arrondissement, certaines informations relatives à cet appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

Division du greffe de l'Arrondissement Ville-Marie
Service de l'information
800, boulevard De Maisonneuve Est, 193 étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Télécopieur : 514 872-5607

SECTION II

Formulaires de soumission

Section à retourner

* Disponible sur SEAO en format PDF et .xls

***N.B. : Le fichier excel «Formulaires de soumission» doit être imprimé classeur entier afin de préserver la pagination exacte*.**

SECTION III

CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES (EXÉCUTION DES TRAVAUX) (Volume 1) mars 2009

Section à NE PAS retourner

*Disponible sur SEAO dans le document normatif # 694715

SECTION IV

CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES (EXÉCUTION DES TRAVAUX) Fascicule 1-3 (Volume 2) Novembre 2013

Section à NE PAS retourner

*Disponible sur SEAO dans le document normatif # 694715

SECTION V

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Section à NE PAS retourner

1. NATURE ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

L'arrondissement de Ville-Marie demande des soumissions pour le nivellement et/ou le remplacement des têtes de puisards, des cadres de regards d'égout, des chambres de vannes et des puisards de trottoirs dans différentes rues localisées sur son territoire. Les données de base faisant l'objet de ce contrat sont décrites dans le bordereau de soumission.

Ces travaux doivent être conformes aux cahiers des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal ainsi qu'au devis normalisé du BNQ (1809-300) et des exigences du présent devis.

Plus précisément, ces travaux doivent être exécutés, sans s'y limiter, selon les spécifications suivantes :

- Ces différentes interventions sont réalisées dans les chaussées rigides et/ou flexibles et dans les trottoirs en béton. L'entrepreneur devra considérer que le nivellement des utilités publiques se fait en utilisant les cadres et couvercles de regards existants et les têtes et grilles de puisards existants. Si le représentant du Directeur considère que ceux-ci sont usés et/ou brisés, l'entrepreneur procédera alors à leur remplacement et sera rémunéré aux items concernés du bordereau des prix.

- L'entrepreneur devra tenir compte dans l'établissement de ses prix unitaires, de petites quantités requises pour chaque intervention ponctuelle, de la grande distance séparant chacune de ces interventions, de la forte circulation sur les intersections et les tronçons de rues visés par les travaux, de l'obligation de maintenir la circulation au cours des travaux et de respecter l'horaire de travail ainsi que de fournir toute la signalisation requise et d'obtenir tous les permis requis.

- L'entrepreneur doit effectuer tous les travaux implicites, non spécifiquement décrits, mais nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage contractuel. L'entrepreneur est responsable de la coordination et de l'exécution de l'ensemble des travaux.

- L'entrepreneur devra avoir à sa disposition un nombre d'appareils suffisant pour exécuter son contrat dans les délais prescrits. Dans le cas de bris d'un de ses appareils, l'entrepreneur est avisé qu'il devra prendre toutes les dispositions nécessaires, incluant la location des appareils requis, pour ne pas interrompre les travaux.

2. DURÉE DU CONTRAT

La durée du présent contrat est de 2 ans à partir de la date d'octroi et est renouvelable pour une troisième année supplémentaire consécutive. Les prix indiqués au bordereau devront êtres valides pour trois ans. Si le Directeur désire se prévaloir du renouvellement, un avis de renouvellement du contrat sera émis au plus tard 30 jours avant la fin de la deuxième année de contrat.

3. DÉLAI D'EXÉCUTION

L'entrepreneur doit débuter les travaux, pour chaque année octroyée, après la période de dégel, soit le 15 mai pour les terminer au plus tard le 1er octobre. Le délai d'exécution des travaux ne doit pas dépasser **cent vingt (120) jours calendriers**.

L'entrepreneur devra également se conformer aux délais établis à l'article 4 de la présente section.

Le Directeur fixe la date du début des travaux et en avise par écrit l'entrepreneur au moins sept (7) jours à l'avance. L'entrepreneur doit se conformer à cet avis et débuter les travaux à la date fixée par le Directeur.

En conséquence, l'entrepreneur doit prévoir le nombre d'équipes nécessaires pour exécuter les travaux avec célérité, rencontrer les quantités prévues au bordereau de soumission et suivant les programmes établis et terminer les travaux dans les délais prescris.

Les travaux doivent s'exécuter sans interruption et avec diligence pour les parachever en conformité avec le plan de cheminement des travaux. Ils pourront être effectués le jour en dehors des heures de pointe, le soir et les fins de semaine.

Dans le cours des travaux, l'entrepreneur ne devra pas interrompre le trafic et il devra prévoir la signalisation, selon les ordonnances en vigueur. L'entrepreneur doit prendre note qu'il devra respecter l'horaire spécifié par l'arrondissement de Ville-Marie au début des travaux. Cet horaire apparaît sur le permis d'occuper le domaine public délivré par l'arrondissement.

Les travaux à réaliser revêtent un caractère important pour la Ville. Aucun retard dans la livraison des ouvrages ne sera toléré, l'entrepreneur devra planifier et suivre le déroulement de ses travaux de façon à respecter les échéanciers établis.

Les soumissionnaires doivent aussi tenir compte, lors de l'élaboration de leurs prix unitaires, des exigences décrites **dans le devis technique Circulation.**

4. HORAIRE DE TRAVAIL

L'entrepreneur doit noter que sur les différentes rues, le travail doit être effectué de 7 h à 19 h tous les jours de la semaine incluant samedi et dimanche. L'entrepreneur peut être appelé à travailler les jours fériés et ce, sans frais supplémentaires. Il devra également se conformer aux spécifications et directives en circulation établies par le Directeur.

Toutefois, le travail ne peut être réalisé que dans des directions données aux heures de pointe. Le tout sera précisé par l'arrondissement de Ville-Marie lors de la réunion de démarrage.

L'entrepreneur doit respecter les exigences présentées au devis technique Circulation du présent cahier des charges.

5. PLANIFICATION DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit se conformer aux directives émises par le Directeur concernant la liste et l'ordre des emplacements où les travaux doivent être exécutés.

Pour chaque année octroyée, avant le début des travaux, le Directeur fournit à l'entrepreneur une liste des rues prioritaires visées par la réfection des utilités publiques. L'entrepreneur devra achever les travaux sur ces rues prioritaires dans un délai de **trente (30) jours** suivant la date de début des travaux. L'entrepreneur devra préparer et soumettre au Directeur, pour approbation, un cheminement des travaux pour le présent contrat. Après son approbation, l'entrepreneur devra en tout temps se conformer à son déroulement à moins d'une entente entre le Directeur et l'entrepreneur pour la modification dudit cheminement.

L'entrepreneur doit suivre le programme établi, à moins d'avis contraire du Directeur.

Il est possible, qu'en cours des travaux, certaines artères pourraient y être retranchées et/ou ajoutées dans les listes établies par le Directeur.

6. COORDINATION DES TRAVAUX

Avant le début des travaux, une réunion de coordination aura lieu afin de coordonner les différents travaux à réaliser.

L'entrepreneur devra collaborer en coordonnant ses travaux avec ceux des autres entrepreneurs qui pourraient être présents dans le secteur et en tenant compte des exigences des représentants de l'arrondissement de Ville-Marie.

L'entrepreneur devra permettre aux diverses compagnies de services publics (CSEM, Bell..) de réaliser certains travaux de nivellement de leurs regards ou des modifications à leurs installations. L'entrepreneur ne pourra réclamer de frais supplémentaires pour cette coordination.

7. RÉCUPÉRATION DES ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX

Lors des travaux d'excavation, l'entrepreneur aura, entre autres, à enlever des regards, puisards, vannes et bornes-fontaines. Si l'arrondissement désire récupérer certaines pièces, l'entrepreneur devra les mettre de côté, et les transporter à ses frais à un endroit et selon une fréquence qui seront désignés par l'arrondissement de Ville-Marie lors de la réunion de démarrage des travaux.

8. LISTE DES FABRICANTS ET FOURNISSEURS

Les soumissionnaires doivent obligatoirement faire affaire avec des fabricants et des fournisseurs qui ont fait la preuve au laboratoire de la Ville de Montréal, que leurs produits répondent aux normes de qualité exigées par la Ville.

La plus récente version de cette liste est disponible dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), les soumissionnaires doivent acquitter les frais exigés, s'il en est.

9. ASSURANCES

L'entrepreneur doit se procurer une police d'assurance de responsabilité civile de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
Catégorie A Entretien routier	☒	2 millions $ par sinistre
	☒	5 millions $ par période d'assurance
Catégorie B Réaménagement, construction et reconstruction	☐	5 millions $ par sinistre
	☐	10 millions $ par période d'assurance
Catégorie C Égout et conduite d'eau, travaux à proximité de voies ferrées, de voies rapides, sur la propriété de la société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain, structure routière, etc.	☐	10 millions $ par sinistre
	☐	10 millions $ par période d'assurance
Catégorie D Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	☐	15 millions $ par sinistre
	☐	15 millions $ par période d'assurance

L'entrepreneur doit détenir une police d'assurance automobile de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
Catégorie 1 Entretien routier, réaménagement et reconstruction	☒	2 millions $ par sinistre
Catégorie 2 Égout, conduite d'eau et structure routière	☐	10 millions $ par sinistre
Catégorie 3 Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	☐	15 millions $ par sinistre

10. GRILLE DES CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

Thèmes et critères	Pondération
Santé et sécurité Efficacité avec laquelle les dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail (dans les documents contractuels, dans les règlements provinciaux ou dans tout autre document) ont été gérées et appliquées (notamment le suivi des correctifs à apporter et leur mise en place, la sécurité aux abords du chantier, la signalisation).	**10 %**
Aspect de la conformité technique Évaluation de la qualité des travaux exécutés. Tout au long de l'exécution des travaux et à leur acceptation provisoire, la qualité des matériaux et de l'équipement doit satisfaire les exigences techniques prescrites aux documents d'appel d'offres. L'évaluation se fera également sur le respect des plans et devis, normes, lois et règlements en vigueur et sur la performance à la mise en service.	**25 %**
Respect des délais, échéanciers et aspects financiers Évaluation du respect du délai d'exécution des travaux en prenant en considération la date réelle d'achèvement des travaux par rapport à la date originale (ou modifiée) et en tenant compte des conditions indépendantes de la volonté de l'entrepreneur. L'évaluation se fera également sur le suivi des échéanciers à court terme, la négociation des ordres de changement et la fréquence de mise à jour de l'échéancier global.	**25 %**
Fourniture et utilisation des ressources Évaluation du personnel de l'entrepreneur (chargé de projet, surintendant et personnel de chantier) en termes de disponibilité, compétence et expérience. L'évaluation se fera également sur la fourniture des équipements adéquats et suffisants pour le chantier.	**10 %**
Organisation et gestion Évaluation de la façon dont le projet décrit dans les documents contractuels a été géré, notamment l'ordonnancement des travaux, la coordination des sous-traitants, l'encadrement des employés, l'assurance qualité en chantier, la mise en place d'actions correctives au besoin et la propreté des lieux tout au long du projet et à la fin des travaux.	**20 %**
Communication et documentation Évaluation de la façon dont l'entrepreneur fournit la documentation de qualité en temps opportun (qualité et exactitude des décomptes et des factures, plans « tel que construit », etc.). L'évaluation se fera également sur la coopération et la collaboration de l'entrepreneur avec les différentes parties prenantes impliquées dans le projet (participation aux réunions de chantier, communication avec les compagnies d'utilité publique, arrondissements, etc.).	**10%**

SECTION VI

DOCUMENTS NORMALISÉS

Section à NE PAS retourner

*Disponible sur SEAO dans le document normatif # 694715

	Requis	
	Oui	**Non**
Clauses administratives générales (Volume 1) (mars 2009)	**X**	
01B Clause Administratives spéciales (exécution des travaux) et matériaux et matériel (Volume 2– fascicules 1-3 et 1-4 novembre 2013)	**X**	
~~01C Cahier des prescriptions normalisées - Prix unitaires (Volume 3 – fascicules 1-5 et 1-6) (avril 2008)~~ **Ne plus utiliser ce document, veuillez voir l'addenda 5**		**X**
01D Travaux de chaussée, trottoirs et bordures & Travaux d'égouts, d'aqueduc (Volume 4 – fascicules 2-5, 2-6, 2-7, 2-8 et 2-9) (juillet 2013)	**X**	
01E Cahier des prescriptions normalisées- Éclairage et signalisation lumineuse (Volume 5) (avril 2008)		**X**
01F Cahier des prescriptions normalisées- Répertoire des dessins normalisés (Volume 6) (avril 2008)	**X**	
02A Cahier des charges normalisées - Fraisage à chaud (mai 2007)		**X**
02B Cahier des charges normalisées - Planage de chaussées bitumineuses (janvier 2007)		**X**
02C Cahier des charges normalisées - Pulvérisation et stabilisation (janvier 2008)		**X**
02D Cahier des charges normalisées - Rapiéçage mécanique et revêtement mince (février 2007)		**X**
02E Remplissage de nids-de-poule par mélange projeté (septembre 2008)		**X**
02F Cahier des charges normalisées - Remplissage de nids-de-poule par enrobés bitumineux (septembre 2008)		**X**
02G Cahier des charges normalisées - Scellement de fissures (juin 2008)		**X**
02H Cahier des charges normalisées - Sciage rotatif (avril 2008)		**X**
3VM-10 Béton régulier - moins 50 MPa (juin 2005)	**X**	
3VM-20 Béton à haute performance – plus de 50 MPa (août 2005)		**X**
3VM-30 Béton compacté au rouleau (octobre 2010)		**X**
3VM-40 Béton projeté par voie sèche (novembre 2009)		**X**
3VM-50 Béton projeté par voie humide (septembre 2009)		**X**
3VM-60 Béton autoplaçant (août 2009)		**X**
4VM-10 Enrobé à chaud (avril 2013)	**X**	
6VM-9 Matériaux granulaire fondation, assise et remblais (novembre 2006)	**X**	
6M-VM-10 Procédure d'essai pour estimer le degré de compacité d'un remblai granulaire (mai 2006)		**X**
6VM-20 Matériaux recyclés pour travaux routiers (août 2008)		**X**
6VM-30 Remblai sans retrait (février 2008)		**X**
6VM-40 Remblayage de tranchée (juin 2010)		**X**
7VM-10 Pavé et dalle (avril 2009)		**X**
7VM-20 Bordure de granite (juillet 2009)		**X**

	Requis	
	Oui	**Non**
Devis technique de réhabilitation environnementale – Fascicule 02-120 (mai 2013)	**X**	
~~Directive concernant les interventions effectuées sur le réseau de distribution d'eau potable (octobre 2010)~~ **Ne plus utiliser ce document, veuillez utiliser les deux nouvelles versions de la Directive à l'addenda 7**		**X**
06 Documents légaux – Formulaires exécutables	**X**	
~~04 Liste des fournisseurs (juin 2013)~~ **Ne plus utiliser ce document, veuillez utiliser la nouvelle version fournie à l'addenda 4**		**X**
05 Permis d'occupation du domaine public – Liste des points de chute	**X**	
Politique de gestion contractuelle (21 juin 2013)	**X**	
Addenda 1 du document normatif – Volume 6 (novembre 2013)	**X**	
Addenda 2 du document normatif – Volume 4 (avril 2014)	**X**	
Addenda 3 du document normatif – Volume 2 et Document légaux - Formulaires exécutables (mai 2014)	**X**	
Addenda 4 du document normatif – Liste des fournisseurs (juillet 2014)	**X**	
Addenda 5 du document normatif – Annulation du volume 3 « Prix unitaire »	**X**	
Addenda 6 du document normatif – Devis pour un réseau d'alimentation temporaire en eau potable (janvier 2016)		**X**
Addenda 7 (1er document) du document normatif – Directive concernant les travaux effectués sur les conduites secondaires du réseau de distribution d'eau potable (mars 2015)		**X**
Addenda 7 (2e document) du document normatif – Directive concernant les interventions effectuées sur les conduites principales du réseau de distribution d'eau potable (décembre 2015)		**X**

SECTION VII

DEVIS TECHNIQUE

*Section à NE PAS retourner

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Appel d'offres public
n° VMP-16-008

Cahier V

Devis technique Travaux Corrélatifs

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Jonathan Labonté, ing. - 143151



Révision N°	Date	Description	Préparé par :
00	04-02-2016	Pour soumission	Hugo Laroche, T.P.

TABLE DES MATIÈRES

DEVIS TECHNIQUE
TRAVAUX CORRÉLATIFS

Pages

1. GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS V-1
2. FONTE DE VOIRIE V-5
3. EXAMEN ET PROPRETÉ DES LIEUX V-5
4. TRAVAUX DE NIVELLEMENT ET DE REMPLACEMENT DE REGARDS, DE PUISARDS ET DE BOÎTES DE VANNE V-6
5. APPLICATION D'UN PRODUIT ADHÉSIF POUR LA RÉALISATION D'UN JOINT FROID V-8
6. REVÊTEMENT DE CHAUSSÉE V-10
7. PLAQUES D'ACIER V-11
8. LISTE DE POINTS DE CONSTRUCTION V-11
9. ANOMALIES DÉTECTÉE SOUS LA STRUCTURE DE CHAUSSÉE V-11
10. DÉPLACEMENTS DES ÉQUIPES DE L'ENTREPRENEUR V-11
11. OPÉRATION DE NETTOYAGE DES UTILITÉS PUBLIQUES APRÈS RÉFECTION V-11
12. PÉNALITÉS ET CONTRÔLE V-12
13. DÉFAUTS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS V-12
14. AUTRES RECOURS V-12
15. GARANTIE DE L'ENTREPRENEUR V-12

ANNEXES :

V1- BONNE PRATIQUES DE RÉFECTION DE COUPE DE PETITE DIMENSION DANS UNE CHAUSSÉE FLEXIBLE (OU MIXTE AVEC DALLE EN MAUVAIS ÉTAT)

1. GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS

1.1. ÉTENDUE DES TRAVAUX

Pour le présent contrat, l'entrepreneur doit réaliser les travaux de gestion de tous (sans exception) les sols (et/ou matériaux) d'excavation conformément au présent devis et aux plans du cahier des charges. De façon non limitative, les ouvrages du présent contrat sont les suivants :

- gestion des sols A-B;
- gestion des matières résiduelles;
- gestion des débris de construction ou de démolition.

Ces travaux doivent être réalisés et payés selon les exigences décrites au « Devis technique de réhabilitation environnementale - prescriptions normalisées – fascicule 02-120 » disponible sur SEAO ainsi que selon celles du présent devis.

Bien que la gestion des sols et matériaux excavés du présent contrat n'est pas une réhabilitation environnementale au sens de la Loi sur la Qualité de l'environnement, les articles traitant de la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés du « Devis technique de réhabilitation environnementale – prescriptions normalisées – fascicule 02-120 » sont applicables, notamment les articles suivants :1.2; 1.3; 1.4; 1.6; 2.1; 2.3; 2.5.1; 2.6; 3.1; 3.2; 3.3; 3.4; 3.5; 3.6 et 3.7.

1.2 MODIFICATIONS ET AJOUTS AU « DEVIS TECHNIQUE DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE-PRESCRIPTIONS NORMALISÉES – FASCICULE 02-120 »

1.2.1 Ajout à l'article 1.3 « Réglementation »

En outre, l'Entrepreneur doit se conformer :

- à la Loi sur le bâtiment;

1.2.2 Ajout à l'article 1.2 « Définitions »

1.2.13 Gestion

Valorisation, réutilisation ou élimination des sols, des eaux, des matériaux ou des matières issus des travaux, conformément aux lois, règlements, politiques et directives en vigueur.

1. GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS (SUITE)

1.2 MODIFICATIONS ET AJOUTS AU « DEVIS TECHNIQUE DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE-PRESCRIPTIONS NORMALISÉES – FASCICULE 02-120 » (SUITE)

1.2.3 Modification de l'article 3.4 « Élimination et traitement des matériaux »

Le deuxième paragraphe est remplacé par ceux-ci :

L'entrepreneur doit fournir à la Ville, avant la réunion démarrage des travaux, une preuve que chacun des lieux d'élimination ou de traitement sélectionné est autorisé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, Faune et des Parcs (MDDELCC) *en vertu de l'article 22 de la Loi sur la Qualité de l'environnement Q-2*. Il doit également fournir les copies des certificats d'autorisation de chacun des lieux d'élimination ou de traitement sélectionné émis par le responsable du site, pour les quantités indiquées au bordereau et pour la période d'acheminement prévue, ainsi que pour tous les autres sols et matériaux d'excavation du présent contrat.

Selon la grille intérimaire de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDELCC et le Règlement sur le stockage et les centres de transfert des sols contaminés Q-2, r.46, les sols de plage A-B peuvent être gérés selon les trois (3) options de gestion suivantes :

a) Utilisés comme matériaux de remblayage sur les terrains contaminés à vocation résidentielle en voie de réhabilitation ou sur tout terrain à vocation commerciale ou industrielle, à la condition que leur utilisation n'ait pas pour effet d'augmenter la contamination du terrain récepteur et pour un terrain à vocation résidentielle, que les sols n'émettent pas d'odeurs d'hydrocarbures perceptibles.

   Pour cette option, l'entrepreneur doit démontrer par une étude de caractérisation environnementale que le site peut recevoir des sols AB conformément à la grille intérimaire ci-haut mentionnée. L'entrepreneur doit démontrer lui-même que le principe de ne pas augmenter le niveau de contamination contaminant par contaminant est respecté, le tout ensuite validé par la Ville.

b) Utilisés comme matériaux de recouvrement journalier dans un lieu d'enfouissement technique (LET),

c) Utilisés comme matériaux de recouvrement final dans un LET à la condition qu'ils soient recouverts de 15 cm de sols propres.

Une copie du certificat d'autorisation du LET doit être soumise, pour approbation, à la Ville.

Une liste des LET autorisés est disponible sur le site internet du MDDELCC à l'emplacement suivant : http://www.MDDELCC.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/doc-demande-acces/.

1.2.4 Modification de l'article 3.7 « Gestion des eaux »

Le quatrième paragraphe est remplacé par celui-ci :

Si les résultats d'analyses des eaux à gérer rencontrent les normes du Règlement 2008-47 sur l'assainissement des eaux et du Règlement 2013-57 modifiant le Règlement 2008-47 sur l'assainissement des eaux, elles devront alors être rejetées à l'égout. L'entrepreneur est responsable de l'obtention des autorisations nécessaires pour rejeter ces eaux à l'égout.

1. GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS (SUITE)

1.3 EXIGENCES ET PARTICULARITÉS DES TRAVAUX DE GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS

1.3.1 Données existantes

Aucun rapport de caractérisation environnementale n'est fourni.

1.3.2 Excavation et gestion des sols (et/ou matériaux) excavés

L'entrepreneur pourra avoir à excaver des sols A-B, des sols B-C, des sols >C, des sols > RESC, ainsi que des matières résiduelles lors des travaux. Ces sols (et/ou ces matières) doivent être gérés conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'Entrepreneur doit procéder à des excavations sélectives des sols et des matériaux en place selon les secteurs et les niveaux prédéterminés tels que spécifiés dans le rapport de caractérisation environnementale ou selon les recommandations du consultant en surveillance environnementale sur le chantier. Lors des travaux, l'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de ne pas mélanger les matériaux et les sols avec des matériaux ou des sols de nature ou de concentration en contaminants différente.

De façon générale, la gestion des matériaux excavés se fait directement à partir de l'excavation, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, vers les lieux d'élimination ou de traitement autorisés par le MDDELCC. Dans certains cas, les matériaux excavés peuvent être dirigés vers l'aire d'entreposage temporaire désignée par la Ville, à des fins d'échantillonnage et d'analyses de contrôle.

1.3.3 Surveillance environnementale (remplace l'article 3.11 du fascicule 02-120)

Les travaux de gestion des sols contaminés seront suivis par un consultant spécialisé en environnement mandaté par la Ville et l'entrepreneur doit collaborer afin de lui permettre la réalisation de son mandat.

Le consultant en surveillance environnementale doit faire la vérification des sites d'élimination des sols contaminés fournis par l'entrepreneur adjudicataire du contrat lors de la réunion de démarrage. Il identifiera si une caractérisation complémentaire dans la zone des travaux est nécessaire.

Pendant les travaux, le consultant en surveillance environnementale fera le suivi des sols excavés. Il procède régulièrement à une vérification visuelle et selon le cas il doit mesurer la présence de contamination dans les sols excavés et dans les matières résiduelles.

Le consultant en surveillance environnementale est responsable du suivi, de la comptabilisation des camions de sols contaminés et de la gestion des billets de pesée. En outre, il doit préparer des rapports journaliers et hebdomadaires de compilation des volumes de sols éliminés selon le chainage prévu à la soumission. À la fin des travaux, il devra préparer le rapport final de surveillance environnementale qui sera annexé à l'attestation de conformité de l'ingénieur.

1. GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS (SUITE)

1.4 MÉTHODES DE PAIEMENT

1.4.1 « Excavation »

Le soumissionnaire doit prendre note que, contrairement à l'article 4.2.1 intitulé «Excavation» du fascicule 02-120, le coût de cette activité doit être inclus dans les prix unitaires des différents items du bordereau de soumission.

1.4.2 « Gestion des sols A-B» et « Gestion des débris de construction ou de démolition »

Le soumissionnaire doit prendre note que, contrairement aux articles 4.2.3 «Gestion des sols A-B», et 4.2.8 «Gestion des débris de construction ou de démolition» du fascicule 02-120, l'entrepreneur ne recevra pas de rémunération additionnelle pour le chargement, le transport et l'élimination de ces types de matériaux.

1.4.3 Ensemble des volumes de sols à gérer

Les soumissionnaires doivent inclure et répartir dans leurs prix unitaires, les coûts liés à l'excavation, au chargement à partir de l'excavation, au transport, au déchargement, à la pesée ainsi que les coûts lié
s à l'élimination du matériau excavé dans un lieu autorisé par le MDDELCC et ce, pour la totalité des volumes de sols à gérer dans le cadre du présent contrat. L'entrepreneur doit considérer, dans ses prix, la contamination maximale A-B pour l'ensemble du volume des sols.

1.4.4 Gestion des sols supérieurs au critère B

Pour la gestion des sols contaminés supérieurs au critère B, ces ouvrages sont payés à la tonne métrique, sur présentation des billets de pesée émis par les lieux d'élimination autorisés, selon les exigences décrites au cahier des prescriptions normalisées fascicule 02-120 disponible sur SEAO dans le document normatif. Ces billets devront être signés par le représentant de la Ville. Aucune quantité ne pourra être payée à l'entrepreneur sans avoir été compilée sur un billet de pesée.

Le soumissionnaire prend en considération que le coût de l'excavation, du chargement, d'une partie du transport (si applicable) et d'une partie de l'élimination dans un site d'enfouissement, de ces sols BC, C+, >RESC, est déjà inclus dans les prix unitaires pour une contamination maximale A-B (voir paragraphe précédent).

2. FONTE DE VOIRIE

L'entrepreneur doit prendre note que, dans toutes les rues du présent contrat, sauf où indiqué autrement, tous les cadres de regards et toutes les têtes de puisards, doivent être remplacés par des modèles de type conventionnels.

De plus, l'entrepreneur doit fournir tous les **couvercles exclusivement en fonte grise conformément à l'article 4.06 du fascicule 1-4.**

3. EXAMEN ET PROPRETÉ DES LIEUX

Avant de présenter sa soumission, l'entrepreneur devra visiter le site des travaux et, par un examen détaillé, obtenir les informations pertinentes à la nature et à la situation des ouvrages existants, les espaces pour la livraison des matériaux, les particularités de la circulation, les caractéristiques de l'équipement et les installations nécessaires pour l'exécution des travaux, ainsi que tout autre renseignement qui pourrait affecter de quelque manière que ce soit l'exécution des travaux prévus au présent contrat.

Voir également l'article 5.4.4 du cahier des clauses administratives générales.

Aucune indemnité supplémentaire ne sera accordée à l'entrepreneur pour couvrir toute condition et toute difficulté inhérente à ses travaux que l'examen du site aurait pu révéler.

La démolition des ouvrages existants créera des déchets en quantité appréciable. L'entrepreneur devra disposer des déchets, débris et autres détritus, régulièrement et avec diligence et ne doit pas accumuler de débris sur les lieux.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises par l'entrepreneur afin de faciliter la circulation des automobiles et des camions, de protéger les piétons et d'assurer l'accès aux propriétés riveraines.

De plus, l'entrepreneur devra s'assurer de ne pas salir les rues avoisinantes au chantier suite aux passages des camions et autres équipements reliés au contrat.

Il devra inclure dans ses prix unitaires, tous les coûts liés au nettoyage des rues par des camions citernes d'eau et/ou par des balais mécaniques, lorsque requis ou lorsque demandé par le Directeur.

4. TRAVAUX DE NIVELLEMENT ET DE REMPLACEMENT DE REGARDS, DE PUISARDS ET DE BOITES DE VANNE

4.1 EXIGENCES ET PARTICULARITÉS

Lorsque les têtes de puisard de rue, les cadres de regard d'égout, de chambre de vanne et de puits d'accès de services publics et les boîtes de vanne sont en bon état, ces services publics sont à niveler selon les méthodes de nivellement décrites plus bas pour les cas suivants :

4.1.1 Puisards de rue

- Selon les listes de points fournies par la Ville (modification du profil) ;
- Cheminée à réparer (collets en béton à changer) ;
- Selon la méthode suivante :

1. Excavation du pavage et de la dalle de béton;
2. Enlèvement de la tête du puisard à niveler;
3. Nivellement à l'aide de couronnes en béton préfabriqué de hauteur variable;
4. Ajustement final, si nécessaire, fait avec du béton coulé sur la couronne du puisard;
5. Remise en place de la tête du puisard sur la couronne.
6. Réparation permanente de la coupe.

4.1.2 Regard d'égout et de chambre de vanne et boîte de vanne

- Selon les listes de points fournies par la Ville (modification du profil) ;
- Cheminée à réparer (collets en béton à changer) ;
- Nivellement effectué selon la méthode de suivante :

1. Excavation du pavage et de la dalle de béton;
2. Enlèvement du cadre du service à niveler;
3. Nivellement à l'aide d'anneaux de nivellement en béton;
4. Ajustement final, si nécessaire, à l'aide de cales en métal (nombre minimum de 4), d'approximativement 150 mm par 50 mm de dimension, installés dans un lit de béton coulé entre l'anneau de nivellement et le cadre;
5. Remise en place du cadre sur l'anneau de nivellement ou sur le béton coulé;
6. Réparation permanente de la coupe.

4.1.3 Modification des cheminées ovales

- Modification et nivellement effectués selon la méthode de suivante :
  1. Excavation du pavage et de la dalle de béton;
  2. Enlèvement des rangs de briques supérieurs sur une hauteur minimum de 300 mm;
  3. Reconstruction de la cheminée avec de la brique de béton de ciment, en effectuant la transition de la forme ovale à la forme circulaire (Fasc. 1-4, art. 4.05-1);
  4. Enlèvement du cadre du service à niveler;
  5. Nivellement à l'aide de couronnes en béton préfabriqué de hauteur variable;
  6. Ajustement final, si nécessaire, fait avec du béton coulé sur la couronne du puisard;

4. TRAVAUX DE NIVELLEMENT ET DE REMPLACEMENT DE REGARDS, DE PUISARDS ET DE BOITES DE VANNE (SUITE)

4.1 EXIGENCES ET PARTICULARITÉS (SUITE)

Ces travaux de nivellement ou de remplacement selon les méthodes décrites précédemment sont le sciage et le bris de la chaussée, l'excavation, le transport, la disposition des matériaux, la réparation permanente des coupes autour de ces structures ainsi que la réalisation d'un joint froid.

Lorsque les travaux sont effectués sur une chaussée rigide, la réfection permanente devra être effectuée conformément à l'article 7.20 du fascicule 2-5. Un mélange de béton à haute résistance initiale, approuvé au préalable par le Directeur, doit être utilisé de façon à respecter les délais fixés à l'article 2 « Délai et exécution » des Clauses administratives particulières. La résistance à la compression du béton doit avoir atteint au moins 20MPa, au moment de remettre la circulation.

Lorsque les travaux sont effectués sur une chaussée flexible, la réfection permanente devra être effectuée conformément à l'article 7.20 du fascicule 2-5 ainsi qu'à la figure « Bonnes pratiques de réfection de coupe de petite dimension dans une chaussée flexible», en annexe.

L'entrepreneur doit effectuer des coupes linéaires dans la chaussée, de façon à ce que la réfection de coupe soit de forme rectangulaire et perpendiculaire à l'axe central de la chaussée.

4.2 PAIEMENT

Les soumissionnaires doivent évaluer les coûts de ces travaux et les inclure dans leurs prix unitaires soumis pour les items suivants inscrits au bordereau de soumission :

- Tête de puisard à niveler 2-8, 6.12 (6.13) CR. M.V. 208
- Couvercle et cadre de regard à niveler 2-8, 6.22 (5.07, 6.23) CR. M.V. 207
- Boîte de vanne à niveler 2-5, 8.36

Les prix unitaires à ces items doivent être fixés en tenant compte des superficies théoriques suivantes de la chaussée :

- Nivellement de puisards : 2,5m²/unité
- Nivellement des regards : 3,8m²/unité
- Nivellement des boîtes de vanne : 2,0 m²/unité

En cours des travaux, si le représentant du Directeur considère que certaines utilités publiques sont en mauvais état (usées et/ou brisées), l'entrepreneur procédera alors à leur remplacement et sera également rémunéré aux items complémentaires concernés du bordereau des prix **qui ne comprennent que la fourniture et la pose** :

- Tête et grille de puisard de rue 2-8, 6.38(A), 6.39B CR. M.V. 221-A, M.V. 221-J
- Couvercle et cadre de regard 2-8, 6.21(A) CR. M.V. 220-A, M.V. 220-B, M.V. 236-B

La reconstruction ou le prolongement des regards et puisards jusqu'à 300 mm à partir du dessous du cadre, conformément aux articles 5.07, 6.13 et 6.23 du fascicule 2-8, devront également être inclus dans les prix unitaires de nivellement.

Advenant le cas où la surface endommagée autour de ces utilités publiques soit plus grande que la surface théorique, l'entrepreneur sera appelé à procéder au sciage pour réparer toute la surface de pavage endommagée et sera rémunéré à l'item concerné du bordereau des prix : « Réfection permanente de coupe ». Aucune quantité supplémentaire ne sera payée sans qu'elle soit auparavant approuvée par le Directeur ou son représentant sur le chantier.

5. APPLICATION D'UN PRODUIT ADHÉSIF POUR LA RÉALISATION D'UN JOINT FROID

5.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le travail consiste à appliquer un produit adhésif à base de bitume modifié par ajout de polymères lors de la réalisation d'un joint froid sur l'enrobé de la couche de surface.

Lorsque les travaux sont effectués sur une rue prioritaire, aucun joint froid n'est requis.

5.2 MATÉRIAU

Le produit adhésif utilisé doit être de type "Crafco Pavement Joint Adhesive" ou un produit équivalent. Il doit répondre aux spécifications suivantes:

▪ Viscosité Brookfield, à 204°C (ASTM D 2669)	de 4 à 10 Pa-s
▪ Pénétration au cône, à 25° C (ASTM D 5329)	de 60 à 100 (1/10 mm)
▪ Fluage, à 60°C (ASTM D 5329)	≤ 5 mm
▪ Résilience, à 25°C (ASTM D 5329)	≥ 30%
▪ Ductilité, à 25°C (ASTM D 113)	≥ 30 cm
▪ Ductilité, à 4°C (ASTM D 113)	≥ 30 cm
▪ Adhésion (Tensile Adhesion), à 25°C (ASTM D 5329)	≥ 500%
▪ Flexibilité, à -18°C (Procédure du fabricant)	Conforme
▪ Point de ramollissement (ASTM D 36)	≥ 77°C
▪ Compatibilité bitume (ASTM D 5329)	Conforme

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit faire approuver le produit adhésif par le Directeur. Il doit fournir la fiche technique du fabricant et une boîte complète du produit non chauffé de 18 kg afin d'effectuer les essais requis. Il doit également fournir une lettre du fabricant relativement à la température d'application recommandée, la température maximale de chauffage et la durée de vie du produit au chauffage.

Pour chaque lot (lot de production en usine) de matériau utilisé, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité du produit adhésif aux exigences stipulées au premier paragraphe de l'article "Matériau".

Si, au cours de son contrat, l'entrepreneur veut changer son matériau, il doit en aviser le Directeur et lui soumettre pour approbation le nouveau matériau avant son utilisation.

5.3 CHAUFFAGE

Le matériau de scellement est chauffé dans une bouilloire à double paroi, muni de deux **(2) thermomètres**, **un (1) pour l'huile caloriporteuse, l'autre pour le produit** et d'un dispositif de contrôle automatique de la température. Les recommandations du fournisseur doivent être scrupuleusement respectées quant aux limites supérieures et inférieures de température de chauffe et de pose.

Le matériau doit être chauffé suivant la période de temps spécifiée par le fabricant.

5. APPLICATION D'UN PRODUIT ADHÉSIF POUR LA RÉALISATION D'UN JOINT FROID (SUITE)

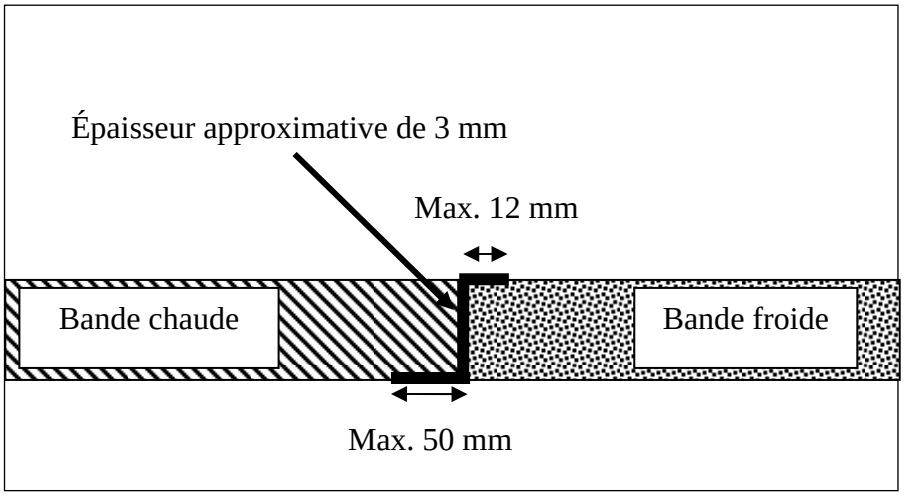
5.4 MISE EN ŒUVRE

L'Entrepreneur doit toujours respecter la durée de vie du produit dans le fondoir, selon les recommandations du fabricant. Il doit également s'assurer que l'adhésif n'est pas contaminé par les produits de nettoyage du fondoir.

Avant d'appliquer l'adhésif sur l'enrobé de la couche de surface, il faut s'assurer que l'enrobé est libre de débris, poussières ou autres matériaux qui pourraient nuire à l'adhérence du produit. Il n'est pas recommandé d'appliquer l'adhésif trop longtemps avant la pose de l'enrobé à chaud, une attente maximale de 20 à 30 minutes est recommandée afin d'éviter que le produit soit arraché ou souillé par la circulation du chantier.

5.5 APPLICATION DE L'ADHÉSIF

La mise en place du joint adhésif pour la couche de surface consiste à appliquer l'adhésif sur la face longitudinale de la bande d'enrobé là où la bande adjacente sera installée. L'épaisseur de produit recommandée est de 3 mm, ce qui correspond à approximativement 0,45 kilogramme par mètre linéaire. L'applicateur à disque (normalement 75 mm de diamètre) permet d'ajuster l'épaisseur du produit lors de l'application. L'adhésif ne doit pas dépasser 50 mm de largeur à la base du joint et ne doit pas dépasser 12 mm sur le dessus du joint. Il faut respecter la géométrie de pose telle qu'indiquée ci-dessous:



S'il s'avère nécessaire de répéter l'application de l'adhésif pour avoir l'épaisseur de produit recommandée, l'intervalle entre chaque application ne doit pas dépasser cinq (5) minutes afin d'éviter toute perte possible d'adhérence entre les couches.

5.6 MISE EN PLACE ET COMPACTION DE L'ENROBÉ

La bande d'enrobé adjacente peut être mise en œuvre après l'installation de l'adhésif. L'entrepreneur doit, de par sa méthode de pose de l'enrobé de surface, s'assurer de bien sceller le joint de l'enrobé chaud avec l'enrobé froid. Le compactage doit être effectué dans un sens et dans l'autre, ce qui représente deux passes. Par la suite, le compactage doit être fait selon les méthodes usuelles.

5. APPLICATION D'UN PRODUIT ADHÉSIF POUR LA RÉALISATION D'UN JOINT FROID (SUITE)

5.7 MATÉRIEL

L'entrepreneur doit disposer de tout l'équipement nécessaire pour faire les travaux et celui-ci doit être en bon état, sécuritaire et bien calibré.

À la première réunion de chantier ou 15 jours avant le début des travaux d'application du produit adhésif, (selon la première éventualité) l'entrepreneur doit soumettre à la Ville les fiches techniques de tout le matériel qu'il entend utiliser. Il doit également soumettre à la Ville un certificat d'étalonnage des thermomètres et des thermostats du fondoir délivré dans l'année en cours par un laboratoire enregistré.

La Ville peut demander un arrêt des travaux s'il constate que l'équipement ne répond pas aux instructions d'application du produit tel que fourni par le manufacturier.

Les caractéristiques du fondoir doivent rencontrer les spécifications décrites dans les instructions d'application du manufacturier du produit. Entre autre, le fondoir doit chauffer le produit indirectement à l'aide d'une base d'huile et malaxer le produit conformément à la norme ASTM D6690 appendice X1.1. Le fondoir doit être muni d'un thermomètre calibré et doit permettre de maintenir la température du produit à l'intérieur des limites recommandées pour son application, sans dépasser la température maximale de chauffage.

5.8 APPLICATEUR

L'adhésif pour joint est mis en place avec un applicateur à disque installé à l'extrémité d'un bras chauffant articulé, relié au fondoir.

5.9 PAIEMENT

L'entrepreneur doit inclure dans son prix unitaire de réfection de coupe, le coût de fourniture et de pose d'un produit adhésif au joint froid et tout ce qui est requis en main d'œuvre, matériaux et outillage pour parfaire l'ouvrage selon les plans et croquis fournis et la satisfaction du Directeur.

L'entrepreneur ne doit pas inclure les coûts de réalisation de joint froid aux items identifiés «sur rue prioritaire» du bordereau de soumission.

6. REVÊTEMENT DE CHAUSSÉE

Un enrobé bitumineux de type ESG-10, 1A, PG70-28 devra être mis en place conformément à l'article 6 du fascicule 2-5.

L'enrobé devra être mis en place en couches de 50 mm selon les dispositions suivantes :

- 2 couches de 50 mm dans le cas d'une chaussée flexible d'une rue locale,
- 3 couches de 50 mm dans le cas d'une chaussée flexible d'une rue artérielle ou collectrice,
- 1 couche de 50 mm dans le cas d'une chaussée rigide,

Si la surface préparée à l'émulsion de bitume est salie par la circulation, l'entrepreneur devra prévoir à nouveau une préparation de surfaces de contact dont le coût devra être compris dans de l'item réfection de coupe.

Aux points de raccordement avec les chaussées contiguës, l'entrepreneur devra assurer une surface de roulement bien unie par une transition régulière et tout en douceur.

7. PLAQUES D'ACIER

Les soumissionnaires doivent prévoir, dans leurs prix unitaires, la fourniture et la pose d'un nombre suffisant de plaques d'acier partout où les besoins de la circulation l'exigeront. L'entrepreneur devra respecter les exigences présentées au devis technique Circulation du présent cahier des charges.

8. LISTE DE POINTS DE CONSTRUCTION

La Ville fournira à l'entrepreneur, lorsque requis, les listes de points et repères nécessaires à la réparation des cours d'eau et à la construction des trottoirs, chaussées, puisards, regards, radiers, etc.

L'entrepreneur doit prendre note qu'il n'y aura qu'une seule implantation des repères nécessaires pour la réalisation des travaux. Les listes de points requises seront remises par la Ville au moment du début des travaux.

Si, au cours de ses travaux, l'entrepreneur détruit certains points de repère implantés par la Ville, il devra prendre les dispositions nécessaires pour les réimplanter si requis. Aucune somme supplémentaire ne pourra être réclamée suite aux interventions faites par l'entrepreneur sur l'implantation exécutée par la Ville.
L'entrepreneur doit s'assurer que tous les sous-traitants se conforment aux listes de points et repères fournis par la Ville.

9. ANOMALIES DÉTECTÉES SOUS LA STRUCTURE DE LA CHAUSSÉE

Lorsque l'entrepreneur détecte une anomalie structurale, sous la couche d'une chaussée, assimilable soit à un vide, soit à un sol saturé instable, etc., il doit arrêter immédiatement ses travaux et aviser le Directeur qui prend les dispositions nécessaires pour réaliser les réparations qui s'imposent.

L'entrepreneur ne peut faire aucune réclamation de quelque nature que ce soit contre l'arrondissement de Ville-Marie, résultant de ces arrêts imprévus.

10. DÉPLACEMENTS DES ÉQUIPES DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit noter que les travaux demandés comprennent de nombreux petits projets de petites dimensions, et qu'ils ne seront pas nécessairement consécutifs ni effectués de façon continue.

Le Directeur donne l'ordre à l'entrepreneur de déplacer ses équipes au prochain emplacement où les travaux sont planifiés pour être exécutés.

11. OPÉRATION DE NETTOYAGE DES UTILITÉS PUBLIQUES APRÈS RÉFECTION

L'Entrepreneur doit enlever immédiatement à la fin de chaque projet de rue, toute substance ou tout corps étranger provenant de ses travaux et se trouvant sur la rue. Il doit en disposer à ses frais.

L'entrepreneur devra procéder au nettoyage complet de tous les puisards, regards et chambres de vanne ayant fait l'objet de travaux, que ce nettoyage soit imputable aux travaux en cours, à des travaux antérieurs ou à toute autre cause. Il devra inclure dans ses prix unitaires, tous les coûts liés au nettoyage de ces utilités publiques.

Si la rue a été endommagée par ces substances ou corps étrangers et si l'entrepreneur ne procède pas aux réfections lorsqu'elles lui sont demandées, la Ville peut effectuer les réparations nécessaires aux frais de l'entrepreneur.

12. PÉNALITÉS ET CONTRÔLE

Compte tenu de l'état des dalles de béton existantes, les pénalités appliquées sur les revêtements bitumineux de correction telles que décrites à l'article 7.08 fascicule 2-5 des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal, ne seront pas appliquées de façon systématique. Le contrôle de la compacité au nucléo- densimètre réalisé par l'entrepreneur et la vérification du taux de pose pour chacune des rues permettra d'assurer un contrôle qualitatif au chantier.

Par contre, le Directeur se réserve le droit, sur recommandation du responsable des travaux, d'appliquer les pénalités décrites à l'article 7.08 du fascicule 2-5 des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal, et ce, pour une ou plusieurs rues dans un projet donné.

Cette décision sera prise si la Ville juge que les travaux n'ont pas été réalisés de façon conforme aux exigences demandées par celle-ci.

13. DÉFAUTS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS

Lorsque l'entrepreneur est en défaut d'exécuter ses travaux, le Directeur peut exiger et percevoir de l'entrepreneur une pénalité, dans les cas ci-après énumérés :

a. 2000 $ par jour ouvrable de retard à se conformer à l'article 2 «**Délai d'exécution**» des clauses administratives particulières;

b. 1000 $ par jour ouvrable de retard ou pour la première infraction à l'article 4 «**Planification des travaux**» des prescriptions administratives particulières; 2000 $ pour la deuxième et chacune des suivantes dans le même contrat;

c. 2000 $ pour le premier défaut, si l'entrepreneur détecte une anomalie structurale sous la couche d'une chaussée sans avoir procédé à l'arrêt de ses travaux et/ou sans voir prévenu aussitôt le Directeur conformément à l'article 9 «**Anomalies détectées sous la structure de la chaussée**» des prescriptions techniques particulières; 5000 $ pour le deuxième défaut et chacun des suivants dans le même projet.

14. AUTRES RECOURS

En plus de percevoir les pénalités prévues par l'article 13 ci-dessus, le Directeur peut suppléer au défaut de l'entrepreneur d'exécuter ses travaux conformément aux présents devis et autres documents du contrat, en utilisant le personnel et l'outillage nécessaires à cette fin et percevoir de l'entrepreneur les frais ainsi encourus. Les pénalités prévues par l'article 13 sont stipulées pour le simple retard dans l'exécution de l'obligation principale de l'entrepreneur, sans préjudice de tous les autres recours que la Ville peut avoir.

15. GARANTIE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit garantir les travaux de réfection des utilités publiques pour une période d'un an à compter de la réception provisoire des travaux par le Directeur contre tout défaut majeur comprenant l'arrachement du béton bitumineux et une déficience d'adhérence du revêtement des coupes.

Un revêtement sera considéré déficient en adhérence lorsque le coefficient de friction mesuré à l'aide d'un pendule selon la méthode ASTM E-303 sera inférieur à 0,40.

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

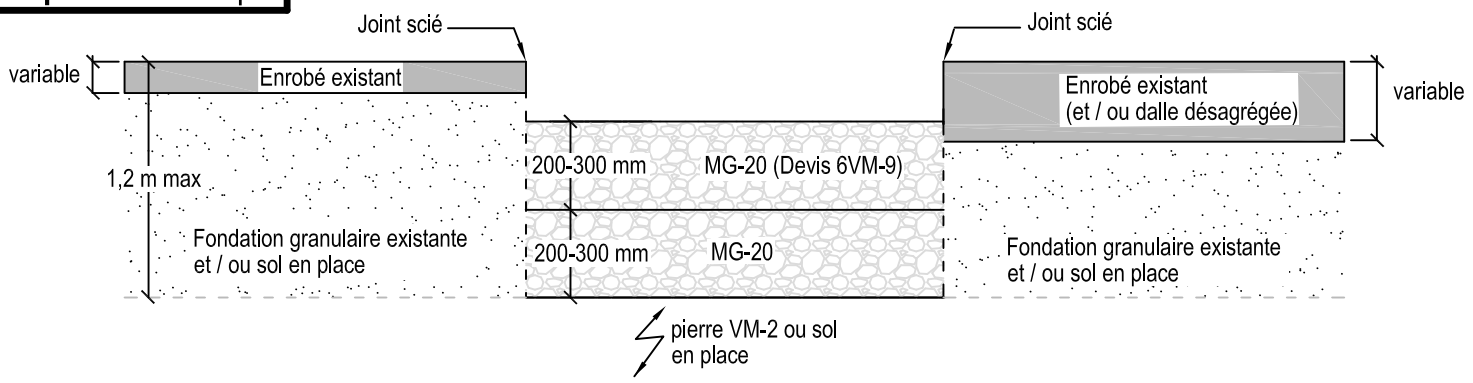
Appel d'offres public
n° VMP-16-008

Annexe V-1

Bonne pratiques de réfection de coupe de petite dimension dans une chaussée flexible.

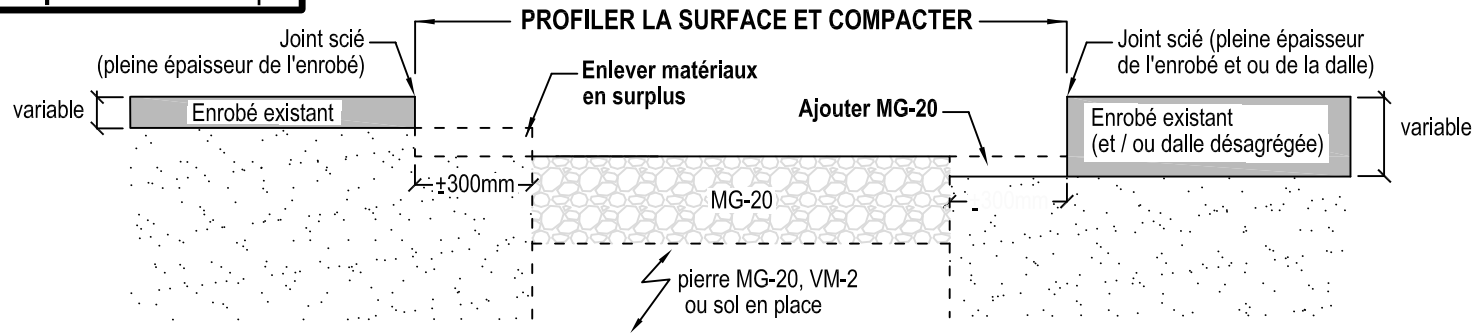
Ⓐ TRAFIC LOCAL (pour un trafic lourd voir Ⓑ)

Étape 1: 1ère coupe



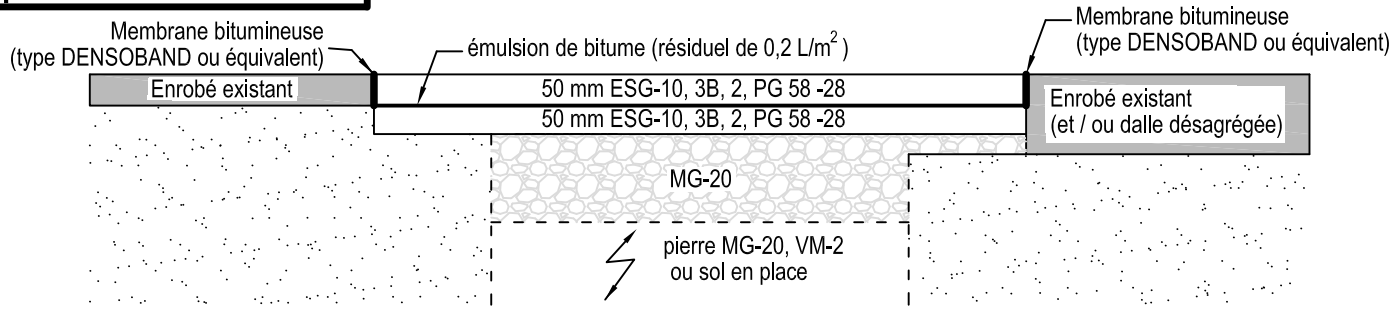
Note: Mettre en place au minimum une couche de MG-20 ou le nombre de couches équivalent à l'épaisseur de fondation granulaire en place.

Étape 2: 2ème coupe



Note: Si le Concepteur souhaite un nouveau revêtement de la même épaisseur que l'existant, il devra préciser aux P&D l'épaisseur de chaque couche d'enrobé, soit entre 40 mm et 70 mm par couche pour le ESG-10.

Étape 3: Pose du revêtement



Notes: - Alternativement, un adhésif pour joint froid de type "Pavement Joint Adhesive" de CRAFCO pourrait être utilisé, si le joint créé est à angle.
- Les enrobés et le liant d'accrochage utilisés doivent être conformes au devis 4VM-10 et à la norme 4105 du MTQ, respectivement.

Ⓑ TRAFIC LOURD (≥ 1 circuit d'autobus)

Suivre la même procédure (étapes 1 à 3) mais prévoir la pose de 3 couches de ESG-10, 1A, 1, PG 70 -28.

Note: Par temps froid, un bitume PG 64 -28 pourrait être utilisé. Un bitume PG 58 -28 devra toutefois être considéré comme ouvrage temporaire et être enlevé à la reprise des travaux permanents.

PRÉPARÉ:	Sylvie Dubé, ing., M.Sc.	DATE:	ÉCHELLE:
DESSINÉ:	Farid Ferhat, analyste de matériaux	1er septembre 2015	Croquis sans échelle

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

FIGURE:

BONNES PRATIQUES DE RÉFECTION DE COUPE DE PETITE DIMENSION DANS UNE CHAUSSÉE FLEXIBLE (ou mixte avec dalle en mauvais état)

Montréal

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Appel d'offres public
n° VMP-16-008

Cahier C

Devis technique Circulation

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Jonathan Labonté, ing. - 143151



Révision N°	Date	Description	Préparé par :
00	02-04-2016	Pour soumission	Hugo Laroche, T.P.

TABLE DES MATIÈRES

DEVIS TECHNIQUE
CIRCULATION

Pages

1. CIRCULATION..... C-1
2. PERMIS D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC ET PLANCHES DE SIGNALISATION TEMPORAIRE..... C-1

ANNEXE :

C1- MAINTIEN DE LA CIRCULATION, SIGNALISATION TEMPORAIRE ET GESTION DES IMPACTS

1. CIRCULATION

L'entrepreneur doit se conformer en tout point aux exigences en circulation de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi qu'au cahier des charges normalisé « Maintien de la circulation, signalisation temporaire et gestion des impacts » édition 2012, en annexe au présent devis technique.

1.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX DE SIGNALISATION TEMPORAIRE

Les travaux, sans être limitatifs, consistent à fournir et à mettre en place la signalisation temporaire nécessaire au maintien de la circulation et à la protection des travailleurs lors des travaux du présent appel d'offres et incluent tous les travaux connexes spécifiés dans l'ensemble des documents contractuels. Des travaux de signalisation temporaire sont aussi à prévoir sur le réseau municipal (rues avoisinantes), **ces travaux se déroulent selon un horaire qui tient compte des impératifs de la circulation.**

Les objectifs visés par le maintien de la circulation et de la signalisation des travaux sont d'assurer, d'une part, la sécurité des usagers et des travailleurs et, d'autre part, de maintenir la fluidité de la circulation. L'arrondissement de Ville-Marie peut demander que des travaux additionnels de signalisation temporaire soient réalisés afin d'assurer la sécurité des travailleurs et des usagers de la route ou afin d'améliorer la fluidité de la circulation. Dans ce cas, l'entrepreneur doit être en mesure de fournir les services dans les délais prescrits.

De plus, lors de l'élaboration de sa méthode de travail, l'entrepreneur doit considérer qu'il y a une coordination à effectuer avec les différentes sociétés de transport, telles la STM, les circuits de transports scolaires et le SPVM. Aussi, l'entrepreneur devra coordonner ses travaux en tenant compte des livraisons et réceptions de marchandises des commerçants et des évènements spéciaux.

2. PERMIS D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC ET PLANCHES DE SIGNALISATION TEMPORAIRE

Avant de débuter ses travaux, l'entrepreneur doit remplir une demande de permis d'occuper le domaine public, disponible sous forme de fichier électronique sur le site internet de la Ville de Montréal. Il doit déposer la demande au moins dix (10) jours ouvrables avant le début des travaux, à l'équipe d'émission des permis de l'arrondissement de Ville-Marie à l'adresse suivante :

circulation_ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Toute demande d'entrave de plus de trois (3) mètres sur le réseau artériel doit être accompagnée d'une planche de signalisation signée et scellée.

L'entrepreneur doit toutefois respecter les exigences spécifiées dans le permis émis par l'arrondissement dès le début des travaux.

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Appel d'offres public
n° VMP-16-008

Annexe C-1

Maintien de la circulation, signalisation temporaire et gestion des impacts

Montréal

Cahier des charges normalisé

Maintien de la circulation, signalisation temporaire et gestion des impacts

Document original : 24 novembre 2011
Dernière révision : 5 juin 2012





Montréal

TABLE DES MATIERES

Page

1. OBJET 4

2. DOMAINE D'APPLICATION 5

3. LOIS, RÈGLEMENTS, NORMES ET RÉFÉRENCE 6

4. DÉFINITIONS 7

5. EXIGENCES GÉNÉRALES ET OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR 8

5.1 TRAVAUX DE MAINTIEN DE LA CIRCULATION, SIGNALISATION TEMPORAIRE ET GESTION DES IMPACTS 8
5.2 AUTORISATION DE DÉBUTER LES TRAVAUX 10
5.2.1 Procédure 10
5.2.2 Plan de cheminement des travaux 10
5.2.3 Planches de signalisation routières 11
5.3 PERMIS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 12
5.4 AUTRES PERMIS ET AUTORISATIONS 13
5.5 COORDONNATEUR EN CIRCULATION 13
5.6 FIRME SOUS-TRAITANTE SPÉCIALISÉE EN SIGNALISATION 14
5.7 INSPECTION ET ENTRETIEN DE LA SIGNALISATION 16
5.8 SIGNALISATION SUPPLÉMENTAIRES EN SURPLUS DES NORMES OU NON-PRÉVUE AU DANS LES PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES 16
5.9 SIGNALEURS 16
5.10 SERVICE DE REMORQUAGE 17
5.11 ACCÈS AU CHANTIER 17
5.12 MOBILISATION ET DÉMOBILISATION DU CHANTIER 18
5.13 AFFICHAGE AU CHANTIER 18
5.14 RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET LE MILIEU 19
5.15 MAINTIEN DE LA CIRCULATION PIÉTONNIÈRE 19
5.16 MAINTIEN DE LA CIRCULATION CYCLISTE 19
5.17 CIRCULATION DES CAMIONS 20
5.18 MAINTIEN DE LA CIRCULATION DES VÉHICULES ROUTIERS 20
5.19 ENTRETIEN DES VOIES DE CIRCULATION ET MAINTIEN DES SERVICES DE CUEILLETTE 20
5.20 COUPURES D'EAU 21
5.21 CONDITIONS HIVERNALES 21

6. EXIGENCES EN DISPOSITIFS DE SIGNALISATION TEMPORAIRE ET PERMANENTE 23

6.1 REPÈRES VISUELS 23
6.2 SIGNALISATION VERTICALE TEMPORAIRE 24
6.3 PANNEAUX D'INFORMATION 24
6.4 SIGNALISATION VERTICALE PERMANENTE 25
6.5 PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES MOBILES 25
6.6 SIGNALISATION LUMINEUSE 25
6.7 GLISSIÈRES EN BÉTON POUR CHANTIERS 26
6.8 CLÔTURES AUTOPORTANTES TEMPORAIRES 27
6.9 FLÈCHE DE SIGNALISATION 28
6.10 SIGNALISATION HORIZONTALE 28

7. SIGNALISATION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT 29

A. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES 29
B. MISE EN PLACE DE PANNEAUX DE STATIONNEMENT (SELON LE RÈGLEMENT MUNICIPAL C.C-41) 29

C. ENREGISTREMENT DE LA RÉGLEMENTATION DE STATIONNEMENT 30
D. MAINTIEN DES ZONES DE LIVRAISON ET DE DÉBARCADÈRE 31
E. ENLÈVEMENT DES PANNEAUX DE STATIONNEMENT 32

8. DÉFAUT DE SE CONFORMER AUX EXIGENCES 33

8.1 MODIFICATIONS NON AUTORISÉES 33
8.2 AVIS DE NON-CONFORMITÉ 33
8.3 NON RESPECT DES DATES ET HEURES DE MOBILISATION 33
8.4 ENTRAVES OU FERMETURES NON-AUTORISÉES 34
8.5 ACCÈS À L'AIRE DE TRAVAIL ET STATIONNEMENT DANS LES ZONES DE CHANTIER 34
8.6 SUSPENSION DES TRAVAUX 34

Section de la gestion des impacts
Direction des travaux publics
Service des infrastructures, transport et environnement
Ville de Montréal

ÉLABORATION
DU CAHIER DES CHARGES

COMITÉ DE RÉVISION
DIRECTION
DES TRAVAUX PUBLICS

Pascal Trottier, ingénieur chef d'équipe - Conception;

Balla Moussa Diarra, ingénieur chef d'équipe – Réalisation;

Mourad Amari, ingénieur;

Boris Olivera, ingénieur;

Patrice Robert, ingénieur;

André Lazure, conseiller en planification;

Valérie Legris, agente technique circulation et stationnement.

1. OBJET

Lors de la mobilisation du chantier et au cours de travaux routiers, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers et des travailleurs. Il doit maintenir la circulation des piétons, des cyclistes et des véhicules motorisés à proximité de la zone des travaux.

Il doit toujours assurer un passage sécuritaire pour tous les usagers de la route et les véhicules d'urgence. Lorsque nécessaire, des chemins de détour et des itinéraires alternatifs doivent être prévus pour tous les types d'usagers de la voie publique. Il a le devoir de maintenir ou de détourner, par des itinéraires sécuritaires, piétons et cyclistes. Lorsque des travaux temporaires doivent être effectués sur le domaine public ou privé, l'entrepreneur doit, suite aux travaux, remettre le site dans son état original.

Les travaux en milieu urbain nécessitent le maintien de l'accessibilité aux résidants, commerces et industries. L'entrepreneur est tenu de maintenir les accès aux propriétés riveraines. Lorsqu'il n'est pas possible de maintenir les accès, le stationnement ou les zones de débarcadère et de livraison, il doit, dans la mesure possible, permettre la relocalisation de ces éléments en collaboration avec la Ville de Montréal.

Ce dernier doit tenir compte des nombreux événements publics durant la période des travaux. Il doit, en outre, s'assurer que les travaux produisent le moins de nuisances possible pour les résidants.

Il doit permettre l'entretien régulier des axes routiers situés à l'intérieur de la zone décrite dans son permis d'occupation du domaine public. Ces opérations incluent le nettoyage, le déneigement et le déglaçage de la chaussée, des trottoirs et liens cyclables. Il doit voir à ce que les différentes cueillettes (ordures, recyclage, compostage) puissent se poursuivre durant les travaux.

La Ville de Montréal encourage la mise en place de dispositifs de maintien et de contrôle novateurs de la circulation adaptés au milieu urbain.

Montréal

2. DOMAINE D'APPLICATION

Le présent devis technique défini les exigences de la Ville de Montréal en ce qui a trait au maintien de la circulation des piétons, cyclistes et automobilistes, ainsi qu'à la signalisation temporaire durant les travaux. À ces exigences s'ajoutent la nécessité pour l'entrepreneur de maintenir l'accessibilité aux propriétés riveraines et procéder à l'entretien du domaine public à sa charge.

Ce devis technique s'applique quels que soit les travaux réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

À ce devis, peuvent s'ajouter des clauses propres à chaque contrat qui sont définies dans un cahier de prescriptions spéciales. En situation de divergence entre les clauses du présent devis et les clauses présentées dans le cahier des prescriptions spéciales, le cahier des prescriptions spéciales a préséance sur le présent document.

3. LOIS, RÈGLEMENTS, NORMES ET RÉFÉRENCE

L'entrepreneur doit se conformer au présent « Cahier des charges » ainsi qu'à toute loi et tout règlement en vigueur sur le territoire de la Ville de Montréal et à ceux de l'arrondissement ou de la ville liée. Spécifiquement, il doit se conformer aux documents suivants :

- Cahier des charges et devis généraux de la Ville de Montréal;
- Cahier des charges – Maintien de la circulation, signalisation temporaire et gestion des impacts;
- Normes MTQ – Ouvrages routiers, Tome I, Conception routière;
- Normes MTQ – Ouvrages routiers, Tome II, Construction routière;
- Normes MTQ – Ouvrages routiers, Tome III, Ouvrage d'art;
- Normes MTQ– Ouvrages routiers, Tome V, Signalisation routière;
- Normes MTQ – Ouvrages routiers, Tome VII, Matériaux;
- Normes MTQ– Ouvrages routiers, Tome VIII, Dispositifs de retenue;
- Code de la sécurité routière du Québec;
- Loi sur la santé et sécurité au travail;
- Normes, pratiques et équipements de feux de la Ville de Montréal;
- Règlement C-4.1 de la Ville de Montréal;
- Charte du piéton;
- Plan de transport de la Ville de Montréal.

4. DÉFINITIONS

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

AQTR
Association québécoise du transport et des routes;

CSST
Commission de la santé et sécurité au travail;

Directeur
Le directeur du service qui réalise les travaux, ou son représentant autorisé;

MTQ
Le ministère des Transports du Québec;

PMV
Panneau à message variable;

Ville
L'agglomération de Montréal, incluant ses arrondissements et ses villes liées;

Zone de travaux
La zone de travaux comprend les 5 composantes suivantes : la zone d'avertissement, la zone d'approche, la zone de transition, la zone d'activité et la zone de fin des travaux. La zone d'activité comprend l'espace tampon longitudinal, l'aire de travail, l'aire de circulation et l'espace tampon latéral.

5. EXIGENCES GÉNÉRALES ET OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

5.1 TRAVAUX DE MAINTIEN DE LA CIRCULATION, SIGNALISATION TEMPORAIRE ET GESTION DES IMPACTS

Dans le cadre des contrats octroyés par la Ville, il est exigé que des travaux de maintien de la circulation et signalisation temporaire soient réalisés. À moins d'indication contraire, l'entrepreneur doit inclure dans les divers prix unitaires des items du bordereau de la soumission, le coût des travaux de maintien de la circulation et de la signalisation temporaire.

Sans s'y limiter, ces prix doivent inclure:

- la fourniture, la mise en place et l'enlèvement de signalisation temporaire, le tout selon des plans de signalisation produits par l'entrepreneur, signés et scellés par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, et conformes aux « Normes - Ouvrages routiers, Tome V, Signalisation routière » et aux exigences du présent document;
- la préparation des plans de la signalisation temporaire pour chacune des phases, des sous-phases des travaux et lorsque que tout changement de configuration des voies de circulation est nécessaire;
- le masquage de la signalisation permanente contradictoire;
- la fourniture, la mise en place et l'enlèvement de signalisation temporaire relative aux chemins de détour;
- l'effacement et le marquage temporaire de signalisation horizontale;
- le marquage et la signalisation provisoire lorsqu'un pavage temporaire doit être mis en place ou lors d'une suspension des travaux;
- le marquage permanent une fois les travaux terminés;
- une patrouille journalière effectuée par le sous-traitant afin de s'assurer que la signalisation en place respecte les planches de signalisation;
- la fourniture, l'installation, le maintien et l'enlèvement de panneaux de signalisation complémentaires, lorsque spécifiés dans le cahier des prescriptions spéciales et tous autres documents d'appel d'offres;
- la fourniture, l'installation, le maintien, le déplacement et l'enlèvement de panneaux à messages variables, lorsque spécifiés dans le cahier des prescriptions spéciales et tous autres documents d'appel d'offres;

- la fourniture, la mise en place, le déplacement et l'enlèvement de glissières en béton pour la protection des travailleurs et la fermeture de voies de circulation à long terme;
- la fourniture, la mise en place, le déplacement, l'enlèvement et l'entretien d'atténuateur d'impact;
- le maintien d'une patrouille qui demeure sur place tout au long des mobilisations, jusqu'à réception de l'aménagement par le Directeur;
- la présence de signaleurs;
- la fourniture, l'installation, le maintien et l'enlèvement des feux de signalisation temporaire, lorsque spécifiés dans le cahier des prescriptions spéciales et tous autres documents d'appel d'offres;
- les travaux d'entretien du domaine public (nettoyage, déneigement, déglaçage);
- le maintien des services publics notamment les différentes cueillettes (ordure, recyclage, compostage);
- l'enregistrement de la signalisation d'interdiction de stationnement dans le but de permettre le remorquage lorsqu'il y a infraction;
- le service de remorquage dans la zone de travaux;
- et les autres travaux requis pour la complète exécution du projet dans un cadre sécuritaire pour les usagers de la route, pour les travailleurs et pour les riverains.

L'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires auprès de ses équipes ainsi qu'auprès de ses sous-traitants afin que les matériaux, les installations, le mouvement des véhicules au chantier ainsi que les travaux n'entravent pas la circulation, l'exploitation des services publics ou les commerces environnants.

5.2 AUTORISATION DE DÉBUTER LES TRAVAUX

5.2.1 Procédure

L'entrepreneur devra répondre aux conditions qui suivent avant d'obtenir l'autorisation du Directeur de débuter les travaux.

L'Entrepreneur doit :

- **Préparer son plan de cheminement des travaux et remettre celui-ci lors de la réunion de démarrage qui aura lieu 15 jours ouvrables avant le début des travaux;**
- **Identifier, lors de la réunion de démarrage, un coordonnateur en signalisation;**
- **Assurer la présence à la réunion de démarrage, du coordonnateur et d'un représentant de la firme sous-traitante en signalisation;**
- **Envoyer, 10 jours avant le début des travaux ou avant chaque changement de phase, ses planches de signalisation à l'adresse suivante signalisationdtp@ville.montreal.qc.ca;**
- **Installer la signalisation d'information 10 jours avant le début des travaux;**
- **Faire sa demande de permis d'occupation du domaine public, une fois la planche approuvée par la DTP, 5 jours avant le début des travaux ou avant chaque changement de phase, à l'arrondissement concerné.**

Le Directeur se réserve le droit de reporter le début des travaux ou de suspendre la mobilisation d'une nouvelle phase aux frais de l'entrepreneur dans le cas de non-respect de l'une ou l'autre de ces conditions et aucune réclamation découlant de ce fait ne pourra être reçue de la part de l'entrepreneur.

Montréal

5.2.2 Plan de cheminement des travaux

L'entrepreneur doit soumettre pour approbation au Directeur, un plan de cheminement des travaux. Il doit respecter les principes de gestion de la circulation et minimiser les impacts sur la circulation en s'ajustant aux périodes de pointes. Il doit également tenir compte des événements publics et des autres chantiers situés dans le secteur lors de l'élaboration des détours, chemins alternatifs et autres mesures de mitigation.

Le Directeur peut refuser toute phase de travaux qui ne respecte pas les principes de gestion de la circulation ou tout élément du présent cahier des charges.

5.2.3 Planches de signalisation routière

Les planches de signalisation doivent refléter les clauses du présent devis et toutes autres prescriptions spéciales ou principes particuliers de gestion de la circulation prévue au cahier des prescriptions spéciales, être conformes au Code de la sécurité routière du Québec (L.R.Q., c. C-24.2), et au Tome V – signalisation routière.

La planche doit être dessinée à l'aide d'un fond de plan de cartographie à jour fourni par le directeur. Pour ce faire, le directeur s'engage à fournir ce fond de plan sur support informatique à la réunion de démarrage.

Les plans de signalisation doivent être signés et scellés par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Sans s'y limiter, les planches de signalisation doivent contenir les éléments suivants:

- toute signalisation temporaire (stationnement, de travaux, etc.);
- le marquage temporaire;
- toute signalisation permanente à masquer, à enlever ou à déplacer;
- les dispositifs de retenus et les modifications géométriques;
- l'identification des éléments de circulation (sens de rue, feux de circulation, passages piétons, etc.);
- l'emplacement exact de l'aire de travail, des accès au chantier, des itinéraires du camionnage destiné au chantier et des signaleurs;
- les déviations de la circulation piétonnière et des cyclistes;
- la signalisation de détour et de chemins alternatifs;
- la signalisation de détour des véhicules lourds;
- les largeurs des voies de circulation disponibles à la circulation des véhicules, des piétons, des cyclistes et des voies réservées au transport en commun, etc.;
- le numéro de soumission de la Ville;

- les planches de signalisation doivent être à l'échelle, en unité métrique, en format PDF, imprimable en format 11 X 17 et lisibles.

L'entrepreneur doit soumettre une planche de signalisation pour chacune des phases, des sous-phases des travaux et lorsque tout changement de configuration des voies de circulation est nécessaire.

L'entrepreneur doit respecter en tout temps sur le terrain la dernière version **approuvée** des planches de signalisation sans quoi il pourra se voir retirer toute permission d'occupation du domaine public.

L'entrepreneur devra s'assurer de toujours avoir en sa possession une copie à jour, de la planche de signalisation approuvée et il doit remettre une copie au surveillant avant le début de ses travaux.

Advenant le cas où l'entrepreneur mobilise le chantier avec une planche de signalisation autre que la dernière copie approuvée, la Ville se réserve le droit de suspendre les travaux. Les coûts du report des travaux sont alors aux frais de l'entrepreneur.

5.3 PERMIS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'entrepreneur a l'obligation d'obtenir une permission officielle d'occupation du domaine public doit en faire la demande auprès de l'autorité locale (arrondissements ou villes liées) cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux ou de chaque phase de travail et de chacune des entraves des voies de circulation, trottoirs ou espaces publics. Advenant le non-respect de ce délai, le Directeur et l'autorité locale se réservent le droit de ne pas autoriser les travaux. Les coûts de ce report sont alors aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit maintenir un suivi avec l'arrondissement ou la ville liée pour tous ses permis d'occupation du domaine public. Il doit faire une vérification hebdomadaire de toute occupation du domaine public nécessitant un prolongement ou une réduction et en informer l'émetteur du permis.

Montréal

Les planches de signalisation approuvées par le Directeur devront accompagner la demande de permission d'occupation du domaine public. Seules les planches pertinentes à la séquence des travaux seront acceptées. La ratification officielle des planches de signalisation prend effet avec le permis ou l'autorisation écrite d'occupation du domaine public de l'autorité locale.

La permission d'occupation du domaine public émise par l'autorité locale peut être retirée en tout temps dans le cas du non-respect d'un article des présentes prescriptions.

L'entrepreneur devra toujours avoir, en sa possession, une copie de son permis et en remettre des copies au surveillant avant le début de ses travaux.

L'entrepreneur devra prévoir l'emplacement de ses matériaux, de sa machinerie, de la roulotte de chantier, des toilettes portatives ainsi que tout équipement nécessaire à ses travaux. La hauteur de stockage des matériaux doit être en accord avec les normes en vigueur dans l'arrondissement où sont effectués les travaux et ne doit pas nuire à la visibilité des dispositifs de signalisation.

Si l'aire de travail, prévu au contrat, ne permet pas l'espace suffisant pour l'entreposage de tout son équipement, ses matériaux, sa machinerie ou tout autre dispositif nécessaire à l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur devra prévoir tous les emplacements supplémentaires nécessaires et obtenir les permis au préalable par l'arrondissement concerné.

L'obtention de ces permis supplémentaires peut nécessiter des plans de signalisation et doit faire l'objet d'une approbation au préalable par le Directeur ou son représentant.

5.4 AUTRES PERMIS ET AUTORISATIONS

L'entrepreneur est responsable d'obtenir tous les permis, et autorisations nécessaires (MTQ, terrains privés, sociétés de chemin de fer, gouvernement du Québec et du Canada), afin d'assurer le maintien de la circulation. Il est responsable d'obtenir, de remplir et d'acheminer les formulaires ou les lettres d'entente.

L'entrepreneur doit prévoir les délais nécessaires à l'obtention de ces permis. La Ville se dégage de toute responsabilité advenant des retards dans l'obtention de permis ou autorisations qui ne sont pas de son ressort. La Ville de Montréal se dégage de toute responsabilité advenant un non-respect des permis, autorisations ou ententes, et de toutes poursuites advenant une mésentente des parties impliquées.

Montréal

L'entrepreneur doit remettre une copie de chacun des permis, autorisations ou ententes à la Ville de Montréal.

5.5 COORDONNATEUR EN CIRCULATION

Les travaux de signalisation temporaire doivent être planifiés et suivis afin que les interventions sur le réseau routier soient efficaces et sécuritaires. Pour ce faire, l'entrepreneur identifie et présente, à la première réunion de chantier, un coordonnateur en signalisation ayant les qualifications requises qui devient son unique représentant autorisé à faire installer et apporter des modifications à la signalisation temporaire. Il doit assister le Directeur pour toute modification à la signalisation temporaire.

Ce coordonnateur doit obligatoirement être un membre du personnel de l'entreprise mandatée pour l'exécution des travaux et non celui de son sous-traitant en signalisation.

De plus, il doit avoir suivi ou s'engage à suivre dans les 30 jours la formation STC-102 "Supervision et surveillance de la signalisation de travaux de chantiers routiers". Le coordonnateur doit être muni d'un téléphone cellulaire et y répondre en tout temps (24 heures/jour, 7 jours/semaine).

Ce dernier doit être disponible pour assister à la réunion de démarrage et à toutes les réunions de chantier et doit s'assurer de la conformité du maintien de toute la signalisation temporaire en place et, au besoin, doit aviser le concepteur de la planche pour faire corriger certaines anomalies ou pour apporter les modifications ou améliorations qui s'imposent.

Au besoin, il doit aviser le Directeur et son sous-traitant en signalisation pour faire corriger les anomalies ou pour apporter les modifications ou améliorations qui s'imposent.

Le coordonnateur en circulation doit être sur place et faire le suivi opérationnel sur le terrain lors des mobilisations, changements de phases et démobilisations effectuées par son sous-traitant de signalisation. De plus, il s'assure qu'une patrouille journalière de toute la signalisation est exécutée et assure un suivi auprès de son sous-traitant en signalisation au besoin. Il achemine au Directeur les rapports de visite journalière.

Si une situation de signalisation déficiente survient ou que des dommages sont causés à la signalisation, le coordonnateur en signalisation doit pouvoir être joint par cellulaire en tout temps (24 heures par jour, 7 jours semaine) par le surveillant, un représentant de la Ville de Montréal ou un policier, dans un délai maximal de 30 minutes. À la suite de cet appel, le coordonnateur en signalisation dispose d'une heure pour apporter les correctifs requis et rétablir la situation.

Montréal

À la première réunion de chantier, l'entrepreneur doit fournir un document attestant qu'il y a eu entente avec une firme spécialisée en signalisation routière offrant le service d'urgence 24 heures par jour, 7 jours par semaine pour la durée des travaux. Un représentant de cette firme doit être présent à la réunion de démarrage.

5.6 FIRME SOUS-TRAITANTE SPÉCIALISÉE EN SIGNALISATION

L'entrepreneur doit retenir les services d'un sous-traitant en signalisation. Celui-ci doit être disponible en tout temps et est responsable de la préparation des planches de signalisation, de fourniture et de l'installation des dispositifs de signalisation.

À la première réunion de chantier, l'entrepreneur doit transmettre au directeur le nom de la firme sous-traitante en signalisation et présenter le responsable de cette firme qui doit assister à la réunion de démarrage, à toutes autres réunions de chantier et aux opérations de mobilisation, changements de phases et démobilisation.

Lors des opérations de mobilisation, changements de phases et démobilisation, une patrouille doit être sur place jusqu'à approbation du directeur. De plus, le concepteur du scénario de maintien de signalisation doit être joignable en tout temps lors de ces opérations lorsque des ajustements sont nécessaires.

Si lors des opérations de mobilisation ou de changements de phases et démobilisation, la planche de signalisation préparée par la firme sous-traitante spécialisée en signalisation n'est pas applicable en raison de la configuration des travaux de l'entrepreneur et que le concepteur du scénario de maintien et la firme sous-traitante en signalisation ne sont pas en mesure de corriger la situation sur le champ, le directeur se réserve le droit de retarder ou suspendre les travaux. Les coûts du report ou de la suspension des travaux sont alors aux frais de l'entrepreneur.

a) Exigences du personnel

Le personnel des équipes de signalisation et d'entretien doit satisfaire les exigences suivantes :

- être âgé d'au moins dix-huit (18) ans et être titulaire d'un permis de conduire valide au Québec;
- avoir suivi et réussi le cours (STC-101) offert par l'AQTR (version adaptée à la dernière édition des « NORMES – OUVRAGES ROUTIERS, TOME V, SIGNALISATION ROUTIÈRE » et détenir une attestation valide pour la durée des travaux;
- Les équipes de signalisation et d'entretien doivent être disponibles en tout temps et pour se faire, doivent être équipées de téléphones cellulaires (sans limites, 24 heures par jour, 7 jours par semaine);
- Chaque équipe de signalisation est formée de deux personnes ayant réussi le cours STC-101.

Montréal

La firme sous-traitante en signalisation est responsable de l'équipement de signalisation pendant toute la durée des travaux. Cette équipe doit intervenir au moment de l'installation, du démantèlement et de tout déplacement de cet équipement, ainsi qu'à tout moment où la mise en œuvre de travaux de

signalisation est requise par la Ville de Montréal ou nécessaire pour la sécurité des travailleurs ou des usagers.

La Ville se réserve le droit de refuser l'accès au chantier à tout travailleur qui agit contrairement aux informations reçues lors du cours STC-101 dispensé par l'AQTR.

5.7 INSPECTION ET ENTRETIEN DE LA SIGNALISATION

Le responsable de la firme sous-traitante en signalisation doit remettre au surveillant le formulaire DTP001 dûment complété, annexé à la fin du présent devis, à la fin de toutes mobilisations et changements de phases ou sous-phases.

La firme sous-traitante en signalisation doit procéder quotidiennement à au moins une inspection de la signalisation et apporter les ajustements nécessaires. Les résultats de toutes les inspections doivent être consignés par écrit à tous les jours à l'aide du formulaire DTP001 et envoyés au Directeur, par l'intermédiaire du coordonnateur en signalisation au moins à tous les 14 jours.

5.8 SIGNALISATION SUPPLÉMENTAIRE EN SURPLUS DES NORMES OU NON-PRÉVUE AU DANS LES PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Toute demande supplémentaire en signalisation ou tout changement résultant d'une modification au séquencement ou à la méthode de travail de l'entrepreneur doit faire l'objet d'une demande écrite et doit être validé et approuvé par le Directeur avant toute modification au concept de maintien de la circulation. Aucun déboursé supplémentaire ne sera accordé pour des modifications qui dépendent du travail de l'entrepreneur.

5.9 SIGNALEURS

La présence d'un signaleur de chantier ou d'un signaleur routier est requise dans certains cas, selon les exigences des « Normes - Tome V » et les exigences de la CSST.

Montréal

Dans tous les cas, des signaleurs sont nécessaires dans les situations suivantes, sans s'y limiter :

- à chacun des accès au chantier;
- lors des manœuvres de machinerie qui s'effectuent sur la voie publique;
- lorsque des traverses piétonnes sont entravées
- lorsque la circulation doit s'effectuer en alternance.

Ce dernier doit avoir reçu une formation adaptée par un organisme reconnu comme l'attestation de l'ASP-Construction, l'AQTR ou l'APSAM. De plus, durant ses fonctions, il doit avoir en sa possession son certificat ou sa carte et la fournir comme preuve à la demande du Directeur.

Un signaleur ne doit en aucun cas se substituer au fonctionnement d'un feu de circulation. L'équipement de sécurité tel que décrit dans le Tome V est obligatoire pour le signaleur.

5.10 SERVICE DE REMORQUAGE

Pour toute la durée des entraves, l'entrepreneur doit faire l'enregistrement des interdictions de stationnements temporaires (voir section 8). Sans l'enregistrement des interdictions de stationnements temporaire, l'entrepreneur ne pourra remorquer les véhicules qui se trouvent dans la zone de travaux.

Afin de garantir que la signalisation n'est pas déplacée, il est recommandé de la fixer au mobilier urbain, selon les directives du directeur. En l'absence de mobilier urbain sur les abords de la rue, la signalisation d'interdiction de stationnement peut être installée sur un pied métallique avec un nombre suffisant de pesées.

Pendant toute la durée des entraves, l'entrepreneur doit s'assurer des services d'une entreprise de remorquage capable d'intervenir dans un délai de 30 minutes pour remorquer des véhicules légers. À cet effet, il doit remettre au directeur, à l'occasion de la première réunion de chantier, une lettre d'entente de service de remorquage comprenant le nom de l'entreprise, les numéros de téléphone et l'adresse pour joindre en tout temps cette entreprise (24 heures par jour, 7 jours par semaine).

5.11 ACCÈS AU CHANTIER

La localisation des accès doit être approuvée par le Directeur pour assurer une visibilité adéquate de ceux-ci par les usagers de la route. Un signaleur doit être présent à chacun des accès au chantier durant les manœuvres de la machinerie de chantier et les entrées et sorties de camions.

Montréal

L'entrepreneur doit clairement indiquer, signaler, contrôler et sécuriser chaque accès au chantier.

Tous les accès inutilisés doivent être maintenus fermés par des repères visuels de type T-RV-7 au 2 mètres.

Les aménagements temporaires des accès de chantier et la remise en état des lieux sont à la charge de l'entrepreneur.

Seuls les véhicules commerciaux de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants sont autorisés à circuler à l'intérieur de l'aire de travail. À l'exclusion des camions de transports en vrac, les véhicules devant accéder à l'aire de travail doivent être munis d'un gyrophare conforme aux caractéristiques mentionnées aux normes du MTQ.

Aucun travailleur ne peut stationner son véhicule personnel à l'intérieur des aires de travail.

L'entrepreneur doit planifier les itinéraires des camions accédant et sortant du site. Pour ce faire, le Directeur fournira les itinéraires pour chaque accès chantier en respectant le transit de camionnage du secteur en collaboration de l'arrondissement.

L'entrepreneur devra aussi prévoir la quantité de camions qui accèdera par cet accès afin de valider si une aire d'attente est nécessaire à l'extérieur du chantier. Si tel est le cas, une entente doit être prise auprès du Directeur ou de son représentant afin de choisir un emplacement qui sera sécuritaire et où le stationnement devra être géré.

5.12 MOBILISATION ET DÉMOBILISATION DU CHANTIER

À moins d'avis contraires de la part du Directeur ou de l'arrondissement concerné, la mobilisation d'un chantier, doit s'effectuer entre 23h et 5h la nuit précédant le début des travaux ou de fin de semaine. La démobilisation doit s'effectuer entre 23 h et 5h la nuit suivante la fin des travaux.

La date et l'heure de début de la première mobilisation d'un chantier doivent être communiquées à la réunion de démarrage. Les dates et heures de changement de phases et de la démobilisation du chantier doivent être communiquées par écrit.

Advenant le non-respect des dates et heures de mobilisation et démobilisation, le directeur se réserve le droit d'imposer des pénalités, tel que stipulé, au besoin, dans le cahier des prescriptions spéciales ou tout autre document d'appel d'offres.

Montréal

5.13 AFFICHAGE AU CHANTIER

L'entrepreneur ne doit poser aucune enseigne, annonce ou affiche, ni en tolérer la pose sur le terrain, les clôtures et les constructions sans l'autorisation du directeur à l'exception des affiches d'identification de l'ouvrage exigées par le contrat et de celles exigées par les lois et règlements

5.14 RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET LE MILIEU

Seule la Ville peut diffuser l'information relative au maintien de la circulation aux abords des chantiers.

5.15 MAINTIEN DE LA CIRCULATION PIÉTONNIÈRE

Les accès piétonniers aux bâtiments riverains doivent être maintenus en tout temps de façon sécuritaire, et si l'installation d'une passerelle s'avère nécessaire, cette dernière devra être solide, stable, conforme aux normes de la C.S.S.T. et accessible aux personnes à mobilité réduite.

Lorsqu'un trottoir est entravé, un couloir piétonnier d'une largeur minimale de 1,5 mètre délimité avec des clôtures autoportantes doit être aménagé avec des repères visuels et des panneaux de type P-270.

Lorsque la circulation piétonnière est déviée sur le trottoir opposé, les panneaux "Trottoir barré" et "Utiliser trottoir du côté opposé" doivent être installés avant l'entrave à une intersection où il est sécuritaire pour un piéton de traverser la chaussée, par exemple, une intersection contrôlée par des feux de circulation et sinon des arrêts. Aucune traverse piétonne à mi-tronçon n'est tolérée. Le parcours doit être balisé par des panneaux illustrant la silhouette piétonne avec une flèche directionnelle (panneaux 600x900).

Les détails du maintien de la circulation piétonnière doivent apparaître sur les planches de signalisation.

5.16 MAINTIEN DE LA CIRCULATION CYCLISTE

Lorsque des travaux nécessitent l'entrave d'un aménagement cyclable, l'entrepreneur doit prévoir un aménagement alternatif pour maintenir ou détourner un corridor cycliste selon les directives suivantes :

- Lorsque la largeur de la rue le permet, on doit dévier le lien cycliste à l'aide d'un corridor sécurisé aux abords de la zone de travaux;
- Lorsque la largeur de la rue ne le permet pas, on doit détourner le lien cycliste sur des rues locales avoisinantes à l'aide de la signalisation appropriée;
- La fermeture complète sans aucune mesure n'est permise en aucun cas.

Les détails du maintien de la circulation des cyclistes doivent apparaître sur les planches de signalisation.

5.17 CIRCULATION DES CAMIONS

Les chemins de détour et les chemins alternatifs doivent tenir compte de la circulation des camions, conformément au plan de camionnage de la Ville de Montréal. Ces chemins doivent être accessibles au camionnage en tout temps et doivent permettre un dégagement horizontal et vertical approprié.

Lorsque les chemins de détour et les chemins alternatifs proposés ne peuvent recevoir la circulation des camions, des itinéraires doivent leur être proposés à l'aide des panneaux P-120-12 à P-120-14.

Afin de bien diriger le camionneur, l'itinéraire permis doit être jalonné de panneaux à des intervalles d'environ 500 mètres ou à toutes les intersections.

Les détails du maintien de la circulation des camions doivent apparaître sur les planches de signalisation.

5.18 MAINTIEN DE LA CIRCULATION DES VÉHICULES ROUTIERS

Selon les exigences du principe de gestion de la circulation décrites dans les prescriptions spéciales et illustrées sur la planche de signalisation vérifiée par le Directeur, l'entrepreneur réalise les travaux de signalisation requis au maintien de la circulation des véhicules routiers. Les dispositifs de signalisation doivent être fournis et installés par une firme spécialisée en signalisation.

L'organisation du chantier doit être faite de façon à assurer en tout temps l'accès des propriétés riveraines aux véhicules d'urgences (incendie, sécurité, ambulance, etc..) et de livraison. Dans le cas où une seule voie balisée des deux côtés par des glissières de sécurité demeure disponible, les services d'urgences exigent que cette voie de circulation ait une largeur d'au moins 4,5 mètres.

Dans une rue cul-de-sac, ou un tronçon de rue très étroit, l'entrepreneur doit prévoir une méthode de travail afin de permettre une largeur suffisante pour maintenir l'accès en tout temps aux véhicules d'urgences.

Montréal

5.19 ENTRETIEN DES VOIES DE CIRCULATION ET MAINTIEN DES SERVICES DE CUEILLETTE

L'entrepreneur a la responsabilité de l'entretien des voies de circulation empruntées par les usagers durant le déroulement des travaux. Ces exigences s'appliquent à partir de la zone de transition, jusqu'à la fin de la zone de fin des travaux.

L'entrepreneur est responsable :

- De rapiécer les trous de plus de 25 mm de profondeur sur la chaussée dès qu'il prend en charge le chantier et tout au long des travaux, ce qui inclut l'entretien de pavage temporaire lors d'une pause hivernale ou d'une suspension des travaux par la Ville de Montréal;
- D'entretenir et de nettoyer la signalisation afin qu'elle soit toujours visible et rétro-réfléchissante;
- D'enlever les débris de toutes sortes;
- D'assurer la mise en place de mesures d'abat poussière;
- Rendre l'accès disponible en tout temps à toute entrée à l'aide de matériaux granulaires convenables;
- Procéder à l'épandage d'abat-poussières ou à l'arrosage de la surface;
- Enrayer l'effet de planche à laver dans les surfaces temporaires de roulement en gravier;

Lorsque requis et au moment de remettre la voie de circulation accessible aux usagers, l'entrepreneur a l'obligation de procéder au nettoyage du pavage aux abords du chantier à l'aide d'un balai mécanique. Il doit rafraichir le marquage à la demande du directeur.

L'entrepreneur se doit d'assurer la bonne marche des collectes (ordures, recyclage, compostage) en collaboration avec l'arrondissement concerné. Une entente avec celle-ci doit être conclue avant la tenue de la réunion de démarrage.

5.20 COUPURES D'EAU

À moins d'urgence, lorsque de coupures des services d'eau potable ou usée sont nécessaires, l'entrepreneur doit aviser le Directeur au moins 72 heures à l'avance. Le directeur se réserve le droit d'autoriser la demande tel que demandé ou de prescrire une autre période en fonction des besoins du milieu touché par les coupures. Le directeur se réserve le droit de retarder une coupure de service si elle juge que cette dernière doit être communiquée à l'avance aux propriétaires riverains.

Montréal

La distribution des accroches portes doit être effectuée au moins 48 heures à l'avance.

5.21 CONDITIONS HIVERNALES

Lorsqu'il y a une accumulation de neige sur le chantier, l'entrepreneur doit déneiger la zone de chantier en s'assurant de bien dégager tous les biseaux et

tous les aménagements prévus qui sont affichés sur le plan de signalisation servant à délimiter son aire de travail.

Il doit procéder au déneigement et au déglaçage des trottoirs qui font partie de la zone de chantier.

Toute la signalisation déplacée durant cette intervention devra être remise en place telle que le plan l'indique.

Tous les amoncellements de neige ne doivent dépasser une hauteur de plus de 2m, ils ne doivent masquer la signalisation en place. Ils se doivent de préserver les triangles de visibilité.

L'entrepreneur devra prendre des ententes avec l'arrondissement concerné pour disposer de la neige et devra répéter cette intervention à chaque bordée de neige.

6. EXIGENCES EN DISPOSITIFS DE SIGNALISATION TEMPORAIRE ET PERMANENTE

Tout le matériel et tous les équipements requis pour l'exécution des travaux de signalisation temporaire sont fournis par l'entrepreneur et demeurent la propriété de l'entrepreneur.

Tous les panneaux doivent porter une inscription avec le nom et le numéro de téléphone de l'entreprise à l'endos. Les repères visuels et les pesées doivent porter une marque qui les identifie à l'entreprise.

L'entrepreneur doit entretenir et maintenir en bon état et conformément à la planche de signalisation les dispositifs de signalisation, et ce, dès la mise en place.

Tout le matériel et tous les équipements installés sur les chantiers de la Ville de Montréal doivent être de bonne qualité, en bon état et répondre aux normes du MTQ (normes – ouvrages routiers tome VII, matériaux). Aucun panneau illisible, usé, tordu, endommagé, sale ou dont la rétro-réfléchissante n'est pas satisfaisante ne sera toléré. Il en est de même pour des repères visuels qui ont subi un impact ou qui ont atteint la fin de leur durée de vie utile.

6.1 REPÈRES VISUELS

À moins d'indication contraire, les repères visuels acceptés sont de types T-RV-2 (balises), T-RV-6 (baril de 900 mm), T-RV-7 (balises coniques), T-RV-8 (balises convexes) et T-RV-9 (balises plates) sur les rues locales. Les repères visuels T-RV-6 et T-RV-7, doivent être utilisés sur les artères et les collectrices.

Les balises tubulaires T RV-10 sont utilisées aux endroits où l'espace est trop restreint, pour maintenir des voies minimales de 3.0 mètres de largeur ou lors de déviation de pistes cyclables. Elles sont utilisées pour leur stabilité (ancrés ou collés). Elles offrent une plus grande facilité pour le déneigement en comparaison au T-RV-7 et aux Jersey.

Montréal

L'espacement des repères visuels est de cinq (5) mètres lorsqu'ils sont installés en ligne droite et trois (3) mètres dans les biseaux ainsi que dans les autres déviations.

Les T-RV-3 (cônes de signalisation) doivent être utilisés seulement pour les travaux de très courte durée sur les rues locales seulement.

Les T-RV-11 (mini balises) sont utilisées lorsque des glissières de béton pour chantier sont exigées pour la séparer l'aire de travail des voies de circulation ou pour protéger les travailleurs et les piétons. Elles sont disposées à chaque deux sections de Jersey en ligne droite, ou à chaque section lorsqu'en courbe.

Tout autre repère visuel fourni doit être approuvé par le Directeur et être homologué par le MTQ.

6.2 SIGNALISATION VERTICALE TEMPORAIRE

Les panneaux ne doivent en aucun cas nuire à la libre circulation des piétons, une largeur minimale de 1,5 m doit être maintenue libre de tout obstacle lorsqu'un panneau est installé sur un trottoir.

Lors de la mise en place, l'entrepreneur doit, en plus de respecter les règles générales d'installation, vérifier la visibilité de ceux-ci et éviter qu'ils soient cachés par le mobilier urbain, la végétation ainsi que les véhicules stationnés.

Durant la réalisation de travaux de réfection de chaussée, l'entrepreneur doit installer des panneaux T-D-340 « changement de l'état d'une chaussée ». Ce panneau doit être disponible en tout temps lors de ces travaux.

Pour les travaux de longue durée, la série des panneaux T-90 « détour » doit être accompagnée du panneau d'identification du chemin public pour lequel le détour est aménagé.

Des panneaux de signalisation dédiés à un itinéraire facultatif sont requis lorsque les travaux sont de longues durées et situés sur des artères et des collectrices.

Les lests des repères visuels et des panneaux de signalisation doivent être en nombre suffisant pour en assurer la stabilité. En tout temps, il est interdit de fixer les panneaux à la chaussée ou dans les trottoirs à l'aide de vis ou tout autre dispositif qui ferait en sorte de les rendre immobiles. Les lests composés de matériaux granulaires ne sont acceptés sous aucun prétexte.

Pour un nouvel aménagement géométrique, une nouvelle intersection ou un nouveau chemin public, l'entrepreneur ne peut enlever sa signalisation temporaire tant que la signalisation permanente n'aura pas été installée par l'arrondissement concerné.

Montréal

6.3 PANNEAUX D'INFORMATIONS

En complément aux plans de maintien de la circulation fournis par l'entrepreneur, le Directeur peut exiger des panneaux d'informations afin de satisfaire les scénarios de gestion de circulation et de gestion des impacts.

À la suite d'une demande écrite du Directeur, l'entrepreneur a quarante-huit (48) heures pour fabriquer et installer les panneaux de signalisation spéciaux conformes aux exigences du présent document aux endroits désignés.

6.4 SIGNALISATION VERTICALE PERMANENTE

L'entrepreneur doit faire un relevé de toute la signalisation permanente du secteur touché par les travaux.

Suite à l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit s'assurer que tous les manchons pour les emplacements de la signalisation verticale permanente sont aux bons endroits tels que validés lors de l'inspection. Pour tout changement d'emplacement, l'entrepreneur doit en aviser soit le Directeur afin qu'un suivi soit fait auprès de l'arrondissement concerné.

Suite à l'exécution des travaux, le Directeur devra, avec la collaboration de l'arrondissement concerné, remettre en fonction toute la signalisation enlevée lors des travaux et ajouter toute nouvelle signalisation selon les nouveaux aménagements prévus.

Pour un nouvel aménagement géométrique, une nouvelle intersection ou un nouveau chemin public, l'entrepreneur ne peut enlever sa signalisation temporaire tant que la signalisation permanente n'a pas été installée par l'arrondissement concerné.

6.5 PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES MOBILES

Si requis, des PMVM sont fournis et installés par l'entrepreneur lors des travaux de longue durée réalisés sur le réseau. Les PMVM sont installés dix (10) jours avant le début des travaux et les messages affichés font l'objet d'approbation par le Directeur. Le modèle de PMVM utilisé doit permettre l'affichage de trois lignes de douze caractères chacun.

À la demande du directeur, l'entrepreneur peut être appelé à installer ou déplacer des PMVM. L'entrepreneur dispose alors d'un délai maximal de 4 heures pour s'exécuter.

Les PMVM doivent être fonctionnels en tout temps pendant toute la durée des travaux et informer en temps réel les usagers des conditions de la circulation et des entraves. Ils doivent être programmables à distance à toute heure de la journée à la demande du Directeur dans un délai maximal d'une heure.

Montréal

Le coût de maintien du PMVM est ajusté selon le nombre de jours où le PMVM est fonctionnel. Par conséquent, l'entrepreneur ne pourra facturer au directeur les journées où le PMVM n'est pas fonctionnel.

6.6 SIGNALISATION LUMINEUSE

Lorsque le maintien de la circulation implique des modifications aux feux de circulation, la Ville de Montréal peut choisir une des deux possibilités suivantes:

- les travaux sont effectués en régie par la Ville de Montréal;
- les travaux doivent être effectués par l'entrepreneur.

Lorsque la Ville effectue en régie la modification des feux de circulation, l'entrepreneur doit s'assurer de se coordonner avec les équipes de la Ville chargées des modifications. À cet effet, l'échéancier de mobilisation comprenant dates et heures, changements de phases et démobilisation doivent être connus au moins 15 jours à l'avance. Le directeur peut retarder une mobilisation, un changement de phase ou une démobilisation si la demande n'a pas été effectuée dans les temps requis.

Lorsque la Ville désire que l'entrepreneur effectue les travaux de modification des feux de circulation, elle inclut dans l'appel d'offres les plans de programmation et les plans électriques nécessaires aux modifications. Il est à noter que toute modification aux feux de circulation doit être accompagnée par des plans produits par la Ville de Montréal. L'entrepreneur est alors responsable de planifier et coordonner les modifications à effectuer. Lors des modifications, un représentant de la Ville doit être présent. À cet effet, l'échéancier de mobilisation, changements de phases et démobilisation doit être connu au moins 15 jours à l'avance. Le directeur peut retarder une mobilisation, un changement de phase ou une démobilisation si la demande n'a pas été effectuée dans les temps requis.

6.7 GLISSIÈRES EN BÉTON POUR CHANTIERS

Les glissières rigides de type « New Jersey » doivent être de type "Raccord en I", elles doivent être toujours raccordées entre-elles et sont requises pour séparer l'aire de travail et la circulation dans les cas suivants:

- les travaux sont exécutés sur les artères ou les collectrices et la zone de travail est adjacente à la circulation;
- la chaussée est excavée sur une profondeur d'un (1) mètre et plus dans le cadre de travaux de réfection complète d'une chaussée, de travaux d'égout ou d'aqueduc, de travaux de chambre électrique, de conduites de gaz, de conduits électriques et télécommunication ou tout autre type de chambres ou conduits ou de travaux en rapport avec les conduites d'égouts ou d'aqueducs et qu'il est impossible de mettre en place une voie tampon de 3 mètres;

Montréal

En plus de l'installation de glissières rigides, une zone tampon latérale de 3 mètres entre la limite de l'excavation et la voie de circulation est exigée en l'absence d'un étançonnement nécessaire à stabiliser les parois. Dans certains cas, en raison de la nature du sol (présence de roc), la distance de 3 mètres peut être revue à la baisse afin de minimiser la largeur de l'entrave. La

réduction de la largeur de la zone tampon est permise suite à l'évaluation d'un ingénieur et convenue entre le directeur, l'entrepreneur et un inspecteur de la CSST.

Les sections de glissières endommagées durant l'installation ou accidentées ultérieurement doivent être réparées ou remplacées par l'entrepreneur, et ce, à ses frais.

Les glissières en béton pour chantiers peuvent être remplacées par tout autre dispositif de retenu homologué par le MTQ et accepté par la Ville de Montréal. Avant l'utilisation de tout autre dispositif, une demande doit être formulée par écrit au Directeur.

6.8 CLÔTURES AUTOPORTANTES TEMPORAIRES

Des clôtures autoportantes temporaires sont nécessaires pour séparer l'aire de travail des usagers dans les cas suivants :

- La chaussée est excavée dans le cadre des travaux de réfection complète d'une chaussée ou de travaux en rapport avec les égouts et aqueducs, et il est possible de mettre en place une voie tampon d'au moins 3,0 mètres;
- Lorsque des travaux d'infrastructures ou de reconstruction de chaussées longent le trottoir. Des clôtures autoportantes doivent séparer l'aire de travail des trottoirs lors d'excavations de 50 cm ou plus;
- Pour sécuriser les chemins de détour des piétons sur rues, aux intersections et arrêts d'autobus.
- Les sections de clôtures installées doivent répondre aux exigences suivantes :
- Les sections doivent avoir une hauteur de 1,8 mètre;

Montréal

- Les sections doivent avoir une longueur de 2,4 mètres;
- Les sections doivent être reliées entre elles afin de représenter un obstacle efficace pour contrôler la circulation des piétons;
- Les sections doivent être autoportantes et stables. Elles doivent être encrées en sol lorsque les vélos ou les véhicules les côtoient ou lorsque la géométrie exige leur stabilité, en pente par exemple;
- La clôture doit être ajourée et ne pas servir d'écran, elles doivent permettre le respect des distances de visibilité près des intersections;

- Pour la durée des travaux, l'entrepreneur est responsable du maintien et, au besoin, du remplacement des sections de clôture.

Les clôtures autoportantes doivent aussi être utilisées afin de confiner les aires où sont entreposés les matériaux.

6.9 FLÈCHE DE SIGNALISATION

Sur les artères principales, la flèche lumineuse de signalisation remplace la flèche directionnelle pour les travaux de longue durée.

6.10 SIGNALISATION HORIZONTALE

En plus, des délinéateurs temporaires de surface, conformes aux normes du MTQ. Les rondelles de prémarquage sont aussi acceptées Un de ces dispositifs doit être utilisé pour délimiter les voies de circulation lorsqu'il y a absence de marquage pour une courte durée.

L'effacement de la signalisation horizontale est requis lors d'un réaménagement géométrique nécessitant une réduction ou un agrandissement de la largeur des voies de circulation. La méthode d'effacement utilisée doit être approuvée par le directeur et ne doit pas endommager, ni créer de dépression à la surface de la chaussée.

Lorsque les travaux observent une pause en raison de la période hivernale, l'entrepreneur doit prévoir des travaux de marquage temporaire avant de redonner les voies de circulation. Cette exigence s'applique aussi lors d'une suspension des travaux de l'entrepreneur par le Directeur.

7. SIGNALISATION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT

A. Spécifications générales

L'entrepreneur est responsable de la fourniture et de l'installation des panneaux « Réglementation temporaire du stationnement » (T-75).

Les panneaux doivent être orange avec lettrage et bordure noirs puis conformes aux exigences du TOME VII – Matériaux, chapitre 6 « Pièces métalliques », Norme 14101 « Pellicules rétro-réfléchissante ». Les panneaux de type « Coroplast » sont acceptés. Les heures de la journée et les jours de la semaine durant lesquelles s'applique l'interdiction de stationner doivent être inscrites sur les panneaux suivant la réglementation définie à l'article 4.17 contenue dans le Tome V.

L'entrepreneur doit obtenir l'approbation du directeur avant d'installer ses panneaux de réglementation de stationnement, il doit également respecter en tout temps, son permis d'entrave et se conformer aux règlements de la Ville ou de l'arrondissement concerné et à leurs amendements.

L'entrepreneur doit se conformer à toutes nouvelles directives pouvant être émises par le directeur, visant les heures de la pose des panneaux « Réglementation temporaire du stationnement ».

B. Mise en place de panneaux de stationnement (selon le règlement municipal c.C-41)

L'entrepreneur doit installer les panneaux d'interdiction de stationner au moins 12 h, mais au plus tard 14 h avant le début de la période d'interdiction de stationner. À défaut de ne pas enregistrer la signalisation, le remorquage ne pourra s'effectuer. Aucuns frais ne pourront être facturés à la Ville par l'entrepreneur pour des retards ou des reports de travaux advenant le non-respect de l'enregistrement des interdictions de stationnement qui entraîne la présence de véhicules qui ne peuvent être remorqués.

Montréal

Selon les exigences du principe de gestion de la circulation, les panneaux T-75 doivent être placés sur les côtés de la rue à des intervalles de 10 mètres, et ce, même si des panneaux permanents (P-150) interdisent le stationnement aux heures pendant lesquelles le travail est projeté. Au moins deux panneaux doivent être placés entre deux intersections.

Deux modes d'installations sont proposés à l'entrepreneur :

1. Pour toute signalisation de stationnement temporaire installée de façon amovible, la feuille de pose d'enseigne **doit être transmise chaque jour par le demandeur (entrepreneur ou sous contractants).**

2. Pour toute signalisation de stationnement temporaire installé de façon fixe et respectant les hauteurs suivantes : sur le mobilier urbain (sans passage piéton) à une hauteur d'au moins 2.1 mètres et d'au plus 3 mètres, sur le mobilier urbain (avec passage piéton) à une hauteur d'au moins 2.2 mètres et d'au plus 3 mètres, sur un fût de circulation à une hauteur d'au moins 1.8 mètre et d'au plus 3 mètres, la feuille de pose d'enseigne **peut être transmise qu'une seule fois au début des travaux par le demandeur (entrepreneur ou sous contractants).**

Les hauteurs d'installation font référence à la norme du volume de Signalisation routière, Tome V, chapitre 1, page 17, section 1.13.3.1, 2 alinéas.

Lors d'installation de panneaux amovibles, les supports des panneaux doivent être lestés afin de résister à la vibration, aux vents et aux déplacements d'air provoqués par le passage des véhicules. L'utilisation de pierres, de blocs de béton ou de sacs de matériaux granulaires pour maintenir en place les dispositifs de signalisation de travaux est interdite. L'entrepreneur doit s'assurer que les panneaux qui ont été renversés sont relevés avec diligence.

Lorsque les panneaux sont fixes et installés sur le mobilier urbain et les fûts, le mode d'installation doit être validé par le Directeur.

Les panneaux interdisent le stationnement durant des périodes prolongées ou des périodes définies, soit durant les deux (2) périodes de travail suivantes :

- 7 h à 19 h
- 19 h à 7 h

C. Enregistrement de la réglementation de stationnement

L'entrepreneur doit enregistrer, sur une formule appropriée et fournie en annexe, les heures de poser de panneaux.

- Section de l'application de la réglementation du stationnement (SPVM) Fax : 514 872-6776;

Montréal

De plus, l'entrepreneur doit informer le bureau technique de l'arrondissement concerné par les travaux :

	Télécopieur
▪ Ahuntsic ─ Cartierville	514 872-7038
▪ Côte-des-Neiges ─ Notre-Dame-de-Grâce	514 872-1936
▪ Mercier ─ Hochelaga-Maisonneuve	514 872-7645
▪ Plateau-Mont-Royal	514 868-4688
▪ Rivière-des-Prairies ─ Pointe-aux-Trembles	514 868-4287
▪ Rosemont ─ La-Petite-Patrie	514 868-3915
▪ Sud-Ouest	514 872-6661

- Ville-Marie 514 872-7348
- Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension 514 872-3287
- Ahuntsic — Cartierville 514 872-7038

Pour les travaux localisés ailleurs que dans les 9 arrondissements cités plus haut, l'entrepreneur doit informer le bureau technique de l'emplacement des panneaux de stationnement interdit, ainsi que la durée des travaux.

	Télécopieur
▪ Anjou :	514 493-5100
▪ Ile-Bizard — Sainte-Geneviève :	514 620-6762
▪ Lachine :	514 634-3471 poste 220
▪ LaSalle :	514 367-6774
▪ Montréal-Nord :	514 328-4008
▪ Outremont :	514 495-7460
▪ Pierrefonds — Roxboro :	514 624-1541
▪ Saint-Laurent :	514 855-6000 poste 4254
▪ Saint-Léonard :	514 328-8367
▪ Verdun :	514 765-7075

Ces copies devront être transmises au moins douze (12) heures, mais au plus tard 14 h avant le début de la période des travaux.

Si requis, l'entrepreneur doit faire le relevé de tous les numéros de parcomètres et/ou bornes faisant partie de son aire de travail et de tous les emplacements servant à la déviation de la circulation selon chaque phase des travaux. Cette information est transmise à l'arrondissement avec la demande de permis 5 jours avant le début des travaux.

À moins d'extrême urgence, les panneaux ne doivent pas être placés de façon à interdire le stationnement en face d'un édifice du culte aux heures des offices religieux, ou les entrées d'urgence des hôpitaux, des stations de pompiers, de police et autres semblables.

Il est à noter que dans certains arrondissements, une entente sous forme de lettre peut être émise en remplacement du permis d'occupation du domaine public.

Montréal

Si l'entrepreneur ne se conforme pas aux exigences du présent article, la Ville peut enlever les panneaux, sans avis préalable à l'entrepreneur.

D. Maintien des zones de livraison et de débarcadère

L'entrepreneur, avec l'aide du directeur et en accord avec l'arrondissement concerné, doit maintenir les zones de livraison et de débarcadères entravés par ses travaux. Pour ce faire, il doit aménager des zones temporaires à proximité. Ces zones doivent être signalées par des panneaux.

E. Enlèvement des panneaux de stationnement

Tout au long du projet, l'entrepreneur doit libérer le plus rapidement possible les stationnements, les zones de livraison et de débarcadères entravés par ses travaux de façon à réduire l'impact sur les riverains. La Ville se réserve le droit d'annuler un permis d'occupation du domaine public si elle juge que l'entrepreneur n'a plus besoin de la zone en question.

Au plus tard une (1) heure après la fin des travaux sur chaque projet, l'entrepreneur devra avoir enlevé les panneaux mis en place pour interdire le stationnement.

8. DÉFAUT DE SE CONFORMER AUX EXIGENCES

8.1 MODIFICATIONS NON AUTORISÉES

Pour toute modification, ajout ou retrait de quelconque dispositif ou aménagement engagé par l'entrepreneur qui n'a pas reçu l'aval du directeur, l'entrepreneur s'expose au risque de recevoir un avis de non-conformité et de se faire retirer la permission d'occuper le domaine public et devra, le cas échéant, interrompre les travaux à ses frais.

Toutefois, si pour des raisons particulières imprévues de sécurité du public ou des travailleurs, des modifications aux aménagements de circulation sont jugées requises par l'entrepreneur, ce dernier est autorisé à entreprendre ces modifications et doit en aviser le directeur dans l'heure qui suit ces modifications afin d'obtenir les approbations officielles afin de ne pas être en défaut de respecter les prescriptions du présent devis.

L'entrepreneur doit, dans les 24 heures, soumettre des nouveaux plans et/ou demandes de modification selon les exigences prescrites à l'article 2.

8.2 AVIS DE NON-CONFORMITÉ

À défaut de se conformer aux exigences du présent cahier des charges, le directeur peut émettre un ou plusieurs avis de non-conformité sous la forme d'un mémo de chantier, d'un courriel, d'une télécopie ou toute autre forme de correspondance.

À la réception d'un avis de non-conformité, l'entrepreneur doit s'y conformer immédiatement, à défaut de quoi une retenue permanente à titre de dommages et intérêts liquidés de mille dollars (1 000 $) sera imposée pour chaque heure suivant l'expiration du délai prescrit par le Directeur. L'entrepreneur peut contester par écrit l'application d'une pénalité dans les deux (2) jours ouvrables suivant l'émission de celle-ci.

Les avis verbaux sont adressés au coordonnateur ou à l'entrepreneur directement sur le chantier et confirmés par écrit ou par courriel. Le délai pour se conformer commence à partir de la réception de l'avis verbal. L'accusé de réception confirme la réception de l'avis par l'entrepreneur.

Montréal

8.3 NON-RESPECT DES DATES ET HEURES DE MOBILISATION

Une retenue permanente de cent dollars (100 $) par heure, jusqu'à un maximum de mille dollars (1000 $) par jour est appliqué à titre de dommages et intérêts liquidés lors du non-respect des heures et dates de mobilisation ou de changements de phases qui ont été communiqués par écrit.

8.4 ENTRAVES OU FERMETURES NON-AUTORISÉES

Toute entrave ou toute fermeture non-autorisée d'une voie de circulation, en contradiction avec les stipulations du présent cahier de prescriptions spéciales ou des restrictions d'horaire de travail autorisées, impliquent pour chacune une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de mille dollars (1000 $) pour chaque tranche de 60 minutes d'une telle infraction. Ces déductions interviennent de plein droit sur la simple constatation de l'infraction.

8.5 ACCÈS À L'AIRE DE TRAVAIL ET STATIONNEMENT DANS LES ZONES DE CHANTIER

Une retenue permanente de cinq cents dollars (500$) est appliquée à titre de dommages et intérêt liquidés sur simple constat par le Directeur ou son représentant pour tout véhicule non commercial de l'entrepreneur ou tout véhicule qui n'est pas équipé d'un gyrophare qui accède à l'aire de travail. Cette amende est aussi applicable sur simple constat par le Directeur ou son représentant, du stationnement de véhicules, entreposage de matériel ou de matériaux à l'intérieur de tout biseau.

8.6 SUSPENSION DES TRAVAUX

Le directeur se réserve le droit de suspendre les travaux advenant que l'entrepreneur ne se conforme pas aux avis de non-conformité de manière récurrente ou encore que la sécurité des lieux ou des usagers est compromise.

Le directeur se réserve le droit de suspendre les travaux lorsqu'une situation d'urgence survient, qui nuit au maintien de la circulation. La situation exige l'ajout de dispositifs de signalisation nécessitant un délai de plus de 24h.

Montréal

Type :	Inspection préliminaire, de démarrage ☐	Inspection quotidienne ☐	
Contrat no :	Structure no :	Heure :	
Entrepreneur :			
Directeur :			
Localisation :			

Type de travaux			
1	☐ Démarrage initial	☐ Courte durée < 24 heures	
	☐ Changement de phase	☐ Longue durée > 24 heures	

PVM		c	nc	na
2	Emplacement des panneaux à messages variables (visibilité > 300 m)	☐	☐	☐
3	Affichage adéquat des messages en fonction de l'évolution des travaux et des incidents	☐	☐	☐

Panneaux		c	nc	na
4	Travaux annoncés à l'avance (en fonction) Encerclez 5 4 3 2 1 km	☐	☐	☐
5	Type de pellicule sur panneaux (Type III : Blanc /Orange)	☐	☐	☐
6	Type de pellicule sur panneaux (Type VII : Orange Fluo)	☐	☐	☐
7	Dimensions des panneaux (tableau 1.9-1) ☐ 1200 mm ☐ 900 mm ☐ 750 mm	☐	☐	☐
8	Apparence des panneaux et des pictogrammes	☐	☐	☐
9	Hauteur d'installation p/r à la ligne de rive	☐	☐	☐
10	Distance d'éloignement p/r à la ligne de rive 0 à < 3,5 m	☐	☐	☐
11	Panneaux d'aluminium	☐	☐	☐
12	Rétroréflection conforme > 50%	☐	☐	☐
13	Masquage des panneaux	☐	☐	☐
14	Propreté des panneaux et des repères	☐	☐	☐
15	Panneau « Congestion 500 m » disponible au chantier	☐	☐	☐

Mise en place de la signalisation et des repères		c	nc	na
16	Utilisation d'atténuateurs d'impact pour la mise en place et démantèlement de la signalisation	☐	☐	☐
17	Masquage des panneaux hors fonction	☐	☐	☐
18	Gyrophares des camions	☐	☐	☐
19	Flèches de signalisation sur camions	☐	☐	☐

Mise en place de la signalisation d'entrave		c	nc	na
20	Validation selon les plans ou les dessins	☐	☐	☐
21	Vitesse temporaire affichée 50 70 80 90 km	☐	☐	☐
22	Localisation des panneaux de vitesse	☐	☐	☐
23	Longueur de biseau	☐	☐	☐
24	Espacement des repères visuels	☐	☐	☐
25	Espacement des panneaux	☐	☐	☐
26	Largeur des voies de circulation	☐	☐	☐

Mise en place de la signalisation d'entrave (suite)		c	nc	na
27	Panneau fin affiché	☐	☐	☐
28	Dispositifs de retenue frontaux	☐	☐	☐
29	Dispositifs de retenue latéraux	☐	☐	☐
30	Itinéraire facultatif vérifié	☐	☐	☐

Feux de circulation		c	nc	na
31	La phase rouge permet le dégagement de la voie de circulation	☐	☐	☐
32	Hauteur entre la chaussée et le dessous du feu	☐	☐	☐
33	Visibilité	☐	☐	☐
34	Fonctionnement des unités optiques (feux)	☐	☐	☐

Repères visuels		c	nc	na
35	Alignement des repères visuels / dans la zone de travail	☐	☐	☐
36	Stabilité des repères / dans la zone de travail	☐	☐	☐
37	Flèches de signalisation de chantier / Distance de visibilité > 600 m	☐	☐	☐
38	Flèches de signalisation de chantier / Dimensions	☐	☐	☐
39	Flèches de signalisation de chantier / Fonctionnement des blocs optiques	☐	☐	☐

Marquage temporaire de la chaussée		c	nc	na
40	Marquage	☐	☐	☐
41	Effaçage	☐	☐	☐
42	Délinéateurs de surface	☐	☐	☐

Signaleur		c	nc	na
43	Équipement de protection	☐	☐	☐
44	Emplacement sécuritaire du signaleur	☐	☐	☐
45	Conformité des signaux transmis aux usagers	☐	☐	☐
46	Système de communication entre signaleurs	☐	☐	☐
47	Éclairage (si requis)	☐	☐	☐
48	Utilisation du panneau ARRÊT/LENTEMENT	☐	☐	☐
49	Attestation de formation	☐	☐	☐

Divers		c	nc	na
50	Minibalises sur glissières en béton	☐	☐	☐
51	Attestation de formation - Personnel de chantier (patrouilleur)	☐	☐	☐
52	Attestation de formation des équipes d'installation de signalisation (STC-101)	☐	☐	☐
53	Attestation de formation - Responsable en signalisation (STC-102)	☐	☐	☐
54	Chantier ciblé	☐	☐	☐
55	Présence de la SQ	☐	☐	☐
56	Présence du panneau policière « surveillance policière accrue »	☐	☐	☐
57	Présence du panneau « Investissement »	☐	☐	☐

Raisons des non-conformités

*Note : Joindre une feuille en annexe pour les non-conformités

Préparé par :	Date :	Signature du Directeur :	Date :

S.A.R.S. - Section de l'application de
la réglementation du stationnement

FORMULAIRE DE POSE D'ENSEIGNES PROHIBANT LE STATIONNEMENT

VILLE DE MONTRÉAL : SOUMISSION NO. :_____

ENTREPRENEUR/organisateur :_____

ARRONDISSEMENT :_____

DATE DE POSE DE PANNEAUX :_____

DATE DE L'ÉVÉNEMENT :_____

Lors de l'événement, si l'assistance d'un agent de stationnement est requise, communiquez avec le 514-872-9412 ou le 311.

RÉF	RUE PRINCIPALE	INTERSECTION		Installé du côté :				Cocher le type de Panneaux installés :				Heure d'installation :		N°. de permis :
		De la rue : ou N° civique :	À la rue : ou N° civique :	N	S	E	O	00h 07h	07h 19h	19h 07h	autre	De :	À :	
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														

Signature du c/m :	**Mat :**	**Préposé à l'installation :** **Signature :**	**N° de tel :**
Agent de stationnement :	**Mat :**	**Organisateur/ Responsable :** **Signature :**	**N° de tel :**

Note : Immédiatement **après l'installation** des panneaux de signalisation temporaire (**ou vérification** pour les événements de plus d'un jour), une copie de la feuille de pose doit être envoyée par télécopieur au 514-872-6776**, et ce à chaque jour de l'événement**. L'original doit également être envoyé au 1500, rue Des Carrières, 2iem étage, Montréal, QC, H2G 1V8 et une copie au Directeur de l'arrondissement concerné. Il est à noter que **le remorquage ne pourra pas être effectué** si la feuille de pose n'a pas été reçue par le SARS ni si les panneaux de signalisation temporaires ne sont pas conformes, tel qu'indiqué au MTQ-signalisation routière Tome V. **Le SARS n'est pas responsable du remorquage ni des frais qui y sont associés.** L'entrepreneur ou l'organisateur doit s'assurer qu'une remorque est sur les lieux.

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Appel d'offres public
Exécution des travaux
n°VMP-16-008

Formule de soumission

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire d'arrondissement
1	mars	2016	16	mars	2016	800, Boul. Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11h

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux corrélatifs	
Montant total avant taxes :	371,800.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	18,590.00 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	37,087.00 $
Montant total :	427,477.00 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 809491780 IC0001

Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

N°. d'inscription de la TVQ: 1222 564120 TQ0002

N°. d'inscription de la TVQ: 8094 91780 RT0001

Je (Nous), soussigné(s): MANOREX INC

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1555 CHICOINE, VAUDREUIL-DORION, Québec J7V-8P2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 514-977-2688		
LUC CHARBONNEAU Président	Télécopieur : 450-218-6202		
	Courriel : luc manorex.ca		
Signature:	Jour 16	Mois Mars	Année 2016

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Bordereau des prix
Soumission : VMP-16-008
Version du : 2/16/2016

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2016 et 2017

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD À NIVELER SUR RUE PRIORITAIRE 2-8, 6.22 (5.07) CR. M.V. 207	30	UNITÉ	1550.00	46,500.00
TÊTE DE PUISARD DE RUE À NIVELER SUR RUE PRIORITAIRE 2-8, 6.12 CR. M.V. 208	50	UNITÉ	1200.00	60,000.00
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD À NIVELER 2-8, 6.22 (5.07) CR. M.V. 207	40	UNITÉ	1250.00	50,000.00
TÊTE DE PUISARD DE RUE À NIVELER 2-8, 6.12 CR. M.V. 208	80	UNITÉ	950.00	76,000.00
BOÎTE DE VANNE À NIVELER 2-5, 8.36	10	UNITÉ	900.00	9,000.00
REGARD D'ÉGOUT ET/OU CHAMBRE DE VANNE À RÉPARER 2-8, 6.23	20	M.LIN.	50.00	1,000.00
PUISARD À RÉPARER 2-8, 6.13	20	M.LIN.	200.00	4,000.00
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD 2-8, 6.21(A) CR. M.V. 220-A, M.V. 220-B, M.V. 236-B	60	UNITÉ	650.00	39,000.00
TÊTE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE (MODÈLE ANTI-VÉLO) 2-8, 6.38A 2-8, 6.39B CR. M.V. 221-A, CR. M.V. 221-J	100	UNITÉ	450.00	45,000.00
RÉFECTION PERMANENTE DES COUPES 2-5, 7.20 CR. M.V. 202	30	M. CA.	250.00	7,500.00
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU SOUS-TOTAL AVANT TAXES)	1	GLOBAL		33,800.00

Sous-total avant taxes	371,800.00
Total T.P.S (5%)	18,590.00
Total T.V.Q. (9.5%)	37,087.00
Total taxes incluses	427,477.00

Signature :

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Appel d'offres public
Exécution des travaux

n° VMP-16-008

LISTE DE RAPPEL

*Liste des documents qui doivent être inclus avec la formule de soumission par l'entrepreneur général

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

	☑
• La formule de soumission incluant le bordereau de prix dûment complété	☑
• La formule de cautionnement de soumission (formulaire 1) et la lettre d'engagement (formulaire 2)	☑
• La déclaration relative aux conflits d'intérêts (formulaire 11)	☑
• Licence de la Régie du bâtiment du Québec	☑
• Certificat d'attestation de votre incorporation de l'autorité gouvernementale concernée	☑
• Attestation délivrée par revenu Québec	☑
• Attestation de contracté délivrée par l'autorité des Marchés Financiers (AMF)	☑
• Déclaration des liens d'affaires si requis	☐
• Liste(s) d'appareils	☑
• Autres documents qui pourraient être requis dans la formule de soumission, veuillez vous référer au cahier des charges (Liste d'appareils du soumissionnaire, etc.) et aux clauses administratives générales.	☐
• Résolution de la compagnie	☑

• Addenda inclus (lorsqu'un addenda a été émis)

→ Addenda no 1 émis le : 8 Mars 2016
→ Addenda no 2 émis le : _____
→ Addenda no 3 émis le : _____

Je, Soussigné(e) représentant dûment autorisé du soumissionnaire, certifie que tous les documents ci-haut mentionnés sont joints dans la formule de soumission en duplicata, dûment signés. Toute omission des documents requis ou modification sur les formulaires types de la Ville peut entraîner le rejet de la soumission.

16 MARS 2016
Date

Signature

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION
(Formulaire 1)

N° 7911302-16-001

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au **2020, BOULEVARD ROBERT-BOURASSA, BUREAU 100, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 2A5** ici représentée par **MYRIAM PARENT, MANDATAIRE** dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la «**caution**»)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la «**Ville**») le _____ et des documents d'appels

d'offres s'y rapportant, par **MANOREX INC.**
(nom de l'entrepreneur)

ayant une place d'affaires au : **1555, RUE CHICOINE, VAUDREUIL-DORION (QUÉBEC) J7V 8P2** ici représentée par : _____ dûment autorisé(e);
(ci-après appelé «l'**entrepreneur**»)

pour **APPEL D'OFFRES N° VMP-16-008 - RÉFECTION DE CADRE ET COUVERCLE DE REGARDS D'ÉGOUT, DE CHAMBRES DE VANNE, DE TÊTE DE PUISARDS PAR SCIAGE CONVENTIONNEL, LÀ OÙ REQUIS, DANS DIFFÉRENTES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**
(description du contrat)

se porte caution de l'**entrepreneur**, envers la **Ville,** aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par l'**entrepreneur** ou en cas de refus ou de défaut de l'**entrepreneur**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu des documents d'appels d'offres, y compris les polices d'assurances, le cautionnement d'exécution, le cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, biens et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **entrepreneur** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à **--DIX POUR CENT DU MONTANT DE LA SOUMISSION--** (**10%**).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les **CENT VINGT** (**120**) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission de l'**entrepreneur** est acceptée par la **Ville**.

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et l'**entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **LAVAL**, le **15 MARS 2016.**

MANOREX INC. **INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE**

L'entrepreneur (représentant autorisé)	**La caution** **MYRIAM PARENT, mandataire** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Montréal

(rev.04-07)

LETTRE D'ENGAGEMENT
(Formulaire 2)

N° 7911302-16-001

Date d'émission : **15 MARS 2016**

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au **2020, BOULEVARD ROBERT-BOURASSA, BUREAU 100, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 2A5** ici représentée par **MYRIAM PARENT, MANDATAIRE** dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la "**caution**")

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal le _____ 20 _____ et des documents d'appels d'offres s'y rapportant, par :

MANOREX INC.
(nom de l'entrepreneur)

ayant une place d'affaires au **1555, RUE CHICOINE, VAUDREUIL-DORION (QUÉBEC) J7V 8P2**

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

APPEL D'OFFRES N° VMP-16-008 - RÉFECTION DE CADRE ET COUVERCLE DE REGARDS D'ÉGOUT, DE CHAMBRES DE VANNE, DE TÊTE DE PUISARDS PAR SCIAGE CONVENTIONNEL, LÀ OÙ REQUIS, DANS DIFFÉRENTES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les **CENT VINGT (120)** jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire les cautionnements suivants, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

1. Cautionnement d'exécution (formulaire **3**) pour un montant équivalent à celui précisé dans les documents d'appel d'offres, soit un montant maximum de **CINQUANTE POUR CENT DU PRIX DU CONTRAT** ~~dollars~~ (**50%** ~~$~~) ; et

2. Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, biens et services (formulaire **4**) pour un montant équivalent à celui précisé dans les documents d'appel d'offres, soit un montant maximum de **CINQUANTE POUR CENT DU PRIX DU CONTRAT** ~~dollars~~ (**50%** ~~$~~).

Montréal

(rev.04-07)

EN FOI DE QUOI, la caution, par son représentant dûment autorisé, a signé à **LAVAL**,

Le **15 MARS 2016**

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

Par: _____

Nom du signataire **MYRIAM PARENT**
Compagnie : **INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE**
Titre : **MANDATAIRE**
Adresse : **2020, BOULEVARD ROBERT-BOURASSA, BUREAU 100, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 2A5**

Montréal

(rev.04-07)

DÉCLARATION RELATIVE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS

(Formulaire **11**)

Tel que mentionné à l'article 1.2.8 du Cahier des clauses administratives générales, une personne ne peut pas être nommée à une charge de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité, ni l'occuper, si elle a, directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, un contrat avec la municipalité.

Pour assurer le respect de cette disposition et éviter toute situation de conflit d'intérêts, tout soumissionnaire doit remplir, signer et joindre à sa soumission la présente déclaration relative aux conflits d'intérêts.

Le défaut de remettre et signer cette déclaration ou la remise d'une déclaration inexacte ou non signée peut entraîner le rejet de la soumission.

"Nous déclarons qu'aucune personne visée à l'article 1.2.8 du Cahier des clauses administratives générales ne détient, dans une entreprise (entrepreneur ou sous-traitant) présentant une soumission ou y participant, un intérêt d'au moins 10% ou n'occupe un poste de dirigeant d'une telle entreprise."



Signature du soumissionnaire

P.S. Les dispositions relatives aux renseignements et documents supplémentaires (cf. art. 1.3.2 du Cahier des clauses administratives générales) et au défaut de les fournir s'appliquent à toute demande formulée à cet effet par le Directeur.

(OU)

''Nous déclarons que la personne ci-après mentionnée est un fonctionnaire ou un employé occupant une charge ayant un lien avec ce contrat ou est liée à un tel fonctionnaire ou un tel employé, et détient dans une entreprise (entrepreneur ou sous-traitant) présentant une soumission ou y participant, un intérêt d'au moins 10% ou occupe un poste de dirigeant d'une telle entreprise:

Nom et adresse du fonctionnaire ou de l'employé

Charge occupée à la Ville par ce fonctionnaire ou cet employé ayant un lien avec ce contrat

---

Nom et adresse de la personne ayant un lien avec ce fonctionnaire ou cet employé et nature du lien

---

Nom et adresse de l'entreprise ou du sous-traitant concerné

_____

Description et pourcentage des intérêts détenus dans l'entreprise ou le sous-traitant concerné

_____

Poste de dirigeant occupé dans l'entreprise ou le sous-traitant concerné par l'une des personnes mentionnée à l'article 1.2.7 du Cahier des clauses administratives générales

_____

_____
Signature du soumissionnaire

P.S. Les dispositions relatives aux renseignements et documents supplémentaires (cf. art. 1.3.2 du Cahier des clauses administratives générales) et au défaut de les fournir s'appliquent à toute demande formulée à cet effet par le Directeur.

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Luc Charbonneau

Administration, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5701-8418-01 Numéro de validation : 1-1091440305

ÉMISE LE : 2015-03-23

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 23 mars

TITULAIRE DE LA LICENCE

Manorex inc.
1555 rue Chicoine
Vaudreuil-Dorion QC
Canada J7V 0P8

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.4 Routes et canalisation

------- 1 sous-catégorie(s) autorisée(s). -------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Industry Canada Industrie Canada

Certificate of Incorporation

Canada Business Corporations Act

Certificat de constitution

Loi canadienne sur les sociétés par actions

MANOREX INC.

Corporate name / Dénomination sociale

920274-9

Corporation number / Numéro de société

I HEREBY CERTIFY that the above-named corporation, the articles of incorporation of which are attached, is incorporated under the *Canada Business Corporations Act*.

JE CERTIFIE que la société susmentionnée, dont les statuts constitutifs sont joints, est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Virginie Ethier

Director / Directeur

2015-02-27

Date of Incorporation (YYYY-MM-DD)
Date de constitution (AAAA-MM-JJ)

Canada

Industry Canada Industrie Canada

2015-03-02

Corporations Canada
9th Floor, Jean Edmonds Towers South
365 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0C8

Corporations Canada
9e étage, Tour Jean-Edmonds sud
365 avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0C8

Corporation Information Sheet

Canada Business Corporations Act (CBCA)

Fiche de renseignements concernant la société

Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA)

MANOREX INC.

Corporation Number	920274-9	Numéro de société
Corporation Key Required for changes of address or directors online	23604471	Clé de société Requise pour mettre à jour en ligne l'adresse du siège social ou l'information concernant les administrateurs
Anniversary Date Required to file annual return	02-27 (mm-dd/mm-jj)	Date anniversaire Requise pour le dépôt du rapport annuel
Annual Return Filing Period Starting in 2016	02-27 to/au 04-28 (mm-dd/mm-jj)	Période pour déposer le rapport annuel Débutant en 2016

Reporting Obligations

A corporation can be dissolved if it defaults in filing a document required by the CBCA. To understand the corporation's reporting obligations, consult Keeping Your Corporation in Good Standing (enclosed or available on our website).

Corporate Name

Where a name has been approved, be aware that the corporation assumes full responsibility for any risk of confusion with existing business names and trademarks (including those set out in the NUANS® search report). The corporation may be required to change its name in the event that representations are made to Corporations Canada and it is established that confusion is likely to occur. Also note that any name granted is subject to the laws of the jurisdiction where the corporation carries on business. For additional information, consult **Protecting Your Corporate Name** (enclosed or available on our website).

Obligations de déclaration

Une société peut être dissoute si elle omet de déposer un document requis par la LCSA. Pour connaître les obligations de déclaration de la société veuillez consulter Maintenir votre société en conformité, ci-jointe ou disponible dans notre site Web.

Dénomination sociale

En dépit du fait que Corporations Canada ait approuvé la dénomination sociale, il faut savoir que la société assume toute responsabilité de risque de confusion avec toutes dénominations commerciales, marques de commerce existantes (y compris celles qui sont citées dans le rapport de recherche NUANS®). La société devra peut-être changer sa dénomination advenant le cas où des représentations soient faites auprès de Corporations Canada établissant qu'il existe une probabilité de confusion. Il faut aussi noter que toute dénomination octroyée est assujettie aux lois de l'autorité législative où la société mène ses activités. Pour obtenir de l'information supplémentaire, veuillez consulter le document **Protection de la dénomination sociale** ci-joint ou disponible dans notre site Web.

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

MANOREX INC.
1555, RUE CHICOINE, PORTE A
VAUDREUIL-DORION (QUEBEC) J7V 8P2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170763842

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 220112-HFTW-0277273
Date et heure de délivrance de l'attestation : 14 mars 2016 à 11 h 14 min 17 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2016

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 juillet 2015

MANOREX INC.
A/S MONSIEUR LUC CHARBONNEAU
3185, BOUL DE LA GARE
BUREAU 505
VAUDREUIL-DORION (QC) J7V 0P8

N° de décision : 2015-CPSM-1037341
N° de client : 3000628615

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous MANOREX EXCAVATION et MANOREX TECHNOLOGIE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). MANOREX INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **8 juillet 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

ANNEXE

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

LISTE D'APPAREILS DU SOUMISSIONNAIRE

Soumission no.	Période	Type d'appareil
VMP-16-008	2016-2017	Excavatrice

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance c.v.	Capacité
2015	Kubota	IKX080-4G				

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur
34331			

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location	Promesse d'achat
MANOREX INC	1555 Chicoine Vaudreuil	inclus ☐	incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance c.v.	Capacité
2011	Caterpillar	420E	6895			

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur
cat0420eldj102679			

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location	Promesse d'achat
Manorex Inc	1555 Chicoine Vaudreuil	inclus ☐	incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Les véhicules inscrits ci-dessus seront mis à notre disposition et seront utilisés pour les travaux relatifs à la présente soumission.

N'écrivez pas dans cet espace

Raison sociale du soumissionnaire
MANOREX INC

Signature de la personne autorisée	Date	Vérifié par:	Date
	16-03-16	Luc.C	

MANOREX

LISTE(S) D'APPAREILS DU SOUMISSIONAIRE

SOUMISSION NO. VMP-16-008

TYPE D'APPAREIL	*Année*	*Marque*	*Modèle*	*Poids*	*Immatriculation*	*No. Série*
Camion cube +outils	2012	Ford	CTV	2279	FKY5476	1FDXE4FL5CDA91106
Camion 6 roues	2008	Ford	DRW	4545	L660851	1FDXF47R88EB04545
Camion 10 Roues	2002	INTER	9400	7648	L662678	2HSCNAXR32C043517
Camion de service	2014	RAM	2500	3421	L660850	3C6UR5CL0EG283844
Camion de service	2015	Ford	F150	2217	FKS3094	1FTFW1EF1FFC08163
Rouleau Asphalte	2011	WACKE	RD12A	1132	V8217L	20040211

Luc Charbonneau
Président

MANOREX

Vaudreuil-Dorion, 7 Mars 2016

Manorex Inc
1555, rue Chicoine
Vaudreuil-Dorion, (Québec)
J7V 8P2

Objet: Résolution de Signature
NEQ: 1170763842
CIE: Manorex Inc

Résolution écrites tenant lieu de la réunion du conseil d'administration du 29 Février 2016

Il est résolu:

QUE Luc Charbonneau, Président *(ci-après le représentant)* soit, et il est par les présentes, autorisé à représenter la société **Manorex Inc.** Afin de contracter et/ou soumissionner avec un organisme public. Il prendra les décisions utiles et nécessaires qu'il jugera à cette fin.

QUE Les organismes municipaux et public soit, par les présentes, autorisé à communiquer au représentant les renseignements dont elle dispose et qui sont nécessaires.

Le soussigné, étant l'administrateur unique de la société **Manorex Inc**, signe et approuve les résolutions ci-dessus mentionnées. Un exemplaire de cette résolution est conservé au registre des procès-verbaux de la société et en fait partie intégrante.

En foi de quoi, nous lui délivrons la présente.

Cette résolution entre en vigueur et est signé à Vaudreuil-Dorion, ce 7 Mars 2016

Manorex Inc.

Luc Charbonneau
Président

/LC

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Appel d'offres public
n° VMP-16-008

Addenda 1

Devis Technique

Travaux Corrélatifs

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Jonathan Labonté, ing. - 143151

INGÉNIEUR - ENGINEER
Jonathan Labonté
143151
QUÉBEC

Date : 8 mars 2016

ADDENDA 1 DEVIS TECHNIQUE – TRAVAUX CORRÉLATIFS APPEL D'OFFRES PUBLIC VMP-16-008

1. FOURNITURE DE MATÉRIAUX AU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT DE LA VILLE

Contrairement à l'article 5.08 du fascicule 2-8, l'entrepreneur ne peut plus se procurer des pièces de puisard, trappes, couvercles et cadres de regards, échelons, etc. auprès du Service de l'approvisionnement de la Ville.

2. BORDEREAU DES PRIX ITEM «COUVERCLE ET CADRE DE REGARD»

Dans le bordereau des prix, page II-2 de II-3, l'item «Couvercle et cadre de regard» devrait se lire comme suit:

- Couvercle et cadre de regard
  2-8, 621(A)
  CR. M.V. 220-A, M.V.220-B, M.V. 236-C

3. SPÉCIFICATION DES TRAVAUX DE RÉPARATION

Les travaux de réparation ou de remplacement de sections visent seulement les sections jugées endommagées par le Directeur.

Plusieurs regards et chambres sont en briques, la réfection d'un ou plusieurs rangs de briques afin de stabiliser et niveler l'assise d'un cadre ou d'une section peut être requise.

Il n'y a pas de quantité minimum payable de réparation, la quantité payable des réparations est celle excédentaire au 300 mm qui doit être inclus dans le prix unitaire de nivellement.

Les profondeurs de réparation sont variables et fonction des actifs. La profondeur maximale de réparation pour un actif au cours des deux dernières années est de 1m.

4. MODIFICATION DE LA SECTION 3 DU DEVIS TECHNIQUE TRAVAUX CORRÉLATIFS

À la page V-6 de V-13, le premier paragraphe de la section 3 devrait se lire comme suit :

«Avant de présenter sa soumission, l'entrepreneur devra prendre connaissance de ce qu'impliquent des travaux similaires sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie. Une visite sommaire de l'arrondissement permettra d'obtenir des informations pertinentes concernant la nature et la situation des ouvrages existants, les espaces restreints pour la livraison des matériaux, les particularités de la circulation, les caractéristiques des équipements nécessaires, les installations nécessaires pour l'exécution des travaux, ainsi que tout autre renseignement qui pourrait affecter de quelque manière que ce soit l'exécution des travaux prévus au présent contrat.»

Le second paragraphe est inchangé.

4. MODIFICATION DE LA SECTION 13 DU DEVIS TECHNIQUE TRAVAUX CORRÉLATIFS

À la page V-13 de V-13, le point a. de l'article 13 devrait se lire comme suit :

« a. 2000 $ par jour ouvrable de retard à se conformer à l'article 3 «Délai d'exécution» des clauses administratives particulières; »

À la page V-13 de V-13, le point b. de l'article 13 devrait se lire comme suit :

« b. 1000 $ par jour ouvrable de retard ou pour la première infraction à l'article 5 «Planification des travaux» des prescriptions administratives particulières; 2000 $ pour la deuxième et chacune des suivantes dans le même contrat; »

5. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DU DEVIS TECHNIQUE TRAVAUX CORRÉLATIFS

À la page V-8 de V-13, le deuxième paragraphe de l'article 4.1 devrait se lire comme suit :

« Lorsque les travaux sont effectués sur une chaussée rigide, la réfection permanente devra être effectuée conformément à l'article 7.20 du fascicule 2-5. Un mélange de béton à haute résistance initiale, approuvé au préalable par le Directeur, doit être utilisé de façon à respecter les délais fixés à l'article 3 « Délai d'exécution » des Clauses administratives particulières. La résistance à la compression du béton doit avoir atteint au moins 20MPa, au moment de remettre la circulation. »

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166937005

Nature du dossier : Contrat de construction

Vérifications faites :
- ☑ RENA
- ☑ RBQ
- ☑ AMF

Fournisseur :

Nom : Manorex Inc.

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 389826

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			213 738,50 $	213 738,50 $				**427 477,00 $**

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Appel d'offres public
n° VMP-16-008

Addenda 1

Devis Technique

Travaux Corrélatifs

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Jonathan Labonté, ing. - 143151



Date : 8 MARS 2016

1. FOURNITURE DE MATÉRIAUX AU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT DE LA VILLE

Contrairement à l'article 5.08 du fascicule 2-8, l'entrepreneur ne peut plus se procurer des pièces de puisard, trappes, couvercles et cadres de regards, échelons, etc. auprès du Service de l'approvisionnement de la Ville.

2. BORDEREAU DES PRIX ITEM «COUVERCLE ET CADRE DE REGARD»

Dans le bordereau des prix, page II-2 de II-3, l'item «Couvercle et cadre de regard» devrait se lire comme suit:

- Couvercle et cadre de regard
  2-8, 621(A)
  CR. M.V. 220-A, M.V.220-B, M.V. 236-C

3. SPÉCIFICATION DES TRAVAUX DE RÉPARATION

Les travaux de réparation ou de remplacement de sections visent seulement les sections jugées endommagées par le Directeur.

Plusieurs regards et chambres sont en briques, la réfection d'un ou plusieurs rangs de briques afin de stabiliser et niveler l'assise d'un cadre ou d'une section peut être requise.

Il n'y a pas de quantité minimum payable de réparation, la quantité payable des réparations est celle excédentaire au 300 mm qui doit être inclus dans le prix unitaire de nivellement.

Les profondeurs de réparation sont variables et fonction des actifs. La profondeur maximale de réparation pour un actif au cours des deux dernières années est de 1m.

4. MODIFICATION DE LA SECTION 3 DU DEVIS TECHNIQUE TRAVAUX CORRÉLATIFS

À la page V-6 de V-13, le premier paragraphe de la section 3 devrait se lire comme suit :

«Avant de présenter sa soumission, l'entrepreneur devra prendre connaissance de ce qu'impliquent des travaux similaires sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie. Une visite sommaire de l'arrondissement permettra d'obtenir des informations pertinentes concernant la nature et la situation des ouvrages existants, les espaces restreints pour la livraison des matériaux, les particularités de la circulation, les caractéristiques des équipements nécessaires, les installations nécessaires pour l'exécution des travaux, ainsi que tout autre renseignement qui pourrait affecter de quelque manière que ce soit l'exécution des travaux prévus au présent contrat.»

Le second paragraphe est inchangé.

4. MODIFICATION DE LA SECTION 13 DU DEVIS TECHNIQUE TRAVAUX CORRÉLATIFS

À la page V-13 de V-13, le point a. de l'article 13 devrait se lire comme suit :

« a. 2000 $ par jour ouvrable de retard à se conformer à l'article 3 «Délai d'exécution» des clauses administratives particulières; »

À la page V-13 de V-13, le point b. de l'article 13 devrait se lire comme suit :

« b. 1000 $ par jour ouvrable de retard ou pour la première infraction à l'article 5 «Planification des travaux» des prescriptions administratives particulières; 2000 $ pour la deuxième et chacune des suivantes dans le même contrat; »

5. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DU DEVIS TECHNIQUE TRAVAUX CORRÉLATIFS

À la page V-8 de V-13, le deuxième paragraphe de l'article 4.1 devrait se lire comme suit :

« Lorsque les travaux sont effectués sur une chaussée rigide, la réfection permanente devra être effectuée conformément à l'article 7.20 du fascicule 2-5. Un mélange de béton à haute résistance initiale, approuvé au préalable par le Directeur, doit être utilisé de façon à respecter les délais fixés à l'article 3 « Délai d'exécution » des Clauses administratives particulières. La résistance à la compression du béton doit avoir atteint au moins 20MPa, au moment de remettre la circulation. »

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues **avant 11 h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : **VMP-16-008 - Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie.**

Date d'ouverture : **16 mars 2016**

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 1er mars 2016 par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Renseignements : Domenico Zambito – **vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca**

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 1er mars 2016

Le Secrétaire d'arrondissement
Me Domenico Zambito

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

Appel d'offres public
Exécution des travaux

n°VMP-16-008

Formule de soumission

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire d'arrondissement 800, Boul. Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11h
1	**mars**	**2016**	**16**	**mars**	**2016**	

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux corrélatifs	
Montant total avant taxes :	_____ $
Taxe sur les produits et services 5 % :	_____ $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	_____ $
Montant total :	**_____ $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :

Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

N°. d'inscription de la TVQ:

N°. d'inscription de la TVQ:

Je (Nous), soussigné(s): _____

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

_____

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie Montréal

Bordereau des prix
Soumission : VMP-16-008
Version du : 16/02/2016

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2016 et 2017

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD À NIVELER SUR RUE PRIORITAIRE **2-8, 6.22 (5.07)** **CR. M.V. 207**	30	UNITÉ		
TÊTE DE PUISARD DE RUE À NIVELER SUR RUE PRIORITAIRE **2-8, 6.12** **CR. M.V. 208**	50	UNITÉ		
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD À NIVELER **2-8, 6.22 (5.07)** **CR. M.V. 207**	40	UNITÉ		
TÊTE DE PUISARD DE RUE À NIVELER **2-8, 6.12** **CR. M.V. 208**	80	UNITÉ		
BOÎTE DE VANNE À NIVELER **2-5, 8.36**	10	UNITÉ		
REGARD D'ÉGOUT ET/OU CHAMBRE DE VANNE À RÉPARER **2-8, 6.23**	20	M.LIN.		
PUISARD À RÉPARER **2-8, 6.13**	20	M.LIN.		
COUVERCLE ET CADRE DE REGARD **2-8, 6.21(A)** **CR. M.V. 220-A, M.V. 220-B, M.V. 236-B**	60	UNITÉ		
TÊTE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE (MODÈLE ANTI-VÉLO) **2-8, 6.38A 2-8, 6.39B** **CR. M.V. 221-A, CR. M.V. 221-J**	100	UNITÉ		
RÉFECTION PERMANENTE DES COUPES **2-5, 7.20** **CR. M.V. 202**	30	M. CA.		
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU SOUS-TOTAL AVANT TAXES)	1	GLOBAL		

Sous-total avant taxes _____

Total T.P.S (5%) _____

Total T.V.Q. (9.5%) _____

Total taxes incluses _____

Signature : _____

LISTE DE RAPPEL

*Liste des documents qui doivent être inclus avec la formule de soumission par l'entrepreneur général

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

	☑
• La formule de soumission incluant le bordereau de prix dûment complété	☐
• La formule de cautionnement de soumission (formulaire 1) et la lettre d'engagement (formulaire 2)	☐
• La déclaration relative aux conflits d'intérêts (formulaire 11)	☐
• Licence de la Régie du bâtiment du Québec	☐
• Certificat d'attestation de votre incorporation de l'autorité gouvernementale concernée	☐
• Attestation délivrée par revenu Québec	☐
• Attestation de contracté délivrée par l'autorité des Marchés Financiers (AMF)	☐
• Déclaration des liens d'affaires si requis	☐
• Liste(s) d'appareils	☐
• Autres documents qui pourraient être requis dans la formule de soumission, veuillez vous référer au cahier des charges (Liste d'appareils du soumissionnaire, etc.) et aux clauses administratives générales.	☐
• Résolution de la compagnie	☐

• **Addenda inclus (lorsqu'un addenda a été émis)**

→ **Addenda no 1 émis le :** _____
→ **Addenda no 2 émis le :** _____
→ **Addenda no 3 émis le :** _____

Je, Soussigné(e) représentant dûment autorisé du soumissionnaire, certifie que tous les documents ci-haut mentionnés sont joints dans la formule de soumission en duplicata, dûment signés. Toute omission des documents requis ou modification sur les formulaires types de la Ville peut entraîner le rejet de la soumission.

Date _____ Signature _____

ANNEXE

Montréal

Arrondissement Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
Section aqueduc et égouts

LISTE D'APPAREILS DU SOUMISSIONNAIRE

Soumission no.	Période	Type d'appareil
	2016-2017	

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité
					c.v.	

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location	Promesse d'achat
		inclus ☐	incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité
					c.v.	

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location	Promesse d'achat
		inclus ☐	incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Les véhicules inscrits ci-dessus seront mis à notre disposition et seront utilisés pour les travaux relatifs à la présente soumission.

N'écrivez pas dans cet espace

Raison sociale du soumissionnaire

Signature de la personne autorisée	Date	Vérifié par:	Date

Ville-Marie
Montréal

Réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-16-008

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 16 mars 2016, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 1er mars 2016 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Nathalie Deret, agente de recherche et en présence de monsieur Simon Laviolette, stagiaire scientifique et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Manorex inc.	427 477,00 $
Les entreprises Michaudville inc.	470 700,04 $
Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc.	661 514,41 $
Les constructions et pavage Jeskar inc.	692 436,94 $
Socomec industriel inc.	786 279,53 $
9045-6823 Québec inc. FAS le groupe Damiano inc.	1 107 899,10 $
Eurovia Québec construction inc.	1 119 977,22 $
CMS entrepreneurs généraux inc.	1 229 881,83 $
Les entreprises de construction Ventec inc.	1 718 128,91 $

Jacinthe Meilleur 2016-03-16
Jacinthe Meilleur date
Analyste de dossiers

Simon Laviolette 2016/03/16.
Simon Laviolette date
Stagiaire scientifique

Nathalie Deret 2016/03/16
Nathalie Deret date
Agente de recherche

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166937005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser une dépense maximale de 427 477,00 $ pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires);

  D'accorder, à cette fin, un contrat de 427 477,00 $, à Manorex inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois , au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 427 477,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 427 477,00 $

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			213 738,50 $	213 738,50 $				**427 477,00 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 390 343,48 $

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			195 171,74 $	195 171,74 $				**390 343,48 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 390 343,48 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2101	0010000	306141	04161	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 442736
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

De : Luc Charbonneau <Luc@manorex.ca>
A : "jonathan.labonte@ville.montreal.qc.ca" <jonathan.labonte@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Catherine Lambert <catherine@manorex.ca>, "alejandro.restrepo@ville.montreal.qc.ca" <alejandro.restrepo@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-02-19 15:08
Objet : Re: Renouvellement de VMP-16-008

Oui c'est certain !

Merci !!

Envoyé de mon iPhone

Le 19 févr. 2018 à 13:56, "jonathan.labonte@ville.montreal.qc.ca" <jonathan.labonte@ville.montreal.qc.ca> a écrit :

Bonjour Luc

Est-ce que Manorex est intéressé à renouveler l'entente pour la réfection de cadre et couvercle pour la dernière année possible du contrat?

Merci

<mime-attachment.jpg> **Jonathan Labonté**, ing.
Direction des Travaux publics
1455, rue Bercy
Montréal (Qc) H2K 2V1
Tél. : (514) 872-8392
jonathan.labonte@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166937005

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Manorex Inc.	389826

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		213 738,50 $						**213 738,50 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	mai	2018		01	octobre	2018

Formulaire complété par : Marie-Laine Forcier

Prénom, nom

Date et heure système : 22 février 2018 09:45:13

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166937005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Se prévaloir de l'option de prolongation du contrat accordé à Manorex inc. pour la réfection de cadre et couvercle de regards d'égout, de chambres de vanne, de tête de puisards par sciage conventionnel, là où requis, dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres public VMP-16-008 - 9 soumissionnaires);

Autoriser une dépense additionnelle de 213 738.50 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 427 477 $ à 641 215.50 $, taxes incluses;

Bonifier le bon de commande 1132599."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 213 738,50 $

	Années antérieures	2018
Montant	427 477,00 $	213 738,50 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 195 171,74 $

	Années antérieures	2018
Montant	390 343,48 $	195 171,74 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 195 171,74 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2101	0010000	306141	04161	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion no VM66937005.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-02-22**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1184951001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, du 14 mars 2018 au 31 décembre 2020 ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables et accorder une contribution de 30 000 $

Il est recommandé :
D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020 ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables de l'arrondissement;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 30 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 10:21

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184951001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, du 14 mars 2018 au 31 décembre 2020 ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables et accorder une contribution de 30 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'arrondissement de Ville-Marie a mis sur pied en 2013, un programme pour encourager les familles de l'arrondissement à utiliser des couches lavables pour bébé. Pour ce faire, elle a confié la gestion du *« Programme écologique des couches lavables »* à la Société écocitoyenne de Montréal, anciennement Éco-quartier Sainte-Marie inc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 240381 (10 juillet 2013) - **CA15 240643** (8 décembre 2015) **CA16 240027** (9 février 2016): Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017, avec la Société écocitoyenne de Montréal. pour le programme écologique des couches lavables et accorder une contribution de 10 000 $
CA17 240023 - D'approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal afin d'augmenter de 10 000 $ la contribution accordée dans le cadre du programme écologique de couches lavables pour une contributions totale de 20 000 $

CA18 240018 - Modifier la résolution CA16 240027 et approuver la convention modifiée avec la Société écocitoyenne de Montréal afin de prolonger le « Programme écologique des couches lavables » et ce, jusqu'à épuisement des fonds

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie offre une subvention de 180 $ pour l'achat ou la location de couches lavables pour bébé. Cette initiative, gérée par la Société écocitoyenne de Montréal , vise à encourager cette pratique écoresponsable qui permet notamment de réduire considérablement la quantité de déchets domestiques destinés à l'enfouissement.
Depuis le 1er septembre 2013, date où le programme est entré en vigueur, plus de 200 subventions ont été remises aux familles résidantes de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de couvrir en partie les frais rattachés à l'achat de couches lavables.
Chaque famille s'est engagée à utiliser les couches lavables et a produit une facture indiquant l'achat d'environ 20 couches neuves lavables.

JUSTIFICATION

Le programme a l'avantage de se traduire par une économie financière à la cueillette et à l'enfouissement de 100 tonnes de déchets pour l'arrondissement (+ 10 000 $). En plus de cet aspect écologique de cette contribution , la mesure peut également permettre à une famille d'économiser substantiellement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution est de 10 000 $ par année, renouvelable trois (3) fois jusqu'à un maximum de 30 000 $ pour trois (3) ans ou jusqu'à épuisement des fonds.
La contribution financière permettra de financer 150 autres subventions aux familles de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les couches jetables sont le troisième déchet en importance dans les sites d'enfouissement; l'utilisation des couches lavables s'inscrit dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui incite les villes à mettre en valeur 65 % des matières résiduelles : on parle ici de réduction à la source (achat, déplacement), réemploi sur deux à trois ans sinon avec un autre enfant, recyclage, que ce soit en guenille ou dans un écocentre. L'utilisation de couches lavables dans 100 familles peut représenter une réduction de 100 tonnes de déchets à être enfouies.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Participation au développement durable;
Poursuite des actions en faveur des familles;
Économie substantielle pour les familles participantes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La diffusion du programme sera intégrée aux communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

Driss EZZAHER, 28 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-02-28
Valérie LEDUC Agente de développement - Expertise		Josée POIRIER Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 868-5133	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-1769 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
Pour Dominique Archambault
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2018-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184951001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, du 14 mars 2018 au 31 décembre 2020 ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables et accorder une contribution de 30 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184951001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles




SEM_2018-2020_convention.docAspect financier_GDD 1184951001.pdf

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Nº d'inscription TPS : 121364749
Nº d'inscription TVQ : 100600137

Ci-après appelée la **«VILLE»**

ET : **SOCIÉTÉ ECOCITOYENNE DE MONTREAL,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 2187, rue Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5, agissant et représentée par madame Roxanne L'écuyer, directrice générale, dûment autorisée à cette fin par une résolution de son conseil d'administration du 19 novembre 2015;

No d'inscription TPS : 101088342 RT
No d'inscription TVQ : 1006371163 RQ0001
No d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme est disposé à collaborer avec la Ville afin de réaliser le présent projet visant la gestion d'un programme de subvention aux familles de l'arrondissement de Ville-Marie pour encourager l'utilisation de couches lavables pour bébés dans le cadre du plan de développement durable de la collectivité montréalaise et de la politique familiale à l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique au Contractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 "Directrice" : madame Dominique Archambault, Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

1.2 "Projet" : la gestion du Programme de subvention aux familles de Ville-Marie pour encourager l'utilisation de couches lavables pour bébés;

1.3 "Annexe 1" : la description du programme.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

La présente convention établit les modalités et les conditions du versement de la contribution de la Ville au financement des activités de l'Organisme liées au Projet tel que définit en Annexe 1.

L'Annexe 1 fait partie intégrante du présent protocole. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération des obligations assumées par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues au présent protocole d'entente, la VILLE s'engage à lui verser la somme maximale TRENTE MILLE dollars (30 000 $) incluant toutes les taxes applicables le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

3.2 Cette somme sera versée à l'Organisme en six versements :

3.2.1 Un premier versement de NEUF MILLE dollars (9 000 $) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle la présente convention sera signée par les deux parties;

3.2.2 Un deuxième versement de MILLE dollars (1 000 $) dans les trente jours de l'approbation par la Directrice du rapport final 2018 fourni par l'Organisme comportant la liste des familles participant au programme des couches lavables;

3.2.3 Un troisième versement de NEUF MILLE dollars (9 000 $) au plus tard le 30 janvier 2019;

3.2.4 Un quatrième versement de MILLE dollars (1 000 $) dans les trente jours de l'approbation par la Directrice du rapport final 2019 fourni par l'Organisme comportant la liste des familles participant au programme des couches lavables;

3.2.5 Un cinquième versement de NEUF MILLE dollars (9 000 $) au plus tard le 30 janvier 2020;

3.2.6 Un sixième versement de MILLE dollars (1 000 $) dans les trente jours de l'approbation par la Directrice du rapport final 2020 fourni par l'Organisme comportant la liste des familles participant au programme des couches lavables.

3.3 La VILLE fera la promotion du programme écologique des couches lavables dans ses communications et mettra le formulaire d'application au programme en ligne sur le site de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière de la Ville, l'Organisme doit :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 1;

4.2 affecter exclusivement ce montant à la réalisation du Projet. Des frais de gestion de 10 % de la contribution financière est accordés à l'Organisme;

4.3 terminer le Projet au plus tard le 31 décembre 2020 ou lorsque 150 familles auront reçues la subvention de CENT QUATRE-VINGT dollars (180,00 $) accordée par l'Organisme;

4.4 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.5 mettre en évidence la participation de la VILLE dans la réalisation du projet;

4.6 payer directement aux citoyens rencontrant les modalités du programme la contribution financière de 180 $;

4.7 déposer des demandes de subvention dans des programmes susceptibles de permettre de bonifier le projet et en informer la directrice;

4.8 tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.9 remettre à la Ville un bilan annuel du Projet et un compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui, au plus tard le 30 janvier de chaque année du présent protocole d'entente ainsi qu'un rapport final du Projet au plus tard dans les trois (3) mois suivant l'échéance du Projet;

4.10 à compter du 31 décembre 2020, toute portion non utilisée de la contribution sera retournée à la VILLE avec le rapport final.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'en exécuter toutes et chacune des obligations.

5.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la VILLE n'aurait pas signé le présent protocole et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation.

Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière, devra lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 6
CONDITIONS GÉNÉRALES

6.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

6.2 CESSION

Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable de l'autre partie.

6.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de ce protocole n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

6.4 VALIDITÉ

Une disposition du présent protocole jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

6.5 LOIS APPLICABLES

Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL
(ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE)

Par : _____
Domenico Zambito, secétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL

Par :_____
Roxanne L'écuyer, directrice générale

Soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1184951001, cette convention a été approuvée par la résolution_____ du conseil, lors de sa séance du _____.

ANNEXE 1

PROGRAMME ÉCOLOGIQUE DES COUCHES LAVABLES

Programme de subventions aux familles de l'arrondissement de Ville-Marie pour encourager l'utilisation de couches lavables pour bébés.

L'arrondissement de Ville-Marie met de l'avant ce projet de subvention par la Société écocitoyenne de Montréal pour encourager l'utilisation de couches lavables**.**

150 subventions d'une valeur de 180 $ chacune seront offertes.

Pour être admissible :

1. Être résident de l'arrondissement de Ville-Marie.
2. Être parent d'un enfant de moins de 12 mois.
3. S'engager à utiliser les couches lavables pendant la période durant laquelle votre enfant sera aux couches.
4. S'inscrire avant le 31 décembre 2020;
5. Avoir déjà dépensé un minimum de 180 $ et remettre les pièces justificatives avec votre demande à la Société écocitoyenne de Montréal.

Liste des pièces justificatives

1. Formulaire d'inscription et contrat d'engagement remplis et signés par le(s) parent (s);
2. Preuve de résidence (compte de service public d'Hydro-Québec, Bell Canada, Vidéotron, Gaz Métro, etc…, bail en règle, permis de conduire, avis de dépôt de la Sécurité du revenu ou de l'Assurance enploi etc..)
3. Preuve de naissance de votre enfant :
   - **3.1** copie du constat de naissance
   - **3.2** confirmation de l'inscription de naissance au registre de l'état civil
   - **3.3** copie du certificat de naissance
   - **3.4** carte d'assurance maladie du bébé
4. Facture originale d'un minimum de 180 $ pour un ensemble de 20 couches (minimum) lavables et neuves ou facture originale d'un minimum de 180 $ pour un contrat de location de couches lavables pour bébé d'une durée de 12 mois.

Renseignements et formulaires

Société écocitoyenne de Montréal
2187, rue Larivière,
Montréal, Québec, H2K 1P5

Bureau Accès Montréal (BAM)
800 de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal, H2L 4L8

Les formulaires sont disponibles également sur le site internet de l'arrondissement de Ville-Marie au www.ville.montreal.qc.ca/vm

Les formulaires remplis et signés peuvent être envoyés par la poste à Société écocitoyenne de Montréal avec des copies des pièces justificatives sauf pour la facture qui doit être une facture originale. 1 seule subvention par enfant.

Les 150 familles admissibles recevront leur subvention de Société écocitoyenne de Montréal dans un délai de 30 jours**.**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184951001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société écocitoeynne de Montréal	380164

Financement : Autre

Précision: 306163-4321 ou

306163-4399

Budget Gestion des matières résiduelles

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		10 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $				**30 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 33

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	14	mars	2018	Date de fin :	31	décembre	2020

Formulaire complété par : Valérie Leduc

Prénom, nom

Date et heure système : 28 février 2018 14:02:20

PROGRAMME DE SUBVENTION DE COUCHES LAVABLE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Bilan du projet-pilote 2013-2015

Société écocitoyenne de Montréal
1er février 2016

Depuis septembre 2013 la Société écocitoyenne de Montréal (SEM), mandataire de l'Éco-quartier de Sainte-Marie est responsable de la mise en œuvre du programme de subvention de couches lavables de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce programme devant se dérouler du mois de septembre 2013 au mois de décembre 2015, il faisait d'une certaine façon office de projet-pilote. Près de deux ans plus tard, la SEM vous dresse un bilan du projet, faisant à la fois office de suivi au niveau des subventions restantes et de la satisfaction des participants au programme.

Afin de rendre possible ce projet, la SEM a évidemment collaboré avec le service du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie afin de fixer les balises du programme et avec le service des communications pour la conception des outils promotionnels. La SEM a également mis en place un partenariat avec les organismes mandataires deux autres éco-quartiers de Ville-Marie afin de faciliter l'accès au programme à l'ensemble des citoyens de l'arrondissement.

L'entente de collaboration a été conclue avec l'arrondissement pour une durée de 2 ans et 4 mois et permettrait de verser un maximum de 100 subventions de 180$. En date du 31 décembre 2015, l'ensemble des subventions ont été accordées.

Voici un récapitulatif des subventions accordées par année et par district :

	Sainte-Marie	Saint-Jacques	Peter McGill	TOTAL
2013 (sept. – déc.)	15	6	1	**22**
2014	15	11	6	**32**
2015	25	16	5	**46**
TOTAL	**55**	**33**	**12**	**100**

Suivi des subventions accordées de septembre 2013 à mars 2015

Afin d'assurer un suivi et de documenter la satisfaction des participants au programme nous avons communiqué avec les 61 familles ayant bénéficiées de la subvention de septembre 2013 à avril 2015 (nous attendons toujours quelques mois après l'octroi de la subvention, question que les familles aient le temps nécessaire de mettre à l'essai les couches lavables). Le but de ce suivi était dans un premier de valider si elles utilisaient toujours les couches lavables et ensuite de recueillir leurs commentaires à cet effet.

Nous avons rejoints 51% des participants ayant bénéficié de la subvention, de ce nombre 94% utilisaient toujours leurs couches lavables.

Les participants rejoints sont très satisfaits de leur choix d'utiliser des couches lavables et considèrent que la subvention accordée par l'arrondissement de Ville-Marie fut d'une grande aide. Les nouveaux parents saluent ce coup de pouce offert par le programme de subvention de couches lavables et sont satisfaits de ses paramètres (critères, modalités d'inscription, mode de paiement, etc). Si dans certains cas c'est la subvention qui a convaincu les parents d'utiliser les couches lavables au détriment des jetables, tous s'entendent pour dire que la somme offerte est des plus appréciée.

Plusieurs familles utilisatrices nous ont également mentionnées avoir apprécié la souplesse des critères d'admissibilité de la subvention. Les gens appréciaient pouvoir choisir le modèle de leur choix ou encore faire affaire avec un service de location.

Ce suivi nous également permis d'enregistrer un commentaire récurrent chez de nombreuses familles, dont les enfants fréquentent la garderie. Plusieurs garderies ne permettent pas l'utilisation de couches lavables, les familles doivent donc se procurer des couches jetables pour la garderie et réserver l'utilisation des couches lavables pour la maison et l'extérieur. Ces familles estiment que les couches lavables ont beaucoup évoluées, sont maintenant faciles d'utilisation et qu'une sensibilisation auprès des CPE et garderies serait de mise.

Séance d'information sur les couches lavables

La SEM a été approché par Lange bleu, un programme qui a pour mission la sensibilisation et la promotion de l'utilisation des couches lavables, afin d'organiser en juin 2015 une rencontre d'information à l'intention des futurs ou nouveaux parents ou à tous ceux désireux d'en apprendre davantage à ce sujet. Cette séance s'inscrivait dans les efforts de promotion du programme de subvention de couches lavables de l'arrondissement de Ville-Marie. Sept familles de l'arrondissement ont répondu à l'appel, confirmant du même coup leur intérêt pour le programme de subvention.

État des résultats 2013-2015	
REVENUS	
1er versement arrondissement de Ville-Marie	10 000$
2e versement arrondissement de Ville-Marie	10 000$
DÉPENSES	
2013	
Subventions aux citoyens (22 x 180$)	3960$
Frais d'administration SEM (15 x 25$)	335$
Frais d'administration versés – Saint-Jacques (6 x 15$)	90$
Frais d'administration versés – Peter McGill (1 x 15$)	15$
Sous-total des frais 2013	4400$
2014	
Subventions aux citoyens (32 x 180$)	5760$
Frais d'administration SEM (19 x 25$)	445$
Frais d'administration versés – Saint-Jacques (9 x 15$)	135$
Frais d'administration versés – Peter McGill (4 x 15$)	60$
Sous-total des frais 2014	6400$
2015	
Subventions aux citoyens (46 x 180$)	8280$
Frais d'administration SEM (25 x 25$)	605$
Frais d'administration versés – Sainte-Jacques (16 x 15$)	240$
Frais d'administration versés – Peter McGill (5 x 15$)	75$
Sous-total des frais 2015	9200$
Total depuis le début du programme	*20 000$*
Balance	0$

Mars 2017

PROGRAMME DE SUBVENTION DE COUCHES LAVABLES

Bilan du projet – PHASE II



Présenté par la
Société écocitoyenne de Montréal

Depuis septembre 2013, la Société écocitoyenne de Montréal SEM, mandataire du programme éco-quartier dans Sainte-Marie, est responsable de la mise en œuvre du programme de subvention de couches lavables de l'arrondissement de Ville-Marie. Le tout débuta avec un projet pilote de 100 subventions, et lorsque ce dernier arriva à échéance en décembre 2015, le programme a été reconduit en 2016 pour 50 subventions supplémentaires et en 2017 pour 50 autres. La SEM a cru bon de dresser le bilan de la première année de cette phase II et ainsi faire le suivi des subventions accordées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.

Tout d'abord, afin de rendre possible ce projet, la SEM a travaillé en collaboration avec, dans un premier temps, la Société de développement social de Ville-Marie SDSVM dans le but de fixer les balises du programme, et dans un deuxième temps, avec le Service des communications pour la conception des outils promotionnels. La SEM a également mis en place un partenariat avec les deux autres organismes mandataires éco-quartiers de Ville-Marie afin de faciliter l'accès du programme à l'ensemble des citoyens de l'arrondissement.

Voici un tableau faisant un récapitulatif des 46 subventions accordées en 2016 par district au cours de la phase II, et un tableau concernant les états financier

Phase II - 2016	Sainte-Marie	Saint-Jacques	Peter McGill	TOTAL
Subventions accordées	26	15	5	46

État des résultats 2016	
REVENUS	
1er versement arrondissement de Ville-Marie	9000$
DÉPENSES	
Subventions aux citoyens (46 x 180$)	8280$
Frais d'administration SEM (26 x 23.84$)	620$
Frais d'administration versés – Saint-Jacques (15 x 15$)	225$
Frais d'administration versés – Peter McGill (5 x 15$)	75$
Sous-total des frais 2016	9200$
Balance	-200$

Suivi des subventions accordées entre mai 2015 et juillet 2016

Dans le but de documenter la satisfaction des participants au programme en question, nous avons effectué un suivi et communiquer avec 54 familles entre le 20 février et le 6 mars. Évidemment, afin de s'assurer que les familles aient véritablement le temps de mettre les couches lavables à l'essai, nous attendons plusieurs mois après l'octroi de la subvention avant de communiquer avec eux.

Ce suivi nous a permis, dans un premier temps, de vérifier si les familles utilisaient toujours les couches lavables, et dans un deuxième temps, de recueillir leurs commentaires.

Nous sommes donc entrés en communication avec 72% des participants au programme, et de ce nombre, 90% en faisaient toujours l'utilisation. D'ailleurs, la vaste majorité des participants contactés se disent satisfaits de leur choix d'utiliser des couches lavables, et ces derniers affirment que la subvention accordée par l'arrondissement de Ville-Marie représente un incitatif important dans leur choix d'utiliser des couches lavables au détriment des jetables, en plus de leur permettre d'acheter des couches de plus grande qualité qui dureront plus longtemps.

De plus, l'ensemble des participants se disent satisfaits des paramètres du programme (critères, modalités d'inscription, mode de paiement, etc.) et ils ont apprécié la souplesse des critères d'admissibilité qui leur a permis de choisir le modèle de leur choix, ou encore, de faire affaire avec un service de location.

D'un autre côté, ce suivi nous a également permis d'enregistrer un commentaire qui est récurrent depuis le tout début du programme, chez les parents dont les enfants fréquentent CPE ou garderie. Comme plusieurs CPE ou garderies ne permettent pas l'utilisation de couches lavables, certaines familles doivent se procurer des couches jetables pour la journée et réserver l'utilisation des couches lavables pour la maison. C'est en fait 43% des participants, qui envoient leur enfant en CPE ou garderie, qui sont confrontés à des établissements où les couches lavables ne sont pas permises. Il serait donc selon nous à propos de faire de la sensibilisation auprès des CPE et garderies qui ne les acceptent pas.

L'arrondissement de Ville-Marie se démarque !

À Montréal, il n'y a que 2 arrondissements qui offrent une subvention aux nouvelles familles qui optent pour l'utilisation de couches lavables et la subvention de l'arrondissement de Ville-Marie se démarque par sa générosité. En effet, cette dernière est de 180$, alors que pour l'arrondissement de Verdun elle est de 100$. Par ailleurs, la vaste majorité des subventions de la sorte offertes par les municipalités de la grande région de Montréal se situent autour de 100$. La seule ville à offrir une subvention plus généreuse est Laval avec un montant de 200$.

Alors que les familles sont de plus en plus nombreuses à se questionner entre l'utilisation de couches lavables ou l'utilisation de couches jetables pour des raisons écologiques et économiques, il est plus important que jamais de saisir cette occasion en ayant un programme de subvention couches lavables qui puisse jouer un rôle incitatif.

L'avenir du programme de subvention couches lavables

La Société écocitoyenne de Montréal et les participants se réjouissent du fait que l'arrondissement Ville-Marie ait reconduit le programme de subvention de couches lavables avec 50 subventions supplémentaires pour l'année 2017, puisque nous remarquons un véritable engouement dans la communauté. En effet, avec très peu, voire pas du tout, de promotion à sa reconduction en 2016, cette initiative a tout de même réussie à atteindre 46 familles en 2016. De plus, nous pouvons affirmer, après plus de 3 ans, que cette brillante initiative de l'arrondissement a fait sa place dans le quartier, a su démontrer toute la pertinence de subventionner l'achat de couches lavables et confirmé le réel attrait des nouvelles familles pour les couches lavables.

Il serait, selon nous, pertinent et logique de faire du programme de subvention de couches lavables, une mesure à long terme qui s'étalerait à tout le moins sur plusieurs années. Il serait également approprié d'évaluer la possibilité de développer, dans une optique de complémentarité, un volet destiné aux CPE et aux garderies. Il existe d'ailleurs à cet effet, notamment, un organisme dont la mission est d'offrir un service clé en main de location, livraison et entretien de couches lavables aux CPE et garderies de Montréal et des environs. Comme il reste encore beaucoup de chemin à faire avant que l'ensemble des garderies s'ouvrent à l'utilisation des couches lavables et que le principal frein est l'aspect financier, un programme de subvention par établissement aurait un impact très considérable.

En terminant, nous sommes encore une fois en mesure de témoigner à quel point les participants sont fiers de limiter leur impact sur l'environnement et nous croyons fermement en l'importance de promouvoir l'utilisation des couches lavables et l'importance de soutenir les nouvelles familles du quartier dans ce choix.

PROGRAMME DE SUBVENTIONS COUCHES LAVABLES

BILAN ANNUEL DU PROJET – 2017



Présenté par la
Société écocitoyenne de Montréal
Février 2018

Le programme de subventions couches lavables de l'arrondissement de Ville-Marie a été mis sur pied en septembre 2013, pour une période de 2 ans et demi, pour ensuite être reconduit consécutivement pour une année en 2016 puis en 2017. La Société écocitoyenne de Montréal (SEM), mandataire du programme éco-quartier pour le district de Sainte-Marie, est fière de mettre en œuvre ce programme depuis sa création afin de soutenir les jeunes familles du quartier qui souhaitent réduire leur impact environnemental.

Afin de rendre possible la mise en œuvre de ce projet, la SEM a travaillé en collaboration avec, dans un premier temps, la Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM) et la Division des Sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie dans le but de fixer les balises du programme. Par la suite, le soutien du Service des communications de l'arrondissement de Ville-Marie fut nécessaire pour la conception des outils promotionnels. La SEM a également mis en place un partenariat avec les deux autres organismes mandataires éco-quartiers de Ville-Marie afin de faciliter l'accès du programme à l'ensemble des citoyens de l'arrondissement.

Voici un tableau faisant un récapitulatif des subventions accordées en 2017. Le tableau présente le lieu de résidence des participants et indique le nombre de demandes traité par chacun des éco-quartiers. À noter que les résidents peuvent présenter leur demande en personne à l'un des 3 éco-quartiers de l'arrondissement, peu importe dans quel district ils habitent. Cependant, toutes les demandes faites par la poste doivent être acheminées à la SEM exclusivement.

	Sainte-Marie	Saint-Jacques	Peter McGill	TOTAL
Lieu de résidence	26	20	2	48
Demande traitée par	25	21	2	48

Le tableau qui suit présente, quant à lui, les détails des fonds reçus et les dépenses dans le cadre des activités du programme de subvention de couches lavables entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017. À noter que le versement en début d'année 2017 était bien de 9000$, mais qu'il avait un montant à recevoir, administrativement parlant et affecté à l'année précédente, de 200$.

État des résultats 2017	
REVENUS	
1er versement arrondissement de Ville-Marie	8800$
DÉPENSES	
Subventions aux citoyens (48 x 180$)	8640$
Frais d'administration SEM (25 x 24.60$)	615$
Frais d'administration versés – Saint-Jacques (21 x 15$)	315$
Frais d'administration versés – Peter McGill (2 x 15$)	30$
Sous-total des frais 2017	9600$
Balance	-800$

Suivi des subventions accordées

Chaque année, la SEM fait un suivi auprès des résidents ayant reçu la subvention. Afin d'assurer la pertinence de ce dernier, nous attendons au minimum 6 mois après l'octroi de la subvention pour nous assurer que les parents aient véritablement eu le temps de mettre les couches lavables à l'essai. C'est alors que nous leur demandons s'ils utilisent toujours les couches lavables et dans quelle mesure la subvention de l'arrondissement représente un incitatif dans leur choix d'utiliser ces dernières au profit des couches jetables. Du même coup, nous relevons les avantages et inconvénients de leur expérience, de même que tout autre commentaire qui nous est transmis.

Nous avons donc, au courant du mois de janvier 2018, effectué un suivi auprès des familles ayant obtenu la subvention entre juin 2016 et juin 2017. Dans un premier temps, l'ensemble des familles qui ont profité du programme de subvention durant cette période ont été contactées. Sur ces 44 familles nous en avons rejoint 70%, soit 31 participants. De ce nombre, 97% des familles utilisaient toujours les couches lavables. D'ailleurs, la vaste majorité des participants contactés se disaient très satisfaits de leur choix et affirmaient que la subvention accordée par l'arrondissement de Ville-Marie représente une aide financière importante leur ayant permis d'acheter, soit des couches de plus grande qualité qui dureront plus longtemps, soit un plus grand nombre de couches afin de réduire au maximum l'utilisation de couches jetables au profit des couches lavables.

De plus, ce suivi nous a permis de constater que de plus en plus de participants au programme, dont l'enfant fréquente le CPE ou la garderie, réussissent à trouver un établissement qui accepte leurs couches lavables. En effet, bien que dans certains cas les parents ont dû approcher plus d'un CPE avant de satisfaire leurs

besoins, seulement 20% des familles contactées ont été confrontés à des établissements où les couches lavables ne sont pas permises. Comme quoi ces dernières gagnent du terrain et que les préoccupations environnementales des jeunes familles sont de plus en plus partagées avec les CPE et les garderies. Nous constatons ici qu'il s'agit d'une amélioration puisqu'aux débuts du programme, il y a plus de 4 ans, il s'agissait d'un commentaire récurrent et de nombreuses familles ayant des couches lavables devaient se résigner à l'utilisation du ''pendant'' jetable pour le CPE ou la garderie.

Finalement, les paramètres du programme n'ont suscité aucun commentaire négatif de la part des participants lors de notre suivi. La souplesse des critères d'admissibilité permettant aux familles d'acheter le modèle de leur choix ou de faire affaire avec un service de location étant bien appréciée.

Nouveaux outils de communication et mobilisation

En 2017 l'arrondissement a procédé à la réimpression des outils de communication, à savoir un dépliant et une affiche, avec de nouveaux formats et un visuel revisité. Nous avons profité de la révision de ces outils pour affiner certains critères d'admissibilité ainsi que pour simplifier le dépliant qui est devenu un carton informatif. C'est donc en juillet que nous avons eu accès à ces nouveaux outils de communication.

Le SEM, les éco-quartiers St-Jacques et Peter McGill ainsi que l'arrondissement en ont donc profité pour faire la promotion massive du programme, nouveaux outils en main. Cet effort de mobilisation était nécessaire puisqu'aucune promotion n'avait été faite depuis la fin de l'entente initiale à la fin 2015. En plus de la distribution du carton et de l'affichage aux endroits stratégiques, l'information a été transmise dans le bulletin de l'arrondissement, dans les infolettres, médias sociaux et sites webs des éco-quartiers et de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous pouvons sans aucun doute affirmer que ces nouveaux outils, plus les efforts de mobilisation, ont eu un impact considérable sur le programme, puisque la vaste majorité des subventions accordées en 2017 l'ont été à partir de ce moment. En effet, seulement 17 subventions furent accordées avant, contre 31 au cours de la deuxième moitié de l'année.

Les couches lavables à Montréal

Durant plusieurs années, les deux seuls arrondissements de la Ville de Montréal à avoir mis sur pied un programme de subventions pour les couches lavables étaient Verdun et Ville-Marie. Depuis 2017, de plus en plus d'arrondissements s'inspirent de cette initiative et emboitent le pas afin d'appuyer les familles qui optent pour cette alternative écologique. C'est notamment le cas des arrondissements Rosemont-La-Petite-Patrie, LaSalle, Saint-Laurent, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Lachine. Les paramètres des programmes sont sensiblement les mêmes d'un arrondissement à l'autre, bien que celui de l'arrondissement Ville-Marie continuer de se démarquer par sa générosité au niveau du montant accordé.

Pérennisation du programme

Près de 4 ans et demie après la création du programme de subventions couches lavables, et maintenant que ce dernier ait accordé un total de 198 subventions, nous pouvons affirmer que l'arrondissement de Ville-Marie a permis de détourner de l'enfouissement plusieurs tonnes de couches jetables. En effet, comme un bébé utilise plus de 6000 couches représentant près d'une tonne de déchet, le compte monte à près de 200 tonnes de déchets détournés des sites d'enfouissements grâce à l'utilisation des couches lavables au profit des couches jetables dans Ville-Marie. Si nous rajoutons le fait qu'une seule couche jetable nécessite une pleine tasse de pétrole brut pour être fabriquée et que chacune d'entre-elles prendra entre 300 et 500 ans à se décomposer dans l'environnement, nous comprenant d'avantage l'importance de ce programme pour les années à venir.

Ce programme de l'arrondissement de Ville-Marie a fait sa place dans le quartier, en plus de démontrer toute la pertinence de subventionner l'achat de couches lavables. Alors que les familles sont de plus en plus nombreuses à se questionner entre l'utilisation de couches lavables ou l'utilisation de couches jetables pour des raisons écologiques et économiques, le caractère incitatif du programme de subvention couches lavables de l'arrondissement de Ville-Marie, joue souvent pour beaucoup dans la balance.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184951001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020 ou jusqu'à épuisement des fonds, avec la Société écocitoyenne de Montréal pour le programme écologique des couches lavables de l'arrondissement;

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 30 000 $;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 30 000,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		10 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $				**30 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 30 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306163	04399	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 540975
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.04

2018/03/13 19:00

(1)

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

Il est recommandé :

1. D'approuver la modification à la convention de partenariat et d'utilisation avec l'Université McGill, concernant le pourcentage d''utilisation du terrain sportif synthétique Rutherford ainsi que la durée de la convention.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 15:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 6 juillet 2016	Résolution: CA16 240370

Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

Il est proposé par Steve Shanahan

appuyé par Jean-Marc Gibeau

D'approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

D'accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1161903001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240370 afin de modifier la durée de la convention avec l'Université McGill concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford

CONTENU

CONTEXTE

La convention de partenariat et d'utilisation établit les conditions du versement par l'Université McGill à l'arrondissement de Ville-Marie d'une somme de 997 554,74 $ relative au partage des coûts d'aménagement d'un terrain sportif muni d'une surface synthétique et d'un éclairage permanent, de même qu'une permission d'utilisation entre le 1er mai et le 30 novembre de chaque année accordée à l'Université McGill. La convention de partenariat se terminait initialement au 31 décembre 2025 et doit être modifiée jusqu'au 20 décembre 2027, suite au retard de la livraison des travaux du terrain synthétique.
De plus, comme le ratio d'utilisation du terrain sportif par l'Université correspond au pourcentage des coûts d'aménagement assumés par l'Université excluant la subvention accordée par le MELS et suite à l'étalage des coûts des travaux qui ont été plus élevés qu'estimés, le ratio d'utilisation par l'Université McGill, qui était anciennement de 47 %, doit être revu à 42 %.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

D'approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;
D'accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université pour le partage des coûts pour l'aménagement du terrain;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-06-30 10:23

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161903001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal et l'Université McGill se partagent l'utilisation du terrain sportif situé dans le parc Rutherford depuis 1997. Ce terrain sportif est situé sur le réservoir d'eau potable McTavish. Le Service de l'eau a dû effectuer des travaux importants d'imperméabilisation du toit du réservoir d'eau potable (infrastructure sous la surface du parc) au cours des années 2013-2015. La réalisation de ces travaux majeurs occasionnent un réaménagement complet du parc Rutherford. Tant l'arrondissement de Ville-Marie que l'Université McGill souhaitent maintenir un terrain sportif au parc Rutherford afin de répondre aux besoins croissants des résidants, des associations sportives et des étudiants. Présentement, l'arrondissement ne dispose d'aucun grand terrain multisports permettant de desservir les clientèles autres que les joueurs de 5 à 9 ans. Afin de répondre aux besoins des jeunes de 10 ans et plus, aux demandes de nos citoyens, de l'Association régionale de soccer de Montréal, de la Commission Sportive Montréal-Concordia, du Club de soccer Les Boucaniers, de la Table interaction Peter-McGill, des étudiants de l'Université McGill, le choix d'une surface de gazon synthétique a été privilégié. Ce nouveau revêtement permettra de répondre aux besoins d'utilisation intensive et combiné à un éclairage permanent, il permettra d'accueillir tant les matchs que les pratiques des clientèles de tout âge. Une subvention a été demandée par l'arrondissement de Ville-Marie au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (phase II), du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Un montant maximum de 1 500 000 $ sera accordé à l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation d'un terrain multisports au parc Rutherford. L'Université McGill a toujours maintenu sa volonté d'établir un partenariat dans la réalisation et l'utilisation de ce terrain sportif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 240511 - 12 septembre 2011 - Appuyer le dépôt d'une demande de financement au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (phase II) du ministère, du Loisir et du Sport pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports avec surface en gazon synthétique au parc Rutherford et confirmer l'engagement de l'arrondissement d'autoriser une affectation de surplus de 750 000 $.

DESCRIPTION

La convention de partenariat et d'utilisation, établit les conditions et les modalités du versement par l'Université McGill à l'arrondissement de Ville-Marie d'une somme de 997 554,74 $ relative au partage des coûts d'aménagement d'un terrain sportif muni d'une surface synthétique et d'un éclairage permanent, de même qu'une permission d'utilisation entre le 1er mai et le 30 novembre de chaque année accordée à l'Université McGill, et ce, jusqu'au 31 décembre 2025. Le ratio d'utilisation du terrain sportif par l'Université correspond au pourcentage des coûts d'aménagement assumés par l'Université, excluant la subvention accordée par le MELS. Le ratio d'utilisation par l'Université McGill sera au maximum de 47%. Durant l'occupation par l'Université du terrain sportif, les résidants auront accès au parc Rutherford, puisqu'aucune clôture n'entoure le parc.

JUSTIFICATION

L'Université McGill a confirmé à l'arrondissement de Ville-Marie, dès 2011, sa volonté d'établir un partenariat pour l'aménagement et l'utilisation du terrain sportif au parc Rutherford. Le partage des heures d'utilisation correspond aux besoins, tant des citoyens de l'arrondissement que des étudiants de l'Université. La Table Interaction Peter-McGill et des représentants des citoyens se sont montrés favorables à l'horaire d'utilisation du terrain proposé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Université McGill versera à l'arrondissement la somme de 997 554,74$ qui devra être affectée à l'aménagement du terrain multisports au parc Rutherford.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de cette entente permettra un partage des heures pour répondre aux besoins de tous les groupes d'usagers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le projet, une fois terminé, fera l'objet d'une annonce publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction juillet 2016
Période des travaux août 2016 à décembre 2016
Mise en service du terrain sportif printemps 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre CHARRON, Service des finances
Philippe LEMIRE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josée POIRIER
C/d sl & dev.soc <<arr.>60000>>

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-28

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1161903001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford et accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université McGill pour le partage des coûts d'aménagement du terrain

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1161903001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-30

Corinne ANDRIEU
Chef de Division
Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières et matérielles



Addenda_1161903001 - UMcGill 2018.doc

CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'UTILISATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelé «la **VILLE** »

ET : **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGill,** deux personnes morales légalement constituées sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est située au 1010, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 2R7, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Robert Couvrette, vice-principal adjoint, gestion des installations et services auxiliaires, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE l **«**l' **Université »**

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire d'un terrain constitué du lot 1 339 024 du cadastre du Québec où est aménagé, en sous-sol, un réservoir d'eau potable connu et désigné comme étant le *Réservoir d'eau potable McTavish* ;

ATTENDU QUE ce terrain est situé dans les limites du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE le conseil municipal avait adopté 7 juillet 1997 le Règlement 97-123 permettant à l'Université McGill d'occuper le domaine public avec des terrains sportifs, sur une partie du parc Rutherford tout en lui confiant l'aménagement et l'entretien du parc ainsi que l'utilisation partagée des terrains sportifs le tout selon les termes et conditions d'une permission qui est intervenue entre la Ville et l'Université McGill;

ATTENDU QUE en 2002 à la fin du premier terme de cinq ans, l'Université McGill a donné avis à la Ville qu'elle ne renouvelait pas la convention avec la Ville;

ATTENDU QUE le Service de l'eau a effectué au cours des années 2013-2015 des travaux d'imperméabilisation du toit du réservoir d'eau potable McTavish. Ces travaux ont permis de poser une membrane d'étanchéité et un système permanent de détection de fuite, hautement sophistiqués;

ATTENDU QUE les parties désirent maintenir l'utilisation de la partie recouverte de ce réservoir d'eau potable à des fins récréatives et sportives;

ATTENDU QUE cette utilisation commune dudit terrain nécessite la réalisation préalable de travaux sur la partie recouverte de ce réservoir d'eau potable afin d'y aménager un terrain éclairé, multisports, et à surface synthétique;

ATTENDU QUE ces aménagements et l'utilisation par la suite, devront respecter les directives émises par le Service de l'eau afin de préserver l'intégralité de la membrane d'étanchéité du réservoir;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie a déposé un projet pour l'obtention d'un soutien financier de 1 500 000 $ en vue de l'aménagement d'un terrain multisports au parc Rutherford et que l'arrondissement a obtenu cette subvention du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE l'Université McGill désire poursuivre l'occupation partagée du terrain sportif du parc Rutherford et que pour se faire l'Université versera à l'arrondissement de Ville-Marie la somme n'excédant pas 997 554,74$; qui représentera le ratio d'utilisation du *Terrain sportif* dédié à l'Université McGill lequel sera de 47% ou moins.

ATTENDU QUE ce terrain sportif répondra aux besoins de la population résidente, des clubs sportifs locaux et régionaux;

ATTENDU QUE ce terrain est situé dans les limites du site patrimonial déclaré du parc du Mont-Royal et que le ministère de la Culture et des Communications doit émettre son avis sur l'aménagement proposé;

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications a autorisé le 6 mai 2016 l'arrondissement de Ville-Marie à exécuter les travaux visant l'installation d'une surface synthétique et d'un système d'éclairage pour l'aménagement d'un terrain multisports selon les plans, devis et autres documents soumis le 18 décembre 2015 par l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE selon le sous-paragraphe i) du paragraphe 3º l'article 1 du *Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (07-053),* le conseil de la Ville subdélègue aux conseils d'arrondissement les droits, pouvoirs et obligations que le conseil d'arrondissement exerçait le 31 décembre 2005 relativement à l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans le secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie est responsable de l'aménagement et de l'entretien de l'ensemble du parc Rutherford;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « ***Comité conjoint*** »: le comité constitué en vertu de l'article 8 de la présente convention;

1.2 « ***Calendrier annuel*** » : le document intitulé « *Calendrier annuel* » qui prévoit le temps d'utilisation de chaque partie; ledit document constitue l'Annexe 1 de la présente convention;

1.3 « ***Clientèle*** » : la clientèle inscrite aux programmes formellement autorisés par l'*Université,* durant ses périodes d'utilisation prévues au *Calendrier annuel*, du *Terrain sportif*;

1.4 « ***Directrice*** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, de la Ville de Montréal ou son représentant dûment désigné;

1.5 *« **Plans et devis** »* :
les plans finaux du terrain multisports lesquels feront partie des cahiers de charge de l'appel d'offres. Considéré en annexe 2 sans qu'il soit nécessaire de les joindre physiquement;

1.6 *« **Parc Rutherford** »* : le terrain constitué du lot 1 339 024 du cadastre du Québec où est aménagé, en sous-sol, un réservoir d'eau potable connu et désigné comme étant le *Réservoir d'eau potable Mc TAVISH;*

1.7 « ***Terrain sportif*** » : les équipements sportifs à savoir une surface synthétique multifonctionnelle notamment pour le soccer et le football, y compris tous les équipements accessoires, et l'éclairage permanent, aménagés pour le compte de la *Ville* sur la surface du parc Rutherford, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;

1.8 « ***PEHD*** » signifie « polyéthylène haute densité »;

1.9 *« **Système de détection de fuites** »* **:** ensemble de capteurs, fils et sondes enfouies dans le terrain du parc Rutherford et qui servent à la détection de fuites.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes 1 et 2 qui seront inconciliables avec celui-ci.

Les parties s'engagent, en toute circonstance, à agir raisonnablement et de bonne foi.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention établit les conditions et les modalités du versement par l'Université McGill à l'arrondissement de Ville-Marie d'une somme n'excédant pas 997 554,74 $ relative au partage des coûts pour l'aménagement du *Terrain sportif* au *parc Rutherford*, à la propriété du *Terrain sportif* aménagé de même qu'à une permission d'utilisation (entre le 1 mai et le 30 novembre) accordée à l'Université McGill pendant toute la durée de la présente convention. Il est une condition précédente et essentielle à la signature de cette convention par l'Université que le *Terrain sportif* doit être muni d'un surface synthétique et d'un système d'éclairage permanent permettant l'utilisation du *Terrain sportif* pendant les heures d'utilisation de l'Université McGill. Advenant que l'une ou l'autre de ces conditions ne se réalise pas l'Université se réserve le droit de mettre fin à cette convention et d'exiger le remboursement de toute somme qu'elle aura versée à la Ville dans le cadre de ce projet.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet le 6 juillet 2016 et prend fin **au 31 décembre 2025.** Advenant que l'aménagement du *Terrain sportif* soit retardé, la durée de cette convention sera modifiée en conséquence pour respecter les périodes d'utilisation prévues à l'article 3. À échéance, la convention et l'entente pour le partage des heures d'utilisation pourront être renouvelées après entente entre les deux parties.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

En contrepartie de la somme versée par l'Université, la Ville s'engage à :

5.1 Assurer la préparation des *plans et devis* ainsi que la réalisation du *Terrain sportif*, selon les normes en vigueur des fédérations sportives, notamment pour la pratique du soccer et du football;

5.2 Consulter l'Université sur les aménagements et les *plans et devis* afin d'obtenir son approbation, dans la mesure où la confidentialité et la légalité entourant la pratique de lancement légal de l'appel d'offres VMP-16-022 ne sont pas compromises;

5.3 Affecter la totalité de la somme reçue de l'Université à la réalisation du *Terrain sportif*;

5.4 Effectuer, à ses frais, tous les travaux d'entretien du *parc Rutherford*, y compris les travaux de réparation sur le *Terrain sportif*, y compris les réparations majeures, de façon à en assurer le bon état d'utilisation, et tous les frais d'opération y compris les coûts d'électricité et les coûts de réparation et d'entretien de l'équipement du *Terrain sportif* ce, durant toute la durée de la présente convention;

5.5 Mettre en place des mécanismes permettant d'assurer le respect des permis d'utilisation;

5.6 Mettre à la disposition de l'Université, un maximum de 1 470 heures et 30 minutes annuellement comprises à l'intérieur du *calendrier annuel* de l'annexe 1;

5.7 Informer l'Université, trente (30) jours à l'avance, des projets d'entretien, y compris les projets d'entretien devant être effectués par le Service de l'eau, qui pourraient priver *l'Université* de son utilisation, et ce, sans aucune compensation de la part de la Ville étant entendu que la Ville déploie les meilleurs efforts pour limiter les inconvénients que pourrait subir l'Université du fait de l'entretien ou des réparations. Advenant que ces projets d'entretien ou de réparations ont pour effet de priver l'Université McGill de son utilisation du *Terrain sportif* pendant plus d'une semaine les parties conviennent de soumettre au *comité conjoint* une modification du calendrier;

5.8 Informer l'Université des résultats de l'appel d'offres VMP-16-022

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE *L'UNIVERSITÉ*

En contrepartie de l'aménagement par la Ville d'un *Terrain sportif* et du partage de son usage, l'Université s'engage à :

6.1 Verser à la Ville une somme n'excédant pas 997 554,74 $ incluant toutes les taxes applicables, ladite somme devant être affectée exclusivement aux contrats octroyés en vue de la réalisation du *Terrain sportif*, le tout conformément aux dispositions de la présente convention. Cette somme sera précisée et pourrait être ajustée à la baisse lors de l'octroi de contrat.

Cette somme est payable en deux versements :

6.1.1 Transmettre cinquante pour cent (50%) de la somme établie en vertu de l'article 6.1, à l'octroi du contrat à l'entrepreneur;

6.1.2 Transmettre cinquante pour cent (50%) de la somme établie en vertu de l'article 6.1, suite à l'acceptation provisoire par l'Université des aménagements du *Terrain sportif;*

6.2 Ne faire aucune modification, addition, amélioration ou réparation sur le *Terrain sportif* ou à l'intérieur des limites du *parc Rutherford*, sans l'approbation préalable de la Ville;

6.3 Permettre aux citoyens résidants d'utiliser les autres espaces libres du *parc Rutherford* durant ses heures d'utilisation du *Terrain sportif,* l'Université n'assume à l'égard de ces citoyens résidants aucune responsabilité de tout dommage, blessure ou perte pouvant résulter de l'utilisation du *Terrain sportif* par sa *Clientèle* durant ses périodes d'utilisation;

6.4 Donner libre accès au *Terrain sportif*, aux employés de la Ville de même qu'à ses représentants ou mandataires, et ce, en tout temps pour permettre d'y faire les inspections et, le cas échéant, les travaux jugés nécessaires pour assurer et maintenir le bon état et le bon fonctionnement du réservoir d'eau potable. Dans le cas d'une situation jugée urgente ou dangereuse, l'Université doit se conformer aux directives émises par la *Directrice*; y compris l'interdiction d'accéder au *parc Rutherford* ou d'utiliser le *Terrain sportif*;

6.5 Gérer l'utilisation avec sa *Clientèle* pour permettre à cette dernière d'utiliser le *Terrain sportif* dans la mesure où elle respecte notamment les horaires, les modalités et les conditions d'utilisation prévues par la présente convention;

6.6 Communiquer au plus tard le 1er avril de chaque année à la Ville, aux fins d'information, une liste de sa *Clientèle* qui mentionne le nom et les coordonnées de la personne responsable pour la *Clientèle* de l'Université, et la tenir à jour. Il est entendu que les périodes d'utilisation, qu'elles soient utilisées ou non par l'Université, appartiennent exclusivement à l'Université, et ne peuvent être utilisées par des tiers parties sans l'approbation écrite de l'Université;

6.7 Faire un bon usage, pendant les heures allouées et durant l'utilisation par sa *Clientèle*, du *Terrain sportif* de façon à le garder propre et en bon état;

6.8 Assurer, durant l'utilisation par sa *Clientèle* des périodes d'utilisation prévues au *Calendrier annuel* (Annexe 1), le bon déroulement des activités sur le *Terrain sportif*;

6.9 Fournir, sur demande de la *Directrice*, aux fins d'information, tout renseignement, document ou information relative à son utilisation du *Terrain sportif;*

6.10 Utiliser des efforts raisonnables pour interdire l'accès au *Terrain sportif* aux animaux domestiques; durant l'utilisation par sa *Clientèle* des heures allouées dans la présente convention;

6.11 Ne doit pas installer ou permettre que soit installé une toilette permanente ou portative sur le terrain, en tout temps;

6.12 Ne doit pas installer ou permettre que soit installé des chapiteaux, ou toutes autres installations qui pourraient affecter l'intégrité de la membrane d'imperméabilisation *PEHD*, ainsi que son *système de détection de fuites*;

6.13 Durant l'exploitation du *Terrain sportif*, l'Université doit respecter la limite de surcharge théorique pouvant être appliquée sur le dessus du toit du réservoir qui est de 7.5 KPa (à titre indicatif, cela représente un véhicule de 8 tonnes);

6.14 Tout dommage causé par l'Université au système de membrane d'étanchéité, incluant le *système de détection de fuites* durant l'utilisation par sa *Clientèle* et pendant ses périodes d'utilisation, sera réparé par la Ville, puis facturé à l'Université.

ARTICLE 7
RESPONSABILITÉS ET GARANTIES

7.1 Sujet à l'article 5.7 , nonobstant le fait que des travaux d'étanchéité de la membrane du réservoir et que plusieurs autres améliorations viennent d'être réalisés au *parc Rutherford*, l'Université reconnaît, par la signature de la présente convention, que la Ville ne lui donne aucune garantie à l'effet qu'elle ne subira aucun inconvénient, préjudice ou dommage que ce soit dans le cadre de

l'exploitation de son réservoir d'eau potable ou de tout travail ou intervention qu'elle pourrait être appelée à exécuter au *parc Rutherford* ou sur le *Terrain sportif* ou du fait qu'elle en est propriétaire étant entendu qu'avant de débuter la réalisation desdits travaux ou desdites interventions, la *Directrice* donnera à l'Université un préavis à cet effet de trente (30) jours, sauf en cas d'urgence;

7.2 Sujet à l'article 5.7, l'Université n'aura aucun recours contre la Ville, de perte de jouissance dans les cas de travaux d'entretien et de réparation y compris les réparations majeures du *Terrain sportif*, que la Ville devra exécuter pour en assurer le bon état d'utilisation, et ce, pendant toute la durée de la présente convention. Par conséquent, l'Université renonce, par la signature de la présente convention, à toute réclamation contre la Ville, ses préposés, employés ou mandataires et garantit les tiers indemnes de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent article;

7.3 À l'exception de ce qui relève de la responsabilité de l'Université en vertu de la présente convention, la Ville continue d'assumer toutes ses obligations et responsabilités à titre de propriétaire du *parc Rutherford*;

ARTICLE 8
COMITÉ CONJOINT

8.1 Dans le but de faciliter la mise en œuvre et la gestion de la présente convention, les parties conviennent de créer, dans les dix (10) jours de son entrée en vigueur, un *Comité conjoint* composé de deux représentants désignés par l'Université et de deux représentants désignés par la *Directrice;*

8.2 Le *Comité conjoint* se réunit au besoin pour évaluer le respect des engagements qui découlent de la présente convention;

ARTICLE 9
CALENDRIER ANNUEL

9.1 La période de référence pour la conception du *Calendrier annuel* (Annexe 1) débute le 1er avril et se termine le 30 novembre de chaque année et ledit *Calendrier annuel* est reconduit annuellement;

9.2 Le *Calendrier annuel* peut être modifié par les parties au plus tard le 1er mars de chaque année dans la mesure où cette modification respecte les modalités et conditions prévues par la présente convention;

Article 10
ASSURANCES

10.1 L'Université doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000,00 $),incluant l'assurance excédentaire, par événement et par année et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un préavis écrit de trente (30) jours en cas de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
RESPONSABILITÉ

11.1 L'Université assume l'entière responsabilité et tient la Ville indemne de toute réclamation ou poursuite pour tous dommages ou pertes pouvant survenir durant l'utilisation par leur *Clientèle* et pendant leurs périodes d'utilisation prévues au *Calendrier annuel.*

ARTICLE 12
DISPOSITIONS FINALES

12.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

12.2 Avis

Tous documents, avis, approbation ou consentement, qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention et de ses annexes, doivent être expédiés sous pli recommandé ou envoyés par télécopie ou courriel à l'adresse prévue ci-après;

À LA VILLE

Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8
Courriel : darchamb@ville.montreal.qc.ca
À l'attention de Madame Dominique Archambault, directrice de la Direction culture, sports, loisirs et développement social

À L'UNIVERSITÉ

Université McGill
1010 rue Sherbrooke Ouest, 10e étage
Montréal Québec H3A 2R7
Numéro de télécopieur : 514- 398-5191
Courriel : robert.couvrette@mcgill.ca

À l'attention de Monsieur Robert Couvrette , Vice- principal adjoint , gestion des installations et services auxiliaires

Une partie pourra aviser l'autre partie d'un changement de destinataire ou d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

S'il est impossible de faire parvenir un avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'Université en lui laissant copie au Greffe de la Cour supérieure du district de Montréal.

12.3 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.4 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.5 L'Université doit se conformer, le cas échéant, aux exigences de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. c-19).

12.6 Incessibilité

L'Université ne peut céder ou transporter les droits et obligations découlant directement ou indirectement de la présente convention.

12.7 Organisme indépendant

Une partie n'est pas le mandataire de l'autre partie et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque façon que ce soit.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 La Ville ou l'Université peut mettre fin à la présente convention, si l'autre partie fait défaut de respecter tous et chacun des engagements pris aux termes des présentes et ne remédie pas à ce défaut dans les trente (30) jours d'un avis reçu de l'autre partie à cet effet, le tout sans indemnité ni recours de la part de chaque partie

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE :

Le jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Monsieur Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le jour de 2016

L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES/UNIVERSITÉ MCGILL

Par :_____
Monsieur Robert Couvrette
Vice-principal adjoint, Gestion des installations et services auxiliaires

Cette entente a été approuvée par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie le……..e jour de

ANNEXE 1
CALENDRIER ANNUEL

Grille horaire et heure d'utilisation du terrain multisports au parc Rutherford

			mai-16	juin-16	juil-16	AOÛT * 2016	sept-16	oct-16	nov-16
	No. Jours - Semaine		21	22	22	22	22	21	22
	No. Jours - Weekend		10	8	9	9	8	10	8
Arr. Ville-Marie	**Lundi au vendredi**		18h30 à 22h30	08h00 à 16h30 18h30 à 22h30	08h00 à 16h30 18h30 à 22h30	08h00 à 22h30	16h30 à 19h00	16h30 à 19h00	16h30 à 19h00
Arr. Ville-Marie	**Samedi et dimanche**		08h00 à 22h30	08h00 à 22h30	08h00 à 22h30	08h00 à 22h30	16h00 à 22h30	16h00 à 22h30	16h00 à 22h30
U. McGill	**Lundi au vendredi**		08h00 à 18h30	16h30 à 18h30	16h30 à 18h30	08h00 à 22h30	08h00 à 16h30 19h00 à 22h30	08h00 à 16h30 19h00 à 22h30	08h00 à 16h30 19h00 à 22h30
U. McGill	**Samedi et dimanche**						08h00 à 16h00	08h00 à 16h00	08h00 à 16h00
			Nbr hres totales/mois						
Total V-M:	**1632,5**	**53%**	229	391	405,5	275,5	107	117,5	107
Total McGill:	**1470,5**	**47%**	220,5	44	44	174	328	332	328
	3103	**100%**							

* = En août, du lundi au vendredi, l'horaire est partagé: les deux premières semaines du mois d'août sont accordées à Ville-Marie et les deux dernières à McGill.

Juin 2016

ANNEXE 2

Plans et devis

N° de dossier : 1161903001

Nature du dossier : Revenus

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Université McGill	3459

Financement : Revenus / Subventions / Contributions

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Recevoir de l'Université McGill la somme totale de 997 554,74 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant								**0,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1161903001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

" D'approuver la convention avec l'Université McGill, se terminant le 31 décembre 2025, concernant la construction et l'utilisation d'un terrain sportif situé à l'intérieur du parc Rutherford;

D'accepter un versement de 997 554,74 $ de l'Université pour le partage des coûts pour l'aménagement du terrain."

Important: Cette contribution servira t à financer une partie du contrat faisant l'objet du dossier 1160225001. Un financement temporaire par affectation de surplus a été utilisé dans l'attente des versements de la présente contribution, il y aura donc lui de libérer l'affetation de surplus temporaire une fois les sommes encaissées.

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 997 554,74 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		498 777,37 $	498 777,37 $					**997 554,74 $**

Il est à noter que la base budgétaire 2017 sera ajustée pour tenir compte du revenu de 498 777,37 $ à encaisser pour ce dossier en 2017.

Informations comptables:

Le montant perçu sera déposé au compte de bilan indiqué ci-dessous.

Montant: 997 554,74 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07165	46510	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill – CA16 240370

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APELLÉ (la« **VILLE »)**

ET : **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGill,** deux personnes morales légalement constituées sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est située au 1010, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 2R7, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Robert Couvrette, vice-principal adjoint, gestion des installations et services auxiliaires, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 101088342 RT
No d'inscription TVQ : 1006371163 RQ0001

CI-APRÈS APELLÉ (l'« **UNIVERSITÉ** »**)**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA16 240370 du 6 juillet 2016:**

L'Université McGill désire poursuivre l'occupation partagée du terrain sportif du parc Rutherford et que pour se faire l'Université versera à l'arrondissement de Ville-Marie la somme n'excédant pas 997 554,74$; qui représentera le ratio d'utilisation du *Terrain sportif* dédié à l'Université McGill lequel sera de **42%;**

La présente convention prend effet le 6 juillet 2016 et prend fin au **20 décembre 2027**. À échéance, la convention et l'entente pour le partage des heures d'utilisation pourront être renouvelées après entente entre les deux parties.

En remplaçant l'ANNEXE 1, Calendrier annuel par l'ANNEXE 1 jointe à cet addenda.

2. **Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.**

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par : _____
Monsieur Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES / UNIVERSITÉ McGILL

Par :

_____

Monsieur Robert Couvrette
Vice-principal adjoint, Gestion des installations et services auxiliaires

Cette convention a été approuvée par la résolution **CA18** votée au conseil d'arrondissement le 13 mars 2018.

ANNEXE 1
CALENDRIER ANNUEL

Grille horaire et heure d'utilisation du terrain multisports au parc Rutherford/Scénario proposé (McGill)

			Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	AOÛT 1-19 * 2018	AOÛT 20-31 * 2018	SEPT 2018	OCT 2018	NOV 2018
	Nb. Jours - Semaine		23	21	22	13	10	20	23	22
	Nb. Jours - Weekend		8	9	9	6	2	10	8	8
Arr. Ville-Marie	Lundi au vendredi		8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30		16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h
	Heures / Jour		12	12	12	14.5		2.5	2.5	2.5
	Samedi et dimanche		8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	8 h - 22 h 30	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h
	Heures / Jour		14.5	14.5	14.5	14.5	14.5	6.5	6.5	6.5
U. McGill	Lundi au vendredi		16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h	16 h 30 - 19 h		8 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30	8 h - 16 h 30 19 h - 22 h 30
	Heures / Jour		2.5	2.5	2.5		14.5	12	12	12
	Samedi et dimanche							8 h - 16 h	8 h - 16 h	8 h - 16 h
	Heures / Jour							8	8	8
			Nbr hres totales/mois							
Total V-M:	1805,00	58%	392,00	382,50	394,50	275,50	29,00	115,00	109,50	107,00
Total McGill:	1298,00	42%	57,50	52,50	55,00	0,00	145,00	320,00	340,00	328,00
	3103,00	100%								

*** = En août, du lundi au vendredi, l'horaire est partagé: les deux premières**
semaines du mois d'août sont accordées à Ville-Marie et les deux dernières à McGill.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186937003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat, d'une année, pour les services de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, du cocontractant actuel, Kelly Sani-Vac inc., à 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) faisant suite à une acquisition des actifs

D'autoriser la cession du contrat pour les services de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, 1 an, du contractant actuel, Kelly Sani-Vac inc., 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) suite à une acquisition d'actifs.

D'autoriser le directeur général adjoint de la Direction générale, Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et concertation des arrondissements à signer pour et au nom de la Ville la convention de cession et tout document y donnant suite.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-27 14:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186937003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat, d'une année, pour les services de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, du cocontractant actuel, Kelly Sani-Vac inc., à 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) faisant suite à une acquisition des actifs

CONTENU

CONTEXTE

Le 12 septembre 2017, la Ville a accordé un contrat suite à l'appel d'offres public 17-15986 à Kelly Sani-Vac Inc. pour le service de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, 1 an, pour une somme maximale de 406 597,59 $, taxes incluses.

Le nom de l'entreprise, adjudicataire du contrat et dont le numéro d'entreprise du Québec est le 1144389088, était à cette date Kelly Sani-Vac Inc.

À compter du 16 octobre 2017, Kelly Sani-Vac Inc. (Cédant) cède toutes ses obligations et responsabilités dans le Contrat à 9363-9888 Québec inc (SANIVAC) (Cessionnaire).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240474 - en date du 12 septembre 2017 - Accorder un contrat de 406 597,59 $, d'une durée d'un an, à Kelly Sani-vac inc. pour le service de nettoyage et inspection par caméra des conduites d'égouts incluant le transport et la disposition des résidus, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 17-15986 - 2 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le 17 octobre 2017, le service de l'approvisionnement a reçu un courriel du directeur général de 9363-9888 Québec Inc. (Sanivac) l'informant que le transfert des actifs et passifs de Kelly Sani-Vac inc. avaient été finalisés vers l'entreprise 9363-9888 Québec inc., et qui détient la marque de commerce enregistrée Sanivac, et que cette situation ne changeait rien à la réalisation du Contrat.
Quelques semaines plus tard, soit le 5 février 2018, le représentant de l'entrepreneur transmet un autre courriel, pour demander à la direction des travaux public de l'arrondissement Ville-Marie de consentir à la cession.

Aprés vérification, l' arrondissement Ville-Marie a reçu l'assurance du cessionnaire qu'il n'y aura aucun impact dû à la cession et que les ressources clés affectées au contrat seront maintenues.

Le présent dossier vise donc à autoriser la cession du Contrat au Cessionnaire, Kelly Sani-Vac inc. et à autoriser la Direction à signer à titre d'intervenant la convention de cession.

La caution initiale maintien en place tous les cautionnements et assurances prévus au contrat tant que la cession n'aura pas été approuvée par le conseil d'arrondissement.

JUSTIFICATION

La cession du Contrat survient suite à une vente d'actifs du Cédant au Cessionnaire, 9363-9888 Québec Inc. (Sanivac). Ce dernier a gardé les mêmes ressources sur le contrat. Les activités de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts se déroulent sans problème de la part de l'entrepreneur et l'arrondissement Ville-Marie est satisfaite, à date, de son rendement.

Nous recommandons donc l'autorisation de la cession du Contrat de l'appel d'offres public 17-15986 au Cessionnaire, 9363-9888 Québec inc. (Sanivac)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier n'a aucun impact financier sur le Contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la cession n'est pas autorisée, nous devrons retourner en appel d'offres prématurément. Nous devrons donner des contrats gré à gré à plusieurs entrepreneurs pour répondre à nos besoins.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Approbation de la cession du contrat: mars 2018;

· Fin du contrat : septembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eliane CLAVETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-19

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

Tél : 514-872-5793
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-02-27

CONVENTION DE CESSION

ENTRE : 190946 CANADA INC. (antérieurement Kelly Sani-Vac inc.), société légalement constituée, régie par la Loi canadienne sur les sociétés par action, immatriculée au registre des entreprises (Québec) sous le numéro 1144389088, ayant son siège au 100, rue Huot, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Québec, J7V 7Z8, représentée par Dennis Kelly, Président, autorisé à agir en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 5 février 2018,

ci-après désignée le « **Cédant** »

ET : 9363-9888 Québec inc., société légalement constituée, régie par la Loi sur les sociétés par actions, immatriculée au registre des entreprises (Québec) sous le numéro 1172974132, ayant son siège au 100, rue Huot, Notre-Dame-de-l'île-Perrot, Québec, J7V 7Z8, représentée par David Kelly, Vice-président, autorisé à agir en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 5 février 2018;

ci-après désigné le « **Cessionnaire** »

ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

À LAQUELLE INTERVIENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant une place d'affaires au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, Secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé (e) aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

ci-après désignée la « **Ville** »

ATTENDU QU'à la suite de l'appel d'offres public 17-15986, et sous le bon de commande 1224740, la Ville a octroyé au Cédant un contrat pour le service de nettoyage et d'inspection par caméra des conduites d'égouts incluant transport et disposition des résidus, au montant de 353 640,00$ (ci-après appelé le « Contrat »);

ATTENDU QUE le Cédant désire céder son contrat au Cessionnaire;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 du Cahier des clauses administratives générales du Contrat, cette cession doit être dûment approuvée par la Ville, ne doit pas entraîner de

délais ni de coûts additionnels pour cette dernière et ne peut être accordée à moins que le Cessionnaire respecte intégralement les conditions énoncées à cet article;

ATTENDU QUE la Ville intervient donc aux présentes afin d'accepter cette cession conformément à ce qui précède et aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Cédant, au Cessionnaire et aux Professionnels;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat des professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ET LA VILLE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention;

2. Le Cédant cède au Cessionnaire toutes ses obligations et responsabilités dans le Contrat;

3. Le Cessionnaire accepte la cession du Contrat et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions et déclare être en mesure d'exécuter les obligations visées au Contrat selon les termes et conditions prévus à ce Contrat;

4. Le Cessionnaire s'engage auprès de la Ville à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat et, entre autres, de prendre à sa charge la responsabilité de toutes les obligations exécutées par le Cédant, ses mandataires, employés ou sous-traitants depuis le début du Contrat comme s'il avait lui-même exécuté le Contrat, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou omissions passées du Cédant, de ses mandataires, employés ou sous-traitants;

5. La Ville accepte la cession du Contrat au Cessionnaire selon les termes et conditions prévus au Contrat et aux présentes;

6. Par la présente, le Cédant donne quittance complète et finale à la Ville pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant du Contrat passé, présent et futur, direct et indirect;

7. Le Cessionnaire s'engage à fournir à la Ville, au plus tard le 23 février 2018, tous les cautionnements, garanties et contrats d'assurance prévus au Contrat;

8. Les Parties aux présentes ainsi que la Ville s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant;

9. La présente convention entre en vigueur à sa date de signature par les Parties et la Ville;

10. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AUX DATES ET LIEUX MENTIONNÉS CI-APRÈS :

À Notre-Dame-de-l'Île-Perrot,
le 20 février 2018

190946 CANADA INC.

Par : _____
Dennis Kelly

À Notre-Dame-de-l'Île-Perrot,
le 20 février 2018

9363-9888 QUÉBEC INC.

Par : _____
David Kelly

INTERVENTION :

À Montréal, le 21 février 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1184405002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $

D'approuver la convention pour l'année 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale;
D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution financière de 4 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 11:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184405002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $

CONTENU

CONTEXTE

Comme pour les années 2014 à 2017, l'arrondissement a reçu une demande de contribution financière pour l'édition 2018 de la patrouille verte. La copie de la lettre du Regroupement des éco-quartiers est disponible sous la rubrique "pièces jointes".

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA17 240088 - 1174405003 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $
Résolution: CA15 240135 - 1156890016 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2015, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 3 750 $
Résolution: CA14 240240 Approuver la convention, pour l'année 2014, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 3 750 $
Résolution: CA13 240225 Approuver la convention, pour l'année 2013, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 3 750 $
Résolution: CA12 240330 Modifier la résolution CA12 240219 afin de diminuer à 1 250 $ la contribution accordée au Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de sensibilisation environnementale
Résolution: CA12 240219 Autoriser une affectation de surplus de 3 750 $,approuver la convention, pour l'année 2012, avec le Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille de sensibilisation environnementale et accorder une contribution de 3 750$
Résolution: CA16 240111 Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2016, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $

DESCRIPTION

Encore une fois cette année, le projet de la patrouille verte de sensibilisation environnementale se poursuivra. Cette patrouille verte a donné lieu à un important travail de sensibilisation environnementale sur tout le territoire de Montréal et vise à sensibiliser les citoyens de la Ville de Montréal sur des gestes simples et concrets à poser dans les domaines de la gestion des matières résiduelles, du jardinage écologique, de l'éco-civisme, de la propreté, du verdissement, de la gestion de l'eau et de la sensibilisation à l'herbe à poux.
En participant à ce projet, l'arrondissement de Ville-Marie pourra bénéficier des actions menées par des étudiants et étudiantes pour sensibiliser la population à quelques grands enjeux environnementaux qui caractérisent notre vie urbaine. Les patrouilles, sous la supervision du Regroupement des éco-quartiers, seront constituées de trois étudiants inscrits à plein temps dans des programmes d'études collégiales ou universitaires liées au domaine de l'environnement.

Cette année, les patrouilleurs consacreront 50% de leur temps de travail sur les trois thèmes suivants : la promotion et la protection de la forêt urbaine (lutte contre l'agrile du frêne et plan d'action canopée), la gestion de l'eau (réorientation et déconnexion de gouttières, règlement sur l'utilisation de l'eau potable et économie d'eau à l'intérieur et à l'extérieur du domicile) et la gestion des matières résiduelles (sensibilisation au 3RV, aux collectes, à la propreté). Pour la deuxième moitié du temps de travail, votre arrondissement pourra choisir, en collaboration avec les éco-quartiers, d'autres mandats en lien avec les enjeux environnementaux locaux. Par exemple, les patrouilleurs verts pourront participer aux activités organisées dans l'arrondissement.

La patrouille verte bénéficiera, encore cette année, d'une couverture médiatique et fera à nouveau l'objet d'un lancement officiel médiatisé en présence des étudiants patrouilleurs, d'élus ainsi que des partenaires locaux du projet.

JUSTIFICATION

En participant au projet, l'arrondissement pourra bénéficier des actions menées par un étudiant pour sensibiliser la population à quelques grands enjeux environnementaux qui caractérisent notre vie urbaine.

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises, à l'effet que Regroupement des éco-quartiers recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec.

De plus, les validations requises à l'effet que Regroupement des éco-quartiers ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics RENA, ont été faites.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
Chef de section - Soutien général

Tél : 514-872-0100
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Guy CHARBONNEAU
Directeur

Tél : 514 872-0100
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184405002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 4 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184405002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184405002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Regroupement des éco-quartiers	160230

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		4 500,00 $						**4 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12 mois

Date de début : (jour (si connu)) (mois) 2018 (année)

Date de fin : 31 (jour (si connu)) décembre (mois) 2018 (année)

Formulaire complété par : Nathalie Wagner (Prénom, nom)

Date et heure système : 28 février 2018 16:22:19

Regroupement des éco-quartiers

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal et de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

Montréal, le 14 février 2018

Objet : Demande de soutien financier au projet Patrouille verte 2018

Madame Plante,

Les éco-quartiers de l'arrondissement Ville-Marie et le Regroupement des éco-quartiers (REQ) sont heureux de vous annoncer que le projet de Patrouille de sensibilisation environnementale se poursuivra pour une **quatorzième** année consécutive et vous invite à y participer de nouveau en **appuyant financièrement vos patrouilleurs.** Cette contribution financière de votre arrondissement est très importante pour la réalisation du projet car elle permettra de bonifier le salaire des étudiants embauchés par les organismes porteurs du programme éco-quartier pour œuvrer sur votre territoire, en plus de contribuer à la coordination du projet.

Depuis février 2012, le Regroupement des éco-quartiers est responsable de la gestion de la Patrouille verte, auparavant assurée par le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal).

C'est donc une demande de soutien à hauteur de 1 500 $ par patrouilleur, soit 9 000 $ pour l'ensemble des patrouilleurs de votre arrondissement, que nous sollicitons de votre part. Le financement du projet proviendra, pour l'essentiel, d'une subvention de Service Canada dans le cadre du programme Emplois d'Été Canada 2018, qui défraie le salaire le minimum. Votre contribution permettra de bonifier le salaire à 14 $ de l'heure pour une durée minimale de 9 semaines et maximale de 12. Une contribution financière du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et du Service de l'environnement de la Ville de Montréal a également été demandée pour ce projet.

Contribution demandée à l'arrondissement Ville-Marie en 2018

Lieu de travail	**Nb de patrouilleurs**	**Nb de semaines**	**Contribution totale demandée**
Éco-quartier Peter-McGill *(SAESEM)*	2	Entre 9 et 12	3 000,00 $
Éco-quartier Saint-Jacques *(ASCCS)*	2	Entre 9 et 12	3 000,00 $
Éco-quartier Sainte-Marie *(SEM)*	2	Entre 9 et 12	3 000,00 $
Contribution totale demandée			**9 000,00 $**

Cette année, les patrouilleurs consacreront 50% de leur temps de travail sur les trois thèmes suivants : la promotion et la protection de la forêt urbaine (lutte contre l'agrile du frêne et plan d'action canopée), la gestion de l'eau (réorientation et déconnexion de gouttières, règlement sur l'utilisation de l'eau potable et économie d'eau à l'intérieur et à l'extérieur du domicile) et la gestion des matières résiduelles (sensibilisation au 3RV, aux collectes et à la propreté). Pour la deuxième moitié du temps de travail, votre arrondissement pourra choisir, en collaboration avec les éco-quartiers, d'autres mandats en lien avec les enjeux environnementaux locaux. Par exemple, les patrouilleurs verts pourront participer aux activités organisées dans l'arrondissement.

Il est important de mentionner que le montant de votre contribution est conditionnel à l'obtention des subventions du programme Emplois d'Été Canada 2018. Dans la perspective où vous êtes partenaire, nous vous informerons le plus rapidement possible (mars-avril) sur le nombre exact d'étudiants obtenus pour votre arrondissement et nous vous ferons parvenir une demande en fonction de ce nombre.

Si nous n'obtenons pas le nombre souhaité de subventions de la part de Service Canada, ou si vous souhaitez doter votre arrondissement d'un patrouilleur vert supplémentaire, le coût pour un patrouilleur non-subventionné est de 5 500 $ pour 10 semaines. Nous vous recommandons d'inclure cette possibilité dans vos prévisions budgétaires.

Avant le début du projet, le REQ organisera, avec l'appui de la Ville de Montréal, une formation pour les étudiants sur les thématiques environnementales communes et sur les techniques de sensibilisation de la population. De même, le REQ, en collaboration avec la Ville de Montréal, fournira aux étudiants le matériel de sensibilisation pour les mandats communs.

Nous apprécierions si vous pouviez nous transmettre votre réponse au plus tard le 19 mars. N'hésitez pas à contacter le Regroupement des éco-quartiers au 514 507-5401 pour toute question ou commentaire à propos de la Patrouille verte.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Madame Plante, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Nicolas Montpetit
Directeur, Regroupement des éco-quartiers
75, Square Sir-Georges-Étienne-Cartier
Montréal (Québec), H4C 3A1
Tél. (514) 507-5401
Courriel : regroupementeq@gmail.com

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

Ci-après appelée la «**Ville**»

ET **Regroupement des éco-quartiers (REQ),** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 75, Square Sir Georges-Étienne-Cartier, Montréal, Québec, H4C 3A1, agissant et représentée par M. Nicolas Montpetit, directeur, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 17 janvier 2017;

No d'inscription TPS : N/A
No d'inscription TVQ : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter divers programmes de verdissement conformément à la présente convention.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint;

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur.

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention ;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs ;

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie (annexe 2).

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention ;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais ;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.6.4 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du plan d'action, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe 1, la Ville convient de lui verser une somme maximale de quarante mille cinq cents dollars (4 500 $).

5.2 **Versement**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée en un seul versement suivant la signature de la présente convention.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe 1 ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe 1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulière qu'il aura déterminés.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties suivi de son acceptation par le Conseil d'arrondissement et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **le 31 décembre 2018**.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Nicolas Montpetit, directeur
Regroupement des éco-quartiers

Cette convention sera soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1184405002.

ANNEXE I
Plan d’action

ANNEXE II
Logo de l'arrondissement de Ville-Marie

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184405002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention pour l'année 2018, avec Regroupement des éco-quartiers dans le cadre du projet de patrouille verte de sensibilisation environnementale;

  D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution financière de 4 500 $;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 4 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		4 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 4 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306163	04399	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 540967

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.07

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1180619001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Diminuer à 2 500 $ la contribution accordée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face à la suite de l'annulation de l'évènement « Fête de la Saint-Valentin »

De modifier la résolution CA18 240032 afin de diminuer à 2 500 $ la contribution octroyée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face dû au fait que la Fête de la Saint-Valentin a été annulée;
De modifier la dépense totale de 41 965 $ à 39 465 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 13:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240032

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 41 965 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 500 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 700 $ au Y des femmes de Montréal;
- 2 500 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde inc;
- 4 500 $ au Carrefour Saint-Eusèbe;
- 4 975 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 6 475 $ à l'Association sportive communautaire Camillien-Houde inc;
- 1 000 $ à Soi-Art;
- 5 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;
- 500 $ à la Clinique Droits Devants;
- 500 $ à Filministes;
- 2 000 $ à Innovation Jeunes;
- 2 000 $ à Projet T.R.I.P.;
- 2 000 $ au Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud;
- 5 000 $ à la Chambre de commerce LGBT du Québec;
- 915 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 900 $ au Groupe Harmonie;
- 1 000 $ à la Corporation Maison Lucien L'Allier Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 41 965 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1180619001

Domenico ZAMBITO

_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1180619001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Diminuer à 2 500 $ la contribution accordée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face à la suite de l'annulation de l'évènement « Fête de la Saint-Valentin »

CONTENU

CONTEXTE

De modifier la résolution CA18 240032 afin de diminuer à 2 500 $ la contribution octroyée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face dû au fait que la Fête de la Saint-Valentin a été annulée;
La résolution CA18 240032, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 13 février 2018, approuvait le versement d'une contribution de 5 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face pour la tenue de deux événements, et ce, à raison de 2 500 $ chacun:
- Fête de la Saint-Valentin / 2 500 $
- Célébration du 35e anniversaire / 2 500 $

L'organisme a toutefois confirmé la célébration de leur 35ième anniversaire.

En guise d'information supplémentaire, en remplacement de cet événement, l'organisme compte organiser une fête de l'amitié qui aura lieu au mois de mai 2018.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

514 868-5531
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1180619001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 41 965 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 500 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 700 $ au Y des femmes de Montréal;
- 2 500 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde inc;
- 4 500 $ au Carrefour Saint-Eusèbe
- 4 975 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 6 475 $ à l'Association sportive communautaire Camillien-Houde inc;
- 1 000 $ à Soi-Art;
- 5 000 $ au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face;
- 500 $ à la Clinique Droits Devants;
- 500 $ à Filministes;
- 2 000 $ à Innovation Jeunes;
- 2 000 $ à Projet T.R.I.P.;
- 2 000 $ au Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud;
- 5 000 $ à la Chambre de commerce LGBT du Québec;
- 915 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 900 $ au Groupe Harmonie;
- 1 000 $ à la Corporation Maison Lucien L'Allier Montréal.

D'imputer cette dépense totale de 41 965 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-09 15:12

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180619001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 41 965 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
500 $	Madame Laurence Gaudreau Simard Jardin communautaire Médéric-Martin 6-2710, rue Ontario Est Montréal (QC) H2K 1X3 Téléphone : 514-618-6982 * Fonctionnement de l'organisme	Sainte-Marie
700 $	Madame Saraounia Compère Y des femmes de Montréal 1355, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (QC) H3G 1T3 Téléphone : 514-866-9941, poste 414 * Projet d'intervention pour des jeunes femmes ayant vécu l'intimidation.	Peter-McGill
2 500 $	Monsieur René Binette Écomusée de la maison du fier monde Inc. 2050, rue Amherst Montréal (QC) H2L 3L8 Téléphone : 514-528-8444 * Encan annuel 2018	Saint-Jacques

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
4 500 $	Madame Maria-Luisa Monreal Carrefour Saint-Eusèbe 2349, rue de Rouen Montréal (QC) H2K 1L8 Téléphone : 514-525-5212 * Fonctionnement de l'organisme	Sainte-Marie
4 975 $	Monsieur Pierre Monette Club optimiste Saint-Jacques de Montréal 1750, rue Beaudry Montréal (QC) H2L 3E9 Téléphone : 514-527-2119 * Fonctionnement de l'organisme	Saint-Jacques
6 475 $ 1 500 $ (1) 4 975 $ (2)	Madame Céline Gauthier Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc. 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-570-8581 (1) Spectacle annuel de patinage artistique, les 21 et 22 avril 2018. (2) Fonctionnement de l'organisme	Saint-Jacques
1 000 $	M. Thomas Bourdon Soi-Art 25, rue Saint-Zotique Ouest Montréal (QC) H2S 1N9 Téléphone : 438-821-3961 * Projet l'Autre Espace	Rosemont-La Petite-Patrie (Événement se déroule dans Ville-Marie)
5 000 $	Madame Grace Fontes Le centre d'écoute et d'intervention Face à Face 100-1857, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 1J9 Téléphone : 514-934-4546 * Organisation de deux événements, les 14 février et 15 mars 2018	Peter-McGill
500 $	Monsieur Bernard St-Jacques Clinique Droits Devants 204-105, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1G9 Téléphone : 514-303-2227 *Événement-bénéfice sur les enjeux d'itinérance et de justice	Saint-Jacques
500 $	Madame Edith Perrault Filministes 5797, rue Cartier	Rosemont-La Petite-Patrie

	Montréal (QC) H2G 2V1 Téléphone : 514-918-8582 * Réalisation du premier festival Filminístes, du 8 au 11 mars 2018	
2 000 $	Madame Jenna Smith Innovation Jeunes 150-1410, rue Pierce Montréal (QC) H3H 2K2 Téléphone: 514-843-3996 * Fonctionnement de l'organisme et programmation spéciale pour la semaine de relâche	Peter-McGill

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
2 000 $	Monsieur René Obregon-Ida Projet T.R.I.P. 2000, rue Parthenais Montréal (QC) H2K 3S9 Téléphone : 514-596-5711 * Projet Arc-en-Ciel	Sainte-Marie
2 000 $	Madame Sophie Aubin Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud 2260, rue Logan Montréal (QC) H2K 4K7 Téléphone : 514-507-9907, poste 307 * Fonctionnement de l'organisme (Mandat DG-DM-AR24-17-1828)	Sainte-Marie
5 000 $	Monsieur Steve Foster Chambre de commerce LGBT du Québec 303.3-372, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (QC) H3B 1A2 Téléphone : 514-522-1885 * 14ième édition du Gala Phénicia, le 31 mai 2018	Saint-Jacques
915 $	Madame Juliana Mendonça Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8207, #2 * Activité spéciale pour les jeunes de l'organisme dans le cadre de la semaine de relâche	Saint-Jacques
1 500 $	Monsieur Daniel Lauzon Association Les Chemins du Soleil 1188, rue de Champlain Montréal (QC) H2L 2R8 Téléphone : 514-528-9991 * Camp de jour de la semaine de la relâche 2018	Saint-Jacques

900 $	Monsieur Alexandre Boisvert-Lebel Groupe Harmonie 760-1801, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3H 1J9 Téléphone : 514-939-2640 * Fonctionnement de l'organisme	Peter-McGill
1 000 $	Madame Jennifer Harper Corporation Maison Lucien L'Allier Montréal 106-720, rue Lucien L'Allier Montréal (QC) H3C 1Z8 Téléphone : 514-932-1898 * Célébrations du 30ième anniversaire par le biais de deux événements (24 mai et 12 juillet 2018)	Peter-McGill

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 1 500 $
- Sainte-Marie: 9 000 $
- Saint-Jacques: 21 865 $
- Peter-McGill: 9 600 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-02

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe

Tél : 514-872-9052
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180619001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Diminuer à 2 500 $ la contribution accordée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face à la suite de l'annulation de l'évènement « Fête de la Saint-Valentin »

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180619001_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget

Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180619001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 41 965 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1180619001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-09

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles

---------- Forwarded message ----------
From: **Karine Projean** <kprojean@gmail.com>
Date: 2018-01-24 12:35 GMT-05:00
Subject: Annulation repas St Valentin
To: cathy.wong@ville.montreal.qc.ca

Bonjour Cathy,

J'espère que vous allez bien!

Un mot pour vous dire que malheureusement nous devons reporter notre repas prévu pour la St-Valentin en raison des coûts importants qu'il occasionne pour nous. Notre C.A en a pris la décision hier soir. Nous comptons cependant bien nous reprendre pour une autre fête de l'amitié très prochainement et ne manquerons pas de vous inviter!

Merci encore pour tout!

Karine Projean
Chargée de financement
Centre d'écoute et d'intervention Face à Face

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180619001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  De modifier la résolution CA18 240032 afin de diminuer à 2 500 $ la contribution octroyée au Centre d'écoute et d'intervention Face à Face dû au fait que la Fête de la Saint-Valentin a été annulée;

  De modifier la dépense totale de 41 965 $ à 39 465 $;

- Montant déjà accordé pour ce dossier (taxes non applicables) 39 465,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		39 465,00 $

Le montant de 2 500$ n'a pas été versé car nous avons été avertis entre la date de la tenue du CA et la date demande de paiement

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 2 500,00 $ sera libéré de l'engagement vm80619001 et retourné dans le compte

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.08

2018/03/13 19:00

(1)

Dossier # : 1172624005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240030 et approuver la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution de 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019

D'approuver la modification de la résolution CA17 240030 de la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution de 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 13:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 février 2017	Résolution: CA17 240030

Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec Fierté Montréal, accorder une contribution de 135 000 $ pour l'année 2017 et de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019 pour un montant total de 265 000 $

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'approuver la convention avec Fierté Montréal pour la réalisation du Festival de la fierté (LGBT);

D'accorder, à cette fin, une contribution de 135 000 $ pour l'année 2017 et de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019;

D'affecter une somme totale de 265 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1172624005

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1172624005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240030 et approuver la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution de 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019

CONTENU

CONTEXTE

La ville centre va prendre en charge les contributions financières octroyées à Fierté Montréal pour les années 2018 et 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

Kevin DONNELLY, 26 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

514 872-0831
Tél :
Télécop. : 514 868-3292

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1172624005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec Fierté Montréal, accorder une contribution de 135 000 $ pour l'année 2017 et de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019 pour un montant total de 265 000 $

D'approuver la convention avec Fierté Montréal pour la réalisation du Festival de la fierté (LGBT);

D'accorder, à cette fin, une contribution annuelle de 135 000 $ pour l'année 2017 et 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019;

D'affecter une somme totale de 265 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-08 15:34

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172624005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec Fierté Montréal, accorder une contribution de 135 000 $ pour l'année 2017 et de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019 pour un montant total de 265 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie supporte depuis 2002 des projets et événements culturels d'organismes locaux sans but lucratif qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. L'arrondissement souhaite s'associer à la réalisation de l'édition 2017, 2018 et 2019 des Célébrations de la Fierté Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1142840005 / CA14 240086 Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, pour les années 2014, 2015 et 2016, avec Fierté Montréal pour la réalisation de l'édition 2014 dans l'arrondissement et accorder une contribution de 195 000 $

DESCRIPTION

Fierté Montréal est un organisme sans but lucratif local qui organise l « Volet festivités », « Volet communautaire et droits humains » et « Volet culturel » depuis 2007 du Festival de la fierté. En 2017, le festival deviendra Fierté Canada Montréal 2017 et s'échelonnera sur 10 jours au lieu de 7, soit du 11 au 20 août..

JUSTIFICATION

L'arrondissement souhaite appuyer cette institution culturelle majeure qui met en évidence la richesse de la diversité, le métissage culturel et l'importance de la différence à Montréal. Reconnu sur la scène internationale, elle participe au rayonnement de Montréal comme métropole ouverte, tolérante et inclusive. Fierté Montréal attire de nombreux touristes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.
D'affecter la somme de 265 000 $, répartie sur trois ans, provenant du surplus de de l'arrondissement.

2017 135 000 $
2018 65 000 $
2019 65 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme doit mentionner que le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie dans tous les documents promotionnels relatifs audit projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cette participation financière sera remise à l'organisme selon les modalités de décaissement prévues dans le protocole signé par les parties et joint en annexe.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle CARBONNEAU
Secrétaire

Tél : 514-868-4402
Télécop. : 514-868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2017-02-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1172624005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Modifier la résolution CA17 240030 et approuver la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution de 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1172624005_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget

Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1172624005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec Fierté Montréal, accorder une contribution de 135 000 $ pour l'année 2017 et de 65 000 $ pour les années 2018 et 2019 pour un montant total de 265 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1172624005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Dominique MARTHET
Chef de Division
Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **FIERTÉ MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 4262, rue Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec) H1V 1X6 agissant et représentée par Monsieur Éric Pineault, président, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 30 novembre 2016

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164454028
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser les trois volets de l'événement ***Fierté Montréal***;

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet*;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre de l'événement mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent.

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1 et 2 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de ***deux cents soixante-cinq mille dollars (265 000 $)***, devant être affectée exclusivement ***à la réalisation des trois volets de l'événement Fierté Montréal pour les années 2017, 2018 et 2019,*** conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en quatre versements :

3.1.1 dans les trente jours de la conclusion de l'entente écrite de la Ville avec l'organisme, la Ville versera à l'organisme un premier montant de cent huit mille dollars (108 000 $) pour l'année 2017;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme, tel que stipuler à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2017 et du dépôt de la programmation 2018, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième montant de soixante-dix-neuf mille dollars (79 000 $) au 1er mars 2018;

3.1.3 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme, tel que stipuler à l'article 4.13 démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2018 et du dépôt de la programmation 2019, celle-ci versera alors à l'organisme un troisième montant de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) au 1er mars 2019.

3.1.4 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme, tel que stipuler à l'article 4.13 démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2019, celle-ci versera alors à l'organisme la dernière tranche de la contribution financière consentie, soit un solde de treize mille dollars (13 000 $).

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser l'événement conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation de l'événement;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son événement. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

Initiales : _____

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

Initiales : _____

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

Initiales : _____

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
Mme Maryse Bouchard
Chef de division
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
M. Eric Pineault
Président
Fierté Montréal
4262, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H1V 1X6

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Initiales : _____

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
M. Eric Pineault, président

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1172624005**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le _____.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

Annexe 2

Description du projet de Fierté Montréal et le budget afférent

FIERTÉ MONTRÉAL



PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET FIERTÉ MONTRÉAL

2017
2018
2019

Montréal

fierté mtl

www.fiertemontrealpride.com #fierteMTL



Éric Pineault
Président fondateur



Jean-Sébastien Boudreault
Vice-président

L'honorable Denis Coderre
Maire de Montréal
HÔTEL DE VILLE
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Partenariat entre la Ville de Montréal et Fierté Montréal

Monsieur le Maire,

L'équipe de Fierté Montréal tient à vous remercier pour la précieuse contribution de la Ville aux éditions passées de notre évènement éponyme dont la réputation et le succès assurent d'année en année, d'importantes retombées touristiques et économiques pour toute la région métropolitaine. C'est dans le cadre de cette collaboration, qui est aussi bénéfique aux communautés LGBT qu'à la population montréalaise toute entière, que nous sollicitons votre appui continu pour 2017, 2018 et 2019.

L'été 2017 s'annonce mémorable et Fierté Montréal sera de la partie afin de contribuer au rayonnement de la métropole et de ses communautés LGBT. Depuis ses débuts, notre organisme n'a cessé de croître et d'innover. Nous entendons maintenir cette façon de faire avec le lancement de la toute première édition de Fierté Canada Montréal 2017 du 11 au 20 août. Cet évènement festif pancanadien sera l'occasion d'accueillir le Canada et le monde entier dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal et du 50e anniversaire d'Expo 67.

Contrairement aux éditions annuelles de Fierté Montréal, qui se déroulent sur sept jours, Fierté Canada Montréal 2017 se tiendra sur une dizaine de jours, incluant deux fins de semaine complètes, comme c'est le cas lors du WorldPride. Parmi les différentes activités prévues, on compte notamment trois journées d'activités sportives lors de la première fin de semaine des célébrations ainsi qu'une grande conférence nationale portant sur les droits LGBT — la plus importante au Canada depuis 10 ans.

Comme vous le savez, nous sommes aujourd'hui la plus grande Fierté francophone sur le globe et le seul évènement LGBT d'envergure à Montréal et au Québec. La croissance du nombre de spectateurs témoigne de l'attrait grandissant du festival : pour 2017, nous prévoyons accueillir plus de 777 777 festivaliers, soit 10 fois plus que lors de notre première édition. L'achalandage profite grandement aux commerçants, restaurateurs et hôteliers montréalais — les retombées touristiques pour 2015 ont été évaluées à plus de 12 millions $. Ces statistiques ne pourront qu'augmenter vu l'ampleur de l'édition spéciale de 2017 et la popularité sans cesse croissante de notre festival.

Fierté Montréal
4262, rue Sainte-Catherine Est
Montréal QC H1V 1X6
Téléphone : 514 903-6193
info@fiertemontrealpride.com
www.fiertemontrealpride.com



Compte tenu de la durée prolongée de Fierté Canada Montréal 2017, nous souhaitons obtenir de la Ville un financement de 200 000 $ pour chacune des éditions (2017-2018-2019) afin de surpasser les attentes de nos spectateurs et maximiser les retombées pour la région. Vous serez sans doute d'accord qu'il s'agit de sommes raisonnables considérant les bénéfices — tant sur le plan politique qu'économique — qui découleront de votre parrainage et qui s'étendront sur plusieurs années.

En somme, nous espérons pouvoir de nouveau compter sur votre appui (et votre présence très appréciée au défilé !) alors que Fierté Montréal et toute la Ville s'apprêtent à souligner un anniversaire historique. C'est le moment idéal de faire rayonner Montréal, nos communautés LGBT et de servir d'exemple d'inclusion et de tolérance au monde entier.

Nous souhaitons vous rencontrer prochainement, à votre convenance, afin de discuter de ce partenariat. En espérant obtenir une réponse favorable de votre cabinet, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées.

Éric Pineault
Président fondateur
epineault@fiertemontrealpride.com
514 616-7170

Jean-Sébastien Boudreault
Vice-président
jsb@fiertemontrealpride.com
514 924-0229



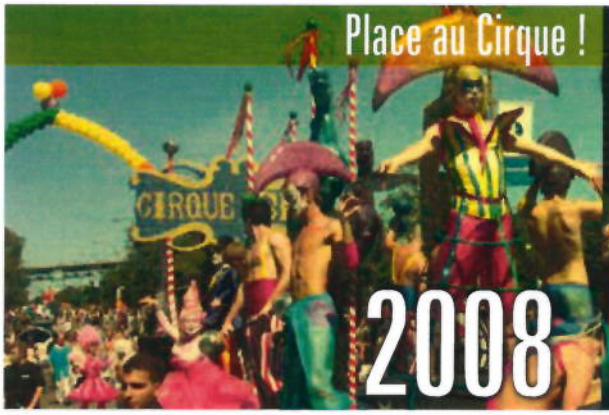
/fiertemontrealpride /fiertemtlpride /fiertemontreal

#fierteMTL

NOTRE HISTOIRE



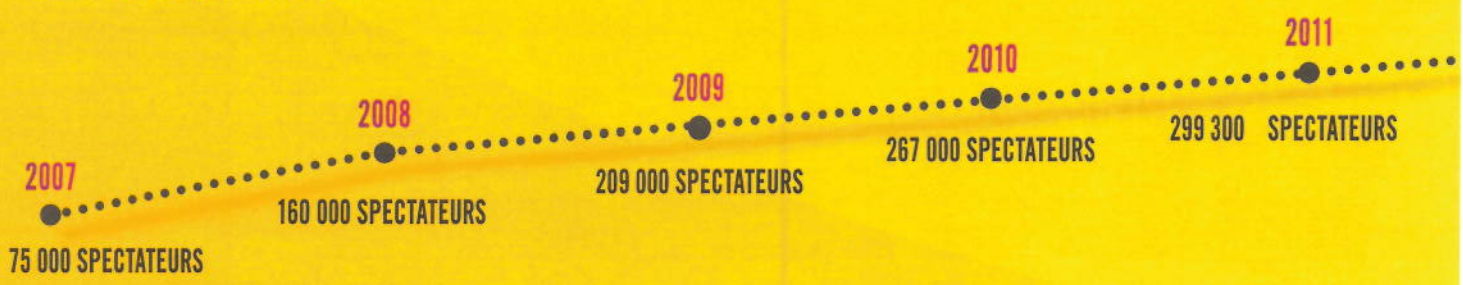








UN ÉVÉNEMENT EN CROISSANCE















2012
327 000 SPECTATEURS

2013
462 560 SPECTATEURS

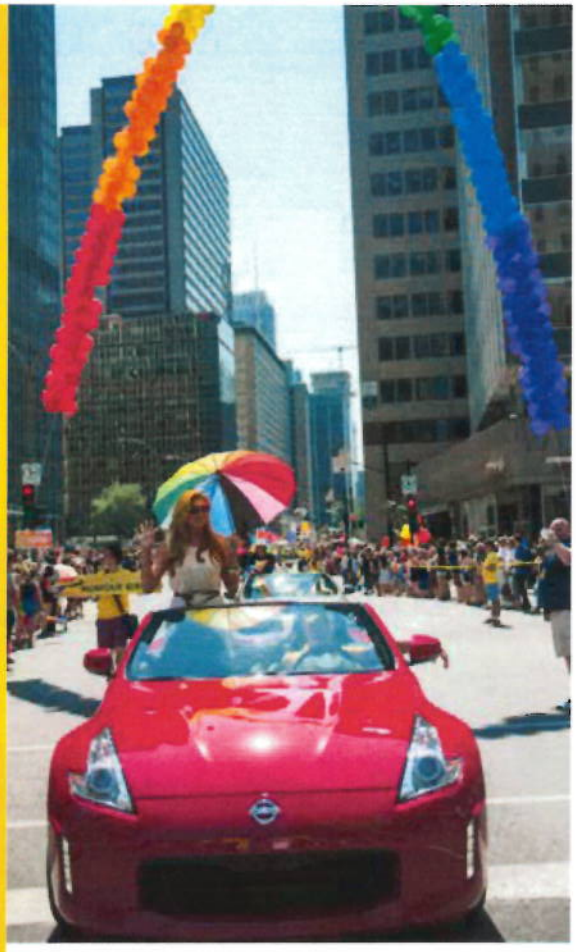
2014
393 400 SPECTATEURS*

2015
500 595 SPECTATEURS

2016
563 154 SPECTATEURS

2,2 MILLIONS
(ASSISTANCE TOTALE)

** Quatre jours de pluie et froid record pour un mois d'août.*
Le nombre de spectateurs représente les entrées/visites.
Une même personne peut venir à plusieurs occasions sur les sites.



À PROPOS DE FIERTÉ MONTRÉAL

Fierté Montréal est le seul événement permettant d'offrir une vitrine d'importance auprès de la majorité des organismes communautaires impliqués au sein de la communauté LGBT. Fierté Montréal est donc un organisme rassembleur auprès de la grande majorité des organisations LGBT de la région de Montréal et du Québec.

VISION

Créer un monde où la diversité est valorisée, permettant à la communauté LGBT de rayonner auprès des gens d'ici et d'ailleurs.

MISSION

+ Démystifier et faire connaître les réalités de la communauté LGBT montréalaise et québécoise au grand public ;
+ Travailler à l'avancement des droits humains LGBT d'ici et d'ailleurs ;
+ Mettre en valeur, promouvoir et prendre part au travail des groupes LGBT du Québec qui luttent contre les discriminations reliées à l'orientation sexuelle, l'identité de genre et la sérophobie ;
+ Offrir, à la communauté LGBT montréalaise et québécoise, une vitrine et un lieu d'expression culturelle ;
+ Rappeler et célébrer les acquis sociaux et légaux de la communauté LGBT montréalaise et québécoise par le biais de volets festifs, sociaux, politiques, communautaires et revendicateurs ;
+ Organiser le plus grand rassemblement LGBT national à chaque année ;
+ Tenir au cours de l'année des événements festifs, culturels, sociaux, politiques, philanthropiques, revendicateurs et communautaires.

PROJET PRINCIPAL

Fierté Montréal organise chaque année une semaine d'activités culturelles et communautaires, y compris le défilé de la Fierté et la Journée communautaire, afin de souligner de façon festive les avancements réalisés par les communautés LGBT, tout en sensibilisant la population aux différents enjeux à aborder afin d'enrayer l'homophobie ici et ailleurs. Finalement, la programmation de Fierté Montréal se déploie sous trois volets : communautaires et droits humains, culturels et festivités.

ACTIONS ANNUELLES

+ Participation et implication importante lors de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie ;
+ Participation à la conférence internationale InterPride et la conférence nationale Fierté Canada Pride ;
+ Participation à une Fierté dans un terrain hostile — 2016 à Mumbai (Inde), 2015 à Kiev (Ukraine), 2014 à Belgrade (Serbie), 2013 à Varsovie (Pologne), 2010 à Riga (Lettonie) ;
+ Fierté Montréal est régulièrement sollicité par les médias pour commenter l'actualité et la situation des LGBT d'ici et dans le monde ;
+ Participation à différentes activités organisées par nos partenaires (Ça marche de la Fondation Farha, rassemblement avec le collectif Carré rose, etc.).

ACTIONS PONCTUELLES

+ Hôte et organisateur de la conférence mondiale d'InterPride du 10 au 13 octobre 2013 (conférence portant sur la défense des personnes LGBT grâce aux actions de toutes les Fiertés de par le monde).
+ Hôte et organisateur de Fierté Canada Montréal 2017 qui se déroulera du 10 au 20 août 2017.

BILAN 2016

ACHALANDAGE TOTAL

Au total, 563 154 personnes ont assisté à Fierté Montréal en 2016. L'Assistance total s'élève à 2 201 169.

ACHALANDAGE PAR ÉVÉNEMENT

+ 122 239 spectateurs à la place Émilie-Gamelin du mardi au dimanche
+ 78 000 visiteurs à la Journée communautaire
+ Plus de 345 900 spectateurs au défilé
+ 15 300 spectateurs ont pris part aux différents événements culturels, sportifs, conférences ainsi qu'aux événements associés, aux partys, etc.

LE DÉFILÉ

+ 143 contingents
+ 21 grands fardiers / 52 petits véhicules / 70 contingents de marcheurs
+ 5 498 participants inscrits
+ Durée du trajet du début à la fin : 2 heures 30 minutes
+ Durée totale du défilé : 4 heures
+ 302 000 spectateurs pour le défilé

LA JOURNÉE COMMUNAUTAIRE

+ 123 exposants
+ 98 organismes à but non-lucratif / 25 entreprises
+ 78 000 visiteurs à la Journée communautaire

SITE WEB

Le site web a subi une métamorphose totale au début de juillet 2015. Celui-ci est beaucoup plus convivial, rapide et entièrement adaptatif. Ce travail de longue haleine a été applaudi par l'ensemble des utilisateurs.

La fréquentation du site est stable avec 561 254 visites entre le 1er janvier et le 15 septembre 2016.

+ 61 % proviennent de l'extérieur de Montréal
+ 14 % proviennent de l'extérieur du Canada
+ Pages visitées par session (moyenne) : 3,23
+ Durée moyenne des visites : 2:34

RETOMBÉES TOURISTIQUES (2016)

Lors de la dernière étude d'achalandage en 2016, le nombre de nuits générées dans la région par les touristes est de 69 233 nuitées. Les retombées économiques directes sont évaluées en 2013 à 12 millions $, représentant des revenus de taxes de vente auprès des gouvernements de 1,2 million $ pour la TVQ et 600 000 $ pour la TPS.

BUDGET

Le budget de l'édition 2016 se chiffre à 3,02 millions $ (en argent et services) réparti de la façon suivante :

+ 62 % provenant de partenaires privés
+ 7,9 % de la contribution des festivaliers (consommation, produits dérivés, bracelet, contribution volontaire)
+ Ville de Montréal : 14,3 % en argent, services et soutien logistique
+ Gouvernement du Québec : 12,8 %
+ Gouvernement du Canada : 3,1 %

ARGUMENTS
SOUTENANT CETTE DEMANDE

+ L'importance de la tenue d'un événement tel que Fierté Montréal est primordial pour une ville internationale comme Montréal
+ En s'associant aux efforts du comité organisateur, la Ville de Montréal exprime sa solidarité auprès des communautés LGBT
+ Fierté Montréal est le seul événement permettant d'offrir une vitrine d'importance auprès de la majorité des organismes communautaires impliqués au sein des communautés LGBT
+ Les membres de la communauté LGBT composent près de 10 % de la population en général et font partie de l'ADN d'une ville comme Montréal
+ Toutes les villes importantes du monde ont un événement PRIDE (une Fierté) – (toutes celles où l'on permet un tel rassemblement). L'appui des différents paliers de gouvernement est donc essentiel, autant que le soutien du secteur privé, de la communauté LGBT ainsi que de la population en général
+ Fierté Montréal agit en tant qu'événement fédérateur permettant aux organismes communautaires de la région de Montréal de rayonner au sein de la population en général, au moins une fois par année
+ La visibilité des communautés LGBT permet d'afficher la diversité, composante essentielle de notre société, les acquis sociaux et le chemin à parcourir pour l'atteinte de l'acceptation sociale
+ La Fierté est un événement socio-politico-communautaire et culturel gravitant autour de deux grandes activités : un défilé et une journée communautaire. Pour ces villes, le PRIDE est également un des événements touristiques les plus importants de l'année : San Francisco, Toronto, New York, Madrid, Stockholm, Vancouver, San Diego, Rio de Janeiro et São Paolo
+ Fierté Montréal est et souhaite demeurer à l'avant-garde de la défense des droits LGBT d'ici et d'ailleurs. Sa programmation diversifiée et l'accueil, à chaque année, d'invités internationaux provenant de régions et pays où les droits humains LGBT sont souvent bafoués, permettent à Fierté Montréal de poursuivre ses objectifs de sensibilisation auprès du grand public de la région montréalaise
+ D'ici 2019, Fierté Montréal sera l'une des plus importantes Fierté au monde et est déjà la plus achalandée de toute la francophonie

Le soutien financier de la Ville de Montréal permet :

+ de solidifier la notoriété de Montréal sur le volet touristique en tant que destination gaie ainsi que le rayonnement de la métropole sur le plan des droits humains
+ d'augmenter la qualité de l'ensemble des prestations (défilé, journée communautaire et festivités), sur les plans techniques et opérationnels
+ de bonifier les efforts promotionnels auprès de nos marchés cibles : le Québec (hors Montréal), l'Ontario et le nord-est américain
+ de préserver les coûts d'inscription à la journée communautaire ainsi qu'au défilé à un taux raisonnable pour les groupes communautaires
+ de présenter des événements de prestige
+ de permettre l'accueil d'invités prestigieux dont les coprésidents d'honneur



BUDGET PRÉVISIONNEL

PRODUITS	2017	2018	2019
Financement public	1 245 460	650 000	600 000
Commanditaires majeurs	975 000	400 000	415 000
Entreprises et organismes	395 000	200 000	225 000
Groupes communautaires	20 000	35 000	40 000
Partis politiques	14 200	15 000	15 000
Bars et commeres du Village	49 600		
Activités connexes	20 000	25 000	25 000
Ventes sur le site	270 298	150 000	165 000
Produits divers	84 500	5 000	5 000
Conférences	932 250	-	-
Levées de fonds	28 500	-	-
Tournois sportifs	41 180	-	-
Commandites en nature	1 550 000	1 800 000	2 000 000
TOTAL DES PRODUITS	5 625 988 $	3 280 000 $	3 490 000 $
CHARGES			
Honoraires professionnels	280 500	225 000	230 000
Rémunération	749 351	371 563	380 000
Charges sociales	103 728	54 000	57 000
Équipe de soutien opérationnel et technique	187 922	125 000	110 000
Communications et marketing	76 084	80 000	80 000
Promotion hors Québec	125 000	60 000	60 000
Achats de produits pour la revente	73 462	30 000	30 000
Administration	343 960	210 000	215 000
Coprésidents et invités d'honneur	34 500	25 000	25 000
Aménagement des sites	599 360	115 000	115 000
Défilé et journée communautaire	60 000	30 000	30 000
Animation et spectacles	440 600	135 000	135 000
Conférences	912 200	-	-
Tournois sportifs	50 061	-	-
Échange de biens et services	1 550 000	1 800 000	2 000 000
TOTAL DES CHARGES	5 586 728 $	3 260 563 $	3 467 000 $
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	39 260 $	19 437 $	23 000 $

PROGRAMMATION PRÉVUE ET SES ÉLÉMENTS DISTINCTIFS

2017

10 AU 20 AOÛT 2017

Fierté Montréal organisera la toute première édition de Fierté Canada, du 10 au 20 août 2017, afin de mettre de l'avant le mouvement LGBT canadien et réaffirmer la position de Montréal, du Québec et du Canada à titre de leaders des droits des personnes LGBT. En tant que plus importante Fierté de la francophonie, Fierté Montréal proposera un événement national festif qui sera l'occasion d'accueillir le Canada et le monde, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal et du 150e anniversaire du Canada.

Fierté Canada Montréal 2017 se tiendra sur une dizaine de jours, incluant deux fins de semaine complètes d'événements.

Programmation prévue (éléments distinctifs) :

+ Deux journées d'activités sportives (Festival sportif)
+ Grande conférence nationale d'une durée de 3 jours portant sur les droits des personnes LGBT
+ Égalité et légalité – la conférence internationale sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres dans la francophonie
+ La Maison des Fiertés : exposition sur la contribution des communautés LGBT à l'histoire et au développement de Montréal au cours des 375 dernières années et des 150 ans du Canada



LA PROGRAMMATION DE FIERTÉ MONTRÉAL SE DÉPLOIE SOUS TROIS VOLETS

COMMUNAUTAIRE ET DROITS HUMAINS • CULTUREL • FESTIVITÉS

PROGRAMMATION 2017 PRÉLIMINAIRE

10 Jeudi
- Ouverture officielle et levée du drapeau arc-en-ciel à l'hôtel de ville de Montréal
- Illuminations de 6 repères emblématiques montréalais
- La course capotée

11 Vendredi
- Foire alimentaire sur les délices de Montréal
- Ouverture de l'exposition sur l'histoire du mouvement LGBTQ et des Fiertés au Canada
- Ouverture de la Maison de la Fierté
- Spectacle d'ouverture : Montréal est fière

12 Samedi
- Tournoi sportif LGBTQ
- Foire alimentaire sur les délices de Montréal
- Fierté des Arts (artistes canadiens)
- Exposition LGBTQ : 375 ans d'histoire
- Maison de la Fierté
- Spectacle : Mado et ses girls

13 Dimanche
- Tournoi sportif LGBTQ
- Foire alimentaire sur les délices de Montréal
- Fierté des Arts (artistes canadiens)
- Exposition LGBTQ : 375 ans d'histoire
- Beach party et T-dance
- Maison de la Fierté

14 Lundi
- Maison de la Fierté
- Exposition LGBTQ : 375 ans d'histoire
- Festival culturel : Fierté littéraire, théâtre et cinéma
- Spectacles multiculturel et jeunesse

15 Mardi
- Conférence sur les droits des personnes LGBTTIQ2S+
- Fierté littéraire, théâtre et cinéma
- Maison de la Fierté
- Visites guidées du Village et de Montréal
- Spectacle : fête nationale des Acadiens

16 Mercredi
- Conférence nationale sur les droits des personnes LGBTTIQ2S+
- Visites guidées du Village et de Montréal
- Maison de la Fierté
- Spectacle, site 1 : Comedy Night
- Spectacle, site 2 : Rock

17 Jeudi
- Conférence nationale sur les droits des personnes LGBTTIQ2S+
- Journée des enfants
- Marche des femmes
- Spectacle, site 1 : Drag Superstars
- Spectacle, site 2 : Cinéma familial

18 Vendredi
- Conférence internationale sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres dans la francophonie
- Journée de la Fierté à La Ronde / Marche Trans
- Journée de la jeunesse (BBQ et musique)
- Spectacle, site 1 : Fiesta Cubana
- Spectacle, site 2 : ICI Canada

19 Samedi
- Journée communautaire
- Journée Fierté Canada
- Maison de la Fierté
- Événements sportifs : yoga et Zumba
- Spectacle, site 1 : LSTW
- Spectacle, site 2 : Illusion

20 Dimanche
- Grand défilé de la Fierté :
  Hommage aux 375 ans de Montréal
  Toutes les Fiertés au pays sont représentées
  Histoire LGBTQ à Montréal et au Canada
- Site 1 : t-dance disco
- Site 2 : méga T-dance et spectacle de clôture

PROGRAMMATION PRÉVUE ET SES ÉLÉMENTS DISTINCTIFS

2018

9 AU 19 AOÛT 2018

2019

8 AU 18 AOÛT 2019

PROGRAMMATION PRÉLIMINAIRE POUR 2018 ET 2019

JEUDI

+ Signature du livre d'or à l'hôtel de ville de Montréal
+ Levée du drapeau
+ Spectacle d'ouverture

VENDREDI

+ Spectacles
+ Fierté des Arts

SAMEDI ET DIMANCHE

+ Fin de semaine sportive
+ Espace LSTW
+ Visite guidée du Village

LUNDI

+ La course capotée !
+ L'Emmental Expiré

MARDI

+ Conférences
+ Expo photo
+ Fierté des Arts Montréal
+ Grand spectacle

MERCREDI

+ 6 à 9 LSTW
+ Conférences
+ DJ invité
+ Grand spectacle

JEUDI

+ Journée des enfants
+ Place à la relève
+ BBQ Astérix*
+ Cours de danse country
+ Grand spectacle
+ Marche des Femmes
+ Picnic Fierté Afro Pride

VENDREDI

+ Journée de la Fierté à La Ronde
+ Cocktail Ladies
+ Marche Trans
+ Partys en soirée
+ Pride Ride (arrivée)
+ BBQ Rézo
+ DJ invité
+ Grand spectacle

SAMEDI

+ Brunch de la Fierté
+ JOURNÉE COMMUNAUTAIRE
+ Avenue de la santé
+ Partys en soirée
+ B.Y.O.L. (Femmes)
+ Party BlacKKnighT
+ Zumba de la Fierté
+ Yoga
+ Cocktail communautaire
+ Remise du prix Claude-Tourangeau
+ Grand spectacle

DIMANCHE

+ Brunch de la Fierté
+ LE DÉFILÉ et le moment de silence
+ Partys en soirée
+ Party officiel de clôture
+ Après T-Dance Bears
+ Bagalicious
+ Méga T-Dance
+ Show de clôture



SITES PRÉVUS

2017

+ Place Émilie-Gamelin (du 10 au 20 août 2017) — Animation et spectacles
+ Parc des Faubourgs (du 10 au 20 août 2017) — Grands spectacles
+ Rue Sainte-Catherine, entre les rues Berri et Papineau (Journée communautaire)
+ Boulevard René-Lévesque, entre les rues Stanley et Alexandre-De Sève (Défilé)

2018

+ Place Émilie-Gamelin (du 9 au 19 août 2018) — Animation et spectacles
+ Parc des Faubourgs (du 9 au 19août 2018) — Grands spectacles
+ Rue Sainte-Catherine, entre les rues Berri et Papineau (Journée communautaire)
+ Boulevard René-Lévesque, entre les rues Saint-Mathieu et Sanguinet (Défilé)

2019

+ Place Émilie-Gamelin (du 8 au 18 août 2019) — Animation et spectacles
+ Parc des Faubourgs (du 8 au 18 août 2019) — Grands spectacles
+ Rue Sainte-Catherine, entre les rues Berri et Papineau (Journée communautaire)
+ Boulevard René-Lévesque, entre les rues Saint-Mathieu et Sanguinet (Défilé)

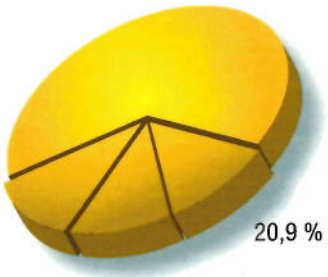
LES BÉNÉFICES ET LES RETOMBÉES DE L'ÉVÉNEMENT

+ Faire rayonner Montréal : Fierté Montréal jouit d'une immense visibilité grâce à une incroyable couverture médiatique tant au niveau local, provincial, national qu'international.
+ L'ouverture d'esprit des Montréalais et Montréalaises contribue également au grand succès de la Fierté gaie montréalaise.
+ Des retombées pour Montréal avec un IMPACT TOURISTIQUE MAJEUR* par le nombre de nuitées générées par les touristes (69 223 nuitées en 2016)

PROVENANCE DES VISITEURS (2013)

69 223 NUITÉES **

**Source : étude d'achalandage et de provenance des clientèles 2016 (Segma Recherche)



DÉMARCHES D'ÉCORESPONSABILITÉ

À la mesure de nos moyens, nous nous efforçons de réduire notre empreinte écologique chaque année. Nous souhaitons établir une politique précise de 5 ans en janvier 2016.



Gestion des matières résiduelles

+ Place Émilie-Gamelin : récupération (40 contenants, 1 conteneur de récupération, un espace pour les cartons). Deux équipes de deux personnes s'assuraient de séparer les déchets des matières recyclables. Les verres de plastique étaient tous recyclables, à chacun des bars.
+ Journée communautaire : chaque groupe a reçu un sac pour les déchets et un autre pour la récupération. Une équipe de quatre personnes patrouillait le site de 10 h à 18 h pour recueillir tous les sacs.
+ Défilé de la Fierté : le public était encouragé à récupérer durant la semaine de la Fierté. Tous les participants qui ont construit des décors pour leur véhicule ou contingent avaient accès à un grand conteneur afin de récupérer un maximum de matériaux inutilisés après le défilé.

Consommation de ressources

+ Gestion des matières résiduelles comme la récupération et le compostage.
+ Utilisation de toilettes avec procédé biodégradable
+ Utilisation de produits biodégradables.

Gaz à effet de serre

+ Deux stations de dépôt à BIXI ont été installées aux abords du Village pendant Fierté Montréal (ceci a permis de limiter l'empreinte environnementale du festival tout en faisant connaître ce nouveau moyen de transport aux visiteurs).
+ Achats locaux.
+ Partenariat avec la STM afin d'inciter à la clientèle à utiliser les transports en commun lors des événements.



ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE

Un espace réservé pour les fauteuils roulants était prévu sur le parcours du défilé à l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la place du Frère-André.

SENSIBILISATION

L'Avenue verte de la Santé regroupe les intervenants du milieu de la santé afin de promouvoir un mode de vie sain et des méthodes de prévention. Cette action est publicisée.

PARTENARIATS
ET LES ENTENTES DE SOUTIEN FINANCIER AUPRÈS D'ENTITÉS PROVINCIALES ET FÉDÉRALES ET TOUT AUTRE ORGANISME SUBVENTIONNAIRE

SECTEUR PUBLIC

+ Le gouvernement du Québec (Tourisme Québec et le FIRM)
+ Patrimoine canadien
+ Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal
+ Arrondissement de Ville-Marie

SECTEUR PRIVÉ

+ Groupe Banque TD, présentateur officiel de l'événement
+ Viagra, présentateur officiel du défilé
+ Tourisme Montréal
+ Coors Light
+ Barefoot Wine
+ SDC du Village
+ Winners
+ Trojan
+ Via Rail
+ Porshe Prestige / Audi Prestige
+ Ubisoft
+ Eska
+ Fugues
+ Virgin 96
+ 24 h
+ Mojo
+ Edge
+ Springhill Suites Marriott
+ Hôtel Gouverneur Place Dupuis
+ Hôtel Faubourg Montréal
+ Hôtel 10
+ Hôtel Lord Berri

PRÉSENTATEUR OFFICIEL





PARTENARIATS TOURISTIQUES

GAY GUIDE NETWORK / VIA RAIL / HÔTEL ALT MONTRÉAL /

+ Organisation d'un concours en partenariat avec Via Rail et l'Hôtel Alt Montréal afin d'offrir un week-end VIP de trois jours à deux personnes de Toronto durant Fierté Montréal
+ Ce concours a permis une couverture promotionnelle exhaustive via les plateformes de Sirius XM (Shaun Proulx Show) et de Gay Guide Network
+ Ce concours a permis de mieux faire connaître Montréal, Fierté Montréal ainsi que l'Hôtel Alt et les services de Via Rail au public de Toronto
+ Le concours a aussi généré une visibilité accrue sur les plateformes web de Gay Guide Network et de Fierté Montréal
+ Le concours a été vu par au moins 30 000 personnes sur le site web TheGayGuideNetwork et 22 000 personnes sur la page Facebook de Fierté Montréal

HÔTEL GOUVERNEUR PLACE DUPUIS
HÔTEL MARIOTT SPRINGHILL SUITES VIEUX-MONTRÉAL

+ Rabais offert aux festivaliers pendant la période de Fierté Montréal

MUSÉE MCCORD
GRÉVIN MONTRÉAL

+ Rabais sur une visite au musée sur présentation du programme de Fierté Montréal
+ Pour Grévin Montréal, notre présence au Pride Toronto accompagnée de Lady Gaga a permis au public de Toronto de connaître le musée, une offre touristique qui n'existe pas en Ontario.

LA RONDE

+ Rabais sur l'accès à La Ronde offert sur le site web de Fierté Montréal et dans le programme officiel

EVENKO

+ Concours offrant deux laissez-passer pour le spectacle de Madonna aux abonnés des plateformes web de Fierté Montréal
+ Ceci a permis aux fans de Madonna et aux abonnés d'Evenko de mieux connaître Fierté Montréal et vice-versa
+ Statistiques Facebook : 32 300 personnes ont vu le concours, 1 907 personnes ont cliqué sur la publication, 146 j'aime, 27 commentaires et 61 partages

ÎLESONIQ

+ Concours offrant deux laissez-passer pour le festival ÎleSoniq aux abonnés des plateformes web de Fierté Montréal
+ Ceci a permis aux festivaliers d'ÎleSoniq de mieux connaître Fierté Montréal et vice-versa, tout en s'assurant que les visiteurs d'ÎleSoniq restent à Montréal le dimanche 16 août plutôt que de quitter la ville
+ Statistiques Facebook : 6 220 personnes ont vu le concours, 375 personnes ont cliqué sur la publication, 28 j'aime et 3 partages

MONTRÉAL IMPACT

+ Un match de la Fierté a été organisé le samedi 8 août
+ Plusieurs billets ont été offerts à rabais afin de faire connaître l'Impact au public LGBT

FESTIVAL MODE ET DESIGN

+ Un défilé capsule du FMD a été présenté dans le cadre de Fierté Montréal le vendredi 14 août à 20 h
+ Fierté Montréal a participé à la Course en talons hauts du FMD le mercredi 19 août

PARTENARIATS EN 2016



PLAN DE COMMUNICATIONS

RELATIONS DE PRESSE	
2016	
Communiqué 1 : « Save the Dates »	International
Communiqué 2 : Ru Paul's Drag Race	Local
Communiqué 3 : Partenariat Montréal / Toronto	Local
Communiqué 4 : Annonce André Sauvé	Local
Mention Facebook : Annonce des DJs	Local / International
Communiqué 5 : Fierté Montréal se rend en Inde	Local / International
Communiqué 6 : 10 nouveautés pour la 10e	Local / International
Communiqué 7 : Présidence d'honneur	Local / International
Communiqué 8 : Conférence de presse	Local
Communiqué 9 : Bilan	Local / International
2017	
Communiqué 1 : un second défilé de la Fierté	Local / International
Communiqué 2 : Inscriptions à la conférence	Local / International
Communiqué 3 : Inscriptions pour le volet sport	Local / International
Communiqué 4 : Grands noms pour 2017	Local / International
Communiqué 6 : Autres détails programmation	Local / International
Communiqué 5 : Présidence d'honneur	Local / International
Communiqué 7 : Conférence de presse	Local
Communiqué 8 : Bilan	Local / International
ACCUEIL MÉDIAS ÉTRANGERS	
The Nomadic Boys	France / International
The Advocate	USA/ International
Gay Star News	USA/ International
The Gaily Grindr	USA/ International
SheWired	USA/ International
Huffington Post Gay Voices	USA/ International
BULLETIN ÉLECTRONQIUE	
Builletin 1, 2, 3, 4 et 5 : 15 000 contacts	International
CONCOURS ET PROMOTIONS	
Concours pour billets de Céline Dion avec Evenko	Local
Tirage d'un voyage à Montréal	National
Concours pour billets IleSoniq	National
ACHATS PUBLICITAIRES	
Fugues	Local
Guide Arc-en-Ciel	Local
24 heures	Local
STM	Local
PARTENAIRES MÉDIAS	
IMPRIMÉ	
Fugues	Québec
Guide Arc-en-ciel	Québec
Männer	Allemagne
Spartacus	Allemagne
Journal de Montréal	Québec
Journal de Québec	Ville de Québec
Journal 24 Heures	Montréal
Winq Magazine	Royaume-Uni
Gay Star News	États-Unis
SheWired	États-Unis
Out Magazine	États-Unis
WEB	
Fugues.com	Québec
Edge Media	Québec
OutTV	Canada
Les Tubbies	Montréal
GayTravel.com	États-Unis
GayGuide Network (Shaun Proulx Media)	Canada
Yagg	France
Daily Extra	Canada
Scruff	International
Gay 411 / Bear 411	Québec
Gay Times Travel	Royaume-Uni
The Two Bad Tourists	International
Gay Living	Canada
Canoe.ca	Québec
The Nomadic Boys	France / International
RADIO	
Virgin Radio	Montréal
Radio NRJ	Québec
TÉLÉ	
CTV	Montréal
TVA	Québec
MaTVA	Montréal
OutTV	Canada
2017	
Dévoilement de la pub télé	National
Partenariats médias dans les marchés cible	National
VISUELS ET MATÉRIEL IMPRIMÉS	
2016	
Vidéos promotionnelles 2016 (30 ET 60 SEC)	International
Rédaction de texte par Richard Burnett	Local
Visuel pour les spectacles et événements	
Arche d'accueil à la place Émilie-Gamelin	
Guide officiel, 50 000 copies — 120 pages	Québec - Ontario

Collants pour les commerces du Village	
300 affiches	Montréal
Création de l'expo photo sur les 10 ans de Fierté Montréal pour la place Émilie-Gamelin	Montréal
1 grande bannière des partenaires sur le site de la place Émilie-Gamelin	Montréal
3 panneaux d'identification sur la rue Sainte-Catherine Est	Montréal
2017	
Kit promotionnel pour Fiertés canadiennes	National
Produits promotionnels	
Vêtements 2017	
Guide officiel, 80 000 copies — 120 pages	
PROMOTIONS	
2016	
Présentation à Tourisme Montréal (PowerPoint)	
Foire du tourisme de Tourisme Montréal	
Pride Toronto	
Participer aux déjeuners-causerie de Tourisme Montréal et toutes autres activités	
Mot-clic pour la 10e édition de Fierté Montréal	
Création de pochettes de presse	
2017	
Promos auprès des Fiertés canadiennes	National
Vidéo promotionnelle 2017 (30 SEC)	International
Campagne promotionnelle « Pavoiser Montréal » (Oriflammes et illumination icônes montréalais)	
Présentation à InterPride (Montpellier)	
SITE WEB + FACEBOOK + APPLICATION MOBILE + ZONE FESTIVAL	
2016	
Inscriptions en ligne (défilé et journée communautaire)	
Visuel pour annonce RuPaul's Drag Race	
Mise à jour du site (programmation préliminaire)	National
Liste des organismes communautaires sur le site	
Terminer l'implantation de Zone Festival et formation des employés	
Lancement de Snapchat	
Tournage du vox pop moment de Fierté	
Montage et diffusion des vidéos pour moment de Fierté – vidéo 1	
Création de la section blogue du site web	
Mise sur pied d'une stratégie pour Instagram	
Création des images Facebook (événement, promo, en-têtes)	

Création des images pour application mobile	
Montage et diffusion des vidéos pour moment de Fierté – vidéo 2	
2017	
Création du nouveau site	National
Lancement du site des inscriptions à la conférence	
POLITIQUES INTERNES	
2016	
Démarches écoresponsables et festival vert	
SOUTIEN FINANCIER	
2016	
Demande à Tourisme Montréal pour Toronto Pride	
Demande à Tourisme Montréal pour InterPride Montpellier (50 000 $)	
CTC (Émanuelle Legault) 100 000?	
MARKETING	
2017	
Document générique pour expliquer Fierté Canada Montréal 2017	
Définir le look & feel final pour 2017	
Session photo	
Cahier des normes graphiques	
Concept du défilé 2017 (direction artistique, contenu, 375e et 150e)	
AMÉNAGEMENT	
2016	
Plan préliminaire d'aménagement de la place des Festival (Mode & Design)	
Couverture de nos programmes officiels depuis 10 ans dans notre bureau (aménagement)	
Plan préliminaire d'aménagement pour le site du Rainbow All	
Plan définitif de la place Émilie-Gamelin	
Aménagement du jardin du CCA pour le point de presse	
2017	
Plan préliminaire d'aménagement pour le 2e site	







FIERTÉ MONTRÉAL 2016 EN PHOTOS







PHOTOS **ALISON SLATTERY**





N° de dossier : 1172624005

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Fierté Montréal	238533

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Montant	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant			135 000,00 $	65 000,00 $	65 000,00 $			**265 000,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1172624005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec Fierté Montréal pour la réalisation du Festival de la fierté (LGBT);

  D'accorder, à cette fin, une contribution annuelle de 135 000 $ pour l'année 2017 et 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019;

  D'affecter une somme totale de 265 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 265 000,00 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		135 000,00 $	65 000,00 $	65 000,00 $				**265 000,00 $**

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 265 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 265 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306173	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 480371

Les crédits pour les années ultérieures seront réservés par l'engagement de gestion VM72624005

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Date: **2017-01-31**

Responsable de la vérification:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2017-01-31**

ADDENDUM

Modification à la convention

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **FIERTÉ MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 4262, rue Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec) H1V 1X6 agissant et représentée par Monsieur Éric Pineault, président, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 30 novembre 2016

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164454028

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240030 du 14 février 2017 comme suit:

en remplaçant l'article 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE par le suivant :

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de ***cents trente-cinq mille dollars (135 000 $)***, devant être affectée exclusivement ***à la réalisation des trois***

volets de l'événement Fierté Montréal pour l'années 2017 , conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 dans les trente jours de la conclusion de l'entente écrite de la Ville avec l'organisme, la Ville versera à l'organisme un premier montant de cent huit mille dollars (108 000 $) pour l'année 2017;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme, tel que stipuler à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2017, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième montant de vingt-sept mille dollars (27 000 $) ;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan déposé par l'organisme.

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

FIERTÉ MONTRÉAL

Par : _____ Date : _____
M. Eric Pineault, président

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1172624005,** elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le **13 mars 2018.**

N° de dossier : 1172624005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	FIERTÉ MONTRÉAL	238533

Financement : Autre

Précision: NE PLUS AFFECTER LES MONTANTS PRÉVUS POUR LES ANNÉES 2018 ET 2019 TEL QUE PRÉVU PAR LA CONVENTION

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		-65 000,00 $	-65 000,00 $					**-130 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	13	mars	2018	Date de fin :	13	mars	2018

Formulaire complété par : JUSTINE KANDOLO

Prénom, nom

Date et heure système : 22 février 2018 15:48:12

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1172624005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la modification de la résolution CA17 240030 de la convention modifiée avec Fierté Montréal afin d'annuler la contribution de 65 000 $ par année pour les années 2018 et 2019.

- Montant déjà accordé pour ce dossier (taxes non applicables) 135 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant	135 000,00 $	0,00 $

Le montant initialement prévu pour 2018 et 2019 (total 130 000 $) sera retourné au compte de provenance,
suite à l'annulation de la ligne 2018 au bc 1182878

Informations comptables:

De (Taxes non applicables)

Montant: 130 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0012000	306173	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

À (Taxes non applicables)

Montant: 130 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.09

2018/03/13 19:00

(1)

Dossier # : 1163105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240116 et approuver la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018

D'approuver la modification de la résolution CA16 240116 et la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 13:26

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 15 mars 2016	Résolution: CA16 240116

Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention pour une durée de 3 ans, avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018 et accorder une contribution totale de 75 000 $

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Steve Shanahan

D'approuver la convention pour une durée de 3 ans avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 75 000 $;

D'affecter un montant de 75 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

Le conseiller Richard Bergeron était absent lors de la tenue du vote sur la proposition.

20.21 1163105004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 17 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1163105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240116 et approuver la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018

CONTENU

CONTEXTE

La ville centre va prendre en charge la contribution financière 2018..

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

Kevin DONNELLY, 26 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831

Télécop. : 514 868-3292

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1163105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention pour une durée de 3 ans, avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018 et accorder une contribution totale de 75 000 $

D'approuver la convention pour une durée de 3 ans avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 75 000 $;

D'affecter un montant de 75 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-03 14:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention pour une durée de 3 ans, avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018 et accorder une contribution totale de 75 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie supporte depuis 2002 des projets et événements culturels d'organismes locaux sans but lucratif qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. L'arrondissement souhaite soutenir la réalisation de la programmation du Festival Under Pressure et de la galerie Fresh Paint.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1156890022 / CA15 240328 (8 juin 2015) : Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec Under Pressure pour l'événement qui se tiendra les 8 et 9 août prochain, accorder une contribution de 15 000 $ et édicter une ordonnance

DESCRIPTION

La présente contribution financière vise à soutenir les activités de la galerie d'art urbain Fresh Paint, située au 250, rue Sainte-Catherine Est, et le Festival Under Pressure qui se déroule pendant 2 jours au mois d'août de chaque année. La contribution est octroyée pour trois ans, soit 2016, 2017 et 2018.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite apporter son soutien à la Galerie Fresh Paint et au Festival Under Pressure qui contribue à la valorisation de l'art urbain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.
La valeur du soutien technique accordé par la ville centre au Festival est de 13 000 $ par année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme doit mentionner que le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie dans tous les documents promotionnels relatifs audit projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane M ROY
Secrétaire de direction

Tél : 514-868-3519
Télécop. : 514-868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667

Approuvé le : 2016-03-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1163105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Modifier la résolution CA16 240116 et approuver la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1163105004_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget

Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1163105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention pour une durée de 3 ans, avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018 et accorder une contribution totale de 75 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1163105004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats

Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-03

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arr adj et responsable de l'administration Ville Marie
Tél : 514-872-9857
Division :

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CULTURE URBAINE (CICU)**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 994, rue Saint-Ferdinand, Montréal (Québec) H4C 2T6 agissant et représentée par Mélissa Proietti, présidente, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le

No d'entreprise : 1169651909
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser sa programmation 2016, 2017 et 2018;

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet;

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet déposé par l'Organisme;

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1 et 2 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de ***soixante-quinze mille dollars (75 000 $)***, devant être affectée exclusivement ***à couvrir les activités liées à la galerie Fresh Paint, située au 250, rue Sainte-Catherine Est et le Festival Under Pressure,*** conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en quatre versements :

3.1.1 dans les trente jours de la conclusion de l'entente écrite de la Ville avec l'organisme, la Ville versera à l'organisme un premier montant de vingt mille dollars (20 000 $), pour l'année 2016;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2016, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) pour l'année 2017;

3.1.3 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2017, celle-ci versera alors à l'organisme un troisième montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) pour l'année 2018;

3.1.4 conditionnel à la réception du rapport final de l'organisme, tel que stipulé à l'article 4.13 démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, un dernier versement de cinq mille dollars (5 000 $);

3.1.5 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan déposé par l'organisme.

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 Obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M$) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives. Pour les contributions financières de 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
Mme Maryse Bouchard
Chef de division
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Initiales : _____

Pour l'Organisme :
Mme Mélissa Proietti
Présidente
CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CULTURE URBAINE (CICU)
250, Ste-Catherine est
Montréal (Québec) H2X 1L4

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Mélissa Proietti, présidente

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1163105004**; il a été approuvé par la résolution **_____** adoptée le **15 mars 2016**.

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

Monsieur Denis Coderre
Maire de Montréal
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C6

CICU
994 Saint Ferdinand

Montreal, QC
H4C 2T6

Monsieur le Maire,

Je viens vers vous en tant que coordonatrice de la Convention Internationale de Graffiti Under Pressure, et présidente du C.I.C.U (Convention Internationale de la Culture Urbaine), une organisation à but non lucratif créée en 2013. Par la présente, je sollicite une entente de trois ans pour un soutien financier de la part de la ville de Montréal, concernant autant la Convention Internationale de Graffiti Under Pressure, que la galerie Peint Frais et les événements qui y sont reliés.

Comme vous le savez probablement, Under Pressure est le plus ancien festival dans son genre encore actif à l'échelle mondiale. Mis en place par des bénévoles dans le but de réunir les différentes communautés des arts urbains, de célébrer leurs accomplissements et leur diversité.
Notre dernière édition du festival a enregistré une fréquentation estimée à 25 000 spectateurs comptabilisant les entrées à nos divers événements, vente de trottoir et autres activations de rues. Nous avons accueillis 80 artistes visuels, qui ont réalisé 12 murales à grande échelle, en plus de peinture sur des surfaces plus petites. Nous avons aussi reçu 75 musiciens, plus qu'une centaine de danceurs et une cinquantaine de skateboarders grace à nos diverses activités programmées pendant le festival.
Près de 100 bénévoles nous ont apporté leur aide pendant ces deux jours, ce qui correspond à presque 2000 heures de travail volontaire en une fin de semaine, incluant le travail réalisé dans le cadre du programme de travaux compensatoires encadré par des organismes tel que Trajet Jeunesse et YMCA. Tous nos participants, assistent à l'événement sans recevoir de compensation, ni de support financier.
Alors que nous mettons l'accent sur les artistes locaux, toutes disciplines confondues, nous accueillons aussi des artistes du Canada, des États-Unis, du Mexique, d'Europe,

d'Australie etc. Nos chiffres reflètent un intérêt et soutien solide et grandissant envers nos événéments et notre communauté.
Nos murales sont refaites annuellement, et nos artistes s'engagent à leur entretien l'année durant. C'est aussi une des raisons pour lesquelles nous portons tant d'attention aux artistes locaux, ils sont responsables de l'environnement local. Par respect pour nos partenaires avec qui nous partageons le site du festival, nous faisons notre possible pour garder cette aire urbaine propre de tout graffiti possible, ce geste est grandement appréciés des commerçants et riverains. Si nous sommes capable d'agir contre le vendalisme c'est grâce à notre espace d'exposition Peint Frais. Cette galerie est une plateforme importante autant pour les artistes, que pour toute personne souhaite s'impliquer ou découvrir et apprendre sur la culture urbaine. En effet, en plus d'expositions collectives trimestrielles, la galerie Peint Frais, organise divers événements éducatifs et artistiques, comme des conférences, des ateliers d'art avec les enfants, et aussi des événements de peinture en direct afin de connecter la communauté et les artistes.
Durant l'année nous offrons plusieurs programmes communautaires intégrant des artistes, dans le but de les représenter comme des exemples et faire rayonner une image la plus positive possible. Ces programmes sont présentés dans des écoles, des centres communautaires, des maisons des jeunes… Nous travaillons aussi, avec des itinérants, des personnes souffrant de toxicomanie grâce à divers partenariats avec des organismes locaux et la SPVM.

Etant donnée notre implication de quartier et nos efforts pour rendre l'art urbain accessible à un large public, il semble évident qu'une aide financière nous permettra de poursuivre le travail que nous faisons, d'optimiser et développer ce sur quoi nous travaillons depuis les 20 dernières années. Nous avons déjà appliqués pour des aides financières au niveau de la province et de l'état, nous avons aussi exploré les demandes de mécénat auprès des entreprises impliquées dans notre festival et montrant une certaine compréhension et un certain respect envers notre public et notre approche. De plus, nous travaillons assiduement à notre auto-financement en organisant plusieurs événements .
En gardant cela à l'esprit, un support financier minimum de la part de la ville, serait la promesse de notre longévité.
Basé sur nos précédents budgets, nous souhaiterions bénéficier d'un total annuel de 60 000 dollars dans l'espoir de continuer nos interventions, non seulement dans le cadre du festival, mais aussi de la galerie qui, ouverte à l'année longue promeut les artistes et offre des programmes créatifs et éducatifs.
Nous demandons une garantie de ce soutien financier sur une période de trois ans, afin de pouvoir anticiper un futur fait de nouvelles, passionnantes et grandes possibilités en plus de notre travail actuel.

Nous appréçions votre intéret et espèrons que cette lettre aura répondu à vos questions concernant nos actions des vingts dernières années.

Veuillez, Monsieur le Maire, recevoir mes salutations les plus sincères,

Melissa Proietti, PhD Student – McGill University
C.I.C.U. President
Under Pressure International Graffiti Convention – Festival/Educational Projects Coordinator
514-712-0984
melissa@underpressure.ca

Activités prévues

Under Pressure 2016

Mercredi 10 août – Beaux Dégâts (19h-1h) au Foufounes Electriques

Jeudi 11 août – Conférences (Hip hop autotochtone Canadian) 12h-13h30, Artites, performeurs et la santé mental (15-16h30) au Monument National

Vendredi 12 août – Art Attack et ouverture de l'exposition a la galerie Fresh Paint (19h-1h)

Samedi 13 août(extérieur) – Festival Under Pressure 10h-19h painting direct sur mûrs sur la rue Saint Catherine, 10h-17h Kids Corner activation pour jeunes dans l'espace vert, 12h-19h, programmation sur les scènes (musique et dj`s) sur la rue saint Catherine, 13h-15h Kids of the City break dance battle pour jeunes, 16h-17h Concrete Kings street dance battle pour adultes sur la rue Saint Catherine, 16h-18h scratch mobile (live scratch dj presentation) sur la rue Saint Catherine. Skate school (skateboard clinic pour jeunes) 14h-16h sur les rampes installer sur la rue saint Catherine. 16h-19h open skate jam sur les rampes.
(intérieur) End of the Weak rap battle 20h-3h au Théâtre Saint Catherine.

Dimanche 14 août (intérieur) – Festival Under Pressure 10h-19h painting direct sur mûrs sur la rue Saint Catherine, 10h-17h Kids Corner activation pour jeunes dans l'espace vert, 12h-19h, programmation sur les scènes (musique et dj`s) sur la rue saint Catherine et de Boisbriand, 14h-17h Up Yours Break Dance Battle (adultes), 18h-18h30 Queen's Cypher (ladies dance jam) sur la rue Saint Catherine, End of the Weak showcase des gagnants sur al rue Saint Catherine 19h-19h30.
(intérieur) Show de Clotûre 20h-3h au Foufounes Électriques

Fresh Paint

Heures d'ouverture: 12h-19h mercredi-dimanche au 250 rue Saint Catherine Est

Art Attack: Évévnement de live painting a chaque fois de notre exposition change (au 6 semaines, les dates sont a determiner, la prochaine est ce Samedi 27 fevrier)

Beaux Dégâts: Événement de live painting (équipes) au Foufounes Éléctriques (dernière Mercredi de chaque mois)

Beats to Eat: Brunch musical avec atelier de dessin, troisième Dimanche de chaque mois

Urban Lab: Atelier d'art urbain pour enfants, chaque Samedi 12h-13h30 pendant 6 semaines, 4 juin 2016 au 9 juillet 2016.

BUDGET 2016

Expenses

Gallery

Advertising and promotion

Impression (flyers et posters)	$1000.00
Distribution (Propaganda Distribution)	$2700.00
Publicité journaux (Cult Montreal, Voir, La Presse, Gazette)	$2000.00
Vidéo (location équipements, montage)	

Assurances	$1500.00

Materiel (montage d'expositions)

Peinture (murs, événements)	$700.00
Outils	$150.00

Frais de fonctionnement

Loyer	$12,000.00
Internet (Videotron)	$1000.00
Téléphone (Videotron)	$450.00
Hydro Quebec	$6000.00
Matériel de bureau (encre, papier, agraphes, stylos etc)	$450.00
Entretien de l'espace (produits et matériaux de ménage)	$300.00
Cartes d'affaires	$500.00
Déplacement (taxi, location de camion)	$850.00
Permis d'alcool (événements)	$700.00

Intervention Social

Intervenants et Artistes (école James Lyng) (3 personnes 25$/hr. 4 hrs/semaine, 25 semaines)	$7500.00
Matériaux (Peinture, pinceaux, rouleaux, papier, échaffauds etc)	$2500.00
Intervenants et Artistes (Cactus et Sac a Dos) (1 intervenant 25$/hr. 10hrs/semaine, 4 semaines)	$1000.00
Ateliers avec enfants (1 personne 25$/hr. 5hrs/semaine, 6 semaines)	$750.00

Événements

Beaux Dégats : 7 éditions par an (Peinture, carton, rouleaux de peinture, markeurs)	$700.00
Art Attack: 4 événements	
Peinture	$400.00
Équipment de son	$320.00
Matériaux de bar	$400.00
Sécurité	$320.00
Conférences: 6 événements	
Rétroprojecteur (Lozeau)	$300.00
Microphones (Moog)	$150.00
Bouteilles d'eau	$50.00
Beats to Eat: 3 événements	
Matériaux artistiques	$100.00
Équipement de son	$240.00
TOTAL	
	$45, 030

Festival

Show de clôture	
Tribe Called Red (frais d'artiste)	$5000.00
Rpm.fm Showcase (frais d'artistes)	$1500.00
Hospitality riders	$500.00
Conferences	
Ernie Panatchouli (voyages, lodgement, nourriture)	$2000.00
Frais d'artiste (Indigenous hip hop panel)	
Voyage (3 personnes; Joey Stylez,Wab Kineu, Sirvis)	$3000.00
Speaker fees (3 personnes)	$1500.00
Logement, nourriture (3 personnes, 4 jours)	$3000.00
Frais d'artiste (Artist Wellness panel)	
Voyage (1 personne; DMC from NY)	$1000.00
Speaker fee	$500.00
Logement, nourriture (1 personne, 4 jours)	$1000.00

Location Matériel

Tentes	$980.00
Walkies Talkies	$690.00
Génératrice	$250.00
Location de son (Moog)	$1400.00
Location de véhicule	$860.00
Location de truck	$165.00
Skyjack	$2550.00
Échaffauds	$3200.00
Scène	$3000.00
Signalisation	$1180.00
Location de stationnement (St Dominique)	$2000.00
Plans d'ingénieur	$300.00
Imprévu (remorquage, nettoyage graffiti)	$650.00

Achats

Nourriture bénévoles	$950.00
Taxi	$50.00
Lanières	$1700.00
Peinture trottoires	$60.00
Peinture noir (primer de mûrs)	$900.00
Tshirts (et impression)	$6000.00
Essence (voiture et génératrice)	$150.00
Matériaux (duct tape, enveloppes etc)	$130.00
Permis d'alcool	$86.00
Impression (flyers, promo)	$685.00
TOTAL	**$45,936**
TOTAL (Festival et Galerie)	**$90,966**

Revenues

Levées de fonds (événements Fresh Paint et Under Pressure)	$5000.00
Factor (demande en cours)	$11000.00
Conseil des Arts (demande en cours)	$5000.00
École; James Lyng	$5000.00
Commandites (Pabst, Barefoot, Foufounes)	$5000.00
Financement Ville Marie	$60000.00
TOTAL	**$91,000**

N° de dossier : 1163105004

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite : ☑ REQ

Fournisseur :

Nom : CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CULTURE URBAINE (CICU)

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 320107

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $			**75 000,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1163105004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention pour une durée de 3 ans avec Convention internationale sur la culture urbaine (CICU), pour la réalisation de sa programmation 2016, 2017 et 2018;

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 75 000 $;

  D'affecter un montant de 75 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 75 000,00 $

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			25 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $			**75 000,00 $**

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306173	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 428914

Les crédits pour les années ultérieures seront réservés par l'engagement de gestion VM63105004

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Responsable de la vérification:

Nathalie Hébert

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

ADDENDUM

Modification à la convention

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CULTURE URBAINE (CICU)**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 994, rue Saint-Ferdinand, Montréal (Québec) H4C 2T6 agissant et représentée par Mélissa Proietti, présidente, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le

No d'entreprise : 1169651909

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA16 240116 du 15 mars 2016 comme suit:

en remplaçant l'article 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE par le suivant :

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de ***cinquante mille dollars (50 000 $)***, devant être affectée exclusivement ***à couvrir les activités liées à la galerie Fresh Paint, située au 250, rue Sainte-Catherine Est et le Festival Under Pressure,*** conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en trois versements :

3.1.1 dans les trente jours de la conclusion de l'entente écrite de la Ville avec l'organisme, la Ville versera à l'organisme un premier montant de vingt mille dollars (20 000 $), pour l'année 2016;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2016, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) pour l'année 2017;

3.1.3 Conditionnel à la réception du rapport final 2017 de l'organisme, tel que stipulé à l'article 4.13 démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement de cinq mille dollars (5 000$);

3.1.4 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan déposé par l'organisme.

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

ORGANISME

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CULTURE URBAINE (CICU)

Par : _____ Date : _____
Mélissa Proietti, présidente

ADDENDUM

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1163105004,** elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le **13 mars 2018.**

N° de dossier : 1163105004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CULTURE URBAINE (CICU)	320107

Financement : Autre

Précision NE PLUS AFFECTER LES MONTANTS PRÉVUS POUR L'ANNÉE 2018 TEL QUE PRÉVU PAR LA CONVENTION

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		-25 000,00 $						**-25 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	13	mars	2018	Date de fin :	13	mars	2018

Formulaire complété par : JUSTINE KANDOLO

Prénom, nom

Date et heure système : 22 février 2018 15:57:02

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1163105004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la modification de la résolution CA16 240116 et la convention modifiée avec Convention Internationale sur la culture urbaine afin d'annuler la contribution de 25 000 $ pour l'année 2018.

- Montant déjà accordé pour ce dossier (taxes non applicables) 50 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant	50 000,00 $	0,00 $

Le montant initialement prévu pour 2018 (25 000$) sera retourné au compte de provenance

Informations comptables:

De (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0012000	306173	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

À (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.10

2018/03/13 19:00

(1)

Dossier # : 1175965004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement de 8 300,00 $, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550, rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CA17 240539) majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $

Il est recommandé :

1. d'autoriser le virement de 8 300,00 $, taxes incluses, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550 rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CA17 240539) majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $ taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 13:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 4 octobre 2017	Résolution: CA17 240539

Accorder un contrat de 95 613,21 $ à Procova inc. pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac et autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $ (appel d'offres public VMP-17-040 - 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Richard Bergeron

D'autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $ pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (appel d'offres public VMP-17-040, 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 95 613,21 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1175965004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 octobre 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175965004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le virement de 8 300,00 $, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550, rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CA17 240539) majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier consiste à effectuer un virement budgétaire du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 « Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac – mise en valeur du bâtiment » afin d'augmenter le contrat de Procova inc. de 7 218,96 $ (avant taxes) afin :

1. d'assurer l'achèvement complet des travaux initialement prévus et ceux qui se sont avérés nécessaires depuis l'ouverture du chantier;
2. d'éviter que les délais associés aux autorisations de dépenses n'entravent grandement la fin des travaux;
3. de réduire les impacts financiers des travaux qui sont requis (frais de retard et/ou de conditions saisonnières).

Présentement, le chantier se poursuit dans les limites de la dépense autorisée, malgré que certains travaux recommandés par les professionnels soient en attente d'un virement de crédits budgétaires.

État du dossier à ce jour :

· Contrat de base initial : 86 921,10 $ taxes incluses
· Solde du contrat de base : 27 200,79 $ taxes incluses, +/- 30 %

· Contingences initiales (10 %) : 8 692,11 $ taxes incluses
· Ordre de changements recommandés : 8 201,67 $ taxes incluses, +/- 95 %
· Solde des contingences initiales : 490,44 $ taxes incluses

· Ordres de changement en discussion : 7 344,87 $ taxes incluses

La majoration de contrat est requise afin de s'ajuster aux conditions de chantier ayant

prévalu ainsi qu'aux besoins des usagers.

Tableau du détail de la majoration de contrat demandée :

Description des changements additionnels requis	Montant (tti)
1) Ragréage des zones affectées par l'ajout des nouveaux conduits du deuxième écran de projection et peinture des nouveaux conduits.	2 298,00 $
2) Ajout de trois (3) gradateurs à télécommande pour ajustement du nouvel éclairage DEL de la retombée du hall.	1 379,81 $
3) Remplacement du panneau de verre trempé retiré pour l'installation d'un conduit du premier écran de projection	741,76 $
4) Peinture supplémentaire des faces latérales des mains courantes	2 517,43 $
5) Fourniture et installation d'un verrou sur la chute à livre extérieure	407,87 $
A) **SOUS-TOTAL (1+2+3+4+5)**	**7 344,87 $**
B) Solde des contingences initiales	490,44 $
C) **SOUS-TOTAL Budget additionnel requis (A – B)**	**6 854,43 $**
D) Budget de contingences additionnelles	1 445,57 $
TOTAL – Virement de crédits budgétaires (C + D)	**8 300,00 $**

Le montant du virement budgétaire à prévoir est de 8 300 $, taxes incluses, pour l'augmentation du contrat de construction, majorant ainsi le montant du contrat de base de Procova inc. de 95 613,21 $ à 103 913,21 $, taxes incluses, soit une augmentation de 8,7 % par rapport au contrat initial. Cette augmentation porte à 19,5 % le montant total des contingences par rapport au contrat initial.

La nature des travaux incluse au projet est la même que celle définie dans le mandat initial. Cependant, elle est pondérée aux besoins des usagers et aux conditions de chantier prévalant.

Le montant du virement budgétaire est de 8 300,00 $ taxes incluses, avant ristourne. Il sera assumé entièrement par l'arrondissement de Ville-Marie. Le tableau des coûts ajusté est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Sans ce virement, l'arrondissement de Ville-Marie risque de ne pas être en mesure de réaliser les travaux accessoires qui sont nécessaires à l'objectif de la mise en valeur du bâtiment et à son entière opération. Cela entraînera le non-parachèvement inesthétique des travaux. En pareille situation, les travaux devront être parachevés ultérieurement à

même des budgets qui ne sont pas encore disponibles, générant des frais de gestion de projet additionnels.

Le SGPI présente ce dossier afin de réduire les impacts sur l'échéancier actuel :

Décision du CA : 13 mars 2018
Fin des travaux : 31 mars 2018

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Dossier préparé par Nicolas Hains, Cima+.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Assya BENDEDDOUCH, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Assya BENDEDDOUCH, 1er mars 2018
Maryse BOUCHARD, 28 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LONGPRÉ
Chef d'équipe

514 872-7244
Tél :
Télécop. : 514 280-3597

Isabelle Bonneau
Chef de division - gestion des projets corporatifs
514-872-7853

Michel Soulière
Directeur - Direction de la gestion

des projets immobiliers
514-872-2619

Marie-Claude Lavoie
Directrice - Service de la gestion et
de la planification immobilière
514-872-1049

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1175965004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 95 613,21 $ à Procova inc. pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac et autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $ (appel d'offres public VMP-17-040 - 2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1- d'autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $, taxes incluses, pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2- d'accorder à Procova inc., plus *bas* soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 95 613,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-17-040;
3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-09-28 09:57

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175965004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 95 613,21 $ à Procova inc. pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac et autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $ (appel d'offres public VMP-17-040 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac souffre d'un manque de visibilité dû à sa position en retrait de l'édicule de la station de métro Frontenac, à sa façade étroite sur la rue Ontario et à son absence d'entrée ou de signalisation sur sa façade de la rue Frontenac. À l'intérieur, le client est mal orienté vers les différents secteurs du bâtiment (salle de spectacle, salles d'exposition, bibliothèque, billetterie) et mal renseigné sur la vocation du bâtiment et sur les événements de sa programmation culturelle. En parallèle, la salle de spectacle est désuète et nécessite une mise à jour de certains finis et des équipements scéniques.
La division de la Culture et des Bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie désire que les travaux de mise en valeur du bâtiment soient réalisés dès l'automne 2017, plutôt que conjointement avec la rénovation de la salle de spectacle. En effet, le besoin de visibilité du bâtiment est immédiat et l'achalandage s'en ressent. Le projet a donc été scindé en deux phases distinctes dont la première fait l'objet du présent appel d'offres de travaux.

L'appel d'offres public VMP-17-040 a été publié dans Le Devoir et sur le site internet SÉAO le 30 août 2017. Quatre (4) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres. Deux (2) soumissions ont été reçues au moment de l'ouverture le 18 septembre 2017. Les soumissionnaires ont donc eu vingt (20) jours afin de récupérer les documents, préparer et déposer leur soumission auprès de l'arrondissement de Ville-Marie. La validité des soumissions est de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Deux (2) addenda ont été émis.

Addenda 1, 8 septembre 2017 : ajout d'une colonne d'affichage de type Morris au plan A05, clarification au niveau des exigences de l'affichage en chantier dans le devis d'architecture et le cahier des clauses administratives spéciales.

Addenda 2, 13 septembre 2017 : correction d'une coquille au plan A01, clarification de la portée des travaux en vitrage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande numéro 1200821 à Beaudoin Hurens inc. au montant de 13 863,11 $, taxes incluses, pour les honoraires professionnels en ingénierie électrique et structurale de mise en valeur de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac.
Bon de commande numéro 1200827 à Nathalie Thibodeau Architecte au montant de 23 385,92 $, taxes incluses, pour les honoraires professionnels en architecture de mise en valeur de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme Procova inc. pour procéder aux travaux de mise en valeur du bâtiment abritant la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662). Ces travaux consistent en l'installation d'une enseigne lumineuse en saillie sur la façade du bâtiment, l'installation d'une chute à livres dans le mur rideau en façade, le remplacement de globes d'éclairage dans les passerelles menant à la salle de spectacle et à la bibliothèque, la peinture de gardes métalliques à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment, l'alimentation électrique d'un futur système audiovisuel et la construction d'un espace d'affichage dans le hall d'entrée.

JUSTIFICATION

Les quatre (4) preneurs du cahier des charges sont :

1- Procova inc.
2- Rénovacoeur
3- Société générale de construction BPF inc.
4- Trempro Construction inc.

Les deux (2) preneurs du cahier des charges qui ont remis une soumission sont :

1- Procova inc.
2- Trempro Construction inc.

À la suite de l'analyse des soumissions, le présent sommaire décisionnel propose d'octroyer un contrat au plus bas soumissionnaire, lequel fut jugé conforme. Les deux soumissionnaires sont conformes, par ailleurs.

Un des preneurs de cahier des charges n'a pas eu le temps de compléter la soumission après avoir récupéré les documents d'appel d'offres et l'autre n'a pas donné de motif de désistement.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Procova inc.	**86 921,10 $**	**8 692,11 $**	**95 613,21 $**
Trempro Construction inc.	108 679,42 $	10 867,94 $	119 547,36 $
Dernière estimation réalisée (Nathalie Thibodeau Architecte et Beaudoin Hurens inc.)	95 997,31 $	9 599,73 $	105 597,04 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			107 580,29 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			12,5%

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	23 934,15 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	25,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(9 983,83) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 9,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	s.o.
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	s.o.

Le montant des soumissions et de l'estimation comprennent les taxes applicables. L'estimation finale a été élaborée par les professionnels externes ayant préparé les documents d'appel d'offres. L'écart entre la plus basse soumission et l'estimation fournie par les professionnels du projet, incluant les addenda, est de 9,5 %. Cet écart, inférieur à 10 %, laisse croire que cette soumission est juste.

L'analyse des soumissions par Nathalie Thibodeau Architecte et Beaudoin Hurens inc. démontre que Procova inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent en conséquence d'octroyer le contrat à cette firme (voir les recommandations des professionnels présentées en pièce jointe).

L'entreprise Procova inc. n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la régie du bâtiment du Québec (RBQ). Par ailleurs, elle n'est pas inscrite sur la liste des personnes déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Procova inc. possède une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) mais il est à noter que vu l'ampleur et la nature des travaux, celle-ci n'était pas requise dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant brut de la dépense à autoriser pour cette phase du projet est de 227 834,46 $. Ce montant comprend le prix forfaitaire de 86 921,10 $ (taxes incluses) pour la réalisation des travaux, un montant pour travaux contingents de 8 692,11 $ (taxes incluses) et un budget d'incidences de 132 221,25 $ (taxes incluses).

Le budget d'incidences de 132 221,25 $, taxes incluses, est requis pour la fourniture et l'installation d'équipements connexes aux travaux visés par le présent octroi de contrat. Ces équipements seront fournis et installés par des tiers:

1- Remplacement d'une partie du mobilier des aires communes du bâtiment;
2- Achat et installation d'une stèle extérieure selon les normes graphiques de la Ville de Montréal;
3- Installation d'un nouveau système de projection audiovisuelle dans les aires communes du bâtiment.

Après la ristourne de taxes, le montant net à emprunter est de 208 043,23 $.

Ce montant sera entièrement dépensé en 2017. La dépense est assumée à 100 % par l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet se conformera à la Politique de développement durable de la Ville et appliquera les directives écologiques en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les éléments visuels inclus dans cette phase du projet devraient permettre au bâtiment d'être beaucoup plus visible pour les usagers et d'annoncer sa vocation, tant de la voie publique qu'à l'intérieur. Cependant, le contrat de travaux doit être octroyé dans les meilleurs délais afin que ces nouveaux éléments visuels puissent être en fonction au début de la saison culturelle de l'Hiver 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le personnel de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac prend la responsabilité des communications envers les usagers et leurs employés sur la tenue des travaux. Par ailleurs, vu la faible envergure de ces travaux, aucune interruption de service ou d'accès au bâtiment n'est prévue et les documents d'appel d'offres stipulent des clauses en ce sens.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ordre de débuter les travaux : mi-octobre 2017
Travaux : fin octobre à mi-décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Dossier préparé par Nicolas Hains, consultant externe Cima+.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Assya BENDEDDOUCH, Service de la gestion et de la planification immobilière
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 22 septembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas - Ext HAINS
Chargé de projet, Cima+

Tél : 438-862-2459
Télécop. :

Annie LONGPRÉ
Chef d'équipe
514-872-7244

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-20

Isabelle BONNEAU
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-7853
Télécop. : 514-280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Directeur par intérim
Direction de la gestion des projets immobiliers
Tél : 514-868-0941
Approuvé le : 2017-09-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-09-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175965004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Autoriser le virement de 8 300,00 $, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550, rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CA17 240539) majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175965004_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175965004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder un contrat de 95 613,21 $ à Procova inc. pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac et autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $ (appel d'offres public VMP-17-040 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175965004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Agent de gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-21

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-17-040**
Titre d'AO :	**Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac - mise en valeur du bâtiment**
Date d'ouverture :	**18-sept-17**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Procova inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	86 921,10 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Trempro Construction inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	108 679,42 $
Dernière estimation :	95 997,31 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-9%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	25%
Nombre de soumissions déposées :	2

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Procova inc.	86 921,10 $	Conforme	CONFORME	/ Responsabilité civile générale et automobile jointes à la soumission : 1 M $ au lieu de 2 M $, réponse 1 M $/sinistre + 4 M $/sinistre "Umbrella", donc couverture offert est conforme à celle demandée.
2	Trempro Construction inc.	108 679,42 $	Défaut mineur	CONFORME	/ Erreur d'inversion de chiffres entre l'onglet C et l'onglet B à l'item des exigences générales, répercuté à l'onglet A.
3			Conforme	À COMPLÉTER	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Nicolas Hains, ing., M.Ing., AVS	Date : 18 septembre 2017
Vérifiée par :	**Nicolas Hains, ing., M.Ing., AVS**	Date : 19 septembre 2017

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES : Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac - mise en valeur du bâtiment

No D'APPEL D'OFFRES : VMP-17-040

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 86 921,10 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Procova inc.

No SEAO : 1100611

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 1

Nicolas Hains, gestionnaire de projet externe (CIMA+)
(Nom et titre du responsable de la conformité)

18-sept-17
(Date signature)

No GDD D'OCTROI : 1175965004

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE Défaut mineur	STATUT INTÉRIMAIRE Demande de remédier au défaut	STATUT INTÉRIMAIRE Réponse avant : (date et heure)	STATUT INTÉRIMAIRE Réponse satisfaisante reçue	STATUT INTÉRIMAIRE Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE Non admissible / Non conforme	DÉCISION FINALE Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.3.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.2.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.2.2	2.11.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.2.3	2.11.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.2.4	2.11.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.2.5	2.11.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.2.6	2.12	**Politique de gestion contractuelle**											
			• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			• Si oui,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			• Si non,											
			○ Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.2.7	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			• Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☐								
			○ Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			○ Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☐								
			○ La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☐								
			○ Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.2.8	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			• Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☐	☑	☐	☐	☑	19/09/2017 15h30	☑		Responsabilité civile générale et automobile jointes à la soumission : 1 M $ au lieu de 2 M $. réponse 1 M $/sinistre + 4 M $/sinistre "Umbrella". donc couverture offert est conforme à celle demandée	☐	☑
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.2.9	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.2.10	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.2.11	2.5.1	**Formulaire**											
			• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.2.11	2.6	**Signature**											
			• La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.2.12	3.2	**Consortium**											
			• Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.2.13	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier	Date	Nom de l'analyste de dossier
NG.	2017-09-18	Nicolas Hains, gestionnaire de projet externe (CIMA+)

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :
Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac - mise en valeur du bâtiment

No D'APPEL D'OFFRES :
VMP-17-040

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
108 679,42 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :
Trempro Construction inc.

No SEAO :
1100611

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :
2

Nicolas Hains, gestionnaire de projet externe (CIMA+)
(Nom et titre du responsable de la conformité)

18-sept-17
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :
1175965004

ING.
(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.3.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			• Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			• Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			○ Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☑	☐	☐	☑					Erreur d'inversion de chiffres entre l'onglet C et l'onglet B à l'item des exigences générales, répercuté à l'onglet A.	☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.2.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			• Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.2.2	2.11.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			• Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			• Si oui,											
			○ le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			○ Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			○ Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			• Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.2.3	2.11.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*											
			• Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.2.4	2.11.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			• Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			• Si oui,											
			○ a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			○ le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			• Si non,											
			○ a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.2.5	2.11.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.2.6	2.12	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.2.7	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☐								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☐								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.2.8	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.2.9	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.2.10	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.2.11	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.2.11	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.2.12	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.2.13	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

ING.

Signature de l'analyste de dossier

2017-09-18

Date

Nicolas Hains, gestionnaire de projet externe (CIMA+)

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

nathalie thibodeau
architecte o.a.q.

3643 St-Laurent, suite 400, Montréal, Qc H2X 2V5 | t. 514.373.7200 | info@ntarchitecte.ca | ntarchitecte.ca

Montréal, le 19 septembre 2017

Ville de Montréal / Cima+
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, H2Y 3Y8

Att. : M. Nicolas Hains, chargé de projet externe

Appel d'offre n. VMP-17-040 : « Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac phase I»

Objet : Analyse des soumissions et recommandations

1. PREAMBULE

Le présent rapport a pour objet l'analyse des soumissions remises par les entrepreneurs généraux dans le cadre d'un appel d'offres lancé par **la Ville de Montréal / Cima+,** pour la réalisation des travaux nommés : Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac phase I.

2. ENTREPRISES AYANT REMIS UNE SOUMISSION

Entreprise PROCOVA Inc.
1924, Rue Vallières, LAVAL, H7M 3B3 - tél. 450-668-3393

Représentée par M. Réal Dextradeur

Trempro Construction Inc.
112, rue Industrielle, bureau 200, Delson, Québec J5B 1W4

Représentée par M. Tommy Tremblay

nathalie thibodeau
architecte o.a.q.

3643 St-Laurent, suite 400, Montréal, Qc H2X 2V5 | t. 514.373.7200 | info@ntarchitecte.ca | ntarchitecte.ca

3. TABLEAU RECAPITULATIF DES OFFRES REÇUES

Travaux projetés:			***Estimation NTA***	**PROCOVA**	**TREMPRO**
Démolition			*inclus*	inclus	inclus
Ébénisterie			*5 280,00 $*	3 500,00 $	3 990,00 $
Produits d'étanchéité pour joints			*inclus*	100,00 $	0,00 $
Mur rideau vitré à ossature d'aluminium			*6 900,00 $*	3 500,00 $	3 785,00 $
Vitrages			*inclus*	1 000,00 $	500,00 $
Peintures			*18 700,00 $*	9 900,00 $	12 620,00 $
Signalisation			*voir mécanique*	8 600,00 $	7 811,00 $
Chute à livres			*9 350,00 $*	12 100,00 $	9 850,00 $
Services			*5 250,00 $*	3 500,00 $	4 000,00 $
Éclairage			*20 695,50 $*	9 100,00 $	10 400,00 $
Distribution			*1 050,00 $*	2 100,00 $	2 500,00 $
Parasismique				300,00 $	100,00 $
	Sous-total		***67 225,50 $***	**53 700,00 $**	**55 556,00 $**
	Administration et profit	15%	*10 083,83 $*	21 800,00 $	20 000,00 $
	Conditions générales	8%	*6 184,75 $*	100,00 $	18 968,39 $
	Sous-total		***83 494,07 $***	**75 600,00 $**	**94 524,39 $**
	TPS		4 174,70 $	3 780,00 $	4 726,22 $
	TVQ		8 328,53 $	7 541,10 $	9 428,81 $
	TOTAL		**95 997,31 $**	**86 921,10 $**	**108 679,42 $**

nathalie thibodeau
architecte o.a.q.

3643 St-Laurent, suite 400, Montréal, Qc H2X 2V5 | t. 514.373.7200 | info@ntarchitecte.ca | ntarchitecte.ca

4. ANALYSE DES OFFRES

L'Entreprise PROCOVA :

- Les références présentées par cette entreprise correspondent aux exigences demandées
- L'offre est inférieure de 7 894$ (taxes non incluses) au budget prévisionnel
- L'entreprise est le plus bas soumissionnaire, au montant de **86 921,10$** (taxes incluses) et son offre est jugée conforme et complète.

L'Entreprise TREMPRO :

- Les références présentées par cette entreprise correspondent aux exigences demandées
- L'offre est supérieure de 11 030$ (taxes non incluses) au budget prévisionnel
- L'entreprise est le plus haut soumissionnaire, au montant de **108 679,42$** (taxes incluses) et son offre est jugée conforme et complète.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Après analyse des offres, l'Architecte invite le Maître d'Ouvrage à la conclusion d'un marché, avec l'entreprise **PROCOVA Inc.**, jugée sérieuse et le plus bas soumissionnaire, pour l'exécution des travaux prévus, au montant total de son offre de **86 921,10$ (**taxes incluses).

Nathalie Thibodeau,
Architecte



SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662) - mise en valeur du bâtiment
Description : Octroi de contrat à **Procova inc.**

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	100,0%	75 600,00					
	Sous-total :	100,0%	**75 600,00**	**3 780,00**		**7 541,10**		**86 921,10**
	Contingences	10,0%	7 560,00	378,00		754,11		8 692,11
	Total - Contrat :		**83 160,00**	**4 158,00**		**8 295,21**		**95 613,21**
Incidences:								
	Total - Incidences :	138,3%	**115 000,00**	**5 750,00**		**11 471,25**		**132 221,25**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**198 160,00**	**9 908,00**		**19 766,46**		**227 834,46**
Ristournes:	Tps	100,00%		9 908,00				9 908,00
	Tvq	50,0%				9 883,23		9 883,23
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**198 160,00**	**0,00**		**19 766,46**		**208 043,23**

N° de dossier : VMP-17-040

Nature du dossier : Contrat de construction

Vérification faite pour :
- ☑ RENA
- ☑ RBQ
- ☑ AMF
- ☑ PGC
- ☐ LFRI
- ☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Procova inc.	116253

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le décaissement prévu de 227 834,46 $ comprend le contrat de construction de Procova inc., la provision pour contingents et la provision pour incidences, détaillée dans le GDD et dont les fournisseurs ne sont pas encore connus, ainsi que les taxes applicables.

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		227 834,46 $						**227 834,46 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175965004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'autoriser une dépense maximale de 227 834,46 $, taxes incluses, pour les travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

D'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 95 613,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-17-040."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38 et ne nécessite pas une intervention du Servives des finances.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments
Sous-projet: 1766553100 Maison Culture Frontenac_Mise en valeur du bâtiment

2017	2018	2019	Total
87,0			87,0

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments
Sous-projet: 1766553105 Maison Culture Frontenac_Incidences mise en valeur du bâtiment

2017	2018	2019	Total
121,0			121,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
227 834,46 $	208 043,24 $	95 613,21 $	87 307,61 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par :

l'engagement de gestion numéro VM75965004 au montant de 208 043,24 $

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 208 043,24 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3807079	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	**Contrat**
66553	1766553100	95 613,21 $	87 307,61 $	

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3807079	801550	07211	57201	000000	0000	164230	000000	22045	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	**Incidences**
66553	1766553105	132 221,25 $	120 735,63 $	

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3807079	801550	07211	57201	000000	0000	170548	000000	22045	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention

Samba Oumar Ali
Agent de gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2661

Date: **2017-09-21**

SGPI

Direction :
Gestion des projets immobiliers

Division :
Projects corporatifs

Projet : Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662) - Appel d'offres VMP-17-040
Description : Contrat 14797 - Mise en valeur du bâtiment
Entrepreneur : Procova inc.

Virement des incidences aux contingences : 8 300,00 $ taxes incluses

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Travaux forfaitaires	100,0%	75 600,00					
	Sous-total :	100,0%	**75 600,00**	**3 780,00**		**7 541,10**		**86 921,10**
	Contingences de départ	10,0%	7 560,00	378,00		754,11		8 692,11
	Contingences additionnelles	8,7%	7 218,96	360,95		720,09		8 300,00
	Total - Contrat :		**90 378,96**	**4 518,95**		**9 015,30**		**103 913,21**
Incidences:	Incidences de départ	138,3%	115 000,00	5 750,00		11 471,25		132 221,25
	Virement d'incidences	-8,7%	(7 218,96)	(360,95)		(720,09)		(8 300,00)
	Total - Incidences :	129,6%	**107 781,04**	**5 389,05**		**10 751,16**		**123 921,25**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**198 160,00**	**9 908,00**		**19 766,46**		**227 834,46**
Ristournes:	Tps 100,00%			9 908,00				9 908,00
	Tvq 50,0%					9 883,23		9 883,23
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**198 160,00**	**0,00**		**19 766,46**		**208 043,23**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

Addenda

N° de dossier : 1175965004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

"Autoriser le virement de 8 300,00 $, taxes incluses, du poste des « dépenses incidentes » au poste des « dépenses contingentes » du contrat 14797 pour les travaux de mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac (8662), située au 2550 rue Ontario Est, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CA17 240539) majorant ainsi le montant total du contrat de 95 613,21 $ à 103 913,21 $ taxes incluses."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments

Sous-projet: 1766553105 - Maison Culture Frontenac_Incidences mise en valeur du bâtiment

2018	2019	2020	Total
8,0			8,0

Imputation

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments

Sous-projet: 1766553100 Maison Culture Frontenac_Mise en valeur du bâtiment

2018	2019	2020	Total
8,0			8,0

Information comptable (Montants nets de ristournes, en dollars)

- Le virement de crédits ci-dessous sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.

Provenance

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur	
6438	3807079	801550	07211	57201	000000	0000	170548	000000	22045	00000	**(7 579,01 $)**

Imputation

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur	
6438	3807079	801550	07211	57201	000000	0000	164230	000000	22045	00000	**7 579,01 $**

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél. : 514 872-2661

Date: **2018-02-28**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.11

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017 -2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi la dépense de 179 338,01 $ à 233 139,41 $

D'autoriser une dépense additionnelle de 53 801.40$, taxes incluses, pour pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats adjugés à S. Boudrias Horticole inc. et à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) en vertu de la résolution CA17 240666, adoptée à la séance du mardi 12 décembre 2017, majorant ainsi la dépense maximale de 179 338.01 $ à 233 139.41 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-01 09:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense additionnelle de 67 649,49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette)

De ratifier une dépense additionnelle de 67 649.49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette).
De bonifier le bon de commande 1245460 pour S. Boudrias Horticole inc. et le bon de commande 1245431 pour 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 14:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 décembre 2017	Résolution: CA17 240666

Accorder un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix unitaire de 125 $/h, pour 2 tracteurs/chargeurs au prix total de 114 975 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'accorder, à cette fin, un contrat à S. Boudrias Horticole inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 139.95 $/h, pour 1 tracteur/chargeur au prix total de 64 363,01$, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.38 1175382006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 décembre 2017

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240020

Autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi la dépense de 179 338,01 $ à 233 139,41 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240666 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires);

Attendu que les heures estimées aux contrats de déneigement s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $, taxes incluses, pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole inc. et à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) en majorant ainsi la dépense maximale de 179 338,01 $ à 233 139,41 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1175382006

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017 -2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi la dépense de 179 338,01 $ à 233 139,41 $

CONTENU

CONTEXTE

Le 20 novembre 2017, l'arrondissement de Ville-Marie procédait au lancement d'un appel d'offres pour la location de 5 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018. Après ouverture des soumissions, la division de la voirie n'a pu obtenir que trois (3) appareils amputant ainsi nos heures estimées.
De plus, l'hiver extraordinaire que nous rencontrons (deux chargements en 14 jours) ainsi que les cocktails météo nous forcent à utiliser davantage les appareils en soutiens à nos équipes.

Le présent dossier demande l'autorisation pour une dépense supplémentaire au montant de 53 801.40$, toutes taxes incluses, auprès de S. Boudrias Horticole (1 appareil) et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) (2 appareils), majorant ainsi la dépense maximale de 179 338.01 $ à 233 139.41 $, toutes taxes incluses.

Finalement, voici la répartition de la somme supplémentaire:
Article 1: John Deere - 7930 - 2007 - 9055-0344 Québec inc (D. Choquette) - 125.00 $ * 120 h = 15 000 $
Article 2: John Deere - 624K - 2013 - 9055-0344 Québec inc (D. Choquette) - 125.00 $ * 120 h = 15 000 $
Article 3: John Deere - 624K - 2014 - S. Boudrias Horticole Inc. - 139.95 $ * 120 h = 16 794 $
Un montant de 34 492.50 $ taxes incluses sera alloué à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) et un montant de 19 308.90$ taxes incluses à S. Boudrias Horticole Inc.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hubert LACHANCE)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
prepose(e) au controle des dossiers

514 872-9497
Tél :
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175382006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense additionnelle de 67 649,49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette)

CONTENU

CONTEXTE

De ratifier une dépense additionnelle de 67 649.49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette).
Plusieurs facteurs expliquent la dépense pour ce contrat. En ce sens, les données météorologiques pour la présente saison sont éloquentes:

Précipitations à ce jour:
197,6 cm de neige (+42% par rapport à la moyenne)

Proportion de neige chargée:
Taux de ramassage de 90 % au lieu de 50-60% en moyenne par hiver (température froide, fréquence des chargements, type de précipitations)

Volumes ramassées:
17.5 millions de m3 (hiver moyen = 12 millions m3)

Quantités théoriques de neige à éliminer d'ici la fin d'année:
2.5 à 3.5 millions m3 de neige (Hypothèse d'un taux de fonte normale)

De plus, lors du lancement de l'appel d'offres public, nos besoins étaient évalués à cinq (5) appareils. Après ouverture des soumissions, la division de la voirie n'a pu obtenir que trois (3) appareils amputant ainsi nos heures estimées.

Ce montant est nécessaire pour payer les entrepreneurs pour les services effectués au cours du 6e et 7e chargement de neige.

S. Boudrias: 17 096.42 $
D. Choquette: 50 553.07 $

Advenant un nouveau chargement , un nouveau sommaire addenda sera présenté au CA d'avril pour le paiement des factures en attente.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
prepose(e) au controle des dossiers

514 872-9497
Tél :
Télécop. : 514 872-2006

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 179 338.01 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16591 -2 soumissionnaires);
D'accorder, à cette fin, un contrat à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit un prix unitaire de 125 $/h, pour 2 tracteurs/chargeurs au prix total de 114 975$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'accorder, à cette fin, un contrat à S. Boudrias Horticole inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 139.95 $/h, pour 1 tracteur/chargeur au prix total de 64 363.01$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-12-08 09:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la voirie utilise des tracteurs chargeurs, en appui à ses équipes, pour le déblaiement lors de fortes précipitations de neige, pour le déblaiement des ruelles pour la préparation du déneigement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Addenda 1177203002 - Résiliation du contrat
Addenda 1177203001 - Résiliation du contrat

1177203002 - Autoriser une dépense de 114 975 $ et accorder un contrat, d'une durée de 16 mois, à Transport D.M. Choquette (9055-0344 Quebec inc.) pour la location de 2 tracteurs/chargeurs avec opérateurs pour les opérations de déneigement de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 16-15788 - 2 soumissionnaires)

1177203001 - Accorder un contrat de 158 665,50 $ à Jean-Paul Trahan 1890 ltée pour la location de 3 tracteurs chargeurs avec opérateurs pour les opérations de déneigement de l'arrondissement de Ville-Marie pour une période de 16 mois et autoriser une dépense maximale de 158 665,50 $ (appel d'offres public 16-15788 – 2 soumissionnaires)

DESCRIPTION

La Division de la voirie a procédé au lancement d'un appel d'offres public 17-16591 pour la location de cinq (5) tracteurs pour une période de 4 mois du 15 décembre 2017 au 15 avril 2018. Toutefois, seulement deux fournisseurs ont soumissionné pour un total de trois (3) tracteurs.

Article 1: John Deere - 7930 - 2007 - 9055-0344 Québec inc (D. Choquette) - 125.00 $/h
Article 2: John Deere - 624K - 2013 - 9055-0344 Québec inc (D. Choquette) - 125.00 $/h
Article 3: JOhn Deere - 624K - 2014 - S. Boudrias Horticole Inc. - 139.95 $/h

L'appel d'offres public 17-16591 a été lancé le 20 novembre et l'ouverture a eu lieu le 6 décembre 2017.

La Division de la voirie garantit un minimum de 225 heures/appareil pour une période de 4 mois pour 3 tracteurs chargeurs.

En regard du nombre d'heures d'utilisation de la machinerie des dernières années, nous estimons notre utilisation à 400 heures par appareil. Ces montants sont des estimations, car les heures peuvent être inférieures ou supérieures tout dépendant des précipitations annuelles de neige, ce qui aurait une incidence sur le nombre d'opérations de chargement de la neige.

La supervision de ces appareils sera faite par nos contremaîtres.

JUSTIFICATION

La Division de la voirie ne peut plus louer d'équipement par billets d'outillage parce que le montant des locations dépasse le 25 000 $ permis.

Au cours de l'hiver 2016-2017, pour plusieurs raisons, le nombre de jours de chargement de neige a été élevé: un chargement partiel en février, le chargement du mois de mars était pour un équivalent de 40 cm de neige accumulée au sol, les précipitations ont été plus élevées que la moyenne (plus de 226 cm comparativement à 189 cm pour les 38 derniers hivers). Ceci a inévitablement entraîner une augmentation des heures travaillées par les opérateurs de machinerie.
Ainsi les heures estimées au précédent contrat ne suffisaient plus à nos besoins.

Ce dossier présente donc le nouveau contrat pour la saison 2017-2018.

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16591 — No intervention : 1175382006

Titre de l'appel d'offres : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 11 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 6 - 12 - 2017

Ouverture faite le : 6 - 12 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 22 - 11 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 5 - 4 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 5 - 4 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9055 0344 QC inc.	57487,5	√	1
9055 0344 QC inc.	57487,5	√	2
S. BOUDRIAS HORTICOLE INC	64363,01	√	3
			4
			5

Information additionnelle

Désistements: L'une des compagnies n'avait pas l'équipement requis. L'autre compagnie n'a pas encore fourni de raisons. Il reste deux lots à combler.

Préparé par : Hubert Lachance — Le 7 - 12 - 2017

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds sont disponibles dans le budget d'opération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de l'utilisation des adjudicataires vers le 15 décembre suite à l'approbation par le conseil d'arrondissement, lors de la séance du 12 décembre 2017.
Fin du présent contrat est prévue au 15 avril 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hubert LACHANCE)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-07

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017 -2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi la dépense de 179 338,01 $ à 233 139,41 $

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16591 PV.pdf Intervention_OA17-16591v2.pdf Liste officielle.pdf

Analyse des prix_OA17-16591.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hubert LACHANCE
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514-872-7446

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens

Tél : 514-872-5241
Division : Acquisition De Biens Et Services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 53 801,40 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017 -2018, dans le cadre des contrats accordés à S. Boudrias Horticole et 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi la dépense de 179 338,01 $ à 233 139,41 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175382006_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-31

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Ratifier une dépense additionnelle de 67 649,49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175382006_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention_OA17-16591v2.pdf Analyse des prix_OA17-16591.pdf Liste commande.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hubert LACHANCE
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-7446

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-07

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Acquisition De Biens Et Services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175382006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 139,95 $ / h à S. Boudrias Horticole inc. et un contrat de 125,00 $ / h à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 179 338,01 $ (appel d'offres public 17-16591 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175382006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Agent de gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-07

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Le 22 novembre 2017

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **Addenda n° 1**
Appel d'offres public n° 17-16591
TITRE : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans Ville-Marie, 4 mois

Nombre de pages incluant celle-ci : 2

Mesdames, Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres et le modifie comme suit :

- ***Modifications***
  - ***Veuillez prendre note des modifications suivantes.***

Modification 1 : Modification au devis technique au point 4.

Ancien texte :

Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP plus ou moins 20 HP.

Remplacé par :

Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Modification 2 : Modification au point 7, Devis technique des « Clauses administrative particulière».

Ancien texte :

Le soumissionnaire doit compléter et retourner avec sa soumission la section V « Devis technique » permettant ainsi une évaluation de conformité plus rapide et uniforme.

En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement ou dérogation aux spécifications doit être décrit clairement dans un document accompagnant la soumission.

Remplacé par :

Le soumissionnaire doit compléter et retourner avec sa soumission la section V « Devis technique » permettant ainsi une évaluation de conformité plus rapide et uniforme.

En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement ou dérogation aux spécifications doit être décrit clairement dans un document accompagnant la soumission. **La ville se réserve le droit d'établir la conformité en cas d'écart au devis technique. La ville peut refuser tout appareil qu'il jugera non approprié à la réalisation des travaux, même s'il correspond aux spécifications. D'autre part, la ville peut, selon son jugement, accepter un appareil qui, bien que ne respectant pas les spécifications du devis, est jugé approprié à la réalisation des travaux.**

Veuillez accuser réception de cet addenda à l'endroit prévu au formulaire des « Renseignements complémentaires » de la soumission en indiquant le numéro et la date de cet addenda. Le défaut d'accuser réception dudit addenda pourra entraîner le rejet de la soumission.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

_____
Hubert Lachance, agent d'approvisionnement II

HL/tb

Acquisition de biens et services généraux

A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Appel d'offres public nº 17-16591

Le 20 novembre 2017

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	Lettre de présentation	Appel d'offres public Nº 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Le 20 novembre 2017

Objet : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Madame,
Monsieur,

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs, entretien, équipements et accessoires, pour les opérations de déneigement de l'arrondissement Ville-Marie pour une durée approximative de 4 mois, conformément aux documents du présent appel d'offres.

À cette fin, nous avons le plaisir de vous soumettre les documents d'appel d'offres suivants :
- Instructions au soumissionnaire;
- Clauses administratives générales;
- Clauses administratives particulières;
- Lettre de désistement;
- Page sommaire;
- Bordereau de soumission;
- Renseignements complémentaires;
- Devis technique.

Instructions pour remise de soumission :
- Date : le 6 décembre 2017
- Heure : avant 10 h 30
- Lieu : au comptoir de réception des soumissions (R-134)
  Ville de Montréal – Service du greffe
  275, rue Notre-Dame Est
  Montréal (Québec) H2Y 1C6

Pour toute question ou information concernant cet appel d'offres, vous devez vous adresser à l'agent responsable.

Par ailleurs, nous vous invitons à prendre connaissance de notre politique d'approvisionnement sur le site Internet de la Ville de Montréal à : ville.montreal.qc.ca, ainsi que de la politique de gestion contractuelle jointe à la présente.

Nous espérons vous compter parmi nos soumissionnaires et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Agent responsable

Hubert Lachance

Hubert Lachance
Agent d'approvisionnement II
514 872-7446
hubert.lachance@ville.montreal.qc.ca

Agente substitut

Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II
514 872-1858
eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca

HL/va

Montréal

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à l'éthique.

Par formulaire en ligne
www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel
big@bigmtl.ca

Par téléphone
514 280-2800

Par télécopieur
514 280-2877

Par la poste ou en personne
1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations
www.bigmtl.ca/

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE 9

1. Définitions 11
2. Obtention du cahier des charges 11
3. Propriété des documents 12
4. Vérification du cahier des charges 12
5. Communications relatives à l'appel d'offres 12
6. Interprétation du contrat 13
7. Addenda 13
8. Préparation de la soumission 13
9. Prix des biens et services 14
10. Prix unitaire 14
11. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents 14
12. Évaluation des besoins 15
13. Garanties 15
14. Produits équivalents 16
15. Consortium 17
16. Sous-traitance 17
17. Catalogue de produits normalisés 17
18. Protection de l'environnement 18
19. Approvisionnement équitable 18
20. Présentation de la soumission 18
21. Signature de la soumission 19
22. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions 19
23. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture 19
24. Confidentialité des soumissions 19
25. Visite des locaux ou ateliers du soumissionnaire et de ses sous-traitants 20
26. Vice de forme ou défaut mineur 20
27. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle 20
28. Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats 21
29. Adjudication du contrat 22
30. Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner 22
31. Langue du commerce et des affaires 23
32. Non-exclusivité 23

CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 25

1. Octroi du contrat 27
2. Rencontre technique 27
3. Assurances 27
4. Propriété intellectuelle 27
5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville 27
6. Conditions de paiement 28
7. Paiement 28
8. Prérogatives de la Ville 28
9. Cession du contrat 29
10. Défaut 29
11. Résiliation 29
12. Application des lois du Québec 30
13. Pénalités pour retard de livraison 30
14. Inspection 30
15. Normes d'emballage 30
16. Transport 31
17. Garantie des biens 31
18. Retour de marchandise 31
19. Force majeure 31

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE 33

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES 45

1. Validité de la soumission 47
2. Nombre d'exemplaires requis de la soumission 47
3. Durée du contrat 47
4. Garantie de soumission et d'exécution 47
5. Formule de prix 47
6. Méthode d'adjudication 48
7. Devis technique 48
8. Déroulement du processus d'octroi 48
9. Heures garanties 49
10. Quantités prévisionnelles 49
11. Sous-traitance 49
12. Inspection 49
13. Disponibilité 50
14. Heures de location / Heures travaillées 50
15. Période de travail 50
16. Propriété / Immatriculation / Identification 50
17. Conditions de l'équipement 50
18. Bruit 51
19. Radiocommunication 51
20. Vandalisme / Vol 51
21. Opérateurs 52
22. Conduite des employés 52
23. Bon de travail 52
24. Facturation 53
25. Assurance – responsabilité civile 54
26. Responsabilité de l'adjudicataire 54
27. Pénalités / Résiliation de contrat 55
28. Représentant de l'adjudicataire 55
29. Réunion de démarrage 55
30. Identification et admissibilité du soumissionnaire 56
31. Addenda 56
32. Gestion de contrat 56
33. Grille d'évaluation de l'adjudicataire 57
34. Documents requis avec la soumission 58
35. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle 58

FORMULAIRES DE SOUMISSION 59

Avis de désistement à soumissionner 61
Page sommaire 63
Bordereau de soumission 65
Renseignements complémentaires 67
Cautionnement de soumission 69
Lettre d'engagement 71
Cautionnement d'exécution 73
Avenant de responsabilité civile 75
Gabarit d'enveloppe 77

DEVIS TECHNIQUE 81

SECTION I
INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE

Section à NE PAS retourner

1. Définitions

Dans le présent document, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 Adjudicataire : le soumissionnaire à qui a été octroyé le contrat;

1.2 Appel d'offres : processus tenu par la Ville pour manifester son intention d'acquérir ou de louer des biens ou de retenir des services et pour recevoir des offres quant à ces biens ou services;

1.3 Cahier des charges : l'ensemble des documents de l'appel d'offres fournis par la Ville. Ces documents comprennent notamment les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales, les clauses administratives particulières, la page sommaire, le bordereau de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique, les addenda, les plans, les schémas et les dessins;

1.4 Contrat : le cahier des charges, la soumission et la résolution de la Ville acceptant la soumission de l'adjudicataire ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette soumission;

1.5 Directeur : le Directeur du Service de la Ville ou de l'arrondissement concerné ou son représentant autorisé;

1.6 Entente-cadre : entente par laquelle chacun des services ou arrondissement de la Ville de Montréal pourra émettre des commandes d'achats;

1.7 Soumission : les documents dans lesquels les services ou biens demandés par la Ville, dans un appel d'offres, lui sont offerts par le soumissionnaire aux prix indiqués; selon les conditions de la Ville;

1.8 Soumissionnaire : la personne, physique ou morale, ou la société qui complète, signe et dépose une soumission;

1.9 Sous-traitant : toute personne, physique ou morale, ou toute société dont les services sont retenus par l'adjudicataire pour fournir la totalité ou une partie des biens ou services demandés dans l'appel d'offres;

1.10 Taux d'escompte : diminution de prix accordé sur un achat, exprimé en pourcentage;

1.11 Taux de majoration : augmentation de prix accordée sur un achat, exprimé en pourcentage;

1.12 Ville : la Ville de Montréal.

2. Obtention du cahier des charges

2.1 À défaut pour un soumissionnaire de se procurer lui-même le cahier des charges dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), en acquittant les frais exigés, s'il en est, sa soumission est rejetée.

2.2 Dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), les documents composant le cahier des charges sont qualifiés de documents principaux ou de documents de support. Leur achat est prévu comme étant obligatoire pour certains, et optionnel pour d'autres.

2.3 Indépendamment de leur qualification ou du fait que leur achat soit obligatoire ou optionnel, tous les documents font partie intégrante du cahier des charges. Il appartient au soumissionnaire d'en prendre connaissance et,

advenant le cas où il décide de ne pas acheter certains documents, de s'assurer qu'il a en sa possession la version à jour desdits documents.

2.4 Sans limiter la généralité de ce qui précède, le fait qu'un document soit qualifié de document de support ou que son achat soit facultatif ne peut en aucun cas être invoqué pour prétendre que son contenu n'était pas opposable au soumissionnaire, ou pour modifier l'ordre de préséance des documents établi dans le cahier des charges.

2.5 Le montant payé pour l'obtention du cahier des charges n'est pas remboursable.

3. Propriété des documents

3.1 Le cahier des charges, la soumission ainsi que les documents qui accompagnent ladite soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au soumissionnaire. Ces documents ne devront pas être utilisés à d'autres fins que celles visées par l'appel d'offres, ni être publiés, reproduits ou copiés, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit du Directeur.

3.2 Quiconque se procure un exemplaire du cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ces documents à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la soumission.

4. Vérification du cahier des charges

4.1 Le soumissionnaire doit s'assurer qu'il a en sa possession tous les documents requis aux fins de la préparation de sa soumission. À moins d'avis contraire de sa part avant l'ouverture des offres, il sera présumé que tous ces documents lui sont parvenus.

4.2 Le soumissionnaire doit aviser le Directeur de toute contradiction ou imprécision dans les documents, le plus tôt possible, après la réception du cahier des charges.

4.3 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles le soumissionnaire s'engage dans le contrat et des risques inhérents à la fourniture des biens ou la prestation des services demandés, le soumissionnaire doit étudier soigneusement les documents, ainsi que tous autres écrits ou normes auxquels la Ville réfère dans le cahier des charges.

4.4 Le soumissionnaire s'assure de recueillir toutes les informations dont il peut avoir besoin pour préparer sa soumission.

5. Communications relatives à l'appel d'offres

5.1 Toute demande d'information relative à l'appel d'offres doit être faite en temps utile de manière à ce que la Ville dispose d'un délai raisonnable pour y répondre avant la date d'ouverture.

5.2 Toute demande d'information doit être adressée au représentant de la Ville désigné au cahier des charges.

5.3 Pendant la période de soumission (entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée au cahier des charges. Si une communication, visant l'appel d'offres, a lieu pendant cette période avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par une telle communication.

5.4 Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

6. Interprétation du contrat

6.1 En cas de difficultés d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le contrat est le suivant :

- les addenda, du plus récent au plus ancien;
- les clauses administratives particulières;
- les clauses administratives générales;
- les instructions aux soumissionnaires;
- la page sommaire;
- le bordereau de soumission;
- le devis technique :
  - les plans, dessins et schémas;
  - le devis technique (texte);
  - les annexes;
- la soumission.

6.2 La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

6.3 Le soumissionnaire s'engage, en signant sa soumission, à respecter toutes et chacune des exigences du cahier des charges.

6.4 À moins d'indication contraire, les normes auxquelles réfère le cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des soumissions et elles en font partie intégrante.

7. Addenda

7.1 S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter l'appel d'offres, un addenda est émis et transmis à chacune des personnes ou sociétés s'étant procuré un exemplaire du cahier des charges. Tout addenda fait partie intégrante du cahier des charges, et le défaut d'accuser réception dudit addenda à la section IV – Renseignements complémentaires, pourra entraîner le rejet de la soumission.

7.2 Aucun renseignement obtenu autrement que par un tel addenda n'engage la responsabilité de la Ville.

7.3 Pour éviter d'avoir indûment à faire des reports de dates, la Ville ne considérera pas une demande de précision formulée par un preneur du cahier des charges si la demande est transmise moins de huit (8) jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.

8. Préparation de la soumission

8.1 Le soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour la préparation et la présentation de sa soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Directeur.

8.2 Le prix figurant au bordereau de soumission ne doit pas inclure la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ou toute autre taxe pouvant les remplacer. Ces taxes doivent cependant être indiquées à l'endroit prévu à la page sommaire de la soumission.

9. Prix des biens et services

9.1 Les prix inscrits à la soumission sont exprimés en dollars canadiens et sont fermes pour toute la durée du contrat, à moins d'indication contraire dans les clauses administratives particulières.

9.2 Le soumissionnaire doit indiquer, à l'endroit prévu au bordereau, le prix unitaire ou le taux horaire, selon le cas, pour chaque article ou service ainsi que le prix requis pour la quantité totale requise à chaque article ou service.

9.3 En cas d'ambiguïté ou de divergence, le prix unitaire ou le taux horaire, selon le cas, prévaudra et la soumission sera corrigée en conséquence.

9.4 La Ville peut corriger toute erreur de calcul dans une soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, le prix unitaire soumis ne peut jamais être corrigé, mais peut être reconstitué, lorsqu'aucun prix unitaire n'est indiqué en regard d'un item, en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. Dans une telle éventualité, les soumissionnaires renoncent à exercer tout recours contre celle-ci.

9.5 Aucun recours ne peut être exercé contre la Ville du fait de la renonciation à invoquer la non-proportionnalité d'un prix unitaire ou d'un taux horaire, de la reconstitution d'un prix unitaire, de la correction d'une erreur de calcul et des ajustements à la soumission en découlant, même si le rang des soumissionnaires est changé.

9.6 La Ville peut, s'il en va de son intérêt, rejeter une soumission dont le prix unitaire n'est pas proportionné. Est considéré proportionné le prix unitaire qui n'est pas inférieur ou supérieur de 20 % à la moyenne des prix unitaires présentés par tous les soumissionnaires. Si tous les soumissionnaires présentent un ou des prix unitaires non proportionnés, la Ville peut, à sa discrétion, augmenter par tranche de 5 % la limite de 20 % jusqu'à ce qu'un ou plusieurs soumissionnaires se qualifient.

9.7 Le soumissionnaire n'a aucun recours contre la Ville du fait du rejet de la soumission dont le prix unitaire n'est pas proportionné.

9.8 Dans l'éventualité où l'adjudicataire fournirait des biens ou des services identiques à ceux visés par le présent appel d'offres à un autre service ou arrondissement de la Ville à un prix moindre que celui indiqué dans sa soumission aux fins du présent contrat, cet adjudicataire devra réduire le prix des biens ou services fournis en vertu du présent contrat d'un montant équivalant à la différence des prix, et ce, à partir de la date où ces biens et services ont été offerts à un prix moindre.

10. Prix unitaire

10.1 Les prix unitaires de vente (ou taux horaire) des produits identifiés (ou services) doivent comporter tous les coûts nécessaires à l'exécution du contrat, notamment les coûts de matières premières, de main-d'œuvre, de production, de vente et d'administration générale, les taux de service (fabrication d'échantillons pour évaluation de la conformité de l'offre, échantillon pré production), manutention, entreposage, distribution, palettes, emballage spécifique et tous frais de livraison en cours de processus d'octroi et de contrat, la marge de profit et les taxes autres que la TPS et la TVQ, tel qu'en fait état le formulaire prévu à cette fin, ainsi que tous les frais à encourir pour la réalisation complète du service ou du mandat. Tous les prix doivent tenir compte du devis technique exigé dans le cahier des charges.

11. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents

11.1 Le soumissionnaire devra obtenir à ses frais tous les permis, certificats, droits de douane et autres se rattachant au contrat. Dans tous les cas, le soumissionnaire doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces

permis et certificats. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de voir à inclure ces frais dans le prix de soumission.

12. Évaluation des besoins

12.1 Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des prévisions ou scénarios et n'engagent d'aucune façon la Ville à acquérir quelque quantité que ce soit.

13. Garanties

Si requis à l'appel d'offres, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les garanties requises selon les dispositions ci-après :

13.1 Garantie de soumission

13.1.1 Le soumissionnaire doit présenter, avec sa soumission, une garantie de soumission au montant ou au pourcentage indiqué à la page sommaire des formulaires de soumission. Une soumission ne contenant pas de garantie de soumission conforme pourra être rejetée.

13.1.2 Cette garantie doit être fournie sous l'une ou l'autre des formes décrites ci-après :

13.1.2.1 par chèque **visé**, mandat-poste, mandat ou traite bancaire, tiré à l'ordre de la Ville de Montréal, sur une institution financière faisant affaire au Québec, et encaissable dans la Ville de Montréal, ou par lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande, nonobstant tout litige, émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal;

ou

13.1.2.2 par un cautionnement de soumission, selon le modèle joint au cahier des charges, émis par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Canada, ayant un établissement au Québec et acceptable à la Ville, accompagné d'une lettre d'engagement de cette compagnie à émettre un cautionnement d'exécution au soumissionnaire s'il devient adjudicataire. Cet engagement doit obligatoirement être inséré dans l'enveloppe de soumission. Le cautionnement de soumission doit demeurer en vigueur durant une période égale à celle de la validité de soumission indiquée au cahier des charges, sauf s'il est remplacé par un cautionnement d'exécution, à l'intérieur de ce délai, après l'adjudication du contrat.

13.1.3 Ladite garantie de soumission sera confisquée par la Ville, sans préjudice des autres droits et recours qu'elle pourrait avoir à l'encontre du soumissionnaire, si :

13.1.3.1 la soumission est retirée après l'ouverture des soumissions; ou si

13.1.3.2 le soumissionnaire refuse d'exécuter le contrat ou est incapable de fournir, dans les délais requis, les documents ou les renseignements demandés dans le cahier des charges ou par le Directeur.

13.2 Garantie d'exécution

13.2.1 Lorsqu'exigée au cahier des charges, une garantie d'exécution doit être remise à la Ville de Montréal, selon l'une ou l'autre des formes suivantes :

13.2.1.1 Si la garantie de soumission a été fournie sous l'une des formes prévues au paragraphe 13.1.2.1, l'adjudicataire devra, dans les dix (10) jours, si requis par la Ville à cet effet, la compléter par un chèque visé, un mandat-poste, un mandat bancaire, une traite bancaire, ou par une lettre de garantie bancaire irrévocable additionnelle jusqu'à concurrence du montant ou pourcentage apparaissant au cahier des charges, ou la remplacer par un cautionnement d'exécution en faveur de la Ville, selon le modèle joint au cahier des charges, et pour le montant qui y est indiqué.

13.2.1.2 Si la garantie de soumission a été fournie sous forme de cautionnement de soumission tel que prévu au paragraphe 13.1.2.2, l'adjudicataire devra, dans les dix (10) jours suivant une demande de la Ville à cet effet, fournir un cautionnement d'exécution en faveur de la Ville, selon le modèle joint au cahier des charges et pour le montant qui y est indiqué.

13.2.2 Si, de l'avis de la Ville, la garantie d'exécution devenait inacceptable, l'adjudicataire devra, à ses frais, la remplacer par une autre garantie acceptable à la Ville.

13.2.3 Le soumissionnaire doit remettre au Directeur la preuve du renouvellement de toute garantie, au moins soixante (60) jours avant son expiration, le cas échéant, à défaut de quoi la Ville pourra exécuter ladite garantie sans autre avis ni délai.

13.3 Remise des garanties

13.3.1 Après l'octroi du contrat, à l'exception de celles fournies sous forme de cautionnement, les garanties de **soumission** seront remises sans intérêt aux soumissionnaires dont les soumissions n'auront pas été retenues.

13.3.2 Si la garantie d'exécution est fournie sous forme d'un chèque visé, d'un mandat-poste ou d'un mandat ou traite bancaire, la Ville l'encaissera et versera à l'adjudicataire, le remboursement de la garantie, lorsque toutes les obligations contractuelles seront complétées et acceptées ou selon une entente avec le Directeur.

14. Produits équivalents

14.1 Advenant l'utilisation par la Ville du nom d'un fabricant ou d'un modèle de produit, celui-ci sert à indiquer, à titre de référence, les caractéristiques ainsi que le niveau de qualité du produit recherché.

14.2 Le soumissionnaire qui offre un produit équivalent doit indiquer le nom du fabricant, la marque et le modèle du produit offert en équivalence. De plus, il doit fournir la documentation relative au produit offert et indiquer aux endroits prévus au devis ou sur un document annexé, toutes les divergences aux spécifications ou produits décrits.

14.3 La notion d'équivalence ne doit pas avoir pour effet de modifier les paramètres généraux du (des) besoin(s) exprimé(s) au cahier des charges et d'ainsi procurer des avantages indus à l'un ou l'autre soumissionnaire, au détriment de l'ensemble du marché. L'offre d'un produit équivalent est soumise aux conditions prévues au cahier des charges.

14.4 Le soumissionnaire doit être en mesure d'établir, à la satisfaction du Directeur dont la décision est finale, le caractère équivalent du produit qu'il offre, à défaut de quoi seuls les marques et modèles indiqués seront considérés.

14.5 La Ville n'est pas tenue d'accepter des offres pour produits équivalents. Elle peut refuser toute offre de produits équivalents pour des motifs tels que notamment l'incompatibilité aux systèmes existants, la difficulté de remplacer les pièces d'origine, la technologie essentielle aux opérations, la rationalisation des coûts d'exploitation, la protection par brevet ou licence d'un produit spécifique, l'urgence ou la sécurité publique.

15. Consortium

15.1 La formation de consortium est interdite.

16. Sous-traitance

16.1 La Ville accepte l'utilisation de sous-traitants par les soumissionnaires. Toutefois, les soumissions doivent respecter les conditions suivantes :

a) dans le cas de soumissions sur invitation, la firme invitée doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville;

b) dans le cas d'appels d'offres publics, la firme ayant pris possession du cahier des charges doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville.

16.2 Le soumissionnaire doit inscrire dans sa soumission, au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires, les noms des sous-traitants qui participeront à l'exécution du contrat ainsi que leur contribution.

16.3 Après l'adjudication du contrat, l'adjudicataire doit aviser le Directeur et avoir l'approbation de celui-ci, de toute modification apportée à l'information inscrite au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires de sa soumission.

16.4 La modification de cette information n'a pas pour effet de modifier le contrat, ni de créer aucun lien contractuel entre la Ville et les sous-traitants, ni de relever le soumissionnaire des obligations découlant du contrat.

16.5 L'adjudicataire est responsable de la compétence et de la solvabilité de chacun de ses sous-traitants.

16.6 L'adjudicataire est entièrement responsable envers la Ville de l'exécution du contrat et assume l'entière coordination des tâches que les sous-traitants exécutent. À cet effet, il est de la responsabilité du soumissionnaire de communiquer le contenu du contrat aux sous-traitants concernés en vue de faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du contrat qui les concernent.

16.7 Le Directeur peut, en tout temps, exiger de l'adjudicataire qu'il remplace un sous-traitant qui ne respecte pas les exigences du présent appel d'offres; un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du contrat.

16.8 L'adjudicataire doit fournir, en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou document supplémentaire concernant ces sous-traitants.

16.9 La soumission doit être signée par le seul soumissionnaire.

17. Catalogue de produits normalisés

17.1 La Ville entend, lorsque possible, faire auprès de sa clientèle interne la promotion des ententes de consommation découlant de cet appel d'offres. À cet effet, la Ville souhaite pouvoir intégrer à son site intranet, les images, les descriptions et les prix des produits et services adjugés, ou créer le lien permettant à l'usager d'accéder au site de l'adjudicataire pour consulter ces informations.

17.2 Le soumissionnaire doit indiquer à la clause 5 des « Renseignements complémentaires » le nom de la personne en mesure de soutenir la Ville dans les aspects techniques de cette démarche. L'incapacité actuelle d'un

soumissionnaire de soutenir la Ville dans cet exercice n'influe aucunement sur le traitement accordé à sa soumission, cet élément n'étant pas pris en compte dans l'analyse des soumissions.

18. Protection de l'environnement

18.1 Pour ses achats en biens et services, la Ville tient compte des considérations environnementales selon les trois grands principes, soit de réduire, de réutiliser et de recycler. Les soumissionnaires sont invités à mettre en place des mesures pour la protection de l'environnement et à suggérer à la Ville d'autres moyens pour atteindre son objectif.

18.2 Tout projet doit démontrer la volonté du soumissionnaire à collaborer pour trouver des solutions ayant un impact minimal sur l'environnement, et ce, dans un esprit de partenariat avec la Ville.

18.3 La Ville de Montréal s'est dotée d'un plan stratégique de développement durable. Dans le respect de ces orientations, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission le questionnaire sur la gestion environnementale se trouvant aux renseignements complémentaires, expliquant les actions mises en place dans son entreprise afin de favoriser la protection de l'environnement.

18.4 La présente clause de protection de l'environnement n'est pas discriminatoire. Elle se veut une mesure incitative pour renforcer notre démarche en matière de protection de l'environnement. La Ville se réserve le droit de valider les renseignements reçus des soumissionnaires et sous-traitants.

19. Approvisionnement équitable

19.1 En lien avec sa Politique d'approvisionnement, la Ville de Montréal souhaite développer et maintenir des relations d'affaires basées sur le respect et le traitement équitable des intervenants. Cette Politique mentionne aussi que le processus d'approvisionnement doit s'effectuer dans une perspective de développement durable, laquelle comprend notamment un objectif d'amélioration de l'équité sociale.

19.2 C'est pourquoi la Ville est soucieuse d'acquérir des biens et services dont la production respecte des normes du travail minimales et décentes. En conséquence, la Ville réprouve l'achat de tout produit fabriqué par des enfants de moins de 15 ans, ou par des travailleurs qui fabriquent des produits dans des conditions de travail forcé ou par des travailleurs qui sont exposés à des situations dangereuses ou nuisibles à leur santé dans leur milieu de travail.

19.3 Il est de la responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que les conditions de travail dans lesquelles sont fabriqués les produits qu'il offre à la Ville respectent des normes de travail minimales et décentes et doit pouvoir en rendre compte à la Ville sur demande. Cette obligation s'applique également aux sous-traitants du soumissionnaire. En signant sa soumission, le soumissionnaire reconnaît adhérer à ces principes.

20. Présentation de la soumission

20.1 Le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formulaires de soumission fournis par la Ville, compléter des documents soutenant sa proposition et retourner les documents, sous pli cacheté, comme suit :

- Trois (3) copies dûment signées, dont **un (1) sera un original non relié et signé, et un sera une (1) copie annotée « copie certifiée » de l'original**.
- Un (1) exemplaire devra être soumis en version électronique (copie conforme à l'originale) en format PDF sur CD ou sur une clé USB.

L'identification de l'enveloppe devra respecter le gabarit fourni par la Ville.

20.2 Au moment de compléter la section « Identification du soumissionnaire » du formulaire « Page sommaire », le soumissionnaire doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ).

20.3 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec le contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

21. Signature de la soumission

21.1 **Le défaut de signer la PAGE SOMMAIRE de la soumission entraînera le rejet de celle-ci.**

21.2 Toute rature faite sur les formulaires de soumission doit être paraphée par le signataire de la soumission.

21.3 Si le soumissionnaire est une personne faisant affaire seule, sous son nom propre ou sous un autre nom, non incorporée en vertu de la loi, il peut signer la soumission lui-même.

21.4 Si le soumissionnaire est une société non incorporée en vertu de la loi, l'associé qui signe la soumission est réputé dûment autorisé.

21.5 Si le soumissionnaire est une personne morale, le représentant qui signe la soumission est réputé être dûment autorisé.

22. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions

22.1 Le soumissionnaire peut modifier sa soumission jusqu'à l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions, pourvu que telle modification soit accompagnée d'une lettre signée par le représentant autorisé du soumissionnaire. La modification doit être insérée dans une enveloppe identifiant clairement le numéro d'appel d'offres.

23. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture

23.1 Quel que soit le mode d'expédition choisi par le soumissionnaire, toute soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement, sous pli cacheté, à l'endroit, à la date et à l'heure indiqués à l'appel d'offres pour son ouverture en public tel que prévu.

24. Confidentialité des soumissions

24.1 Seuls les renseignements consignés à la page sommaire des soumissions seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des soumissions.

24.2 La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions. Toutefois, en conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), elle pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au Greffe de la Ville de Montréal, certaines informations relatives à cet appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

Service du greffe
Division de la gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information
275, rue Notre-Dame est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Télécopieur : 514 872-5655

25. Visite des locaux ou ateliers du soumissionnaire et de ses sous-traitants

25.1 La Ville se réserve le droit de visiter ou de faire visiter les locaux ou ateliers du soumissionnaire et de ses sous-traitants, afin de s'assurer de leur capacité de fournir les biens et les services conformément à toutes et chacune des exigences de l'appel d'offres.

26. Vice de forme ou défaut mineur

26.1 S'il y va de l'intérêt de la Ville, elle pourra passer outre à tout vice de forme et défaut mineur que peut contenir la soumission.

27. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle

27.1 En déposant une soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, et prend tous les engagements prévus à cette Politique (jointe en annexe).

27.2 En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse,

- ni le soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du soumissionnaire dans les six (6) mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants;

- ni une entreprise qui lui est liée ou un des ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les six (6) mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants,

n'ont participé à l'élaboration du présent appel d'offres.

« Participation à l'élaboration de l'appel d'offres » doit être compris ici comme l'action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger le cahier des charges ou à y être intégré.

27.3 Malgré la clause 26, le fait pour l'une ou l'autre des personnes mentionnées à 27.2 d'avoir préparé ou produit pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent cahier des charges dans le délai prévu, constitue une participation à l'élaboration du présent appel d'offres et la soumission peut être rejetée.

Cependant, ne constitue pas une participation prohibée, le fait pour toute personne, d'avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ayant servi à rédiger le présent cahier des charges mais explicitement mis à la disposition de tout soumissionnaire éventuel.

27.4 La Ville peut résilier le contrat conclu avec l'adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci qu'une affirmation solennelle à titre de soumissionnaire était inexacte, ou bien qu'il ne respecte pas les engagements prévus à la Politique de gestion contractuelle.

Dans une telle éventualité, l'adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la soumission qu'il a présentée et le montant du contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le contrat, y compris tous les dommages résultants d'une telle résiliation.

27.5 Nonobstant l'interdiction pour une entreprise de soumissionner si elle a participé à l'élaboration du cahier des charges dans les six (6) mois le précédant, une dérogation à la clause 27.2 peut être consentie, par écrit, par le Directeur général de la Ville ou, s'il s'agit d'un contrat relevant de la compétence d'un arrondissement, par le Directeur d'arrondissement.

27.6 Le directeur peut, après l'ouverture des soumissions, requérir du soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite soumission. Le défaut du soumissionnaire de lui transmettre les documents et informations demandés dans le délai imparti peut entraîner le rejet de la soumission. Le directeur peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le bordereau de soumission, lequel prévaut en tout temps.

28. Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats

28.1 Contrat visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entrée en vigueur le 24 septembre 2014)

28.1.1 Si le contrat visé par le présent appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et a pour objet :

a) l'approvisionnement en enrobés bitumineux ;

b) des services reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout.

Conformément au Décret 795-2014 du 10 septembre 2014, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au contrat découlant du présent appel d'offres.

28.1.2 Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa soumission.

28.1.3 Toute entreprise partie à un sous-contrat de services relié à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout ou à un sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux, rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

28.2 Contrat visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entrée en vigueur le 24 octobre 2014)

28.2.1 Si le contrat visé par le présent appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M $, incluant, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées, et a pour objet des travaux de construction.

28.2.2 Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa soumission.

28.2.3 Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

28.3 Contrat visé par le décret 435-2015 du 27 mai 2015 (entrée en vigueur le 2 novembre 2015)

28.3.1 Si le contrat visé par le présent appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 1 M $, incluant, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées, et a pour objet la fourniture de services.

28.3.2 Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa soumission.

28.3.3 Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

28.4 Tout contrat visé ou non par décret

28.4.1 En cours d'exécution du contrat découlant du présent appel d'offres, le gouvernement peut obliger l'adjudicataire et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminées.

29. Adjudication du contrat

29.1 Le contrat sera adjugé si la Ville donne suite à l'appel d'offres au soumissionnaire ayant présenté la plus basse soumission conforme ou, si les soumissions doivent être analysées en fonction d'une grille d'évaluation, à celui ayant obtenu le plus haut pointage conformément à la grille contenue au présent document.

29.2 Le Directeur ou son représentant avise par écrit l'adjudicataire de l'octroi du contrat, soit par l'émission d'un bon de commande, soit par une lettre à cet effet.

29.3 La Ville de Montréal ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

30. Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner

30.1 Le gouvernement du Québec adoptait en décembre 2012 le projet de loi n^{o} 8 intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, par lequel il a notamment modifié l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet aux municipalités de refuser, à certaines conditions, toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant. Cette disposition est entrée en vigueur par décret gouvernemental le 26 juin 2013.

Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué en cours de contrat. Par la suite, à la fin du contrat, le rendement de l'adjudicataire sera évalué sur un ensemble de critères prédéfinis regroupés par thèmes. La grille de thèmes, incluant la pondération et les critères sous-tendus des thèmes, est fournie à la section « Clauses administratives particulières » du présent cahier des charges.

Si le rendement de l'adjudicataire s'avère non satisfaisant (note inférieure à 70%), un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) jours après la fin du contrat. Suite à la réception du rapport, le fournisseur ou l'entrepreneur disposera d'une période de trente (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. Suite à la réception de ces commentaires, et si la personne désignée en maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) jours.

30.2 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

Si une telle évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat dans le cas où l'identité d'un sous-traitant du cocontractant lui est communiquée après l'adjudication du contrat et que ce sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-contrat.

31. Langue du commerce et des affaires

31.1 Le soumissionnaire doit respecter les dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements. À cet égard, toute communication écrite et verbale doit se faire en français.

31.2 L'article 51 de la *Charte de la langue française* prévoit que :

- Toute inscription sur un produit, son contenant ou son emballage, sur un document ou objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et les certificats de la garantie, doit être rédigée en français.

- Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions, mais aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit l'emporter sur celle qui est rédigée en français.

- L'adjudicataire est responsable de fournir une version française desdits documents lors de la livraison des biens ou au moment convenu entre lui et la Ville.

32. Non-exclusivité

32.1 Si cet appel d'offres consiste à établir une entente d'approvisionnement à long terme avec un fournisseur, cette entente ne constitue pas un contrat d'exclusivité d'achat auprès de l'adjudicataire.

32.2 La Ville se réserve le droit d'acquérir des produits ou services identiques auprès d'autres fournisseurs. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville advenant telle occurrence.

SECTION II
CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Section à NE PAS retourner

1. Octroi du contrat

1.1 La Ville n'est pas tenue de donner suite à l'appel d'offres.

1.2 L'adjudicataire ne doit pas entreprendre l'exécution du contrat avant d'avoir reçu une confirmation écrite du Directeur à cet effet.

1.3 Un bon de commande transmis par la Ville peut n'avoir pour objet qu'une partie des biens ou des services visés par le contrat.

1.4 Si le présent appel d'offres vise la conclusion d'une entente-cadre et que le contrat est adjugé, les bons de commande pourraient être émis par les différents services ou arrondissements de la Ville et l'adjudicataire est tenu de respecter le prix et les taux de remise inscrits au bordereau de soumission pour chaque commande.

2. Rencontre technique

2.1 Si la Ville le juge nécessaire, l'adjudicataire doit déléguer un représentant possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution du contrat décrit au présent cahier des charges afin de rencontrer le Directeur, au bureau de la Ville, préalablement à l'exécution du contrat.

3. Assurances

3.1 L'adjudicataire doit détenir toutes les polices d'assurance requises en vertu du cahier des charges.

3.2 L'adjudicataire devra fournir, à la demande du Directeur, les copies de ces polices d'assurance.

4. Propriété intellectuelle

4.1 L'adjudicataire déclare être l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle requis aux fins de l'exécution du présent contrat. L'adjudicataire garantit et tient la Ville indemne de toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de ce qui précède, et notamment de toute poursuite ou réclamation pour violation de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce, de dessins, de secrets industriels, et à l'indemniser de tout jugement rendu contre elle, en capital, intérêts et frais.

5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville

5.1 L'adjudicataire s'engage formellement, sauf dans la mesure où l'exécution du contrat l'exige, à ne pas divulguer ni publier à des tiers les renseignements ou la documentation que lui communique la Ville.

5.2 Tous les plans, devis et leurs copies, rapports, photocopies, modèles ou échantillons fournis par la Ville ou produits par l'adjudicataire, au cours de l'exécution du contrat, sont la propriété de la Ville et ne doivent pas être utilisés à d'autres fins. À cet effet, lorsque le présent contrat prend fin, ils doivent être intégralement remis à la Ville.

6. Conditions de paiement

6.1 Les conditions de paiement sont « net trente (30) jours » de la date de la réception de la facture ou de la fourniture des services ou livraison des biens au point de destination prévu par la Ville, selon la plus tardive des deux dates. En conséquence, toute autre condition de paiement ne sera pas opposable à la Ville.

6.2 Malgré le paragraphe 6.1, les soumissionnaires ont la possibilité d'offrir des escomptes de paiement en fonction de délais très précis indiqués à la section A des renseignements complémentaires, point 1. Ces escomptes ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des soumissions, mais lieront l'adjudicataire, le cas échéant.

7. Paiement

7.1 Le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité de biens livrés ou services fournis et acceptés par la Ville. En tout temps, l'adjudicataire doit fournir la preuve de la livraison des biens ou de la fourniture des services pour justifier sa demande de paiement.

7.2 La Ville se réserve le droit de déduire de la facturation courante de l'adjudicataire les montants qu'elle juge équitables et raisonnables, afin de compenser pour les travaux non exécutés ou non conformes aux exigences du contrat.

7.3 Tout compte non conforme sera refusé et retourné à l'adjudicataire pour correction.

7.4 Aucuns frais pour retard de paiement ne pourront être facturés à la Ville.

7.5 L'adjudicataire doit indiquer clairement et séparément sur ses factures les montants et le taux des taxes payables en regard des biens ou services fournis ainsi que les numéros d'inscription qui lui ont été attribués par Revenu Canada aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS) et par le ministre des Finances du Québec aux fins de la taxe de vente du Québec (TVQ).

7.6 Le remplacement des taxes à la consommation existantes (TPS, TVQ) par d'autres taxes ou toute variation du taux de ces taxes sera traité conformément aux dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

7.7 Lorsqu'il y a contre l'adjudicataire ou l'un de ses sous-traitants une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville, cette dernière a le droit de se tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de tout telle réclamation ou créance, de quelque nature que ce soit, en retenant les sommes nécessaires à l'obtention des quittances appropriées. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.

7.8 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville pour acquitter la réclamation ou créance d'un tiers, la Ville peut exiger de l'adjudicataire qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle.

7.9 Si l'adjudicataire doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque raison que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'adjudicataire, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, intérêts et frais.

8. Prérogatives de la Ville

8.1 La Ville décide de toute question relative à l'interprétation ou à l'exécution du contrat, y compris celle se rapportant aux garanties et à la valeur des commandes. Cette décision est finale et l'adjudicataire doit s'y conformer.

Toute difficulté doit être portée à l'attention de la Ville, par écrit, par l'adjudicataire au plus tard dans les 10 jours de sa survenance. À défaut, l'adjudicataire sera présumé avoir renoncé à faire valoir ses droits à cet égard. L'adjudicataire doit préciser dans son avis écrit les motifs de la contestation, les dispositions contractuelles visées, la solution proposée, le tout accompagné des pièces justificatives.

La présente procédure ne peut avoir pour effet de justifier une interruption ou un ralentissement de l'exécution du contrat. L'adjudicataire est en défaut s'il ne poursuit pas l'exécution du contrat avec la célérité et la diligence requises.

8.2 L'adjudicataire qui poursuit l'exécution du contrat après une décision de la Ville ne renonce pas de ce fait à ses droits et recours pourvu que, dans les dix (10) jours de la réception de l'avis de cette décision, il signifie à la Ville par écrit sa contestation motivée de telle décision.

8.3 L'adjudicataire doit transmettre à la Ville, sur demande, tout document ou toute information nécessaire.

8.4 Si, pendant l'exécution du contrat et jusqu'à la réception définitive de biens ou services visés par ledit contrat, le Directeur déclare que certaines parties des biens livrés ou services rendus ne sont pas conformes aux exigences du contrat, l'adjudicataire doit apporter les modifications nécessaires à ses frais afin de se conformer aux dites exigences, selon la demande du Directeur.

9. Cession du contrat

9.1 L'adjudicataire ne peut, sans l'autorisation préalable écrite de l'instance compétente de la Ville, céder ses droits et obligations dans le contrat.

9.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que le cessionnaire respecte intégralement les conditions du contrat, notamment d'assumer l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la cession comme s'il avait lui-même exécuté le contrat pendant celle-ci.

10. Défaut

10.1 L'adjudicataire est en défaut :

10.1.1 s'il ne respecte pas l'une quelconque de ses obligations en vertu du présent appel d'offres;

10.1.2 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

11. Résiliation

11.1 Dans le cas mentionné à l'article 10.1.1, la Ville avise l'adjudicataire de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, l'adjudicataire n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier le contrat.

11.2 Dans le cas mentionné à l'article 10.1.2, le contrat est résilié de plein droit dès que survient l'événement et les garanties fournies par l'adjudicataire deviennent exécutoires nonobstant la résiliation.

11.3 La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur.

L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

12. Application des lois du Québec

12.1 Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13. Pénalités pour retard de livraison

13.1 Au cas où il surviendrait, avant ou au cours de l'exécution du contrat, des circonstances imprévues qui peuvent causer des retards ou entraîner une modification à l'échéancier dudit contrat, l'adjudicataire est tenu d'en aviser immédiatement le Directeur qui, s'il le juge à propos, peut alors autoriser par écrit une modification du calendrier du contrat et, le cas échéant, reporter la date prévue de fin dudit contrat.

13.2 Sous réserve du paragraphe 13.1, et sans préjudice quant à ses autres droits et recours, le Directeur pourra appliquer une pénalité à compter de la date prévue de livraison en vertu des « clauses administratives particulières » du cahier des charges.

13.3 Cette pénalité est calculée sur la valeur des biens non livrés et la Ville ne tient pas compte des taxes applicables dans ce calcul.

13.4 Le cas échéant, la Ville déduira des paiements dus, la pénalité prévue au paragraphe 13.2.

13.5 Cette pénalité est applicable sans que la Ville soit tenue de mettre en demeure l'adjudicataire d'exécuter son obligation de livrer.

14. Inspection

14.1 La Ville se réserve le droit de procéder à des inspections en cours de fabrication ou d'exécution et l'adjudicataire doit l'aider à accomplir ce rôle.

15. Normes d'emballage

15.1 Tout bien livré doit être convenablement emballé pour en assurer la protection durant le transport et l'entreposage, selon les règles de la pratique courante et les exigences de la Ville.

15.2 À défaut de se conformer aux normes d'emballage exigées dans le cadre de cet appel d'offres, la Ville se réserve le droit de retourner la marchandise à l'adjudicataire, à ses frais, afin d'apporter les correctifs appropriés. Si tel est le cas, la marchandise sera considérée réellement reçue uniquement suite à la livraison selon les normes.

15.3 Concernant la gestion environnementale, dans un souci de protection de l'environnement et de sauvegarde des ressources naturelles, la Ville encourage l'utilisation de matériaux d'emballage constitués de matières recyclées et recyclables qui sont exempts de substances toxiques.

15.4 La Ville favorise également l'utilisation minimale d'emballage, dans la mesure où la protection des biens n'est pas compromise.

16. Transport

16.1 Toutes les livraisons régulières, à l'adresse spécifiée à la commande, doivent être :
RDA (DDP), rendu, droits acquittés selon les Incoterms 2010.

16.2 Le terme « RDA » signifie que les transferts de frais et de risques se font à la livraison chez l'acheteur. Par conséquent, les risques de perte et les dommages causés aux biens durant le transport jusqu'à la livraison conforme sont sous l'entière responsabilité du fournisseur, y compris le dédouanement et le paiement des droits et taxes s'il y a lieu.

16.3 Le transfert de propriété des biens s'effectue au lieu prévu de livraison au cahier des charges lors de la prise de possession de la marchandise et pourvu que les biens soient conformes.

17. Garantie des biens

17.1 L'adjudicataire déclare que les biens fournis en vertu du présent contrat sont neufs.

17.2 L'adjudicataire garantit personnellement ceux-ci contre tout défaut pendant une période d'un an à partir de la date de l'acceptation de la livraison par la Ville. À cet effet, l'adjudicataire devra remplacer ou réparer, au choix et à la satisfaction du Directeur, dans un délai raisonnable et à ses frais, tout bien défectueux durant la période de garantie. Tel remplacement ou telle réparation bénéficiera alors de la même garantie que le bien original. Si l'adjudicataire se voit dans l'impossibilité de remplacer ou réparer l'article dans les délais prévus, celui-ci doit en aviser le représentant de la Ville. Ceux-ci doivent convenir d'un délai raisonnable d'un commun accord pour le remplacement de l'article en cause.

17.3 La garantie précitée est en sus de la garantie du manufacturier. Le cas échéant, l'adjudicataire doit fournir un spécimen de la garantie du manufacturier.

18. Retour de marchandise

18.1 La Ville retournera, aux frais de l'adjudicataire, les produits non conformes au présent cahier des charges si ce dernier n'a pas récupéré sa marchandise dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'appel téléphonique du Directeur. L'adjudicataire sera seul responsable des dommages pouvant survenir à ces biens.

19. Force majeure

19.1 Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente entente, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés des parties.

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE
Ville de Montréal

ADOPTÉE LE 23 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
ADOPTÉE LE 25 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Section à NE PAS retourner

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme,* au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal,* les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE

Montréal

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX (TITRE)

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____, le _____

_____

SECTION III
CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Section à NE PAS retourner

1. Validité de la soumission

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa soumission pendant les cent vingt (120) jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai ci-dessus mentionné.

2. Nombre d'exemplaires requis de la soumission

Contrairement à ce qui est stipulé à l'article 20.1 des Instructions au soumissionnaire, la soumission devra être soumise en un exemplaire original non relié et signé et une copie.

3. Durée du contrat

Sous réserve des conditions mentionnées dans le cahier des charges, le contrat convenu avec le fournisseur est en vigueur pour une durée approximative de 4 mois, soit pour la saison hivernale 2017-2018 débutant approximativement le 15 décembre 2017 au 15 avril 2018.

4. Garantie de soumission et d'exécution

Conformément à l'article 13 des « Instructions au soumissionnaire », le soumissionnaire devra joindre à sa soumission, une garantie de soumission sous forme de chèque visé tiré à l'ordre de la Ville de Montréal ou un cautionnement de soumission, au montant de trois mille dollars (3 000 $) par appareil.

Après l'octroi, si l'adjudicataire a déposé une garantie de soumission sous forme d'un chèque visé, celui-ci sera encaissé et retenu par l'arrondissement pour la durée du contrat à titre de garantie d'exécution. Les chèques des soumissionnaires dont les soumissions ne sont pas acceptées seront retournés par l'arrondissement.

Dans le cas où le soumissionnaire dépose une garantie de soumission sous forme de cautionnement et devient l'adjudicataire, celui-ci devra remettre un cautionnement d'exécution au montant de trois mille dollars (3 000 $) par contrat octroyé à l'arrondissement lors d'une réunion de démarrage.

À défaut de déposer ladite garantie, l'adjudicataire est réputée non conforme et cela pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de ses autres droits et recours.

5. Formule de prix

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est l'option de prix unitaire en accord avec la clause 10 « Prix unitaire » des « Instructions au soumissionnaire ».

Le taux de location soumis est un taux horaire à temps simple. Aucune compensation n'est accordée pour les heures supplémentaires.

Le soumissionnaire doit inscrire, au bordereau de soumission, un taux horaire en tenant compte :

- des frais d'entretien et de réparation, de la lubrification, des frais d'exploitation de l'équipement, de l'outillage, des accessoires, de la main-d'œuvre, des frais de transport à l'endroit des travaux de déneigement, des frais administratifs, des profits, de l'inflation, de l'essence.

Le prix unitaire doit aussi comprendre, et ce, sans s'y limiter, le coût des assurances, des permis, de coordination, de vérification d'équipement, de mise en service, de toutes taxes (excepté la TPS et la TVQ), d'énergie, de l'achat des devis, de normes ainsi que tout autre coût inhérent à la réalisation du contrat.

6. Méthode d'adjudication

Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat par article au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles.

En cas d'égalité entre plusieurs soumissionnaires, la Ville procédera à un tirage au sort qui permet de déterminer parmi eux le plus bas soumissionnaire conforme pour ledit article. Les soumissionnaires concernés par l'égalité seront informés des modalités du tirage, et invités à assister à celui-ci.

7. Devis technique

Le soumissionnaire doit compléter et retourner avec sa soumission la section V « Devis technique » permettant ainsi une évaluation de conformité plus rapide et uniforme.

En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement ou dérogation aux spécifications doit être décrit clairement dans un document accompagnant la soumission.

8. Déroulement du processus d'octroi

Suite à l'ouverture des soumissions, le Service de l'approvisionnement procédera à l'analyse de la conformité administrative des soumissions.

Les propositions qui franchiront avec succès la conformité administrative seront transmises à l'unité d'affaires requérante pour déterminer la conformité technique en fonction du devis technique, selon le principe de l'analyse de la soumission la plus basse.

Afin d'effectuer l'analyse des soumissions reçues, la Ville se réserve le droit d'exiger de tout soumissionnaire, tout document manquant, incomplet ou toute information pertinente, dans les cinq (5) jours ouvrables, suivant une demande écrite du Directeur. Le défaut de fournir tout document exigé dans le délai prescrit pourra conduire au rejet de l'offre visée par la demande écrite.

Le soumissionnaire pourra être appelé à présenter les appareils soumissionnés pour des fins d'inspection et de vérification de ceux-ci et de leurs accessoires.

Lors de l'analyse des offres reçues, s'il est de l'intérêt de la Ville, celle-ci se réserve le droit d'annuler un ou plusieurs articles au bordereau de soumission sans en invalider l'appel d'offres.

Une fois le plus bas soumissionnaire conforme administrativement et techniquement déterminé pour chaque article, des recommandations d'octroi seront présentées auprès de l'instance appropriée.

Suite à l'octroi par cette instance, un bon de commande sera émis et l'adjudicataire devra alors effectuer les travaux selon les modalités prévues au contrat.

9. Heures garanties

La Ville garantit un minimum de 225 heures par appareil sur 4 mois.

La Ville ne garantit pas un minimum d'heures lors d'un appel de travail.

10. Quantités prévisionnelles

Conformément à l'article 12.1 des Instructions au soumissionnaire, les quantités prévisionnelles fournies dans ce document sont à titre indicatif seulement. La Ville se réserve le droit de modifier ce nombre à la hausse ou à la baisse en fonction de ses besoins, sans pour cela invalider le prix unitaire fourni par l'adjudicataire.

11. Sous-traitance

Contrairement à ce qui est stipulé à l'article 16 « Sous-traitance » des « Instructions au soumissionnaire », aucune sous-traitance ne sera acceptée pour ce contrat. Le soumissionnaire ne peut contracter avec des sous-traitants sous peine d'annulation du contrat.

12. Inspection

Le soumissionnaire devra fournir la documentation permettant d'établir que son offre répond à toutes les exigences du présent appel d'offres. Il devra notamment démontrer que l'appareil proposé répond à toutes les exigences requises au cahier des charges et que son personnel est apte à exécuter tous les travaux requis.

Afin de déterminer la conformité technique des appareils et des accessoires des propositions les plus basses, ceux-ci pourront être vérifiés et inspectés par le représentant désigné par l'arrondissement. Une présentation de performance de l'appareil et de ses accessoires pourra également être exigée. Les inspections se feront dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des soumissions.

L'appareil avec équipement et accessoires doit être disponible et en état de marche aux fins d'inspection à l'endroit et à l'heure convenus entre les parties, et ce, aux frais de l'adjudicataire.

L'état des pneus et l'apparence générale de l'appareil pourraient être une cause de rejet. Le Directeur ou son représentant désigné sera le seul juge des limites permises.

Durant le contrat, la Ville se réserve le droit d'inspecter en tout temps l'appareil avec ses équipements et ses accessoires et de refuser la totalité ou une partie de ceux-ci, qu'il jugerait inadéquats.

13. Disponibilité

L'appareil et son opérateur doivent être disponibles en tout temps, vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24), sept (7) jours sur sept (7) et à une (1) heure d'avis.

L'appareil et son opérateur doivent être présents à l'heure et à l'endroit des travaux de déneigement, selon les directives du Directeur lors d'un appel au travail. Aucun retard ne sera toléré, et ce, même aux heures des repas. En cas de retard, la Ville pourra appliquer une pénalité comme il est indiqué à la clause 27 des « Clauses administratives particulières ».

14. Heures de location / Heures travaillées

Heures de location : l'appareil loué avec opérateur désigné devra se rendre à un point de rendez-vous à l'heure fixée par le Directeur lors d'un appel au travail. Les heures de location seront calculées à compter de ladite heure fixée.

Les heures travaillées excluent les transports de l'appareil au lieu de remisage, au lieu du travail ainsi que leur retour, les heures de repas et les heures d'entretien ou de réparation de l'appareil sur le lieu du travail.

L'adjudicataire sera payé conformément au taux horaire soumis suivant la règle « Temps fait = temps payé ».

15. Période de travail

Les opérations de déneigement sont généralement divisées en deux (2) périodes de travail, soit :

- Période 1 : de 6 h 30 à 18 h 30
- Période 2 : de 18 h 30 à 6 h 30

16. Propriété / Immatriculation / Identification

Le soumissionnaire devra être le propriétaire enregistré de l'appareil avec équipements et accessoires qu'il offre en location à la Ville. Une location achat pourra être acceptée.

Le soumissionnaire doit déposer avec sa soumission :

- une photocopie du certificat d'immatriculation en vigueur émis par la Société de l'assurance automobile du Québec pour chaque appareil soumissionné;
- une copie du contrat de location/achat si l'appareil soumissionné est une location/achat.

ATTENTION : À défaut de fournir les documents demandés, le prix soumis pour l'appareil concerné pourra ne pas être considéré.

Le nom de l'entreprise et le numéro d'appareil devront être clairement inscrits sur chaque appareil dans un délai de douze (12) jours ouvrables après l'octroi du contrat.

17. Conditions de l'équipement

L'équipement de l'adjudicataire doit être maintenu en bon état de fonctionnement en plus d'être conforme à toutes les lois, normes et codes de sécurité en vigueur. L'équipement devra avoir une apparence propre, c'est-à-dire sans plaques de rouille et devra être livré complet, prêt à fonctionner et devra avoir été préparé de façon à assurer son bon rendement durant toute la période de location.

Si l'appareil avec équipements et accessoires n'est pas en bon ordre et ne donne pas un rendement satisfaisant, ou s'il y a des bris fréquents, l'adjudicataire devra remplacer l'appareil, l'équipement ou l'accessoire par un autre plus performant dans un délai de trois (3) heures, et ce, au même prix de sa soumission. Un délai supérieur à celui-ci pourra entraîner une pénalité comme il est indiqué à la clause 27 « Pénalités » des Clauses administratives particulières.

Les bris fréquents de l'appareil, l'équipement ou accessoires et la vétusté de ceux-ci pourront entraîner la retenue du cautionnement d'exécution et l'annulation du contrat.

Les travaux de réparation et de maintenance de l'appareil, des équipements ou des accessoires doivent s'effectuer en dehors des heures de travail de celui-ci. Dans le cas d'un bris entraînant la non-disponibilité de l'appareil, d'un équipement ou d'un accessoire, la Ville acceptera la substitution pour un autre au même prix, de catégorie égale ou supérieure et devra être la propriété du même entrepreneur ou en location par celui-ci et devra être échangée dans un délai maximum de trois (3) heures. Un délai supérieur à celui-ci pourra entraîner une pénalité comme il est indiqué à la clause 27 des « Clauses administratives particulières ».

En aucun cas, la Ville n'est tenue de dédommager l'adjudicataire pour les inconvénients et/ou dommages subis à cause du mauvais fonctionnement de l'équipement ni pour les pertes de temps ou retard résultant de leur bris, réparation ou de leur entretien.

Dans le cas où la Ville aurait procédé à une inspection d'un appareil avec ses équipements et accessoires et aurait refusé la totalité ou une partie de ceux-ci qu'il jugerait inadéquats, l'adjudicataire devra procéder au remplacement par un appareil, un équipement ou un accessoire qui respecte la performance du présent cahier des charges, et ce dans un délai de quatre (4) heures et au même prix de sa soumission. Un délai supérieur à celui-ci pourra entraîner une pénalité comme il est indiqué à la clause 27 des Clauses administratives particulières. Si l'adjudicataire ne possède pas d'équipement de rechange, la Ville se réserve le droit de louer l'équipement chez un autre fournisseur et de facturer cette location à l'adjudicataire ayant obtenu le présent contrat de location.

18. Bruit

L'adjudicataire devra prendre les mesures nécessaires pour que son appareil soit le moins bruyant possible, qu'il soit muni de silencieux efficaces respectant les normes établies pour les secteurs résidentiels.

L'adjudicataire dont l'appareil sera jugé trop bruyant, soit à la suite de plaintes de citoyens ou autrement, ne pourra louer cet appareil à la Ville.

Il est interdit de laisser tourner le moteur si l'opérateur quitte son appareil.

19. Radiocommunication

Si requis, le fournisseur devra permettre à la Ville de faire l'installation d'un équipement de radiocommunication dans l'appareil loué ou de procéder à la modification d'un équipement existant. Les frais engagés seront assumés par la Ville.

L'adjudicataire doit libérer ses appareils aux fins d'installation.

20. Vandalisme / Vol

Tout équipement, appareil loué avec opérateur ou outils, laissés sur les chantiers en dehors des heures de travail, demeure sous la responsabilité du fournisseur en cas de vandalisme ou de vol.

21. Opérateurs

L'adjudicataire devra avoir à sa disposition deux (2) opérateurs qualifiés pour chaque appareil loué à la Ville, un opérateur principal pour la durée du contrat et un (1) substitut. Ceux-ci doivent être disponibles en tout temps, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

L'adjudicataire ne devra employer, pour l'exécution des opérations, que des opérateurs d'habilités reconnues détenteurs de tous les permis requis par la loi et ayant suivi un cours de prévention des accidents lors des travaux de déneigement reconnu par le milieu. Sur demande, les opérateurs doivent fournir ces preuves au Directeur. Celui-ci sera le seul juge de la compétence d'un opérateur.

Tout changement d'opérateur de l'appareil devra être soumis, au préalable, et approuvé par le Directeur. Par ailleurs, si pour une raison quelconque, un changement d'opérateur est demandé et accepté par le Directeur, un délai de trois (3) heures maximum sera alloué à l'opérateur de substitution pour se rendre sur les lieux de travail. À défaut de se conformer à cette exigence, la pénalité prévue à la clause 27 « Pénalités » des Clauses administratives particulières pourra s'appliquer.

L'opérateur devra se conformer aux directives émises par le Directeur.

L'inhabilité et les erreurs de manœuvres de l'opérateur pourront entraîner le renvoi de celui-ci et/ou des réclamations à l'adjudicataire.

L'utilisation d'un cellulaire à d'autres fins que pour le travail, d'un lecteur de musique ou de tout autre appareil pouvant nuire à l'exécution sécuritaire des travaux est proscrite à l'exception des périodes de pause ou d'attente.

Tout opérateur qui aura cumulé une période de quinze (15) heures de travail devra être relevé de ses fonctions afin de jouir d'une période de repos d'au moins huit (8) heures consécutives. À défaut de se conformer à cette exigence, la pénalité prévue à la clause 27 des « Clauses administratives particulières » pourra s'appliquer.

22. Conduite des employés

Les employés de l'adjudicataire devront avoir une conduite irréprochable, être avenants et faire preuve de tact, de patience et de professionnalisme. Tout écart de langage, de conduite sera à bannir et passible de sanctions pouvant aller jusqu'au retrait pur et simple de l'employé, sur demande du Directeur.

Dans un tel cas, l'adjudicataire devra prendre les mesures disciplinaires nécessaires envers ses employés lorsque ceux-ci, au cours des travaux ont une conduite répréhensible.

23. Bon de travail

Afin de mieux contrôler la facturation des heures travaillées, la Ville utilisera un bon de travail qu'elle fournira pour le quart de travail de chaque opérateur et appareil.

Au début et à la fin de chaque quart de travail, l'opérateur devra se présenter au représentant autorisé de l'arrondissement pour signer et approuver son bon de travail. Une copie lui sera remise.

Le bon de travail contient les informations suivantes :

- le numéro du bon de travail;
- le nom du fournisseur;
- la date;

- le secteur de travail;
- le lieu de travail;
- l'immatriculation de l'appareil;
- l'heure du début et de la fin de la journée de travail;
- le nombre total d'heures travaillées (excluant bris / réparation / repas);
- le nom de l'opérateur en lettres moulées;
- la signature de l'opérateur;
- la signature du représentant de la Ville.

Ces pièces justificatives doivent obligatoirement être signées par le représentant de la Ville et l'opérateur de l'appareil. Seules les pièces justificatives comportant clairement ces deux (2) signatures seront considérées pour paiement. Sur réception de la facture, la Ville vérifie l'exactitude de celle-ci avec ces pièces justificatives. En cas d'erreur, elle avise l'adjudicataire afin qu'il apporte les correctifs nécessaires à la facture.

24. Facturation

Adresse de facturation

Toutes les factures et les notes de crédit originales doivent parvenir à l'adresse suivante :

Service des finances
C.P.4500, succ. B
Montréal (Québec) H3B 4B5

ET

L'adjudicataire **doit envoyer une copie de chaque facture et note de crédit** à l'arrondissement :

Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
Direction des services administratifs
800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Renseignements

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- le numéro de la facture;
- la dénomination sociale de l'adjudicataire;
- le nom d'emprunt ou autre nom en vigueur applicable (s'il y a lieu);
- le numéro du bon de commande;
- le nom de l'acheteur;
- les numéros des bons de travail;
- le taux horaire par appareil;
- le nombre d'heures travaillées;
- les numéros de TPS et TVQ.

25. Assurance – responsabilité civile

L'adjudicataire doit détenir une police d'assurance responsabilité civile conformément aux conditions ci-après :

a) la protection minimale pour la Ville, l'adjudicataire et ses sous-traitants est de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés :

- à une personne;
- à plus d'une personne;
- à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville.

b) La police d'assurance doit couvrir tous les travaux exécutés ou à exécuter en vertu du contrat.

c) La police d'assurance doit être maintenue en vigueur pour toute la durée du contrat. Advenant que la durée du contrat excédait le délai inscrit pour la période de validité de ladite police, l'adjudicataire devrait prendre toutes les dispositions requises pour son renouvellement de façon à maintenir la police en vigueur pendant le contrat.

Dès que l'adjudicataire est avisé que le contrat lui est adjugé, il doit fournir à la Ville dans les dix (10) jours, suivant la réception de l'avis à cet effet, le formulaire « Avenant de responsabilité civile » inclus au cahier des charges dûment et originalement complété par l'assureur, et ce, avant d'amorcer l'exécution du contrat.

Si l'adjudicataire ne peut fournir ou maintenir en vigueur la police d'assurance selon les modalités prescrites, la Ville se réserve le droit :

- d'annuler le présent contrat en tout temps, et ce, sans préavis; ou
- de constater son défaut, d'en aviser la caution et exécuter les travaux à leurs frais. Dans un tel cas, l'adjudicataire et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour exécuter ces activités et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu les exécuter à un coût inférieur.

26. Responsabilité de l'adjudicataire

L'adjudicataire sera seul responsable des dommages ou accidents qui, de la part de ses agents, employés ou ouvriers, pourraient être causés aux personnes, aux choses ou aux propriétés de la Ville, d'une corporation, d'une compagnie ou de particuliers, durant l'exécution de son contrat; la surveillance exercée par la Ville pour la bonne exécution des travaux ne dégagera aucunement l'adjudicataire de sa responsabilité quant aux dommages et accidents.

Si, en quelque temps que ce soit, il est constaté qu'il existe contre l'adjudicataire une réclamation ou créance privilégiée qui, si elle était établie, pourrait entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville, celle-ci aura le droit de se tenir complètement indemne contre telles réclamations ou créance.

L'adjudicataire devra, au cours du son contrat, se soumettre aux dispositions de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.

La Ville exige de celui-ci :

- que l'adjudicataire produise, sur demande, les pièces établissant qu'il s'est conformé à la Loi;
- qu'il fasse rapport écrit au directeur des travaux publics de tout accident survenu, par le fait ou à l'occasion du travail, aux employés de son entreprise, dans les huit (8) jours qui suivent l'accident;

- l'approbation du paiement final est sujette à la connaissance qu'il n'y ait aucune réclamation relative à la Loi, ou quelque autre réclamation pendante contre le prestataire de service à qui doit se faire ledit paiement.

- l'approbation du paiement final et la remise du dépôt ne déchargeront pas le prestataire de service de la responsabilité prévue par le Code civil ou par toute loi fédérale ou provinciale.

Par ailleurs, toute infraction aux lois des véhicules moteurs ou à l'encontre des règlements de la Commission des transports du Québec, sera la responsabilité totale de l'adjudicataire.

L'entrepreneur devra aussi s'assurer que tous ses opérateurs portent les moyens de protection individuelle requis sur un chantier.

27. Pénalités / Résiliation de contrat

Dans le cas où l'adjudicataire ne respecte pas le délai imposé pour la substitution d'un appareil ou d'un opérateur mentionné aux articles 13, 17 et 21 des « Clauses administratives particulières », chaque heure de retard sera facturée à raison de cent dollars (100 $) de l'heure.

Pour chaque jour de non-disponibilité de l'appareil pour des travaux, le montant de la location d'un appareil de remplacement sera à la charge de l'adjudicataire.

De plus, la Ville peut exiger et percevoir de l'entrepreneur des dommages équivalents à deux cents dollars (200 $) pour chaque violation de l'un ou l'autre des articles du présent cahier des charges, et ce, applicable à chaque évènement reproché.

L'adjudicataire dispose d'un délai maximum de trente (30) jours de la réception de l'avis pour acquitter la pénalité et doit de plus, rencontrer le Directeur pendant ce délai pour exposer les mesures mises en place afin de remédier au manquement.

Toute pénalité non acquittée dans le délai prescrit pourra être payé à même les sommes dus à l'adjudicataire ou, si insuffisantes, par la garantie d'exécution de celui-ci.

28. Représentant de l'adjudicataire

L'adjudicataire devra désigner, par écrit le nom de son représentant responsable de ce contrat qui pourra être joint par téléphone, en tout temps, le jour et la nuit, le dimanche, les jours fériés ou autres.

À cet effet, le soumissionnaire doit remplir le point 7 de la Section IV « Renseignements complémentaires ».

29. Réunion de démarrage

Avant le début des opérations prévues au contrat, la Ville pourra demander une réunion entre le ou les adjudicataires et les responsables de l'arrondissement. Les détails concernant la réalisation du contrat, la communication entre le Directeur et l'adjudicataire, les particularités du projet et tout autre détail pertinent y seront alors discutés.

Cette rencontre permettra d'assurer le bon déroulement du contrat ainsi que de la planification des travaux.

30. Identification et admissibilité du soumissionnaire

En complément à la clause 2 « Obtention des documents d'appel d'offres » des « Instructions au soumissionnaire », la firme signataire de la soumission, appelée soumissionnaire, doit obligatoirement avoir acquis les documents d'appel d'offres par le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en acquittant les frais exigés. Aucun intermédiaire ne sera accepté.

Le soumissionnaire admissible est la personne physique ou morale, ou la société qui complète, signe et dépose la soumission. Lors de l'adjudication du contrat, la firme signataire à la page sommaire sera le soumissionnaire à qui le contrat sera octroyé (exécution, facturation et paiement).

En complément de la clause 20 « Présentation de la soumission » des « Instructions au soumissionnaire », il est indiqué au Registre des entreprises du Québec, qu'une entreprise peut être désignée et identifiée sous d'autres noms que celui sous lequel elle a été constituée dans l'exercice de son activité, notamment aux fins d'exploitation de son entreprise.

31. Addenda

En complément de l'article 7 des « Instructions au soumissionnaire », toute demande et/ou question devra être reçue par courriel ou télécopieur, par l'agent d'approvisionnement responsable ou son substitut, au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des soumissions. Une telle demande sera étudiée par la Ville et si nécessaire, la Ville émettra un ou des addenda aux documents d'appel d'offres afin que la distribution en soit faite aux soumissionnaires qui se sont procuré lesdits documents.

En déposant sa soumission, le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des documents d'appel d'offres incluant tous les addendas.

32. Gestion de contrat

Conformément à la Politique d'approvisionnement au point 7.3 - Octroi et gestion de contrat, « L'unité responsable de l'octroi du contrat est responsable de la gestion de ce contrat », c'est-à-dire que la gestion contractuelle relève complètement de l'arrondissement :

- lettres pour les soumissionnaires (lettre d'octroi et de soumission non retenue);
- avis d'encaissement ou de retour de chèque;
- avis de transmission du cautionnement d'exécution de contrat;
- avis des résultats et d'adjudication de contrat sur SÉAO;
- tout autre document lié à la gestion du contrat.

33. Grille d'évaluation de l'adjudicataire

Dans le cadre de l'application de la clause 30 « Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner » de la section des « Instructions au soumissionnaire », l'évaluation de l'adjudicataire, en fin de contrat, sera effectuée selon la grille de thèmes ci-dessous. La note de passage étant de 70 %, est considérée comme un rendement insatisfaisant une note de moins de 70 %.

Thèmes et critères	Pondération
Aspect de la conformité technique Conformité aux spécifications et règles de l'art Conformité réglementaire Conformité aux articles de référence	**35 %**
Respect des délais et des échéanciers Le respect des délais d'exécution Le respect des échéances pour les documents requis	**35 %**
Fourniture et utilisation des ressources Compétence et disponibilité du représentant de l'adjudicataire Compétence des opérateurs	**10 %**
Organisation et gestion Supervision adéquate des opérations Pratiques d'assurance de la qualité Rapidité des actions correctives (au besoin) Rapidité du service après-vente	**10 %**
Communication et documentation La disponibilité des interlocuteurs La qualité des communications	**10 %**

L'évaluation de rendement d'un soumissionnaire sera jugée insatisfaisante lorsque son pointage aura été de moins de 70 points. L'échelle d'attribution des notes ci-après sera utilisée lors de l'évaluation de l'adjudicataire :

APPRÉCIATION	5	10	15	20	25	30	35
Excellente (90% à 100%) Dépasse substantiellement sur tous les aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	5	10	15	20	25	30	35
Plus que satisfaisante (71 % à 89%) Dépasse pour plusieurs éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	4	8 ou 9	11 à 14	15 à 19	18 à 24	22 à 29	25 à 34
Satisfaisante (= 70%) Réponds en tout point au niveau de qualité recherchée pour ce critère	3,5	7	10,5	14	17,5	21	24.5
Insatisfaisante (40% à 69%) N'atteins pas pour quelques éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	2 à 3	4 à 6	7 à 10	8 à 13	10 à 17	12 à 20	14 à 24
Médiocre (< 40%) N'atteins pas sur plusieurs aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	1	1 à 3	1 à 6	1 à 7	1 à 9	1 à 11	1 à 13

34. Documents requis avec la soumission

L'enveloppe de soumission devra comprendre les documents suivants :

- ☐ deux (2) copies de la soumission;
- ☐ une garantie de soumission pour chaque appareil proposé;
- ☐ le devis technique complété;
- ☐ le certificat d'immatriculation de chaque appareil proposé;
- ☐ une copie du contrat de location/achat par appareil proposé s'il y a lieu;
- ☐ le formulaire de soumission, le bordereau de soumission et les renseignements complémentaires;
- ☐ la fiche détaillé des caractéristiques de chacun des appareils soumissionnés;
- ☐ Tout autre document jugé pertinent.

Attention : À défaut de fournir les documents demandés, la soumission pourrait ne pas être considérée.

35. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la « Politique de gestion contractuelle » est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avis de désistement à soumissionner	Appel d'offres public Nº 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Le 20 novembre 2017

Ce formulaire s'adresse uniquement à ceux qui ne soumissionnent pas

A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Agent d'approvisionnement II : Hubert Lachance

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible par courriel à l'adresse suivante :
bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi Les délais de la soumission sont insuffisants. La période de soumission ne convient pas à la compagnie. Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service Produit ou service non offert. Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte. Les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement.		
Garanties Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée. Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

(Nom de la firme)

(Signature du fournisseur) (Date)

Émission :	Fermeture :	À :
20 novembre 2017	**6 décembre 2017**	**10 h 30**

A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 6 décembre 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à trois mille dollars (3 000 $) par appareil doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Numéro d'article	Équipements	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant total
1	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
2	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
3	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
4	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
5	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés……

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

……

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature :	Jour	Mois	Année

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS

Numéro d'article	Description	Quantité prévisionnelle (heures) pour 4 mois	Taux horaire unitaire	Montant total
Article 1	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$**	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$** **✶ Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 2	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$**	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$** **✶ Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**

Numéro d'article	Description	Quantité prévisionnelle (heures) pour 4 mois	Taux horaire unitaire	Montant total
Article 3	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$**	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$** **✶ Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 4	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$**	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$** **✶ Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 5	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$**	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **$** **✶ Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

1. Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres : _____

N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des « Clauses administratives générales ».

2. Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :

Addenda n° 1 : _____ Addenda n° 3 : _____

Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres. (Indiquer les noms appropriés).

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : _____

Numéro d'enregistrement TVQ : _____

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : _____

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

5. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☐ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

SECTION B

6. Fiche détaillée des caractéristiques :

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission la fiche détaillée des caractéristiques de chacun des appareils soumissionnés.

7. Informations sur le soumissionnaire :

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants concernant :

La personne responsable représentant l'adjudicataire pour ce contrat à contacter en tout temps :

Nom : _____Titre :_____

Téléphone : _____

Cellulaire : _____

Courriel : _____

La personne à contacter pour la facturation :

Nom : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

N^{o} _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé le « **soumissionnaire** »)

pour _____
(titre de l'appel d'offres)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du « cahier des charges », y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à _____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

N^{o}

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____, le _____ 20____.

La caution (représentant autorisé) Nom en caractère d'imprimerie et signature TEL : AMF :	**Le soumissionnaire** (représentant autorisé) Nom en caractère d'imprimerie et signature
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Date d'émission : _____ N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé le « **soumissionnaire** »)

pour _____
(titre de l'appel d'offres)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
(nom du signataire)

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Adresse courriel : _____

Tél : _____

N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance du cahier des charges, de la soumission ainsi que de tous les documents s'y rapportant, constituant le contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL

(ci-après appelée la « **Ville** »)

et

_____
(nom de l'adjudicataire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé l' « **adjudicataire** »)

pour _____
(titre de l'appel d'offres)

lequel contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**adjudicataire**, suite à sa soumission présentée le

_____ jour de _____ 20 _____,

s'oblige solidairement avec l'**adjudicataire** envers la **Ville**, à exécuter ledit contrat, la **caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de :

_____ dollars (_____ $).

Nonobstant la durée du contrat, le présent cautionnement d'exécution sera valide pour la période du _____ au _____.

La **caution** consent à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

(suite au verso)

N° _____

(suite du recto)

En cas d'inexécution du contrat, la **caution** devra, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce contrat aux frais de la **caution** et de l'**adjudicataire**.

Nulle personne, société ou corporation autre que la Ville de Montréal n'aura de droit, titre ou intérêt dans le présent cautionnement, jusqu'à ce que la Ville de Montréal ait été entièrement payée et remboursée de tous les coûts, dépenses, dommages et pertes de toutes sortes subis par elle ou pouvant être subis par elle et pour lesquels elle peut recevoir une indemnité en vertu du présent cautionnement.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin desdits travaux.

En foi de quoi, la **caution** et l'**adjudicataire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____, le _____ 20____.

La caution (représentant autorisé) Nom en caractère d'imprimerie et signature TEL : AMF :	**L'adjudicataire** (représentant autorisé) Nom en caractère d'imprimerie et signature
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____
Fonctionnaire autorisé

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public Nº 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			Tous dommages confondus _____ $ par sinistre _____$ par période d'assurance _____ $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertises, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par_____ Date _____ 20_____
(Signature de l'assureur)

GABARIT D'ENVELOPPE

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

MERCI

Montréal

Cette soumission, pour être validement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de la Ville, avant 10 h 30 à la date d'ouverture indiquée. Elle sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville.

Appel d'offres nº : **17-16591**

Titre de l'appel d'offres : **A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS**

Date d'ouverture : **6 DÉCEMBRE 2017**

Au greffier de la Ville de Montréal

Bureau de réception des soumissions
275, rue Notre-Dame Est, R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Document à retourner

DESCRIPTION DES TRACTEURS-CHARGEURS	**Fournir les renseignements demandés pour chacun des tracteurs-chargeurs proposés, en indiquant conforme et/ou indiquez tout écart aux spécifications**				
.	**Article no.1**	**Article no.2**	**Article no.3**	**Article no.4**	**Article no.5**
1. Inscrire la marque et le modèle.					
2. Inscrire l'année de fabrication du véhicule doit être 2000 et plus.					
3. Indiquez le nombre d'heures de l'appareil. Maximum accepté 6 000 heures.					
4. Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP plus ou moins 20 HP					
5. Système hydraulique adapté pour le chasse-neige à versoir orientable. Inscrire la marque et le modèle.					
6. Pneus : en bon état de façon à assurer une traction et une conduite adéquate la profondeur des sculptures au centre du pneu devra être supérieure ou égal à **15/32** po.					
7. Le chasse-neige frontal de 11 à 12 pieds à versoir orientable et dispositif de ressorts amortisseurs en cas de choc. Devra être muni de deux garde-neige repliables.					
8. Avertisseur sonore de marche arrière.					
9. Éclairage de marche arrière et **g**yrophare.					

10655-003 (2017-04-19)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(04431) 745, boul. d'Iberville
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU — P.Q. J2X 4A1
SUCCURSALE / BRANCH

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | **CAD**

53077824

DATE 2017 12 01 (A/Y M/M J/D)

9055-0344 QUEBEC INC.
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

$ 3,000.00

la somme de / the sum of: *TROIS MILLE**********.00

DEVISE/CURRENCY: CAD

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈5307782 4⑈ ⑆05861⑈006⑆ 00⑈005⑈29⑈

10655-003 (2017-04-19)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(04431) 745, boul. d'Iberville
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU — P.Q. J2X 4A1
SUCCURSALE / BRANCH

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | CAD

53077815

DATE 2017 12 01 (A/Y M/M J/D)

9055-0344 QUEBEC INC.
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

$ 3,000.00

la somme de / the sum of: *TROIS MILLE**********.00

DEVISE/CURRENCY: CAD

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈5307781 5⑈ ⑆05861⑈006⑆ 00⑈005⑈29⑈

17-16591

9055-0344 Quebec Inc.

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Émission :	Fermeture :	À :
20 novembre 2017	6 décembre 2017	10 h 30

A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 6 décembre 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à trois mille dollars (3 000 $) par appareil doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Numéro d'article	Équipements	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant total
1	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements	50 000 00	2 500 00	4987.50	57 487,50 $
2	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements	50 000 00	2 500 00	4987.50	57 487,50 $
3	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
4	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
5	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				

06 DEC. 2017

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1147143672

Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés 9055-0344 Québec inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

774 Route 133, Henryville, Québec, J0J 1E0

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 514-222-1548		
Daniel Choquette Président	Télécopieur : 450-299-2384		
	Courriel : transport dmchoquette@hotmail.com		
Signature :	Jour 30	Mois 11	Année 2017

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS

Numéro d'article	Description	Quantité prévisionnelle (heures) pour 4 mois	Taux horaire unitaire	Montant total
Article 1	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : John Deere Modèle : 7930 Année : 2007	400 h	125,00 $	50 000 $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 2	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : John Deere Modèle : 624K Année : 2013	400 h	125,00 $	50 000 $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Numéro d'article	Description	Quantité prévisionnelle (heures) pour 4 mois	Taux horaire unitaire	Montant total
Article 3	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 4	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 5	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** 30 JRS /Net

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des « Clauses administratives générales ».

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : 22 nov. 2017 Addenda n° 3 : _____

   Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres. (Indiquer les noms appropriés).**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Numéro d'enregistrement :**

   Numéro d'enregistrement TPS : 142112515 RT 0001

   Numéro d'enregistrement TVQ : 1020606831 TQ 0001

   Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 114145

   Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

5. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☒ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

SECTION B

6. Fiche détaillée des caractéristiques :

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission la fiche détaillée des caractéristiques de chacun des appareils soumissionnés.

7. Informations sur le soumissionnaire :

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants concernant :

La personne responsable représentant l'adjudicataire pour ce contrat à contacter en tout temps :

Nom : Daniel Choquette Titre : Président

Téléphone : _____

Cellulaire : 514-222-1548

Courriel : transportdmchoquette@hotmail.com

La personne à contacter pour la facturation :

Nom : Jessica Quenneville

Téléphone : 450-299-2135

Courriel : jess_quen3@hotmail.com

DESCRIPTION DES TRACTEURS-CHARGEURS	Fournir les renseignements demandés pour chacun des tracteurs-chargeurs proposés, en indiquant conforme et/ou indiquez tout écart aux spécifications				
.	**Article no.1**	**Article no.2**	**Article no.3**	**Article no.4**	**Article no.5**
1. Inscrire la marque et le modèle.	John Deere 7930	John Deere 624K			
2. Inscrire l'année de fabrication du véhicule doit être 2000 et plus.	2007	2013			
3. Indiquez le nombre d'heures de l'appareil. Maximum accepté 6 000 heures.	5121 hrs	2174.6 hrs			
4. Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP plus ou moins 20 HP	220 hp.	186 hp.			
5. Système hydraulique adapté pour le chasse-neige à versoir orientable. Inscrire la marque et le modèle.	EDF 12 Pieds	EDF 12 Pieds			
6. Pneus : en bon état de façon à assurer une traction et une conduite adéquate la profondeur des sculptures au centre du pneu devra être supérieure ou égal à **15/32** po.	oui	oui			
7. Le chasse-neige frontal de 11 à 12 pieds à versoir orientable et dispositif de ressorts amortisseurs en cas de choc. Devra être muni de deux garde-neige repliables.	oui	oui			
8. Avertisseur sonore de marche arrière.	oui	oui			
9. Éclairage de marche arrière et gyrophare.	oui	oui			

automobile
Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

9055-0344 QUEBEC INC.
774 ROUTE 133
HENRYVILLE QC J0J 1E0

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

Société de l'assurance automobile
Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FLL3969-8

N° DE DOSSIER: 41687682

N° DE DOSSIER: 47143672

N° DE CTO:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2017 01 30

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRE197TMG

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
FERME J.L. CHOQUETTE

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
9055-0344 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
JOHND	624K	2013		15554	

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F-D2

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1DW624KZPCD648819

N° D'UNITÉ: 450

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-02)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-02)

Bureau : (450) 299-2135
Cell : (514) 222-1548
Télécopieur : (450) 299-2384

Henryville (Québec)
J0J 1E0

Le 14 Octobre 2016

La compagnie Ferme JL Choquette située au 73 route 133, Henryville, Québec, J0J 1E0, loue un cette machine à la compagnie 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) située au 774 route 133 Henryville Québec J0J 1E0.

La durée de location est du 14 octobre 2016 au 30 avril 2019

Tracteur-chargeur :

John Deere 624 K 2013 #série : 1DW624KZPCD648819

Ferme JL Choquette (Locateur)
Par Léo Choquette prés.
#dossier 41687682

9055-0344 Québec inc. (locataire)
Par Daniel Choquette prés.
#47143672

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FKG9081-0

N° DE DOSSIER: 41687682

N° DE DOSSIER: 47143672

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2017 03 01

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRG294EW4

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: FERME J.L. CHOQUETTE

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: 9055-0344 QUEBEC INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
JOHND	7930	2007		948	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: RW7930D004183

N° D'UNITÉ:

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F-D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

6005 08 (2010-07)

La Société

Ferme JL Choquette
73, route 133
Henryville (Québec)
J0J 1E0

Bureau : (450) 299-2616
Cell : (514) 821-7927

Le 31 Janvier 2017

La compagnie Ferme JL Choquette située au 73 route 133, Henryville, Québec, J0J 1E0, loue un cette machine à la compagnie 9055-0344 Québec inc. (Transport DM Choquette) située au 774 route 133 Henryville Québec J0J 1E0.

La durée de location est du 31 janvier 2017 au 30 avril 2019

Tracteur

John Deere 7930 année 2007 # série RW7930D004183 451

Léo Choquette

Ferme JL Choquette (Locateur)
Par Léo Choquette prés.
#dossier 41687682

9055-0344 Québec inc. (locataire)
Par Daniel Choquette prés.
#47143672

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

ASSUREUR : Promutuel Vallée du St-Laurent

ADRESSE POSTALE : 48 Boulevard Taschereau, La Prairie, Québec. J5R 6C1

ASSURÉ : 9055-0344 Québec Inc.

ADRESSE POSTALE : 774 Route 133 Henryville, Québec. J0J 1E0

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom VILLE DE MONTRÉAL (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100	E5128347301	27-05-2018	Tous dommages confondus 5,000,000 $ par sinistre 5,000,000 $ par période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	672-0468		2,000,000 $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertises, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le 27 novembre 20 17 à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par ARTHUR MALOUIN LTÉE Date 27 novembre 20 17

(Signature de l'assureur)

PAR: Sylvie Sauvé

Sylvie Sauvé, mandataire

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

N° 45-5903-00006-17-002

ECHELON ASSURANCE
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

1800 av. McGill College, Bureau 2460, Montréal (Qc), H3A 3J6

ici représentée par Myriam Provençal-Levasseur, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

06 DECEMBRE 2017

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au 29, rue Saulnier, Laval (Québec), H7M 1S7

ici représentée par Stéphane Boudrias dûment autorisé(e);

(ci-après appelé le « **soumissionnaire** »)

pour NO 17-16591 LOCATION DE TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LA PÉRIODE DU
(titre de l'appel d'offres) 15 DÉCEMBRE 2017 AU 15 AVRIL 2018

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du « cahier des charges », y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à TROIS MILLE dollars (3 000.00 $).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

N°
45-5903-00006-17-002

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

MONTRÉAL, le 30 NOVEMBRE 2017.

ECHELON ASSURANCE **La caution** (représentant autorisé) Nom en caractère d'imprimerie et signature TEL : 866-502-7675 AMF : 2000702152 Myriam Levasseur Myriam Provençal-Levasseur, mandataire	S. BOUDRIAS HORTICOLE INC. **Le soumissionnaire** (représentant autorisé) Nom en caractère d'imprimerie et signature STÉPHANE BOUDRIAS
Témoin Michèle Marcil Michèle Marcil	Témoin STÉPHANE DESROSIERS

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Montréal

CORTE ORIGINALE

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2		APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Acquisition de biens et services généraux

A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Appel d'offres public nº 17-16591

Le 20 novembre 2017

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Émission :	Fermeture :	À :
20 novembre 2017	6 décembre 2017	10 h 30

A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 6 décembre 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à trois mille dollars (3 000 $) par appareil doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Numéro d'article	Équipements	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant total
1	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements	55,980.00	2,799.00	5,584.00	64,363.00
2	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
3	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
4	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				
5	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements				

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141807959

Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés..... S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

..... 29 SAULNIER LAVAL, QUÉBEC H7M-1S7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 450 663-4245 (223)		
STEPHANE BOUDRIAS PRÉSIDENT	Télécopieur : 450 663-4825		
	Courriel : sdesnoyers@sboudriasinc.com		
Signature :	Jour 04	Mois 12	Année 2017

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

A52 – LOCATION DE CINQ (5) TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LE DÉNEIGEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, 4 MOIS

Numéro d'article	Description	Quantité prévisionnelle (heures) pour 4 mois	Taux horaire unitaire	Montant total
Article 1	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : JOHN DEERE Modèle : 624 K Année : 2014	400 h	139.95 $	55,980.00 $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 2	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**

Numéro d'article	Description	Quantité prévisionnelle (heures) pour 4 mois	Taux horaire unitaire	Montant total
Article 3	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 4	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**
Article 5	Location d'un tracteur chargeur, avec opérateur, entretien et équipements pour les opérations de déneigement 2017-2018. Appareil soumissionné : Marque : _____ Modèle : _____ Année : _____	400 h	_____ $	_____ $ *** Montant avant taxes à reporter à la page sommaire**

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** NET 30 JOURS

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des « Clauses administratives générales ».

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : 24-11-2017 Addenda n° 3 : _____

   Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres. (Indiquer les noms appropriés).**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

   En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Numéro d'enregistrement :**

   Numéro d'enregistrement TPS : R-104735972

   Numéro d'enregistrement TVQ : 1002016504TQ-0001-LE

   Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 127138

   Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

5. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☒ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

SECTION B

6. Fiche détaillée des caractéristiques :

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission la fiche détaillée des caractéristiques de chacun des appareils soumissionnés.

7. Informations sur le soumissionnaire :

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants concernant :

La personne responsable représentant l'adjudicataire pour ce contrat à contacter en tout temps :

Nom : STEPHANE BOUDRIAS Titre : PRÉSIDENT

Téléphone : 450 663-4245

Cellulaire : 514 617-1803

Courriel : sdesnoyers@sboudriasinc.com

La personne à contacter pour la facturation :

Nom : DIANE HÉBERT

Téléphone : 450 663-4245

Courriel : dhebert@sboudriasinc.com

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Document à retourner

DESCRIPTION DES TRACTEURS-CHARGEURS	Fournir les renseignements demandés pour chacun des tracteurs-chargeurs proposés, en indiquant conforme et/ou indiquez tout écart aux spécifications				
	Article no.1	**Article no.2**	**Article no.3**	**Article no.4**	**Article no.5**
1. Inscrire la marque et le modèle.	JOHN DEERE 624 K CONFORME				
2. Inscrire l'année de fabrication du véhicule doit être 2000 et plus.	2014 CONFORME				
3. Indiquez le nombre d'heures de l'appareil. Maximum accepté 6 000 heures.	4200 CONFORME				
4. Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP plus ou moins 20 HP	200 HP CONFORME				
5. Système hydraulique adapté pour le chasse-neige à versoir orientable. Inscrire la marque et le modèle.	CÔTÉ OH4000 CONFORME				
6. Pneus : en bon état de façon à assurer une traction et une conduite adéquate la profondeur des sculptures au centre du pneu devra être supérieure ou égal à **15/32** po.	26/32 AU 4 PNEUS CONFORME				
7. Le chasse-neige frontal de 11 à 12 pieds à versoir orientable et dispositif de ressorts amortisseurs en cas de choc. Devra être muni de deux garde-neige repliables.	CONFORME				
8. Avertisseur sonore de marche arrière.	CONFORME				
9. Éclairage de marche arrière et gyrophare.	CONFORME				

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Le 22 novembre 2017

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **Addenda n° 1**
Appel d'offres public n° 17-16591
TITRE : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans Ville-Marie, 4 mois

Nombre de pages incluant celle-ci : 2

Mesdames, Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres et le modifie comme suit :

- ***Modifications***
  - ***Veuillez prendre note des modifications suivantes.***

Modification 1 : Modification au devis technique au point 4.

Ancien texte :

Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP plus ou moins 20 HP.

Remplacé par :

Puissance nette minimale du moteur (USO 9249) de 150 HP.

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Modification 2 : Modification au point 7, Devis technique des « Clauses administrative particulière».

Ancien texte :

Le soumissionnaire doit compléter et retourner avec sa soumission la section V « Devis technique » permettant ainsi une évaluation de conformité plus rapide et uniforme.

En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement ou dérogation aux spécifications doit être décrit clairement dans un document accompagnant la soumission.

Remplacé par :

Le soumissionnaire doit compléter et retourner avec sa soumission la section V « Devis technique » permettant ainsi une évaluation de conformité plus rapide et uniforme.

En l'absence d'une indication dans la colonne de conformité, la Ville interprétera celle-ci comme étant « conforme » aux spécifications.

Tout changement ou dérogation aux spécifications doit être décrit clairement dans un document accompagnant la soumission. **La ville se réserve le droit d'établir la conformité en cas d'écart au devis technique. La ville peut refuser tout appareil qu'il jugera non approprié à la réalisation des travaux, même s'il correspond aux spécifications. D'autre part, la ville peut, selon son jugement, accepter un appareil qui, bien que ne respectant pas les spécifications du devis, est jugé approprié à la réalisation des travaux.**

Veuillez accuser réception de cet addenda à l'endroit prévu au formulaire des « Renseignements complémentaires » de la soumission en indiquant le numéro et la date de cet addenda. Le défaut d'accuser réception dudit addenda pourra entraîner le rejet de la soumission.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Hubert Lachance, agent d'approvisionnement II

HL/tb

EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION DE LA COMPAGNIE S. BOUDRIAS HORTICOLE INC. TENUE AU SIÈGE SOCIAL DE LADITE COMPAGNIE AU 29 SAULNIER À LAVAL, QUÉBEC CE 27 NOVEMBRE 2017

SUR MOTION DÛMENT PROPOSÉE, SECONDÉE ET ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Il a été résolu d'autoriser M. Stéphane Boudrias, administrateur et président de la compagnie, à représenter celle-ci et de signé les documents relatifs à la soumission de la Ville de Montréal intitulé Location de tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement de l'arrondissement Ville Marie # 17-16591.

SIGNÉ À LAVAL
CE 27 NOVEMBRE 2017

STÉPHANE BOUDRIAS
Président

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

Date d'émission : 30 NOVEMBRE 2017 N° 45-5903-00006-17-002

ECHELON ASSURANCE
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

1800 av. McGill College, Bureau 2460, Montréal (Qc), H3A 3J6

ici représentée par Myriam Provençal-Levasseur, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

06 DECEMBRE 2017

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au 29, rue Saulnier, Laval (Québec), H7M 1S7

ici représentée par STEPHANE BOUDRIAS dûment autorisé(e);

(ci-après appelé le « **soumissionnaire** »)

pour NO 17-16591 LOCATION DE TRACTEURS CHARGEURS AVEC OPÉRATEURS POUR LA PÉRIODE DU 15 DÉCEMBRE 2017 AU 15 AVRIL 2018
(titre de l'appel d'offres)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

MONTRÉAL, le 30 NOVEMBRE 2017

Par : Myriam Levasseur
(nom du signataire) Myriam Provençal-Levasseur

Compagnie : ECHELON ASSURANCE

Titre : Mandataire

Adresse : 1800 av. McGill College, Bureau 2460, Montréal (Qc), H3A 3J6

Adresse courriel : myriam.provencal@hubinternational.com

Tél : 866-502-7675

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 17-16591 biens et services généraux APP_159_BS_R2_201107_public_20170817

ASSUREUR : Aviva Canada

ADRESSE POSTALE : 630 Boul. René-Levesque Ouest, Montreal, QC H3B 1S6

ASSURÉ : S.Boudrias Horticole Inc.

ADRESSE POSTALE : 29 rue Saulnier, Laval, QC H7M 1S7

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	CMP81587719	30/10/2018	Tous dommages confondus 2M$ par sinistre 5M$ par période d'assurance 2M $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertises, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le 28 novembre 20 17 à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date 28 novembre 20 17
(Signature de l'assureur)

Intact Assurance

NAME AND ADDRESS OF INSURANCE COMPANY / NOM ET ADRESSE DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

NAME AND ADDRESS OF INSURED / NOM ET ADRESSE DE L'ASSURÉ

S.Boudrias Horticole Inc.
29, rue Saulnier
Laval, QC H7M 1S7

INSURED VEHICLE - YEAR, MAKE, SERIAL NO. / VÉHICULE ASSURÉ - ANNÉE, MARQUE, SÉRIE

Tous les véh. appartenant à et/ou loués à l'assuré

EFFECTIVE DATE / DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR (YY/MM/DD)	DATE OF EXPIRY / DATE D'EXPIRATION (YY/MM/DD)
17/10/30	18/10/30

POLICY NUMBER / POLICE NUMÉRO	AGENT or BROKER / AGENT OU COURTIER
674-5171	HUB International Québec Ltée

MOTOR VEHICLE LIABILITY INSURANCE CARD
CERTIFICAT D'ASSURANCE – AUTOMOBILE RESPONSABILITÉ

CANADA INTER-PROVINCE

APPLICABLE WITHIN CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA
EN VIGUEUR AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

This certificate is subject to the terms and conditions of the insurer's standard automobile policy.

This certifies that the party named herein is insured against liability for bodily injury and property damage by reason of the operation of the motor vehicle described herein, in an amount not less than the statutory minimum requirements in any area of Canada.

WARNING – Any person who issues or produces a card to show that there is in force a policy of insurance as indicated herein that is in fact not in force is liable to a heavy fine and/or imprisonment and his licence may be suspended.

This card should be carried in the insured vehicle for production as proof of insurance when demanded by police.

Le présent certificat est assujetti aux dispositions et conditions de la police d'assurance automobile de l'Assureur.

Ce certificat atteste que la personne susnommée est assurée contre la responsabilité pour blessures et dommages aux biens découlant de l'usage du véhicule ci-décrit, conformément aux limites minimales exigées par les lois d'assurance en vigueur partout au Canada.

AVERTISSEMENT – Quiconque émet ou présente un tel certificat comme preuve d'une police d'assurance-responsabilité qui effectivement n'est pas en vigueur, est coupable d'une infraction passible d'une forte amende et/ou d'emprisonnement et suspension de son permis.

Ce certificat doit être laissé dans le véhicule assuré afin d'être présenté comme preuve d'assurance lorsque la police l'exige.

68006 L (01/00)

Validation – Heat Sensitive: Press and pink background will fade to white.
Validation – thermosensible : Presser et le fond rose deviendra blanc.

181

ociété de l'assurance
utomobile
Québec

Certificat d'immatriculation
(Postal)

S. BOUDRIAS INC.
29 RUE SAULNIER
LAVAL QC H7M 1S7

N'OUBLIEZ PAS DE :

- SIGNER
- DÉTACHER
- CONSERVER VOTRE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

ociété de l'assurance
utomobile
Québec

N° DE PLAQUE: FJR2492-2

N° DE DOSSIER: 41807959

N° DE CTQ:

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 41807959

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2017 01 30

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRJ12BPN4

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: S. BOUDRIAS INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: S. BOUDRIAS INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
DEERE	624K	2014		15554	

CATÉGORIE D'USAGE: VO - SQ - SP - AUTRE F - D2

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1DW624KZKED657847

N° D'UNITÉ: 810

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-02)

Société de l'assurance automobile du Québec

6005 01 (2016-02)

Commission des transports Québec

Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds

Renseignements à jour en date du 2017-11-29 14:22

Nom : S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.

Adresse d'affaires : 29, rue Saulnier
Laval (Québec) H7M 1S7

NIR : R-502249-7
Le NIR correspond au numéro de Code canadien de la sécurité

Titre : Propriétaire et exploitant de véhicules lourds

Catégorie de transport : Marchandises

Date d'inscription au registre : 1999-04-01 00:00

Date prochaine mise à jour: 2018-07-16

Cote de sécurité : Satisfaisant - Non audité

Droit de mettre en circulation (Propriétaire) : Oui

Droit d'exploiter (Exploitant) : Oui

Vous pouvez en tout temps consulter le Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds au www.ctq.gouv.qc.ca ou nous contacter au 514 873-6424 pour la région de Montréal et au 1888 461-2433 pour ailleurs.

Québec

© Gouvernement du Québec

Direction générale adjointe
Service de l'approvisionnement

Montréal

Tableau de vérification

Numéro de l'appel d'offres : 17-16591
Titre : Location 5 tracteurs chargeurs avec opérateurs (Ville-Marie)
Date d'ouverture des soumissions : 6 décembre
Validité soumission 120 jours

Requis (1 iere étape):	**9055 0344 QC Inc.**	**S. BOUDRIAS HORTICOLE INC**	**Environnement Routier NRJ**	**Les entreprises Canbec Construction Inc.**
Signature page sommaire	OK	OK		
Garantie de soumission - 3,000$ par appareil	2 X 3000	Oui caution		
Liste addenda (1)	Oui	Oui		
Photocopie du certificat d'immatriculation/copie contrat de location	Oui	Oui		
Devis technique complété	Oui	Oui		
Fiche détaillé des caractéristiques de l'appareil	Non, valider avec requérant	Non, valider avec requérant		
Avenant responsabilité civil dans les 10 jours de l'octroi	Oui	Oui		
NEQ	1147143672	1141807959	11462611939	1142106435
No fournisseur	114145	127138		
Liste des firmes à rendement insatisfaisant	OK	OK		
RENA	OK	OK		
Liste des firmes écartées (politique gestion contractuelle)	OK	OK		
Liste personnes ayant contrevenu a la LPNC	OK	OK		
Note		**Affirme disposer d'un autre appareil**	**Désistement**: Pas l'équipement	**Désistement:** Pas de raison pour le moment

Remarques :

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Hubert Lachance **Date : 7 décembre 2017**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Tableau d'analyse des prix

No de l'appel d'offres
17-16591

Agent d'approvisionnement
Hubert Lachance

Conformité Oui

									Données	
Num. d'Item	Description d'item	Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Prix unitaire	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Banque 400 heures	1	Banque 400	S. BOUDRIAS HORTICOLE INC	139,95 $	400	Heures	1	55 980,00 $	64 363,01 $
2	Banque 400 heures	2	Banque 400	9055 0344 QC Inc.	125,00 $	400	Heures	1	50 000,00 $	57 487,50 $
3	Banque 400 heures	3	Banque 400	9055 0344 QC Inc.	125,00 $	400	Heures	1	50 000,00 $	57 487,50 $

Liste des commandes

Numéro : 17-16591
Numéro de référence : 1116549
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52 - Location de cinq (5) trateurs chargeur avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0 NEQ : 1147143672	Monsieur Gilles Lemaire Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1364171)** 2017-11-21 15 h 14 **Transmission :** 2017-11-21 15 h 14	2548474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-22 13 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2699	**Commande : (1363853)** 2017-11-21 6 h 09 **Transmission :** 2017-11-21 6 h 09	2548474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-22 13 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0536	**Commande : (1368967)** 2017-12-06 6 h 25 **Transmission :** 2017-12-06 6 h 25	2548474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-12-06 6 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
S BOUDRIAS INC 29 rue saulnier Laval, QC, H7M 1S7 NEQ : 1141807959	Monsieur STEPHANE BOUDRIAS Téléphone : 450 663-4245 Télécopieur : 450 663-4825	**Commande : (1365612)** 2017-11-24 17 h 24 **Transmission :** 2017-11-24 17 h 24	2548474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-24 17 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

N° de dossier : 1175382006

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite pour : ☑ RENA

☑ PGC

☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	9055-0344 Québec Inc	114145
2.	s,Boudrias Horticole	127138

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 417,25 $	156 920,76 $					**179 338,01 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16591 — No intervention : 1175382006

Titre de l'appel d'offres : A52 – Location de cinq (5) tracteurs chargeurs avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 11 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 6 - 12 - 2017

Ouverture faite le : 6 - 12 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 22 - 11 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 4 - 2018

Date d'échéance révisée : 5 - 4 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9055 0344 QC Inc.	57487,5	√	1
9055 0344 QC Inc.	57487,5	√	2
S. BOUDRIAS HORTICOLE INC	64363,01	√	3
			4
			5

Information additionnelle

Désistements: L'une des compagnies n'avait pas l'équipement requis. L'autre compagnie n'a pas encore fourni de raisons. Il reste deux lots à combler.

Préparé par : Hubert Lachance — Le 7 - 12 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 17-16591
Numéro de référence : 1116649
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52 - Location de cinq (5) tracteurs chargeur avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
○	9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0 NEQ : 1147143672	Monsieur Gilles Lemaire Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1364171)** 2017-11-21 15 h 14 **Transmission :** 2017-11-21 15 h 14	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-22 13 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1363853)** 2017-11-21 8 h 09 **Transmission :** 2017-11-21 8 h 09	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-22 13 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1368967)** 2017-12-06 6 h 25 **Transmission :** 2017-12-06 6 h 25	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-12-06 6 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◉	S BOUDRIAS INC 29 rue saulnier Laval, QC, H7M 1S7 NEQ : 1141807959	Monsieur STEPHANE BOUDRIAS Téléphone : 450 663-4245 Télécopieur : 450 663-4825	**Commande : (1365612)** 2017-11-24 17 h 24 **Transmission :** 2017-11-24 17 h 24	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-24 17 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Validation des informations du fournisseur

Type d'organisation *
Fournisseur, entrepreneur ou prestataire de service

Faire une sélection

NEQ
1141807959

© 2003-2017 Tous droits réservés

Ville-Marie
Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'autoriser une dépense maximale de 179 338.01 $ pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16591 -2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit un prix unitaire de 125 $/h, pour 2 tracteurs/chargeurs, pour un prix total de 114 975$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'accorder, à cette fin, un contrat à S. Boudrias Horticole inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit un prix unitaire de 139.95 $/h, pour 1 tracteur/chargeur pour un prix total de 64 363.01$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 179 338,01 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 417,25 $	156 920,76 $					**179 338,01 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 163 759,51 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		20 469,94 $	143 289,57 $					**163 759,51 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 104 987,50 $ **9055-0344 Québec inc. : 13 123,44 $ pour 2017 et 91 864,06 $ pour 2018**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 58 772,01 $ **S. Boudrias Horticole inc. : 7 346,50 $ pour 2017 et 51 425,51 $ pour 2018**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM75382006.
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Agent de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2017-12-07**

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique

SP17 0686

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 6 décembre 2017 à 10 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Service du greffe
Mme Béatrice Dulcé, agente de bureau principale – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 17-16591

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 - Location de cinq (5) tracteurs chargeur avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois » sont ouvertes par l'agente de bureau principale du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
9055-0344 QUÉBEC INC. 774, route 133 Henryville (Québec) J0J 1E0	**Article 1** 57 487,50 $ **Article 2** 57 487,50 $ (2 traites bancaires de 3 000 $)
S. BOUDRIAS HORTICOLE INC. 29, rue Saulnier Laval (Québec) H7M 1S7	**Article 1** 64 363,00 $ (Cautionnement de 3 000 $)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 20 novembre 2017 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/gb

Vér. 1
S.A.

Valérie Morin
Technicienne juridique – Service du greffe

Béatrice Dulcé
Agente de bureau principale – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 17-16591
Numéro de référence : 1116649
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52 - Location de cinq (5) tracteurs chargeur avec opérateurs pour le déneigement dans l'arrondissement de Ville-Marie, 4 mois

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
○	9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0 NEQ : 1147143672	Monsieur Gilles Lemaire Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1364171)** 2017-11-21 15 h 14 **Transmission :** 2017-11-21 15 h 14	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-22 13 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1363853)** 2017-11-21 8 h 09 **Transmission :** 2017-11-21 8 h 09	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-22 13 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1368967)** 2017-12-06 6 h 25 **Transmission :** 2017-12-06 6 h 25	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-12-06 6 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◉	S BOUDRIAS INC 29 rue saulnier Laval, QC, H7M 1S7 NEQ : 1141807959	Monsieur STEPHANE BOUDRIAS Téléphone : 450 663-4245 Télécopieur : 450 663-4825	**Commande : (1365612)** 2017-11-24 17 h 24 **Transmission :** 2017-11-24 17 h 24	2848474 - 17-16591 - Addenda No1 2017-11-24 17 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Validation des informations du fournisseur

Type d'organisation *
Fournisseur, entrepreneur ou prestataire de service

Faire une sélection

NEQ
1141807959

© 2003-2017 Tous droits réservés

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382006

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite pour : ☑ RENA
☑ PGC
☐ LFRI
☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	S. Boudrias Horticole inc.	127138
2.	9055-0344 Québec inc. (D. Choquette)	114145

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant				53 801,40 $				**53 801,40 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

"Autoriser une dépense additionnelle de 53 801.40$, taxes incluses, pour pour la location de 3 tracteurs/chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats adjugés à S. Boudrias Horticole inc. et à 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) en vertu de la résolution CA17 240666, adoptée à la séance du mardi 12 décembre 2017, majorant ainsi la dépense maximale de 179 338.01 $ à 233 139.41 $, taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 53 801,40 $

	Années antérieures	2018
Montant	179 338,01 $	53 801,40 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 49 127,85 $

	Années antérieures	2018
Montant	163 759,51 $	49 127,85 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montants : 31 496,25 $ pour 9055-0344 Québec inc.
17 631,60 $ pour S. Boudrias Horticole inc.

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits sont réservés par l'engagement de gestion n° VM75382006.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-01-31**

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382006

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	S. Boudrias Horticole	127138
2.	9055-0344 Québec Inc. (D. Choquette)	114145

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		67 649,49 $						**67 649,49 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	décembre	2017		15	avril	2018

Formulaire complété par : Marie-Laine Forcier

Prénom, nom

Date et heure système : 02 mars 2018 10:08:18

Ville-Marie Montréal

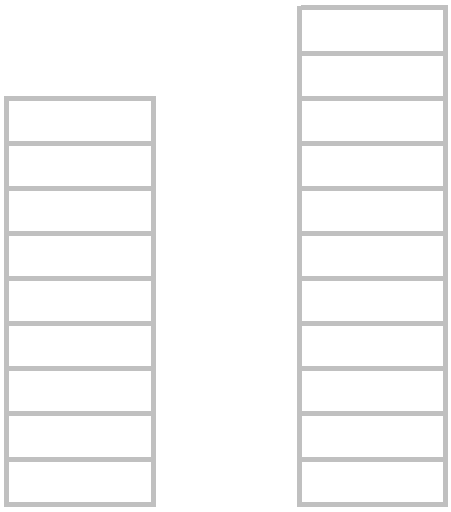
Opération de déneigement
BC: _1184804__

Suivi relevé des heures Boudrias AO17-16591

Février 2018 1 appareil

	Date	Immatriculatior	Chauffeurs	Secteur	Heures	Taux/horaire	Total	N°relevé	C/M	N°Facture
D	03-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	5,50	139,95 $	769,73 $	10395	PC	215957
D	04-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	11,25	139,95 $	1 574,44 $	013337	SS-A	215958
6	05-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	11,50	139,95 $	1 609,43 $	013213	HF	215965
6	06-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	11,50	139,95 $	1 609,43 $	013217	HF	215991
6	07-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	11,50	139,95 $	1 609,43 $	013221	HF	
6	07-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	11,25	139,95 $	1 574,44 $	013342	SS-A	
6	08-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	10,25	139,95 $	1 434,49 $	013338	SS-A	215966
6	08-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	11,25	139,95 $	1 574,44 $	013347	SS-A	
6	08-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	6,50	139,95 $	909,68 $	013191	OG	
D	10-02-2018	FJR2492	Gerard Leblanc	202	8,00	139,95 $	1 119,60 $	013057	BS	
7	11-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	11,50	139,95 $	1 609,43 $	013058	BS	
7	12-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	11,50	139,95 $	1 609,43 $	013062	BS	
7	12-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	11,25	139,95 $	1 574,44 $	013251	SS-A	
7	13-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	11,25	139,95 $	1 574,44 $	013255	SS-A	
7	13-02-2018	FJR2492	Martin Sirois	202	9,25	139,95 $	1 294,54 $	013066	BS	
sta	25-02-2018	FJR2492	A Nadeau	202	3,00	139,95 $	419,85 $	013260	SS-A	
				202		139,95 $	0,00 $			
				Total heures	**156,25**		21 867,19 $			

Total à payer : **21 867,19 $**



Ville-Marie Montréal

Opération de déneigement
BC: _1184804__

Suivi relevé des heures CHOQUETTE AO17-16591 Février 2018 2 appareils

		Date	Immatriculation	Chauffeurs	Secteur	Heures	Taux/horaire	Total	N°relevé	C/M
D		03-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	6,00	125,00 $	750,00 $	013168	OG
D		03-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	6,00	125,00 $	750,00 $	013167	OG
D		04-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011386	SH
D		04-02-2018	FLL3969	Leo Choquette	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011385	SH
	6	05-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013169	OG
	6	05-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013174	OG
	6	06-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013175	OG
	6	06-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013176	OG
	6	06-02-2018	FLL3969	Leo Choquette	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011389	SH
	6	06-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011393	SH
	6	07-02-2018	FLL3969	Leo Choquette	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011388	SH
	6	07-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011392	SH
	6	07-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013183	OG
	6	07-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013184	OG
	6	08-02-2018	FLL3969	Leo Choquette	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011387	SH
	6	08-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011391	SH
	6	08-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013186	OG
	6	08-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013187	OG
D		10-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	014671	CD
D		10-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	014672	CD
	7	11-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013193	OG
	7	11-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013195	OG
	7	12-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013194	OG
	7	12-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013192	OG
	7	12-02-2018	FLL3969	Leo Choquette	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013351	YRP
	7	12-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	11,25	125,00 $	1 406,25 $	013355	YRP
	7	13-02-2018	FKG9081	Patrick Léger	201	11,50	125,00 $	1 437,50 $	013200	OG
	7	13-02-2018	FLL3969	Jimmy Boutin	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	013551	OG
	7	13-02-2018	FLL3969	Leo Choquette	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011395	SH
	7	13-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	12,00	125,00 $	1 500,00 $	011397	SH
standl		25-02-2018	FFL3969	Leo Choquette	201	4,00	125,00 $	500,00 $	011402	YRP
standl		25-02-2018	FKG9081	Stéphane Laporte	201	4,00	125,00 $	500,00 $	011401	YRP
					201		125,00 $	0,00 $		

			201		125,00 $	0,00 $		
						0,00 $		
		Total heures	**351,75**			43 968,75 $		

Total à payer : **43 968,75 $**

ier

N°Facture



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.12

2018/03/13 19:00

(1)

Dossier # : 1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnel de 14 279,90 $ pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr., majorant ainsi la dépense de 95 199,30 $ à 109 479,20 $

D'autoriser une dépense additionnelle de 14 279.90 $, taxes incluses, pour la location de deux (2) remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2016-2017 et 2017-2018, dans le cadre du contrat adjugé à MJ Contach enr. en vertu de la résolution CA17 240013, adoptée à la séance du 14 février 2017, majorant ainsi le montant total dudit contrat de 95 199.30 $ à 109 479.20 $, taxes incluses;
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-01 13:37

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 février 2017	Résolution: CA17 240013

Accorder un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernal 2016-2017 et 2017-2018 (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à M.J. Contach enr., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 95 199,30 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1167203012

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 février 2017

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240022

Autoriser une dépense additionnel de 14 279,90 $ pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr., majorant ainsi la dépense de 95 199,30 $ à 109 479,20 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240013 adoptée à sa séance du 14 février 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016 2017 et 2017-2018;

Attendu que les heures estimées aux contrats de déneigement s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense additionnelle de 14 279,90 $, taxes incluses, pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons 2016-2017 et 2017-2018, dans le cadre du contrat accordé à M.J. Contach enr., en majorant la dépense maximale de 95 199,30 $ à 109 479,20 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1167203012

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnel de 14 279,90 $ pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr., majorant ainsi la dépense de 95 199,30 $ à 109 479,20 $

CONTENU

CONTEXTE

Le 12 décembre 2016, l'arrondissement de Ville-Marie procédait au lancement d'un appel d'offres pour les services de deux (2) remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018. À ce moment, les heures estimées par appareils étaient évaluées à 300 heures.
De plus, l'hiver extraordinaire que nous rencontrons (deux chargements en 14 jours) ainsi que les cocktails météo nous forcent à utiliser davantage les appareils en soutiens à nos équipes.

Le présent dossier demande l'autorisation pour une dépense supplémentaire au montant de 14 279.90 $, toutes taxes incluses, auprès de MJ Contach enr. ,majorant ainsi la dépense maximale de 95 199.30 $ à 109 479.20 $, toutes taxes incluses.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hubert LACHANCE)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
prepose(e) au controle des dossiers

514 872-9497
Tél :
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense additionnelle de 29 261 09 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de MJ Contach enr.

CONTENU

CONTEXTE

De ratifier une dépense additionnelle de 29 261.09 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de MJ Contach enr. et de bonifier le bon de commande 1169263.
Plusieurs facteurs expliquent la dépense pour ce contrat. En ce sens, les données météorologiques pour la présente saison sont éloquentes:

Précipitations à ce jour:
197,6 cm de neige (+42% par rapport à la moyenne)

Proportion de neige chargée:
Taux de ramassage de 90 % au lieu de 50-60% en moyenne par hiver (température froide, fréquence des chargements, type de précipitations)

Volumes ramassées:
17.5 millions de m3 (hiver moyen = 12 millions m3)

Quantités théoriques de neige à éliminer d'ici la fin d'année:
2.5 à 3.5 millions m3 de neige (Hypothèse d'un taux de fonte normale)

Ce montant est nécessaire pour payer l'entrepreneur pour les services effectués au cours du 5e, 6e et 7e chargement de neige (125.5 heures en janvier et 243.34 heures en février 2018).

Advenant un nouveau chargement , un nouveau sommaire addenda sera présenté au CA d'avril pour le paiement des factures en attente.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
prepose(e) au controle des dossiers

514 872-9497
Tél :
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ pour les services deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement de la saison hivernal 2016-2017 ainsi que 2017-2018 (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à M.J. Contach enr , plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 95 199,30 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-01-13 16:01

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167203012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie utilisent des remorqueuses en support aux équipes de chargement de neiges durant les opérations de déneigement.
Elles sont utilisées lors des opérations de chargement de neige pour déplacer les véhicules qui respectent pas les interdictions de stationnement.
La Division de la voirie utilise des remorqueuses lors des opérations de chargement de neige, mais ne possède pas ce genre de véhicule. L'impartition de cette activité est une nécessité économique étant donné que cette activité requiert des pièces d'équipement qui ne servent que lors des chargements de neige.

La Division de la voirie ne peut plus louer d'équipement par billets d'outillage parce que le montant des locations dépasse le 25 000 $ permis; c'est pourquoi elle a procédé au lancement d'un appel d'offres public 16-15650 pour deux saisons hivernales (2016-2017 ainsi que 2017-2018)

La supervision de ces appareils sera faite par nos contremaîtres.

Faits à noter

Une enquête approfondie du Bureau de l'inspecteur général (BIG) a révèle que trois (3) entrepreneurs se sont livrés à des stratagèmes de nature dolosive au cours de plusieurs processus d'appel d'offres visant l'adjudication de contrats de location de remorqueuses avec opérateurs accessoires aux activités de déneigement dans divers arrondissements.

L'inspecteur général a recommandé que les trois (3) entrepreneurs soient écartés de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années, à compter de la date de la présente décision. (Voir pièce jointe - Décision de résiliation BIG).

C'est dans ce contexte qu'un appel d'offres public a dû être préparé en septembre 2016.

Le 12 octobre 2016, le Service de l'approvisionnement a donc lancé un appel d'offres public regroupé (16-15650) afin d'obtenir les services d'entrepreneurs pour pallier à un besoin

total de 42 remorqueuses dans neuf (9) arrondissements. L'Arrondissement Ville-Marie a opté pour un contrat d'une durée de deux (2) ans (2016-2017 , 2017-2018) Aucune prolongation n'est prévue. Par l'addenda no 1, celle-ci, garantie un minimum de 200 heures par appareil . Ce nombre d'heures est le reflet de l'historique des saisons précédentes.

L'ouverture des soumissions a eu lieu le 31 octobre 2016.
Au total, 4 entreprises ont déposé une soumission pour l'arrondissement du Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Voir appel d'offre **16-15650 - VM**
addenda **16-15650** no 1 du 20 octobre 2016

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces montants sont des estimations, car les heures peuvent être inférieurs ou supérieurs tout dépendant des précipitations annuelles de neige, ce qui aurait une incidence sur le nombre d'opérations de chargement de la neige.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enlèvement de la neige contribue à augmenter la sécurité des citoyens sur les voies publiques et de façon générale, à augmenter leur qualité de vie. Le fait de ne pas disposer de remorqueuses rendrait impossible le chargement, ralentirait considérablement les opérations et impliquerait le contournement des véhicules stationnés illégalement, ce qui aurait un impact sur la qualité du travail et le service offert aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Youness FAOUZI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-06

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-01-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnel de 14 279,90 $ pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr., majorant ainsi la dépense de 95 199,30 $ à 109 479,20 $

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Validation des conditions de l'appel d'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hubert LACHANCE
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514-872-7446

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens

Tél : 514-872-5241
Division : Acquisition De Biens Et Services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnel de 14 279,90 $ pour la location de 2 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018, dans le cadre des contrats accordés à M.J. Contach enr., majorant ainsi la dépense de 95 199,30 $ à 109 479,20 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1167203012_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-31

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15650 TCP - VM - GDD 1167203012.pdf
16-15650 TCP - VM.pdf
16-15650 Det Cah Final.pdf
16-15650 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Youness FAOUZI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-868-5852

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-06

Denis LECLERC
C/S approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1167203012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1167203012.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-10

Dominique MARTHET
Chef de Division
Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Émission :	Fermeture :	À :
12 octobre 2016	31 octobre 2016	14 h

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DES SAISONS HIVERNALES 2016-2017 ET 2017-2018 POUR DIVERS ARRONDISSEMENTS

Cette soumission devra être reçue au

avant 14 h le 31 octobre 2016. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du .

Une garantie de soumission égale à un montant de deux mille (2 000) dollars par , doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Services de remorquage pour les opérations de déneigement, selon les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les formulaires de soumission, les renseignements complémentaires, ainsi que le devis technique.

Groupes	Montant total hors taxe	TPS 5%	TVQ 9,975%	Montant total
Groupe A	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe B	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe C	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe D	---------- $	---------- $	~~8259,30~~ $	~~95133,38~~ $ YF
Groupe E	82800,00 $	4140,00 $	8272,26 $	95212,26 $
Groupe F	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe G	---------- $	---------- $	~~2973,35~~ $	~~34271,75~~ $ YF
Groupe H	29808,00 $	1490,40 $	3177,01 $	34420,41 $
Groupe I	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 5001034868 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés MJ CONTACH ENR

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5920 INDUSTRIEL MTL-NORD QUE H1G-3S2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : (514) 325-2160		
MASSARELLI FRANCESCO PROPRIETAIRE	Télécopieur : (514) 325-8895		
	Courriel : MJCONTACH.FRANK@OUTLOOK.COM		
Signature:	Jour 11	Mois 10	Année 2016

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | **CAD**

49595013

(11881) 5498, Boul. Henri-Bourassa
MONTRÉAL NORD — P.Q. H1G 2T2
SUCCURSALE / BRANCH

M J CONTACH ENRG
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

DATE 2016 10 28 (A/Y M/M J/D)

$2,000.00

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

DEVISE/CURRENCY: CAD

la somme de / the sum of: *DEUX MILLE**********.00

APPEL D'OFFRES |# 16-15650

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈4959501 3⑈ ⑆00586 1⑉006⑆ 00⑉005⑉29⑈

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | **CAD**

49595022

(11881) 5498, Boul. Henri-Bourassa
MONTRÉAL NORD — P.Q. H1G 2T2
SUCCURSALE / BRANCH

MJ CONTACH ENRG
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

DATE 2016 10 28 (A/Y M/M J/D)

$2,000.00

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

DEVISE/CURRENCY: CAD

la somme de / the sum of: *DEUX MILLE**********.00

APPEL D'OFFRES # 1615650

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈4959502 2⑈ ⑆00586 1⑉006⑆ 00⑉005⑉29⑈

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | **CAD**

49595031

(11881) 5498, Boul. Henri-Bourassa
MONTRÉAL NORD — P.Q. H1G 2T2
SUCCURSALE / BRANCH

MJ CONTACH ENRG
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

DATE 2016 10 28 (A/Y M/M J/D)

$2,000.00

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

DEVISE/CURRENCY: CAD

la somme de / the sum of: *DEUX MILLE**********.00

ADDEL D'OFFRES #1615650

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈4959503 1⑈ ⑆00586 1⑉006⑆ 00⑉005⑉29⑈

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Émission :	Fermeture :	À :
12 octobre 2016	31 octobre 2016	14 h

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DES SAISONS HIVERNALES 2016-2017 ET 2017-2018 POUR DIVERS ARRONDISSEMENTS

Cette soumission devra être reçue au

avant 14 h **le 31 octobre 2016.** Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du

Une garantie de soumission égale à un montant de deux mille (2 000) dollars par , doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Services de remorquage pour les opérations de déneigement, selon les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les formulaires de soumission, les renseignements complémentaires, ainsi que le devis technique.

Groupes	Montant total hors taxe	TPS 5%	TVQ 9,975%	Montant total
Groupe A	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe B	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe C	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe D	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe E	82800.00 $	4140.00 $	8672.26 $	95612.26 $
Groupe F	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe G	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $
Groupe H	29808.00 $	1490.40 $	3122.01 $	34420.41 $
Groupe I	---------- $	---------- $	---------- $	---------- $

31 OCT. 2016

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 5001034868 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés MJ CONTACH ENR

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

3920 INDUSTRIEL MTL-NORD QUE H1G-3S2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : MASSARELLI FRANCESCO PROPRIETAIRE	Téléphone : (514) 325-2160		
	Télécopieur : (514) 325-8895		
	Courriel : MJCONTACH.FRANK@OUTLOOK.COM		
Signature:	Jour 11	Mois 10	Année 2016

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_148_BS_R2_201107_public_R120160727

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DES SAISONS HIVERNALES 2016-2017 ET 2017-2018 POUR DIVERS ARRONDISSEMENTS.

GROUPE E – Arrondissement de Ville-Marie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison	Montant total pour deux (2) saisons
Article 17	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : FORD Modèle : F-350 Année : 2014 N° série : ∩∩∩∩∩∩∩∩∩∩.	300 h	69.00 $/h	20700.00 $	41400.00 $
Article 18	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : FORD Modèle : F-550 Année : 2015 N° série : ∩∩∩∩∩∩∩∩∩∩.	300 h	69.00 $/h	20700.00 $	41400.00 $
Article 19	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : Modèle : Année : N° série : ∩∩∩∩∩∩∩∩∩∩.	300 h	_____ $/h	_____ $	_____ $
Article 20	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : Modèle : Année : N° série : ∩∩∩∩∩∩∩∩∩∩.	300 h	_____ $/h	_____ $	_____ $
Article 21	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : Modèle : Année : N° série : ∩∩∩∩∩∩∩∩∩∩.	300 h	_____ $/h	_____ $	_____ $
Article 22	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : Modèle : Année : N° série : ∩∩∩∩∩∩∩∩∩∩.	300 h	_____ $/h	_____ $	_____ $
				Montant à reporter à la page sommaire	82800.00 $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DES SAISONS HIVERNALES 2016-2017 ET 2017-2018 POUR DIVERS ARRONDISSEMENTS

GROUPE H – Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 35	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : FORD Modèle : F350 Année : 2007 N° série : 1FTWX33597EA78322	432 h	69.00$/h	29808.00$
Article 36	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : Modèle : Année : N° série :	432 h	_____$/h	_____$
Article 37	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : Modèle : Année : N° série :	432 h	_____$/h	_____$
	Montant total à reporter à la page sommaire			29808.00$

6. Représentant de l'adjudicataire :

L'adjudicataire doit désigner au Directeur, par écrit, deux (2) représentants, qui peuvent être rejoint par téléphone 24 heures sur 24 et ce 7 jours sur 7.

Première personne désignée comme « Responsable principal » :

Nom : FRANCESCO MASSARELLI
Téléphone : (514) 325-2160
Cellulaire : (514) 945-5244
Fonction : (514) 325-8895
Courriel : MSCONTACHFRANK@OUTLOOK.COM

Deuxième personne désignée « Représentant substitut » :

Nom : MICHEL ANGELO MASSARELLI
Téléphone : (514) 325-2160
Cellulaire : (514) 974-2160
Fonction : (514) 325-8895
Courriel : ———

7. Nombre de remorqueuses disponibles pour lesquelles une garantie de soumissions a été fourni avec la soumission (Voir la Clause 8 et 9 des « Clauses administratives particulières ») : 3

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

1. Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres : 30 JOURS

N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :

Addenda n° 1 : _____ Addenda n° 3 : _____

Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : 1153 77 913

Numéro d'enregistrement TVQ : 101 82 12 109

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 114381

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* :

5. Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

Le soumissionnaire doit indiquer son numéro d'enregistrement à la CNESST.

Numéro d'enregistrement à la CNESST : 39456

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

ASSUREUR : ONTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

ADRESSE POSTALE : 2450 GIRARD OUEST, ST-HYACINTHE, QC J2S 3B3

ASSURÉ : MJ CONTACH

ADRESSE POSTALE : 5920 boul. INDUSTRIEL, Montréal-Nord H1G 3J2

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Services de remorquage pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 pour divers Arrondissements
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100	365-6647	24/10/2017	Tous dommages confondus 2,000,000 $ par sinistre 2,000,000 $ par période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	365-6647	24/10/2017	1,000,000 $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

24/10/2016

LES ASSURANCES STARNINO INC.
4735, JARRY EST, BUREAU 201
ST-LÉONARD (QUÉBEC) H1R 1X7
TEL.: (514) 325-7000

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 16-15850 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le 20 octobre 2016 à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date 24 octobre 2016
(Signature de l'assureur)

LES ASSURANCES STARNINO INC.
4735, JARRY EST, BUREAU 201
ST-LÉONARD (QUÉBEC) H1R 1X7
TEL.: (514) 325-7000
FAX: (514) 325-8980

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FKY2476-1

N° DE DOSSIER: 64144934

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: LOCATION CLAIREVIEW, S.E.N.C.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
FORD	F350	2014	6,2 L	4380	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1FD8X3H6XEEB37719

N° D'UNITÉ:

N° DE DOSSIER: 48485338

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2016	01	29	2017	03	31	SQDK33YD9

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: M.J. CONTACH ENR.

CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - DEPAN F-D9

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FHD9001-5

N° DE DOSSIER: 64144934

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: LOCATION CLAIREVIEW, S.E.N.C.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
FORD	DRW	2007	5,4 L	3800	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1FTWX33597EA78322

N° D'UNITÉ:

N° DE DOSSIER: 48485338

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2016	01	29	2017	03	31	SQDK34Y69

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: M.J. CONTACH ENR.

CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - DEPAN F-D9

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FKD5890-8

N° DE DOSSIER: 64144934

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: LOCATION CLAIREVIEW, S.E.N.C.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
FORF	F550	2015	6,8 L	5050	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1FDOX5HY4FEB40823

N° D'UNITÉ:

N° DE DOSSIER: 48485338

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2016	01	29	2017	03	31	SQDK3BYC9

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: M.J. CONTACH ENR.

CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - DEPAN F-D9

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

bureau taximontréal

4949, rue Molson
Montréal (Québec)
H1Y 3H6

Sommaire: 579540
Date: 2014/12/11 11:27

Tél. 514-280-6600
Téléc. 514-280-6596

Confirmation de service reçu

M.J.CONTACH ENR.
5920, BOUL INDUSTRIEL
MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1G 3J2

			Fin	TPS	TVQ	
1251711	EMISSION D'UN PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FD0X5HY4FEB40823* *Véhicule: FORD F550 2015*	16673	2015/05/31	0.00$	0.00$	195.00$
1251708	CHANGEMENT D'IMMATRICULATION *Plaque: FKD5890*	16673		0.00$	0.00$	0.00$
1251707	SAISIE DU NUMÉRO MTQ			0.00$	0.00$	0.00$
1251705	CERTIFICAT MÉCANIQUE (#327332014)	16673	2015/12/31	0.00$	0.00$	0.00$
1251704	CHANGEMENT DE VÉHICULE *CTQ: N/A* *NIV: 1FD0X5HY4FEB40823* *Véhicule: FORD F550 2015*	16673		0.00$	0.00$	25.00$

#TPS Exonéré

#TVQ: Exonéré

Totaux:	***0.00$***	***0.00$***	***220.00$***

CHÈQUE

Montant reçu: *220.00$*
Remise: ***0.00$***

Signature 1126
Date d'impression 2014/12/11 11:27

bureau taxi montréal

3949 rue Molson
Montréal (Québec)
H1Y 3H6

Sommaire: 601569
Date: 2015/05/27 14:47

Tél. 514-280-6600
Téléc. 514-280-6596

Confirmation de service reçu

M.J.CONTACH ENR.
5920, BOUL INDUSTRIEL
MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1G 3J2

			Fin	TPS	TVQ	
1296554	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FTWX33F72EC54477* *Véhicule: FORD DRW 2002*	16178	2016/05/31	0.00$	0.00$	200.00$
1296553	CERTIFICAT MÉCANIQUE (#7805031)	16178	2015/12/31	0.00$	0.00$	0.00$
1296552	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FD0X5HY4FEB40823* *Véhicule: FORD F550 2015*	16673	2016/05/31	0.00$	0.00$	200.00$
1296551	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: J8DE5B14917900682* *Véhicule: GMC 5500 2001*	16392	2016/05/31	0.00$	0.00$	200.00$
1296549	CERTIFICAT MÉCANIQUE (#327427774)	16392	2015/12/31	0.00$	0.00$	0.00$
1296546	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: B* *CTQ: N/A* *NIV: 1FTWX33597EA78322* *Véhicule: FORD DRW 2007*	16367	2016/05/31	0.00$	0.00$	200.00$
1296543	CERTIFICAT MÉCANIQUE (#327427951)	16367	2015/12/31	0.00$	0.00$	0.00$
1296539	RENOUVELLEMENT PERMIS EXPLOITATION	R5464616	2016/05/31	0.00$	0.00$	260.00$
1296537	GRILLE TARIFAIRE			0.00$	0.00$	0.00$
1296536	INACTIVATION D'UN PERMIS TRANSPORT *Catég: B* *CTQ: N/A* *NIV: 2FDJF3712DCB10156* *Véhicule: FORD COF 1983*	15204	2014/05/31	0.00$	0.00$	0.00$

#TPS Exonéré

#TVQ: Exonéré

MTL
bureau
taximontréal

4949, rue Molson
Montréal (Québec)
H1Y 3H6

Sommaire: 623381
Date: 2015/12/16 11:19

Tél. 514-280-6600
Téléc. 514-280-6596

Confirmation de service reçu

M.J.CONTACH ENR.
5920, BOUL INDUSTRIEL
MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1G 3J2

			Fin	TPS	TVQ	
1336571	EMISSION D'UN PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FD8X3H6XEEB37719* *Véhicule: FORD F-350 2014*	16765	2016/05/31	0.00$	0.00$	200.00$
1336568	CHANGEMENT D'IMMATRICULATION *Plaque: FKY2476*	16765		0.00$	0.00$	0.00$
1336567	SAISIE DU NUMÉRO MTQ			0.00$	0.00$	0.00$
1336565	CHANGEMENT DE VÉHICULE *CTQ: N/A* *NIV: 1FD8X3H6XEEB37719* *Véhicule: FORD F-350 2014*	16765		0.00$	0.00$	26.00$

#TPS Exonéré

#TVQ: Exonéré

Totaux:	***0.00$***	***0.00$***	***226.00$***
			CHÈQUE
		Montant reçu:	***226.00$***
		Remise:	***0.00$***

Signature

Date d'impression 2015/12/16 11:19

1126

MTL
ureau
aximontréal

49, rue Molson
ontréal (Québec)
1Y 3H6

Confirmation de se

M.J.CONTACH ENR.
5920, BOUL INDUSTRIEL
MONTRÉAL–NORD (QUÉBEC) H1G 3J2

Transaction		Permis	Fin validité	TPS (incl)	TVQ (incl)	Montant
1205215	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT	16392	2015/05/31	0.00$	0.00$	195.00$
	Catég: C CTQ: N/A NIV: J8DE5B14917900682 Véhicule: GMC 5500 2001					
1205214	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT	16367	2015/05/31	0.00$	0.00$	195.00$
	Catég: B CTQ: N/A NIV: 1FTWX33597EA78322 Véhicule: FORD DRW 2007					
1205213	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT	16178	2015/05/31	0.00$	0.00$	195.00$
	Catég: C CTQ: N/A NIV: 1FTWX33F72EC54477 Véhicule: FORD DRW 2002					
1205212	RENOUVELLEMENT PERMIS EXPLOITATION	R5464616	2015/05/31	0.00$	0.00$	255.00$
1205211	GRILLE TARIFAIRE			0.00$	0.00$	0.00$

#TPS Exonéré

#TVQ: Exonéré

Totaux:	0.00$	0.00$	840.00$
			COMPTANT
Montant reçu:			840.00$
Remise:			0.00$

Signature 1124

Date d'impression: 2014/05/27 15:20

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avis de désistement à soumissionner	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Le 12 octobre 2016

Services de remorquage pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018 pour divers Arrondissements

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner par télécopieur à Monsieur Youness Faouzi, Agent d'approvisionnement II au 514 872-9693, le plus tôt possible.

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi Les délais de la soumission sont insuffisants. La période de soumission ne convient pas à la compagnie. Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service Produit ou service non offert. Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte. Les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement.		
Garanties Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée. Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

_____

(Nom de la firme)

_____ _____

(Signature du fournisseur) (Date)

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement d'exécution	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

N°

(suite du recto)

En cas d'inexécution du contrat, la **caution** devra, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce contrat aux frais de la **caution** et de l'**adjudicataire**.

Nulle personne, société ou corporation autre que la Ville de Montréal n'aura de droit, titre ou intérêt dans le présent cautionnement, jusqu'à ce que la Ville de Montréal ait été entièrement payée et remboursée de tous les coûts, dépenses, dommages et pertes de toutes sortes subis par elle ou pouvant être subis par elle et pour lesquels elle peut recevoir une indemnité en vertu du présent cautionnement.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin desdits travaux.

En foi de quoi, la **caution** et l'**adjudicataire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____, le _____ 20____.

L'adjudicataire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____
Fonctionnaire autorisé

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement d'exécution	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance du cahier des charges, de la soumission ainsi que de tous les documents s'y rapportant, constituant le contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL

(ci-après appelée la « **Ville** »)

et

_____
(nom de l'adjudicataire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « l'**adjudicataire** »)

pour _____
(description du contrat)

lequel contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**adjudicataire**, suite à sa soumission présentée le

_____ jour de _____ 20 ____,

s'oblige solidairement avec l'**adjudicataire** envers la **Ville**, à exécuter ledit contrat, la **caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de :

_____ dollars (_____ $).

La **caution** consent à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

(suite au verso)

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Date d'émission : _____ N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
(nom du signataire)

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

N°

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____, le _____ 20____.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° 16-15650 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

N°

_____

(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____

(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____

(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à _____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Sommaire: 646928
Date: 2016/06/29 12:36

Tél. 514-350-6400
Télec. 514-348-6896

Confirmation de service reçu

M.J.CONTACH ENR.
5920, BOUL INDUSTRIEL
MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1G 3J2

Transaction		Permis	Fin validité	TPS (incl)	TVQ (incl)	Montant
1364016	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FD8X3H6XEEB37719* *Véhicule: FORD F-350 2014*	16765	2017/05/31	0.00$	0.00$	205.00$
1364017	FRAIS DE RETARD			0.00$	0.00$	50.00$
1364015	CERTIFICAT MÉCANIQUE (#330$26013)	16765	2017/04/30	0.00$	0.00$	0.00$
1364013	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: B* *CTQ: N/A* *NIV: 1FTWX33697EA76322* *Véhicule: FORD DRW 2007*	16667	2017/05/31	0.00$	0.00$	205.00$
1364012	FRAIS DE RETARD			0.00$	0.00$	50.00$
1364011	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FD0X3HY4FEB40623* *Véhicule: FORD F350 2015*	16679	2017/05/31	0.00$	0.00$	205.00$
1364010	FRAIS DE RETARD			0.00$	0.00$	50.00$
1364008	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: JBDE5B1491790068Z* *Véhicule: GMC 5500 2001*	16392	2017/05/31	0.00$	0.00$	205.00$
1364007	FRAIS DE RETARD			0.00$	0.00$	50.00$
1364006	RENOUVELLEMENT DU PERMIS TRANSPORT *Catég: C* *CTQ: N/A* *NIV: 1FTWX33F72EC54477* *Véhicule: FORD DRW 2002*	16178	2017/05/31	0.00$	0.00$	205.00$
1364005	FRAIS DE RETARD			0.00$	0.00$	50.00$
1364004	RENOUVELLEMENT PERMIS EXPLOITATION	R5464616	2017/05/31	0.00$	0.00$	275.00$
1364003	FRAIS DE RETARD PERMIS EXPLOITATION	R5464616	2017/05/31	0.00$	0.00$	120.00$

#TPS Exonéré

Sommaire: 646928
Date: 2016/06/29 12:36

Confirmation de service reçu

M.J.CONTACH ENR.
5920, BOUL INDUSTRIEL
MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H1G 3J2

Transaction	Permis	Fin validité	TPS (incl)	TVQ (incl)	Montant
#TVQ: Exonéré					
		Totaux:	*0.00$*	*0.00$*	*1670.00$*
					CHÈQUE
				Montant reçu:	*1670.00$*
				Remise:	*0.00$*

Signature 1132
Date d'impression: 2016/11/03 11:20

N° de dossier : 1167203012

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite pour : ☑ RENA

☑ PGC

☐ LFRI

☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	M.J. Contach enr	114381

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Bon de commande ouvert : 1169263 pour début des chargements période hivernale 2016-2017

Montant	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		9 757,93 $	47 599,00 $	37 842,37 $				**95 199,30 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1167203012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ pour les services deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement de la saison hivernal 2016-2017 ainsi que 2017-2018 (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires);

  D'accorder, à cette fin, un contrat à M.J. Contach enr , plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 95 199,30 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 95 199,30 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		9 757,93 $	47 599,00 $	37 842,37 $				**95 199,30 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 86 929,65 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		8 910,29 $	43 464,23 $	34 555,13 $				**86 929,65 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 86 929,65 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	55205	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 475932
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Date: **2017-01-06**

Suivi relevé des Hrs

Ville-Marie Montréal
Travaux Publics Division Voirie
Opération de déneigement

Suivi relevé des heures MJ-Contach
2 remorqueuses BC1169263 Février 2018

Chargement	Date	Immatriculation	Chauffeurs	Secteur	Heures	Taux/horaire	Total	N°relevé	N°Facture
6	05-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013170	
6	05-02-2018	L404407	Jean Goulet	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013171	
6	06-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013177	
6	06-02-2018	L404407	Jean Goulet	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013178	
6	06-02-2018	L404407	Marco Di-Lillo	201	8,25	69,00 $	569,25 $	05941	
6	06-02-2018	FKD5890	Sebastien Lapoint	201	8,25	69,00 $	569,25 $	05942	
6	07-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013185	
6	07-02-2018	L404407	Victor Umuna	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013181	
6	07-02-2018	L404407	Marco Di-Lillo	201	12,00	69,00 $	828,00 $	05945	
6	07-02-2018	FKD5890	Sebastien Lapoint	201	12,00	69,00 $	828,00 $	05944	
6	08-02-2018	FKD5890	Sebastien Lapoint	201	11,25	69,00 $	776,25 $	05948	
6	08-02-2018	L404407	Marco Di-Lillo	201	11,25	69,00 $	776,25 $	05946	
6	08-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	8,67	69,00 $	598,23 $	013189	
6	08-02-2018	L404407	Pat Massarelli	201	8,67	69,00 $	598,23 $	013188	
7	11-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013003	
7	11-02-2018	FL4407	Jean Goulet	201	11,00	69,00 $	759,00 $	013004	
7	12-02-2018	L404407	Victor Umuna	201	9,00	69,00 $	621,00 $	013199	
7	12-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	9,00	69,00 $	621,00 $	013198	
7	12-02-2018	FKD5890	Sebastien Lapoint	201	8,25	69,00 $	569,25 $	013353	
7	12-02-2018	L404407	Marco Di-Lillo	201	8,25	69,00 $	569,25 $	013352	
7	13-02-2018	L404407	Jean Goulet	201	9,00	69,00 $	621,00 $	013554	
7	13-02-2018	FKD5890	Frank Massarelli	201	9,00	69,00 $	621,00 $	013552	
7	13-02-2018	FKD5890	Sebastien Lapoint	201	11,25	69,00 $	776,25 $	013358	
7	13-02-2018	L404407	Marco Di-Lillo	201	11,25	69,00 $	776,25 $	013357	
						69,00 $	0,00 $		
						69,00 $			
				Total heures	**243,34**		16 790,46 $		

Total à payer : **16 790,46 $**

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 septembre 2017	Résolution: CA17 240455

Accorder un contrat au prix unitaire de 129,98 $/h à Lukyluc auto inc. et un contrat de 135 $/h à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Lukyluc auto inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 129,98 $/h, pour 3 remorqueuses au prix total de 179 333,41 $ approximatif taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Remorquage Centre-Ville, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 135 $/h, pour 1 remorqueuse au prix total de 62 086,50 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1175382003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 septembre 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1175382003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ratifier une dépense additionnelle de 76 906,06 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville

CONTENU

CONTEXTE

De ratifier une dépense additionnelle de 76 906.06 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville.
Plusieurs facteurs expliquent la dépense pour ce contrat. En ce sens, les données météorologiques pour la présente saison sont éloquentes:

Précipitations à ce jour:
197,6 cm de neige (+42% par rapport à la moyenne)

Proportion de neige chargée:
Taux de ramassage de 90 % au lieu de 50-60% en moyenne par hiver (température froide, fréquence des chargements, type de précipitations)

Volumes ramassées:
17.5 millions de m3 (hiver moyen = 12 millions m3)

Quantités théoriques de neige à éliminer d'ici la fin d'année:
2.5 à 3.5 millions m3 de neige (Hypothèse d'un taux de fonte normale)

Ce montant est nécessaire pour payer les entrepreneurs pour les services effectués au cours du 5e, 6e et 7e chargement de neige.

Lukyluc auto inc 51 334.19$
Remorquage Centre-Ville. 25 571.87$

Advenant un nouveau chargement , un nouveau sommaire addenda sera présenté au CA d'avril pour le paiement des factures en attente.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
prepose(e) au controle des dossiers

Tél : 514 872-9497
Télécop. : 514 872-2006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1175382003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 129,98 $/h à Lukyluc auto inc. et un contrat de 135 $/h à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 241 419.91$ pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigements de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16202 -5 soumissionnaires);
D'accorder, à cette fin, un contrat à Lukyluc auto inc, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 129.98 $/h, pour 3 remorqueuses au prix total de 179 333.41$ approximatif taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Remorquage Centre-Ville, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de de 135$/h, pour 1 remorqueuse au prix total approximatif de 62 086.50$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2017-08-28 15:14

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175382003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 129,98 $/h à Lukyluc auto inc. et un contrat de 135 $/h à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie utilisent des remorqueuses en support aux équipes de chargement de neiges durant les opérations de déneigement.
Elles sont utilisées lors des opérations de chargement de neige pour déplacer les véhicules qui ne respectent pas les interdictions de stationnement.
La Division de la voirie utilise des remorqueuses lors des opérations de chargement de neige, mais ne possède pas ce genre de véhicule. L'impartition de cette activité est une nécessité économique étant donné que cette activité requiert des pièces d'équipement qui ne servent que lors des chargements de neige.

La Division de la voirie ne peut plus louer d'équipement par billets d'outillage parce que le montant des locations dépasse le 25 000 $ permis; c'est pourquoi nous avons demandé le support au service de l'approvisionnement pour le lancement d'un appel d'offres public (17-16202) pour une période d'un an.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240013: D'autoriser une dépense maximale de 95 199,30 $ pour les services deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement de la saison hivernal 2016-2017 ainsi que 2017-2018 (appel d'offres public 16-15650 - 4 soumissionnaires); D'accorder, à cette fin, un contrat à M.J. Contach enr , plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 95 199,30 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission; D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel. (Dossier 1167203012)

DESCRIPTION

En regard des opérations hivernales des précédentes saisons, la division de la voirie évalue son besoin opérationnel à 6 remorqueuses lors des opérations de chargement effectuées en régie.
L'arrondissement avait déjà accorder un contrat à l'adjudicataire M.J Contact en 2016 pour

deux remorqueuses (voir dossier 1167203012).

Le présent dossier accorde un contrat pour 4 remorqueuses. Nous retenons les articles suivants:

Article 49: Ford F350 - 2000 - N série: 1FTWX3359YFF00982 - Compagnie Lukyluc auto - 129.98 $/h
Article 50: Ford F350 - 2011 -N série 1FT8WDTXBEB06470 - Compagnie Lukyluc auto - 129.98 $/h
Article 51: GMC C45 - 2006 - N série 1GDE4E3296F426596 - Compagnie Lukyluc auto - 129.98 $/h
Article 52: Kenworth #16 CON - 202 - N série 2NKHHN7X5CM956785 - Compagnie Remorquage Centre-Ville - 135.00 $/h

Le contrat est pour la saison hivernale 2017-2018, soit entre le 1er novembre 2017 et le 30 avril 2018. L'arrondissement pourra, au besoin, se prévaloir d'une année de prolongation en effectuant l'indexation des prix (voir article 6, section 3 du devis).

La Division de la voirie garantie un minimum de 200 heures par appareil pour l'ensemble de la saisons.

JUSTIFICATION

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	12 - 6 - 2017	Nombre d'addenda émis durant la période :	3
Ouverture originalement prévue le :	28 - 6 - 2017	Date du dernier addenda émis :	20 - 6 - 2017
Ouverture faite le :	28 - 6 - 2017	Délai total accordé aux soumissionnaires :	17 jrs
Date du comité de sélection :	- -		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	14	Nbre de soumissions reçues :	5	% de réponses :	35,71
Durée de la validité initiale de la soumission :	150 jrs	Date d'échéance initiale :	25 - 11 - 2017		
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	25 - 11 - 2017		

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Groupe K - Arrondissement Ville-Marie

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Article
Lukyluc Auto inc.	179 333,41 $	√	49 à 51
Remorquage Centre-Ville	248 346,00 $	√	52
Neigexpert inc.	285 138,00 $		
100 limites Environnement inc.	344 925,00 $		
Service routier Maximum inc. (a soumissionné pour 2 articles à un taux horaire plus élevé)	165 564,00 $		

Information additionnelle

Le présent appel d'offres regroupe les besoins de 14 arrondissements. Tel que stipulé à la clause 8 des Clauses administratives particulières, le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre un prix pour chacun des articles aux bordereaux de soumission, mais seulement aux articles pour lesquels il désire présenter un prix. Par conséquent, 6 des 11 soumissions reçues ne comportaient aucune offre pour les articles du groupe K.

Les trois preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :

- Sous-traitant pour un soumisionnaire
- Délai de soumission insuffisant
- Document acheté pour consultation seulement

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces montants sont des estimations, car les heures peuvent être inférieurs ou supérieurs tout dépendant des précipitations annuelles de neige, ce qui aurait une incidence sur le nombre d'opérations de chargement de la neige.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En 2015, la Ville de Montréal se dotait, dans sa politique de déneigement, des objectifs suivant:

" L'efficacité, la fluidité et la sécurité des déplacements des usagers circulant sur les voies publiques (piétons, utilisateurs de transport en commun, automobilistes et cyclistes) sont, depuis toujours, la raison même des opérations de déneigement."

En support aux opérations, les remorqueuses sont essentielles au bon fonctionnement de l'enlèvement de la neige rendant ainsi un meilleur service aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Geneviève FORTIN)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-08-10

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-08-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175382003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 129,98 $/h à Lukyluc auto inc. et un contrat de 135 $/h à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16202-Intervention-Groupe K Ville-Marie.pdf
17-16202-TCP Groupe K Ville-Marie.pdf
17-16202-Det Cah Final.pdf
17-16202 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève FORTIN
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4437

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-10

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514 872-1027
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175382003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat au prix unitaire de 129,98 $/h à Lukyluc auto inc. et un contrat de 135 $/h à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175382003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-24

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division :

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | CAD

52048161

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(10131) 6250, boul. Cousineau, suite 500
ST-HUBERT — QC J3Y 8X9
SUCCURSALE / BRANCH

LUKYLUC AUTO INC
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

DATE 2 0 A/Y 1 7 0 M/M 6 2 J/D 7

PAYEZ
À L'ORDRE DE
PAY TO THE
ORDER OF VILLE DE MONTREAL

$2,000.00

la somme de
the sum of *DEUX MILLE**********,00

DEVISE/
CURRENCY CAD

À / TO BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

GMC C4500
NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈5204816⑈ ⑆05861⑈006⑆ 00⑈005⑈29⑈

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | CAD

52048188

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(10131) 6250, boul. Cousineau, suite 500
ST-HUBERT — QC J3Y 8X9
SUCCURSALE / BRANCH

LUKYLUC AUTO INC
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

DATE 2 0 A/Y 1 7 0 M/M 6 2 J/D 7

PAYEZ
À L'ORDRE DE
PAY TO THE
ORDER OF VILLE DE MONTREAL

$2,000.00

la somme de
the sum of *DEUX MILLE**********,00

DEVISE/
CURRENCY CAD

À / TO BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

F 350 2011
NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈5204818⑈ ⑆05861⑈006⑆ 00⑈005⑈29⑈

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | CAD

52048179

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(10131) 6250, boul. Cousineau, suite 500
ST-HUBERT — QC J3Y 8X9
SUCCURSALE / BRANCH

LUKYLUC AUTO INC
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

DATE 2 0 A/Y 1 7 0 M/M 6 2 J/D 7

PAYEZ
À L'ORDRE DE
PAY TO THE
ORDER OF VILLE DE MONTREAL

$2,000.00

la somme de
the sum of *DEUX MILLE**********,00

DEVISE/
CURRENCY CAD

À / TO BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

F 350 2000
NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈5204817⑈ ⑆05861⑈006⑆ 00⑈005⑈29⑈

Original

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avis de désistement à soumissionner	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Le 12 juin 2017

Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

Agente d'approvisionnement II : Geneviève Fortin

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible par courriel à l'adresse suivante :
bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi Les délais de la soumission sont insuffisants.		
La période de soumission ne convient pas à la compagnie.		
Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service Produit ou service non offert.		
Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte.		
Les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement.		
Garanties Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée.		
Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

_____

(Nom de la firme)

_____ _____

(Signature du fournisseur) (Date)

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 28 juin 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Émission :	Fermeture :	À :
12 juin 2017	28 juin 2017	10 h 30

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Une garantie de soumission égale à un montant de deux mille (2 000 $) dollars par remorqueuse doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Services de remorquage pour les opérations de déneigement, selon les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les formulaires de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique et les annexes.

Groupe d'article	Montant total avant taxes	TPS 5%	TVQ 9,975%	Montant total
Groupe A	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe B	215590.50 $	10779.53 $	21505.15 $	247875.18 $
Groupe C	136494.00 $	6824.70 $	13615.28 $	156933.98 $
Groupe D	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe E	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe F	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe G	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe H	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe I	194970.00 $	9748.50 $	19448.26 $	224166.76 $
Groupe J	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe K	155976.00 $	7798.80 $	15558.61 $	179333.41 $
Groupe L	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe M	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe N	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 114577685 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés.....Lukyluc Auto Inc.....
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

.....4307Garnier Montreal Quebec H2J 3R7
Montr.....Adresse.commerciale.aux.fins.du.présent.contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : Luc Poirier President	Telephone 514-386-7309 :		
	Télécopieur :		
	Courriel :lukyluccinema@gmail.com		
Signature:	Jour 27	Mois Juin	Année 2017

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE A – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 1	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 2	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 3	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 4	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
			Montant total à reporter à la page sommaire	_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE B – Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 5	Location d'une remorqueuse avec chauffeur 01 Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	575 h	124.98$/h	71863.50$
Article 6	Location d'une remorqueuse avec chauffeur 02 Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	575 h	124.98$/h	71863.50 $
Article 7	Location d'une remorqueuse avec chauffeur 03 Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	575 h	124.98$/h	71863.50$
Article 8	Location d'une remorqueuse avec chauffeur 01 Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	575 h	124.98$/h	71863.50$
Article 9	Location d'une remorqueuse avec chauffeur 02 Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	575 h	124.98$/h	71863.50 $

GROUPE B – Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 10	Location d'une remorqueuse avec chauffeur 03 Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	575 h	124.98$/h	71863.50 $
Montant total du groupe B à reporter à la page sommaire				215590.50$

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE C – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 11	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	350 h	129.98$/h	45493.00$
Article 12	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	350 h	129.98$/h	45493.00$
Article 13	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	350 h	129.98$/h	45493.00$
Article 14	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	350 h	129.98$/h	45493.00$
Article 15	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	350 h	129.98$/h	45493.00$

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

GROUPE C – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie				
Articles	**Description**	**Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison**	**Prix unitaire**	**Montant total pour une (1) saison**
Article 16	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	350 h	129.98$/h	45493.00$
Montant total du groupe C à reporter à la page sommaire				136479.00

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE D – Arrondissement de Lachine

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 17	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
Article 18	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
Article 19	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
	Montant total du groupe D à reporter à la page sommaire			_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE E – Arrondissement du Sud-Ouest

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 20	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 21	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 22	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 23	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
	Montant total du groupe E à reporter à la page sommaire			_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE F – Arrondissement Montréal-Nord – Secteurs MTN-303 et MTN-304

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 24	Location d'une remorqueuse avec chauffeur – QUART DE JOUR Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 25	Location d'une remorqueuse avec chauffeur– QUART DE JOUR Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 26	Location d'une remorqueuse avec chauffeur– QUART DE NUIT Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
	Montant total du groupe F à reporter à la page sommaire			_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE G – Arrondissement de Verdun

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 27	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 28	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 29	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 30	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 31	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $

GROUPE G – Arrondissement de Verdun

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 32	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 33	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 34	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
Article 35	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_____$/h	_____ $
			Montant total du groupe G à reporter à la page sommaire	_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE H – Arrondissement de Saint-Laurent

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 36	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 37	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 38	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 39	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 40	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $

GROUPE H – Arrondissement de Saint-Laurent

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 41	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 42	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Montant total du groupe H à reporter à la page sommaire				_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE I – Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 43	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	500 h	129.98$/h	64990.00$
Article 44	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	500 h	129.98$/h	64990.00$
Article 45	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	500 h	129.98$/h	64990.00$
Article 46	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	500 h	129.98$/h	64990.00$
	Montant total du groupe I à reporter à la page sommaire			194970.00 $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE J – Arrondissement Rivière-Des-Prairies–Pointe-Aux-Trembles

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 47	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	432 h	_____$/h	_____ $
Article 48	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	432 h	_____$/h	_____ $
	Montant total du groupe J à reporter à la page sommaire			_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE K – Arrondissement de Ville-Marie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 49	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Article 50	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Article 51	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Article 52	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Montant total du groupe K à reporter à la page sommaire				155976.00$

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE L – Arrondissement de LaSalle

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 53	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 54	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 55	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
Article 56	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_____$/h	_____ $
	Montant total du groupe L à reporter à la page sommaire			_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE M – Arrondissement d'Anjou

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 57	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
Article 58	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
Article 59	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
Article 60	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_____$/h	_____ $
Article 61	Location d'une remorqueuse **avec plate-forme** et chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	90 h	_____$/h	_____ $
	Montant total du groupe M à reporter à la page sommaire			_____ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE N – Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 62	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Article 63	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_____$/h	_____ $
Montant total du groupe N à reporter à la page sommaire				_____ $

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** _____Net 30 Jours_____

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : __oui_____ Addenda n° 3 : ___oui

   Addenda n° 2 : oui_____ Addenda n° 4 :

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1	Luc Poirier	Lukyluc Auto Inc.	☒ Oui ☐ Non	
2	Denis Poirier	Entreprise SineD	☒ Oui ☐ Non	Sous Traitant
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

1. ___DenisPoirier Entreprise SineD_____Denis Poirier 514-708-4503_____Quebec Canada_____

_ Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

Contribution

Contribution

2. _____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

5. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : ___ 83665 5068RT0001

Numéro d'enregistrement TVQ : ____ 4000 348983

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 27436_____

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

6. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☒ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

7. Confirmation d'inscription à la CNESST :

Le soumissionnaire doit détenir un certificat d'enregistrement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité du travail en règle.

Une copie de votre certificat valide doit être déposée avec la soumission.

Nº CNESST du soumissionnaire : ___Numeraux a venir

8. Représentants de l'adjudicataire

Conformément à la clause 15 des clauses administratives particulières, le soumissionnaire doit fournir les coordonnées de deux représentants possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution de ce contrat et pouvant être joints en tout temps :

Nom : Luc Poirier President_____

Téléphone 514-386-7309

Courriel lukyluccinema@gmail.com

Nom Denis Poirier sous traitant

Téléphone 514-708-4503

Courriel sineddp@gmail.com

9. **Nombre de remorqueuses disponibles pour lesquelles une garantie de soumission a été fournie avec la soumission (voir clause 8 des clauses administratives particulières) :**

3 Remorqueuses

Intact Assurance

(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____

(nom du **soumissionnaire**)

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____

(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à _____ dollar_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent cinquante (150) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

N° _____

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____, le _____ 20____.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Date d'émission : _____ N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent cinquante (150) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
(nom du signataire)

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);
(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance du cahier des charges, de la soumission ainsi que de tous les documents s'y rapportant, constituant le contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL

(ci-après appelée la « **Ville** »)

et

_____
(nom de l'adjudicataire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « l'**adjudicataire** »)

pour _____
(description du contrat)

lequel contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**adjudicataire**, suite à sa soumission présentée le

_____ jour de _____ 20 _____,

s'oblige solidairement avec l'**adjudicataire** envers la **Ville**, à exécuter ledit contrat, la **caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de :

_____ dollars (_____ $).

La **caution** consent à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

(suite au verso)

N°

(suite du recto)

En cas d'inexécution du contrat, la **caution** devra, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce contrat aux frais de la **caution** et de l'**adjudicataire**.

Nulle personne, société ou corporation autre que la Ville de Montréal n'aura de droit, titre ou intérêt dans le présent cautionnement, jusqu'à ce que la Ville de Montréal ait été entièrement payée et remboursée de tous les coûts, dépenses, dommages et pertes de toutes sortes subis par elle ou pouvant être subis par elle et pour lesquels elle peut recevoir une indemnité en vertu du présent cautionnement.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin desdits travaux.

En foi de quoi, la **caution** et l'**adjudicataire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____, le _____ 20____.

L'adjudicataire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____
Fonctionnaire autorisé

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION iV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			Tous dommages confondus _____ $ par sinistre _____$ par période d'assurance _____ $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par_____ Date _____ 20_____
(Signature de l'assureur)

4307, rue Garnier
Montréal (Québec) H2J 3R7
Cell. (514) 386-7309



Lukyluc auto inc.

Facture

Facturé à :

Facture N° : 4059

Date :

Spécimen

Projet :

Responsable :

Date	Description	Montant

Total avant taxes

TPS 5 %

TVQ 9,975 %

Total taxes incluses

TOTAL À PAYER : [redacted]

no. T.P.S.: 141635235RT

no. T.V.Q.: 1011137748TQ0001

PAYABLE SUR RÉCEPTION MERCI !

Chauffeurs

Noms.	*Permis.Conduire*	*No: Permis Remorqueuse*
Luc Poirier	P6605-211159-00	80022
William Poirier	P6609-010899-07	84883
Denis Poirier.	P6603-150558-00.	80160
Jean Claude Poirier	P6605-270995-03	
Danis Poirier	P6603-170592-08	
Régent Perron	P6507-020651-03	80021
Kevin Batista	B3235-060879-09	81000
Philippe Pelletier	P4367-021292-08	

Remorqueuses

2000 Ford F350. King Cab 6roues 4x4. Wheel Lift 3 Positions.

FX97536 R-550406-4. C15276

2006 GMC C4500 Crew Cab. 6roues 4x4. Plateforme 20' Wheel Lift 2 Positions.

L429999 R-550406-4. C16158

2011 Ford F350. Crew Cab. 6roues 4x4. Wheel Lift 4 Positions.

FLZ4038 TQC2566. R-591596-3. C16915

Société de l'assurance automobile Québec

N° DE PLAQUE: L429999-6

N° DE DOSSIER: 41577685

N° DE CTQ:

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 41577685

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017	01	30	2018	03	31	SRK166SA0

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: LUKYLUC AUTO INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LUKYLUC AUTO INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
GMC	C45	2006	6,6 L	7582	02

CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - COMPR L-A1

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1GDE4E3296F426596

N° D'UNITÉ:

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2016-02)

---

intact ASSURANCE

CARTE D'ASSURANCE AUTOMOBILE
MOTOR VEHICLE LIABILITY INSURANCE CARD

Nom et adresse de l'assuré désigné – *Name and address of the named insured*

Lukyluc Auto Inc.
4405, Avenue Thibault, ste 5
St-Hubert
Qc
J3Y 7N1

PLIEZ FOLD

AVERTISSEMENT – WARNING

L'émission ou l'emploi de cette carte à des fins injustifiées rend passible d'une forte amende, d'emprisonnement et de suspension de permis. – *Any person who issues or uses this card under false prete becomes liable to a heavy fine, imprisonment or suspension of licence.*

Véhicule assuré : année, marque, n° de série – *Insured vehicle : year, make, serial no.*

ASSURANCE AUTO DES GARAGISTES

N° de police – *Policy No.*	Entrée en vigueur J-D M A-Y	Expiration J-D M A-Y
693-3026	04-04-2017 *Effective date*	04-04-2018 *Expiry date*

Courtier – *Agent*

1793 A. Gendron et Associés inc. (Membre Courtiers Unis)

Cette carte doit être produite à tout agent de police qui en fait la demande. À garder dans le véhicule assuré.
This card should be carried in the insured vehicle for production as proof of insurance when demanded by police.

CARTE INTER PROVINCE CARD

---

intact ASSURANCE

Carte d'assurance automobile
Motor vehicle liability insurance card

LUKYLUC AUTO INC. ET
POIRIER LUC
4405 AVENUE THIBAULT, SUITE 5
ST-HUBERT QC J3Y 7N1

Nom et adresse de l'assuré désigné / *Name and address of the named insured*

N° de police	Entrée en vigueur j-d	m	a-y	Expiration j-d	m	a-y
673-1813	04	04	2017	04	04	2018
Policy No.	*Effective date*			*Expiry date*		

Véhicule assuré : année, marque, n° de série

2000 FORD F350 1FTWX33S9YEE00982
2006 PROWLER 2EC1D322866502820
2006 GMC C4500 1GDE4E3296F426596

Insured vehicle: year, make, serial No

Courtier / *Agent*
TÉL. (450) 679-1182 1-877-679-1182
A. GENDRON ET ASSOCIÉS INC.
(MEMBRE COURTIERS UNIS)
1570, RUE SAINTE-HÉLÈNE
LONGUEUIL QC J4K 3S7

Carte inter-province
Inter-province card

AVERTISSEMENT

Cette carte doit être produite à tout agent de police qui en fait la demande. À garder dans le véhicule assuré.

L'émission ou l'emploi de cette carte à des fins injustifiées rend passible d'une forte amende, d'emprisonnement et de suspension de permis.

WARNING

This card should be presented to the police, when requested. It should be kept in the insured vehicle.

Any person who issues or uses this card under false pretenses becomes liable to a heavy fine, imprisonment or suspension of licence.

---

intact ASSURANCE

Carte d'assurance automobile
Motor vehicle liability insurance card

LUKYLUC AUTO INC. ET
POIRIER LUC
4405 AVENUE THIBAULT, SUITE 5
ST-HUBERT QC J3Y 7N1

Nom et adresse de l'assuré désigné / *Name and address of the named insured*

N° de police	Entrée en vigueur j-d	m	a-y	Expiration j-d	m	a-y
673-1813	04	04	2017	04	04	2018
Policy No.	*Effective date*			*Expiry date*		

Véhicule assuré : année, marque, n° de série

2000 JEEP CHER 1J4FF48SXYL190366
2011 MERCEDES G WDCGG8HB6BF663548
2009 DODGE CHAR 2B3KA43V69H533310

Insured vehicle: year, make, serial No

Courtier / *Agent*
TÉL. (450) 679-1182 1-877-679-1182
A. GENDRON ET ASSOCIÉS INC.
(MEMBRE COURTIERS UNIS)
1570, RUE SAINTE-HÉLÈNE
LONGUEUIL QC J4K 3S7

Carte inter-prov
Inter-province

AVERTISSEMEN

Cette carte doit être p
tout agent de police qu
demande. À garder
véhicule assuré.

L'émission ou l'emploi
carte à des fins injustifi
passible d'une forte
d'emprisonnement et d
sion de permis.

WARNING

*This card should be prese
police, when requested.
kept in the insured vehicle*

*Any person who issues
card under false pretens
liable to a heavy fine, imp
or suspension of licence.*

Société de l'assurance automobile du Québec

N° DE PLAQUE: FX97536-4

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION N° DE DOSSIER: 41577685

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
LUKYLUC AUTO INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
FORD	DRW	2000	6,8 L	4080	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1FTWX33S9YEE00982
N° D'UNITÉ:

6005 08 (2017-02)

N° DE DOSSIER: 41577685
N° DE CTO:

DÉLIVRANCE ANNÉE MOIS JOUR	EXPIRATION ANNÉE MOIS JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017 01 30	2018 03 31	SRK163S90

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
LUKYLUC AUTO INC.

CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - DEPAN F-D9

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

---

intact ASSURANCE

CARTE D'ASSURANCE AUTOMOBILE
MOTOR VEHICLE LIABILITY INSURANCE CARD

Nom et adresse de l'assuré désigné – *Name and address of the named insured*

Lukyluc Auto Inc.
4405, Avenue Thibault, ste 5
St-Hubert
Qc
J3Y 7N1

N° de police – *Policy No.*	Entrée en vigueur J-D M A-Y – *Effective date*	Expiration J-D M A-Y – *Expiry date*
693-3026	04-04-2017	04-04-2018

Cette carte doit être produite à tout agent de police qui en fait la demande. À garder dans le véhicule assuré.
This card should be carried in the insured vehicle for production as proof of insurance when demanded by police.

PLIEZ – FOLD

AVERTISSEMENT – WARNING

L'émission ou l'emploi de cette carte à des fins injustifiées rend passible d'une forte amende, d'emprisonnement et de suspension de permis. – *Any person who issues or uses this card under false pretenses becomes liable to a heavy fine, imprisonment or suspension of licence.*

Véhicule assuré : année, marque, n° de série – *Insured vehicle : year, make, serial no.*

ASSURANCE AUTO DES GARAGISTES

Courtier – *Agent*
1793 A. Gendron et Associés inc. (Membre Courtiers Unis)

CARTE INTER PROVINCE CARD

---

intact ASSURANCE

Carte d'assurance automobile
Motor vehicle liability insurance card

LUKYLUC AUTO INC. ET
POIRIER LUC
4405 AVENUE THIBAULT, SUITE 5
ST-HUBERT QC J3Y 7N1

Nom et adresse de l'assuré désigné / *Name and address of the named insured*

N° de police / *Policy No.*	Entrée en vigueur / *Effective date* J-d m a-y	Expiration / *Expiry date* J-d m a-y
673-1813	04 04 2017	04 04 2018

Véhicule assuré : année, marque, n° de série / *Insured vehicle: year, make, serial No*

2000 FORD F350 1FTWX33S9YEE00982
2006 PROWLER 2EC1D322066502820
2006 GMC C4500 1GDE4E3296F426596

Courtier / *Agent*
TÉL. (450) 679-1182 1-877-679-1182
A. GENDRON ET ASSOCIÉS INC.
(MEMBRE COURTIERS UNIS)
1570, RUE SAINTE-HÉLÈNE
LONGUEUIL QC J4K 3S7

Carte inter-province
Inter-province card

AVERTISSEMENT

Cette carte doit être produite à tout agent de police qui en fait la demande. À garder dans le véhicule assuré.

L'émission ou l'emploi de cette carte à des fins injustifiées rend passible d'une forte amende, d'emprisonnement et de suspension de permis.

WARNING

This card should be presented to the police, when requested. It should be kept in the insured vehicle.

Any person who issues or uses this card under false pretenses becomes liable to a heavy fine, imprisonment or suspension of licence.

intact ASSURANCE

Carte d'assurance automobile
Motor vehicle liability insurance card

LUKYLUC AUTO INC. ET
POIRIER LUC
4405 AVENUE THIBAULT, SUITE 5
ST-HUBERT QC J3Y 7N1

Nom et adresse de l'assuré désigné / *Name and address of the named insured*

N° de police / *Policy No.*	Entrée en vigueur / *Effective date* J-d m a-y	Expiration / *Expiry date* J-d m a-y
673-1813	04 04 2017	04 04 2018

Véhicule assuré : année, marque, n° de série / *Insured vehicle: year, make, serial No*

2000 JEEP CHER 1J4FF48SXYL190366
2011 MERCEDES G WDCGG8HB6BF663548
2009 DODGE CHAR 2B3KA43V69H533310

Courtier / *Agent*
TÉL. (450) 679-1182 1-877-679-1182
A. GENDRON ET ASSOCIÉS INC.
(MEMBRE COURTIERS UNIS)
1570, RUE SAINTE-HÉLÈNE
LONGUEUIL QC J4K 3S7

Carte inter-provi
Inter-province c

AVERTISSEMENT

Cette carte doit être pr
tout agent de police qui
demande. À garder
véhicule assuré.

L'émission ou l'emploi
carte à des fins injustifi
passible d'une forte a
d'emprisonnement et d
sion de permis.

WARNING

*This card should be preser
police, when requested. It
kept in the insured vehicle.*

*Any person who issues o
card under false pretense
liable to a heavy fine, imp
or suspension of licence.*

Société de l'assurance automobile Québec

N° DE PLAQUE
FLZ4038-8

N° DE DOSSIER
P660315055800

N° DE CTO

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER
P660315055800

DÉLIVRANCE ANNÉE MOIS JOUR
2017 03 15

EXPIRATION ANNÉE MOIS JOUR
2018 03 31

N° DE CERTIFICAT
SRW211WA3

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
POIRIER DENIS

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
POIRIER DENIS

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
FORD	F350	2011	6,7 L	4690	

CATÉGORIE D'USAGE
CA-SQ-SP-DEPAN F-D9

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE
1FT8W3DTXBEB06470

N° D'UNITÉ

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

6005 08 (2010-07)

La Société

---

intact ASSURANCE

CARTE D'ASSURANCE AUTOMOBILE
MOTOR VEHICLE LIABILITY INSURANCE CARD

Nom et adresse de l'assuré désigné – *Name and address of the named insured*

POIRIER DENIS
4220, GARNIER
MONTRÉAL
QC
H2J 3R5

AVERTISSEMENT – *WARNING*

L'émission ou l'emploi de cette carte à des fins injustifiées rend passible d'une forte amende, d'emprisonnement et de suspension de permis. – *Any person who issues or uses this card under false pretense becomes liable to a heavy fine, imprisonment or suspension of licence.*

Véhicule assuré : année, marque, n° de série – *Insured vehicle : year, make, serial no.*

ASSURANCE AUTO DES GARAGISTES

PLIEZ – FOLD

N° de police – *Policy No.*	Entrée en vigueur J-D M A-Y	Expiration J-D M A-Y
693-0394	14-10-2016 *Effective date*	14-10-2017 *Expiry date*

Courtier – *Agent*
3224 L.P. Sarrazin & Fils inc.

Cette carte doit être produite à tout agent de police qui en fait la demande. À garder dans le véhicule assuré.
This card should be carried in the insured vehicle for production as proof of insurance when demanded by police.

CARTE INTER PROVINCE *CARD*

150F-8011B (01-14)

---

intact ASSURANCE

Carte d'assurance automobile
Motor vehicle liability insurance card

POIRIER DENIS
4220, GARNIER
MONTREAL QC H2J 3R5

Nom et adresse de l'assuré désigné / *Name and address of the named insured*

N° de police	Entrée en vigueur j-d m a-y	Expiration j-d m a-y
A90-8016	14 10 2016	14 10 2017
Policy No.	*Effective date*	*Expiry date*

Véhicule assuré ; année, marque, n° de série
1995 ISUZU TROO JACDJ58VXS7906953
2011 FORD F350 1FT8W3DTXB2B06470
XXX XXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Insured vehicle: year, make, serial No

Courtier / *Agent*
TÉL. (514) 381-8661 1-877-381-8661
L.P. SARRAZIN & FILS INC.
9001, BOUL. DE L'ACADIE
BUREAU 603
MONTREAL QC H4N 3H5

150F-8002 (02-08)

PLIEZ – FOLD

Carte inter-provinc
Inter-province card

AVERTISSEMENT

Cette carte doit être produit tout agent de police qui en la demande. À garder dans véhicule assuré.

L'émission ou l'emploi de c carte à des fins injustifiées r passible d'une forte amen d'emprisonnement et de susp sion de permis

WARNING

This card should be presented to police, when requested. It should kept in the insured vehicle.

Any person who issues or uses card under false pretenses beco liable to a heavy fine, imprisonm or suspension of licence.

Ministère des Transports
Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : LUKYLUC AUTO INC.

Adresse : 4307, RUE GARNIER

MONTRÉAL (Québec) Code postal : H2J 3R7

No téléphone : (514) 524-2418 No télécopieur : (450) 445-0089

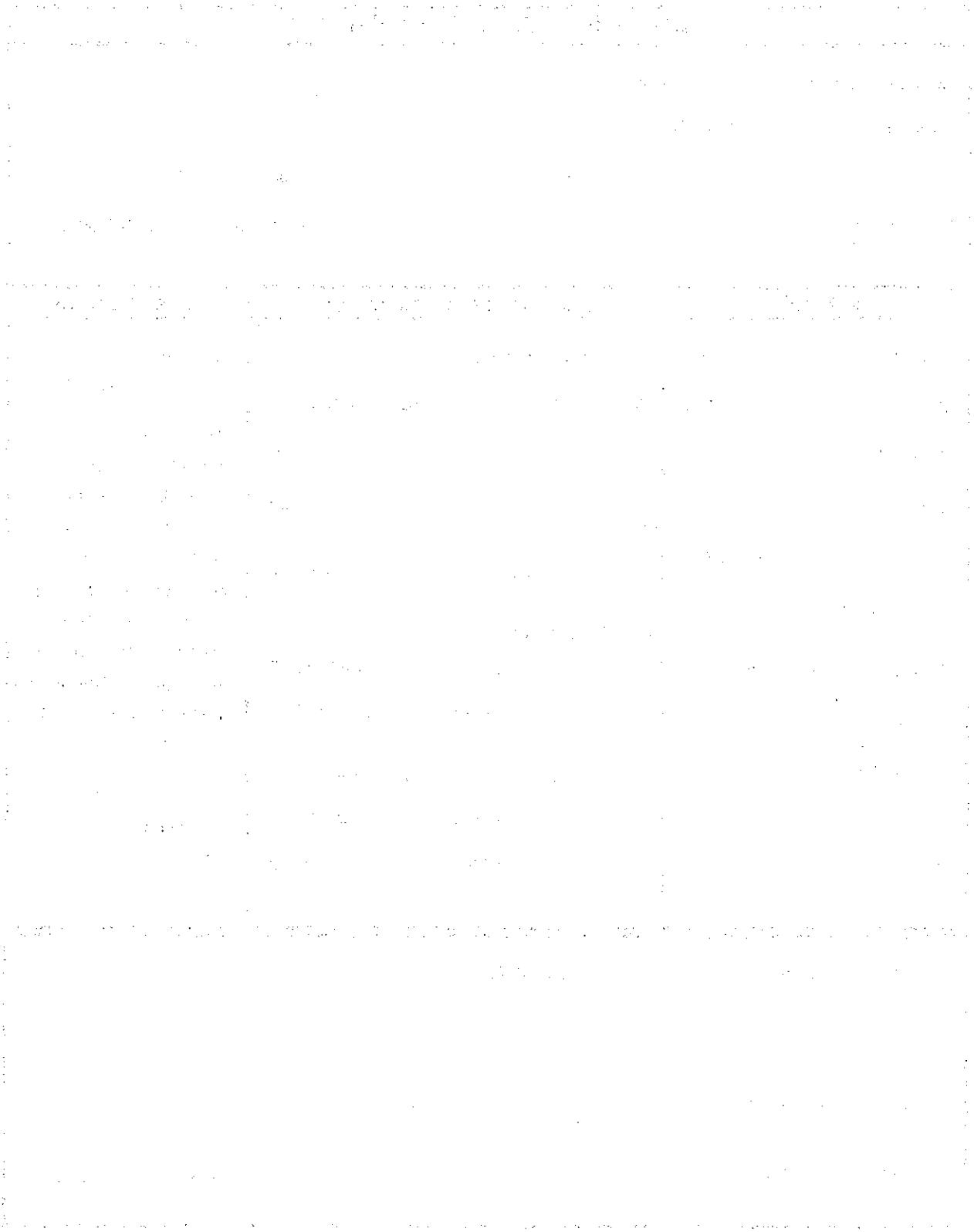
Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	3 256 kg	La classe de la dépanneuse est : **C**
Marque	GMC	Masse à vide à l'essieu arrière :	4 300 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **4 000** kg , ce qui correspond à une charge maximale de **N/A** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	C45	Empattement :	5,79 m	
Année :	2006	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	1GDE4E3296F426596	Point d'amarrage :	N/A m	
Immatriculation :	L429999-	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	245/70R19,5	
requis		arrière	245/70R19,5	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		N° de la vignette : **TQC1663**
		double	2000 kg	
		simple	2060 kg	

Ce document est valide en date du : **23 octobre 2008.**

Signature du responsable : Suzanne Lauzier

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)



Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Poirier, Denis / Entreprise Sined

Adresse : 4220, rue Garnier

Montréal (Québec) Code postal : H2J 3R5

No téléphone : (514) 708-4503 No télécopieur :

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	2 277 kg	La classe de la dépanneuse est : **C**
Marque	FORD	Masse à vide à l'essieu arrière :	2 259 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **4 020** kg, ce qui correspond à une charge maximale de **2 010** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	F350	Empattement :	4,42 m	
Année :	2011	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	1FT8W3DTXBEB06470	Point d'amarrage :	2,20 m	
Immatriculation :	FLZ4038-	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	LT265/70R17	
requis		arrière	LT265/70R17	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		N° de la vignette : **TQC2566**
		double	1320 kg	
		simple	1450 kg	

Ce document est valide en date du : **19 mai 2017.**

Signature du responsable : Suzanne Lavallée

Signature du propriétaire : _____ Date : 29/05/17

(11-97)



Ministère des Transports
Québec

1529

R 5504064

1673

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : LUKYLUC AUTO INC.

Adresse : 4307 RUE GARNIER

MONTRÉAL (Québec) Code postal : H2J 3R7

No téléphone : (514) 524-2418 No télécopieur : (514) 528-5213

Véhicule

Dépanneuse : 6 roues

Marque FORD

Modèle : F-350

Année : 2000

N° série : 1FTWX33S9YFF00982

Immatriculation : FX97536-

Permis spécial de circulation :

requis

non requis ✓

Caractéristiques du véhicule

Masse à vide à l'essieu avant : 1 910 kg

Masse à vide à l'essieu arrière : 2 160 kg

Empattement : 4,10 m

GAWR ou PNBE de l'essieu avant : N/A kg

Point d'amarrage : 2,54 m

Modèle de pneus :

avant 235/85R16

arrière 235/85R16

Capacité des pneus sur les roues arrières :

double 1262 kg

simple 1382 kg

Classification

La classe de la dépanneuse est : **C**

Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **3 260** kg, ce qui correspond à une charge maximale de **1 630** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.

N° de la vignette :

TQC1098

Ce document est valide en date du : **12 novembre 2003.**

Signature du responsable : Pierre Soleil

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

CNESST

Le 21 juin 2017

Direction régionale
de l'Outaouais
15, rue Gamelin
Case postale 1454
Gatineau (Québec)
J8X 3Y3
Tél. : 819 778-8611
ou 1 800 267-4483
Téléc. : 819 778-8698

Monsieur Luc Poirier
Lukyluc auto inc.
4305, rue Garnier
Montréal (Québec) H2J 3R7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141577685

Objet : Confirmation d'inscription à la CNESST – Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, nous vous confirmons que votre entreprise est inscrite à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Cette confirmation d'inscription vise le contrat prévu ou conclu avec Diverses compagnies de production et intitulé Location d'automobiles. Toutefois, cette confirmation ne dégage pas Diverses compagnies de production de son éventuelle responsabilité en ce qui concerne le paiement de la cotisation due par l'entrepreneur. Seule l'attestation de conformité est valable à cet égard et doit être demandée à la fin des travaux.

Par ailleurs, nous vous rappelons que le service Demande d'information sur l'état de conformité est également disponible. Celui-ci permet à l'employeur, pendant la durée d'un contrat, d'être tenu informé si l'entrepreneur est conforme ou non conforme à la loi en ce qui concerne le paiement de sa cotisation due à la CNESST.

Nous vous invitons à communiquer avec nous ou à vous rendre à **cnesst.gouv.qc.ca/sst** si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Luc Nadeau
Tél. : 819 778-8611, poste 8622

CNESST

Le 21 juin 2017

Direction régionale
de l'Outaouais
15, rue Gamelin
Case postale 1454
Gatineau (Québec)
J8X 3Y3
Tél. : 819 778-8611
ou 1 800 267-4483
Téléc. : 819 778-8698

Monsieur Luc Poirier
Lukyluc auto inc.
4305, rue Garnier
Montréal (Québec) H2J 3R7

Numéro d'entreprise du Québec : 1141577685

Objet : Confirmation d'une protection personnelle - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, après analyse du dossier sur la foi des renseignements que nous possédons en date de la présente lettre, nous vous confirmons le nom de la personne couverte par une protection personnelle : Luc Poirier

M. Luc Poirier est couvert depuis le 21 juin 2017.

Nous profitons de l'occasion pour vous informer qu'une entreprise sans travailleur qui décide d'embaucher au moins un travailleur a l'obligation de s'inscrire ou d'en informer la CNESST pour l'aspect de la santé et de la sécurité du travail dans un délai de 60 jours suivant la date de son embauche.

Nous vous invitons à consulter notre site Web à cnesst.gouv.qc.ca/sst ou à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Luc Nadeau
Tél. : 819 778-8611, poste 8622

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2		APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Acquisition de biens et services généraux

Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

Appel d'offres public nº 17-16202

Le 12 juin 2017

ATTENTION

DEVANCEMENT DE L'HEURE D'OUVERTURE DES SOUMISSIONS

À compter du 1er janvier 2017,

l'heure d'ouverture des soumissions pour les appels d'offres publics ouverts par le Service du greffe sera

10 h 30

Ce devancement d'heure concerne tous les appels d'offres publics ouverts par le Service du greffe à partir de cette date, incluant ceux dont l'ouverture initiale prévue en 2016, est reportée après le 1er janvier 2017.

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	Lettre de présentation	Appel d'offres public Nº 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Le 12 juin 2017

Objet : Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

Madame,
Monsieur,

La Ville de Montréal sollicite le marché pour la fourniture de services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements, conformément aux documents du présent appel d'offres.

À cette fin, nous avons le plaisir de vous soumettre les documents d'appel d'offres suivants :
- les instructions au soumissionnaire;
- les clauses administratives générales;
- les clauses administratives particulières;
- la lettre de désistement;
- la page sommaire;
- le bordereau de soumission;
- les renseignements complémentaires;
- le devis technique;
- les annexes.

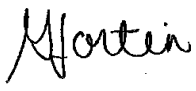
Instructions pour remise de soumission :
- Date : le **28 juin 2017**
- Heure : avant 10 h 30
- Lieu : Au comptoir de réception des soumissions (R-134)
  Ville de Montréal – Service du greffe
  275, rue Notre-Dame Est
  Montréal (Québec) H2Y 1C6

Pour toute question ou information concernant cet appel d'offres, vous devez vous adresser à l'agente responsable.

Par ailleurs, nous vous invitons à prendre connaissance de notre politique d'approvisionnement sur le site Internet de la Ville de Montréal à : ville.montreal.qc.ca, ainsi que de la politique de gestion contractuelle jointe à la présente.

Nous espérons vous compter parmi nos soumissionnaires et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Agente responsable



Geneviève Fortin
Agente d'approvisionnement II
514 872–4437
genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca

Agente substitut



Éliane Clavette
Agente d'approvisionnement II
514 872–1858
eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca

GF/hm

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à l'éthique.

Par formulaire en ligne
www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel
big@bigmtl.ca

Par téléphone
514 280-2800

Par télécopieur
514 280-2877

Par la poste ou en personne
1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations
www.bigmtl.ca/

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE 13

1. Définitions 15
2. Obtention du cahier des charges 15
3. Propriété des documents 16
4. Vérification du cahier des charges 16
5. Communications relatives à l'appel d'offres 16
6. Interprétation du contrat 17
7. Addenda 17
8. Préparation de la soumission 17
9. Prix des biens et services 18
10. Prix unitaire 18
11. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents 18
12. Évaluation des besoins 19
13. Garanties 19
14. Produits équivalents 20
15. Consortium 21
16. Sous-traitance 21
17. Catalogue de produits normalisés 21
18. Protection de l'environnement 22
19. Approvisionnement équitable 22
20. Présentation de la soumission 22
21. Signature de la soumission 23
22. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions 23
23. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture 23
24. Confidentialité des soumissions 23
25. Visite des locaux ou ateliers du soumissionnaire et de ses sous-traitants 24
26. Vice de forme ou défaut mineur 24
27. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle 24
28. Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats 25
29. Adjudication du contrat 26
30. Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner 26
31. Langue du commerce et des affaires 27
32. Non-exclusivité 27

CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 29

1. Octroi du contrat 31
2. Rencontre technique 31
3. Assurances 31
4. Propriété intellectuelle 31
5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville 31
6. Conditions de paiement 32
7. Paiement 32
8. Prérogatives de la Ville 32
9. Cession du contrat 33
10. Défaut 33
11. Résiliation 33
12. Application des lois du Québec 34
13. Pénalités pour retard de livraison 34
14. Inspection 34
15. Normes d'emballage 34
16. Transport 35
17. Garantie des biens 35
18. Retour de marchandise 35
19. Force majeure 35

ANNEXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE 37

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES 49

1. Validité de la soumission 51
2. Nombre d'exemplaires requis de la soumission 51
3. Formule de prix 51
4. Durée du contrat 51
5. Prolongation du contrat 51
6. Indexation des prix 51
7. Garantie de soumission et d'exécution 52
8. Méthode d'adjudication 52
9. Processus d'analyse 53
10. Inspection 53
11. Heures garanties 53
12. Bon de travail 54
13. Facturation 55
14. Assurance - responsabilité civile 56
15. Représentants de l'adjudicataire 56
16. Responsabilité de l'adjudicataire 57
17. Réunion de démarrage 58
18. Grille d'évaluation de l'adjudicataire 58
19. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle 59
20. Documents requis avec la soumission 60
21. Documents requis après l'ouverture des soumissions 60

FORMULAIRES DE SOUMISSION 61

Avis de désistement à soumissionner 63
Page sommaire 65
Bordereau de soumission 67
Renseignements complémentaires 95
Cautionnement de soumission 99
Lettre d'engagement 101
Cautionnement d'exécution 103
Avenant de responsabilité civile 105
Gabarit d'enveloppe 107

DEVIS TECHNIQUE 111

ANNEXE C : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE 125

ANNEXE D : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE 127

ANNEXE E : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST 129

ANNEXE G : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE VERDUN 133

ANNEXE H : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT 135

ANNEXE I : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE 137

ANNEXE J : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES 139

ANNEXE K : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE 141

ANNEXE L : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE 143

ANNEXE M : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU 145

ANNEXE N : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE 147

ANNEXE O : RÈGLEMENT SUR LE REMORQUAGE DES VÉHICULES 149

ANNEXE P : LISTE DES OPÉRATEURS DE REMORQUEUSES 151

SECTION I

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE

Section à NE PAS retourner

1. Définitions

Dans le présent document, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 Adjudicataire : le soumissionnaire à qui a été octroyé le contrat;

1.2 Appel d'offres : processus tenu par la Ville pour manifester son intention d'acquérir ou de louer des biens ou de retenir des services et pour recevoir des offres quant à ces biens ou services;

1.3 Cahier des charges : l'ensemble des documents de l'appel d'offres fournis par la Ville. Ces documents comprennent notamment les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales, les clauses administratives particulières, la page sommaire, le bordereau de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique, les addenda, les plans, les schémas et les dessins;

1.4 Contrat : le cahier des charges, la soumission et la résolution de la Ville acceptant la soumission de l'adjudicataire ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette soumission;

1.5 Directeur : le Directeur du Service de la Ville ou de l'arrondissement concerné ou son représentant autorisé;

1.6 Entente-cadre : entente par laquelle chacun des services ou arrondissement de la Ville de Montréal pourra émettre des commandes d'achats;

1.7 Soumission : les documents dans lesquels les services ou biens demandés par la Ville, dans un appel d'offres, lui sont offerts par le soumissionnaire aux prix indiqués; selon les conditions de la Ville;

1.8 Soumissionnaire : la personne, physique ou morale, ou la société qui complète, signe et dépose une soumission;

1.9 Sous-traitant : toute personne, physique ou morale, ou toute société dont les services sont retenus par l'adjudicataire pour fournir la totalité ou une partie des biens ou services demandés dans l'appel d'offres;

1.10 Taux d'escompte : diminution de prix accordé sur un achat, exprimé en pourcentage;

1.11 Taux de majoration : augmentation de prix accordée sur un achat, exprimé en pourcentage;

1.12 Ville : la Ville de Montréal.

2. Obtention du cahier des charges

2.1 À défaut pour un soumissionnaire de se procurer lui-même le cahier des charges dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), en acquittant les frais exigés, s'il en est, sa soumission est rejetée.

2.2 Dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), les documents composant le cahier des charges sont qualifiés de documents principaux ou de documents de support. Leur achat est prévu comme étant obligatoire pour certains, et optionnel pour d'autres.

2.3 Indépendamment de leur qualification ou du fait que leur achat soit obligatoire ou optionnel, tous les documents font partie intégrante du cahier des charges. Il appartient au soumissionnaire d'en prendre connaissance et,

advenant le cas où il décide de ne pas acheter certains documents, de s'assurer qu'il a en sa possession la version à jour desdits documents.

2.4 Sans limiter la généralité de ce qui précède, le fait qu'un document soit qualifié de document de support ou que son achat soit facultatif ne peut en aucun cas être invoqué pour prétendre que son contenu n'était pas opposable au soumissionnaire, ou pour modifier l'ordre de préséance des documents établi dans le cahier des charges.

2.5 Le montant payé pour l'obtention du cahier des charges n'est pas remboursable.

3. Propriété des documents

3.1 Le cahier des charges, la soumission ainsi que les documents qui accompagnent ladite soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au soumissionnaire. Ces documents ne devront pas être utilisés à d'autres fins que celles visées par l'appel d'offres, ni être publiés, reproduits ou copiés, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit du Directeur.

3.2 Quiconque se procure un exemplaire du cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ces documents à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la soumission.

4. Vérification du cahier des charges

4.1 Le soumissionnaire doit s'assurer qu'il a en sa possession tous les documents requis aux fins de la préparation de sa soumission. À moins d'avis contraire de sa part avant l'ouverture des offres, il sera présumé que tous ces documents lui sont parvenus.

4.2 Le soumissionnaire doit aviser le Directeur de toute contradiction ou imprécision dans les documents, le plus tôt possible, après la réception du cahier des charges.

4.3 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles le soumissionnaire s'engage dans le contrat et des risques inhérents à la fourniture des biens ou la prestation des services demandés, le soumissionnaire doit étudier soigneusement les documents, ainsi que tous autres écrits ou normes auxquels la Ville réfère dans le cahier des charges.

4.4 Le soumissionnaire s'assure de recueillir toutes les informations dont il peut avoir besoin pour préparer sa soumission.

5. Communications relatives à l'appel d'offres

5.1 Toute demande d'information relative à l'appel d'offres doit être faite en temps utile de manière à ce que la Ville dispose d'un délai raisonnable pour y répondre avant la date d'ouverture.

5.2 Toute demande d'information doit être adressée au représentant de la Ville désigné au cahier des charges.

5.3 Pendant la période de soumission (entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée au cahier des charges. Si une communication, visant l'appel d'offres, a lieu pendant cette période avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par une telle communication.

5.4 Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

6. Interprétation du contrat

6.1 En cas de difficultés d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le contrat est le suivant :

- les addenda, du plus récent au plus ancien;
- les clauses administratives particulières;
- les clauses administratives générales;
- les instructions aux soumissionnaires;
- la page sommaire;
- le bordereau de soumission;
- le devis technique :
  - les plans, dessins et schémas;
  - le devis technique (texte);
  - les annexes;
- la soumission.

6.2 La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

6.3 Le soumissionnaire s'engage, en signant sa soumission, à respecter toutes et chacune des exigences du cahier des charges.

6.4 À moins d'indication contraire, les normes auxquelles réfère le cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des soumissions et elles en font partie intégrante.

7. Addenda

7.1 S'il y a lieu d'expliquer, de modifier ou de compléter l'appel d'offres, un addenda est émis et transmis à chacune des personnes ou sociétés s'étant procuré un exemplaire du cahier des charges. Tout addenda fait partie intégrante du cahier des charges, et le défaut d'accuser réception dudit addenda à la section IV – Renseignements complémentaires, pourra entraîner le rejet de la soumission.

7.2 Aucun renseignement obtenu autrement que par un tel addenda n'engage la responsabilité de la Ville.

7.3 Pour éviter d'avoir indûment à faire des reports de dates, la Ville ne considérera pas une demande de précision formulée par un preneur du cahier des charges si la demande est transmise moins de huit (8) jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.

8. Préparation de la soumission

8.1 Le soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour la préparation et la présentation de sa soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Directeur.

8.2 Le prix figurant au bordereau de soumission ne doit pas inclure la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ou toute autre taxe pouvant les remplacer. Ces taxes doivent cependant être indiquées à l'endroit prévu à la page sommaire de la soumission.

9. Prix des biens et services

9.1 Les prix inscrits à la soumission sont exprimés en dollars canadiens et sont fermes pour toute la durée du contrat, à moins d'indication contraire dans les clauses administratives particulières.

9.2 Le soumissionnaire doit indiquer, à l'endroit prévu au bordereau, le prix unitaire ou le taux horaire, selon le cas, pour chaque article ou service ainsi que le prix requis pour la quantité totale requise à chaque article ou service.

9.3 En cas d'ambiguïté ou de divergence, le prix unitaire ou le taux horaire, selon le cas, prévaudra et la soumission sera corrigée en conséquence.

9.4 La Ville peut corriger toute erreur de calcul dans une soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, le prix unitaire soumis ne peut jamais être corrigé, mais peut être reconstitué, lorsqu'aucun prix unitaire n'est indiqué en regard d'un item, en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. Dans une telle éventualité, les soumissionnaires renoncent à exercer tout recours contre celle-ci.

9.5 Aucun recours ne peut être exercé contre la Ville du fait de la renonciation à invoquer la non-proportionnalité d'un prix unitaire ou d'un taux horaire, de la reconstitution d'un prix unitaire, de la correction d'une erreur de calcul et des ajustements à la soumission en découlant, même si le rang des soumissionnaires est changé.

9.6 La Ville peut, s'il en va de son intérêt, rejeter une soumission dont le prix unitaire n'est pas proportionné. Est considéré proportionné le prix unitaire qui n'est pas inférieur ou supérieur de 20 % à la moyenne des prix unitaires présentés par tous les soumissionnaires. Si tous les soumissionnaires présentent un ou des prix unitaires non proportionnés, la Ville peut, à sa discrétion, augmenter par tranche de 5 % la limite de 20 % jusqu'à ce qu'un ou plusieurs soumissionnaires se qualifient.

9.7 Le soumissionnaire n'a aucun recours contre la Ville du fait du rejet de la soumission dont le prix unitaire n'est pas proportionné.

9.8 Dans l'éventualité où l'adjudicataire fournirait des biens ou des services identiques à ceux visés par le présent appel d'offres à un autre service ou arrondissement de la Ville à un prix moindre que celui indiqué dans sa soumission aux fins du présent contrat, cet adjudicataire devra réduire le prix des biens ou services fournis en vertu du présent contrat d'un montant équivalant à la différence des prix, et ce, à partir de la date où ces biens et services ont été offerts à un prix moindre.

10. Prix unitaire

10.1 Les prix unitaires de vente (ou taux horaire) des produits identifiés (ou services) doivent comporter tous les coûts nécessaires à l'exécution du contrat, notamment les coûts de matières premières, de main-d'œuvre, de production, de vente et d'administration générale, les taux de service (fabrication d'échantillons pour évaluation de la conformité de l'offre, échantillon pré production), manutention, entreposage, distribution, palettes, emballage spécifique et tous frais de livraison en cours de processus d'octroi et de contrat, la marge de profit et les taxes autres que la TPS et la TVQ, tel qu'en fait état le formulaire prévu à cette fin, ainsi que tous les frais à encourir pour la réalisation complète du service ou du mandat. Tous les prix doivent tenir compte du devis technique exigé dans le cahier des charges.

11. Frais de permis, douanes, taxes, intérêts et autres frais afférents

11.1 Le soumissionnaire devra obtenir à ses frais tous les permis, certificats, droits de douane et autres se rattachant au contrat. Dans tous les cas, le soumissionnaire doit se conformer, à ses frais, aux exigences rattachées à ces

permis et certificats. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de voir à inclure ces frais dans le prix de soumission.

12. Évaluation des besoins

12.1 Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur des prévisions ou scénarios et n'engagent d'aucune façon la Ville à acquérir quelque quantité que ce soit.

13. Garanties

Si requis à l'appel d'offres, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les garanties requises selon les dispositions ci-après :

13.1 Garantie de soumission

13.1.1 Le soumissionnaire doit présenter, avec sa soumission, une garantie de soumission au montant ou au pourcentage indiqué à la page sommaire des formulaires de soumission. Une soumission ne contenant pas de garantie de soumission conforme pourra être rejetée.

13.1.2 Cette garantie doit être fournie sous l'une ou l'autre des formes décrites ci-après :

13.1.2.1 par chèque **visé**, mandat-poste, mandat ou traite bancaire, tiré à l'ordre de la Ville de Montréal, sur une institution financière faisant affaire au Québec, et encaissable dans la Ville de Montréal, ou par lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande, nonobstant tout litige, émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal;

ou

13.1.2.2 par un cautionnement de soumission, selon le modèle joint au cahier des charges, émis par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Canada, ayant un établissement au Québec et acceptable à la Ville, accompagné d'une lettre d'engagement de cette compagnie à émettre un cautionnement d'exécution au soumissionnaire s'il devient adjudicataire. Cet engagement doit obligatoirement être inséré dans l'enveloppe de soumission. Le cautionnement de soumission doit demeurer en vigueur durant une période égale à celle de la validité de soumission indiquée au cahier des charges, sauf s'il est remplacé par un cautionnement d'exécution, à l'intérieur de ce délai, après l'adjudication du contrat.

13.1.3 Ladite garantie de soumission sera confisquée par la Ville, sans préjudice des autres droits et recours qu'elle pourrait avoir à l'encontre du soumissionnaire, si :

13.1.3.1 la soumission est retirée après l'ouverture des soumissions; ou si

13.1.3.2 le soumissionnaire refuse d'exécuter le contrat ou est incapable de fournir, dans les délais requis, les documents ou les renseignements demandés dans le cahier des charges ou par le Directeur.

13.2 Garantie d'exécution

13.2.1 Lorsqu'exigée au cahier des charges, une garantie d'exécution doit être remise à la Ville de Montréal, selon l'une ou l'autre des formes suivantes :

13.2.1.1 Si la garantie de soumission a été fournie sous l'une des formes prévues au paragraphe 13.1.2.1, l'adjudicataire devra, dans les dix (10) jours, si requis par la Ville à cet effet, la compléter par un chèque visé, un mandat-poste, un mandat bancaire, une traite bancaire, ou par une lettre de garantie bancaire irrévocable additionnelle jusqu'à concurrence du montant ou pourcentage apparaissant au cahier des charges, ou la remplacer par un cautionnement d'exécution en faveur de la Ville, selon le modèle joint au cahier des charges, et pour le montant qui y est indiqué.

13.2.1.2 Si la garantie de soumission a été fournie sous forme de cautionnement de soumission tel que prévu au paragraphe 13.1.2.2, l'adjudicataire devra, dans les dix (10) jours suivant une demande de la Ville à cet effet, fournir un cautionnement d'exécution en faveur de la Ville, selon le modèle joint au cahier des charges et pour le montant qui y est indiqué.

13.2.2 Si, de l'avis de la Ville, la garantie d'exécution devenait inacceptable, l'adjudicataire devra, à ses frais, la remplacer par une autre garantie acceptable à la Ville.

13.2.3 Le soumissionnaire doit remettre au Directeur la preuve du renouvellement de toute garantie, au moins soixante (60) jours avant son expiration, le cas échéant, à défaut de quoi la Ville pourra exécuter ladite garantie sans autre avis ni délai.

13.3 Remise des garanties

13.3.1 Après l'octroi du contrat, à l'exception de celles fournies sous forme de cautionnement, les garanties de **soumission** seront remises sans intérêt aux soumissionnaires dont les soumissions n'auront pas été retenues.

13.3.2 Si la garantie d'exécution est fournie sous forme d'un chèque visé, d'un mandat-poste ou d'un mandat ou traite bancaire, la Ville l'encaissera et versera à l'adjudicataire, le remboursement de la garantie, lorsque toutes les obligations contractuelles seront complétées et acceptées ou selon une entente avec le Directeur.

14. Produits équivalents

14.1 Advenant l'utilisation par la Ville du nom d'un fabricant ou d'un modèle de produit, celui-ci sert à indiquer, à titre de référence, les caractéristiques ainsi que le niveau de qualité du produit recherché.

14.2 Le soumissionnaire qui offre un produit équivalent doit indiquer le nom du fabricant, la marque et le modèle du produit offert en équivalence. De plus, il doit fournir la documentation relative au produit offert et indiquer aux endroits prévus au devis ou sur un document annexé, toutes les divergences aux spécifications ou produits décrits.

14.3 La notion d'équivalence ne doit pas avoir pour effet de modifier les paramètres généraux du (des) besoin(s) exprimé(s) au cahier des charges et d'ainsi procurer des avantages indus à l'un ou l'autre soumissionnaire, au détriment de l'ensemble du marché. L'offre d'un produit équivalent est soumise aux conditions prévues au cahier des charges.

14.4 Le soumissionnaire doit être en mesure d'établir, à la satisfaction du Directeur dont la décision est finale, le caractère équivalent du produit qu'il offre, à défaut de quoi seuls les marques et modèles indiqués seront considérés.

14.5 La Ville n'est pas tenue d'accepter des offres pour produits équivalents. Elle peut refuser toute offre de produits équivalents pour des motifs tels que notamment l'incompatibilité aux systèmes existants, la difficulté de remplacer les pièces d'origine, la technologie essentielle aux opérations, la rationalisation des coûts d'exploitation, la protection par brevet ou licence d'un produit spécifique, l'urgence ou la sécurité publique.

15. Consortium

15.1 La formation de consortium est interdite.

16. Sous-traitance

16.1 La Ville accepte l'utilisation de sous-traitants par les soumissionnaires. Toutefois, les soumissions doivent respecter les conditions suivantes :

a) dans le cas de soumissions sur invitation, la firme invitée doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville;

b) dans le cas d'appels d'offres publics, la firme ayant pris possession du cahier des charges doit agir en tant que chef de file auprès de la Ville.

16.2 Le soumissionnaire doit inscrire dans sa soumission, au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires, les noms des sous-traitants qui participeront à l'exécution du contrat ainsi que leur contribution.

16.3 Après l'adjudication du contrat, l'adjudicataire doit aviser le Directeur et avoir l'approbation de celui-ci, de toute modification apportée à l'information inscrite au point 4 « Sous-traitants » de la section des renseignements complémentaires de sa soumission.

16.4 La modification de cette information n'a pas pour effet de modifier le contrat, ni de créer aucun lien contractuel entre la Ville et les sous-traitants, ni de relever le soumissionnaire des obligations découlant du contrat.

16.5 L'adjudicataire est responsable de la compétence et de la solvabilité de chacun de ses sous-traitants.

16.6 L'adjudicataire est entièrement responsable envers la Ville de l'exécution du contrat et assume l'entière coordination des tâches que les sous-traitants exécutent. À cet effet, il est de la responsabilité du soumissionnaire de communiquer le contenu du contrat aux sous-traitants concernés en vue de faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du contrat qui les concernent.

16.7 Le Directeur peut, en tout temps, exiger de l'adjudicataire qu'il remplace un sous-traitant qui ne respecte pas les exigences du présent appel d'offres; un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du contrat.

16.8 L'adjudicataire doit fournir, en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou document supplémentaire concernant ces sous-traitants.

16.9 La soumission doit être signée par le seul soumissionnaire.

17. Catalogue de produits normalisés

17.1 La Ville entend, lorsque possible, faire auprès de sa clientèle interne la promotion des ententes de consommation découlant de cet appel d'offres. À cet effet, la Ville souhaite pouvoir intégrer à son site intranet, les images, les descriptions et les prix des produits et services adjugés, ou créer le lien permettant à l'usager d'accéder au site de l'adjudicataire pour consulter ces informations.

17.2 Le soumissionnaire doit indiquer à la clause 5 des « Renseignements complémentaires » le nom de la personne en mesure de soutenir la Ville dans les aspects techniques de cette démarche. L'incapacité actuelle d'un

soumissionnaire de soutenir la Ville dans cet exercice n'influe aucunement sur le traitement accordé à sa soumission, cet élément n'étant pas pris en compte dans l'analyse des soumissions.

18. Protection de l'environnement

18.1 Pour ses achats en biens et services, la Ville tient compte des considérations environnementales selon les trois grands principes, soit de réduire, de réutiliser et de recycler. Les soumissionnaires sont invités à mettre en place des mesures pour la protection de l'environnement et à suggérer à la Ville d'autres moyens pour atteindre son objectif.

18.2 Tout projet doit démontrer la volonté du soumissionnaire à collaborer pour trouver des solutions ayant un impact minimal sur l'environnement, et ce, dans un esprit de partenariat avec la Ville.

18.3 La Ville de Montréal s'est dotée d'un plan stratégique de développement durable. Dans le respect de ces orientations, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission le questionnaire sur la gestion environnementale se trouvant aux renseignements complémentaires, expliquant les actions mises en place dans son entreprise afin de favoriser la protection de l'environnement.

18.4 La présente clause de protection de l'environnement n'est pas discriminatoire. Elle se veut une mesure incitative pour renforcer notre démarche en matière de protection de l'environnement. La Ville se réserve le droit de valider les renseignements reçus des soumissionnaires et sous-traitants.

19. Approvisionnement équitable

19.1 En lien avec sa Politique d'approvisionnement, la Ville de Montréal souhaite développer et maintenir des relations d'affaires basées sur le respect et le traitement équitable des intervenants. Cette Politique mentionne aussi que le processus d'approvisionnement doit s'effectuer dans une perspective de développement durable, laquelle comprend notamment un objectif d'amélioration de l'équité sociale.

19.2 C'est pourquoi la Ville est soucieuse d'acquérir des biens et services dont la production respecte des normes du travail minimales et décentes. En conséquence, la Ville réprouve l'achat de tout produit fabriqué par des enfants de moins de 15 ans, ou par des travailleurs qui fabriquent des produits dans des conditions de travail forcé ou par des travailleurs qui sont exposés à des situations dangereuses ou nuisibles à leur santé dans leur milieu de travail.

19.3 Il est de la responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que les conditions de travail dans lesquelles sont fabriqués les produits qu'il offre à la Ville respectent des normes de travail minimales et décentes et doit pouvoir en rendre compte à la Ville sur demande. Cette obligation s'applique également aux sous-traitants du soumissionnaire. En signant sa soumission, le soumissionnaire reconnaît adhérer à ces principes.

20. Présentation de la soumission

20.1 Le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formulaires de soumission fournis par la Ville, compléter des documents soutenant sa proposition et retourner les documents, sous pli cacheté, comme suit :

- Trois (3) copies dûment signées, dont **un (1) sera un original non relié et signé, et un sera une (1) copie annotée « copie certifiée » de l'original**.
- Un (1) exemplaire devra être soumis en version électronique (copie conforme à l'originale) en format PDF sur CD ou sur une clé USB.

L'identification de l'enveloppe devra respecter le gabarit fourni par la Ville.

20.2 Au moment de compléter la section « Identification du soumissionnaire » du formulaire « Page sommaire », le soumissionnaire doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ).

20.3 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec le contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

21. Signature de la soumission

21.1 **Le défaut de signer la PAGE SOMMAIRE de la soumission entraînera le rejet de celle-ci.**

21.2 Toute rature faite sur les formulaires de soumission doit être paraphée par le signataire de la soumission.

21.3 Si le soumissionnaire est une personne faisant affaire seule, sous son nom propre ou sous un autre nom, non incorporée en vertu de la loi, il peut signer la soumission lui-même.

21.4 Si le soumissionnaire est une société non incorporée en vertu de la loi, l'associé qui signe la soumission est réputé dûment autorisé.

21.5 Si le soumissionnaire est une personne morale, le représentant qui signe la soumission est réputé être dûment autorisé.

22. Modification de la soumission avant l'ouverture des soumissions

22.1 Le soumissionnaire peut modifier sa soumission jusqu'à l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions, pourvu que telle modification soit accompagnée d'une lettre signée par le représentant autorisé du soumissionnaire. La modification doit être insérée dans une enveloppe identifiant clairement le numéro d'appel d'offres.

23. Acceptation ou refus de la soumission lors de l'ouverture

23.1 Quel que soit le mode d'expédition choisi par le soumissionnaire, toute soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement, sous pli cacheté, à l'endroit, à la date et à l'heure indiqués à l'appel d'offres pour son ouverture en public tel que prévu.

24. Confidentialité des soumissions

24.1 Seuls les renseignements consignés à la page sommaire des soumissions seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des soumissions.

24.2 La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions. Toutefois, en conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), elle pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au Greffe de la Ville de Montréal, certaines informations relatives à cet appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

Service du greffe
Division de la gestion des documents, des archives et de l'accès à l'information
275, rue Notre-Dame est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Télécopieur : 514 872-5655

25. Visite des locaux ou ateliers du soumissionnaire et de ses sous-traitants

25.1 La Ville se réserve le droit de visiter ou de faire visiter les locaux ou ateliers du soumissionnaire et de ses sous-traitants, afin de s'assurer de leur capacité de fournir les biens et les services conformément à toutes et chacune des exigences de l'appel d'offres.

26. Vice de forme ou défaut mineur

26.1 S'il y va de l'intérêt de la Ville, elle pourra passer outre à tout vice de forme et défaut mineur que peut contenir la soumission.

27. Dispositions visant à favoriser la transparence et Politique de gestion contractuelle

27.1 En déposant une soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, et prend tous les engagements prévus à cette Politique (jointe en annexe).

27.2 En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse,

- ni le soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du soumissionnaire dans les six (6) mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants;

- ni une entreprise qui lui est liée ou un des ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les six (6) mois précédant l'appel d'offres, un de ses sous-traitants ou consultants,

n'ont participé à l'élaboration du présent appel d'offres.

« Participation à l'élaboration de l'appel d'offres » doit être compris ici comme l'action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger le cahier des charges ou à y être intégré.

27.3 Malgré la clause 26, le fait pour l'une ou l'autre des personnes mentionnées à 27.2 d'avoir préparé ou produit pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent cahier des charges dans le délai prévu, constitue une participation à l'élaboration du présent appel d'offres et la soumission peut être rejetée.

Cependant, ne constitue pas une participation prohibée, le fait pour toute personne, d'avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ayant servi à rédiger le présent cahier des charges mais explicitement mis à la disposition de tout soumissionnaire éventuel.

27.4 La Ville peut résilier le contrat conclu avec l'adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci qu'une affirmation solennelle à titre de soumissionnaire était inexacte, ou bien qu'il ne respecte pas les engagements prévus à la Politique de gestion contractuelle.

Dans une telle éventualité, l'adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la soumission qu'il a présentée et le montant du contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le contrat, y compris tous les dommages résultants d'une telle résiliation.

27.5 Nonobstant l'interdiction pour une entreprise de soumissionner si elle a participé à l'élaboration du cahier des charges dans les six (6) mois le précédant, une dérogation à la clause 27.2 peut être consentie, par écrit, par le Directeur général de la Ville ou, s'il s'agit d'un contrat relevant de la compétence d'un arrondissement, par le Directeur d'arrondissement.

27.6 Le directeur peut, après l'ouverture des soumissions, requérir du soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite soumission. Le défaut du soumissionnaire de lui transmettre les documents et informations demandés dans le délai imparti peut entraîner le rejet de la soumission. Le directeur peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le bordereau de soumission, lequel prévaut en tout temps.

28. Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats

28.1 Contrat visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entrée en vigueur le 24 septembre 2014)

28.1.1 Si le contrat visé par le présent appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et a pour objet :

a) l'approvisionnement en enrobés bitumineux ;

b) des services reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout.

Conformément au Décret 795-2014 du 10 septembre 2014, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au contrat découlant du présent appel d'offres.

28.1.2 Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa soumission.

28.1.3 Toute entreprise partie à un sous-contrat de services relié à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout ou à un sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux, rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

28.2 Contrat visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entrée en vigueur le 24 octobre 2014)

28.2.1 Si le contrat visé par le présent appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M $, incluant, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées, et a pour objet des travaux de construction.

28.2.2 Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa soumission.

28.2.3 Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

28.3 Contrat visé par le décret 435-2015 du 27 mai 2015 (entrée en vigueur le 2 novembre 2015)

28.3.1 Si le contrat visé par le présent appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 1 M $, incluant, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées, et a pour objet la fourniture de services.

28.3.2 Le soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa soumission.

28.3.3 Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

28.4 Tout contrat visé ou non par décret

28.4.1 En cours d'exécution du contrat découlant du présent appel d'offres, le gouvernement peut obliger l'adjudicataire et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminées.

29. Adjudication du contrat

29.1 Le contrat sera adjugé si la Ville donne suite à l'appel d'offres au soumissionnaire ayant présenté la plus basse soumission conforme ou, si les soumissions doivent être analysées en fonction d'une grille d'évaluation, à celui ayant obtenu le plus haut pointage conformément à la grille contenue au présent document.

29.2 Le Directeur ou son représentant avise par écrit l'adjudicataire de l'octroi du contrat, soit par l'émission d'un bon de commande, soit par une lettre à cet effet.

29.3 La Ville de Montréal ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

30. Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner

30.1 Le gouvernement du Québec adoptait en décembre 2012 le projet de loi n^{o} 8 intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, par lequel il a notamment modifié l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet aux municipalités de refuser, à certaines conditions, toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant. Cette disposition est entrée en vigueur par décret gouvernemental le 26 juin 2013.

Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué en cours de contrat. Par la suite, à la fin du contrat, le rendement de l'adjudicataire sera évalué sur un ensemble de critères prédéfinis regroupés par thèmes. La grille de thèmes, incluant la pondération et les critères sous-tendus des thèmes, est fournie à la section « Clauses administratives particulières » du présent cahier des charges.

Si le rendement de l'adjudicataire s'avère non satisfaisant (note inférieure à 70%), un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) jours après la fin du contrat. Suite à la réception du rapport, le fournisseur ou l'entrepreneur disposera d'une période de trente (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. Suite à la réception de ces commentaires, et si la personne désignée en maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) jours.

30.2 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

Si une telle évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat dans le cas où l'identité d'un sous-traitant du cocontractant lui est communiquée après l'adjudication du contrat et que ce sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-contrat.

31. Langue du commerce et des affaires

31.1 Le soumissionnaire doit respecter les dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements. À cet égard, toute communication écrite et verbale doit se faire en français.

31.2 L'article 51 de la *Charte de la langue française* prévoit que :

- Toute inscription sur un produit, son contenant ou son emballage, sur un document ou objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et les certificats de la garantie, doit être rédigée en français.

- Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions, mais aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit l'emporter sur celle qui est rédigée en français.

- L'adjudicataire est responsable de fournir une version française desdits documents lors de la livraison des biens ou au moment convenu entre lui et la Ville.

32. Non-exclusivité

32.1 Si cet appel d'offres consiste à établir une entente d'approvisionnement à long terme avec un fournisseur, cette entente ne constitue pas un contrat d'exclusivité d'achat auprès de l'adjudicataire.

32.2 La Ville se réserve le droit d'acquérir des produits ou services identiques auprès d'autres fournisseurs. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville advenant telle occurrence.

SECTION II
CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Section à NE PAS retourner

1. Octroi du contrat

1.1 La Ville n'est pas tenue de donner suite à l'appel d'offres.

1.2 L'adjudicataire ne doit pas entreprendre l'exécution du contrat avant d'avoir reçu une confirmation écrite du Directeur à cet effet.

1.3 Un bon de commande transmis par la Ville peut n'avoir pour objet qu'une partie des biens ou des services visés par le contrat.

1.4 Si le présent appel d'offres vise la conclusion d'une entente-cadre et que le contrat est adjugé, les bons de commande pourraient être émis par les différents services ou arrondissements de la Ville et l'adjudicataire est tenu de respecter le prix et les taux de remise inscrits au bordereau de soumission pour chaque commande.

2. Rencontre technique

2.1 Si la Ville le juge nécessaire, l'adjudicataire doit déléguer un représentant possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution du contrat décrit au présent cahier des charges afin de rencontrer le Directeur, au bureau de la Ville, préalablement à l'exécution du contrat.

3. Assurances

3.1 L'adjudicataire doit détenir toutes les polices d'assurance requises en vertu du cahier des charges.

3.2 L'adjudicataire devra fournir, à la demande du Directeur, les copies de ces polices d'assurance.

4. Propriété intellectuelle

4.1 L'adjudicataire déclare être l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle requis aux fins de l'exécution du présent contrat. L'adjudicataire garantit et tient la Ville indemne de toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de ce qui précède, et notamment de toute poursuite ou réclamation pour violation de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce, de dessins, de secrets industriels, et à l'indemniser de tout jugement rendu contre elle, en capital, intérêts et frais.

5. Confidentialité et droit de propriété sur les plans et devis de la Ville

5.1 L'adjudicataire s'engage formellement, sauf dans la mesure où l'exécution du contrat l'exige, à ne pas divulguer ni publier à des tiers les renseignements ou la documentation que lui communique la Ville.

5.2 Tous les plans, devis et leurs copies, rapports, photocopies, modèles ou échantillons fournis par la Ville ou produits par l'adjudicataire, au cours de l'exécution du contrat, sont la propriété de la Ville et ne doivent pas être utilisés à d'autres fins. À cet effet, lorsque le présent contrat prend fin, ils doivent être intégralement remis à la Ville.

6. Conditions de paiement

6.1 Les conditions de paiement sont « net trente (30) jours » de la date de la réception de la facture ou de la fourniture des services ou livraison des biens au point de destination prévu par la Ville, selon la plus tardive des deux dates. En conséquence, toute autre condition de paiement ne sera pas opposable à la Ville.

6.2 Malgré le paragraphe 6.1, les soumissionnaires ont la possibilité d'offrir des escomptes de paiement en fonction de délais très précis indiqués à la section A des renseignements complémentaires, point 1. Ces escomptes ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des soumissions, mais lieront l'adjudicataire, le cas échéant.

7. Paiement

7.1 Le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité de biens livrés ou services fournis et acceptés par la Ville. En tout temps, l'adjudicataire doit fournir la preuve de la livraison des biens ou de la fourniture des services pour justifier sa demande de paiement.

7.2 La Ville se réserve le droit de déduire de la facturation courante de l'adjudicataire les montants qu'elle juge équitables et raisonnables, afin de compenser pour les travaux non exécutés ou non conformes aux exigences du contrat.

7.3 Tout compte non conforme sera refusé et retourné à l'adjudicataire pour correction.

7.4 Aucuns frais pour retard de paiement ne pourront être facturés à la Ville.

7.5 L'adjudicataire doit indiquer clairement et séparément sur ses factures les montants et le taux des taxes payables en regard des biens ou services fournis ainsi que les numéros d'inscription qui lui ont été attribués par Revenu Canada aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS) et par le ministre des Finances du Québec aux fins de la taxe de vente du Québec (TVQ).

7.6 Le remplacement des taxes à la consommation existantes (TPS, TVQ) par d'autres taxes ou toute variation du taux de ces taxes sera traité conformément aux dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

7.7 Lorsqu'il y a contre l'adjudicataire ou l'un de ses sous-traitants une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville, cette dernière a le droit de se tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de tout telle réclamation ou créance, de quelque nature que ce soit, en retenant les sommes nécessaires à l'obtention des quittances appropriées. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.

7.8 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville pour acquitter la réclamation ou créance d'un tiers, la Ville peut exiger de l'adjudicataire qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle.

7.9 Si l'adjudicataire doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque raison que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'adjudicataire, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, intérêts et frais.

8. Prérogatives de la Ville

8.1 La Ville décide de toute question relative à l'interprétation ou à l'exécution du contrat, y compris celle se rapportant aux garanties et à la valeur des commandes. Cette décision est finale et l'adjudicataire doit s'y conformer.

Toute difficulté doit être portée à l'attention de la Ville, par écrit, par l'adjudicataire au plus tard dans les 10 jours de sa survenance. À défaut, l'adjudicataire sera présumé avoir renoncé à faire valoir ses droits à cet égard. L'adjudicataire doit préciser dans son avis écrit les motifs de la contestation, les dispositions contractuelles visées, la solution proposée, le tout accompagné des pièces justificatives.

La présente procédure ne peut avoir pour effet de justifier une interruption ou un ralentissement de l'exécution du contrat. L'adjudicataire est en défaut s'il ne poursuit pas l'exécution du contrat avec la célérité et la diligence requises.

8.2 L'adjudicataire qui poursuit l'exécution du contrat après une décision de la Ville ne renonce pas de ce fait à ses droits et recours pourvu que, dans les dix (10) jours de la réception de l'avis de cette décision, il signifie à la Ville par écrit sa contestation motivée de telle décision.

8.3 L'adjudicataire doit transmettre à la Ville, sur demande, tout document ou toute information nécessaire.

8.4 Si, pendant l'exécution du contrat et jusqu'à la réception définitive de biens ou services visés par ledit contrat, le Directeur déclare que certaines parties des biens livrés ou services rendus ne sont pas conformes aux exigences du contrat, l'adjudicataire doit apporter les modifications nécessaires à ses frais afin de se conformer aux dites exigences, selon la demande du Directeur.

9. Cession du contrat

9.1 L'adjudicataire ne peut, sans l'autorisation préalable écrite de l'instance compétente de la Ville, céder ses droits et obligations dans le contrat.

9.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que le cessionnaire respecte intégralement les conditions du contrat, notamment d'assumer l'entière responsabilité de l'exécution du contrat, y compris pour la période antérieure à la cession comme s'il avait lui-même exécuté le contrat pendant celle-ci.

10. Défaut

10.1 L'adjudicataire est en défaut :

10.1.1 s'il ne respecte pas l'une quelconque de ses obligations en vertu du présent appel d'offres;

10.1.2 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

11. Résiliation

11.1 Dans le cas mentionné à l'article 10.1.1, la Ville avise l'adjudicataire de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, l'adjudicataire n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier le contrat.

11.2 Dans le cas mentionné à l'article 10.1.2, le contrat est résilié de plein droit dès que survient l'événement et les garanties fournies par l'adjudicataire deviennent exécutoires nonobstant la résiliation.

11.3 La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur.

L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

12. Application des lois du Québec

12.1 Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13. Pénalités pour retard de livraison

13.1 Au cas où il surviendrait, avant ou au cours de l'exécution du contrat, des circonstances imprévues qui peuvent causer des retards ou entraîner une modification à l'échéancier dudit contrat, l'adjudicataire est tenu d'en aviser immédiatement le Directeur qui, s'il le juge à propos, peut alors autoriser par écrit une modification du calendrier du contrat et, le cas échéant, reporter la date prévue de fin dudit contrat.

13.2 Sous réserve du paragraphe 13.1, et sans préjudice quant à ses autres droits et recours, le Directeur pourra appliquer une pénalité à compter de la date prévue de livraison en vertu des « clauses administratives particulières » du cahier des charges.

13.3 Cette pénalité est calculée sur la valeur des biens non livrés et la Ville ne tient pas compte des taxes applicables dans ce calcul.

13.4 Le cas échéant, la Ville déduira des paiements dus, la pénalité prévue au paragraphe 13.2.

13.5 Cette pénalité est applicable sans que la Ville soit tenue de mettre en demeure l'adjudicataire d'exécuter son obligation de livrer.

14. Inspection

14.1 La Ville se réserve le droit de procéder à des inspections en cours de fabrication ou d'exécution et l'adjudicataire doit l'aider à accomplir ce rôle.

15. Normes d'emballage

15.1 Tout bien livré doit être convenablement emballé pour en assurer la protection durant le transport et l'entreposage, selon les règles de la pratique courante et les exigences de la Ville.

15.2 À défaut de se conformer aux normes d'emballage exigées dans le cadre de cet appel d'offres, la Ville se réserve le droit de retourner la marchandise à l'adjudicataire, à ses frais, afin d'apporter les correctifs appropriés. Si tel est le cas, la marchandise sera considérée réellement reçue uniquement suite à la livraison selon les normes.

15.3 Concernant la gestion environnementale, dans un souci de protection de l'environnement et de sauvegarde des ressources naturelles, la Ville encourage l'utilisation de matériaux d'emballage constitués de matières recyclées et recyclables qui sont exempts de substances toxiques.

15.4 La Ville favorise également l'utilisation minimale d'emballage, dans la mesure où la protection des biens n'est pas compromise.

16. Transport

16.1 Toutes les livraisons régulières, à l'adresse spécifiée à la commande, doivent être :
RDA (DDP), rendu, droits acquittés selon les Incoterms 2000.

16.2 Le terme « RDA » signifie que les transferts de frais et de risques se font à la livraison chez l'acheteur. Par conséquent, les risques de perte et les dommages causés aux biens durant le transport jusqu'à la livraison conforme sont sous l'entière responsabilité du fournisseur, y compris le dédouanement et le paiement des droits et taxes s'il y a lieu.

16.3 Le transfert de propriété des biens s'effectue au lieu prévu de livraison au cahier des charges lors de la prise de possession de la marchandise et pourvu que les biens soient conformes.

17. Garantie des biens

17.1 L'adjudicataire déclare que les biens fournis en vertu du présent contrat sont neufs.

17.2 L'adjudicataire garantit personnellement ceux-ci contre tout défaut pendant une période d'un an à partir de la date de l'acceptation de la livraison par la Ville. À cet effet, l'adjudicataire devra remplacer ou réparer, au choix et à la satisfaction du Directeur, dans un délai raisonnable et à ses frais, tout bien défectueux durant la période de garantie. Tel remplacement ou telle réparation bénéficiera alors de la même garantie que le bien original. Si l'adjudicataire se voit dans l'impossibilité de remplacer ou réparer l'article dans les délais prévus, celui-ci doit en aviser le représentant de la Ville. Ceux-ci doivent convenir d'un délai raisonnable d'un commun accord pour le remplacement de l'article en cause.

17.3 La garantie précitée est en sus de la garantie du manufacturier. Le cas échéant, l'adjudicataire doit fournir un spécimen de la garantie du manufacturier.

18. Retour de marchandise

18.1 La Ville retournera, aux frais de l'adjudicataire, les produits non conformes au présent cahier des charges si ce dernier n'a pas récupéré sa marchandise dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'appel téléphonique du Directeur. L'adjudicataire sera seul responsable des dommages pouvant survenir à ces biens.

19. Force majeure

19.1 Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente entente, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés des parties.

EXE : POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Ville de Montréal

ADOPTÉE LE 23 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
ADOPTÉE LE 25 AOÛT 2016 PAR LE CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Section à NE PAS retourner

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme,* au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal,* les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Mandat : Appel d'offres 16-XXXXX (TITRE)

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____, le _____

_____

SECTION III
CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Section à NE PAS retourner

1. Validité de la soumission

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer son offre pendant les cent cinquante (150) jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai ci-dessus mentionné.

2. Nombre d'exemplaires requis de la soumission

Contrairement à ce qui est stipulé à l'article 20.1 des instructions au soumissionnaire**,** la soumission devra être soumise en deux (2) exemplaires, recto verso dont un (1) sera un original **non relié et signé, et une (1) copie certifiée de l'original**.

3. Formule de prix

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est l'option de prix unitaire en accord avec la clause 10 « Prix unitaire » des « Instructions au soumissionnaire ».

4. Durée du contrat

Sous réserve des conditions mentionnées dans le cahier des charges, les services de remorquage devront être fournis, durant la saison hivernale 2017-2018, soit entre le 1er novembre 2017 et le 30 avril 2018.

5. Prolongation du contrat

Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire avant le 30 juin 2018 et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé du 1er novembre 2018 jusqu'au 30 avril 2019, pour un maximum d'une (1) prolongation.

Tout renouvellement du contrat convenu devra respecter l'intégralité des termes du présent appel d'offres.

6. Indexation des prix

Advenant la prolongation du contrat, sur avis écrit de la Ville, l'indexation se fera selon les conditions suivantes :

- une révision à la hausse ou à la baisse des prix unitaires soumis sera effectuée selon la variation des indices des prix du transport privé de la province de Québec[1], publié par Statistique Canada.

Les révisions des prix soumis ci-haut décrites sont calculées, le cas échéant, par l'application de la formule suivante :

$$P_r = P_o * \left(\frac{\text{IPC avril 2018}}{\text{IPC avril 2017}} \right)$$

[1] http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/cpis12c-fra.htm

Dans laquelle :

P_r : Prix unitaire révisé
P_o : Prix unitaire soumis
IPC : Indice des prix du transport privé pour la province de Québec. Publié par Statistique Canada.

7. Garantie de soumission et d'exécution

Conformément à l'article 13 des Instructions au soumissionnaire, le soumissionnaire devra joindre à sa soumission, une garantie de soumission sous forme de chèque visé tiré à l'ordre de la Ville de Montréal ou un cautionnement de soumission, au montant de deux mille dollars (2 000 $) par remorqueuse.

Dans le cas où le soumissionnaire dépose une garantie de soumission sous forme de chèque visé et propose un prix pour plus d'un article, celui-ci devra remettre un chèque par article soumissionné.

Après l'octroi, les chèques des adjudicataires seront encaissés et retenus pour la durée du contrat à titre de garantie d'exécution. Les chèques des soumissionnaires dont les soumissions ne sont pas acceptées seront retournés par le Service de l'approvisionnement.

Dans le cas où le soumissionnaire dépose une garantie de soumission sous forme de cautionnement et devient l'adjudicataire, celui-ci devra remettre, sur demande du Service de l'approvisionnement, un cautionnement d'exécution au montant de deux mille dollars (2 000 $) par contrat octroyé.

À défaut de déposer ladite garantie, l'adjudicataire est réputé non conforme et cela pourra entraîner la résiliation du contrat sans préjudice de ses autres droits et recours.

8. Méthode d'adjudication

Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat par article au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles. Les soumissions retenues seront celles dont les taux horaires soumis apporteront les meilleures économies à la Ville.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre un prix pour chacun des articles aux bordereaux de soumission, mais seulement aux articles pour lesquels il désire présenter un prix. Cependant, il ne peut lui être octroyé plus d'articles qu'il a présenté de garanties de soumissions. Le nombre de garanties de soumission fournies par le soumissionnaire déterminera la capacité de celui-ci à rendre les services de remorquage requis.

Par exemple : un soumissionnaire qui possède quatre (4) remorqueuses peut soumettre des prix pour six (6) articles dans le même groupe ou dans des groupes différents. Par conséquent, il doit présenter quatre (4) garanties de soumission de 2 000 $ chacune. Celui-ci se verra octroyer un maximum de quatre (4) articles à condition d'être le plus bas soumissionnaire conforme.

Le soumissionnaire doit fournir aux renseignements complémentaires, le nombre de remorqueuses pour lesquelles il a fourni une garantie de soumission.

En cas d'égalité entre des soumissionnaires, la Ville procédera à un tirage au sort qui permettra de déterminer le plus bas soumissionnaire conforme pour ledit article. Les soumissionnaires concernés par l'égalité seront informés des modalités du tirage et invités à assister à celui-ci.

Lors de l'analyse des offres reçues, s'il est de l'intérêt de la Ville, celle-ci se réserve le droit d'annuler un ou plusieurs articles aux bordereaux de soumission sans invalider l'appel d'offres.

9. Processus d'analyse

Afin d'effectuer l'analyse des soumissions reçues, la Ville se réserve le droit d'exiger de tout soumissionnaire, tout document manquant ou incomplet, dans les sept (7) jours ouvrables suivant une demande écrite du Directeur. Le défaut de fournir tout document exigé dans le délai prescrit pourra conduire au rejet de la soumission visée par la demande écrite.

10. Inspection

Afin de déterminer la conformité technique des appareils avec équipements des soumissions les plus basses, ceux-ci seront vérifiés et inspectés par l'arrondissement. Les inspections se feront suivant l'ouverture des soumissions. Les soumissionnaires doivent se soumettre à une telle inspection dans un délai de deux (2) jours ouvrables, après une demande écrite du représentant de l'arrondissement.

L'heure, la date et le lieu de l'inspection seront communiqués au soumissionnaire après l'ouverture des soumissions.

L'inspection vise à :

- valider que les remorqueuses sont prêtes à fonctionner adéquatement et sont conformes aux exigences de l'article 2 du devis technique;
- réaliser au besoin, un essai de résistance des composantes de la remorqueuse.

En cours de contrat, une vérification des appareils et des accessoires sera faite au bureau de la voirie de l'arrondissement ou à l'atelier de l'adjudicataire chaque fois que le Directeur le juge nécessaire, et ce, pendant toute la durée du contrat.

Le Directeur se réserve le droit de refuser une remorqueuse si son état est jugé inadéquat et/ou n'a pas tout l'équipement requis.

11. Heures garanties

11.1 Groupe A : Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Un minimum de cent (100) heures par article, par saison, est garanti.

11.2 Groupe B : Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

11.3 Groupe C : Arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

11.4 Groupe D : Arrondissement de Lachine

Un minimum de cent-vingt-cinq (125) heures par article, par saison, est garanti.

11.5 Groupe E : Arrondissement du Sud-ouest

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

11.6 Groupe F : Arrondissement Montréal-Nord

Un minimum de cent (100) heures par article, par saison, est garanti.

11.7 Groupe G : Arrondissement de Verdun

Un minimum de cent (100) heures par article, par saison, est garanti.

11.8 Groupe H : Arrondissement de Saint-Laurent

Un minimum de cent (100) heures par article, par saison, est garanti.

11.9 Groupe I : Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

11.10 Groupe J : Arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

11.11 Groupe K : Arrondissement de Ville-Marie

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

11.12 Groupe L : Arrondissement de LaSalle

Un minimum de cent soixante-quinze (175) heures par article, par saison, est garanti.

11.13 Groupe M : Arrondissement d'Anjou

Un minimum de cent (100) heures par remorqueuse et de soixante-dix (70) heures pour la remorqueuse avec plateforme, par saison, est garanti.

11.14 Groupe N : Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Un minimum de deux cents (200) heures par article, par saison, est garanti.

12. Bon de travail

Pour toute la durée du contrat, la Ville exige que l'adjudicataire soumette des bons de travail numérotés dûment complétés.

Au début et à la fin de chaque quart de travail, le chauffeur devra remplir, signer et faire approuver le bon de travail par le représentant autorisé de la Ville et devra lui en laisser une copie. La Ville pourra en tout temps demander à l'adjudicataire une copie du bon de travail dûment signé.

12.1 Le bon de travail numéroté devra contenir les informations suivantes :

- le numéro du bon de commande;
- la liste des véhicules remorqués;
- les adresses de remorquage et les lieux de déplacement;
- le nom et l'adresse du fournisseur;
- le numéro de la remorqueuse et de sa plaque d'immatriculation;

- l'heure d'arrivée sur le lieu de l'opération de déneigement;
- l'heure du début de l'opération de déneigement;
- l'heure de fin de l'opération de déneigement;
- le nombre d'heures non travaillées (bris/réparation/repas);
- le nombre d'heures travaillées;
- le nom du chauffeur en lettres moulées (lisible);
- la signature du chauffeur;
- la signature du représentant de la Ville.

Ces pièces justificatives doivent obligatoirement être signées par le représentant de la Ville et le chauffeur de la remorqueuse. Seules les pièces justificatives comportant clairement ces deux (2) signatures seront considérées pour paiement. À la réception de la facture, la Ville vérifie l'exactitude de celle-ci avec ces pièces justificatives. En cas d'erreur, elle avise l'adjudicataire pour qu'il corrige la facture.

13. Facturation

13.1 Au début de chaque mois, l'adjudicataire doit soumettre au Directeur une facture détaillée pour les services de remorquage fournis le mois précédent.

13.2 Toutes les factures et les notes de crédit originales, **préalablement vérifiées et approuvées par le Directeur**, doivent parvenir à l'adresse suivante. :

Division de la vérification et du paiement des factures
Direction de la comptabilité et du contrôle financier
Service des finances
Ville de Montréal
85, rue Notre-Dame Est, bureau 3.100
Montréal (Québec) H2Y 1B5

13.3 L'adjudicataire doit envoyer une copie, de chaque facture et note de crédit à l'adresse inscrite **sur les bons de commande.**

13.4 Renseignements

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- le numéro de la facture;
- le nom et l'adresse du fournisseur;
- le numéro du bon de commande;
- les dates de fourniture des services de remorquage;
- les numéros des bons de travail;
- le taux horaire par remorqueuse;
- les numéros de TPS et TVQ;
- les heures de travail.

13.5 Le soumissionnaire doit joindre lors du dépôt de sa soumission, un spécimen de facture présentant les renseignements énumérés ci-dessus.

13.6 La Ville se réserve le droit de déduire de la facturation courante de l'adjudicataire les montants qu'elle juge équitables et raisonnables afin de compenser pour les services de remorquage non fournis ou non conformes aux exigences du cahier des charges qu'elle a dû exécuter ou faire exécuter.

13.7 Les heures travaillées et payées débutent lorsque la remorqueuse commence à fournir les services de remorquage à l'heure et à l'endroit déterminés par le Directeur et se terminent lorsqu'elle n'est plus requise. Les heures de repas, d'entretien ou de réparation des remorqueuses et de leurs accessoires sur le lieu du travail sont exclues.

13.8 Aucun supplément ne sera payé pour le transport, les heures travaillées le samedi, le dimanche ou un jour férié.

13.9 De plus, la Ville ne garantit pas un minimum d'heures travaillées dans une journée.

13.10 La dernière facture devra être accompagnée d'une attestation de conformité de la CNESST, délivrée en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Sans ce document, la Ville ne libérera pas le dernier paiement.

14. Assurance - responsabilité civile

L'adjudicataire doit détenir une police d'assurance responsabilité civile conformément aux conditions ci-après :

a) La protection minimale pour la Ville, l'adjudicataire et ses sous-traitants est de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés :

- à une personne;
- à plus d'une personne;
- à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville.

b) La police d'assurance doit couvrir tous les services exécutés ou à exécuter en vertu du contrat.

c) La police d'assurance doit être maintenue en vigueur pour toute la durée du contrat. Advenant que la durée du contrat excédait le délai inscrit pour la période de validité de ladite police, l'adjudicataire devrait prendre toutes les dispositions requises pour son renouvellement de façon à maintenir la police en vigueur pendant le contrat.

Dès que l'adjudicataire est avisé que le contrat lui est adjugé, il doit fournir à la Ville dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis à cet effet, le formulaire « Avenant de responsabilité civile » inclus au cahier des charges dûment et originalement complété par l'assureur, et ce, avant d'amorcer l'exécution du contrat.

Si l'adjudicataire ne peut fournir ou maintenir en vigueur la police d'assurance selon les modalités prescrites, la Ville se réserve le droit :

- d'annuler le présent contrat en tout temps, et ce, sans préavis; ou
- de constater son défaut, d'en aviser la caution et d'exécuter les services à leurs frais. Dans un tel cas, l'adjudicataire et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour exécuter ces activités et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu les exécuter à un coût inférieur.

15. Représentants de l'adjudicataire

Le soumissionnaire devra indiquer au point 8 « Représentants de l'adjudicataire » des Renseignements complémentaires, les noms de deux (2) représentants responsables de ce contrat qui pourront être contactés par téléphone, en tout temps, et ce, sans devoir passer par un service téléphonique. Ces personnes doivent pouvoir être jointes à l'aide d'un téléphone cellulaire lorsqu'elles sont à l'extérieur du bureau de l'adjudicataire. De plus, elles doivent parler et comprendre le français.

Les représentants responsables de l'adjudicataire doivent répondre aux appels téléphoniques d'urgence en tout temps ou retourner les appels dans les quinze (15) minutes suivant un appel du représentant de la Ville.

Dans l'éventualité où l'adjudicataire change la ou les personnes responsables désignées, il doit en aviser le Directeur par écrit 48 heures avant la date d'effet de ce changement.

16. Responsabilité de l'adjudicataire

L'adjudicataire sera seul responsable des dommages ou accidents qui, de la part de ses agents, employés ou ouvriers, pourraient être causés aux personnes, aux choses ou aux propriétés de la Ville, d'une corporation, d'une compagnie ou de particuliers, durant l'exécution de son contrat; la surveillance exercée par la Ville pour la bonne exécution des remorquages ne dégagera aucunement l'adjudicataire de sa responsabilité quant aux dommages et accidents.

Si, en quelque temps que ce soit, il est constaté qu'il existe contre l'adjudicataire une réclamation ou une créance privilégiée qui, si elle était établie, pourrait entraîner une responsabilité pécuniaire pour la Ville, celle-ci aura le droit de se tenir complètement indemne contre telle réclamation ou créance.

Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles

L'adjudicataire devra, durant la durée de son contrat, se soumettre aux dispositions de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles. L'arrondissement exige :

- qu'à tout moment durant le contrat ou lorsque requis par le Directeur, l'adjudicataire doit fournir dans les quinze (15) jours les documents attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur la santé et la sécurité du travail du Québec (LSST) et qu'il est en règle avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CNESST);
- qu'il fasse rapport écrit au directeur des travaux publics de tout accident survenu, par le fait ou à l'occasion du travail, aux employés occupés à l'entreprise, dans les huit (8) jours qui suivent l'accident;
- l'approbation du paiement final est sujette à la connaissance qu'il n'y ait aucune réclamation relative à la Loi, ou quelque autre contre l'adjudicataire à qui doit faire ledit paiement;
- l'approbation du paiement final et la remise du dépôt d'exécution ne déchargeront pas l'adjudicataire de la responsabilité prévue par le Code civil ou par toute loi fédérale ou provinciale.

Santé et sécurité au travail

Lors de l'exécution des services, l'adjudicataire doit se conformer aux prescriptions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, la réglementation adoptée en vertu de cette loi et les normes internes de sécurité de l'arrondissement. L'adjudicataire doit veiller à ce que ses employés et préposés se conforment aux dispositions de ladite loi sur la santé et la sécurité du travail, ses règlements et les normes de sécurité internes des arrondissements.

Tout manquement à l'une des obligations prévues dans ladite loi, ses règlements et les normes internes de sécurité de l'arrondissement ne peut engager la responsabilité des arrondissements.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une « confirmation d'inscription » de la CNESST.

L'Arrondissement se réserve le droit de mettre fin au contrat de l'adjudicataire qui ne respecte pas les conditions édictées dans la présente clause.

Le port d'une veste de sécurité réfléchissante est obligatoire.

Tout le personnel de l'adjudicataire doit en tout temps être couvert par la CNESST.

Par ailleurs, toute infraction aux lois des véhicules moteurs ou à l'encontre des règlements de la Commission des transports du Québec sera la responsabilité totale de l'adjudicataire.

17. Réunion de démarrage

Suite à l'approbation des instances appropriées, l'adjudicataire doit prévoir une réunion avec le Directeur. Les détails concernant la réalisation du mandat, la communication entre le Directeur et l'adjudicataire, les avis aux citoyens, les particularités du contrat et tout autre détail pertinent seront alors discutés. De plus, le Directeur remettra à l'adjudicataire la liste des rues visées par le présent contrat.

À la réunion de démarrage du contrat, l'adjudicataire doit soumettre au Directeur, pour examen et autorisation, les documents suivants :

- l'avenant de responsabilité civile, section IV;
- la liste finale des chauffeurs avec les copies de leurs permis de conduire et de leurs permis de chauffeurs (Annexe P);

18. Grille d'évaluation de l'adjudicataire

Dans le cadre de l'application de la clause 30 « Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner » de la section des Instructions au soumissionnaire, l'évaluation de l'adjudicataire, en fin de contrat, sera effectuée selon la grille de thèmes ci-dessous. La note de passage étant de 70 %, est considérée comme un rendement insatisfaisant une note de moins de 70 %.

Thèmes et critères	**Pondération**
Aspect de la conformité technique Conformité aux spécifications et règles de l'art Conformité réglementaire Conformité aux articles de référence Mise en application des directives	**35 %**
Respect des délais et des échéanciers Le respect des échéances La ponctualité	**35 %**
Fourniture et utilisation des ressources Compétence et disponibilité du représentant de l'adjudicataire Compétence des chauffeurs de remorqueuses	**10 %**
Organisation et gestion Supervision adéquate des opérations Pratiques d'assurance de la qualité Rapidité des actions correctives (au besoin) Encadrement des sous-traitants	**10 %**
Communication et documentation La disponibilité des interlocuteurs La qualité des communications	**10 %**

L'échelle d'attribution des notes ci-après sera utilisée lors de l'évaluation de l'adjudicataire :

ÉCHELLE D'ATTRIBUTION DES NOTES SELON LA VALEUR DU CRITÈRE							
APPRÉCIATION	**5**	**10**	**15**	**20**	**25**	**30**	**35**
Excellente (de 90 % à 100 %) Dépasse substantiellement sur tous les aspects le niveau de qualité recherché pour ce critère	4,5 à 5	9 à 10	13,5 à 15	18 à 20	22,5 à 25	27 à 30	31,5 à 35
Plus que satisfaisante (de 71 % à 89 %) Dépasse pour plusieurs éléments importants le niveau de qualité recherché pour ce critère	3,6 à 4,4	7,1 à 8,9	10,6 à 13,4	14,2 à 17,8	17,7 à 22,2	21,3 à 26,7	24,8 à 31,1
Satisfaisante (= 70 %) Répond en tout point au niveau de qualité recherchée pour ce critère	3,5	7	10,5	14	17,5	21	24,5
Insatisfaisante (de 40 % à 69 %) N'atteint pas, pour quelques éléments importants, le niveau de qualité recherché pour ce critère	2 à 3,4	4 à 6,9	6 à 10,3	8 à 13,8	10 à 17,2	12 à 20,7	14 à 24,1
Médiocre (moins de 40 %) N'atteint pas, sur plusieurs aspects, le niveau de qualité recherché pour ce critère	1,95 et -	3,9 et -	5,8 et -	7,8 et -	9,7 et -	11,7 et -	13,6 et -
Nulle (= 0 %) Aucune information dans l'offre permettant d'évaluer ce critère	0	0	0	0	0	0	0

19. Précision sur l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

20. Documents requis avec la soumission

L'enveloppe de soumission devra comprendre les documents suivants :

- la garantie de soumission;
- la page sommaire;
- le bordereau de soumission;
- les renseignements complémentaires;
- une copie de la conformité d'inscription à la CNESST;
- un spécimen vierge d'une facture présentant les renseignements énumérés à la clause « Facturation » de la présente section.
- Copie des certificats d'immatriculation des remorqueuses offertes

ATTENTION : À défaut de fournir les documents demandés, la soumission pourrait ne pas être considérée.

21. Documents requis après l'ouverture des soumissions

Les soumissionnaires doivent fournir, après l'ouverture des soumissions, dans les sept (7) jours ouvrables suivant une demande écrite du responsable de l'appel d'offres les documents suivants :

- la confirmation d'inscription au bureau du taxi ;
- la copie du contrat de location/achat par remorqueuse proposée, s'il y a lieu.

ATTENTION : Si un soumissionnaire ne respecte pas cette exigence, sa soumission sera déclarée non conforme.

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Le 12 juin 2017

Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

Agente d'approvisionnement II : Geneviève Fortin

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible par courriel à l'adresse suivante :

bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi Les délais de la soumission sont insuffisants.		
La période de soumission ne convient pas à la compagnie.		
Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service Produit ou service non offert.		
Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte.		
Les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement.		
Garanties Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée.		
Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

(Nom de la firme)

(Signature du fournisseur) (Date)

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 28 juin 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à un montant de deux mille (2 000 $) dollars par remorqueuse doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Services de remorquage pour les opérations de déneigement, selon les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les formulaires de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique et les annexes.

Groupe d'article	Montant total avant taxes	TPS 5%	TVQ 9,975%	Montant total
Groupe A	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe B	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe C	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe D	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe E	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe F	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe G	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe H	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe I	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe J	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe K	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe L	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe M	_____$	_____$	_____$	_____$
Groupe N	_____$	_____$	_____$	_____$

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _ Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés…..……

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

..……

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE A – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 1	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 2	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 3	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 4	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
			Montant total à reporter à la page sommaire	_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE B – Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 5	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	575 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 6	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	575 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 7	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	575 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 8	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	575 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 9	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	575 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $

GROUPE B – Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 10	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	575 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe B à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE C – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 11	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	350 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 12	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	350 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 13	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	350 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 14	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	350 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 15	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	350 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $

GROUPE C – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie				
Articles	**Description**	**Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison**	**Prix unitaire**	**Montant total pour une (1) saison**
Article 16	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	350 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe C à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE D – Arrondissement de Lachine

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 17	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 18	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 19	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe D à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE E – Arrondissement du Sud-Ouest

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 20	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 21	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 22	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 23	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe E à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE F – Arrondissement Montréal-Nord – Secteurs MTN-303 et MTN-304				
Articles	**Description**	**Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison**	**Prix unitaire**	**Montant total pour une (1) saison**
Article 24	Location d'une remorqueuse avec chauffeur – QUART DE JOUR Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 25	Location d'une remorqueuse avec chauffeur– QUART DE JOUR Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 26	Location d'une remorqueuse avec chauffeur– QUART DE NUIT Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe F à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE G – Arrondissement de Verdun

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 27	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 28	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 29	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 30	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 31	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $

GROUPE G – Arrondissement de Verdun

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 32	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 33	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 34	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 35	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	180 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe G à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE H – Arrondissement de Saint-Laurent

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 36	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 37	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 38	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 39	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 40	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $

GROUPE H – Arrondissement de Saint-Laurent

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 41	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 42	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe H à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE I – Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 43	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	500 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 44	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	500 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 45	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	500 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 46	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	500 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
	Montant total du groupe I à reporter à la page sommaire			_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE J – Arrondissement Rivière-Des-Prairies–Pointe-Aux-Trembles

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 47	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	432 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 48	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	432 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe J à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE K – Arrondissement de Ville-Marie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 49	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 50	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 51	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 52	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe K à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE L – Arrondissement de LaSalle

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 53	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 54	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 55	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 56	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	250 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe L à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE M – Arrondissement d'Anjou

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 57	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 58	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 59	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 60	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	200 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 61	Location d'une remorqueuse **avec plate-forme** et chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	90 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe M à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE N – Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 62	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Article 63	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	_ _ _ _ _$/h	_ _ _ _ _ _ _ $
Montant total du groupe N à reporter à la page sommaire				_ _ _ _ _ _ _ $

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

1. Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres : _____

N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :

Addenda n° 1 : _____ Addenda n° 3 : _____

Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. Sous-traitants (si applicable) :

1. _____

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

2. _____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

5. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : _____

Numéro d'enregistrement TVQ : _____

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : _____

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

6. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☐ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

7. Confirmation d'inscription à la CNESST :

Le soumissionnaire doit détenir un certificat d'enregistrement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité du travail en règle.

Une copie de votre certificat valide doit être déposée avec la soumission.

N◦ CNESST du soumissionnaire : _____

8. Représentants de l'adjudicataire

Conformément à la clause 15 des clauses administratives particulières, le soumissionnaire doit fournir les coordonnées de deux représentants possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution de ce contrat et pouvant être joints en tout temps :

Nom : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Nom : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

9. Nombre de remorqueuses disponibles pour lesquelles une garantie de soumission a été fournie avec la soumission (voir clause 8 des clauses administratives particulières) :

_____

N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à _____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent cinquante (150) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

N^{o}

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____, le _____ 20____.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Date d'émission : _____ N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent cinquante (150) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
(nom du signataire)

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);
(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance du cahier des charges, de la soumission ainsi que de tous les documents s'y rapportant, constituant le contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL

(ci-après appelée la « **Ville** »)

et

_____
(nom de l'adjudicataire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « l'**adjudicataire** »)

pour _____
(description du contrat)

lequel contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**adjudicataire**, suite à sa soumission présentée le

_____ jour de _____ 20 _____,

s'oblige solidairement avec l'**adjudicataire** envers la **Ville**, à exécuter ledit contrat, la **caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de :

_____ dollars (_____ $).

La **caution** consent à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

(suite au verso)

N^{o}

(suite du recto)

En cas d'inexécution du contrat, la **caution** devra, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce contrat aux frais de la **caution** et de l'**adjudicataire**.

Nulle personne, société ou corporation autre que la Ville de Montréal n'aura de droit, titre ou intérêt dans le présent cautionnement, jusqu'à ce que la Ville de Montréal ait été entièrement payée et remboursée de tous les coûts, dépenses, dommages et pertes de toutes sortes subis par elle ou pouvant être subis par elle et pour lesquels elle peut recevoir une indemnité en vertu du présent cautionnement.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin desdits travaux.

En foi de quoi, la **caution** et l'**adjudicataire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à :

_____, le _____ 20____.

L'adjudicataire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____
Fonctionnaire autorisé

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			Tous dommages confondus _____ $ par sinistre _____$ par période d'assurance _____ $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par_____ Date _____ 20_____
(Signature de l'assureur)

GABARIT D'ENVELOPPE

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

MERCI

Montréal

Cette soumission, pour être validement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de la Ville, avant 10 h 30 à la date d'ouverture indiquée. Elle sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville.

Appel d'offres nº : **17-16202**

Titre de l'appel d'offres : **SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

Date d'ouverture : **28 JUIN 2017**

Au greffier de la Ville de Montréal

Bureau de réception des soumissions
275, rue Notre-Dame Est, R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

SECTION V
DEVIS TECHNIQUE

Section à NE PAS retourner

1. Terminologie et définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Délai d'intervention : le temps accordé à l'adjudicataire pour se rendre sur les lieux indiqués par le Directeur suite à un appel de celui-ci.

Délai de réparation : le temps accordé à l'adjudicataire pour réparer une remorqueuse défectueuse suite à un bris mineur lors des opérations de déneigement.

Délai de remplacement : le temps accordé à l'adjudicataire pour remplacer une remorqueuse défectueuse suite à un bris majeur lors des opérations de déneigement.

Bris mineur : bris d'équipement nécessitant un délai de réparation inférieur à deux (2) heures.

Bris majeur : bris d'équipement nécessitant un délai de réparation supérieur à deux (2) heures.

Remorquage : signifie l'action d'arrimer un véhicule à une remorqueuse et de le transporter jusqu'au lieu déterminé par la Ville. Cette intervention exclut les manœuvres requises pour positionner le véhicule à remorquer dans l'axe de la chaussée, s'il est, par exemple, enlisé, renversé ou mal positionné.

2. Équipements requis

2.1 **Type de remorqueuses** : Classe B

2.2 **Spécifications** : Chaque remorqueuse doit :

- être équipée d'un système de lève-roue hydraulique auto-chargeur (système WHEEL LIFT de type « pinces de crabe » ou « traditionnel ») d'une capacité de 3000 kg (6600 lb);
- avoir les accessoires nécessaires pour déplacer un véhicule en toute sécurité, sans l'endommager. Exemple : système de levage a barres transversales (SPEED DOLLY – GO JACK);
- doit aussi être munie d'un dispositif pour remorquer des véhicules 4 X 4;
- être en bonne condition et être prêt à fonctionner adéquatement, soit à 100 % de sa capacité;
- avoir une apparence propre et sans rouille;
- être conforme aux lois et règlements relatifs à la circulation, à la pollution et au bruit;
- avoir une vignette de conformité valide émise par la SAAQ affichée bien en vue sur le véhicule;
- avoir le nom et le numéro téléphone de l'entreprise ainsi que le numéro de la remorqueuse inscrits clairement sur celle-ci.

Les remorqueuses devront être conformes au Règlement sur le dépannage et le remorquage de véhicule sur le territoire de la Ville de Montréal et appropriées au déplacement des véhicules lors du déneigement.

2.3 Une remorqueuse à plate-forme peut être requise selon le besoin.

3. Inspection

Afin de déterminer la conformité technique des appareils avec équipements des soumissions les plus basses, ceux-ci seront vérifiés et inspectés par l'arrondissement. Les inspections se feront dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des soumissions. Les soumissionnaires doivent se soumettre à une telle inspection dans un délai de deux (2) jours ouvrables, après une demande écrite du représentant de l'arrondissement.

L'heure, la date et le lieu de l'inspection seront communiqués au soumissionnaire après l'ouverture des soumissions.

L'inspection vise à :

- valider que les remorqueuses sont prêtes à fonctionner adéquatement et sont conformes aux exigences de l'article 3 de la présente section;
- réaliser au besoin, un essai de résistance des composantes de la remorqueuse.

En cours de contrat, une vérification des appareils et des accessoires sera faite au bureau de la voirie de l'arrondissement ou à l'atelier de l'adjudicataire chaque fois que le Directeur le juge nécessaire, et ce, pendant toute la durée du contrat.

Le Directeur se réserve le droit de refuser une remorqueuse si son état est jugé inadéquat et/ou n'a pas tout l'équipement requis.

4. Entretien et réparation

Avant la saison hivernale, les travaux de réparation et d'entretien régulier des remorqueuses doivent être effectués pour assurer un fonctionnement optimal des remorqueuses.

Durant la saison hivernale, les travaux de réparation et d'entretien de l'équipement doivent s'effectuer en dehors des heures de travail. Ces travaux sont requis dans les cas suivants :

- la remorqueuse et ses accessoires ne donnent pas un rendement satisfaisant;
- un bris entraîne la non-disponibilité de la remorqueuse;
- la Ville aurait procédé à une inspection d'une remorqueuse avec ses équipements et accessoires et aurait refusé la totalité ou une partie de celle-ci ou de ses accessoires qu'elle jugerait inadéquats.

Les bris ou arrêts fréquents de la remorqueuse ou ses équipements, la vétusté de celle-ci entraîneront l'annulation du contrat.

5. Changement dans le parc de remorqueuses

Tout changement dans le parc des remorqueuses prévu pour le présent contrat doit correspondre à de l'équipement équivalent en capacité et en performance selon les exigences des dispositions du présent contrat. Dans un tel cas, l'adjudicataire doit aviser la Ville et fournir une copie des certificats d'immatriculation, de la confirmation de service reçue du BTM et de la classification des nouvelles remorqueuses pour inspection et approbation par le Directeur.

6. Lieu de travail

Les chauffeurs et remorqueuses devront se présenter aux endroits et à l'heure indiqués par le Directeur.

7. Disponibilité

Durant chaque saison hivernale visée par le présent contrat, l'adjudicataire doit mobiliser et rendre disponibles les remorqueuses et la main-d'œuvre requise 24 heures par jour, et ce, sept (7) jours par semaine, incluant les jours fériés. Il doit également s'assurer que ses remorqueuses soient fonctionnelles en tout temps.

8. Horaires des opérations

La journée normale de travail est divisée en deux (2) quarts réguliers de travail, jour ou nuit, chaque quart débutant généralement, selon le cas, à 6 h 30 ou à 18 h 30. Le début des services de remorquage peut se faire en tout temps au cours des dites périodes.

Le Directeur peut modifier ces quarts de travail.

9. Délai de réparation

Le délai de réparation est de deux (2) heures.

10. Délai de remplacement

Le délai de remplacement est de deux (2) heures. Au-delà de ce délai, la Ville se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur de services de remorquage et l'adjudicataire et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour exécuter ces activités.

Si l'adjudicataire ne possède pas une remorqueuse de rechange, la Ville se réserve le droit de louer une remorqueuse chez un autre fournisseur et de facturer les coûts supplémentaires que son défaut occasionne à la Ville.

11. Exécution des opérations

Lorsqu'une opération de déneigement est décrétée par le Directeur, celui-ci communique avec l'adjudicataire pour lui indiquer l'heure et le lieu du début des opérations.

Les chauffeurs doivent fournir les services de remorquage selon les directives émises par le Directeur.

La Ville, dans la mesure où elle est autorisée à le faire par la loi et les règlements en vigueur, assigne un préposé au stationnement pour accompagner les chauffeurs de remorqueuses affectés au déplacement des véhicules de tiers des endroits prohibés ou nuisant à l'opération de déneigement.

La cabine où prend place le préposé au stationnement doit être propre et sécuritaire.

La consommation de produits du tabac est interdite dans la cabine pendant les heures de travail.

Aucune autre personne ne pourra prendre place dans la cabine pour accompagner le chauffeur de la remorqueuse et le préposé au stationnement.

Aucun véhicule de tiers ne peut être déplacé sans la présence d'une personne en autorité désignée par la Ville.

Le préposé au stationnement indiquera au chauffeur de remorqueuse, l'endroit où déposer le véhicule remorqué.

Il est interdit à l'adjudicataire d'utiliser des avertisseurs sonores entre 22 h et 7 h 00. En dehors de ces heures, l'adjudicataire doit se conformer au règlement sur le bruit en vigueur.

Il est interdit à l'adjudicataire de laisser fonctionner pendant plus de trois (3) minutes le moteur de sa remorqueuse immobilisé, conformément au règlement en vigueur.

12. Chauffeurs des remorqueuses

Chaque chauffeur devra avoir au moins un (1) an d'expérience dans le type de travail pour lequel il est assigné.

Le personnel de l'adjudicataire, affecté au service décrit au présent cahier des charges doit parler, comprendre, lire et écrire le français.

Les chauffeurs doivent posséder tous les permis requis par la Loi. Sur demande, les chauffeurs doivent présenter ces documents et démontrer leurs compétences au Directeur. Celui-ci est le seul juge de la compétence d'un chauffeur.

L'adjudicataire doit fournir au Directeur, la liste des noms des chauffeurs ainsi que des copies de leurs permis de conduire. De plus, l'adjudicataire doit informer immédiatement le Directeur de toute modification apportée à cette liste durant la période contractuelle et en fournir les documents exigés, s'il y a lieu.

L'adjudicataire doit munir d'un téléphone cellulaire chacun de ses chauffeurs en fonction. L'adjudicataire doit remettre au Directeur les numéros de téléphone cellulaire de chacun de ses chauffeurs.

Les chauffeurs sont tenus d'offrir un bon rendement et doivent suivre les instructions du Directeur.

Les chauffeurs sont tenus d'utiliser les cellulaires uniquement pour les communications relatives au travail. Les lecteurs de musique ou tout autre appareil pouvant nuire à l'exécution sécuritaire des travaux sont proscrits à l'exception des périodes de pause ou d'attente.

Les chauffeurs doivent avoir un bon esprit et éviter les abus de langage envers le public ou les employés de la Ville.

Tout chauffeur qui aura cumulé une période de douze (12) heures de travail devra être relevé de ses fonctions afin de jouir d'une période de repos d'au moins huit (8) heures consécutives.

L'adjudicataire doit prendre les mesures disciplinaires nécessaires envers un employé lorsque celui-ci, au cours des opérations :

- ne fournit pas le rendement attendu;
- a un mauvais esprit ou abuse du langage envers le public ou les employés de la Ville.

De plus, s'il y a récidive de la part d'un même employé, le Directeur peut exiger que l'employé fautif soit retiré de l'équipe de travail de l'adjudicataire. Si l'adjudicataire maintient l'employé fautif dans son équipe, le Directeur peut résilier le contrat et réclamer de celui-ci les coûts supplémentaires que son défaut occasionne à la Ville.

À la demande du Directeur, l'adjudicataire doit fournir une copie des politiques énonçant les directives que son personnel doit respecter. Si les directives de l'adjudicataire entrent en conflit avec celles de la Ville, les directives de la Ville prévaudront.

Lors de l'exécution du contrat si les citoyens ont des questions ou des préoccupations, l'adjudicataire ou ses employés devront les référer au service du 311.

13. Pénalités et résiliation

Dans les cas d'infractions ci-après énumérées, le Directeur peut imposer à l'adjudicataire la pénalité prévue conformément aux règles suivantes :

- 1re infraction : avis verbal du Directeur à l'adjudicataire exigeant que celui-ci remédie immédiatement au manquement.
- 1re récidive : avis écrit du Directeur à l'adjudicataire lui imposant la pénalité prévue. L'adjudicataire dispose d'un délai maximum de trente (30) jours à partir de la réception de l'avis pour acquitter la pénalité et pourra être invité à une rencontre avec le Directeur pendant ce délai, pour exposer les mesures mises en place afin de remédier au manquement.
- 2e récidive : avis écrit du Directeur à l'adjudicataire lui imposant la pénalité prévue en double (X2). L'adjudicataire dispose d'un délai maximum de trente (30) jours à partir de la réception de l'avis écrit pour acquitter la pénalité et pourra être invité

à une rencontre avec le Directeur pendant ce délai, pour exposer les mesures mises en place afin de remédier au manquement.

- 3e récidive : avis écrit du Directeur à l'adjudicataire lui imposant la pénalité prévue en quadruple (X4). L'adjudicataire dispose d'un délai maximum de trente (30) jours de la réception de l'avis écrit pour acquitter la pénalité et pourra être invité à une rencontre avec le Directeur pendant ce délai, pour exposer les mesures mises en place afin de remédier au manquement.

Toute récidive subséquente entraîne obligatoirement la résiliation du contrat.

Tout défaut de l'adjudicataire d'acquitter une pénalité dans le délai alloué peut entraîner la résiliation du contrat et la Ville pourra exécuter la garantie d'exécution sans autre avis ni délai.

Infractions :

INFRACTIONS	PÉNALITÉS
Ne pas remorquer un véhicule à la destination requise par la Ville.	250 $
Facturer la Ville pour un service non fourni.	500 $
Ne pas respecter la tarification prescrite par le présent contrat.	250 $
Réclamer des frais supplémentaires non autorisés par le présent contrat.	250 $
Utiliser une remorqueuse n'ayant pas les permis requis.	250 $
Défaut d'un employé de porter un dossard de sécurité.	100 $
Défaut de changer de chauffeur à chaque quart de travail tel que prescrit par le présent contrat.	500 $
Défaut de remettre à la Ville une copie d'une facture émise.	100 $
Défaut de fournir les services de remorquage dans le délai prescrit par le présent contrat.	500 $
Défaut de remplir le formulaire prescrit par le présent contrat concernant l'état d'un véhicule remorqué.	100 $
Défaut d'utiliser une remorqueuse conforme aux exigences du présent contrat.	500 $
Défaut de faire vérifier l'état des remorqueuses conformément aux exigences du présent contrat.	250 $
Défaut de respecter toute autre exigence du présent contrat.	250 $
Délais d'intervention supérieurs aux délais spécifiés au contrat.	250 $
Délais de remplacement supérieurs aux délais spécifiés au contrat.	250 $

14. Règlement sur le remorquage des véhicules

Les services visés par le présent contrat doivent être fournis en conformité avec le Règlement sur le remorquage des véhicules. Une copie du règlement est versée à la section 6 du présent appel d'offres

.

SECTION VI
ANNEXES

Section à NE PAS retourner

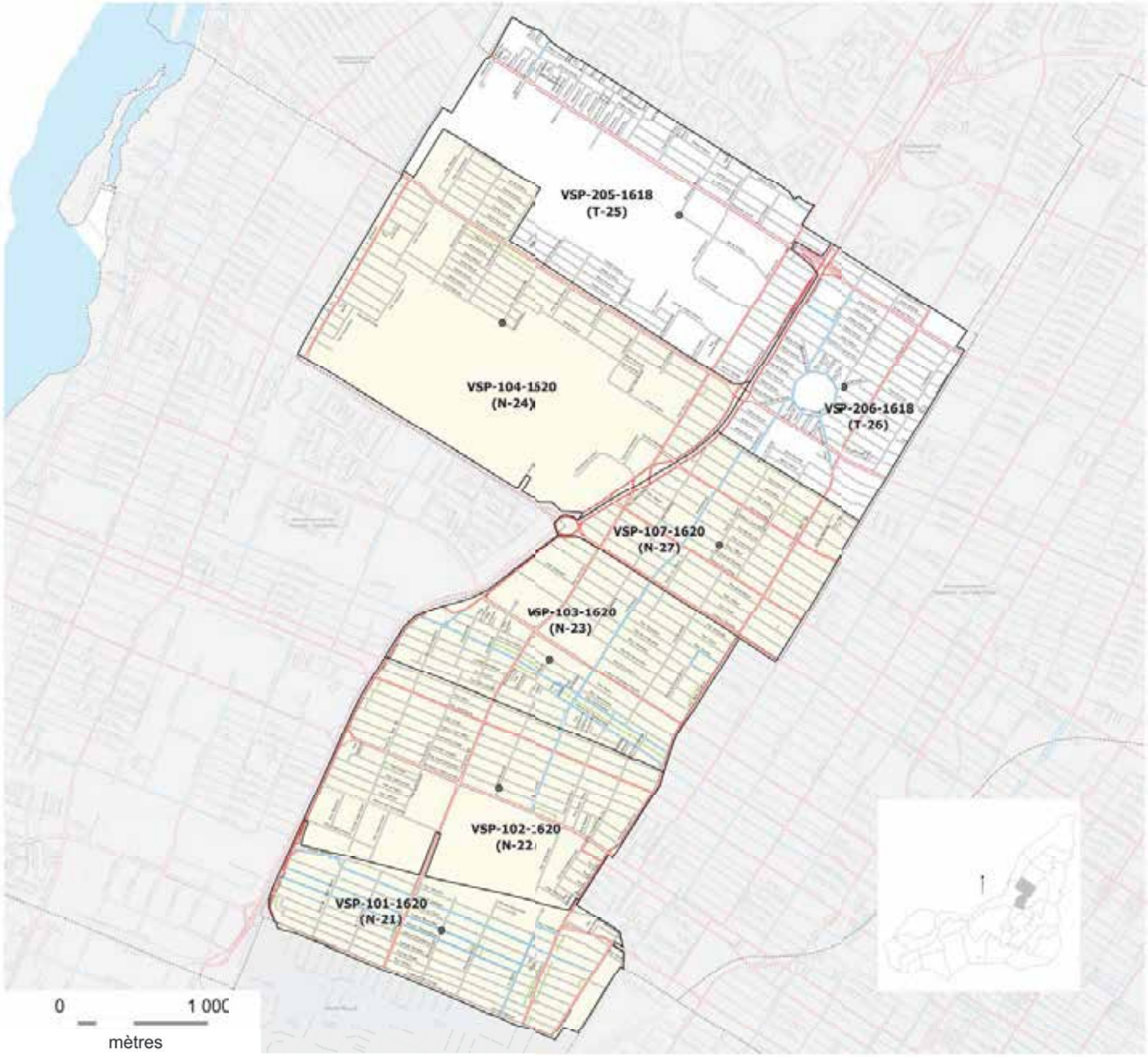
SECTION VI

ANNEXE A : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC- EXTENSION

Section à NE PAS retourner

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

SECTEURS DE DÉNEIGEMENT



Secteurs de déneigement

- secteur de contrats "N" / clé en main
- secteur de contrats "T" / régie
- centroïde de secteur

Niveau de priorité de rue

- priorité 1
- priorité 2
- priorité 3

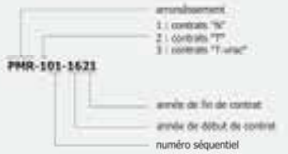
Autres voies à déneiger

- ruelle
- passage piétonnier

Limite administrative

- limite des arrondissements et des villes reconstituées

Nomenclature des secteurs



Statistiques *

	km de chaussées	km de ruelles	km de trottoirs	m² de chaussées
VSP-101-1620	30,1	4,1	56,3	304 238
VSP-102-1620	35,1	6,7	66,9	383 240
VSP-103-1620	33,3	5,6	65,3	358 101
VSP-104-1620	33,2	0,6	63,3	354 079
VSP-107-1620	27,8	0,4	47,7	305 130
VSP-205-1618	25,6	3,0	45,6	308 932
VSP-206-1618	30,7	0,0	46,8	330 679
VSP	216,8	4,4	352,5	2 334 399

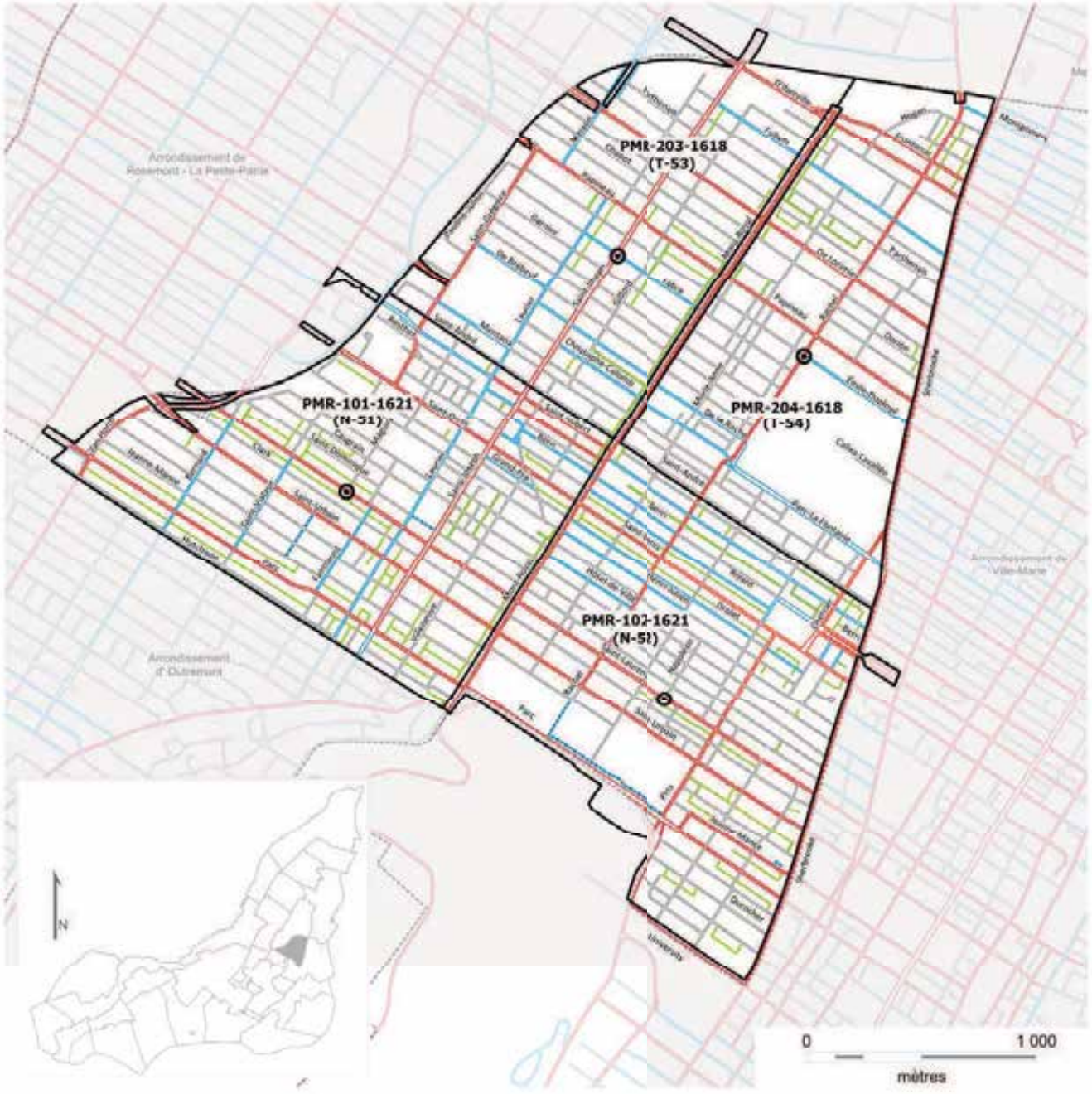
Catégorie de priorité des rues

	1	2	3	Milieux
VSP-101-1620	13%	11%	76%	100%
VSP-102-1620	28%	2%	70%	100%
VSP-103-1620	20%	14%	66%	100%
VSP-104-1620	28%	3%	72%	100%
VSP-107-1620	19%	4%	78%	100%
VSP-205-1618	23%	1%	76%	100%
VSP-206-1618	28%	3%	69%	100%
VSP	29%	7%	68%	100%

SECTION VI

ANNEXE B : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Section à NE PAS retourner



ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

SECTEURS DE DÉNEIGEMENT

Statistiques

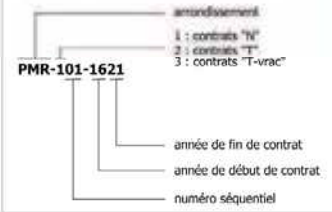
	km de chaussées	km de ruelles	km de trottoirs	m² de chaussées	m³ de neige
PMR-101	38,3	8,1	65,7	429 883	133 000
PMR-102	42,8	6,8	70,9	443 199	141 000
PMR-203	27,3	2,7	46,2	291 639	83 000
PMR-204	25,6	1,9	41,8	281 026	77 000
PMR	134	19,5	224,6	1 445 747	434 000

Catégorie de priorité des rues

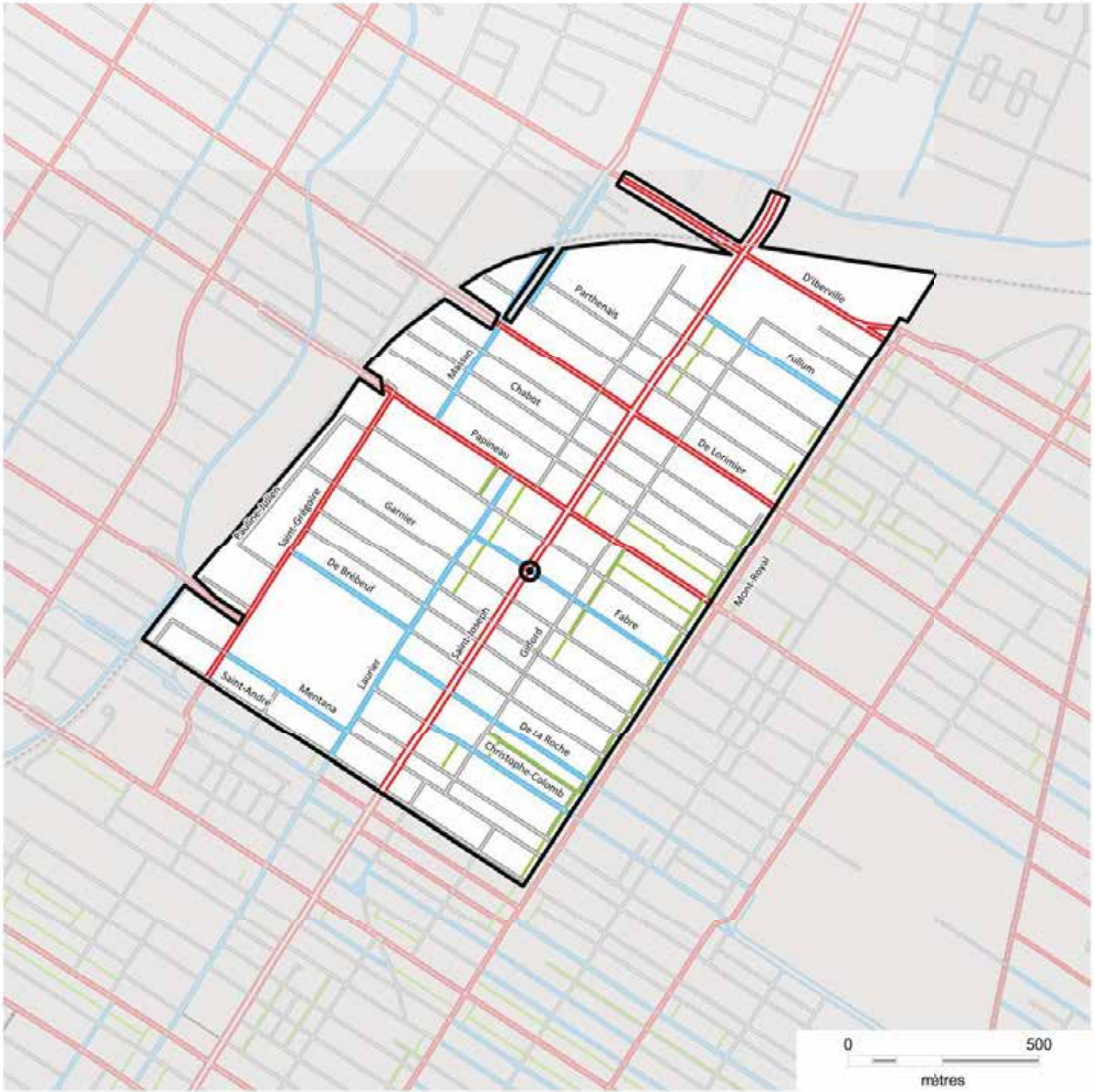
	1	2	3	totaux
PMR-101	28%	14%	58%	100%
PMR-102	36%	13%	51%	100%
PMR-203	25%	14%	61%	100%
PMR-204	20%	14%	66%	100%
PMR	28%	14%	58%	100%

- ruelle à déneiger
- passage piétonnier à déneiger
- limite du secteur de déneigement
- limite des arrondissements et des villes reconstituées
- contrôle

Nomenclature des secteurs



PMR-203-1618



Statistiques

27,3 km de chaussées
2,7 km de ruelles
46,2 km de trottoirs
291 639 m² de chaussées
83 000 m³ de neige estimés

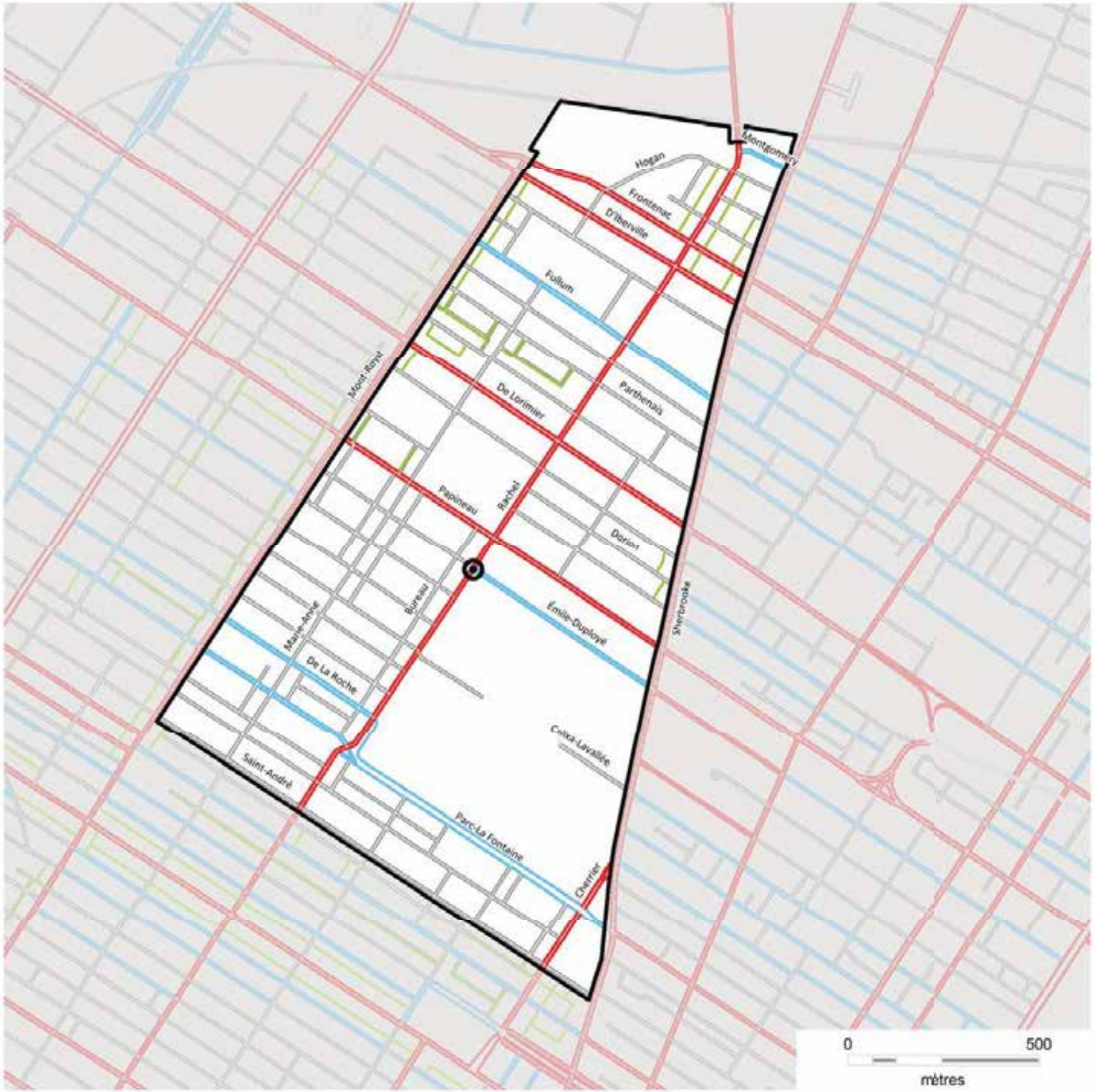
Catégorie de priorité

rue de priorité 1 – 25%
rue de priorité 2 – 14%
rue de priorité 3 – 61%

ruelle à déneiger
passage piétonnier à déneiger
limite du secteur de déneigement
limite des arrondissements et des villes reconstituées
centroïde



PMR-204-1618



Statistiques

25,6 km de chaussées
1,9 km de ruelles
41,8 km de trottoirs
281 026 m² de chaussées
77 000 m³ de neige estimés

Catégorie de priorité

- rue de priorité 1 – 20%
- rue de priorité 2 – 14%
- rue de priorité 3 – 66%

- ruelle à déneiger
- passage piétonnier à déneiger
- limite du secteur de déneigement
- limite des arrondissements et des villes reconstituées
- centroïde

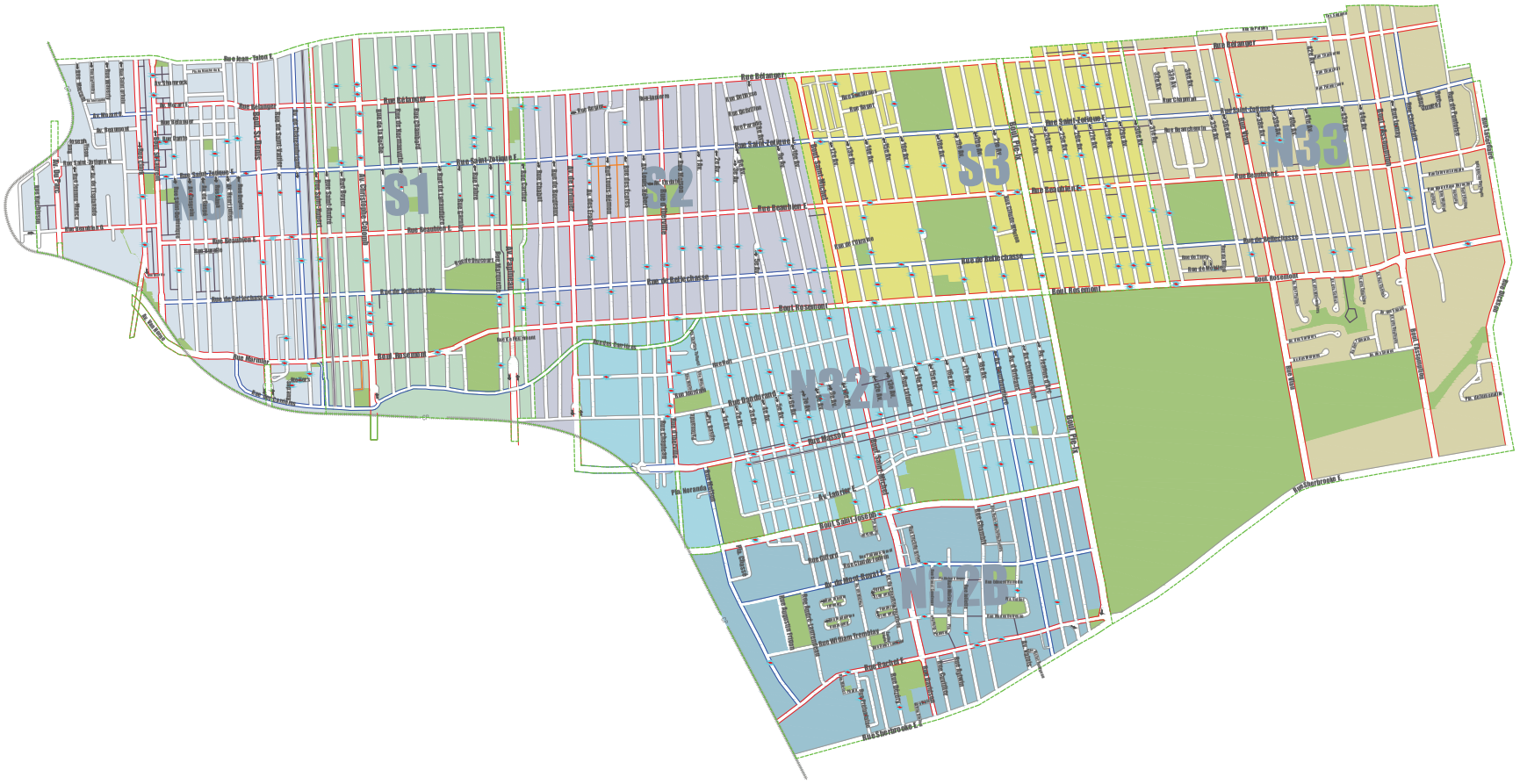


SECTION VI

ANNEXE C : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

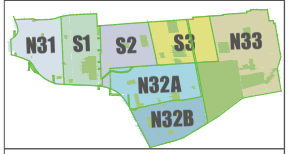
Section à NE PAS retourner

RPP - DÉNEIGEMENT 2016-2019



LÉGENDE

- P1 (PRIORITÉ 1)
- P2 (PRIORITÉ 2)
- P3 (PRIORITÉ 3)
- ENTRETIEN DES RUELLES
- ENTRETIEN DES RUELLES (PERMISSION SPÉCIALE)
- LIMITE DES SECTEURS
- DÉBLAIEMENT DES DÉBARCADÈRES



N

RPP - DÉNEIGEMENT 2016-2019

DOCUMENT :	RPP - Secteur déneigement
CONCEPTEUR :	M. MARLEAU
CRÉÉ LE :	26/11/13
MODIFIÉ LE :	30/09/16
AUCUNE ÉCHELLE	1/1



Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Titre :	SECTEUR S1
Nom du document :	RPP - DENEIGEMENT-SECTEUR S1
Concepteur :	M. MARLEAU
Date de création :	29/10/13
Date de modification :	13/10/15
	aucune échelle



Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Titre :	SECTEUR S2
Nom du document :	RPP - DENEIGEMENT-SECTEUR S2
Concepteur :	M. MARLEAU
Date de création :	29/10/13
Date de modification :	13/10/15
	aucune échelle

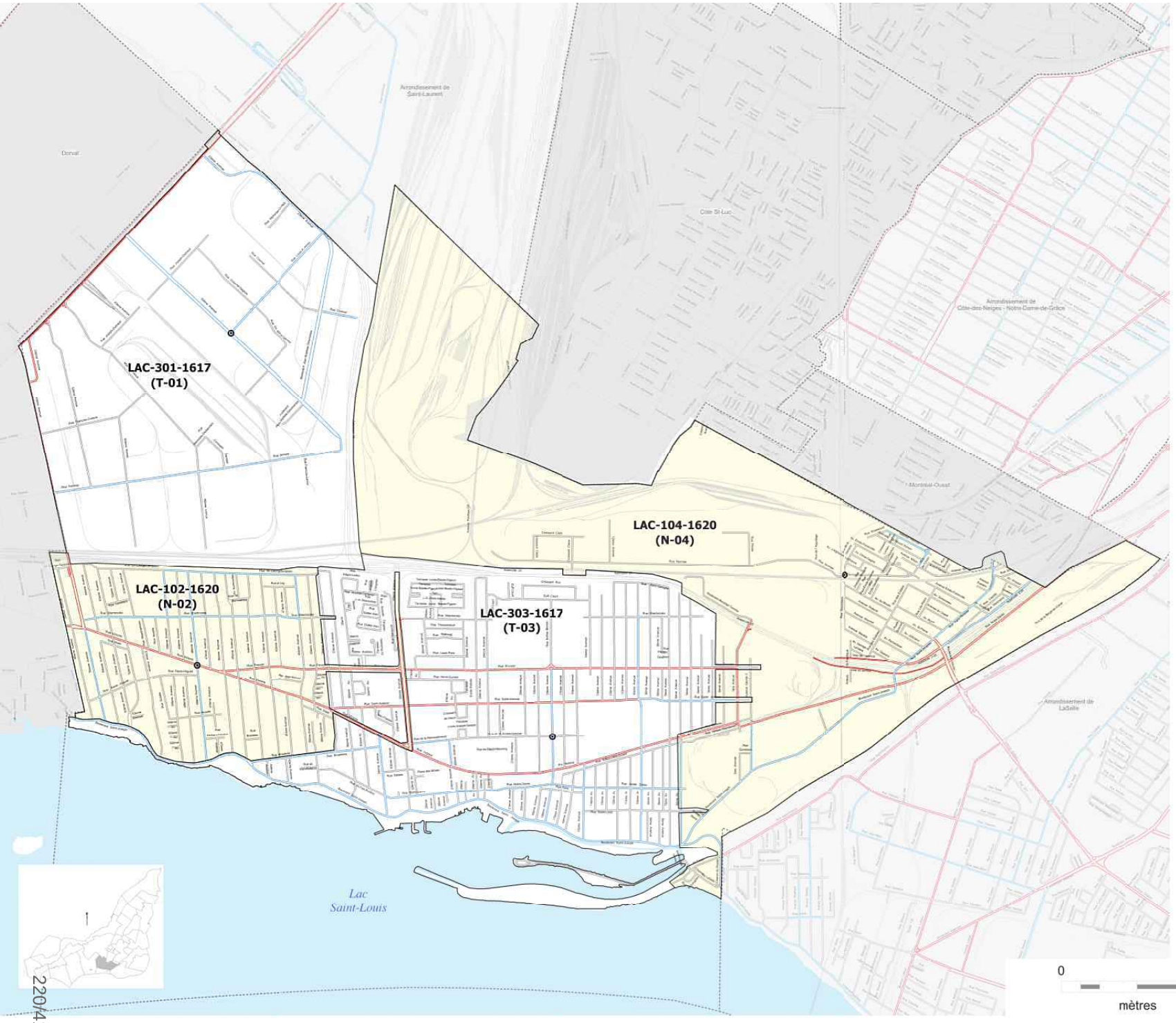
Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Titre :	SECTEUR S3
Nom du document :	RPP - DENEIGEMENT-SECTEUR S3
Concepteur :	M. MARLEAU
Date de création :	29/10/13
Date de modification :	13/10/15
	aucune échelle

SECTION VI

ANNEXE D : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE

Section à NE PAS retourner



ARRONDISSEMENT DE LACHINE

SECTEURS DE DÉNEIGEMENT

Secteurs de déneigement

- secteur de contrats "N" / clé en main
- secteur de contrats "T" / régie
- centroïde de secteur

Niveau de priorité de rue

- priorité 1
- priorité 2
- priorité 3

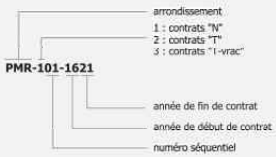
Autres voies à déneiger

- ruelle
- passage piétonnier

Limite administrative

- limite des arrondissements et des villes reconstituées

Nomenclature des secteurs



Statistiques *

	km de chaussées	km de ruelles	km de trottoirs	m² de chaussées
LAC-301-1617	22,1	0,0	28,9	256 279
LAC 102 1620	31,1	0,1	51,6	289 146
LAC-303-1617	56,2	0,0	92,1	567 108
LAC-104-1620	28,7	0,0	31,9	270 923
LAC	138,1	0,1	204,5	1 383 456

* Les longueurs de chaussées sont calculées en considérant les intersections en simple et les voies séparées par des mails et îlots centraux en double.

Catégorie de priorité des rues

	1	2	3	totaux
LAC-301-1617	16%	44%	40%	100%
LAC-102-1620	20%	15%	65%	100%
LAC-303-1617	10%	20%	70%	100%
LAC-104-1620	18%	20%	62%	100%
LAC	15%	23%	62%	100%

0 1 000

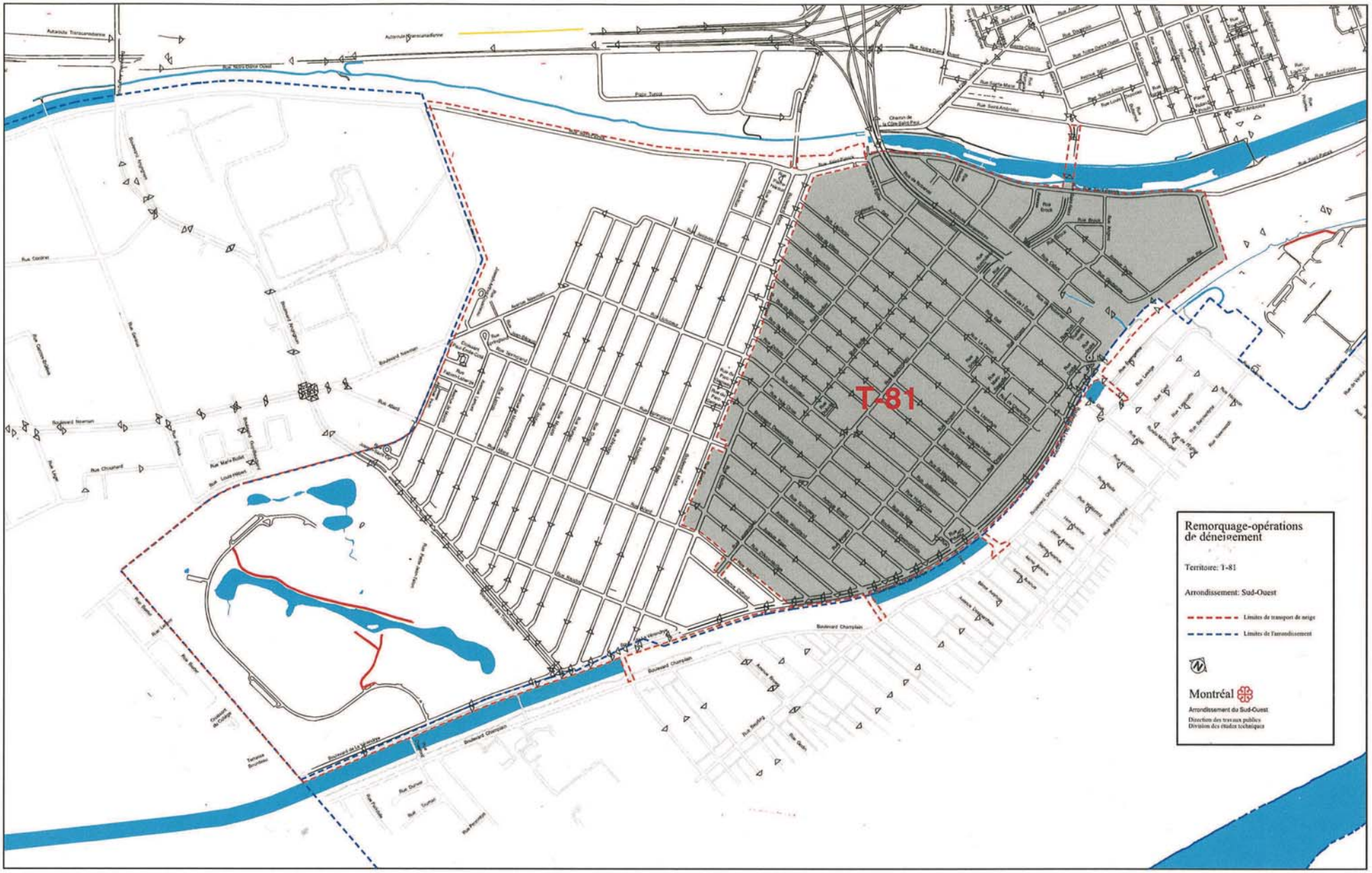
mètres

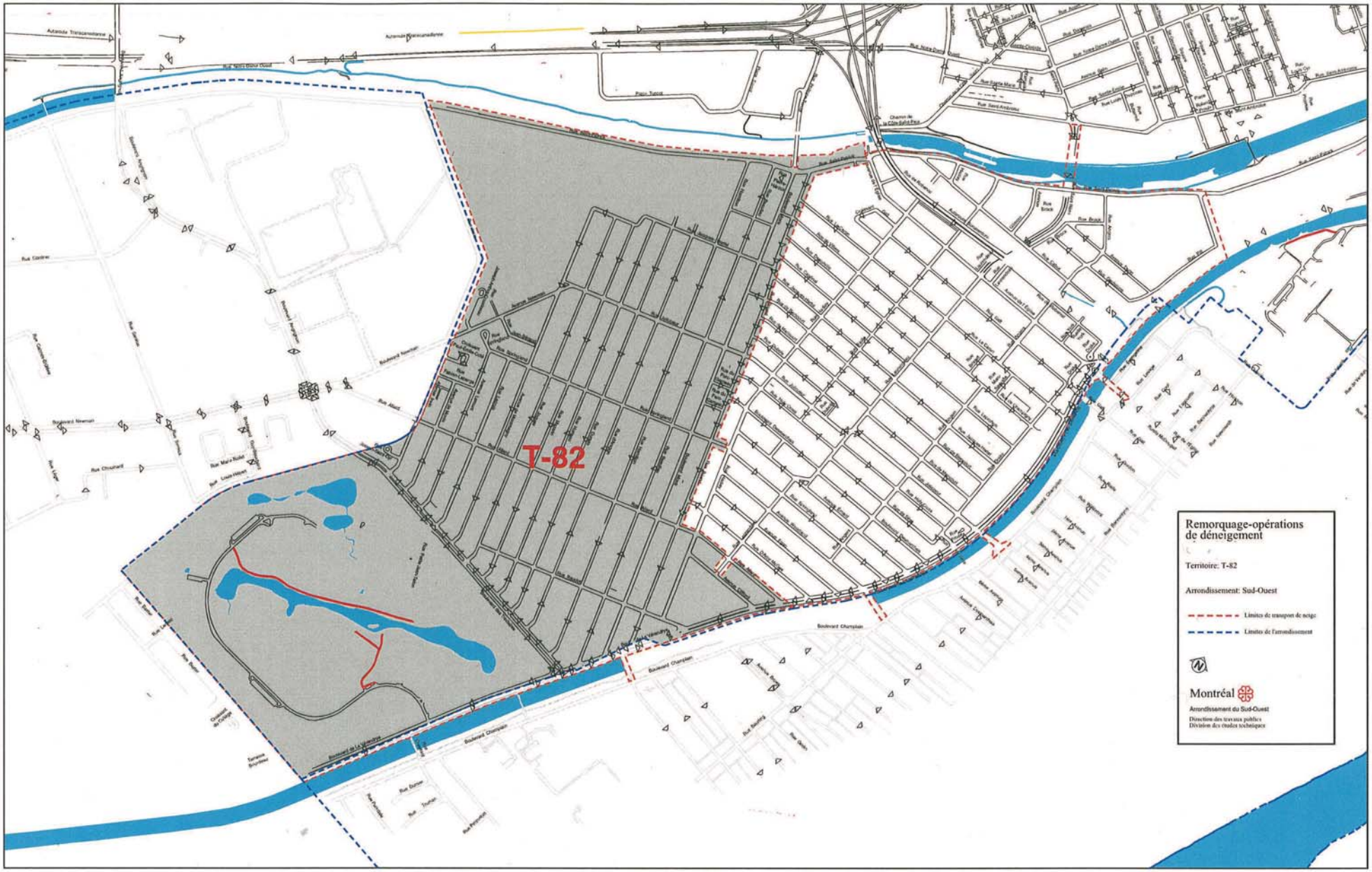
Secteurs de déneigement – arrondissement de Lachine – août 2016

SECTION VI

ANNEXE E : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST

Section à NE PAS retourner


T-81
Remorquage-opérations de déneigement
Territoire: T-81
Arrondissement: Sud-Ouest
Limites de transport de neige
Limites de l'arrondissement
Montréal
Arrondissement du Sud-Ouest
Direction des travaux publics
Division des études techniques


T-82
Remorquage-opérations de déneigement
Territoire: T-82
Arrondissement: Sud-Ouest
Limites de transport de neige
Limites de l'arrondissement
Montréal
Arrondissement du Sud-Ouest
Direction des travaux publics
Division des études techniques

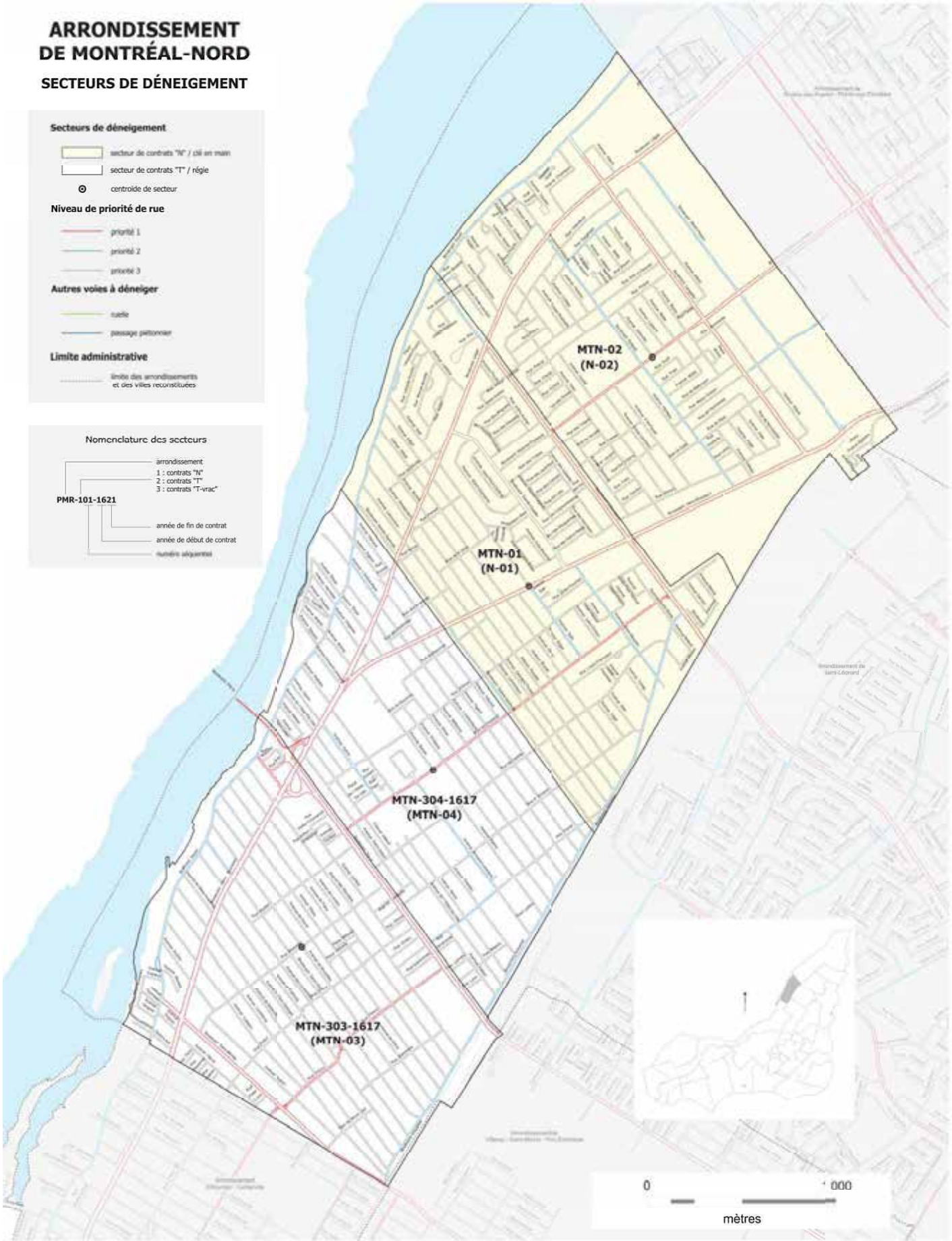
SECTION VI

ANNEXE F : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT MONTRÉAL-NORD

Section à NE PAS retourner

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

SECTEURS DE DÉNEIGEMENT



Statistiques *

	km de chaussées	km de ruelles	km de trottoirs	m³ de chaussées
MNT-01	45,8	0,0	65,3	498 865
MNT-02	61,9	0,0	96,0	498 975
MNT-303-1617	65,9	0,0	69,3	466 607
MNT-304-1617	35,3	0,0	33,8	262 638
MNT	168,8	0,0	256,4	1 638 490

Catégorie de priorité des rues

	1	2	3	totaux
MNT-01	20%	10%	70%	100%
MNT-02	23%	14%	63%	100%
MNT-303-1617	25%	7%	68%	100%
MNT-304-1617	13%	12%	75%	100%
MNT	22%	10%	68%	100%

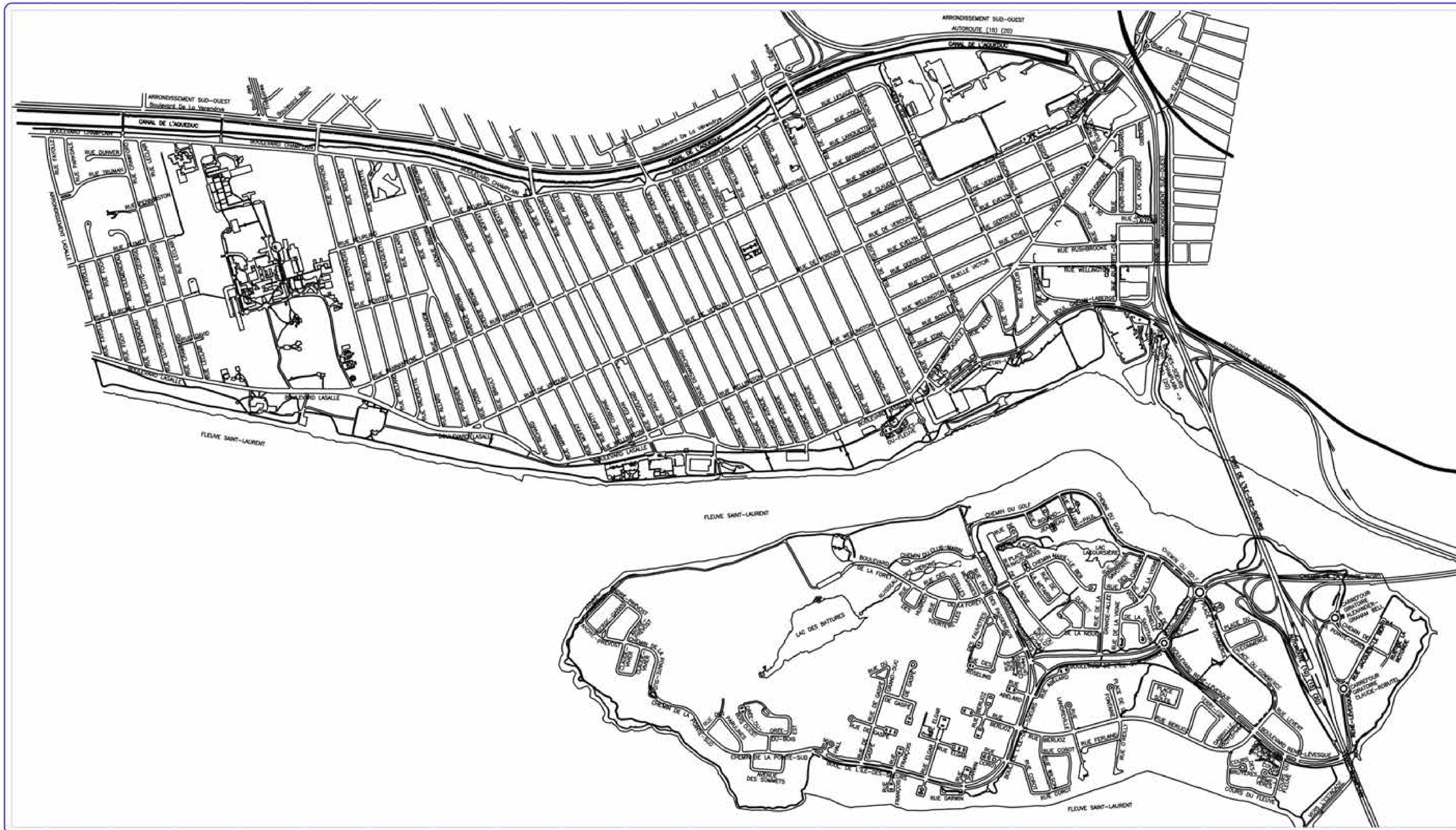
* Les longueurs de chaussées sont calculées en considérant les intersections en simple et les voies séparées par des murs et îlots centraux en double.

SECTION VI

ANNEXE G : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE VERDUN

Section à NE PAS retourner

ARRONDISSEMENT DE VERDUN



Verdun
Montréal
INSPECTION DU DOMAINE PUBLIC
DIVISION VOIRIE
1177 RUE DUPUIS
VERDUN, QC. H4G 3L4
TEL : 765-7182
FAX : 765-7203

PLAN D'ENSEMBLE

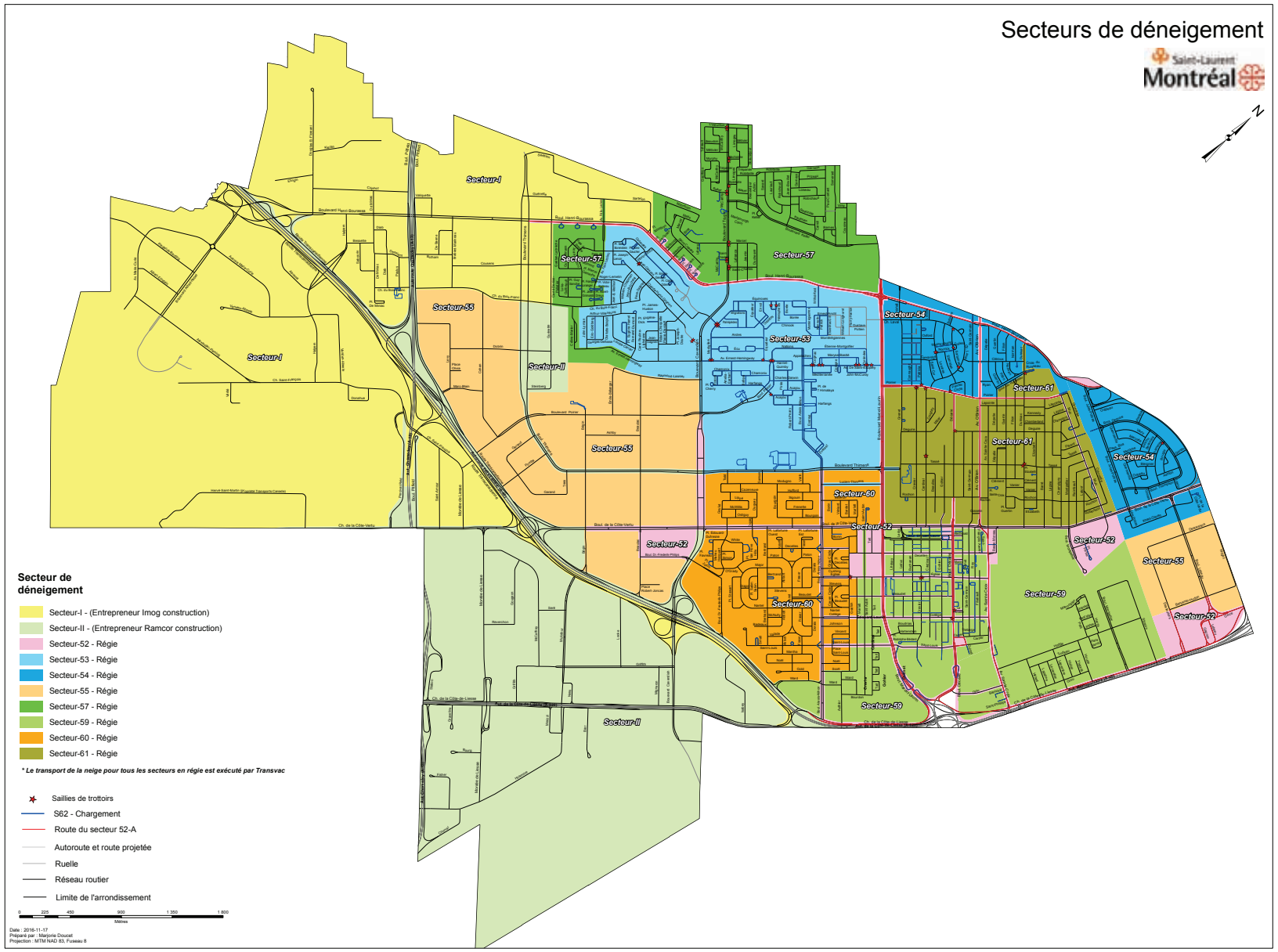
DIVISION INGÉNIERIE	
DESSINE PAR : JEAN PHILIPPE DUBÉ	ECHELLE : AUCUNE
DATE : 2017-05-26	PLAN No :
APPROUVE PAR :	APPROUVE PAR :

SECTION VI

ANNEXE H : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

Section à NE PAS retourner

Secteurs de déneigement



SECTION VI

ANNEXE I : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

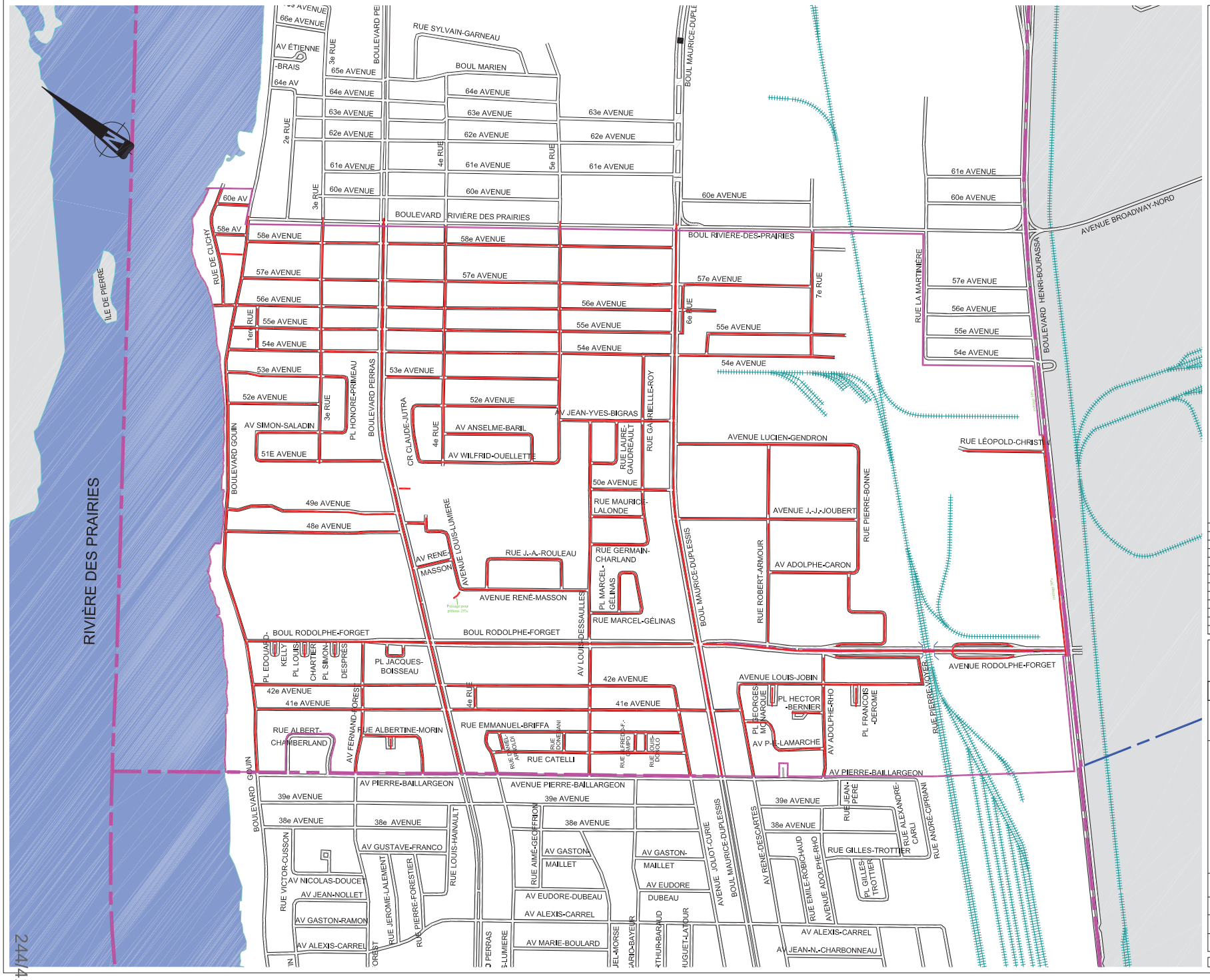
Section à NE PAS retourner


Côte-Saint-Luc
Hampstead
Côte-
Saint-Luc
CDN-73
CDN-71
CDN-72
Montréal-
Ouest
Lachine
SECTEUR
CDN-71
Légende
Index
Secteur de déneigement (2015)
Limite d'arrondissement
Limite ville reconstituée
Hydrographie
Niveau de priorité
Rue de priorité 1
Rue de priorité 2
Rue de priorité 3
POLITIQUE DE DÉNEIGEMENT
PLAN DE CARACTÉRISATION DES RUES
SELON DES CRITÈRES DE DÉNEIGEMENT
ANNEXE 1 DE L'ANNEXE C DU RÈGLEMENT 08-055
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
CARTE D'ARRONDISSEMENT
Préparé par: David Trudeau et Marco Duplessis
Agent technique en géomatique
Vérifié par: Karine Cassavant-Proietti, ing.
Date: 2015/10/13
Projection: MTM Zone 8 (NAD 83)
CDN-71
1:3 500
0
400 m

SECTION VI

ANNEXE J : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

Section à NE PAS retourner



RDP15-93

Durée: Du 15 nov. 2015 au 31 mars 2020

A	M	J	NATURE DE LA MODIFICATION	par

Ville de Montréal
Direction des Travaux Publics
Division Ingénierie

Échelle 1/8000

CONTRAT : RDP15-93

TYPE : Transport de Neige
MÉTRAGE : 35 623 m

NOTE:

Ce plan a été produit à partir d'un extrait de la cartographie de base numérique produite par pro- cédé photogrammétrique à partir de photographie aérienne datant de 1981 à 1985. Certaines rues ont été ajoutées à partir des données provenant des fichiers de la grille de rues de la Ville, édition 1990.

Le métrage indiqué représente la sommation des longueurs des traits dessinés au centre des rues. Ces traits ont été positionnés visuellement sur la base cartographique, afin de représenter le plus fidèlement possible le métrage du territoire visé par le plan en évitant la duplication aux intersections.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été préparé, sans une autorisation écrite du Service des Travaux Publics.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES

T9893, T9794, N9995, N9996, N02-92.dgn

Agent technique (dessin) : Éric Muller

Agent technique : Normand Morinville

Directeur T.P. : Yves Gravel, Ing., MBA

FICHIER No: Neige 2015-2020.dwg | ETUDE No:

RDP15-95

Durée: Du 1 nov. 2015 au 31 mars 2020

A	M	J	NATURE DE LA MODIFICATION	par

Ville de Montréal
Direction des Travaux Publics
Division Ingénierie

CONTRAT : RDP15-95

TYPE : Transport de Neige
MÉTRAGE : 39045 m

NOTE:

Ce plan a été produit à partir d'une version de la cartographie de base numérique à l'échelle 1:1000 produite par stéréorestitution à partir de photographies aériennes datant de 1983 à 1985. Certaines modifications ont été apportées à la version originale afin de tenir compte de la grille de rues de la Ville, édition 1996.

La présente indique représente la numération des longueurs des trottoirs déneigés au centre des rues. Ces tracés ont été matérialisés visuellement sur la base cartographique, afin de représenter le trottoir déneigé le plus fréquemment rencontré. Voir par ailleurs en ce qui a trait à la duplication aux intersections.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été conçu, sans une autorisation écrite du Service des Travaux Publics.

DOCUMENTS DE REFERENCES

T8883, T9794, N9995, N9996, T05-45.dgn

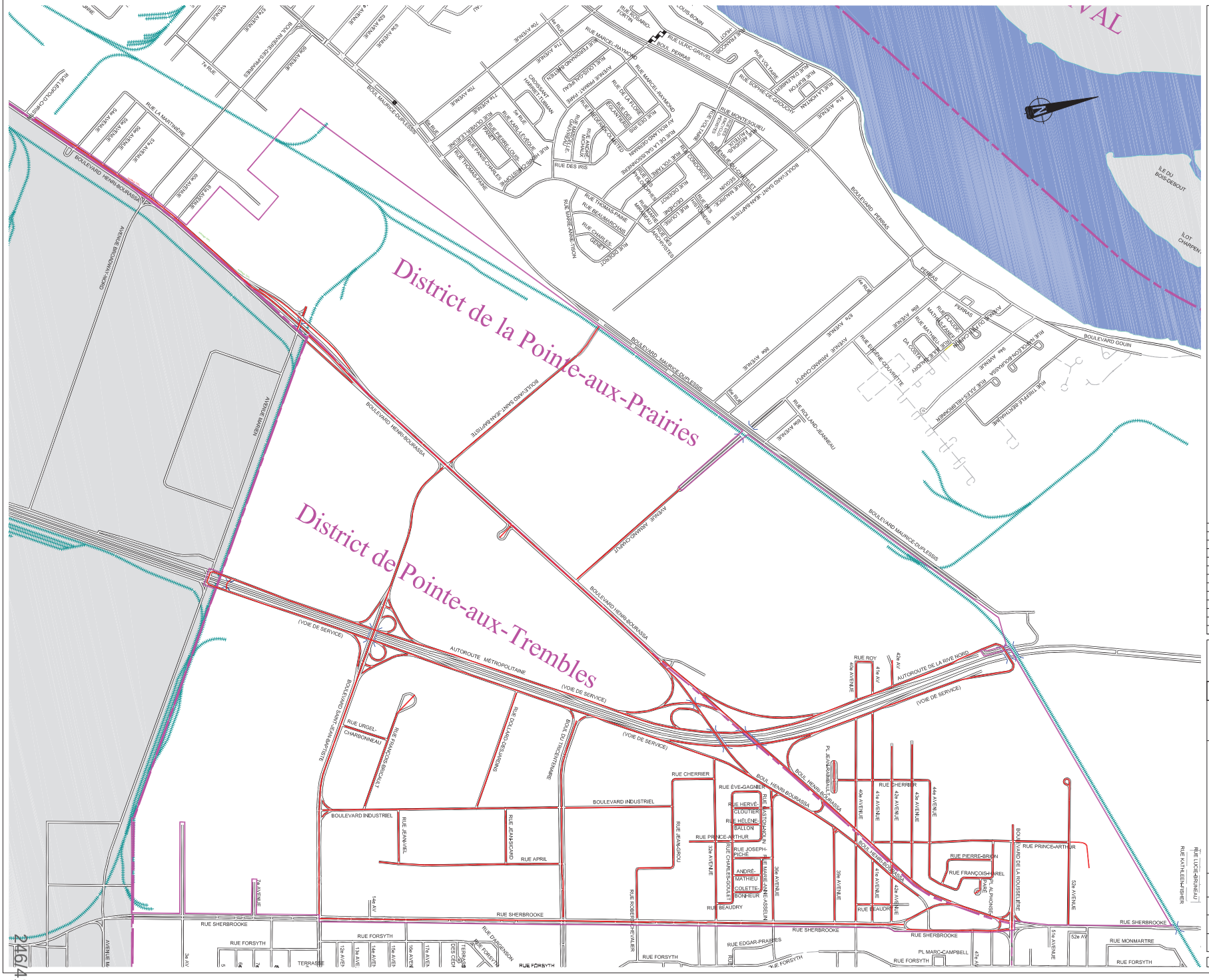
Agent technique (dessin) : Eric Miller

Agent technique : Normand Morin

Directeur T.P. : Yves Grenier, Ing., MBA

FICHIER No: Neige 2015-2020.dwg

ETUDE No:



RDP15-99

Durée: Du 1 nov. 2015 au 31 mars 2020

A	M	J	NATURE DE LA MODIFICATION	par

Ville de Montréal
Direction des Travaux Publics
Division Ingénierie

Échelle 1/5000

CONTRAT : RDP15-99

TYPE : Transport de Neige
MÉTRAGE : 40 306 m

NOTE:

Ce plan a été produit à partir d'un extrait de la cartographie de base numérique produite par pro- cédé photogrammétrique à partir de photographie aérienne datant de 1981 à 1985. Certaines rues ont été ajoutées à partir des données provenant des fichiers de la grille de rues de la Ville, édition 1990.

Le métrage indiqué représente la sommation des longueurs des traits dessinés au centre des rues. Ces traits ont été positionnés visuellement sur la base cartographique, afin de représenter le plus fidèlement possible le métrage du territoire visé par le plan en évitant la duplication aux intersections.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été préparé, sans une autorisation écrite du Service des Travaux Publics.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES

T9893, T9794, N9995, N9996, T05-99.dgn

Agent technique (dessin) : Éric Muller

Agent technique : Normand Molinville

Directeur T.P. : Yves Gravel, Ing., MBA

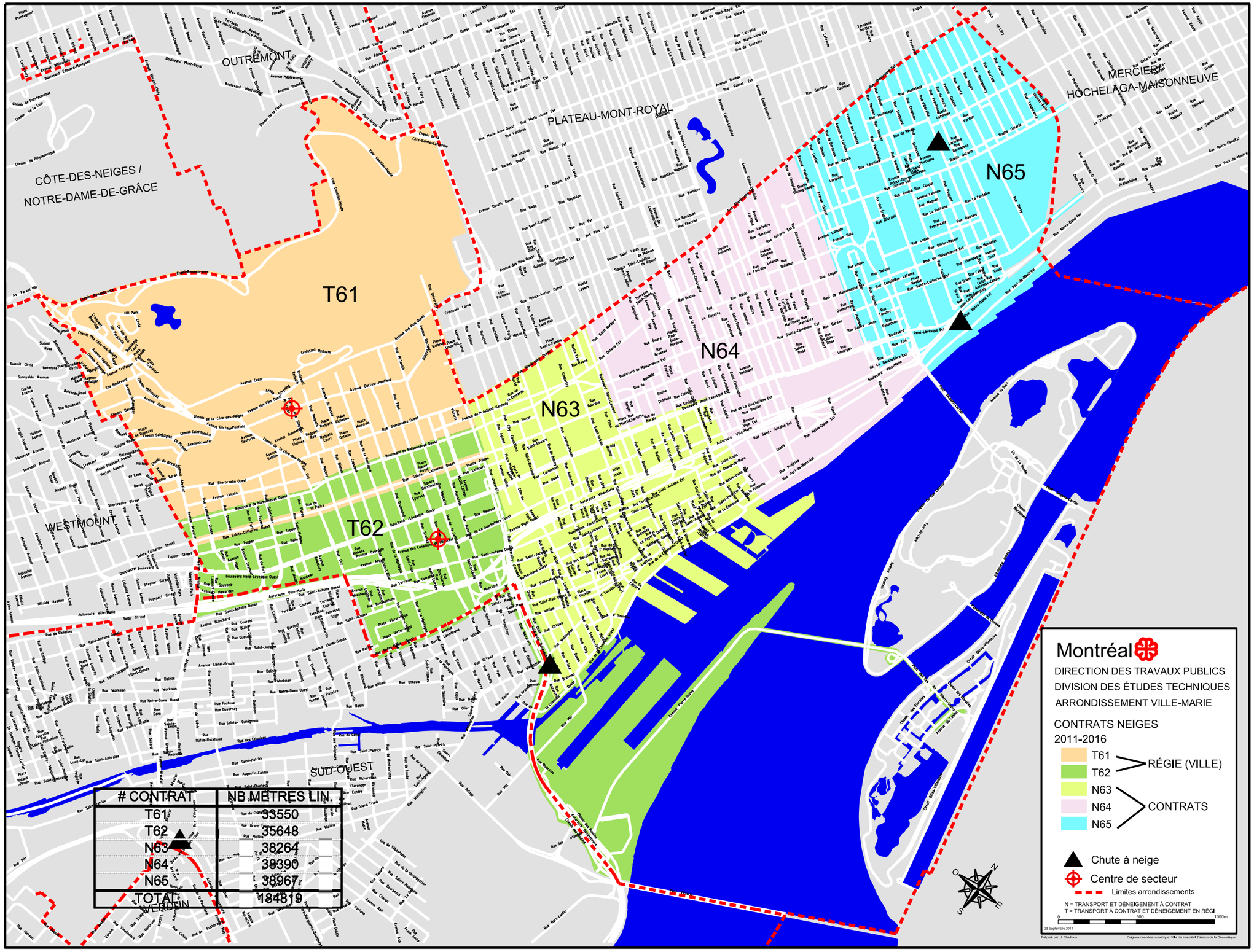
FICHIER No: Neige 2015-2020.dwg | ETUDE No:

SECTION VI

ANNEXE K : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Section à NE PAS retourner

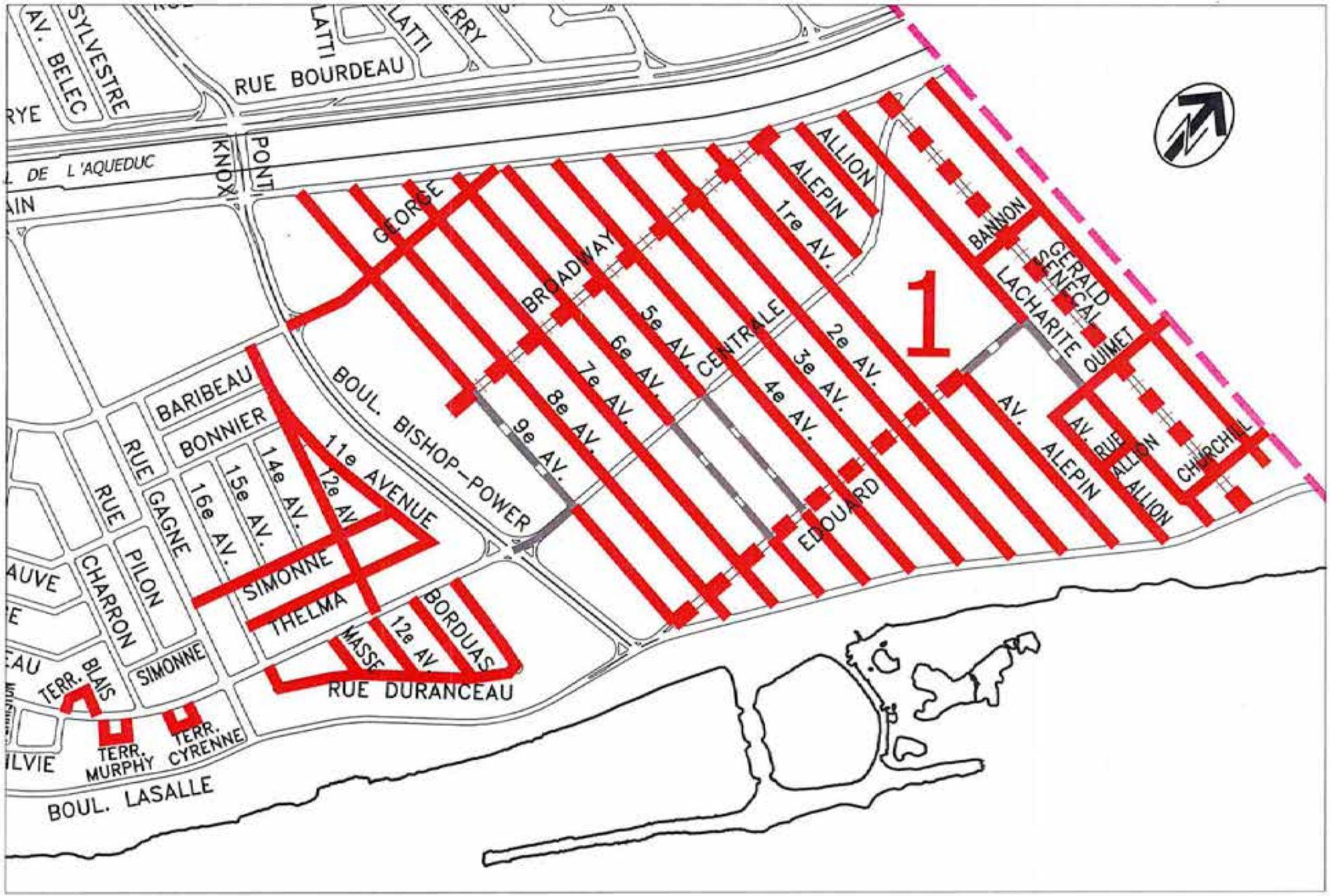
DÉNEIGEMENT



SECTION VI

ANNEXE L : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE

Section à NE PAS retourner

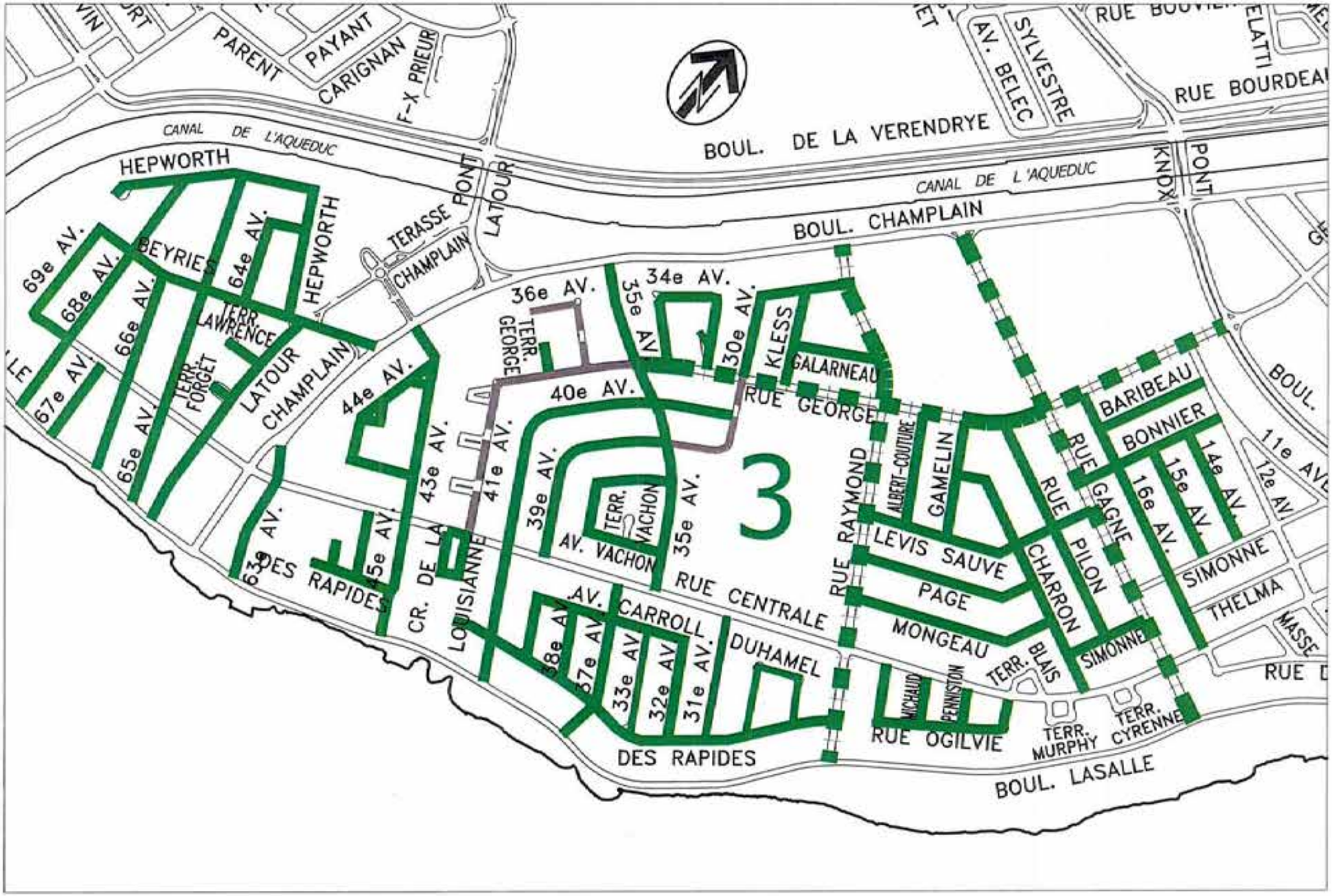


DÉPART LE MATIN 7h00

ZONE SCOLAIRE

CHARGEMENT DE JOUR

Secteur 1 17,0 Km.

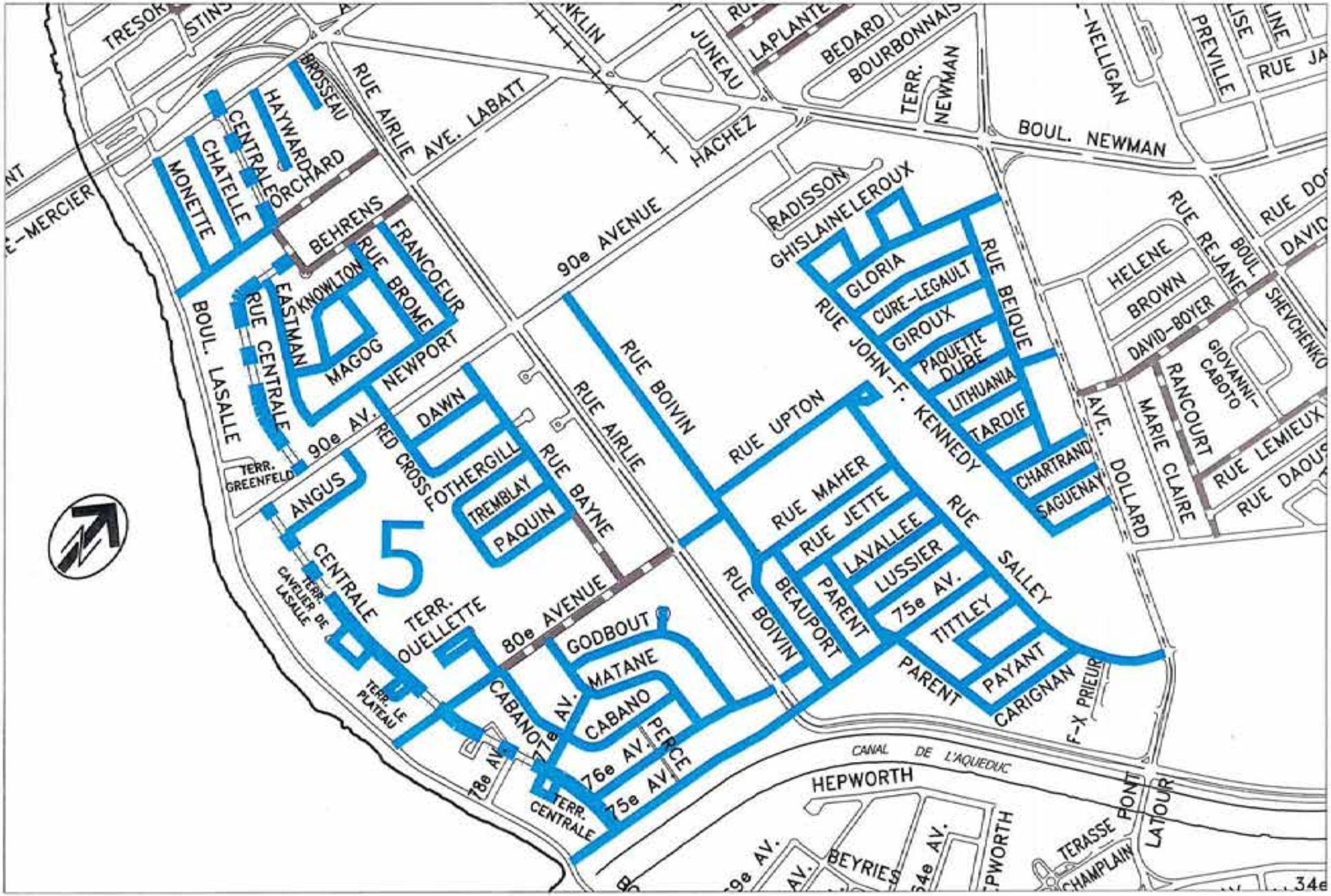


CHARGEMENT DE JOUR

Secteur 3 18,9 Km.

DÉPART LE MATIN 7h00

ZONE SCOLAIRE

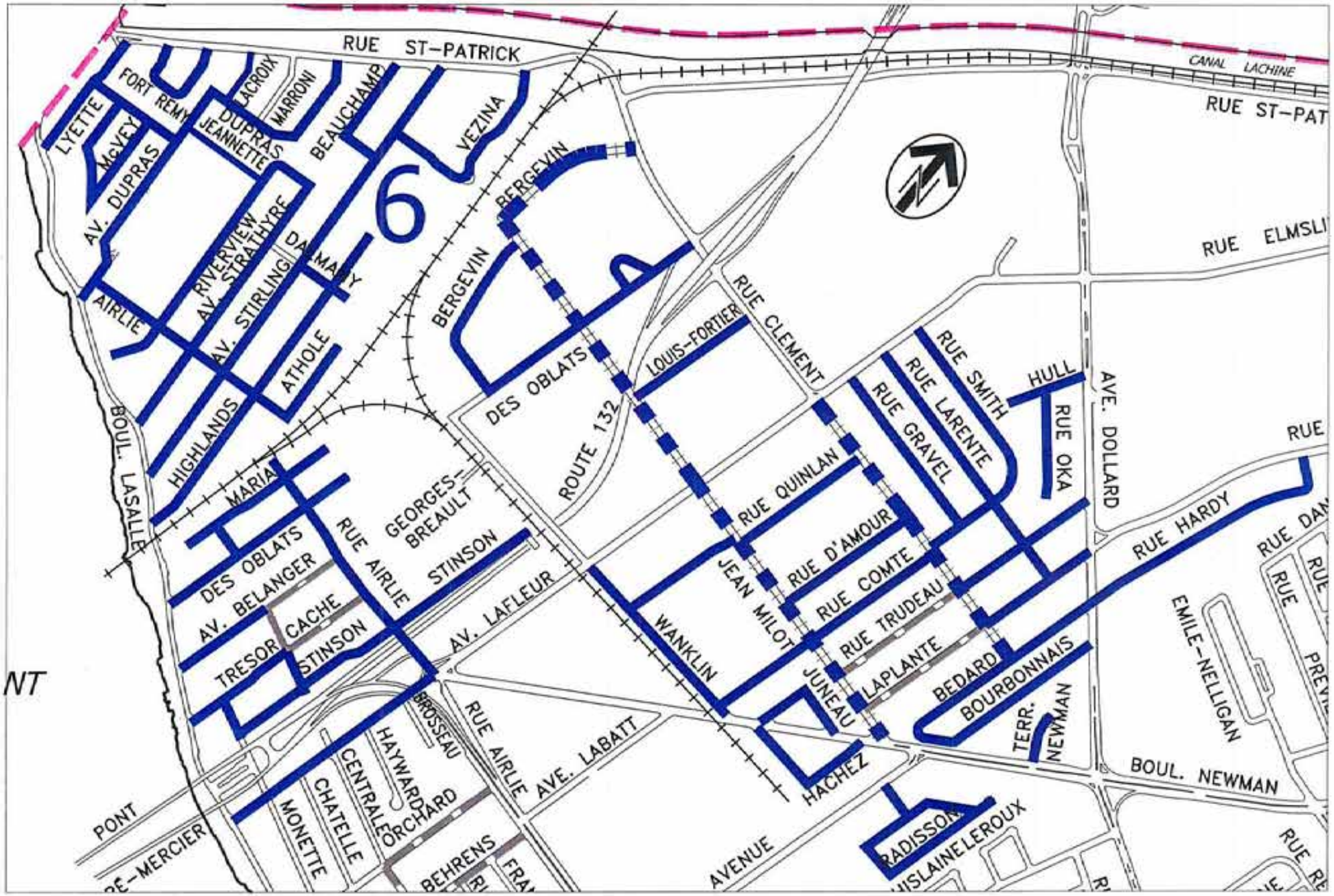


DÉPART LE MATIN 7h00

ZONE SCOLAIRE

CHARGEMENT DE JOUR

Secteur 5 18,5 Km.



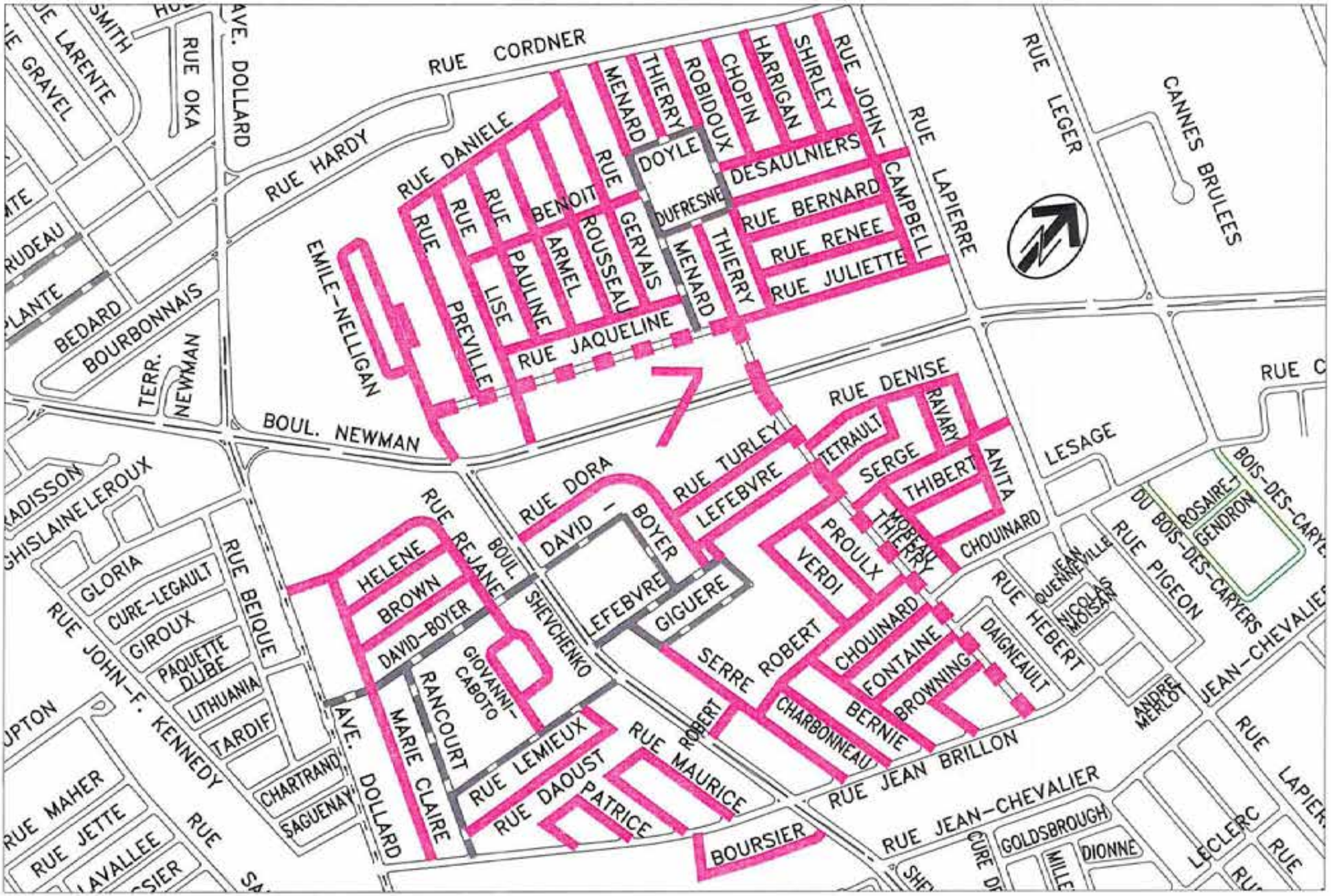
CHARGEMENT DE JOUR

Secteur 6 19,9 Km.

DÉPART LE MATIN 7h00

ZONE SCOLAIRE

257/415

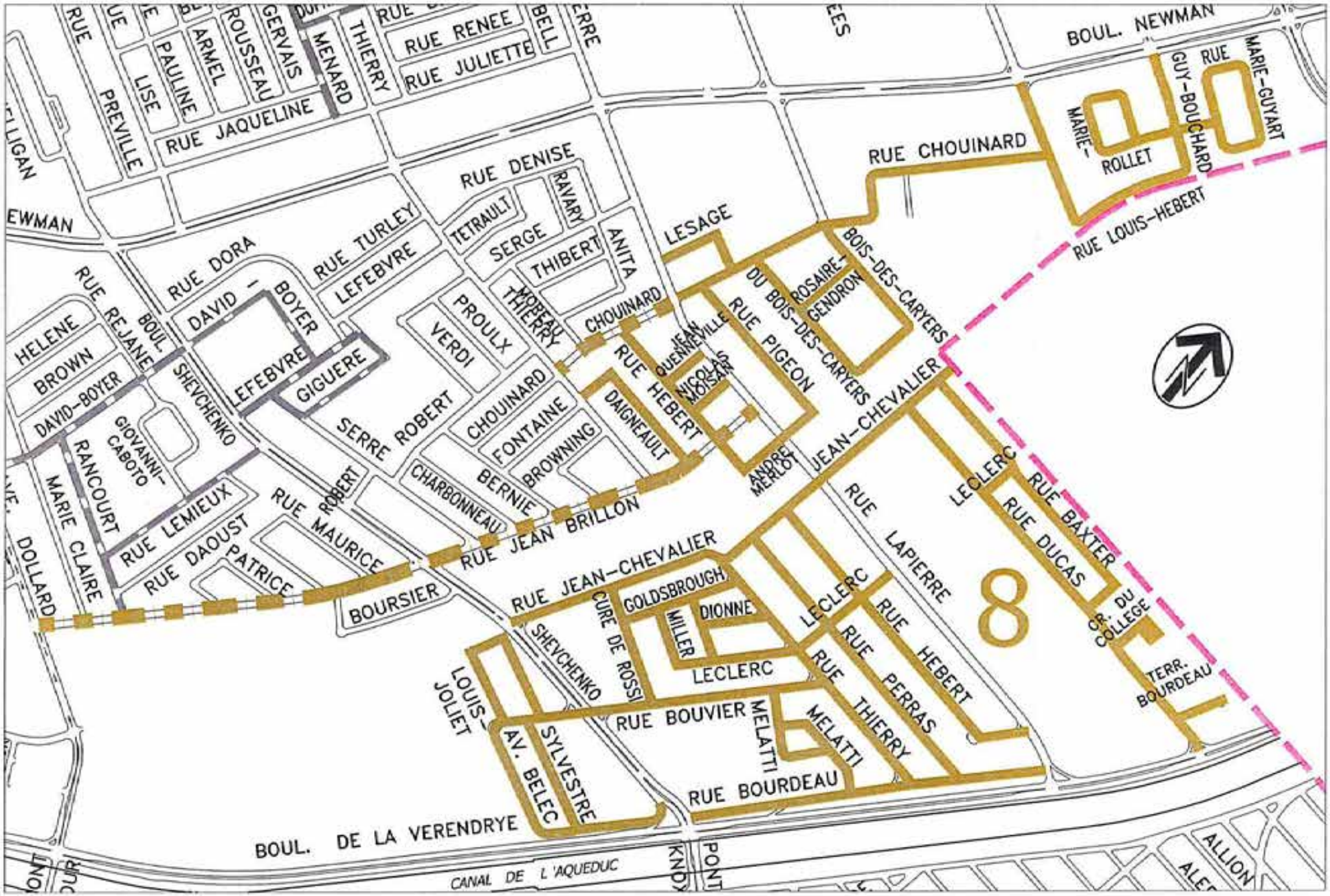


DÉPART LE MATIN 7h00

ZONE SCOLAIRE

CHARGEMENT DE JOUR

Secteur 7 18,2 Km.

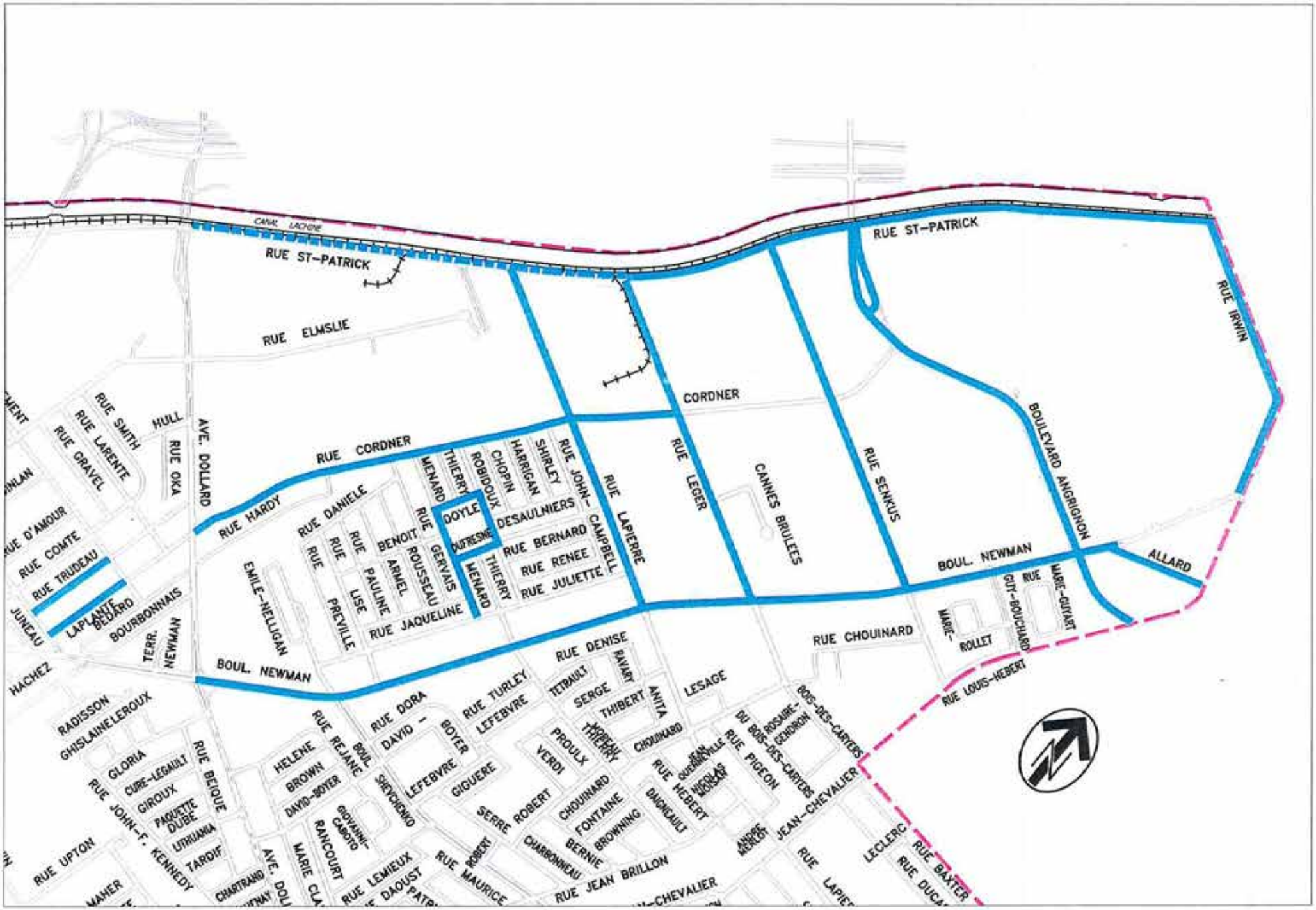


CHARGEMENT DE JOUR

Secteur 8 15,5 Km.

DÉPART LE MATIN 7h00

ZONE SCOLAIRE



CHARGEMENT par SECTEUR
et ÉCOLES de SOIR

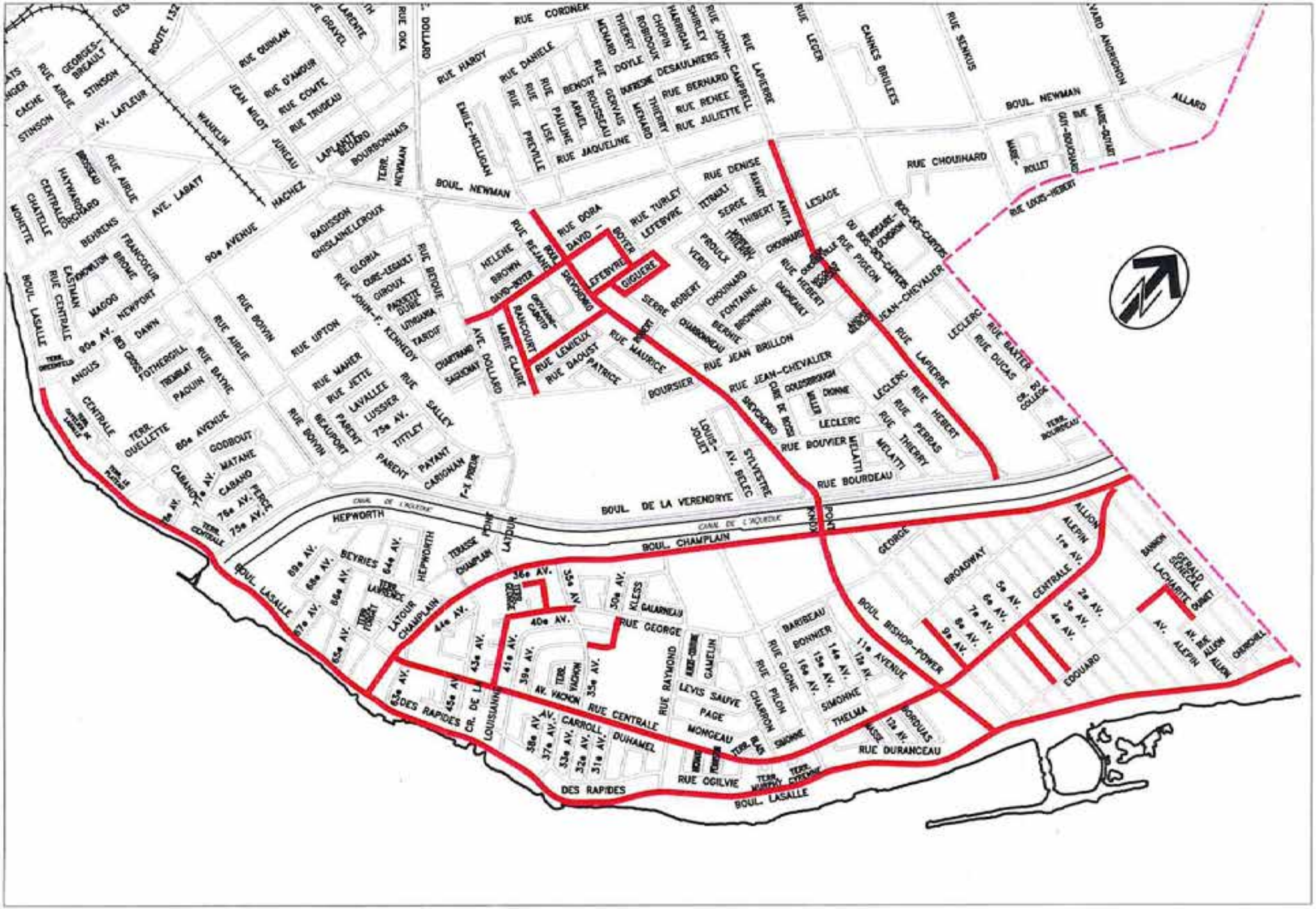
SECTEUR 9
15,5 Km.



CHARGEMENT par SECTEUR et ÉCOLES de SOIR

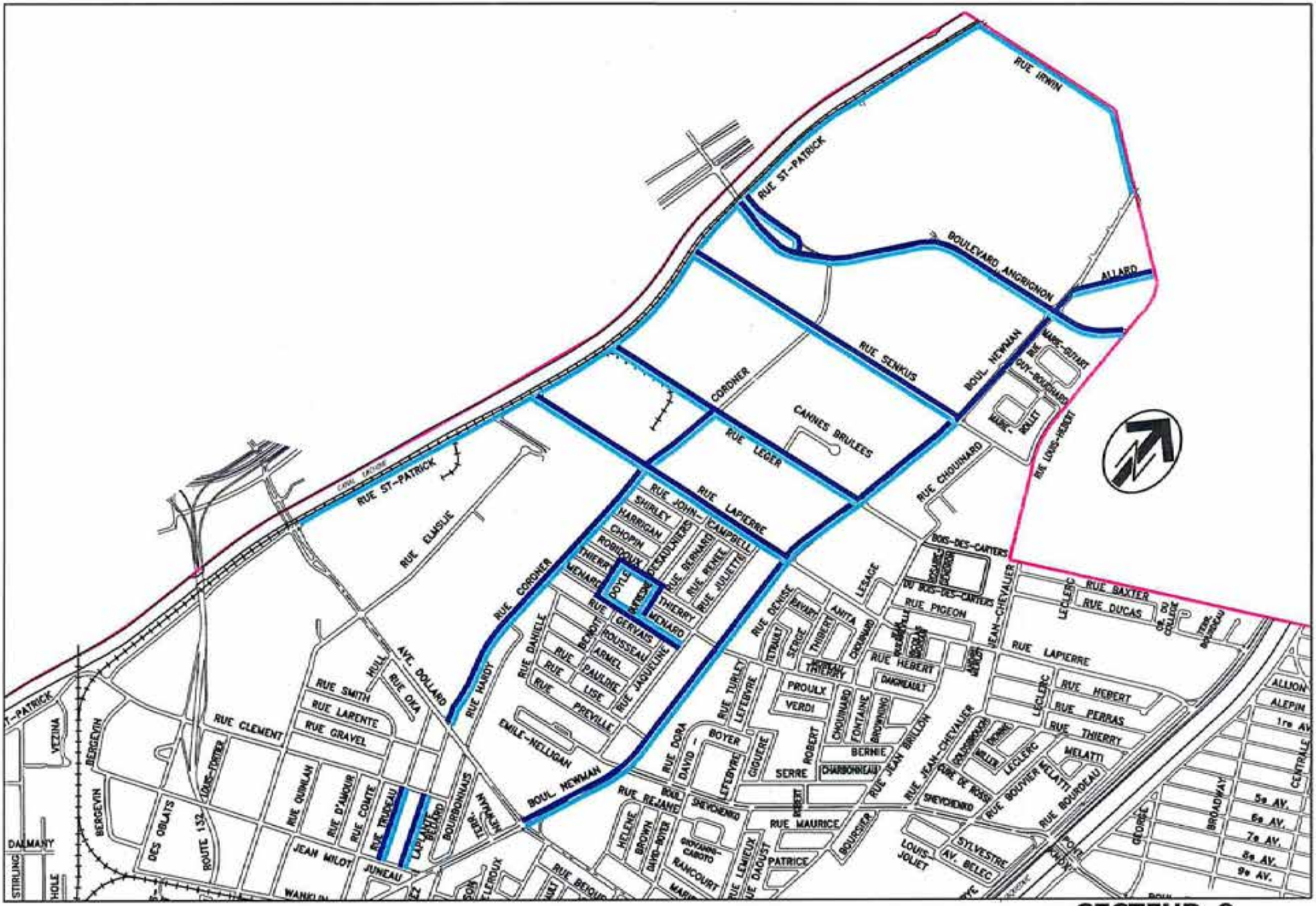
SECTEUR 10

16,9 Km.



CHARGEMENT par SECTEUR
et ÉCOLES de SOIR

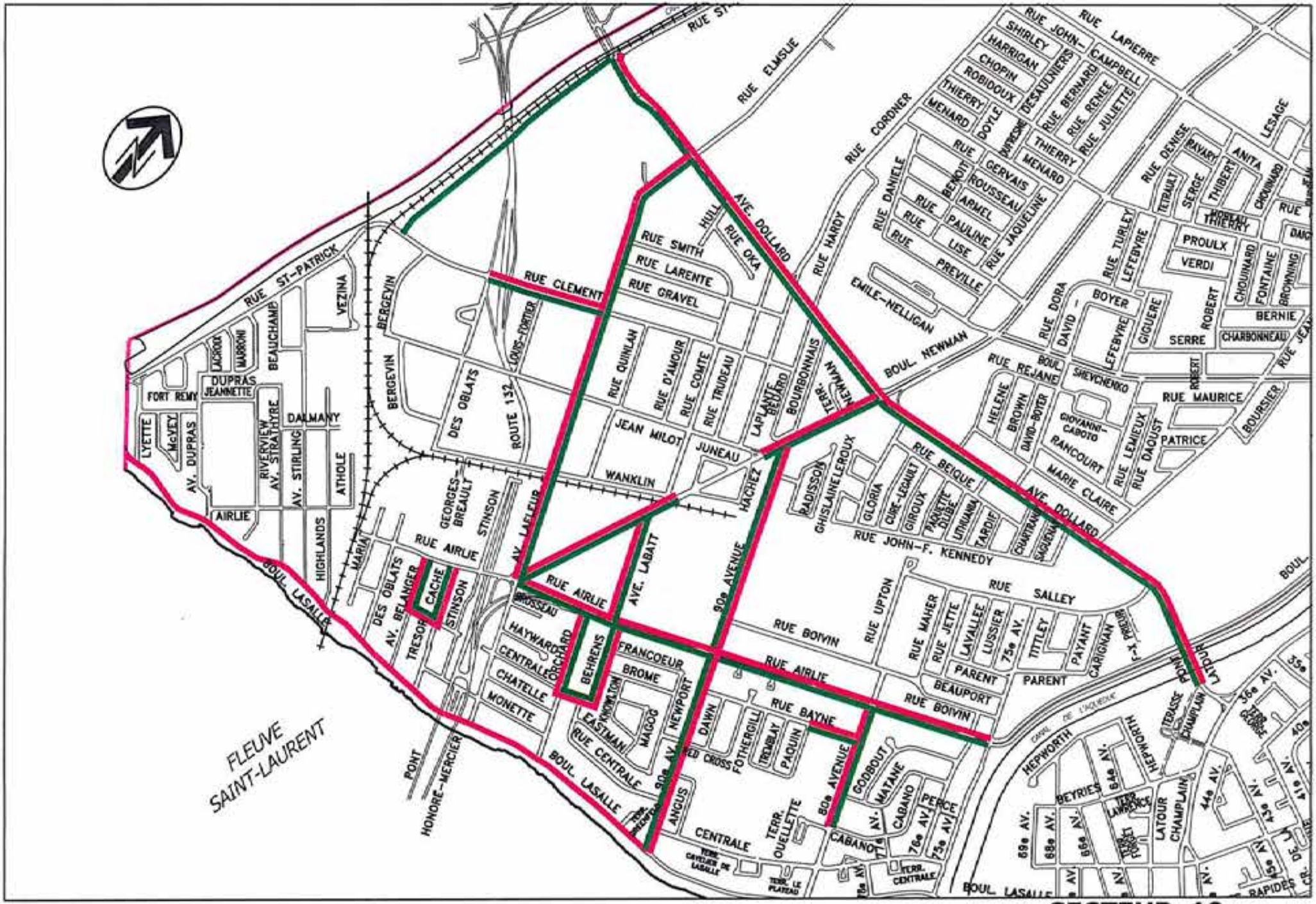
SECTEUR 13
15,5 Km.



CHARGEMENT par SECTEUR
et ÉCOLES de SOIR

SECTEUR 9

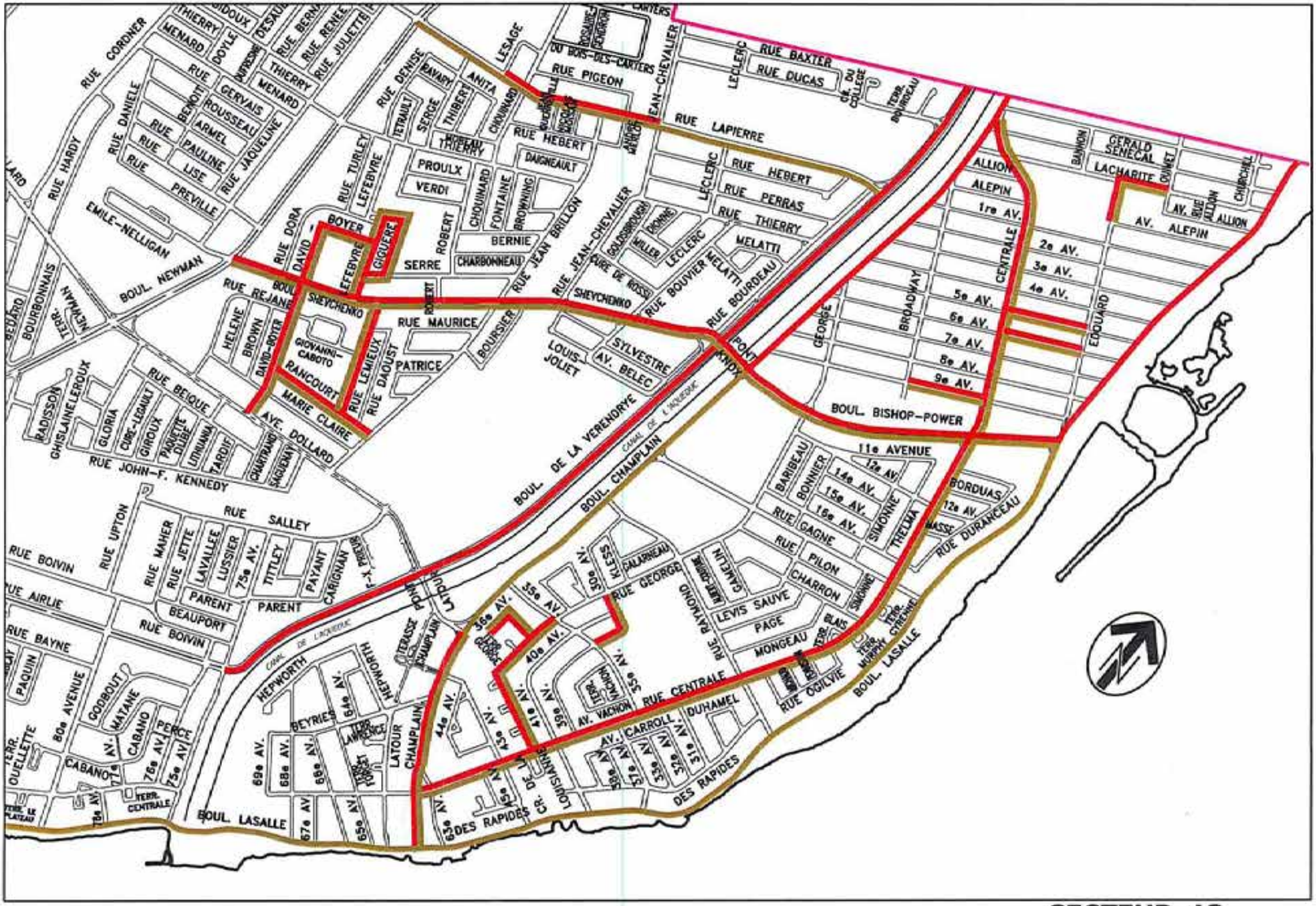
A		**14,8 Km.**
B		**11,4 Km.**



CHARGEMENT par SECTEUR
et ÉCOLES de SOIR

SECTEUR 10

A		**11,6 Km.**
B		**13,4 Km.**



CHARGEMENT par SECTEUR et ÉCOLES de SOIR

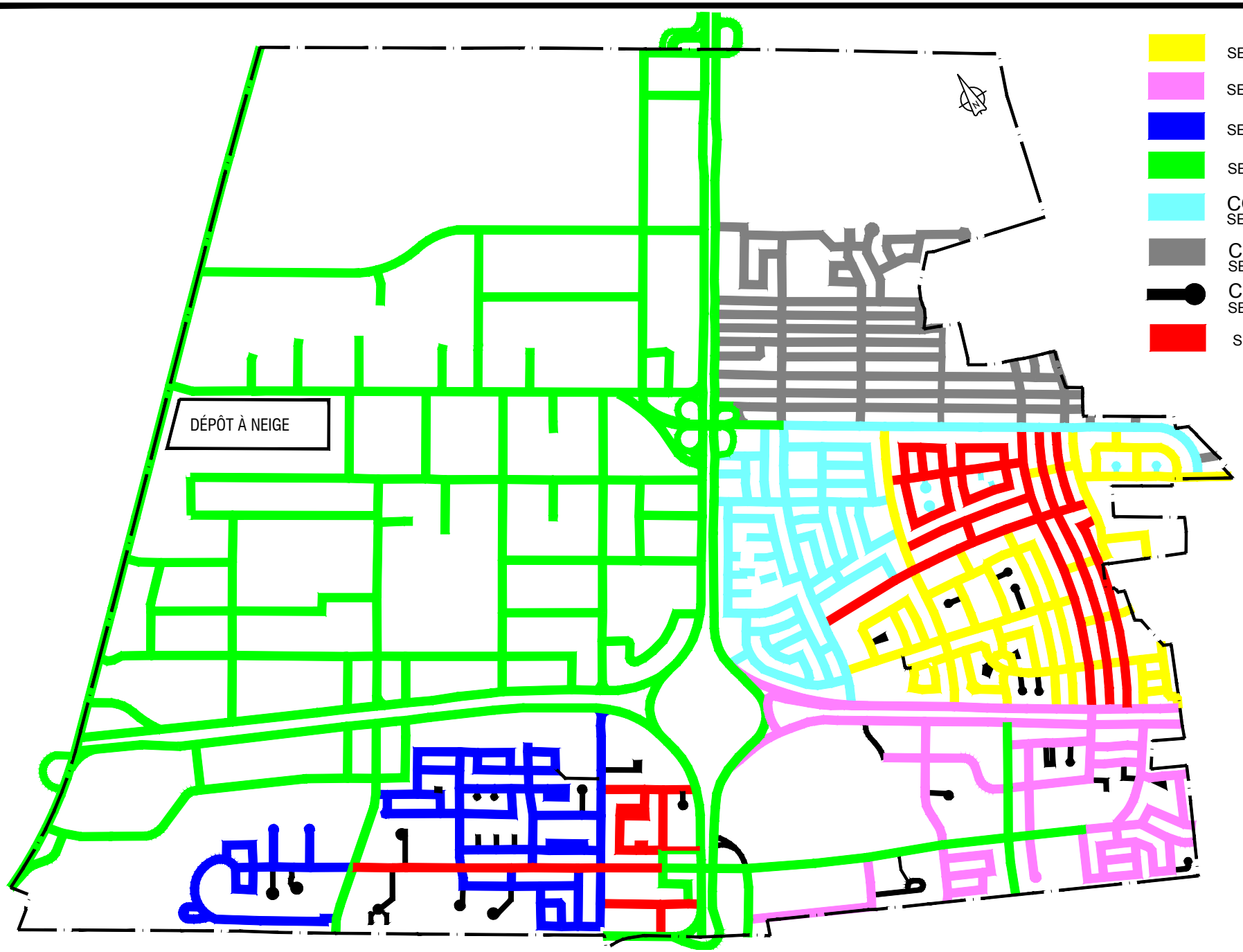
SECTEUR 13

A		17,1 Km.
B		18,4 Km.

SECTION VI

ANNEXE M : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU

Section à NE PAS retourner



Anjou Montréal

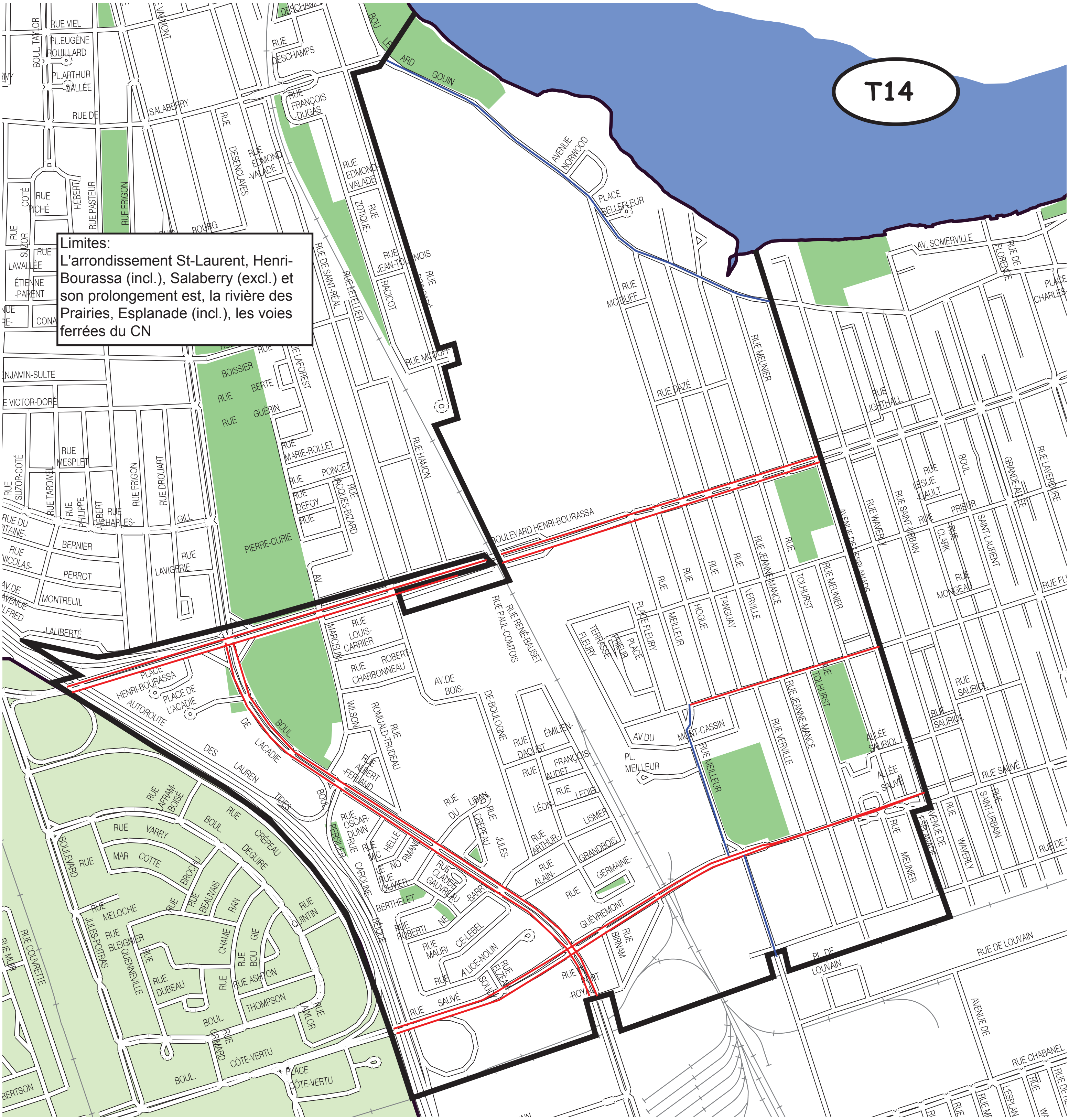
PLAN DE LOCALISATION DES SECTEURS DE DÉNEIGEMENT 2017-2018

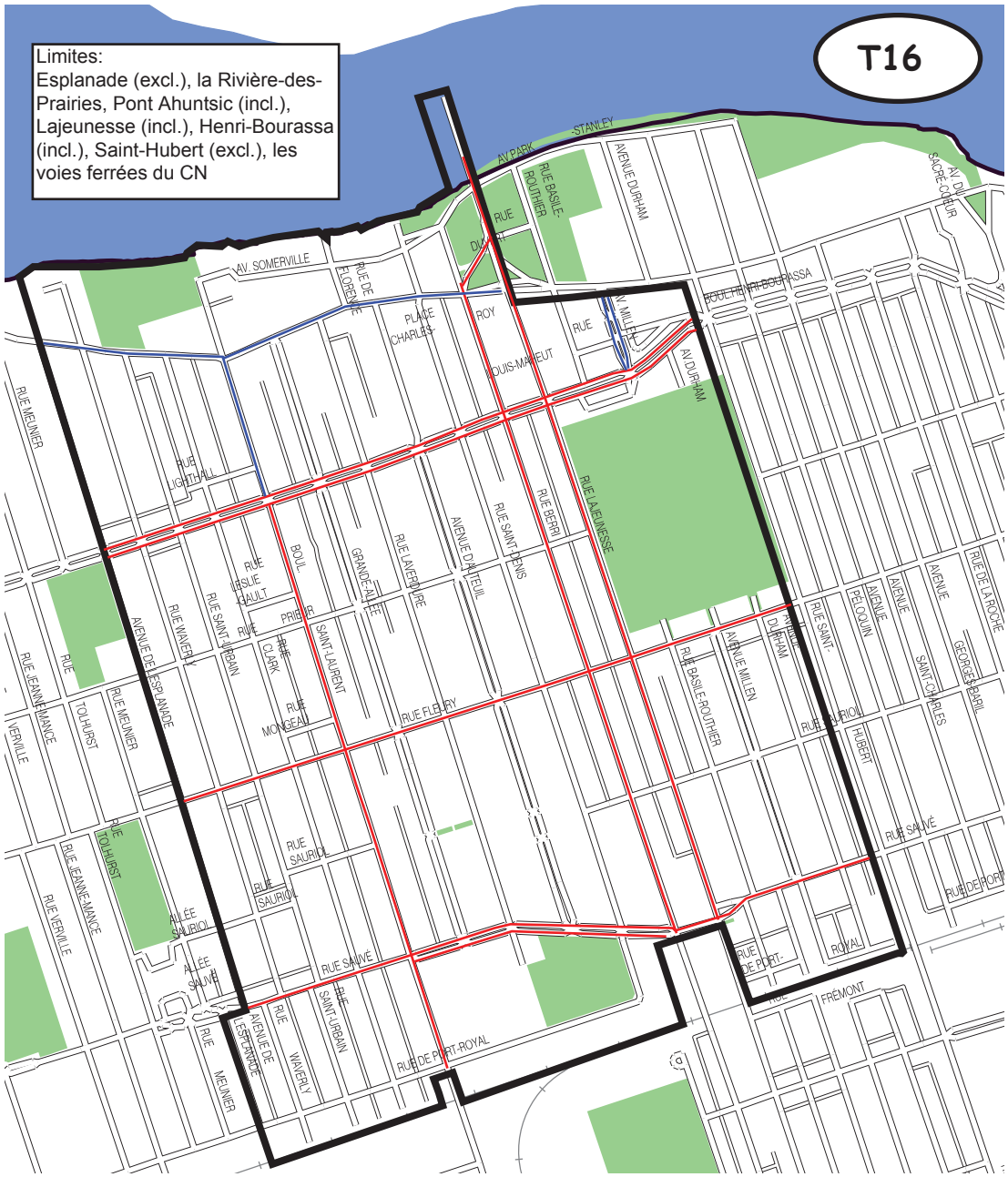
Fichier: i:\génie\municipal travaux publics\deneigement\neige 2017-2018\secteurs déneigement.dwg

SECTION VI

ANNEXE N : SECTEURS DE DÉNEIGEMENT DE L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE

Section à NE PAS retourner


T14
Limites:
L'arrondissement St-Laurent, Henri-Bourassa (incl.), Salaberry (excl.) et son prolongement est, la rivière des Prairies, Esplanade (incl.), les voies ferrées du CN
BOULEVARD HENRI-BOURASSA
BOUL. GOUIN
AVENUE NORWOOD
PLACE BELLEFLEUR
AV. SOMERVILLE
RUE MEUNIER
RUE DAZÉ
RUE HAMON
RUE MODUFF
RUE JEANNE-MANCE
RUE TOLHURST
RUE VERVILLE
RUE TANGUAY
RUE HOGUE
RUE MEILLEUR
AVENUE DE L'ESPLANADE
RUE WAVERLY
RUE SAINT-URBAIN
RUE CLARK
RUE SAINT-LAURENT
GRANDE-ALLÉE
RUE LAVERDURE
RUE SAUVÉ
RUE DE LOUVAIN
RUE CHABANEL
PL. DE LOUVAIN
AV. DU MONT-CASSIN
PL. MEILLEUR
RUE RENÉ-BAUSET
RUE PAUL-COMTOIS
AV. DE BOIS-DE-BOULOGNE
RUE ROMUALD-TRUDEAU
RUE GRANDBOIS
RUE GUÈVREMONT
RUE BIRNAM
RUE LISMER
BOUL. DE L'ACADIE
AUTOROUTE DES LAURENTIDES
PLACE HENRI-BOURASSA
PLACE DE L'ACADIE
RUE CHARBONNEAU
RUE LOUIS-CARRIER
PIERRE-CURIE
RUE DE SAINT-RÉAL
RUE LETELLIER
RUE SALABERRY
RUE DESCHAMPS
RUE FRANÇOIS-DUGAS
RUE EDMOND-VALADE
RUE DESENCLAVES
RUE BOISSIER
RUE BERTE
RUE GUÉRIN
RUE MARIE-ROLLET
RUE PONCET
RUE JACQUES-BIZARD
RUE DEFOY
RUE LAFOREST
RUE FRIGON
RUE DROUART
RUE MESPLET
RUE TARDIVEL
RUE BERNIER
RUE PERROT
RUE MONTREUIL
RUE LAVIGERIE
RUE LAFLEUR
RUE VIEL
BOUL. TAYLOR
RUE PASTEUR
RUE HÉBERT
BENJAMIN-SULTE
VICTOR-DORÉ
BOUL. CÔTE-VERTU
PLACE CÔTE-VERTU
RUE THOMPSON
RUE ASHTON
RUE COUVRETTE
RUE JULES-POITRAS
RUE DEGUIRE
RUE CRÉPEAU
RUE BEAUVAIS
RUE QUINTIN
RUE MELOCHE
RUE DUBEAU
RUE VARRY
RUE COTTE
RUE BLEIGNIER
RUE QUÉNNEVILLE
RUE BERTHELET
RUE CAROLINE-BÉIQUE
RUE ALICE-NOLIN
RUE SAUVÉ


T16
Limites:
Esplanade (excl.), la Rivière-des-Prairies, Pont Ahuntsic (incl.), Lajeunesse (incl.), Henri-Bourassa (incl.), Saint-Hubert (excl.), les voies ferrées du CN
AV. PARK
AV. STANLEY
AV. SOMERVILLE
RUE DE FLORENCE
PLACE CHARLES-ROY
RUE DAWSON
RUE BASILE-ROUTHIER
AVENUE DURHAM
AV. MILLEN
BOUL. HENRI-BOURASSA
AV. DU SACRÉ-CŒUR
RUE LAJEUNESSE
RUE BERRI
RUE SAINT-DENIS
AVENUE D'ARTEUIL
RUE LAVERDURE
BOUL. SAINT-LAURENT
GRANDE-ALLÉE
RUE PRIEUR
RUE CLARK
RUE MONGEAU
RUE FLEURY
RUE SAINT-URBAIN
RUE WAVERLY
AVENUE DE L'ESPLANADE
RUE MEILLEUR
RUE IGNATIUS
RUE ISABEAU
RUE JEANNE-MANCE
RUE VERVILLE
RUE TOUHURST
RUE SAURIOL
ALLÉE SAURIOL
RUE SAUVÉ
AVENUE DE L'ESPÉRANCE
RUE DE PORT-ROYAL
RUE FRÉMONT
AVENUE PELLOQUIN
AVENUE SAINT-CHARLES
RUE DE LA ROCHE
AVENUE GEORGES-BARIL
RUE HUBERT
RUE ROYAL

SECTION VI

ANNEXE O : RÈGLEMENT SUR LE REMORQUAGE DES VÉHICULES

Section à NE PAS retourner

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
03-098 (Codification administrative)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

RÈGLEMENT SUR LE REMORQUAGE DES VÉHICULES

_____
03-098; 03-098-2, a. 1.

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 1er JANVIER 2014
(03-098 modifié par 03-098-1, 03-098-2, RCG 13-022)

Vu les articles 123 à 128 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du 16 juin 2003, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

_____
03-098; 03-098-2, a. 2.

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« Bureau » : le Bureau du taxi de Montréal;

« dépanneuse » : un véhicule automobile muni d'un équipement fabriqué pour soulever un véhicule routier et le tirer ou pour charger un véhicule routier sur sa plate-forme;

« directeur » : le directeur général du Bureau ou un représentant désigné par lui;

« inspecteur » : une personne employée à titre d'inspecteur par le Bureau ou agissant à ce titre;

« permis de chauffeur » : le permis de chauffeur émis par le Bureau;

« permis d'exploitation » : le permis délivré par le Bureau pour une entreprise, association, coopérative ou organisme offrant des services de remorquage;

« remorquage » : toute opération de déplacement de véhicule routier effectuée au moyen d'une dépanneuse moyennant le paiement d'une somme d'argent;

« société » : la Société de l'assurance automobile du Québec constituée par la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.011) et ses fonctionnaires autorisés;

« Ville » : la Ville de Montréal.

_____

03-098, a. 1; 03-098-2, a. 3; RCG 13-022, a. 1.

2. Le présent règlement régit le remorquage sur le territoire de la Ville, sauf si, sous réserve du deuxième alinéa, l'origine ou la destination du véhicule remorqué est à l'extérieur du territoire de la Ville.

Dans ce cas, lorsqu'il effectue un remorquage, le chauffeur de la dépanneuse doit être détenteur d'un permis de chauffeur émis conformément à la section I du chapitre III et être en mesure de faire la preuve, notamment, au moyen d'un bon de commande ou d'une copie de facture, que l'origine ou la destination du véhicule remorqué est à l'extérieur du territoire de la Ville.

_____

03-098, a. 2; 03-098-2, a. 4.

3. Le directeur, les inspecteurs du Bureau et les policiers de la Ville sont chargés d'appliquer le présent règlement et ils sont autorisés à :

1° délivrer, au nom de la Ville, un constat d'infraction pour toute infraction à ce règlement;

2° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain d'un titulaire de permis d'exploitation pour en faire l'inspection;

3° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents comportant des renseignements relatifs à l'application du présent règlement;

4° faire immobiliser une dépanneuse pour en faire l'inspection et examiner entre autres, le permis de conduire du chauffeur, le permis de chauffeur, la preuve de classification, le certificat d'immatriculation, le certificat de vérification mécanique et tout autre document et rapport relatif à l'application du présent règlement;

5° exiger la communication pour examen de tout document ou contrat visé par le règlement;

6° exiger tout renseignement relatif à l'application du présent règlement, ainsi que la production de tout document s'y rapportant.

Le directeur, un policier de la Ville ou un inspecteur peut confisquer le permis de chauffeur, qui n'est pas au nom du conducteur du véhicule de dépannage, qui n'est pas valide ou qui est altéré.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle des documents mentionnés au paragraphe 3° du deuxième alinéa doit, sur demande, en donner communication à la personne qui en fait l'inspection et lui en faciliter l'examen.

_____
03-098, a. 3; 03-098-2, a. 5.

CHAPITRE II
VÉHICULES DE DÉPANNAGE

SECTION I
CATÉGORIES

4. Un remorquage ne peut être effectué qu'avec une dépanneuse appartenant à une catégorie visée à l'annexe A qui fait partie intégrante du présent règlement.

_____
03-098, a. 4; 03-098-2, a. 6.

5. Une dépanneuse ne peut remorquer que le type de véhicule mentionné à l'annexe A en regard de sa catégorie.

_____
03-098, a. 5; 03-098-2, a. 7.

6. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 6; 03-098-2, a. 8.

SECTION II
PERMIS D'EXPLOITATION

7. Nul ne peut exploiter, permettre ou tolérer que soit exploité une dépanneuse sans être détenteur d'un permis d'exploitation valide délivré par le Bureau.

_____
03-098, a. 7; 03-098-2, a. 9.

8. Pour les fins du présent règlement, le propriétaire d'une dépanneuse est celui qui en a la propriété ou qui en est locataire pour une période supérieure à 12 mois.

_____
03-098, a. 8; 03-098-2, a. 10.

9. Le requérant d'un permis d'exploitation doit fournir au Bureau les renseignements et documents suivants :

1° les noms, adresses et numéros de téléphone du propriétaire ou du locataire à long terme de la dépanneuse;

2° la raison sociale sous laquelle il opère, s'il y a lieu;

3° le nom des actionnaires et administrateurs de la corporation, s'il y a lieu;

4° la preuve de l'inscription au registre des propriétaires et exploitants des véhicules lourds;

5° la preuve d'incorporation, d'association, de constitution en coopérative ou d'enregistrement.

_____

03-098, a. 9; 03-098-2, a. 11.

10. Le Bureau émet le permis d'exploitation sur paiement des droits requis prévus au règlement annuel sur les tarifs.

_____

03-098, a. 10; 03-098-2, a. 12.

11. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit aviser le Bureau par écrit, dans les 30 jours, de tout changement à l'un ou l'autre des renseignements prévus à l'article 9. Il doit faire parvenir au Bureau, dans les 30 jours de sa délivrance, tout nouveau certificat de vérification mécanique par courrier recommandé ou par télécopieur, dont la preuve lui incombe.

_____

03-098, a. 11; 03-098-2, a. 13.

12. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit tenir une liste quotidienne des chauffeurs auxquels il confie l'exploitation d'une dépanneuse, en indiquant leur nom et numéro de permis de chauffeur ainsi que le numéro de la vignette de la dépanneuse. Il doit conserver cette liste pendant une période de 2 ans et la fournir, sur demande, au directeur, à un inspecteur ou à un policier de la Ville.

_____

03-098, a. 12; 03-098-2, a. 14.

13. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit s'assurer que le chauffeur auquel il confie la garde de la dépanneuse est détenteur des permis requis par le présent règlement.

_____

03-098, a. 13; 03-098-2, a. 15.

14. Sur demande, le titulaire d'un permis d'exploitation doit fournir au directeur, à un inspecteur ou à un policier de la Ville tout renseignement ou document relatif à l'exploitation de ses permis, incluant notamment tous les renseignements et documents requis par l'article 9 ainsi que toutes les copies des factures fournies par un chauffeur conformément à l'article 58, lesquelles doivent être conservées pendant une période de deux ans.

_____

03-098, a. 14; 03-098-2, a. 16.

SECTION III
VIGNETTE D'IDENTIFICATION

15. Le Bureau émet une vignette d'identification pour chaque dépanneuse appartenant au titulaire d'un permis d'exploitation qui en fait la demande. Ce dernier doit fournir au Bureau les documents suivants :

1° le certificat d'immatriculation de la dépanneuse;

2° une preuve de la classification de la dépanneuse émise par le ministère des Transports du Québec;

3° le certificat de vérification mécanique conforme émis par la Société.

Le Bureau émet la vignette sur paiement des droits requis prévus au règlement annuel sur les tarifs.

_____

03-098, a. 15; 03-098-2, a. 17.

16. La vignette d'identification doit être fixée par un employé du Bureau, de façon permanente directement dans la partie à droite du pare-brise de la dépanneuse.

_____

03-098, a. 16; 03-098-2, a. 18.

17. Le titulaire du permis d'exploitation doit s'assurer que la vignette apposée sur la dépanneuse est visible et que les inscriptions qui y apparaissent sont lisibles en tout temps.

_____

03-098, a. 17; 03-098-2, a. 19.

18. La vignette demeure la propriété de la Ville. Le directeur, un policier de la Ville ou un inspecteur qui constate l'invalidité de la vignette peut l'enlever, la maculer ou autrement l'altérer aux fins de l'annuler.

_____

03-098, a. 18.

19. La vignette d'identification cesse d'être valide lorsque le permis d'exploitation qui s'y rapporte est révoqué, non renouvelé à son expiration, cédé, transféré ou lorsque le détenteur change la catégorie visée à l'annexe A ou change la dépanneuse visée par le permis.

La vignette cesse aussi d'être valide lorsque le certificat d'inspection mécanique de la dépanneuse, émis par la Société expire, ou que l'immatriculation du véhicule est révoquée, annulée ou suspendue.

_____

03-098, a. 19; 03-098-2, a. 20.

20. Le directeur suspend la vignette d'une dépanneuse et le droit d'en obtenir une dans les cas suivants :

1° lorsque le détenteur a commis une infraction à l'article 13 et qu'il s'agit d'une récidive;

2° lorsqu'une vignette cesse d'être valide en vertu du deuxième alinéa de l'article 19.

_____

03-098, a. 20; 03-098-2, a. 21.

21. La suspension imposée en vertu de l'article 20 entre en vigueur le 15e jour qui suit la date de la mise à la poste d'un avis à cet effet expédié à la dernière adresse connue du titulaire.

_____

03-098, a. 21.

22. Aucune nouvelle vignette ne peut être émise au détenteur du permis d'exploitation lorsqu'une de ses vignettes a été suspendue et ce pour une période de 3 mois d'une première suspension, de 6 mois d'une deuxième suspension, et d'un an pour chaque suspension subséquente. Ce délai commence à courir le jour où la vignette est remise au Bureau.

_____

03-098, a. 22.

23. Le détenteur d'un permis d'exploitation dont la vignette cesse d'être valide, doit la remettre au Bureau dans les 48 heures, et ce, sans autre avis.

_____

03-098, a. 23.

24. Nul ne peut exploiter, permettre ou tolérer que soit exploité une dépanneuse sur laquelle aucune vignette n'est apposée, portant une vignette qui n'est plus valide ou portant une vignette émise pour un autre véhicule.

_____

03-098, a. 24; 03-098-2, a. 22.

25. Sous réserve des articles 19 et 23 et sur paiement des frais de duplicata fixés au règlement annuel sur les tarifs, le Bureau peut, sur présentation d'une preuve à cet effet, remplacer toute vignette maculée, détériorée ou autrement altérée.

De plus, le Bureau peut, sur présentation d'une preuve à l'effet qu'une dépanneuse est hors d'usage, émettre, sur paiement des frais de duplicata fixés au règlement annuel sur les tarifs, une vignette temporaire valable pour une période de 90 jours. Si, à l'expiration de ce délai de 90 jours, la dépanneuse est toujours hors d'usage, cette période peut être prolongée d'une période additionnelle de 90 jours sans frais. Le titulaire du permis d'exploitation n'est pas tenu d'être propriétaire ou locataire pour une période supérieure à 12 mois de la dépanneuse identifiée temporairement en vertu du présent alinéa.

Lorsque la dépanneuse qui était hors d'usage est réparée, le titulaire du permis d'exploitation doit retourner au Bureau la vignette temporaire dans les 48 heures du retour sur la route de la dépanneuse.

_____

03-098, a. 25; 03-098-2, a. 23; RCG 13-022, a. 2.

SECTION IV
INSCRIPTIONS

26. La dépanneuse doit être identifiée de façon permanente au centre des portières par le nom du détenteur du permis d'exploitation, son adresse, sa raison sociale ou sa marque de commerce ou une marque de commerce qu'il est autorisé à utiliser conformément à la loi, s'il y a lieu et son numéro de téléphone. Ces inscriptions doivent avoir une hauteur minimale de 4 cm et être de couleur contrastante par rapport à la couleur des portières où elles sont appliquées.

_____

03-098, a. 26; 03-098-2, a. 24.

27. Toute autre inscription pourra être apposée sur les ailes avant ou, dans le cas d'une plate-forme, sur les côtés.

_____

03-098, a. 27.

28. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit afficher, à l'intérieur de chaque dépanneuse sur le tableau de bord du côté passager, une grille tarifaire d'une grandeur minimale de 10 cm par 20 cm.

Cette grille tarifaire doit obligatoirement porter la mention suivante en caractère suffisamment gros pour être lisible de l'extérieur du véhicule côté passager :
« Copie de cette grille est disponible au Bureau du taxi de Montréal. Téléphone : 514.280.6660 »

_____

03-098, a. 28; 03-098-2, a. 25; RCG 13-022, a. 3.

SECTION V
ÉQUIPEMENT

29. Le titulaire du permis d'exploitation doit s'assurer que son véhicule de dépannage a, en tout temps, les équipements en état de fonctionnement suivants :

1° *[supprimé];*

2° pour les dépanneuses d'une autre catégorie :

a) des feux jaunes pivotants ou clignotants installés en permanence sur le véhicule;

b) un coffre à outils;

c) un extincteur chimique de 2,25 kg (poudre sèche);

d) *[supprimé];*

e) un vêtement avec bande réfléchissante ou un dossard de sécurité;

f) une pelle;

g) *[supprimé];*

h) un absorbant granulaire;

i) une barre lumineuse;

j) des fusées routières ou des triangles de sécurité réglementaires.

_____
03-098, a. 29; 03-098-2, a. 26.

CHAPITRE III
CHAUFFEUR D'UN VÉHICULE DE DÉPANNAGE

SECTION I
PERMIS DE CHAUFFEUR

30. Nul ne peut effectuer un remorquage à moins d’être détenteur d’un permis de chauffeur en vigueur et de la classe appropriée, prévue à l’annexe A.

_____
03-098, a. 30; 03-098-2, a. 27.

31. Le directeur délivre un permis de chauffeur à une personne physique qui en fait la demande écrite et qui remplit les conditions suivantes :

1° être de citoyenneté canadienne ou être admis au Canada à titre de résident permanent;

2° être titulaire d'un permis de conduire valide de la classe appropriée émis en vertu du Règlement sur les permis (R.R.Q., chapitre C-24.2, r. 3.1.1);

3° *[supprimé];*

4° ne pas être pas sous le coup d'une suspension ou d'une révocation de son permis de chauffeur;

5° payer les droits de délivrance du permis prévus au règlement annuel sur les tarifs.

_____

03-098, a. 31; 03-098-2, a. 28.

32. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 32; 03-098-2, a. 29.

33. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 33; 03-098-2, a. 30.

34. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 34; 03-098-2, a. 31.

35. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 35; 03-098-2, a. 32.

36. Le permis de chauffeur contient au moins les renseignements suivants :

1° le nom du détenteur;

2° une photographie couleur de son détenteur;

3° la date d'expiration;

4° le numéro du permis;

5° la signature de son détenteur;

6° la classe du permis de chauffeur prévue à l'annexe A;

7° le numéro de permis de conduire du détenteur.

_____

03-098, a. 36.

37. Le permis de chauffeur expire à la même date que le permis de conduire délivré en vertu du Règlement sur les permis (R.R.Q., chapitre C-24.2, r. 3.1.1). Toutefois, en cas de révocation ou suspension du permis de conduire, le permis de chauffeur délivré par le Bureau est automatiquement révoqué ou suspendu, selon le cas.

_____

03-098, a. 37; 03-098-2, a. 33; RCG 13-022, a. 4.

38. Le détenteur d'un permis de chauffeur doit aviser par écrit le Bureau de tout changement d'adresse et de téléphone dans les 30 jours. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé, par télécopieur ou en se présentant au Bureau.

_____

03-098, a. 38; 03-098-2, a. 34.

39. Quiconque requiert un nouveau permis de chauffeur en raison de perte, vol, détérioration ou autre altération doit en payer les frais de duplicata tel que fixé au règlement annuel sur les tarifs. De plus, en cas de vol ou de perte, il doit remplir un rapport à cet effet au Bureau.

_____

03-098, a. 39; 03-098-2, a. 35.

40. Le renouvellement d'un permis de chauffeur doit s'effectuer aux conditions énoncées à l'article 31, incluant le paiement des droits prévus au paragraphe 5° de l'article 31.

Le requérant doit, de plus, établir qu'il a réglé toute amende imposée par jugement final pour une infraction au présent règlement.

_____

03-098, a. 40; 03-098-2, a. 36.

41. Le permis de chauffeur demeure la propriété de la Ville.

_____

03-098, a. 41.

42. Le directeur suspend le permis de chauffeur, ou le droit d'en obtenir un, d'un chauffeur qui a été déclaré coupable ou s'est avoué coupable :

1° d'une infraction à l'article 30;

2° d'une infraction à l'article 51;

3° d’une infraction à l’article 52;

4° d’une infraction à l’article 55;

5° d’une infraction à l’article 60.

_____

03-098, a. 42; 03-098-2, a. 37.

43. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 43; 03-098-2, a. 38.

44. La suspension prévue par l'article 42 est d'une durée de :

1° une journée pour une première infraction;

2° une semaine pour une première récidive;

3° un mois pour une deuxième récidive.

Dans le cas d’une troisième récidive, le directeur doit révoquer le permis de chauffeur et le droit d’en obtenir un est suspendu pour une période minimale d’un an. Après ce délai, le chauffeur doit se conformer aux conditions énoncées à l’article 31 afin d’obtenir un nouveau permis de chauffeur. De plus, il doit établir qu’il a réglé toute amende imposée par jugement final pour une infraction au présent règlement.

_____

03-098, a. 44; 03-098-2, a. 39.

SECTION II
PERMIS D’APPRENTI CHAUFFEUR

45. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 45; 03-098-2, a. 40.

46. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 46; 03-098-2, a. 40.

47. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 47; 03-098-2, a. 40.

48. *[Abrogé].*

_____

03-098, a. 48; 03-098-2, a. 40.

49. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 49; 03-098-2, a. 40.

SECTION III
OBLIGATIONS DES CHAUFFEURS

50. Le chauffeur doit produire sur demande, en tout temps, tout permis et document requis pour l'exercice de ses fonctions dont notamment, son permis de conduire, son permis de chauffeur, la preuve de classification, les certificats d'immatriculation et de vérification mécanique du véhicule, aux personnes chargées d'appliquer le présent règlement.

_____
03-098, a. 50; 03-098-2, a. 41.

51. Le titulaire d'un permis de chauffeur d'une classe prévue à l'annexe A ne peut opérer qu'une dépanneuse correspondante à la catégorie de véhicule visée par ce permis.

_____
03-098, a. 51; 03-098-2, a. 42.

52. Nul ne peut effectuer un remorquage avec une dépanneuse qui n'est pas de la catégorie appropriée selon l'annexe A.

_____
03-098, a. 52; 03-098-2, a. 43.

53. Le chauffeur doit :

1° s'assurer que les inscriptions qui apparaissent sur la vignette et sur son permis de chauffeur sont en tout temps lisibles et complètes;

2° s'assurer que la dépanneuse contient les équipements prévus à l'article 29;

3° s'assurer que le poids du véhicule remorqué n'excède pas la capacité de charge permise sur la preuve de classification.

_____
03-098, a. 53; 03-098-2, a. 44.

54. Le chauffeur doit fournir à sa clientèle un service courtois et sécuritaire et agir avec courtoisie auprès des autres chauffeurs.

_____
03-098, a. 54.

55. Le chauffeur doit conduire le véhicule remorqué à l'endroit indiqué par le client.

_____
03-098, a. 55.

56. Le chauffeur doit remettre à la place d'affaires du titulaire du permis d'exploitation du véhicule de dépannage, les effets personnels oubliés par un client.

_____

03-098, a. 56.

57. Le chauffeur doit, lorsqu'il y a des frais, remettre au client copie d'une facture numérotée contenant notamment les informations suivantes :

1° le numéro de la vignette d'identification du véhicule de dépannage;

2° le numéro de son permis de chauffeur;

3° la date;

4° le montant facturé;

5° la signature du chauffeur;

6° l'origine et la destination du véhicule remorqué;

7° l'heure à laquelle il a rendu le service;

8° le nom du titulaire du permis d'exploitation, son numéro de téléphone, son adresse et son numéro de permis d'exploitation;

9° l'adresse, le cas échéant, le numéro de téléphone et les heures d'ouverture de la fourrière où le véhicule est remorqué;

10° le consentement du client quant à la destination du remorquage et la signature de ce dernier.

_____

03-098, a. 57.

58. Le chauffeur doit remettre une copie des factures qu'il a émises au titulaire du permis d'exploitation.

_____

03-098, a. 58; 03-098-2, a. 45.

59. À l'occasion de l'obtention de son permis ou de son renouvellement, le détenteur d'un permis d'exploitation doit fournir au Bureau une copie de sa grille tarifaire. Dans le cas où le titulaire du permis d'exploitation désire modifier sa grille tarifaire, il doit, au moins deux semaines avant l'entrée en vigueur de ses nouveaux tarifs, déposer au Bureau une copie de sa nouvelle grille tarifaire.

_____

03-098, a. 59; 03-098-2, a. 46.

CHAPITRE III.1
CONTRATS D'EXCLUSIVITÉ

_____
03-098-2, a. 47.

60. Nul ne peut effectuer un remorquage dans une zone visée par un contrat d'exclusivité conclu par la Ville en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) afin de remorquer tout véhicule qui obstrue la circulation ou qui présente un danger sur une voie publique, s'il n'a pas la garde d'une dépanneuse dont le détenteur du permis d'exploitation est titulaire du contrat pour cette zone.

_____
03-098, a. 60; 03-098-2, a. 48.

61. Nul ne peut permettre ou tolérer que soit effectué un remorquage dans une zone visée par un contrat d'exclusivité conclu par la Ville en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) afin de remorquer tout véhicule qui obstrue la circulation ou qui présente un danger sur une voie publique, s'il n'est pas le titulaire du contrat pour cette zone.

_____
03-098, a. 61; 03-098-2, a. 49.

CHAPITRE IV
PÉNALITÉS

62. Quiconque contrevient aux articles 60 ou 61 commet une infraction et est passible :

1° dans le cas d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $;

b) en cas de récidive, d'une amende de 2 000 $;

2° dans le cas d'une personne morale:

a) pour une première infraction, d'une amende de 2 000 $;

b) en cas de récidive, d'une amende de 4 000 $.

_____
03-098, a. 62.

63. Quiconque contrevient à toute autre disposition du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° dans le cas d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende minimale de 100 $ et d'une amende maximale de 1 000 $;

b) en cas de récidive, d'une amende minimale de 300 $ et d'une amende maximale de 2 000 $;

2° dans le cas d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende minimale de 200 $ et d'une amende maximale de 2 000 $;

b) en cas de récidive, d'une amende minimale de 500 $ et d'une amende maximale de 4 000 $.

_____
03-098, a. 63.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS MODIFICATIVES

64. Veuillez noter que les dispositions sont sans objets. La tarification est maintenant prévue dans le Règlement sur les tarifs annuel d'Agglomération.

_____
03-098, a. 64.

CHAPITRE VI
[Abrogé]

_____
03-098; 03-098-2, a. 50.

65. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 65; 03-098-2, a. 50.

66. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 66; 03-098-2, a. 50.

67. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 67; 03-098-2, a. 50.

68. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 68; 03-098-2, a. 50.

68.1. *[Abrogé].*

_____
03-098-1, a. 1; 03-098-2, a. 50.

69. *[Abrogé].*

_____
03-098, a. 69; 03-098-2, a. 50.

ANNEXE A
CLASSIFICATION DES DÉPANNEUSES

_____
03-098; 03-098-2, a. 51.

ANNEXE B
PROGRAMME DE FORMATION DES CHAUFFEURS

Cette codification du Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- *03-098-1* *Règlement modifiant le Règlement sur le dépannage et le remorquage des véhicules (03-098), adopté à l'assemblée due 23 février 2004;*
- *03-098-2* *Règlement modifiant le Règlement sur le dépannage et le remorquage des véhicules (03-098), adopté à l'assemblée du 13 décembre 2004;*
- *RCG 13-022* *Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) adopté à l'assemblée du 26 septembre 2013.*

ANNEXE A

La présente annexe définit la classification des véhicules selon leurs capacités et le permis de chauffeur nécessaire pour la conduite de ces véhicules.

Classe de dépanneuse susceptible d'être utilisée	**Masse[1] du véhicule remorqué doit être inférieure ou égale à**	**Types de véhicules pouvant être remorqués**	**Permis de chauffeur**
A **(4 roues)**	**1 000 kg**	- Mini et sous compact	**R2**
B **(6 roues)**	**3 000 kg**	- Mini et sous compact - Autres véhicules de promenade - Camionnette ou camion de type fourgonnette (4 ou 6 roues) vide	
C **(6 roues)**	**4 500 kg**	- Tous les véhicules de la classe B - Habitation motorisée - Autobus (12 passagers et moins) - Minibus - Camion de livraison vide (6 roues) de masse nette de 4500 kg et moins - Camionnette ou camion de type fourgonnette (4 ou 6 roues) chargé	
D **(6 roues)**	**8 000 kg**	- Tous les véhicules de la classe C	
E **(10 roues)**	**14 500 kg**	- Tracteur ou camion porteur (6 roues) de masse nette de 6 500 kg et moins - Camion de livraison de masse nette de 4 500 kg et moins (6 roues) chargé - Tracteur (10 roues) 10 000 kg - Camion porteur vide ou tracteur (10 roues) - Autobus scolaire (6 roues) - Camion porteur (6 roues) chargé	**R1** **Inclut R2**
F **(10 roues)**	**23 000 kg**	- Grue - Pompe à béton (12 roues) - Bétonnière - Camion à rebut (12 roues) - Autobus (plus de 12 passagers) - Véhicule outil - Véhicule de forage - Camion porteur (10 roues) chargé	

Note [1] La masse du véhicule remorqué sans chargement est celle inscrite au certificat d'immatriculation.
La masse du véhicule remorqué avec chargement correspond à la somme de la capacité des pneus.

ANNEXE B

Cours de formation prescrits pour les chauffeurs de dépanneuse

I. La réglementation

II. Le service à la clientèle

III. L’utilisation des équipements requis au dépannage et remorquage

SECTION VI

ANNEXE P : LISTE DES OPÉRATEURS DE REMORQUEUSES

Section à remettre à la réunion de démarrage

ANNEXE P - LISTE DES OPÉRATEURS DE REMORQUEUSES AO 17-16202

CHAUFFEURS DES REMORQUEUSES			
NOM	**PRÉNOM**	**#TÉLÉPHONE CELLULAIRE**	**No PERMIS DE CONDUIRE**

À remettre à la réunion de démarrage

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170306

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE K – Arrondissement de Ville-Marie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 49	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..Ford..... Modèle : ...F350..... Année : ....2000..... N° série 1FTWX3359YFF00982	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Article 50	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ...Ford.. Modèle : .....F350..... Année : .....2011..... N° serie : 1FT8WDTXBEB06470	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Article 51	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..GMC Modèle : .C45.. Année : ..2006. N° série 1GDE4E3296F426596.	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Article 52	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : ..... Modèle : ..... Année : ..... N° série :	400 h	129.98$/h	51992.00 $
Montant total du groupe K à reporter à la page sommaire				155976.00$

OK

OK

OK

Inspection demain après midi - 1 Point

Documents à retourner

Inspection du 10/07/2017 -
conforme
Voir photos

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145776885 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés.....Lukyluc Auto Inc.....
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

.....4307Garnier Montreal Quebec H2J 3R7
Montr.....Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : Luc Poirier President	Telephone 514-386-7309 :		
	Télécopieur :		
	Courriel :lukyluccinema@gmail.com		
Signature:	Jour 27	Mois Juin	Année 2017

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Chauffeurs

Noms.	*Permis.Conduire*	*No: Permis Remorqueuse*
Luc Poirier	P6605-211159-00	80022
William Poirier	P6609-010899-07	84883
Denis Poirier.	P6603-150558-00.	80160
Jean Claude Poirier	P6605-270995-03	
Danis Poirier	P6603-170592-08	
Régent Perron	P6507-020651-03	80021
Kevin Batista	B3235-060879-09	81000
Philippe Pelletier	P4367-021292-08	

Inspection 10/07/2017 conforme.
[illegible]



Lukyluc Auto inc.
4307 Garnier
Montreal
Quebec H2J 3R7
514-386-7309
lukyluccinema@gmail.com

2000 Ford F350. King Cab 6roues 4x4. Wheel Lift 3 Positions.

1FTWX33S9YEE00782 FX97536 R-550406-4. C15276

F X97536


F-350
SUPER DUTY
FX97536



Inspection 10/07/2017 conforme.



Lukyluc Auto inc.
4307 Garnier
Montreal
Quebec H2J 3R7
514-386-7309
lukyluccinema@gmail.com

Sous traitant

Denis Poirier Entreprise SineD Enr.
4220 Garnier
Montreal H2J 3R5 Quebec
514 708-4503 Sineddp@gmail.com

2011 Ford F350. Crew Cab. 6roues 4x4. Wheel Lift 4 Positions.

FLZ4038 TQC2566. C16915 R-591596-3.

1FT8W3DTXBEB04470


FLZ4038





Inspection 10/07/2017 conforme.



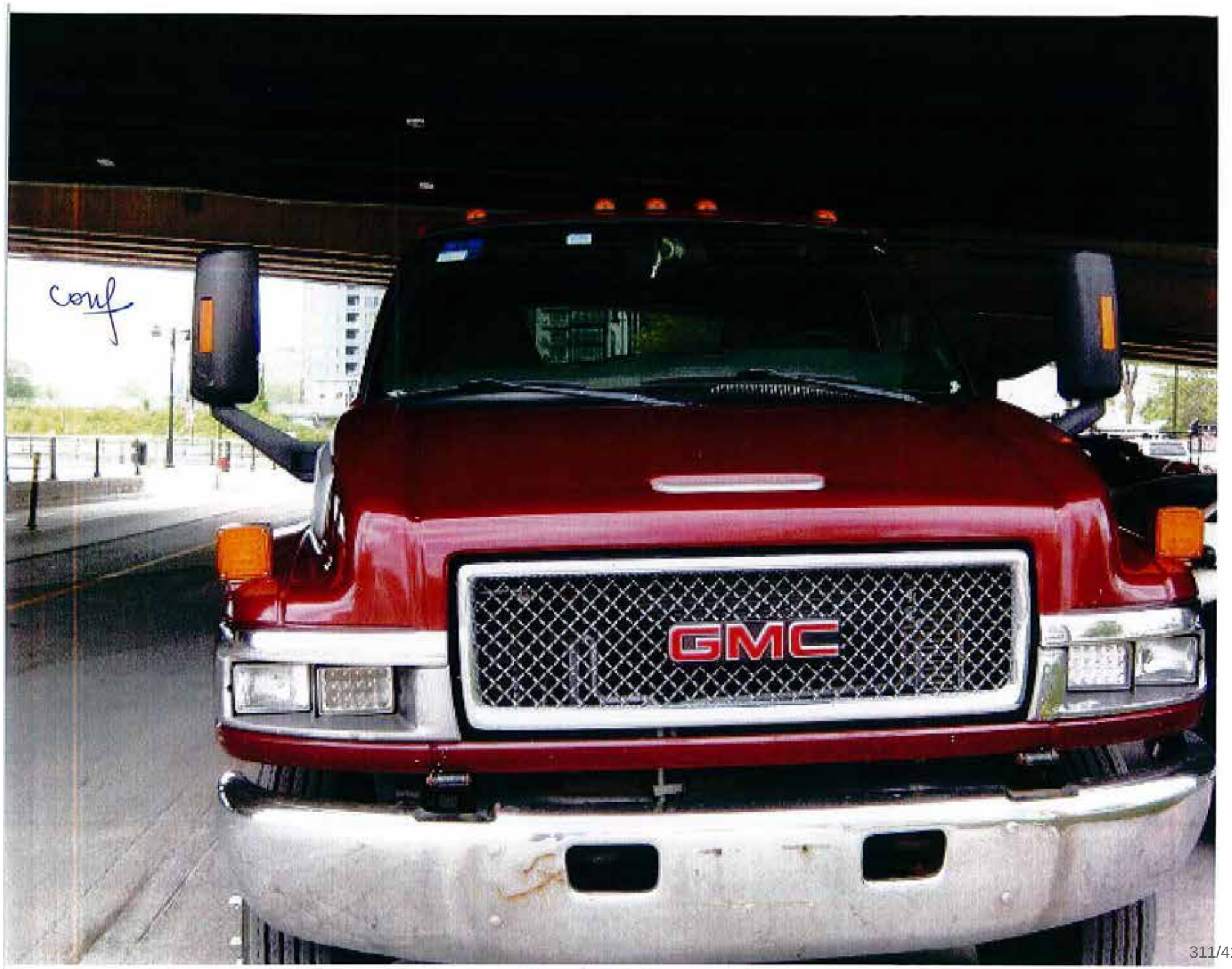
Lukyluc Auto inc.
4307 Garnier
Montreal
Quebec H2J 3R7
514-386-7309
lukyluccinema@gmail.com

2006 GMC C4500 Crew Cab. 6roues 4x4. Plateforme 20' Wheel Lift 2 Positions.

1GDE4B196F426596 L429999 R-550406-4. C16158


L429999




Conf
GMC



10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | CAD

52309098

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(01261) 3611 ouest, rue Notre-Dame
MONTRÉAL — P.Q. H4C 1P6

DATE 2017 06 27 (A/Y M/M J/D)

REMORQUAGE CENTRE VILLE INC
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

$8,000.00

la somme de / the sum of: *HUIT MILLE DOLLARD**********.00

DEVISE/CURRENCY: CAD

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

APPEL D'OFFRES 17-16022
GROUPE E ou Lot K
NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈52309098⑈ ⑆05861⑉006⑆ 00⑉005⑉29⑈

10655-003 (2015-04-01)

BANQUE NATIONALE DU CANADA / NATIONAL BANK OF CANADA

TRAITE DE BANQUE / BANK DRAFT | CAD

52309116

BANQUE NATIONALE DU CANADA
(01261) 3611 ouest, rue Notre-Dame
MONTRÉAL — P.Q. H4C 1P6
SUCCURSALE / BRANCH

DATE 2017 06 27 (A/Y M/M J/D)

REMORQUAGE CENTRE VILLE INC
NOM DE L'ENVOYEUR / NAME OF REMITTER

PAYEZ À L'ORDRE DE / PAY TO THE ORDER OF: VILLE DE MONTREAL

$8,000.00

la somme de / the sum of: *HUIT MILLE DOLLARD**********.00

DEVISE/CURRENCY: CAD

À / TO: BANQUE NATIONALE DU CANADA
NATIONAL BANK OF CANADA
MONTRÉAL, CANADA

APPEL D'OFFRES 17-16022
GROUPE E ou Lot K
NOTES

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE

⑈52309116⑈ ⑆05861⑉006⑆ 00⑉005⑉29⑈

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Émission :	Fermeture :	À :
12 juin 2017	28 juin 2017	10 h 30

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 28 juin 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à un montant de deux mille (2 000 $) dollars par remorqueuse doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission

Services de remorquage pour les opérations de déneigement, selon les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les formulaires de soumission, les renseignements complémentaires, le devis technique et les annexes.

Groupe d'article	Montant total avant taxes	TPS 5%	TVQ 9,975%	Montant total
Groupe A	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe B	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe C	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe D	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe E	216,000.00 $	10,800.00 $	21,546.00 $	248,346.00 $
Groupe F	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe G	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe H	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe I	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe J	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe K	216,000.00 $	10,800.00 $	21,546.00 $	248,346.00 $
Groupe L	135,000.00 $	6,750.00 $	13,466.25 $	155,216.25 $
Groupe M	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $
Groupe N	_____ $	_____ $	_____ $	_____ $

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164336514 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés, REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2512 SAINT-PATRICK, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3L 1B7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : CARLOS FERRARIA, président	Téléphone : 514-983-3677		
	Télécopieur : 514-932-9119		
	Courriel : remorquagecentreville@gmail.com		
Signature:	Jour 27	Mois juin	Année 2017

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

ORIGINAL

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE E – Arrondissement du Sud-Ouest

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 20	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #20 Modèle : CON Année : 2012 N° série : 2NKHHM7X3CM955564	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 21	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #21 Modèle : CON Année : 2014 N° série : 2NKHHM7XOEM969151	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 22	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : GMC #1 Modèle : SIERRA Année : 2005 N° série : ...1GTJK39275E167762	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 23	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : GMC #11 Modèle : SIERRA Année : 2005 N° série : 1GTJK39215E169362	400 h	135.00 $/h	54,400.00 $
	Montant total du groupe E à reporter à la page sommaire			216,000.00 $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE K – Arrondissement de Ville-Marie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 49	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #22 Modèle : CON Année : 2015 N° série : 2NKHHM7X7FM974347	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 50	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #23 Modèle : CON Année : 2014 N° série : 2NKHHM7X9EM965325	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 51	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : GMC # 8 Modèle : SLE Année : 2004 N° série : 1GTJK332X4F231696	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 52	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH # 16 Modèle : CON Année : 2012 N° série : 2NKHHN7X5CM956785	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
	Montant total du groupe K à reporter à la page sommaire			216,000.00 $

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE L – Arrondissement de LaSalle

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 53	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #22 Modèle : CON Année : 2015 N° série : 2NKHHM7X7FM974347	250 h	135.00 $/h	33,750.00 $
Article 54	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #23 Modèle : CON Année : 2014 N° série : 2NKHHM7X9EM965325	250 h	135.00 $/h	33,750.00 $
Article 55	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : GMC #8 Modèle : SLE Année : 2004 N° série : 1GTJK332X4F231696	250 h	135.00 $/h	33,750.00 $
Article 56	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #16 Modèle : CON Année : 2012 N° série : 2NKHHN7X5CM956785	250 h	135.00 $/h	33,750.00 $
	Montant total du groupe L à reporter à la page sommaire			135,000.00 $

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** selon les conditions dans la clause 6

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : 16 juin 2017 Addenda n° 3 : 20 juin 2017

   Addenda n° 2 : 19 juin 2017 Addenda n° 4 : na

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1	na		☐ Oui ☐ Non	
2	na		☐ Oui ☐ Non	
3	na		☐ Oui ☐ Non	

   En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

   1. na

      Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

      Contribution

      Contribution

2. na

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Contribution

5. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : 8508 18998 RT 0001

Numéro d'enregistrement TVQ : 12 1296 8117 TQ 0001

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 107584

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

6. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☒ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

7. Confirmation d'inscription à la CNESST :

Le soumissionnaire doit détenir un certificat d'enregistrement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité du travail en règle.

Une copie de votre certificat valide doit être déposée avec la soumission.

N° CNESST du soumissionnaire : 7877 3449

8. Représentants de l'adjudicataire

Conformément à la clause 15 des clauses administratives particulières, le soumissionnaire doit fournir les coordonnées de deux représentants possédant les connaissances techniques relativement à l'exécution de ce contrat et pouvant être joints en tout temps :

Nom : ANDRÉ CLOUTIER

Téléphone : 438-887-3140

Courriel : remorquagecentreville@gmail.com

Nom : CARLOS FERRARIA

Téléphone : 514-863-3124

Courriel : remorquagecentre-ville@gmail.com

9. Nombre de remorqueuses disponibles pour lesquelles une garantie de soumission a été fournie avec la soumission (voir clause 8 des clauses administratives particulières) :

8 remorqueuses pour une garantie de soumission de $16,000.00

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

ASSUREUR : Northbridge Assurance

ADRESSE POSTALE : 1000 de la Gauchetière Ouest, suite 400, Montréal (Qc) H3B 4W5

ASSURÉ : 9135-3193 Québec Inc., Auto Affix, Remorquage Centre-Ville inc., Abel Ferraria, Carlos Ferraria

ADRESSE POSTALE : 2512 St-Patrick, Montréal (Qc) H3K 1B7

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 (Février 2010) Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	CBC 0734606	24-07-2017	Tous dommages confondus 3 000 000 $ par sinistre 5 000 000 $ par période d'assurance n/a $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 (Février 2010) auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par Nathalie Chalifoux Date 22 Juin 2017
(Signature de l'assureur)

Société d'assurance générale Northbridge



Remorquage Centre-Ville Inc.

Présentation de l'entreprise
Copies des certificats d'immatriculation
Copies des permis des opérateurs

Appel d'offres public No 17-16202

ORIGINAL

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

Activités et historique page 3
Culture et philosophie page 3
Priorité page 4
Règles page 5
Les actionnaires-dirigeants page 7
Clientèle page 7

PRÉSENTATION DES SERVICES À LA CLIENTÈLE

Base d'opérations et bureaux administratifs page 8
La téléphonie et la télécommunication page 9
Résolution de problèmes et traitement des plaintes
Résolution de problèmes page 11
Traitement des plaintes page 12
Le personnel page 13
Plan de formation page 13

EXPÉRIENCE DU SECTEUR

Expérience du secteur page 18

PRÉSENTATION DES VÉHICULES

Description des véhicules page 19

FOURRIÈRES

Fourrière et permis page 38

Permis des opérateurs (chauffeurs) page 42

Attestation de conformité de Revenu Québec page 49
CNESST documents page 50
Facture et spécifications page 52

ORIGINAL

PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

ACTIVITÉS ET HISTORIQUE

Remorquage Centre-Ville Inc. créé le 22 juillet 1994 est la continuité de la raison sociale de Remorquage Centre-Ville, entreprise individuelle créée par M. Abel Ferraria en 1987. Elle a pour mission d'offrir des services de remorquage, de dépannage et de remisage de véhicules automobiles.

M. Abel Ferraria s'est par la suite associé à son frère Monsieur Carlos Ferraria et à Frank Vlahos dans l'entreprise Remorquage Centre-Ville Inc.. Ensemble ils ont aussi créé une nouvelle entreprise dans un domaine connexe, soit un atelier de carrosserie et de réparation de véhicules, Auto Affix Inc..

Les actionnaires et administrateurs de deux entreprises sont maintenant Messieurs Abel et Carlos Ferraria. Monsieur Frank Vlahos s'est retiré des deux entreprises et a vendu ses actions à ces derniers le 28 mars 2007. Ce sont donc deux entreprises familiales bien implantées dans le sud-ouest de Montréal qui ont à cœur le développement économique et social de l'arrondissement.

L'entreprise concernée par le présent appel d'offres est Remorquage Centre-Ville Inc., les pages qui suivront seront donc centrées sur cette entreprise.

CULTURE ET PHILOSOPHIE

Remorquage Centre-Ville Inc. met tout en œuvre pour démontrer son intégrité dans le respect des lois en vigueur au Québec. La société est consciente de l'importance de maintenir à jour ses connaissances de toutes les lois, que ce soit la loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la loi sur la protection du consommateur, les lois et règlements municipales, provinciales et fédérales. Afin de l'appuyer dans cet optique du respect des lois, elle a comme firme de gestion le Groupe conseil Crevier & Associés Inc, entreprise établit depuis 15 ans dans le sud-ouest de Montréal dont le président est Monsieur Pierre Crevier, administrateur agréé.

En conformité avec les lois en vigueur au Québec, elle détient les numéros d'identification suivants :

Numéro d'entreprise du Québec, NEQ : 11 6433 6514

Numéro d'entreprise du Canada, NE : 8508 18998

Numéro d'identification TVQ : 12 1296 8117 TQ 0001

Numéro d'identification TPS : 8508 18998 RT 0001

Numéro d'employeur CSST : 7877 3449

Numéro d'employeur du Québec : 12 1296 8117 RS 0001

Numéro d'employeur du Canada : 8508 18998 RP 0001

Numéro d'inscription de la commission des transports NIR : R-583785-2

L'entreprise possède aussi des assurances pour parer à toutes les éventualités. Que ce soit notre flotte de camions, nos équipements et surtout la responsabilité civile, nous avons adhéré à des assurances tout risque. Naturellement, les propriétaires ont aussi des couvertures d'assurance complète sur leurs bâtisses.

Toujours dans la même optique, Remorquage Centre-Ville Inc. est membre de L'Association Professionnels de Dépannage du Québec (A.P.D.Q.). Les dirigeants participent régulièrement aux séminaires offerts par l'association et sont donc par conséquent continuellement informés des développements dans le domaine du dépannage de véhicules.

PRIORITÉS

Les actionnaires-dirigeants de Remorquage Centre-Ville Inc. sont conscients de l'importance du service de remorquage de véhicules et ils ont établit pour le service offert, les priorités suivantes :

1. Rapidité de dégagement des voies obstruées :
    - Répondre à l'appel dans les plus brefs délais,
    - Se rendre sur les lieux le plus rapidement possible,
    - Avoir des véhicules en parfaites conditions.

2. Sécuriser les lieux lors d'un accident :
    - Que les véhicules possèdent les équipements de sécurité conformes aux lois,
    - Que les lieux soient nettoyés de tous débris.
3. Sécuriser le remorquage d'un véhicule :
    - S'assurer que le véhicule est bien fixé,
    - S'assurer qu'aucune pièce ne peut se détacher.
4. Assurer un emplacement pour le remisage :
    - Fournir un emplacement à proximité,
    - Que l'emplacement soit propre et sécuritaire.
5. Obtenir la satisfaction de sa clientèle :
    - Remettre des factures conformes,
    - Répondre aux demandes d'informations,
    - Résoudre tout problème à la satisfaction du client,
    - Donner suite aux plaintes le plus rapidement possible.

RÈGLES

Remorquage Centre-Ville Inc., se veut une entreprise proactive et pour ce faire elle s'est donnée les règles suivantes :

Auprès de la clientèle :

- Faire preuve d'honnêteté,
- Respecter la confidentialité,
- Respecter les clients en tous points,
- Être à l'écoute de leur demande,
- Tenter d'anticiper leurs besoins,
- Garantir la prise d'appel dans les 4 premières sonneries,
- S'assurer que le personnel sache parler, lire et écrire le français,
- Identifier son personnel avec des uniformes et cartes d'identité,
- Offrir des équipements sécuritaires et propres,
- Identifier ses véhicules selon les normes en vigueur,

- Maintenir sur la route des dépanneuses sécuritaires et propres,
- Assurer la propreté des lieux de remisages des véhicules,
- Assurer l'accès des clients à leurs véhicules remisés aux heures établies,
- Fournir des factures détaillées et conformes aux lois,
- Obtenir l'approbation du client quant au lieu de remisage,
- Offrir un service de réception des plaintes,
- Assurer un suivi aux plaintes par les dirigeants.

Auprès de ses employés :

- Fournir un encadrement propice au bon déroulement des opérations,
- Fournir des uniformes et cartes d'identité,
- Offrir des équipements sécuritaires et propres,
- Maintenir sur la route des véhicules sécuritaires et propres,
- Assurer la propreté des lieux de remisages des véhicules,
- Fournir de la formation pour maintenir la qualité du service,
- Fournir de la formation pour mettre à jour leur compétence,
- Fournir tous les formulaires et documentation appropriés.

Auprès de la communauté :

- Émettre des procédures aux conducteurs pour réduire les gaz à effet de serre,
- Encourager les commerces locaux,
- S'impliquer socialement dans certaines causes.

LES ACTIONNAIRES-DIRIGEANTS

Les actionnaires-dirigeants de Remorquage Centre-Ville Inc., sont Messieurs Abel Ferraria et Carlos Ferraria. Ce sont deux frères qui ont à cœur la réputation de leurs entreprises. Ils détiennent en parts égales les entreprises Remorquage Centre-Ville Inc. et Auto Affix Inc..

Pour s'assurer de la continuité de leurs entreprises, ils ont acquis les immeubles situés au 2512 rue St-Patrick ainsi que la principale fourrière au 5590 boulevard Monk dans le sud-ouest de Montréal.

Messieurs Ferraria ne sont non seulement de bons gestionnaires mais aussi des actionnaires-dirigeants actifs car vous pourrez prendre connaissance de leur implication comme conducteurs de remorque dans la section « Le Personnel ». Quoi de mieux dans un entreprise quand les propriétaires sont sur le terrain!

CLIENTÈLE

L'entreprise a le privilège de compter parmi sa clientèle assidue, des entreprises de grandes envergures et bien connues de tous tel que;

1. Axa assurances,
2. Discount Location d'autos et de camions,
3. La Gendarmerie Royale du Canada,
4. Le consulat Américain à Montréal,
5. Arrondissements de la Ville de Montréal.

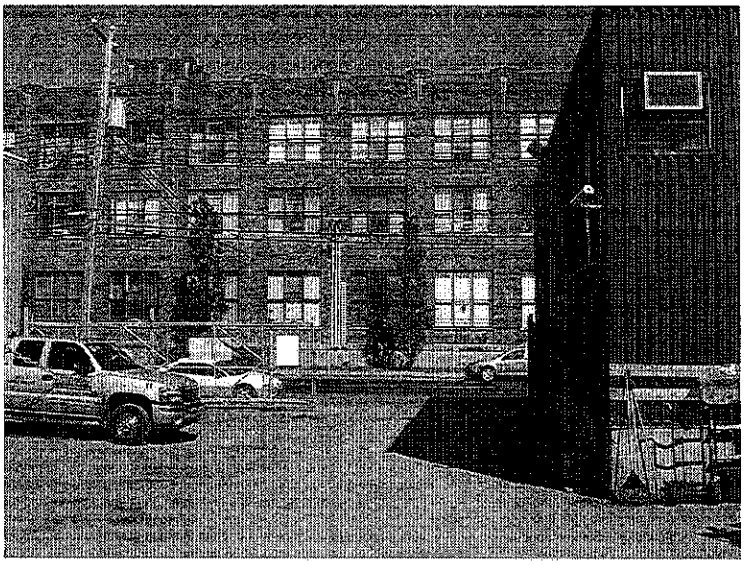
PRÉSENTATION DES SERVICES À LA CLIENTÈLE

BASE D'OPÉRATIONS ET BUREAUX ADMINISTRATIFS

Le siège social de la compagnie appelé ici base d'opérations et bureaux administratifs sont situés au 2512 rue St-Patrick, dans le Sud-Ouest de Montréal. La fourrière et ses bureaux sont situés au 5590 boul. Monk dans le Sud-Ouest de Montréal.

Comme déjà mentionné, les actionnaires de Remorquage Centre-Ville, M. Abel Ferraria et Carlos Ferraria sont les propriétaires des édifices et des terrains.

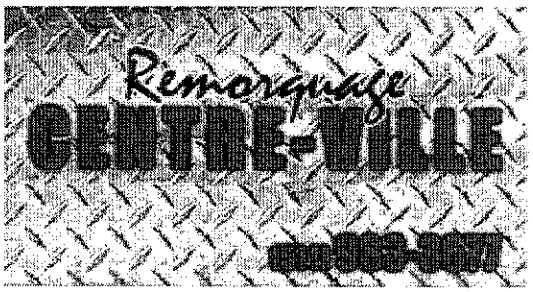
L'accès aux bureaux administratifs est très sécuritaire. On peut y accéder seulement par l'intérieur de la bâtisse qui est surveillée par caméra vidéo et système d'alarme. On doit de plus détenir le code sécurisé pour entrer dans les bureaux situés au deuxième étage dans l'édifice, ce qui sécurise au maximum la confidentialité de tous documents détenus par l'entreprise. L'emplacement des bureaux est l'endroit ou vous apercevez l'appareil d'air climatisé, à droite de la photo.

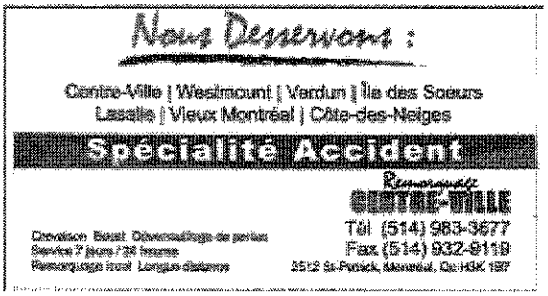


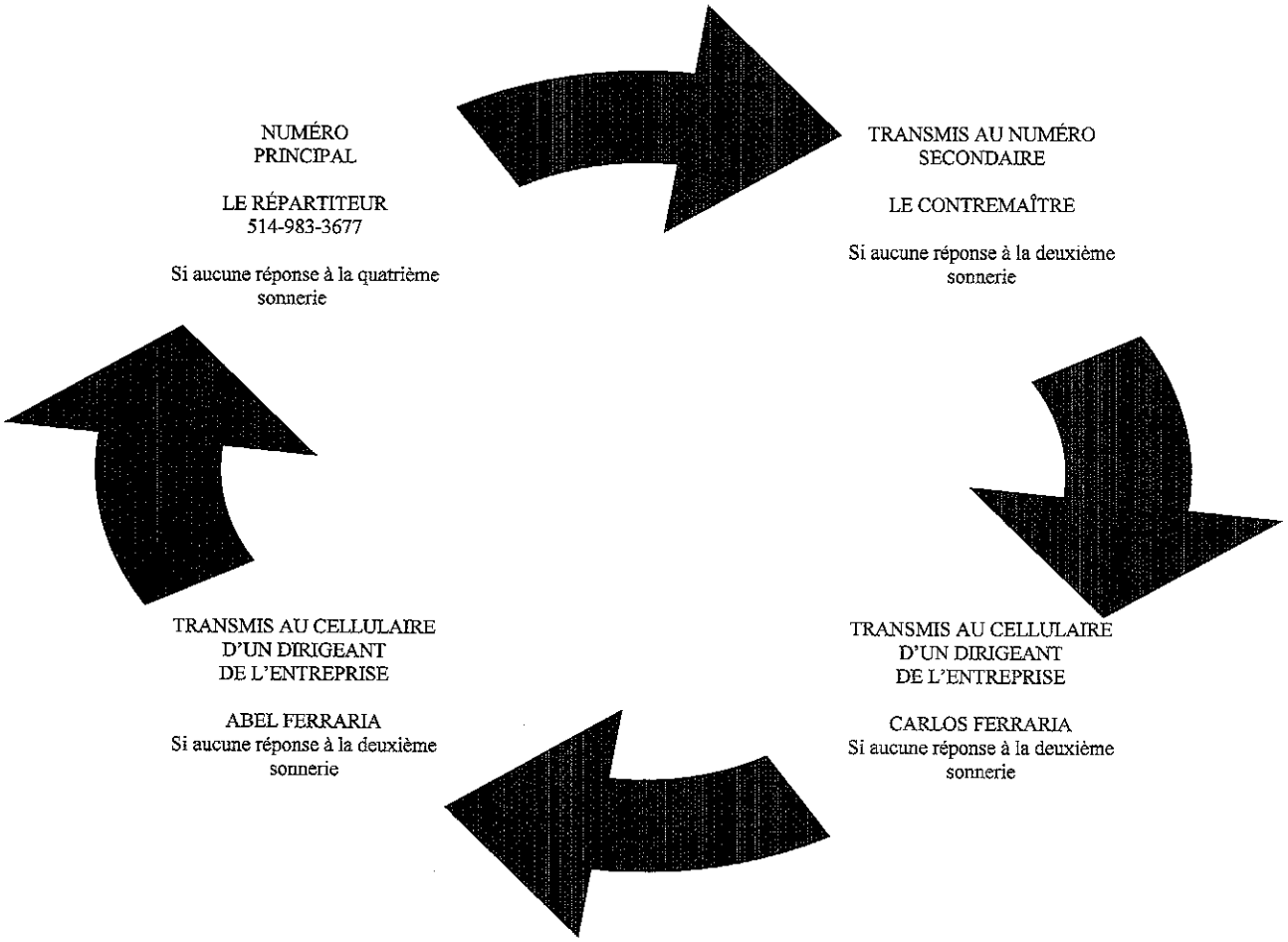
Une secrétaire est en service à la base d'opérations du lundi au vendredi de 9:00 heures à 17:00 heures afin d'assurer le suivi du service à la clientèle. Hors des heures normales d'ouverture ce sont le répartiteur et le contremaître en service qui prennent la relève.

LA TÉLÉPHONIE ET LA TÉLÉCOMMUNICATION

Le système téléphonique présentement établi et qui, à ce jour, a fait ses preuves est le suivant :





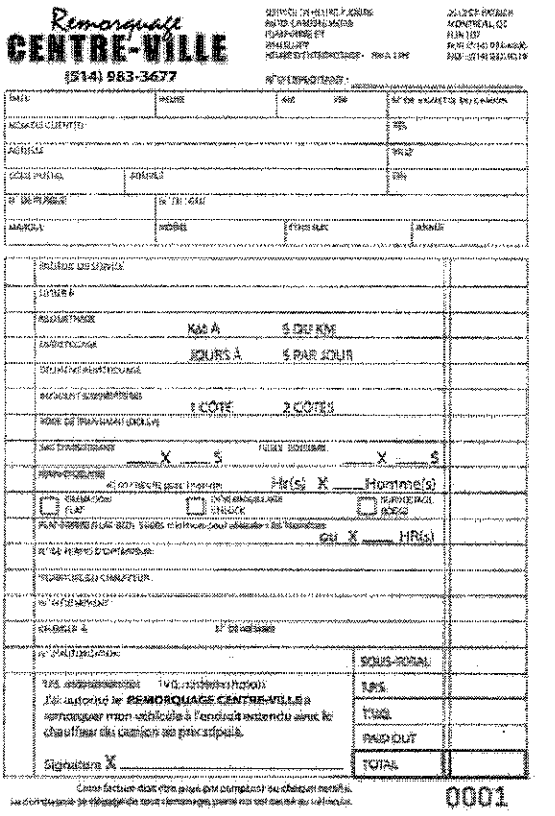


Si les lignes disponibles du répartiteur sont toutes occupées, l'appel est automatiquement transféré au contremaître sans attendre les 4 sonneries. Ce système est en vigueur vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24), sept (7) jours sur sept (7) et ce, toute l'année.

On peut donc répondre aux appels à 95% du temps en deçà des 4 premières sonneries. Depuis que ce système est établi, M. Abel Ferraria qui est le quatrième répondant n'a jamais répondu à un appel qui était resté sans réponse.

Le répartiteur s'assure d'envoyer un chauffeur sur les lieux de l'incident dans le délai prescrit à l'appel d'offre. Chacun des chauffeurs est muni d'un appareil FM afin de faciliter la communication avec le répartiteur. Le contremaître entend en tout temps les communications et sait ou se trouvent les chauffeurs. Le répartiteur et le contremaître ont la permission de communiquer avec un des actionnaires-dirigeants en tout temps.

Aux heures normales d'ouverture, la ligne téléphonique du siège social est aussi disponible. Le numéro que nos clients retrouvent sur leur facture est le (514) 934-4800.


Remorquage
CENTRE-VILLE
(514) 983-3677
SOUS-TOTAL
TPS
TVQ
PAID OUT
TOTAL
0001

La fidélité de la clientèle fait foi d'une qualité de services exemplaires.

RÉSOLUTION DE PROBLÈMES ET TRAITEMENT DES PLAINTES

RÉSOLUTION DE PROBLÈMES

Appel sans réponse

Il est pratiquement impossible d'avoir ce problème. Il est évident qu'avec le système téléphonique établi, les actionnaires-dirigeants sont toujours au courant si des appels sont sans réponses en deçà du temps établi par eux, puisque que l'appel est automatiquement transféré sur leur cellulaire.

Bris de camion

Tel que déjà mentionné, les actionnaires-dirigeants possèdent un atelier de réparation et de carrosserie, il y a donc un mécanicien désigné pour la flotte de dépanneuses. Ce dernier peut recevoir des appels d'urgence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. De plus, il y a généralement trois ou quatre dépanneuses de disponibles stationnées à la base d'opérations qui peuvent relayer le quart de travail en attendant la réparation du véhicule brisé.

Employé absent ou malade

Nous n'avons aucun problème de manque de personnel car nous avons plus de quatorze (14) conducteurs d'expérience et nous avons une liste de chauffeurs disponibles sur appel ou saisonniers que nous pouvons contacter.

Problèmes divers…

Pour tous problèmes éventuels, les chauffeurs ont déjà reçu des directives, par contre il y a toujours le contremaître qui entend de par son appareil FM tout ce qui se passe et qui a autorité pour intervenir. En situation inconnu ou hors de son contrôle, le superviseur peut communiquer avec un des deux actionnaires-dirigeants de l'entreprise en tout temps. Pour une urgence, ces derniers n'hésiteront pas à se rendre sur les lieux en peu de temps.

TRAITEMENT DES PLAINTES

Au cours de toutes ces années d'activités, Remorquage Centre-Ville Inc. a reçu très peu de plaintes de sa clientèle. Notre entreprise est fière de sa réputation et a la ferme intention de la conserver. La satisfaction de nos clients est la garantie de notre réussite en affaires c'est donc pourquoi nous vous assurons que si nous recevons des plaintes, elles recevront le suivi approprié dans les plus brefs délais!

Afin d'assurer le suivi des plaintes, la secrétaire en service de jour, vérifie la liste des opérations effectuées durant le soir et la nuit, compile les factures et autres tâches administratives. Elle a par conséquent connaissance s'il y a eu un appel pour une plainte et doit immédiatement en référer aux actionnaires-dirigeants.

Les répartiteurs ont aussi un formulaire à compléter à chaque quart de travail indiquant le nombre d'employés, les heures d'entrées et de sorties, les lieux ou ils se sont rendu, les raisons des ces déplacements, et doit le remettre à la secrétaire qui compile les heures et réfèrent aux actionnaires-dirigeants.

Les actionnaires-dirigeants exigent d'être au courant des insatisfactions de leur clientèle et n'hésiteront pas à communiquer avec les clients pour avoir plus de détails afin de régler tout litige, incompréhension, méprise, etc.... et ce à leurs satisfactions.

LE PERSONNEL

Les chauffeurs de dépanneuses sont expérimentés et certifiés pour chacun des types de dépanneuses dont certains ont reçu la formation WRECKMASTER de l'APDQ. De plus, ils sont parfaitement bilingues et certains parlent une troisième langue. Une vérification mensuelle des permis de conduire des chauffeurs est effectuée par la secrétaire de l'entreprise.

Lors de l'embauche d'un nouvel employé un plan de formation a été conçu afin de s'assurer de la qualité de notre personnel.

Le répartiteur est la personne qui reçoit les appels des clients à la base d'opérations et qui répartit ces appels à la remorqueuse la plus près des lieux de l'incident.

Le contremaître est la personne qui s'assure du bon déroulement des opérations puisqu'il est en tout temps sur le terrain et en constante communication avec le superviseur et les chauffeurs de remorqueuses.

PLAN DE FORMATION

En vertu de la loi 430 et du Code de la sécurité routière (article 519), l'exploitant d'un véhicule lourd (dépanneuse) doit s'assurer que son chauffeur (conducteur de dépanneuse) possède des compétences et les qualifications nécessaires afin que celui-ci puisse effectuer ses tâches d'une façon professionnelle et sécuritaire. Il est donc important d'avoir un plan de formation à l'intérieur de notre compagnie qui définisse bien les responsabilités de nos employés.

Chez Remorquage Centre-ville Inc. nous avons compris l'importance de bien gérer une situation sur le réseau routier lors d'une manœuvre de remorquage afin de sécuriser au maximum la protection de l'opérateur d'une dépanneuse et de soutenir le conducteur du véhicule de protection équipé d'une flèche de signalisation.

Voici les étapes reliées à l'embauche d'un employé travaillant sur le réseau routier :

✓ Processus d'embauche à la 1e étape de l'entrevue;

- Vérification des documents du candidat auprès de la SAAQ (permis de conduire) et de la Sûreté du Québec (antécédent criminel s'il y a lieu).

✓ La 2e étape de l'entrevue, consiste à vérifier avec le candidat ses expériences de travail antérieures;

- Sensibilisation face au contexte de son futur emploi à l'effet que son milieu de travail n'est pas une usine appartenant à l'employeur (Remorquage Centre-ville Inc.) mais plutôt un milieu de travail où le gestionnaire est la ville de Montréal.

✓ La première semaine, le candidat (l'élève) accompagne un conducteur de dépanneuse agissant à titre de formateur pour notre entreprise. Le candidat est sensibilisé à la vérification mécanique avant départ (VAD). Par la suite, il est formé à la façon de faire pour récupérer un appel de service par radio communication et par le fait même le comportement à utiliser pour se rendre sur les lieux pour ensuite entamer l'approche du véhicule en panne ou accidenté.

✓ À l'approche des lieux, après avoir activé les gyrophares, il évalue les facteurs de sécurité afin de s'assurer que les gens impliqués dans le véhicule en détresse puissent être en sécurité pendant l'intervention.

✓ Avant de procéder au remorquage, l'opérateur de la dépanneuse doit s'assurer qu'il respecte les recommandations apportées dans le Guide d'intervention sécuritaire pour le dépannage routier.

Ce Guide d'intervention sécuritaire pour le dépannage routier est publié en collaboration avec la CSST, la Sûreté du Québec, le Ministère des Transports et l'Association des professionnels du dépannage du Québec et ses partenaires.

✓ Dans ces recommandations, il est clairement établi que le conducteur de dépanneuse, avant de descendre de sa dépanneuse, doit faire appel à un véhicule de protection (flèche de signalisation) lorsque le véhicule est sur la voie rapide ou s'il est immobilisé sur un accotement de moins de 3 mètres.

✓ Si le lieu de l'incident présente une largeur minimum de 3 mètres le conducteur n'est pas obligé de demander l'assistance d'une camionnette de signalisation mais il doit établir un corridor de sécurité en plaçant en amont un nombre minimum de 3 cônes de sécurité ou 3 fusées routières tel que stipulé dans le Guide d'intervention sécuritaire pour le dépannage routier sécuritaire.

✓ Lorsque la première semaine est terminée, il y a une évaluation sur l'évolution de l'apprentissage de l'élève.

✓ La deuxième semaine, l'élève prend le volant de la dépanneuse accompagné du formateur afin de l'intégrer progressivement aux manœuvres complètes qu'il doit effectuer pour l'embarquement et l'arrimage du véhicule en cause.

✓ À la fin de l'intervention, si le conducteur de dépanneuse constate que les infrastructures ont été endommagées, il le signale aux autorités compétentes.

✓ En quittant les lieux l'employé accélère graduellement en éteignant les gyrophares. Par la suite, le conducteur du véhicule de protection fait de même.

✓ Une fois qu'il a quitté les lieux, le conducteur de la dépanneuse signale son intention par radio communication où il se dirigera avec le véhicule arrimé sur sa dépanneuse, soit au port d'attache (fourrière) ou soit à une destination au choix du client si celui-ci est en mesure de le faire.

✓ En tout temps, l'employé de Remorquage Centre-ville Inc. doit respecter le Code de la sécurité routière (CSR) lorsqu'il est en contrôle d'un véhicule routier immatriculé au nom de l'entreprise.

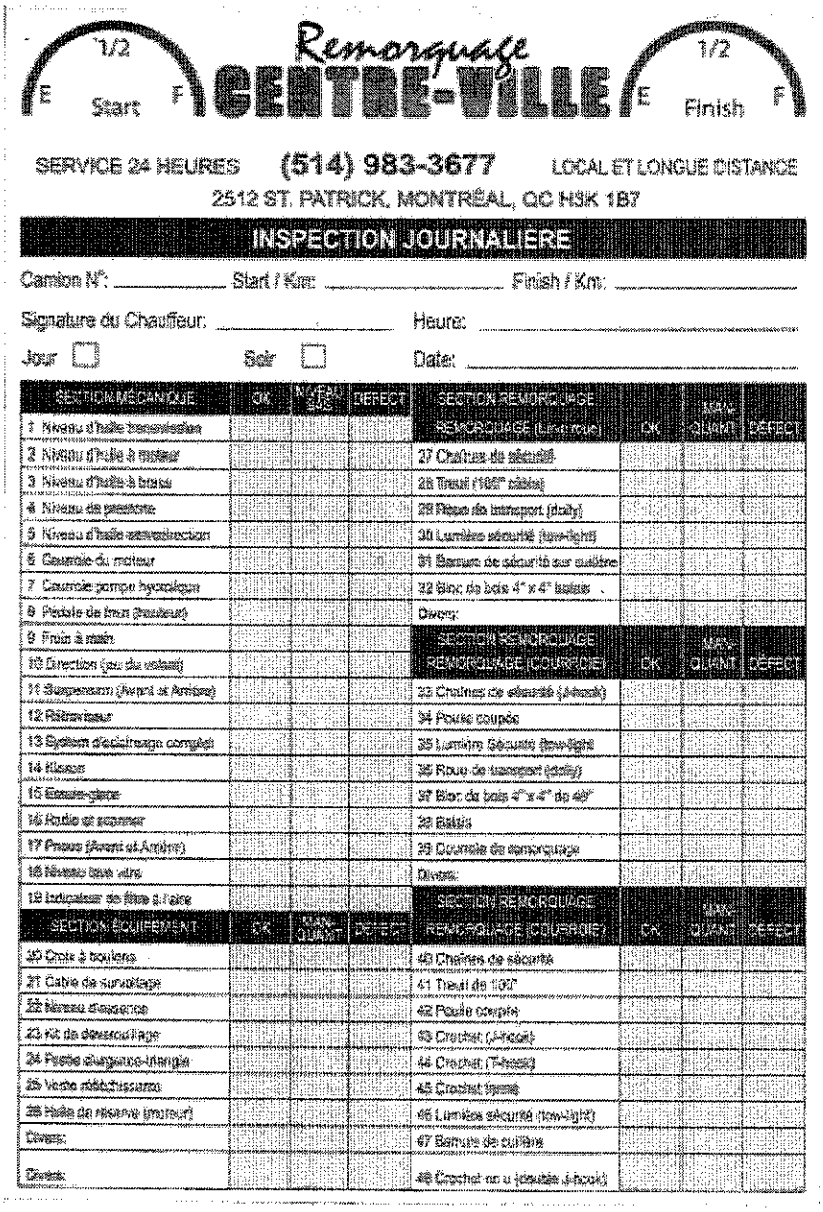
Notez que des affiches prônant la sécurité sur le dépannage routier sont apposées dans les locaux où les employés de notre entreprise débutent leurs quarts de travail afin de les prévenir qu'à tous les jours, on se doit de penser SÉCURITÉ SUR LE RÉSEAU ROUTIER.

Par la suite, pour faciliter l'intégration du nouveau chauffeur de dépanneuse, nous lui remettons une copie du document de la Ville de Montréal, Règlement 03-098 Codification administrative, afin qu'il puisse en prendre connaissance et une liste de consignes à respecter en tout temps.

LISTE DES CONSIGNES

- S'assurer de ne pas avoir oublié leur permis de conduire et leur permis de chauffeur de remorqueuse,
- Porter l'uniforme,
- Avoir leur appareil de communication FM,
- Inspecter leur camion avant le début de leur quart de travail,
- Compléter la feuille d'inspection et vérifier le matériel requis par le bureau de taxi et remorquage, voir document page suivante,
- Sur le lien d'un incident, arrêter le moteur pour réduire l'émission des gaz à effet de serre,
- Être poli en tout temps, aucune exception ne sera acceptée,
- Travailler de façon professionnelle,
- Attendre les directives des policiers avant de procéder,
- Ne pas discuter avec les clients avant l'accord des policiers sur les lieux,
- Lors d'une situation critique, demander l'aide de son coéquipier,
- Toujours sécuriser les lieux,
- Prendre des photos du véhicule,
- S'assurer qu'aucune pièce ne puisse se détacher du véhicule avant de l'atteler à la dépanneuse,
- Amasser les débris et s'assurer que les lieux sont sécuritaires,
- Obtenir la confirmation de la destination du véhicule,
- Compléter la facture,
- Faire le plein d'essence,
- Remettre au superviseur le document d'inspection et les factures.

FEUILLE D'INSPECTION COMPLÉTÉE PAR QUART DE TRAVAIL
PAR CHACUN DES EMPLOYÉS



1/2 E Start F

Remorquage CENTRE-VILLE

1/2 E Finish F

SERVICE 24 HEURES (514) 983-3677 LOCAL ET LONGUE DISTANCE
2512 ST. PATRICK, MONTRÉAL, QC H3K 1B7

INSPECTION JOURNALIÈRE

Camion N°: _____ Start / Km: _____ Finish / Km: _____

Signature du Chauffeur: _____ Heure: _____

Jour ☐ Soir ☐ Date: _____

SECTION MÉCANIQUE	OK	MANQUANT	DÉFECT
1 Niveau d'huile transmission			
2 Niveau d'huile à moteur			
3 Niveau d'huile à freins			
4 Niveau de pression			
5 Niveau d'huile servodirection			
6 Courroie du moteur			
7 Courroie pompe hydraulique			
8 Pédale de frein (freineur)			
9 Frein à main			
10 Direction (jeu du volant)			
11 Suspension (Avant et Arrière)			
12 Réservoir			
13 System d'éclairage complet			
14 Klaxon			
15 Essuie-glace			
16 Radio et scanner			
17 Pneus (Avant et Arrière)			
18 Niveau lave vitre			
19 Indicateur de filtre à l'aire			

SECTION ÉQUIPEMENT	OK	MANQUANT	DÉFECT
20 Croix à boulons			
21 Câble de remorquage			
22 Niveau d'essence			
23 Kit de déversoir/age			
24 Pastille d'urgence-triangle			
25 Vente rétractissante			
26 Huile de réserve (moteur)			
Divers:			
Divers:			

SECTION REMORQUAGE REMORQUAGE (Lève-roue)	OK	MANQUANT	DÉFECT
27 Chaînes de sécurité			
28 Treuil (165" câble)			
29 Pièce de transport (dolly)			
30 Lumière sécurité (tow-light)			
31 Barrure de sécurité sur outillage			
32 Bloc de bois 4" x 4" isolés			
Divers:			

SECTION REMORQUAGE REMORQUAGE (COURROIE)	OK	MANQUANT	DÉFECT
33 Chaînes de sécurité (J-hook)			
34 Pouce coupée			
35 Lumière Sécurité (tow-light)			
36 Roue de transport (dolly)			
37 Bloc de bois 4" x 4" de 48"			
38 Bâtons			
39 Courroie de remorquage			
Divers:			

SECTION REMORQUAGE REMORQUAGE (COURROIE)	OK	MANQUANT	DÉFECT
40 Chaînes de sécurité			
41 Treuil de 100'			
42 Poulie coupée			
43 Crochet (J-hook)			
44 Crochet (T-hook)			
45 Crochet (gros)			
46 Lumières sécurité (tow-light)			
47 Barrure de outillère			
48 Crochet en u (double J-hook)			

Vous pourrez prendre connaissance des permis ainsi que de la fiche technique pour quelques-uns des chauffeurs à l'annexe « B ».

EXPÉRIENCE DU SECTEUR

EXPÉRIENCE DU SECTEUR

L'entreprise Remorquage Centre-Ville Inc., au fil des années, a réussi à se démarquer de par la qualité de ses services autant auprès des organismes gouvernementaux, des sociétés et des citoyens de Montréal, et ce, à un tel point qu'elle détient plus de 20 camions de classe C et supérieure ainsi qu'une solide équipe de chauffeurs expérimentés.

Les actionnaires-dirigeants de l'entreprise possédant, à ce jour, un peu plus de vingt-neuf (29) années d'expérience dans le domaine du remorquage de véhicules, ont donc vécu et géré plusieurs situations tel que :

- des intempéries (crise du verglas, tempête d'hiver, inondations, etc…),
- des carambolages,
- des réaffectations d'artères principales de la ville,
- des accidents graves et des incidents mineurs,
- des demandes de dépannages de citoyens,
- etc…

Par conséquent, les actionnaires-dirigeants ont une très bonne connaissance :

- des exigences et attentes du Service de police de la Ville de Montréal,
- des exigences et attentes de clients corporatifs,
- des exigences et attentes de simples particuliers,
- des rues des arrondissements,
- des artères principales,
- des périodes d'achalandage (heures de pointe, saison, etc…).

Au fil de ces années et grâce à la progression de l'entreprise, les actionnaires-dirigeants ont aussi acquis une solide expérience en recrutement et en gestion du personnel pour assurer un service à la clientèle supérieur aux attentes.

PRÉSENTATION DES VÉHICULES

DESCRIPTION DES VÉHICULES

L'entreprise possède 17 dépanneuses bien entretenues et toutes équipées des outils nécessaires au bon déroulement des opérations. Tous nos véhicules sont de classe C et supérieure.



Vous trouverez en page suivante les photos, les immatriculations et les documents de classification pour chacune des remorqueuses identifiées dans la soumission :

TRUCK 20

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE	N° DE DOSSIER	N° DE CTQ
L457965-5	64336514	

N° DE DOSSIER	DE – VIGUEUR (ANNÉE MOIS JOUR)	EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR)	N° DE CERTIFICAT
64336514	2017 01 30	2018 03 31	SRT1784H7

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
KENWO	CON	2012	6,7 L	8250	02

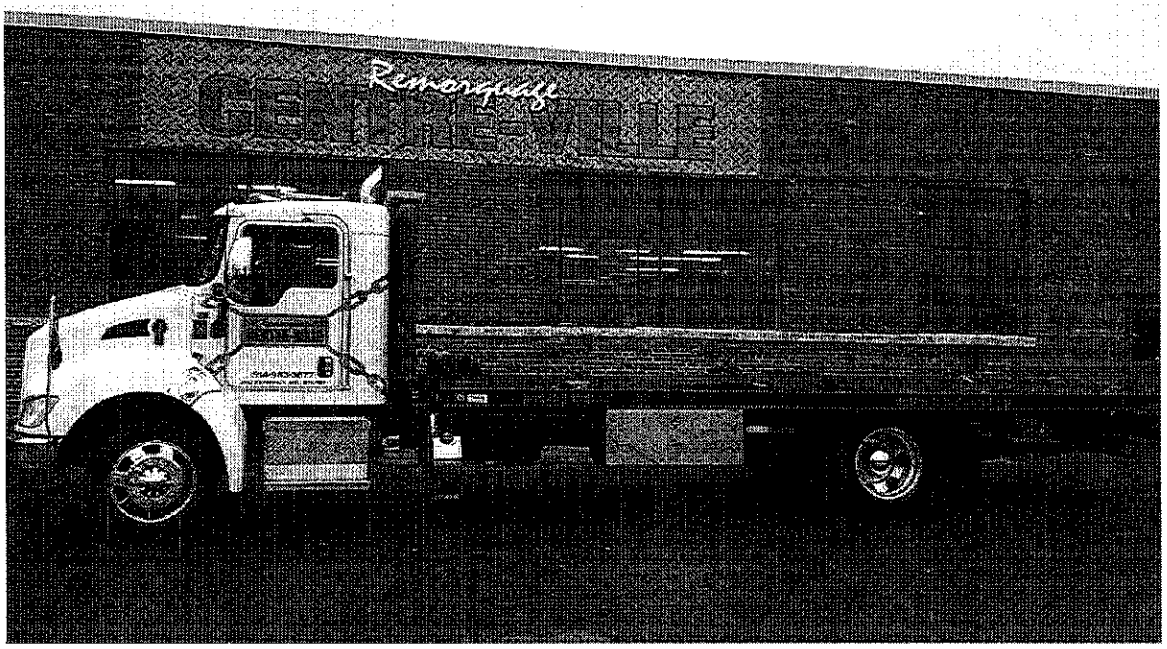
CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - COMPR L-A1

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2NKHHM7X3CM955564

N° D'UNITÉ: 20

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC. La Société

5005-08 (2016-02)



Ministère des Transports Québec

30

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, rue Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 983-3677 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	3 290 kg	La classe de la dépanneuse est : **D**
Marque :	KENWO	Masse à vide à l'essieu arrière :	5 010 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre 4 550 kg, ce qui correspond à une charge maximale de **N/A** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	CON	Empattement :	5,93 m	
Année :	2012	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	2NKHHM7X3CM955564	Point d'amarrage :	N/A m	
Immatriculation :	FJG9982	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	255/70R22,5	
requis		arrière	255/70R22,5	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		
		double	2300 kg	
		simple	2500 kg	
				N° de la vignette : **TQD2272**

Ce document est valide en date du : **26 mars 2013.**

Signature du responsable : [signature]

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 21

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: L457963-3

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTQ:

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2017 01 30

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRT1754G7

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
KENWO	CON	2014	6,7 L	8460	02

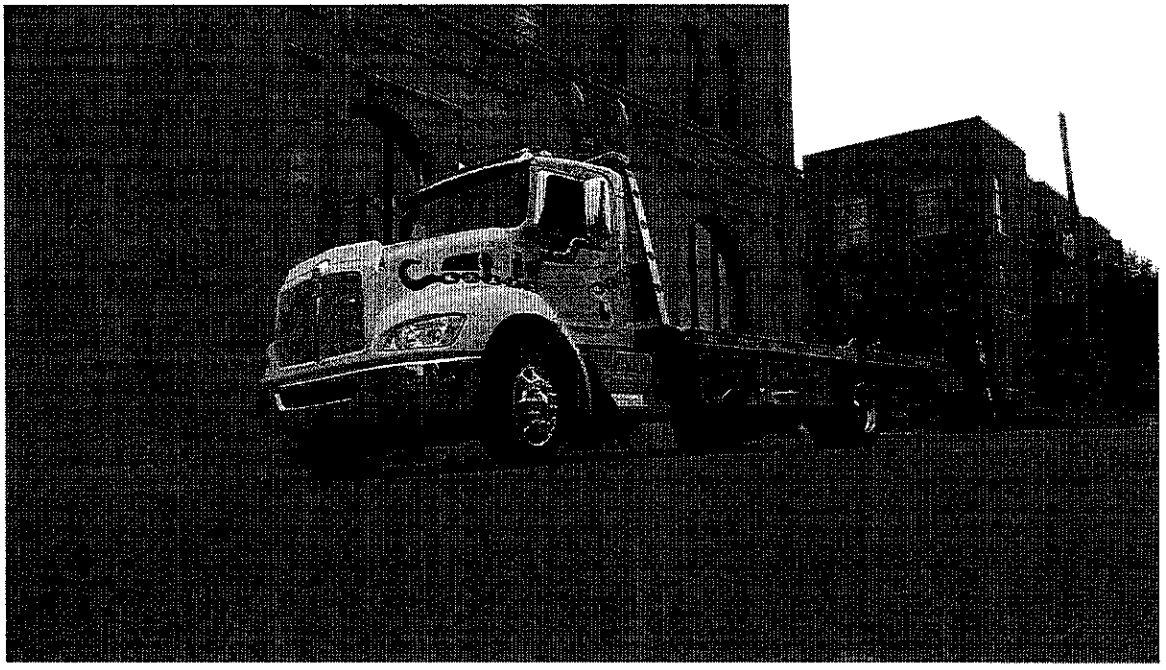
CATÉGORIE D'USAGE: CA-SQ-SP-COMPR L-A1

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2NKHHM7X0EM969151

N° D'UNITÉ: 21

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE VILLE INC. La Société

6005 08 (2015-02)



21

Ministère des Transports
Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville Inc.

Adresse : 2512, rue Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 983-3677 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	3 400 kg	La classe de la dépanneuse est : D
Marque	KENWO	Masse à vide à l'essieu arrière :	5 060 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre 4 500 kg, ce qui correspond à une charge maximale de N/A kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	CON	Empattement :	5,93 m	
Année :	2014	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	2NKHHM7X0EM969151	Point d'amarrage :	N/A m	N° de la vignette : TQD2425
Immatriculation :	FKC3859	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	255/70R22.5	
requis		arrière	255/70R22.5	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		
		double	2300 kg	
		simple	2500 kg	

Ce document est valide en date du : 19 juin 2014.

Signature du responsable : Suzanne Boudreau

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 22

Québec

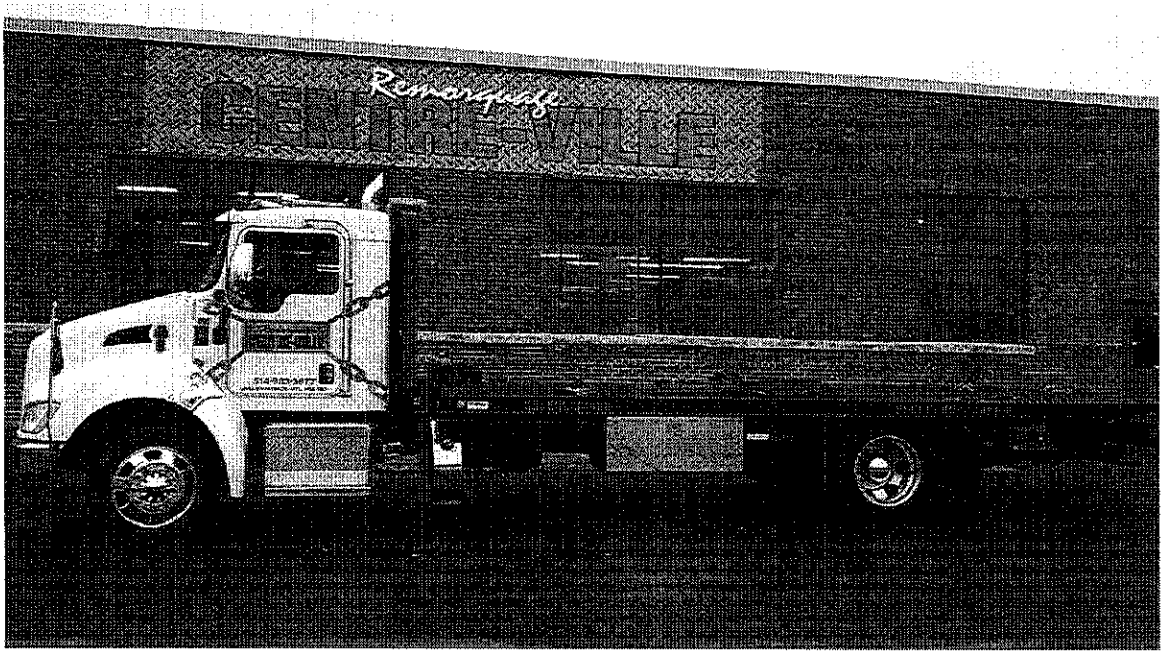
CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

Nº DE PLAQUE	L675083-5
Nº DE DOSSIER	64336514
Nº DE CTO	
DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR)	2017 01 30
EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR)	2018 03 31
Nº DE CERTIFICAT	SRT173407
NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ	REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.
NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME	REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.
MARQUE	KENWO
MODÈLE	CON
ANNÉE	2015
CYLINDRÉE	6,7 L
MASSE NETTE	8510
ESSIEUX	02
CATÉGORIE D'USAGE	CA-SQ-SP-COMPR L-A1
Nº D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE	2NKHHM7X7FM974347
Nº D'UNITÉ	22

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC. La Société

6005 08 (2016-02)



Ministère des Transports Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, rue Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 983-3677 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	3 380 kg	La classe de la dépanneuse est : C
Marque	KENWO	Masse à vide à l'essieu arrière :	5 120 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre 4 400 kg, ce qui correspond à une charge maximale de N/A kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	CON	Empattement :	5,93 m	
Année :	2015	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	2NKHHM7X7FM974347	Point d'amarrage :	N/A m	
Immatriculation :	L675088-	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	255/70R22.5	
requis		arrière	255/70R22.5	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		
		double	2300 kg	N° de la vignette : TQC2429
		simple	2500 kg	

Ce document est valide en date du : **13 octobre 2015.**

Signature du responsable : Suzanne Lauzon

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 23

Société de l'assurance automobile du Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: L696211-0

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTO:

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
KENWO	CON	2014	6,7 L	8230	02

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2NKHHM7X9EM965325

N° D'UNITÉ: 23

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017	01	30	2018	03	31	SRI1764K7

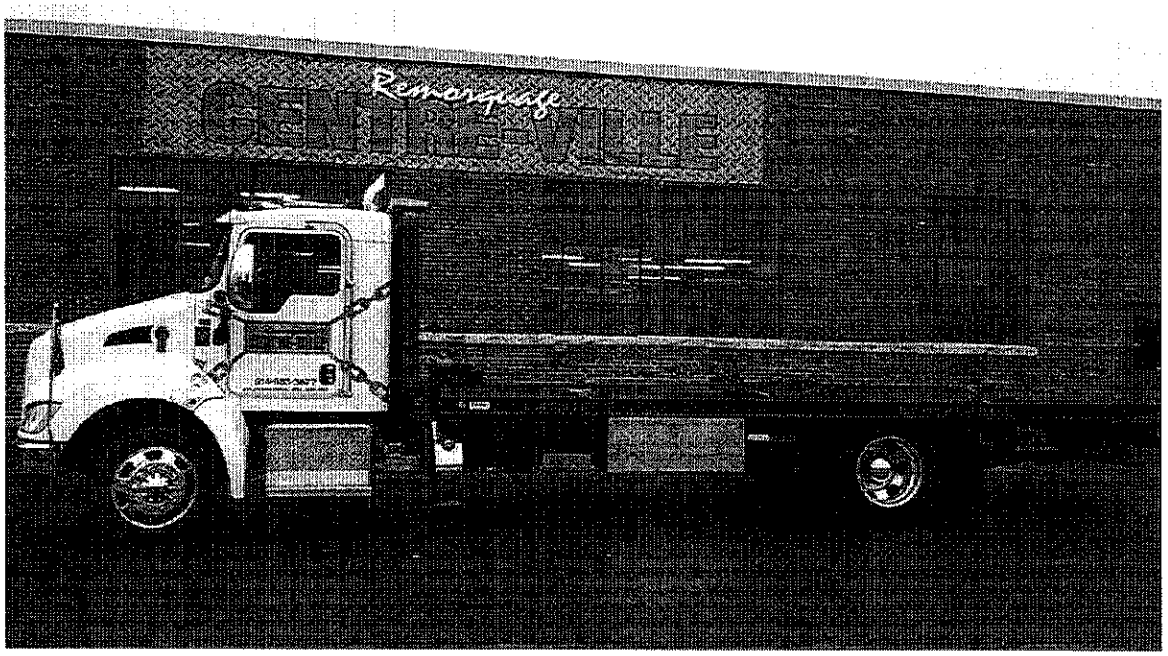
NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

CATÉGORIE D'USAGE: CA - SQ - SP - COMPR L - A1

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE VILLE INC.

La Société

6005 08 (2015-02)



Ministère des Transports Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, rue Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 932-3494 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	3 220 kg	La classe de la dépanneuse est : C
Marque	KENWO	Masse à vide à l'essieu arrière :	5 100 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **4 400** kg, ce qui correspond à une charge maximale de N/A kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	CON	Empattement :	5,93 m	
Année :	2014	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	2NKHHM7X9EM965325	Point d'amarrage :	N/A m	
Immatriculation :	L696211-	Modèle de pneus :		N° de la vignette : **TQC2522**
Permis spécial de circulation :		avant	255/70R22.5	
requis		arrière	255/70R22.5	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		
		double	2300 kg	
		simple	2500 kg	

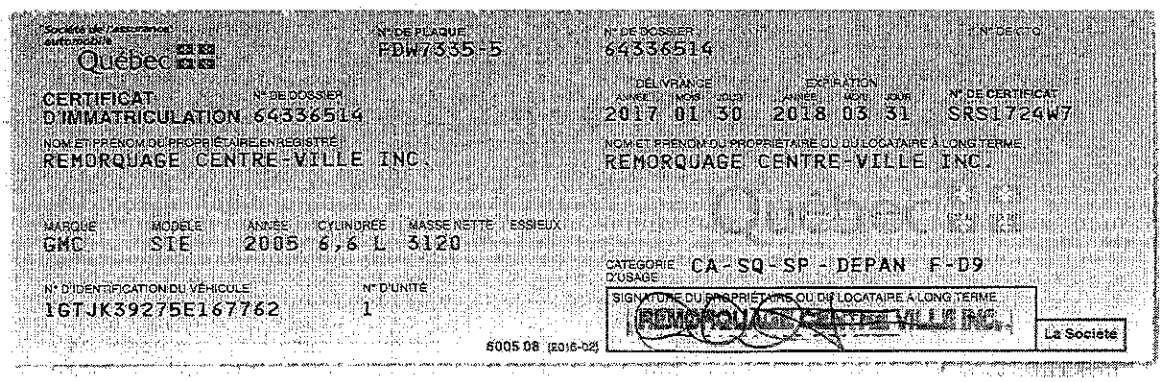
Ce document est valide en date du : **23 juin 2016.**

Signature du responsable : Suzanne Landry

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 1



Société de l'assurance automobile du Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FDW7335-5

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTO:

N° DE DOSSIER: 64336514

DÉLIVRANCE: ANNÉE 2017 MOIS 01 JOUR 30

EXPIRATION: ANNÉE 2018 MOIS 03 JOUR 31

N° DE CERTIFICAT: SRS1724W7

NOM ET PRÉNOM OU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM OU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
GMC	SIE	2005	6,6 L	3120	

CATÉGORIE D'USAGE: CA-SQ-SP-DEPAN F-D9

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1GTJK39275E167762

N° D'UNITÉ: 1

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

La Société

5005 08 (2016-02)



Ministère des Transports
Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 983-3677 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	6 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	1 840 kg	La classe de la dépanneuse est : **C**
Marque	GMC	Masse à vide à l'essieu arrière :	1 960 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **3 200** kg, ce qui correspond à une charge maximale de **1 600** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	SIE	Empattement :	4,15 m	
Année :	2005	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A kg	
N° série :	1GTJK39275E167762	Point d'amarrage :	2,38 m	
Immatriculation :	FDW7335-	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	215/85R16	
requis		arrière	215/85R16	
non requis	✓	Capacité des pneus sur les roues arrières :		N° de la vignette : **TQC1268**
		double	1120 kg	
		simple	1215 kg	

Ce document est valide en date du : **29 novembre 2004.**

Signature du responsable : Sylvain Fortin

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 11

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: F DW7337-7

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTQ:

N° DE DOSSIER: 64336514

DÉLIVRANCE: ANNÉE 2017 MOIS 01 JOUR 30

EXPIRATION: ANNÉE 2018 MOIS 03 JOUR 31

N° DE CERTIFICAT: SRS1784Y7

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
GMC	SIE	2005	6.6 L	3102	

CATÉGORIE D'USAGE: CA-SQ-SP-DEPAN F-D9

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1GTJK39215E169362

N° D'UNITÉ: 11

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC. La Société

6005 08 (2016-02)



Ministère des Transports
Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 983-3677 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule

Dépanneuse : 6 roues

Marque GMC

Modèle : SIERA

Année : 2005

N° série : 1GTJK39215E169362

Immatriculation : FDW7337-

Permis spécial de circulation :

requis

non requis ✓

Caractéristiques du véhicule

Masse à vide à l'essieu avant :	1 790	kg
Masse à vide à l'essieu arrière :	2 010	kg
Empattement :	4,15	m
GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A	kg
Point d'amarrage :	2,38	m

Modèle de pneus :

avant	215/85R16
arrière	215/85R16

Capacité des pneus sur les roues arrières :

double	1120	kg
simple	1215	kg

Classification

La classe de la dépanneuse est : **C**

Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **3 080** kg , ce qui correspond à une charge maximale de **1 540** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.

N° de la vignette :

TQC1294

Ce document est valide en date du : **13 janvier 2005.**

Signature du responsable : Sylvain Hardy

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 8

Société de l'assurance automobile Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: FLP1556-9

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTC:

N° DE DOSSIER: 64336514

DÉLIVRANCE (ANNÉE MOIS JOUR): 2017 02 16

EXPIRATION (ANNÉE MOIS JOUR): 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRS2714V6

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
GMC	SIE	2004	6,6 L	3320	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1GTJK332X4F231696

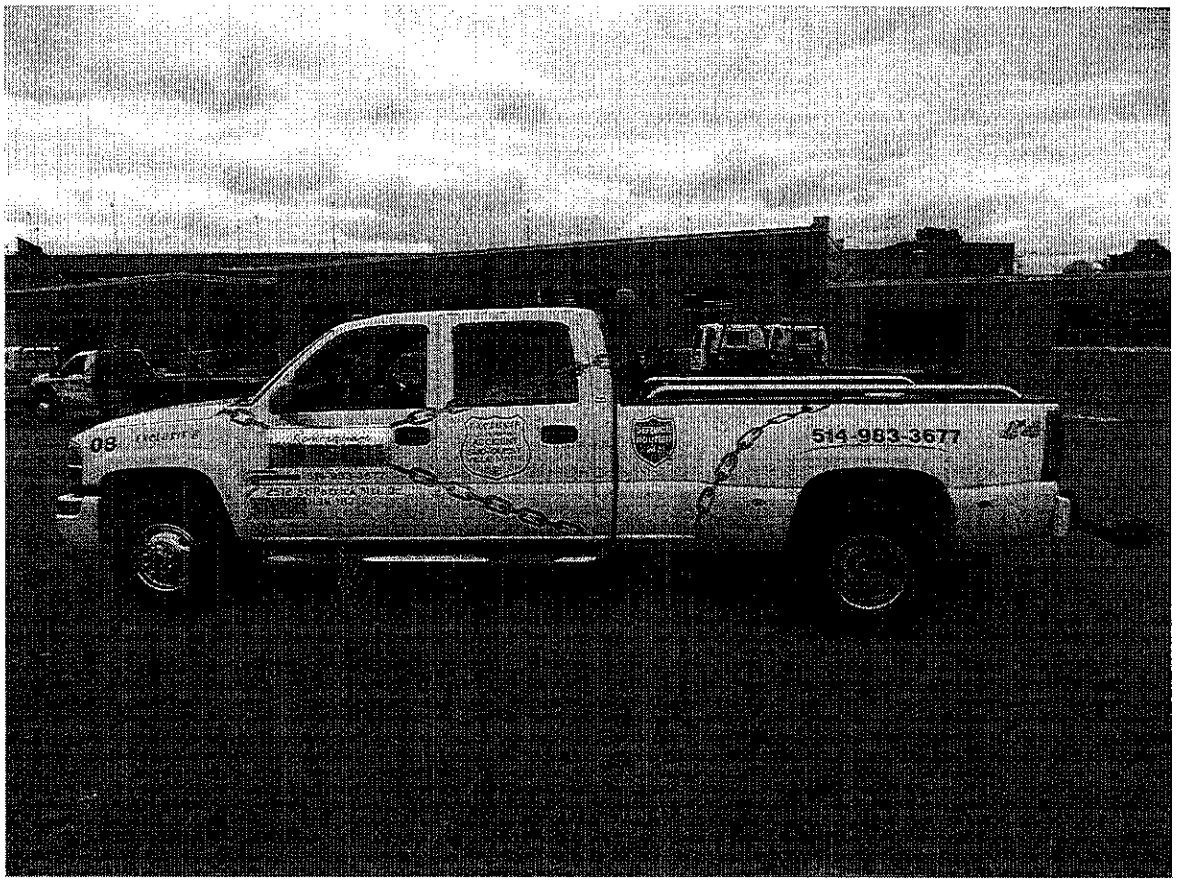
N° D'UNITÉ: 8

CATÉGORIE D'USAGE: CA-SQ-SP-DEPAN F-D9

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005.08 (2010-07)



8

Ministère des Transports
Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise :	Remorquage Centre-Ville inc.		
Adresse :	2512, Saint-Patrick		
	Montréal (Québec)	Code postal :	H3K 1B7
No téléphone :	(514) 983-3677	No télécopieur :	(514) 932-9119

Véhicule

Dépanneuse :	6 roues
Marque	GMC
Modèle :	SLE
Année :	2004
N° série :	1GTJK332X4F231696
Immatriculation :	FDW7384-

Permis spécial de circulation :

requis

non requis ✓

Caractéristiques du véhicule

Masse à vide à l'essieu avant :	1 880	kg
Masse à vide à l'essieu arrière :	1 790	kg
Empattement :	4,00	m
GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A	kg
Point d'amarrage :	1,50	m

Modèle de pneus :

avant	235/85R16
arrière	235/85R16

Capacité des pneus sur les roues arrières :

double	1262	kg
simple	1382	kg

Classification

La classe de la dépanneuse est : **D**

Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **4 720** kg, ce qui correspond à une charge maximale de **2 360** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.

N° de la vignette :

TQD1544

Ce document est valide en date du : **08 mars 2007.**

Signature du responsable : Sylvain Houde

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 16

Société de l'assurance automobile Québec

N° DE PLAQUE: FHG3754-6

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTQ

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 64336514

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017	01	30	2018	03	31	SRT176497

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
KENWO	CON	2012	8,3 L	8250	

CATÉGORIE D'USAGE: CA-SQ-SP - DEPAN F-D9

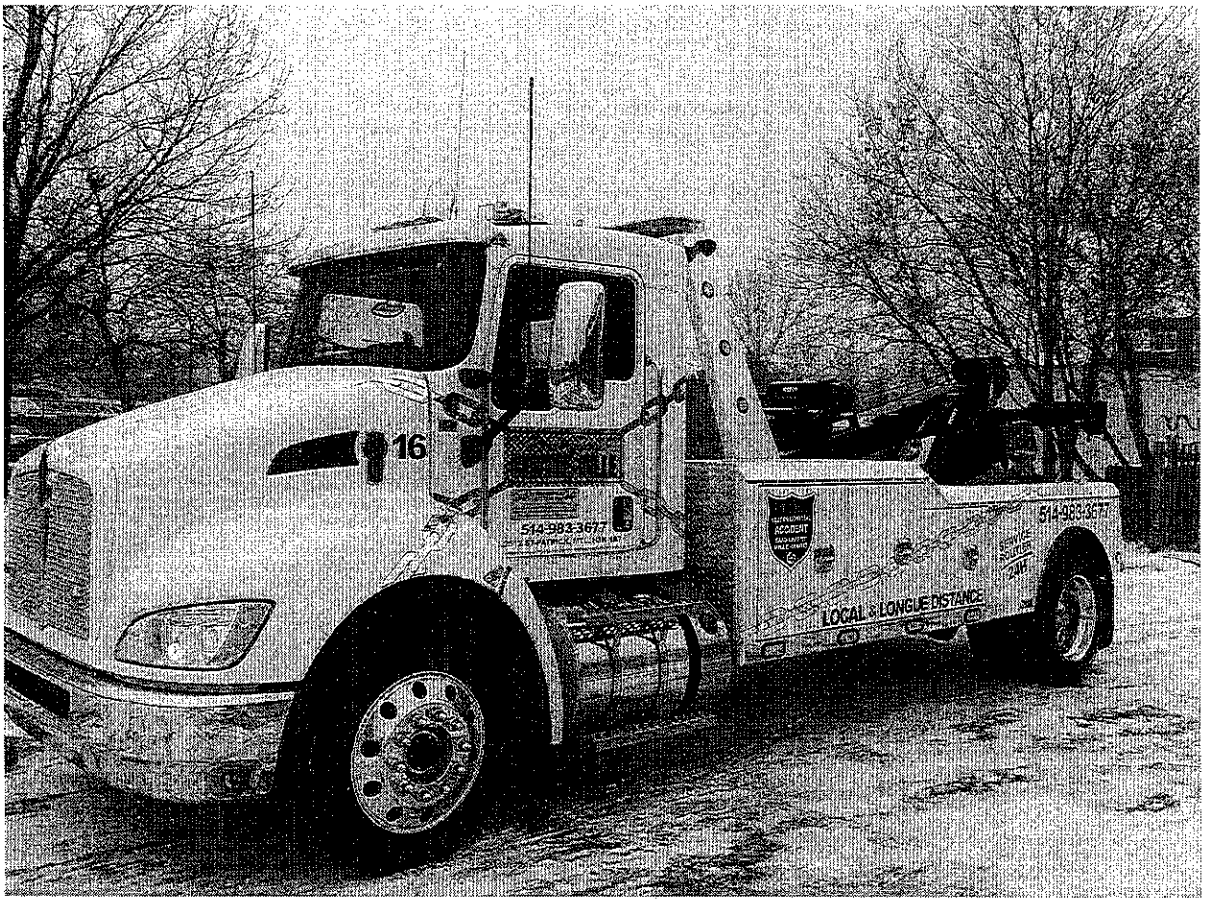
N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2NKHHN7X5CM956785

N° D'UNITÉ: 16

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

La Société

6005 08 (2016-02)



16

Ministère des Transports Québec

DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, rue Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 983-3677 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule

Dépanneuse : 6 roues

Marque KENWO

Modèle : CON

Année : 2012

N° série : 2NKHHN7X5CM956785

Immatriculation : FHG3754-

Permis spécial de circulation :

requis

non requis ✓

Caractéristiques du véhicule

Masse à vide à l'essieu avant :	3 810	kg
Masse à vide à l'essieu arrière :	4 450	kg
Empattement :	5,23	m
GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	N/A	kg
Point d'amarrage :	1,81	m

Modèle de pneus :

avant	255/70R22,5
arrière	255/70R22,5

Capacité des pneus sur les roues arrières :

double	2300	kg
simple	2500	kg

Classification

La classe de la dépanneuse est : **D**

Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **7 060** kg, ce qui correspond à une charge maximale de **3 530** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.

N° de la vignette :

TQD2169

Ce document est valide en date du : **20 janvier 2012.**

Signature du responsable : _____

Signature du propriétaire : _____ Date : _____

(11-97)

TRUCK 24

Québec

N° DE PLAQUE: FLZ4149-Z

N° DE DOSSIER: 64336514

N° DE CTO:

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 64336514

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017	01	23	2018	03	31	SQ3Y7ARET

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
KENWO	W900	2009		14820	

CATÉGORIE D'USAGE: CA-SQ-SP-DEPAN F-D9

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 1NKWLB9X89J940310

N° D'UNITÉ: 24

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
REMORQUAGE CENTRE VILLE INC. La Société

5005 08 (2010-07)



DOCUMENT DE CLASSIFICATION

Nom de l'entreprise : Remorquage Centre-Ville inc.

Adresse : 2512, rue Saint-Patrick

Montréal (Québec) Code postal : H3K 1B7

No téléphone : (514) 932-3494 No télécopieur : (514) 932-9119

Véhicule		Caractéristiques du véhicule		Classification
Dépanneuse :	10 roues	Masse à vide à l'essieu avant :	5 260 kg	La classe de la dépanneuse est : **E**
Marque	KENWO	Masse à vide à l'essieu arrière :	9 560 kg	Elle autorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **14 360** kg, ce qui correspond à une charge maximale de **7 180** kg au point d'amarrage ; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante.
Modèle :	W900	Empattement :	6,88 m	
Année :	2009	GAWR ou PNBE de l'essieu avant :	6 495 kg	
N° série :	1NKWLB9X89J940310	Point d'amarrage :	3,60 m	
Immatriculation :	FLZ4149-	Modèle de pneus :		
Permis spécial de circulation :		avant	11R24,5	
requis	✓	arrière	11R24,5	
non requis		Capacité des pneus sur les roues arrières :		
		double	2725 kg	
		simple	3000 kg	

N° de la vignette : **TQE114**

Ce document est valide en date du : **21 février 2017.**

Signature du responsable : Suzanne Lavallée

Signature du propriétaire : _____ Date : 24 Feb 2017

(11-97)

FOURRIÈRES

BASE D'OPÉRATIONS ET FOURRIÈRE

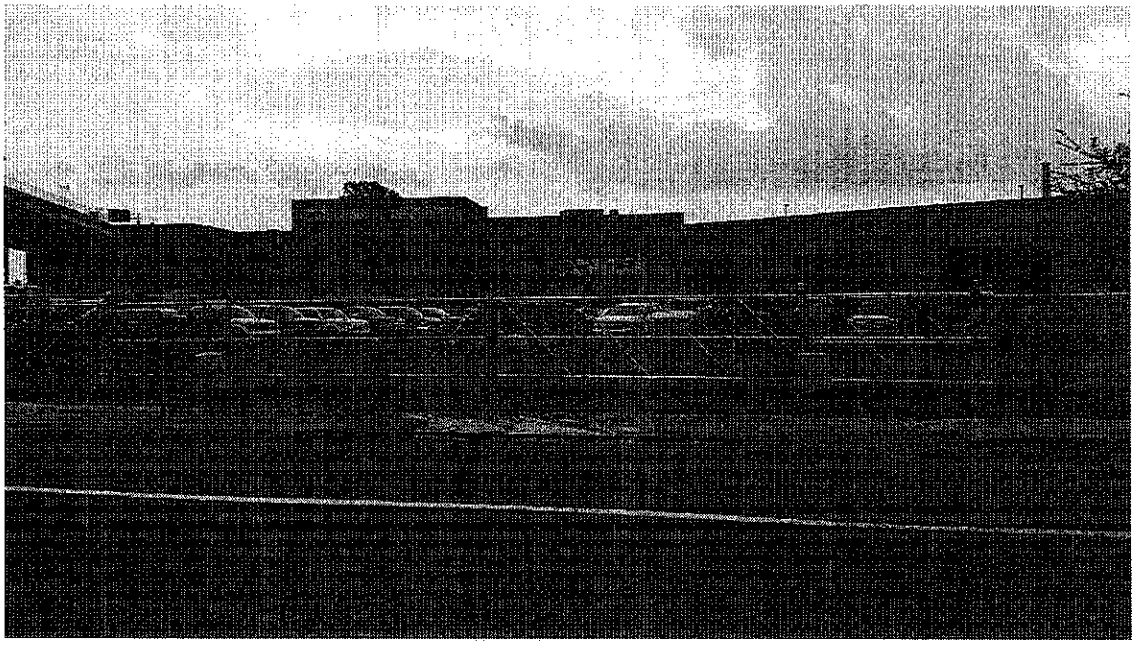
Remorquage Centre-Ville Inc. peut présentement remiser sans difficulté plus de 100 véhicules à la base d'opérations et plus de 500 véhicules à la fourrière au 5590 boulevard Monk dans l'arrondissement du sud-ouest de Montréal.

Un des actionnaires-dirigeants est en permanence aux bureaux de la fourrière, en plus des chauffeurs en disponibilité.

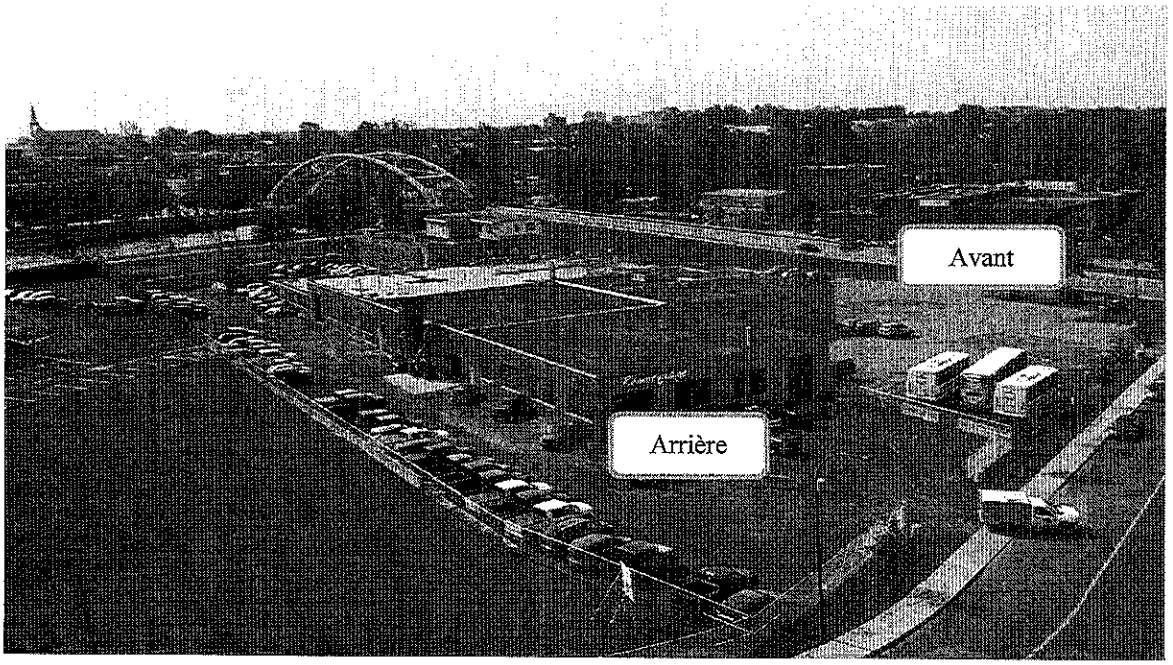
L'emplacement de notre base d'opérations facilite un accès rapide pour nos chauffeurs. Les artères qualifiées de stratégiques de l'arrondissement sont tous accessibles par nos chauffeurs en moins de 10 minutes et ce, même en situations entravées par les conditions de la circulation ou de la météo.

LA FOURRIÈRE

La fourrière a une superficie de 151,000 pieds carrés et peut recevoir plus de 500 véhicules. Située sur un terrain soit asphalté soit couvert de gravier.

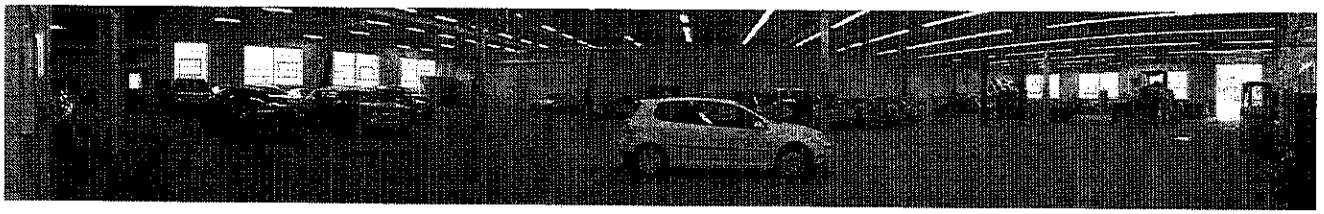


Voici une vue aérienne de l'emplacement.



Nous pouvons entreposer environ 160 véhicules à l'extérieur arrière et environ 200 à l'avant.

La fourrière intérieure peut recevoir plus de 200 véhicules.





Ci-dessous le certificat de la fourrière dans le Sud-Ouest de Montréal.

Le Sud-Ouest
Montréal

CERTIFICAT D'AUTORISATION D'USAGE

Exploitant
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC

Dossier: 3000487246

Émis le: 2013-05-07

Emplacement
5590, Monk

Usage(s) autorisé(s)	FAM	Spécificité(s)
Pièces,accessoires d'automobiles	C	Pièces d'automobiles neuves
Pièces,accessoires d'automobiles	C	Pièces d'automobiles réusinées
Véhicules automobiles (réparation, entretien)	C	Garage de réparation
Véhicules automobiles (location, vente)	C	Véhicules automobiles
Entrepôt	C	Entreposage extérieur pour automobile - fourrière
Véhicules routiers (entretien)	C	Véhicules routiers (entretien)

6 Usage(s)

Remarque
AUCUNE ACTIVITÉ EXTÉRIEURE DE TRI, DE RÉCUPÉRATION, DE CONDITIONNEMENT OU D'ENTREPOSAGE DE PIÈCES OU DE CARCASSES DE VÉHICULES N'EST AUTORISÉE.

Catégorie(s) d'usage(s) autorisé(s) dans ce secteur au 07 Mai 2013
L5 / I.7(1) / C.5B / C.7B

Page 1 de 1

Le Sud-Ouest
Montréal

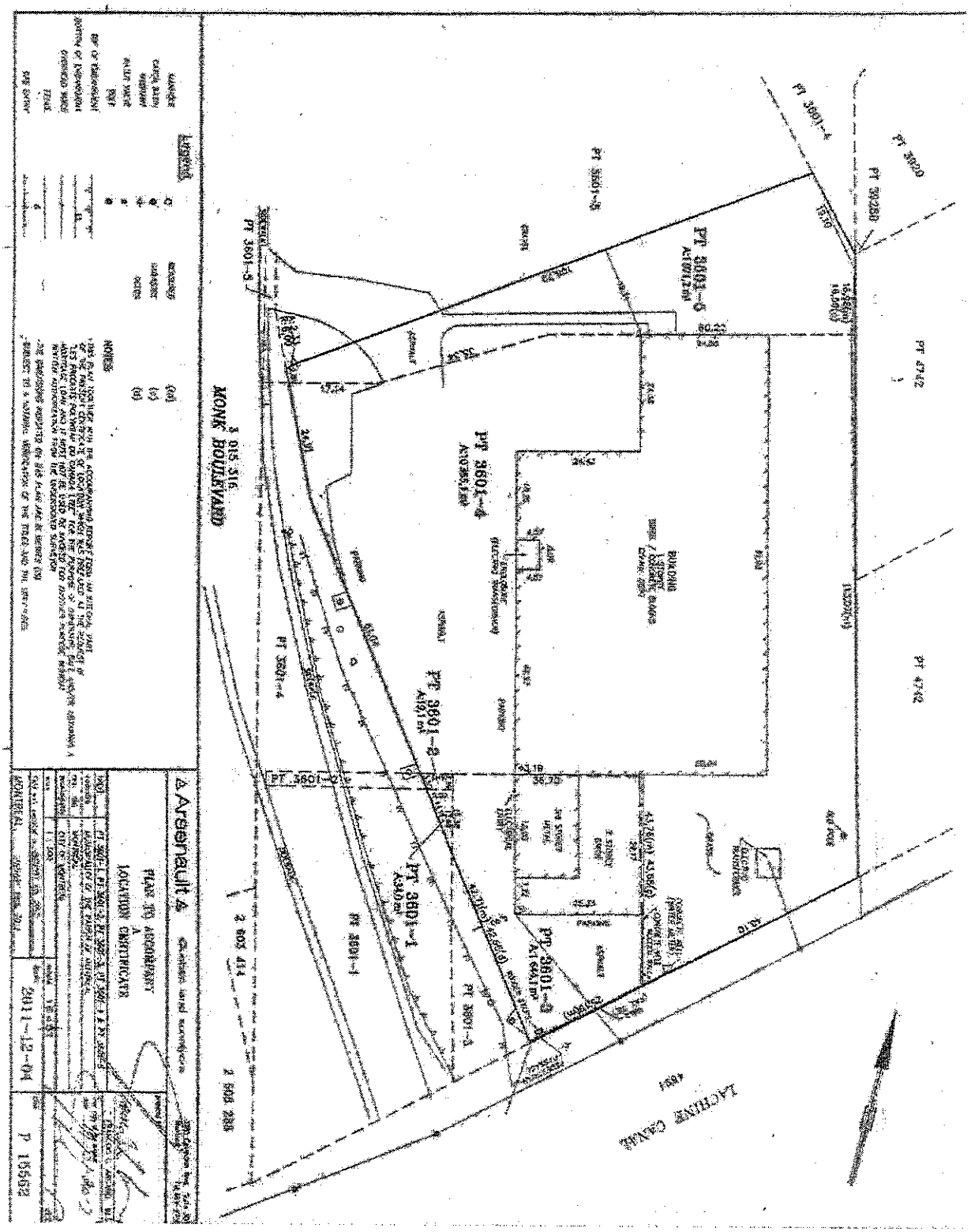
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
815, rue Bel-Air, 1e étage
Montréal (Québec) H4C 2K4
Téléphone : 514 872-6458

Luc Gagnon
Directeur

Il est obligatoire d'afficher ce certificat. Tout changement d'exploitation, d'usage ou toute transformation du local entraîneront l'annulation du certificat d'occupation.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

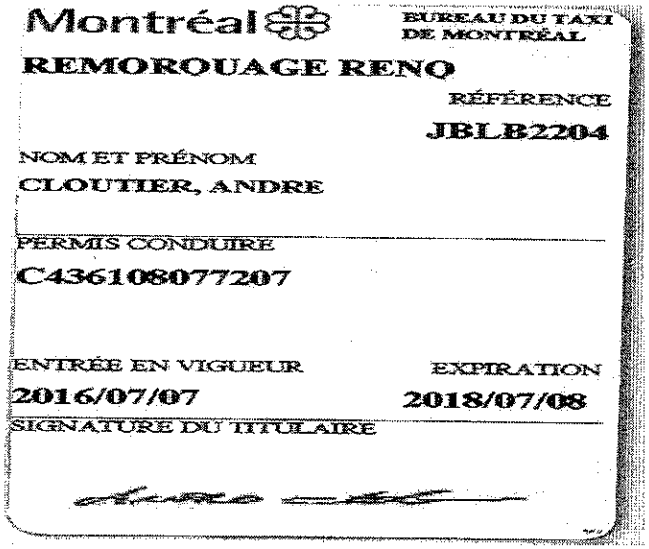
Toutes les caractéristiques de la fourrière, tel asphalte, gravier, drain, etc…..



PERMIS DE QUELQUES UNS DE NOS OPÉRATEURS







ANDRÉ CLOUTIER

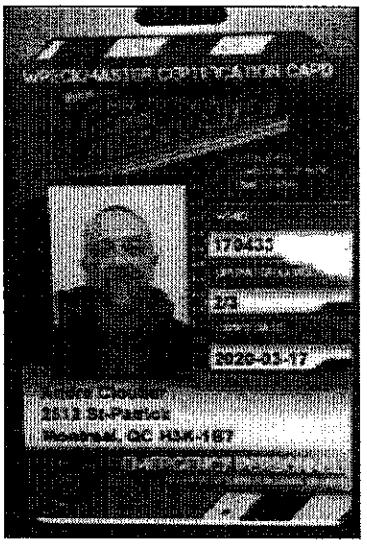
EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
24 ANNÉES

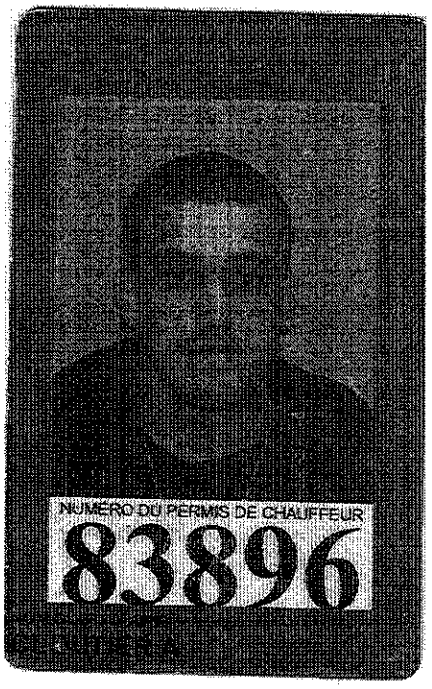
CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
DEPUIS SA NAISSANCE

POSTE OCCUPÉ
SUPERVISEUR ET CHAUFFEUR

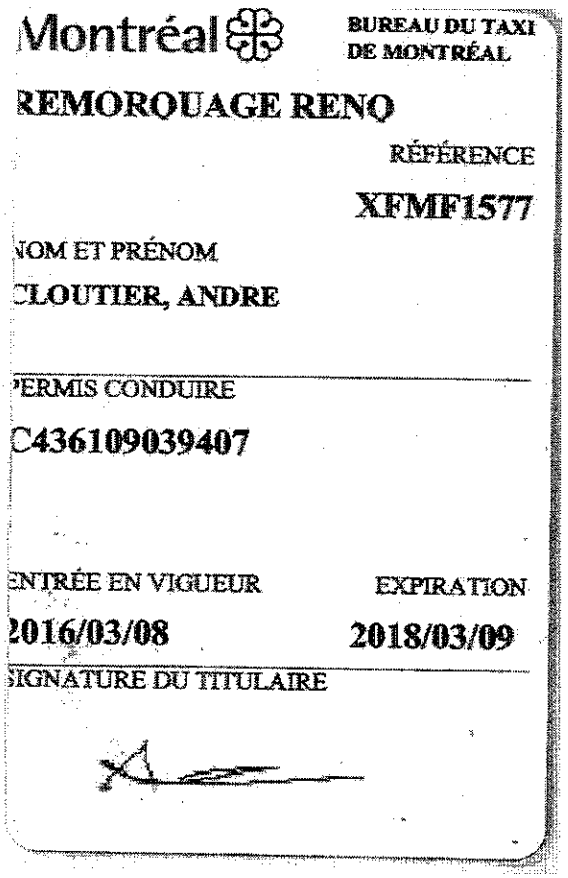
EMPLOYÉ DEPUIS
23 ANS

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT








Montréal
BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

REMORQUAGE RENO

RÉFÉRENCE
XFMF1577

NOM ET PRÉNOM
CLOUTIER, ANDRE

PERMIS CONDUIRE
C436109039407

ENTRÉE EN VIGUEUR
2016/03/08

EXPIRATION
2018/03/09

SIGNATURE DU TITULAIRE

ANDRÉ CLOUTIER JR

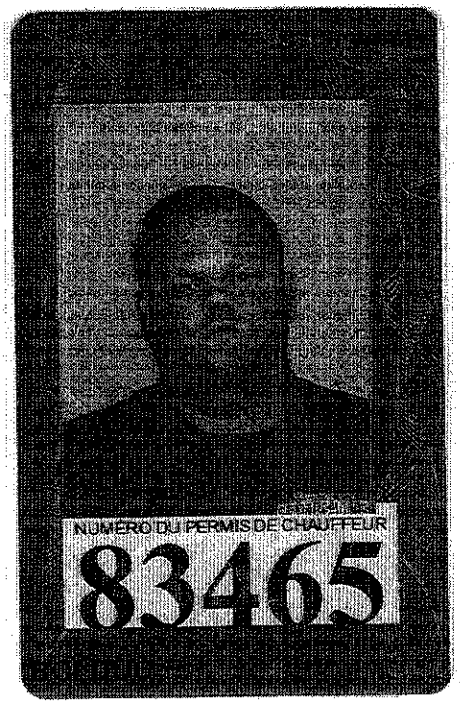
EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
6 ANS

CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
DEPUIS SA NAISSANCE

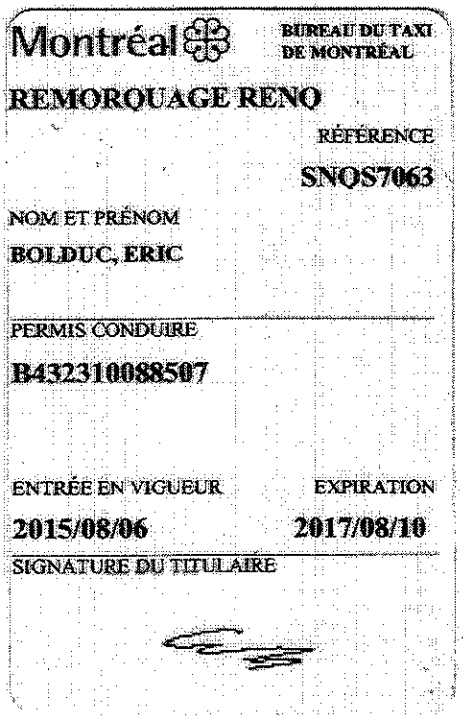
POSTE OCCUPÉ
CHAUFFEUR

EMPLOYÉ DEPUIS
6 ANS

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT







ÉRIC BOLDUC

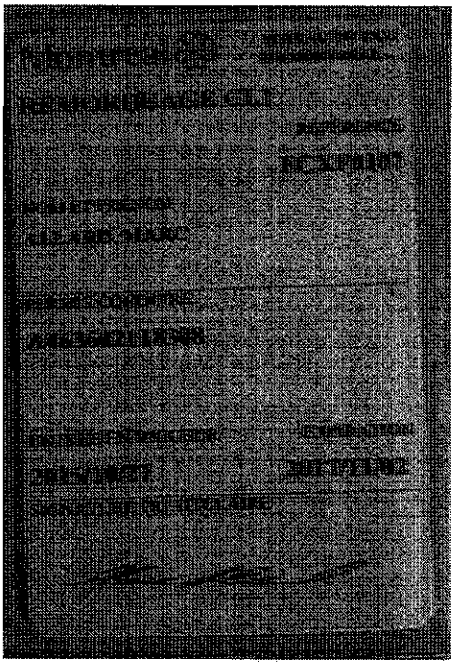
EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
7 ANS

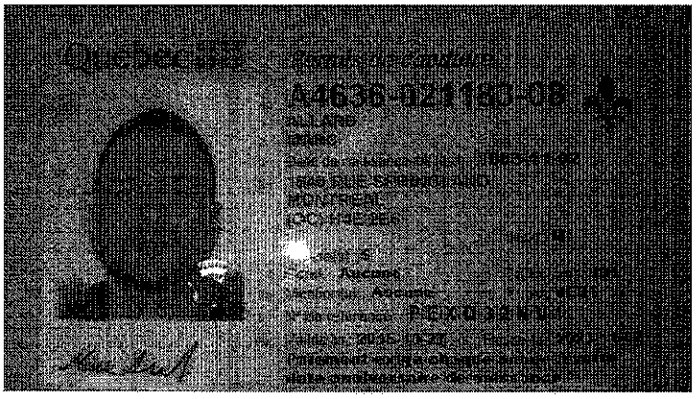
CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
20 ANS

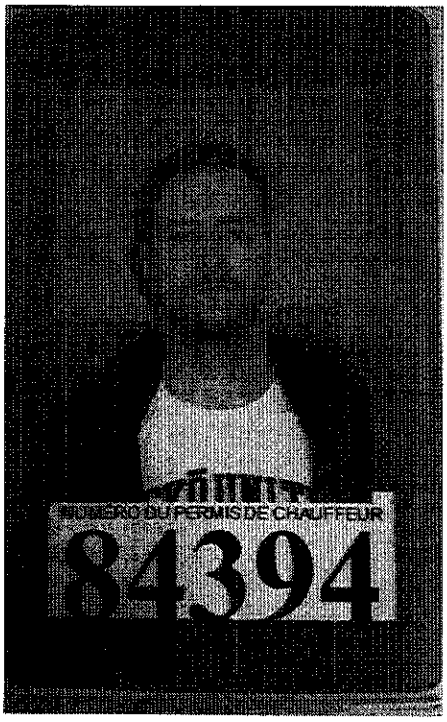
POSTE OCCUPÉ
CHAUFFEUR

EMPLOYÉ DEPUIS
6 ANS

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT







MARC ALLARD

EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
7 ANS

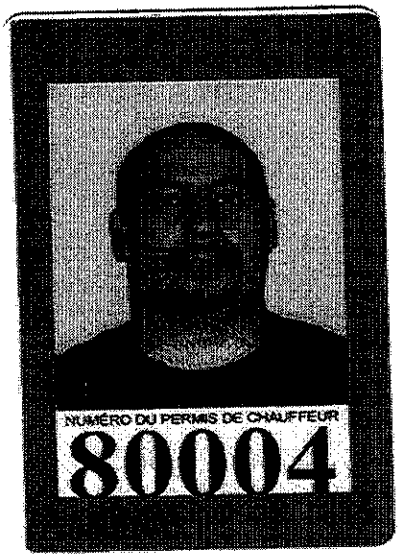
CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
DEPUIS 30 ANS

POSTE OCCUPÉ
CHAUFFEUR

EMPLOYÉ DEPUIS
3 ANS

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT


Québec
Permis de conduire
F6602-270370-07
FERRARIA
CARLOS
Date de naissance (A-M-J) : 1970-03-27
2512 RUE SAINT-PATRICK
MONTRÉAL
(QC) H3K 1B7
Sexe : M
Classe(s) : 5 6A
Cond. : Aucune
Taille (cm) : 168
Yeux : BRUN
N° de référence : PE0J459JK
Valide le 2014-03-12 Expire le 2018-03-27
Paiement exigé chaque année à votre date anniversaire de naissance



CARLOS FERRARIA

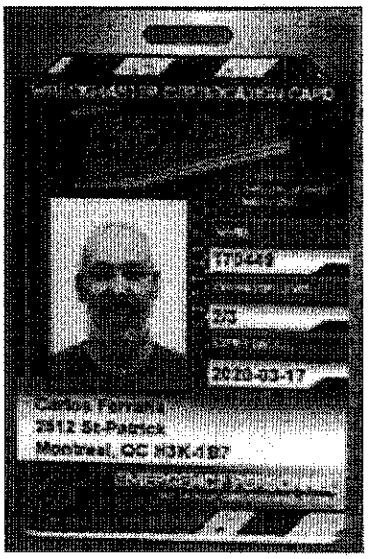
EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
25 ANS

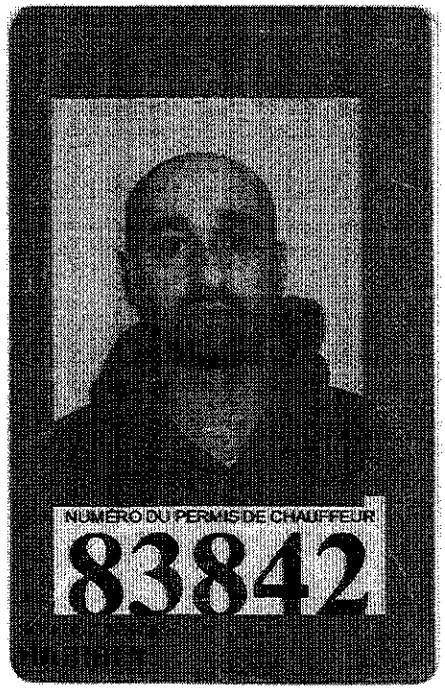
CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
DEPUIS 36 ANS

POSTE OCCUPÉ
DIRIGEANTS, CHAUFFEUR

PROPRIÉTAIRE DE L'ENTREPRISE

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT







YAFOUZE HABIBI

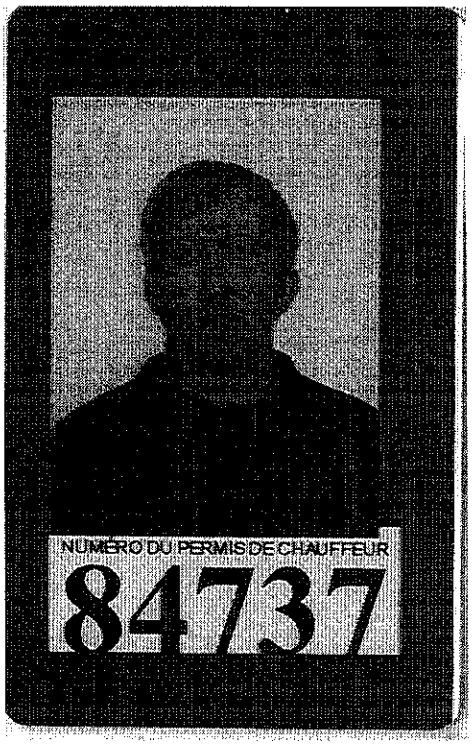
EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
3 ANS

CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
10 ANS

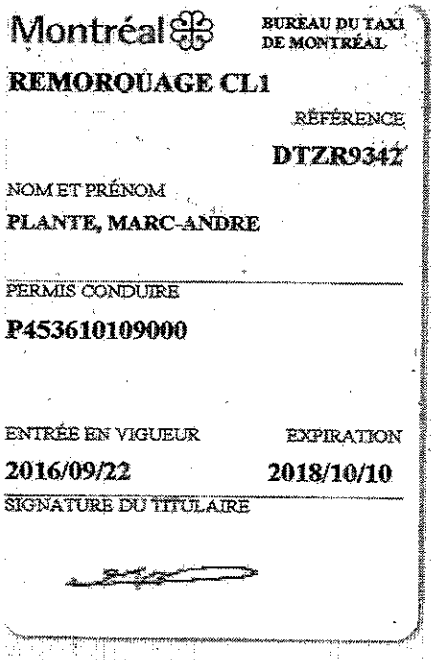
POSTE OCCUPÉ
CHAUFFEUR

EMPLOYÉ DEPUIS
3 ANS

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT







MARC ANDRÉ PLANTE

EXPÉRIENCE CHAUFFEUR
1,5 ANS

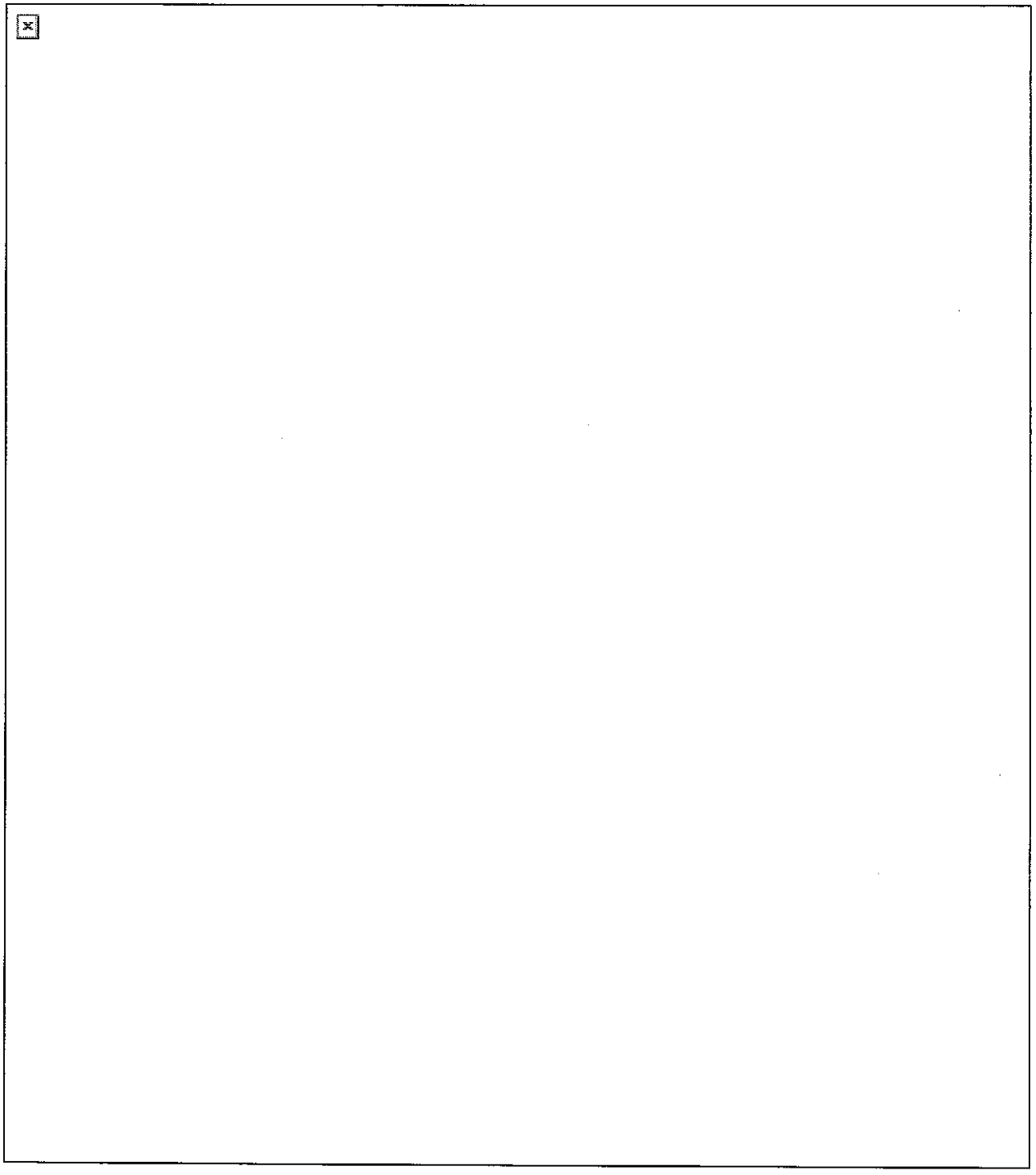
CONNAISSANCE DE L'ARRONDISSEMENT
DEPUIS SA NAISSANCE

POSTE OCCUPÉ
CHAUFFEUR

EMPLOYÉ DEPUIS
1,5 ANS

LE FRANÇAIS
COMPRIS, PARLÉ ET ÉCRIT

ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC



Québec

clicSÉQUR Entreprises

REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.
Carlos Ferraria

Consultez les renseignements relatifs à l'inscription sélectionnée.

Consultation d'une inscription

Consultez les renseignements relatifs à l'inscription sélectionnée.

Entreprise	REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.
Ministère ou organisme	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail - Équité salariale
Action	Consulter une inscription
État actuel de l'inscription	Actif

Renseignements sur le ministère ou l'organisme

Inscription au service en ligne de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail - Équité salariale

La Commission a pour mission de veiller à l'application de la Loi sur l'équité salariale.

Depuis le 1er mars 2011, la déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale doit être produite **en ligne** annuellement par les employeurs visés par le Règlement concernant la déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale.

Clientèle

Les employeurs visés par le Règlement (pour plus d'information, visitez le www.cnesst.gouv.qc.ca).

Service offert

Le service en ligne de la Commission permet à un employeur de produire sa déclaration en matière d'équité salariale. Pour faire une demande d'inscription à ce service, vous devez connaître le numéro d'entreprise du Québec de l'entreprise que vous désirez inscrire.

Toute demande d'inscription sera traitée dans les meilleurs délais.

Pour toute question concernant la déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale, composez le 1 844 838-0808, en choisissant l'option 4.

Renseignements sur l'entreprise

Renseignements sur l'identité	
Numéro d'identification	1212568117
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1164336514
Nom de l'entreprise	REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.
Adresse du siège social de l'entreprise	
Adresse	2512, SAINT-PATRICK MONTREAL (QUEBEC) H3K 1B7
Téléphone	
Responsable des services électroniques pour la demande	
Prénom et nom de famille	Carlos Ferraria
Téléphone	514 983-3677
Courriel	remorquagecentreville@gmail.com

CNESST

SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Demande de confirmation de l'inscription d'un employeur à la CNESST

Identification de l'entrepreneur

À l'usage de la CNESST	Numéro de référence	Formulaire transmis le	Bureau régional
	17944	2017-06-26	OP4300

Nom de l'employeur	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.	1164336514

Ville, village ou municipalité	Province/État	Numéro d'employeur
Montréal	Québec	

Employeur qui accorde le contrat (donneur d'ouvrage)

Nom
Ville de Montréal

Contrat

Nom
Appel d'offres public No 17-16202
Nature des travaux
service de remorquage des véhicules

Personne qui effectue la demande

Titre de civilité	Nom	Prénom		
Monsieur	FERRARIA	CARLOS		
Fonction	**Téléphone**	**Poste**	**Télécopieur**	
PRÉSIDENT	514 983-3677		514 932-9119	
Courriel				
remorquagecentreville@gmail.com				

FACTURE

Remorquage
CENTRE-VILLE
(514) 983-3677

SERVICE 24 HEURES 7 JOURS
AUTO, CAMION, MOTO
PLATE-FORME 4 X 4
ESSENCE 24 H
HEURE D'ENTREPOSAGE : 8H À 17H

2512 ST-PATRICK
MONTREAL, QC
H3K 1B7
BUR: (514) 934-4838
FAX: (514) 933-8119

N° D'EXPLOITANT : _____

DATE	HEURE	AM PM	N° DE VIGNETTE DU CAMION
NOM DU CLIENT(E)			TEL.
ADRESSE			VILLE
CODE POSTAL	ARRIVER		FIN
N° DE PLAQUE	N° DE SERIE		
REMORQUE	INTERIEUR	COULEUR	ANNEE

	ENDROIT DU SERVICE	
	LIVRER À	
	KILOMETRAGE KM À $ DU KM	
	ENTREPOSAGE JOURS À $ PAR JOUR	
	DEUXIÈME REMORQUAGE	
	ACCIDENT (COMPAGNIE) 1 CÔTÉ 2 CÔTÉS	
	BRIS DE TRANSPORT (DOLLY)	
	SAC D'ABSORBANT ____ X ____ $ FUSÉE ROUTIÈRE ____ X ____ $	
	MAIN D'OEUVRE (65.00/ HEURE pour 1 homme) Hr(s) X ____ Homme(s)	
	☐ DÉBARQUER / FLAT ☐ DÉVERROUILLAGE / UNLOCK ☐ SURVOLTAGE / BOOST	
	PLAT-FORME (FLAT-BED) 55 RDS minimum pour véhicule + les kilomètres OU X ____ HR(s)	
	N° DE PERMIS D'OPÉRATEUR :	
	SIGNATURE DU CHAUFFEUR :	
	N° D'ENREGISTREMENT :	
	CHARGER À N° DE MEMBRE	
	N° D'AUTORISATION	SOUS-TOTAL
	TPS : 855081 8978 RT0001 TVQ : 1219688117 TQ0001 J'autorise le REMORQUAGE CENTRE-VILLE à remorquer mon véhicule à l'endroit entendu avec le chauffeur du camion au prix stipulé. Signature X _____	T.P.S.
		T.V.Q.
		PAID OUT
		TOTAL

Cette facture doit être payé par comptant ou chèque certifié.
La compagnie se dégage de tout dommage, perte ou vol causé au véhicule.

0001

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1M2	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 17-16202 biens et services généraux APP_154_BS_R2_201107_public_20170308

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164336514 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés, REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2512 SAINT-PATRICK, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3L 1B7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 514-983-3677 514-932-3497 (201)
CARLOS FERRARIA, président	Télécopieur : 514-932-9119
	Courriel : remorquagecentreville@gmail.com

Signature:	Jour	Mois	Année
	27	juin	2017

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

514-863-3124

5590 boul. Mont.

Inspection au 11/07/2017.

Conforme.

Voir photos.

SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT DE PLUSIEURS ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

GROUPE K – Arrondissement de Ville-Marie

Articles	Description	Quantité d'heures prévisionnelles pour une (1) saison	Prix unitaire	Montant total pour une (1) saison
Article 49	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #22 Modèle : CON Année : 2015 N° série : 2NKHHM7X7FM974347	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 50	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH #23 Modèle : CON Année : 2014 N° série : 2NKHHM7X9EM965325	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 51	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : GMC # 8 Modèle : SLE Année : 2004 N° série : 1GTJK332X4F231696	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
Article 52	Location d'une remorqueuse avec chauffeur Marque : KENWORTH # 16 Modèle : CON Année : 2012 N° série : 2NKHHN7X5CM956785	400 h	135.00 $/h	54,000.00 $
	Montant total du groupe K à reporter à la page sommaire			216,000.00 $

RB

5590 boul. Monk

conf.

Truck 16

Véhicule

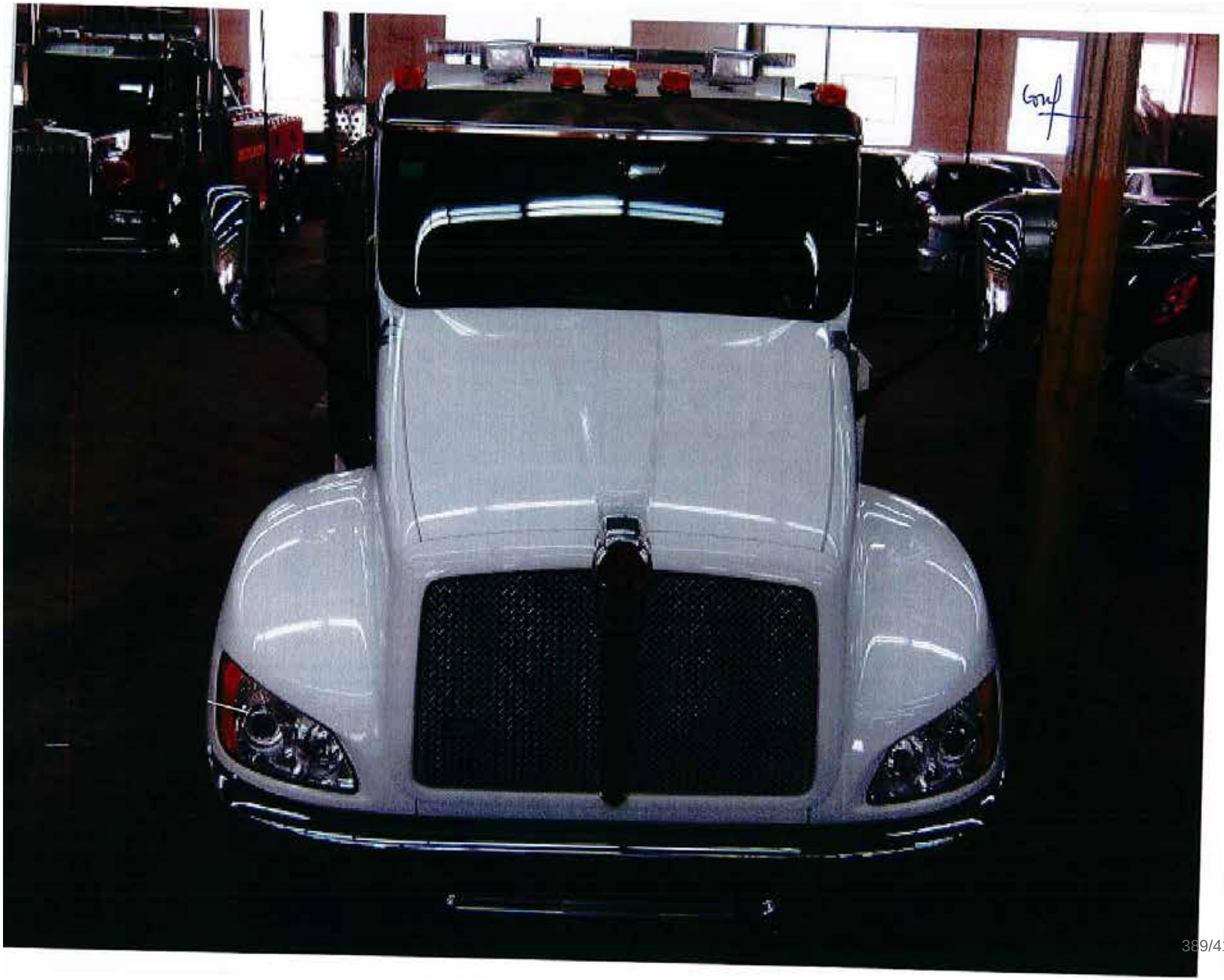
Dépanneuse	6 Roues
Marque	Kenworth
Modèle	Con
Année	2012
No. Serie	2NKHHN7X5CM956785
Immatriculation	FHG3754
Poids	
Permis spécial de circulation	Non

Caracteristiques du Véhicule

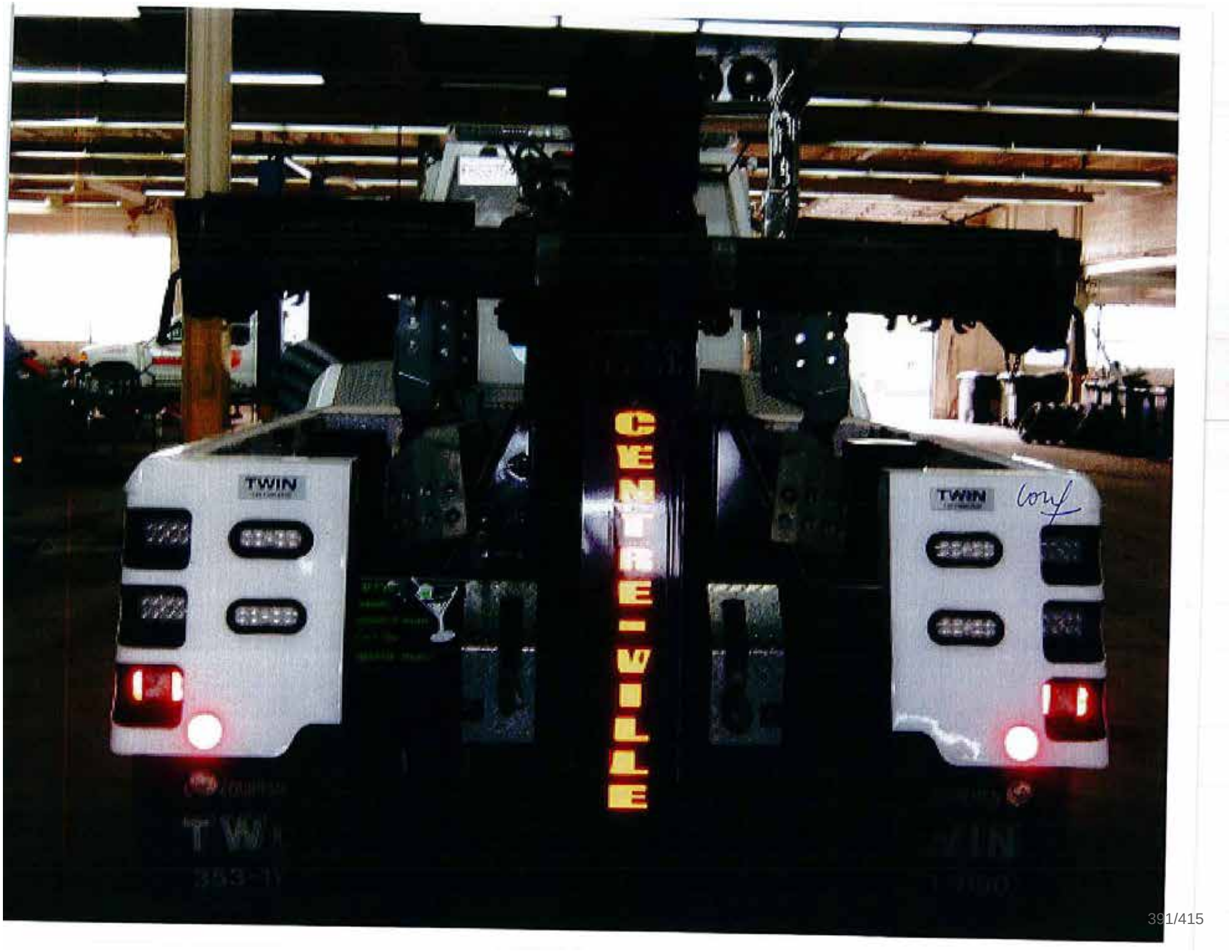
Masse à vide à l'essieu avant	3810 kg
Masse à vide à l'essieu arrière	4450 kg
Empattement	5,23 m
GAWR ou PNBE de l'essieu avant	N/A kg
Point d'amarrage	1,81 m
Modèle de pneus	
Avant	255/70R22.5
Arrière	255/70R22.5
Capacité des pneus sur les roues arrières	
Double	2300 kg
Simple	2500 kg

Classification

La classe de la dépanneuse est	D
Elle authorise son propriétaire à remorquer des véhicules dont la masse peut atteindre **7060 kg**, ce qui correspond à une charge maximale de **3530 kg** au point d'amarrage; en autant que la capacité des appareils de levage est suffisante	
No. De la vignette	TQD2169
No. De la vignette du camion	16418




514-983-3677
SERVICE ROUTIER
24H
LOCAL & LONGUE DISTANCE


TWIN
CENTREVILLE
TWIN

DU CANADA LTEE

DATE OF INC. MFG.

DATE DE FAB. PARTIELLE

IDENTIFICATION NO

série conforme

NO. D'IDENTIFICATION

INCOMPLETE V

MANUFACTURED

PACCAR OF CANADA LTD

VEHICULE INCOMPLET
FABRIQUE PAR
PACCAR DU CANADA LTEE







1

conf.

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382003

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite pour :
- ☑ RENA
- ☑ PGC
- ☐ LFRI
- ☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Lukyluc Auto Inc.	113978
2.	Remorquage Centre-Ville	107584

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		80 473,30 $	160 946,61 $					**241 419,91 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16202 — No du GDD : 1175382003

Titre de l'appel d'offres : Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 28 - 6 - 2017

Ouverture faite le : 28 - 6 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 6 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 17 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 35,71

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs — Date d'échéance initiale : 25 - 11 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 25 - 11 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Groupe K - Arrondissement Ville-Marie

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Article
Lukyluc Auto inc.	179 333,41 $	√	49 à 51
Remorquage Centre-Ville	248 346,00 $	√	52
Neigexpert inc.	285 138,00 $		
100 limites Environnement inc.	344 925,00 $		
Service routier Maximum inc. (a soumissionné pour 2 articles à un taux horaire plus élevé)	165 564,00 $		

Information additionnelle

Le présent appel d'offres regroupe les besoins de 14 arrondissements. Tel que stipulé à la clause 8 des Clauses administratives particulières, le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre un prix pour chacun des articles aux bordereaux de soumission, mais seulement aux articles pour lesquels il désire présenter un prix. Par conséquent, 6 des 11 soumissions reçues ne comportaient aucune offre pour les articles du groupe K.

Les trois preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :

- Sous-traitant pour un soumisionnaire
- Délai de soumission insuffisant
- Document acheté pour consultation seulement

Préparé par : Geneviève Fortin — Le 10 - 8 - 2017

Direction générale adjointe – Services institutionnels
Service de l'approvisionnement
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Montréal

Tableau des prix

Titre de l'appel d'offres : **Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal**
N° de l'appel d'offres : **17-16202**
Ouverture des soumissions le : **2017-06-28**
Agente d'approvisionnement : **Geneviève Fortin**

DESCRIPTION			SOUMISSIONS REÇUES																						
Nom du Soumissionnaire			Lukyluc Auto inc.					Remorquage Centre-Ville					Neigexpert Ltée					100 Limites Environnement inc.					Service routier Maximum inc.				
Numéro d'entreprise du québec (NEQ)			1141577685					1164336514					1162419775					1170763115					1165991556				
Numéro de fournisseur Ville de Montréal			113978					107584					150467					414380					227282				
Numéro d'article	**Description**	**Quantité d'heures prévisionnelles**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**TPS**	**TVQ**	**Montant total avec taxes**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**TPS**	**TVQ**	**Montant total avec taxes**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**TPS**	**TVQ**	**Montant total avec taxes**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**TPS**	**TVQ**	**Montant total avec taxes**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**TPS**	**TVQ**	**Montant total avec taxes**
Groupe K – Arrondissement de Ville-Marie																											
49	Location d'un remorqueuse avec chauffeur	400	129,98 $	51 992,00 $	2 599,60 $	5 186,20 $	59 777,80 $	135,00 $	54 000,00 $	2 700,00 $	5 386,50 $	62 086,50 $	155,00 $	62 000,00 $	3 100,00 $	6 184,50 $	71 284,50 $	250,00 $	100 000,00 $	5 000,00 $	9 975,00 $	114 975,00 $	180,00 $	72 000,00 $	3 600,00 $	7 182,00 $	82 782,00 $
50	Location d'un remorqueuse avec chauffeur	400	129,98 $	51 992,00 $	2 599,60 $	5 186,20 $	59 777,80 $	135,00 $	54 000,00 $	2 700,00 $	5 386,50 $	62 086,50 $	155,00 $	62 000,00 $	3 100,00 $	6 184,50 $	71 284,50 $	250,00 $	100 000,00 $	5 000,00 $	9 975,00 $	114 975,00 $	180,00 $	72 000,00 $	3 600,00 $	7 182,00 $	82 782,00 $
51	Location d'un remorqueuse avec chauffeur	400	129,98 $	51 992,00 $	2 599,60 $	5 186,20 $	59 777,80 $	135,00 $	54 000,00 $	2 700,00 $	5 386,50 $	62 086,50 $	155,00 $	62 000,00 $	3 100,00 $	6 184,50 $	71 284,50 $	250,00 $	100 000,00 $	5 000,00 $	9 975,00 $	114 975,00 $					
52	Location d'un remorqueuse avec chauffeur	400						135,00 $	54 000,00 $	2 700,00 $	5 386,50 $	62 086,50 $	155,00 $	62 000,00 $	3 100,00 $	6 184,50 $	71 284,50 $										
							179 333,41 $					248 346,00 $					285 138,00 $					344 925,00 $					165 564,00 $

√ La cellule colorée indique l'adjudicataire recommandé

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16202
Numéro de référence : 1081607
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
100 limites environnement inc 3602 av marien Montréal, QC, h1b 4w3 NEQ : 1170763115	Monsieur Martin Bilodeau Téléphone : 514 961-7007 Télécopieur :	**Commande : (1306929)** 2017-06-20 11 h 02 **Transmission :** 2017-06-20 11 h 02	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-20 11 h 02 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-20 11 h 02 - Téléchargement 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9216-1686 quebec inc 585 jeanne d,arc Montréal, QC, h1w3t2 NEQ : 1166231887	Monsieur Martin jr Goulet Téléphone	**Commande : (1309187)** 2017-06-26 12 h 03	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-26 12 h

		: 514 444-0345 Télécopieur : 514 522-4480	**Transmission :** 2017-06-26 12 h 03	03 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-26 12 h 03 - Téléchargement 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-26 12 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	9310-8710 Québec Inc 665 90e Avenue Montréal, QC, H8r3a3 NEQ : 1170414982	Monsieur Kevin Bobay Téléphone : 514 803-5969 Télécopieur :	**Commande : (1304450)** 2017-06-14 11 h 34 **Transmission :** 2017-06-14 11 h 34	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 9 h 44 - Courriel 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Déneigement et remorquage SMGR inc. 8646, 10e ave Montréal, QC, H1Z 3B8 NEQ : 1141641507	Madame Aline Constantin Téléphone : 514 727-2992 Télécopieur : 514 728-7647	**Commande : (1305072)** 2017-06-15 11 h 59 **Transmission :** 2017-06-15 11 h 59	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 9 h 44 - Courriel 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Entreprise SineD 4220 Garnier Montréal, QC, H2J3R5 NEQ :	Monsieur Denis Poirier Téléphone : 514 708-4503 Télécopieur :	**Commande : (1306889)** 2017-06-20 10 h 10 **Transmission :** 2017-06-20 10 h 10	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-20 10 h 10 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-20 10 h 10 - Téléchargement 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LUDOS AUTOS INC. 197 CHEMIN DU PETIT BOIS Varennes, QC, J3X1P7 NEQ : 1147927983	Monsieur LUDOVIC TANGUAY Téléphone : 450 652-0020 Télécopieur : 450 929-3056	**Commande : (1305509)** 2017-06-16 9 h 53 **Transmission :** 2017-06-16 9 h 53	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 9 h 53 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	lukyluc auto inc. 4220 Garnier Montréal, QC, H2J 3R5 NEQ : 1141577685	Monsieur Luc Poirier Téléphone : 514 386-7309	**Commande : (1309632)** 2017-06-27 10 h 02 **Transmission**	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-27 10 h 02 -

		Télécopieur :	: 2017-06-27 10 h 02	Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-27 10 h 02 - Téléchargement 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-27 10 h 02 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neigexpert ltée C.P. 92, Pointe-aux-Trembles Montréal, QC, H1B 5K1 http://www.neigexpert.com NEQ : 1162419775	Madame Isabelle Nicolle Téléphone : 514 737-7669 Télécopieur : 514 737-7669	**Commande : (1304728)** 2017-06-14 20 h 48 **Transmission :** 2017-06-14 20 h 48	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 9 h 44 - Courriel 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Norm Transport General 10 rue faucher Saint-Roch-de-l'Achigan, QC, j0k3h0 NEQ : 2246741906	Monsieur Normand dorion Téléphone : 514 910-3515 Télécopieur :	**Commande : (1305550)** 2017-06-16 10 h 28 **Transmission :** 2017-06-16 10 h 28	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 10 h 28 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Remorquage Centre Ville 2512 St Patrick Montréal, QC, H3K 1B7 NEQ : 1164336514	Monsieur Carlos Ferraria Téléphone : 514 932-3494 Télécopieur :	**Commande : (1303687)** 2017-06-13 10 h **Transmission :** 2017-06-13 10 h	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 9 h 44 - Courriel 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Remorquage TopSpeed 9173-9664 qc inc 9066-8328 qc inc 9066-8302 qc inc 8000,18e Avenue Montréal, QC, H1Z3R8 http://remorquage-topspeed.ca/ NEQ : 1163975767	Monsieur Patrick Poulin Téléphone : 514 601-6000 Télécopieur : 450 979-5386	**Commande : (1305636)** 2017-06-16 11 h 45 **Transmission :** 2017-06-16 13 h 01	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-16 11 h 45 - Autocueillette 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-19 14 h 23 - Courriel 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sciage Montréal inc 4007 chemin st charles Terrebonne, QC, J6V 1A3 NEQ : 1161789566	Monsieur Stéphane Boyle Téléphone : 514 794-9221	**Commande : (1306653)** 2017-06-19 18 h 32 **Transmission :**	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-19 18 h 32 - Messagerie 2781604 - 17-

		Télécopieur : 450 471-9873	2017-06-19 18 h 51	16202 Addenda N°2 2017-06-19 18 h 32 - Messagerie 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-20 13 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Service Routier Maximum inc. 3602A av Marien Montréal-Est, QC, H1B 4W3 NEQ : 1165991556	Monsieur Steve St-Pierre Téléphone : 514 498-8585 Télécopieur : 514 498-8485	**Commande : (1308737)** 2017-06-23 13 h 22 **Transmission :** 2017-06-23 13 h 22	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-23 13 h 22 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-23 13 h 22 - Téléchargement 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-23 13 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Westmount 10 rue Bethune Westmount, QC, H3Z 2L2 NEQ :	Monsieur John Camia Téléphone : 514 989-5244 Télécopieur : 514 989-5489	**Commande : (1308725)** 2017-06-23 11 h 27 **Transmission :** 2017-06-23 11 h 27	2780591 - 17-16202 Addenda N°1 2017-06-23 11 h 27 - Téléchargement 2781604 - 17-16202 Addenda N°2 2017-06-23 11 h 27 - Téléchargement 2782328 - 17-16202 Addenda N°3 2017-06-23 11 h

27 - Téléchargement

Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique

SP17 0420

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 28 juin 2017 à 10 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve St-Pierre, technicienne juridique – Service du greffe
Mme Béatrice Dulcé, agente de bureau principale – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 17-16202

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services de remorquage pour les opérations de déneigement de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal » sont ouvertes par l'agente de bureau principale du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. 3602, avenue Marien Montréal-Est (Québec) H1B 4W3	**Groupe A** 241 447,50 $ **Groupe B** 277 664,63 $ **Groupe C** 169 013,25 $ **Groupe D** 155 216,25 $ **Groupe E** 275 940,00 $ **Groupe F** 159 527,81 $ **Groupe G** 155 216, 25 $ **Groupe H** 215 578,13 $ **Groupe I** 344 925,00 $ **Groupe J** 109 272,24 $ **Groupe K** 344 925,00 $ **Groupe L** 224 201,25 $ **Groupe M** 120 723,75 $ **Groupe N** 160 965,00 $ (Traite bancaire de 6 000 $)
9216-1686 QUÉBEC INC. 585, avenue Jeanne-d'Arc Montréal (Québec) H1W 3T2	**Groupe E** 144 868,50 $ [1] (Mandat bancaire de 6 000 $) [2]

.../2

[1] Le montant lu à la séance publique a été erronément lu comme suit : 144 868,00 $.
[2] Le mandat bancaire au montant de 6 000 $ a été reçu après la séance publique d'ouverture de soumissions.

Soumissionnaires	**Prix**
9310-8710 QUÉBEC INC. 665, 90e Avenue LaSalle (Québec) H8R 3A3	**Groupe B** 257 791,78 $ **Groupe C** 156 916,73 $ **Groupe I** 287 437,50 $ (Traite bancaire de 12 000 $)
LUKYLUC AUTO INC. 4307, rue Garnier Montréal (Québec) H2J 3R7	**Groupe B** 247 875,18 $ **Groupe C** 156 933,98 $ **Groupe I** 224 166,76 $ **Groupe K** 179 333,41 $ (3 traites bancaires de 2 000 $)
NEIGEXPERT LTÉE 10765, rue Pascal-Gagnon Montréal-Nord (Québec) H1P 1Z9	**Groupe A** 266 742,00 $ **Groupe B** 409 885,88 $ **Groupe C** 233 399,25 $ **Groupe F** 103 477,50 $ **Groupe J** 119 206,08 $ **Groupe K** 285 138,00 $ **Groupe M** 110 376,00 $ **Groupe N** 133 371,00 $ (Cautionnement de 8 000 $)
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC. 2512, rue Saint-Patrick Montréal (Québec) H3L 1B7	**Groupe E** 248 346,00 $ **Groupe K** 248 346,00 $ **Groupe L** 155 216,25 $ (2 traites bancaires de 8 000 $)
REMORQUAGE S.M.G.R (1990) INC. [3] 8646, 10e Avenue Montréal (Québec) H1Z 3B8	**Groupe N** 78 183,00 $ (Traite bancaire de 4 000 $)

.../3

[3] Selon les informations apparaissant au Registre des entreprises du Québec, le nom d'entreprise est Les déneigements et remorquages S.M.G.R (1990) inc.

Soumissionnaires	**Prix**
REMORQUAGE TOPSPEED [4] 8000, 18e Avenue Montréal (Québec) H1Z 3R8	**Groupe H** 49 076,34 $ (Aucun dépôt de garantie) [5]
SAUVER REMORQUAGE LUDOS AUTOS INC. 197, chemin du Petit-Bois Varennes (Québec) J3X 1P7	**Groupe C** 231 387,20 $ **Groupe D** 79 332,75 $ **Groupe G** 129 346,88 $ **Groupe I** 264 442,50 $ **Groupe J** 114 239,16 $ **Groupe L** 132 221,25 $ **Groupe M** 117 676,91 $ (Traite bancaire de 10 000 $)
SCIAGE MONTRÉAL INC. 4007, chemin Saint-Charles Terrebonne (Québec) J6V 1A3	**Groupe A** 229 950,00 $ **Groupe J** 124 173,00 $ (Mandat bancaire de 2 000 $)

.../4

[4] Selon les informations apparaissant au Registre des entreprises du Québec, le nom d'entreprise est 9173-9664 Québec inc.

[5] Une note accompagnait les documents déposés par ce soumissionnaire mentionnant la raison pour laquelle aucun dépôt de garantie n'avait été joint.

SP17 0420/4

Soumissionnaires	**Prix**
SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. 3602, avenue Marien Montréal-Est (Québec) H1B 4W3	**Groupe A** 114 975,00 $ **Groupe B** 183 787,53 $ **Groupe C** 108 651,37 $ **Groupe D** 91 980,00 $ **Groupe E** 183 960,00 $ **Groupe F** 103 477,50 $ **Groupe G** 103 477,50 $ **Groupe H** 132 221,25 $ **Groupe I** 218 452,50 $ **Groupe J** 109 272,24 $ **Groupe K** 165 564,00 $ **Groupe L** 109 226,25 $ **Groupe M** 41 391,00 $ **Groupe N** 165 564,00 $ (Traite bancaire de 4 000 $)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 12 juin 2017 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/gb

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve St-Pierre
Technicienne juridique – Service du greffe

Béatrice Dulcé
Agente de bureau principale – Service du greffe

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser une dépense maximale de 241 419.91$ pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigements de la saison 2017-2018 (appel d'offres public 17-16202 -5 soumissionnaires);

  D'accorder, à cette fin, un contrat à Lukyluc auto inc, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 129.98 $/h, pour 3 remorqueuses au prix total de 179 333.41$ approximatif taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

  D'accorder, à cette fin, un contrat à Remorquage Centre-Ville, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de de 135$/h, pour 1 remorqueuse au prix total approximatif de 62 086.50$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 241 419,00 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		80 473,30 $	160 946,61 $					**241 419,91 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 220 447,73 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		73 482,85 $	146 965,71 $					**220 448,56 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 220 448,56 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54590	014451	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM75382003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Date: **2017-08-21**

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382003

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Lukyluc Auto Inc.	113978
2.	Remorquage Centre-Ville	107584

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		76 906,06 $						**76 906,06 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	novembre	2017		30	avril	2018

Formulaire complété par : Marie-Laine Forcier

Prénom, nom

Date et heure système : 02 mars 2018 09:54:53

Suivi relevé des Hrs

Ville-Marie Montréal
Travaux Publics Division Voirie
Opération de déneigement

Suivi relevé des heures Remorquage Centre-Ville AO17-16202
1 remorqueuse BC1226180

Chargement	Date	Immatriculation	Chauffeurs	Secteur	Heures	Taux/horaire	Total	N°relevé	N°Facture
6	05-02-2018	FHG3754	Tony Duguay	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	013172	
6	06-12-2018	FHG3754	Tony Duguay	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	013180	
6	06-02-2018	FFF6975	Dominic Lalonde	201	8,25	135,00 $	1 113,75 $	05940	
6	07-02-2018	FFF6975	Dominic Lalonde	201	12,00	135,00 $	1 620,00 $	05943	
6	08-02-2018	L794963	Pierre M. Duguay	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05947	
7	11-02-2018	FLP1556	Tony Duguay	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	013001	
7	12-02-2018	FHG3754	Tony Duguay	201	9,00	135,00 $	1 215,00 $	013197	
7	12-02-2018	FFF6975	Dominic Lalonde	201	8,25	135,00 $	1 113,75 $	013354	
7	13-02-2017	FHG3754	Tony Duguay	201	9,00	135,00 $	1 215,00 $	013553	
7	13-02-2017	FFF6975	Dominic Lalonde	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	013356	
						135,00 $	0,00 $		
				Total heures	**102,00**		13 770,00 $		

Total à payer : **13 770,00 $**

Suivi relevé des Hrs

Ville-Marie Montréal
Travaux Publics Division Voirie
Opération de déneigement

Suivi relevé des heures Remorquage Centre-Ville AO17-16202
1 remorqueuse BC1226180

Chargement	Date	Immatriculation	Chauffeurs	Secteur	Heures	Taux/horaire	Total	N°relevé	N°Facture
3	08-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,50	135,00 $	1 552,50 $	012899	C39649
3	09-01-2018	FFF6975	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05897	C39650
3	09-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	012900	C39651
3	10-01-2018	FFF6975	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05691	C39652
3	10-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	012910	C39653
3	11-01-2018	L675088	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05694	C39654
3	11-01-2018	FLP1556	Gabriel Reiner	201	8,50	135,00 $	1 147,50 $	012913	C39655
4	14-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	012925	C39656
4	15-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	012929	C39657
4	15-01-2018	FLP1556	Robert Richard	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	012965	C39658
4	16-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	012934	C39659
4	16-01-2018	FFF6975	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05912	C39660
4	17-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	012945	C39661
4	17-01-2018	FFF6975	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05914	C39662
4	18-01-2018	FFF6975	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05918	C39663
4	18-01-2018	?	Gabriel Reiner	201	10,00	135,00 $	1 350,00 $	013104	C39664
4	19-01-2018	L675088	Plante, Marc-André	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	013320	C39665
5	28-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	11,00	135,00 $	1 485,00 $	013152	
5	29-01-2018	FHG3754	Gabriel Reiner	201	10,00	135,00 $	1 350,00 $	013160	
5	30-01-2018	FHG3754	Marc Allard	201	9,50	135,00 $	1 282,50 $	013164	
5	31-01-2018	FLD1556	Lalonde, Dominic	201	9,75	135,00 $	1 316,25 $	05930	
5	30-01-2018	FLD1556	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05926	
5	29-01-2018	FLD1556	Lalonde, Dominic	201	11,25	135,00 $	1 518,75 $	05920	
						135,00 $	0,00 $		
				Total heures	**248,75**		33 581,25 $		

Total à payer : **33 581,25 $**

Suivi relevé des Hrs

Ville-Marie Montréal
Travaux Publics Division Voirie
Opération de déneigement

Suivi relevé des heures Remorquage LuckylucAuto AO17-16202 3 remorqueuse BC1226212

Chargement	Date	Immatriculation	Chauffeurs	Secteur	Heures	Taux/horaire	Total	N°relevé	N°Facture
6	05-02-2018	FX97536	Philippe Pelletier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013214	
6	05-02-2018	L719880	William Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013216	
6	05-02-2018	FLZ4038	JC Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013215	
6	06-02-2018	FLZ4038	JC Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013218	
6	06-02-2018	FX97536	Philippe Pelletier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013220	
6	06-02-2018	L719880	William Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013219	
6	06-02-2018	FLZ4038	Rejean Perron	202	10,25	129,98 $	1 332,30 $	013340	
6	06-02-2018	L719880	Luc Poirier	202	10,25	129,98 $	1 332,30 $	013339	
6	06-02-2018	FX97536	Michel Poirier	202	10,25	129,98 $	1 332,30 $	013341	
6	07-02-2018	L719880	William Poirier	202	7,00	129,98 $	909,86 $	013224	
6	07-02-2018	FLZ4038	JC Poirier	202	7,00	129,98 $	909,86 $	013223	
6	07-02-2018	FX97536	Philippe Pelletier	202	7,00	129,98 $	909,86 $	013222	
6	07-02-2018	FX97536	Michel Poirier	202	7,25	129,98 $	942,36 $	013346	
6	07-02-2018	L719880	Luc Poirier	202	7,25	129,98 $	942,36 $	013345	
6	07-02-2018	FLZ4038	Rejean Perron	202	7,25	129,98 $	942,36 $	013344	
6	08-02-2018	FLZ4038		202	6,00	129,98 $	779,88 $	013190	
6	08-02-2018	L719880	Luc Poirier	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013348	
6	08-02-2018	FX97536	Michel Poirier	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013350	
6	08-02-2018	FLZ4038	Rejean Perron	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013349	
7	11-02-2018	L719880	William Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013059	
7	11-02-2018	FLZ4038	JC Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013060	
7	11-02-2018	FX97536	Philippe Pelletier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013061	
7	12-02-2018	L719880	Luc Poirier	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013254	
7	12-02-2018	FX97536	Michel Poirier	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013252	
7	12-02-2018	FLZ4038	Rejean Perron	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013253	
7	12-02-2018	L719880	William Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013063	
7	12-02-2018	FX97536	Philippe Pelletier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013064	
7	12-02-2018	FLZ4038	JC Poirier	202	11,00	129,98 $	1 429,78 $	013065	
7	13-02-2018	L719880	Luc Poirier	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013257	
7	13-02-2018	FLZ4038	Rejean Perron	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013258	
7	13-02-2018	FX97536	Michel Poirier	202	11,25	129,98 $	1 462,28 $	013259	
7	13-02-2018	L719880	William Poirier	202	10,25	129,98 $	1 332,30 $	013067	

Suivi relevé des Hrs

Ville-Marie Montréal
Travaux Publics Division Voirie
Opération de déneigement

7	13-02-2018	FX97536	Philippe Pelletier	202	10,25	129,98 $	1 332,30 $	013069	
7	13-02-2018	FLZ4038	JC Poirier	202	10,25	129,98 $	1 332,30 $	013068	
				202		129,98 $	0,00 $		
				Total heures	**343,50**		44 648,13 $		

Total à payer : **44 648,13 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175382003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

"Ratifier une dépense additionnelle de 76 906.06 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 76 906,06 $

	Années antérieures	2018
Montant	241 419,91 $	76 906,06 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 70 225,49 $

	Années antérieures	2018
Montant	220 448,56 $	70 225,49 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 23 350,53 $ Remorquage Centre-Ville

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54590	014451	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 46 874,96 $ Lukyluc auto inc.

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03121	54590	014451	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion n° VMA5382003.
- Les bons de commande n° 1226212 et 1226180 seront bonifiés en conséquence suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-03-02**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1184069002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de modification de permis d'exploitation au terme duquel la Ville de Montréal prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs suivants : Place Jacques-Cartier, Station Papineau, square Victoria, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018 et prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs square Phillips pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er janvier 2018 et met fin à l'exploitation du marché aux fleurs Pasteur à compter de la signature de la présente convention.

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet de convention de modification de permis d'exploitation au terme duquel la Ville de Montréal prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs suivants : Place Jacques-Cartier, Station Papineau, square Victoria, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018 et prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs square Phillips pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er janvier 2018 et met fin à l'exploitation du marché aux fleurs Pasteur à compter de la signature de la présente convention ;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 13:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184069002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de modification de permis d'exploitation au terme duquel la Ville de Montréal prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs suivants : Place Jacques-Cartier, Station Papineau, square Victoria, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018 et prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs square Phillips pour une période additionnelle de 1 an, à compter du 1er janvier 2018 et met fin à l'exploitation du marché aux fleurs Pasteur à compter de la signature de la présente convention.

CONTENU

CONTEXTE

En 1998, le conseil municipal a approuvé une permission d'exploitation par laquelle la Ville permettait à la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal (CGMPM) l'exploitation des emplacements décrits dans le règlement R.R.M.V. c M-2 comme marchés de quartier et marchés aux fleurs. Ce contrat de permission d'exploitation a été consenti pour une durée de 20 ans et prenait fin le 31 décembre 2017.
Au cours de l'année 2013, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a prolongé pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2022, l'entente initiale pour tous les marchés de quartier et les marchés aux fleurs à l'exception des marchés situés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Au cours des dernières années, l'arrondissement de Ville-Marie souhaitait réorganiser certains de ses sites permettant l'usage des marchés de quartier et des marchés aux fleurs. Aujourd'hui, il souhaite prolonger pour une durée additionnelle de 5 ans l'ensemble des marchés de quartier et des marchés aux fleurs sur son territoire à l'exception du marché Pasteur qu'il souhaite retirer de l'entente et du marché square Philips, qui sera prolongé pour 1 an seulement à compter du 1er janvier 2018.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver, auprès des autorités compétentes de la Ville de Montréal, un projet de convention de modification de permis d'exploitation en faveur de la CGMPM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO98 00787- le 30 avril 1998 - Approbation de la permission d'exploitation par lequel la Ville loue, pour une durée de 20 ans, à compter du 1er janvier 1998, à la CGMPM des

espaces dans les différents marchés de quartier et aux fleurs.
CM13 0127 - le 25 février 2013- Approuver un projet de convention de modification de permission d'exploitation au terme duquel la Ville et la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal prolongent la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs (CO98 00787), à l'exception des marchés situés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018.

DESCRIPTION

Le projet vise à approuver un projet de convention de modification de permission d'exploitation au terme duquel la Ville prolonge la durée de la Permission d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs (CO98 00787) de l'arrondissement de Ville-Marie seulement, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018.
La prolongation de la permission vise le marchés suivants:
Marchés de quartier :
- Place Jacques-Cartier
- Station Papineau

Marchés aux fleurs :
- Place Jacques-Cartier
- Square Victoria

La durée de la permission d'exploitation est prolongée, pour les marchés de quartier et les marchés aux fleurs Square Phillips, pour une période additionnelle de 1 an à compter du 1er janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018. Quant au marché aux fleurs de la Place Pasteur, la permission d'exploitation prendra fin à compter de la date de signature de la présente convention.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec le prolongation du permis d'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Cette prolongation permettra aux marchands, s'ils le désirent, d'investir dans le but de rafraîchir leurs structures de vente, auvent, abri, etc. Concernant les marchés Pasteur et square Phillips, des travaux d'envergure seront réalisés au cours des prochaines années dans ces secteurs. Cette situation ne permettra plus l'exploitation d'un marché à la Place Pasteur et au square Phillips.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La permission d'exploitation prévoit que les redevances versées à la Ville soient de l'ordre de 12 % des revenus bruts d'exploitation.
Pour les années 2013 à 2016, le montant total des redevances a été de 10 562,19 $ plus taxes, réparti de la façon suivante :

		2013	2014	2015	2016
Arr. Ville-Marie					
Marchés aux fleurs	Place Jacques-Cartier	2 020,62 $	2 020,62 $	2 061,06 $	2 102,28 $
	Place Pasteur	2 461,20 $	2 461,20 $	2 510,41 $	- $
	Square Phillips	1 632,54 $	1 632,54 $	1 665,16 $	1 698,48 $
	Square Victoria	2 401,54 $	2 401,54 $	2 449,57 $	2 498,56 $
Marchés de quartier	Place Jacques-Cartier	3 798,40 $	3 798,40 $	3 874,40 $	3 951,92 $

	Square Phillips	6 471,78 $	6 471,78 $	5 827,12 $	6 733,20 $
	Station Papineau	3 712,44 $	3 712,44 $	3 786,66 $	3 862,38 $
	Total:	22 498,52 $	22 498,52 $	22 174,38 $	20 846,82 $
	Redevance:	**2 699,82 $**	**2 699,82 $**	**2 660,93 $**	**2 501,62 $**

Pour l'année 2017, l'information sera disponible en mai 2018.

La recette sera imputée dans le compte suivant :
2101.0010000.114025.01819.44301.011503.0000.000000.058000.00000.00000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent sommaire pourrait nuire au développement des marchés de quartier et marchés aux fleurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA : mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis COLLERETTE, Service du développement économique

Lecture :

Denis COLLERETTE, 2 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-01

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514-872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2018-02-27



CGMPM - Modification - Marché Quartiers Ville-Marie. Version JG2.doc

CONVENTION DE MODIFICATION

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, et une mairie d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, à Montréal, province de Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Domenico ZAMBITO, secrétaire d'arrondissement, arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu:

a) de l'article 6 du règlement numéro RCA-24-009, soit le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie, adopté par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du trois (3) septembre deux mille deux (2002) et en vigueur depuis le onze (11) septembre deux mille deux (2002), lequel est toujours en vigueur; et

b) de la résolution numéro CA18_____, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du _____ deux mille dix-huit (2018);

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL, personne morale constituée suivant la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 155, avenue Greene, à Montréal, province de Québec, H4C 2H6, agissant et représentée par Michel Gonsalves, son principal dirigeant, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration à son assemblée du_____.

une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes.

Ci-après nommée la « **Corporation** »

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA CONVENTION DE MODIFICATION QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU qu'aux termes d'une permission d'exploitation reçue par M^{e} Yvon DELORME, notaire, le douze (12) mai mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) sous le numéro 8 708 de ses minutes (la « **Permission** »), la Ville a confié à la Corporation l'exploitation des marchés de quartier et des marchés aux fleurs, conformément au *Règlement sur les marchés publics* (R.R.V.M. c. M-2).

VILLE	CORPORATION

ATTENDU que la Ville et la Corporation ont convenu de modifier l'article 2.0 de la Permission de façon à prolonger de cinq (5) ans la durée de celle-ci.

ATTENDU qu'en vertu de la présente convention de modification de bail la Ville souhaite mettre fin à l'occupation du marché Pasteur à compter de la signature de la présente convention.

ATTENDU qu'en vertu de la présente convention de modification de bail la Ville souhaite mettre fin à l'occupation du square Philips à compter du 31 décembre 2018.

ATTENDU que la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de cette politique à la Corporation.

ATTENDU que la présente convention de modification de bail s'applique pour les marchés de quartier et les marchés aux fleurs situés sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie seulement.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. MODIFICATIONS

2.1 La durée de la Permission est prolongée, pour les marchés de quartier et les marchés aux fleurs ci-après nommés, pour une période additionnelle de cinq (5) ans à compter du premier (1er) janvier deux mille dix-huit (2018). La Permission se terminera donc le trente et un (31) décembre deux mille vingt-deux (2022).

Marchés de quartier :

- Place Jacques-Cartier
- Station Papineau

Marchés aux fleurs :

- Place Jacques-Cartier
- Square Victoria

La durée de la Permission est prolongée, pour les marchés de quartier et les marchés aux fleurs Square Phillips, pour une période additionnelle de un (1) an à compter du premier (1er) janvier deux mille dix-huit (2018). La Permission se terminera donc le trente et un (31) décembre deux mille dix-huit (2018).

La Permission d'exploitation est terminée, pour le marché aux fleurs de la Place Pasteur, à compter de la date de signature de la présente convention.

VILLE	CORPORATION

3. RATIFICATION

3.1 Outre les modifications constatées par la présente convention, les parties confirment toutes les autres clauses et conditions de la Permission, lesquelles demeurent en vigueur et continuent de s'appliquer entre elles sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en double exemplaire, à Montréal, province de Québec, comme suit :

Le : _____ 2018

LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL

par : _____
Michel GONSALVES

Le : _____ 2018

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Domenico ZAMBITO

VILLE	CORPORATION

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2018-01-30 13:11:59

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142410431
Nom	LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL

Adresse du domicile

Adresse	155 av. Greene Montréal (Québec) H4C2H6 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Corporation de gestion des marchés publics de Montréal
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Gonsalves
Prénom	Michel

Adresse	155 av. Greene Montréal (Québec) H4C2H6 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-02-08
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-02-08
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1993-04-13 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2017-12-20
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2017-04-01 2016
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2017	2018-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7215
Activité	Sociétés de portefeuille (holdings)
Précisions (facultatives)	GESTION DES OPÉRATIONS MARCHÉS PUBLICS, POLITIQUES COMMERC., INF. & PROM.

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	
De 11 à 25	

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom	LAUZON, LIETTE
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	911, FRENIÈRE SAINT-EUSTACHE (QUÉBEC) J7R4K3

Nom de famille	Marois
Prénom	Christian
Date du début de la charge	2016-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	248 1er Rang E Saint-Joachim-de-Shefford (Québec) J0E2G0 Canada

Nom de famille	Fogarty
Prénom	John
Date du début de la charge	2016-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	6300 10e Avenue Montréal (Québec) H1Y2H6 Canada

Nom de famille	Beaudoin
Prénom	Simon
Date du début de la charge	2016-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	282 place du Marché-du-Nord Montréal (Québec) H2S1A1 Canada

Nom de famille	Beauregard
Prénom	Philippe
Date du début de la charge	2016-03-30

Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	370 rue Principale O Saint-Paul-d'Abbotsford (Québec) J0E1A0 Canada

Nom de famille	Robert
Prénom	Isabelle
Date du début de la charge	2016-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1105 La Petite-Caroline Rougemont (Québec) J0L1M0 Canada

Nom de famille	Boumenna
Prénom	Nasser
Date du début de la charge	2017-03-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	39 ch. North Stanbridge East (Québec) J0J2H0 Canada

Nom de famille	Ouellette
Prénom	Carl
Date du début de la charge	2017-10-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	5-138 av. Atwater Montréal (Québec) H4C2G3 Canada

Nom de famille	Jodoin
Prénom	Daniel
Date du début de la charge	2017-10-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1517 rue des Géraniums Sainte-Julie (Québec) J3E1H6 Canada

Nom de famille	Simard
Prénom	Germain
Date du début de la charge	2017-10-16
Date de fin de la charge	

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	9326 av. Millen Montréal (Québec) H2M1W9 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom	PACCIARELLA, CORINNE
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	155, AVENUE GREENE, 3E ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H4C2H6

Nom de famille	Gonsalves
Prénom	Michel
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur Général
Adresse	155 av. Greene Montréal (Québec) H4C2H6 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0002 - MARCHÉ PUBLIC ATWATER (Établissement principal)	138 av. Atwater Montréal (Québec) H4C2G3 Canada	Magasins de fruits et légumes (6015)
0006 - MARCHÉ PUBLIC LACHINE	1875 rue Notre-Dame Montréal (Québec) H8S2E9 Canada	Autres services relatifs aux cultures (0229)
0005 - MARCHÉ PUBLIC MAISONNEUVE	4445 rue Ontario E Montréal (Québec) H1V3V3 Canada	Magasins de fruits et légumes (6015)
0001 - MARCHÉ PUBLIC JEAN-TALON	7075 av. Casgrain Montréal (Québec) H2S3A3 Canada	Magasins de fruits et légumes (6015)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2017-12-20
Déclaration de mise à jour courante	2017-06-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-04-01
Déclaration de mise à jour courante	2016-12-06
Déclaration de mise à jour courante	2016-09-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-04-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-03-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-04-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-05-15
Déclaration annuelle 2011	2012-05-02
Déclaration annuelle 2010	2011-05-11
État et déclaration de renseignements 2009	2010-04-13
Déclaration annuelle 2008	2009-11-12
Avis de défaut	2009-10-05
État et déclaration de renseignements 2007	2008-07-03
État et déclaration de renseignements 2006	2007-11-06
Déclaration annuelle 2005	2006-03-28
Déclaration annuelle 2004	2004-10-30
Déclaration annuelle 2003	2003-11-17
Lettres patentes supplémentaires	2003-08-01
Déclaration annuelle 2002	2002-10-25
Déclaration annuelle 2001	2002-01-15
Déclaration annuelle 2000	2000-11-08
Déclaration annuelle 1999	1999-09-30
Déclaration annuelle 1998	1998-12-15
Déclaration modificative	1998-08-18
Déclaration annuelle 1997	1998-01-26
Déclaration annuelle 1996	1996-11-21
Déclaration annuelle 1995	1995-11-07
Déclaration d'immatriculation	1995-02-08

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2017-06-16

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL		1993-04-13		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
MARCHÉ PUBLIC ATWATER		1995-02-08		En vigueur
MARCHÉ PUBLIC JEAN-TALON		1995-02-08		En vigueur
MARCHÉ PUBLIC LACHINE		2006-03-28		En vigueur
MARCHÉ PUBLIC MAISONNEUVE		1995-02-08		En vigueur
MARCHÉ PUBLIC ST-JACQUES		1995-02-08	2017-06-16	Antérieur

Québec

© Gouvernement du Québec

S97503038-01

CODE : ND 0252

No 8708

Le 12 mai 1998

PERMISSION D'EXPLOITATION

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, le douzième jour du mois de mai.

D E V A N T Me Yvon DELORME, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, (1959-60), chapitre 102 des Statuts de Québec, dont l'adresse principale est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par son greffier, Monsieur Léon LABERGE, ----------

---

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CO95 00212, adoptée par le conseil municipal à sa séance du trente et un janvier mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), copie certifiée de cette résolution demeurant annexée à l'original de la minute numéro 8160 du notaire instrumentant soussigné,

b) la résolution numéro CO98 00787, adoptée par le conseil municipal à sa séance du trente avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), --------

copie certifiée de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant et le notaire soussigné,

ci-après nommée la "Ville"

YD/pl (04-03-98)

E T :

LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée suivant la partie 3 de la "Loi sur les compagnies", ayant son siège au numéro 155, avenue Greene, 3e étage, à Montréal, province de Québec, H4C 2H6, agissant et représentée aux présentes par son directeur général, Monsieur Marc ANGERS, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par le conseil exécutif à son assemblée du douze mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), copie certifiée de ladite résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant et le notaire soussigné,

ci-après appelée la "Corporation"

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

1.1 La Ville accorde, par les présentes, la permission, à la Corporation, d'exploiter les marchés de quartier et les marchés aux fleurs, conformément au Règlement sur les marchés publics (R.R.M.V. c. M-2), montrés aux croquis ci-joints après avoir été reconnus véritables et signés pour identification par les parties aux présentes et le

notaire soussigné, ci-après nommés "les marchés".

2. DURÉE

2.1 La présente permission est accordée par la Ville pour un terme de vingt (20) ans commençant le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) et se terminant le trente et un décembre deux mille dix-sept (2017).

3. OBLIGATIONS DE LA CORPORATION

La Corporation s'engage à :

3.1 prendre les marchés, avec leurs installations, dans l'état où ils se trouvent actuellement déclarant les avoir vus et examinés;

3.2 ne permettre que la vente, selon le type de marché, des produits suivants, savoir:

3.2.1 -dans les marchés aux fleurs:

. plants de fleurs et de légumes pour repiquage;

. plantes;

. fleurs naturelles coupées ou en pots, bulbes et semences;

. produits pour le jardinage, tels que terre, tourbe et engrais;

. produits d'entretien des plantes et accessoires d'horticulture;

. fruits et fruits transformés.

3.2.2 -dans les marchés de quartier:

. produits agricoles non transformés ou denrées transformées dérivées de produits agricoles produits sur une ferme du Québec;

. produits végétaux transformés au Québec de façon artisanale;

. miel et produits de l'érable purs provenant du Québec;

. oeufs produits sur une ferme du Québec;

. produits d'artisanat exécutés par le sous-locataire d'un marché ou sa famille immédiate;

. denrées agricoles produites ailleurs qu'au Québec si:

i) ces denrées sont également produites au Québec mais ne sont pas disponibles à cette période;

ii) la provenance de ces denrées est clairement indiquée;

iii) le sous-locataire du marché est, en tout temps, en mesure de prouver l'origine des produits qu'il vend;

3.2.3 -dans les marchés de quartier où une

superficie supplémentaire temporaire, réservée à la vente de produits horticoles, a été approuvée par la Directrice du Service des parcs, jardins et espaces verts de la Ville, ci-après nommée "la Directrice",:

- . plants de fleurs et de légumes pour repiquage;
- . plantes;
- . fleurs naturelles coupées ou en pots, bulbes et semences;
- . produits pour le jardinage, tels que terre, tourbe et engrais;
- . produits d'entretien des plantes et accessoires d'horticulture;

3.3 assumer le paiement de toutes taxes, de quelque nature que ce soit, afférentes aux marchés, imposées par toute autorité compétente;

3.4 assumer le paiement des coûts énergétiques reliés à l'alimentation électrique et au chauffage, s'il y a lieu, des marchés;

3.5 assurer, en tout temps, la propreté et la sécurité des emplacements occupés par les marchés et procéder avec célérité au nettoyage requis ou à l'épandage d'abrasifs ou de sable lorsque nécessaire;

3.6 assurer, pendant les périodes d'exploitation des marchés, le nettoyage des emplacements, y compris l'enlèvement de la neige et de la glace;

3.7 assurer, quotidiennement, la disposition des déchets de toute nature résultant des opérations des sous-locataires et de la clientèle des marchés;

3.8 assurer le maintien de la qualité structurale, fonctionnelle et esthétique des installations des marchés et procéder, à ses frais, aux travaux requis à cet effet;

3.9 exécuter tous les travaux d'entretien courant et préventif, de rénovation, de réparation des marchés et de remplacement des équipements et installations servant à l'exploitation courante des marchés;

3.10 procéder, le cas échéant, au tracé et à l'entretien des marques identifiant le périmètre des emplacements;

3.11 permettre à la Ville d'avoir, en tout temps, accès aux emplacements des marchés pour s'assurer du respect des obligations prévues aux présentes et, plus particulièrement, quant à l'entretien des marchés, et se conformer aux

avis écrits que la Ville pourra lui faire parvenir de temps à autre;

3.12 souscrire et maintenir en vigueur pendant la durée complète des présentes, une police d'assurance responsabilité civile générale accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par événement ou par accident, police à laquelle la Ville sera désignée coassurée et qui ne pourra être résiliée, ou dont la couverture ne pourra être diminuée, sans un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet à la Ville;

3.13 assurer elle-même ses biens contre le feu, le vol ou les autres risques;

3.14 tenir la Ville indemne de toute réclamation, prendre son fait et sa cause dans toute poursuite intentée contre elle en raison de sa gestion des marchés ou de son défaut de se conformer aux présentes, et relever la Ville de toute responsabilité à l'égard de tout accident ou autre dommage pouvant survenir aux employés et agents de la Corporation, aux locataires et aux clients des marchés, ou à leurs biens;

3.15 indemniser la Ville de toute amende, pénalité ou dommage que cette dernière pourrait encourir à la suite d'une infraction aux lois, règlements, ordonnances ou autres dispositions législatives de quelque nature ou d'une contravention à une disposition de toute police d'assurance par la Corporation ou par un tiers dont elle est responsable.

3.16 donner aux producteurs agricoles préséance quant à la sous-location des emplacements prévus pour les marchés;

3.17 permettre à la Ville, à sa demande, de déléguer un représentant observateur aux réunions de son conseil d'administration ou assemblées de ses membres.

4. RECONNAISSANCE DE LA QUALITÉ DE PROPRIÉTAIRE DE LA VILLE

4.1 La Ville se réserve le droit d'utiliser les espaces publics sur lesquels les marchés sont installés pour y construire et entretenir des infrastructures existantes ou à venir ou pour y procéder à des aménagements.

4.2 Dans le cas de la fermeture ou du réaménagement d'un parc ou d'une place où se trouve un marché et dans le cas de travaux affectant l'emplacement ou l'environnement immédiat d'un

marché, la Ville peut exiger de la Corporation la fermeture temporaire ou permanente d'un marché ou son déplacement ou encore la modification de son implantation ou de sa superficie.

4.3 La Ville doit informer la Corporation de ses intentions, par écrit, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant le début des travaux. Dès réception d'un tel avis, la Ville collaborera de bonne foi avec la Corporation et lui proposera, dans la mesure du possible, une ou des alternatives à la localisation du marché situé sur l'emplacement visé par les travaux.

4.4 La Corporation s'engage à assumer les coûts reliés à l'enlèvement, le déplacement ou la modification de ses installations, à moins que la Ville ne lui indique son intention de les assumer, totalement ou partiellement, dans le cadre de ses travaux.

5. AJOUT D'UN EMPLACEMENT

5.1 La Ville pourra établir de nouveaux emplacements d'exploitation de marché à des endroits autres que ceux montrés aux croquis ci-annexés, après consultation auprès de la Corporation.

5.2 Il est convenu entre les parties que toutes les dispositions des présentes s'appliqueront automatiquement à tout tel nouveau marché.

6. ÉLÉMENTS STRUCTURAUX DES LIEUX LOUÉS ET NOUVELLES CONSTRUCTIONS

6.1 La Corporation ne pourra changer ni modifier les éléments structuraux existants d'un marché sans avoir, au préalable, obtenu le consentement écrit de la Directrice et sans avoir obtenu et acquitté le coût des permis requis à cette fin.

6.2 À la demande de la Corporation, la Directrice pourra, à sa seul discrétion, accepter de modifier la superficie et la localisation des installations d'un marché, en autant que les modifications demandées répondent notamment aux critères suivants :

6.2.1 la localisation ou l'augmentation de la superficie s'inscrit harmonieusement à l'intérieur du programme d'aménagement du lieu public;

6.2.2 la localisation ou l'augmentation de la superficie est un complément aux activités présentes dans le lieu public;

6.2.3 la localisation ou l'augmentation de la superficie n'entrave pas la circulation des usagers du lieu public et assure un dégagement adéquat des infrastructures, du mobilier ainsi que des plantations présents sur le site;

6.2.4 la localisation ou l'augmentation de superficie ne compromet pas la sécurité du public.

6.3 À la demande de la Corporation, la Directrice pourra ajouter, temporairement, à la superficie occupée par un marché de quartier, une superficie supplémentaire réservée à l'une ou l'autre des activités suivantes :

6.3.1 l'exposition et la vente de produits horticoles durant la période s'étendant du quinze mai au quinze juillet;

6.3.2 l'exposition et la vente d'arbres de Noël durant la période s'étendant du quinze novembre au vingt-cinq décembre.

6.4 La superficie supplémentaire demandée devra répondre aux mêmes critères que ceux ci-devant mentionnés à l'article 6.2.

7. QUALITÉ DES INSTALLATIONS

7.1 La Directrice pourra, sous réserve de tout

règlement de zonage, approuver toute nouvelle installation permanente ou temporaire (support, tente, présentoir, clôture, etc.) et toute modification aux installations servant à l'exploitation d'un marché en autant que, les critères suivants notamment soient respectés :

7.1.1 le style architectural des installations (forme, volumétrie, composition) est compatible avec le caractère particulier de l'emplacement et, s'il y a lieu, avec l'architecture des bâtiments existants sur l'emplacement et au pourtour de celui-ci;

7.1.2 les matériaux utilisés (type, couleur, texture) pour ces installations sont homogènes, de qualité commerciale et s'harmonisent avec ceux déjà présents sur l'emplacement.

8. RESPONSABILITÉS

8.1 La Corporation ne pourra réclamer aucun dommage en raison de l'arrêt total ou partiel des services de chauffage, de climatisation, d'éclairage, d'énergie électrique, d'eau ou d'un service quelconque; ni en raison de tout autre inconvénient causé par un vice de construction, l'eau, la vapeur, la neige, le feu, la fumée, le gaz, ou la glace des toits, un bris ou défectuosité quelconque de matériel tels les systèmes de plomberie ou d'égout, les

tuyaux, les réservoirs, les fixtures; ni en raison de tout inconvénient occasionné par tout filage électrique ou autre; ni en raison du fait que la Ville effectue des réparations, modifications, améliorations, changements sur l'emplacement occupé par un marché ou dans son environnement.

8.2 Sans restreindre la portée de ce qui précède, la Ville ne sera pas responsable des dommages, de la perte, du vol ou de la destruction de quelque bien, de la mort, des blessures causées à quiconque, à moins que ces faits résultent directement de la faute de la Ville.

9. LOYER

9.1 En contrepartie des avantages, droits et privilèges qui lui sont conférés en vertu des présentes, la Corporation s'engage à payer à la Ville un montant annuel équivalant à douze pour cent (12%) de son revenu brut annuel;

9.2 les termes "revenu brut annuel" signifient le total de tous les revenus provenant des marchés visés par les présentes et des sommes versées par les exploitants de ces marchés à des fins de promotion et de mise en marché;

9.3 le montant annuel convenu sera remis à la Ville en deux (2) versements égaux, dont un le

premier août et l'autre le premier octobre de chaque année des présentes;

9.4 tout versement non payé dans les cinq (5) jours ouvrables de son échéance portera intérêt à compter de l'expiration de ce délai additionnel jusqu'à la date du paiement, au taux que fixe le conseil municipal à chaque année sur les sommes dues à la Ville;

9.5 le montant annuel, pour une année de calendrier donnée, sera établi à partir d'un état comptable vérifié des revenus bruts de la Corporation pour l'année précédente dont un exemplaire sera remis à la Ville au plus tard le premier avril de chaque année de l'exploitation de ces marchés;

9.6 s'il advenait que, pour une année donnée, à la lumière de l'état comptable vérifié des revenus bruts de cette même année, la Corporation n'ait pas payé un montant annuel suffisant, tel qu'établi selon la méthode ci-avant précisée, la Corporation remboursera la différence, entre le montant qu'elle aurait dû payer et celui qu'elle a effectivement payé pour cette même année, à la Ville dans les trente (30) jours d'une demande écrite à cet effet. Par contre, si la Corporation avait payé, pour cette année, un montant annuel plus

élevé qu'elle ne devait, ce surplus sera déduit, en deux (2) parts égales, et sans tenir compte d'aucun intérêt, des deux (2) versements de l'année suivante.

10. DÉFAUT

10.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée des présentes, la Ville pourra, si la Corporation est déclarée en faillite par un Tribunal compétent, si celle-ci fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers ou à défaut de respecter l'une ou l'autre des obligations qui lui incombe en vertu des présentes, et de ne pas remédier à tel défaut dans un délai de quinze (15) jours de la réception par la Corporation d'un avis écrit, à cet effet, ou d'avoir agi avec diligence et commencer à y remédier dans ledit délai si la nature du défaut à être corrigé ne peut raisonnablement permettre sa correction dans ce délai, sans toutefois ne jamais dépasser un délai total de trente (30) jours, à son gré, retirer un marché de la présente entente, résilier les présentes sans autre avis ni mise en demeure, ou remédier à tel défaut aux frais de la Corporation, et ce, sous réserve de tous ses autres droits et recours à l'encontre de la Corporation.

11. OPTION DE RENOUVELLEMENT ET DROIT DE PRÉFÉRENCE

11.1 Les parties conviennent que les présentes pourront être reconduites pour une période additionnelle de cinq (5) ans, période de reconduction pour laquelle les conditions et montant annuel à verser seront à négocier entre les parties.

11.2 À défaut d'entente entre les parties sur cette reconduction, au plus tard trois (3) mois avant l'expiration des présentes, celles-ci prendront alors fin automatiquement à leur échéance, les présentes n'étant sujettes, en aucune manière, à la tacite reconduction.

11.3 Après l'expiration des présentes et à défaut d'entente entre la Corporation et la Ville pour leur reconduction, cette dernière accorde à la Corporation, pour une durée d'un (1) an à compter de cette expiration, un droit de préférence quant à l'exploitation de ces marchés. Ainsi si la Ville, durant ce délai d'un (1) an, entend accorder à un tiers la permission d'exploiter ces marchés, elle devra d'abord les offrir par avis écrit, à cet effet, à la Corporation, aux mêmes conditions que ce tiers serait disposé à accepter, et la Corporation aura un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception de cet avis, pour indiquer à

la Ville son intention de se prévaloir de son droit de préférence. À défaut de ce faire ou si la Corporation indique à la Ville, à l'intérieur dudit délai, qu'elle n'entend pas se prévaloir de son droit de préférence, ce dernier deviendra automatiquement caduque.

12. MODIFICATIONS ET ENTENTE COMPLÈTE

12.1 Aucune modification aux termes des présentes ne sera valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties et les présentes constituent l'entente complète entre elles et annulent tout pourparler, écrit ou autre échange antérieur.

13. INTERPRÉTATION

13.1 Aux fins d'interprétation des présentes, le genre masculin inclut le féminin et le singulier, le pluriel. De plus, les titres qui y sont mentionnés l'ont été simplement pour en faciliter la lecture et ne doivent pas servir à leur interprétation.

14. VALIDITÉ

14.1 Une disposition des présentes jugée invalide par le tribunal compétent n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15. DISTRICT JUDICIAIRE

15.1 Advenant qu'il soit nécessaire d'y recourir, toute procédure judiciaire relative aux présentes devra être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16. AVIS

16.1 Tout avis à être donné aux termes des présentes devra être, à moins qu'il en soit autrement prévu aux présentes, soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes où les parties élisent domicile:

- Pour la Ville :

Ville de Montréal

Bureau du greffier

275, rue Notre-Dame Est

Montréal, Québec

H2Y 1C6

- Pour la Corporation :

LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL

155, avenue Greene, 3e étage

Montréal, Québec

H4C 2H6

16.2 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être

modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

16.3 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification.

17. <u>REPRÉSENTANTS LÉGAUX ET INCESSIBILITÉ</u>

17.1 Les présentes lient les représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro huit mille sept cent huit (8708) ---------- du répertoire du notaire soussigné.

ET LECTURE FAITE, les parties signent avec et

en présence du notaire soussigné.

LA CORPORATION DE GESTION
DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL

par : _____
Marc ANGERS, agr.

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Léon LABERGE

_____
Yvon DELORME, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

N° 8708

Le 12 mai 1998

PERMISSION D'EXPLOITATION

par

VILLE DE MONTRÉAL

à

LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL

re : marchés de quartier et marchés aux fleurs

2e copie

Me Yvon DELORME, notaire

GAGNIER & DELORME
ÉTUDE DES NOTAIRES
VILLE DE MONTRÉAL

Original imprimé sur papier recyclé

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1180318003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 95 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de 2017

D'approuver la convention à intervenir avec la Société de développement commercial Quartier latin, et d'accorder, à même une affectation de surplus, une contribution de 75 000$ pour appuyer la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » pour l'année 2018 et une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de 2017 du projet « Préposés à l'accueil ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 08:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180318003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 95 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de 2017

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2010, la Société de développement commercial Quartier latin offre un service d'accueil, d'accompagnement et de sécurité dont les actions sont centrées sur des enjeux de nature sociale, de sécurité et de propreté qui constituent des points sensibles dans la relation entre les affaires, l'investissement, l'image du Quartier latin et la fréquentation de sa clientèle. Le service des *Préposés à l'accueil* développé par la SDC, conjointement avec l'arrondissement, s'est imposé comme un intervenant crédible, qui agit en collaboration et en complémentarité avec le SPVM et plusieurs autres intervenants du développement sociocommunautaire actifs dans le quartier.
Du fait que cette SDC joue un rôle important pour promouvoir son secteur commercial auprès de clientèles diversifiées et que la présence des *Préposés à l'accueil* ajoute une dimension de prévention des incivilités jugée positive du point de vue de la sécurité et de l'image du Quartier latin, l'arrondissement de Ville-Marie a accordé son soutien financier au projet depuis ses débuts et a ajusté sa contribution en fonction des besoins.

Les bilans fournis par la SDC-QL démontrent un accroissement du sentiment de sécurité chez la clientèle, ce qui se mesure en hausse de la fréquentation, un taux de satisfaction grandissant des membres de la SDC ainsi qu'une hausse des investissements. Cette hausse de l'intérêt pour le marché du Quartier latin se traduit par une baisse notable des vacances commerciales sur la rue Saint-Denis depuis 2013. En raison du bilan positif du projet *Préposés à l'accueil* , la SDC a prolongé la période d'intervention de son escouade à l'automne 2017 et souhaite maintenir ses activités en 2018. La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises souscrit aux deux demandes de la SDC, soit de bonifier la contribution financière pour la période septembre - novembre 2017 et reconduire le soutien aux Préposés à l'accueil dans le cadre d'une nouvelle convention se terminant en décembre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240437 - Autoriser une affectation de surplus, approuver les modifications à la convention avec la Société de développement commercial du Quartier latin et accorder une contribution de 20 000 $
CA15 240433 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention modifiée avec

la Société de développement commercial du Quartier latin et augmenter de 15 000 $ la contribution accordée pour son projet de Préposés à l'accueil pour l'année 2015
CA15 240158 - Autoriser une affectation de surplus de 127 500 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Société de développement commercial du Quartier latin pour son projet de Préposés à l'accueil pour les années 2015 à 2017 et accorder une contribution annuelle de 42 500 $ pour un montant total de 127 500 $CA14 240143 - 08-04-2014 (1140519004) : Société de développement du Quartier latin - Préposés à l'accueil - affectation de surplus et appui financier (40 000 $)
CA12 240037 - 07-02-2012 (1120519003) Société de développement commercial du Quartier latin - Plans d'action 2012-2013, incluant les préposés à l'accueil et propreté - appui financier (460 000 $)
CA11 240125 - 13-04-2011 (1114499001) : Société de développement du Quartier latin - Préposés à l'accueil - affectation de surplus et appui financier (30 000 $);
CA10 240133 - 12-04-2010 (1100519006) : Société de développement commercial du Quartier latin - Plan d'action 2010, incluant les préposés à l'accueil - appui financier (90 000 $);
CA09 240216 - 07-04-2009 (1091071006) : Société de développement du Quartier latin - préposés à l'accueil - appui financier (30 000 $);

DESCRIPTION

Le projet consiste à créer une escouade de préposés à l'accueil qui, entre les mois de mai et aussi tardivement que la saison le permet à l'automne, sont dédiés à la prévention, à la propreté, à la sécurité, à l'accompagnement et à l'accueil sur le territoire de la SDC Quartier latin. Encadrés par un coordonnateur spécialisé, les préposés à l'accueil du Quartier latin, aident au ramassage des seringues jetées sur le domaine public, à éviter des incivilités dont le quartier est souvent affligé et réfèrent les clientèles problématiques aux intervenants appropriés. Au cours d'une journée ou d'une soirée type, où aucune activité d'animation promotionnelle n'a lieu, la patrouille est composée de deux préposés à l'accueil . En cas d'événement, de promotion ou de festival, entre quatre (4) et six (6) préposés à l'accueil sillonnent le secteur.
Le bilan 2017 de la SDC fait état de :

- 2 423 seringues disposées dans un lieu sûr ;
- 1 110 interventions auprès de squeegees, de personnes obstruant les trottoirs, de campements d'itinérants afin de faciliter le déambulement des passants et de références aux centres d'injection supervisés
- 2 500 heures de patrouille entre les mois de mai et novembre, dont 1 200 en soirée durant les promotions commerciales et les festivals
- 273 appels au 911
- 67 visites aux commerçants
- 4 rencontres avec des partenaires comme le GIT, le SPVM, la Société de Développement social et avec Cactus.
- 4 rencontres tenues avec un Conseiller en développement communautaire de l'arrondissement

La demande de la SDC pour reconduire le soutien financier pour son équipe de préposés à l'accueil en 2018 spécifie que l'objectif de la SDC est de faire du Quartier latin un secteur *sécuritaire* et *accueillan t* .

JUSTIFICATION

Depuis 2008, les actions d'accueil, de nettoyage, de référence, de signalement et de prévention ont, selon la SDC, permis d'accroître de manière tangible le sentiment de sécurité, tant chez les commerçants que chez la clientèle. Les mesures mises de l'avant par

l'équipe des préposés à l'accueil complètent le travail accompli par l'ensemble des intervenants qui contribuent à faire du Quartier latin un secteur où le sentiment de sécurité est à la hausse et où de nouveaux commerces s'implantent. Ainsi, l'enlèvement de près de 3 000 seringues de la vue, les quelques 1 110 interventions auprès des clientèles problématiques et les 273 références au 911 ont contribué à un regain de confiance des investisseurs envers le Quartier latin. Le nombre de commerces vacants sur le territoire de la SDC serait passé de 31 à 14 entre 2013 et 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir les interventions de la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Amélioration du sentiment de sécurité, propreté accrue, accueil matinal plus sympathique pour la clientèle et le commerçant, augmentation de l'achalandage piéton, baisse des incivilités et amélioration des relations avec le SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité, de communication et de promotion du projet est prévue dans la convention à intervenir avec l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-03-02
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique		Marc LABELLE Directeur	
Tél : **Télécop. :**	514-872-5603	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-2698

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180318003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 95 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » et accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de 2017

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180318003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514-872-2995
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention_Preposes_accueil_2018.docx

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 350, rue Emery, Montréal, QC, H2X 1J1, agissant et représentée par monsieur Philip O'Dwyer, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution du Conseil d'administration en date du _____;

No d'inscription TPS : R137954954
No d'inscription TVQ : M1016668423

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Arrondissement a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande à la Direction de l'Arrondissement pour la reconduite du soutien financier à l'escouade des « Préposés à l'accueil » pour l'année 2018 (ci-après appelé le « Projet »);

ATTENDU que l'Arrondissement accepte d'accorder un soutien financier au *projet* présenté à l'**Annexe A** (ci-après appelé la « Demande ») indépendamment du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018.*.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet « Préposés à l'accueil 2018 ».

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.4 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.5 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.6 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.7 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.8 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra

clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.9 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.10 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.11 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet;

3.12 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.13 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.14 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.15 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.16 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.17 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier au montant de soixante mille dollars (60 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté son plan de communication et de visibilité pour l'Arrondissement comme énoncé au paragraphe 3.10 de la présente convention;

6.1.2 le deuxième au montant de quinze mille dollars (15 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.8 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Marc Labelle, directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Philip O'Dwyer
Directeur général
SDC Quartier latin
350, rue Emery
Montréal, (Québec), H2X 1J1

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de mars 2018

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de mars 2018

MULTISPORTS MÉTRO

Par : _____
Philip O'Dwyer, Directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1180318003, cette convention a été approuvée par la résolution CA18 xxxxxx du conseil, lors de la séance du 13 mars 2018.

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET « Préposés à l'accueil »

Projet préposé à l'accueil SDQL – 2018

Organisation : (Nom et adresse)

Nom de l'organisme : Société de développement du Quartier latin	
Personne ressource : Philip O'Dwyer	**Fonction : directeur général**
Adresse : 350 rue Émery (5e Étage)	
Code postal : H2X 1J1	**Téléphone : 514-849-4906**
Télécopieur : aucun	**Adresse électronique : philipodwyer@quartierlatin.ca**

Description du projet : (Objectifs, activités, résultats, échéanciers)

Projet Préposé à l'accueil

DESCRIPTION DU PROJET :

Crée en 2008 en collaboration de arrondissement Ville-Marie, le projet des préposés à l'accueil a pour but d'offrir un service complémentaire au service de Police (SPVM) du Poste de quartier 21 par l'entremise de préposés à l'accueil dans le Quartier latin. Au cours des années, le projet a su évoluer pour répondre aux différents défis du territoire (itinérance, incivilités, accueillir les visiteurs, travaux et autres). Avec une meilleure intégration du projet avec les autres projets de la SDC (propreté, service aux membres, etc.)et de nouveaux partenaires, on a noté une amélioration de la situation au cours de la dernière année. Par contre, les sondages et études nous confirme qu'il y a encore du travail à accomplir et que la sécurité et l'accueil reste un facteur primordial au développement économique du Quartier Latin.

L'objectif étant de passer un message clair par des actions concrètes, que le Quartier latin est un endroit sécuritaire et accueillant.

.

MANDAT :

- **Accueil et prévention :**

  Offrir un service **d'accueil et de prévention des incivilités** aux visiteurs sur l'ensemble du territoire de la SDQL

  - ✓ Créer un contact avec les visiteurs du quartier en les saluant cordialement afin de créer un sentiment d'accueil et de sécurité ;
  - ✓ Assurer une libre circulation sur le domaine public ;
  - ✓ **Tolérance zéro** avec les squeegies sur le **domaine public et privé** (appel 911) ;

- ✓ S'assurer que les mendiants et marginaux ne bloque pas le domaine public ;
- ✓ Signaler le 911 pour tous actes de vandalisme, d'incivilité ou de violence ;
- ✓ Personne-ressource CLB en lien direct avec la SDQL lors de chacun des quarts en cas de besoins ou urgences ;
- ✓ Rapport journalier des événements dument rempli aux fins de consultation par la SDQL ;
- ✓ Lors des journées de pluie, les préposés seront appelés à patrouiller à la sortie du Métro Berri-UQAM (Boul. De Maisonneuve), les institutions culturelles et à visiter les commerçants ;
- ✓ Des rencontres de suivi seront à prévoir en cours de mandat avec les principaux intervenants ;
- ✓ Créer une meilleure synergie entre les divers acteurs liés au domaine public (Coordonnateur opération, équipe propreté GIT et agents d'accueil) en collaboration avec l'Arrondissement Ville-Marie, le PDQ21 et autres partenaires comme la Société de développement social ;
- ✓ Étendre la période d'activités de mars à novembre et intervenir au besoin durant les mois d'hiver ;
- ✓ Modifier les plages d'heures en fonction des besoins
- ✓ Animer des séances de discussion et d'information entre les agents du SPVM et nos membres ;
- ✓ Planifier des rencontres de suivi entre la SDQL, les préposés à l'accueil et les agents du PDQ 21 ;
- ✓ Demander l'aide du PDQ 21 pour effectuer des patrouilles matinales au Quartier latin ;
- ✓ Renforcer le lien de collaboration avec l'équipe ÉMRII.

- **Visiteurs:**

  - ✓ Accueillir les visiteurs dès qu'ils sont dans le quartier pour rendre l'expérience plus agréable;
  - ✓ Aider en cas de perte ou vol dans le quartier, faire les démarches nécessaires avec eux;
  - ✓ Informer les visiteurs du Quartier Latin et les différents événements qui se déroulent;
  - ✓ Être capable de donner l'information des intersections et des différents commerces situés dans les environs;
  - ✓ Expliquer le rôle d'un préposé à l'accueil si la question se le fait demander.

- **Commerçants :**

  - ✓ Créer un contact avec les membres de la Société de développement du Quartier latin afin de créer une proximité et un sentiment de sécurité entre les préposés à l'accueil et les commerçants ;
  - ✓ **Tolérance zéro** avec les squeegies ;
  - ✓ Assister les marchands qui désirent porter plaintes au SPVM ;
  - ✓ Procéder à une tournée hebdomadaire de tous les commerçants afin d'expliquer la nature des opérations durant toute la période du mandat *(une liste à jour des commerces du quartier sera remise par la SDQL)* ;
  - ✓ Procéder à une tournée de TOUS les commerçants en début de saison avec les deux préposés, un représentant de la SDQL et des représentants du PDQ 21.

- **Institutions culturelles :**

  - ✓ Une partie de chacun des quarts sera réservée à l'accueil et la prévention au niveau des institutions culturelles du quartier en fonction des besoins de ces dernières. Les besoins seront transmis aux agents CLB par la SDQL par l'entremise de réunions de coordination ;
  - ✓ Déterminer les priorités en fonction des informations reçues par le coordonnateur et de la programmation des salles de spectacles ;
  - ✓ Accueillir les visiteurs à l'entrée des salles de spectacles et de cinéma (billetterie du Cineplex Odéon en cas de pluie) ;
  - ✓ Créer un contact avec les spectateurs en leur souhaitant de passer une bonne soirée.

INDICATEURS POUR EVALUATION

- ✓ **Compilation des heures de patrouille (plus de 2500 en 2017)**
- ✓ **Tableau des heures de patrouille dans le temps et évènements**
- ✓ **Nombres de seringues trouvées (3000 en 2017)**
- ✓ **Nombres intervention notées (1100 en 2017)**
- ✓ **Nombres par Types interventions**
- ✓ **Nombres appel au 911**
- ✓ **Nombres de visite aux commerçants**
- ✓ **Bilan et nombre de rencontre avec les partenaires**
- ✓ **Cartographie des interventions**
- ✓ **Autres indicateurs pouvant être pertinent**
- ✓ **Conclusion et recommandation**

Budget requis : (Ressources humaines et matérielles)

Plan d'action	2017 et 2018	Bilan février 2018 Tax in	COMMENTAIRES
Préposé à l'accueil	20 000$ 75 000$	20 000$	Financement pour fin 2017 Financement 2018
Total	**95 000$**	**$**	

COMPLÉTÉ PAR : Philip O'Dwyer **DATE : fev 2018**

Dossier : 1170318011 Arrondissement Ville-Marie

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Soutien financier hors programme

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel.

ANNEXE C
OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial Quartier latin	118994

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant	20 000,00 $	75 000,00 $						**95 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

Date de début :	01	avril	2018	Date de fin :	31	décembre	2018
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 24 février 2018 20:20:52

Le bilan 2017 de la SDC fait état de :

- **7** personnes agissant à titre de préposé à l'accueil au total : Samuel Roy-Rondeau, David Simioni, Rami Saad, Maxime Girouard, Amine Tidafi, Loïc Lamontagne, Étienne Lesage

- **2** préposés actifs en même temps sur le territoire de la SDC dans un jour moyen

- **2** préposés actifs en même temps sur le territoire de la SDC dans un soir moyen

- **4 à 6** préposés actifs en même temps sur le territoire de la SDC dans un soir d'événement promotionnel ou de festival

- **2 423** seringues trouvées par l'équipe de propreté et les préposés à l'accueil sont principalement dans les ruelles et rues avoisinant St-Denis dans le Quartier Latin (Ruelle Brazeau, Avenue Savoie et Ruelle Joly Sud), mais on retrouve quand-même plus de seringues que d'habitude directement sur la rue St-Denis. Autres organismes viennent aussi sur le territoire pour la tournée de seringues (SDS et Spectre de Rue). Ils ont ramassé environ 600 seringues.

- **1 110** interventions sur des squigees, des marginaux obstruants les trottoirs, des campements d'itinérants et aider les passants et visiteurs du Quartier Latin. Les préposés dirigeants aussi les consommateurs de stupéfiants vers les centres d'injections supervisés (Cactus et Spectre de Rue)

- **273** appels au 911

- **67** visites aux commerçants

- Il y a eu **4** rencontres, une avec le GIT au début de la saison, une avec la SPVM, une avec la Société de Développement Social et une avec Cactus pour une formation des stupéfiants. En plus de cela, il y a eu **4** rencontres de suivi de zone d'intervention avec M. Martin Crépeau de l'arrondissement.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser une affectation d'un montant de 95 000$ provenant des surplus de l'arrondissement;

  D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial Quartier latin et la contribution de 75 000$ pour la reconduite du projet « Préposés à l'accueil » pour l'année 2018;

  D'accorder une contribution de 20 000 $ pour compléter le financement de 2017 en fonction des services rendus;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 95 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant	20 000,00 $	75 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 95 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 95 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306105	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 541245
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-02**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185382002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat, au prix unitaire de 305 $/Km, à Entreprises Michel Gauthier et un contrat de 421 $/Km à Équipements Benco pour le nettoyage des trottoirs, pour les années 2018 et 2019, avec l'option de renouvellement pour l'année 2020 et autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ (appel d'offres public 18 -16767 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale approximative de 270 421.19$ pour le nettoyage printanier des trottoirs, année 2018-2019 (appel d'offres public 18-16737 - 4 soumissionnaires);
D'accorder, à cette fin, un contrat à Entreprises Michel Gauthier, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit un prix unitaire de 305$/Km, pour le nettoyage du secteur Sainte-Marie au prix total de 52 601.06 taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Équipements Benco, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 421$/Km, pour le nettoyage du secteur Peter-McGill et secteur Saint-Jacques au prix total de 217 820.13$ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 15:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185382002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat, au prix unitaire de 305 $/Km, à Entreprises Michel Gauthier et un contrat de 421 $/Km à Équipements Benco pour le nettoyage des trottoirs, pour les années 2018 et 2019, avec l'option de renouvellement pour l'année 2020 et autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ (appel d'offres public 18-16767 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie désire faire appel à des entrepreneurs pour fournir la main-d'oeuvre, le matériel, la supervision et l'équipement nécessaire pour exécuter les travaux de nettoyage printaniers des trottoirs sur les rues pour l'ensemble du territoire (Sainte-Marie, Saint-Jacques et Peter-Mc Gill).
Par ailleurs, la durée du contrat est pour une période de deux ans avec option de renouvellement pour une troisième année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240102 du mardi 10 mars 2015 - Accorder un contrat de 267 540.12 $ à Ramcor Construction inc. pour le nettoyage des trottoirs pour l'année 2015-2016 avec option de renouvellement pour l'année 2017 et autoriser une dépenses maximale de 267 540.12 $ (appel d'offres public 15-14208 - 5 soumissionnaires). - 1156140001

DESCRIPTION

La Division de la voirie n'a pas les effectifs nécessaires pour faire le nettoyage printanier des trottoirs de tous les secteurs de l'arrondissement; c'est pourquoi elle a procédé au lancement d'un appel d'offres public (18- 16737) pour une période de deux ans 2018, 2019 avec option de renouvellement pour l'année 2020.
L'appel d'offres public 18-16737 a été publié et l'ouverture a eu lieu le 26 février 2018, il y a eu 6 preneurs du cahier des Charges dont 4 ont déposé leurs soumission voir liste des preneur en pièce jointe, la Ville a demandé aux soumissionnaire de soumettre un prix unitaire par secteur.

Les résultats sont enregistrés dans le tableau suivant:

	9055-0344 Québec Inc	Entreprises Michel Gauthier	Équipements Benco	Rambor Construction
Secteur Peter-McGill	90 025,43 $		87 128,05 $	96 854,94 $
Secteur Saint-Jacques	139 694,63 $		130 692,08 $	193 089,02 $
Secteur Sainte-Marie		52 601,06 $	72 606,71 $	87 096,96 $

JUSTIFICATION

Afin de maintenir le service de nettoyage printanier des trottoirs d'année en année, la Direction des travaux publics recommande l’octroi d’un nouveau contrat pour une période de deux ans

2018-2019.

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres :	18-16737	No du GDD :	1185382002
Titre de l'appel d'offres :	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie		
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente		

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	7 - 2 - 2018	Nombre d'addenda émis durant la période :	0
Ouverture originalement prévue le :	26 - 2 - 2018	Date du dernier addenda émis :	- -
Ouverture faite le :	26 - 2 - 2018	Délai total accordé aux soumissionnaires :	18 jrs
Date du comité de sélection :	- -		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	6	Nbre de soumissions reçues :	4	% de réponses :	66,67
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	25 - 8 - 2018
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	25 - 8 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

LOT 1 -Secteur Peter-McGill	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Équipements Benco Canada	$ 87 128,05	√
9055-0344 Québec Inc.	$ 90 025,43	
Ramcor Construction Inc.	$ 96 854,94	

LOT 2 - Secteur Saint-Jacques	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Équipements Benco Canada	$ 130 692,08	√
9055-0344 Québec Inc.	$ 139 694,63	
Ramcor Construction Inc.	$ 193 089,02	

LOT 3 - Secteur Sainte-Marie	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Entreprises Michel Gauthier	$ 52 601,06	√
Les Équipements Benco Canada	$ 72 606,71	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'octroi du contrat d'une durée de deux ans entraînera une dépense totale d'environ 270 421.19 $ taxes incluses. La répartition des montants pour chaque année est comme suit.

	Quantité prévisionnelle pour deux ans (KM trottoirs)	Prix unitaire	Total avec taxes	Adjudicataire
Secteur Peter-McGill	180	421,00 $	87 128,05 $	Équipements Benco
Secteur Saint-Jacques	270	421,00 $	130 692,08 $	Équipements Benco
Secteur Sainte-Marie	150	305,00 $	52 601,06 $	Entreprises Michel Gauthier
			270 421,19 $	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat ne serait pas accordé les travaux de nettoyage printanier seront reportés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le conseil d'arrondissement : 13 mars 2018
Début du contrat : approximativement le 1er avril 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Simona RADULESCU TOMESCU)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-03-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1185382002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat, au prix unitaire de 305 $/Km, à Entreprises Michel Gauthier et un contrat de 421 $/Km à Équipements Benco pour le nettoyage des trottoirs, pour les années 2018 et 2019, avec l'option de renouvellement pour l'année 2020 et autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ (appel d'offres public 18 -16767 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-16737 Intervention.pdf 18-16737 TCP.pdf 18-16737 PV.pdf

18-16737 SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona RADULESCU TOMESCU
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872 5282

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-05

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185382002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat, au prix unitaire de 305 $/Km, à Entreprises Michel Gauthier et un contrat de 421 $/Km à Équipements Benco pour le nettoyage des trottoirs, pour les années 2018 et 2019, avec l'option de renouvellement pour l'année 2020 et autoriser une dépense maximale de 270 421,19 $ (appel d'offres public 18 -16767 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185382002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-05

Céline SIROIS
Chef de section soutien général

Tél : 514 868-3552
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

7910804-18-001

Numéro de cautionnement : . . . . . .
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : . . . . 2000699861 . . . . . .
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

La . . . . . (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au 2020 UNIVERSITY BUREAU 700 MONTRÉAL QC. H3A 2A5 (*adresse complète de l'établissement*) ici représentée par SYLVIE SAUVÉ, MANDATAIRE 514-282-6817 (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) . . . . . pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission écrite devant être présentée à la VILLE DE MONTRÉAL, (ci-après appelée le *Donneur d'ordre)* au plus tard le 26 février 2018 et des documents d'appel d'offres s'y rapportant, par 9055-0344 QUEBEC INC. 774 RTE HENRYVILLE, QUÉBEC J0J 1E0 (*nom du soumissionnaire),* ayant un établissement situé au . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé le *Soumissionnaire*), pour l'appel d'offres n° 18-16737 se rapportant à SERVICE DE NETTOYAGE DE TROTTOIRS POUR ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (*description de l'objet de l'appel d'offres*) se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut du Soumissionnaire, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer au Donneur d'ordre la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le Soumissionnaire et le montant du contrat que le Donneur d'ordre conclut avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission incluant les taxes.

b) La Caution ne peut retirer son cautionnement pendant les CENT QUATRE-VINGTS (180) jours qui suivent la date limite pour la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, ou à compter du jour où la soumission du Soumissionnaire est acceptée par le Donneur d'ordre et ce, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait fourni, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres.

c) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

d) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Le Soumissionnaire intervient au présent cautionnement pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT À ST-CÉSAIRE, CE 21 E JOUR DE FÉVRIER 2018.

Témoin

MANUEL MALO

Témoin

CAUTION

Par: .....

SYLVIE SAUVÉ, MANDATAIRE

SOUMISSIONNAIRE

Par: .....

Original

Montréal

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 18-16737

A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

9055-0344 Québec inc.

NORMES EDILEX

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 4
0.00 INTERPRÉTATION 5
1.00 OBJET 5
2.00 PRIX PROPOSÉ 5
2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
2.03 Option de renouvellement 5
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5
4.00 SÛRETÉS 5
4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution 6
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6
7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7
10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7
11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7
12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7
13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7
14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 7
15.00 DURÉE 7
16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX.....9
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION.....10
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE.....12
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION.....13
ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES.....15
ANNEXE 7.00 - INSCRIPTION À LA CNESST.....16
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS.....17
ANNEXE 7.00 - ADDENDA.....18
ANNEXE 7.00 - LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.....19

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'appel d'offres no 18-16737.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 114145

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Nom du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ : 9055-0344 Québec inc.
Adresse : 774 route 133
Ville : Henryville
Code postal : J0J 1E0
Téléphone : 450-299-2135
Télécopieur : 450-299-2384
Site internet : aucun
Numéro d'entreprise (NEQ) : 1147143672
TPS/TVH : 142112515 RT0001
TVQ : 1020608831 TQ0001

STATUT JURIDIQUE

☒ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Société en participation (Coentreprise ou regroupement)** (Joindre obligatoirement la liste des membres)		
☐ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) :

Nom du représentant : Daniel Choquette
Titre : Président
Courriel : transportdmchoquette@hotmail.com / jess-quen3@hotmail.com
Téléphone : 514-222-1548
Télécopieur : 450-299-2384

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

2.03 Option de renouvellement

Advenant la décision du DONNEUR D'ORDRE de se prévaloir de l'option de renouvellement du Contrat, le SOUMISSIONNAIRE confirme que les prix et les modalités appliqués sont ceux prévus au Contrat.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste

☐ Traite bancaire
☐ Cautionnement de soumission (Annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (Annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution conformément aux exigences des Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) la garantie de soumission;

c) la liste des sous-contractants;

d) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

e) la liste des liens d'affaires;

f) la preuve d'inscription à la CNESST;

g) la fiche détaillée des caractéristiques (unit specifications orders) de chacun des appareils proposés.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À Henryville....., CE 19E JOUR DE Février..... 20.18.

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Daniel Choquette
(Nom en lettres moulées)

Président
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
- **Numéro** : 18-16737

IMPORTANT
- Le contenu de la présente annexe se trouve dans le fichier nommé « Bordereau de Prix » qui est annexé aux Documents d'Appel d'Offres.
- Le SOUMISSIONNAIRE doit compléter ce fichier et le joindre au Formulaire de Soumission, tel qu'indiqué dans les Documents d'Appel d'Offres.
- Si l'adjudication du Contrat implique une évaluation de la qualité, la présente annexe doit être détachée du Formulaire de Soumission et déposée dans une enveloppe distincte de celle contenant le Formulaire de Soumission.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

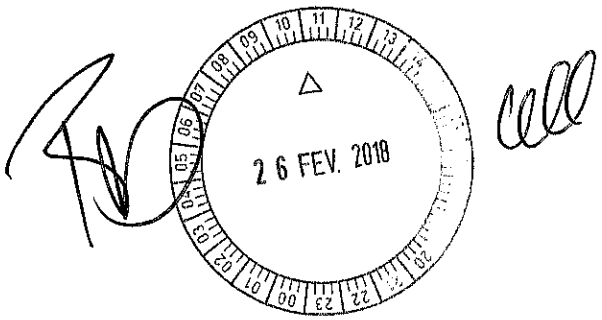
Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9055-0344 Québec inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1147143672
Adresse du soumissionnaire	774 route 133, Henryville, Qc. J0J 1E0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Secteur Peter-McGill	78300,00 $	3915,00 $	7810,43 $	90025,43 $
2	Secteur Saint-Jacques	121500,00 $	6075,00 $	12119,63 $	139694,63 $
3	Secteur Sainte-Marie	- $	- $	- $	- $



Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9055-0344 Québec inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1147143672
Adresse du soumissionnaire	774 Route 133, Henryville, Qc, J0J 1E0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description du lot	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 2 ans (Km de trottoirs)	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
				A		B	A x B
1	Secteur Peter-McGill	1	Nettoyage de trottoirs	180	Km	435 - $	78300,-00$
						Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 1	78300,00$
2	Secteur Saint-Jacques	1	Nettoyage de trottoirs	270	Km	450 - $	121500,00$
						Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 2	121500,00 $
3	Secteur Sainte-Marie	1	Nettoyage de trottoirs	150	Km	- $	Ø - $
						Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 3	Ø - $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

ANNEXE 10.12.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : Promutuel Vallée du Saint-Laurent

ADRESSE POSTALE : 48 boulevard Taschereau La Prairie, Qc. J6R 6C1

ASSURÉ : 9055-0344 Québec Inc. FASLRS Ferme D.M. Choquette

ADRESSE POSTALE : 774 Route 133 Henryville Qc. J0J 1E0

Le présent document atteste à la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après dénommée le *Donneur d'ordre*) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du Donneur d'ordre, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
CONTRAT N° : 18-16737

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire n° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	E5128347301	27/05/2018	Tous dommages confondus 5000000$ par sinistre 5000000$ par période d'assurance 5000000$ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

N.B. : Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de documents d'appel d'offres ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Donneur d'ordre, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du Donneur d'ordre, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début de l'exécution du contrat, en l'occurrence le 21ième jour de février 20 18, à 11 h, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

ARTHUR MALOUIN LTÉE

Par _____ Date 21 février 20 18
PAR:
(Signature de l'assureur)

Sylvie Sauvé, mandataire

ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer ci-dessous ses liens d'affaires avec toute Personne qui a aidé ou appuyé le DONNEUR D'ORDRE de quelque manière que ce soit dans l'élaboration du présent Appel d'Offres ou dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres.

N°	Nom	Organisation	Lien(s) d'affaires	Indiquez le(s) lien(s) d'affaires
1			☐Oui ☐ Non	
2			☐Oui ☐ Non	
3			☐Oui ☐ Non	

En déposant sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE affirme solennellement que les renseignements indiqués ci-haut sont exacts.

_____

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

_____

(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00 - INSCRIPTION À LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 19 février 2018

Direction régionale de Saint-Jean-sur-Richelieu
145, boulevard Saint-Joseph, 3e étage
Saint-Jean-sur-Richelieu QC J3B 1W5
Tél. : 450 359-2110 ou 1 800 267-2204
Téléc. : 450 359-8831

Monsieur Daniel Choquette
9055-0344 Québec inc.
774, route 133
Henryville (Québec) J0J 1E0

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1147143672

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 19 février 2018, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et
de vérification des employeurs

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Numéro : 18-16737

(Veuillez cocher une des deux cases)

☒ *Il n'y a **aucun** sous-contractant proposé dans notre soumission pour le présent appel d'offres.*

OU

☐ *Les sous-contractants suivants sont proposés dans notre soumission pour le présent appel d'offres :*

A. À remplir pour tout sous-contrat				
Nom du sous-contractant	**Numéro de téléphone du sous-contractant**	**NEQ du sous-contractant**	**Adresse du sous-contractant**	**Date du sous-contrat**

Signé à Henryville ce 19 février 2018

Signature du représentant autorisé du contractant

Daniel Choquette

Nom du représentant (en lettres moulées)

ANNEXE 7.00 - ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda

_____

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

_____

(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00 - LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.

Fiches Techniques

Unité	Plaque	Marque	Modèle	Année	Rampe 60 pouces	Boyau remplissage 10 mètres	Boyau 15 mètres	Réservoir 500 Gallons	Jets de côté
200	RA2019Q-8	Artis	Artis	2008	X	X	X	X	X
201	RF4684S-1	Artis	Artis	2007	X	X	X	X	X
202	RF4650S-0	Colpron	500	2004	X	X	X	X	X
203	RF4614S-4	Artis	Artis	2007	X	X	X	X	X
204	RE76763-9	Artis	Artis	2006	X	X	X	X	X
205	RW75171-7	Artis	Artis	2004	X	X	X	X	X
206	RF4683S-9	Artis	Artis	2017	X	X	X	X	X
207	RF4682S-7	Artis	Artis	2017	X	X	X	X	X

COMPAGNIE	Les Équipements Benco Canada	9055-0344 Québec inc.	Les Entreprises Michel Gauthier	Ramcor Construction inc.
NEQ	1148952774	1147143672	1142228916	1161184792
SIGNATAIRE	Martin Benoit	Daniel Choquette	Michel Gauthier	Guy Cormier
TELEPHONE	514-977-5134	450-299-2135	514-527-0002	-
COURRIEL	bencobenoit@yahoo.com	transportdmchoquette@hotmail.com	info@entreprisesmichelgauthier.com	-
SIGNATURE PAGE 8 Formulaire de soumission	OK	OK	OK	NON
BORDEREAU DE SOUMISSION - sommaire, détaillé COMPLÉTÉS	OK	OK	OK	OK SIGNÉ
GARANTIE / CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 10%	CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 10%	CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 10%	CHEQUE 5260,11 $	CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION 10%
ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES (PAGE 10 Formulaire de soumission) COMPLÉTÉE	OK	OK (SANS SIGNATURE)	OK (SANS SIGNATURE)	OK
ANNEXE 7.00 - ADDENDA (PAGE 11 Formulaire de soumission) COMPLÉTÉE	OK	OK (SANS SIGNATURE)	OK	OK
VERIFICATION SI LES SOUMISSIONNAIRES ONT ACHETÉS LE CAHIER DES CHARGES SUR SEAO (VERIFIER NOM ET IMMATRICULATION)	OK	OK	OK	OK
Vérifier le REQ (Registre des entreprises Québec) et Imprimer le PDF	OK	OK	OK	OK
https://rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/	OK	OK	OK	OK
Vérifier la liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle	OK	OK	OK	OK
Vérifier le registre des personnes écartées en vertu de la Politique de Gestion Contractuelle	OK	OK	OK	OK
Vérifier la liste des firmes à rendement insatisfaisant	OK	OK	OK	OK
NUMÉRO DE FOURNISSEUR VILLE DE MONTRÉAL	115256	114145	102282	-
VERIFICATION DES CALCULS (1)	OK	OK	OK	OK
PRIX SOUMIS LOT 1 -Secteur Peter-McGill	**87 128.05 $**	90 025.43 $	-	96 854.94 $
PRIX SOUMIS LOT 2 - Secteur Saint-Jacques	**130 692.08 $**	139 694.63 $	-	193 089.02 $
PRIX SOUMIS LOT 3 - Secteur Sainte-Marie	72 606.71 $	-	**52 601.06 $**	87 093.96 $
LISTE DES DOCUMENTS (2)	OK	OK	OK?	OK?

1) VÉRIFICATIONS DES CALCULS - manuellement

2) VÉRIFICATIONS DES DOCUMENTS

1	INSCRIPTION À LA CNESST	OK	OK	OK	OK
2	LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.	OK	OK (PAS DETAILLÉE)	OK	OK
3	AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE	NON (certif assurance 2 mil)	OK	NON	NON

FOURNISSEURS	
TONNAGE (Total pour tous les arrondissements en Tonne métrique)	
Estimation des professionnels	
Soumission la plus basse	0.00 $
Soumission le deuxieme plus basse	#NOMBRE!
Soumission la plus haute	0.00 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)	#DIV/0!
Écart entre la moyenne et la plus basse (%)	#DIV/0!
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	0.00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	#DIV/0!
Écart entre la plus basse conforme et la dernière l'estimation ($)	0.00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière l'estimation (%)	#DIV/0!
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	#NOMBRE!
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	#NOMBRE!

xxx avec taxes			
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
#NOMBRE!	#NOMBRE!	#NOMBRE!	#NOMBRE!
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
#NOMBRE!	#NOMBRE!	#NOMBRE!	#NOMBRE!
#NOMBRE!	#NOMBRE!	#NOMBRE!	#NOMBRE!

DEVIS TECHNIQUE

1. Étendue des travaux

Le travail couvert par ce devis consiste à fournir la main-d'œuvre, l'équipement, la supervision et tous les matériaux nécessaires au nettoyage printanier des trottoirs (dans ce devis les mails centraux sont considérés comme des trottoirs), dans différents secteurs de l'arrondissement pour une **période de 2 ans, avec l'option de renouvellement pour une troisième année.**

Date estimative de début du contrat : 1er avril 2018

Secteur	***Réseau trottoirs (km)***
Peter McGill	90
Saint-Jacques	135
Sainte-Marie	75

2. Description des secteurs

Secteur Peter-McGill

La limite de Westmount, les limites de Côte-des-Neiges / Notre-Dame de Grâce, les limites d'Outremont, les limites du Plateau-Mont-Royal, Avenue du Parc (exclus), des Pins (exclus),University (2 côtés), boul. Robert-Bourassa (côté ouest), rue Notre-Dame (2 côtés), rue Guy (exclus), limite du Sud-Ouest.

Secteur Saint-Jacques

Du Fleuve St-Laurent, Autoroute Bonaventure (exclus), boul. Robert-Bourassa (2 côtés) jusqu'à Notre-Dame, boul. Robert-Bourassa (côté Est), rue Sherbrooke (2 côtés), rue Champlain (exclus), boul. René-Lévesque (exclus), rue Papineau (exclus).

Secteur Sainte-Marie

Du Fleuve St-Laurent, rue Papineau (2 côtés), boul. René-Lévesque (2 côtés), rue Champlain (2 côtés), rue Sherbrooke (2 côtés), la limite de Mercier / Hochelaga-Maisonneuve

Voir le plan en annexe (18-16737 ANNEXE_A_Trottoir_nettoyage_carte_2018)

3. Spécifications techniques

Aux fins du présent contrat, le soumissionnaire devra s'assurer que les appareils qu'il propose correspondent aux exigences de l'appel d'offres. Tout équipement proposé, dont les caractéristiques diffèrent de celles en référence dans le cahier des charges devra au préalable être accepté par le Donneur d'ordre.

Le soumissionnaire doit déposer, avec sa soumission, une fiche technique décrivant les caractéristiques de chaque appareil qu'il prévoit utiliser dans le cadre du présent contrat.

Cette fiche doit permettre d'établir l'équivalence des appareils proposés par rapport aux modèles et aux caractéristiques de référence. Les caractéristiques suivantes doivent y être clairement définies : le type, la capacité ainsi que les performances de l'appareil proposé tel que la marque, le modèle, l'année, la puissance, etc.

Tout changement, dérogation ou variable aux spécifications doit être décrit et explicité clairement dans un document accompagnant la soumission.

Les appareils doivent être munis de tous les accessoires d'éclairage, de signalisation et de sécurité prescrits par le Code de la sécurité routière du Québec notamment, le gyrophare et l'avertisseur sonore de marche arrière.

4. Inspection

Le soumissionnaire peut être appelé à présenter l'appareil proposé pour des fins d'inspection et de vérification de celui-ci et de ses accessoires.

L'endroit et l'heure seront déterminés par le Donneur d'ordre, et ce, aux frais du soumissionnaire.

5. Horaire de travail

Les travaux doivent être réalisés du lundi au vendredi entre 7h00 et 21h00. Pour exécuter les travaux de nuit, l'adjudicataire doit préalablement obtenir la permission de l'arrondissement de Ville-Marie.

6. Déroulement des opérations de nettoyage/ Suspension des travaux

L'adjudicataire doit être prêt à commencer le nettoyage des trottoirs dans les trois (3) jours ouvrables suivant la confirmation du début des travaux qui sera donné par le Donneur d'ordre, au début du printemps de chaque année de contrat, dès que la température le permettra.

Au même moment, le Donneur d'ordre confirmera le numéro de TÉLÉCOPIEUR à utiliser pour toutes les communications pour confirmer les travaux journaliers ainsi que leur progression ou toute autre information demandée.

Le nettoyage devra être terminé dans les quinze (**15) jours calendrier suivants** si le climat est favorable. L'adjudicataire devra apporter la plus grande diligence dans l'exécution des travaux, afin de parachever ceux-ci dans le délai prescrit, et ce sans interruption, à moins d'un ordre écrit du Donneur d'ordre.

<u>À chaque jour</u> l'adjudicataire devra transmettre par courriel aux personnes concernées :

- sa planification journalière avant de débuter la journée;
- la réalisation des travaux à la fin de la journée ainsi que le nombre d'heures travaillées à des fins de statistiques et de suivis.

Le Donneur d'ordre pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, ordonner la suspension des travaux ou l'annulation du contrat et l'adjudicataire ne pourra établir aucune réclamation basée sur le fait de cette suspension ou cette annulation.

7. Travaux contingents

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit d'ajouter des quantités de nettoyage autres que des trottoirs, qui seront payées au prix soumissionné. Si la largeur de l'ajout est plus grande que 3 mètres, l'entrepreneur sera payé au prix unitaire multiplié par le nombre de tranche de largeur de 3 mètres mesurés.

Ce montant est à titre provisionnel et sera payé seulement sur la base des modifications demandées par le Donneur d'ordre. Le soumissionnaire ne doit pas considérer que ce montant lui sera payé automatiquement.

8. Travaux exécutés en même temps

L'adjudicataire devra conduire ses travaux de manière à ne pas entraver ceux qui ne seraient pas compris dans son mandat et qui doivent s'exécuter en même temps que les siens. Il se conformera à cet égard aux ordres du Donneur d'ordre. Il ne sera pas admis à réclamer quelque indemnité que ce soit à cause de la présence d'autres entrepreneurs ou fournisseurs sur les lieux si ces derniers doivent, avec l'autorisation ou sur l'ordre du Donneur d'ordre, exécuter des travaux ou livrer des matériaux ou faire quoi que ce soit se rapportant à leur contrat, que ces parties intéressées soient connues ou non au début des travaux.

9. Alimentation de l'eau / Responsabilité

L'adjudicataire qui désire utiliser les bornes d'incendie pour s'alimenter en eau pour les opérations de son secteur de travail doit remplir le formulaire de demande d'utilisation temporaire de borne d'incendie disponible sur le portail officiel de la ville de Montréal et le faire parvenir tel que décrit sur le site avant le début des travaux. Ce permis lui sera délivré gratuitement et devra être utilisé uniquement pour l'exécution des travaux prévus au présent contrat. Pour s'assurer d'obtenir un permis d'utilisation sans frais, l'adjudicataire doit indiquer le numéro de contrat, ainsi que la personne responsable de celui-ci, dans la zone réservée à cet effet.

L'adjudicataire pourra ainsi s'alimenter en eau aux différentes bornes fontaines de son secteur sauf celles identifiées d'une tête noire.

Pour obtenir le formulaire l'adjudicataire aura deux choix possibles :

1. Aux bureaux Accès Montréal;
2. Via le site de la Ville:

   Démarche à suivre:

   - Accédez au site de la Ville « http://ville.montreal.qc.ca »;
   - Cliquez sur l'onglet « Banque d'info 311 »;
   - Dans la case « Recherche », inscrire « occupation temporaire du domaine public » et cliquez sur la loupe;
   - Dans la liste des résultats cliquez sur « Ville-Marie — Occupation temporaire du domaine public »;
   - Vous trouverez le formulaire à remplir à la section « Démarche » ainsi que tous les renseignements concernant la transmission de celui-ci ou tout autre renseignement pertinent.

Une copie du formulaire est en annexe à titre indicatif.

Pour plus d'information ou si une assistance est nécessaire concernant le formulaire, l'adjudicataire peut contacter la Ville en composant le 311.

- Rappel des conditions d'utilisation de la borne d'incendie

Le titulaire de l'autorisation doit :

- utiliser exclusivement les bornes d'incendie désignées par le représentant du Donneur d'ordre;
- consigner l'utilisation des bornes incendies sur le rapport journalier;
- ouvrir complètement la borne d'incendie au moment de son utilisation à l'aide d'une clé conçue à cette fin et en régler le débit à l'aide d'un robinet de fermeture qui doit être installé sur l'orifice;
- fermer la borne d'incendie à l'aide d'une clé conçue à cette fin;
- s'assurer que la borne d'incendie est fermée, qu'elle est bien vidangée avant de replacer le bouchon sur l'orifice;
- s'assurer de l'étanchéité des raccords afin d'éviter tout gaspillage ou tout déversement d'eau sur le domaine public ou privé.

Il est interdit à quiconque d'utiliser une borne d'incendie, de laisser couler l'eau à une fin autre que celle pour laquelle l'autorisation d'utiliser la borne d'incendie a été délivrée. **L'adjudicataire qui enfreint les dispositions énumérées au présent article s'expose en plus à des sanctions prévues à la réglementation de la Ville de Montréal.**

10. Efficacité des appareils

Si un ou des appareils ne sont pas en bon ordre, ne donne pas un rendement satisfaisant ou si ceux-ci se brisent fréquemment, l'adjudicataire devra le ou les remplacer par un ou des appareils égale ou plus performant. Si l'adjudicataire ne procède pas au changement, ce contrat pourra être annulé.

Les bris ou arrêts fréquents de la machinerie et la vétusté de celle-ci pourront entraîner l'annulation du présent contrat.

11. Bris / Remplacement

Dans le cas de bris d'appareil soumissionné, le Donneur d'ordre acceptera la substitution pour un autre au même prix. Toutefois, l'appareil substitué devra être de catégorie égale ou supérieure et devra être échangé dans le plus bref délai afin de ne pas retarder l'échéancier et éviter la pénalité.

L'adjudicataire devra s'assurer que tous les mandats de nettoyage en cours d'exécution lors d'un bris d'appareil soient complétés à la satisfaction du Donneur d'ordre.

De plus, l'appareil substitué devra être la propriété du même adjudicataire ou encore il pourra être loué par le même adjudicataire pour la période de réparation selon le taux unitaire inscrit à la soumission.

En aucun cas, le Donneur d'ordre n'est tenue de dédommager l'adjudicataire pour les inconvénients et/ou dommages subis à cause du mauvais fonctionnement des appareils et équipements ni pour les pertes de temps ou de retard résultant de leur bris, de leur réparation ou de leur entretien.

12. Exigences de propreté

Une fois le nettoyage terminé, l'adjudicataire devra s'assurer que les trottoirs soient exempts de pierres, de sable et d'autres débris. L'intérieur des abribus, le contour du mobilier urbain, les surlargeurs devant les stations de métro et le fond du trottoir devront aussi être nettoyés. Les débris devront être poussés dans le cours d'eau du trottoir.

Si nécessaire, l'adjudicataire devra passer une deuxième fois, à ses frais, afin de rencontrer les critères mentionnés ci-haut. Le Donneur d'ordre peut demander à l'entrepreneur de reprendre le travail s'il le juge nécessaire.

13. Infractions / Pénalités

Toutes les infractions aux dispositions du contrat ou aux ordres donnés en conformité de ces dispositions seront constatées par des rapports que dressera le Donneur d'ordre et qu'il signifiera à l'adjudicataire. À défaut de remédier aux correctifs ou autres, une pénalité pourra s'appliquer.

Si l'adjudicataire contrevient aux exigences des documents d'appel d'offres, le Donneur d'ordre peut exiger et percevoir de l'adjudicataire des dommages équivalent à **deux cents dollars (200,00 $)** pour chaque violation de l'un ou l'autre des clauses du présent cahier des charges et ce, à titre de pénalité.

Si l'adjudicataire ne respecte pas l'échéancier prévu de la réalisation des travaux en quinze (15) jours calendrier, à moins d'un avis contraire du Donneur d'ordre, la pénalité imposée sera de 500 $ pour la première journée de retard, de 1 000 $ pour la deuxième journée et de 1 500 $ pour chaque journée subséquente.

Ces pénalités seront prélevées à même les sommes dues à l'entrepreneur.

14. Transport

Au début et à la fin de chaque jour de travail, aucun montant ne sera payé pour le transport des appareils et du personnel sur les différents lieux de travail.

15. Personnel

L'adjudicataire ne devra employer pour ses travaux que du personnel d'habiletés reconnues détenant les permis requis pour lesdits travaux. Advenant le cas où le Donneur d'ordre jugerait à propos d'informer l'adjudicataire de l'incompétence de son personnel, de la mauvaise attitude de l'un à l'égard des représentants du Donneur d'ordre ou d'une mauvaise conduite générale, l'adjudicataire devra prendre les moyens nécessaires pour corriger la situation. À défaut, une pénalité pourra s'appliquer.

L'adjudicataire devra avoir en tout temps à son service sur le chantier le personnel nécessaire à la poursuite diligente des travaux, et ce, à la satisfaction du Donneur d'ordre.

16. Politesse

L'adjudicataire doit prendre les mesures disciplinaires nécessaires envers ses employés lorsque ceux-ci, au cours de leur travail, se conduisent de façon préjudiciable envers, le public ou le représentant du Donneur d'ordre. Le Donneur

d'ordre peut même exiger le remplacement d'un employé dont le comportement au travail est l'objet de plainte justifiée de la part des contribuables ou du surveillant des travaux.

17. Sécurité

L'utilisation de lecteur de musique ou autre appareil pouvant nuire à l'exécution sécuritaire des travaux, est proscrite à l'exception des périodes de pause ou d'attente.

L'utilisation du cellulaire doit servir uniquement pour les fins du travail, à l'exception des périodes de pause ou d'attente.

L'adjudicataire est tenu de prendre toutes les précautions exigées par la Loi pour protéger la santé et assurer la sécurité de ses employés et du public ainsi que de tous biens affectés par les travaux.

En tout temps et en tous lieux durant l'exécution de ses travaux, l'adjudicataire doit respecter les limites de vitesse ainsi que la signalisation routière.

L'adjudicataire doit, au cours des opérations, prendre les mesures nécessaires pour ne pas nuire à la circulation.

18. Réunion de démarrage

Avant le début des travaux prévus au contrat, une réunion pourrait avoir lieu entre l'adjudicataire et le Donneur d'ordre et/ou le responsable de l'arrondissement. S'il y a lieu, les détails concernant la réalisation du contrat, la communication entre le Directeur de l'arrondissement (ou son représentant) et l'adjudicataire, les avis aux citoyens (s'il y a lieu en cas spécial), les particularités du contrat et tout autre détail pertinent y seront alors discutés.

Cette rencontre permettra d'assurer le bon déroulement du contrat ainsi que de la planification des travaux.

19. Gestion de contrat

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, le Donneur d'ordre souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles dudit contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions portant sur les aspects contractuels du contrat.

20. Signalisation

L'entrepreneur devra fournir toute la signalisation nécessaire pour protéger adéquatement la zone des travaux et détourner la circulation s'il y a lieu. La signalisation utilisée devra être conforme au Guide de signalisation routière du Québec pour les travaux de courte durée.

21. Main-d'œuvre, équipement

L'entrepreneur devra fournir les appareils et la main-d'œuvre nécessaires à la réalisation des travaux dans les délais prescrits par le Donneur d'ordre.

22. Caractéristiques techniques

Un appareil de type '' Colpron, modèle C500 '' ou '' Benco, modèle BRT500 '' ou '' MS, modèle RT500 '' ou l'équivalent, équipé d'un pulvérisateur à haute pression (1000 lbs/po²) avec réservoir à eau, montée sur une remorque qui alimente une rampe de lavage de 60 pouces et munie d'une lance à main avec boyau afin d'avoir accès aux endroits restreints. Tout autre type d'équipement devra au préalable être accepté par le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie.

23. Dispositions diverses

Pièces de monnaie ancienne, objets de valeur
Si au cours du contrat, l'Entrepreneur découvre ou met à jour des pièces de monnaie ancienne, des fossiles ou d'autres articles ou objets de valeur ou qui présentent un intérêt historique, ces articles ou objets seront la propriété absolue de l'Arrondissement.

Desjardins

, COMPLEXE DESJARDINS
MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H5B 1B3

Caractéristiques de sécurité intégrées. Détails au verso.
Integrated Security Features. Details on reverse.

TRAITE UNIVERSELLE EN DOLLARS CANADIENS
WORLDWIDE CANADIAN DOLLARS DRAFT

CAISSE DESJARDINS DE VARENNES
Transit : 815-30229

353258957

DATE 2018 02 23
A/Y M/M J/J

PAYEZ / PAY *** 5,260.11
Cinq Deux Six Zéro Un Un
Five Two Six Zero One One

***5,260.11$

CANADIAN DOLLARS CANADIENS

A L'ORDRE DE / TO THE ORDER OF VILLE DE MONTREAL

A.O. 18-16737

CAISSE DESJARDINS DE VARENNES

PAR / BY Mélanie Bouchard

PAR / BY Claudia Walsh

⑈353258957⑈ ⑆98000⑈815⑆ 000⑈302⑈0⑈

LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services Institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L6

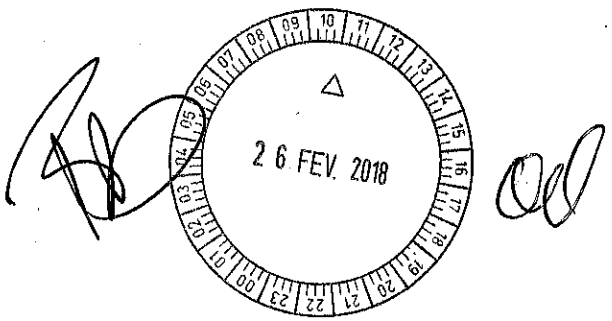
Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	
Numéro d'entreprise (NEQ)	
Adresse du soumissionnaire	

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes Incluses)
1	Secteur Peter-McGill	- $	- $	- $	- $
2	Secteur Saint-Jacques	- $	- $	- $	- $
3	Secteur Sainte-Marie	45750.00 $	2287.50 $	4563.56 $	52601.06 $



Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire (Selon le Registre des entreprises du Québec)	LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER
Numéro d'entreprise (NEQ)	114 222 8916
Adresse du soumissionnaire	2860, RUE HOCHELAGA, MONTREAL (QUEBEC) H2K 1K6

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description du lot	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 2 ans (Km de trottoirs)	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
				A		B	A x B
1	Secteur Peter-McGill	1	Nettoyage de trottoirs	180	Km	ø - $	ø - $
			Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 1				- $
2	Secteur Saint-Jacques	1	Nettoyage de trottoirs	270	Km	ø - $	ø - $
			Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 2				- $
3	Secteur Sainte-Marie	1	Nettoyage de trottoirs	150	Km	305 - $	45750 - $
			Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 3				- $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Montréal

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 18-16737

A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

(LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 4

0.00 INTERPRÉTATION 5

1.00 OBJET 5

2.00 PRIX PROPOSÉ 5

2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
2.03 Option de renouvellement 5

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5

4.00 SÛRETÉS 5

4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution 6

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 7

15.00 DURÉE 7

16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX.....9
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION.....10
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE 12
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION.....13
ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES 15
ANNEXE 7.00 - INSCRIPTION À LA CNESST.....16
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS.....17
ANNEXE 7.00 - ADDENDA.....18
ANNEXE 7.00 - LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.....19

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'appel d'offres no 18-16737.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 102282

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Nom du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ : LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER
Adresse : 2860, RUE HOCHELAGA
Ville : MONTRÉAL
Code postal : H2K 1K6
Téléphone : 514-527-0002
Télécopieur : 514-527-6333
Site internet : WWW.ENTREPRISESMICHELGAUTHIER.COM
Numéro d'entreprise (NEQ) : 1142228916
TPS/TVH : 101341238
TVQ : 1002704362

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Société en participation (Coentreprise ou regroupement)** (Joindre obligatoirement la liste des membres)		
☒ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☒ **Régime provincial**	☒ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) :

Nom du représentant : MICHEL GAUTHIER
Titre : PRÉSIDENT
Courriel : INFO@ENTREPRISESMICHELGAUTHIER.COM
Téléphone : 514-527-0002
Télécopieur : 514-527-6333

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

2.03 Option de renouvellement

Advenant la décision du DONNEUR D'ORDRE de se prévaloir de l'option de renouvellement du Contrat, le SOUMISSIONNAIRE confirme que les prix et les modalités appliqués sont ceux prévus au Contrat.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste

☒ Traite bancaire
☐ Cautionnement de soumission (Annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (Annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution conformément aux exigences des Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le bordereau de Prix;

b) la garantie de soumission;

c) la liste des sous-contractants;

d) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

e) la liste des liens d'affaires;

f) la preuve d'inscription à la CNESST;

g) la fiche détaillée des caractéristiques (unit specifications orders) de chacun des appareils proposés.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À **MONTRÉAL**, CE **22E** JOUR DE **FÉVRIER 2018**

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

MICHEL GAUTHIER
(Nom en lettres moulées)

PRÉSIDENT
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
- **Numéro** : 18-16737

IMPORTANT
- Le contenu de la présente annexe se trouve dans le fichier nommé « Bordereau de Prix » qui est annexé aux Documents d'Appel d'Offres.
- Le SOUMISSIONNAIRE doit compléter ce fichier et le joindre au Formulaire de Soumission, tel qu'indiqué dans les Documents d'Appel d'Offres.
- Si l'adjudication du Contrat implique une évaluation de la qualité, la présente annexe doit être détachée du Formulaire de Soumission et déposée dans une enveloppe distincte de celle contenant le Formulaire de Soumission.

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Numéro de cautionnement : . . . . . .
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : . . . . . .

La . . . . . (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au . . . . . (*adresse complète de l'établissement*) ici représentée par . . . . . (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) . . . . . pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission écrite devant être présentée à la VILLE DE MONTRÉAL, (ci-après appelée le *Donneur d'ordre)* au plus tard le 26 février 2018 et des documents d'appel d'offres s'y rapportant, par . . . . . , *(nom du soumissionnaire),* ayant un établissement situé au . . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé le *Soumissionnaire*), pour l'appel d'offres n° 18-16737 se rapportant à . . . . . (*description de l'objet de l'appel d'offres*) se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut du Soumissionnaire, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer au Donneur d'ordre la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le Soumissionnaire et le montant du contrat que le Donneur d'ordre conclut avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission incluant les taxes.

b) La Caution ne peut retirer son cautionnement pendant les CENT QUATRE-VINGTS (180) jours qui suivent la date limite pour la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, ou à compter du jour où la soumission du Soumissionnaire est acceptée par le Donneur d'ordre et ce, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait fourni, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres.

c) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

d) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Le Soumissionnaire intervient au présent cautionnement pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT À . . . . . , CE . . . E JOUR DE . . . . . 20. . . .

CAUTION

Par: _____

. . . . . .

_____
Témoin

SOUMISSIONNAIRE

Par: _____

. . . . . .

_____
Témoin

ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Bénéficiaire :

VILLE DE MONTRÉAL
275 Rue Notre-Dame Est
Montréal
Québec
H2Y 1C6

(ci-après appelée le *Donneur d'ordre)*

Objet :

_____

..... (*Nom du soumissionnaire*)
..... (*Adresse*)
..... (*Ville*)
..... (*Province*)
..... (*Code postal*)
..... (*Identification sommaire de l'appel d'offres*)

(ci-après appelé le *Soumissionnaire)*

La ..... *(nom de l'institution financière),* ici représentée par ..... (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), garantit, de façon irrévocable, le paiement des sommes qui vous seront dues par le Soumissionnaire en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut de ce dernier pour quelque raison que ce soit de fournir tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres dans les délais requis.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont : soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de fournir les documents ou renseignements demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres dans les délais requis.

Après réception d'une demande écrite de paiement dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée ..... *(nom de l'institution financière)* s'engage à acquitter ces sommes; toutefois, en aucun cas l'engagement total de ..... *(nom de l'institution financière)* en vertu des présentes, ne devra dépasser la somme équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission incluant les taxes.

La présente garantie demeurera en vigueur durant une période de CENT QUATRE-VINGTS (180) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à l'institution financière par le Donneur d'ordre à ..... *(nom de l'institution financière et adresse complète de son établissement).*

Par : _____ Par : _____
(Signataire autorisé) *(Signataire autorisé)*

ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

Numéro de cautionnement : . . . . . .
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : . . . . . .

a) La . . . . . (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au . . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représentée par . . . . . (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) . . . . . pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission et du contrat intervenu entre la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après appelée le *Donneur d'ordre*) et . . . . . (*nom de l'adjudicataire*), ayant un établissement situé au . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé l'*Adjudicataire*), pour . . . . . (*description de l'objet du contrat*), lequel contrat a été adjugé par le Donneur d'ordre à l'Adjudicataire suite à sa soumission présentée le . . . . . e jour du mois de . . . . . 20. . . ., s'oblige solidairement avec l'Adjudicataire envers le Donneur d'ordre à exécuter le contrat, la Caution ne pouvant toutefois être appelée à payer plus de QUINZE POUR CENT (15%) du montant total de la Soumission incluant les taxes.

b) La Caution consent à ce que le Donneur d'ordre et l'Adjudicataire puissent en tout temps faire des modifications au contrat et à ce que le Donneur d'ordre accorde tout délai nécessaire à l'exécution du contrat.

c) L'Adjudicataire est le seul responsable d'aviser la Caution des changements au contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10%) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affecte toutefois pas la validité du présent cautionnement.

d) En cas d'inexécution du contrat par l'Adjudicataire, la Caution doit, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant du Donneur d'ordre, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi le Donneur d'ordre peut faire compléter l'exécution du contrat aux frais de la Caution et de l'Adjudicataire.

e) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

f) L'Adjudicataire intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET L'ADJUDICATAIRE PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À ....., CE ...E JOUR DE ..... 20... .

CAUTION

_____ Par: _____

Témoin .....

ADJUDICATAIRE

_____ Par: _____

Témoin .....

ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer ci-dessous ses liens d'affaires avec toute Personne qui a aidé ou appuyé le DONNEUR D'ORDRE de quelque manière que ce soit dans l'élaboration du présent Appel d'Offres ou dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres.

N°	Nom	Organisation	Lien(s) d'affaires	Indiquez le(s) lien(s) d'affaires
1			☐Oui ☐ Non	
2			☐Oui ☐ Non	
3			☐Oui ☐ Non	

En déposant sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE affirme solennellement que les renseignements indiqués ci-haut sont exacts.

_____

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

_____

(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00 - INSCRIPTION À LA CNESST

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

CNESST

Le 22 février 2018

Direction régionale de
Montréal - 3
Tour Sud, 31e étage
1, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636
Téléc. : 514 764-4371

Monsieur Michel Gauthier
Déneigement & excavation M. Gauthier inc
2860, rue Hochelaga
Montréal (Québec) H2K 1K6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142228916

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 22 février 2018, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et
de vérification des employeurs

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Numéro : 18-16737

(Veuillez cocher une des deux cases)

☒ *Il n'y a **aucun** sous-contractant proposé dans notre soumission pour le présent appel d'offres.*

OU

☐ *Les sous-contractants suivants sont proposés dans notre soumission pour le présent appel d'offres :*

A. À remplir pour tout sous-coutrat				
Nom du sous-contractant	**Numéro de téléphoue du sous-contractant**	**NEQ du sous-contractant**	**Adresse du sous-contractant**	**Date du sous-contrat**

Signé à ..... ce .....

_____
Signature du représentant autorisé du contractant

_____
Nom du représentant (en lettres moulées)

ANNEXE 7.00 - ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(*indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)*

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

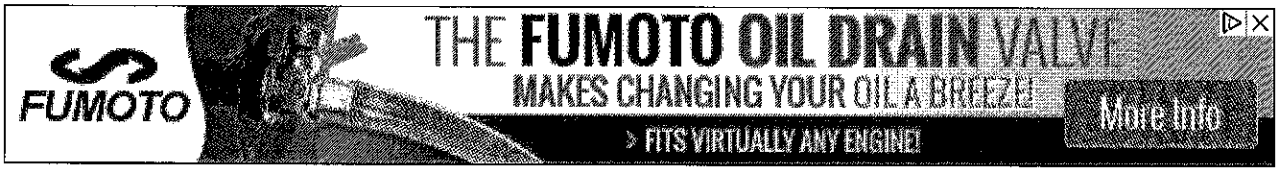
(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00 - LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.

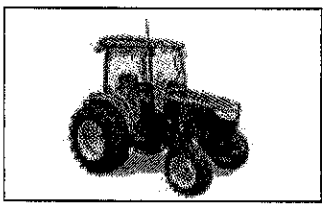
TractorData
Tractors > John Deere > 4066R

Custom Search Search

Tractors Lawn Tractors Compare Articles/News Tractor Shows Contact



John Deere 4066R



2014 - 4R Series
Compact Utility tractor

Previous model:	John Deere 4720
Series back:	John Deere 4052R

Overview | Engine | Transmission | Dimensions | Photos | Attachments

Production:
Manufacturer: John Deere

Variants:

4066M:	base model
4066R:	deluxe model

John Deere 4066R Engine:
Yanmar 4-cyl diesel
full engine details ...

Capacity:

3-Point Hitch:
Rear Type: I

Power Take-off (PTO):

Rear PTO:	independent
Rear RPM:	540 (1.375)

Dimensions & Tires:

Weight:	3770 to 4675 pounds
Front tire:	8.00-16
Rear tire:	13.6-28

full dimensions and tires ...

John Deere 4066R attachments:
front-end loader
all 4066R attachments ...

4066R Serial Numbers:
Location: Serial number plate on the right side of the 4066R tractor frame, above the front axle.

- Serial numbers unknown -

Snowmobile Trails NB - Northern Odyssey
Snowmobile The 1,500 km Loop. Plan Your Odyssey Today.
tourismnewbrunswick.ca

John Deere 4066R Power:

Engine:	65.9 hp [49.1 kW]
PTO (claimed):	54 hp [40.3 kW]

Mechanical:

Chassis:	4x4 MFWD 4WD
Steering:	power
Cab:	Two-post folding ROPS. Cab optional.

Electrical:
Ground: negative

Battery:

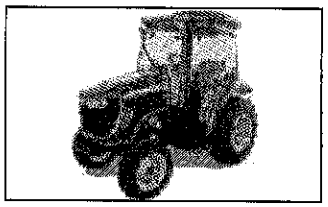
Number:	1
Volts:	12

Page information:

Last update:	July 4, 2016
Copyright:	Copyright 2016 TractorData LLC
Contact:	Peter@TractorData.com

Combien Vaut Ma Maison? - 5 Réponses Gratuites Ici
Quelle est la Valeur Marchande de Votre Propriété? Expertise Rapide Gratuit
evaluationgratuiteparcourriel.com/Gratuit

John Deere 3720



2005 - 2013 3000 Twenty Series
Compact Utility tractor
Next model: John Deere 3046R
Series back: John Deere 3520

Overview | Engine | Transmission | Dimensions | Photos | Attachments

Production:
Manufacturer: John Deere

John Deere 3720 Engine:
Yanmar 1.5L 3-cyl diesel
full engine details ...

Capacity:
ROPS Fuel: 13.5 gal [51.1 L]
Cab Fuel: 11.8 gal [44.7 L]
Hydraulic system: 6.8 gal [25.7 L]

3-Point Hitch:
Rear Type: I
Rear lift (at ends): 2,530 lbs [1147 kg]

Power Take-off (PTO):
Rear PTO: independent
Rear RPM: 540
Mid PTO: optional
Mid RPM: 2100

Dimensions & Tires:
Wheelbase: 68 inches [172 cm]
Weight: 2900 to 3570 pounds
Front tire: 7-14
Rear tire: 11.2-24
full dimensions and tires ...

John Deere 3720 attachments:
mowing deck
front-end loader
backhoe
all 3720 attachments ...

3720 Serial Numbers:
Location:

Snowmobile Vacation - New Brunswick Northern Odyssey
Your Next New Snowmobiling Adventure Is Right Next Door.
tourismnewbrunswick.ca

John Deere 3720 Power:
Engine: 44 hp [32.8 kW]

Mechanical:
Chassis: 4x4 MFWD 4WD
Steering: power
Brakes: wet disc
Cab: Two-post foldable ROPS. Cab optional.

Hydraulics:
Type: open center
Capacity: 6.8 gal [25.7 L]
Valves: 5
Pump flow: 8.6 gpm [32.6 lpm]
Total flow: 13.9 gpm [52.6 lpm]

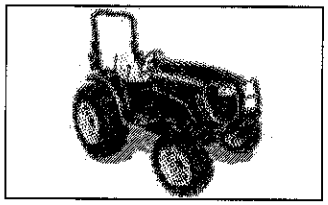
Electrical:
Ground: negative
ROPS Charging amps: 40
Cab Charging amps: 75

1 We Sell & Lease Trucks - Toronto Auto Sales and Leasing Call Today For a Free Estimate So You Can Get Started on Your Job torontoautosales.com

2 Tracteurs à réparer ? Achetez vos pièces de remplacements Très bon prix et livrées chez vous garagerobertcarrier.com

3 The End of Jonathan Toews - The Hawks To Drop Star Player Hockey fans are devestated as NHL announces investigation after training video battalionfitness.com

John Deere 4720



2005 - 2014 4000 Series

Model years 2009-2014

Compact Utility tractor

Next model: John Deere 4066M, John Deere 4066R

Series back: John Deere 4520

Overview | Engine | Transmission | Dimensions | Photos | Tests | Attachments

For the 2009 model year (tractor serial number 650001), the John Deere 4720 was upgraded with the eThrottle feature, increased engine power, and an optional 540e PTO. During Nebraska testing, the John Deere 4720 was unable to produce the advertised 12 GPM hydraulic flow rate, actual flow was 11.6 GPM.

Production:

Manufacturer:	John Deere
Factory:	Augusta, Georgia, USA
Original price (USD):	$35,633 (2013)

John Deere 4720 Engine:

John Deere 2.4L 4-cyl diesel

full engine details ...

Capacity:

Fuel:	14.5 gal [54.9 L]
	13.8 gal [52.2 L] (with cab)
Hydraulic system:	9.6 gal [36.3 L]

3-Point Hitch:

Rear Type:	I
Rear lift (at 24"/610mm):	2500 lbs [1134 kg]

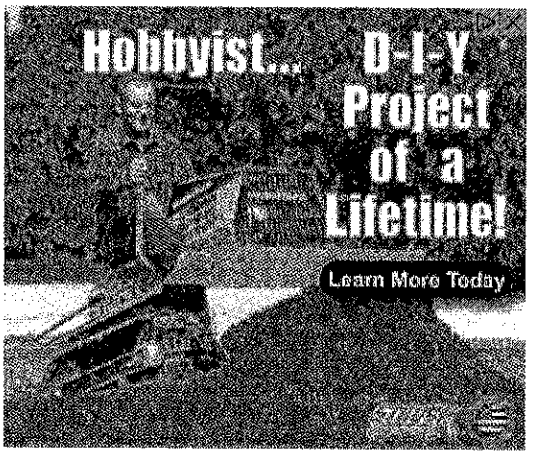
Power Take-off (PTO):

Rear PTO:	independent
Rear RPM:	540
	540/540e
Mid PTO:	optional independent
Mid RPM:	2100

Dimensions & Tires:

Wheelbase:	71.5 inches [181 cm]
Weight:	3,860 lbs [1750 kg]
Front tire:	8.00-16
Rear tire:	13.6-28

full dimensions and tires ...



John Deere 4720 Power:

Engine (gross):	66 hp [49.2 kW]
PTO (claimed):	56 hp [41.8 kW]
PTO (tested):	59.16 hp [44.1 kW]

power test details ...

Mechanical:

Chassis:	4x4 MFWD 4WD
Steering:	hydrostatic power
Brakes:	wet disc
Cab:	Two-post foldable ROPS. Cab optional with heat and air-conditioning.

Hydraulics:

Type:	open center
Capacity:	9.6 gal [36.3 L]
Pressure:	2500 psi [172.4 bar]

Les Équipements Harjo

- RMT500 Remorque trottoir 500 gals us
- 2 essieux 3500 lbs
- Freins hydraulique
- Lumières arrière
- Pompe sur pto
- Rampe 21 jets 1 1/16 pouce en stainless
- Enrouleur 50 pieds hose
- Boyau pompier pour remplissage

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

DENEIGEMENT & EXCAVATION M. GAUTHIER INC.
2860, RUE HOCHELAGA
MONTREAL (QUEBEC) H2K 1K6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142228916

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 602130-AFTZ-0436676
Date et heure de délivrance de l'attestation : 5 décembre 2017 à 14 h 39 min 32 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mars 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Desjardins

Caractéristiques de sécurité intégrées. Détails au verso.
Integrated Security Features. Details on reverse.

353258957

1, COMPLEXE DESJARDINS
MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H5B 1B3

TRAITE UNIVERSELLE EN DOLLARS CANADIENS
WORLDWIDE CANADIAN DOLLARS DRAFT

CAISSE DESJARDINS DE VARENNES
TransIt : 815-30229

DATE 2018 02 23
A/Y M/M J/J

PAYEZ / PAY

*** 5,260.11
Cinq Deux Six Zéro Un Un
Five Two Six Zero One One

***5,260.11$

CANADIAN DOLLARS CANADIENS

A L'ORDRE DE / TO THE ORDER OF

VILLE DE MONTREAL

CAISSE DESJARDINS DE VARENNES

PAR / BY Mélanie Bouchard

PAR / BY Claudia Walsh

⑈353258957⑈ ⑆98000⑇815⑆ 000⑇302⑇0⑈

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Numéro de cautionnement : . 7610280-18-001 . . . . . .
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : . 2000699861 . . . . . .

La . Intact compagnie d'assurance . . . . . (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au . 2020 Robert-Bourassa, bureau 100, Montréal, Qc, H3A 2A5 (*adresse complète de l'établissement*) ici représentée par . Lise Roch, mandataire . . . . . (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) . 514-282-6817 . . . . . pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission écrite devant être présentée à la VILLE DE MONTRÉAL, (ci-après appelée le *Donneur d'ordre)* au plus tard le 26 février 2018 et des documents d'appel d'offres s'y rapportant, par . Les Équipements Benco (Canada) Ltée . . . . . (*nom du soumissionnaire)*, ayant un établissement situé au . 537, 5e Avenue, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc, J0N 1H0 . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . Martin Benoit . . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé le *Soumissionnaire*), pour l'appel d'offres n° 18-16737 se rapportant à Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie (*description de l'objet de l'appel d'offres*) se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut du Soumissionnaire, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer au Donneur d'ordre la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le Soumissionnaire et le montant du contrat que le Donneur d'ordre conclut avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission incluant les taxes.

b) La Caution ne peut retirer son cautionnement pendant les CENT QUATRE-VINGTS (180) jours qui suivent la date limite pour la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, ou à compter du jour où la soumission du Soumissionnaire est acceptée par le Donneur d'ordre et ce, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait fourni, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres.

c) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

d) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Le Soumissionnaire intervient au présent cautionnement pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT À Montréal, CE 19E JOUR DE février 20.18.

Cynthia Roch Témoin

Intact compagnie d'assurance
CAUTION
Par: Lise Roch
Lise Roch, mandataire

Témoin

Les Équipements Benco (Canada) Ltée
SOUMISSIONNAIRE
Par:

Montréal

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 18-16737

A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

(Les Equipements Benco CANADA Ltée)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 4

0.00 INTERPRÉTATION 5

1.00 OBJET 5

2.00 PRIX PROPOSÉ 5

2.01 Prix de base 5
2.02 Ajustement 5
2.03 Option de renouvellement 5

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 5

4.00 SÛRETÉS 5

4.01 Garantie de soumission 5
4.02 Garantie d'exécution 6

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 6

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 6

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 6

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 7

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 7

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE 7

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 7

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 7

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION 7

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 7

15.00 DURÉE 7

16.00 PORTÉE 8

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX.....9
ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION.....10
ANNEXE 4.01 B - LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE.....12
ANNEXE 4.02 B - CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION.....13
ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES.....15
ANNEXE 7.00 - INSCRIPTION À LA CNESST.....16
ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS.....17
ANNEXE 7.00 - ADDENDA.....18
ANNEXE 7.00 - LA FICHE DÉTAILLÉE DES CARACTÉRISTIQUES (UNIT SPECIFICATIONS ORDERS) DE CHACUN DES APPAREILS PROPOSÉS.....19

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	LES Equipements Benco CANADA Ltée
Numéro d'entreprise (NEQ)	1148952774
Adresse du soumissionnaire	537, 5e Avenue Ste ANNE Des Plaines Québec J0N 1H0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description du lot	Numero d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 2 ans (Km de trottoirs)	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
				A		B	A x B
1	Secteur Peter-McGill	1	Nettoyage de trottoirs	180	Km	421.00 $	75 780.00 $
			Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 1				- $
2	Secteur Saint-Jacques	1	Nettoyage de trottoirs	270	Km	421.00 $	113 670.00 $
			Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 2				- $
3	Secteur Sainte-Marie	1	Nettoyage de trottoirs	150	Km	421.00 $	63 150.00 $
			Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 3				- $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

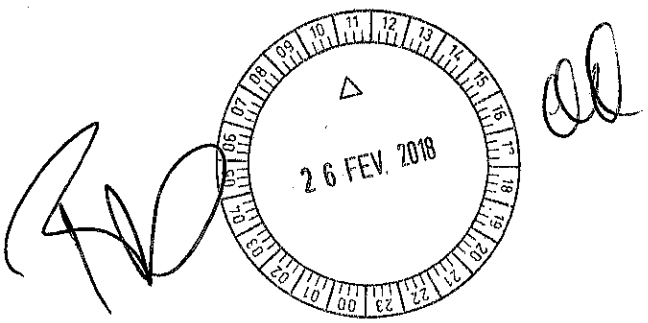
Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Les Équipements Benco canada Ltee
Numéro d'entreprise (NEQ)	1148952774
Adresse du soumissionnaire	537, 5e Avenue Ste-Anne-des-Plaines Québec J0N 1H0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Secteur Peter-McGill	75780.00 $	3789.00 $	7559.05 $	87 128.05 $
2	Secteur Saint-Jacques	113 670.00 $	5683.50 $	11 338.58 $	130 692.08 $
3	Secteur Sainte-Marie	63 150.00 $	3157.50 $	6299 21 $	72 606.71 $



FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'appel d'offres no 18-16737.

PRÉSENTÉ PAR :

Numéro de fournisseur à la Ville de Montréal : 115256

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville de Montréal, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

Nom du soumissionnaire tel qu'indiqué au REQ : Les Equipements Benco CANADA Ltée
Adresse : 537, 5e Avenue
Ville : Ste-Anne Des Plaines
Code postal : J0N 1H0
Téléphone : 514 977 5134
Télécopieur : 450 707 0773
Site internet : —
Numéro d'entreprise (NEQ) : 1148952774
TPS/TVH : 143254225 RT0001
TVQ : 1022970026 TQ0001

STATUT JURIDIQUE

☐ **Entreprise individuelle**		☐ **Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle**
☐ **Société en nom collectif**		☐ **Société en commandite**
☐ **Société en participation (Coentreprise ou regroupement)** (Joindre obligatoirement la liste des membres)		
☒ **Société par actions**	☐ **Régime fédéral**	
	☐ **Régime provincial**	☐ **Québec**
		☐ **Autre** (préciser) :

Nom du représentant : Martin Benoit
Titre : President
Courriel : bencobenoit@yahoo.com
Téléphone : 514-977-5134
Télécopieur : 450 707 0773

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il dépose la présente Soumission.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à l'Appel d'Offres du DONNEUR D'ORDRE, le SOUMISSIONNAIRE dépose sa Soumission et convient que sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par le Contrat.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appels d'Offres, le cas échéant.

2.03 Option de renouvellement

Advenant la décision du DONNEUR D'ORDRE de se prévaloir de l'option de renouvellement du Contrat, le SOUMISSIONNAIRE confirme que les prix et les modalités appliqués sont ceux prévus au Contrat.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint la garantie de soumission suivante :

☐ Chèque certifié
☐ Mandat-poste

☐ Traite bancaire
☒ Cautionnement de soumission (Annexe 4.01 A)
☐ Lettre de garantie irrévocable (Annexe 4.01 B)

4.02 Garantie d'exécution

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE une garantie d'exécution conformément aux exigences des Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

a) le Bordereau de Prix;

b) la garantie de soumission;

c) la liste des sous-contractants;

d) la liste complète des Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

e) la liste des liens d'affaires;

f) la preuve d'inscription à la CNESST;

g) la fiche détaillée des caractéristiques (unit specifications orders) de chacun des appareils proposés.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requis par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION POUR FIN DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT, À LAVAL, CE 23E JOUR DE Février 20.18

LE SOUMISSIONNAIRE

Par : _____
(Signature)

Martin Benoit
(Nom en lettres moulées)

Président
(Fonction en lettres moulées)

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
- **Numéro** : 18-16737

IMPORTANT
- Le contenu de la présente annexe se trouve dans le fichier nommé « Bordereau de Prix » qui est annexé aux Documents d'Appel d'Offres.
- Le SOUMISSIONNAIRE doit compléter ce fichier et le joindre au Formulaire de Soumission, tel qu'indiqué dans les Documents d'Appel d'Offres.
- Si l'adjudication du Contrat implique une évaluation de la qualité, la présente annexe doit être détachée du Formulaire de Soumission et déposée dans une enveloppe distincte de celle contenant le Formulaire de Soumission.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Gaudreau Assurances
3737 boul. Crémazie Est, Bureau 1001
Montréal, Québec, H1Z 2K4

[intact] ASSURANCE

Lettre de Consentement

N^{O} du cautionnement : **7610280-18-001**

ATTENDU QUE : **Les Équipements Benco (Canada) Ltée** ci-après appelé le Débiteur Principal

a présenté une soumission par écrit à **Ville de Montréal** ci-après appelé le Bénéficiaire

en date du 26 février **2018**

relativement à : **Appel d'offres no. 18-16737 – A52 – Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie.**

Nous, **Intact compagnie d'assurance** une société incorporée en vertu des lois du Canada, dûment autorisée à se rendre Caution dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada à titre de Caution, nous nous engageons à accorder au Débiteur Principal le(s) cautionnement(s) suivant(s) si le Débiteur Principal conclut un contrat en bonne et due forme avec le Bénéficiaire.

1. Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à **quinze pour cent (15%)** du prix du contrat sous réserve d'un montant maximum de **non applicable (N/A)** dollars

2. Cautionnement des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services pour un montant équivalent à **non applicable**

La présente lettre de consentement est sans effet, à moins que la demande pour le(s) cautionnement(s) ne nous soit faite par écrit dans les **cent-quatre-vingt (180)** jours qui suivent la date de clôture de l'appel des soumissions.

POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC SEULEMENT :

Il est une condition de la présente lettre d'engagement que, en vertu notamment de l'article 2345 du Code civil du Québec, sur demande de la Caution et ce avant l'émission du (des) cautionnement(s) ci-haut mentionné(s), le Bénéficiaire de la présente lettre fournisse à la Caution une liste des soumissionnaires et le montant de leur soumission.

À **Montréal** le **19^{e}** jour de **février 2018**

La Caution
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

Lise Roch

Lise Roch, mandataire
Représentant dûment autorisé

7088 cons fra (01-01)

ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer ci-dessous ses liens d'affaires avec toute Personne qui a aidé ou appuyé le DONNEUR D'ORDRE de quelque manière que ce soit dans l'élaboration du présent Appel d'Offres ou dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres.

N°	Nom	Organisation	Lien(s) d'affaires	Indiquez le(s) lien(s) d'affaires
1			☐Oui ☒Non	
2			☐Oui ☒Non	
3			☐Oui ☒Non	

En déposant sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE affirme solennellement que les renseignements indiqués ci-haut sont exacts.

Martin Benoit

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)

CNESST

Le 16 février 2018

Direction régionale des Laurentides
3e étage
275, rue Latour
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 0J7
Tél. : 450 431-4020 ou 1 800 565-2234
Téléc. : 450 431-4330

Monsieur Martin Benoit
Les Équipements Benco (Canada) ltée
537, 5e Avenue
Sainte-Anne-des-Plaines QC J0N 1H0

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148952774

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 16 février 2018, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et
de vérification des employeurs

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Numéro : 18-16737

(Veuillez cocher une des deux cases)

☒ *Il n'y a* ***aucun*** *sous-contractant proposé dans notre soumission pour le présent appel d'offres.*

OU

☐ *Les sous-contractants suivants sont proposés dans notre soumission pour le présent appel d'offres :*

A. À remplir pour tout sous-contrat				
Nom du sous-contractant	Numéro de téléphone du sous-contractant	NEQ du sous-contractant	Adresse du sous-contractant	Date du sous-contrat

Signé à Laval ce 23 février 2018

Signature du représentant autorisé du contractant

Martin Benoit

Nom du représentant (en lettres moulées)

ANNEXE 7.00 - ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda
N/A	

Martin Benoit

(nom de la personne autorisée en lettres moulées)

(signature de la personne autorisée)

Wheel Loader

WL 32

Articulated Wheel Loader offers power and performance for any construction job site

» Equipped with a powerful Perkins 4-cylinder Tier IV Final Perkins diesel engine, the WL 32 from delivers high performance. Available with either a 48HP or 60HP engine designed for maximum efficiency. This articulating wheel loader features a modern cab design ensuring panoramic visibility with excellent head room and freedom of movement. With the universal attachment plate, Faster Hydraulic Block, and 14-Pin auxiliary electrical harness all standard, operating attachments is quick and easy. «



ADDITIONAL ADVANTAGES:

- **Perkins T4F engines** available in 48 and 60 hp versions.
- **Standard aux hydraulic flow of 16 gpm** with 28 gpm high flow option.
- **Universal attachment plate** accepts most existing skid steer attachments.
- **48" width** capable of maneuvering sidewalks (narrow tires required).
- **Faster quick connect hydraulic connections** with 14-pin wiring harness standard.
- **Ergonomically shaped and spring-mounted seat** for operator comfort for added productivity.
- **Factory installed heat and A/C** (A/C only on cab versions).

CE ISO 9001 Quality Management System

WACKER NEUSON

Technical Data		WL 32
ENGINE		
Make / Model		Perkins Tier IV Final 404F-22 (48HP) 404D-22T (60HP)
Type		Turbo-charged, water-cooled, 4-cylinder diesel engine
Max. operating power canopy	hp (kW)	60 (45) 48 (36)
at operating speed	rpm	2600
Power rating specification		ISO 3046
Fuel tank capacity	gal (l)	16 (60)
PERFORMANCE		
Drive speed 2 speed	mph (kph)	12 (20)
Bucket capacity	yd³ (m³)	0.5 (0.5)
Drive		Hydrostatic / High speed
Axles		Planetary axles
Standard tires		31x15.5 - 15EM ET -37
Steering		Hydraulically operated centrally-articulated pendulum steering
Oscillation angle		12°
Articulation angle		±44°
Working brake		Hydrostatic / mechanical
Parking brake		Mechanical
HYDRAULICS		
Work pump		Gear pump
Flow rate working, auxiliary high flow	gpm (l/min)	16 (60) 28 (106) HF option only
Pressure	psi (bar)	3046 (210)
Hydraulic tank capacity	gal (l)	13 (49)
CAPACITY		
Loader design		PZ lift frame
Hydraulic lifting capacity	lbs (kg)	7259 (3293)
Breakout force	lbf (daN)	9082 (40.4)
Straight tipping load (bucket)	lbs (kg)	4885 (2216)
Articulated tipping load (bucket)	lbs (kg)	4080 (1851)
Straight tipping load (pallets)	lbs (kg)	4193 (1902)
Articulated tipping load (pallets)	lbs (kg)	3527 (1600)

Technical Data		WL 32
DIMENSIONS		
A – Length with standard bucket	ft-in (mm)	15' 9" (4792)
A' – Length without bucket	ft-in (mm)	13' 2" (4022)
B – Axle center to bucket pivot point	ft-in (mm)	2' 3" (675)
C – Wheelbase	ft-in (mm)	6' 8" (1952)
D – Axle center to rear overhang	ft-in (mm)	4' 3" (1290)
E – Overhead loading height*	ft-in (mm)	9' 6" (2887)
F – Max. height of bucket pivot point*	ft-in (mm)	10' 6" (3200)
H – Max. dumping height*	ft-in (mm)	7' 11" (2413)
I – Scraping depth*	in (mm)	1" (43)
K – Reach at max. dump height*	ft-in (mm)	1' 1" (334)
L – Height of cab*	ft-in (mm)	7' 8" (2348)
M – Total working height*	ft-in (mm)	14' 8" (4648)
N – Maximum dumping angle		48°
O – Reverse roll angle on ground		39°
P – Reverse roll angle at max. lift height		50°
Q – Inside turning radius*	ft-in (mm)	6' (1828)
R – Overall width*	ft-in (mm)	4' 7" (1390)
– narrow tires		4' (1219)
T – Ground clearance*	ft-in (mm)	10" (250)
Z – Maximum turning radius	ft-in (mm)	11' 7" (3533)
Operating weight, cab	lbs (kg)	7386 (3350)

* In the event of deviating tires or reversed wheel rims the dimensions will change.

DEALER INSTALLED ACCESSORIES (Sold Seperately)

3" seat belt, winter convenience package, various tire options and more

NOISE LEVEL

Noise level (LWA)		100 dB(A)

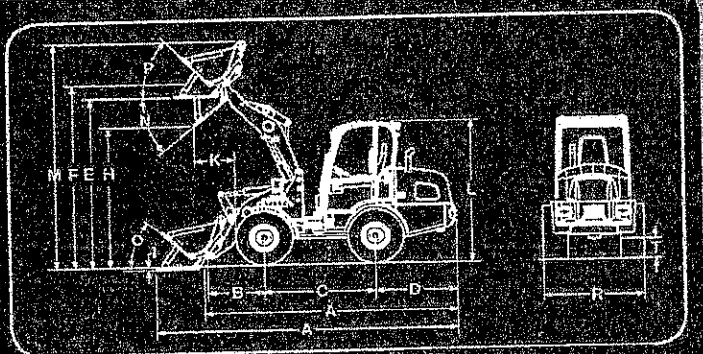
Standard Package

Wheel Loader
WL 32
Model Guide

WL = Wheel Loader
32 = Weight in metric tons 3.2

Please refer to our Price List and Ordering Guide for complete accessory information.

· Includes operator's manual and parts book.



Specifications may change due to continuous product development. Users are advised to consult Wacker Neuson's Operator's Manual and website for specific information regarding the engine power rating. Actual power output may vary due to conditions of specific use.

www.wackerneuson.com

WACKER NEUSON

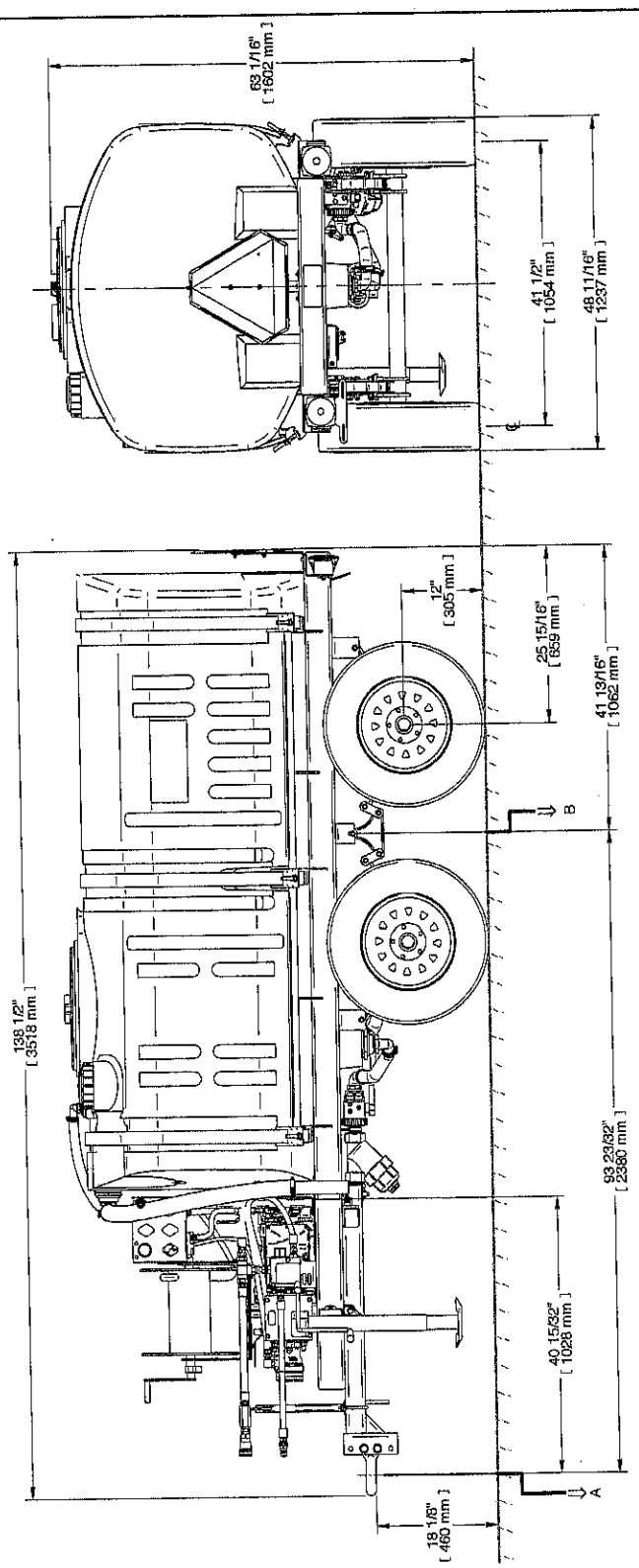
0099192/Sep-2014/Layout Goes Studio/2/mng Marek Group

RINCE TROTTOIR 500
SIDEWALK SPRAYER 500

NOTE: LES DIMENSIONS ET POIDS INDIQUÉS SONT À TITRE DE RÉFÉRENCE ET PEUVENT DIFFÉRER DU PRODUIT RÉEL.
NOTE: DIMENSIONS AND WEIGHTS SHOWN ARE FOR REFERENCE, ACTUAL PRODUCT MAY DIFFER.

Poids plein (eau) / Loaded weight (water)	
	LBS / (KG)
A	415 / 189
B	840 / 381
A+B	1255 / 569

Poids plein (eau) / Loaded weight (water)	
	LBS / (KG)
A	920 / 417
B	4860 / 2204
A+B	5780 / 2621



Rév.	Description	Date	Approbation

1- LES VALEURS SONT EN POUCES SAUF INDICATION CONTRAIRE
VALUES ARE INCHES UNLESS SPECIFIED
3- TOLÉRANCES GÉNÉRALES
GENERAL TOLERANCES
X.X ± 0.10"
Angle ± 1°
X.X ± 0.1"
X.XX ± 0.05"
X.XXX ± 0.005"

MSG
MSG GREGSON

LMS: Information à exclure à de MSG GREGSON ou services tiers. Les droits de propriété, secret, confidentialité, brevet, communication, fabrication et/ou toute autre restriction applicable.
NOTICE: Information disclosed herein is the property of MSG GREGSON and shall not be disclosed to third parties without the prior written consent of MSG GREGSON. Intellectual property rights, including but not limited to copyright, design, use, sale, patent, trademark, and other applicable rights.

# FEUILLE / SHEET #	Sheet2
DESCRIPTION	Plomberie réservoir
# DESSIN / DRAWING #	3D manuel
DATE CRÉATION	2016/12/22
CRÉATEUR / CREATOR	cyrennep
REVISION DATE	2017/01/31
REVISION PAR / BY	cyrennep
ÉCHELLE / SCALE	1:1
PAGE	2 of 2
REVISION	0

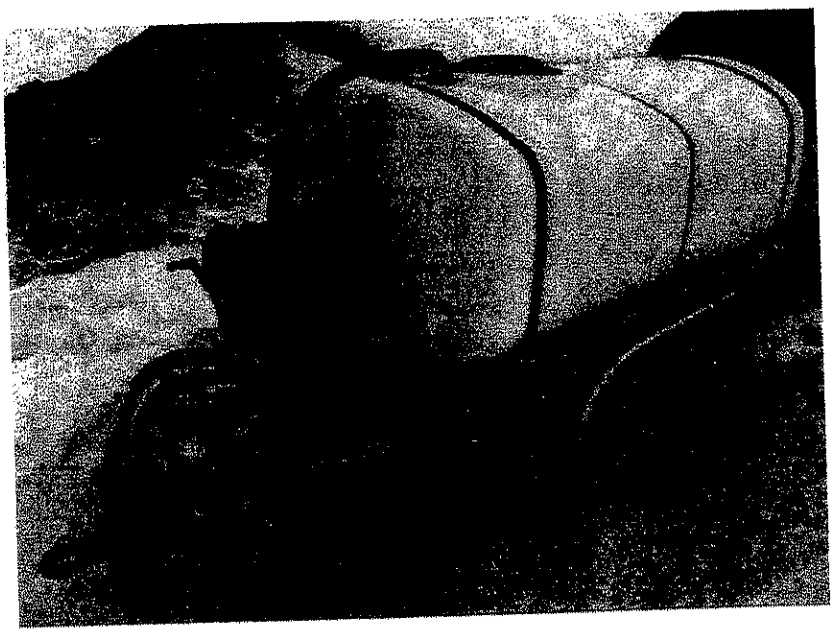
LAVE TROTTOIR RT500

Produit PC00578 : Rince trottoir 1915L, 500 gal. MS Gregson

- Remorque en acier, essieu tandem sans ailes
- Freins électrique et batterie pour frein d'urgence
- Réservoir en polyéthylène blanc de 1915 litres (500 gal)
- Pompe maximum 23.8GPM, 870PSI, 14HP, 650RPM alimenté par moteur hydraulique
- Enrouleur de capacité 200' avec boyau 3/8" x 50' et pistolet 36" (lavage)
- Boyau-pompier 25' avec adaptateur borne fontaine et support pour remisage
- Rampe horizontale 60" en acier inoxydable avec 16 buses, installation de la rampe faite par le client
- Boîtier ventilé en acier pour remisage du boyau et autres composantes
- Entrée de remplissage pour boyau 2"
- Trop plein boyau 2"

Option

- Rampe latéral 2 côtés avec valve de fermeture.....
- Ensemble de pulvérisation de fleur avec lance courbé .....
-



automobile Québec

N° DE PLAQUE: FKC4979-1

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTQ:

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 43580562

DÉLIVRANCE ANNÉE MOIS JOUR: 2017 10 05

EXPIRATION ANNÉE MOIS JOUR: 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRYA7AUNA

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: CLE CAPITAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
WACKE	WL32	2018		3350	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 3042414

N° D'UNITÉ:

CATÉGORIE D'USAGE: VO-SQ-SP-AUTRE F-D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

Société de l'assurance automobile Québec

N° DE PLAQUE: FKC4982-6

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTQ:

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 43580562

DÉLIVRANCE ANNÉE MOIS JOUR: 2017 10 05

EXPIRATION ANNÉE MOIS JOUR: 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRUA7BU3A

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: CLE CAPITAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
WACKE	WL32	2018		3350	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 3042037

N° D'UNITÉ:

CATÉGORIE D'USAGE: VO-SQ-SP-AUTRE F-D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

Société de l'assurance automobile Québec

N° DE PLAQUE: FKC4981-5

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTQ:

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER: 43580562

DÉLIVRANCE ANNÉE MOIS JOUR: 2017 10 05

EXPIRATION ANNÉE MOIS JOUR: 2018 03 31

N° DE CERTIFICAT: SRWA7AUYA

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: CLE CAPITAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
WACKE	WL32	2018		3350	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 3041919

N° D'UNITÉ:

CATÉGORIE D'USAGE: VO-SQ-SP-AUTRE F-D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

automobile
Québec

N° DE PLAQUE
FKC4978-0

N° DE DOSSIER
48952774

N° DE CTQ

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER
43580562

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017	10	05	2018	03	31	SR1A74U7B

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
CLE CAPITAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
WACKE	WL32	2018		3350	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE
3042044

N° D'UNITÉ

CATÉGORIE D'USAGE VO-SQ-SP-AUTRE F-D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

Société de l'assurance automobile
Québec

N° DE PLAQUE
FKC4977-9

N° DE DOSSIER
48952774

N° DE CTQ

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE DOSSIER
43580562

DÉLIVRANCE ANNÉE	MOIS	JOUR	EXPIRATION ANNÉE	MOIS	JOUR	N° DE CERTIFICAT
2017	10	05	2018	03	31	SR2A72USB

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ
CLE CAPITAL INC.

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
WACKE	WL32	2018		3350	

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE
3042031

N° D'UNITÉ

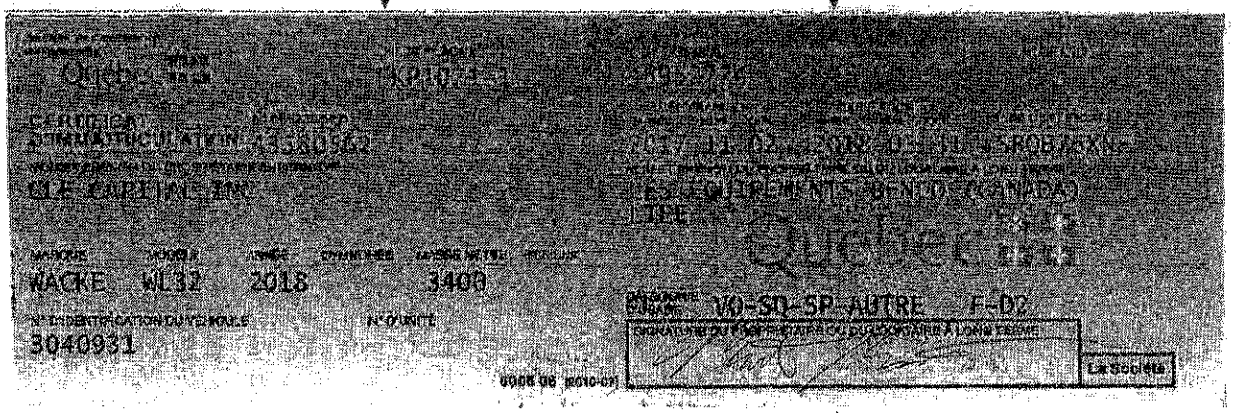
CATÉGORIE D'USAGE VO-SQ-SP-AUTRE F-D2

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

6005 08 (2010-07)

PLIER AVANT DE DÉTACHER



PLIER AVANT DE DÉTACHER

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: RH1369L-7 ✓

N° DE DOSSIER: 44435832

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTC:

DÉLIVRANCE: 2017 05 30

EXPIRATION: 9999 99 99

N° DE CERTIFICAT: SRB57ATWW

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: NATIONAL LEASING GROUP INC.

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
MS	RT500	2017		608	

CATÉGORIE D'USAGE: RE-SQ-SP-AUTRE R-A1

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2P9PAA1C6HD039514

N° D'UNITÉ: #60

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

8005 08 (2010-07)

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: RH1367L-3 ✓

N° DE DOSSIER: 44435832

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTC:

DÉLIVRANCE: 2017 05 30

EXPIRATION: 9999 99 99

N° DE CERTIFICAT: SRF572TNW

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: NATIONAL LEASING GROUP INC.

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
MS	RT500	2017		608	

CATÉGORIE D'USAGE: RE-SQ-SP-AUTRE R-A1

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2P9PAA1C4HD039513

N° D'UNITÉ: #61

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

8005 08 (2010-07)

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: RH1307L-7 ✓

N° DE DOSSIER: 44435832

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTC:

DÉLIVRANCE: 2017 05 30

EXPIRATION: 9999 99 99

N° DE CERTIFICAT: SRN576T8V

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: NATIONAL LEASING GROUP INC.

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
MS	RT500	2017		608	

CATÉGORIE D'USAGE: RE-SQ-SP-AUTRE R-A1

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2P9PAA1C0HD039511

N° D'UNITÉ: #62

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

8005 08 (2010-07)

Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: RH1306L-5 ✓

N° DE DOSSIER: 44435832

N° DE DOSSIER: 48952774

N° DE CTC:

DÉLIVRANCE: 2017 05 30

EXPIRATION: 9999 99 99

N° DE CERTIFICAT: SRS579T0V

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: NATIONAL LEASING GROUP INC.

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	CYLINDRÉE	MASSE NETTE	ESSIEUX
MS	RT500	2017		608	

CATÉGORIE D'USAGE: RE-SQ-SP-AUTRE R-A1

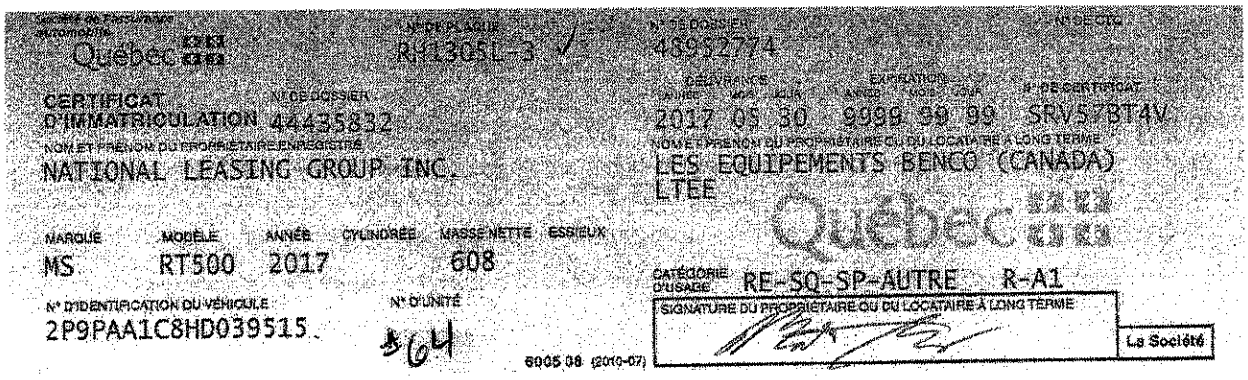
N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2P9PAA1C9HD039510

N° D'UNITÉ: # 63

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

8005 08 (2010-07)



Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: RH1305L-3

N° DE DOSSIER: 44435832

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: NATIONAL LEASING GROUP INC.

MARQUE: MS | MODÈLE: RT500 | ANNÉE: 2017 | CYLINDRÉE: | MASSE NETTE: 608 | ESSIEUX:

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2P9PAA1C8HD039515

N° D'UNITÉ: 064

6005 08 (2010-07)

N° DE DOSSIER: 43952774

N° DE CTC:

DÉLIVRANCE: ANNÉE MOIS JOUR

EXPIRATION: ANNÉE MOIS JOUR

N° DE CERTIFICAT: SRV578T4V

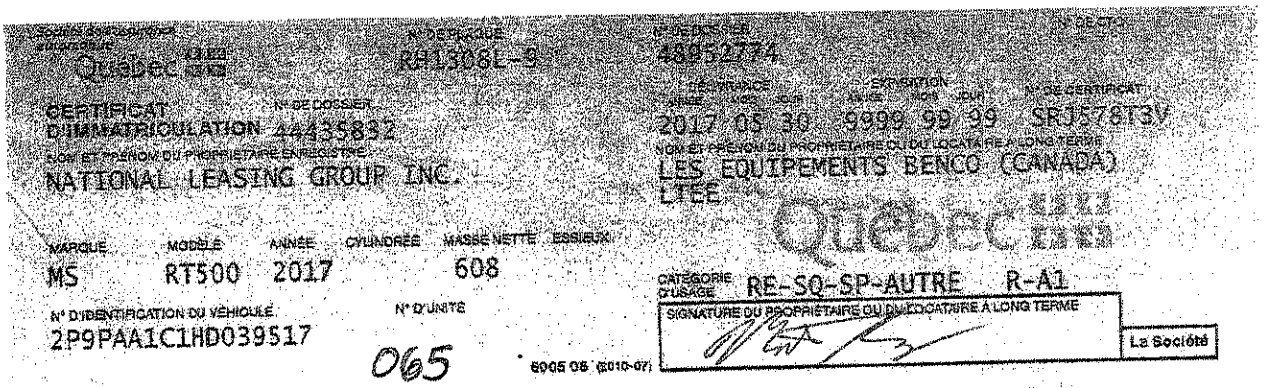
NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTÉE

Québec

CATÉGORIE D'USAGE: RE-SQ-SP-AUTRE R-A1

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société



Québec

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

N° DE PLAQUE: RH1308L-9

N° DE DOSSIER: 44435832

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ: NATIONAL LEASING GROUP INC.

MARQUE: MS | MODÈLE: RT500 | ANNÉE: 2017 | CYLINDRÉE: | MASSE NETTE: 608 | ESSIEUX:

N° D'IDENTIFICATION DU VÉHICULE: 2P9PAA1C1HD039517

N° D'UNITÉ: 065

6005 08 (2010-07)

N° DE DOSSIER: 43952774

N° DE CTC:

DÉLIVRANCE: ANNÉE MOIS JOUR

EXPIRATION: ANNÉE MOIS JOUR

N° DE CERTIFICAT: SRJ578T3V

NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME: LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTÉE

Québec

CATÉGORIE D'USAGE: RE-SQ-SP-AUTRE R-A1

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE OU DU LOCATAIRE À LONG TERME

La Société

RÉSOLUTION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE
DE LA SOCIÉTÉ LES ÉQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTÉE
ADOPTÉE LE 18 AVRIL 2017

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration de LES ÉQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTÉE, tenue le 12 AVRIL 2017 au bureau de celle-ci, situé à l'adresse suivante : 537, 5e Avenue, Ste-Anne-des-Plaines (Qc) J0N 1H0.

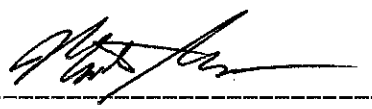
QUE Martin Benoit, président de la société soit, et il est par les présentes, autorisé :

a) A signer, pour et au nom de la société, tout contrat et/ou transaction et/ou soumission qu'il jugera utiles ou nécessaires.

VALIDITÉ

Je soussigné, déclare être l'administrateur unique de la société, et donc être la seule personne habile à voter lors des assemblées du conseil d'administration. En conséquence, les résolutions susmentionnées, signées par moi-même ci-dessous, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une assemblée du conseil d'administration, conformément à la *Loi sur les sociétés par actions.*

Adoptée et signée à Ste-Anne-des-Plaines



MARTIN BENOIT

intact ASSURANCE

Certificat d'assurance

Assuré: Équipements Benco (Canada) Ltée

Adresse: 537, 5e avenue Ste-Anne-des-Plaines QC J0N 1H0

Courtier: Gaudreau Assurances Inc.

Le présent certificat atteste à :

Titulaire: Ville de Laval

Adresse: 1 Place du Souvenir C.P. 422 Succ. St-Martin Laval QC H7V 3Z4

La présente attestation n'est délivrée qu'à titre d'information, elle ne confère aucun droit à son titulaire et n'engage nullement l'Assureur. En outre, elle certifie que les assurances ci-dessous ont été accordées à l'Assuré désigné pour la période d'assurance indiquée.

oui	non	
X		que les contrats d'assurance désignés ci-dessous sont actuellement en vigueur.
☒	☐	que la garantie Responsabilité Civile Générale est étendue au Titulaire ci-dessus, ajouté à titre d'assuré additionnel, mais uniquement en ce qui concerne les lieux, activités ou travaux décrits ci-dessous et selon l'avenant annexé au contrat d'assurance. Il est par ailleurs entendu que si un assuré additionnel peut bénéficier d'autres assurances qui s'appliquent valablement au dommage corporel ou dommage matériel et préjudice personnel et préjudice imputable à la publicité couvert au titre du présent contrat, le présent contrat intervient en première ligne et non en participation. Il est de plus entendu que l'Assureur renonce à son droit de subrogation contre cet assuré additionnel.

Description des lieux, activités ou travaux de l'Assuré : INV-2989 Location sans opérateur de tracteurs trottoirs mini-chargeuses

Garanties Responsabilité Civile

☐ Civica de base ☒ Civica Suprême ☐ Civica Supérieure ☐ sur base de réclamations

oui	non		Limitations	Montants de garantie	N° police	Expiration
X		Responsabilité Civile Générale				
☒	☐	Dommages corporels et matériels sur base d'événement	par sinistre	2 000 000 $ CAD		
		Dommages corporels et matériels sur base de réclamation présentée	par sinistre	N/A 000 000 $ CAD		
		Montant global Risque Produits/Après travaux (PAT)	par période d'assurance	2 000 000 $ CAD		
		Montant global général (autre que le risque PAT)	par période d'assurance	N/A 000 000 $ CAD		
		Préjudice personnel et préjudice imputable à la publicité	par personne	2 000 000 $ CAD		
☒	☐	Automobile des non propriétaires (F.P.Q. N° 6)	par sinistre	2 000 000 $ CAD	372-3619	27/10/2018
☐	☒	Responsabilité Civile Complémentaire « Umbrella » Risque Produits/Après travaux	par sinistre par période d'assurance	000 000 $ CAD 000 000 $ CAD		

Autres garanties

oui		Limitations	Montants de garantie	N° police	Expiration
☒	Responsabilité automobile	par sinistre	2 000 000 $	A95-2803	27/10/2018
☐			$		
☐			$		

Commentaires :

Note : Seules sont couvertes les garanties pour lesquelles un X apparait dans la colonne « oui ».

Les assurances ci-dessus sont régies par les contrats en cause et, sauf en ce qui a trait à la réduction des montants par suite de la survenance d'un sinistre couvert, L'assureur convient de donner au Titulaire un préavis de 30 jours de toute réduction ou résiliation desdites assurances, mais le défaut de ce faire n'engage aucunement la responsabilité de l'assureur ou de ses agents ou représentants.

Gaudreau® Assurances

Date: 8 janvier 2018 Par: _____ PERSONNE AUTORISÉE

ANNEXE 4.01 A - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Numéro de cautionnement : 7610137-18-006
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : 510234

Intact Compagnie d'Assurance (*nom de l'institution financière*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au 2020, boulevard Robert-Bourassa, bureau 100, Montréal QC H3A 2A5 (*adresse complète de l'établissement*) ici représentée par Thuc Trinh Tran, mandataire (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) (514) 282-6817 pendant les heures normales de bureau, dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance de la soumission écrite devant être présentée à la VILLE DE MONTRÉAL, (ci-après appelée le *Donneur d'ordre)* au plus tard le 26 février 2018 et des documents d'appel d'offres s'y rapportant, par Ramcor Construction Inc., *(nom du soumissionnaire),* ayant un établissement situé au 8085, rue Champ d'eau, St-Léonard QC H1P 1Y1 (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par Guy Cormier secrétaire trésorier (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), (ci-après appelé le *Soumissionnaire*), pour l'appel d'offres n° 18-16737 se rapportant à A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie (*description de l'objet de l'appel d'offres*) se porte caution du Soumissionnaire, envers le Donneur d'ordre, aux conditions suivantes :

a) La Caution s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le Soumissionnaire ou en cas de refus ou de défaut du Soumissionnaire, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer au Donneur d'ordre la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le Soumissionnaire et le montant du contrat que le Donneur d'ordre conclut avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à DIX POUR CENT (10%) du montant total de la soumission incluant les taxes.

b) La Caution ne peut retirer son cautionnement pendant les CENT QUATRE-VINGTS (180) jours qui suivent la date limite pour la réception des soumissions, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité des soumissions, ou à compter du jour où la soumission du Soumissionnaire est acceptée par le Donneur d'ordre et ce, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait fourni, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par le Donneur d'ordre en vertu des documents d'appel d'offres.

c) La Caution renonce au bénéfice de discussion et de division.

d) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Le Soumissionnaire intervient au présent cautionnement pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET LE SOUMISSIONNAIRE, PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT À . Montréal . . . . . , CE . 20 E JOUR DE . . février . . . . . 2018 . .

Intact Compagnie d'Assurance

Témoin

Par: **CAUTION**

Thuc Trinh Tran, mandataire

Ramcor Construction Inc.

Témoin

Par: **SOUMISSIONNAIRE**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ORIGINAL

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Ramcor Construction inc
Numéro d'entreprise (NEQ)	1161184792
Adresse du soumissionnaire	8085 Champ d'eau, Montréal, Québec, H1P 1Y1

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description du lot	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 2 ans (Km de trottoirs)	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
				A		B	A x B
1	Secteur Peter-McGill	1	Nettoyage de trottoirs	180	Km	468.00 - $	84 240.00 - $
Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 1							84 240.00 - $
2	Secteur Saint-Jacques	1	Nettoyage de trottoirs	270	Km	622.00 $	167 940.00 $
Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 2							167 940.00 - $
3	Secteur Sainte-Marie	1	Nettoyage de trottoirs	150	Km	505.00 - $	75750.00 - $
Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire - Lot 3							75 750.00 - $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

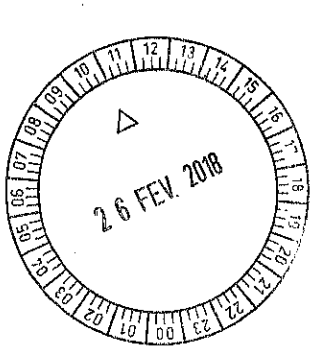
Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	18-16737
Titre de l'appel d'offres	A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Ramcor construction inc
Numéro d'entreprise (NEQ)	1161184792
Adresse du soumissionnaire	8085 champ d'eau, Montréal, Québec, H1P 1Y1

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (6 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Secteur Peter-McGill	84 240.00- $	4 212.00 $	8 402.94- $	96 854.94 - $
2	Secteur Saint-Jacques	167 940.00- $	8 397.00 $	16 752.02- $	193 089.02- $
3	Secteur Sainte-Marie	75 750.00- $	3 787.50 $	7 556.06- $	87 093.96- $



ANNEXE 7.00 - LIENS D'AFFAIRES

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer ci-dessous ses liens d'affaires avec toute Personne qui a aidé ou appuyé le DONNEUR D'ORDRE de quelque manière que ce soit dans l'élaboration du présent Appel d'Offres ou dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres.

N°	Nom	Organisation	Lien(s) d'affaires	Indiquez le(s) lien(s) d'affaires
1			☐Oui ☐ Non	
2			☐Oui ☐ Non	
3			☐Oui ☐ Non	

En déposant sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE affirme solennellement que les renseignements indiqués ci-haut sont exacts.

Guy Cormier

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

Guy Cormier

(*signature de la personne autorisée*)

ANNEXE 7.00 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie
Numéro : 18-16737

(Veuillez cocher une des deux cases)

☒ *Il n'y a **aucun** sous-contractant proposé dans notre soumission pour le présent appel d'offres.*

OU

☐ *Les sous-contractants suivants sont proposés dans notre soumission pour le présent appel d'offres :*

A. À remplir pour tout sous-contrat				
Nom du sous-contractant	Numéro de téléphone du sous-contractant	NEQ du sous-contractant	Adresse du sous-contractant	Date du sous-contrat

Signé à Montréal ce 22 février 2018

Signature du représentant autorisé du contractant

Guy Cormier

Nom du représentant (en lettres moulées)

ANNEXE 7.00 - ADDENDA

Le SOUMISSIONNAIRE affirme, en signant le présent document, qu'il a pris connaissance des Addenda suivants émis par le DONNEUR D'ORDRE :

(indiquer pour chacun des Addenda les informations ci-dessous)

Numéro de l'Addenda	Date de l'Addenda

Guy Cormier

(*nom de la personne autorisée en lettres moulées*)

(*signature de la personne autorisée*)



Wacker WL30

Dimensions	
Height	7.4 ft inches
Length	14.9 ft inches
Operating Weight	6856.4 lbs
Wheelbase	5.7 ft inches
Width	4.4 ft inches
Engine	
Cylinders	4
Manufacturer	Perkins
Model	404 C-22
Engine Power	
Horsepower(Gross)	48 HP
Hydraulics	
Pressure	3045 psi
Type	Gear pump
Valve Flow	12.9 gpm
Loaders	
Breakout Force	9089 Lbs
Dumping Clearance	7.9 ft in
Transmission (Optional)	
Forward Gears	2
Max Speed	12.4 mph
Type	Hydrostatic

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.



Landini 6500

3pt Hitch	
Rear Lift	5,072 lbs
Cab	
Cab Available	optional
Capacity	
Fuel Capacity	16.4 gal
Dimensions	
Weight	4,873 lbs
Wheelbase	85.8 inches
Length	148.0 inches
Height	55.9 inches
Engine	
Cylinders	4
Manufacturer	perkins
Bore/Stroke	3.875x5.00 inches
Displacement	235.8 ci
Rated RPMs	2200
Torque	166.0 lb-ft
Model	a4.236
Engine Power	
Horsepower(Gross)	61-65 hp HP
Horsepower(Gross)	61-65 HP
General	
Manufacturer	landini
Model	6500
years produced	1973 - 1983
Mechanical	
Chassis	4x2 2wd
Steering	mechanical
Brakes	dry disc

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.



Drive Train	4x4 MFWD
Power Take-Off	
Rear speed	540/ground
Tires	
Ag front	7.50-16
Ag rear	12.4-36
Transmission	
Forward	12
Reverse	4
Capacity	16.4 gal qts

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.

TRACTORSPECS
THE MACHINERY DATABASE PROJECT

Landini 6000

3pt Hitch	
Rear Lift	8,159 lbs
Dimensions	
Weight	4,631 lbs
Wheelbase	85.0 inches
Length	132.3 inches
Height	55.5 inches
Engine	
Cylinders	4
Manufacturer	perkins
Bore/Stroke	3.60x5.00 inches
Displacement	203.2 ci
Rated RPMs	2000
Model	a4.203
Engine Power	
Horsepower(Gross)	62 hp HP
Horsepower(Gross)	62 HP
General	
Manufacturer	landini
Model	6000
years produced	1968 - 1974
Mechanical	
Chassis	4x2 2wd
Steering	mechanical
Brakes	disc
Drive Train	4x4 MFWD
Power Take-Off	
Rear speed	540/ground
Tires	
Ag front	6.00-16

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.

Ag rear	12.4-32
Transmission	
Forward	12
Reverse	4

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.



John Deere 5420

3pt Hitch	
Hitch Catogory	i,ii
Battery	
Volts	12
Cab	
Cab Available	85.7 inches
Dimensions	
Weight	5270 lbs
Wheelbase	85.7 inches
Electrical	
Volts	12
Engine	
Cylinders	4
Cooling	liquid
Manufacturer	john deere
Fuel	diesel
Bore/Stroke	4.19x5.00 inches
Displacement	276 ci
Compression	17.6:1
Rated RPMs	2400
Firing Order	1-3-4-2
Model	5420
Compression	17.6:1
Engine Power	
Horsepower(Gross)	81 HP
PTO (rated)	65 hp
General	
Manufacturer	john deere
Model	5420
years produced	2000 - 2004

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.

JOHN DEERE 5420

Factory	augusta, georgia, usa
Hydraulics	
Type	open
Valve Flow	15.9 gpm
Standard Valves	5
Mechanical	
Chassis	4x2 2wd
Steering	hydrostatic power
Drive Train	4x4 MFWD
Power Take-Off	
Rear speed	540
Rear PTO	independent
Tires	
Ag front	7.50-16
Ag rear	16.9-30
Transmission (Optional)	
Type	collar shift
Forward	9
Reverse	3

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.



John Deere 3720

3pt Hitch	
Hitch Catogory	i
Battery	
Cold-cranking amps	500
Cab	
Cab Available	5.3 qts
Capacity	
Fuel Capacity	13.5 gal
Coolant	5.3 qts Qts
Dimensions	
Weight	2,900 lbs
Wheelbase	68 inches
4WD turn circle	9.2 feet
Electrical	
Volts	12
Engine	
Cylinders	3
Manufacturer	yanmar
Fuel	diesel
Aspiration	turbo
Bore/Stroke	3.3x3.54 inches
Displacement	91.5 ci
Compression	18.5:1
Rated RPMs	2600
Torque	101.1 lb-ft
Model	3tnv84ht
Compression	18.5:1
Oil Capacity	8 qts
Aspiration	turbo

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.



Engine Power	
Horsepower(Gross)	44 HP
General	
Amps	40 (75 with cab)
Manufacturer	john deere
Model	3720
years produced	2005 -
Hydraulics	
Type	open center
Total Flow	13.9 gpm
Valve Flow	8.6 gpm
Standard Valves	5
Mechanical	
Chassis	4x4 mfwd 4wd
Brakes	wet disc
Drive Train	4x4 MFWD
Power Take-Off	
Rear speed	540
Mid PTO	optional
Mid Speed	2100
Rear PTO	independent
Tires	
Ag front	7-14
Ag rear	11.2-24
Transmission (Optional)	
Type	ehydro
Forward	infinite
Reverse	infinite
Capacity	13.5 gal qts

Copyright 2010 - TractorSpecs.com, All Rights Reserved. Every effort is made to ensure the accuracy of these specifications, however data entry and source errors do occure. Please consult the manufacturer before attempting any repairs.

CNESST

Le 20 février 2018

Direction régionale de
Montréal - 1
Tour Sud, 31e étage
1, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636
Téléc. : 514 764-4371

Madame Chantal Renaud
Ramcor Construction inc.
8085, rue du Champ-d'Eau
Saint-Léonard (Québec) H1P 1Y1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1161184792

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Madame,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 20 février 2018, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et
de vérification des employeurs

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-16737

Numéro de référence : 1134207

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0 NEQ : 1147143672	Monsieur Daniel Choquette . Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1393707)** 2018-02-14 13 h 12 **Transmission :** 2018-02-14 13 h 22	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DÉNEIGEMENT ET EXCAVATION M.GAUTHIER INC 2860 Hochelaga Montréal, QC, H2K 1K6 NEQ : 1142228916	Monsieur Michel Gauthier . Téléphone : 514 527-0002 Télécopieur : 514 527-6333	**Commande : (1394470)** 2018-02-15 11 h 32 **Transmission :** 2018-02-15 11 h 32	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1391247)** 2018-02-09 13 h 05 **Transmission :** 2018-02-09 13 h 05	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Damga inc. 537 , 5e avenue Sainte-Anne-des-Plaines, QC, j0n1h0	Madame Nancy Larouche . Téléphone	**Commande : (1393884)** 2018-02-14 15 h 18	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

	NEQ : 1167096214	: 514 977-5133 Télécopieur :	**Transmission :** 2018-02-14 15 h 18	
☐	Les Équipements Benco (Canada) Ltée 537, 5e Avenue Sainte-Anne-des-Plaines, QC, J0N1H0 NEQ : 1148952774	Monsieur Martin Benoit Téléphone : 450 707-0727 Télécopieur : 450 707-0727	**Commande : (1395247)** 2018-02-16 10 h 59 **Transmission :** 2018-02-16 10 h 59	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1393081)** 2018-02-13 15 h 11 **Transmission :** 2018-02-13 15 h 11	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Montréal

Tableau d'analyse des prix

No de l'appel d'offres
18-16737

Agent d'approvisionnement
Simona Radulescu Tomescu

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Secteur Peter-McGill	Les Équipements Benco Canada	1	Nettoyage de trottoirs	180	km	1	421,00 $	75 780,00 $	87 128,06 $
		Total (Les Équipements Benco Canada)							**75 780,00 $**	**87 128,06 $**
		9055-0344 Québec inc.	1	Nettoyage de trottoirs	180	km	1	435,00 $	78 300,00 $	90 025,43 $
		Total (9055-0344 Québec inc.)							**78 300,00 $**	**90 025,43 $**
		Ramcor Construction inc.	1	Nettoyage de trottoirs	180	km	1	468,00 $	84 240,00 $	96 854,94 $
		Total (Ramcor Construction inc.)							**84 240,00 $**	**96 854,94 $**
LOT2	Secteur Saint-Jacques	Les Équipements Benco Canada	1	Nettoyage de trottoirs	270	km	1	421,00 $	113 670,00 $	130 692,08 $
		Total (Les Équipements Benco Canada)							**113 670,00 $**	**130 692,08 $**
		9055-0344 Québec inc.	1	Nettoyage de trottoirs	270	km	1	450,00 $	121 500,00 $	139 694,63 $
		Total (9055-0344 Québec inc.)							**121 500,00 $**	**139 694,63 $**
		Ramcor Construction inc.	1	Nettoyage de trottoirs	270	km	1	622,00 $	167 940,00 $	193 089,02 $
		Total (Ramcor Construction inc.)							**167 940,00 $**	**193 089,02 $**
LOT3	Secteur Sainte-Marie	Les Entreprises Michel Gauthier	1	Nettoyage de trottoirs	150	km	1	305,00 $	45 750,00 $	52 601,06 $
		Total (Les Entreprises Michel Gauthier)							**45 750,00 $**	**52 601,06 $**
		Les Équipements Benco Canada	1	Nettoyage de trottoirs	150	km	1	421,00 $	63 150,00 $	72 606,71 $
		Total (Les Équipements Benco Canada)							**63 150,00 $**	**72 606,71 $**
		Ramcor Construction inc.	1	Nettoyage de trottoirs	150	km	1	505,00 $	75 750,00 $	87 093,56 $
		Total (Ramcor Construction inc.)							**75 750,00 $**	**87 093,56 $**

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382002

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Entreprises Michel Gauthier	129699
2.	Les Équipements Benco Ltee	113812

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		135 210,59 $	135 210,60 $					**270 421,19 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 23

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	avril	2018		15	mars	2020

Formulaire complété par : Marie-Laine Forcier

Prénom, nom

Date et heure système : 05 mars 2018 08:00:05

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16737 — No du GDD : 1185382002

Titre de l'appel d'offres : A52 - Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 2 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 26 - 2 - 2018

Ouverture faite le : 26 - 2 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 66,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2018

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

LOT 1 -Secteur Peter-McGill	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Équipements Benco Canada	$ 87 128,05	√
9055-0344 Québec inc.	$ 90 025,43	
Ramcor Construction inc.	$ 96 854,94	

LOT 2 - Secteur Saint-Jacques	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Équipements Benco Canada	$ 130 692,08	√
9055-0344 Québec inc.	$ 139 694,63	
Ramcor Construction inc.	$ 193 089,02	

LOT 3 - Secteur Sainte-Marie	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Entreprises Michel Gauthier	$ 52 601,06	√
Les Équipements Benco Canada	$ 72 606,71	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. Comme le montant de tous les contrats a une valeur inférieure à 1 million de dollars, l'adjudicataire ne doit pas détenir l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Aucun retour d'appel de la part des deux preneurs qui n'ont pas soumissioné.

Préparé par : Simona Radulescu Tomescu Le 2 - 3 - 2018

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique

SP18 0093

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **lundi 26 février 2018 à 10 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Service du greffe
Mme Béatrice Dulcé, agente de bureau principale – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 18-16737

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 – Service de nettoyage de trottoirs pour l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par l'agente de bureau principale du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnée soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
9055-0344 QUÉBEC INC. 774, route 133 Henryville (Québec) J0J 1E0	**Lot 1** 90 025,43 $ **Lot 2** 139 694,63 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER 2860, rue Hochelaga Montréal (Québec) H2K 1K6	**Lot 3** 52 601,06 $ (Traite bancaire de 5 260,11 $)
LES ÉQUIPEMENTS BENCO CANADA LTÉE 537, 5e Avenue Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0	**Lot 1** 87 128,05 $ **Lot 2** 130 692,08 $ **Lot 3** 72 606,71 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
RAMCOR CONSTRUCTION INC. 8085, rue du Champ-d'Eau Montréal (Québec) H1P 1Y1	**Lot 1** 96 854,94 $ **Lot 2** 193 089,02 $ **Lot 3** 87 093,96 $ (Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)

.../2

SP18 0093/2

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 7 février 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/dd

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Technicienne juridique – Service du greffe

Béatrice Dulcé
Agente de bureau principale – Service du greffe

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185382002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale approximative de 270 421,19 $ pour le nettoyage printanier des trottoirs, année 2018-2019 (appel d'offres public 18-16767 - 4 soumissionnaires);

Accorder, à cette fin, un contrat à Entreprises Michel Gauthier, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit un prix unitaire de 305$/Km, pour le nettoyage du secteur Sainte-Marie au prix total de 52 601.06 taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

Accorder, à cette fin, un contrat à Équipements Benco, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit prix unitaire de 421$/Km, pour le nettoyage du secteur Peter-McGill et secteur Saint-Jacques au prix total de 217 820,13 $ taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 270 421,19 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		135 210,59 $	135 210,60 $					**270 421,19 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 246 930,59 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		123 465,29 $	123 465,30 $					**246 930,59 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: **24 015,89 $** **Entreprises Michel Gauthier (montant pour 2018)**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03101	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: **99 449,40 $** **Équipements Benco (montant pour 2018)**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	03101	54505	014411	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion n° VM85382002.
- Les crédits requis pour l'année 2019 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2018-03-05**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.17

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1180619002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 15 550 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 2 000 $ au Réseau des lesbiennes du Qukébec (RLQ)
- 2 000 $ au Carrefour socioculturel du centre Afrika;
- 250 $ au Fonds 1804 pour la persévérance scolaire;
- 5 000 $ au YMCA Centre-Ville;
- 2 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
- 2 800 $ à l'Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien L'Allier;
- 1 000 $ au Centre d'Action Bénévole de Montréal inc.

D'imputer cette dépense totale de 15 550 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-09 09:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180619002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 15 550 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
2 000 $	Madame Julie Antoine Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ) 309-2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 438-929-6928 * Journée Visibilité Lesbienne (JVL) qui aura lieu en mai 2018	Sainte-Marie
2 000 $	Monsieur Jean-Marie Mousenga Carrefour socioculturel du centre Afrika 1644, rue Saint-Hubert Montréal (QC) H2L 3Z3 Téléphone : 514-843-4019 * 14ième édition des Journées Africaines qui aura lieu les 25, 26 et 27 mai 2018	Saint-Jacques
250 $	Madame Stéphanie Cinéas Fonds 1804 pour la persévérance scolaire 3737, boulevard Crémazie Est Montréal (QC) H1Z 2K4 Téléphone : 514-826-1804	Hors arrondissement

	* 5e édition du Gala de la persévérance scolaire du Fonds 1804 qui aura lieu le 3 juin 2018

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
5 000 $	Madame Mélanie Richer YMCA Centre-Ville 1440, rue Stanley Montréal (QC) H3A 1P7 Téléphone : 514-849-8393, poste 1783 * Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) – Gym Alternatif destiné à toutes personnes en situation d'itinérance	Peter-McGill
2 500 $	Monsieur Yvon Deschamps La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud 2093, rue de la Visitation Montréal (QC) H1L 3C9 Téléphone : 514-522-2246 * Levée de fonds de l'organisme qui aura lieu le 15 mai 2018 dans le cadre du 3ième souper spectacle-bénéfice « Yvon et ses amis »	Saint-Jacques
2 800 $	Monsieur Darrell Helyar Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien-L'Allier 1551, Place Victor-Hugo Montréal (QC) H3C 4P3 Téléphone : 514-883-0093 * Soutien annuel pour l'organisme	Peter-McGill
1 000 $	Monsieur Julien Thieser Centre d'Action Bénévole de Montréal inc. 300-, 2015, rue Drummond Montréal (QC) H3G 1W7 Téléphone : 514-842-3351 * Gala du Centre d'Action Bénévole de Montréal qui aura lieu le 19 avril 2018	Peter-McGill

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 250 $
- Sainte-Marie: 2 000 $
- Saint-Jacques: 4 500 $
- Peter-McGill: 8 800 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe

Tél : 514-872-9052
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180619002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 15 550 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1180619002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514-868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-08

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-872-3125
Division : Division du greffe

N° de dossier : 1180619002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 7

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	À créer
2.	Carrefour socioculturel du centre Afrika	263277
3.	Fonds 1804 pour la persévérance scolaire	330571
4.	YMCA Centre-Ville	296130
5.	La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud	360985
6.	Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien L'Allier	284345
7.	Centre d'Action Bénévole de Montréal inc	127270

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		15 550,00 $						**15 550,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début :	13	mars	2018	Date de fin :	13	mars	2018
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 08 mars 2018 12:26:46

LISTE DES ORGANISMES – CA DU 13 MARS 2018

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Julie Antoine Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ) 309-2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 438-929-6928	Journée Visibilité Lesbienne (JVL) qui aura lieu le 5 ou le 19 mai 2018 à l'Écomusée du fier monde.	Sainte-Marie
M. Jean-Marie Mousenga Carrefour socioculturel du centre Afrika 1644, rue Saint-Hubert Montréal (QC) H2L 3Z3 Téléphone : 514-843-4019	14ième édition des Journées Africaines qui aura lieu les 25, 26 et 27 mai 2018 à l'Écomusée du fier monde.	Saint-Jacques
Madame Stéphanie Cinéas Fonds 1804 pour la persévérance scolaire 3737, boulevard Crémazie Est Montréal (QC) H1Z 2K4 Téléphone : 514-826-1804	5e édition du Gala de la persévérance scolaire du Fonds 1804 qui aura lieu le 3 juin 2018 (Invitation adressée aux élus et demande de soutien)	Hors arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension
Madame Mélanie Richer YMCA Centre-Ville 1440, rue Stanley Montréal (QC) H3A 1P7 Téléphone : 514-849-8393, poste 1783	Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) – Gym Alternatif destiné à toutes personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, pouvant être vulnérables et fréquentant les ressources du centre-ville de Montréal.	Peter-McGill
Monsieur Yvon Deschamps La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud 2093, rue de la Visitation Montréal (QC) H1L 3C9 Téléphone : 514-522-2246	Levée de fonds de l'organisme qui aura lieu le 15 mai 2018 dans le cadre du 3ième souper spectacle-bénéfice « Yvon et ses amis », dont sa principale mission est de soutenir l'ASCCS dans l'offre de ses programmes dédiés à la jeunesse.	Saint-Jacques
Monsieur Darrell Helyar Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien-L'Allier 1551, Place Victor-Hugo Montréal (QC) H3C 4P3 Téléphone : 514-883-0093	Soutien annuel pour l'organisme – Financement demandé pour les activités de l'année 2018	Peter-McGill
Monsieur Julien Thieser Centre d'Action Bénévole de Montréal inc. 300-, 2015, rue Drummond Montréal (QC) H3G 1W7 Téléphone : 514-842-3351	Gala du Centre d'Action Bénévole de Montréal	Peter-McGill

Objet: Demande d'aide financière pour la tenue de la Journée Visibilité Lesbienne sous la thématique: *Annales Lesbiennes*

Aux élu(e)s de Ville-Marie,

Par la présente, le *RLQ-Femmes de la diversité sexuelle* demande un fond de 2000$ aux élu(e)s de Ville-Marie pour la *Journée Visibilité Lesbienne* (JVL), qui se tiendra le 5 ou le 19 mai 2018 l'Écomusée du fier monde, soit en plein coeur de l'arrondissement Ville-Marie. Présentée pour la première fois en 1982, la JVL constitue une journée de rassemblement et d'éducation populaire importante pour les femmes de la diversité sexuelle, visant notamment à briser l'isolement des femmes LGBTQ+ en leur proposant un milieu sécuritaire et réservé exclusivement pour elles. Qui plus est, cette journée est l'occasion de diffuser d'importantes informations en lien avec les diverses réalités vécues par les femmes de la diversité, tout en leur proposant une prise de parole et des réponses à leurs questionnements, favorisant ainsi la visibilité de leurs réalités.

La JVL constitue une entente de partenariat entre le *RLQ-Femmes de la diversité sexuelle* et le *Centre de solidarité lesbienne (CSL)* et a comme objectif premier de procurer de la visibilité aux femmes LGBTQ+. Aujourd'hui encore, les femmes de la diversité sexuelle sont trop souvent invisibilisées et réduites à la sphère privée, ce qui restreint grandement leur pouvoir d'agir. Cette problématique est non seulement présente dans la société en général, mais aussi dans la communauté LGBTQ+. Il est donc primordial que des organismes comme les nôtres se questionnent sur les besoins de ces femmes et y répondent. Dans le même ordre d'idée, puisque nous pensons que le rôle des élu(e)s demeure la promotion de l'égalité, du respect et de l'inclusion de tous et de toutes, nous désirons vous inviter à prendre part à la JVL en appuyant financièrement notre initiative.

Le *RLQ-Femmes de la diversité sexuelle* est le seul organisme en défense de droits des femmes de la diversité sexuelle et il vise notamment à briser l'isolement vécu par les femmes LGBTQ+. Le *Centre de Solidarité Lesbienne* est un organisme d'aide aux femmes de la diversité sexuelle vivant en situation de violence conjugale et vise la promotion des rapports égalitaire entre toutes et tous. Oeuvrant expressément auprès des femmes de la diversité sexuelle, le RLQ et le CSL savent à quel point la tenue de cette journée est essentielle pour les femmes de la diversité sexuelle, proposant un espace sécuritaire et exempt de jugement, où elles peuvent échanger sur des sujets qui concernent leurs réalités.

Cette année, la thématique de la *Journée Visibilité Lesbienne* s'intitule: "Les Annales Lesbiennes". Lors de cette journée, l'histoire des femmes LGBTQ+ sera abordée. Pour ce faire, nous 3 conférences et 2 ateliers seront présentés, afin de proposer une revue des

combats politiques des femmes de la diversité sexuelle. Cette journée rassemblera plus de 200 femmes de la métropole, mais aussi plusieurs régions du Québec. L'an passé, la *Journée Visibilité Lesbienne* a permis de faire la promotion de plus de 15 organismes communautaires oeuvrant auprès des femmes LGBTQ+ et ayant à coeur leurs réalités.

Pour toutes ces raisons, nous sollicitons votre aide financière pour la tenue de la *Journée Visibilité Lesbienne* sous la thématique "Annales Lesbiennes", afin que les femmes de la diversité sexuelle se sentent chez-elles dans l'arrondissement Ville-Marie, à l'heure où les lieux de rassemblement sécuritaires pour femmes LGBTQ+ se font rarissimes. La *Journée de Visibilité Lesbienne* demeure l'une des dernières traces de l'histoire des lesbiennes dans les artères du quartier gai. Assurer sa pérennité est vitale.

En vous remerciant sincèrement pour votre attention,

Julie Antoine
Directrice générale/Executive Director
RLQ pour la visibilité sociale et politique des femmes de la diversité sexuelle
QLN For the social and political visibility of sexually diverse women
438-929-6928
dg@rlq-qln.ca
rlq-qln.ca

Montréal, le 08 février 2018

Objet: Demande de soutien pour le Service sportif d'inclusion sociale – *Gym Alternatif*

Mme Wong,

Depuis 1997, le programme Dialogue des YMCA du Québec a pour mission d'intervenir dans la communauté en offrant du soutien aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir et œuvre avec les acteurs de la communauté pour un sain partage des espaces publics.

Par la présente, nous désirons vous faire une demande de soutien financier au montant de 5 000$ pour notre Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) – *Gym Alternatif*. Ce service s'adresse à toutes personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, pouvant être vulnérables et fréquentant les ressources du centre-ville de Montréal.

Les populations vulnérables se retrouvent souvent dans des situations d'isolement social où il est **difficile d'imaginer reprendre sa place au sein de la société**. De plus, plusieurs personnes itinérantes utilisent des services qui occupent le début ou la fin de journée, **mais peu d'activités sont offertes durant le jour,** ce qui a pour effet d'augmenter leurs comportements néfastes (consommation, actes criminels, incivilité, etc.).

Mais en plus des souffrances physiques et émotionnelles**, le stress et la dépression font partie de leur quotidien** et les différents programmes de réinsertion sociale offrent **peu ou pas de soutien quant à la gestion du stress et au bien-être physique**.

Cependant, le Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) répond spécifiquement à ces enjeux. En effet, il vise à **briser l'isolement** et à **catalyser et accélérer la réinsertion sociale d'adultes en situation ou à risque d'itinérance en offrant des occasions sportives accessibles, inclusives et supervisées**. Il aspire ainsi à prévenir l'itinérance auprès des personnes à risque et à réduire l'itinérance par le biais de l'intervention. Présentement, il est offert deux heures par jour, cinq jours par semaine au YMCA Guy-Favreau et nous désirons augmenter ses heures d'ouverture

pour 2018 en offrant des activités de groupe au YMCA Centre-ville, afin de répondre aux besoins de plus de personnes vulnérables et c'est précisément à cela que servira votre investissement.

Alors qu'elle demeure une pratique novatrice peu documentée en itinérance, **l'activité physique améliore significativement l'état de santé globale, la qualité de vie et l'inclusion sociale des personnes sans domicile fixe**[1]. De cette vision s'est développé le Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) dans un contexte favorisant l'adoption d'un mode de vie sain alternatif et la réintégration progressive d'un monde extérieur à la rue.

Cet engagement vous permettrait donc **d'investir localement dans votre communauté** et de **contribuer à sortir des gens de la rue**, tout en maintenant leur stabilité par l'intégration d'un mode de vie sain.

Nous espérons que cette initiative recevra votre appui. Veuillez agréer, Mme Wong, nos plus sincères salutations.

Mélanie Richer
Gestionnaire, Service d'aide à l'itinérance
Programme Dialogue, YMCA Centre-Ville
Courriel : melanie.richer@ymcaquebec.org

Pièce jointe : Description du service sportif de réinsertion sociale – *Gym Alternatif*

c.c. M. Art Campbell, Directeur des initiatives communautaires

[1] Coles, E., M. Themessl-Huber et R. Freeman. 2012. « Investigating community-based health and health promotion for homeless people: a mixed methods review ». Health education research, vol. 27, no 4, p. 624-644.

----- Transféré par Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL le 2018-03-05 14:51 -----

De : Residents VH <residents.vh@gmail.com>
A : cathy.wong@ville.montreal.qc.ca
Date : 2018-03-05 13:58
Objet : Annual Contribution - 2018

Hi Cathy,

It is that time of year again when it would be greatly appreciated if you, on behalf of the City of Montreal, would be able to continue to contribute to the success and great momentum of the Victor Hugo / Lucien L'Allier Residents Association.

The association continues to grow with great enthusiasm and enjoyment from a greater number of residents within Peter McGill and surrounding area. As you have witnessed our events are a huge success and continue to exceed expectations with both the annual Sugar Shack and Family Day in the Park (corn roast) both achieving record attendances of 450+ people each. Our annual street wide garage sale continues to grow and again had a record number of homes participating.

We plan to continue our successes and building on the events to put Victor Hugo / Lucien L'Allier clearly in the minds of everyone in the borough and the city. More events/activities and contests are planned to get more residents involved and to improve the area. With the growing number residents involved the costs of to properly manage the website/e-mail services are even more important.

On behalf of the association we would appreciate a contribution of $2,800 to cover the expenses for us to achieve our plans/goals and continue to grow. A breakdown of the budget is as follows:

- Meetings (2 x $500ea) = $1,000

- Annual BBQ = $600

- Annual Neighbourhood Garage Sale = $100

- Dog Park - Morning Coffee get-together = $250

- Stationery (paper, printing, toner, banners, etc.) = $250

- Sugar Shack (Prizes, children's toys/trinkets, candies) = $250

- Corn Roast $300 (Prizes, children's toys/trinkets, candies) = $250

- Website / e-mail maintenance costs - $100

- Total = $2,800

Thanks again for your continued support, it is really appreciated by everyone.

Darrell Helyar

President, Victor Hugo / Lucien L'Allier Residents Association

Virus-free.
www.avast.com

Salut Cathy,

C'est encore cette période de l'année où il serait grandement apprécié que vous, au nom de la Ville de Montréal, puissiez continuer à contribuer au succès et à la grande dynamique de l'Association des résidents Victor Hugo / Lucien L'Allier. L'association continue de grandir avec beaucoup d'enthousiasme et de plaisir de la part d'un plus grand nombre de résidents de Peter McGill et des environs.

Comme vous avez pu le constater, nos événements remportent un énorme succès et continuent de dépasser les attentes avec les activités annuelles du Sugar Shack et du Family Day in the Park (rôti de maïs), qui ont toutes deux attiré plus de 450 personnes. Notre vente annuelle de garage dans la rue continue de croître et a de nouveau enregistré un nombre record de maisons participantes.

Nous avons l'intention de continuer nos succès et de bâtir sur les événements pour que Victor Hugo / Lucien L'Allier soit clairement dans l'esprit de tous les habitants de l'arrondissement et de la ville. Plus d'événements / activités et concours sont prévus pour impliquer davantage de résidents et améliorer la région. Avec le nombre croissant de résidents impliqués, les coûts de gestion du site Web / services de courrier électronique sont encore plus importants.

Au nom de l'association, nous apprécierions une contribution de 2 800 $ pour couvrir les dépenses que nous avons engagées pour atteindre nos plans / objectifs et continuer à croître. La répartition du budget est la suivante:

- Réunions (2 x 500 $) = 1 000 $
- BBQ annuel = 600 $
- Vente annuelle de garage de quartier = 100 $
- Parc pour chiens - Café du matin = 250 $
- Papeterie (papier, impression, toner, bannières, etc.) = 250 $
- Cabane à sucre (Prix, jouets pour enfants / bibelots, bonbons) = 250 $
- Rôti de maïs 300 $ (Prix, jouets pour enfants / bibelots, bonbons) = 250 $
- Frais d'entretien du site Web / courriel - 100 $
- Total = 2 800 $

Merci encore pour votre soutien continu, il est vraiment apprécié par tout le monde.

Darrell Helyar
Président, Association des résidents Victor Hugo / Lucien L'Allier

Carrefour socioculturel du Centre Afrika

1644 rue St-Hubert
Montréal (Québec)
Canada H2L 3Z3

Montréal, 9 février 2018

Cabinet des élus de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Bonjour,

Le Carrefour socioculturel du Centre Afrika et les organismes en lien avec lui, sont très heureux de vous annoncer que le grand public est invité à vivre ***la 14ème édition des Journées Africaines*** les ***25, 26 et 27 mai 2018 à l'Écomusée du fier monde***, sous le thème " Regard vers l'avenir ".

Les Journées Africaines sont un concept unique à Montréal qui offrent aux artistes, artisans et créateurs issus de la diversité, une tribune d'expression afin qu'ils démontrent au grand public montréalais leurs talents cachés. Cette formule originale engendre un dynamisme qui produit un effet d'entraînement qui encourage d'autres artisans d'intégration à vouloir découvrir les organismes et les regroupements sur lesquels ils peuvent compter dans leur processus d'intégration à la société québécoise

A travers des kiosques, des activités interactives, des spectacles et des bouchées aux saveurs africaines, nous convions la population montréalaise à se laisser séduire par le dynamisme et la créativité de ces artisans d'intégration. Cette année est exceptionnelle car à la demande du public, nous ajouterons à notre programmation déjà très riche et diversifiée, une soirée de lancement le vendredi 25 mai à l'Espace Mushagalusa, une galerie d'art africain hors du commun. Ainsi, nous intégrerons un volet littéraire où nous comptons d'ailleurs faire appel à divers partenaires et anciens qui par le passé, ont tracé des chemins d'intégration pour les nouveaux arrivants.

Avec l'ajout d'une soirée de lancement aux Journées Africaines, vous comprendrez que notre événement ne pourra s'organiser sans le soutien financier de partenaires qui comprennent les défis que cela représente et la mission que nous poursuivons. C'est pourquoi, nous aurions besoin d'un soutien financier de 4 500$ qui nous permettra de mener à bien toutes les activités inscrites au programme de l'édition 2018 et de regarder l'avenir avec réalisme et enthousiasme.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à cette demande, nous vous offrons nos salutations les plus solidaires.

Pour le comité organisateur de la 14ème édition des Journées Africaines

Jean-François Bégin
Coordonnateur Centre Afrika

Jean Marie Mousenga
Responsable Carrefour socioculturel du Centre Afrika

http://www.centreafrika.com/journeesafricaines.htm

Téléphone *(514) 843-4019*
Courriel *centreafrika@centreafrika.com*
Site internet *www.centreafrika.com*
NEQ : 1167843870

Fwd: Gala du Centre d'Action Bénévole de Montréal
Cathy WONG
A :
Ginette OUIMET
2018-03-07 14:38
Masquer les détails
De : Cathy WONG/MONTREAL
A : Ginette OUIMET/MONTREAL@MONTREAL
Historique : Ce message a été transféré.

Envoyé de mon iPhone

Début du message transféré :

> **Expéditeur:** "julien thieser" <julien.thieser@gmail.com>
> **Date:** 25 février 2018 à 21:06:00 UTC−5
> **Destinataire:** cathy.wong@ville.montreal.qc.ca
> **Objet: Gala du Centre d'Action Bénévole de Montréal**
>
> Bonjour Cathy,
>
> tel que discuté avec toi, le Centre d'Action Bénévole de Montréal (CABM) fête son 80e anniversaire d'existence et, pour marquer l'évènement, organise le premier gala de reconnaissance du bénévolat à Montréal le 19 avril prochain.
>
> Situé au 2015 rue Drummond depuis de nombreuses années, le CABM fait la promotion de l'action bénévole auprès de la population montréalaise et en renforce la pratique au sein des organismes de son territoire. Il soutient les services de Popotes roulantes et de Repas communautaires affiliés à son réseau.
>
> En tant que secrétaire du Conseil d'Administration, je sollicite ton support pour l'organisation de notre gala grâce à un don de 5000$ qui permettra à l'organisme de faire de cet évènement une vitrine de l'action bénévole à Montréal et une référence pour les années futures.
>
> Merci par avance, je reste à ta disposition pour toute information supplémentaire.
>
> À très bientôt.
>
> Julien

----- Transféré par Ariane MARCHAND LABELLE/MONTREAL le 2018-02-28 10:46 -----

De : Fonds 1804 pour la persévérance scolaire <info@fonds1804.org>
A : "ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca" <ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-02-28 10:38
Objet : Invitation et demande d'appui financier - Gala de la persévérance scolaire 2018

Madame,
Monsieur,

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous vous invitons à être des nôtres lors de la **5e édition du Gala de la persévérance scolaire du Fonds 1804, ayant lieu le dimanche 3 juin 2018, dès 14h, à Montréal.** Au cours des 4 premières éditions, nous avons reconnu la persévérance de plus 530 jeunes du Québec. Pour notre 5e anniversaire, nous remettrons une centaine de bourses de 250$ et 500$ à des jeunes du secondaire de la grande région de Montréal.

Cette année, le gala réunira plus de 700 personnes. Pour célébrer nos jeunes persévérants, le Fonds 1804 invite gracieusement des parents, des intervenants communautaires, du personnel scolaire, des donateurs et des dirigeants d'organismes qui contribuent à la réussite de nos jeunes.

Nous vous invitons à poursuivre notre partenariat en sélectionnant parmi les options de financement présentées en annexe.

Votre soutien financier et votre participation nous permettront de reconnaitre les efforts des familles, des établissements scolaires et des organismes au profit de la réussite de tous nos jeunes.

Pour de plus amples informations sur votre participation au Gala de la persévérance scolaire du Fonds 1804, édition 2018, veuillez contacter Madame Stéphanie Cinéas, adjointe administrative, à l'adresse courriel info@fonds1804.org, ou en composant le numéro 514 826-1804. Nous espérons vous compter des nôtres lors de cette grande célébration de la persévérance scolaire.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, mes salutations les plus cordiales.

Appui financier dans le cadre du Gala de la persévérance scolaire 2018

	250.00$									
Quantité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Bourse à la persévérance scolaire

500.00$

Quantité 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Bourse en votre nom remise à une ou un jeune persévérant de votre circonscription.

Publicité dans le livret-souvenir (1000 exemplaires)

	250.00$
□	**Petit** (format carte d'affaires)
	500.00$
□	**Grand** (1/2 de page)

Permet de financer les frais du Gala et d'inviter gracieusement les parents et/ou la famille des boursiers.

Soutien au Fonds 1804

□	**250.00$**
□	**500.00$**
□	**1000.00$**

Permet de soutenir nos initiatives en persévérance scolaire.

Total : _____

Stéphanie Cinéas
Adjointe administrative
Fonds 1804 pour la persévérance scolaire
Téléphone 514 826-1804
Courriel info@fonds1804.org WWW.FONDS1804.ORG – www.facebook.com/fonds1804

Avis relatif à la confidentialité
Ce message contient des renseignements qui peuvent être confidentiels ou protégés.
Il s'adresse au destinataire prévu ou à une personne autorisée à le recevoir en son nom.
Si vous l'avez reçu par erreur, nous vous prions d'en informer l'auteur dans les meilleurs
délais, de ne pas divulguer son contenu et de le supprimer de votre système.

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9

T 514.522.2246
TC 514.522.6702

www.FYDCS.ca

Montréal, le 10 février 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 2L8

Madame la Mairesse,

Dans le cadre de notre troisième souper spectacle bénéfice «Yvon et ses amis», auquel l'arrondissement Ville—Marie était un fidèle partenaire, je me permets encore une fois cette année de **vous solliciter pour l'octroi d'un montant de 4 950 $** afin de soutenir notre levée de fonds qui aura lieu le mardi 15 mai 2018, au *Théâtre St-James* situé au cœur du vieux Montréal.

Encore une fois cette année, nous serons accompagnés sur scène par plusieurs de nos amis humoristes de renom, tels que : *Lise Dion, Simon Gouache,* etc., en plus d'avoir l'occasion de partager un souper trois services.

Cet événement-bénéfice répond à une cause qui nous tient tout particulièrement à cœur, soit d'amasser des fonds pour la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud, qui a pour principale mission de soutenir l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) dans l'offre de ses programmes dédiés à la jeunesse. La persévérance et la réussite scolaire, l'accessibilité aux loisirs pour tous et la maturité scolaire des tout-petits sont des enjeux primordiaux pour la Fondation.

Cette année, la campagne majeure de financement est au cœur de nos priorités afin de nous aider à réaliser cet idéal que nous voulons atteindre : l'agrandissement du centre multifonctionnel et la pérennité des innombrables services qu'offre l'ASCCS aux milliers de jeunes qui en profitent plus de 200 000 fois par année.

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9

T 514.522.2246
TC 514.522.6702

www.FYDCS.ca

De plus, nous profitons de la présente, pour vous inviter officiellement à titre d'invitée d'honneur de cette événement, votre présence se veut indispensable au succès de cette soirée. Nous inviterons également les conseillers municipaux de l'arrondissement Ville Marie. Nous souhaiterions obtenir une confirmation de votre part dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les plus distingués et nous vous assurons de notre entière collaboration pour tous renseignements supplémentaires rendez-vous sur le site de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud ou communiquez avec nous par courriel à fondation@fydcs.ca.

Yvon Deschamps
Président d'honneur

c.c. Pierre Monette, directeur exécutif ASCCS
Tél. : 514 522-2033 pmonette@asccs.qc.ca



Crédit photo Francine Duquette

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

SOUPER SPECTACLE BÉNÉFICE

Yvon et ses amis!

QUAND
Mardi 15 mai 2018

OÙ
Théâtre St-James
265, rue Saint-Jacques, Montréal

HEURES
Cocktail 17 h
Mot de bienvenue 18 h 30
Repas 18 h 45
Spectacle 20 h

STATIONNEMENT
Stationnement intérieur inclus
220, rue Saint-Jacques, Montréal

BILLETS
Les billets seront envoyés par courriel avant l'événement.
Afin de rendre l'accueil plus convivial, merci d'imprimer et
de présenter les billets à votre arrivée.

INFORMATIONS
Pour informations supplémentaires, contactez-nous par courriel à
fondation@fydcs.ca ou par téléphone en composant le
514 522-2280, poste 211

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180619002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

  - 2 000 $ au Réseau des lesbiennes du Qukébec (RLQ)
  - 2 000 $ au Carrefour socioculturel du centre Afrika;
  - 250 $ au Fonds 1804 pour la persévérance scolaire;
  - 5 000 $ au YMCA Centre-Ville;
  - 2 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
  - 2 800 $ à l'Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien L'Allier;
  - 1 000 $ au Centre d'Action Bénévole de Montréal inc.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 15 550,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		15 550,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 15 550,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no vm80619002

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Johanne Beaulieu

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

Date: **2018-03-08**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1184657001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (LRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4) ,au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-27 14:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184657001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (LRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir à la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT), en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de réfection dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1160615005 - CM16 1452 adoptée le 20 décembre 2016 par le conseil municipal - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La construction des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l’article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de deux rues dans l'arrondissement de Ville-Marie. Par ailleurs, l'offre de prise en charge de l'Arrondissement concerne les travaux de réfection sur les tronçons de rues artérielles suivantes :

- Hochelaga de Fullum à Sheppard
- Hochelaga de Bercy à Hogan

Étant donné que le contrat VMP-17-014 n'a pas été complété et sera repris en 2018 et que l'entrepreneur devra réaliser des travaux sur la rue Hochelaga entre Sheppard et Iberville et sur la rue Hochelaga entre Gascon et Bercy et Hogan et Montgommery, nous proposons d'inclure les deux tronçons faisant l'objet de cette demande à même le contrat VMP-17-014.

Les travaux n'incluent aucune modification géométrique ou d'aménagement des tronçons visés.

JUSTIFICATION

Suite au constat de l'état des chaussées et des trottoirs des rues de l'arrondissement, iI est important et nécessaire d'investir pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses relatives aux travaux seront entièrement assumées par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Les budgets requis à cet effet sont prévus au PTI 2018-2020 de la Direction des transports du SIVT

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie .Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux mai-juin2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 23 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rosie FATA
Ingénieure

Tél : 514 868-5188
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-19

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

Tél : 514-872-5793
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-02-23

D'accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185876002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal

D'accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 11:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185876002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2018 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Afin de limiter la propagation de l'agrile du frêne sur son territoire, la Ville de Montréal demande aux citoyens de ne plus déposer leurs branches de feuillus avec les ordures ménagères ou les résidus verts. Depuis 2012, elle offre plutôt un service de déchiquetage et de collecte de branches de feuillus en bordure de rue. Les arrondissements sont libres d'effectuer les travaux avec leurs équipes en régie ou bien utiliser les services proposés dans le cadre de contrats centralisés. En 2017, 16 arrondissements ont utilisé les services de deux entreprises (Coupes Forexpert inc. et Les entreprises Michele & Agelo Cardillo Ltée).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240104 - 14 mars 2017 - Accepter l'offre de service du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal
CM17 0168 - 20 février 2017 - Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal

CE16 0777 - 16 mai 2016 - Accorder cinq contrats aux firmes Michele & Angelo Cardillo inc. et Coupes Forexpert inc. pour la fourniture d'un service de déchiquetage de branches sur place et de collecte de branches provenant du domaine privé jusqu'au 30 novembre 2016, avec une option de prolongation pour 2017 - Dépense maximale totale de 395 768,08$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15259 - cinq soumissionnaires.

CM16 0112 - 26 janvier 2016 - Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85

de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2016.

CM14 1124 - 25 novembre 2014 - Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2015.

CM13 1147 - 16 décembre 2013 - Offrir aux conseils d'arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2014.

DESCRIPTION

Pour la saison 2018 (avril à novembre), le Service de la concertation des arrondissements offre aux arrondissements de donner à contrat le déchiquetage et la collecte des branches en provenance du domaine privé.
Comme par les années passées, le déchiquetage s'effectuera sur appel à la suite de demandes de citoyens au 311. Le déchiquetage sera fait sur place et les copeaux résultant du déchiquetage seront acheminés au Complexe environnemental St-Michel. La taille des copeaux doit respecter les exigences du *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* (15-040).

Pour les arrondissements désirant se prévaloir des contrats centralisés, le partage des responsabilités entre le Service de la concertation des arrondissements (SCA) et les arrondissements se fait comme suit:

Arrondissements:

- Traitement des requêtes des citoyens dans GDC-GDT;
- Transmission des demandes des citoyens à l'adjudicataire selon les modalités identifiées par le SCA;
- Respect des termes contractuels lors de la transmission des demandes à l'adjudicataire;
- Suivi des travaux effectués par l'adjudicataire;
- Suivi des plaintes et des relances faites par les citoyens;
- Transmission des cas de non conformités au SCA;
- Vérification mensuelle du suivi de facturation et approbation du nombre de déchiquetages effectués par l'adjudicataire.

Service de la concertation des arrondissements:

- Appels d'offres, octroi des contrats et prolongations;
- Vérification finale des factures et paiements;
- Analyse et compilation des données;
- Veiller au respect des modalités contractuelles par tous les intervenants;
- Suivi des cas problématiques auprès de l'adjudicataire et application de pénalités au besoin.

JUSTIFICATION

L'offre de service du conseil de la ville aux arrondissements participants, soit d'assumer la responsabilité du déchiquetage des branches pour l'année 2018, permettra une

uniformisation des activités sur le territoire de la Ville. Cela permettra également de pouvoir réaliser des économies d'échelle sur cette activité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts qui seront reliés à l'utilisation de ce contrat seront assumés par la Ville centre. Les crédits prévus pour le contrat de déchiquetage de branches sont prévus au budget 2018 du Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce contrat contribue à préserver la canopée sur le territoire et permet de diminuer les risques de nouveaux foyers d'infestation d'agrile du frêne.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de contrats centralisés pour cette activité résulterait en une complexification de cette activité, la multiplication des appels d'offres et possiblement une augmentation des coûts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En ce qui concerne le plan de communication interne avec les arrondissements, des mesures sont toujours mises en place afin d'assurer la coordination avec les répondants du 311.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la prolongation des contrats de déchiquetages des branches par les instances: mars 2018
Début des contrats: 1er avril 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
Secrétaire-d'unité administrative

Tél : (514) 868 4168
Télécop. : (514) 868 3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-27

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-02-28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1185237003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 09:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2018

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement **pour la période du 1er au 31 janvier 2018.**

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-19

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Date Décision	Dossier	Objet	
Janvier 2018			
Arrondissement Ville-Marie			64
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines			48
Article 08.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-01-12 16:12:37	**2187729003**	DEPLACEMENT - CAMPOS,SERGIO Matricule: 100099809 A/C du: 2017-12-30 Titre d'emploi: AGENT(E) DU CADRE BÂTI No poste: 74569	
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			28
2018-01-31 09:05:41	**2187729023**	EMBAUCHE - BOURQUE,VALERIE Matricule: 100212397 A/C du: 2018-01-31 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) ARTISTIQUE No poste: 65103	
2018-01-30 13:47:34	**2187729014**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - GARON,CASSANDRA Matricule: 100056815 A/C du: 2017-09-05 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727	
2018-01-30 08:56:20	**2182944022**	TITULARISATION - HASSINI,ALI Matricule: 100007597 A/C du: 2018-01-27 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000	
2018-01-30 08:55:36	**2182944023**	TITULARISATION - FONTAINE,ETIENNE Matricule: 100057321 A/C du: 2018-01-27 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000	
2018-01-30 08:55:10	**2182944021**	TITULARISATION - JAM,CATHY Matricule: 100005828 A/C du: 2018-02-03 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000	
2018-01-29 10:27:21	**2187729017**	DEPLACEMENT - FOURNIER,NICOLAS Matricule: 100153471 A/C du: 2018-01-20 Titre d'emploi: AIDE-BIBLIOTHECAIRE No poste: 65097	
2018-01-26 14:26:33	**2182944018**	DEPLACEMENT - LAVIGNE,MARTINE Matricule: 100034183 A/C du: 2018-01-13 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - TRANSITION - GROUPE DE TRAITEMENT 08 No poste: 00000	
2018-01-25 14:24:23	**2187729016**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - TRUDEL VALCOUR,THIERRY Matricule: 100141641 A/C du: 2017-10-10 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727	
2018-01-25 14:24:05	**2187729018**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - HANNACHI,ANOUAR Matricule: 100161527 A/C du: 2017-12-10 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727	
2018-01-25 13:03:21	**2187729020**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - WATIER,NORMAND Matricule: 721872000 A/C du: 2018-01-09 Titre d'emploi: ANIMATEUR(TRICE) HORTICOLE No poste: 65109	
2018-01-25 13:00:05	**2187729019**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - BEAUDOIN,ANDRE Matricule: 648452000 A/C du: 2017-09-19 Titre d'emploi: SAUVETEUR(EUSE) No poste: 72725	
2018-01-25 11:43:16	**2187729021**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - ANHOLT,LEE Matricule: 790637000 A/C du: 2017-10-17 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) ARTISTIQUE No poste: 65103	
2018-01-25 10:03:42	**2187729015**	EMBAUCHE - PERREAULT,BENJAMIN Matricule: 100066285 A/C du: 2018-01-19 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) ARTISTIQUE No poste: 65103	
2018-01-24 16:17:16	**2187729012**	PROMOTION - BELAIR-HARBOR,NINA Matricule: 100167476 A/C du: 2018-01-20 Titre d'emploi: INSPECTEUR DU CADRE BÂTI No poste: 65601	
2018-01-24 16:17:04	**2187729011**	PROMOTION - MC COOL,PASCAL Matricule: 100060688 A/C du: 2018-01-20 Titre d'emploi: INSPECTEUR DU CADRE BÂTI No poste: 65597	
2018-01-19 12:25:42	**2182944009**	TITULARISATION - CARON,KEVEN Matricule: 100052685 A/C du: 2018-01-20 Titre d'emploi: HORTICULTEUR(TRICE) & CHAUFFEUR(EUSE) No poste: 00000	
2018-01-19 09:56:04	**2182944010**	DEPLACEMENT - ARRUDA,MICHAEL Matricule: 005223570 A/C du: 2018-01-04 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000	
2018-01-18 12:47:00	**2182944007**	TITULARISATION - DEJALA,DAVIDSON Matricule: 100025133 A/C du: 2017-12-16 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C No poste: 00000	
2018-01-18 12:40:18	**2182944008**	TITULARISATION - LAVIGNE,MARTINE Matricule: 100034183 A/C du: 2018-01-13 Titre d'emploi: OUVRIER(IERE) DES EAUX & DE L'ASSAINISSEMENT No poste: 00000	
2018-01-17 17:27:34	**2182944005**	TITULARISATION - LAVIGNE,MARTINE Matricule: 100034183 A/C du: 2018-01-10 Titre d'emploi: OUVRIER(IERE) DES EAUX & DE L'ASSAINISSEMENT No poste: 00000	
2018-01-16 13:47:07	**2187729007**	EMBAUCHE - JONCAS,JEAN-PHILIPPE Matricule: 100119325 A/C du: 2018-01-09 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 60 A 89 CREDITS No poste: 00000	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-01-16 08:48:42	**2182944003**	TITULARISATION - COULOMBE,SYLVAIN Matricule: 100032464 A/C du: 2017-12-09 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU SERVICE - VOIE PUBLIQUE No poste: 00000	
2018-01-15 12:13:43	**2182944004**	MISE EN DISPONIBILITE - DELCOURT,RONALD Matricule: 147209000 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: CHARGE(E) DE PROJETS - URBANISME No poste: 74593	
2018-01-15 10:39:14	**2187729004**	DEPLACEMENT - BELAND,LAURENCE N Matricule: 100140255 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: ASSISTANT(E)-INTERVENTION LOISIRS No poste: 74570	
2018-01-12 12:19:48	**2182944002**	DEPLACEMENT - AUBIN,ANNE Matricule: 100148396 A/C du: 2018-01-13 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE No poste: 64152	
2018-01-08 09:43:29	**2177729131**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - MADAH,MIRABELLE Matricule: 100068442 A/C du: 2018-01-03 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'UNITE ADMINISTRATIVE No poste: 03160	
2018-01-03 15:01:29	**2177729133**	PROMOTION - WALCH,EMILIE Matricule: 100153031 A/C du: 2018-01-06 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 61563	
2018-01-03 10:41:02	**2177729132**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - BOUA,IRENEE Matricule: 100072907 A/C du: 2017-11-10 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203	
Article 14.02.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-01-17 17:28:06	**2187729006**	Accorder à compter du 01 janvier 2018, l'augmentation statutaire annuelle à monsieur Raynald Macher-Poitras, ingénieur à la Division des grands projets de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C001 est le 826955, et le matricule Ville est le 100010243.	
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			3
2018-01-31 12:41:42	**2186042001**	Autoriser la transformation du poste temporaire col blanc d'agent technique principal #73880 en un poste permanent col blanc d'agent technique aqueduc et drainage (754320) et du poste permanent d'agent de bureau #71559 en un poste permanent d'agent travaux publics et ingénierie (721140) au sein de la section travaux 52050202 de la Division de la Voirie de l'Arrondissement Ville-Marie à compter de la signature du présent.	
2018-01-12 14:47:18	**2172944125**	Autoriser, à compter du 1er janvier 2018, les modifications à la structure de postes de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de l'exercice budgétaire 2018, et ce, sous réserve de l'approbation du budget par les instances désignées de la Ville de Montréal	
2018-01-10 11:52:46	**2182944001**	Approbation des mouvements d'affectations suite à l'obtention d'un numéro de demande collective pour la période du 1er octobre 2017 au 31 décembre 2017	
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			14
2018-01-29 09:48:26	**2182944020**	DEPLACEMENT - TOUZAMI,HICHAM Matricule: 100009983 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: PRÉPOSÉ(E) AUX INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 00000	
2018-01-26 14:43:25	**2182944019**	DEPLACEMENT - BRULOTTE,GUYLAINE Matricule: 100160194 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
2018-01-24 13:42:07	**2187729010**	EMBAUCHE - GUENETTE-RODRIGUE,MARTIN Matricule: 100169940 A/C du: 2018-01-29 Titre d'emploi: TECHNICIEN - FORMATEUR (TRESORERIE) - CUM No poste: 71524	
2018-01-22 11:13:55	**2182944012**	DEPLACEMENT - BELLAMY,CLAUDINE Matricule: 100045744 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
2018-01-22 11:13:44	**2182944013**	DEPLACEMENT - DONGERVILLE,DANIEL Matricule: 100052945 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
2018-01-22 11:13:33	**2182944014**	DEPLACEMENT - MCDONNELL,CLAUDE Matricule: 100135552 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
2018-01-22 11:13:23	**2182944015**	DEPLACEMENT - CLAUDE,WELKER Matricule: 100148333 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
2018-01-22 11:13:09	**2182944016**	DEPLACEMENT - ACCEUS,OBED Matricule: 100150576 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
2018-01-22 11:13:00	**2182944017**	DEPLACEMENT - PIGEON,NATHALIE Matricule: 100160086 A/C du: 2018-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-01-22 09:59:27	**2187729009**	MUTATION - BOURDON,STEPHANIE Matricule: 100127522 A/C du: 2018-01-27 Titre d'emploi: SECRETAIRE DE DIRECTION No poste: 74239	
2018-01-19 13:53:55	**2187729008**	PROMOTION - FIORITO,JEAN-CARL Matricule: 166144999 A/C du: 2018-01-06 Titre d'emploi: AGENT(E) PRINCIPAL(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 73919	
2018-01-19 13:53:38	**2182944011**	PROMOTION - GAUTHIER,MARIE-PIER Matricule: 100009441 A/C du: 2018-01-06 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 74233	
2018-01-19 13:53:24	**2182944006**	DEPLACEMENT - TOUZAMI,HICHAM Matricule: 100009983 A/C du: 2017-11-11 Titre d'emploi: PRÉPOSÉ(E) AUX INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 00000	
2018-01-17 12:26:03	**2187729002**	PROMOTION - DUMARESQ,JULIE Matricule: 100029380 A/C du: 2018-01-13 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU SOUTIEN ADMINISTRATIF No poste: 74140	
Article 18.03.1 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-01-04 15:24:03	**2187729001**	Reconduction d'une allocation automobile à monsieur Louis-François Monet, chef de la division des grands projets, de la direction des travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie, dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C401 est le 147789 pour une durée d'un an à compter du 1er décembre 2017.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme			3
Article 23.1 (RCA05-09017) - Fonctionnaire de niveau 2			1
2018-01-15 11:54:03	**2171066031**	Demande d'approbation, en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), visant à autoriser deux enseignes pour le local situé au 8791, boulevard de l'Acadie, lot 3 132 654 du cadastre du Québec - Demande de certificat d'affichage 3001348991	
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-01-25 15:49:15	**2181044004**	Approuver la délivrance du certificat #3001369604 relativement à l'installation d'une enseigne commerciale (Kin) au niveau rez-de-chaussée du bâtiment situé au 397A, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 15 décembre 2017.	
2018-01-12 17:03:09	**2181044001**	Approuver la délivrance du certificat #3001342520 relativement à l'installation d'une enseigne "Bulk Barn" au bâtiment situé au 1616, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 3 janvier 2018.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique			4
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			4
2018-01-31 15:01:57	**2177303010**	Approuver, conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme, les plans relatifs à la transformation d'un bâtiment situé au 1430, rue de la Montagne - Requête no 3001381771	
2018-01-31 15:01:42	**2187303001**	Approuver, conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme, les plans relatifs à la construction d'un bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest - Tour des Canadiens 3 - Requête no 3001363905	
2018-01-17 16:22:01	**2174869002**	Approuver la délivrance du permis 3001339487 relativement à la construction des tour 3 (2300, rue Tupper et 1230, rue du Sussex) et 5 (1180 et 1200, rue du Sussex et 2205, boul. René-Lévesque Ouest), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
2018-01-12 14:47:03	**2174869003**	Révision de projet - 1437, boulevard René-Lévesque Ouest - demande de permis de transformation 3001335334	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections			6
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2			6
2018-01-30 11:20:44	**2185082001**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Martin Gascon, arpenteur-géomètre, le 19 septembre 2017, minute: 14549, pour le remplacement des lots 1 851 332, 2 160 270, 2 296 296, 2 296 297 et 2 296 298 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 154 675 et 6 154 676.	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-01-16 12:04:57	**2175082037**	D'approuver le projet de remplacement des lots 1 852 945, 1 852 946, 1 854 006, 2 295 339, 2 295 340, 2 295 357, 2 296 272, 2 296 274, 2 296 276, 5 830 806, 6 042 411, 6 042 412, 6 042 413, 6 042 414, 6 042 415, 6 042 416 et 6 042 417 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec, situé sur le côté sud de la rue Saint-Antoine, entre la rue Jean-D'Estrées et la rue de la Montagne, préparé par Jean-Christian Baril, arpenteur-géomètre, le 12 octobre 2017 - Minute: 1166.	
2018-01-12 10:38:21	**2175082040**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, le 16 mai 2017, minute: 23874, pour le remplacement du lot 2 160 710 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-39169.	
2018-01-12 10:37:13	**2175082042**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par François L. Arcand, arpenteur-géomètre, le 28 novembre 2017, minute: 18116, pour le remplacement des lots 1 179 453, 1 179 454, 1 179 455 et 3 188 288 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 189 522.	
2018-01-12 10:36:42	**2175082039**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean Paquin, arpenteur-géomètre, le 30 octobre 2017, minute: 17030, pour le remplacement du lot 5 692 650 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-39629.	
2018-01-12 10:36:06	**2175082038**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Philippe Grondin, arpenteur-géomètre, le 2 mai 2017, Minute: 4528, pour le remplacement des lots 3 756 865, 3 756 866, 3 756 867 et 3 756 868 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 090 927.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie			3
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-01-18 12:38:36	**2176002061**	Imposer une suspension d'une journée (1) à une employée portant le numéro de matricule 574861 de la Division de la voirie de la Direction des travaux publics.	
2018-01-08 16:24:31	**2176002059**	Imposer une suspension d'une journée (1) à une employée portant le numéro de matricule 004943870 de la Division de la voirie de la Direction des travaux publics.	
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-01-25 07:59:38	**2176002060**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 573327 de la Division de la voirie de la Direction des travaux publics.	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
4528221 CANADA INC.	1250288	18-JANV.-2018	2018-BC ouvert pour l'achat de produits d'entretien divers - TP voirie	2 099,75	BOIVIN, MARIE-EVE
				2 099,75	
ABRILOC	1252284	26-JANV.-2018	Abri temporaire pour la réalisation des travaux sur les portes de la Place d'Armes-soumission # 2018-01-19 - TP direction	2 251,98	DUFRESNE, ALAIN
				2 251,98	
AMUSEMENTS EXPERTS INC.	1251958	25-JANV.-2018	BC ouvert 2018 pour achats et locations selon les besoins dans le cadre des activités citoyennes	2 624,69	POIRIER, JOSEE
				2 624,69	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1252834	30-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateaugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie Produits hors-entente	5 249,37	POIRIER, JOSEE
				5 249,37	
ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	1242512	15-JANV.-2018	Commande ouverte 2017-2018 / Surveillance et l'encadrement des patinoires et chalets des Parc des Vétérans et Walter Stewart/ Montant max: $ 48 954. sans taxes/ Du 03 décembre 2017 au 17 mars 2018 (selon météo)/	28 954,00	DERET, NATHALIE
				28 954,00	
BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS	1249207	15-JANV.-2018	Facture du 18-12-17 # 17-916 - Installation de réceptacles de bordure et tige de repère - TP voirie	2 662,48	BOIVIN, MARIE-EVE
				2 662,48	
BRAULT ET MARTINEAU	1249774	17-JANV.-2018	Achat de 2 réfrigérateurs et 2 micro-ondes pour le 1455 Bercy - TP	3 548,57	DUFRESNE, ALAIN
	1252426	29-JANV.-2018	Télé, support mural et grille-pain pour le 1455 Bercy - soumission CP69632- TP Direction	2 276,13	DUFRESNE, ALAIN
				5 824,70	
CEGA ELECTRICITE MULTIMEDIA INC.	1252130	26-JANV.-2018	Service de réparation, problème de chauffage dans le P.A. du QDS. Facture 7185, 7186 et 7187.	3 304,47	DUFRESNE, ALAIN
				3 304,47	
CENTRAL IRRIGATION SUPPLY INC.	1252260	26-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par équipe Parcs VM	3 149,62	PIERRE, JOSE
				3 149,62	
CLEAN WATER WORKS INC	1249961	17-JANV.-2018	Paiement de 2 factures: W64928 et W64927 du 11 janvier 2018/ pour travaux d'égout/ Krystel Martin	4 461,97	MARTHET, DOMINIQUE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				4 461,97	
CLEMENT HYDRAULITECH INC.	1252389	26-JANV.-2018	Lève plaque 4 tonnes-soumission # 29468 - TP aqueduc	3 107,73	MARTHET, DOMINIQUE
				3 107,73	
COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC	1246747	04-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour services de formations.	5 249,37	ANDRIEU, CORINNE
				5 249,37	
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1252544	29-JANV.-2018	BC 2018 pour la location de salle, de gymnases dans les écoles de la CSDM-Sports-Loisirs	20 997,50	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				20 997,50	
COMPUGEN INC.	1250699	22-JANV.-2018	20 x Écrans 24 pouces(5B) / entente 1163303/ RFM-Riheb Meddeb	3 412,09	SIROIS, CELINE
				3 412,09	
CONSTRUCTION DJL INC	1251785	25-JANV.-2018	2018 - BC ouvert - Enrobés bitumineux à chaud pour les nids-de-poule-TP voirie Entente 1192862 Montant estimé: 5000$ Fin de l'entente: 31 mars 2019	5 249,37	BOIVIN, MARIE-EVE
				5 249,37	
C.P.U. DESIGN INC.	1250209	18-JANV.-2018	6 x Ordinateurs de table-ultra petit(1B) /Entente 1164102/RFM-Céline Sirois	3 497,15	MARTHET, DOMINIQUE
				3 497,15	
CYCLONE SANTE INC.	1252514	29-JANV.-2018	Expertises médicales sur demande -BC ouvert 2018 - montant initial de 8 000$ plus tx	8 399,00	DUFORT, ALAIN
				8 399,00	
DASSYLOI	1248018	10-JANV.-2018	Travaux de réparation sans tranchée de l'égout rue De Bullion entre Ontario et Saint-Norbert/ Soum du 02 janv 2018/ TP-Jonathan Labonté	17 687,77	MARTHET, DOMINIQUE
	1249845	17-JANV.-2018	Travaux de réparation de conduite d'égout Boul. de Maisonneuve O entre Towers et Saint-Marc/soumission du 12 janvier 2018/ TP- Jonathan Labonté	12 073,56	MARTHET, DOMINIQUE
				29 761,33	
DEC ENVIRO	1229656	05-JANV.-2018	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet Hôpital de Montréal pour enfant. Tel que l'offre de service Réf.: S-COQ-17739.REV	8 324,75	CHARBONNEAU, GUY

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				8 324,75	
DEMIX AGREGAT	1252354	26-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour achat d'abrasifs-TP voirie Entente 1222415 Quantité estimée: 3 000 tonnes Fin de l'entente: 30 avril 2018	48 535,72	ALI, SAMBA OUMAR
				48 535,72	
DIMENSION DPR INC.	1246843	05-JANV.-2018	Réalisation de la mise à jour de la base de données pour la Carte de l'arrondissement Ville-Marie/Mandat du 14 déc 2017/ Div. Comm-Isabelle Rougier.	2 939,65	ROUGIER, ISABELLE
				2 939,65	
EBI MONTREAL INC.	1252574	29-JANV.-2018	Location de toilette portative pour l'édicule du métro Champs-de-Mars (St-Antoine est/Gosford) du 1er février au 31 juillet 2018 - Entretien 7 jours sur 7 - soumission du 25 janvier 2018 - montant estimé de 8 950$	9 396,38	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				9 396,38	
ENGLOBE CORP.	1181378	19-JANV.-2018	Réf.: 2017-P025-0021-01 VMP17-003. Préparation d'un devis technique, support et travaux de réhabilitation environnementale des sols. Réaménagement du parc La Presse. Saint-Antoine Ouest/côte de la Places d'armes.	6 902,93	CHARBONNEAU, GUY
				6 902,93	
ETUDE PIETRO MACERA INC.	1247710	09-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour frais de service de huissiers sur demande pour le client MTLTRA4 (Mtl110-Mtl200).	4 724,44	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 724,44	
FRANCOIS LEDUC, CONSULTANTS INC.	1248757	12-JANV.-2018	Services professionnels en psychologie pour mandats spéciaux en RH-Johanne Gagné	5 543,34	DUFORT, ALAIN
				5 543,34	
F.X. LANGE INC	1247187	08-JANV.-2018	2018-BC ouvert pour location de plaques pour travaux en urgence - TP aqueduc	10 498,75	CHARBONNEAU, GUY
				10 498,75	
GAZ METRO PLUS	1251756	25-JANV.-2018	Contrat de service pour entretien annuel, inspection mensuelle et main-d'oeuvre des 22 réverbères au gaz naturel dans le Vieux-Montréal - rue Ste-Hélène.	6 312,86	MONET, LOUIS-FRANCOIS
				6 312,86	
GESTION HYGIENE DU BATIMENT	1247718	10-JANV.-2018	Services en Hygiène et Salubrité de 2018-à 2022, pour la Cour Municipale en référence à l'Offre de service du 09 nov 2017/ TP-Manon Ouellet . Montant total: $ 15 750 avant taxes/ Fin : 2022	8 346,51	DUFRESNE, ALAIN

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				8 346,51	
GROUPE ABS INC.	1251920	25-JANV.-2018	Caractérisation environnementale, dans le cadre du projet d'installation de toilettes autonettoyantes. (1170225005, VMP17-037). OS 173432-rév02.	7 346,08	CHARBONNEAU, GUY
				7 346,08	
GROUPE AKIFER INC.	1251265	24-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour service de prélèvement d'échantillons de lots de sols potentiellement contaminés, analyses et rapports-TP aqueduc Entente cadre 1180914, CM17 0417 Montant initial de 15 000$ Fin de l'entente: 26-03-2020	15 748,12	CHARBONNEAU, GUY
				15 748,12	
GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE (LE)	1246919	05-JANV.-2018	Publicité et mot du camelot pour parution en 2018, en référence au bons 1661 et 1662 du 04 déc 2017/ Div. Comm-Émilie walch	15 768,70	DUFORT, ALAIN
				15 768,70	
GROUPE NICKY	1249765	17-JANV.-2018	Travaux de déneigement de différents bâtiments appartenant à la Ville de Montréal situés à proximité de l'Esplanade du Champs de Mars/ Contrat Gré à Gré , Montant: $ 12 500 avant taxes/ Du 12 janvier au 15 avril 2018/	13 123,44	CHARBONNEAU, GUY
				13 123,44	
GROUPE RNET	1253122	30-JANV.-2018	Soumission # 2018-01-01 - Nettoyage de graffiti en hauteur rue Ste-Catherine et rue Drummond-TP entretien	2 309,72	DUFRESNE, ALAIN
				2 309,72	
INDUSTRIES DESORMEAU INC.	1252241	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour diverses pièces de quincaillerie - Parcs VM.	2 099,75	PIERRE, JOSE
				2 099,75	
INOLEC	1252450	29-JANV.-2018	Disques et lame fer ductile/asphalte-soumissions # 50080251-00 et # 50080291-00 - TP aqueduc	10 486,15	MARTHET, DOMINIQUE
				10 486,15	
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1250528	19-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour divers achats au besoin pour l'équipe des parcs Ville-Marie.	5 774,31	PIERRE, JOSE
	1251137	23-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour achat de quincaillerie diverse-TP-Voirie	4 199,50	BOIVIN, MARIE-EVE
				9 973,81	
LABORATOIRES CHOISY LTEE	1249948	17-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 Fondant à glace ARTIKA WARWICK BLEU 10 kg / Livraison à l'Hôtel de Ville/ Soum ES8012469 du 08 nov 2017/ TP-Entretien-Sylvie Goulet	4 199,50	BOIVIN, MARIE-EVE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				4 199,50	
LA MAISON DU PEINTRE	1252309	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour l'achat d'accessoires de peinture (pinceaux, rouleaux, toiles et autres) TP - Parcs VM.	2 099,75	PIERRE, JOSE
				2 099,75	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1253113	30-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour impressions d'outils de communication lors de travaux imprévus - Communications	2 099,75	ROUGIER, ISABELLE
				2 099,75	
LANAUCO LTEE	1248685	12-JANV.-2018	Paiement de la facture bloquée 95759 du 13 nov 2017, pour travaux 920 rue Mills, pour soutenir un poteau.	2 887,16	MARTHET, DOMINIQUE
				2 887,16	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	1252316	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 - Réparation et entretien de véhicules Kubota RTV900 (matr.Ville: 118-07377/plaque VM65379 et matr.Ville: 118-10287/plaque VP3676) et tracteur chenilles Kubota (Matr.Ville: 422-12606/plaque FHS4396) - Mont-Royal, VM.	7 349,12	PIERRE, JOSE
				7 349,12	
LES ARTISANS DU TEXTILE INC.	1249889	17-JANV.-2018	BC ouvert 2018 - Achat de drapeaux divers et accessoires - TP entretien(HDV)-Sylvie Goulet	5 249,37	DUFRESNE, ALAIN
				5 249,37	
LES ENTREPRISES HENRI RAVARY LTEE - CANADIAN TIRE	1252302	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour l'achat de fourniture diverse - Division des parcs et Parc du Mont-Royal. Ville-Marie.	4 199,50	PIERRE, JOSE
				4 199,50	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1247711	09-JANV.-2018	2018 - Contrat d'entretien salle mécanique Place Émilie-Gamelin-soumission # UC1091 1er janvier au 31 décembre 2018	4 094,51	DUFRESNE, ALAIN
				4 094,51	
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	1253375	31-JANV.-2018	SLDS -BC ouvert 2018 pour achats divers pour les événements, les activités avec les citoyens.	3 074,81	POIRIER, JOSEE
				3 074,81	
LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.	1253100	30-JANV.-2018	BC 2018 pour traduction anglaise du bulletin d'arrondissement - Montant estimé à 8 000$ pour l'année	8 399,00	ROUGIER, ISABELLE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				8 399,00	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1247180	08-JANV.-2018	2018 - Bon de commande ouvert pour la location d'outils divers - TP aqueduc	3 149,62	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				3 149,62	
LOCATION GUAY	1251748	25-JANV.-2018	Contrat de déneigement , du nouveau stationnement du 1455 Bercy, Mtl/ Soumission du 19 janvier 2018/ Montant max: $ 17 900. avant taxes/ Du 29 janvier au 15 avril 2018/	18 792,76	ANDRIEU, CORINNE
				18 792,76	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1249485	22-JANV.-2018	Location de 2 véhicules Grand Caravan pour les contremaîtres Propreté pour une durée d'environ 6 mois - TP voirie déc.2017 à juin 2018	15 440,51	CHARBONNEAU, GUY
	1249543	16-JANV.-2018	Location d'un véhicule Ford T-150 pour une durée d'environ 12 mois en 2018 - TP aqueduc	14 652,06	CHARBONNEAU, GUY
	1249966	17-JANV.-2018	Location d'une camionnette Grand Caravan Blanche/avec flèche de signalisation, environ 5 mois, soum du 15 janvier 2018/ TP-Martin Lazure	5 816,31	MARTHET, DOMINIQUE
	1252492	29-JANV.-2018	Location en 2018 d'une fourgonnette -7 passagers , Dodge Grand Caravan, modèle Crew avec bancs Stow'n'go Du 1er janvier au 31 mars 2018	3 143,33	POIRIER, JOSEE
				39 052,21	
MANOREX INC.	1251782	25-JANV.-2018	Travaux d'égout face au 3135 Le Boulevard/ Soumission du 17 janvier 2018/ TP-AqueducJ/Jonathan Labonté	19 685,16	ANDRIEU, CORINNE
				19 685,16	
MARIELLE DELORME	1253114	30-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour révision et correction du bulletin d'arrondissement à la demande de l'équipe des communications de Ville-Marie	4 199,50	ROUGIER, ISABELLE
				4 199,50	
MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS	1252249	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour la RÉPARATION et ENTRETIEN SEULEMENT de divers appareils (tondeuses, débroussailleuses et autres)	10 498,75	CHARBONNEAU, GUY
				10 498,75	
MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	1252255	26-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par équipe Parcs VM.	8 503,99	PIERRE, JOSE
				8 503,99	
MECANIQUE J. CLAIR INC.	1250429	19-JANV.-2018	Inspection présaison, service routier : pour ski dozer du parc du Mont-Royal.	2 974,19	PIERRE, JOSE
				2 974,19	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1247702	09-JANV.-2018	Compte 11429 -BC ouvert 2018 pour appels d'offre, journal constructo se@a en ligne.	6 299,25	ANDRIEU, CORINNE
				6 299,25	
M.J. CONTACH ENR.	1248682	12-JANV.-2018	Contrat gré à gré (courriel du 21-12-17-Martin Lazure) pour une remorqueuse pour opérations de déneigement à 110$/h secteur 201 - TP voirie Montant total: 21 310$ avant taxes Fin saison hiver 2017-2018	22 372,84	ANDRIEU, CORINNE
				22 372,84	
MULTI ROUTES INC.	1247776	10-JANV.-2018	Facture du 29-12-17 # 028477 - Chlorure de calcium liquide pour dégeler la Chute Fullum	10 960,69	CHARBONNEAU, GUY
				10 960,69	
NETTOYEUR REAL. D.	1247087	08-JANV.-2018	2018-BC ouvert pour service de nettoyage de nappes - TP entretien Hôtel de ville	5 000,00	DUFRESNE, ALAIN
				5 000,00	
NI CORPORATION	1252862	30-JANV.-2018	Soumission # 3350 - Chariots de manutention pour le 1455 Bercy	2 613,14	DUFRESNE, ALAIN
				2 613,14	
ONOMAT CANADA INC.	1248835	12-JANV.-2018	Panneaux Publi-Adapt et supports d' attaches diverses/ Soumission courriel du 10 janvier 2018/ TP-Voirie-Michel Chénier	9 503,15	MARTHET, DOMINIQUE
				9 503,15	
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	1252173	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour l'achat de peinture, solvant, teinture et autres - TP - Parcs VM.	5 249,37	PIERRE, JOSE
				5 249,37	
PRODUITS PRAXAIR	1252180	26-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour produits de soudure (acétylène - oxygène et autres) Équipe Parcs VM.	2 099,75	PIERRE, JOSE
				2 099,75	
PROFESSIONNELS EN REGLEMENT DES DIFFERENDS S.A.	1245183	05-JANV.-2018	Offre de services - Analyse de recevabilité en matière de harcèlement psychologique	8 399,00	DUFORT, ALAIN
				8 399,00	
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1246935	05-JANV.-2018	2018 - Bon de commande ouvert pour l'achat de quincaillerie diverse - TP aqueduc	5 249,37	BISSONNETTE, CHRISTIAN

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
QUINCAILLERIE NOTRE-DAM	1250294	18-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour quincaillerie diverse. TP-Voirie	10 498,75	CHARBONNEAU, GUY
				15 748,12	
R3D CONSEIL INC.	1252470	29-JANV.-2018	Accompagnement pour le déploiement du projet Aïdi en 2018 - Q-villemarie-o-002vf20180118 - montant maximal de 21 300$ avant tx	14 698,25	CHARBONNEAU, GUY
				14 698,25	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1173947	10-JANV.-2018	Diagnostic opérationnel au TP (voirie/aqueduc)	4 335,98	CHARBONNEAU, GUY
				4 335,98	
RECY-BETON INC	1251288	23-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - TP aqueduc - Entente cadre 910223 Montant prévu en 2018 : 50 000$ Fin de l'entente: 19-12-18	52 493,75	ALI, SAMBA OUMAR
				52 493,75	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1248822	12-JANV.-2018	Factures du 15 et 30 nov. 2017 # 017439 et # 017580 - Résidus de balais et dépôts de neige - TP voirie	14 801,79	CHARBONNEAU, GUY
				14 801,79	
RONA INC	1249182	30-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour achat sur demande de pierre antidérapante pour l' Hôtel de Ville/ TP_Sylvie Goulet	3 149,62	BOIVIN, MARIE-EVE
				3 149,62	
SERRUBEC INC	1248612	12-JANV.-2018	Cadenas à combinaison + cle de contrôle/ Soumission 16180 du 19 déc. 2017/ Krystel Martin	2 469,61	MARTHET, DOMINIQUE
				2 469,61	
SERVICE DE L'ESTRIE (VENTE ET REPARATION) INC.	1253112	30-JANV.-2018	Soumission 864775 - 4 frigos et 4 micro-ondes pour le 1455 Bercy - TP Direction	7 533,85	DUFRESNE, ALAIN
				7 533,85	
SERVICES MATREC INC.	1248706	12-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour Service - Collecte de matières organiques (fumier). TP-Voirie.	8 399,00	BOIVIN, MARIE-EVE
				8 399,00	
SIGNEL SERVICES INC	1248806	12-JANV.-2018	Décalque sur fond orange fluo grade diamant, 9 1/2 x 15 1/2" / Hors-entente, selon comm # 77327 du 09 janvier 2018/ TP-Voirie-Martin Lazure	5 070,90	MARTHET, DOMINIQUE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Décisions déléguées- Liste des bons de commandes
Janvier 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				5 070,90	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1246683	04-JANV.-2018	Facture 9640048217 - Envoi programmation hivernale	8 585,10	ROUGIER, ISABELLE
	1250860	22-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour frais d'envois postaux - TP (Inspections)	5 249,37	EZZAHER, DRISS
				13 834,47	
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL	1246808	05-JANV.-2018	8 places de stationnements à Chaussegros pour 2018 (5 pour TP entretien et 3 pour Direction VM)	15 446,60	ANDRIEU, CORINNE
				15 446,60	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1249155	15-JANV.-2018	Devis # 00151487 - Autodesk Autocad - Renouvellement du plan de maintenance commerciale (1 an)-pour les TP 26 janvier 2018 au 25 janvier 2019	4 603,70	DUFRESNE, ALAIN
				4 603,70	
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1252895	30-JANV.-2018	Convention de services animaliers signée le 29 janvier 2018 Montant total de 4 740$ avant taxes Pour la période du 1er au 15 février 2018	4 740,00	EZZAHER, DRISS
				4 740,00	
TENAQUIP LIMITED	1248093	10-JANV.-2018	3 chariots à outils - TP aqueduc	2 139,38	MARTHET, DOMINIQUE
				2 139,38	
TRANSELEC / COMMON INC.	1249976	17-JANV.-2018	11 factures datées du 31-12-16 au 30-11-17 pour signalisation routière en 2017 (entente échue) - TP aqueduc	20 061,48	CHARBONNEAU, GUY
				20 061,48	
UBA INC.	1249878	17-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 , sur entente 1177548, pour fourniture et livraison sur demande pour Hypochlorite de sodium (Chlore) 12%. en vrac pour les Piscine Quintal et Jean-Claude Malépart-/Div. Sp-Loisirs-Mélanie Favreau	3 085,68	BEAUDRY, FREDERIC
				3 085,68	
VIDEOTRON S.E.N.C	1248393	11-JANV.-2018	Commande ouverte 2018, pour frais de télédistribution pour les différents comptes de Ville-Marie.	4 409,47	MARTHET, DOMINIQUE
				4 409,47	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
ANDRE LAVOIE	20180115	26-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Animation maison de la culture Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	209,97
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	263273	15-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Gants -	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	37,48
ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS A L'OUTILLAGE MUNICIPAL (A.P.O.M.)	1039	09-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Cotisation annuelle 2018	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	100,45
BOO! DESIGN INC.	19801	17-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Panneau-inspection du câble d'acier	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	776,91
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	16005	25-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Rencontre pour les jeux de Montréal 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	42,15
	16008a	26-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Café -Réunion des chefs RH	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	19,90
CARON, KEVEN	rembempl180117	19-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Rembours.aux employés des frais encourus	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	40,35
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE	2018011001	16-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Yoga, Tai-Chi	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	960,00
	2018011002	16-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Dîner, Bingo	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	610,00
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1676985ra	17-JANV.-2018	ROY, MINOUCHE	ref credit 1680323ra	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	524,94
	1679698ra	17-JANV.-2018	ROY, MINOUCHE	ref credit 1680324ra	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	524,94
	1687666ra	11-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Montage mirroir, base magnétique	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	268,33
CIRA SERVICES MEDICAUX	595364	26-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Expertise médecine du travail	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	761,16

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
CNW-TELBEC INC	af026261	17-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Réseau complet Montréal métropolitain	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	21,00
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	c7016800	23-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Projet retraite	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	166,74
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	50279	17-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	cabinets de sécurité	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	17,17
	50281	19-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	2 bacs roulants	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	56,59
COPIE EXPRESS	in0001782	11-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Copies pour quartier des spectacles et quartier des grands jardins	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	877,70
	in0001784	11-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Impressions	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	183,73
	in0001785	11-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	impressions	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	125,98
CREVIER, SIMON-PIERRE	rembempl180112	18-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	44,46
DANIEL BELLEGARDE	fr201802190	09-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet prestation du 7 février 18 Maison de la culture Frontenac FR-2018-02-190	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	2 000,00
DANY CHARTRAND	312018	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Animation lecture bibliothèque Frontenac 6 janv. 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	257,00
DUBOIS, MARIE-CLAUDE	rememp180124	25-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Remboursement kilométrage	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	20,52
EDGAR FRUITIER	fr20180112801	08-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour le lundi d'Edgar du 22 janvier 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	734,91
	fr20180112802	08-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour le lundi d'Edgar du 26 février 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	734,91

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
EDGAR FRUITIER	fr20180112803	08-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour le lundi d'Edgar du 26 mars 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	734,91
EDITIONS DU ROGNON	180114	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Animation atelier bibliothèque de Frontenac 14 janv.18	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	350,00
	280118	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Animation atelier bibliothèque de Frontenac 28 janv.18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	275,00
	bpa201804180121	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 21 janvier 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-04	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	200,00
	bpa201804180211	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 11 février18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-04	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	200,00
	bpa201804180308	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 8 mars 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-04	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	200,00
	bpa201804180329	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 29 mars 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-04	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	200,00
EDUCAZOO INC.	26046	11-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Animation	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	209,97
ETUDE PIETRO MACERA INC.	38619	09-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	1174888	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	150,07
GESTION IMMOBILIERE FAMILLE ROY INC.	r139270	15-JANV.-2018	KHALEA, NADIA		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	750,00
			KHALEA, NADIA		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	500,00
GESTION PLEXO INC.	f0356654	08-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Fais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356655	08-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356656	08-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356657	08-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
GESTION PLEXO INC.	f0356658	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356659	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356660	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356661	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356662	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356663	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356664	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
	f0356665	08-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Frais déplacement, vaccin Havrix	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	65,00
GROUPE SURPRENANT	024671	04-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Programme de dératisation de terrain	Travaux publics	Fourrière municipale et contrôle des animaux	593,18
	024672	04-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Progremme de dératisation du terrain	Travaux publics	Fourrière municipale et contrôle des animaux	551,18
HUMANITI LOCATIF RESIDENTIEL S.E.	r139269	08-JANV.-2018	KHALEA, NADIA		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	500,00
HYDRO WESTMOUNT	576335	19-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Électricité	Travaux publics	Éclairage des rues	64,77
IMPRESSION MULTI-SOURCES	46630	01-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Facture 46630 - Impression certificat d'occupation	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	241,47
IMPRIMERIE G.G. INC.	72571	17-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Affiche, fermeture de piscine	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	94,49
	72572	17-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Affiche, Café Maison-Ronde	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	96,59
	72655	19-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Affichettes "Plaisirs d'hiver"	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	94,49
	72656	19-JANV.-2018	STUDER-CATTI MARGUERITE	Feuillets "Plaisirs d'hiver"	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	500,79

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
IRIS DEBAUVE	20180108	16-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Animations	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	300,00
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	34441700	09-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Broches, compress. électriques	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	348,96
JEAN-FRANCOIS BELANGER	pm022418	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 24 février 2018 à l'église St-Jax - PM022418	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	1 750,00
JEAN-YVES ST-PIERRE	fr201803232	09-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet prestation du 26 mars 18 à la maison de la culture Frontenac FR-2018-03-232	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	1 000,00
JOUDY HILAL	32	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE		Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	527,00
	33	18-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Photographier, Rencontre, tris..	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	462,00
	34	26-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Photos, montage vidéo	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	525,00
JULIE DELISLE	bpa201802180127	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 27 janvier 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-02	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	150,00
	bpa201802180224	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 24 février 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-02	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	150,00
	bpa201802180331	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 31 mars 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-02	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	150,00
	bpa201802180421	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 21 avril 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-02	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	150,00
	bpa201802180519	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 19 mai 18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-02	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	150,00
	bpa201802180616	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 16 juin18 à la bibliothèque Père-Ambroise - BPA-2018-02	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	150,00
KELLY SANI-VAC INC	0000450422	15-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Location octobre 17 -	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	155,23

Ville-Marie
Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
KELLY SANI-VAC INC	0000455799	09-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	location toilette du 13 novembre au 10 décembre 2017 835, rue Mill	Travaux publics	Réseaux d'égout	144,88
	0000456944	16-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Location janvier 18	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	72,44
	0000457640	16-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Location décembre 17	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	572,18
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00132525	19-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Imp. sur coroplast	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	161,62
	00135206	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	impression Omnitack, installation	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	647,13
L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	rembempl180104	05-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Rembours.aux employés des frais encourus	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	157,29
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0077471217	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	coupon	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20,12
LA TANIERE	fr201801039	05-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour prestation du 30 janvier 2018 à la maison de la culture Frontenac - FR-2018-01-039	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	1 259,85
LE DEVOIR INC.	de195449	05-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Ordonnance	Services administratifs	Greffe	378,67
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	172784	19-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Cartes d'affaires	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	17,85
	173004	12-JANV.-2018	ROY, MINOUCHE	Carte d'affaire décembre LF Monet	Travaux publics	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	17,85
	173212	19-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Carte affaire S.Cournoyer	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	17,85
	173217	18-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Cartes d'affaire décembre	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	17,85
	173461	26-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Fiches permis	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	550,97
LES ENSEIGNES ICUBIC INC.	00017077	19-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Découpe vinyle	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	18,90

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Janvier 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Date compt.	Créé par	Description	Direction	Activité	Montant
LES ENSEIGNES ICUBIC INC	00017126	26-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Découpe vinyle	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	24,93
LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	90355525	09-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	référence NC 90444661 et 90450683	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	418,56
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2280	18-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Épicerie, Boulangerie	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	23,23
	2281	18-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Épicerie	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	10,59
	2282	18-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Épicerie	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	14,45
	2290	23-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Rencontre Grands Projets	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	27,29
	2298	23-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Rencontre Grands projets	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	5,00
	2299	25-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Rencontre grands projets	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	6,58
LES PRODUCTIONS MARTINEZ	fr201802193	12-JANV.-2018	BEAULIEU, JOHANNE	Cachet pour représentation du 28 février à la maison de la culture Frontenac - FR2018-02-193	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	2 099,75
LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.	180105	19-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	Traduction lettre 160 mots	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	41,99
LIMA, MARIE EVE	rembempl180104	10-JANV.-2018	STUDER-CATTE MARGUERITE	breuvages, matériel pour goûter de Noël	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24,31
LOINTIER, CÉCILE	rembempl1180110	11-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	15,00
	rembempl180110	11-JANV.-2018	MEDDEB, RIHEB	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	29,91

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186071001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recommander la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et désigner M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement

D'appuyer la demande d'aide financière au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal dans le cadre du Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation;

De mandater M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement et signer les documents nécessaires à cette demande d'aide financière.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 16:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186071001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recommander la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et désigner M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Avec l'adoption de son Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 et son Plan Montréal durable 2016-2020, la Ville de Montréal s'est engagée à passer d'un indice de canopée de 20 % à 25 % d'ici 2025. Cet engagement se traduit par la plantation de dizaines de milliers d'arbres sur le territoire de l'agglomération d'ici 2025. Les arbres sont des infrastructures vertes qui contribuent notamment à améliorer la qualité de l'air, à favoriser le captage des eaux de pluie et à lutter contre la formation d'îlots de chaleur. Or, les îlots de chaleur sont souvent caractérisés par de grandes étendues minéralisées (recouvertes d'asphalte et de béton) et par une faible disponibilité de sites prêt-à-planter (emplacements libres de contraintes à la plantation qui ne requièrent pas ou très peu de travaux préparatoires).

Devant ce constat, un programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation d'arbres a été mis sur pied en collaboration avec un comité consultatif constitué de représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT), du Service de l'Environnement, du Service de l'Eau et des arrondissements Le Plateau Mont-Royal, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Outremont, Rosemont La-Petite-Patrie, Saint-Laurent et Ville-Marie. Cette aide permettra de créer de nouveaux emplacements, mais aussi d'améliorer les conditions de croissance des arbres.

Un montant de 4 M$ sera dédié à l'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation. Nous, l'arrondissement de Ville-Marie, sommes désireux de participer à ce programme d'aide financière.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1895 -- 29 novembre 2017 - Adopter le programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation.

CM17 1046 – 21 août 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 42 000 000 $ afin de financer la réalisation du Plan de gestion de la forêt urbaine

CM17 0799 – 13 juin 2017 - Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 42 000 000 $ afin de financer la réalisation du Plan de gestion de la forêt urbaine

CM16 1298 – 28 novembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Types de projets :
Cette aide financière permet de réaliser des travaux de création ou de réfection de fosses de plantation en bordure de rue selon sept types de projets prédéfinis selon la nature des interventions et les coûts engendrés:

1. Élargissement de l'ouverture d'une fosse existante où un arbre est déjà présent et sera conservé
2. Fosse adjacente à un parterre non minéralisé, située en arrière trottoir ou en absence de trottoir
3. Fosse de plantation unitaire agrandie sous le trottoir, située côté rue ou en fond de trottoir
4. Fosse de plantation agrandie sous le trottoir, semi-continue ou en banquette
5. Fosse de plantation en absence de trottoir
6. Fosse de plantation en terre-plein
7. Fosse de plantation qui empiète sur la rue, dans la mesure où les aménagements sont sécuritaires

Tout autre projet respectant les objectifs généraux et les critères définis pourra être évalué.

L'objectif premier est d'augmenter le volume de terre de culture disponible par fosse de plantation d'arbre construite à 10 m^3 alors que dans le passé les fosses étaient construites avec un volume de terre approximatif de 5 m^3. Dans le cadre du programme de réfection
routière de l'arrondissement, nous prévoyons construire environ 60 fosses de plantation d'arbres à 10 m^3. Ces 60 fosses constituront essentiellement la demande d'aide financière qui sera complétée par quelques agrandissement de fosses existantes.

JUSTIFICATION

Une fois les fosses construites, ce programme permettra de procéder à des plantations qui n'auraient pas pu être effectuées autrement et qui contribueront à l'atteinte de l'objectif du Plan Montréal durable 2016-2020 d'augmenter l'indice de canopée de 20 à 25 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant de 4 000 000 $ sur trois ans est prévu pour le programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation d'arbres.
Le budget du présent dossier est prévu au PTI 2017-2019 du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR), programme 34700 Plan de la forêt urbaine, sous -projet 17 34700 905.

Le montant de 4 000 000 $ est divisé à parts égales parmi les 15 arrondissements qui ont envoyé un avis d'intention de participer au programme. L'arrondissement de Ville-Marie a donc accès de prime abord à un montant de 267 000 $. En surplus, les sommes non-utilisées pourront être réparties entre les arrondissements participants.

L'aide financière sera versée sur présentation de l'avis d'octroi du contrat ou, si les travaux sont réalisés à l'interne, au début des travaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation d'arbres permettra de contribuer directement à la priorité d'intervention du Plan Montréal durable 2016-2020 de « Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources ». Les plantations qui seront faites dans les fosses créées n'auraient pas pu être réalisées sans cette aide financière et permettront par conséquent l'intensification des plantations sur le territoire de la Ville de Montréal, contribuant à la cible d'augmenter l'indice de canopée de 20 à 25 % d'ici 2025.
Ce programme contribuera aussi à la priorité d'intervention d'«Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé » en améliorant la qualité de vie dans trois secteurs particulièrement vulnérables aux plans économique, social et environnemental ciblés par le programme Quartier intégré dans les arrondissements concernés.

Rappelons que les infrastructures vertes, tant en rue qu'en parcs, contribuent notamment à améliorer la qualité de l'air, à favoriser le captage des eaux de pluie et à lutter contre la formation d'îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette décision permettrait la poursuite des objectifs du Plan de gestion de la forêt urbaine ainsi que du Plan Montréal durable 2016-2020, contribuerait aux efforts de lutte aux îlots de chaleur et rendrait possible la mise en œuvre des projets de déminéralisation dès 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Virginie ANGERS, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Rosie FATA, Ville-Marie

Lecture :

Rosie FATA, 23 février 2018
Virginie ANGERS, 22 février 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-21

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2018-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186071001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Recommander la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et désigner M. José Pierre, chef de division des parcs et de l'horticulture, pour représenter l'arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186071001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Corinne ANDRIEU
Directrice des services administratifs

Tél : 514 872-9857
Division :

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186071001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant :

Advenant l'acceptation de la demande de soutien financier pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation, la division des ressources financières procédera à la création de clé comptables distinctes pour permettre la reddition de comtpes.

La division des parcs devra s'assurer:

1- De préciser à la division des ressources financières lorsque des dépenses sont en lien avec ce soutien financier afin qu'elles fassent l'objet d'une comptabilité distincte;

2- Que toutes les dépenses imputées dans le cadre de ce programme répondent aux critères d'amissibilité.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2018-03-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1185237020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2018

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 10:06

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2018

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs
aux fonctionnaires.

La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement **pour la période du 1er au 28 février 2018.**

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux
fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Date Décision	Dossier	Objet	
Février 2018			
Arrondissement Ville-Marie			46
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -			1
Article 23.08 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-02-28 11:17:02	**2181024002**	RADIER la somme de 15,00 $ (et tout solde dû) / Compte 25-214071-1 année 2017 mod 03 / Construction Bonim Inc. / Permis d'occupation temporaire du domaine public impayés / IMPUTATION: Arrondissement Ville-Marie.	
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines			22
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			4
2018-02-28 13:09:25	**2187729037**	DEPLACEMENT - GAUTHIER-LAFLAMME,MARTIN Matricule: 005456070 A/C du: 2018-02-26 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72395	
2018-02-26 11:17:55	**2182944026**	EMBAUCHE - BELAND,HUGUETTE Matricule: 100194310 A/C du: 2017-04-01 Titre d'emploi: C/S INSP.BÂT.<<ARR.VMAR/VILRY/STMIC/PEXT>> No poste: 72041	
2018-02-21 12:31:13	**2182944027**	PROMOTION - RESTREPO,JUAN CARLOS Matricule: 100047922 A/C du: 2018-02-10 Titre d'emploi: C/S PARCS ET HORTICULTURE <<ARR. MONTREAL- NORD>> No poste: 68771	
2018-02-08 10:06:29	**2187729026**	PROMOTION - DESCHAMPS,ALEXANDRE Matricule: 005455180 A/C du: 2018-02-03 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72401	
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			11
2018-02-27 16:02:28	**2187729040**	REEMBAUCHE - GONCALVES,LUIS Matricule: 100011603 A/C du: 2018-03-10 Titre d'emploi: INSPECTEUR DU CADRE BÂTI No poste: 65603	
2018-02-23 10:30:56	**2182944029**	TITULARISATION - HORI,MUTSUKO Matricule: 100052883 A/C du: 2018-02-17 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000	
2018-02-23 10:15:43	**2187729034**	PROMOTION - LAUZON,SARAH Matricule: 100063413 A/C du: 2018-02-26 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 52974	
2018-02-22 10:58:05	**2182944028**	PROMOTION - DES MARCHAIS,JOSEE Matricule: 100037186 A/C du: 2018-02-24 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU CONTROLE DES DOSSIERS No poste: 72682	
2018-02-20 16:44:13	**2187729031**	PROMOTION - RESTREPO,ALEJANDRO Matricule: 100174264 A/C du: 2018-02-17 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN AQUEDUC ET DRAINAGE No poste: 74791	
2018-02-20 16:43:42	**2187729030**	PROMOTION - LETOURNEAU,ALEXANDRE Matricule: 100072677 A/C du: 2018-02-17 Titre d'emploi: AGENT(E) - TRAVAUX PUBLICS ET INGÉNIERIE No poste: 74792	
2018-02-15 13:22:54	**2185204002**	CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - FORCIER,HUGO Matricule: 100085169 A/C du: 2018-02-17 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000	
2018-02-15 10:17:52	**2187729027**	PROMOTION - BARBO,EMILIE Matricule: 100053340 A/C du: 2018-02-03 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 52974	
2018-02-14 12:05:03	**2182944025**	TITULARISATION - SABIMBONA,CHARLES Matricule: 005428510 A/C du: 2018-02-10 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000	
2018-02-05 09:44:33	**2187729024**	EMBAUCHE - MEERT,JULIE Matricule: 100055156 A/C du: 2018-01-22 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 63529	
2018-02-02 12:36:40	**2187729025**	EMBAUCHE - MERRETTE-FOURNIER,SARAH Matricule: 100183991 A/C du: 2018-01-20 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) ARTISTIQUE No poste: 65103	
Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-02-12 10:52:52	**2185204001**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - JAM,CATHY Matricule: 100005828 A/C du: 2018-02-03 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000	
Article 11.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-02-28 13:09:01	**2182944030**	CESSATION - GADBOIS,BRIGITTE Matricule: 747275000 A/C du: 2015-12-11 Titre d'emploi: SECRETAIRE DE DIRECTION No poste: 16333	
Article 14.02.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-02-23 10:16:06	**2187729032**	Accorder à compter du 07 juin 2017, l'augmentation statutaire annuelle à madame Isabelle Bordeleau, ingénieure à la Division circulation et occupation du domaine public, de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C001 est le 809769, et le matricule Ville est le 100016869.	
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-02-23 08:43:57	**2177730005**	Autoriser la transformation d'un poste (poste 64158) permanent col blanc d'agent technique en architecture de paysage en un poste permanent professionnel d'architecte-paysagiste au sein de la division des parcs et de l'horticulture (520503000000) de l'arrondissement Ville-Marie à compter de la signature du présent sommaire décisionnel.	
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			2
2018-02-19 11:11:47	**2187729029**	PROMOTION - OGE,LOUIS-PHILIPPE Matricule: 100004647 A/C du: 2018-03-03 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 73758	
2018-02-15 10:59:57	**2187729028**	REEMBAUCHE - BASMADJIAN,VIRGINIE Matricule: 100025176 A/C du: 2018-03-12 Titre d'emploi: CONCEPTEUR(TRICE) REALISATEUR(TRICE) PROGRAMME DE FORMATION No poste: 73650	
Article 18.03.1 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-02-23 14:46:59	**2187729035**	Octroi d'une allocation automobile à monsieur Juan Carlos Restrepo, chef de la section parcs et horticulture, de la division des parcs et de l'horticulture de la direction des travaux publics, dont le matricule paie établi par la corporation d'origine C401 est le 865387 pour une durée d'un an à compter du 12 février 2018.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme			1
Article 21.1.3 ainsi que de l’article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-02-27 16:49:13	**2187199003**	Approuver la délivrance du certificat 3001372630 relativement à l’abattage de 30 frênes et de 99 autres arbres au parc Jean-Drapeau, sur l’immeuble situé au 99999, rue Île Sainte-Hélène, dans le site patrimonial cité de l’Île-Sainte-Hélène, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme			13
Article 21.1 ainsi que de l’article 21.1.3 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-02-16 12:18:24	**2177176098**	Approuver la délivrance du permis 3001266946 relativement à la construction d'un édifice commercial de 3 étages + mezzanine, situé au 2020, rue de la Montagne, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Loi sur le Patrimoine Culturel.	
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			12
2018-02-28 07:22:47	**2187176004**	Approuver la délivrance du certificat 3001288845 relativement à l'installation d'une enseigne "Lids"sur l'édifice Dominion Square, situé au 1008, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-02-28 07:22:19	**2187176001**	Approuver la délivrance du permis 3001353851 relativement à l'installation des enseignes "Aveda", pour l'immeuble situé au 880, rue Sainte-Catherine Ouest (1200 McGill College), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-02-27 16:52:06	**2187176008**	Approuver la délivrance du permis 3001368751 relativement aux modifications apportées à la marquise et à la façade avant, pour l'immeuble situé au 2170, avenue Lincoln, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-02-27 16:51:54	**2187176007**	Approuver la délivrance du permis 3001381094 relativement au prolongement du puits d'ascenseur du stationnement vers le hall d'exposition, pour la place Bonaventure située au 800, rue de la Gauchetière Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-02-27 16:51:38	**2187176006**	Approuver la délivrance du certificat 3001355037 relativement au réaménagement de la terrasse au toit de l'apartement 604, pour l'immeuble situé au 650, rue Notre-Dame Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-02-27 16:51:25	**2187176005**	Approuver la délivrance du permis 3001364847 relativement au remplacement de l'escalier d'accès en façade principale, pour l'immeuble situé au 1175, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-02-27 16:51:14	**2187176003**	Approuver la délivrance du permis 3001349933 relativement à l'insertion d'une porte d'issue en façade principale, pour le pavillon Rutherford de l'université McGill, situé au 3600, rue University, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Loi sur le Patrimoine Culturel.	
2018-02-27 16:46:24	**2187176002**	Approuver la délivrance du permis 3001341316 relativement à l'installation des enseignes "Scotia", pour l'immeuble situé au 902, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-02-12 11:41:19	**2181044009**	Approuver la délivrance du permis #3001356842 relativement aux modifications variées (constructions hors-toit, mur à l'escalier d'issue arrière, escalier de l'entrée principale) apportées au futur bâtiment situé au 1125, rue du Square-Amherst, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 8 février 2018.	
2018-02-12 11:35:30	**2181044008**	Approuver la délivrance du certificat #3001341310 relativement au remplacement du pavage de l'entrée véhiculaire du bâtiment situé au 3099, Le Boulevard, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 6 février 2018.	
2018-02-07 12:03:59	**2181044006**	Approuver la délivrance du permis #3001375670 relativement au remplacement de deux portes au 2e étage du bâtiment situé au 1282-1284, rue de la Visitation, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans recus le 1er février 2018.	
2018-02-06 12:12:13	**2171044055**	Approuver les plans conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) aux fins de délivrance de permis pour réaliser les travaux à l'immeuble situé à l'adresse suivante : 312, rue Ontario Est - Demande 3001226269	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique			5
Article 21.1 ainsi que de l’article 21.1.3 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-02-14 16:04:36	**2187199001**	Approuver la délivrance du permis 3001358701 et du certificat 3001362345 relativement à la modification d’une saillie en façade de la rue Sainte-Catherine et à l’installation d’enseignes affichant des messages lumineux animés ou lumineux variables pour le bâtiment situé au 84, rue Sainte-Catherine Ouest, dans l’aire de protection du Monument-National (immeuble patrimonial classé), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Loi sur le patrimoine culturel	
2018-02-02 15:22:21	**2177199012**	Approuver la délivrance du permis 3001383345 relativement à l'agrandissement du pavillon Judith-Jasmin de l'UQÀM pour l'ajout d'un centre de diffusion urbain de recherche et de création, bâtiment situé au 400, rue Sainte-Catherine Est (405, rue Sainte-Catherine Est), dans l’aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques (immeuble patrimonial classé), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Loi sur le patrimoine culturel	
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			3
2018-02-19 08:14:16	**2187199002**	Approuver la délivrance du permis 3001215765 relativement à la construction d’un bâtiment résidentiel et commercial de 4 étages avec 10 étages en surhauteur, à être situé aux 1945-1955, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
2018-02-07 09:44:34	**2177400001**	Approbation, en vertu du titre VIII du règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans relatifs à la construction en surhauteur d’un immeuble situé au 1196-1204, rue Crescent	
2018-02-01 14:04:27	**2170867003**	Approbation, en vertu du titre VIII du Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans déposés pour l’étude d’une construction en surhauteur sise au 1155, rue Guy - Requêtes no 3001313624	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections			1

Date Décision	Dossier	Objet	
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2			1
2018-02-22 15:01:18	**2185082002**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Martin Gascon, arpenteur-géomètre, le 8 décembre 2017, minute: 14834, pour le remplacement des lots 1 181 218 et 1 181 220 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 192 597.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division Bureau de projets du centre-ville			1
Article 41.20 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-02-16 13:54:02	**2180890001**	Dans le cadre de l’appel d’offres VMP-18-002, approuver les critères d'évaluation, leur pondération et la composition du comité de sélection pour retenir les services d'un entrepreneur général pour la réalisation des travaux d'aménagement du Quartier des gares phase 2 et autoriser le lancement de l'appel d'offres.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie			2
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-02-27 11:23:01	**2186002002**	Imposer une suspension de deux journées (2) à un employé portant le numéro de matricule 597970 de la Division de la voirie de la Direction des travaux publics.	
2018-02-14 14:58:30	**2186002001**	Imposer une suspension d'une journée (1) à un employé portant le numéro de matricule 559753 de la Division de la voirie de la Direction des travaux publics.	

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
1	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,09/02/2018	ou1157982a20	2 476,39	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
2	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1118410a20	1 748,04	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
3	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,09/02/2018	ou1157978a20	1 845,16	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
4	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157984a20	1 748,04	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
5	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,09/02/2018	ou1157977a20	1 165,36	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
6	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157980a20	1 748,04	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
7	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1118411a20	2 039,38	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
8	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157981a20	2 476,39	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
9	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157983a20	1 359,59	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
10	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157987a20	1 845,16	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
11	9026-3955 QUEBEC INC.	0725033-creusage pneumatique,09/02/2018	ou1157979a20	1 748,04	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
12	9297-6646 QUEBEC INC.	0395144-retrocaveuse,09/02/2018	ou1158058a20	134,38	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
13	9297-6646 QUEBEC INC.	0395144-retrocaveuse,09/02/2018	ou1126472a20	1 080,32	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
14	ABC ENVIRONNEMENT INC.	0901085-camera auto,02/02/2018	ou1160269a20	485,57	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
15	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	couriel v-marie 13-02-18 réception requise: $521.86 avant tx relance 15-02-2018-el	2943838100	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
16	AMANDINE GERMAIN	contrat 23-26/01 - 01-02/02	14	411,40	AF - Ville-Marie	VMA - Greffe
17	ANDRIEU, CORINNE	réunion préparation ca	embempl18020	31,50	AF - Ville-Marie	VMA - Direction
18	ANNE SOPHIE ROULEAU	animation conte	060218	157,48	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
19	AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	b/c 1176995 est fermé besoin du no de b/c et de récp de 389.48 courriel a ville marie le 21 fév 2018 ir	264777	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
20	AQUAREHAB (CANADA) INC.	inspection conduite aqueduc	10655	755,91	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
21	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	b/c fermé besoin récp de 390.93 courriel a ville marie le 21 fév 2018 ir	53774	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
22	ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS MUNICIPAUX DU QUEBEC INC. ACMQ	cotisation annuelle renouvellement membre-isabele rougier	4841	262,47	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
23	ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS MUNICIPAUX DU QUEBEC INC. ACMQ	formation 8 février 18	5022	682,42	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
24	ASSOCIATION DE SECURITE CIVILE DU QUEBEC	frais annuels d'adhésion	0807	80,00	AF - Ville-Marie	VMA - C.S.L.D.S - Gestion
25	AUTOBELLA CA.	lavage effectués les 22 et 24 janvier	20182013	129,60	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
26	AUTOBELLA CA.	lavage 20 decembre 2017	20172012	21,00	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
27	BEATRICE SWIFT	planification et réalisation d'animations de lecture	180201	550,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
28	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	0296089-hydro excavation,02/02/2018	ou1158054a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
29	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	0296089-hydro excavation,02/02/2018	ou1150798a20	2 156,18	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
30	BELAND, HUGUETTE	rembours.aux employés des frais encourus	empempl18020	18,86	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
31	BELLEVILLE, ERIC	protection ipad	embempl18020	232,96	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
32	BLUES PROS LLC TALENT	cachet représentation du 27 avril 2018 à l'église st-jax pm042718	pm042718	1 800,00	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
33	BOITE BELUGA S.E.N.C.	cachet représentation du 5 mai 2018 à l'église st-jax pm050518	pm050518	1 469,82	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
34	BONSOUND INC	cachet représentation du 7 avril 2018 à l'église st-jax pm040718	pm040718	2 939,65	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
35	BOO! DESIGN INC.	impression	19867	734,91	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
36	BOO! DESIGN INC.	montages graphiques de 5 pictogrammes	19994	236,22	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
37	BOO! DESIGN INC.	création visuel pour affiche	19938	314,95	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
38	BOUCHARD, MARYSE	remb. déplacement	embempl18020	29,84	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
39	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	réunion préparation ccu	16009	53,83	AF - Ville-Marie	VMA - Cabinet des élus- Pol
40	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	ccu et sous comité ccu de février	16034	73,37	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
41	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	sous comité ccu	16003	45,35	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
42	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	café, pâtisserie, muffin	16039	82,42	AF - Ville-Marie	VMA - C.S.L.D.S - Gestion
43	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	réunion d'équipe ause	16007	222,10	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
44	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	sous comité ccu	15992	33,38	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
45	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	rencontre équipe urbanisme	16016	51,39	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
46	CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	ccu de janvier	16006	47,77	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
47	CAN-INSPEC INC.	0901087-camera auto,16/02/2018	ou1160270a20	1 883,21	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
48	CARR MCLEAN LIMITED	folfing wagon	811894	290,14	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
49	CARR MCLEAN LIMITED	shelf	813056	192,38	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
50	CARR MCLEAN LIMITED	front back film	812663	176,41	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
51	CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALE ST-GEORGES	location du 6 fevrier	1	60,00	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
52	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE RALLIEMENT FAMILIAL LE C.E.R.F.	200 portions chili végé + viandes - plaisirs d'hiver	20180213cerf	350,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
53	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	ouvrages routierset signalisation	pu020030	70,29	AF - Ville-Marie	VMA - Respect de la règlementation
54	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	formation	968614	65,09	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
55	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	formation e. flores	965955	43,39	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
56	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	formation	968607	65,09	AF - Ville-Marie	VMA - C.S.L.D.S - Gestion
57	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	formation s. goulet	965962	43,39	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
58	CHANTALE NURSE	cachet représentation du 26 février - maison de la culture frontenac - fr 2018-02-212	fr201802212	1 500,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
59	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTREAL	1er colloque sur le tac	201801312312	157,34	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
60	COMITE SOCIAL CENTRE SUD INC.	frais de stationnement	2925	600,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
61	COMPAGNIE DE CREATION LE GROS ORTEIL	cachet pour représentation du 10 mars àl'église st-jax pm031018	pm031018	1 364,84	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
62	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	équipements de bureau	50516	5,72	AF - Ville-Marie	VMA - Accueil, information et service à la clientèle
63	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	3 cabinets de sécurité	50515	17,17	AF - Ville-Marie	VMA - Greffe
64	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	bac roulant	50397	56,59	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
65	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,02/02/2018	ou1118375a20	2 388,47	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
66	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,16/02/2018	ou1158005a20	2 086,63	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
67	CONSTRUCTION CAMARA	0725064-hydro excavation,09/02/2018	ou1126474a20	1 947,52	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
68	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,02/02/2018	ou1126469a20	2 086,63	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
69	CONSTRUCTION CAMARA	0725064-hydro excavation,09/02/2018	ou1158067a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
70	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,09/02/2018	ou1158001a20	1 530,19	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
71	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,02/02/2018	ou1158064a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
72	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,16/02/2018	ou1158105a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
73	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,02/02/2018	ou1126470a20	2 364,84	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
74	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,16/02/2018	ou1158106a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
75	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,02/02/2018	ou1158052a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
76	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,09/02/2018	ou1158068a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
77	CONSTRUCTION CAMARA	location chargeur	009082	629,92	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
78	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,16/02/2018	ou1158006a20	2 086,63	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
79	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,02/02/2018	ou1158053a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
80	CONSTRUCTION CAMARA	0725071-hydro excavation,09/02/2018	ou1158069a20	853,02	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
81	COPIBEC	frais pour la licence de type bibilothèques	35685	141,73	AF - Ville-Marie	VMA - Culture

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
82	COPIBEC	frais pour la licence de type bibilothèques	35685	141,73	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
83	COPIE EXPRESS	achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	in0001932	120,42	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
84	COPIE EXPRESS	800 invitations	in0001907	418,38	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
85	CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	événement au centre jean-claude-malépart	jcm201801240	255,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
86	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157985a20	1 262,47	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
87	CREUSAGE RL	0725072-hydro excavation,09/02/2018	ou1158070a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
88	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,16/02/2018	ou1157986a20	1 456,70	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
89	CREUSAGE RL	0725072-hydro excavation,09/02/2018	ou1118278a20	3 412,09	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
90	CREUSAGE RL	0725072-hydro excavation,09/02/2018	ou1158072a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
91	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1160347a20	1 748,04	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
92	CREUSAGE RL	0725072-hydro excavation,09/02/2018	ou1158071a20	853,02	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
93	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1160350a20	1 359,59	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
94	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1157976a20	1 456,70	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
95	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1160346a20	2 622,06	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
96	CREUSAGE RL	0725072-hydro excavation,09/02/2018	ou1118277a20	417,33	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
97	CREUSAGE RL	0725068-creusage pneumatique,02/02/2018	ou1160348a20	1 845,16	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
98	DEBOUCHAGE & NETTOYAGE ACTION INC.	0901086-camera auto,02/02/2018	ou1160264a20	918,64	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
99	DELCOURT, RONALD	frais kilométriques	embempl18013	17,18	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
100	DENIS, CLIFFORD	mobilisation équipe fds nuit	embempl18021	38,07	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
101	DOMINIQUE LEROUX	cachet représentation du 24 mars 2018 à l'église st-jax pm0324181	pm0324181	1 250,00	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
102	DOMINIQUE SIROIS-ROULEAU	cachet pour exposition fabulam du 14 mars au 15 avril à la maison de la culture frontenac fr-2018-03-463	fr201803463	372,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
103	ETL ELECTRONIQUE LTEE	frais mensuels astus	00045856	26,19	AF - Ville-Marie	VMA - Respect de la règlementation
104	EXCA-VAC	0725037-hydro excavation,16/02/2018	ou1118280a20	2 225,73	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
105	EXCA-VAC	0725037-hydro excavation,16/02/2018	ou1158103a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
106	EXCA-VAC	0725055-hydro excavation,16/02/2018	ou1158102a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
107	EXCA-VAC	0725044-hydro excavation,16/02/2018	ou1158073a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
108	EXCA-VAC	0725069-hydro excavation,16/02/2018	ou1158002a20	1 947,52	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
109	EXCA-VAC	0725069-hydro excavation,16/02/2018	ou1158075a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
110	EXCA-VAC	0725037-hydro excavation,16/02/2018	ou1158074a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
111	EXCA-VAC	0725055-hydro excavation,16/02/2018	ou1158003a20	2 017,07	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
112	EXCA-VAC	0725037-hydro excavation,16/02/2018	ou1158104a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
113	EXCA-VAC	0725044-hydro excavation,16/02/2018	ou1118279a20	2 388,47	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
114	EXCA-VAC	0725037-hydro excavation,16/02/2018	ou1164651a20	3 412,09	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
115	EXCA-VAC	0725037-hydro excavation,16/02/2018	ou1126475a20	1 669,30	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
116	EXCA-VAC	0725055-hydro excavation,16/02/2018	ou1158101a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
117	EXCA-VAC	0725055-hydro excavation,16/02/2018	ou1158027a20	1 112,87	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
118	EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	0395048-pepine,02/02/2018	ou1150793a20	823,10	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
119	FASTENAL CANADA LTEE	retransmis a lasalle le 15 fév. / gr ; bc 1245191 fait au mauvais fournisseur, réc de 437.10 $ avant taxes, envoyé à vm 180208asan prix de livraison écrasé a la baisse (28.80 ---> 6.25)	qclas37193	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau de projets Centre-Ville & ingéniérie
120	FERLAND, LUCIE	rembours.aux employés des frais encourus	embempl18020	137,84	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Mont-Royal
121	FERNANDE MATHIEU	animation les contes d'églantine	20180206	250,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
122	FORMADRAIN INC.	b.c.ouvert 1239546 pour réception de $6700.00 et $1800.00 facture #29418 arr.ville-marie 20/02/18 l.q.	29418	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
123	FRONTENAC LAVE AUTO 1	lavage véhicule	514	554,33	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
124	GAZ PROPANE MONIN INC.	livraison gaz, location, transport	a234563	408,45	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
125	GENEST, MARIE-PIER	frais stationnement, kilométrage	embempl18020	316,81	AF - Ville-Marie	VMA - Administration ressources humaines
126	GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC		272369	274,35	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
127	GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC		271952	22,34	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
128	GOULET, LINDA	remb. frais plaisirs d'hiver	embempl18021	15,23	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
129	GOULET, SYLVIE	cours: communication efficace	embempl18021	494,11	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
130	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1118373a20	1 112,87	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
131	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1158060a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
132	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1158059a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
133	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1150794a20	2 295,29	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
134	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1150791a20	1 947,52	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
135	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1158057a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
136	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1146712a20	1 876,65	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
137	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1158061a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
138	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1158056a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
139	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1158062a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
140	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1150796a20	2 364,84	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
141	GROUPE ADE	0725057-hydro excavation,02/02/2018	ou1150795a20	2 086,63	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
142	GROUPE AKIFER INC.	ref facture 27823 . facture pas encore saisie. courriel à ville-marie	743	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
143	GROUPE NICKY	@ arr. ville-marie, 15 fév. 2018 / amf - demandé réception : 14,819.08 $.	66415	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Quartier des spectacles
144	GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	causerie en classe	11026	213,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
145	HILTI CANADA LTEE	@ julie roy, 8 fév. 2018 / amf - demandé réception : 764.90 $.	1685121414	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
146	HILTI CANADA LTEE	bc 1243446 manque réc de 1093.35$ avant taxes, envoyé à roy, julie 180214asan	1685134161	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
147	HOMEWOOD SANTE INC.	sondage des employés	m216553	118,11	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
148	IGUANE MEDIA INC.	cachet représentation du 24 mars 2018 à l'église st-jax pm032418	pm032418	2 624,69	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
149	IMPRIMERIE G.G. INC.	affiche culture peter mc gill	72824	123,89	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
150	J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	pay par rec, 1275.58$ av. taxe @ ville marie le 13 févr (la)	34148100	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
151	JEFFREY MOSELEY	cachet représentation du 17 mars 2018 à l'église st-jax pm031718	pm031718	2 100,00	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
152	JEFFREY NEVEU	prêt patins	180212	800,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
153	JEUNESSES MUSICALES CANADA	cachet pour représentation du 6 mars 2018 à la maison de la culture frontenac fr-2018-03-213	fr201803213	314,96	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
154	JOUDY HILAL	achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	38	340,00	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
155	JOUDY HILAL	photo, ébauche vidéo	36	316,00	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
156	JOUDY HILAL	photos, affiche, vidéo	37	465,00	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
157	LACHAPELLE LOGISTIQUE	déménagement 155, notre dame est vers 2040 alexis-desève	53823	629,92	AF - Ville-Marie	VMA - C.S.L.D.S - Gestion

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
158	LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC	200 repas chili végétarien	180213	750,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
159	LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	lamcom technologie (installation)	00135909	788,39	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
160	LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	impression	00136169	120,74	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
161	LA MODELERIE DE MONTREAL INC.	annulée car erreur compte d'imputation-b/c car866156 est refusé besoin récp de 12024.00 courriel a bertrand blouin le 06 fév 2018 ir	9215a	0,00	AF - Ville-Marie	VMA- DTP- Surplus de gestion
162	LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	couriel a.houle 07-02-18 réception requise $515.11 avant tx. sera payée sdf confirmation minouche roy	98572a	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Mont-Royal
163	L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	frais taxi	0147650118	11,43	AF - Ville-Marie	VMA - Accueil, information et service à la clientèle
164	L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	coupon	0023300118	13,49	AF - Ville-Marie	VMA - Cabinet des élus- Pol
165	LAURENT BORTOLOTTI	cachet représentation du 10 mars 2018 à l'église st-jax pm031018	pm031018	1 500,00	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
166	LAVAGE TECHNI-PRO INC.	0475073-degeleuse,09/02/2018	ou1150800a20	839,90	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
167	LAVAGE TECHNI-PRO INC.	0475074-deglacage,02/02/2018	ou1150792a20	839,90	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
168	LAVAGE TECHNI-PRO INC.	0475074-debouchage vapeur,16/02/2018	ou1146608a20	839,90	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
169	LAVAGE TECHNI-PRO INC.	0475086-degeleuse,02/02/2018	ou1118374a20	839,90	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
170	LAVAGE TECHNI-PRO INC.	0475074-degeleuse,16/02/2018	ou1118397a20	1 469,82	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
171	LAVAGE TECHNI-PRO INC.	0475073-degeleuse,16/02/2018	ou1158026a20	1 154,86	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
172	LECLERC-ANDRE, GABRIELLE	rembours.aux employés des frais encourus	empempl18020	88,00	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
173	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	carte d'affaires	174083	17,85	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
174	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	carte d'affaire	173613	18,85	AF - Ville-Marie	VMA - Cabinet des élus- Pol
175	LE PROJET PORTE-PAROLE	cachet pour représentation le 20 mars 2018 à la maison de la culture frontenac fr-2018-03-041	fr201803041	1 986,36	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
176	LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	matériel d'arpentage	90471208	654,12	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau de projets Centre-Ville & ingéniérie
177	LES PAVAGES CHENAIL INC.		430314	877,07	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
178	LES PAVAGES CHENAIL INC.		430156	902,04	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
179	LES PRODUCTIONS BATACLAN	atelier éveil musical	263	236,22	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
180	LES PRODUCTIONS OLIVIER BERNARD INC.	conférence	17593	682,42	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
181	LES SCIENTIFINES	animation	2017201895	160,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
182	LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	demande réception de 815.72$ bc 1180302 envoyé a julie roy	237168b5	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
183	LOCATION SAUVAGEAU INC.	location camion	t18874301	264,57	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
184	LOINTIER, CÉCILE	rembours.aux employés des frais encourus	embempl18020	199,58	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
185	LOINTIER, CÉCILE	remb. frais kilometrage janvier 18	embempl18022	33,63	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
186	MARIE CHEVRIER	atelier percussion	20180211	398,95	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
187	MARYLEE BERNARD	publicité dans l'itinéraire	086	112,50	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
188	MARYSE PERRON	jeu géant	20180125	325,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
189	MATTHEW FIFER	culture dans peter-mcgill	005	245,74	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
190	MATTHEW FIFER	remplacement d'une conduite d'aqueduc et d'une conduite d'égout	00006	122,76	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
191	MAYES, SOPHIE	remboursement insciption fomation le 9 fev 18	embempl18022	492,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau de projets Centre-Ville & ingéniérie
192	MICHELE DE LUCA LTEE	0714003-semi remorque,02/02/2018	ou1128826a20	923,89	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
193	MOBIDIC	production-correction signet	513	68,24	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
194	MOBIDIC	habillage de véhicules	499	656,17	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
195	MOBIDIC	bandeau animé à partir d'une illustration existante	515	498,69	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
196	NORDIKEAU INC	b.c.ouvert 1209078 pour réception de $107.52 facture #f173743 julie roy 5/02/18 l.q.	fa173743	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
197	NOTARIUS	abonnements nécessitant une intervention	124152	16,19	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
198	NOTARIUS	abonnements nécessitant une intervention	124782	16,19	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
199	NOTARIUS	abonnements nécessitant une intervention	128299	16,19	AF - Ville-Marie	VMA - Urbanisme
200	OLIVIER GRENON	cachet exposition image sur rue expose 2018 à la maisonde la culture frontenac fr-2018-01-464	fr201801464	300,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
201	POPUPCAMP	halte garderie pour événement	1217	498,75	AF - Ville-Marie	VMA - Greffe
202	POPUPCAMP	garderie	085	454,00	AF - Ville-Marie	VMA - Greffe
203	PRESTIGE SECURKEY INC		in102538	121,16	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Quartier des spectacles
204	PRODUITS PRAXAIR	demande réception de 44.98$ bc 1174731 envoyé a ville marie	80848590	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
205	PROMOTIONS C.S.L. (LES)	location sono et éclairage - plaisirs d'hiver	13077	734,91	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
206	QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	demande réception de 455.75$ bc 1173462 envoyé a julie roy. cette facture est payée sous le numéro 103149658 erreur de saisie de voir lot 180122uquevlifin.electro	1031496581	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
207	RCI ENVIRONNEMENT	@ arr. ville-marie, 2 fév. 2018 / amf - demandé réception : 358.88 $.	0001330840	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
208	REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	inv0865mod	577,43	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
209	ROBERT HART INC.	réparation	36616	136,48	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
210	ROBITAILLE, MARYSE	remb. frais plaisirs d'hiver	embempl18021	7,18	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
211	RONA INC	bc en traitement: 1249182 sous-total = 243.64$ @ vma	1110010017880	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
212	RONA INC	annulée car payée avec le no 411100100734701-demande réc 357.29$ bc 1249182 env a julie roy	4111010073471	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
213	ROSETTE D'ARAGON	activité éveil à la lecture	20180217	140,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
214	ROSETTE D'ARAGON	animation des tous-petits contes	20180127	140,00	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
215	SALIM HAMMAD	cachet représentation du 14 avril à l'église st-jax pm041418	pm041418	425,00	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
216	SANIVAC	location des toilettes	0000450423	232,85	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
217	SANIVAC	retour wo361693	0000458088	41,99	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
218	SANIVAC	location 8 au 11 janvier 18	0000458771	62,70	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
219	SANIVAC	location des toilettes	0000459368	572,18	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
220	SANIVAC	location toilette 24 janv - 1 fev.	0000459686	23,29	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
221	SAUVE, BENOIT	mobilisation employés cols bleus	embempl18021	91,05	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
222	S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.	quantité de 9.75- @ vmarie le 7 février (la)	215911	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
223	S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.	quantité de 7.50- @ v marie le 7 février (la)	215910	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
224	S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.	quantité de 11.50 @ v. marie le 7 février (la)	215909	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
225	SCIAGE MONTREAL INC.	0645009-scie a beton,16/02/2018	ou1150787a20	659,32	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
226	SCIAGE MONTREAL INC.	service de dégèlement	128	881,89	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
227	S.E. CONCEPT INC	rubber foot	641477	60,47	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
228	SERRURIERS AMHERST INC.	annulée car il s'agit d'un bon de livraison-b.c.ouvert 1174856 pour réception de $12.35 facture #451984 ville-marie voirie 13/018 l.q.	451984	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
229	SERRURIERS AMHERST INC.	b/c 1174856 est fermé besoin du no de b/c et de réception au montant de 12.35 courriel a ville marie le 13 fév 2018 ir	14759	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
230	SERRURIERS AMHERST INC.	annulée car il s'agit d'un bon de livraison-b.c.ouvert 1174856 pour réception de $19.80 facture #451973 ville-marie voirie 13/018 l.q.	451973	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
231	SERRURIERS AMHERST INC.	b/c ouvert besoin récp de 9.00 courriel a ville marie le 06 fév 2018 ir	14613	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
232	SERRURIERS AMHERST INC.	bc 1174856 fermé, réc de 54.40$ avant taxes envoyé à vm 180215asan	14908	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
233	SERRURIERS AMHERST INC.	clés	14612	6,30	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
234	SERRURIERS AMHERST INC.	bc 1174856 manque réc de 52.00$ avant taxes, envoyé à vm 190219asan	14968	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
235	SERRURIERS AMHERST INC.	b/c ouvert besoin récp de 6.00 courriel a ville marie le 06 fév 2018 ir. annulée à la demande de minouche roy	14612a	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
236	SERRURIERS AMHERST INC.	annulé car bon de livraison b.c.ouvert 1175500 pour réception de $69.00 facture #451665 ville marie parcs 01/02/18 l.q.	451665	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
237	SERRURIERS AMHERST INC.	rappr par réc. bc 1174856 manque réc de 17.25$ avant taxes, envoyé à vm 180215asan	14888	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
238	SERVANE GUERIN	achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	20180126sg	40,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
239	SERVICE D'ARBITRAGE DIANE SABOURIN INC	syndicat des fonctionnaires municipaux de monréal	5106180206	36,75	AF - Ville-Marie	VMA - Administration ressources humaines
240	SERVICE D'ARBITRAGE DIANE SABOURIN INC	syndicat des fonctionnaires municipaux de montréal	5102180206	36,75	AF - Ville-Marie	VMA - Administration ressources humaines
241	SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC.	achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	219445	38,92	AF - Ville-Marie	VMA - Greffe
242	SERVICE D'ENTRETIEN PERFORM-NET	voir crédit 5719cr	5719	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
243	SERVICE SOLENO INC.	0725075-hydro excavation,02/02/2018	ou1158055a20	167,98	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
244	SERVICE SOLENO INC.	0725075-hydro excavation,02/02/2018	ou1146711a20	1 706,05	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
245	SPECTRE DE RUE INC .	distribution 800 copies	723	240,00	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
246	SPECTRE DE RUE INC .	distribution 350 copies	722	105,00	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
247	SUPERIEUR PROPANE	armoire -	18324782	5,25	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
248	TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	couture 4 bords de pantalons f.cieri	09180214	62,99	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
249	TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	38	58,79	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
250	TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	ajustage pantalons	f43180207	157,48	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion

Ville-Marie Montréal

DÉPENSES AUTRES QUE BONS DE COMMANDE / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

Nom de période GI: FÉV-18	Nom de l'arrondissement ou Service: Ville-Marie

	Nom Fournisseur	DESCRIPTION	Facture	Montant	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
251	TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	couture 5 bords de pantalonsf.lussier	16180215	78,74	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
252	TENAQUIP LIMITED	rappr par réc, bc 1183656 manque réc de 194.88$ avant taxes, envoyé à vm 180214asan	1125784700	0,00	AF - Ville-Marie	VMA - Bureau administratif
253	THEATRE A L'ENVERS	cachet pour la représentation de mwana et le secret de la tortue le 10 mars 2018 à la maison de la culture frontenac - fr-2018-03-214	fr201803214	1 259,85	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
254	THEATRE MOTUS	cachet représentation du 7 avril à la maisonde la culture frontenac fr-2018-04-233	fr201804233	2 099,75	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
255	TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES	période du 15 décembre au 14 janvier 2018	ar3348142	63,61	AF - Ville-Marie	VMA - Soutien aux opérations
256	TRANSPORTS ET REMBLAI J.P.L. INC.	0730120-semi remorque,02/02/2018	ou1164532a20	965,88	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
257	TURMEL, ALAIN	remb. frais essence	embempl18020	40,00	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
258	UNIBETON	ref facture 557402. correction prix. facture encore bloquée, svp débloquer crédit en même temps	576269	0,00	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
259	VALERIE MILOT	cachet pour représentation du 21 avril 2018 à l'église st-jax - pm042118	pm042118	2 309,72	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
260	VERSALYS	formation word 2003	149665	839,90	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
261	VERSALYS	cours privé:ms-excel	149666	787,41	AF - Ville-Marie	VMA - Respect de la règlementation
262	WAGNER, NATHALIE	frais kilométrage et stationnement	embempl18013	54,79	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
263	ZAMBITO, DOMENICO	frais retour envoi appel d'offre	embempl18020	13,07	AF - Ville-Marie	VMA - Greffe
264				156 751,74		

Ville-Marie Montréal

BONS DE COMMANDES / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	NUMÉRO BON DE COMMANDE	MONTANT	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
124128 CANADA INC.	Facture du 14-12-18 # 201700000446 - Droit d'utilisation du terrain lot 2162077 du 20-04-17 au 15-10-17 - piétonisation Village	1255788	9 448,9	AF - Ville-Marie	VMA- DTP- Surplus de gestion
ACTION R-VAC INC.	2018 - BC ouvert pour disposition de boues lors de nettoyage de puisards - TP aqueduc	1258620	5 249,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	2018 - BC ouvert pour achat de diverses pièces pour l'aqueduc-TP aqueduc	1257173	5 249,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	Commande ouverte 2018 pour achat d'accessoires pour les piscines et pataugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie Articles hors-entente	1253573	3 674,6	AF - Ville-Marie	VMA - Sports et installations
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	Commande ouverte 2018 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateaugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie Produits hors-entente	1252834	5 249,4	AF - Ville-Marie	VMA - Sports et installations
ARTILUX INNOVATION INC.	OS-VDM170130 Services pour expertise en éclairage et électricité au parc Aristide-Beaugrand-Champagne.	1182017	5 745,4	AI - Ville-Marie	PTI - Ville-Marie
AVANCIE INC.	Contrat de fourniture de services applicatifs Manager Montant max de 21 700$ avant taxes Période de nov.2014 à nov.2015 renouvelable	1002842	9 418,0	AF - Ville-Marie	VMA - Opération Montreal.net
	Contrat de fourniture de services applicatifs Manager Montant max de 21 700$ avant taxes Période de nov.2014 à nov.2015 renouvelable		13 254,7	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
AVI-SPL CANADA LTD	Soumission # 37518 - Tableau interactif pour le 1455 Bercy - TP Direction	1257361	10 818,4	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	2018 - BC ouvert pour disposition de sable lors de travaux d'hydro-excavation - TP aqueduc	1256456	5 249,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
BELANGER BRANDING DESIGN LTEE	Services de design pour signalétique directionnelle extérieure pour orienter vers les toilettes publiques. Situé dans l'arrondissement Ville-Marie. Projet BBDL : 18-7974.	1258275	15 192,2	AI - Général - Ville de Montréal	PTI - Ville-Marie
BIO SERVICE MONTREAL INC.	2018 - Bon de commande ouvert pour neutralisant d'odeur en format de 20 ou 200 litres - TP-Voirie	1257863	5 249,4	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
CEGEP DU VIEUX MONTREAL	Formation ''AutoCad 2013'' se tenant le 8 et 9 mars 2018 pour M. Donald Girard. (Durée de 14 heures)	1257908	2 351,7	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
CENTRAL IRRIGATION SUPPLY INC.	Bon de commande ouvert 2018 pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par équipe Parcs VM	1252260	4 199,5	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
CHARIOTS KIRMAR INC.	Location de chariot pour le 1455 Bercy - TP aqueduc	1258269	5 249,4	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie

Ville-Marie Montréal

BONS DE COMMANDES / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	NUMÉRO BON DE COMMANDE	MONTANT	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
CLEAN WATER WORKS INC	Travaux de réparation de la conduite d'égout rue Gauvin et rue St-Jacques-soumission du 18-01-18 - TP aqueduc	1256592	10 262,5	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
COMPUSERVICE DIVISION DV SERVICES TECHNIQUES INC.	Soumission 007923 du 31 janvier 2018 - bloc d'heures pour services de réparation	1254131	3 244,1	AF - Ville-Marie	VMA - Soutien aux opérations
CREUSAGE RL	2018 - Contrat gré à gré pour service de combiné pour le nettoyage d'égouts - TP aqueduc	1254061	20 997,5	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
DEMIX AGREGAT	2018 - BC ouvert pour achat d'abrasifs-TP voirie Entente 1222415 Quantité estimée: 3 000 tonnes Fin de l'entente: 30 avril 2018	1252354	48 535,7	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
DESCHENES & FILS LTEE	Achat de pièces (dispositifs anti-refoulement) pour l'équipe des parcs, VM. Soumission 7987305.	1255634	2 867,2	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
ECHOS MONTREAL	Édition spéciale - Distribution budget annuel, rapport du Maire/arrondissement Ville-Marie. Tel que la soumission du 24 janvier 2018.	1257448	9 107,7	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
EQUIPEMENT NCN LTEE	2018 - soumission # 3700 - Contrat de location d'équipement d'étançonnement pour une durée indéterminée - TP aqueduc	1257061	5 249,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
FORMADRAIN INC.	Réhabilitation du drain 6" , du 1773 rue St-Denis, en référence à la soumission courriel du 17 novembre 2017/ TP-Jonathan Labonté.	1239546	8 923,9	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
FRANCOIS LEDUC, CONSULTANTS INC.	Services professionnels en psychologie pour mandats spéciaux en RH-Johanne Gagné	1248757	8 923,9	AF - Ville-Marie	VMA - Administration ressources humaines
F.X. LANGE INC	2018-BC ouvert pour location de plaques pour travaux en urgence - TP aqueduc	1247187	15 748,1	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
GIRARD-HEBERT INC.	Service professionnels en ingénierie, aménagement (aire de jeu d'eau) du parc Saint-Jacques.	1253014	17 847,9	AI - Général - Ville de Montréal	PTI - Ville-Marie
GRILLAGE BOLAR (CANADA) INC.	Achat et livraison de nouvelles grilles pour les caniveaux du Quartier des Spectacles en référence à la soumission(transmission de prix) du 26 mai 2017 / TP-Martin Proulx-Lafrenaye..	1211810	19 087,8	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Quartier des spectacles
GROUPE CSA	Validation du système de gaz par CSA. Dans le cadre du projet ''Mise à niveau des équipements de la Place Jean-Paul Riopelle. Devis : Q-21011	1256449	5 774,3	AI - Général - Ville de Montréal	PTI - Ville-Marie
GROUPE LOU-TEC INC.	Location de 2 nacelles sur chenilles 50'-55'/Livraison à la Place Vauquelin ,Montréal pour l'Installation du sapin de Noël /Soumission 1036822 du 10 nov 2017/ TP-Parcs-Pierre Dubois	1239028	4 385,9	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
GROUPE REAL JEAN	Entretien de la nouvelle station de pompage Place d'Youville - TP aqueduc	1258270	6 824,2	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

BONS DE COMMANDES / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	NUMÉRO BON DE COMMANDE	MONTANT	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
GROUPE RNET	Devis 151 et 152 - Nettoyage de graffiti en hauteur rues St-Laurent, Clark et De Maisonneuve E. - TP entretien	1258278	4 997,4	AF - Ville-Marie	VMA- DTP- Surplus de gestion
	2018 - contrat gré à gré - BC ouvert pour le nettoyage de graffiti dans divers parcs de l'arr. Ville-Marie Montant maximum de 21 000$ avant taxes	1258629	22 047,4	AF - Ville-Marie	VMA- DTP- Surplus de gestion
GROUPE SANI-TECH INC.	Soumission # 64665 - Casiers vestiaires + installation - TP aqueduc	1254080	8 288,8	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
GROUPE SDM INC	2018 - BC ouvert pour service de plombier et/ou électricien - TP aqueduc	1250277	20 997,5	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
HEROLE INC	Soumission 478-Hi - Animation Montréal joue le 2 mars 2018 - Bibliothèque Frontenac	1256722	2 099,8	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
HOPITAL VETERINAIRE SHERWOOD PARK	2018 - BC ouvert pour services d'évaluation de comportement pour chiens	1254082	3 149,6	AF - Ville-Marie	VMA - Respect de la règlementation
IMPRIMERIE G.G. INC.	Dépliant culture ''Peter McGill'' - Devis 132766-1-1	1253546	2 981,7	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
INSTA-MIX	Factures du 14-11-17 et du 21-11-17 # 3254 et # 3329 - Location de camion à colasse avec opérateur	1257196	5 980,1	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Travaux
JAMES GRIFFIN & FILS LTEE	Bon de commande ouvert pour service de plomberie en 2018 -TP aqueduc	1249567	5 249,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	2018 - Bon de commande ouvert pour service de réparations d'équipement divers pour l'aqueduc tel pompes et génératrices	1255796	10 498,8	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
LA COMPAGNIE ULTRA-CLAIR (2006) INC.	2018 - BC ouvert pour achat de lave-glace en vrac-TP voirie	1255891	4 199,5	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGES JESKAR INC.	Location d'une planeuse/scarifieuse w2000 - 21 octobre 17	1231896	7 480,4	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Travaux
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	URGENCE seulement MAX 300,00$ Achat divers 2018 selon besoin pour l'équipe des parcs (bois, béton, etc)	1253729	2 099,8	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	Soumission # 320426 - Démentèlement, transport et remontage de sections palette du 1151 Mill au 1455 Bercy - TP direction	1258386	4 663,5	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
LES SERRES RIEL INC	Fournitures et livraison de fleurs annuelles - Campagne d'embellissement 2018. Parcs, VM.	1256338	5 358,1	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
LES SERRES VAN MORELL INC.	2018- Achat de Cannas (Divers) - Livraison le 23 mai 2018- 2915 Ste-Catherine est, Mtl/ Selon soumission 20171114 du 14 nov 2017 /TP-Parcs- José Pierre	1243857	6 279,3	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs

Ville-Marie Montréal

BONS DE COMMANDES / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	NUMÉRO BON DE COMMANDE	MONTANT	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
LES SERVICES ASSESSMED	Expertises médicales (orthopédie et autres) sur demande pour 2018	1253839	10 498,8	AF - Ville-Marie	VMA - Administration ressources humaines
LES UNIFORMES ET VETEMENTS POUR HOMMES W. GRADINGER LTEE	Vêtements pour inspecteurs/Soumission courriel du 20 nov 2017.	1244980	2 582,1	AF - Ville-Marie	VMA - A.U.S.E. - Gestion
MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	Commande pour inventaire 2018, équipes Parcs VM. Tel que soumission 102183.	1253567	14 319,1	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
ORDRE DES INGENIEURS DU QUEBEC	Offre de services du 02-02-18 - Formation "Surveillance des travaux" pour 24 participants - TP direction	1258095	2 834,7	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	Plantation été 2018 : achat de Gymnocladus dioicus et Robinia speudoacacia. Projet Agrile du frêne (José Pierre). Svp, communiquez avec M. Daniel Pelletier pour toutes questions et détails de livraison. 514-872-7335.	1254335	21 713,0	AI - Général - Ville de Montréal	PTI - Ville-Marie
	Plantation été 2018 : achat de Gymnocladus dioicus et Robinia speudoacacia. Projet Agrile du frêne (José Pierre). Svp, communiquez avec M. Daniel Pelletier pour toutes questions et détails de livraison. 514-872-7335.		995,8	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	Plantation été 2018 : achat de Gymnocladus dioicus 70mm. Projet Agrile du frêne (José Pierre). Svp, communiquez avec M. Daniel Pelletier pour toutes questions et détails de livraison. 514-872-7335.	1254323	3 023,6	AI - Général - Ville de Montréal	PTI - Ville-Marie
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	BC ouvert 2018 pour réparation et petits travaux dans les bureaux du 800 de Maisonneuve E	1253843	8 399,0	AF - Ville-Marie	VMA - Soutien aux opérations
	BC pour travaux réaménagement aux communications au 19e étage et à l'aménagement urbain au 18e étage	1253953	3 149,6	AF - Ville-Marie	VMA - Soutien aux opérations
POTENTIEL PLUS PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL INC	Offre de services pour coaching (2017-2018) tel que proposition du 28 novembre 2017 - Contrat total estimé à 11 300$ - DCSLDS	1242180	11 863,6	AF - Ville-Marie	VMA - C.S.L.D.S - Gestion
PRODUITS SANY	Soumissions # 1408089 et # 1408083 - Distributeurs de papier main et distributeurs de papier hygiénique pour TP au 1455 Bercy	1256630	5 423,7	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
	Autorécureuse 26" à disque avec accessoires pour le 1455 Bercy - TP direction	1257816	20 100,4	AF - Ville-Marie	VMA - Travaux publics - Gestion
RCI ENVIRONNEMENT	Service mensuel, charge essence et redevances. 2017 (site 13-Chalet du parc la cité du havre)	1178286	3 515,1	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs

Ville-Marie Montréal

BONS DE COMMANDES / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	NUMÉRO BON DE COMMANDE	MONTANT	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
RCI ENVIRONNEMENT	Location d'un conteneur 8 verges cube avec levées à la fréquence demandée pour l'année 2018 au Quartier des spectacles (site 11 - client 108942) Coin de St-Laurent et Maisonneuve, arr.V-M.	1256377	6 299,3	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Quartier des spectacles
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	2018 - Disposition de résidus de balai et dépôts à neige - TP voirie arr. Ville-Marie Entente 1253996 Quantité estimée pour 2018: 4000 tonnes Fin de l'entente: 25 janvier 2021	1255555	121 785,5	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
	2018 - Disposition de sols de type AB - Entente 1225134 - TP aqueduc arr. Ville-Marie Quantité estimée pour 2018: 10 000 tonnes Fin de l'entente: 31 déc. 2018	1257464	272 967,5	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
RENE JUILLET	2018-BC ouvert pour formation en compagnonnage OPA - TP aqueduc	1255622	5 249,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
RONA INC	Bon de commande ouvert 2018 pour achat sur demande de pierre antidérapante pour l' Hôtel de Ville/ TP_Sylvie Goulet	1249182	3 149,6	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie - Propreté
SERRUBEC INC	Cadenas à combinaison + cle de contrôle/ Soumission 16180 du 19 déc. 2017/ Krystel Martin	1248612	2 514,6	AF - Ville-Marie	VMA - Voirie
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	Convention 40064063 - C166291382 - Client 7308237 - Distribution de la programmation de la Maison de la culture Frontenac	1252519	2 207,9	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
	Commande ouverte 2018 pour frais d'envois postaux (bulletins d'arrondissement envoyés 4 fois par année aux résidents de Ville-Marie) - Communications	1253119	36 745,6	AF - Ville-Marie	VMA - Communications & Affaires Publiques
	Soumission C167426529 - Convention 40064063 - client 7308237 - Distribution document culture Peter-McGill	1256786	2 717,2	AF - Ville-Marie	VMA- DCSLDS- Surplus de gestion
SOLMATECH INC.	Proposition # OSC6064-18R2 - Contrôle qualitatif des matériaux - carottage diverses rues de l'arrondissement Ville-Marie	1255431	6 515,4	AI - Ville-Marie	PTI - Ville-Marie
	Proposition # OSC6064-18R2 - Contrôle qualitatif des matériaux - carottage diverses rues de l'arrondissement Ville-Marie		7 649,0	AI - Général - Ville de Montréal	PTI - Ville-Marie
SOLUQUIP	Machine à mélanger la peinture Red Devil (Radia)	1257053	3 065,6	AF - Ville-Marie	VMA - Parcs
SOLUTIONS GRAFFITI	Soumission 2018-01-02 - Nettoyage de graffiti en hauteur rues Stanley, St-Denis, Peel, Ste-Catherine, St-Laurent, HDV, Amherst et Montcalm -TP entretien	1254083	3 034,1	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien des bâtiments et enlèvement des graffitis
STELEM	Soumission # 14592 -Détartreur de tuyau, bouchon et graisse-TP aqueduc	1254065	5 077,2	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	5 factures impayées de 2017 - Camion combiné - TP aqueduc	1257031	4 859,9	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau

Ville-Marie Montréal

BONS DE COMMANDES / DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
FEVRIER 2018

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	NUMÉRO BON DE COMMANDE	MONTANT	(AF) BUDGET FONCTIONNEMENT / (AI) BUDGET D'INVESTISSEMENT	CENTRE DE RESPONSABILITÉ
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	2018 - BC ouvert pour services de signalisation-Entente 1225128-TP aqueduc arr.Ville-Marie Montant estimé pour 2018: 240 000$ avant taxes Fin de l'entente: 28 sept.2020	1257325	251 970,0	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
TENAQUIP LIMITED	Soumission # 11284129-00 - outils et accessoire divers - TP aqueduc	1254076	6 181,3	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	Commande ouverte 2018 pour besoins produits horticoles - Parc du Mont-Royal. Ville-Marie.	1257639	5 249,4	AF - Ville-Marie	VMA - Entretien du Mont-Royal
TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES	Commande ouverte 2018 pour lecture de tous les photocopieurs Toshiba de l'arr. de Ville-Marie.	1253855	5 249,4	AF - Ville-Marie	VMA - Soutien aux opérations
ULINE CANADA	Commande ouverte 2018 pour achats de fournitures pour bibliothèques (Bibliothèque Père-Ambroise et Frontenac)-CSLDS	1258834	1 049,9	AF - Ville-Marie	VMA - Culture
	Commande ouverte 2018 pour achats de fournitures pour bibliothèques (Bibliothèque Père-Ambroise et Frontenac)-CSLDS		1 049,9	AF - Ville-Marie	VMA - Bibliothèque Père-Ambroise
UNIBETON	Achat de béton prémélangé pour les TP-aqueduc arr. Ville-Marie(entente cadre # 1196052) Quantités estimées pour 2018 Fin de l'entente: 27 avril 2019	1254047	185 502,4	AF - Fonds de l'eau - Ville de Montréal	VMA - Gestion de l'eau
			1 458 258,9		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1184869003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » au 3e étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est

Autoriser, au 3e étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est, l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent », et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels et au paragraphe 2° de l'article 247 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à la condition suivante:

- Fournir une étude acoustique afin de minimiser les impacts sonores à l'égard du bruit en provenance de l'établissement où l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » est prévu et le cas échéant, appliquer les mesures de mitigation proposées.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 15:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » au 3e étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » au 3^{e} étage du bâtiment situé au 864, rue Sainte-Catherine Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA09 240241 – 7 avril 2009 – D'accorder pour l'immeuble portant le numéro 862, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur le projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'exercer l'usage débit de boissons alcooliques, et ce, en dérogation à l'article 268 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282); D'assortir cette autorisation de la condition suivante : ne pas associer l'usage débit de boissons alcooliques à l'usage salle de danse, salle de spectacle, salle de réception ou salle de billard.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de 3 étages est situé dans un secteur mixte M.9C (commerces et services de forte intensité sur la rue Sainte-Catherine) et fait partie de l'unité de paysage Sainte-Catherine-Centre. Depuis 2015, il abrite, au sous-sol et rez-de-chaussée (862, rue Sainte-Catherine), les usages « restaurant, traiteur » et « débit de boissons alcooliques » (La Station de sports). Aucun certificat d'occupation n'est en vigueur pour le 2^{e} et 3^{e} étage.

Le projet
La demande vise à autoriser l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » au 3^{e} étage pour le Ministère de Réveil pour les nations. D'une superficie d'environ 930 m^{2} l'espace est divisé en plusieurs sections, dont une salle pouvant accueillir 200 personnes servant de lieu de prière et de chant. Des bureaux administratifs ainsi qu'un espace de détente accessoire à l'usage principal occupent le second espace. Cette demande viendrait régulariser l'occupation de ce niveau du bâtiment.

Aucuns travaux majeurs ne sont prévus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur à l'exception de travaux d'acoustique qui permettraient de minimiser les nuisances pouvant être occasionnées par l'utilisation des haut-parleurs. Une solution devra être mise de l'avant pour éviter que le son ne voyage à l'extérieur du bâtiment.

Le cadre réglementaire

· Selon l'article 247, l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » est autorisé en usage conditionnel associé à la catégorie M.9;

JUSTIFICATION

Considérant que :
· Le secteur et le bâtiment visé se caractérisent par une forte mixité d'usages;
· L'obtention d'un certificat d'occupation viendrait régulariser la situation existante puisque le Ministère de Réveil pour la Nation occupe déjà le 3^{e} étage;
· Aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment n'est prévue;
· L'aménagement du 3^{e} étage tel que l'on retrouve aujourd'hui n'est pas idéal pour plusieurs activités commerciales alors que l'espace est adéquat pour l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent ».

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

· **Fournir une étude acoustique afin de minimiser les impacts sonores à l'égard du bruit en provenance de l'établissement où l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » est prévu et le cas échéant, appliquer les mesures de mitigation proposées.**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-28

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001295121
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	864, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « établissement cultuel, tel lieu de culte et couvent » au 3^{e} étage pour le Ministère de Réveil pour les nations. D'une superficie d'environ 930 m^{2} l'espace est divisé en plusieurs sections, dont une salle pouvant accueillir 200 personnes servant de lieu de prière et de chant. Des bureaux administratifs ainsi qu'un espace de détente accessoire à l'usage principale occupent le second espace. Cette demande viendrait régulariser l'occupation de ce niveau du bâtiment. Aucun travaux majeurs n'est prévu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur à l'exception de travaux d'acoustique qui permettrait de minimiser les nuisances pouvant être occasionnées par l'utilisation des haut-parleurs. Une solution devra être mise de l'avant pour éviter que le son voyage à l'extérieur du bâtiment. Selon l'article 247, l'usage « établissement cultuel, tel lieu de culte et couvent » est autorisé en usage conditionnel associé à la catégorie M.9.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 09 240241) a été adopté le 7 avril 2009.
Considérant que :	Le secteur et le bâtiment visé se caractérisent par une forte mixité d'usages.
Considérant que :	L'obtention d'un certificat d'occupation viendrait régulariser la situation existante puisque le Ministère de Réveil pour la Nation occupe déjà le 3^{e} étage.
Considérant que :	Aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment n'est prévue.
Considérant que :	L'aménagement du 3^{e} étage tel que l'on retrouve aujourd'hui n'est pas idéal pour plusieurs activités commerciales alors que l'espace est adéquat pour l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent ».

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Fournir une étude acoustique afin de minimiser les impacts sonores à l'égard du bruit en provenance de l'établissement où l'usage « établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent » est prévu et le cas échéant, appliquer les mesures de mitigation proposées.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 décembre 2017	Résolution: CA17 240697

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant sis au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Valérie Plante

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement d'urbanisme sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'autorisation d'aménager un café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant sis au rez-de-chaussée conformément aux plans préparés par Jean-Pierre Lagacé architecte, et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 7 septembre 2017;

D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
a) de privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
1174869013
pp 367

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 22 janvier 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240065

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 12 décembre 2017 et l'a soumis à une consultation publique le 1er février 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter un second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) pour le bâtiment situé au 1240, rue University, l'autorisation de déroger à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'autorisation d'aménager un café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant sis au rez-de-chaussée conformément aux plans préparés par Jean-Pierre Lagacé architecte, et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 7 septembre 2017;

2) D'assortir cette autorisation à la condition de privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
1174869013
pp 367

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1174869013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1240, rue University, conformément au Règlement d'urbanisme sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'autorisation d'aménager un café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant sis au rez-de-chaussée conformément aux plans préparés par Jean-Pierre Lagacé architecte, et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 7 septembre 2017;
D'assortir cette autorisation à la condition de privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-12-04 14:32

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1174869013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse sur le toit, complémentaire au restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier d'occupation d'un immeuble a été déposée afin d'autoriser l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1437, boulevard René-Lévesque Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 17240217 – 13 avril 2017 – Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale et à la largeur des voies de circulation (1174869002)

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 1 341 120 du cadastre du Québec et est occupé par un bâtiment où une surhauteur permettant l'ajout de 10 étages a été adoptée dans la dernière année. L'immeuble construit en 1987 présentement en chantier prévoit l'aménagement d'un rez-de-chaussée commercial ainsi que l'aménagement de 133 logements locatifs aux étages supérieurs.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « centre-ville » et fait partie de la catégorie M.7C « Zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité ».

Le projet
La demande vise à autoriser l'aménagement d'un café-terrasse d'une superficie de 294 m^2 pouvant accueillir 130 personnes sur le toit du rez-de-chaussée en bordure du boulevard René-Lévesque pour le restaurant prévu au rez-de-chaussée d'une superficie de 673 m^2

Un garde-corps en verre trempé et aligné directement sur les façades, sans retrait d'alignement viendra ceinturer le café-terrasse. Également, pour des raisons de

fonctionnalité avec l'aménagement des logements aux étages supérieurs, certaines ouvertures seront modifiées par rapport au récent permis de transformation.

JUSTIFICATION

Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.
L'immeuble se trouve dans un secteur de la catégorie M.7 C où l'aménagement d'un café-terrasse n'est pas autorisé sur un toit. De plus la présence de logement au même niveau implique l'aménagement d'une zone tampon afin de minimiser les nuisances qui pourraient être causées par la proximité de ces deux usages. À cet effet, des locaux techniques ainsi qu'un local communautaire pour les occupants servent de zone tampon évitant ainsi que le café-terrasse soit adjacent aux logements.

Le café-terrasse d'une superficie de 294 m^2 représente 44 % de la superficie occupée par le restaurant auquel il se rattache.

En termes de compatibilité des usages avec le milieu environnant, l'usage café-terrasse proposé répond à une demande bien présente dans le secteur. Dès la première ébauche du projet de surhauteur afin d'ajouter 10 étages sur le bâtiment, le concept d'un café-terrasse couvert existait déjà dans la conception du projet.

Avec le projet de suhauteur tel qu'approuvée, la densité maximale prévue au règlement d'urbanisme sera atteinte. Il est donc évident que cet espace devra demeurer ouvert pour ne pas déroger à la densité maximale. Au lieu de permettre une terrasse privée pour les locataires, il demeure plus intéressant de l'ouvrir au public et l'ajout d'un café-terrasse pour le restaurant contribuera à animer le tronçon. Avec les projets de constructions résidentiels qui prennent forme dans le secteur ainsi que les événements tenus au centre Bell, la demande de service de restauration est toujours d'actualité.

Le bâtiment étant implanté à la limite de propriété, aucun espace au niveau de la rue n'est disponible pour l'aménagement d'un café-terrasse. De plus, il n'est pas possible d'envisager une terrasse sur le domaine public vu la largeur du trottoir dans le secteur.

Dans l'ensemble, les impacts négatifs sont assez mineurs en regard des avantages de ce projet. En effet, l'aménagement d'un café-terrasse sur un toit par l'intermédiaire de la procédure de projet particulier constitue une opportunité intéressante pour réfléchir et concevoir un aménagement de qualité. Dans le but de rendre cet espace confortable aux usagers, il est proposé de prévoir un éclairage adéquat afin de maximiser son potentiel et mettre l'emphase sur un aménagement paysager pouvant diminuer l'effet minéral du café-terrasse.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande aux conditions suivantes :

- Privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- Conseil d’arrondissement – Adoption de la résolution -
- Émission du permis de transformation et du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2017-12-04





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 septembre 2017

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



jean-pierre lagacé architecte
1709 Amherst, Montréal H2L 3L4 T. 514.925.3363 F.514.925.3009
jplagace@ardes.ca

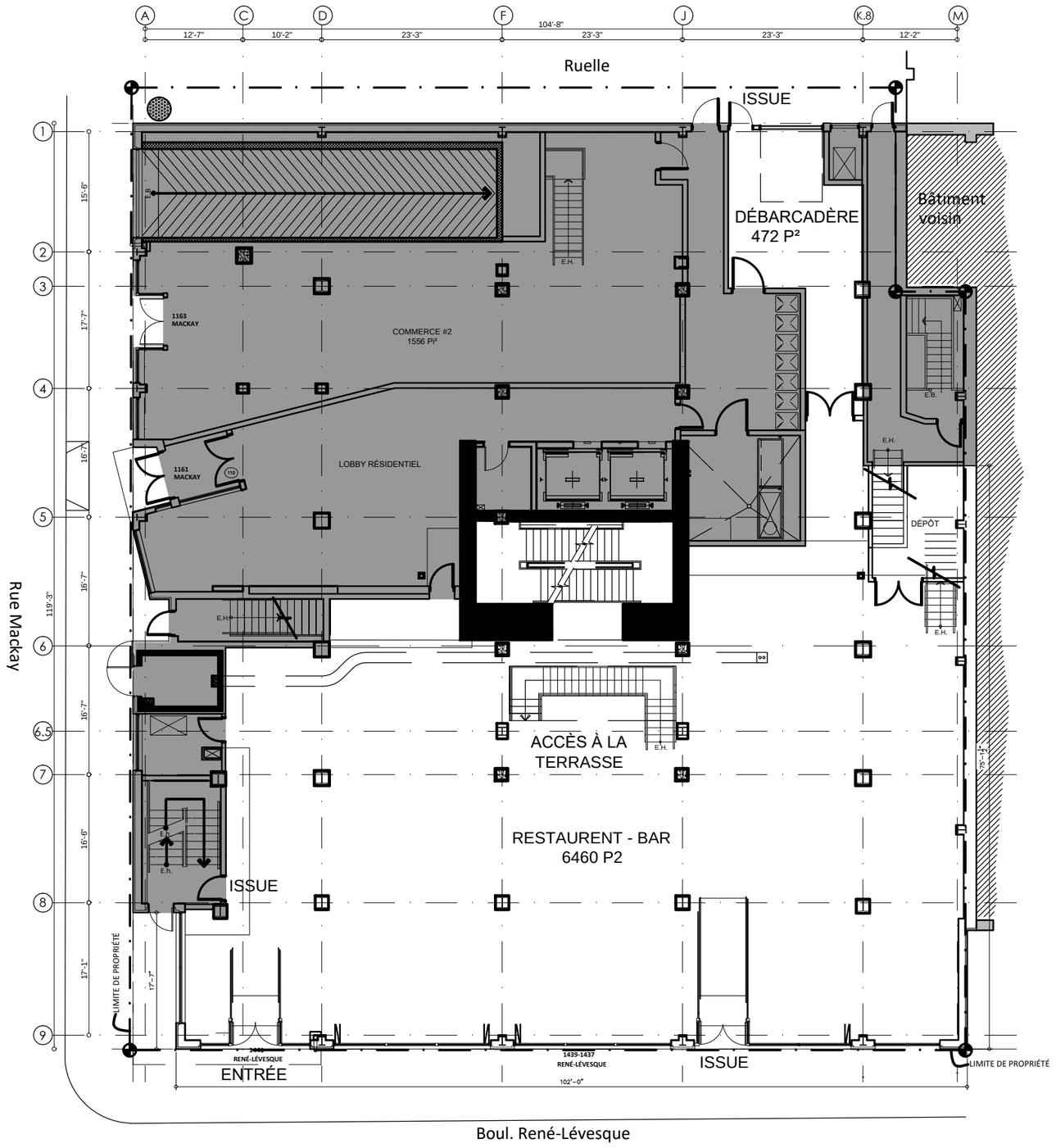
Permis Terrasse 2017-08-30
émission

Revision

Le 1441
Terrasse commercialle au deuxiéme étage

1441 René-Levesque Ouest, Montréal Québec

A01



SUPERFICIE

RESTAURANT - BAR	6460 Pi²
DÉBARCADÈRE	472 Pi²
BUREAU MEZZANINE	302 Pi²
TOTAL USAGE	7234 Pi²

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 septembre 2017

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1 / A01 Plan du rez-de-chaussée

Éch: 1/16"=1'-0"



jean-pierre lagacé architecte
1709 Amherst, Montréal H2L 3L4 T. 514.925.3363 F.514.925.3009
jplagace@ardes.ca

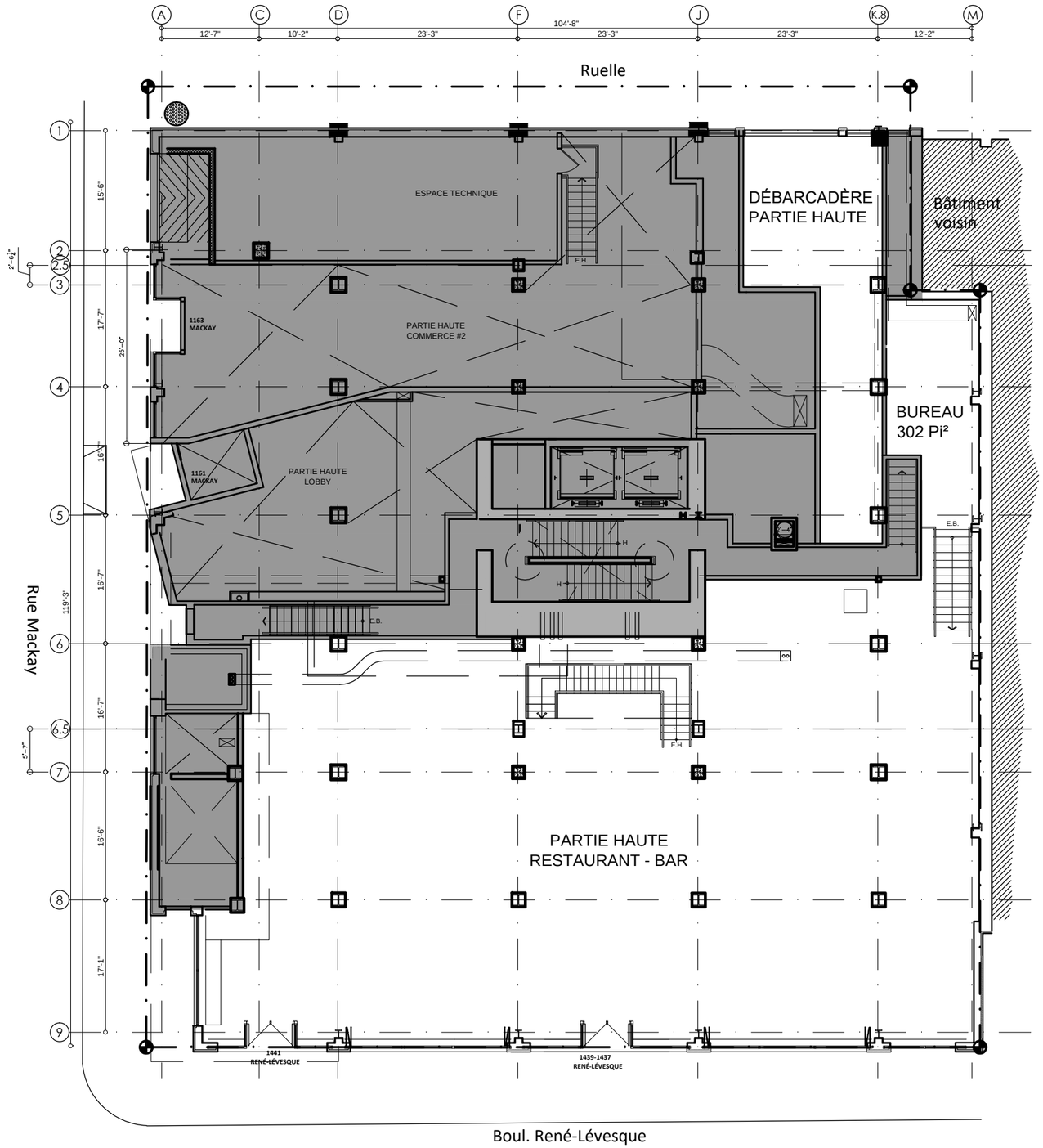
Permis Terrasse **2017-08-30**
émission

Revision

Le 1441
Terrasse commercialle au deuxiéme étage

1441 René-Levesque Ouest, Montréal Québec

A01



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 septembre 2017

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1 / A02 **Plan de la Mezzanine**

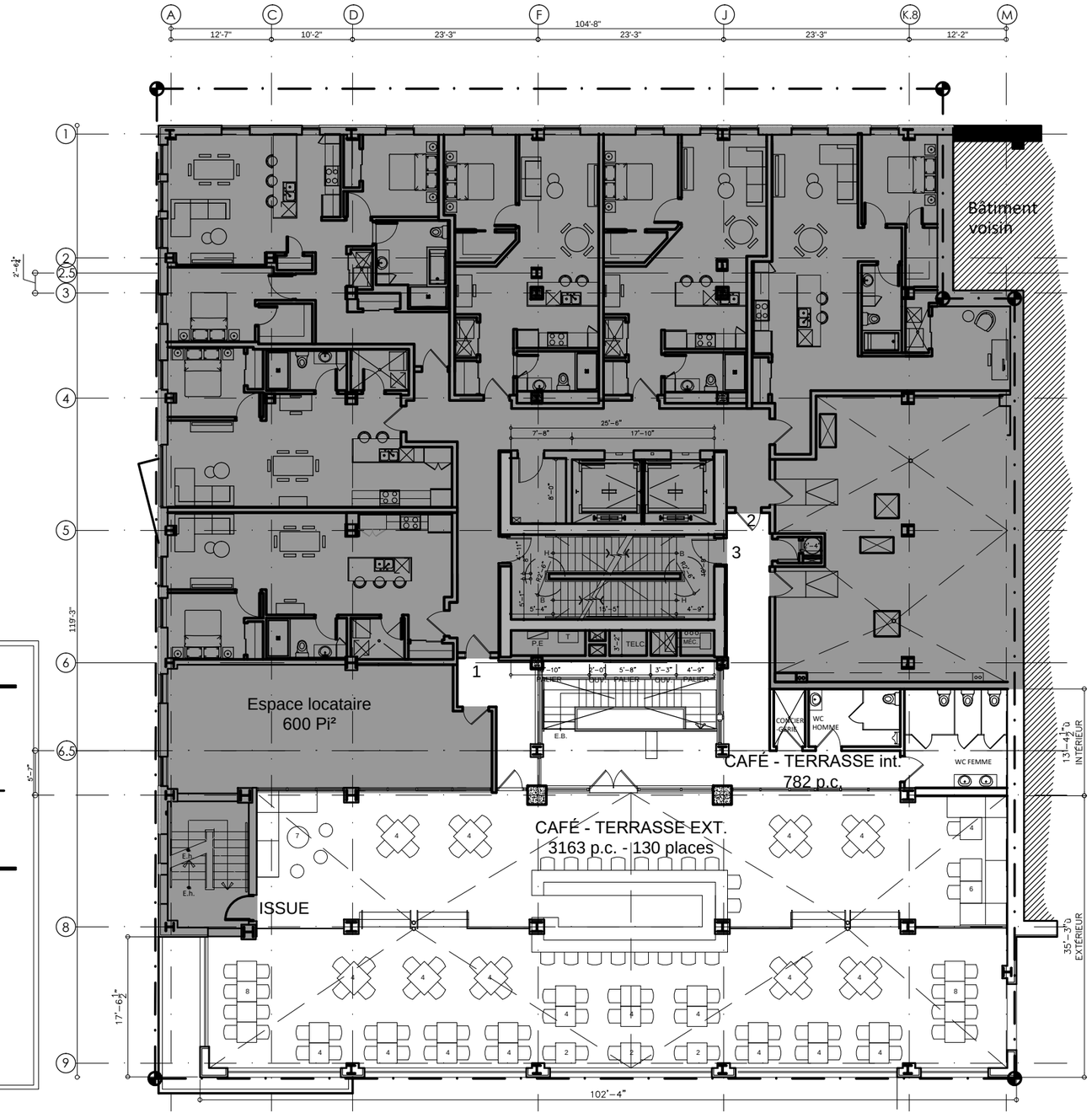
Éch: 1/16"=1'-0"



jean-pierre lagacé architecte
1709 Amherst, Montréal H2L 3L4 T. 514.925.3363 F.514.925.3009
jplagace@ardes.ca

Pour Ville émission 2017-08-30	Revision	**Le 1441 Terrasse commercialle au deuxiéme étage** 1441 René-Levesque Ouest, Montréal Québec

A02



SUPERFICIE

CAFÉ - TERRASSE ZONE EXT.	3163 Pi²
CAFÉ - TERRASSE ZONE INT.	782 Pi²
CAFÉ - TERRASSE TOTAL	3945 Pi²

Légende

1 Porte d'accès de la zone résidentielle à l'espace privé et à la terrasse
Accès privé

2 Porte d'accès de la zone résidentielle à la chute à déchet
Accès privé

3 Accès de la terrasse à l'issue

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 septembre 2017

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1 / A03 **Plan du 2 ime Étage**

Éch: 1/16"=1'-0"



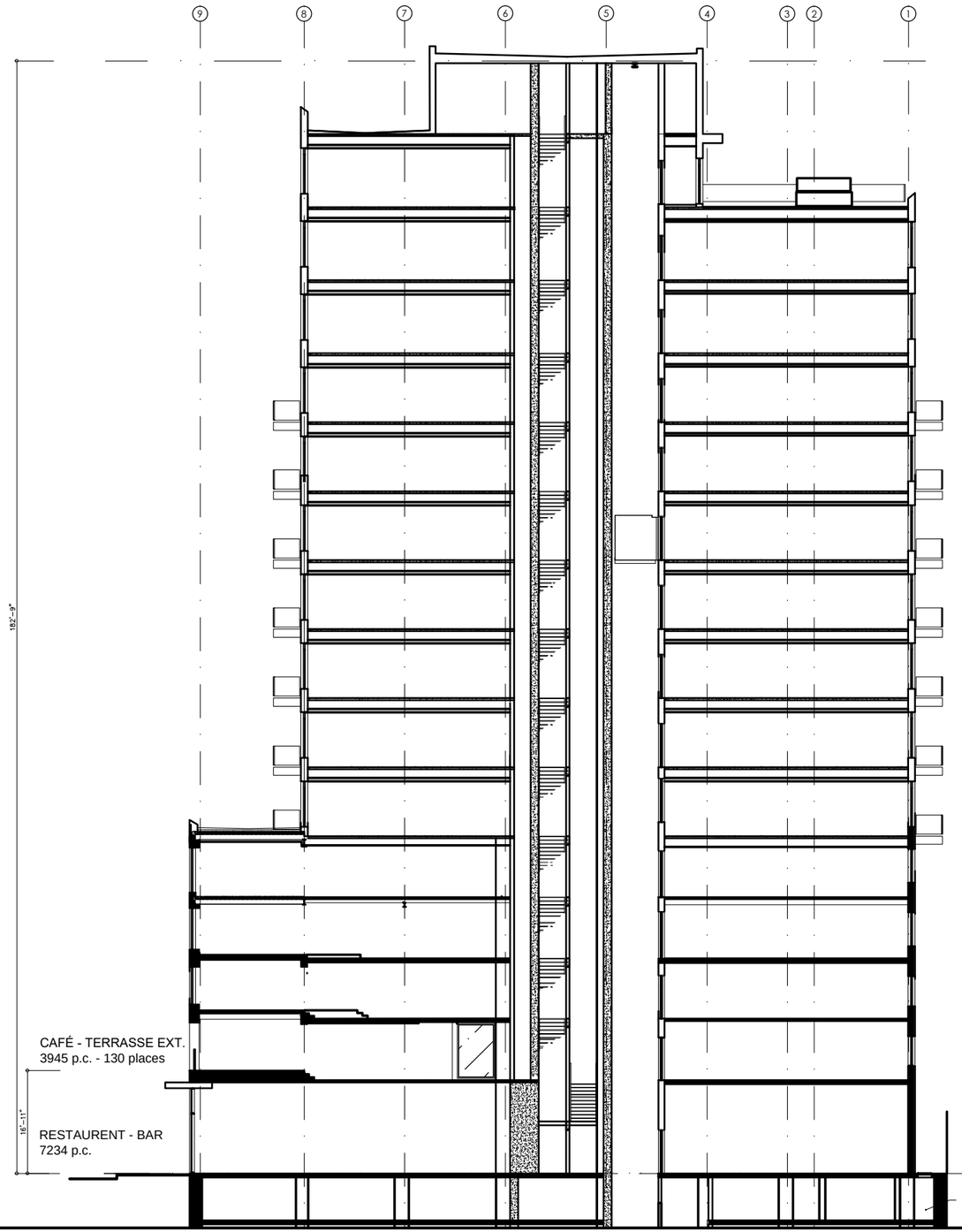
jean-pierre lagacé architecte
1709 Amherst, Montréal H2L 3L4 T. 514.925.3363 F.514.925.3009
jplagace@ardes.ca

Pour Ville 2017-08-30
émission

Revision

Le 1441
Terrasse commercialle au deuxiéme étage
1441 René-Levesque Ouest, Montréal Québec

A03



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 septembre 2017

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1/202 **Plan de l'étage - Démolition**

Éch: 3/16"=1'-0"



j e a n - p i e r r e l a g a c é a r c h i t e c t e
1709 Amherst, Montréal H2L 3L4 T. 514.925.3363 F.514.925.3009
jplagace@ardes.ca

Pour infos **2017-08-28**
émission

Revision

Le 1441
Terrasse commercialle au deuxiéme étage

1441 René-Levesque Ouest, Montréal Québec

A
A202



1/210 Élévation arrière-Démolition

Éch: 3/16"=1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 septembre 2017

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



jean-pierre lagacé architecte
1709 Amherst, Montréal H2L 3L4 T. 514.925.3363 F.514.925.3009
jplagace@ardes.ca

Pour infos **2017-08-28**
émission

Revision

Le 1441
Terrasse commercialle au deuxiéme étage

1441 René-Levesque Ouest, Montréal Québec

A
A210

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 novembre 2017
3001341336 et 3001335334
4.2.2 et 4.6.43

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1437, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'aménagement d'un café-terrasse d'une superficie de 294 m^2 pouvant accueillir 130 personnes sur le toit du rez-de-chaussée en bordure du boulevard René-Lévesque pour le restaurant prévu au rez-de-chaussée d'une superficie de 673 m^2 Un garde-corps en verre trempé et aligné directement sur les façades, sans retrait d'alignement viendra ceinturer le café-terrasse. Également, pour des raisons de fonctionnalité avec l'aménagement des logements aux étages supérieurs, certaines ouvertures seront modifiées par rapport au récent permis de transformation. Finalement, les marquises initialement prévues seront retirées. L'immeuble visé est occupé par un bâtiment où une surhauteur permettant l'ajout de 10 étages a été adoptée dans la dernière année. L'immeuble construit en 1987 présentement en chantier prévoit l'aménagement d'un rez-de-chaussée commercial ainsi que l'aménagement de 133 logements locatifs aux étages supérieurs.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Des locaux techniques ainsi qu'un local communautaire pour les occupants servent de zone tampon évitant ainsi que le café-terrasse soit adjacent avec les logements.
Considérant que :	L'usage café-terrasse proposé répond à une demande bien présente dans le secteur et que dès la première ébauche du projet de surhauteur, le concept d'un café-terrasse couvert existait déjà.
Considérant que :	L'accès à la terrasse par le public demeure plus intéressant qu'une terrasse privée et que l'ajout d'un café-terrasse pour le restaurant contribuera à animer le tronçon.
Considérant que :	Le bâtiment étant implanté à la limite de propriété, aucun espace au niveau de la rue n'est disponible pour l'aménagement d'un café-terrasse et qu'il n'est pas possible d'envisager une terrasse sur le domaine public compte tenu de la largeur du trottoir dans le secteur.

Considérant que : Les impacts négatifs sont assez mineurs en regard des avantages de ce projet.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Privilégier un éclairage approprié qui permet de concentrer la dispersion lumineuse exclusivement sur le café-terrasse afin de contribuer au respect du voisinage.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240057

Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

De modifier la résolution CA16 240043 par :

1) L'ajout, à la fin de l'article1), du paragraphe suivant :

> « d) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018.»

2) Le remplacement du paragraphe a) de l'article 2) par le suivant :

> « a) l'édifice sis au 975, rue Lucien-L'Allier, doit être conservé sur une profondeur d'au moins 15 m par rapport au plan principal de la façade, tel qu'illustré aux plans mentionnés précédemment. »

3) L'ajout, à la fin de l'article 2) des paragraphes suivants :

> « j) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et la composition architecturale doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
>
> k) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Titre VIII et aux critères relatifs à une surhauteur (article 36), les critères additionnels suivants s'appliquent :
>
> i. Le traitement architectural de la façade donnant sur le futur lien piétonnier doit favoriser l'animation sur rue par sa composition et la présence d'accès piétonniers;
>
> ii. Les balcons doivent être traités en loggia, avec une insertion discrète;
>
> iii. Les nouvelles ouvertures pratiquées dans l'édifice Blachford doivent respecter la composition d'origine;

iv. Le traitement de la façade du volume de la rue De La Montagne doit favoriser un encadrement de la rue à l'échelle du piéton;

v. La viabilité des espaces végétalisés sur la terrasse doit être assurée.»

Adoptée à l'unanimité.

40.11
1177400004
pp 371

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Dossier # : 1177400004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

De modifier la résolution CA16 240043 par :
1) L'ajout, à la fin du premier paragraphe, du point suivant :

« d) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018.»

2) Le remplacement du point a) du deuxième paragraphe par le suivant :

« a) l'édifice sis au 975, rue Lucien-L'Allier, doit être conservé sur une profondeur d'au moins 15 m par rapport au plan principal de la façade, tel qu'illustré aux plans mentionnés précédemment. »

3) L'ajout, à la fin du deuxième paragraphe, des conditions suivantes :

« j) l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et la composition architecturale doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

k) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Titre VIII et aux critères relatifs à une surhauteur (article 36), les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. Le traitement architectural de la façade donnant sur le futur lien piétonnier doit favoriser l'animation sur rue par sa composition et la présence d'accès piétonniers;

ii. Les balcons doivent être traités en loggia, avec une insertion discrète;

iii. Les nouvelles ouvertures pratiquées dans l'édifice Blachford doivent respecter la composition d'origine;

iv. Le traitement de la façade du volume de la rue De La Montagne doit favoriser un encadrement de la rue à l'échelle du piéton;

v. La viabilité des espaces végétalisés sur la terrasse doit être assurée.»

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-31 15:50

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177400004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de modifier les plans d'un projet particulier autorisé en 2016, qui permettait la démolition d'édifices et l'aménagement d'un complexe immobilier mixte sur le terrain sis au 975, rue Lucien-L'Allier et au 1000, rue de la Montagne (résolution CA16 240043). Cette demande vise à permettre la construction d'un bâtiment mixte de 45 étages.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240043 – 9 février 2016 – Adopter un résolution autorisant de déroger au *Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier* (00-258, modifié) et au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) afin de permettre un développement immobilier mixte, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*
CA03 240070 – 4 février 2003 – Adopter, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)* une résolution autorisant la Cité du commerce électronique à exploiter commercialement son stationnement souterrain et à devancer la démolition partielle de l'édifice situé au 1024, rue Lucien-L'Allier.

Règlement 01-313 – 21 décembre 2001 – *Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258).*

Règlement 00-258 - 13 décembre 2000 - *Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier.*

DESCRIPTION

Le site
Le site visé est compris dans l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Lucien-L'Allier, de la Montagne et Saint-Antoine, qui devait accueillir le complexe immobilier de la Cité du commerce électronique, projet datant de 2000. L'îlot devait alors comprendre à terme 6 tours dont seulement deux ont été construites, en tête d'îlot sur René-Lévesque. Le programme du Gouvernement du Québec qui finançait le projet a été aboli en 2003. En 2012, la Société de développement et d'habitation de Montréal (SHDM) a vendu les immeubles visés.

L'édifice Blachford, sis au 975, rue Lucien-L'Allier, a été érigé en 1900. Le bâtiment de quatre étages a abrité la première manufacture de l'entreprise Bell. Il fut acquis en 1937 par Henry Lloyd Blachford qui y aménagea une usine produisant du savon industriel. L'immeuble était composé de quatre volumes. Les trois volumes situés à l'arrière ont été démolis au printemps 2017, conformément au projet particulier autorisé en 2016, tout comme l'édifice qui était situé au 1000, rue de la Montagne (permis n°3000617094-16).

Le terrain adjacent situé au sud est la propriété du Canadien Pacifique et accueille l'édicule de la station de métro Lucien-L'Allier. Plus au sud, on trouve les voies ferrées surélevées menant à la gare Lucien-L'Allier.

Le projet

Le programme proposé comprend un basilaire surmonté d'une tour de 45 étages. Le basilaire sera occupé majoritairement par des fonctions commerciales et la tour, par des logements.

Le basilaire est composé en trois sections. Tout d'abord, il intègre la façade et les murs latéraux du volume principal de l'édifice Blachford (975, rue Lucien-L'Allier). Les façades sont conservées et restaurées à l'identique, à l'exception de l'ajout de nouvelles ouvertures sur la façade principale : une double entrée pour l'étage commercial à l'extrémité nord, une entrée principale pour l'habitation au centre, et une entrée véhiculaire à l'extrémité sud. Le dernier étage de l'édifice accueille les salles communes destinées aux résidents.

Du côté de la rue de la Montagne, le basilaire prend la forme d'un bâtiment de trois étages (dont un étage à double niveau), qui accueillera des commerces et au dernier étage, des bureaux (environ 400 m²). D'une hauteur d'environ 16 m, il s'aligne avec le bâtiment adjacent. La troisième section du basilaire relie les deux premières. La circulation se fait au niveau du deuxième étage (commerces) pour le public. Avec la topographie du site, le niveau du deuxième étage du bâtiment de la rue de la Montagne correspond au rez-de-chaussée dans la partie nord de l'édifice Blachford. Une terrasse sur le toit du basilaire relie l'espace à bureau de l'édifice de la rue de la Montagne et la terrasse privée de la tour Lucien-L'Allier. L'espace minéral de la terrasse occupe une superficie de 740 m² et 650 m² seront végétalisés.

La tour de logements a une hauteur de 173,6 mètres. Elle s'inscrit en retrait de 8,6 mètres par rapport à la façade du basilaire côté Lucien-L'Allier. Les appartements ont une superficie allant de 30 m² à 94 m².

Enfin, le projet comprend quatre étages de stationnement souterrain pour un total de 270 unités. L'entrée véhiculaire se fait par la rue de la Montagne, à travers un porche intégré au bâtiment. Les quais de chargement se situent côté sud avec une entrée par la rue de la Montagne et une sortie par la rue Lucien-L'Allier.

La modification du projet particulier

Le projet nécessite de remplacer les plans annexés au projet particulier adopté en 2016. Il n'y a pas de nouvelles dérogations qui ne soient déjà comprises dans le projet particulier. Celui-ci autorisait de déroger au plan d'ensemble adopté en vue de la réalisation de la Cité du commerce électronique relativement à la hauteur et la densité maximales, de même qu'aux conditions de démolition des bâtiments existants. Il permettait aussi la dérogation au règlement d'urbanisme pour la hauteur minimale, le mode d'implantation et la marges latérales. À noter que la dérogation à la hauteur minimale (pour le bâtiment sur la rue de la Montagne) ne sera plus nécessaire.

JUSTIFICATION

Le nouveau projet ne prévoit qu'une seule tour tandis que le projet particulier de 2016 en prévoyait deux. Cette tour, située côté Lucien-L'Allier, est plus élevée que dans le projet précédent (143,6 m plutôt que 128,1 m) mais respecte les dispositions du règlement d'urbanisme (surhauteur autorisée de plus de 120 m). De même, le projet respecte la densité de 12 prévue au règlement d'urbanisme. La suppression d'une tour du côté de la rue de la Montagne permet d'éviter un effet de corridor au pied de la tour des Canadiens, située de l'autre côté de la rue. Le volume de 16 m sur la rue de la Montagne favorisera un encadrement de la rue à l'échelle du piéton.
La localisation des quais de chargement est plus intéressante dans cette version puisqu'ils sont situés au sud du terrain, adjacents au terrain du CN. Dans le précédent projet, l'accès pour les camions se faisait par la ruelle au nord du terrain. Or, dans le cadre de la mise en œuvre du PPU Quartier des gares, une réserve foncière pour un passage piéton reliant les rues de la Montagne et Lucien-L'Allier a été faite dans le prolongement de l'emprise de la ruelle (dossier 1172931004). La présence de camions aurait nuit à la qualité de ce lien piétonnier. Au contraire, le projet actuel propose une façade commerciale sur le côté nord du basilaire. Le traitement proposé de la façade renforcera l'intérêt et l'animation du passage piétonnier.

Le design de la tour s'inscrit davantage en harmonie avec le caractère «centre des affaires» de cette partie du centre-ville. En effet, contrairement à la version précédente, les balcons sont architecturalement intégrés dans la composition d'ensemble (loggias), de sorte que l'expression domestique du complexe est plus discrète. De même, la composition de la tour montre une façade qui regarde vers l'ouest, soit le côté d'où elle sera le plus visible dans les prochaines décennies. En ce sens, elle marque plus efficacement la limite de cette zone de construction en surhauteur. Enfin, la terrasse du basilaire propose une place conséquente à la végétalisation.

Lors de la révision de projet, une attention particulière sera portée au traitement architectural des volumes du basilaire et en particulier à la restauration de l'édifice Blachford et l'intégration des nouvelles ouvertures sur sa façade principale.

Le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable, avec conditions, pour cette demande lors de sa séance du 14 décembre 2017. Ces conditions sont intégrées à la résolution modifiant le projet particulier.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner un avis favorable à cette demande de modification de projet particulier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1ère lecture : 13 février 2018
Consultation publique : 28 février 2018
Conseil d'arrondissement - adoption : 13 mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 décembre 2017
3001034588
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	975, rue Lucien-L'Allier
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment mixte de 45 étages sur le terrain sis au 975, rue Lucien-L'Allier et au 1000, rue de la Montagne. Cette demande nécessite de modifier une résolution antérieure autorisant un projet particulier en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (CA-24-011), par le remplacement des plans inclus dans la résolution.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les dispositions du règlement d'urbanisme 01-282 au niveau de la surhauteur et de la densité sont respectées.
Considérant que :	Le projet prévoit la suppression d'un volume en surhauteur, côté de la Montagne, évitant ainsi un effet de corridor au pied de la tour des Canadiens.
Considérant que :	L'aménagement des quais de chargement a été révisé favorablement.
Considérant que :	L'ajout d'une façade commerciale depuis le futur lien piétonnier (côté nord) renforcera l'intérêt de ce passage et animera la façade du complexe.
Considérant que :	Le design de la tour s'inscrit davantage en harmonie avec le caractère du secteur du «centre des affaires».
Considérant que :	Les façades de l'édifice Blachford, seront conservées à l'exception des ouvertures du rez-de-chaussée qui seront modifiées en partie.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes ;

- **Le traitement architectural de la façade donnant sur le futur lien piétonnier doit favoriser l'animation sur rue par sa composition et la présence d'accès piétonniers.**
- **Les balcons doivent être traités en loggia, avec une insertion discrète.**
- **Les nouvelles ouvertures pratiquées dans l'édifice Blachford doivent respecter la composition d'origine.**
- **Le traitement de la façade du volume de la rue De La Montagne doit favoriser un encadrement de la rue à l'échelle du piéton.**
- **La viabilité des espaces végétalisés sur la terrasse doit être assurée.**

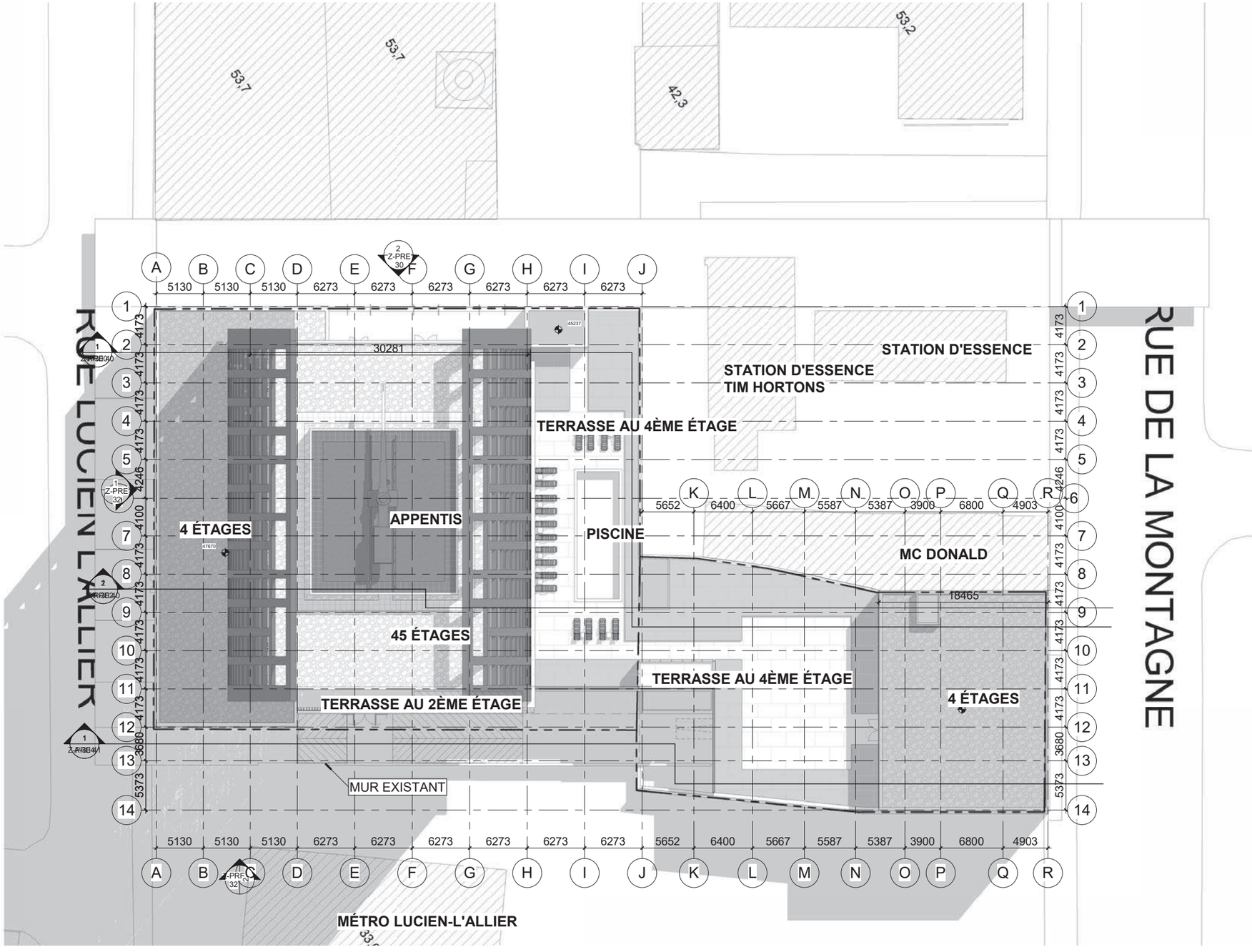
Richard Ry 2017-12-20

Pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Gravel

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Plan d'implantation

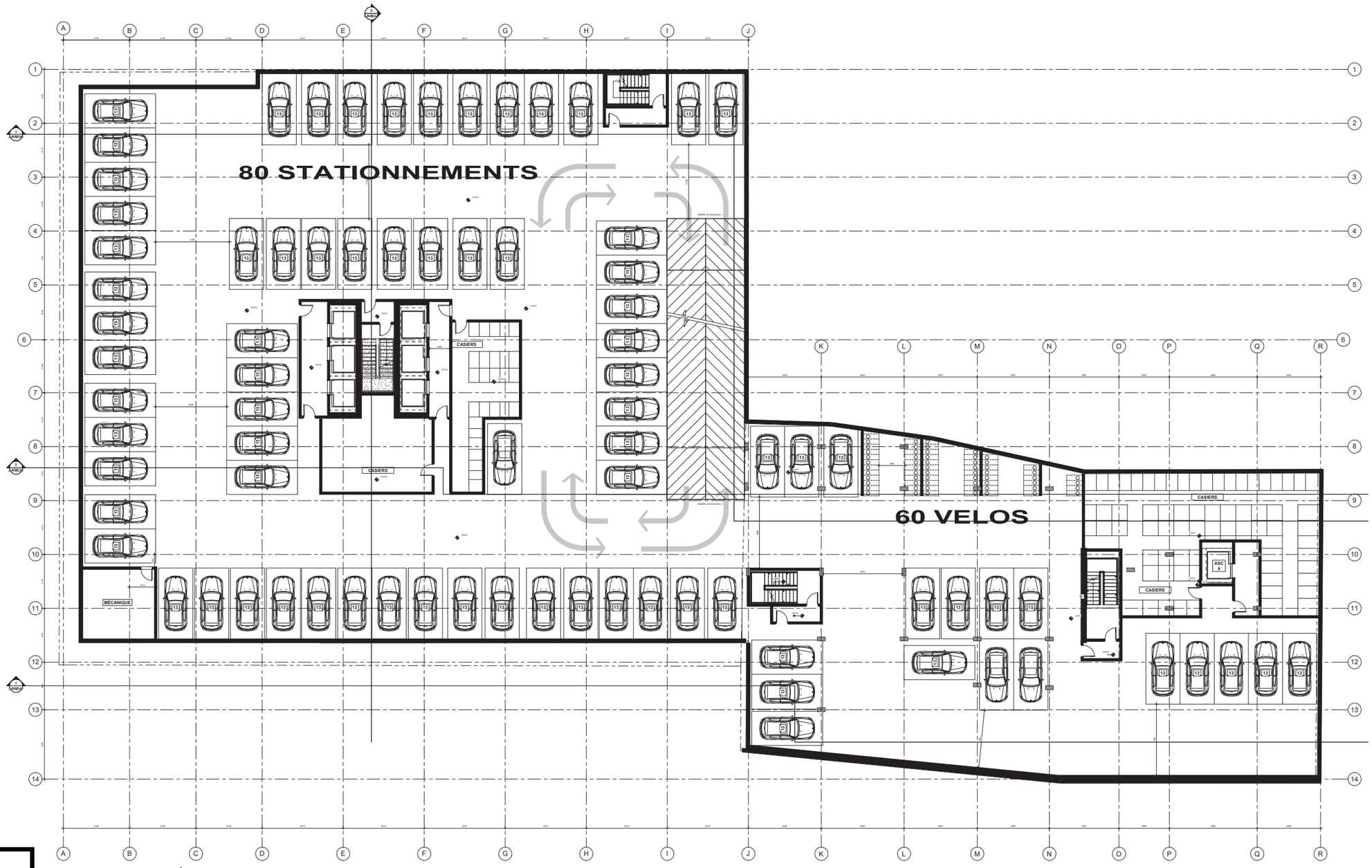


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan SS4-SS3-SS2

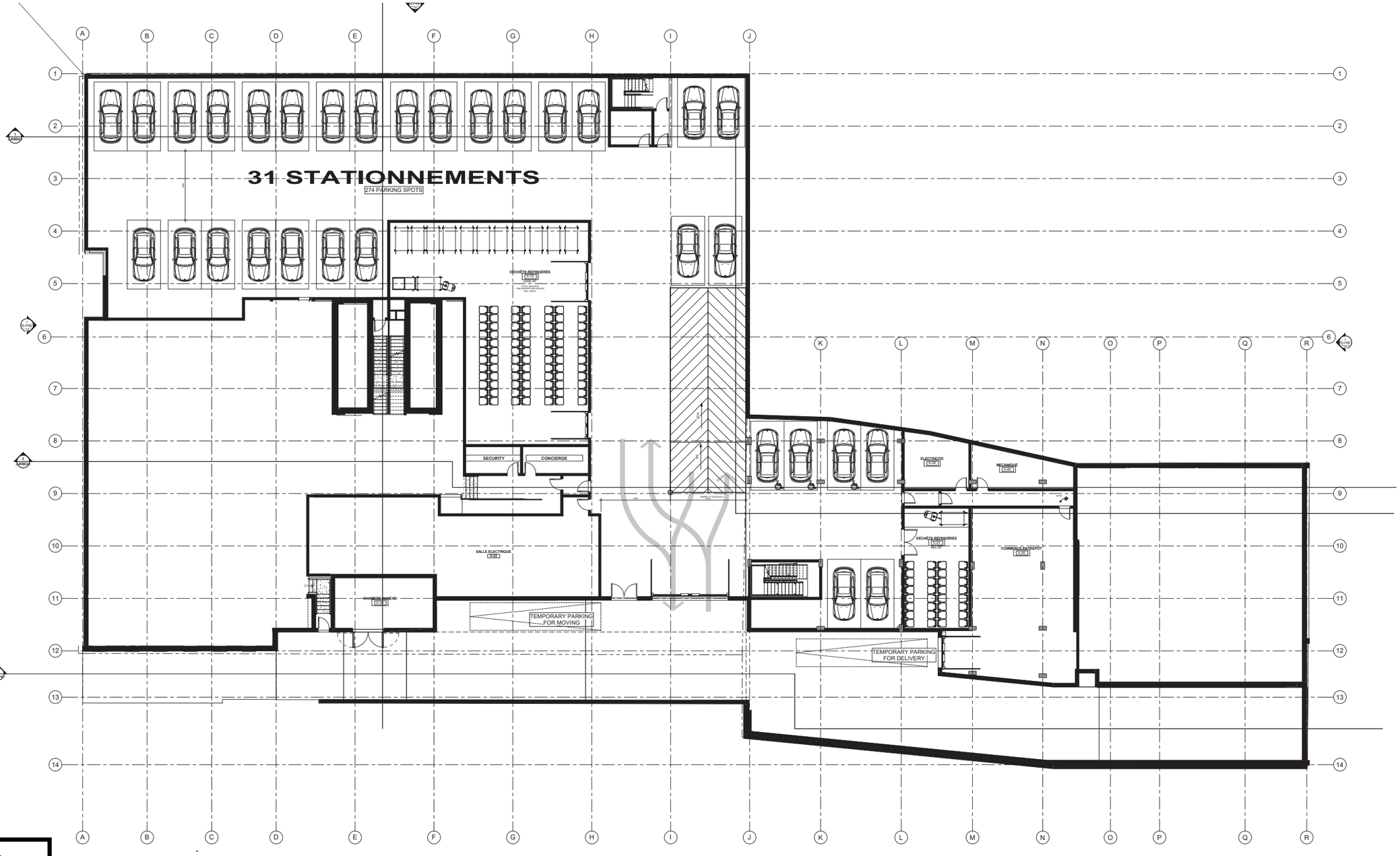


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan SS1

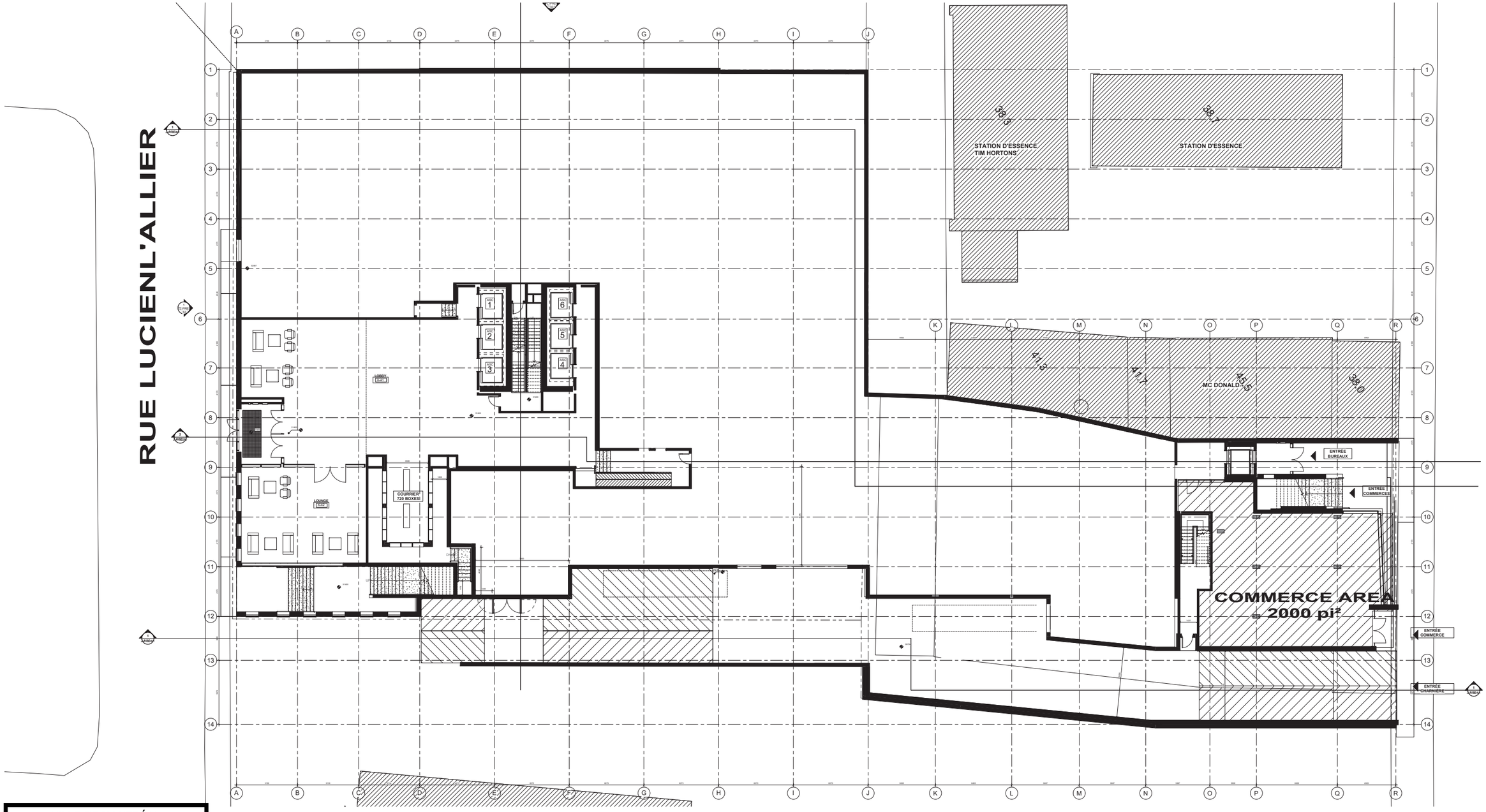


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan RDC

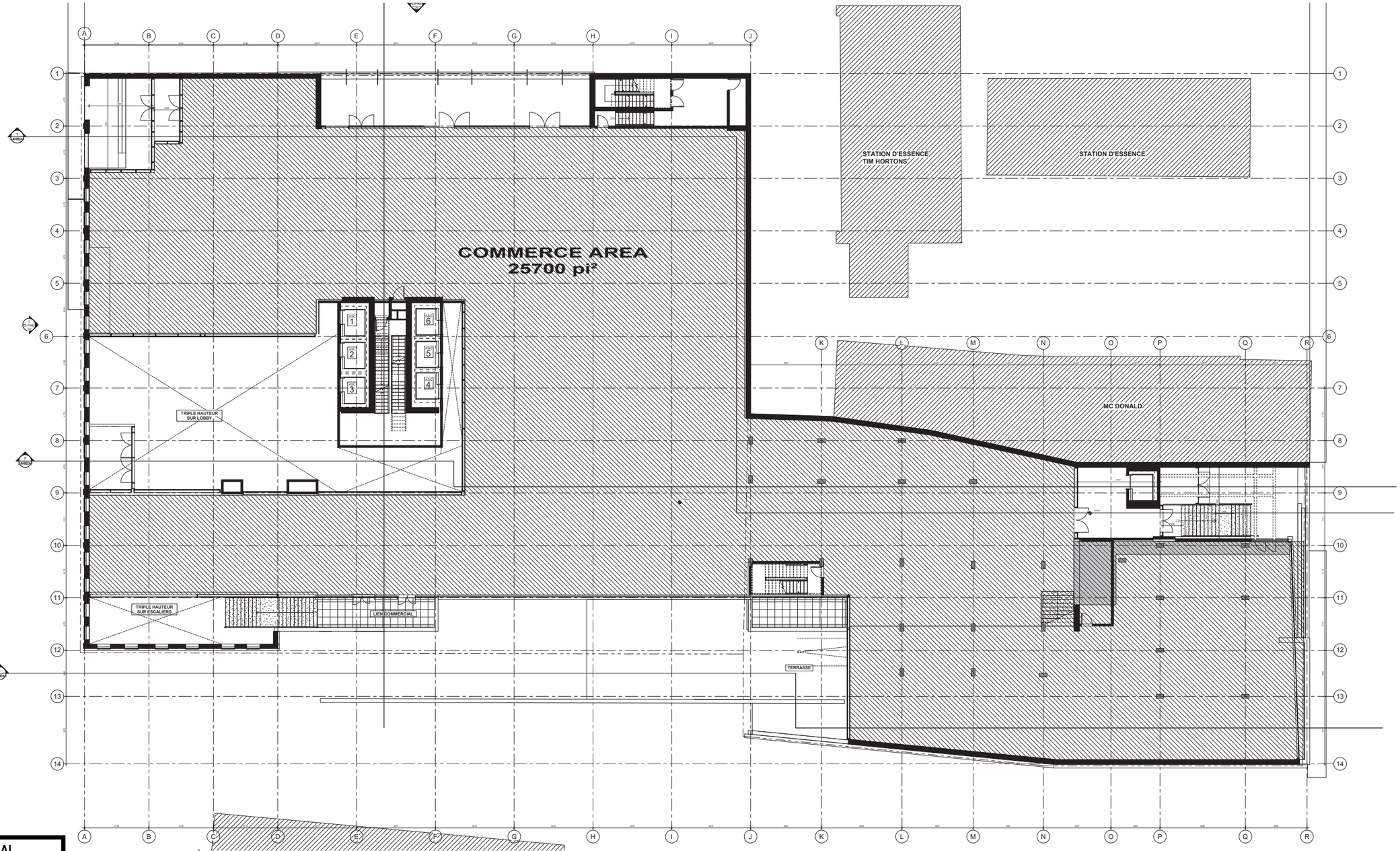


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan étage 2

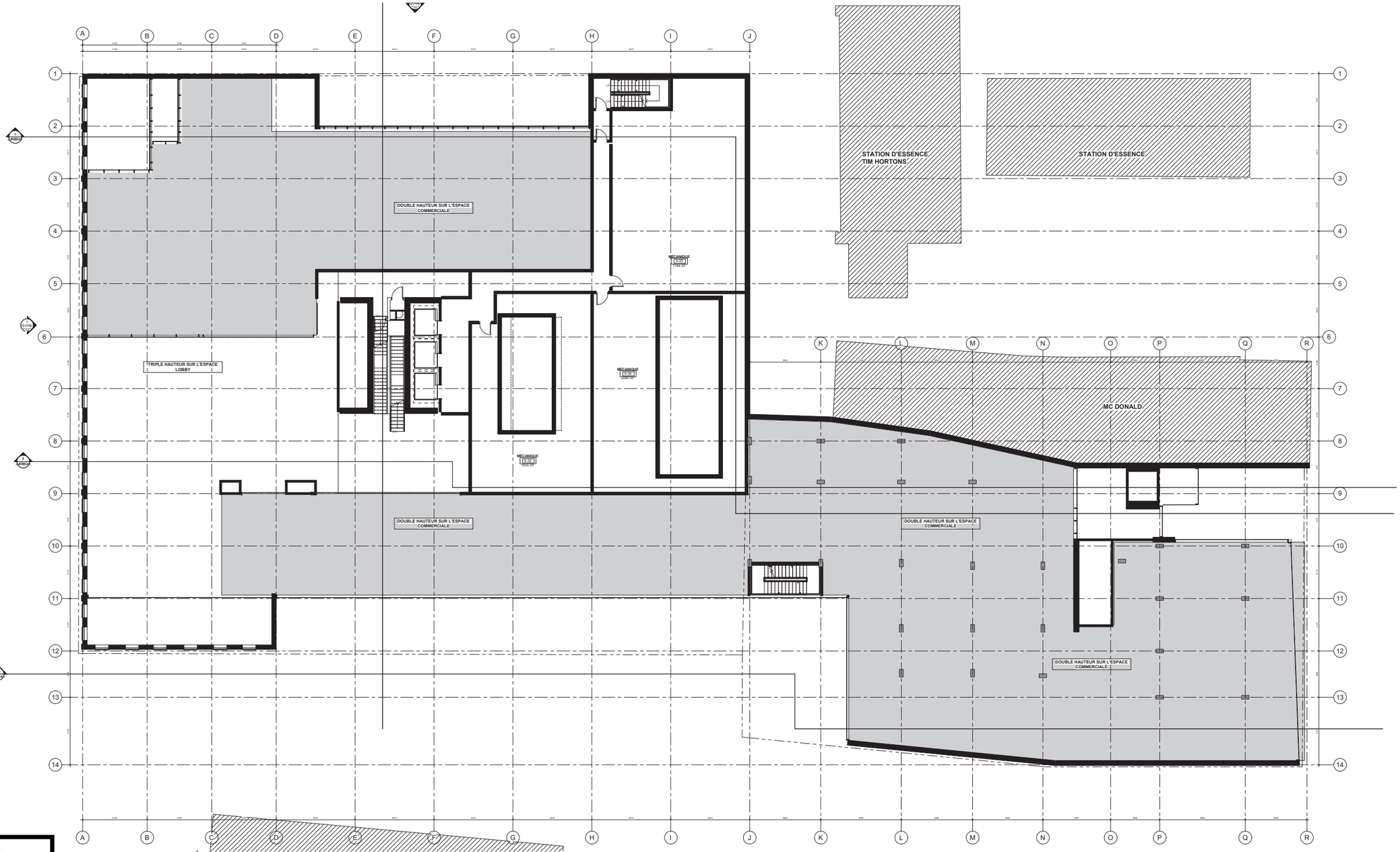


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan étage 3

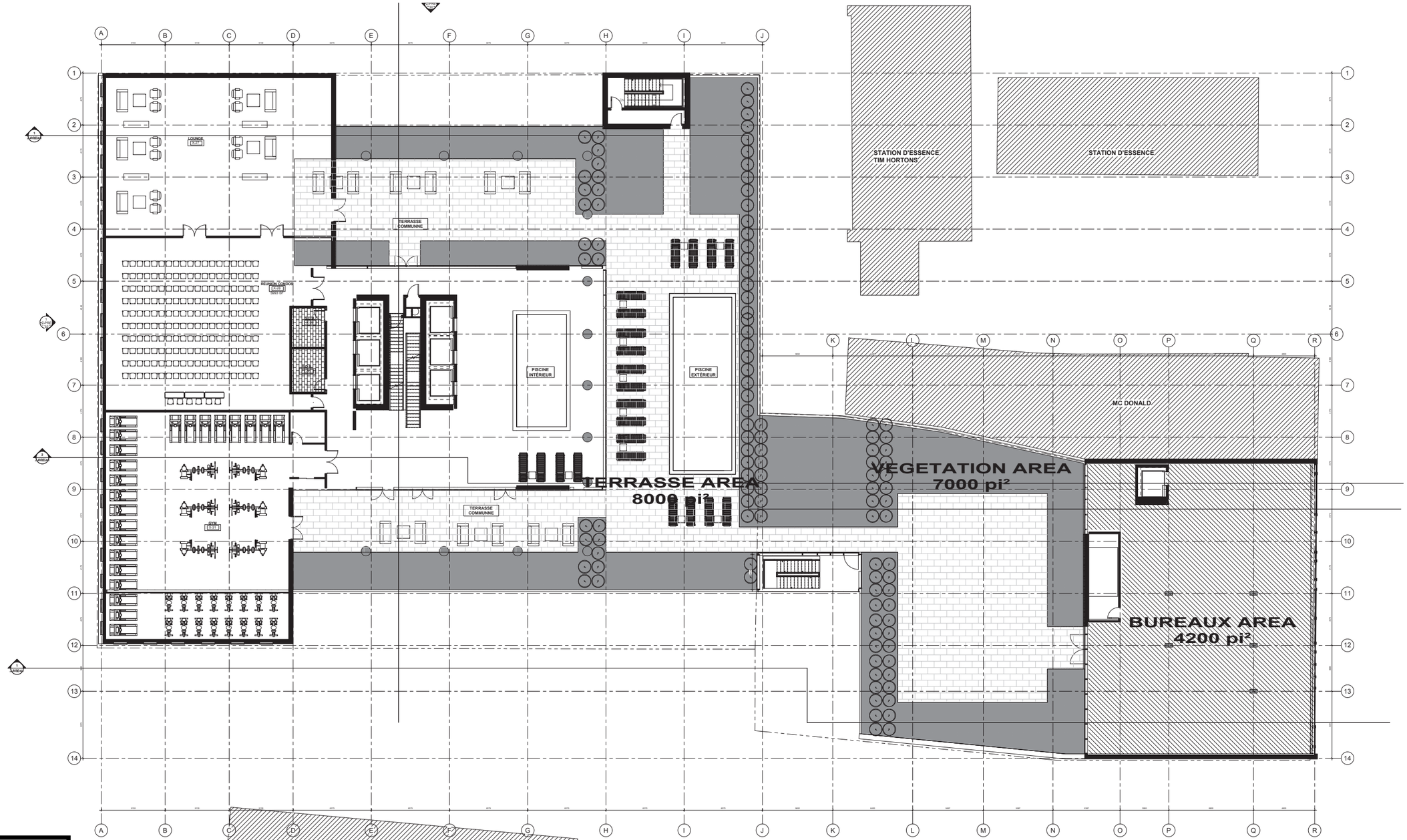


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan étage 4

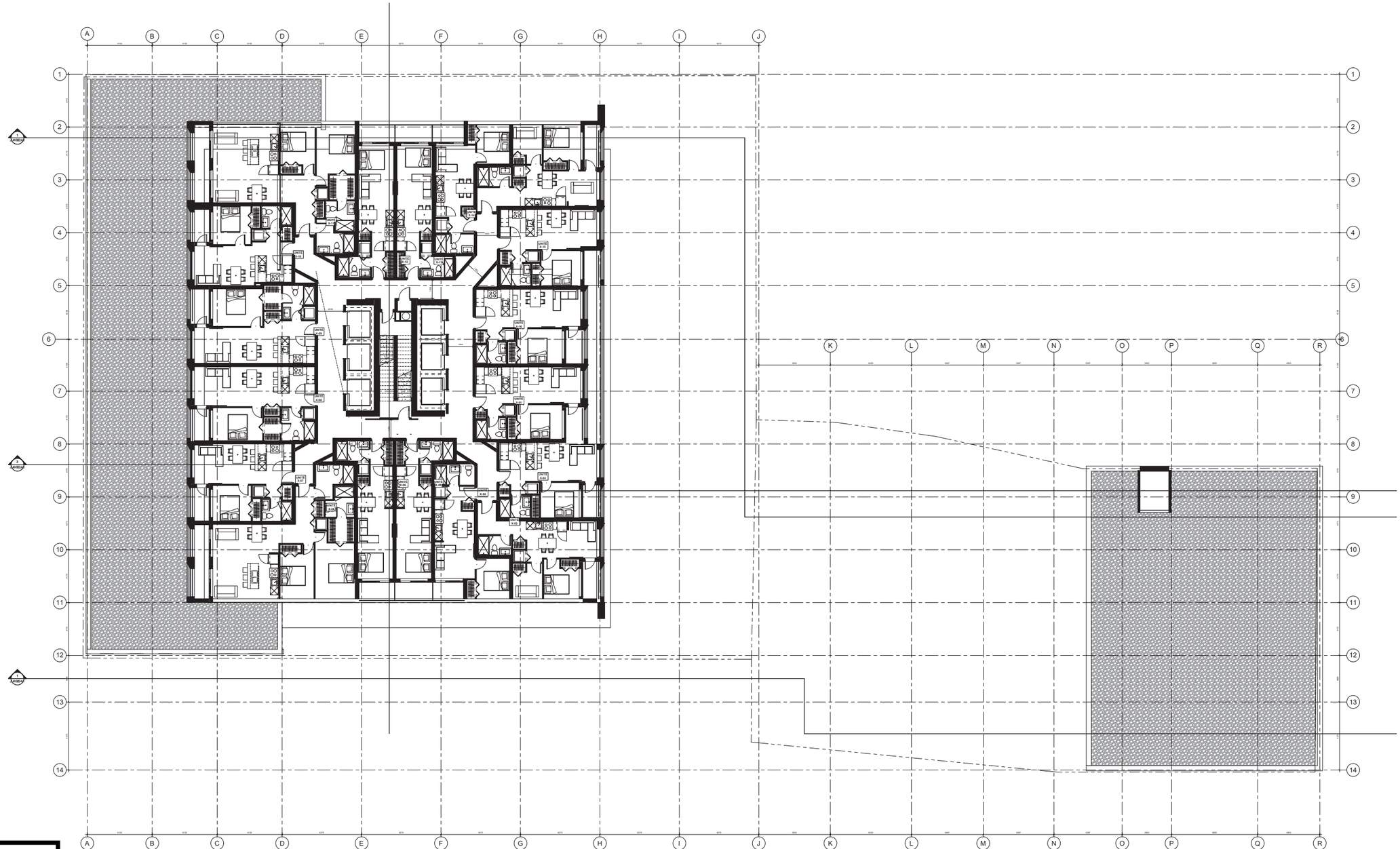


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan étage 5-33



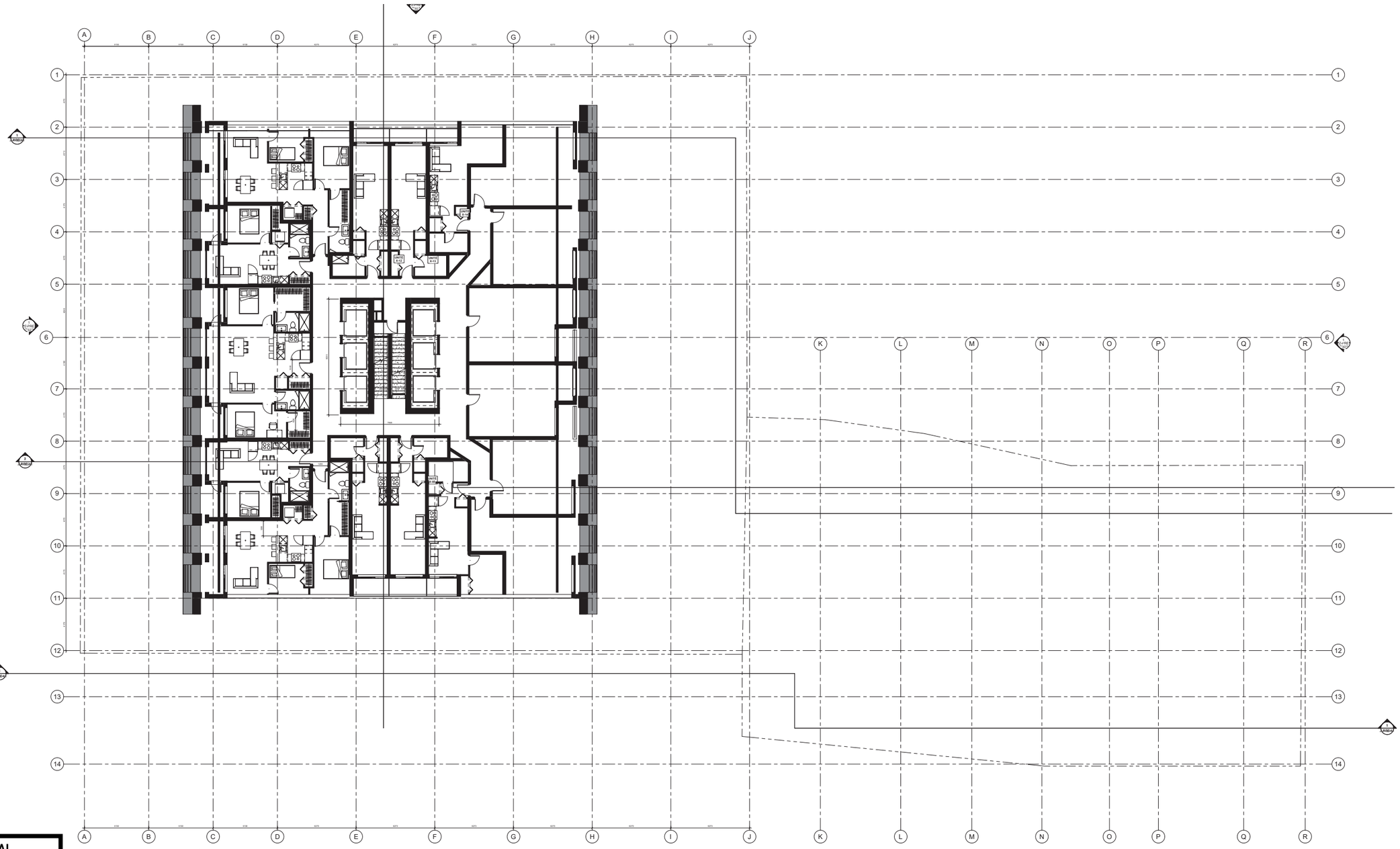
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Geiger et Huot architectes | 424 rue Guy, suite 104, Montréal, Qc. | 1-514-935-3338

Plan étage 34-45

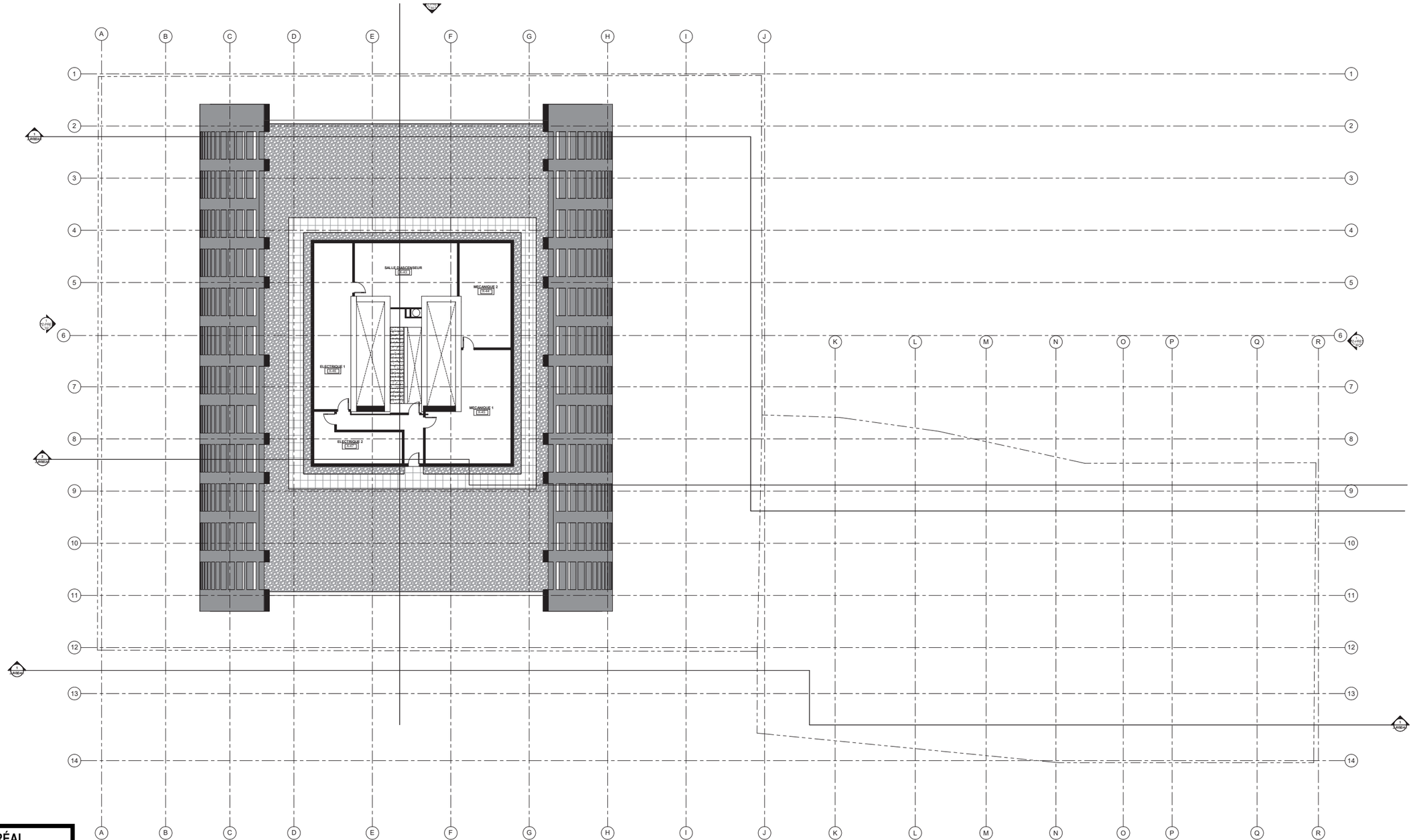


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan appentis

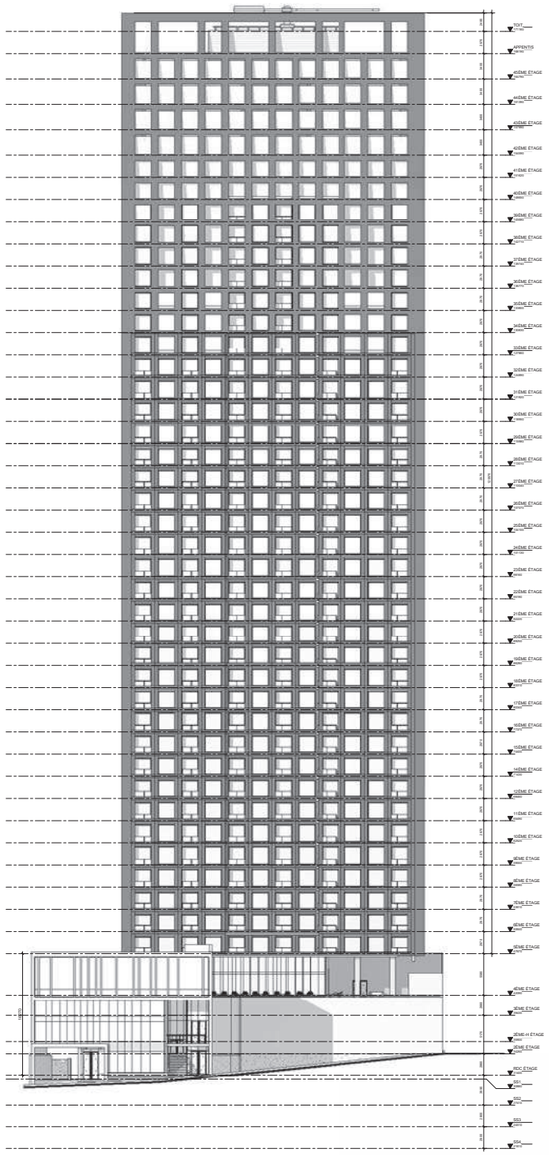


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

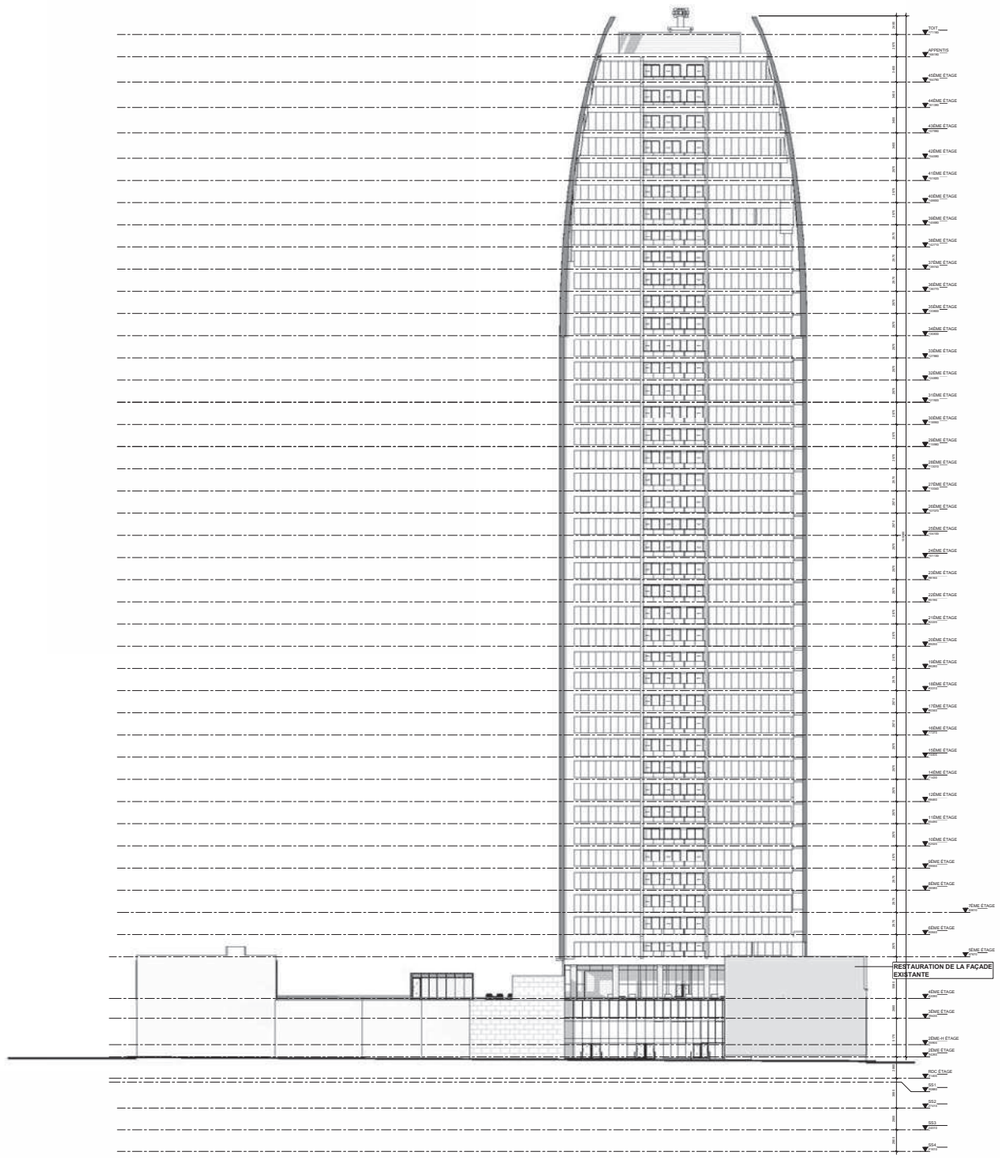
30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Élévations



ÉLÉVATION DE LA MONTAGNE



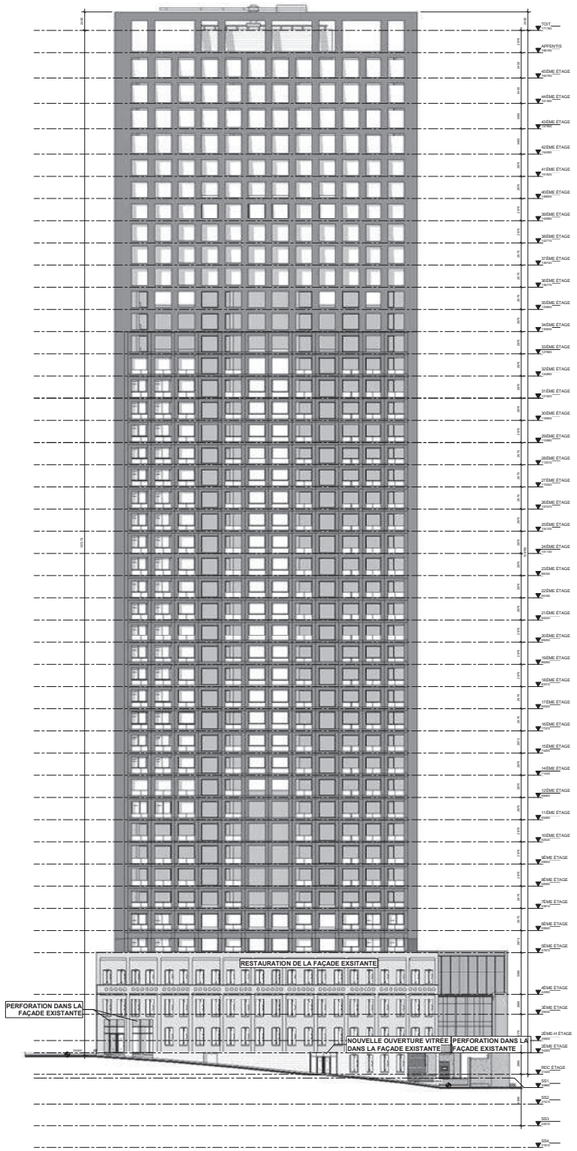
ÉLÉVATION NORD

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

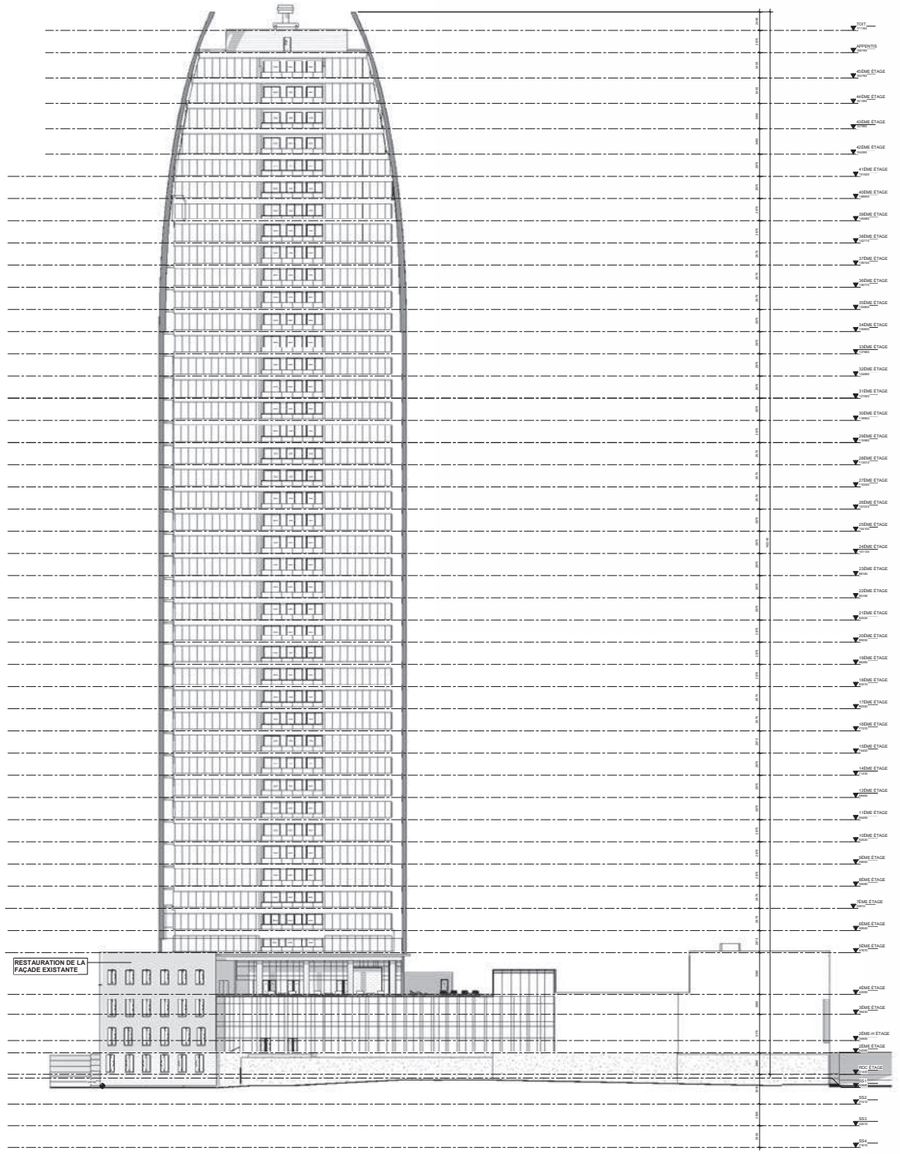
30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Élévations



ÉLÉVATION LUCIEN L'ALLIER



ÉLÉVATION SUD

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Élévation couleur Lucien L'Allier



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Élévation couleur de la Montagne



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Élévation couleur sud

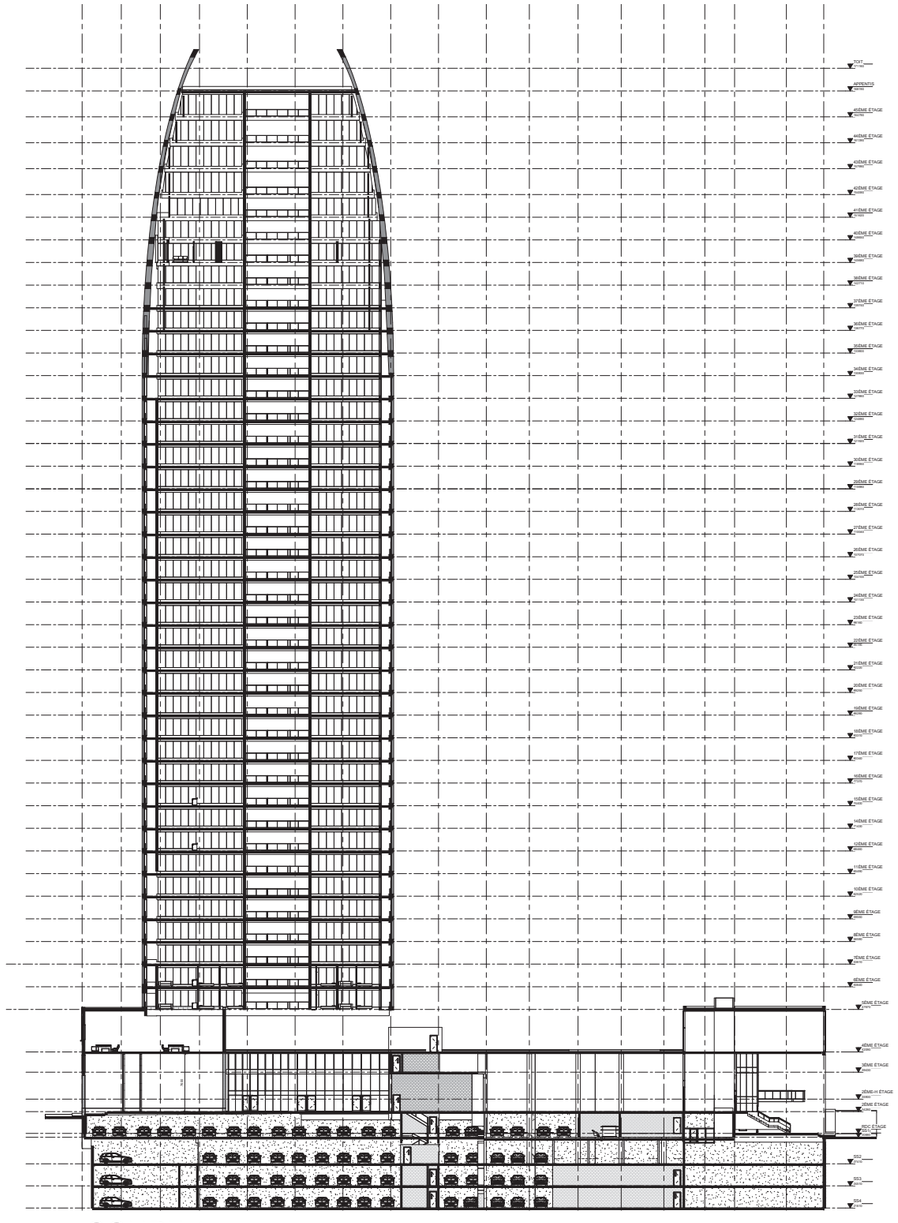


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

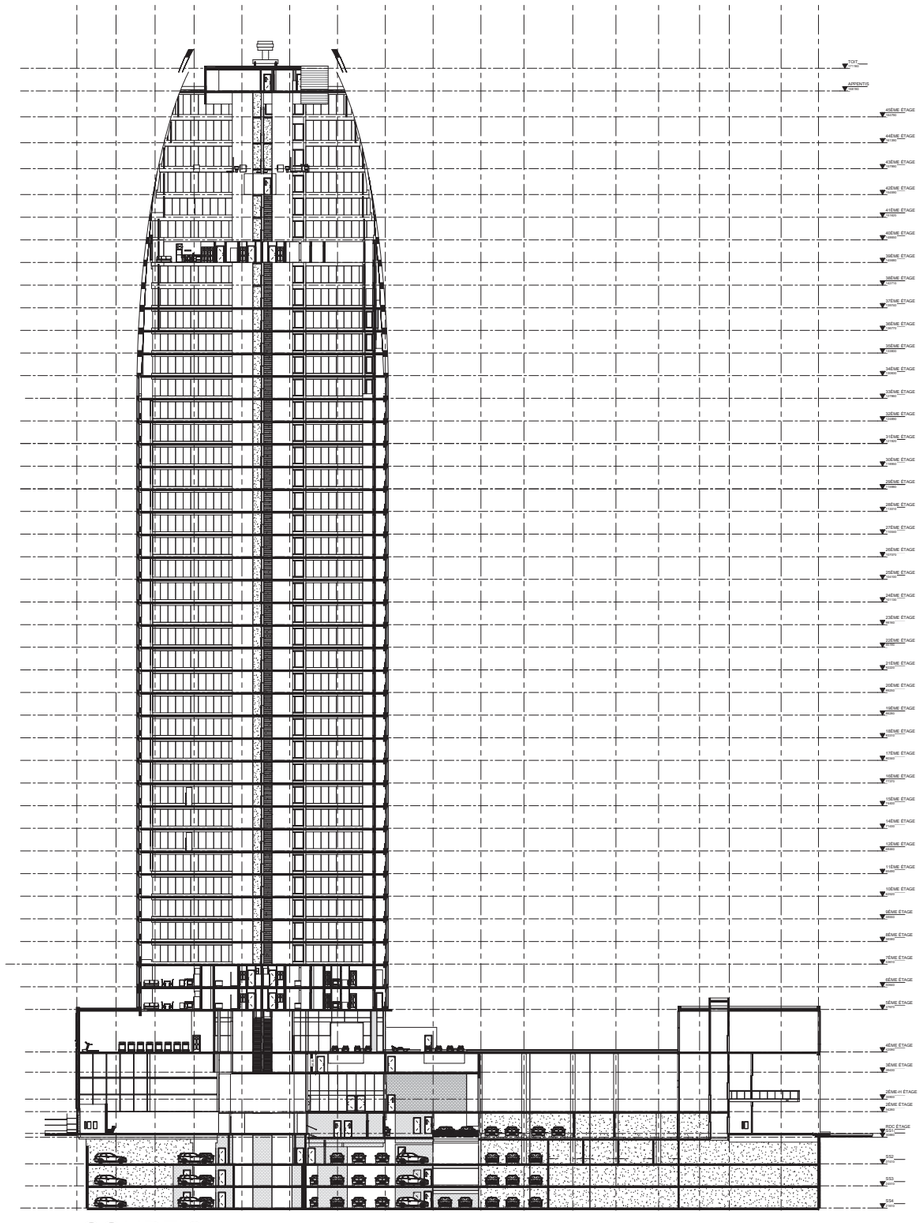
30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Coupes



COUPE 1



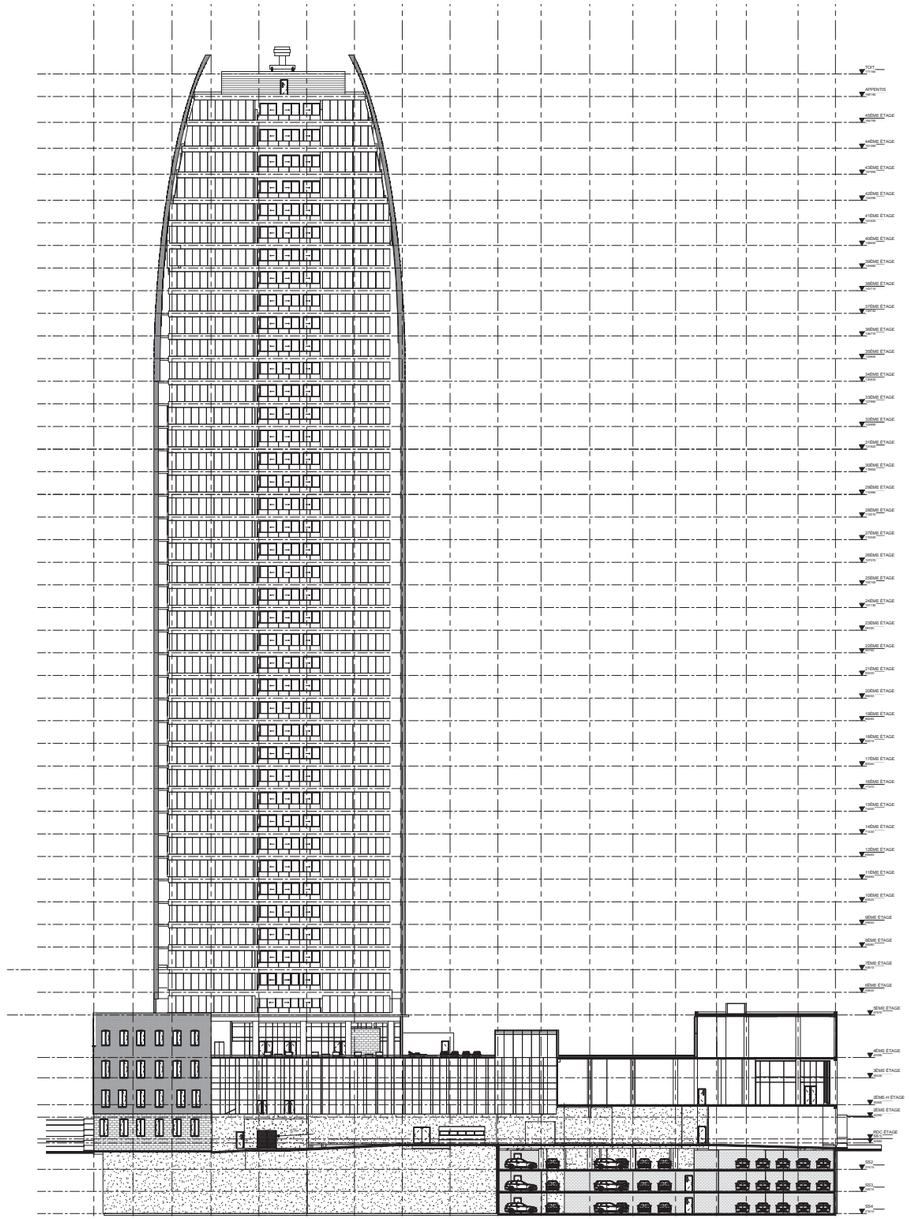
COUPE 2

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

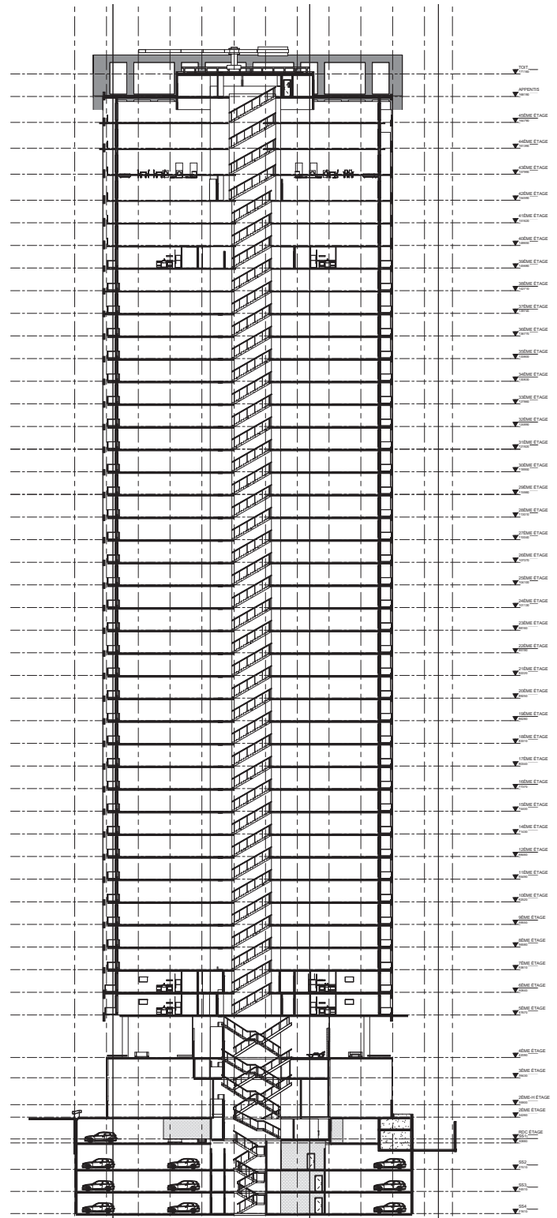
30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Coupes



COUPE 3



COUPE 4

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

30 janvier 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 février 2016	Résolution: CA16 240043

Adopter une résolution autorisant de déroger au Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258, modifié) et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de permettre un développement immobilier mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 8 décembre 2015 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

1) D'accorder, pour le terrain constitué des lots 1 851 385, 1 851 394 et 2 160 021 sur lequel sont situés les bâtiments sis au 975, rue Lucien-L'Allier et au 1000, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 6, 7, 9, 14, 16 du Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258, modifié) relativement la hauteur maximale, la densité maximale de l'ensemble des bâtiments à être construits sur ce territoire et les conditions de démolition des bâtiments sur le territoire visé;
   b) de déroger notamment aux articles 10, 58 et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale, au mode d'implantation et aux marges latérales;
   c) de démolir, conformément aux conditions prévues à la présente résolution, les bâtiments sis au 1000, rue de la Montagne et au 975, rue Lucien-L'Allier;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) l'édifice sis au 975, rue Lucien-L'Allier, doit être conservé sur une profondeur d'au moins 15 m par rapport au plan principal de façade, tel qu'illustré aux plans numérotés de 1 à 12 réalisés par la firme ACDF et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 octobre 2015;
   b) la conservation mentionnée au sous-paragraphe a) doit comprendre la restauration des caractéristiques architecturales d'origine (maçonnerie, portes et fenêtres) ou leur remplacement par des éléments qui reprennent la forme et l'apparence des caractéristiques architecturales d'origine; toutefois, de nouvelles ouvertures pourront être pratiquées dans le bâtiment pour y assurer une accessibilité fonctionnelle et ces interventions devront être approuvées selon la procédure du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

c) des éléments commémoratifs doivent être intégrés au projet afin de rappeler la présence sur le site des bâtiments à démolir et devront être approuvés selon la procédure du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
d) une demande de certificat d'autorisation pour la démolition du 975, rue Lucien-L'Allier, doit être accompagnée d'un devis technique décrivant les mesures à mettre en œuvre pour conserver et restaurer les éléments mentionnés aux sous-paragraphes a) et b);
e) la délivrance du certificat d'autorisation de démolition pour les bâtiments visés est conditionnelle au dépôt d'une demande de permis de construction pour réaliser la phase 1 du projet, telle qu'illustrée aux plans numérotés de 1 à 12 réalisés par la frime ACDF et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 octobre 2015;
f) la délivrance du certificat d'autorisation de démolition pour le 1000, rue de la Montagne, est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie monétaire irrévocable émise par une institution financière équivalent à la garantie monétaire fixée au Règlement 00-258 au montant de 100 000 $. Elle doit demeurer en vigueur tant que tous les travaux de la phase 1 ne sont pas complétés, conformément à la présente autorisation;
g) la délivrance du certificat d'autorisation de démolition pour le 975, rue Lucien-L'Allier, est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie monétaire irrévocable émise par une institution financière équivalant à la moitié de la garantie monétaire de 500 000 $ fixée au Règlement 00-258 pour autoriser la démolition du 975 et du 1025, rue Lucien-L'Allier, soit 250 000 $. Elle doit demeurer en vigueur tant que tous les travaux ne sont pas complétés conformément à la présente autorisation ou que la partie restante du 975, rue Lucien-L'Allier, ne soit remise en état d'être occupée;
h) le maintien en vigueur des garanties monétaires jusqu'à l'expiration des 60 jours suivants la date prévue de la réalisation complète du programme de réutilisation du sol dégagé correspondant à chacune des phases et l'inclusion d'une disposition obligeant l'émetteur à en renouveler automatiquement les conditions à la date d'échéance;
i) les travaux visés par la présente autorisation doivent débuter dans les 60 mois suivants son adoption à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet;

3) Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente autorisation continue de s'appliquer.

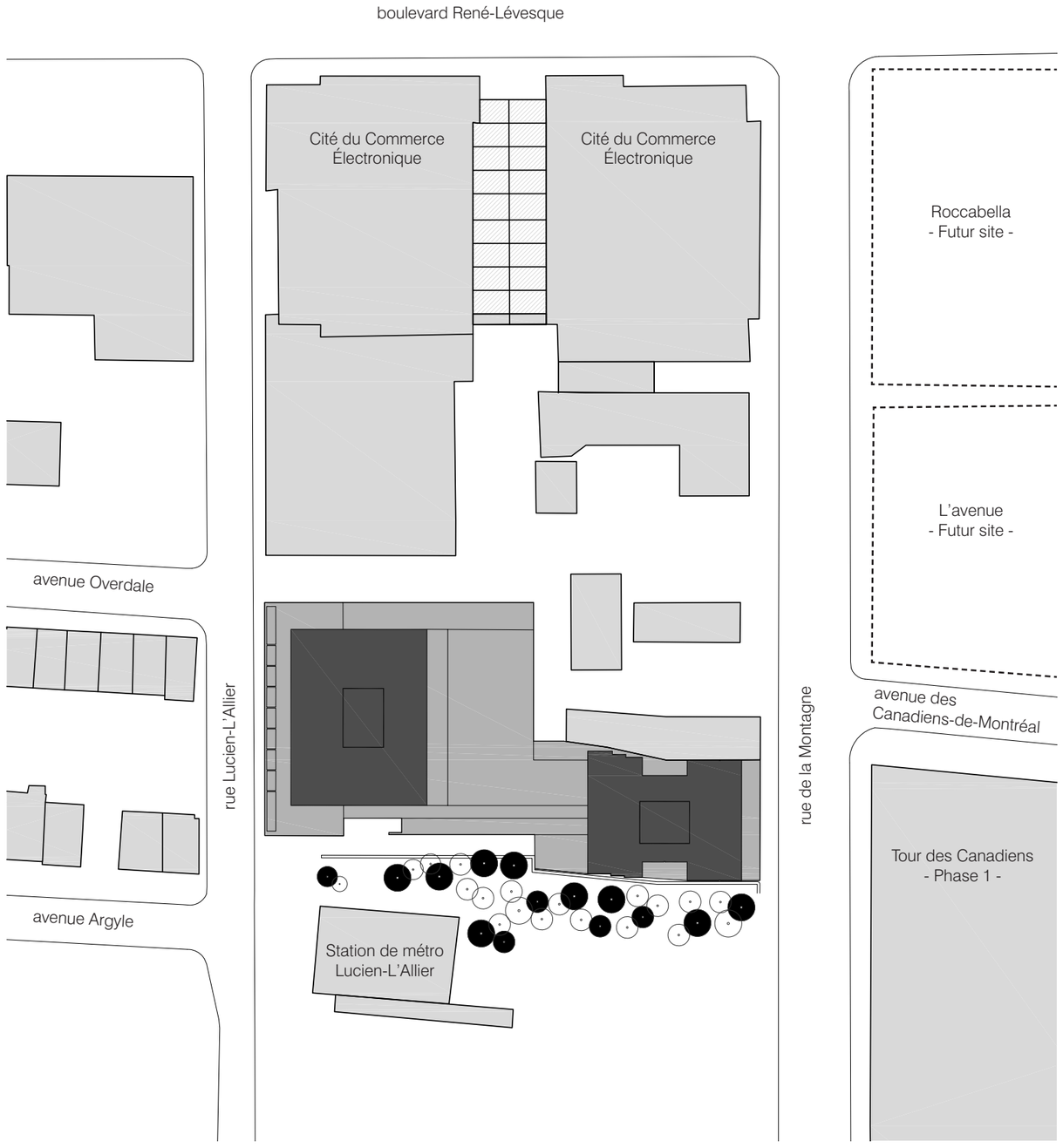
Adoptée à la majorité.

Dissidence : Valérie Plante

40.01
pp 323
1156347079

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 25 février 2016



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 octobre 2015

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

PLAN D'IMPLANTATION 01

BÂTIMENT
EXISTANT
4 ÉTAGES

RUELLE DE SERVICE

TOUR
L'AVENUE

STATION
D'ESSENCE

STATION
D'ESSENCE
ESSO

AVENUE DES CANADIENS

SALLE
MEC.

STATIONNEMENT PHASE 2
20 GRANDES CASES
16 RANGEMENTS

TOTAL PHASES 1+2 :
58 CASES AUTOS (+ 4)

STATIONNEMENT PHASE 1
40 CASES
(+4)
31 RANGEMENTS + 11 CASES VELOS

V.
VEST.

E.B

E.H

RANG.

RUELLE DE SERVICE

COMMERCE
(+19M ELE)

NON EXCAVE

VESTIBULE

SALLE
MEC.

MURET EXISTANT

LIEN SOUTERRAIN
METRO

PHASE 2
STATIONNEMENT

PHASE 1

PHASE 2
CONSTRUCTION
HORS SOL

PHASE 1

ENTRÉE
MÉTRO

MÉTRO
LUCIEN-L'ALLIER

MURET EXISTANT

RUE LUCIEN-LALLIER

RUE DE LA MONTAGNE

TOUR DES
CANADIENS
50 ÉTAGES

PLAN DU NIVEAU P1
1/32'' = 1'-0''

02

BÂTIMENT
EXISTANT
4 ÉTAGES

RUELLE DE SERVICE

TOUR
L'AVENUE

STATION
D'ESSENCE

STATION
D'ESSENCE
ESSO

AVENUE DES CANADIENS

SALLE
MECANIQUE

TOTAL PHASES 1+2 :
37 CASES (+1)
31 CASES VÉLOS

18 cases

13 cases

VEST.

DEMENAGEMENT

22'-3"

28'-0 1/8"

19'-10 3/4"

RUELLE DE SERVICE

9%

15%

M-C

POMPIER

POSTE

HALL
CONDOS

ENTRÉE
CONDOS

COMMERCE
(+19M ELE)

RANG

WC

CUISINE

CAFÉ

ACCÈS COMMERCE

ISSUE

STATIONNEMENT PHASE 1
33 GRANDES CASES
20 RANGEMENTS

HALL

SALLE
MECANIQUE

6%

MURET EXISTANT

SORTIE
STATIONNEMENT

MURET EXISTANT

LIEN SOUTERRAIN
MÉTRO

PHASE 2
STATIONNEMENT

PHASE 1

PHASE 2
CONSTRUCTION
HORS SOL

PHASE 1

ENTRÉE
MÉTRO

MÉTRO
LUCIEN-L'ALLIER

RUE LUCIEN-LALLIER

RUE DE LA MONTAGNE

TOUR DES
CANADIENS
50 ÉTAGES

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 13 15 16 17 18 19

H G F E D C B A

KK JJ HH GG FF EE DD CC BB AA

190'-8"

20'-6" 20'-3" 17'-0" 20'-3" 20'-3" 24'-3" 26'-2" 21'-6" 20'-6"

20'-6" 20'-3" 17'-0" 20'-3" 20'-3" 24'-3" 26'-2" 21'-6" 20'-6" 20'-8 5/8" 22'-7" 21'-8" 16'-3" 20'-4" 7'-7" 16'-3"

34.03 33.37 32.62 31.88 31.22 30.56 29.90 29.52

33.18 33.04 33.06 32.26 31.55 30.97 30.32 29.71

22'-6" 20'-9" 20'-1" 20'-1" 20'-1" 20'-9" 24'-0" 148'-3"

15'-7" 16'-0" 15'-5 1/2" 4'-6"

18'-8 1/2"

20'-1" 20'-0"

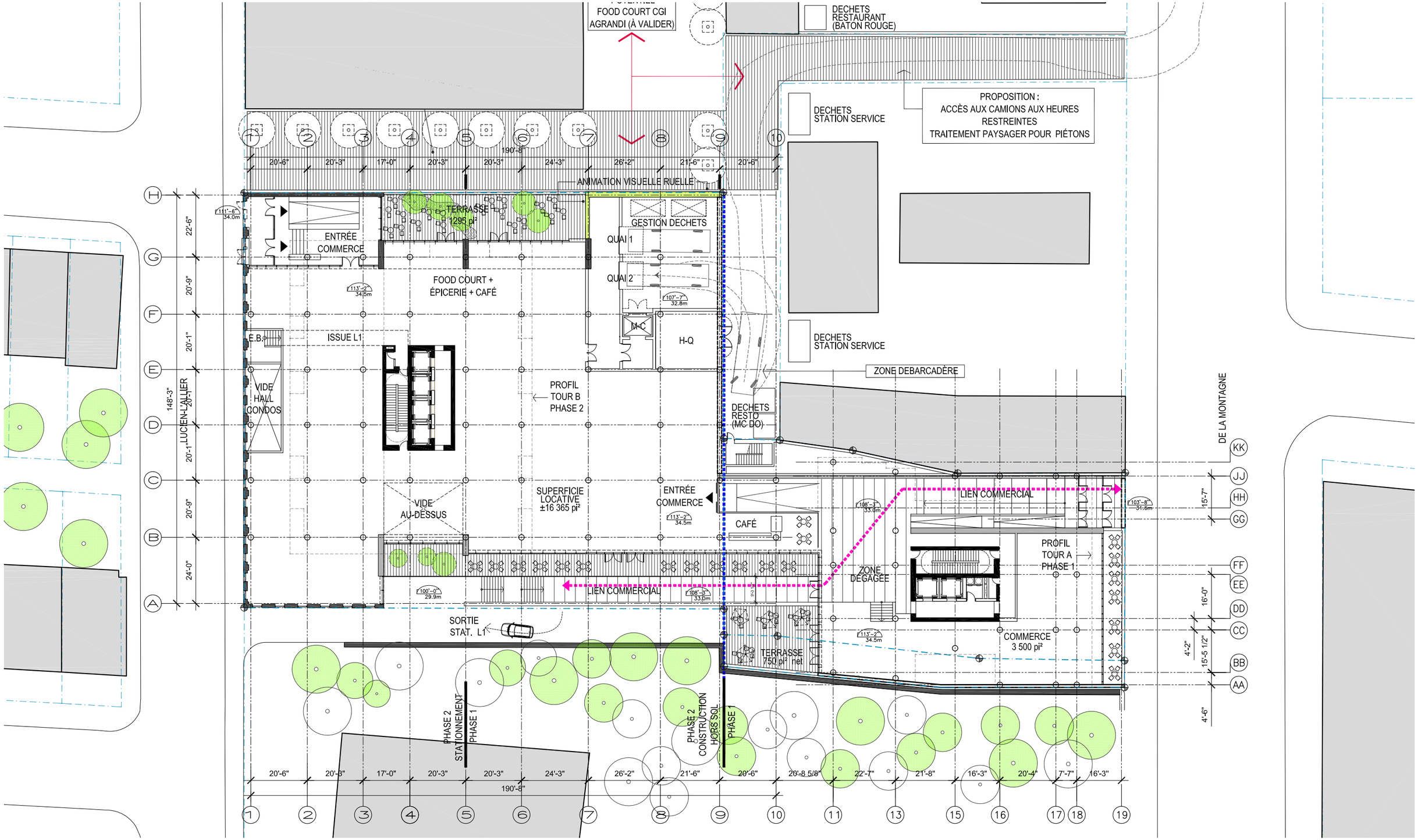
100'-0" 29.9m

92'-3" 31.0m

100'-0" 30.0m

PLAN DU NIVEAU 1
1/32'' = 1'-0''

03



PLAN DU NIVEAU 2
1/32'' = 1'-0''

BÂTIMENT
EXISTANT
4 ÉTAGES

RUELLE DE SERVICE

TOUR
L'AVENUE

AVENUE DES CANADIENS

STATION
D'ESSENCE

STATION
D'ESSENCE
ESSO

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

190'-8"

20'-6" 20'-3" 17'-0" 20'-3" 20'-3" 24'-3" 26'-2" 21'-6" 20'-6"

H G F E D C B A

148'-3"

22'-6" 20'-9" 20'-1" 20'-1" 20'-9" 24'-0"

UNITÉ 301
1 484 pi²

UNITÉ 302
1 023 pi²

UNITÉ 303
1 023 pi²

UNITÉ 304
1 023 pi²

UNITÉ 305
1 023 pi²

UNITÉ 306
1 023 pi²

UNITÉ 307
1 023 pi²

UNITÉ 308
1 023 pi²

UNITÉ 309
1 410 pi²

TERRASSE EXT.
NIV 2

TOIT

CLASSE
SPORT

GYMNASE
2 230 pi²

133'-2.5"
40.60m

VEST.
M

685 pi²

VEST.
F

ZONE
PISCINE
2 425pi²

VIDE

SPA

133'-10"
40.80m

TERRASSE
2 429pi²

LIEN COMMERCIAL
EXTÉRIEUR NIV 2

RUELLE DE SERVICE

COMMERCE
(+19M ÉLE)

TOIT

TERRASSE
920 pi²

PISCINE
2 420 pi²

144'-9"
44.13m

133'-11"
40.80m

VEST.
F
757 pi²

VEST.
H

MUR MITOYEN

GYM
3382 pi²

133'-2.5"
40.60m

KK JJ HH GG FF EE DD CC BB AA

15'-7" 16'-0" 4'-2" 15'-5 1/2" 4'-6"

RUE DE LA MONTAGNE

TOUR DES
CANADIENS
50 ÉTAGES

MURET EXISTANT

RUE LUCIEN-LALLIER

ENTRÉE
MÉTRO

MÉTRO
LUCIEN-L'ALLIER

PHASE 2
STATIONNEMENT

PHASE 1

PHASE 2
CONSTRUCTION
HORS SOL

PHASE 1

MURET EXISTANT

20'-6" 20'-3" 17'-0" 20'-3" 20'-3" 24'-3" 26'-2" 21'-6" 20'-6" 20'-8 5/8" 22'-7" 21'-8" 16'-3" 20'-4" 7'-7" 16'-3"

190'-8"

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 13 15 16 17 18 19

PLAN DU NIVEAU 3
1/32'' = 1'-0''

BÂTIMENT
EXISTANT
4 ÉTAGES

RUELLE DE SERVICE

TOUR
L'AVENUE

STATION
D'ESSENCE

STATION
D'ESSENCE
ESSO

AVENUE DES CANADIENS

UNITÉ 401
1 262 pi²

NIV 2

UNITÉ 302
(2e et)

UNITÉ 303
(2e et)

UNITÉ 304
(2e et)

UNITÉ 305
(2e et)

UNITÉ 306
(2e et)

UNITÉ 307
(2e et)

UNITÉ 308
(2e et)

MECANIQUE

VIDE AU-DESSUS
PISCINE

TERRASSE
NIV 3

RUELLE DE SERVICE

COMMERCE
(+19M ÉLE)

UNITÉ 402
1 308 pi²

NIV 2

MECANIQUE
3 510 pi²

LOUNGE 1
1 035 pi²

LOUNGE 2
685 pi²

MURET EXISTANT

MURET EXISTANT

RUE LUCIEN-LALLIER

ENTRÉE
MÉTRO

MÉTRO
LUCIEN-L'ALLIER

PHASE 2
STATIONNEMENT

PHASE 1

PHASE 2
CONSTRUCTION
HORS SOL

PHASE 1

RUE DE LA MONTAGNE

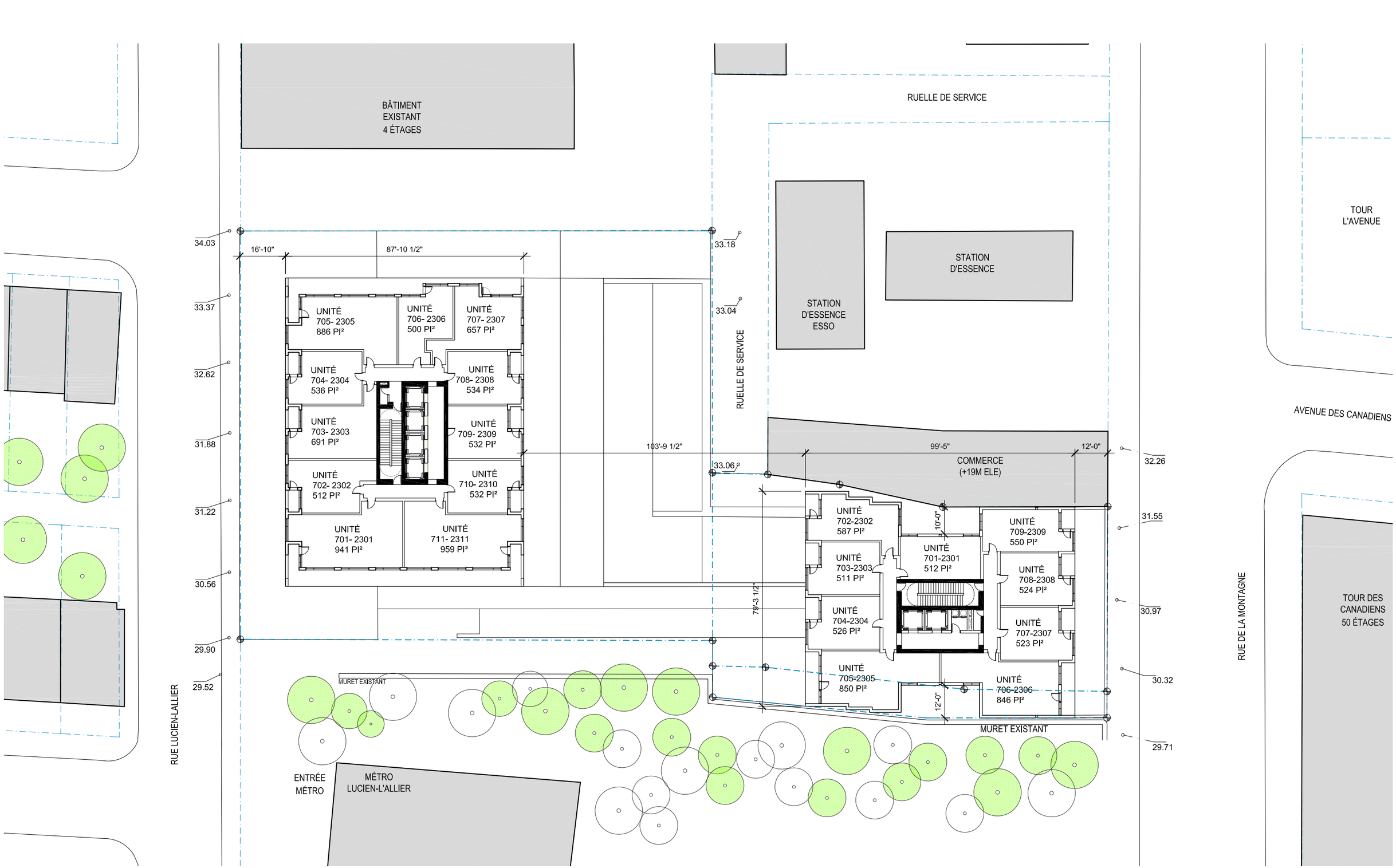
TOUR DES
CANADIENS
50 ÉTAGES

190'-8"

148'-3"

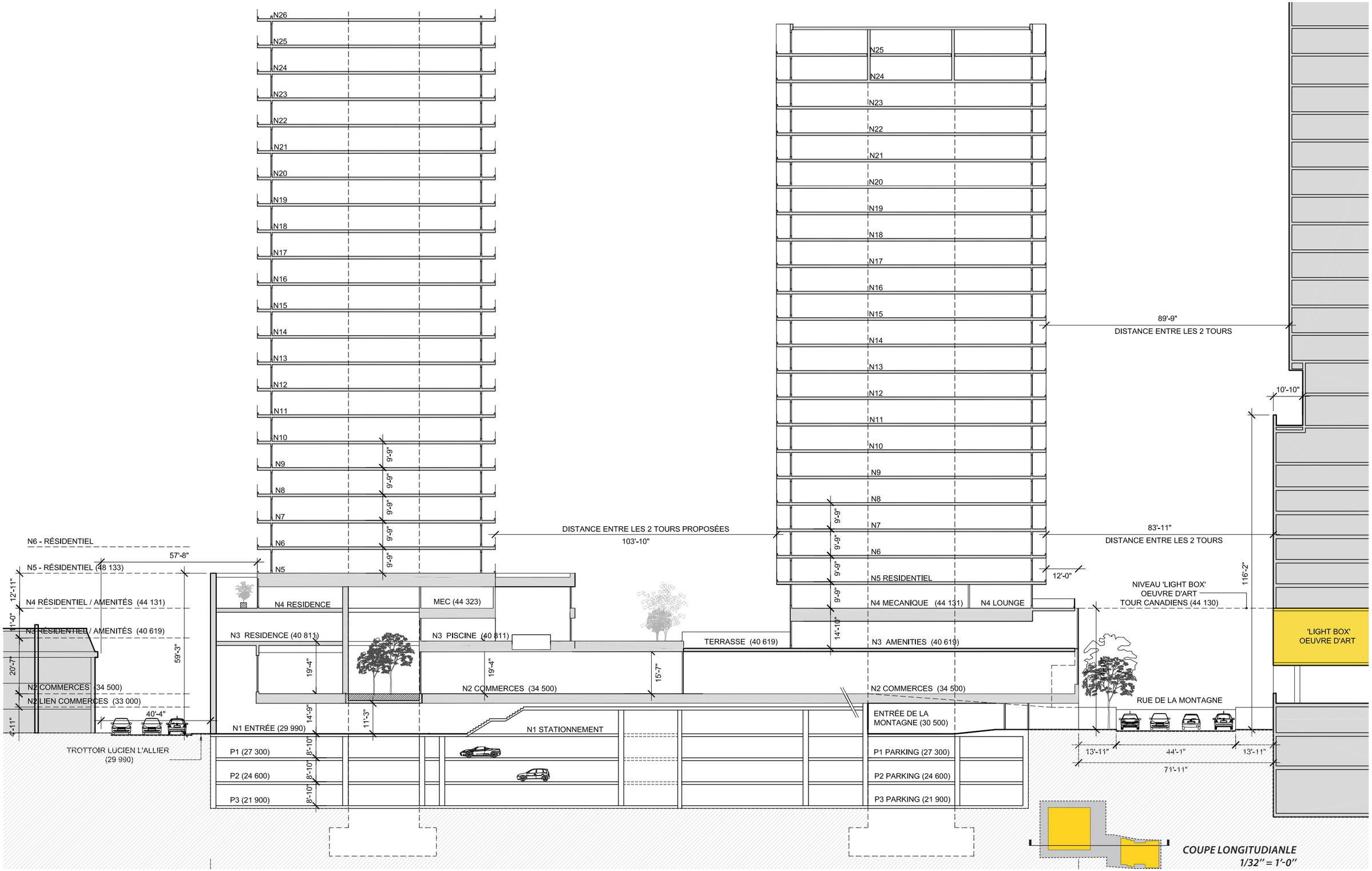
PLAN DU NIVEAU 4
1/32'' = 1'-0''

06



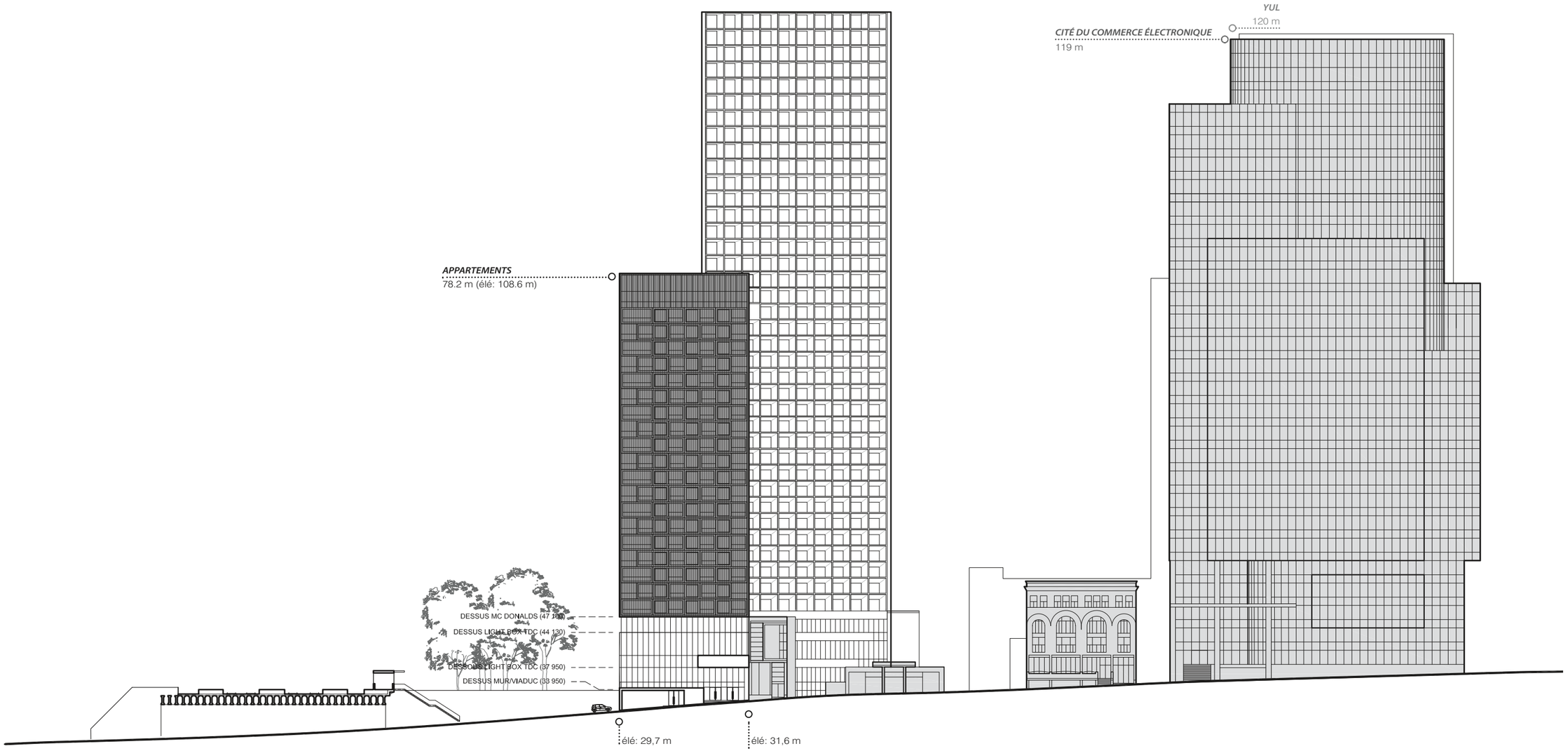
PLAN DU NIVEAU TYPIQUE
1/32'' = 1'-0''

07

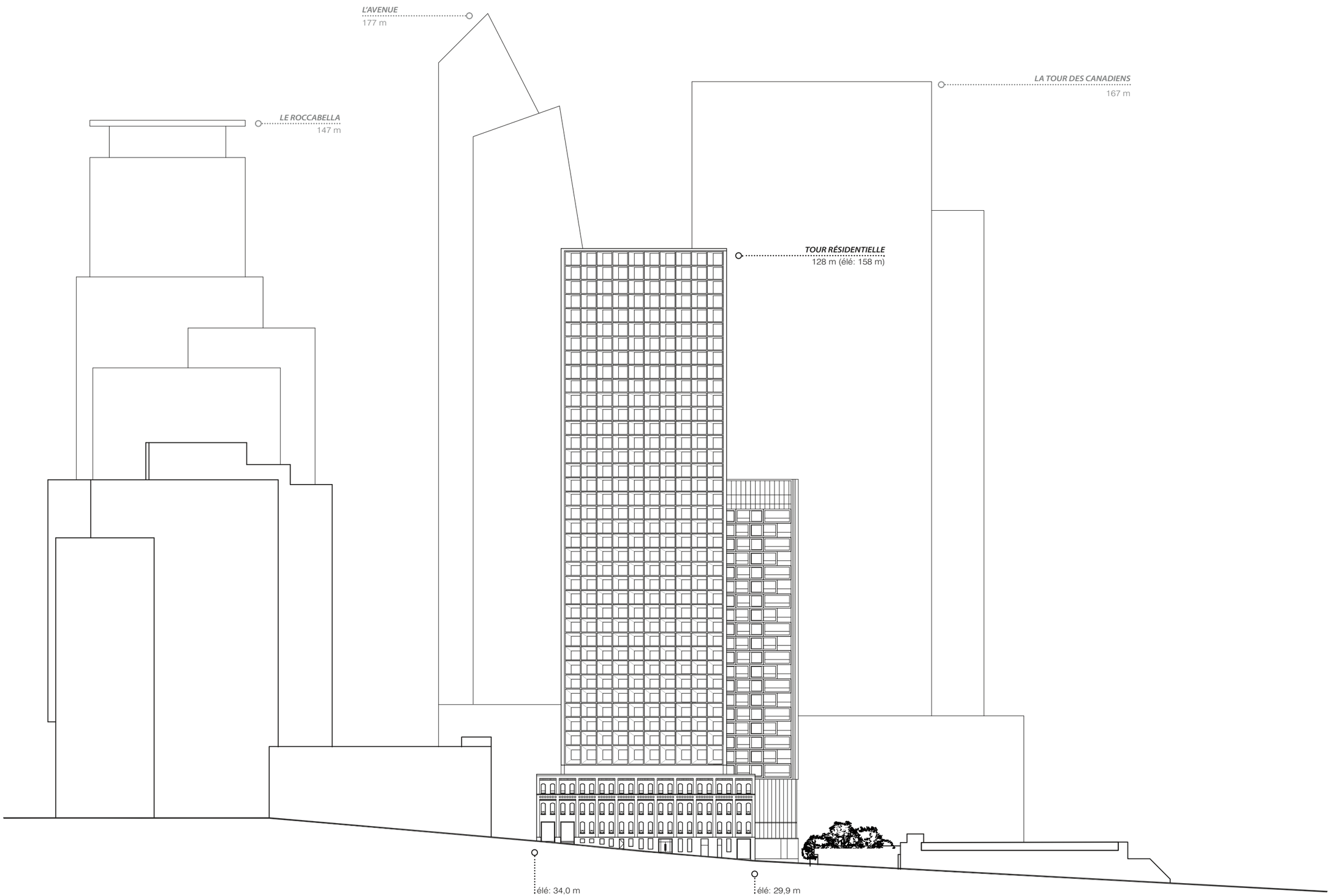


COUPE LONGITUDIANLE
1/32" = 1'-0"

08



ÉLÉVATION RUE DE LA MONTAGNE
1/64'' = 1'-0''



ÉLÉVATION RUE LUCIEN-L'ALLIER
1/64'' = 1'-0''

BÂTIMENT
EXISTANT
4 ÉTAGES

RUELLE DE SERVICE

STATION
D'ESSENCE

STATION
D'ESSENCE
ESSO

TOUR
L'AVENUE

AVENUE DES CANADIENS

TOUR DES
CANADIENS
50 ÉTAGES

RUE DE LA MONTAGNE

RUE LUCIEN-LALLIER

STRUCTURE
D'ACIER

ZONE GAZONNÉE EN
PALLIERS - NON
ACCESSIBLE

INSTALLATION
LUMINEUSE
TEMPORAIRE

ZONE GAZONNÉE EN
PALLIERS - NON
ACCESSIBLE

PASSAGE
PIÉTON EXTÉRIEUR

SORTIE
STATIONNEMENT

MURET EXISTANT

LIEN SOUTERRAIN
MÉTRO

ENTRÉE
MÉTRO

MÉTRO
LUCIEN-L'ALLIER

PHASE 2
STATIONNEMENT

PHASE 1

PHASE 2
CONSTRUCTION
HORS SOL

PHASE
1

M-C

RANG.

STATIONNEMENT PHASE 1
33 GRANDES CASES
20 RANGEMENTS

SALLE
MECANIQUE

HALL

COMMERCE
(+19M ÉLE)

MURET EXISTANT

9%

15%

6%

190'-8"

20'-6" 20'-3" 17'-0" 20'-3" 20'-3" 24'-3" 26'-2" 21'-6" 20'-6"

22'-3" 28'-0 1/8" 19'-10 3/4"

148'-3"

22'-6" 20'-9" 20'-1" 20'-1" 20'-9" 24'-0"

34.03 33.37 32.62 31.88 31.22 30.56 29.90 29.52

33.18 33.04 33.06 32.26 31.55 30.97 30.33 29.71

18'-8 1/2"

20'-1"

15'-7" 16'-0" 15'-5 1/2" 4'-6"

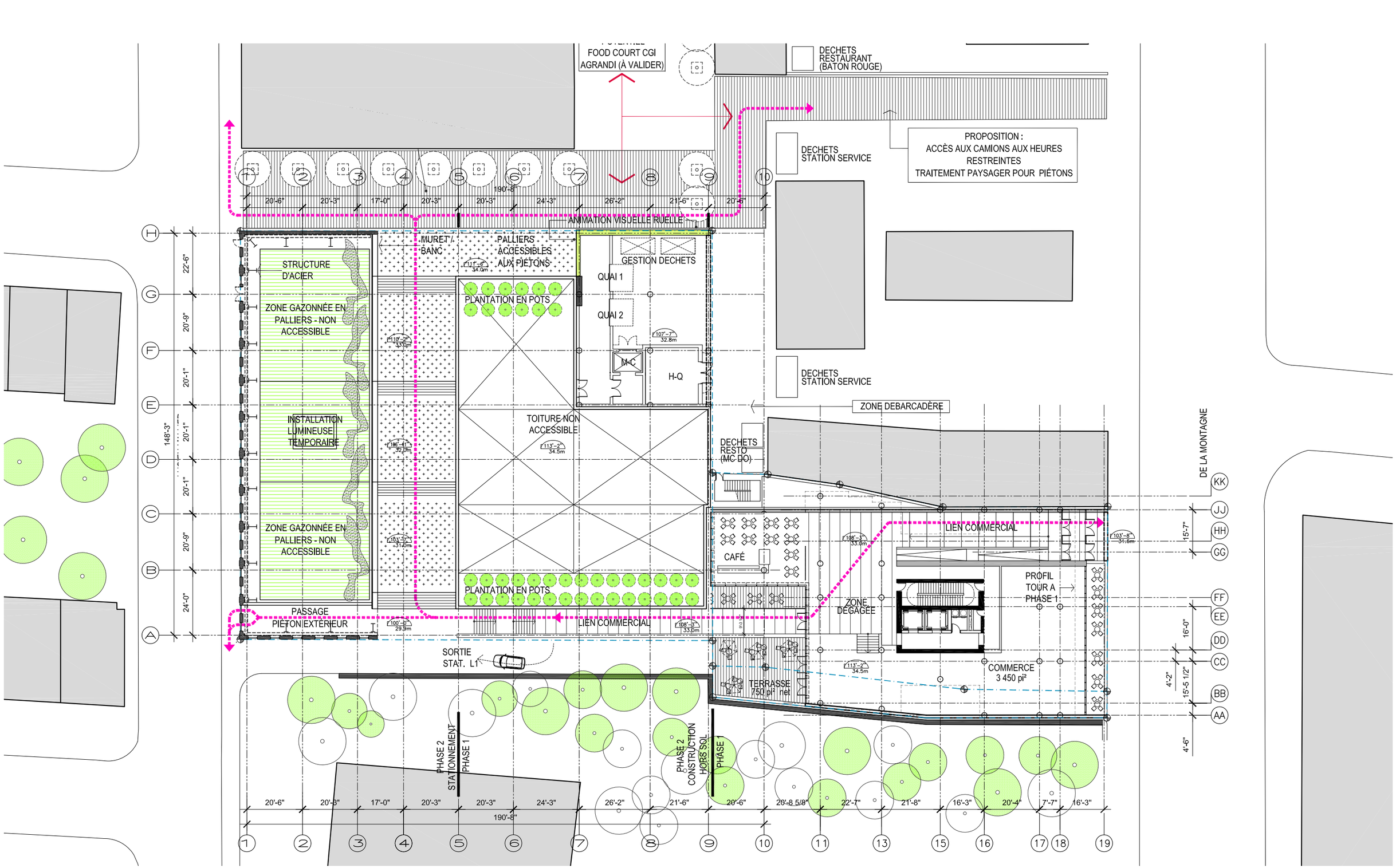
20'-6" 20'-8 5/8" 22'-7" 21'-8" 16'-3" 20'-4" 7'-7" 16'-3"

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 13 15 16 17 18 19

KK JJ HH GG FF EE DD CC BB AA

H G F E D C B A

PLAN DU NIVEAU 1 - PHASE 1
1/32'' = 1'-0''



PLAN DU NIVEAU 2 - PHASE 1
1/32'' = 1'-0''

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240061

Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'aménagement d'un café-terrasse au 44e étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
1186255001
pp. 372

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186255001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011), l'autorisation de déroger aux articles 390 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'aménagement d'un café-terrasse au 44e étage, et de permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur cette terrasse.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-31 11:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage café-terrasse et permettre la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts sur la terrasse du 44e étage du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'usage café-terrasse, jusqu'à maintenant reconnu par droit acquis, ainsi que l'animation par diverses prestations sur la terrasse sur toit du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie. L'autorisation demandée peut être accordée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement et des objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB145289021 - 17 juin 2015 - Approuver, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et aux fins de l'émission du permis, les plans relatifs à l'agrandissement en surhauteur au 44e étage d'un bâtiment commercial de 46 étages, situé aux 1-5, place Ville-Marie, préparés par la firme Provencher Roy, datés du 8 mai 2015 et estampillés par l'arrondissement le même jour, suite au dépôt de la demande de permis de transformation 3001000116.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment emblématique de plan cruciforme inauguré en 1962 est situé dans le Centre des affaires et est ceinturé par les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, et les rues Mansfield et Cathcart. La zone dans laquelle se trouve l'immeuble est catégorisée comme secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité).

La tour de 46 étages accueille en majorité des bureaux, mais aussi des boutiques et restaurants au niveau galerie, la Banque Royale du Canada au rez-de-chaussée, ainsi que depuis juin 2016 l'Observatoire Au sommet Place Ville-Marie et le restaurant Les enfants terribles. La terrasse a été réaménagée durant cette période. Le 44^{e} étage avait déjà accueilli une terrasse sur toit durant les années d'exploitation du restaurant Club lounge 737, soit des années 90 jusqu'en 2013.

Le projet
Le requérant souhaite bonifier sa programmation d'activités qui se tiennent à l'Observatoire Au sommet et sur la terrasse ouest du 46^{e} étage, dans l'objectif de faire connaître davantage aux Montréalais ce lieu panoramique. Afin de favoriser la fréquentation de l'espace tout au long des saisons, la programmation qu'accueillerait la terrasse de 300 m^2 se déclinerait avec différentes animations telles que des prestations musicales acoustiques, des projections de films, des séances de yoga et autres activités saisonnières comme une cabane à sucre ou un village de Noël.

Bien que ces activités comporteraient une animation sonore, l'utilisation de haut-parleurs demeurerait proscrite en vertu du Règlement B-3 interdisant la diffusion de son amplifié à l'extérieur d'un bâtiment (paragraphe 1° de l'article 9). Les prestations musicales seraient donc acoustiques et des casques d'écoute sans fil seraient distribués lors des soirées cinéma. La projection des films se ferait vers l'ouest, où une toile rétractable serait installée à chaque représentation devant le garde-corps en verre.

Un aménagement paysager composé d'arbustes, de graminées et de fleurs viendrait parachever la partie végétalisée au centre de la terrasse.

Aucun travaux ne sont prévus.

Paramètres réglementaires
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· à l'aménagement d'un café-terrasse dans un secteur qui n'est pas de la catégorie M.5, M.6, M.8 à M.10, M.11 ou sur un bâtiment occupé par un usage équipement collectif et institutionnel (paragraphe 1º de l'article 392);
· à l'interdiction de présenter sur un café-terrasse de la danse, des représentations théâtrales ou cinématographiques, des concerts et des spectacles (article 390).

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projets particulier. Malgré que le café-terrasse sur toit se situe dans un secteur de la catégorie M.7C, il respecte les autres dispositions de l'article 392. En effet, il est lié à un restaurant ou un débit de boisson alcoolique situé au même étage, aucun logement ne se trouve au même niveau ou au niveau immédiatement supérieur et le terrain n'est pas adjacent à un autre terrain occupé par un immeuble résidentiel.
Par la bonification des activités commerciales du demandeur, le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme puisque le projet favorise le dynamisme commercial dans le Centre des affaires. Les activités prévues sur le café-terrasse consisteraient à présenter de la danse, des représentations théâtrales et cinématographiques et des concerts, sans son amplifié par haut-parleur. Elles contribueraient à multiplier les occasions pour les Montréalais, touristes et travailleurs de la tour, de profiter de ce lieu offrant une vue unique sur la ville.

Le parachèvement de l'aménagement paysager sur le toit contribuera à la diminution des îlots de chaleur.

Impacts sur le milieu
L'usage projeté de café-terrasse ainsi que l'animation qui y serait faite sont compatibles avec les usages du milieu environnant, notamment avec la présence à proximité du café-terrasse de l'Hôtel Renaissance (1240, boul. Robert-Bourassa). Le son émanant de l'animation n'est pas susceptible de nuire au voisinage puisque la terrasse est ceinturée d'un garde-corps d'une hauteur de 3,8 mètres et qu'aucun autre immeuble voisin n'atteint

la hauteur de la Place Ville-Marie.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à l'usage «café-terrasse» et permettre sur la terrasse du 44e étage du bâtiment la danse, les représentations théâtrales et cinématographiques ainsi que les concerts.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 décembre 2017
3001353963
4.2.2

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1, place Ville-Marie
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser l'usage café-terrasse, jusqu'à maintenant reconnu par droit acquis, ainsi que l'animation par diverses prestations sur la terrasse sur toit du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie. Le bâtiment emblématique de plan cruciforme inauguré en 1962 est situé dans le Centre des affaires et est ceinturé par les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, et les rues Mansfield et Cathcart. La zone dans laquelle se trouve l'immeuble est catégorisée comme secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité). La tour de 46 étages accueille en majorité des bureaux, mais aussi des boutiques et restaurants au niveau galerie, la Banque Royal du Canada au rez-de-chaussée, ainsi que depuis juin 2016 l'Observatoire Au sommet Place Ville-Marie et le restaurant Les enfants terribles. La terrasse a été réaménagée durant cette période. Le 44^{e} étage avait déjà accueilli une terrasse sur toit durant les années d'exploitation du restaurant Club lounge 737, soit de la fin des années 90 jusqu'en 2013.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une demande de permis de surhauteur a été approuvée en juin 2015, autorisant un agrandissement et l'aménagement d'un toit-terrasse au 44^{e} étage de Place Ville Marie.
Considérant que :	Aucun logement n'est adjacent au café-terrasse.
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme puisqu'il favorise le dynamisme commercial dans le Centre des affaires.
Considérant que :	Les activités prévues sur le café-terrasse consisteraient à présenter de la danse, des représentations théâtrales et cinématographiques et des concerts, sans son amplifié par haut-parleur.
Considérant que :	Les activités contribueraient à multiplier les occasions pour les Montréalais, touristes et travailleurs de la tour, de profiter de ce lieu offrant une vue unique sur la ville.
Considérant que :	Le parachèvement de l'aménagement paysager sur le toit contribuera à la diminution des îlots de chaleur.

Considérant que : L'usage projeté de café-terrasse ainsi que l'animation sont compatibles avec les usages du milieu environnant.

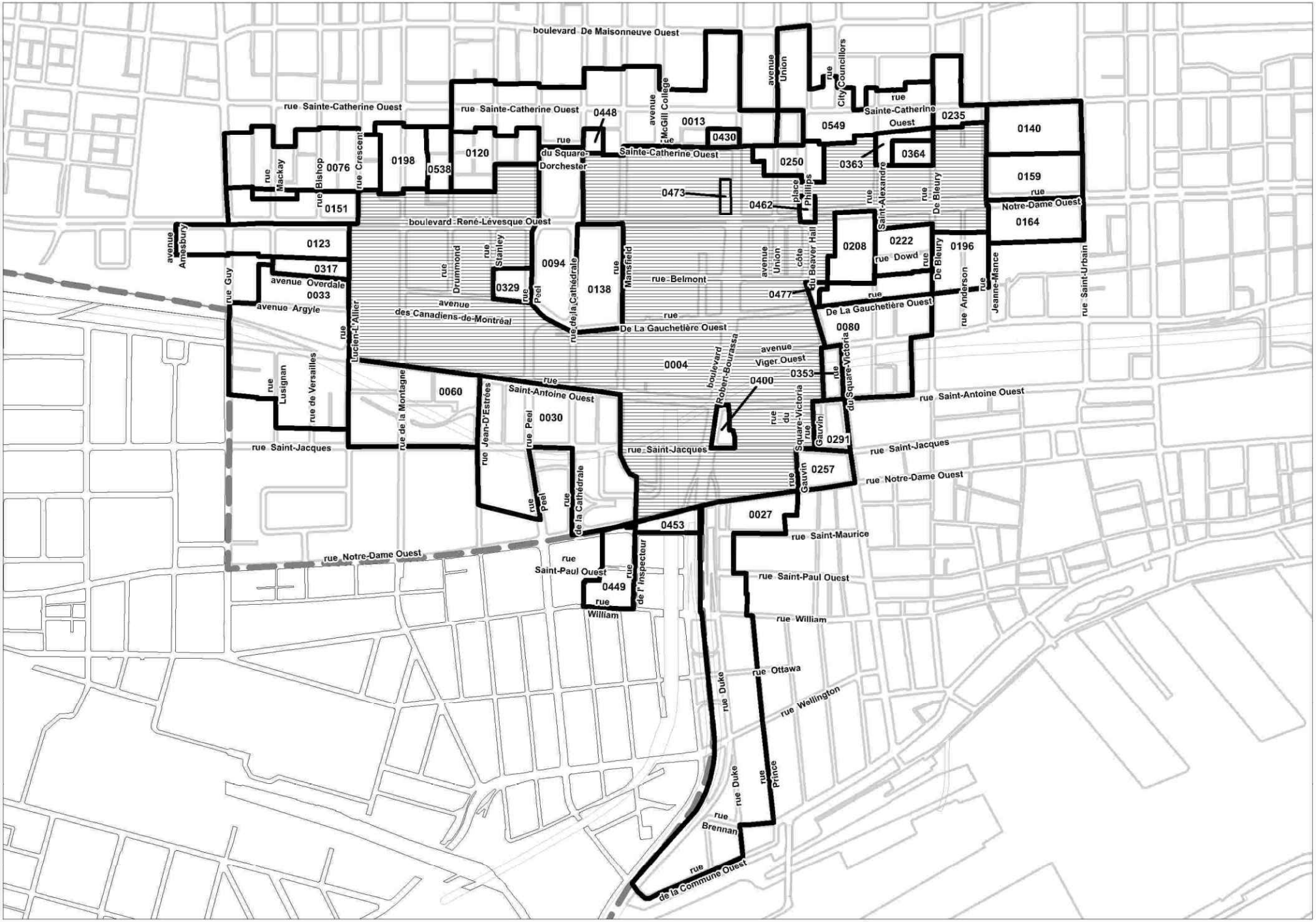
Considérant que : Le son émanant de l'animation n'est pas susceptible de nuire au voisinage car la terrasse est ceinturée d'un garde-corps d'une hauteur de 3,8 mètres et qu'aucun autre immeuble voisin n'atteint la hauteur de la Place Ville-Marie.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ry - Pour

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Eve Gravel
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1186255001** | **Date: 1 février 2018**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240063

Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5e étage.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
1186255003
pp. 369

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186255003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5e étage.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-01 14:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage pharmacie au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'usage pharmacie au 5^{e} étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest. L'autorisation demandée peut être accordée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement et des objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de 11 étages construit en 1957 est situé dans le Quartier des Grands jardins, entre les rues Saint-Marc et du Fort. Cette portion de la rue Sherbrooke Ouest n'accueille qu'un seul commerce ayant pignon sur rue, soit le café logé au rez-de-chaussée du bâtiment visé. Aux étages supérieurs de l'édifice se trouvent des bureaux, ainsi qu'une clinique médicale au 5^{e} étage.

Il est aussi situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice, que l'on retrouve tout en face sur le terrain du Grand séminaire de Montréal.

Le projet

Le requérant demande l'usage « pharmacie » au 5^{e} niveau du bâtiment, dont la superficie occuperait 85 m^{2} . En collaboration avec la clinique médicale qui se trouve actuellement à cet étage, la pharmacie spécialisée desservirait principalement la clientèle de cette dernière. Les heures d'exploitation de la pharmacie seraient d'ailleurs les mêmes que celles de la clinique, soit de 7h30 à 17h du lundi au jeudi, et de 9h à 12h le vendredi. Elle compterait environ 2 ou 3 employés durant ces périodes.

Des travaux d'aménagement ne sont prévus qu'à l'intérieur de l'édifice.

Paramètres réglementaires
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· au niveau de bâtiment auquel l'usage « pharmacie » s'implante, car cet usage spécifique ne doit pas se situer aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment (articles 179 et 227).

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projets particulier. L'aménagement d'une pharmacie au 5^{e} étage n'est pas permis par le Règlement d'urbanisme puisque les usages spécifiques ne sont autorisés qu'au rez-de-chaussée. Toutefois, une autorisation en ce sens serait compatible et complémentaire avec la clinique médicale qui partagerait l'étage en question. La faible intensité des activités de la pharmacie est aussi compatible avec les usages de bureau présents dans l'immeuble, compte tenu de la petite superficie du commerce, la clientèle limitée principalement à celle de la clinique, ainsi que le peu d'employés qui y travailleront.
En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à l'usage « pharmacie » au 5^{e} étage du bâtiment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
18 janvier 2018
n° à venir
4.2.1

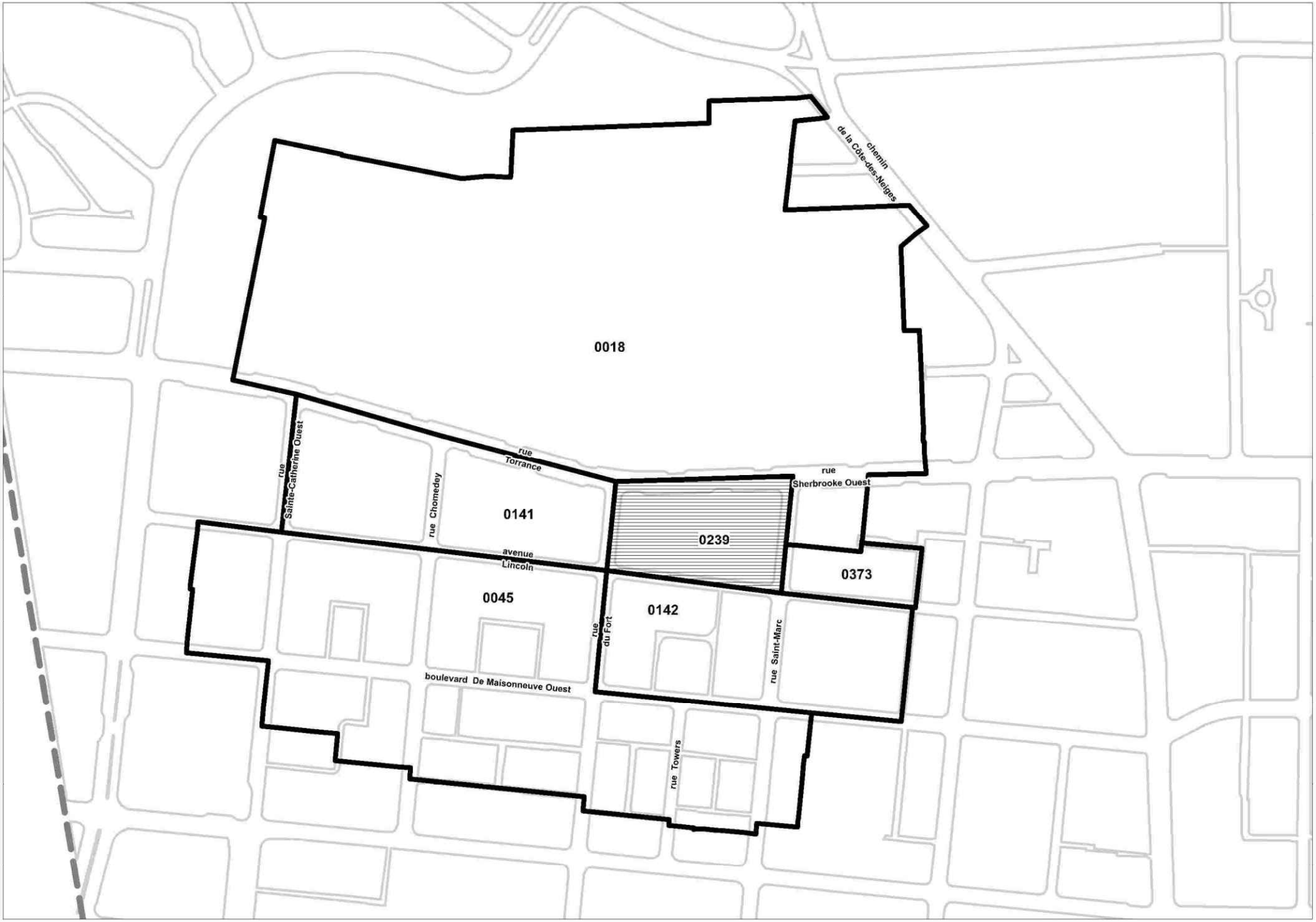
Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1980, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser une demande de projet particulier afin d'autoriser l'usage « pharmacie » au 5e étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest. Le bâtiment de 11 étages construit en 1957 est situé dans le Quartier des Grands jardins, entre les rues Saint-Marc et du Fort. Cette portion de la rue Sherbrooke Ouest n'accueille qu'un seul commerce ayant pignon sur rue, soit le café logé au rez-de-chaussée du bâtiment visé. Aux étages supérieurs de l'édifice se trouvent des bureaux, ainsi qu'une clinique médicale au 5e étage. L'usage « pharmacie » est demandé au 5^{e} niveau du bâtiment, dont la superficie occuperait 85 m^{2}. En collaboration avec la clinique médicale qui se trouve actuellement à cet étage, la pharmacie spécialisée desservirait principalement la clientèle de cette dernière. Les heures d'exploitation de la pharmacie seraient d'ailleurs les mêmes que celles de la clinique, soit de 7h30 à 17h du lundi au jeudi, et de 9h à 12h le vendredi. Elle compterait environ 2 ou 3 employés durant ces périodes. Des travaux d'aménagement ne sont prévus qu'à l'intérieur de l'édifice. Le bâtiment se trouve dans un secteur zoné M.7C au Règlement d'urbanisme (01-282), permettant les usages résidentiels, les établissements de vente au détail, de service, les industries légères caractéristiques du centre-ville, ainsi que les équipements collectifs et institutionnels. Selon l'article 227 du Règlement d'urbanisme, l'usage « pharmacie » est considéré comme usage commercial spécifique. Un usage spécifique ne peut s'implanter aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment, selon l'article 179. L'aménagement d'une pharmacie au 5^{e} étage n'est pas permis par le Règlement d'urbanisme puisque les usages spécifiques ne sont autorisés qu'au rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice.

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « pharmacie » est compatible et complémentaire avec la clinique médicale partageant l'étage.
Considérant que :	La faible intensité des activités de la pharmacie est compatible avec les usages de bureau présents dans l'immeuble.
Considérant que :	Le commerce est de petite superficie.
Considérant que :	L'achalandage sera limité principalement aux clients de la clinique et les employés qui y travailleront.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan 25/1/2018
Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin 25-01-2018
Caroline Cantin
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1186255003** | **Date: 1 février 2018**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1177524004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du permis pour la transformation d'un balcon pour l'immeuble situé au 1673, rue Logan

Attendu que 16 mars 2017 le Comité Consultatif d'urbanisme a émis un avis défavorable:
De refuser, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du permis, la réalisation des travaux illustrés aux documents préparés par monsieur Hugo Séguin, déposés le 25 février 2017 à l'arrondissement Ville-Marie, concernant l'immeuble situé au 1673, rue Logan, suite à la demande de permis de transformation 3001284568.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-06-20 08:53

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177524004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du permis pour la transformation d'un balcon pour l'immeuble situé au 1673, rue Logan

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis pour la transformation d'un balcon en juliette a été déposée pour le 1673, rue Logan, situé dans l'unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le balcon existant doit être reconstruit et fait l'objet, depuis sa construction, d'un empiètement sur le domaine public. Afin de cesser de payer les frais relatifs à cet empiètement, le demandeur cherche à éliminer l'empiètement. Il propose donc la démolition du balcon en façade et l'ajout d'un garde-corps devant la porte de l'étage, transformant ainsi le balcon en juliette.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a évalué et traité cette demande de permis quant à l'impact de la transformation du balcon en juliette, en fonction des facteurs et des critères établis aux articles 99, 102, 103, 104, 105 et 127.21 du règlement d'urbanisme (01-282) (voir pièce jointe).
Après avoir analysé les plans déposés le 21 février 2017, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande un avis défavorable pour le projet considérant que le balcon possède encore sa forme et son apparence d'origine et qu'il contribue positivement, comme les autres balcons autours, à l'ambiance de la rue Logan. Cette composante d'origine devrait être maintenue en place et réparée.

Suite à l'avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme du 16 mars 2017, le demandeur a déclaré ne pas souhaiter modifier son projet.

L'avis du comité doit être entériné par le conseil d'arrondissement, puisque la délégation de la décision au Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ne peut se faire que pour les avis favorables du comité, selon le Règlement CA-24-009 (Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution;
Refus du permis pour la transformation du balcon en juliette.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis ROUTHIER
Architecte

Tél : 514 868-4186
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-31

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Demande de permis pour travaux extérieurs – 3001284568
1673, rue Logan
District électoral : Sainte-Marie

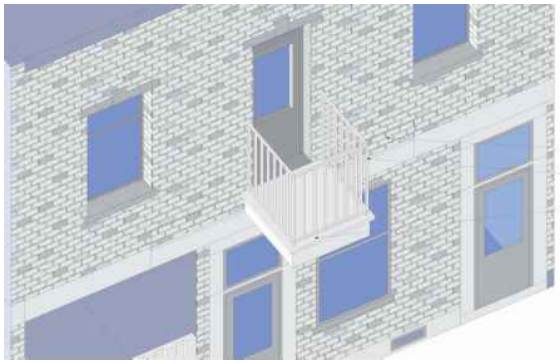
Demandeur : Hugo Séguin
Concepteur : Hugo Séguin
Investissements : 5000 $

Contexte
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques (SMSJ).









Description

Le balcon existant doit être reconstruit et fait l'objet, depuis sa construction, d'un empiètement sur le domaine public. Afin de cesser de payer les frais relatifs à cet empiètement, le demandeur cherche à réduire l'empiètement, voire l'éliminer. Ainsi, il propose deux options :

a) la démolition du balcon en façade et l'ajout d'un garde-corps devant la porte de l'étage, ou
b) la démolition du balcon en façade et la reconstruction d'un balcon d'une superficie inférieure.

Le balcon à démolir mesure environ 1,2m x 2,9m. L'immeuble est un duplex construit en 1900.

Dans les 2 options présentées, un garde-corps métallique composé de fins éléments verticaux est proposé La brique serait ragrée au pourtour de l'ancien balcon. Le nouveau balcon de l'option B mesurerait 1,2m x 1,2m et son plancher serait en bois.

Objectifs et critères applicables
Les travaux doivent viser l'atteinte des objectifs énumérés à l'article 99, soit:

> ***Art. 99****. (...) 1° assurer le maintien et la mise en valeur des caractéristiques dominantes du cadre bâti et du paysage urbain montréalais;*

2° maintenir la trame et le mode d'implantation existants;
3° sauvegarder le caractère unique et distinctif des bâtiments ou de leur environnement;
4° protéger chacune de leurs parties ou de leurs caractéristiques architecturales tout en encourageant leur reprise dans l'expression d'un vocabulaire architectural contemporain lors de travaux d'insertion, d'agrandissement, de transformation, de rénovation ou de restauration de bâtiments;
5° contribuer à la mise en valeur et à la conservation du caractère d'ensemble des unités de paysage au sein desquelles les projets s'inscrivent;
6° assurer un impact positif sur la physionomie générale des bâtiments qui témoignent des typologies caractéristiques de ces unités de paysage;
7° favoriser la simplicité, la continuité et l'unité architecturale des nouvelles constructions.

Les travaux visés à l'article 102 doivent tendre à respecter les caractéristiques énumérées à l'article 103 et à répondre aux critères énoncés aux articles 104, 105 et 127.21:

***Art. 103.** (...) 1° le degré d'homogénéité de l'environnement immédiat;*
2° l'usage du bâtiment et ses qualités architecturales;
3° l'emplacement du bâtiment sur l'îlot;
4° la contribution du bâtiment au renforcement, au maintien ou à l'évolution du milieu bâti.

***Art. 104.** Un revêtement, un couronnement, une ouverture, un avant-corps et une saillie d'un bâtiment, visés par les articles 127.1 à 127.24, doivent être maintenus en bon état. Ils peuvent être transformés si les éléments remplacés prennent la forme et l'apparence d'origine.*

***Art. 105.** Les travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment et de transformation, de restauration ou de remplacement d'une caractéristique architecturale doivent être compatibles avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et participer à structurer ainsi qu'à mettre en valeur le paysage de la rue en respectant les caractéristiques typo-morphologiques d'intérêt qui dominent et définissent l'unité de paysage. (…)*

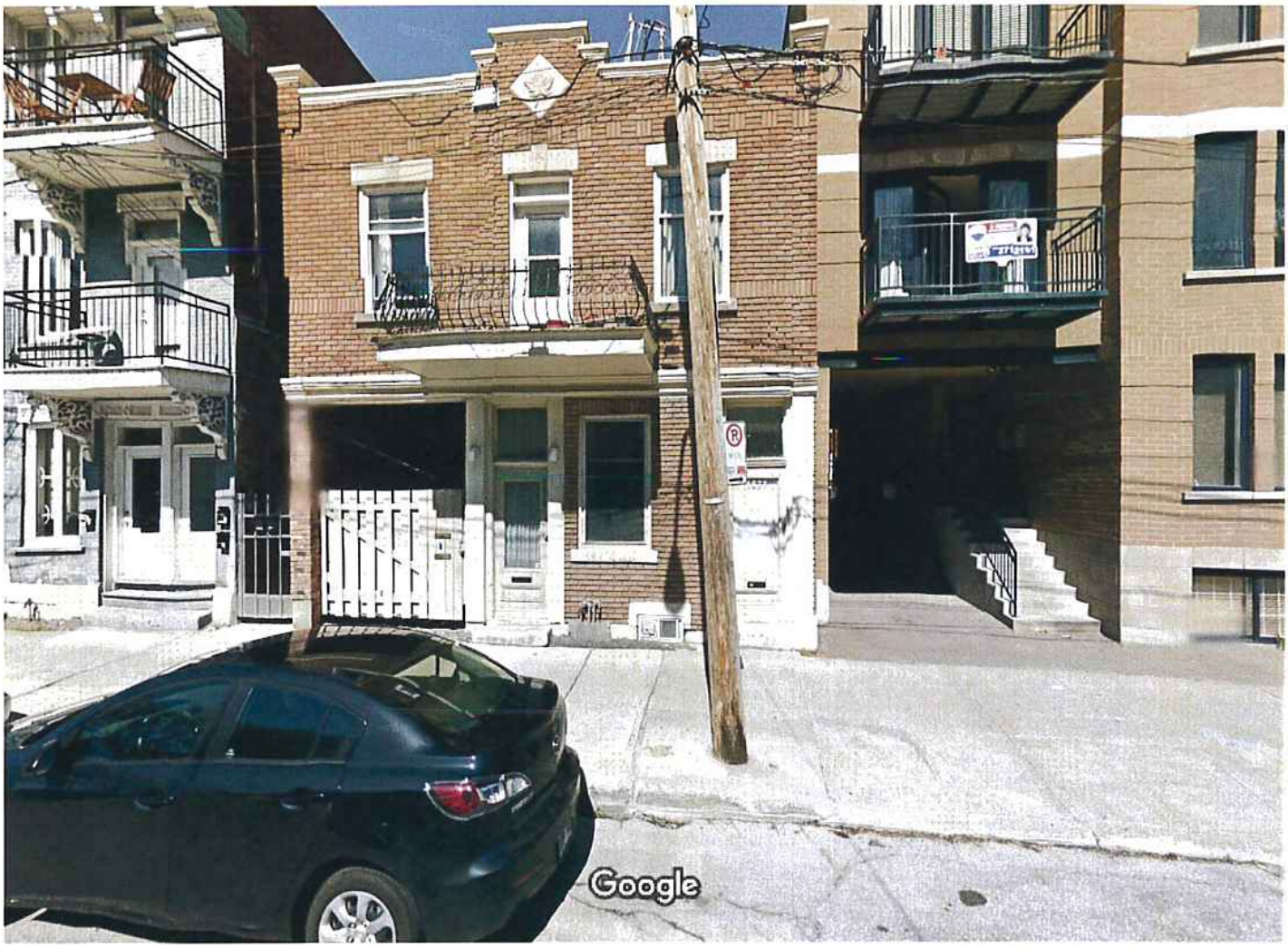
***Art. 127.21.** Dans l'unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques (SMSJ), (…)*
1° une volumétrie cubique avec toiture à fausse mansarde ou toiture plate à corniche ou à parapet;
2° un traitement architectural et une implantation qui atténuent les irrégularités de hauteur et d'alignement entre les bâtiments;
3° l'expression et les composantes architecturales d'origine dans le cas de la transformation d'une porte cochère;
4° la perméabilité des îlots situés entre l'avenue De Lorimier et la rue Fullum par l'aménagement de liens piétonniers ou routiers dans la continuité de la trame de rues à l'est de ceux-ci;
5° des matériaux de revêtement de brique d'argile ou de pierre grise;
6° des bardeaux d'ardoise ou des couvertures métalliques pour les toitures apparentes;
7° la sauvegarde et la mise en valeur des ornements architecturaux identitaires des bâtiments tels les symboles associés à la fonction originale de ceux-ci;
8° des ouvertures aux proportions verticales d'un minimum de 20 % de la superficie de la façade et d'un maximum de 40 % de la superficie de la façade.

Recommandation
Après avoir analysé les plans déposés le 21 février 2017, la Division de l'urbanisme et du développement économique recommande un avis défavorable pour le projet considérant que le balcon possède encore sa forme et son apparence d'origine et qu'il contribue positivement, comme les autres balcons autours, à l'ambiance de la rue Logan. Cette composante d'origine devrait être maintenue en place et réparée.

Louis Routhier
Architecte

Mise à jour :
09 mars 2017

Google Maps 1679 Rue Logan



Date de l'image : mai 2014 © 2017 Google

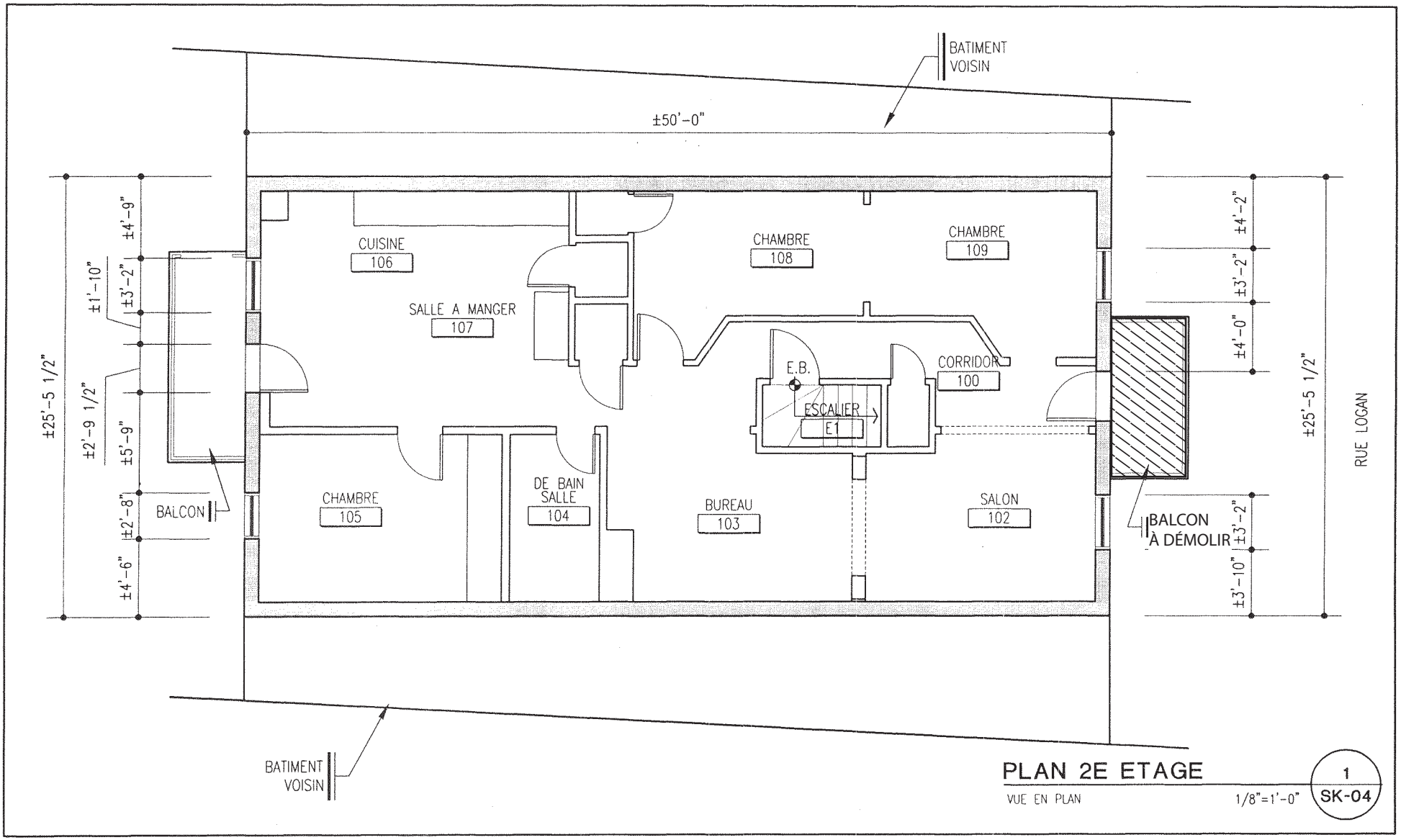
Montréal, Québec

Street View – mai 2014



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 21 FEV. 2017
APPROBATION :

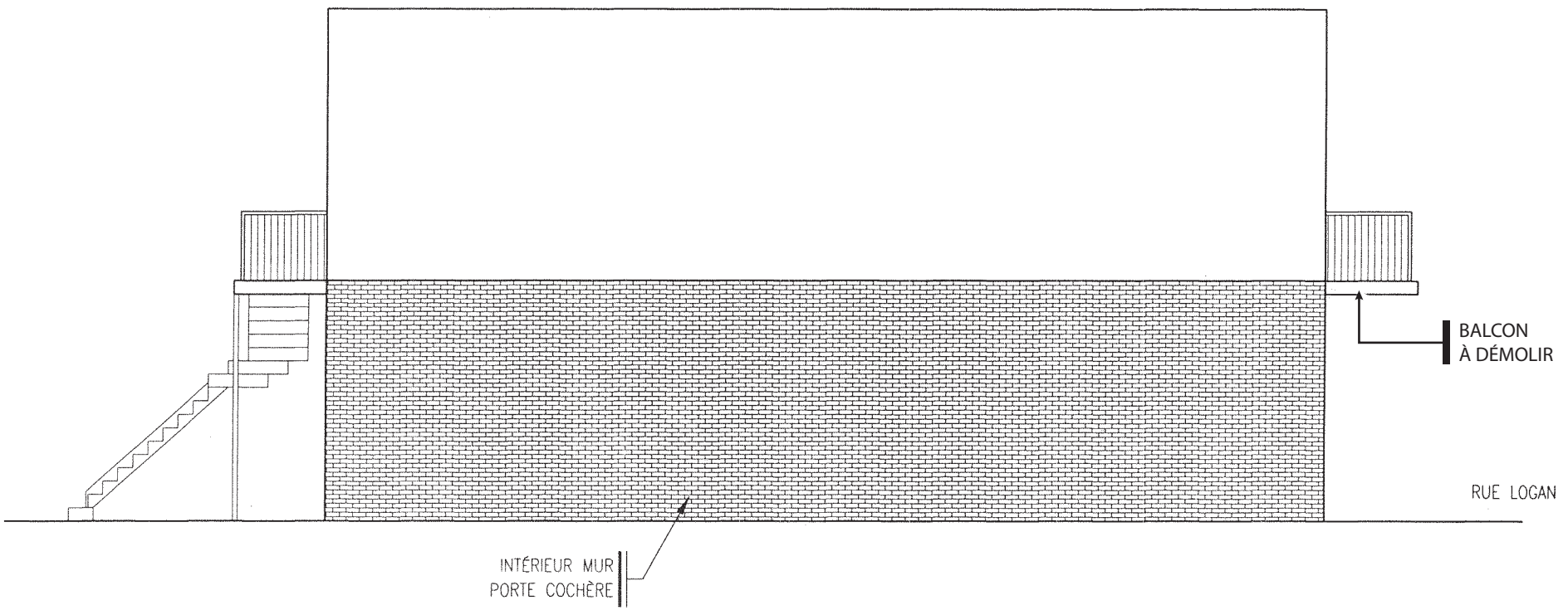
300K84568



TITRE

PROJET RESIDENCE
1673A RUE LOGAN

DOSSIER	DATE	ECHELLE	DESSIN	REV.
04-001	18-10-2004	1/8"=1'-0"	SK-04	00



ELEVATION
PORTE COCHERE

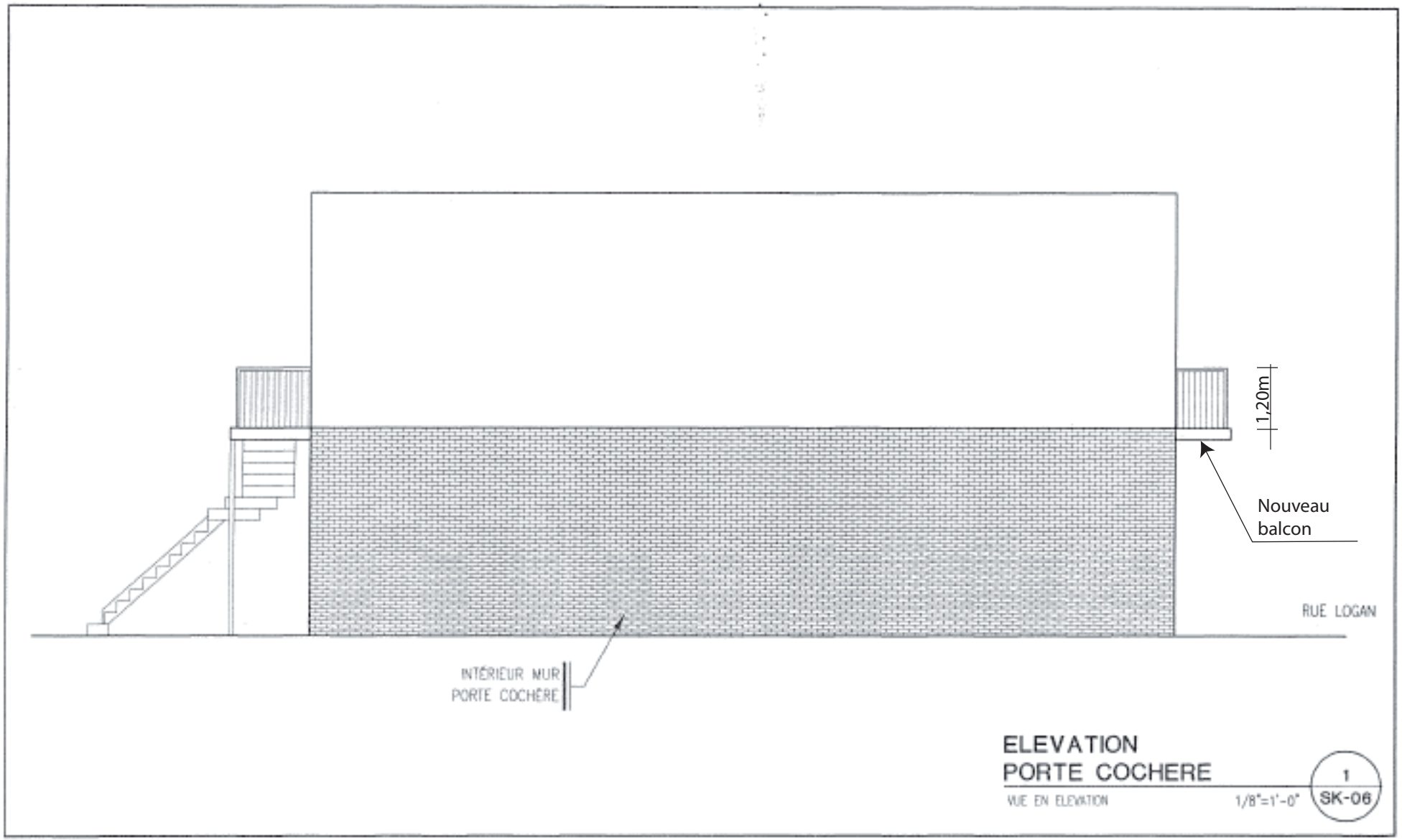
VUE EN ELEVATION 1/8"=1'-0"

1
SK-06

TITRE

PROJET RESIDENCE
1673A RUE LOGAN

DOSSIER	DATE	ECHELLE	DESSIN	REV.
04-001	18-10-2004	1/8"=1'-0"	SK-06	00



ELEVATION
PORTE COCHERE

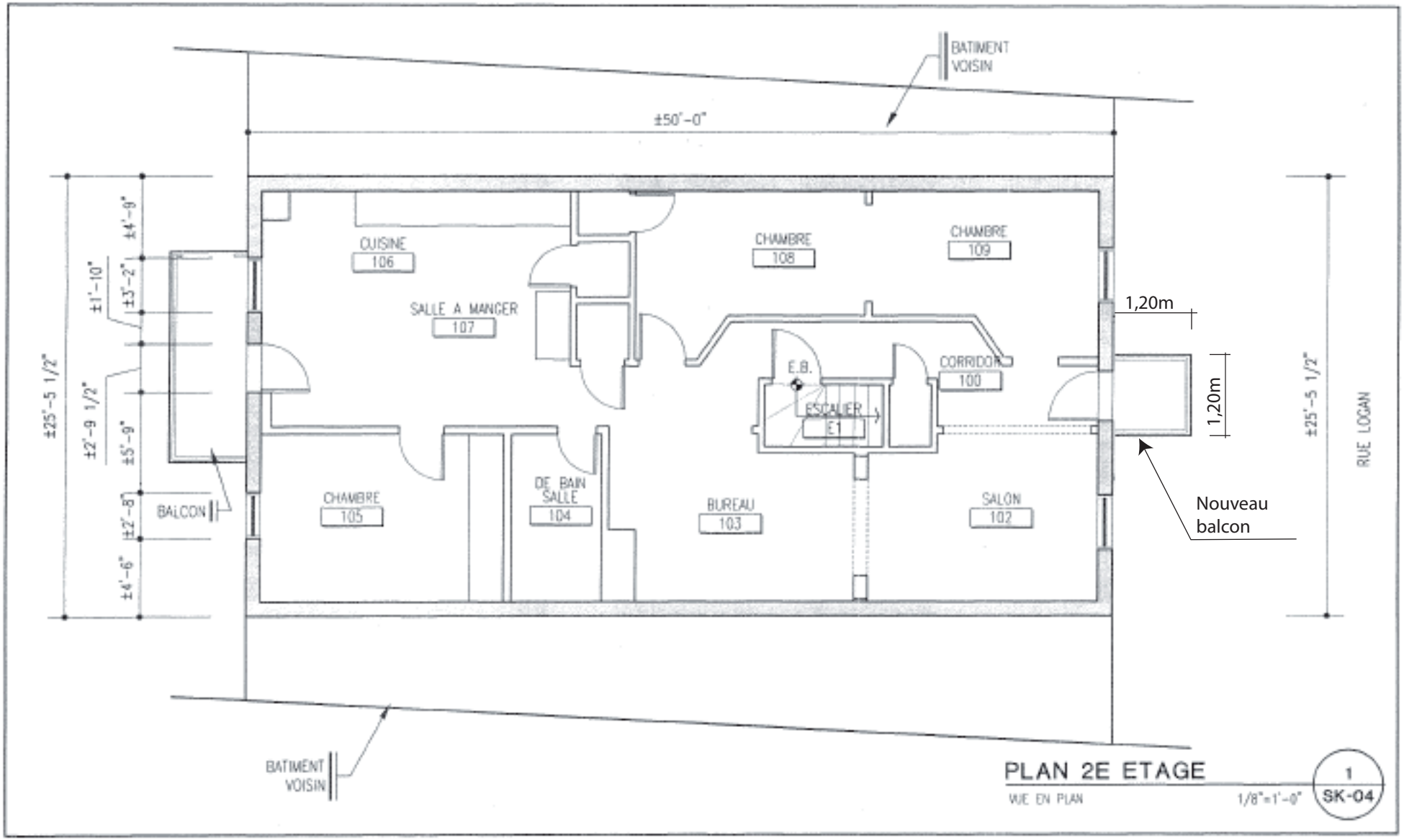
VUE EN ELEVATION 1/8"=1'-0"

1
SK-06

TITRE

PROJET RESIDENCE
1673A RUE LOGAN

DOSSIER	DATE	ECHELLE	DESSIN	REV.
04-001	18-10-2004	1/8"=1'-0"	SK-06	00



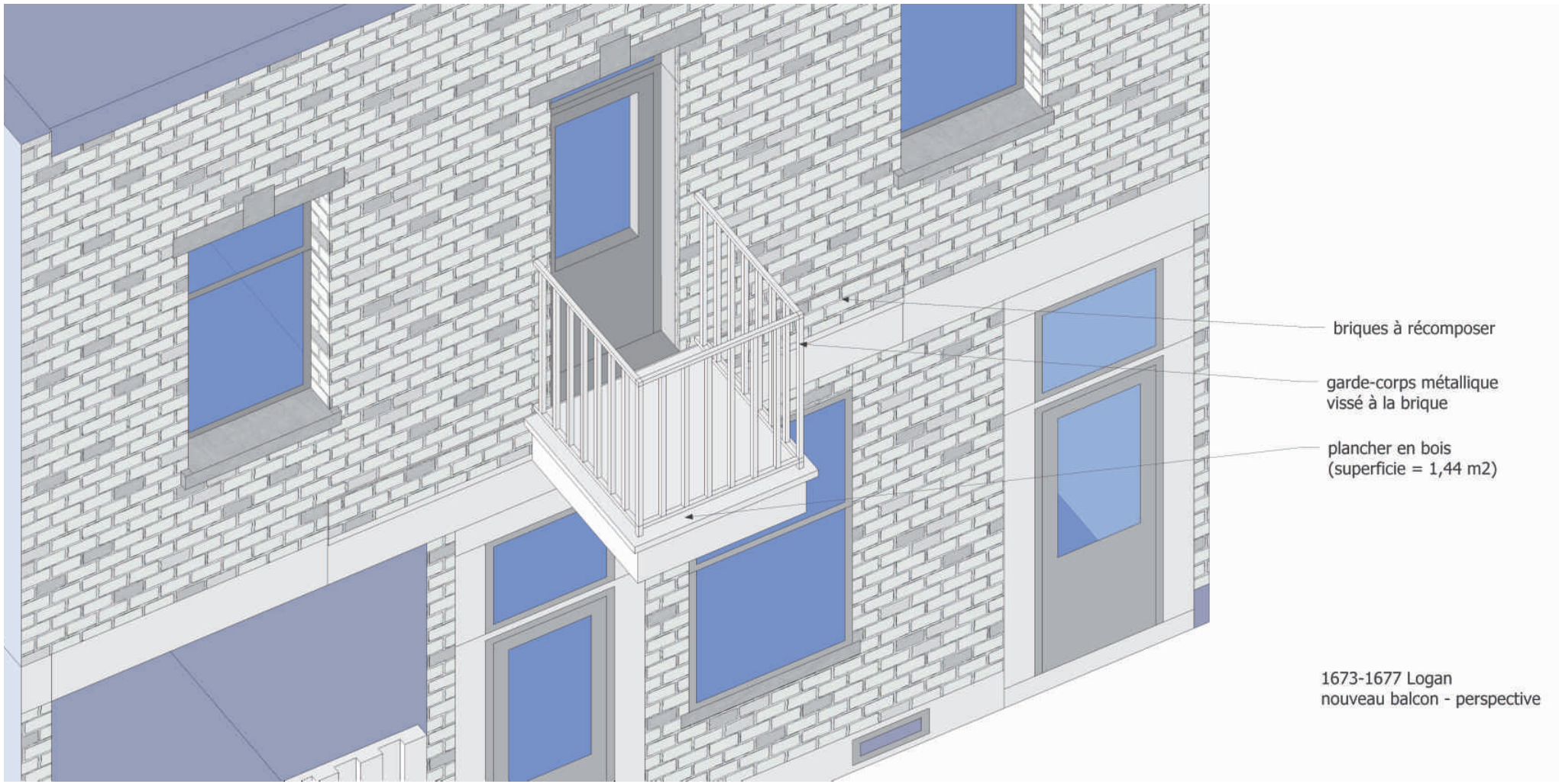
TITRE

PROJET RESIDENCE
1673A RUE LOGAN

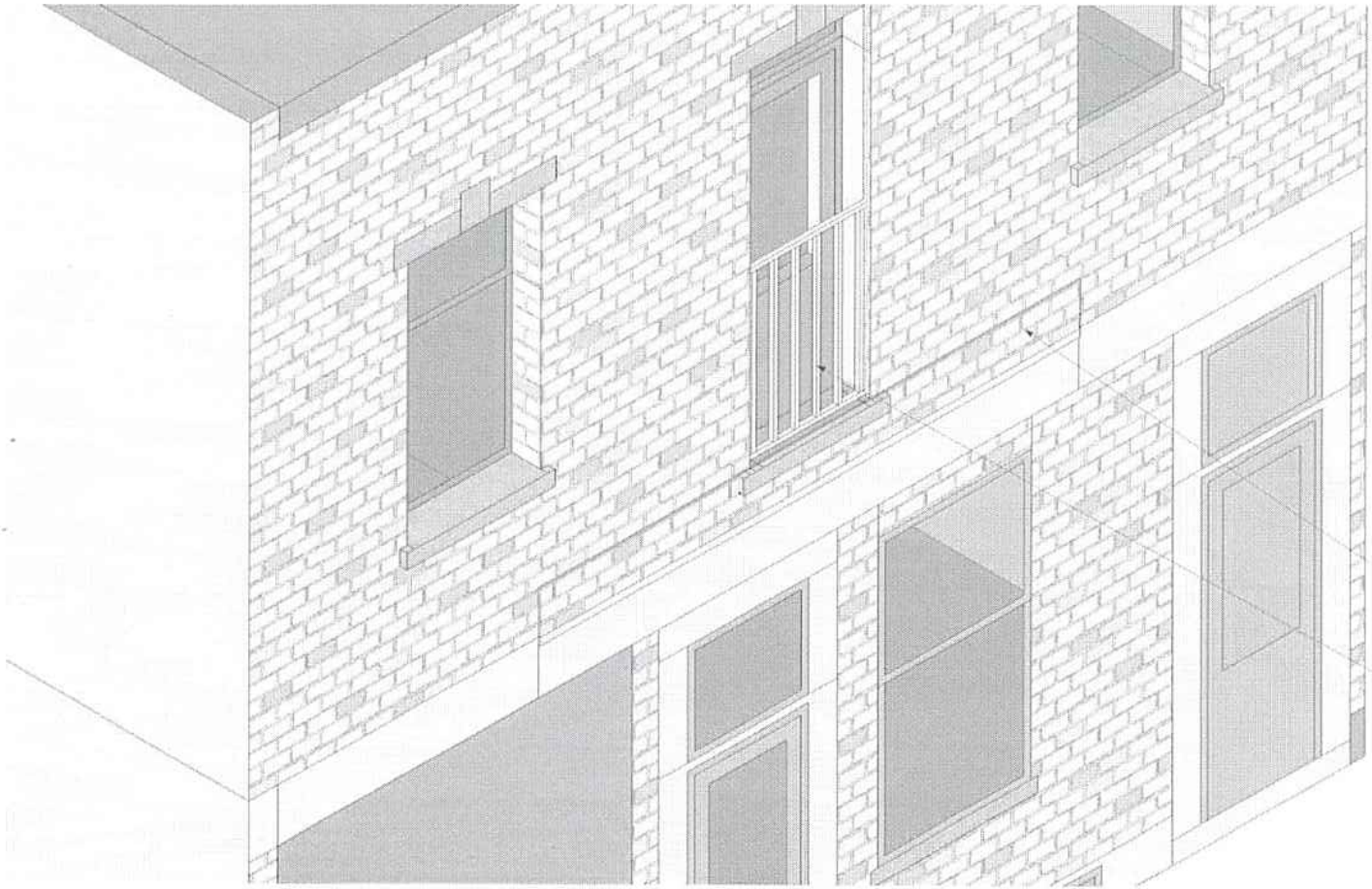
DOSSIER	DATE	ECHELLE	DESSIN	REV.
04-001	18-10-2004	1/8"=1'-0"	SK-04	00



1673-1677 Logan
NOUVEAU BALCON
ELEVATION PRINCIPALE



1673-1677 Logan
nouveau balcon - perspective



briques à récomposer

juliette

1673-1677 Logan
perspective

Ville-Marie Montréal

REÇU LE : 21 FEV. 2017

APPROBATION :

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE: 21 FEV. 2017
APPROBATION :



1673-1677 Logan
ELEVATION PRINCIPALE

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 mars 2017
3001284568
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1673, rue Logan
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise un balcon existant qui doit être reconstruit et qui fait l'objet, depuis sa construction, d'un empiètement sur le domaine public. Afin de cesser de payer les frais relatifs à cet empiètement, le demandeur cherche à réduire l'empiètement, voire l'éliminer. Ainsi, il propose deux options soit la démolition du balcon en façade et l'ajout d'un garde-corps devant la porte de l'étage, ou la démolition du balcon en façade et la reconstruction d'un balcon d'une superficie inférieure. Le balcon à démolir mesure environ 1,2 m x 2,9 m. L'immeuble est un duplex construit en 1900. Dans les 2 options présentées, un garde-corps métallique composé de fins éléments verticaux est proposé. La brique serait ragréée au pourtour de l'ancien balcon. Le nouveau balcon de l'option B mesurerait 1,2 m x 1,2 m et son plancher serait en bois.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le balcon possède encore sa forme et son apparence d'origine et qu'il contribue positivement, comme les autres balcons autour, à l'ambiance de la rue Logan.
Considérant que :	Cette composante d'origine devrait être maintenue en place et réparée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240074

Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Humaniti – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;
c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i) les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;
ii) les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;
iii) l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.27
1177303016
pp 370

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Dossier # : 1177303016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Projet Humaniti

1) D'accorder, pour le terrain compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 13, 14, 16 et SK-12 à SK-17, réalisés par Les services intégrés Lemay inc. et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) l'aménagement et l'occupation du restaurant, du café-terrasse et du stationnement doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) l'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit;

c) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. les aménagements et le mobilier de l'espace libre au sol doivent être conçus de manière à en faciliter l'entretien et à respecter le

caractère du lieu, de l'édifice et de la Place Jean-Paul-Riopelle;
ii les matériaux de revêtement au sol du débarcadère doivent être durables, contribuer à assurer la sécurité des piétons;
iii l'aménagement de l'aire de stationnement et le contrôle des accès doivent assurer la sécurité des utilisateurs, celle des piétons circulant sur les voies publiques adjacentes et être conçus de manière à éviter toute perturbation de la circulation sur les voies publiques adjacentes.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-05 08:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177303016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant notamment un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement et un débarcadère dérogatoires et un stationnement public intérieur pour le bâtiment à construire au 1020, rue De Bleury, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Projet Humaniti

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée afin de construire un complexe résidentiel et commercial comprenant un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé au niveau visé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement situé à une distance inférieure au minimum requis, un débarcadère dérogatoire situé dans un secteur de catégorie d'usages M.7 et un stationnement public intérieur. Une telle proposition déroge à des dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement. (3001319462)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240468 – 13 septembre 2016 – Exiger une garantie bancaire de 188 440 $ requise pour la démolition de l'édifice situé au 1030 - 1040, rue De Bleury.

DESCRIPTION

Le site
Le site², compris entre les rues Hermine, De La Gauchetière, De Bleury et l'avenue Viger, présente une superficie de 7 423 m et bénéficie d'une densité de construction (COS) possible de 12, ce qui autorise la construction d'un édifice de la dimension de la Place Ville-Marie. En matière d'occupation, les usages permis sont ceux typiques du centre des affaires, soit aussi bien l'habitation que le bureau, le commerce ou les principaux équipements collectifs.

Par ailleurs, l'emplacement visé était auparavant occupé par un édifice commercial de 3 étages, aujourd'hui démoli, et un stationnement extérieur en droits acquis. Le site comprend également un édicule appartenant à la société de transport de Montréal (STM) en bordure de la rue Hermine.

Le projet
Le projet proposé comprend l'implantation d'un complexe immobilier dont le volume le plus haut s'élève à 38 étages (120 m), et qui doit abriter plusieurs fonctions, notamment :

· un rez-de-chaussée commercial;
· 6 000 m² de bureau;
· un hôtel de 193 chambres;
· 476 logements (314 locatifs et 162 en copropriété);
· 5 niveaux de stationnement pour un total de 480 unités automobiles et 150 emplacements pour vélos.

Ces chiffres doivent être considérés comme étant indicatifs puisque certaines unités peuvent encore être subdivisées ou, au contraire, réunies. Le complexe aurait donc un basilaire d'une hauteur de 23 m, et une tour dont la hauteur totale atteint 120 m soit le maximum autorisé. Soulignons qu'une version préliminaire avait été soumise pour avis au comité consultatif d'urbanisme (CCU) en août et en septembre 2017 comme projet de remplacement lors de la demande de démolition de l'édifice qui occupait le site ainsi que pour la révision de la construction du volume en surhauteur.

Le projet est conforme aux dispositions réglementaires en matière d'architecture et de volumétrie, néanmoins, la proposition comprend cinq éléments nécessitant une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers.

En premier lieu, le restaurant proposé, qui occupe les deux premiers étages, possède une plus grande surface au niveau supérieur. En effet, les superficies dédiées à la restauration seront réparties de la façon suivante :

· Rez-de-chaussée : 238,7 m²
· Deuxième étage : 606,64 m²

Fait à noter, près de la moitié du deuxième étage sera occupé par les cuisines.

Le projet comprend également un café-terrasse situé sur le toit de la portion est du basilaire dont les étages inférieurs sont uniquement occupés par du bureau. Ce café-terrasse sera associé à la salle d'entraînement, mais également dédié à la clientèle du restaurant.

La troisième dérogation concerne l'emplacement des deux quais de chargement situés à 8,5 m de l'intersection des rues Hermine et De La Gauchetière plutôt que les 18 m exigés. Il est également proposé d'aménager un débarcadère du côté de la rue De La Gauchetière qui constituerait l'entrée principale de l'hôtel prévu. Ce débarcadère comprendrait deux (2) entrées charretières dont la largeur varie entre 8,4 m et 4,5 m et dont le traitement au sol ferait l'objet d'un revêtement distinctif qui sera précisé ultérieurement au cours de la révision conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme.

Enfin, il est proposé de dédier 216 unités (sur 480) à l'usage « stationnement public extérieur ». Un tel usage ne constitue pas une dérogation, mais doit normalement être autorisé via la procédure des usages conditionnels.

Cadre réglementaire
Le projet tel que proposé déroge à cinq articles du règlement d'urbanisme soit :

· l'article 229 qui prévoit qu'un restaurant occupant l'étage au-dessus du rez-de-chaussée doit avoir une superficie inférieure ou équivalente à la superficie du rez-de-chaussée;
· l'article 232 qui autorise un parc de « stationnement public intérieur » uniquement

selon la procédure des usages conditionnels;
· l'article 381, qui prévoit que les débarcadères ne peuvent avoir une largeur dépassant 3 mètres et qu'ils ne sont pas autorisés dans un secteur M.7;
· l'article 392 qui prévoit qu'un café-terrasse ne peut être aménagé sur un toit dans un secteur M.7 où se situe le projet;
· l'article 593 qui prévoit qu'un quai de chargement doit être situé à une distance minimale de 18 mètres d'une intersection.

Ces dérogations peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers.

JUSTIFICATION

Cette proposition ne comprend aucune modification à l'architecture ni à l'apparence du bâtiment tel qu'il avait été soumis au CCU précédemment. En effet, le projet a été présenté pour une première fois dans le cadre de la demande de démolition et une seconde fois pour la révision de la surhauteur. Dans les deux cas, il a fait l'objet d'un avis favorable comprenant une recommandation qui appuyait le maintien de la volumétrie proposée.
Éléments dérogatoires
Les dérogations du projet sont somme toute mineures et n'ont qu'un faible impact sur le milieu. Dans l'ensemble, celles-ci s'expliquent par le contexte particulier d'un site aux abords du Vieux Montréal (rues étroites, implantation du bâti sans marge de recul) et la programmation d'un projet de forte mixité. Une disposition du projet n'est d'ailleurs aucunement dérogatoire puisque son autorisation pourrait relever de la procédure des usages conditionnels.

La dérogation relative à la superficie de plancher du restaurant est rendue nécessaire par la configuration intérieure du bâtiment. En effet, le rez-de-chaussée de cette portion du basilaire sera occupé par le hall d'entrée de l'hôtel ainsi que par l'espace donnant aux ascenseurs des résidents des logements situés dans la tour. Par conséquent, la superficie disponible au rez-de-chaussée s'en trouve fortement limitée. De plus, la présence d'un restaurant ayant front sur la rue De Bleury permet de contribuer à l'animation sur la rue, mais également à celle de la Place Riopelle. Enfin, puisque toute l'activité prend place à l'intérieur du bâtiment et que ce tronçon de la rue De Bleury est à vocation commerciale, l'aménagement proposé n'est pas susceptible d'affecter la quiétude des résidents voisins.

L'implantation du café-terrasse sur le toit du bâtiment est compatible avec le milieu environnant puisque tous les bâtiments directement adjacents ont des usages commerciaux. Qui plus est, puisqu'il desservira la clientèle de la salle de sport, l'impact sur la quiétude des résidents sera limité. Toutefois, cette salle de sport étant ouverte à la clientèle extérieure, il est proposé d'interdire l'affichage lié à l'usage « centre d'activité physique ».

En ce qui concerne l'emplacement des quais de chargement, celui-ci est justifié par la configuration des rues du secteur. En effet, la rue Hermine est la rue appropriée pour accueillir un tel espace en regard de son échelle, mais aussi par rapport aux autres axes : un tel équipement ne serait pas indiqué sur les rues De Bleury, De La Gauchetière ou sur l'avenue Viger. Par contre, la présence d'un édicule de la STM ayant front sur la rue Hermine limite l'espace pour aménager quai de chargement. Pour cette raison, l'emplacement proposé déroge aux dispositions réglementaires. Cette proposition a par ailleurs été présentée à la division de la circulation et de l'inspection du domaine public de l'arrondissement et l'impact sur la circulation a été jugé acceptable.

Compte tenu de la présence d'un hôtel et puisque la rue De La Gauchetière est à sens unique, un débarcadère avec deux accès s'avère nécessaire pour gérer les arrêts fréquents

à l'intérieur du site sans nuire à la fluidité de la circulation. Par ailleurs, un débarcadère de ce type n'est pas envisageable sur les artères de circulation majeure telles que la rue De Bleury ou l'avenue Viger, ni sur la rue Hermine où seront localisés les accès au stationnement et aux quais de chargement du bâtiment et de la STM.

Ce débarcadère avait été présenté au CCU précédemment dans le cadre d'une dérogation mineure. La proposition avait fait l'objet d'un avis favorable à la condition de réduire la largeur des voies. Des simulations à l'aide du logiciel AutoTURN ont démontré qu'une largeur minimale de 4,5 mètres est nécessaire pour que les manœuvres soient effectuées de façon sécuritaire. En effet, l'étroitesse de la rue De La Gauchetière et le peu de profondeur du débarcadère au sein de l'îlot sont des contraintes qui justifient des voies élargies.

Usage stationnement public intérieur
L'usage « stationnement public intérieur » est justifiable à l'intérieur de ce bâtiment. L'impact sur la desserte du bâtiment est minimal puisque le stationnement offre toujours le nombre minimal exigé en fonction de la réglementation. De plus, la demande en espaces de stationnement pour le secteur s'est vue augmenter depuis le début des travaux sur le site puisqu'il était auparavant occupé par un stationnement de plus de 100 unités.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-01

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-02

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
18 janvier 2018
3001366166
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1020, rue De Bleury

Responsable : Olivier Légaré

Description : La demande vise la construction d'un complexe résidentiel et commercial comprenant un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé au niveau visé, un café-terrasse sur un toit, un quai de chargement situé à une distance inférieure au minimum requis et un stationnement public intérieur.

Le site visé, situé immédiatement au nord de la Place Riopelle, dans le Quartier international de Montréal, présente une superficie de 7 423 m², et bénéficie d'une densité de construction (COS) possible de 12, ce qui autorise la construction d'un édifice de la dimension de la Place Ville-Marie. En matière d'occupation, les usages permis sont ceux typiques du centre des affaires, soit aussi bien l'habitation que le bureau, le commerce ou les principaux équipements collectifs. L'emplacement était auparavant occupé par un édifice commercial de 3 étages, aujourd'hui démoli, et un stationnement extérieur. Le site comprend également un édicule appartenant à la société de transport de Montréal (STM) en bordure de la rue Hermine.

Le restaurant proposé, qui occupe les deux premiers étages, possède une plus grande surface au niveau supérieur. En effet, les superficies dédiées à la restauration seront de 238.7 m² au rez-de-chaussée et de 606,64 m² au deuxième étage. Près de la moitié du deuxième étage sera occupé par les cuisines. Le projet comprend également un café-terrasse situé sur le toit de la portion est du basilaire dont les étages inférieurs sont uniquement occupés par du bureau. Ce café-terrasse sera associé à la salle d'entraînement, mais également dédié à la clientèle du restaurant.

La troisième dérogation concerne l'emplacement des deux quais de chargement situés à 8,5 m de l'intersection des rues Hermine et De La Gauchetière plutôt que les 18 m exigés.

Enfin, il est proposé de convertir les unités de stationnements excédant le minimum exigé à l'usage « stationnement public intérieur ». Par conséquent, des 480 unités de stationnement prévues au départ, 216 seront ouvertes à une clientèle extérieure. Un tel usage ne constitue pas une dérogation, mais doit se conformer à la procédure des usages conditionnels.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante :	Une garantie bancaire a été exigée pour la démolition par la décision CA16 240468.
Considérant que :	La dérogation relative la superficie plancher du restaurant est rendue nécessaire par la configuration intérieure du bâtiment.
Considérant que :	L'implantation du café-terrasse sur le toit du bâtiment est compatible avec le milieu environnant qui est principalement commercial.
Considérant que :	L'emplacement des quais de chargement est justifié par la configuration des rues du secteur.
Considérant que :	La présence d'un édicule de la Société de transport de Montréal (STM) ayant front sur la rue Hermine limite l'espace pour aménager quai de chargement.
Considérant que :	Le Service des études techniques de l'arrondissement a jugé que l'impact sur la circulation serait limité.
Considérant que :	L'usage « stationnement public intérieur » est justifiable à l'intérieur de ce bâtiment et l'impact est minimal puisque le stationnement offre toujours le nombre minimal exigé en fonction de la réglementation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'affichage de l'usage « centre d'activité physique » est interdit.**

25/1/2018
Richard Ryan
Vice-président

25-01-2018
Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 décembre 2016
3001249548
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1030-1040, rue De Bleury
Responsable :	Olivier Légaré et Bruno Collin
Description :	La demande vise à aménager un débarcadère du côté de la rue De La Gauchetière qui constituerait l'entrée principale de l'hôtel prévu. Ce débarcadère comprendrait deux (2) entrées charretières dont la largeur varie entre 8,4 m et 4,5 m et dont le traitement au sol ferait l'objet d'un revêtement distinctif qui sera précisé ultérieurement au cours de la révision conformément au Titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Le site visé est actuellement occupé par un stationnement extérieur et un édifice commercial de 3 étages, qui est vacant depuis près de 10 ans. Situé immédiatement au nord de la Place Riopelle, dans le Quartier international de Montréal. Cet emplacement fait l'objet d'un projet de développement d'un complexe immobilier dont le volume le plus haut s'élève à 120 m, et qui doit abriter plusieurs fonctions. Le projet déroge à deux dispositions de l'article 9 du *Règlement d'urbanisme 01-282* soient d'aménager un débarcadère dans un secteur non autorisé et d'aménager un débarcadère dont la largeur des voies est supérieure au maximum autorisé de 3 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Un débarcadère avec deux accès s'avère nécessaire pour gérer les arrêts fréquents à l'intérieur du site sans nuire à la fluidité de la circulation, et qu'un débarcadère de ce type n'est par ailleurs ni envisageable sur les artères de circulation majeure telles que la rue De Bleury ou l'avenue Viger, ni sur la rue Hermine sur laquelle seront localisées les accès au stationnement et aux quais de chargement du bâtiment et de la STM.
Considérant que :	La largeur des voies d'accès du débarcadère aura un impact important sur la qualité du domaine public ainsi que le confort et la sécurité des piétons, et que malgré le revêtement distinctif proposé, il serait important de réduire la largeur proposée de ces entrées charretières.

Considérant que : L'aménagement proposé pour le débarcadère devrait être amélioré afin de réduire l'impact sur la qualité du domaine public et que la proposition ne présente aucun aménagement paysager dans l'espace compris entre les deux voies d'accès.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la largeur des entrées charretières.**
- **Soumettre une proposition d'aménagement paysager pour l'espace compris entre les deux entrées charretière lors de la révision conformément au Titre VIII.**
- **Soumettre une proposition de matériau de revêtement au sol à la révision conformément au Titre VIII.**

Il est à noter que monsieur Bruno Longval n'était pas présent au moment des délibérations et du vote.

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

COUPE BISTRO



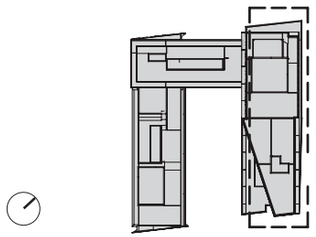
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

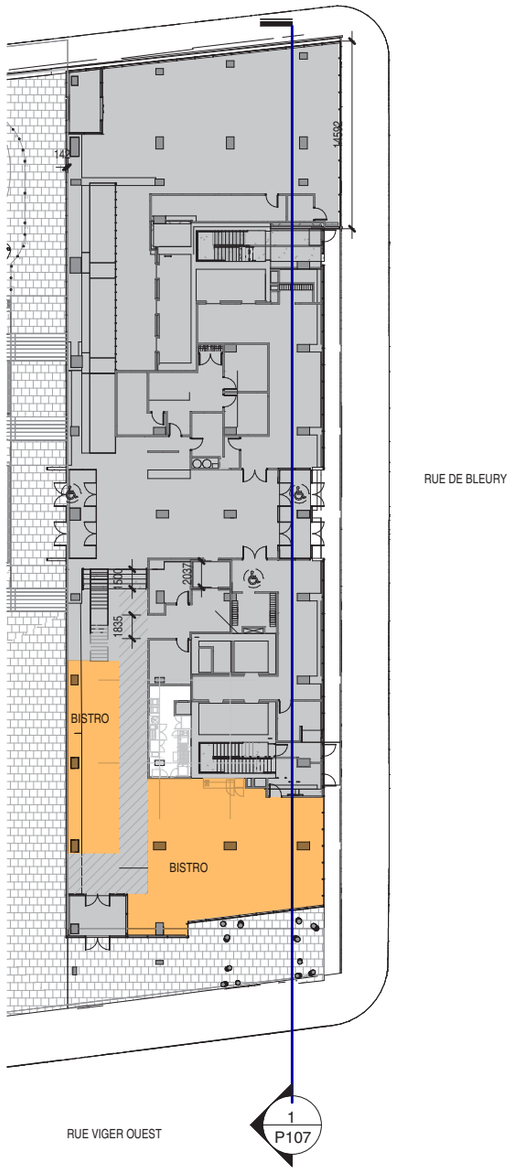
2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN ÉTAGE BISTRO

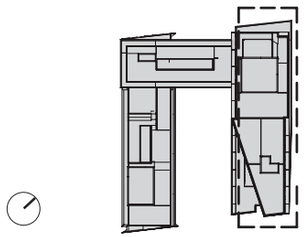
FONCTION	SUPERFICIE
Bistro	238,7 m²

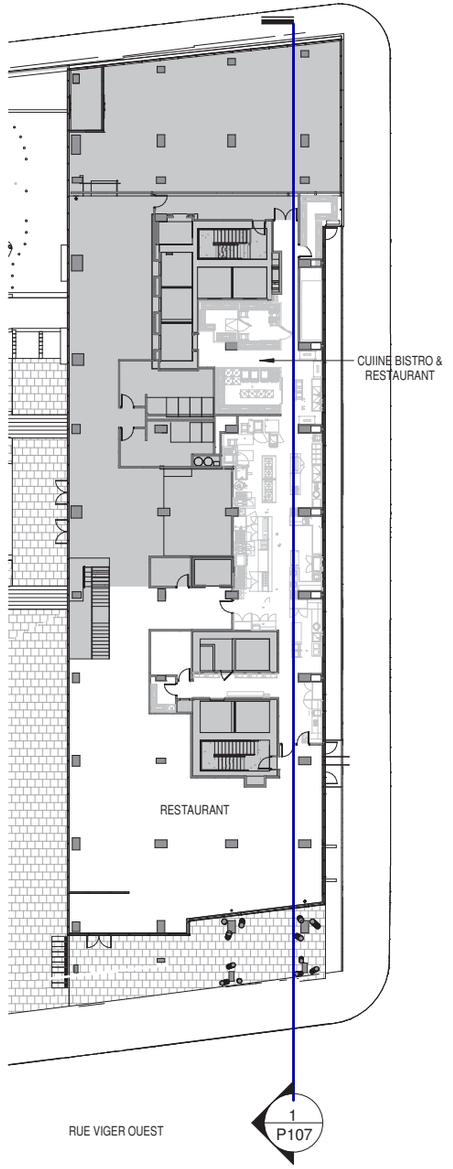




PLAN ÉTAGE RESTAURANT

FONCTION	SUPERFICIE
Cuisines	268,84 m²
Restaurant	337,8 m²



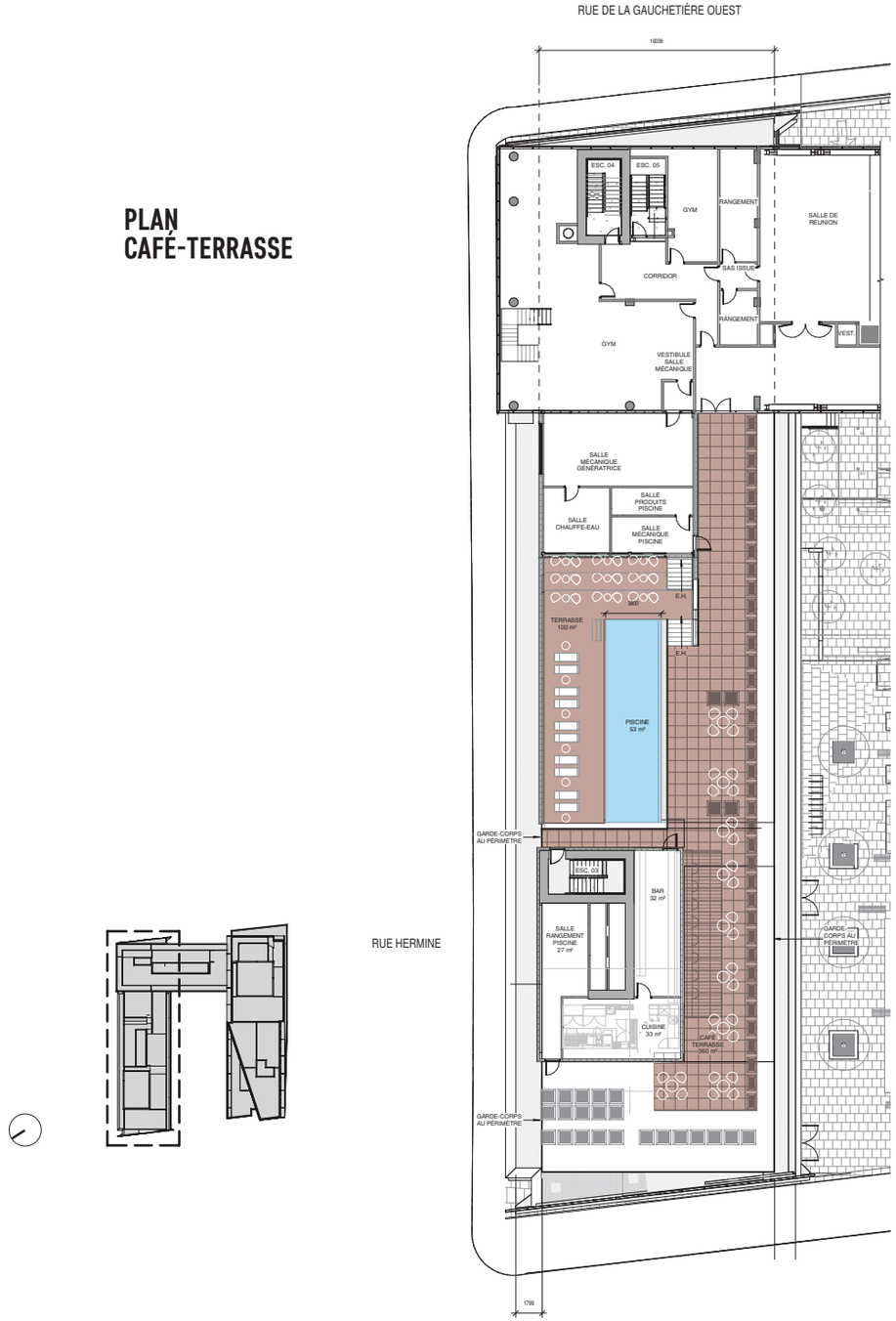


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

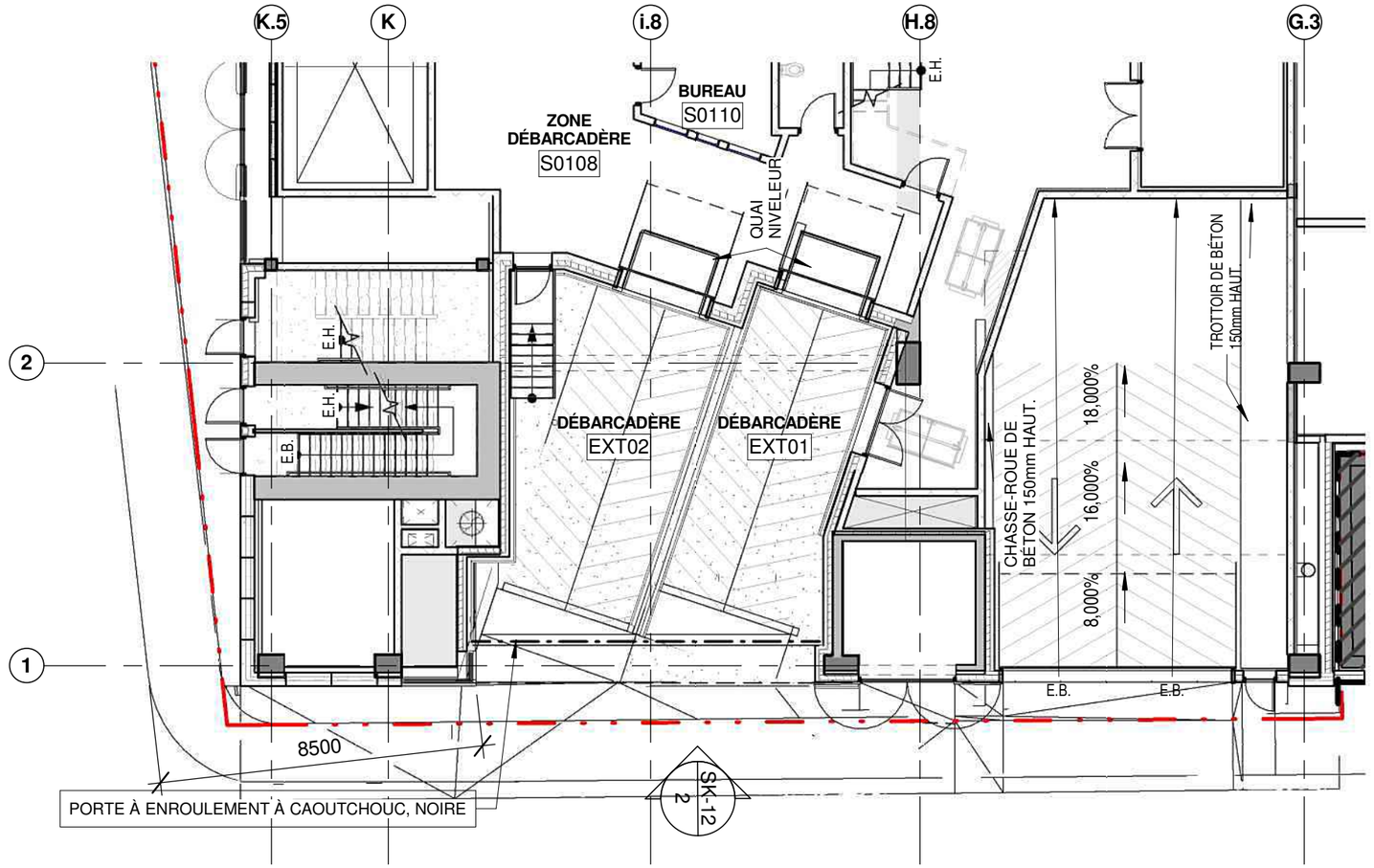
PLAN
CAFÉ-TERRASSE



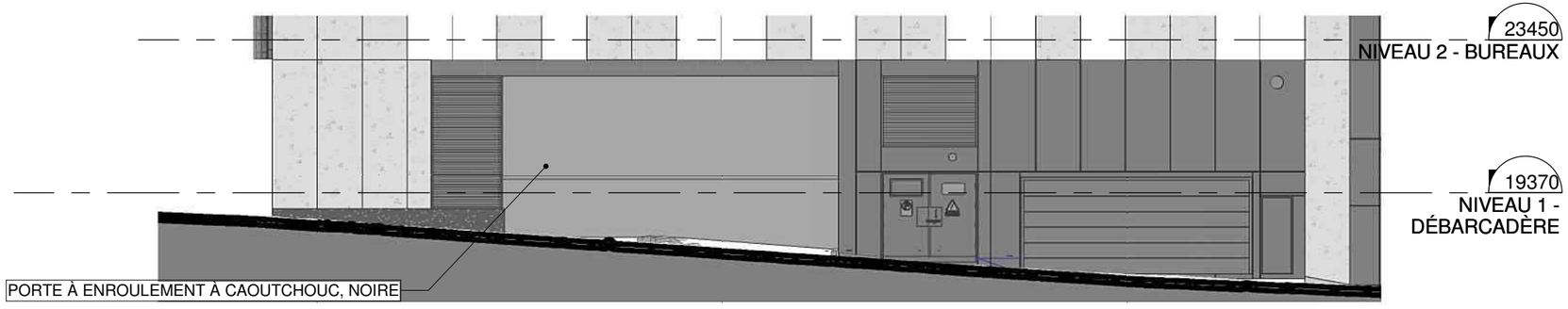
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **PLAN DU NIVEAU RDC**
SK-12 Échelle:1 : 150



2 **ÉLÉVATION RUE HERMINE**
SK-12 Échelle:1 : 150

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

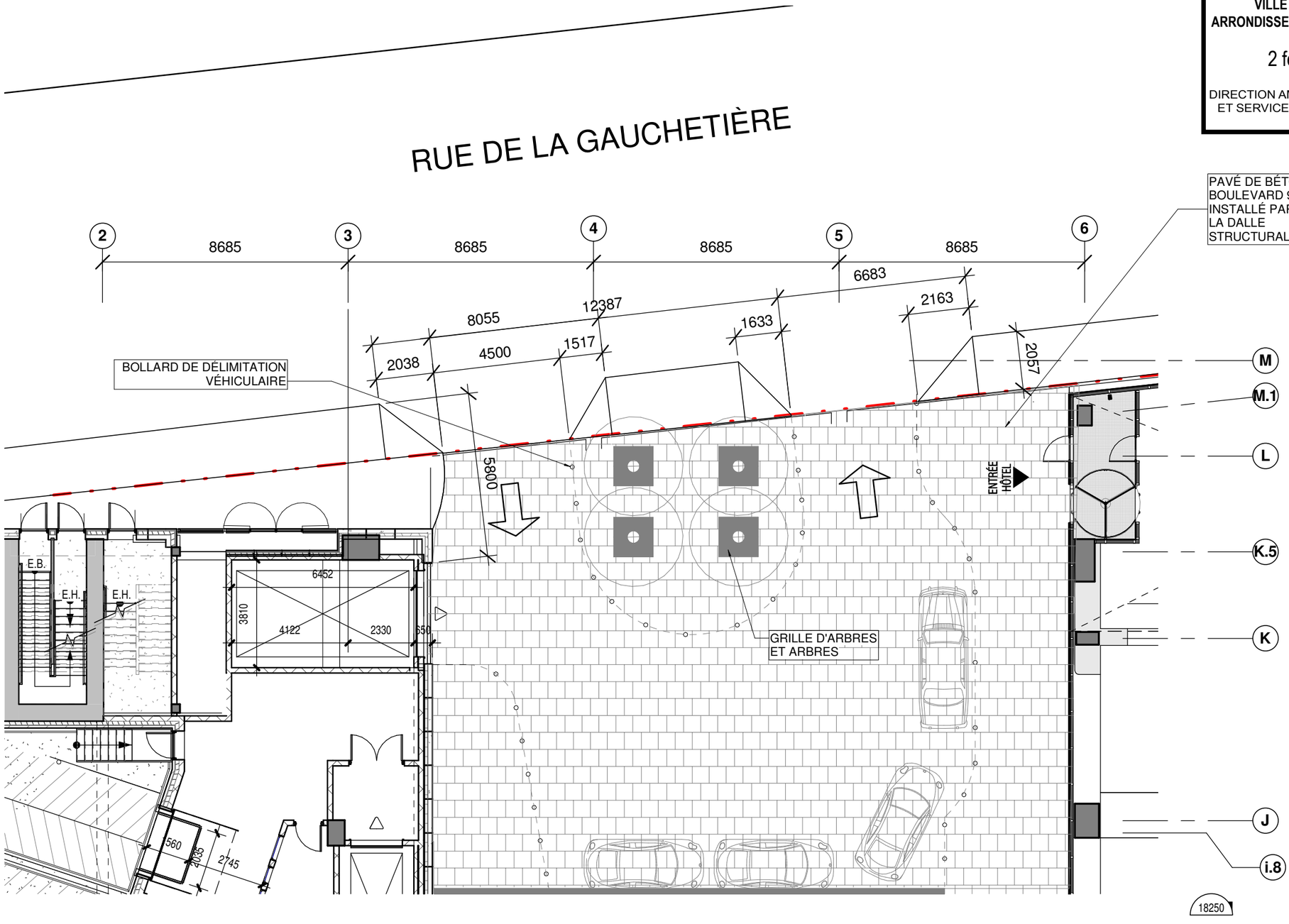
LEMAY | COGIR - HUMANITI
PPCMOI - QUAI DE LIVRAISON

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	1 : 150	01/31/18	SK-12

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



lemay®

3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
PPCMOI - DÉBARCADÈRE

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	1 : 150	01/31/18	SK-13 18/22

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS5: 116 UNITÉS



1 **NIVEAU SS5- STATIONNEMENT**
SK-14 Échelle:1 : 400

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 **f** 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS-SOL 5

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	**1 : 400**	**01/31/18**	SK-14 19/22

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS4: 43 UNITÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS4 - STATIONNEMENT**
SK-15 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS-SOL 4

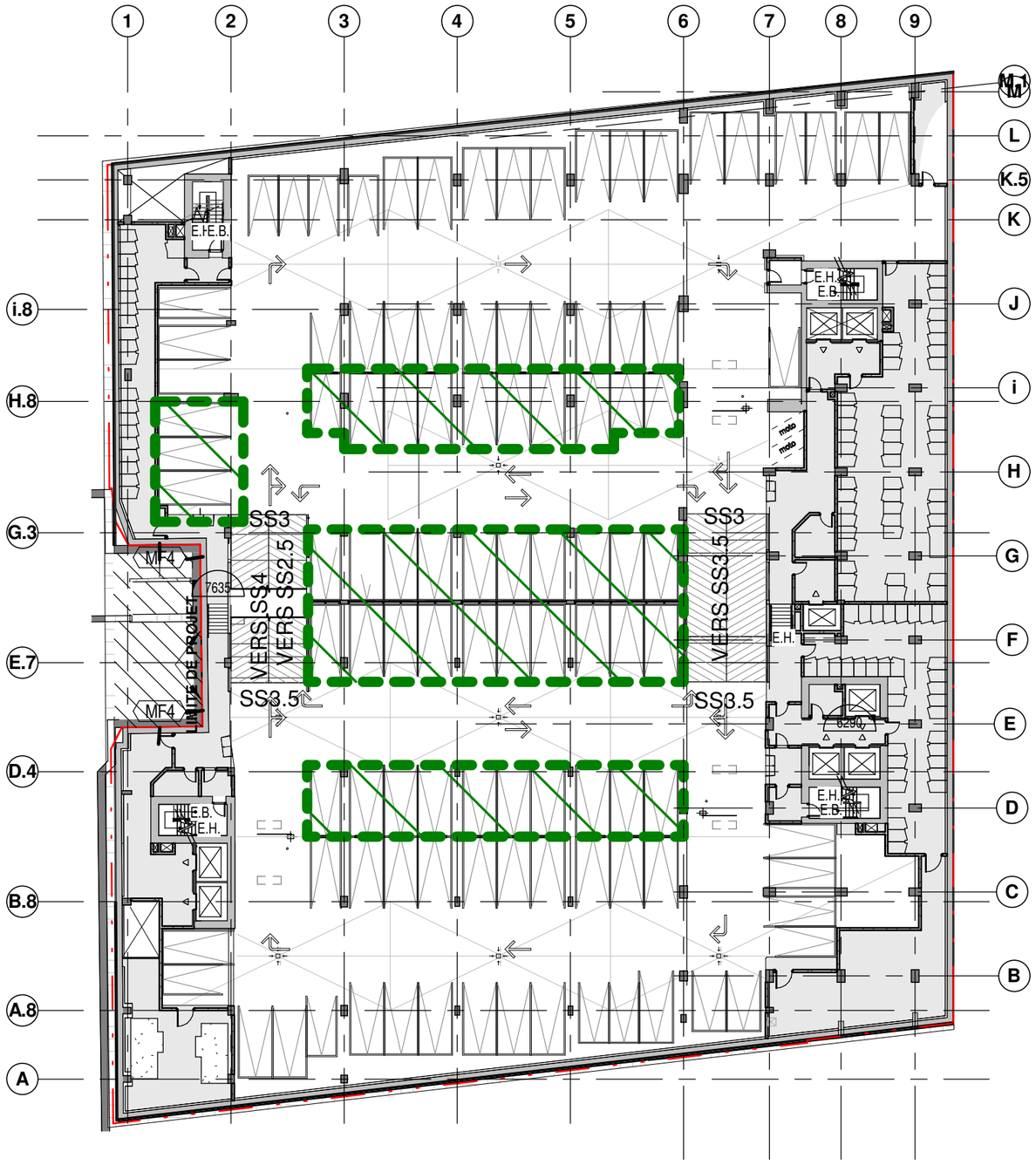
# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	1 : 400	01/31/18	SK-15 20/22

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS3: 43 UNITÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS3 - STATIONNEMENT**
SK-16 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 f 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS SOL 3

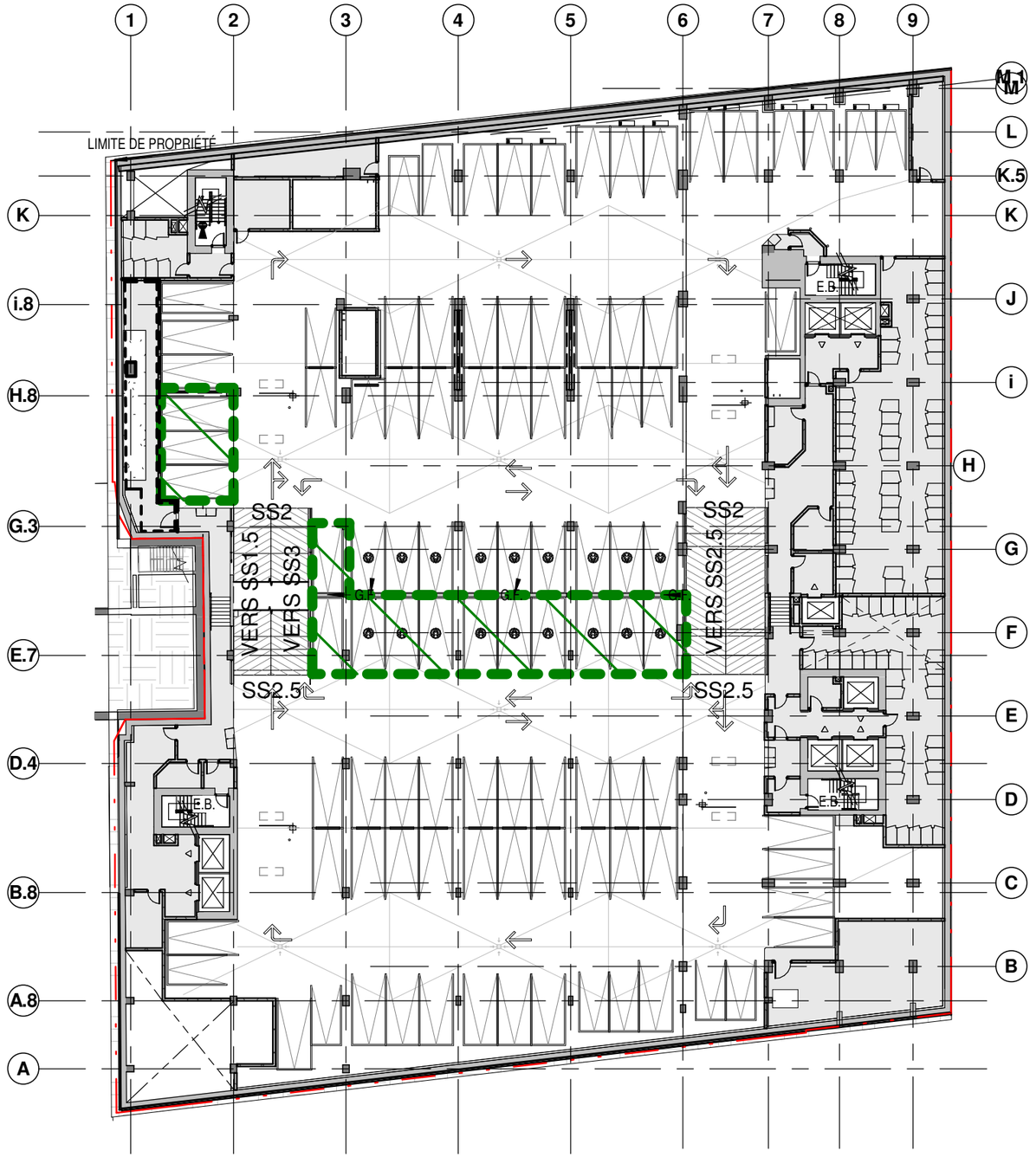
# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	1 : 400	01/31/18	SK-16 21/22

ZONE RÉSERVÉE À L'OPÉRATEUR DU PARC
DE STATIONNEMENT PUBLIC INTÉRIEUR
TOTAL: 216 UNITÉS
SS2: 14 UNTÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



1 **NIVEAU SS2 - STATIONNEMENT**
SK-17 Échelle:1 : 400

lemay®
3500, rue saint-jacques,
montréal (qc) canada h4c 1h2
t 514 932-5101 **f** 514 935-8137
lemay.com

LEMAY | COGIR - HUMANITI
STATIONNEMENT - SOUS SOL 2

# dossier | file #	Échelle | Scale	Date | Date	#Dessin | Drawing#
15-0273	**1 : 400**	**01/31/18**	SK-17 22/22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186890002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

De désigner la place Jacques-Cartier comme étant une place publique, du 1 avril 2018 à 8 h au 31 octobre 2018 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la place Jacques-Cartier et y autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installés le long de ce tronçon, du 1 avril 2017 au 31 octobre 2018, entre 11 h et 3 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2, article 7), permettant l'installation d'éléments décoratifs; et autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la Place Jacques-Cartier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 11:44

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186890002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique (SDC), l'Association des résidants du Vieux-Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont accepté de piétonniser la Place Jacques-Cartier pour rendre le domaine public accessible à tous les piétons et visiteurs. La Place Jacques-Cartier sera donc piétonnisée pour la période du 1 avril au 31 octobre 2018. La rue sera rouverte à la circulation à compter du 1 novembre 2018 - 7 h 00.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1176890009 - CA17 240191 du mardi 11 avril 2017 - Désigner, comme étant une place publique, la Place Jacques-Cartier, du 1er avril au 31 octobre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation d'aires de repos et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et l'Association des résidants du Vieux-Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser, la Place Jacques-Cartier , du 1 avril 2018 à 8 h au jeudi 31 octobre 2018 à 7 h. Quotidiennement la Place Jacques-Quartier devient piétonnière durant cette période et rouverte à la circulation à partir de 1er novembre 2018.

Les cafés terrasses pourront être exploités de 11 h à 3 h, du 1 avril au mercredi 31 octobre 2018, suivant l'obtention d'un permis émis par l'arrondissement de Ville-Marie.. La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés-terrasses.

La Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique devra notamment :

- Assurer la coordination de l'installation des cafés terrasses;

- Assurer l'animation, en déterminer la programmation et encadrer les amuseurs publics qui seront invités sur le site, s'il y a lieu;

Désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant des places publiques la Place Jacques-Cartier , du 1 avril 2018 à 8 h au 31 octobre 2018 à 7 h et y autoriser l'occupation temporaire du domaine public pour permettre l'installation des cafés terrasses et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11.1) l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés terrasses installées le long de ce tronçon, du 1 avril 2018 au 31 octobre 2018, entre 11 h et 23 h et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. permettant la fermeture de rue;

D'autoriser l'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la place Jacques-Cartier permettra de promouvoir le Vieux-Montréal à titre de destination culturelle et d'offrir aux visiteurs un lieu de qualité festif et sécuritaire. Elle mettra ce territoire en valeur et favorisera sa vitalité commerciale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En partenariat avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie mènera des actions de communications auprès des publics cibles concernés. Des avis seront acheminés aux commerçants et aux résidants du secteur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de l'événement pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. : 514 872-2006

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-16

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100

Approuvé le : 2018-02-21

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la Place Jacques-Cartier**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la Place Jacques Cartier est interdite du 1 avril à 8 h au 31 octobre 2018 à 7 h

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 05 h 00 et 11 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la Place Jacques-Cartier**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la Place Jacques-Cartier est désignée comme étant une place publique du 1 avril à 8 h au 31 octobre 2018 à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées le long de la Place Jacques-Cartier.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 1 avril au 31 octobre 2018, de 11 h à 3 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX **Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la Place Jacques-Cartier**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la place Jacques-Cartier, il est permis de peindre au pochoir sur la place Jacques-Cartier, avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 1 avril au 31 octobre 2018.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 1 avril au 31 octobre 2018.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1187524001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du certificat d'enseigne commerciale sur un immeuble situé au 1972, rue Sainte-Catherine Ouest

Attendu que 15 février 2018 le Comité Consultatif d'urbanisme a émis un avis défavorable: De refuser, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du certificat, l'installation d'une enseigne commerciale telle qu'illustrée aux documents préparés par la compagnie Slon Enseignes, déposés le 15 janvier 2018 à l'arrondissement Ville-Marie, concernant l'immeuble situé au 1972, rue Sainte-Catherine Ouest, suite à la demande de certificat d'enseigne 3001336129.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 11:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187524001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), sur la délivrance du certificat d'enseigne commerciale sur un immeuble situé au 1972, rue Sainte-Catherine Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de certificat d'enseigne commerciale a été déposée pour le 1972, rue Sainte-Catherine Ouest, situé dans l'unité de paysage Artère commerciale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

La demande vise l'installation d'une enseigne à plat suite à l'aménagement d'un nouveau commerce. Il s'agit d'un immeuble commercial de 24 étages construit en 1975. L'enseigne, mesurant 0,76 m par 5,84 m, est constituée d'un boîtier opaque noir sur lequel on retrouve l'inscription « REPORT FITNESS » en lettrage blanc rétro-éclairé, ainsi que du logo du commerce. Elle est fixée sur le parement de béton avec relief de l'immeuble, au-dessus de l'entablement prévu à cet effet.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a évalué et traité cette demande de certificat quant à l'impact de l'ajout de l'enseigne commerciale sur la façade de l'immeuble, en fonction des facteurs et des critères établis à l'article 472.1 du règlement d'urbanisme (01-282) (voir pièce jointe).
Après avoir analysé les plans déposés le 15 janvier 2018, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande un avis défavorable pour le projet considérant que:
-Les panneaux de béton en relief, qui sont des éléments architecturaux caractéristiques du bâtiment, ne devraient pas être recouverts par l'enseigne;
-L'enseigne devrait être localisée sur l'entablement métallique surmontant la vitrine qui est destiné à cet effet;
-La nouvelle proposition du demandeur ne répond pas à une des deux conditions émises par le Comité consultatif d'urbanisme à la séance du 5 octobre 2017 (voir pièce jointe).

Suite à l'avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme du 15 février 2018, le

demandeur a déclaré ne pas souhaiter modifier son projet.

L'avis du comité doit être entériné par le conseil d'arrondissement, puisque la délégation de la décision au Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ne peut se faire que pour les avis favorables du comité, selon le Règlement CA-24-009 (Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution;
Refus du certificat d'enseigne commerciale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis ROUTHIER
Architecte

Tél : 514 868-4186
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-27

Demande de certificat d'enseigne - 3001336129
1972, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Report santé physique centre-ville Inc.
Concepteur : SLON enseignes
Investissements : S.o.

Contexte
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Artère commerciale.









Décision antérieure
À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet, aux conditions suivantes :

a) Réduire la hauteur de l'enseigne proposée;
b) Installer l'enseigne sur l'entablement surmontant la vitrine.

Description
La demande vise l'installation d'une enseigne à plat. Il s'agit d'un immeuble commercial de 24 étages construit en 1975.

L'enseigne, mesurant 0,76 m par 5,84 m, est constituée d'un boîtier opaque noir sur lequel on retrouve l'inscription « REPORT FITNESS » en lettrage blanc rétro-éclairé, ainsi que du logo du commerce. Elle est fixée sur le parement de béton avec relief de l'immeuble, au-dessus de l'entablement.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 471.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les panneaux de béton en relief, qui sont des éléments architecturaux caractéristiques du bâtiment, ne devraient pas être recouverts par l'enseigne.

Considérant que : L'enseigne devrait être localisée sur l'entablement métallique surmontant la vitrine qui est destiné à cet effet.

Considérant que : La nouvelle proposition du demandeur ne répond pas à une des deux conditions émises précédemment par le comité.

Par conséquent, **la Division de l'urbanisme et du développement économique est d'avis que l'on devrait donner une suite DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 8 février 2018


1960 Rue Sainte-Catherine O
Montréal, Québec
Google, Inc.
Street View – juil. 2017
amenzONE FITNESS
1972
POSTES CANADA CANADA POST
Bureau de poste Post office
APADANA
7/13



IMPORTANT

S.V.P. VEUILLEZ VÉRIFIER ET CORRIGER LES INFORMATIONS SUIVANTES:

Faute(s) d'orthographe, faute(s) de frappe, couleur(s) utilisée(s), police de caractères, etc...

Le client assume la responsabilité des erreurs ou omissions après approbation.

SLON
ENSEIGNES | SIGNS

Merci. Thank You.

Client: REPORT FITNESS

Consultant: Constantin Graur

Date: 9 January 2018

Site/Projet:

Approuve/Approved:

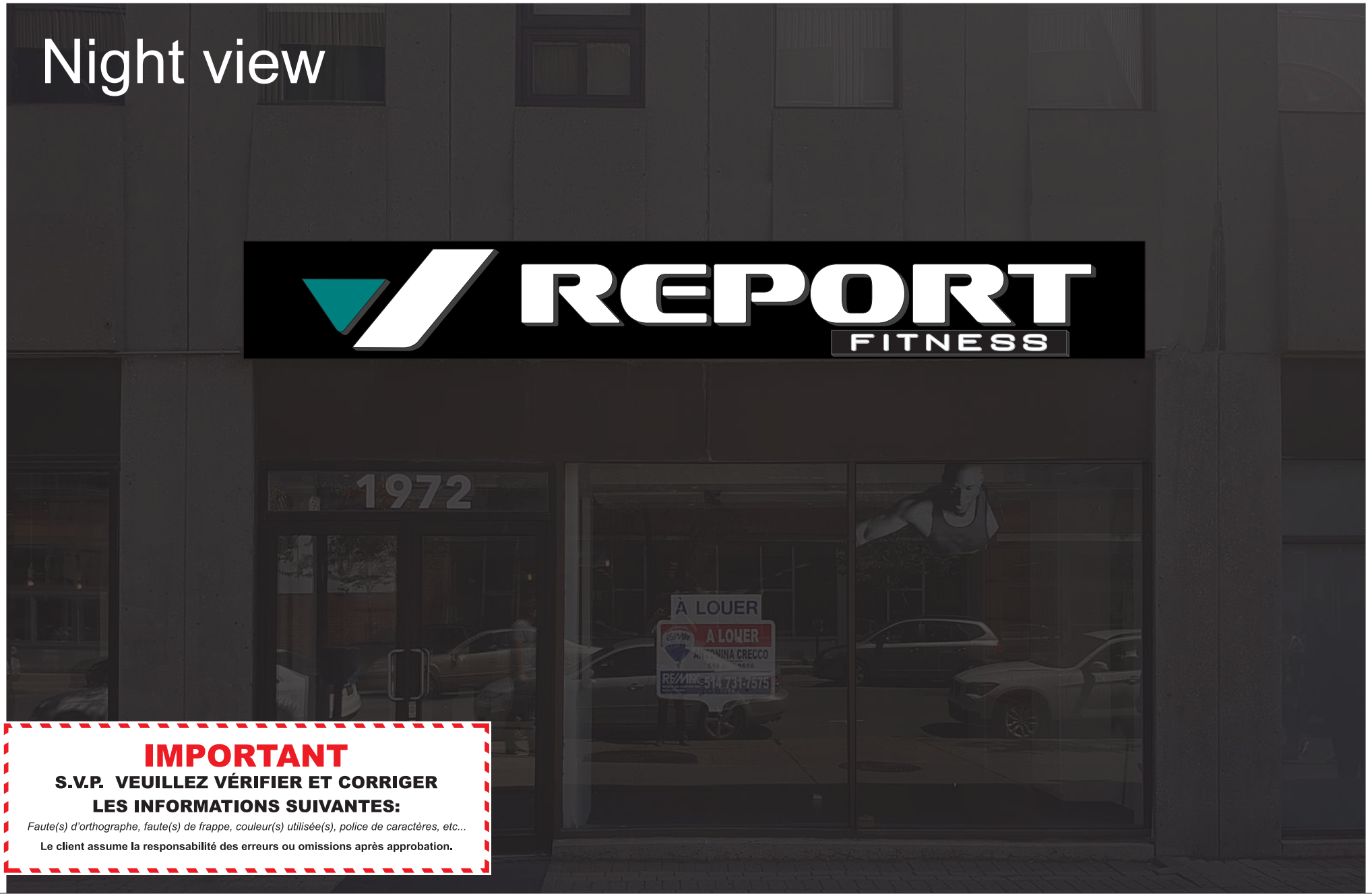
Echelle/Scale: Comme indiqué, ou pas à l'échelle / As noted, else not to scale

Permis de la Ville et de la ligne d'alimentation principale sur le site est la responsabilité du client. Les couleurs sur ce dessin peuvent etre differentes des couleurs reelles.
City permits and main power line on site is client responsibility. Colors on this drawing could be different from the real colors.

514.663.7030
info@SlonSigns.com
8457 Newman blvd., suite 220, LaSalle, Qc, Canada, H8N 0A2

Avis: Ce dessin est la propriete exclusive de SLON inc.
Toute reproduction totale ou partielle est interdite sans l'autorisation ecrite de SLON inc.
Notice: This drawing is the exclusive property of SLON inc.
Reproduction, copying are not permitted without authorization of SLON inc.

Night view



IMPORTANT

S.V.P. VEUILLEZ VÉRIFIER ET CORRIGER LES INFORMATIONS SUIVANTES:

Faute(s) d'orthographe, faute(s) de frappe, couleur(s) utilisée(s), police de caractères, etc...

Le client assume la responsabilité des erreurs ou omissions après approbation.

SLON
ENSEIGNES | SIGNS

Merci. Thank You.

Client: REPORT FITNESS

Consultant: Constantin Graur

Date: 9 January 2018

Site/Projet:

Approuve/Approved:

Echelle/Scale: Comme indiqué, ou pas à l'échelle / As noted, else not to scale

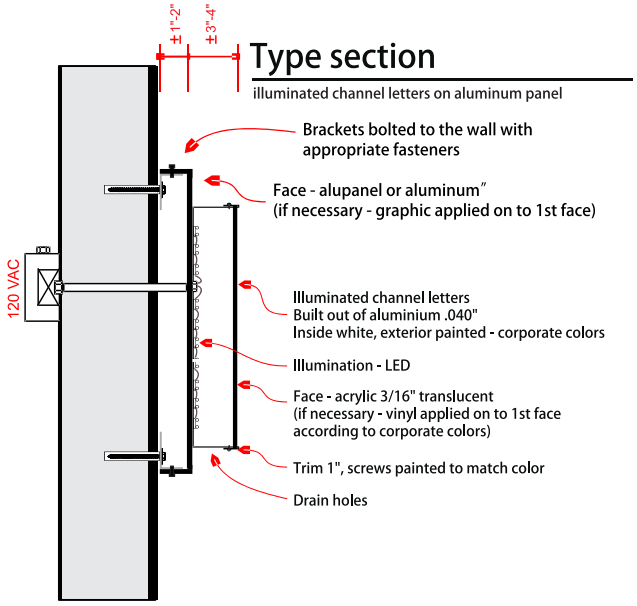
Permis de la Ville et de la ligne d'alimentation principale sur le site est la responsabilité du client. Les couleurs sur ce dessin peuvent etre differentes des couleurs reelles.
City permits and main power line on site is client responsibility. Colors on this drawing could be different from the real colors.

514.663.7030
info@SlonSigns.com
8457 Newman blvd., suite 220, LaSalle, Qc, Canada, H8N 0A2

Avis: Ce dessin est la propriete exclusive de SLON inc.
Toute reproduction totale ou partielle est interdite sans l'autorisation ecrite de SLON inc.
Notice: This drawing is the exclusive property of SLON inc.
Reproduction, copying are not permitted without authorization of SLON inc.



Set of channel letters mounted on aluminum panel return 2"
Illuminated box with push-through 1"crylic
Panel painted. Acrylic faces - withe
Trim and aluminum returns painted black
Translucent vinyl applied on the logo element
LEDs



IMPORTANT

S.V.P. VEUILLEZ VÉRIFIER ET CORRIGER LES INFORMATIONS SUIVANTES:

Faute(s) d'orthographe, faute(s) de frappe, couleur(s) utilisée(s), police de caractères, etc...

Le client assume la responsabilité des erreurs ou omissions après approbation.

SLON
ENSEIGNES | SIGNS

Merci. Thank You.

Client: REPORT FITNESS

Consultant: Constantin Graur

Date: 9 January 2018

Site/Projet:

Approuve/Approved:

Echelle/Scale: Comme indiqué, ou pas à l'échelle / As noted, else not to scale

Permis de la Ville et de la ligne d'alimentation principale sur le site est la responsabilité du client. Les couleurs sur ce dessin peuvent etre differentes des couleurs reelles.
City permits and main power line on site is client responsibility. Colors on this drawing could be different from the real colors.

514.663.7030
info@SlonSigns.com
8457 Newman blvd., suite 220, LaSalle, Qc, Canada, H8N 0A2

Avis: Ce dessin est la propriete exclusive de SLON inc.
Toute reproduction totale ou partielle est interdite sans l'autorisation ecrite de SLON inc.
Notice: This drawing is the exclusive property of SLON inc.
Reproduction, copying are not permitted without authorization of SLON inc.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001336129
4.6.38

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1972, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne à plat. Il s'agit d'un immeuble commercial de 24 étages construit en 1975. L'enseigne, mesurant 0,76 m par 5,84 m, est constituée d'un boîtier opaque noir sur lequel on retrouve l'inscription « REPORT FITNESS » en lettrage blanc rétro-éclairé, ainsi que du logo du commerce. Elle est fixée sur le parement de béton avec relief de l'immeuble, au-dessus de l'entablement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis préliminaire favorable conditionnel à cette demande.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 455.2 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les panneaux de béton en relief, qui sont des éléments architecturaux caractéristiques du bâtiment, ne devraient pas être recouverts par l'enseigne.
Considérant que :	L'enseigne devrait être localisée sur l'entablement métallique surmontant la vitrine qui est destiné à cet effet.
Considérant que :	La nouvelle proposition du demandeur ne répond pas à une des deux conditions émises précédemment par le comité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 octobre 2017
3001336129
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1972, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne à plat. Il s'agit d'un immeuble commercial de 24 étages construit en 1975. L'enseigne, mesurant 1,22 m par 5,84 m, est constituée d'un boîtier opaque noir sur lequel on retrouve l'inscription « REPORT FITNESS » en lettrage blanc rétro-éclairé, ainsi que du logo du commerce. Elle est fixée sur le parement de béton avec relief de l'immeuble, au-dessus de l'entablement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne participera à l'ambiance de la rue Sainte-Catherine Ouest, mais que
Considérant que :	La hauteur de l'enseigne devra être réduite et elle devra être installée sur l'entablement surmontant la vitrine, afin de mieux s'intégrer à l'architecture du bâtiment et qu'à cet effet les panneaux de béton comportant des éléments en relief ne devraient pas être recouverts par l'enseigne proposée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la hauteur de l'enseigne proposée.**
- **Installer l'enseigne sur l'entablement (le bandeau) surmontant la vitrine.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Art. 472.1. *Une enseigne de type auvent située au rez-de-chaussée et une enseigne installée dans un secteur de la catégorie M.8 ou aux abords de la rue Sainte-Catherine doivent respecter les normes prévues aux articles 482 et 487 et être approuvées conformément au titre VIII, en respectant les critères suivants afin d'assurer la cohérence et l'unité de l'affichage dans ces secteurs :*
1° l'enseigne doit assurer une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment;
2° son implantation doit contribuer à la mise en valeur de l'architecture du bâtiment;
3° elle doit contribuer à l'ambiance visuelle de la rue.

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 14 juin 2017	Résolution: CA17 240364

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet SAX sur le fleuve) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain de l'ancien entrepôt frigorifique portant le numéro 1000, rue de la Commune Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 3 et 5 du Règlement sur la modification et l'occupation de l'ancien entrepôt frigorifique localisé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'est de la rue Berri (01-219);
   b) de déroger à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) d'édifier un bâtiment substantiellement conforme aux plans préparés par Kevlar et Neuf Architectes numérotés 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 25 mai 2017;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i) le nouveau bâtiment doit être compatible avec l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique, tout en laissant à ce dernier la prédominance sur le site et en préservant son caractère unique;
      ii) prévoir des matériaux et des détails architecturaux d'une qualité supérieure ou équivalente à ceux du bâtiment de l'ancien entrepôt frigorifique;
      iii) assurer un dialogue entre l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique et celui à construire;
      iv) favoriser une expression architecturale contemporaine sobre et adéquatement intégrée, de même que des espaces extérieurs intégrés à la masse du bâtiment plutôt qu'en saillie;
      v) reprendre la verticalité des façades de l'ancien entrepôt frigorifique.

Adoptée à l'unanimité.

40.20
pp 358
1177303011

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2017

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 juillet 2017	Résolution: CA17 240415

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet SAX sur le fleuve) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 14 juin 2017 et l'a soumis à une consultation publique le 22 juin 2017 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Richard Bergeron

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain de l'ancien entrepôt frigorifique portant le numéro 1000, rue de la Commune Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 3 et 5 du Règlement sur la modification et l'occupation de l'ancien entrepôt frigorifique localisé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'est de la rue Berri (01-219);
   b) de déroger à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) d'édifier un bâtiment substantiellement conforme aux plans préparés par Kevlar et Neuf Architectes numérotés 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 25 mai 2017;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i) le nouveau bâtiment doit être compatible avec l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique, tout en laissant à ce dernier la prédominance sur le site et en préservant son caractère unique;
      ii) prévoir des matériaux et des détails architecturaux d'une qualité supérieure ou équivalente à ceux du bâtiment de l'ancien entrepôt frigorifique;
      iii) assurer un dialogue entre l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique et le bâtiment à construire;
      iv) favoriser une expression architecturale contemporaine sobre et adéquatement intégrée, de même que des espaces extérieurs intégrés à la masse du bâtiment plutôt qu'en saillie;

v) reprendre la verticalité des façades de l'ancien entrepôt frigorifique.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
pp 358
1177303011

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2017

Dossier # : 1177303011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet SAX sur le fleuve)

1) D'accorder, pour le terrain de l'ancien entrepôt frigorifique portant le numéro 1000, rue de la Commune Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation

a) de déroger aux articles 3 et 5 du Règlement sur la modification et l'occupation de l'ancien entrepôt frigorifique localisé en bordure du fleuve Saint -Laurent, à l'est de la rue Berri (01-219);
b) de déroger à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
c) d'édifier un bâtiment substantiellement conforme aux plans préparés par Kevlar et Neuf Architectes numérotés 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 25 mai 2017.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i. Le nouveau bâtiment doit être compatible avec l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique, tout en laissant à ce dernier la prédominance sur le site et en préservant son caractère unique.
ii. Prévoir des matériaux et des détails architecturaux d'une qualité supérieure ou équivalente à ceux du bâtiment de l'ancien entrepôt

frigorifique.
iii. Assurer un dialogue entre l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique et celui à construire.
iv. Favoriser une expression architecturale contemporaine sobre et adéquatement intégrée, de même que des espaces extérieurs intégrés à la masse du bâtiment plutôt qu'en saillie.
v. Reprendre la verticalité des façades de l'ancien entrepôt frigorifique.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-05-31 16:15

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177303011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 1000, rue de la Commune Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet SAX sur le fleuve)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de construire un bâtiment résidentiel constituant la seconde phase du complexe l'Héritage du Vieux-Port (ancien entrepôt frigorifique). Une telle intervention requiert un amendement au Règlement sur la modification et l'occupation de l'ancien entrepôt frigorifique localisé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'est de la rue Berri (01-219) qui encadre le site visé quant au nombre de logements maximum autorisés. De plus, le projet déroge à une disposition du Règlement d'urbanisme (01-282) puisqu'un débarcadère non autorisé est proposé en façade. Ce projet peut faire l'objet d'une autorisation par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement. (3001306350).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO0102563 – 10 septembre 2001 – Adoption par le Conseil municipal du Règlement 01-219 autorisant la conversion du bâtiment.
CA05 240329 – 3 mai 2005 – Autoriser l'agrandissement du bâtiment afin d'aménager 10 logements supplémentaires

DESCRIPTION

Le site
Le projet est situé sur l'emplacement de l'ancien entrepôt frigorifique pour lequel une autorisation de conversion en bâtiment résidentiel a été accordée en 2001. Adjacent au site du projet, la construction d'un stationnement intérieur de deux étages en sous-sol a été autorisée en 2004. Cette nouvelle construction étant liée au bâtiment de l'entrepôt frigorifique, elle était considérée comme un agrandissement.

Le projet
Il est proposé d'agrandir le bâtiment du stationnement en construisant 7 étages résidentiels supplémentaire aux niveaux supérieurs pour un total de 48 logements. Le parti architectural

du projet vise à mettre en valeur la structure existante de l'entrepôt frigorifique. Enfin, les aménagements extérieurs comprennent les éléments suivants :

§ un jardin commun et une promenade du côté du fleuve;
§ un débarcadère et un stationnement extérieur en façade sur la rue de la Commune;
§ une promenade et une piscine surélevées du côté nord (rue de la Commune).

Cadre réglementaire

Le projet présente un nombre de logements dépassant le nombre maximal autorisé. En effet, selon l'article 3 du Règlement sur la modification et l'occupation de l'ancien entrepôt frigorifique localisé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'est de la rue Berri (01-219) tel que modifié par la résolution CA05 240329, l'habitation est autorisé sur le site pour un maximum de 210 logements. De plus, l'article 5 de ce règlement prévoit que les modifications au bâtiment doivent être conformes aux plans annexés.

Enfin, selon l'article 381 du Règlement d'urbanisme (01-282), un débarcadère n'est pas autorisé pour un bâtiment résidentiel qui n'est pas situé dans un secteur de la catégorie R.1.

JUSTIFICATION

Le maximum de logements imposé par le règlement 01-219 ne correspond à aucune typologie de la réglementation d'urbanisme actuelle. En effet, les catégories d'usages résidentielles sont maintenant regroupées selon trois catégories :
R.1 : 1 ou 2 logements
R.2 : 1 à 8 logements
R.3 : nombre de logements illimité

Ces nouvelles typologies correspondent aux trois grandes catégories de bâti résidentiel et ont été introduites avec l'entrée en vigueur du Règlement omnibus redéfinissant la nomenclature des usages du Règlement d'urbanisme (01-282). Par conséquent, afin de maintenir une certaine cohérence dans l'application de la réglementation, une modification au Règlement de plan d'ensemble du projet allant dans le sens de cette révision réglementaire peut être considérée comme souhaitable notamment dans une perspective de densification des quartiers centraux.

En ce qui concerne le débarcadère, la configuration particulière du terrain justifie une telle dérogation. Dans ce secteur, les arrêts fréquents sur rue risqueraient de nuire aux activités du Port de Montréal puisque la rue de la Commune sert également de voie d'accès aux activités portuaires. De plus, le caractère industriel du secteur se prête bien à un tel aménagement en façade.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à la modification de l'article 3 du règlement 01-219 afin d'autoriser un nombre de logements illimité à la condition que toute nouvelle construction soit soumise au comité consultatif d'urbanisme pour une révision de projet. Les critères attachés à cette révision devraient être les suivants :

§ Le nouveau bâtiment doit être compatible avec l'architecture de l'ancien entrepôt frigorifique, tout en laissant à ce dernier la prédominance sur le site et en préservant son caractère unique.
§ Reprendre la verticalité des façades du bâtiment existant.
§ Assurer un dialogue entre l'architecture du bâtiment existant et celui à construire.

§ Favoriser une expression architecturale contemporaine sobre et adéquatement intégrée, de même que des espaces extérieurs intégrés à la masse du bâtiment plutôt qu'en saillie.
§ Prévoir des matériaux et des détails architecturaux d'une qualité supérieure ou équivalente à ceux du bâtiment de l'ancien entrepôt.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Conseil d'arrondissement;
- Affichage et publication d'un avis d'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation et 2ème lecture du conseil d'arrondissement;
- Publication d'un avis décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2017-05-31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186255005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage parc de stationnement public intérieur au sous-sol du bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 242 et 620 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter l'usage commercial « parc de stationnement public intérieur» dans une partie du sous-sol, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Fischer Rasmussen Whitefield architectes, datés de février 2018, et estampillés par l'arrondissement le 26 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) Identifier adéquatement et précisément les unités de stationnement privées afin qu'elles ne soient pas utilisées aux fins de stationnement public;
b) Assurer une cohabitation cohérente entre les espaces de rangement ainsi que les unités de stationnement afin d'éviter qu'elles ne se superposent.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-28 11:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage parc de stationnement public intérieur au sous-sol du bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de régulariser l'aménagement d'une aire de stationnement accessoire et d'autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » au sous-sol du bâtiment situé au 1010, rue Sainte-Catherine Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA10 240062 – 8 février 2010 - Accorder une dérogation mineure relative à l'aménagement de 24 places de stationnement dérogeant aux dimensions minimales requises ainsi que d'une voie de circulation d'une largeur inférieure à la largeur minimale prescrite pour l'aire de stationnement intérieur du bâtiment situé au 1010, Sainte-Catherine Est.

DESCRIPTION

Le site
Le *Amherst Building* se situe en tête de l'îlot formé des rues Saint-Timothée, Sainte-Catherine et Amherst. Le bâtiment de 6 niveaux abrite la salle de spectacle L'Olympia et 3 autres commerces en front sur Sainte-Catherine et Amherst et des logements aux étages 2 à 6. Une partie du sous-sol regroupe 21 unités de stationnement liées aux usages actuels du bâtiment, dont l'accès donne sur la rue Amherst, entre une boutique de vêtements et un local vacant.

La zone dans laquelle se trouve l'immeuble est catégorisée comme secteur mixte M.9C c'est -à-dire des commerces et services de forte intensité, caractéristique type de la rue Sainte-Catherine. Ce secteur de la rue Amherst est aussi à dominante commerciale. Quelques parcs de stationnement publics sont présents à proximité.

Le projet
La demande vise à régulariser l'aménagement et l'agrandissement de l'aire de stationnement du sous-sol et à occuper la partie sud-ouest de celle-ci comme parc de stationnement public intérieur de 18 unités, soit environ 575 m². Le parc de stationnement permettrait d'occuper un espace actuellement non-utilisé du sous-sol. L'usage cohabiterait avec les 21 unités de stationnement qui seraient identifiées comme privées. Des enseignes directionnelles pour orienter la clientèle vers l'espace consacré au stationnement public

seront ajoutées. Un système de feux de circulation annonçant les allées et venues des voitures sera installé à l'entrée de garage et un au début de la section destinée à ce parc de stationnement.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· à l'usage parc de stationnement public intérieur non autorisé dans la catégorie M.9C (article 242);
· à la largeur minimale de 5,5 mètres pour certains points de la voie de circulation de l'aire de stationnement, dont la largeur la plus étroite est de 4,9 m (article 620).

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier. En effet, il permet de régulariser l'aménagement actuel de l'aire de stationnement accessoire et d'autoriser l'occupation d'un parc de stationnement public, tout en demeurant conforme au nombre d'unités maximales permises pour ce bâtiment. De plus, la dérogation requise a un caractère plutôt mineur. La proposition est compatible avec le fort achalandage généré par les commerces et tours à bureaux du secteur. Bien que la station de métro Beaudry soit située à 250 m, le volume d'achalandage justifie l'aménagement de 18 unités de stationnement. À titre d'exemple, à lui seul L'Olympia peut accueillir jusqu'à 2 600 personnes.
En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à la demande, aux conditions suivantes :
- d'identifier adéquatement les unités de stationnement privées afin qu'elles ne soient pas utilisées aux fins de stationnement public;
- d'assurer une cohabitation cohérente entre les espaces de rangement ainsi que les unités de stationnement afin d'éviter qu'elles ne se superposent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

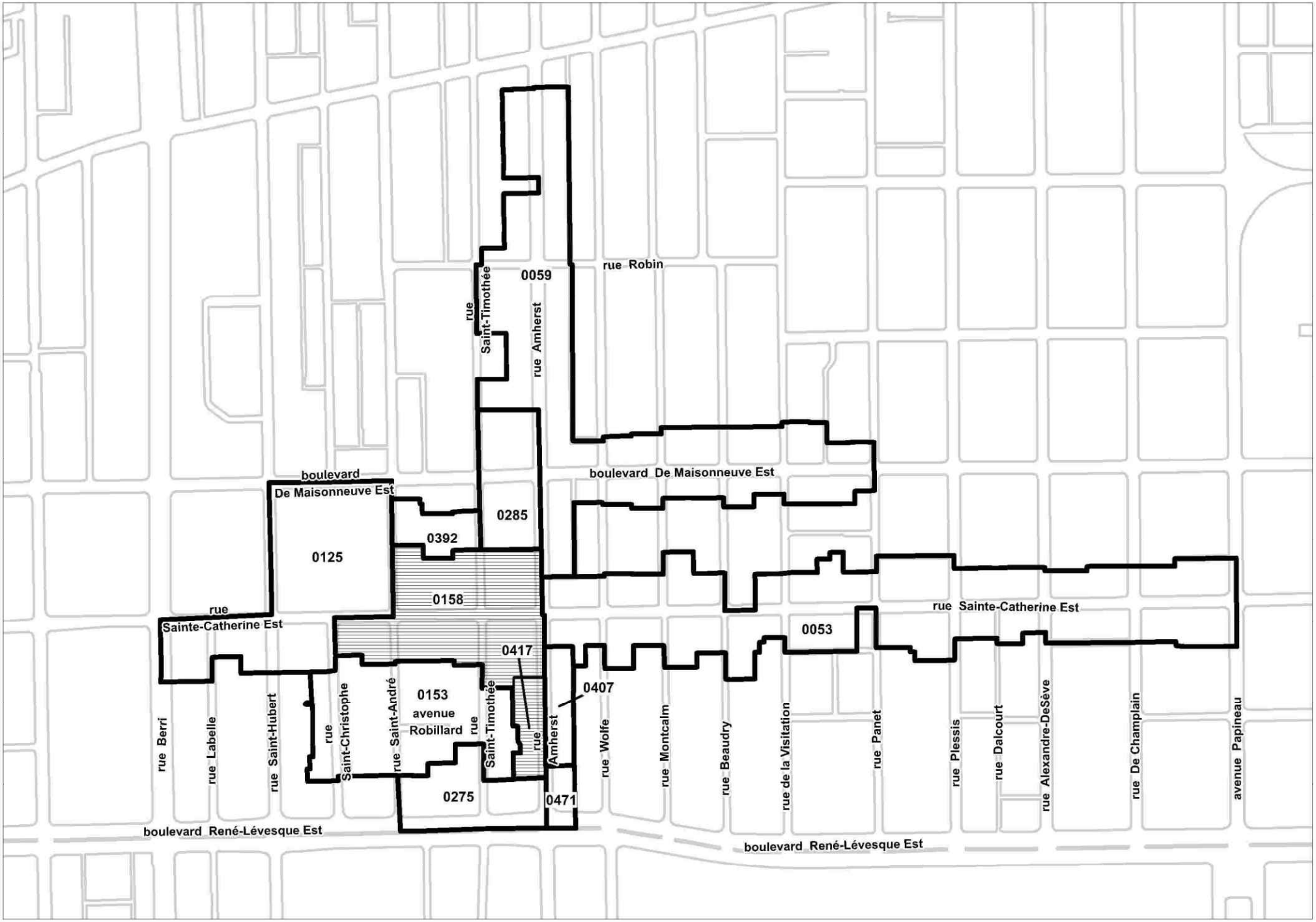
ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

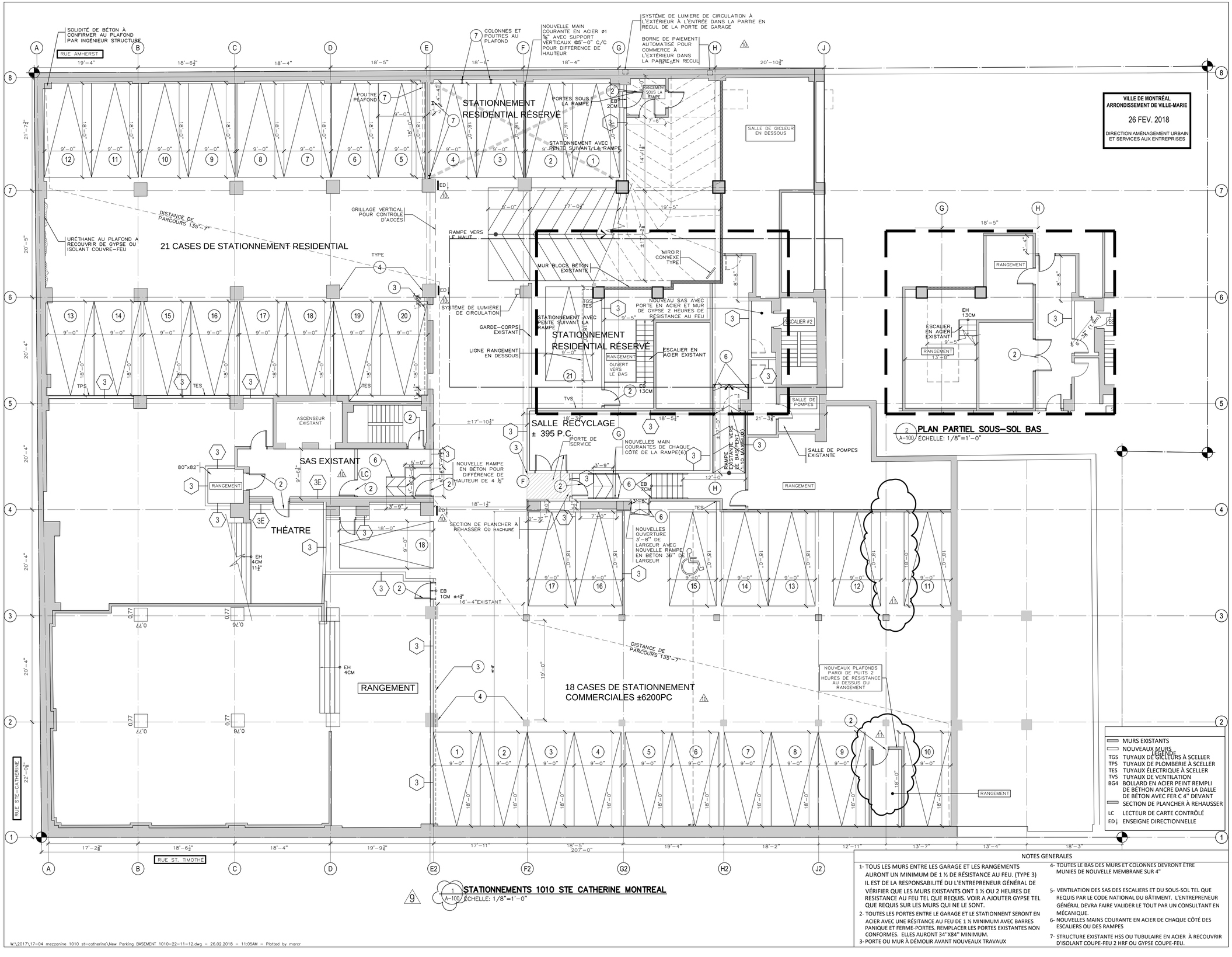
Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-27



Localisation | **Dossier: 1186255005** | **Date: 26 février 2018**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal



9 1 A-100 **STATIONNEMENTS 1010 STE CATHERINE MONTREAL**
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

2 A-100 **PLAN PARTIEL SOUS-SOL BAS**
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
26 FEV. 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

	MURS EXISTANTS
	NOUVEAUX MURS
TGS	TUYAUX DE GICLEURS À SCELLER
TPS	TUYAUX DE PLOMBERIE À SCELLER
TES	TUYAUX ÉLECTRIQUE À SCELLER
TVS	TUYAUX DE VENTILATION
BG4	BOLLARD EN ACIER PEINT REMPLI DE BÉTHON ANCRE DANS LA DALLE DE BÉTON AVEC FER C 4" DEVANT
	SECTION DE PLANCHER À REHAUSSER
LC	LECTEUR DE CARTE CONTRÔLÉ
ED	ENSEIGNE DIRECTIONNELLE

NOTES GENERALES

1- TOUS LES MURS ENTRE LES GARAGE ET LES RANGEMENTS AURONT UN MINIMUM DE 1 ½ DE RÉSISTANCE AU FEU. (TYPE 3) IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DU L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DE VÉRIFIER QUE LES MURS EXISTANTS ONT 1 ½ OU 2 HEURES DE RESISTANCE AU FEU TEL QUE REQUIS. VOIR A AJOUTER GYPSE TEL QUE REQUIS SUR LES MURS QUI NE LE SONT.
2- TOUTES LES PORTES ENTRE LE GARAGE ET LE STATIONNENT SERONT EN ACIER AVEC UNE RÉSITANCE AU FEU DE 1 ½ MINIMUM AVEC BARRES PANIQUE ET FERME-PORTES. REMPLACER LES PORTES EXISTANTES NON CONFORMES. ELLES AURONT 34"X84" MINIMUM.
3- PORTE OU MUR À DÉMOLIR AVANT NOUVEAUX TRAVAUX
4- TOUTES LE BAS DES MURS ET COLONNES DEVRONT ÊTRE MUNIES DE NOUVELLE MEMBRANE SUR 4"
5- VENTILATION DES SAS DES ESCALIERS ET DU SOUS-SOL TEL QUE REQUIS PAR LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FAIRE VALIDER LE TOUT PAR UN CONSULTANT EN MÉCANIQUE.
6- NOUVELLES MAINS COURANTE EN ACIER DE CHAQUE CÔTÉ DES ESCALIERS OU DES RAMPES
7- STRUCTURE EXISTANTE HSS OU TUBULAIRE EN ACIER À RECOUVRIR D'ISOLANT COUPE-FEU 2 HRF OU GYPSE COUPE-FEU.

W:\2017\17-04 mezzanine 1010 st-catherine\New Parking BASEMENT 1010-22-11-12.dwg - 26.02.2018 - 11:05AM - Plotted by marcr

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
1	10/05/2017	ÉMIS CONSTRUCTION-CORRECTIONS DÉFICIENCES
2	17/05/2017	AJOUT SALLE RECYCLAGE ET RANGEMENTS
3	22/06/2017	AJUSTEMENT SAS ET RÉST. AU FEU MUR 3
4	22/06/2017	AJOUT DE COTES
5	10/07/2017	AJOUT INFORMATION
6	18/07/2017	MODIFICATIONS DIVERSES ET AJOUT PLAN PARTIEL
7	31/07/2017	AJOUT INFORMATION
8	06/09/2017	ÉMIS POUR APPROBATION
9	03/11/2017	AJOUT DIMENSIONS CASES DE STATIONNEMENT
10	6/02/2018	AJOUT SIGNALISASTION ET CLARIFICATIONS
11	9/02/2018	CLARIFICATIONS
12	26/02/2018	AJUSTEMENTS SUITE COMMENTAIRES CCU
D	10/05/2017	AJUSTEMENT SELON CONDITIONS CHANTIER
C	19/04/2017	RÉÉMIS POUR DEMANDE PERMIS
B	20/06/2016	AJOUT DE PORTES ET RANGEMENTS
A	20/06/2016	ÉMIS POUR DEMANDE PERMIS

no.	date J/M/A	description

ISSUES

structural engineer

MEP engineer

sceau:
Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
1420 NOTRE DAME OUEST
MONTRÉAL QUÉBEC H3C1K9
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
PROJET RESIDENTIEL & COMMERCIALE
L'OLYMPIA
1010 Ste-Catherine Est. / 1296 Amherst, Montreal

titre du dessin/drawing title
PLAN DE STATIONNEMENT INTERIEUR PROPOSÉ

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. (08-64) 17-04
date (J/M/A) 26/02/2018	revision no. 12
dessine/drawn MS/VWR/AZ/MR	dessin/drawing no. A-100
verifie/checked MR	

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001349801
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1010, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à régulariser l'aménagement et l'agrandissement de l'aire de stationnement du sous-sol et à occuper la partie sud-ouest de celle-ci comme parc de stationnement public intérieur de 18 unités, soit environ 575 m². Le parc de stationnement permettrait d'occuper un espace actuellement non utilisé du sous-sol. L'usage cohabiterait avec les 21 unités de stationnement qui seraient identifiées comme privées. Des enseignes directionnelles pour orienter la clientèle vers l'espace consacré au stationnement public seront ajoutées. Un système de feux de circulation annonçant les allées et venues des voitures sera installé à l'entrée de garage et un au début de la section destinée à ce parc de stationnement. La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment : • à l'usage parc de stationnement public intérieur non autorisé dans la catégorie M.9C (article 242); • à la largeur minimale de 5,5 mètres pour certains points de la voie de circulation de l'aire de stationnement, dont la largeur la plus étroite est de 4,9 m (article 620).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une dérogation mineure (CA 10 240062) a été adoptée le 8 février 2010.
Considérant que :	Le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande de PPCMOI.
Considérant que :	L'aménagement actuel de l'aire de stationnement serait régularisé.
Considérant que :	Le nombre d'unités maximales permises pour ce bâtiment demeure conforme.
Considérant que :	La proposition est compatible avec le fort achalandage généré par les commerces et tours à bureaux du secteur.
Considérant que :	Malgré la proximité de la station de métro Beaudry, le volume d'achalandage justifie l'aménagement de 18 unités de stationnement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE aux conditions suivantes :

- **Identifier adéquatement et précisément les unités de stationnement privées afin qu'elles ne soient pas utilisées aux fins de stationnement public.**
- **Assurer une cohabitation cohérente entre les espaces de rangement ainsi que les cases de stationnement afin d'éviter qu'elles ne se superposent.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186673003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur.

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), une ordonnance permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, pour chaque événement identifié au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 13:37

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le neuvième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2018 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) ;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673001 / CA18 : Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 1ère partie, A) et édicter les ordonnances
1176673020 / CA17 240687 : Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2017, 10e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un

événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de projets

Tél : 514.868.4402
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
pour D. Archambault
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2018-03-01

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2^{E} PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2E PARTIE, A)

Vu les articles 3 et 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673003) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-282 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Commémoration de l'incendie du Parlement et ses bibliothèques en 1849	Centre d'histoire de Montréal	25-Apr	Place d'Youville et parvis du Centre d'histoire de Montréal	13 h à 22 h	-	-	-	-	-	13 h à 21 h	-	-	-	-	-	N-AF-PA
BBQ - Blitz	Spectre de rue	26 et 26 avril 2018	Parc Raymond-Blain	10h30 à 20h			10h30 à 20h			10h30 à 20h						R-AF-PA
Cabane à sucre	DSLDS	14-Apr-18	Parc Julia-Drummond	11h à 15h			11h à 15h			11h à 15h						R-A-GA
Cabane à sucre	DSLDS	21 avil 2018	Parc Médéric-Martin	11h à 15h			11h à 15h			11h à 15h						R-A-GA
Cabane à sucre	DSLDS	28 avil 2018	Square Cabot	11h à 15h			11h à 15h			11h à 15h						R-A-GA

Légende

R : Récurrent

N : Nouvel événement

A : Amplification

AF : Amplification faible

PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes

GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 117)6673020 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1187303004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Appartements Saint-Marc

1) D'accorder, pour le terrain occupant le lot numéro 1 605 637, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 1 à 10, réalisés par Coursol-Miron architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i. le traitement des façades latérales, incluant le niveau de la fausse mansarde, doit assurer l'unité d'ensemble du bâtiment;
ii. les matériaux de revêtement doivent être de grande qualité;
iii. l'aménagement de l'aire de stationnement doit assurer la sécurité de tous ses utilisateurs, notamment celle des cyclistes et être conçu de manière à éviter tout conflit entre les différents moyens de transport.

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-01 14:52

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187303004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Appartements Saint-Marc

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'ériger un bâtiment résidentiel de 5 étages (15 m) sur la rue Saint-Marc, au sud du boulevard de Maisonneuve (lot : 1 605 637). Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur maximale en mètres et en étages prescrits par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisé par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement. (3001328673)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le site du projet est occupé par le stationnement extérieur de 18 unités du bâtiment adjacent. En plus de ces unités, ce bâtiment de 15 étages, qui comprend 101 logements de moins de 50 m², possède 29 unités de stationnements souterraines et en cour arrière, soit le minimum requis par la réglementation en vigueur. En plus de ce bâtiment datant de 1968, le site est voisin d'une ruelle et d'un bâtiment de 5 étages construit en 1910. Au niveau réglementaire, la hauteur maximale autorisée en mètres est de 14 m et le nombre d'étages maximal est de 3. En ce qui concerne la densité, le coefficient d'occupation du sol (COS) maximal autorisé est de 3.

Le projet
Il est proposé de construire un bâtiment résidentiel de 5 étages, mais dont le COS respecte le maximum autorisé. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 15 mètres et comprendra 18 logements visant une clientèle étudiante : 4 places de stationnement et 20 emplacements pour vélos sont prévus. L'accès aux logements se fera par l'entrée principale ayant front sur la rue Saint-Marc et l'accès aux stationnements se fera par la ruelle à l'arrière.

En ce qui concerne les matériaux, le projet prévoit deux teintes de pierre, blanc et carbone, pour les quatre étages inférieurs et un revêtement en acier corten pour le dernier étage. La fenestration proposée comprend du verre clair encadré par un revêtement métallique anthracite.

Cadre réglementaire
Le projet tel que proposé déroge à deux dispositions du règlement d'urbanisme soit :

· l'article 9 qui prévoit que le bâtiment doit respecter une hauteur maximale de 14 mètres et de 3 étages;
· l'article 605 qui prévoit un nombre minimal de 7 unités de stationnement pour un tel projet.

Ainsi, les dérogations relatives à la hauteur et aux emplacements pour vélos peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers. Les questions relatives aux trois unités de stationnements manquantes pourront être traitées par l'intermédiaire du fonds de compensation.

JUSTIFICATION

Tel que proposé, le projet répond à plusieurs recommandations du comité consultatif d'urbanisme (CCU) et présente des éléments intéressants en regard de son intégration architecturale. D'abord, l'implantation proposée reprend l'alignement sans retrait propre au bâti le plus ancien du secteur et le rez-de-chaussée a été rehaussé à une hauteur d'un mètre qui correspond mieux aux hauteurs de rez-de-chaussée du secteur. De plus, les matériaux proposés reprennent la maçonnerie fortement présente dans le secteur et permettent de faire un rappel du parcellaire du secteur dans la composition de la façade : le jeu de couleur de la maçonnerie vise ainsi à fragmenter la façade.
Également, l'acier corten permettra à la fois d'animer la façade et de compléter le couronnement en proposant une interprétation contemporaine des fausses mansardes présentes dans le secteur. D'ailleurs, pour donner suite à une recommandation du comité, la pente de la fausse mansarde a été légèrement accentuée et le nombre de fenêtres a été augmenté. L'acier corten se retrouve aussi au pourtour intérieur de l'alcôve créée par l'entrée principale qui bénéficie d'une double hauteur.

En ce qui concerne les dérogations à la hauteur en mètres et en étages, celles-ci sont justifiables en regard du contexte d'insertion. En effet, le bâtiment adjacent de 15 étages, tant par sa volumétrie, que son implantation ou son parti architectural, s'intègre mal au contexte du secteur. Par contre, le bâtiment voisin de 5 étages construit à une époque moins récente présente plusieurs caractéristiques propres au milieu d'insertion. Par conséquent, la proposition d'un bâtiment de 5 étages reprenant des éléments propres au secteur (alignement, couronnement, matérialité) permet d'assurer une meilleure transition et le maintien d'un ensemble bâti cohérent.

Enfin, il est intéressant de proposer un nombre d'emplacements pour vélos supérieur au minimum requis. La proximité d'un axe cyclable important (Piste cyclable Claire-Morissette, axe De Maisonneuve), la clientèle étudiante visée et le nombre de cases de stationnement inférieur au minimum requis justifient un tel aménagement. Par ailleurs, l'accès à ces emplacements pour vélos a également été modifié afin de permettre aux cyclistes résidents d'y accéder directement.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement;

- Affichage et publication d'un avis d'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation et 2ème lecture du conseil d'arrondissement;
- Publication d'un avis décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-02-27

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001328673
4.2.2 et 4.6.35

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	99999, rue Saint-Marc
Responsables :	Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 5 étages. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 15 mètres et comprendra 18 logements visant une clientèle étudiante : 5 places de stationnement et 20 emplacements pour vélos sont prévus. L'accès aux logements se fera par l'entrée principale ayant front sur la rue Saint-Marc et l'accès aux stationnements se fera par la ruelle à l'arrière. Pour ce qui est des matériaux, le projet prévoit deux teintes de pierre, blanc et carbone, pour les quatre étages inférieurs et un revêtement en acier corten pour le dernier étage. La fenestration proposée comprend du verre clair encadré par un revêtement métallique anthracite. Le projet tel que proposé déroge à trois dispositions du règlement d'urbanisme soit : • l'article 9 qui prévoit qu'un bâtiment situé dans un secteur de hauteur en mètres et en étage doit être égal ou inférieur aux hauteurs maximales prescrites; • l'article 605 qui prévoit un nombre minimal de 7 unités de stationnement pour un tel projet; • l'article 655 qui prévoit qu'une voie d'accès pour un emplacement à vélo doit avoir une largeur minimale de 1,2 m. Ainsi, les dérogations relatives à la hauteur et aux emplacements pour vélos peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers. Les questions relatives aux deux unités de stationnements manquantes pourront être traitées par l'intermédiaire du fonds de compensation.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 juin 2017 le Comité consultatif d'urbanisme, a émis un avis défavorable avec recommandations.
Considérant que :	La nouvelle proposition répond aux recommandations émises par le comité précédemment.
Considérant que :	L'implantation proposée reprend l'alignement du bâti le plus ancien et que la densité maximale du secteur est respectée.
Considérant que :	La hauteur du rez-de-chaussée devrait être rehaussée pour éviter l'effet

d'écrasement.

Considérant que : Les matériaux proposés sont de meilleure qualité et permettent de faire un rappel du parcellaire du secteur dans la composition de la façade.

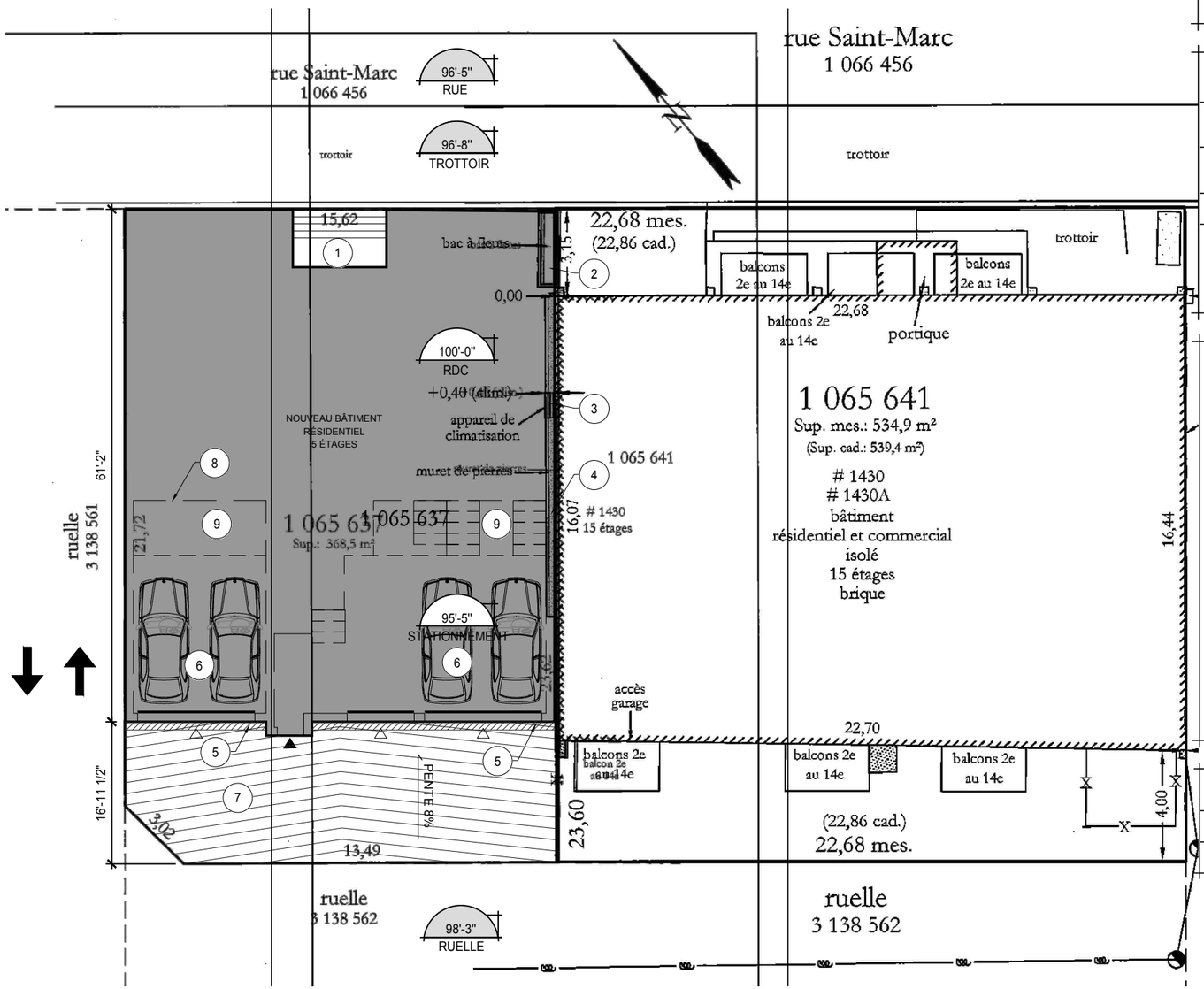
Considérant que : L'accès aux stationnements pour vélos pourrait être mieux aménagé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Rehausser le plafond du rez-de-chaussée.**
- **Rehausser les fenêtres au niveau du rez-de-chaussée.**
- **Accentuer la pente de la fausse mansarde.**
- **Intégrer plus de fenêtres dans la fausse mansarde.**
- **Éliminer la présence de verre tympan sur la façade.**
- **Aménager un accès sécuritaire aux espaces pour vélos.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire



NOTES GÉNÉRALES

1- CE PLAN EST À TITRE D'INFORMATION. IL PROVIENT DU PLAN D'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE PHILIPPE GRONDIN DOSSIER: JPG-1920 MINUTE: 344 ET 345 EN DATE DU 13 MAI 2016.

2- LA LIGNE DU BÂTIMENT REPRÉSENTE LES FONDATIONS.

LÉGENDE

- LIGNE DE LOT
- ENTRÉE PIÉTONNE
- ENTRÉE GARAGE
- (X) NOTES SPÉCIFIQUES
- ±XX'-X" NIVEAU EXISTANT
- XX'-X" NOUVEAU NIVEAU

CALCUL STATIONNEMENT

LOGEMENTS PLUS DE 538 P.C (1CASE PAR 2 LOGEMENTS)	12 LOGEMENTS 6 CASES
LOGEMENTS DE MOINS DE 537 P.C (1 CASE PAR 5 LOGEMENTS)	6 LOGEMENTS 1 CASES
TOTAL CASES DEMANDÉES	7 CASES
RÉPARTITION DES CASES	TERRAIN: 4 CASES MANQUANTES: 3 CASES (CONTRIBUTION AU FOND DE STATIONNEMENT)

LÉGENDE - NOTES

1. VESTIBULE D'ENTRÉE OUVERT, VOIR PLAN PLANCHER
2. BAC À FLEUR EXISTANT À RELOCALISER
3. APPAREIL DE CLIMATISATION EXISTANT À RELOCALISER, VOIR ING.
4. IMBRICATION DU MURET DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT AU NIVEAU DU REZ-DE-CHAUSSÉE DU NOUVEAU BÂTIMENT SEULEMENT
5. PRÉVOIR DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS, VOIR ING.
6. STATIONNEMENT INTÉRIEUR, VOIR PLAN PLANCHER
7. DESCENTE, ACCÈS GARAGE. PENTE DE 8%
8. PROFIL MUR BÂTIMENT, VOIR PLAN PLANCHER, REZ-DE-CHAUSSÉE
9. STATIONNEMENT VÉLO ET RANGEMENT, VOIR NOTE SUPPLÉMENTAIRE SUR LE PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE POUR INFORMATION.

DÉROGATIONS

ARTCILE 9: DÉROGATION HAUTEUR ÉTAGES	5 ÉTAGES
ARTICLE 10: DÉROGATION HAUTEUR MÈTRES	15.2 M

RÉGLEMENTATION MUNICIPALE

AIRE DE TERRAIN	3 966.5 pi2
AIRE DE BÂTIMENT	3 070.7 pi2
RAPPORT BÂTI / TERRAIN (CALCUL: 3 061.7/ 3 966.5 = 0.77)	0.77
RAPPORT PLANCHER / TERRAIN (MAX 3) (CALCUL: 11 871.3 / 3 966.5 = 2.99)	2.99
- REZ-DE-CHAUSSÉE (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	3 070.7
- MURS	124.0
- GARAGE (STATIONNEMENT/RANGEMENT/ESCALIER)	1 183.8
- ESCALIER	198.4
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE	1 516.2
- 2ÈME ÉTAGE (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	2 990.7
- MURS	236.8
- ESCALIER	156.0
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE	2 540.6
- 3 ÈME ET 4ÈME ÉTAGE (PAR ÉTAGE) (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	3 060.0
- MURS	233.4
- ESCALIER	156.0
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE (PAR ÉTAGE)	2 622.6
- 5 ÈME ÉTAGE (PI2) - VOIR PLAN COLORÉ	
AIRE DE PLANCHER TOTAL	3 008.0
- MURS	234.4
- ESCALIER	156.0
- ASCENSEUR	48.3
= AIRE DE PLANCHER FINALE	2 569.3
TOTAL AIRE PLANCHER POUR L'ENSEMBLE DU PROJET (CALCUL: 1 516.2+ 2 540.6+ (2 X 2 622.6)+2 569.3 = 11 871.3 PI2	11 865.4

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . T 450.430.8777 F 450.435.1521 C jmcoursol@coursolmiron.ca

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

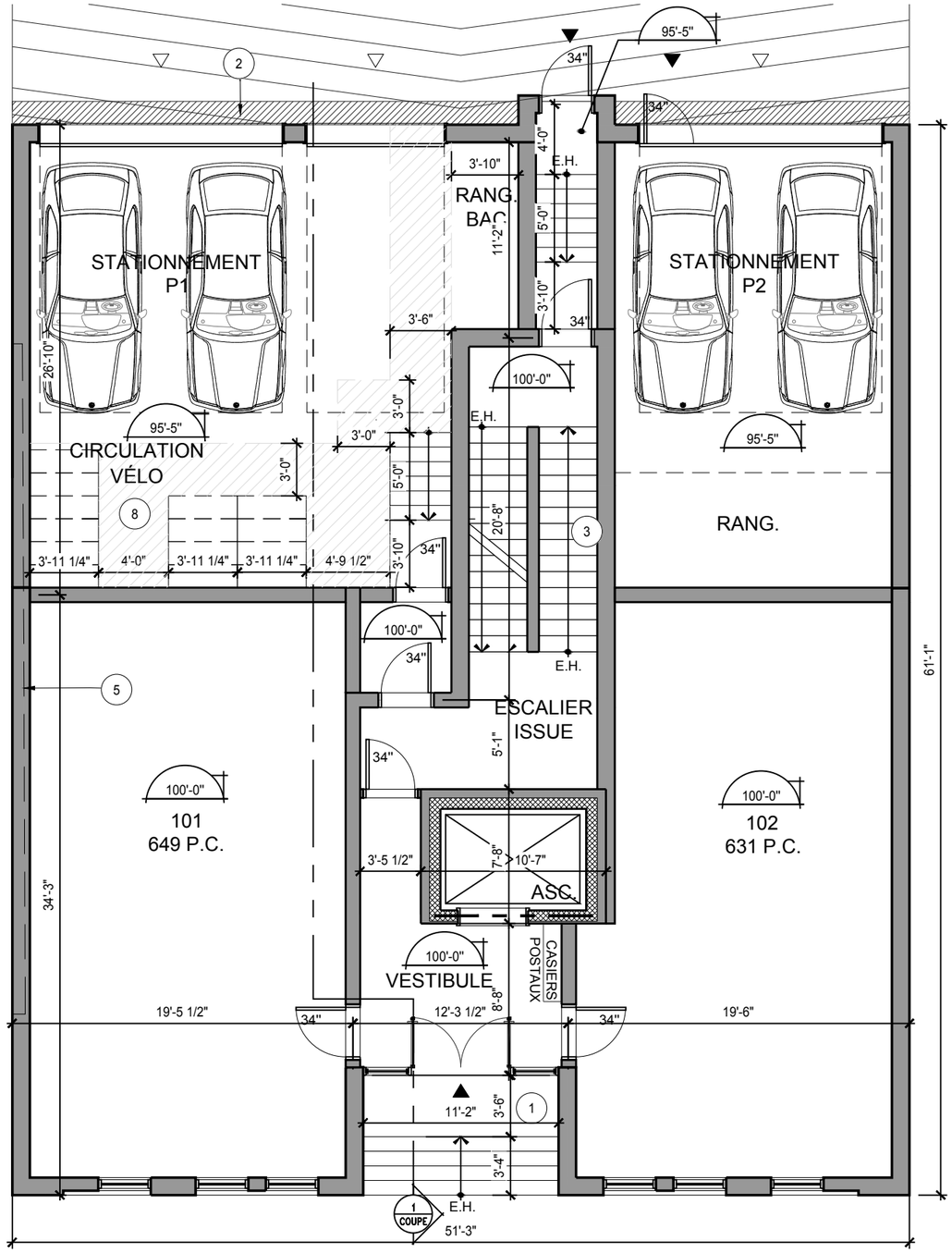
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

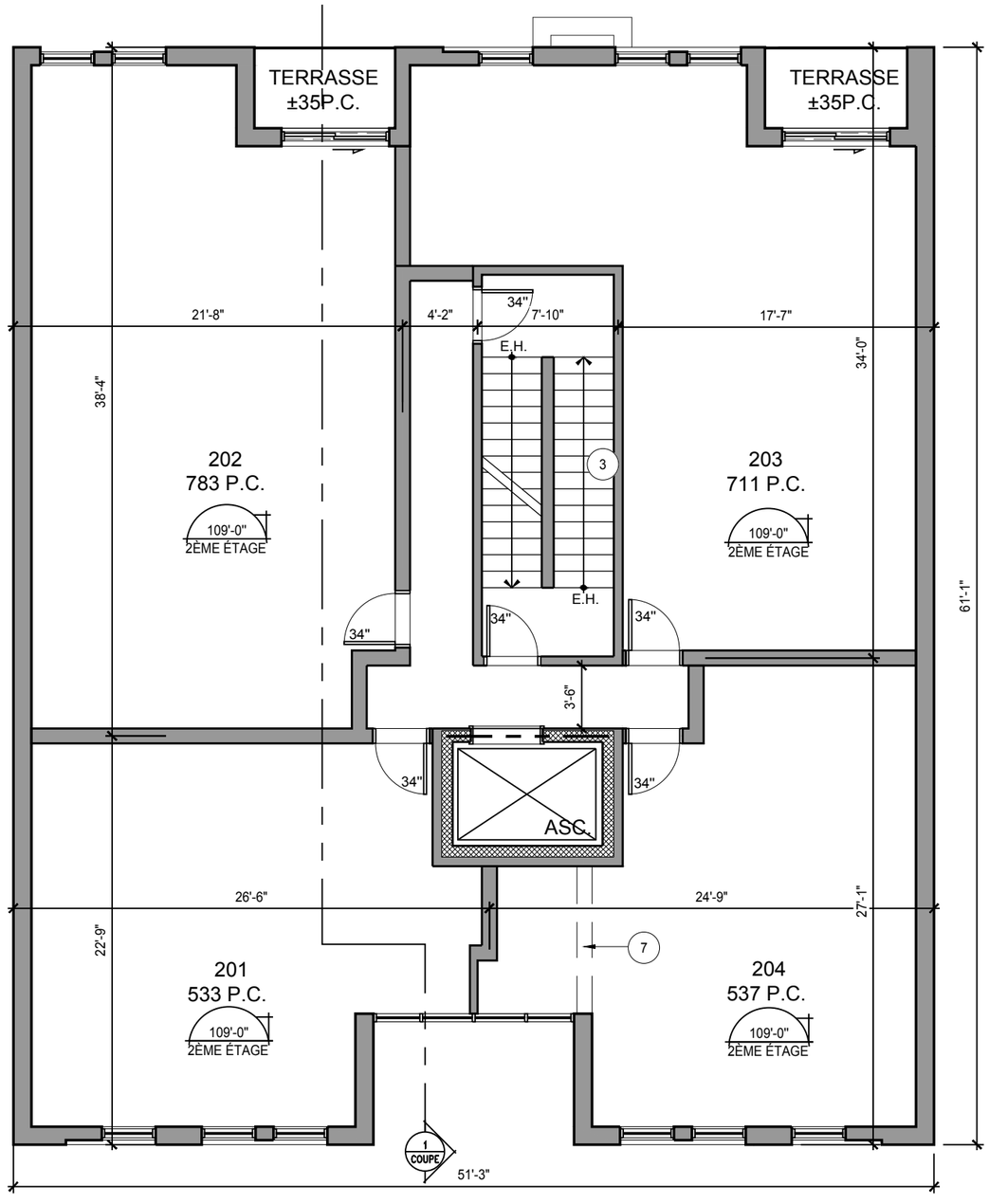
27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE : 1/16"=1'-0"

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20





LÉGENDE

- NOUVEAU CADRE ET PORTE, (VOIR BORDEREAU)
- CLOISONS/MURS
- XX'-X" NIVEAU PLANCHER
- XX / A10X.X INDIQUE COUPE
- ENTRÉE PIÉTONNE
- ENTRÉE GARAGE
- (X) NOTES SPÉCIFIQUES

LÉGENDE - NOTES

1. ENTRÉE COMMUNE DU BÂTIMENT
2. PRÉVOIR DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS, VOIR ING.
3. ESCALIER CISEAU
4. TOITURE EN PENTE
5. MURET DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT À IMBRIQUER DANS NOUVEAU BÂTIMENT
6. PANNEAU TYMPAN
7. POUTRE
8. STATIONNEMENT POUR VÉLO. EXIGÉ 10 UNITÉS DE VÉLO. OFFERT 20 UNITÉS ET DEUX ESPACES DE RANGEMENT SOIT UN POUR CHAQUE GARAGE.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1 PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE
ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''

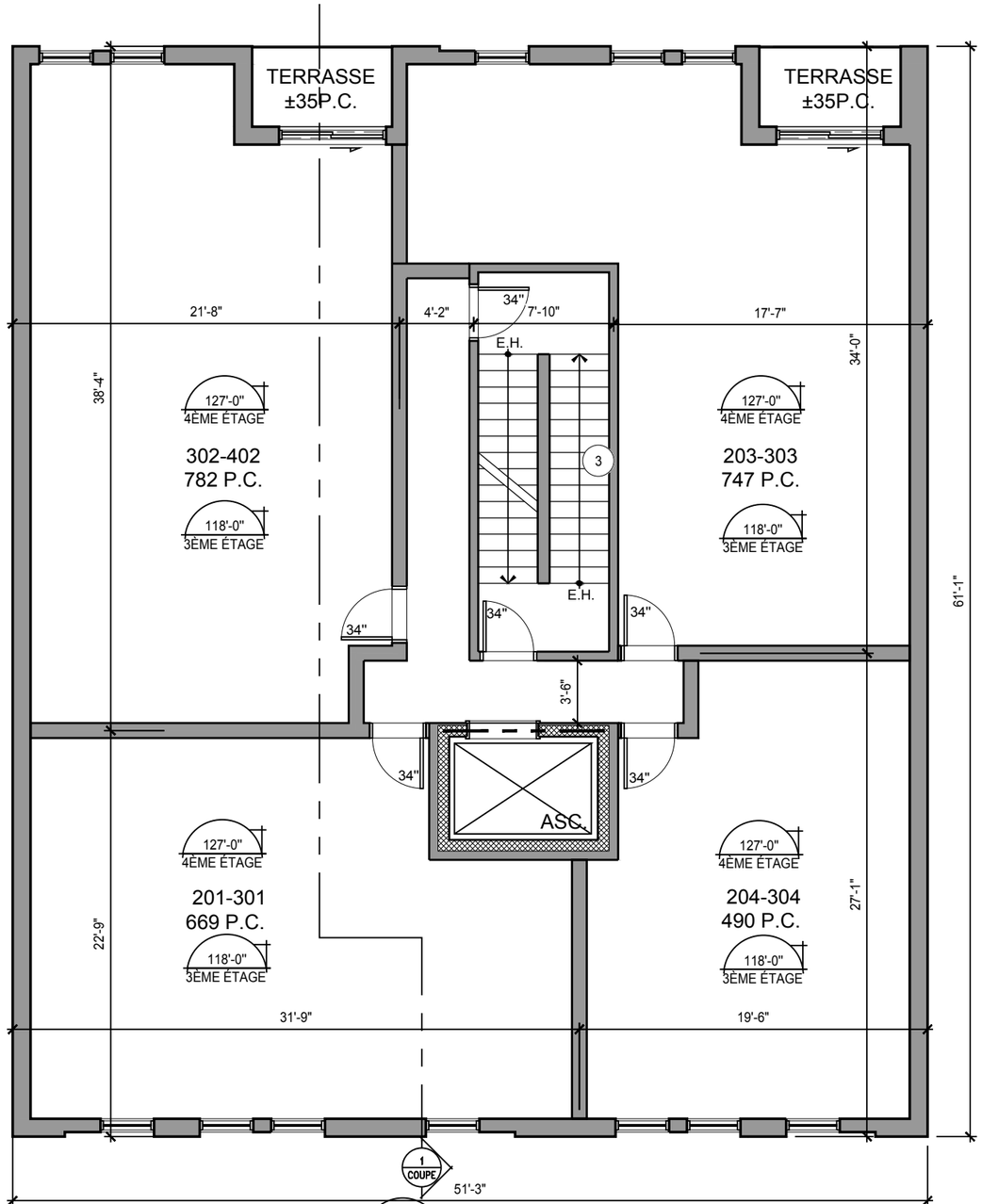
2 PLAN 2ÈME
ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PLANS
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

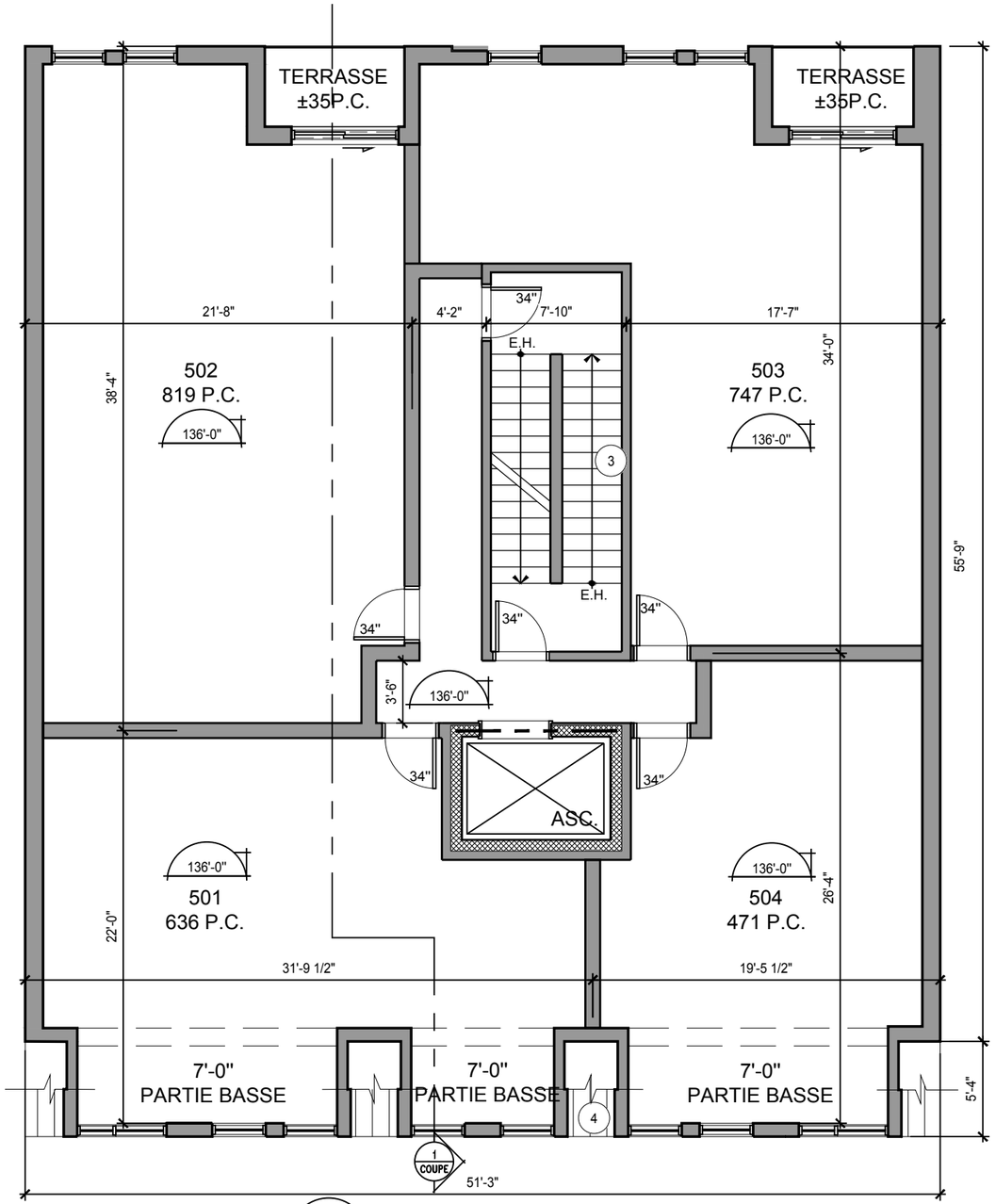
coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . T 450.430.8777 F 450.435.1521 C jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



3 PLAN 3 ET4 ÈME ÉTAGE

ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''



4 PLAN 5ÈME ÉTAGE

ÉCHELLE : 1/8''=1'-0''

LÉGENDE

- NOUVEAU CADRE ET PORTE, (VOIR BORDEREAU)
- CLOISONS/MURS
- XX'-X" NIVEAU PLANCHER
- XX / A10X.X INDIQUE COUPE
- ENTRÉE PIÉTONNE
- ENTRÉE GARAGE
- (X) NOTES SPÉCIFIQUES

LÉGENDE - NOTES

1. ENTRÉE COMMUNE DU BÂTIMENT
2. PRÉVOIR DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS, VOIR ING.
3. ESCALIER CISEAU
4. TOITURE EN PENTE
5. MURET DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT À IMBRIQUER DANS NOUVEAU BÂTIMENT
6. PANNEAU TYMPAN
7. POUTRE
8. STATIONNEMENT POUR VÉLO. EXIGÉ 10 UNITÉS DE VÉLO. OFFERT 20 UNITÉS ET DEUX ESPACES DE RANGEMENT SOIT UN POUR CHAQUE GARAGE.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC

RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PLANS

ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

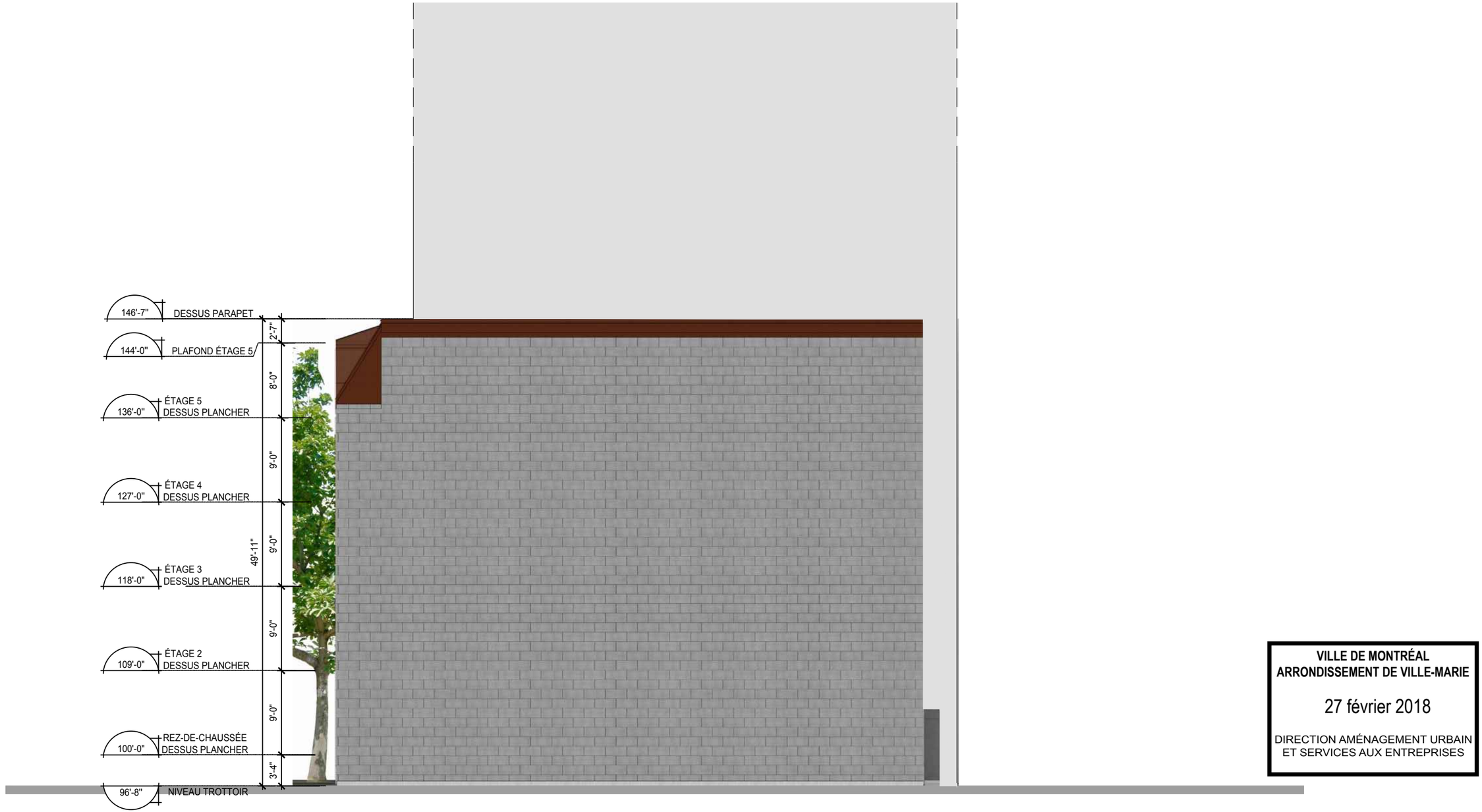
coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

ÉLÉVATION PRINCIPALE
ÉCHELLE 3/32" = 1'-0"

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ÉCHELLE 3/32" = 1'-0"

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

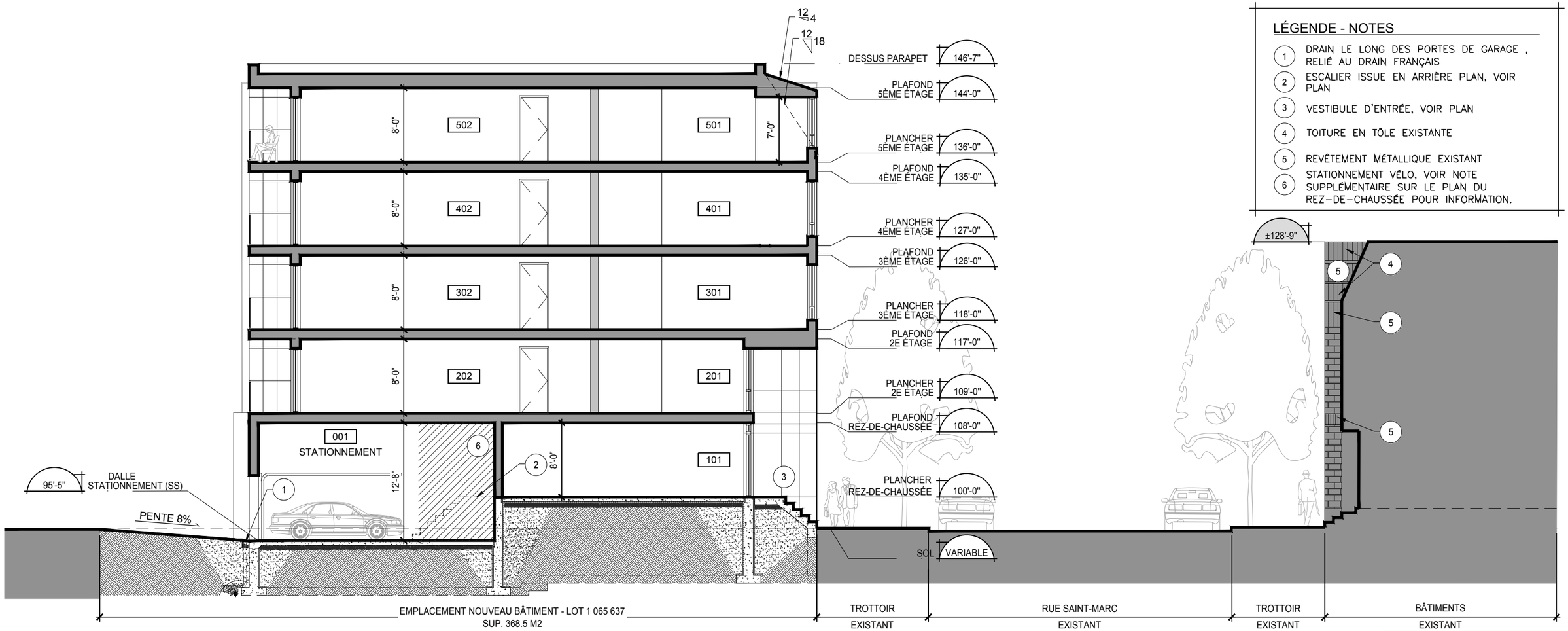
coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

ÉLÉVATION ARRIÈRE
ÉCHELLE 3/32" = 1'-0"

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



LÉGENDE

- ±XX'-X" — NIVEAU EXISTANT
- XX'-X" — NOUVEAU NIVEAU
- (XX) — NOTES SPÉCIFIQUES – CONSTRUCTION
- [XXX] — No DES LOCAUX

LÉGENDE - NOTES

1. DRAIN LE LONG DES PORTES DE GARAGE , RELIÉ AU DRAIN FRANÇAIS
2. ESCALIER ISSUE EN ARRIÈRE PLAN, VOIR PLAN
3. VESTIBULE D'ENTRÉE, VOIR PLAN
4. TOITURE EN TÔLE EXISTANTE
5. REVÊTEMENT MÉTALLIQUE EXISTANT
6. STATIONNEMENT VÉLO, VOIR NOTE SUPPLÉMENTAIRE SUR LE PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE POUR INFORMATION.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC

RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

COUPE SCHÉMATIQUE

ÉCHELLE : 3/32"=1'-0"

coursol - miron architectes
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



Quantités matériaux (facade principale)	Dimensions / pi2	Quantité	Total brute	%
Revêtement				
Revêtement métallique charcoal	224		224	6
Revêtement acier	591		591	4
Pierre renaissance joint intercalaire blanc	441		441	32
Pierre renaissance joint intercalaire carbon	613		613	58
Fenestration et porte (facade principale)				
Porte d'entrée (type mur rideau)	134'' x 192''	1	1	
Fenêtre mezzanine type 1	36'' x 66''	2	2	
Fenêtre mezzanine type 2	60'' x 66''			
Fenêtre type	36'' x 72''	47	47	

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient
18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PERSPECTIVE - MATÉRIALITÉ
ÉCHELLE : -

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PERSPECTIVE1
ÉCHELLE : -

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

coursol - miron architectes inc.
l'espace qui vous revient

ÉTUDE CONDOS RUE SAINT-MARC
RUE SAINT-MARC, MONTRÉAL, QC

PERSPECTIVE2
ÉCHELLE : -

18086 charles . st-janvier . mirabel . **T** 450.430.8777 **F** 450.435.1521 **C** jmcoursol@coursolmiron.ca

no. dossier: 16-231 date: 2018.02.20

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1177303017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest — Projet Tour des Canadiens 2

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà de la distance maximale autorisée pour le bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest — Projet Tour des Canadiens 2

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 09:52

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177303017**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1188, rue Saint-Antoine Ouest — Projet Tour des Canadiens 2

CONTENU

CONTEXTE

Cette requête vise à autoriser la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Saint-Antoine, aux abords de la rue Jean-D'Estrées, dont la projection déroge au maximum autorisé par le règlement d'urbanisme. Cette dérogation peut être accordée par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). À noter que ladite dérogation doit être accordée à la fois à deux bâtiments riverains auxquels se rattache la passerelle, soit le 1115 et le 1188, rue Saint-Antoine Ouest (voir dossier #1177303018). (3001365529)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le projet
La passerelle proposée vise à raccorder le complexe des tours TDC2 et TDC3 au réseau protégé du centre-ville (RESO), qui mène notamment aux gares Centrale et Lucien-L'Allier, ainsi qu'aux stations de métro Bonaventure et Lucien-L'Allier. Une seconde liaison, cette fois souterraine, est également projetée sous la rue Jean-D'Estrées afin de prolonger le réseau jusqu'au complexe immobilier projeté sur l'îlot voisin compris entre les rues Saint-Antoine, Peel, Saint-Jacques et Jean-D'Estrées.

D'une longueur totale de 64 m, la passerelle occupe l'emprise de la rue Saint-Antoine sur une distance de 23 m, et serait située à une hauteur variant de 6 à 8 m au-dessus du domaine public. Contrairement à la version précédente, cette proposition présente une occupation beaucoup moins envahissante du domaine public aussi bien en plan qu'en élévation.

La dérogation
Par définition, une telle occupation déroge à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), lequel prescrit qu'une saillie sur un édifice ne peut jamais s'avancer à plus de 0,6 m au-dessus du domaine public. Ainsi, une demande de

dérogation, afin d'autoriser la passerelle proposée, peut faire l'objet d'une demande conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

JUSTIFICATION

Le préjudice causé par cette disposition est évident puisque, en somme, elle interdit une passerelle au-dessus d'une rue. En effet, la disposition en cause ne peut être applicable à une passerelle traversant une voie de circulation puisqu'elle vise plutôt une saillie de façade. Enfin, au-delà des questions réglementaires, la passerelle proposée tient compte des principales considérations de sécurité et répond également aux considérations suivantes :

· la structure proposée est audacieuse;
· la structure se marie harmonieusement à la composition architecturale;
· le projet est marquant dans le paysage tout en demeurant peu envahissant sur le domaine public;
· la construction n'obstrue aucune vue ou perspective d'intérêt;
· le proposant a manifesté son accord à enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro;
· la dérogation demandée est acceptable dans la mesure où le projet contribue à l'enrichissement du paysage urbain;
· le projet facilitera la reconstruction des îlots situés au sud de la rue Saint-Antoine;
· le territoire situé au sud de la rue Saint-Antoine ne pourrait se connecter autrement au RESO que par une passerelle en raison de la topographie du site.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à la demande de dérogation mineure relative à la projection sur le domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.4.2 et 4.6.23

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1115 et 1188, rue Saint-Antoine Ouest
Responsables :	Bruno Collin, Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Saint-Antoine, aux abords de la rue Jean-D'Estrées. Une dérogation mineure est également requise en raison de la projection d'une construction au-delà du maximum autorisé par le règlement d'urbanisme. Cette dérogation peut être accordée par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). À noter que ladite dérogation doit être accordée à la fois aux deux bâtiments riverains auxquels se rattache la passerelle, soit le 1115 et le 1188, rue Saint-Antoine Ouest. La passerelle proposée vise à raccorder le complexe des tours TDC2 et TDC3 au réseau protégé du centre-ville (RESO), qui mène notamment aux gares Centrale et Lucien-L'Allier, ainsi qu'aux stations de métro Bonaventure et Lucien-L'Allier. Une seconde liaison, cette fois souterraine, est également projetée sous la rue Jean-D'Estrées afin de prolonger le réseau jusqu'au complexe immobilier projeté sur l'îlot voisin compris entre les rues Saint-Antoine, Peel, Saint-Jacques et Jean-D'Estrées. D'une longueur totale de 64 m, la passerelle occupe l'emprise de la rue Saint-Antoine sur une distance de 23 m, et serait située à une hauteur variant de 6 à 8 m au-dessus du domaine public. Contrairement à la version précédente, cette proposition présente une occupation nettement moins envahissante du domaine public aussi bien en plan qu'en élévation. Par définition, une telle occupation déroge à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), lequel prescrit qu'une saillie sur un édifice ne puisse jamais s'avancer à plus de 0,6 m au-dessus du domaine public. Le préjudice causé par cette disposition est évident puisqu'elle interdit à toutes fins utiles une passerelle au-dessus d'une rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aux séances du 6 juillet et du 23 novembre 2017 le Comité consultatif d'urbanisme, a émis un avis favorable conditionnel ainsi qu'un avis défavorable avec recommandations.
Considérant que :	La structure proposée est audacieuse et se marie harmonieusement à la

composition architecturale.

Considérant que : Le projet est marquant dans le paysage tout en demeurant peu envahissant sur le domaine public.

Considérant que : La construction n'obstrue aucune vue ou perspective d'intérêt.

Considérant que : Le proposant a manifesté son accord à enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro.

Considérant que : La dérogation demandée est acceptable dans la mesure où le projet contribue à l'enrichissement du paysage urbain.

Considérant que : Le projet facilitera la reconstruction des îlots situés au sud de la rue Saint-Antoine.

Considérant que : Le territoire situé au sud de la rue Saint-Antoine ne pourrait se connecter autrement au RESO que par une passerelle en raison de la topographie du site.

Considérant que : La présence du sas situé dans l'extrémité sud de la passerelle est susceptible de miner l'expression de légèreté recherchée dans le concept.

Considérant que : Un verre ultra clair est souhaitable pour assurer la réelle transparence de l'enveloppe de la passerelle aussi bien de jour que de nuit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un verre ultra clair pour l'enveloppe de la passerelle.**
- **Assurer que la structure demeure minimaliste et les encrages délicats.**
- **Déplacer le sas situé dans la partie sud de la passerelle vers l'intérieur de la tour.**
- **Éviter que la base de la colonne principale ne crée un dénivelé au niveau du sol afin de rendre le lieu agréable et sécuritaire à l'échelle piétonne.**
- **Enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro en faveur de la Ville.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1177303018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1115, rue Saint-Antoine Ouest — Tour Deloitte

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà de la distance maximale autorisée pour le bâtiment situé au 1115, rue Saint-Antoine Ouest — Tour Deloitte

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 09:52

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1177303018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'une passerelle projetant sur le domaine public au-delà la distance pour le bâtiment situé au 1115, rue Saint-Antoine Ouest — Tour Deloitte

CONTENU

CONTEXTE

Cette requête vise à autoriser la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Saint-Antoine, aux abords de la rue Jean-D'Estrées, dont la projection déroge au maximum autorisé par le règlement d'urbanisme. Cette dérogation peut être accordée par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). À noter que ladite dérogation doit être accordée à la fois à deux bâtiments riverains auxquels se rattache la passerelle, soit le 1115 et le 1188, rue Saint-Antoine Ouest (voir dossier #1177303017). (3001365529)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le projet
La passerelle proposée vise à raccorder le complexe des tours TDC2 et TDC3 au réseau protégé du centre-ville (RESO), qui mène notamment aux gares Centrale et Lucien-L'Allier, ainsi qu'aux stations de métro Bonaventure et Lucien-L'Allier. Une seconde liaison, cette fois souterraine, est également projetée sous la rue Jean-D'Estrées afin de prolonger le réseau jusqu'au complexe immobilier projeté sur l'îlot voisin compris entre les rues Saint-Antoine, Peel, Saint-Jacques et Jean-D'Estrées.

D'une longueur totale de 64 m, la passerelle occupe l'emprise de la rue Saint-Antoine sur une distance de 23 m, et serait située à une hauteur variant de 6 à 8 m au-dessus du domaine public. Contrairement à la version précédente, cette proposition présente une occupation beaucoup moins envahissante du domaine public aussi bien en plan qu'en élévation.

La dérogation
Par définition, une telle occupation déroge à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), lequel prescrit qu'une saillie sur un édifice ne peut jamais s'avancer à plus de 0,6 m au-dessus du domaine public. Ainsi, une demande de

dérogation, afin d'autoriser la passerelle proposée, peut faire l'objet d'une demande conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

JUSTIFICATION

Le préjudice causé par cette disposition est évident puisque, en somme, elle interdit une passerelle au-dessus d'une rue. En effet, la disposition en cause ne peut être applicable à une passerelle traversant une voie de circulation puisqu'elle vise plutôt une saillie de façade. Enfin, au-delà des questions réglementaires, la passerelle proposée tient compte des principales considérations de sécurité et répond également aux considérations suivantes :

· la structure proposée est audacieuse;
· la structure se marie harmonieusement à la composition architecturale;
· le projet est marquant dans le paysage tout en demeurant peu envahissant sur le domaine public;
· la construction n'obstrue aucune vue ou perspective d'intérêt;
· le proposant a manifesté son accord à enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro;
· la dérogation demandée est acceptable dans la mesure où le projet contribue à l'enrichissement du paysage urbain;
· le projet facilitera la reconstruction des îlots situés au sud de la rue Saint-Antoine;
· le territoire situé au sud de la rue Saint-Antoine ne pourrait se connecter autrement au RESO que par une passerelle en raison de la topographie du site.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à la demande de dérogation mineure relative à la projection sur le domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.4.2 et 4.6.23

Objet :	**DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1115 et 1188, rue Saint-Antoine Ouest
Responsables :	Bruno Collin, Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Saint-Antoine, aux abords de la rue Jean-D'Estrées. Une dérogation mineure est également requise en raison de la projection d'une construction au-delà du maximum autorisé par le règlement d'urbanisme. Cette dérogation peut être accordée par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). À noter que ladite dérogation doit être accordée à la fois aux deux bâtiments riverains auxquels se rattache la passerelle, soit le 1115 et le 1188, rue Saint-Antoine Ouest. La passerelle proposée vise à raccorder le complexe des tours TDC2 et TDC3 au réseau protégé du centre-ville (RESO), qui mène notamment aux gares Centrale et Lucien-L'Allier, ainsi qu'aux stations de métro Bonaventure et Lucien-L'Allier. Une seconde liaison, cette fois souterraine, est également projetée sous la rue Jean-D'Estrées afin de prolonger le réseau jusqu'au complexe immobilier projeté sur l'îlot voisin compris entre les rues Saint-Antoine, Peel, Saint-Jacques et Jean-D'Estrées. D'une longueur totale de 64 m, la passerelle occupe l'emprise de la rue Saint-Antoine sur une distance de 23 m, et serait située à une hauteur variant de 6 à 8 m au-dessus du domaine public. Contrairement à la version précédente, cette proposition présente une occupation nettement moins envahissante du domaine public aussi bien en plan qu'en élévation. Par définition, une telle occupation déroge à l'article 377 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), lequel prescrit qu'une saillie sur un édifice ne puisse jamais s'avancer à plus de 0,6 m au-dessus du domaine public. Le préjudice causé par cette disposition est évident puisqu'elle interdit à toutes fins utiles une passerelle au-dessus d'une rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aux séances du 6 juillet et du 23 novembre 2017 le Comité consultatif d'urbanisme, a émis un avis favorable conditionnel ainsi qu'un avis défavorable avec recommandations.
Considérant que :	La structure proposée est audacieuse et se marie harmonieusement à la

composition architecturale.

Considérant que : Le projet est marquant dans le paysage tout en demeurant peu envahissant sur le domaine public.

Considérant que : La construction n'obstrue aucune vue ou perspective d'intérêt.

Considérant que : Le proposant a manifesté son accord à enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro.

Considérant que : La dérogation demandée est acceptable dans la mesure où le projet contribue à l'enrichissement du paysage urbain.

Considérant que : Le projet facilitera la reconstruction des îlots situés au sud de la rue Saint-Antoine.

Considérant que : Le territoire situé au sud de la rue Saint-Antoine ne pourrait se connecter autrement au RESO que par une passerelle en raison de la topographie du site.

Considérant que : La présence du sas situé dans l'extrémité sud de la passerelle est susceptible de miner l'expression de légèreté recherchée dans le concept.

Considérant que : Un verre ultra clair est souhaitable pour assurer la réelle transparence de l'enveloppe de la passerelle aussi bien de jour que de nuit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un verre ultra clair pour l'enveloppe de la passerelle.**
- **Assurer que la structure demeure minimaliste et les encrages délicats.**
- **Déplacer le sas situé dans la partie sud de la passerelle vers l'intérieur de la tour.**
- **Éviter que la base de la colonne principale ne crée un dénivelé au niveau du sol afin de rendre le lieu agréable et sécuritaire à l'échelle piétonne.**
- **Enregistrer une servitude de passage public durant les heures d'ouverture du métro en faveur de la Ville.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1180318002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, art. 560), une ordonnance autorisant les promoteurs d'événements à installer une enseigne ou une enseigne publicitaire pour les événements en 2018

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance o. xxx autorisant l'affichage promotionnel et publicitaire des événements et promotions commerciales à se tenir en 2018

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 11:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180318002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, art. 560), une ordonnance autorisant les promoteurs d'événements à installer une enseigne ou une enseigne publicitaire pour les événements en 2018

CONTENU

CONTEXTE

Du fait qu'il soit l'arrondissement offrant la plus grande concentration de destinations touristiques, festives, patrimoniales, commerciales et civiques, Ville-Marie constitue le territoire sur lequel se déroule le plus grand nombre de grands événements et de promotions commerciales. La quasi majorité de ces événements sont possibles grâce à des commanditaires, qui en échange de leur contribution, demandent une visibilité corporative de leur image de marque. L'affichage événementiel et publicitaire sur le domaine public étant cependant soumis à la réglementation d'urbanisme en vigueur, les promoteurs de ces événements doivent obtenir une dérogation pour mettre de l'avant leur plan de visibilité. La présente vise à adopter une ordonnance qui accorde la dérogation nécessaire au règlement cité en objet dans le but d'autoriser le type d'affichage prévu à l'article du règlement 01-282 à tous les événements et promotions commerciales qui obtiendront un permis municipal ou de l'arrondissement au cours de l'année en cours. L'arrondissement délivre une quinzaine de permis de tels événements chaque année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240659 - 15 décembre 2016 - Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), autorisant les promoteurs d'événements à installer une enseigne ou une enseigne publicitaire pour les événements en 2017.
CA16 240056 - 9 février 2016 - Édicter une ordonnance, autorisant les promoteurs d'événements à installer une enseigne ou une enseigne publicitaire pour les événements en 2016.

DESCRIPTION

L'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) stipule que "le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, régir ou autoriser :
1º des enseignes et des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation;
[...]
5º des enseignes et des enseignes publicitaires à des fins publique, culturelle, touristique et socio communautaire pour une période de temps déterminée."

Une quinzaine de demandes d'installation d'affichage événementiel ou d'enseignes publicitaires sont formulées chaque année auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et auprès de la Direction culture, sports, loisirs et développement social. Il s'agit d'adopter une ordonnance qui autorise systématiquement l'affichage à tout événement ou promotion commerciale qui aura été autorisé par l'arrondissement, par voie de permis, au cours de l'année 2018. L'ordonnance à adopter édicte de plus les normes relatives aux dimensions ainsi qu'aux types d'installation auxquels devront se soumettre les divers concepts d'affichage.

JUSTIFICATION

L'adoption d'une telle ordonnance de portée générale permettra aux responsables de la délivrance des permis d'autoriser les concepts d'affichage et d'enseigne qui seront conformes aux règles comprises dans l'ordonnance sans recourir au cas par cas, accélérant ainsi les procédures.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien des enseignes, des supports et des structures nécessaires sont entièrement sous la responsabilité des promoteurs .

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-02-27
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Marc LABELLE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-2698 **Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. xxx	**Ordonnance sur l'affichage événementiel, promotionnel et publicitaire des événements et promotions commerciales à se tenir en 2018**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 13 mars 2018, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Tout projet d'affichage, de projection ou de pavoisement de nature événementielle, commerciale ou promotionnelle destiné au public et relié à un événement civique, culturel, touristique, commémoratif, communautaire, commercial ou similaire à se tenir au cours de l'année 2018 doit être autorisé par l'arrondissement de Ville-Marie.

2. À l'exception des communications produites par l'arrondissement de Ville-Marie et de l'affichage émanant du Partenariat du Quartier des spectacles, aucune enseigne annonçant une programmation régulière ou des activités d'un organisme ou d'un lieu de diffusion n'est autorisée.

3. Les demandes relatives à un projet d'affichage décrit au paragraphe 1 doivent être déposées, selon leur nature, auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

4. Aucune installation d'enseigne, de bannière ou projection destinée à faire la promotion d'un événement, d'une fête, d'une manifestation ponctuelle ou d'une activité commerciale ne peut se faire sans l'autorisation écrite de l'une ou l'autre des Directions mentionnées précédemment.

4. La demande d'autorisation de réaliser un projet d'affichage de nature promotionnelle doit être faite à partir du formulaire de demande conçu à cette fin. Ce formulaire peut être obtenu auprès des deux Directions responsables. Il doit parvenir, dûment complété et accompagné de toutes les pièces explicatives à joindre au moins vingt (20) jours ouvrables (quatre (4) semaines) avant la date prévue pour l'installation.

5. La présente ordonnance autorise l'affichage événementiel, commercial ou promotionnel relié à un tel événement ponctuel pour un maximum de trente (30) jours. Soit un maximum de dix (10) jours précédant le début de l'événement et à un maximum de deux (2) jours après sa fin.

7. Le nombre maximal d'enseigne pour un même événement est limité à trois (3).

8. Une enseigne doit rencontrer les conditions suivantes :

- lorsqu'elle est installée au-dessus de l'emprise d'une voie publique, sa superficie ne peut excéder douze (12) mètres carrés (129 pieds carrés) par face et sa hauteur maximale ne peut excéder 1,2 mètres (3 pieds 4 pouces);
- lorsqu'elle est installée sur une propriété privée, sa superficie ne peut excéder trente (30) mètres carrés (323 pieds carrés) par face et sa hauteur ne doit pas excéder trois (3) mètres (9 pieds 8 pouces);
- elle doit être fixée solidement par des câbles métalliques à des ancrages prévus à cette fin sur les immeubles adjacents;
- elle doit être faite d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
- elle doit être ajourée pour offrir un minimum de résistance au vent;
- elle ne peut pas être installée devant une fenêtre;
- lorsqu'elle est située au-dessus de l'emprise d'une voie publique, un dégagement minimal de cinq (5) mètres (16 pieds) est exigé sous l'enseigne.

9. Le promoteur ayant obtenu le permis de tenir l'événement ou la promotion commerciale doit obtenir l'autorisation écrite des propriétaires ou des gestionnaires de chacun des immeubles où sera fixée une enseigne.

10. Aucune enseigne ne peut être installée, fixée ou accrochée à un arbre, un lampadaire, un poteau ou toute autre pièce de mobilier urbain ainsi qu'à un balcon, une galerie, un escalier, etc.

11. Le texte ou le message installé sur l'enseigne, la banderole ou la projection doit accorder un espace **prépondérant** à la promotion de l'événement, soit sont logotype, son nom ou un slogan. La visibilité laissée à un ou des commanditaire(s) ne doit pas dépasser le tiers de la superficie du support publicitaire utilisé.

12. Toute structure d'affichage**,** enseigne, bannière, banderole ou équivalent doit être installée par une firme spécialisée disposant des équipements et des assurances responsabilités associées. Préalablement à cette installation, tous les permis exigibles, dont celui autorisant l'entrave temporaire à la circulation doivent avoir été délivrés et en possession de l'installateur.

13. Le promoteur de l'événement ou de la promotion commerciale doit contracter, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. Cette couverture d'assurance doit être en vigueur à partir du moment de l'installation et jusqu'à la fin de l'enlèvement de l'enseigne, de la banderole ou de la structure d'affichage.

14. Pour des raisons de sécurité ou encore en cas de conflit de dates ou de localisation, la Ville de Montréal se réserve le droit de limiter le nombre d'enseignes qui seront installées ou de refuser l'installation de certaines de celles-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318002*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *, date de son entrée en vigueur*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1187803002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 2e partie C)

Il est recommandé :

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance jointe à la présente permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance jointe à la présente permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que la consommation de boissons alcooliques, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance jointe à la présente permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance jointe à la présente permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 14:35

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187803002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 2e partie C)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de consolider et d'harmoniser les actions de la Ville en matière de soutien et d'encadrement des festivals et des grands événements de calibre métropolitain, national et international, le comité exécutif rapatriait, le 30 mars 2005, le pouvoir d'appliquer les règlements relatifs à l'occupation du domaine public pour les festivals et les événements de calibre métropolitain, national et international, en plus de ses pouvoirs prévus en vertu de l'article 69.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville.
Les autres autorisations habituellement nécessaires à la tenue des événements identifiés, soit les dérogations aux règlements sur le bruit, sur l'affichage, sur la paix et l'ordre sur le domaine public, sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain, doivent être obtenues auprès de l'arrondissement concerné. À cet effet, nous présentons un dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.
Voici les règlements dont il est question :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
- Règlement sur l'urbanisme concernant l'affichage, R.R.V.M., 01-282, article 560;
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain R.R.V.M. chapitre P-12-2, article 7;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté CA-24-285 article 29.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Des décisions antérieures du Bureau des festivals et des événements culturels de la Direction associée Cinéma - Festivals - Événements ont été approuvées.

DESCRIPTION

De nombreux festivals et événements culturels se déroulent dans l'arrondissement de Ville-Marie et plus particulièrement dans le Quartier des spectacles.

Ces événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale et requièrent des autorisations de vendre, d'afficher et de bruit.

JUSTIFICATION

De nombreux festivals et événements culturels se déroulent dans l'arrondissement de Ville-Marie et plus particulièrement dans le Quartier des spectacles.
Ces événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale et requièrent des autorisations de vendre, d'afficher et de bruit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces événements favorisent la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et interculturel); encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables destinés à se conformer à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les événements en annexe ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

- De plus, ces événements sont gratuits et favorisent l'accessibilité de tous.
- Le promoteur mettra en place sur les sites des événements un système de cueillette des matières recyclables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de rues et informeront les citoyens concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut déroger à la réglementation municipale.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Dominique ARCHAMBAULT, Ville-Marie

Lecture :

Guy CHARBONNEAU, 1er mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FONTAINE
agent de développement culturel

Tél : 514-872-6156
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2018-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2018-03-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187803002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 2e partie C)



2-Tableau_événements_CA_13 mars 2018.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FONTAINE
agent de développement culturel

Tél : 514-872-6156
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

01-282, xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2e partie C)

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);

À la séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe). Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2e partie C)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (voir en pièce jointe).

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est un Leq 1 minute de 80 dBA et 100dBC mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-285

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2e partie C)

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe);

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
p-12-2,

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 2e partie C)

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 1e partie C)

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 13 mars 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcoolisées et non alcoolisées ainsi que la consommation de boissons alcoolisées selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 2e partie, C
Sommaire 1187803002 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 13 mars 2018

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
21 Balançoires et ADN	Quartier des spectacles	9 avril au 27 mai 2018	Promenade des artistes	N/A	N/A	N/A	N/A	10h à 23h du dimanche au mercredi, 10h à 1h du jeudi au samedi	9 avril au 27 mai 2018	9 avril au 27 mai 2018	N/A	9 avril au 27 mai 2018	N/A

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1180318004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur les sites identifiés pour la saison 2018

Attendu que le Conseil de Ville a, lors de sa séance du 24 mars 2015, adopté la résolution CM15 0365 adoptant le règlement 15-039 intitulé Règlement régissant la cuisine de rue, D'édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue afin de permettre les activités de cuisine de rue aux sites identifiés ci-après :
1 CEGEP Dawson Ave. Atwater, côté ouest, au nord de De Maisonneuve.
2 Gare Windsor Rue Stanley, sud de René-Lévesque,
3 Square Dorchester Sur rue Metcalfe, au nord du boul. René-Lévesque
4 Place du Canada Rue de la Cathédrale, au sud de René-Lévesque, côté ouest
5 Musée McCord Rue Victoria, adossé au Musée
6 Cité du Multimédia Rue Brennan, au coin de Prince
7 Queen Rue Queen, au nord de Wellington, côté est
8 Beaver Hall Rue de la Gauchetière à l'ouest de la rue Beaver Hall
9 Square Victoria Rue du Square-Victoria, au nord de St-Jacques, côté est
10 Parc du Mont Royal Avenue du Parc, près du monument Georges-Étienne-Cartier
11 Musée Pointe-à-Callière Sur Place-d'Youville, entre place Royale et rue Saint-François-Xavier
12 Place d'Armes Sur St-Jacques, face à la Banque de Montréal
13 Complexe Guy-Favreau Sur René-Lévesque, côté sud à l'ouest de Saint-Urbain
14 Quartier des spectacles Boul. Saint-Laurent, côté est, au nord de la SAT
15 du Palais Rue Notre-Dame, à l'est de la rue St-Gabriel, côté nord
16 Place des Montréalaises Rue Sanguinet, entre Viger et Saint-Antoine
17 UQAM Rue Sainte-Catherine est, côté sud-ouest de Berri
18 Des Faubourgs Boul. De Maisonneuve, à l'est du pont Jacques-Cartier, côté nord - près du 2155
19 Havre - Frontenac Rue Lafontaine coin du Havre

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 12:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180318004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur les sites identifiés pour la saison 2018

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2015, le conseil municipal a adopté le Règlement régissant la cuisine de rue (15-039), établissant entre autres les sites de cuisine de rue. L'article 34 du règlement permet au conseil de chaque arrondissement de modifier par ordonnance les sites et leurs emplacements. Annuellement, une évaluation du potentiel et des contraintes offerts par chacun des sites est réalisée, permettant le maintien, le déplacement ou l'ajout de l'activité de cuisine de rues dans les différents secteurs de l'arrondissement.
Pour planifier la saison de cuisine de rue 2018, l'arrondissement de Ville-Marie a pu compter sur la collaboration du Service de la concertation des arrondissements, de l'association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) et de quelques exploitants de camions de cuisine de rue. La carte des sites de cuisine de rue proposée pour la saison 2018, prévue entrer en vigueur le 1er avril, est le fruit de l'analyse des bilans des années 2012 à 2017, de la satisfaction et des souhaits des exploitants, de la rentabilité de l'opération, de la présence d'une clientèle potentielle, des contraintes réglementaires et du souci de ne pas induire une compétition non sollicité face aux restaurateurs établis en permanence à proximité.

L'ordonnance à adopter permettrait de déployer une carte de cuisine de rue revisitée par rapport à la saison précédente. Cette carte abandonnant des sites jugés moins intéressants, mais en proposant de nouveaux, offre à la fois un nombre plus élevé de sites qu'en 2017, soit 19 et un nombre d'emplacements plus élevé, soit 25. Par contre, dans le but de valoriser davantage cette nouvelle activité économique, le nombre d'emplacements par site a été réduit. De ceux-ci, sept (7) seraient rendus disponibles à la cuisine de rue pour la première fois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240064 - 14 février 2017 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur différents sites ;
CA16 240498 - 6 octobre 2016 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin de modifier les paramètres du site du square Victoria et de retirer celui de l'Université Concordia ;

CA16 240205 - 12 avril 2016 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin de modifier les paramètres des sites du Quartier de la santé et du Musée McCord ;

CA15 240706 - 8 décembre 2015 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur différents sites ;

CA15 240313 - 8 juin 2015 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'ajouter un emplacement au site du parc du Mont-Royal ;

CA15 240263 - 12 mai 2015 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin de retirer le site du parc Hector-Toe-Blake et de réduire à un emplacement le site de la place Émilie-Gamelin ;

CA15 240182 - 14 avril 2015 - Édicter une ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) afin d'autoriser les activités de cuisine de rue sur le site de la cité du multimédia ;

CM15 0365 - 23 mars 2015 - Adopter le Règlement 15-039 intitulé Règlement régissant la cuisine de rue.

DESCRIPTION

L'offre de repas sur rue à des fins commerciales via des camions équipés de cuisines nécessite régissant la cuisine de rue.
Il s'agit, par la présente, d'édicter l'ordonnance qui permettra à la cuisine de rue de se déploye de la cuisine de rue, celle-ci étant composée des sites apparaissant au tableau suivant.

	Nom du site	Lieu	État par rapport à 2017
1	**CEGEP Dawson**	Ave. Atwater, côté ouest, au nord de De Maisonneuve. Derrière zone d'autobus	NOUVEAU
2	**Gare Windsor**	Rue Stanley, sud de René-Lévesque,	MODIFIÉ
3	**Square Dorchester**	Sur rue Metcalfe, au nord du boul. René-Lévesque	NOUVEAU
4	**Place du Canada**	Rue de la Cathédrale, au sud de René-Lévesque, côté ouest	MODIFIÉ
5	**Musée McCord**	Rue Victoria, adossé au Musée	MODIFIÉ
6	**Cité du Multimédia**	Rue Brennan, au coin de Prince	IDEM
7	**Queen**	Rue Queen, au nord de Wellington, côté est	IDEM
8	**Beaver Hall**	Rue de la Gauchetière à l'ouest de la rue Beaver Hall	NOUVEAU
9	**Square Victoria**	Rue du Square-Victoria, au nord de St-Jacques, côté est	IDEM
10	**Parc du Mont Royal**	Avenue du Parc, près du monument Georges-Étienne-Cartier	MODIFIÉ
11	**Musée Pointe-à-Callière**	Sur Place-d'Youville, entre place Royale et rue Saint-François-Xavier	IDEM
12	**Place d'Armes**	Sur St-Jacques, face à la Banque de Montréal	IDEM
13	**Complexe Guy-Favreau**	Sur René-Lévesque, côté sud à l'ouest de Saint-Urbain	MODIFIÉ
14	**Quartier des spectacles**	Boul. Saint-Laurent, côté est, au nord de la SAT	NOUVEAU
15	**du Palais**	Rue Notre-Dame, à l'est de la rue St-Gabriel, côté nord	IDEM
16	**Place des Montréalaises**	Rue Sanguinet, entre Viger et Saint-Antoine	NOUVEAU
17	**UQAM**	Rue Sainte-Catherine est Face à la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes, coin Berri	NOUVEAU
18	**Des Faubourgs**	Boul. De Maisonneuve, à l'est du pont Jacques-Cartier Côté nord - près du 2155	NOUVEAU
19	**Havre - Frontenac**	Rue Lafontaine coin du Havre À proximité : bureaux de Énergir, Maison de la culture Frontenac	NOUVEAU

JUSTIFICATION

Les sites proposés pour la saison 2018 ont été choisis dans l'objectif de favoriser davantage l'activité économique et attractive que constitue la cuisine sur rue. Sa contribution à l'ambiance et au positionnement de l'arrondissement ont aussi été des critères de révision. Le cumul des expériences vécues par les exploitants et la Ville depuis le premier projet pilote, en 2013, a favorisé la proposition d'une carte de déploiement des camions cuisine qui permet de rendre leur offre alimentaire plus visible, mieux intégrée à chacun des écosystèmes où elle sera déployée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les outils de communications de cuisine de rue de l'arrondissement seront mis à jour conséquemment à l'adoption du conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La signalisation des sites sera déplacée ou ajoutée .

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie
Isabelle ROUGIER, Ville-Marie

Lecture :

Isabelle ROUGIER, 2 mars 2018
Driss EZZAHER, 2 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Marc LABELLE
Directeur

Tél : 514 872-2698
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

15-039, o. xxx	**Ordonnance modifiant l'annexe B du Règlement régissant la cuisine du rue (15-039)**

Vu l'article 34 du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039).

À la séance ordinaire du 13 mars 2018, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'annexe B du Règlement régissant la cuisine de rue (15-039) est modifié par la mise à jour de la liste des sites autorisés, étant les suivants :

• CEGEP Dawson	Ave. Atwater, côté ouest, au nord de De Maisonneuve.
• Gare Windsor	Rue Stanley, sud de René-Lévesque,
• Square Dorchester	Sur rue Metcalfe, au nord du boul. René-Lévesque
• Place du Canada	Rue de la Cathédrale, au sud de René-Lévesque, côté ouest
• Musée McCord	Rue Victoria, adossé au Musée
• Cité du Multimédia	Rue Brennan, au coin de Prince
• Queen	Rue Queen, au nord de Wellington, côté est
• Beaver Hall	Rue de la Gauchetière à l'ouest de la rue Beaver Hall
• Square Victoria	Rue du Square-Victoria, au nord de St-Jacques, côté est
• Parc du Mont Royal	Avenue du Parc, près du monument Georges-Étienne-Cartier
• Musée Pointe-à-Callière	Sur Place-d'Youville, entre place Royale et rue Saint-François-Xavier
• Place d'Armes	Sur St-Jacques, face à la Banque de Montréal
• Quartier chinois	Sur René-Lévesque, côté sud à l'ouest de Saint-Urbain
• Quartier des spectacles	Boul. Saint-Laurent, côté est, au nord de la SAT
• du Palais	Rue Notre-Dame, à l'est de la rue St-Gabriel, côté nord
• Place des Montréalaises	Rue Sanguinet, entre Viger et Saint-Antoine
• UQAM	Rue Sainte-Catherine est, côté sud-ouest de Berri
• Des Faubourgs	Boul. De Maisonneuve, à l'est du pont Jacques-Cartier, côté nord - près du 2155
• Havre - Frontenac	Rue Lafontaine coin du Havre

_____

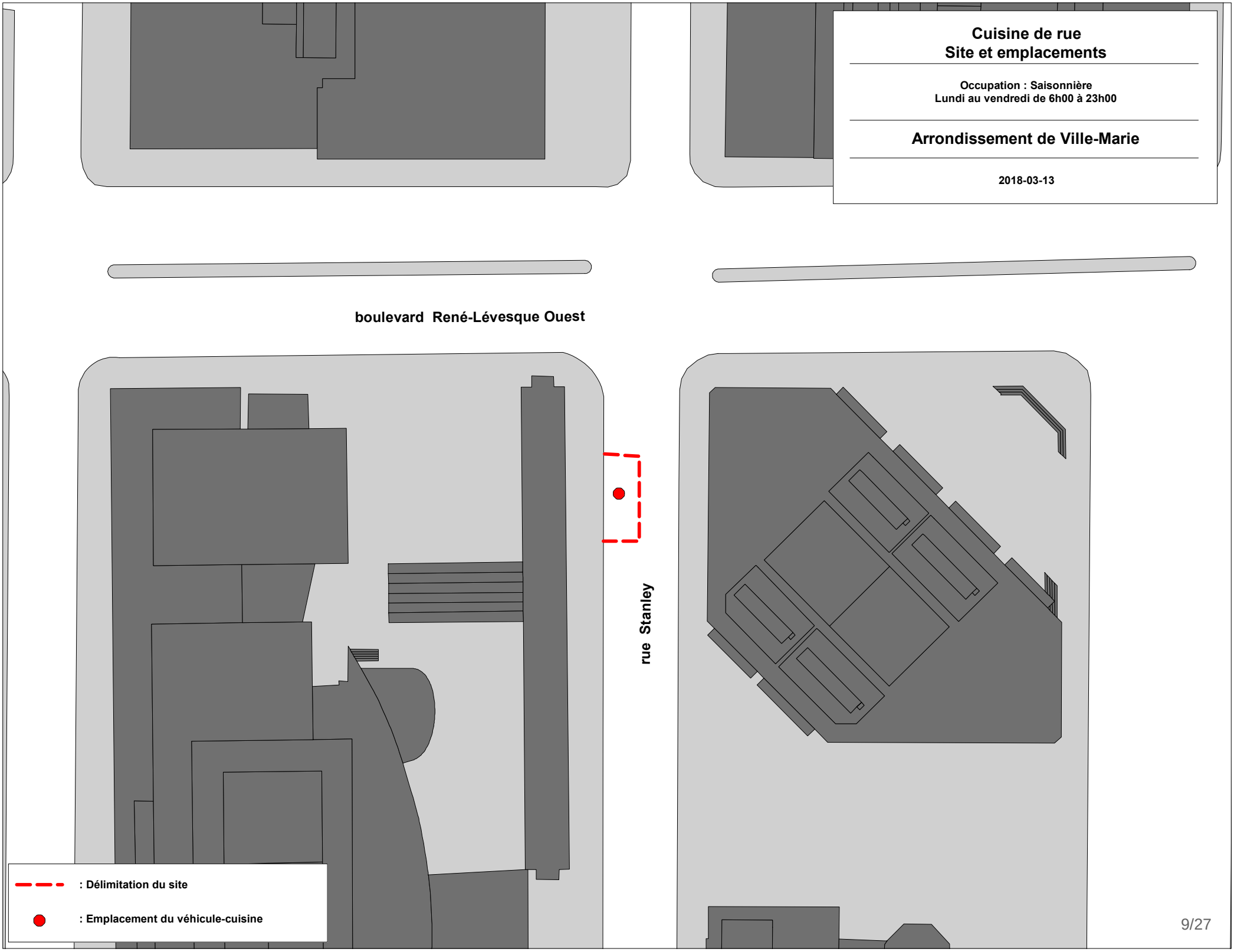
Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180318004) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur.*

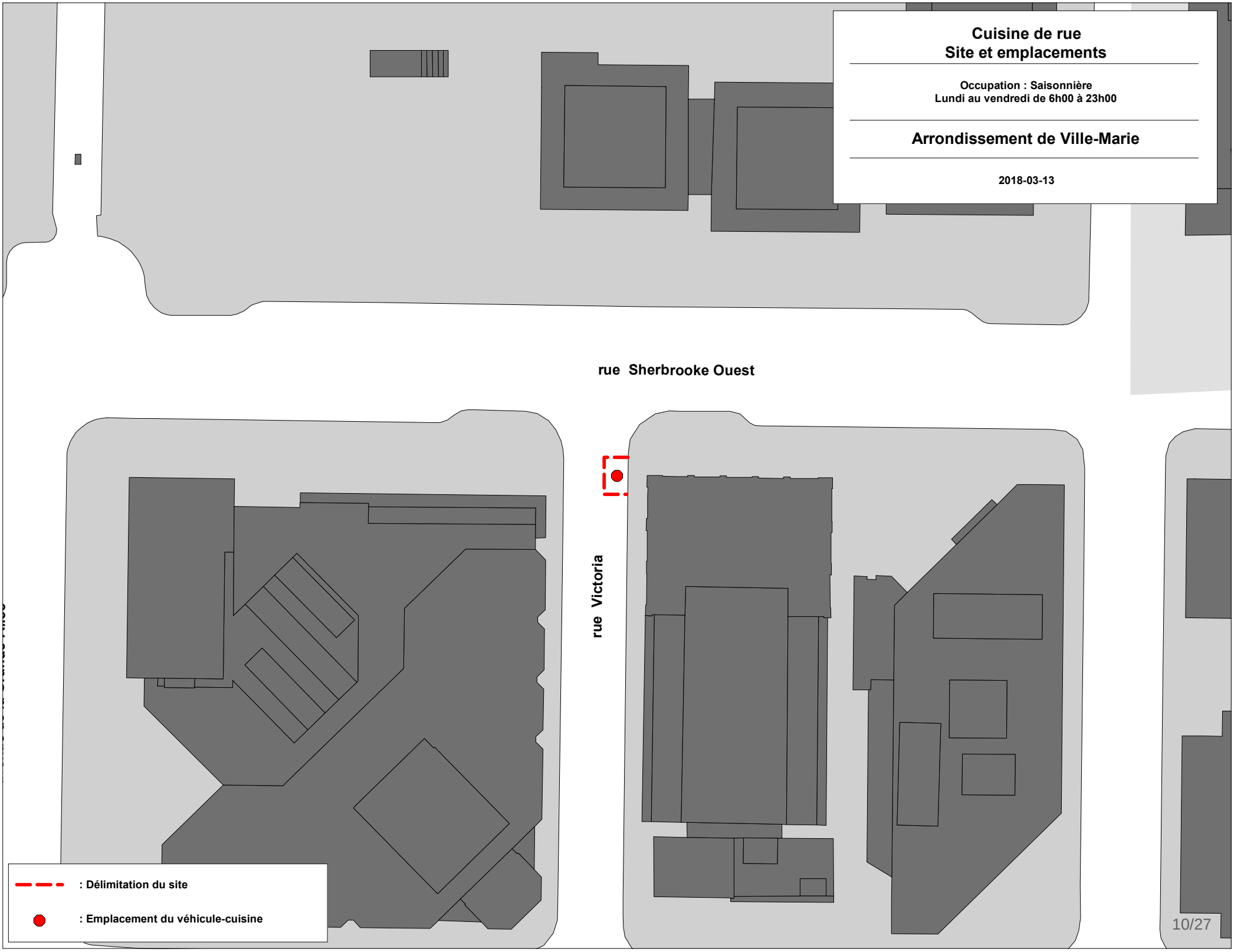
Cuisine de rue
Site et emplacements

Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h00 à 23h00

Arrondissement de Ville-Marie

2018-03-13




Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
rue Sherbrooke Ouest
rue Victoria
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

Cuisine de rue
Site et emplacements

Occupation : Annuelle
Tous les jours de 6h00 à 23h00

Arrondissement de Ville-Marie

2018-03-13

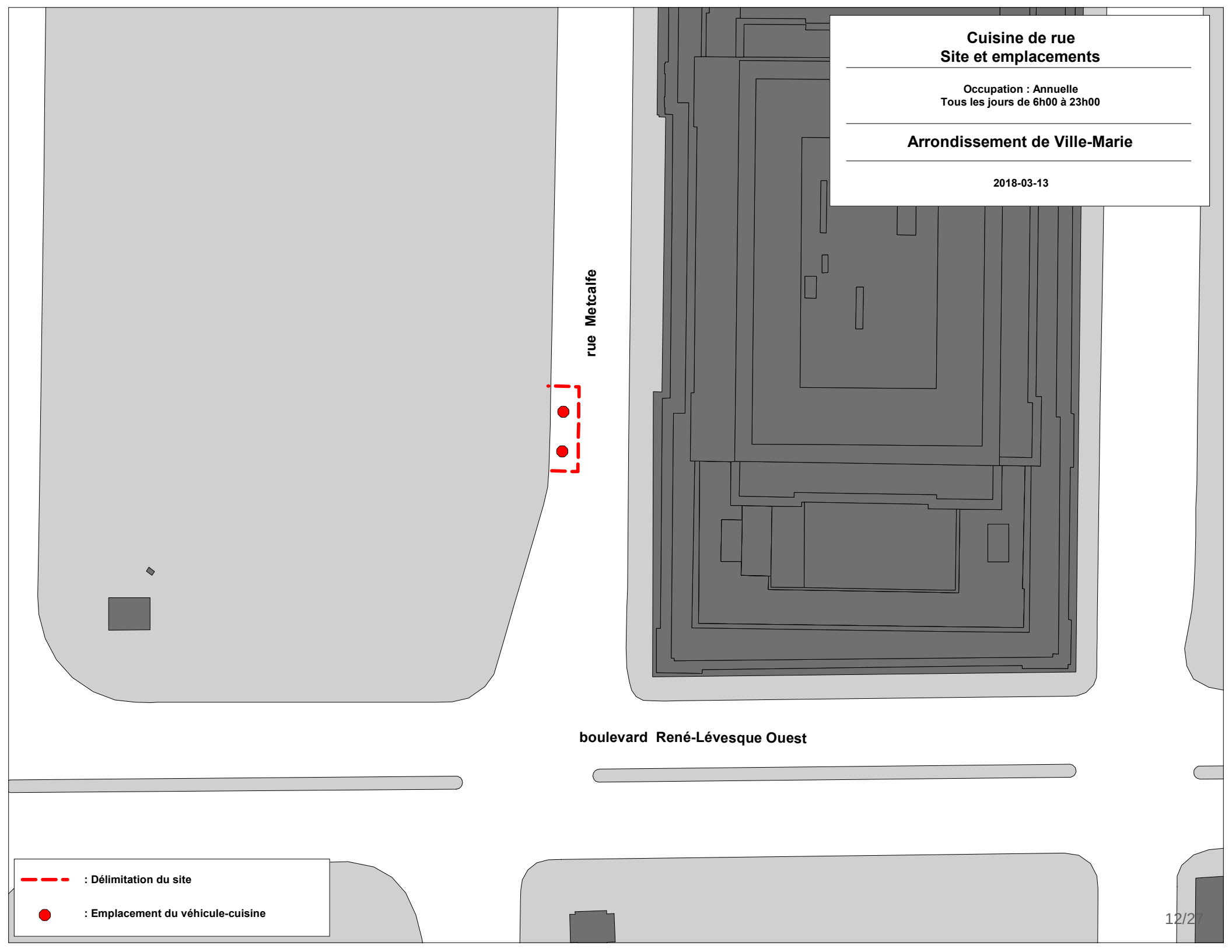
boulevard René

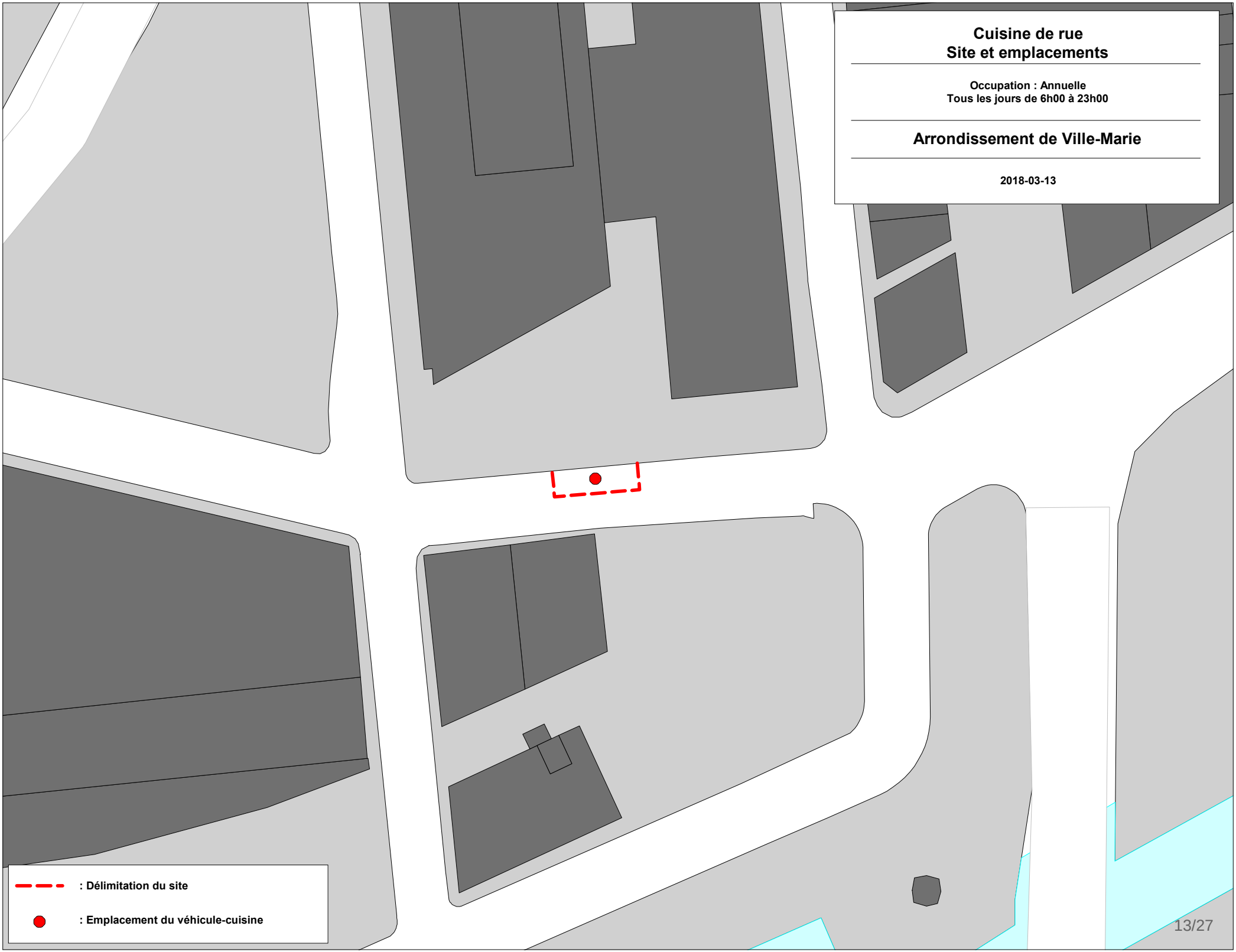
boulevard René-Lévesque Ouest

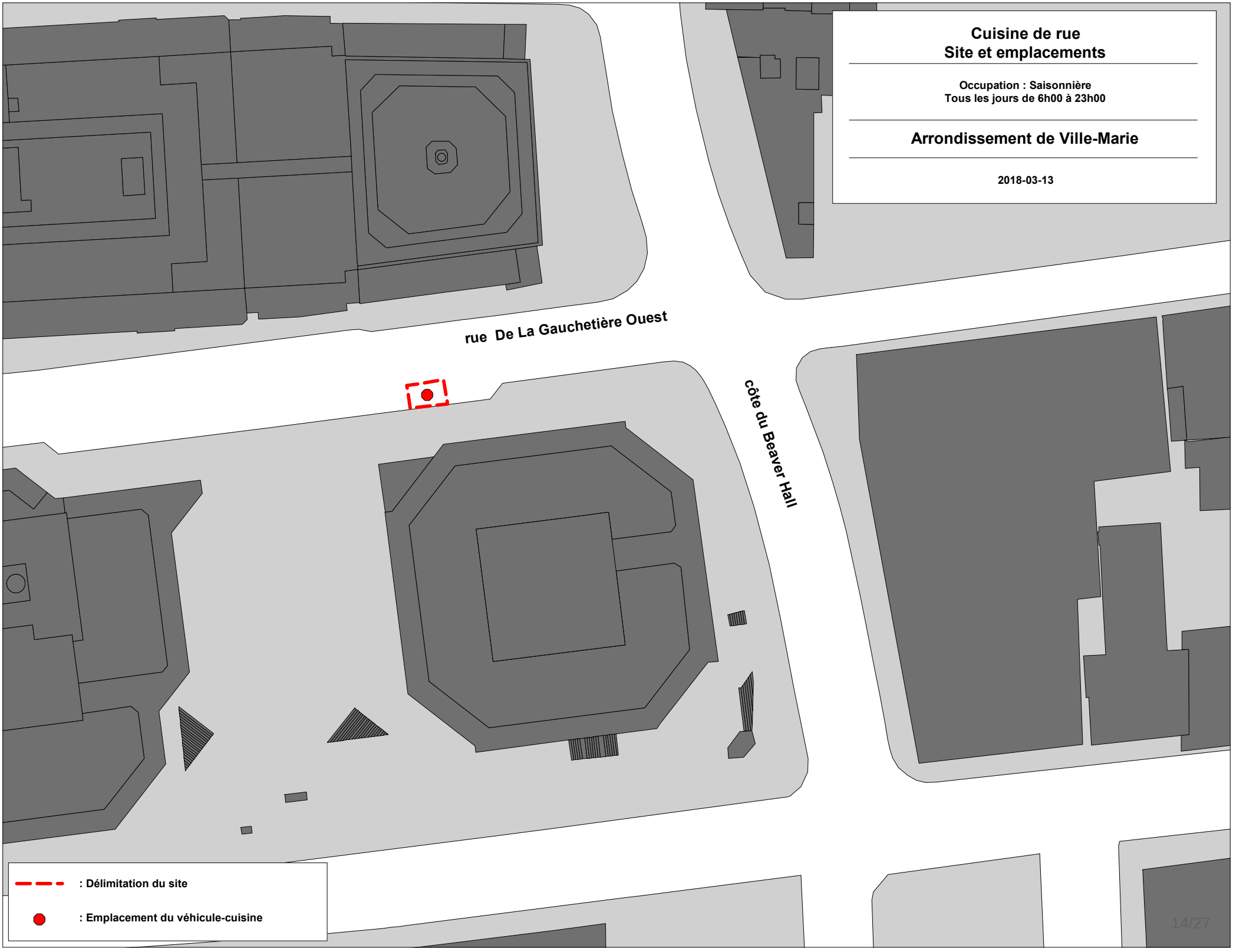
rue de la Cathédrale

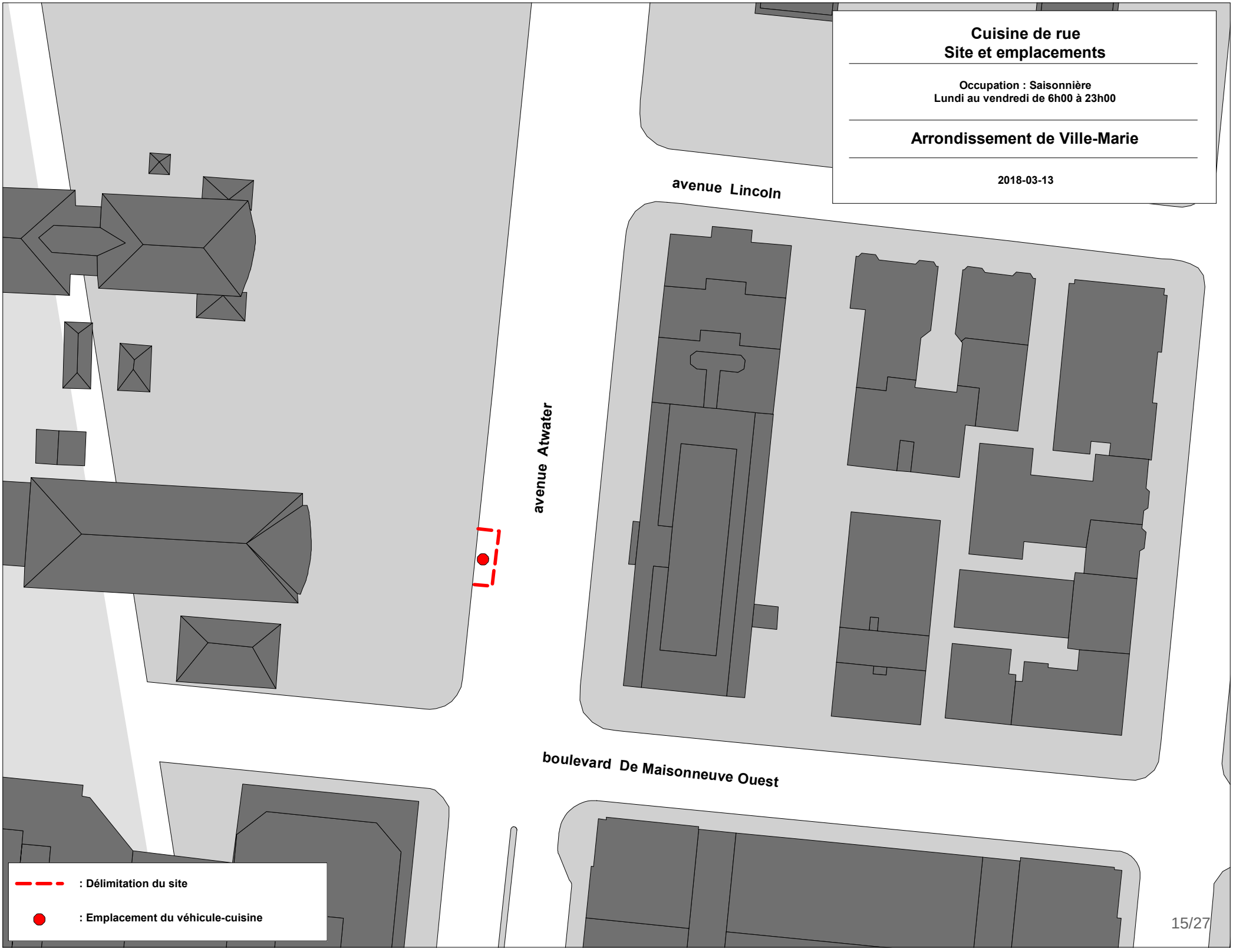
: Délimitation du site

: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Annuelle
Tous les jours de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
rue Metcalfe
boulevard René-Lévesque Ouest
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Annuelle
Tous les jours de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Tous les jours de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
rue De La Gauchetière Ouest
côte du Beaver Hall
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

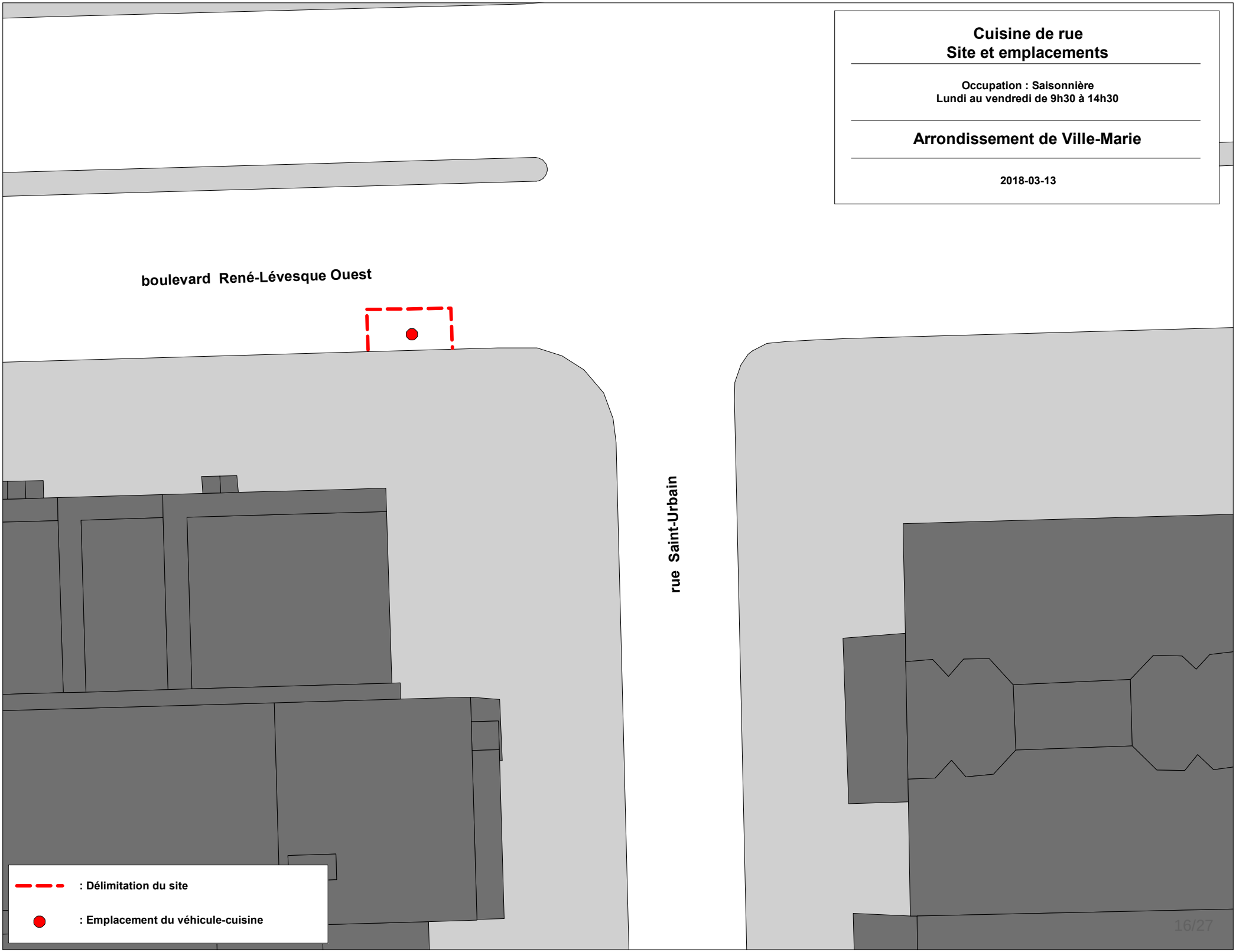

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
avenue Lincoln
avenue Atwater
boulevard De Maisonneuve Ouest
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

Cuisine de rue
Site et emplacements

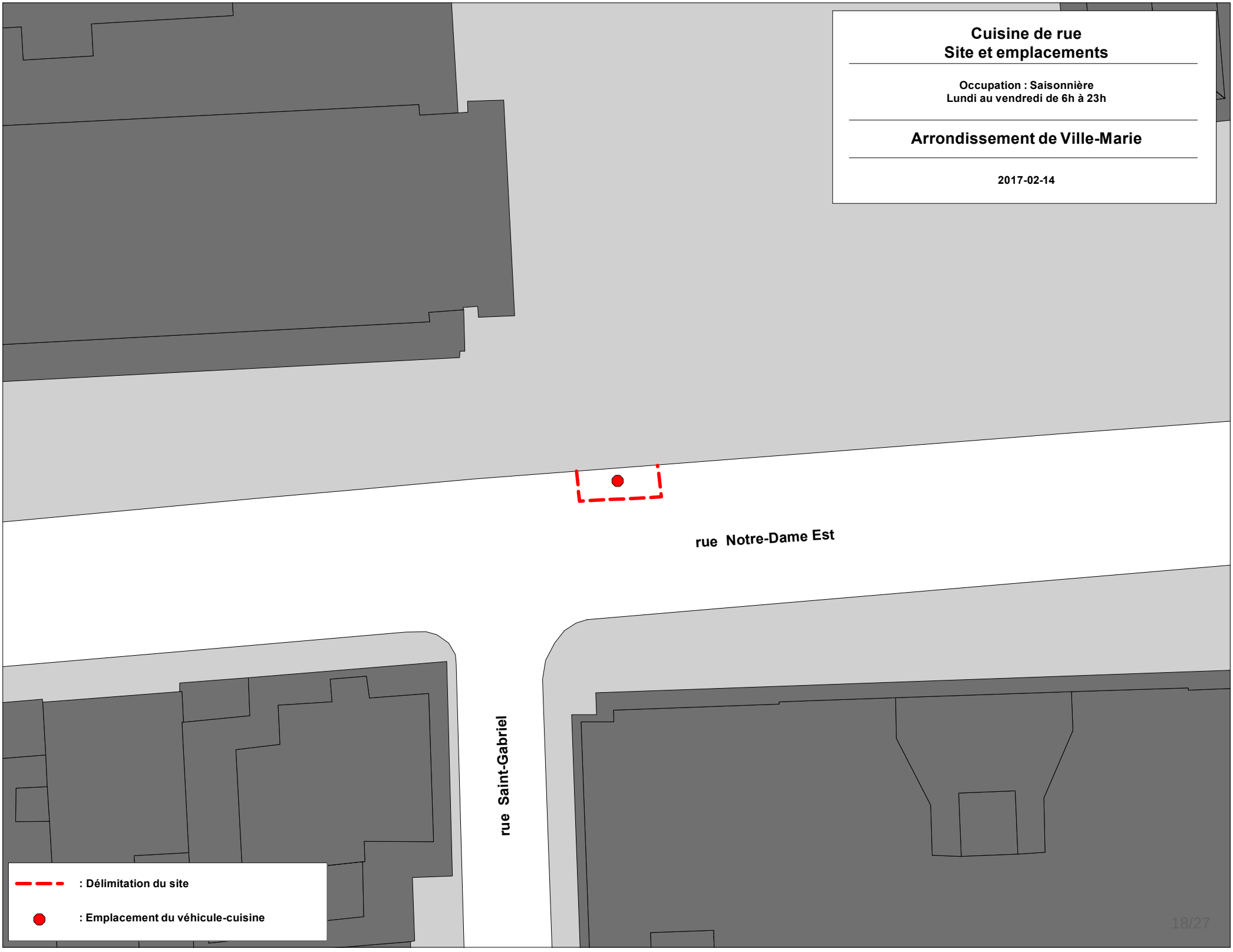
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 9h30 à 14h30

Arrondissement de Ville-Marie

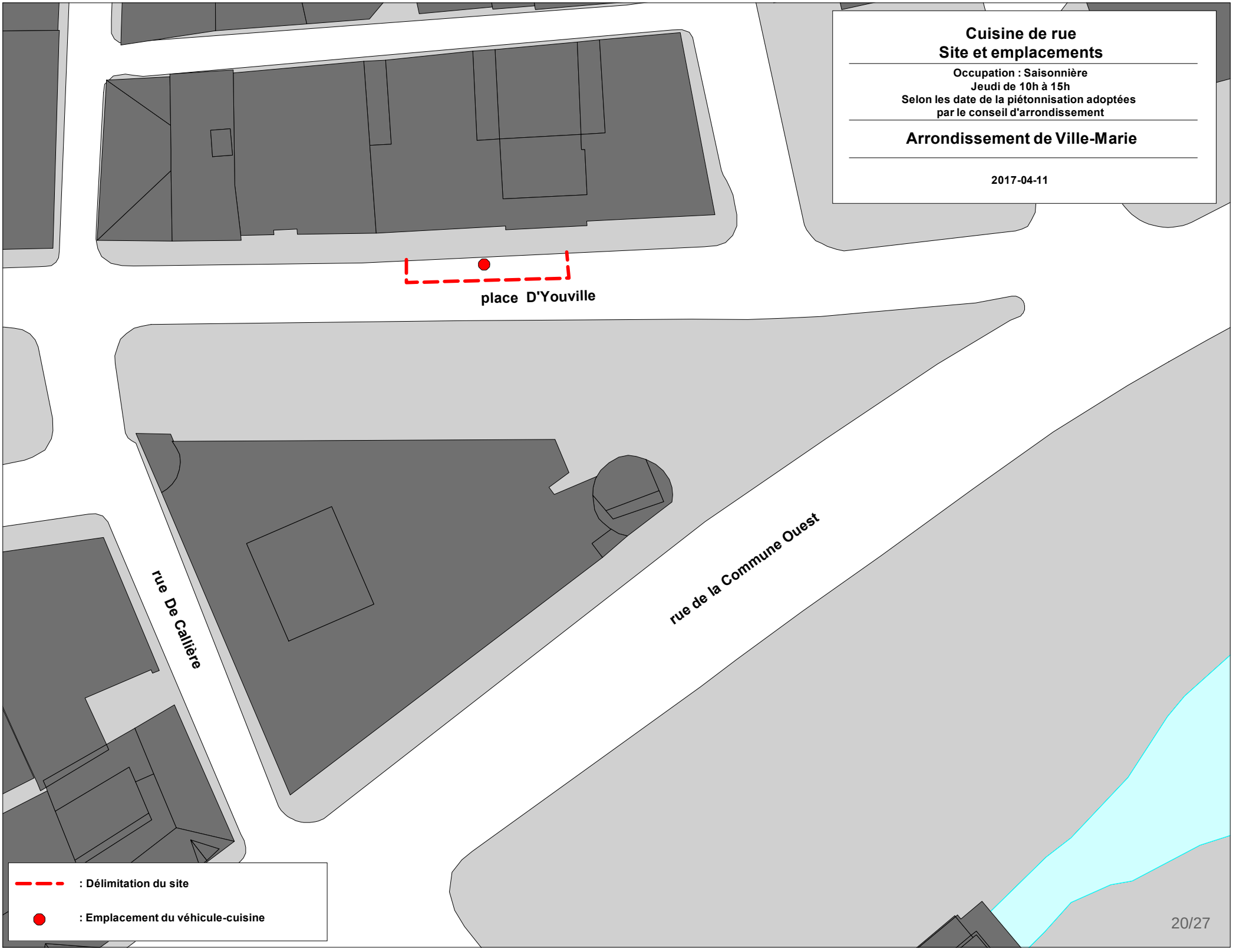
2018-03-13

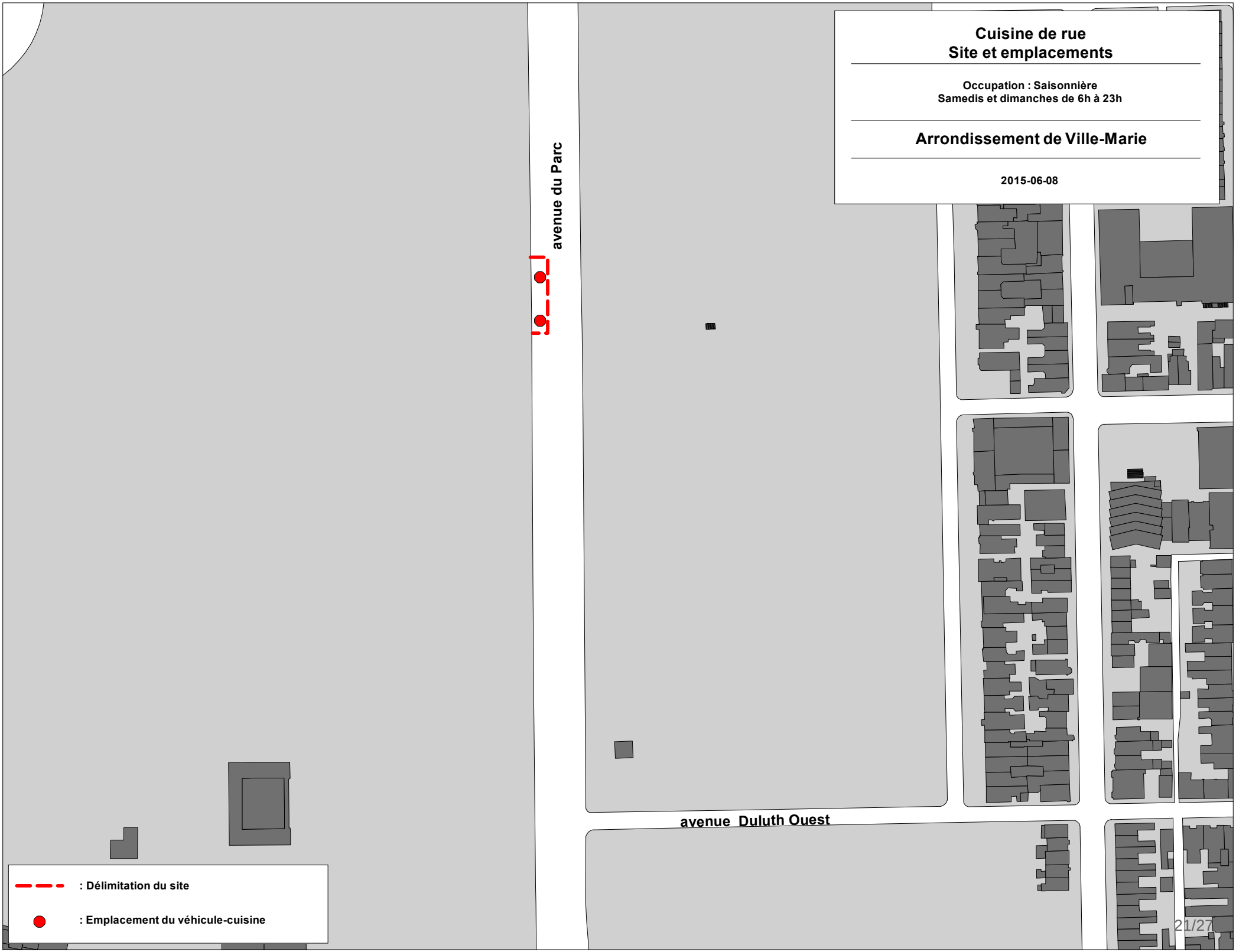


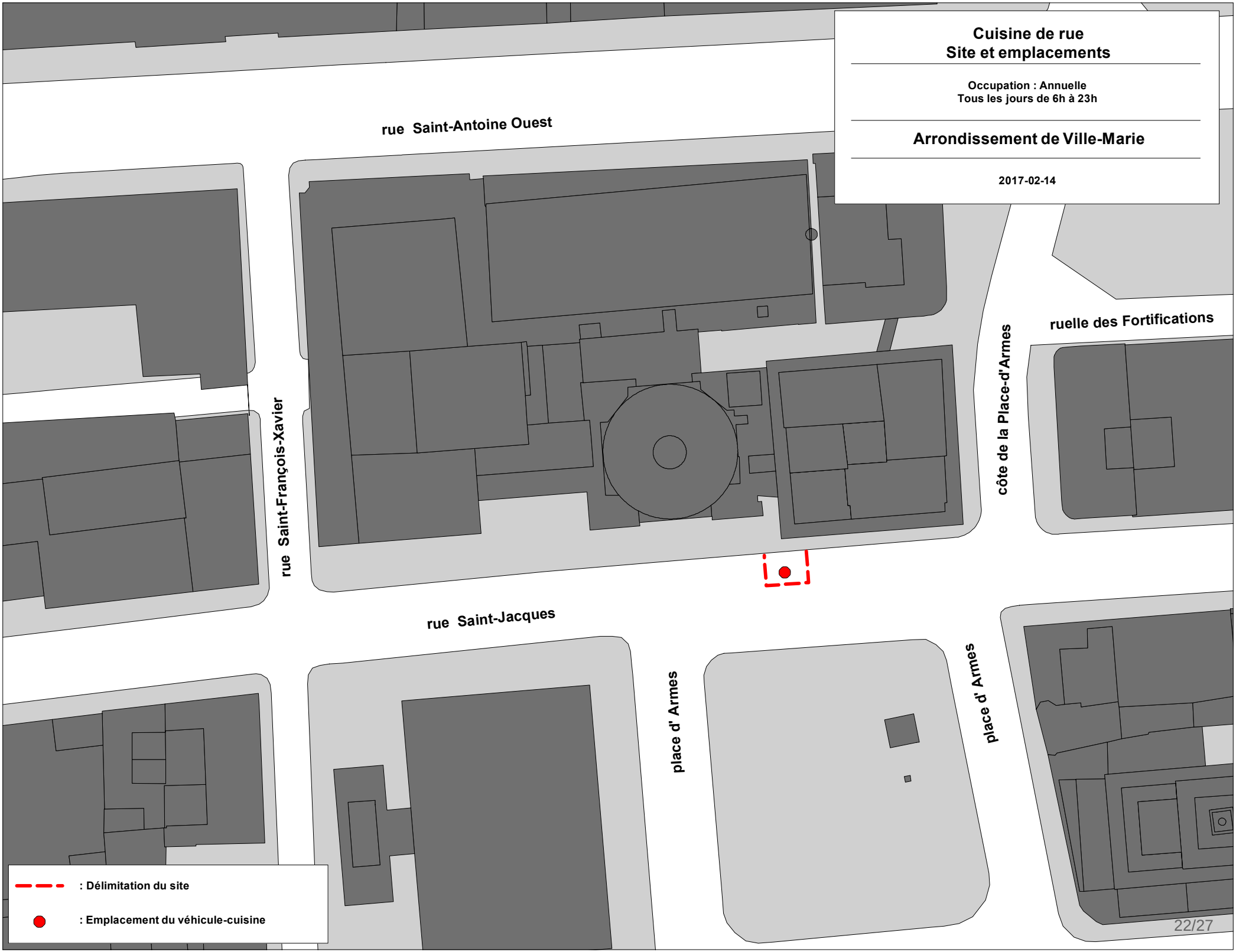

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
avenue De Lorimier
rue Parthenais
boulevard De Maisonneuve Est
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

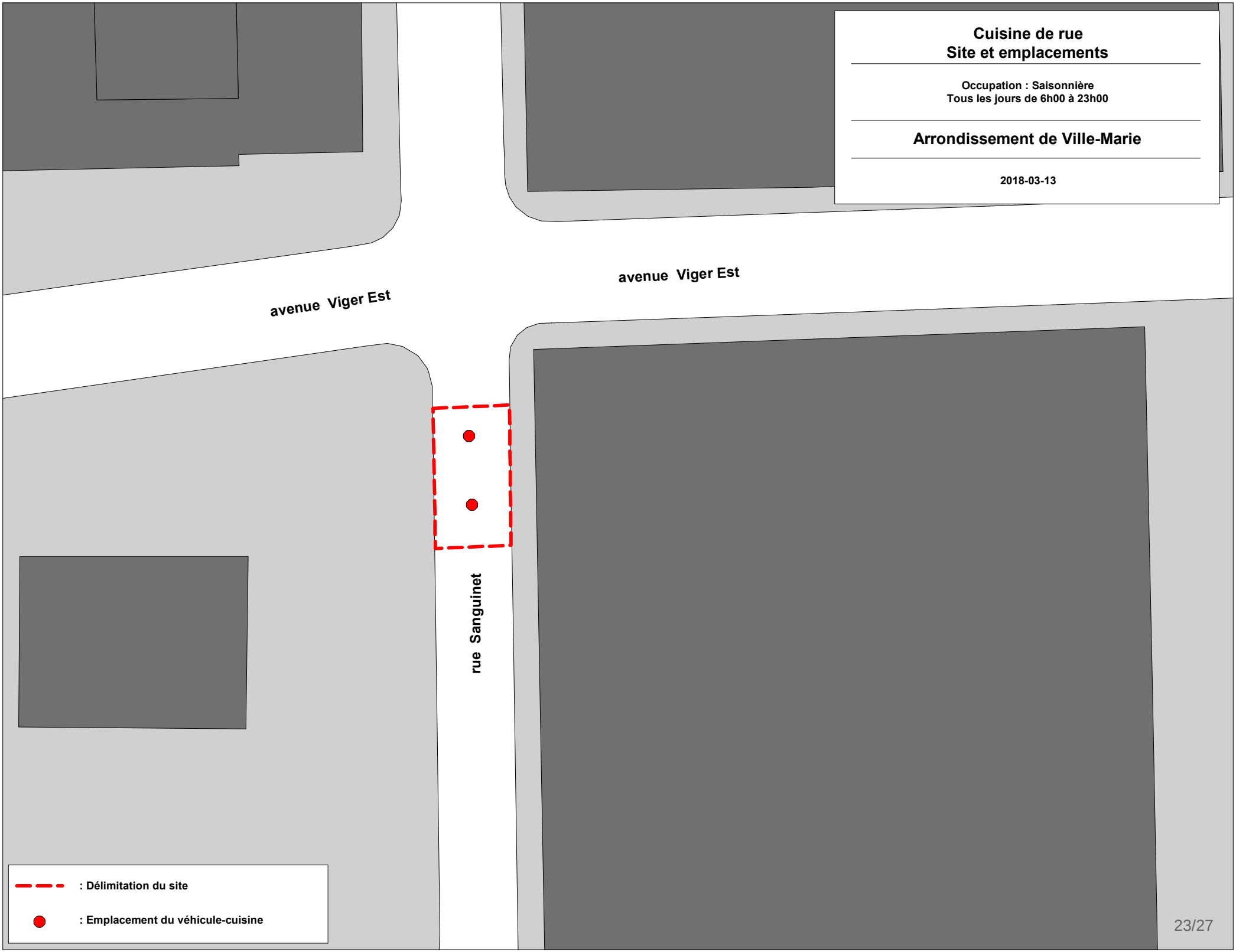

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h à 23h
Arrondissement de Ville-Marie
2017-02-14
rue Notre-Dame Est
rue Saint-Gabriel
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

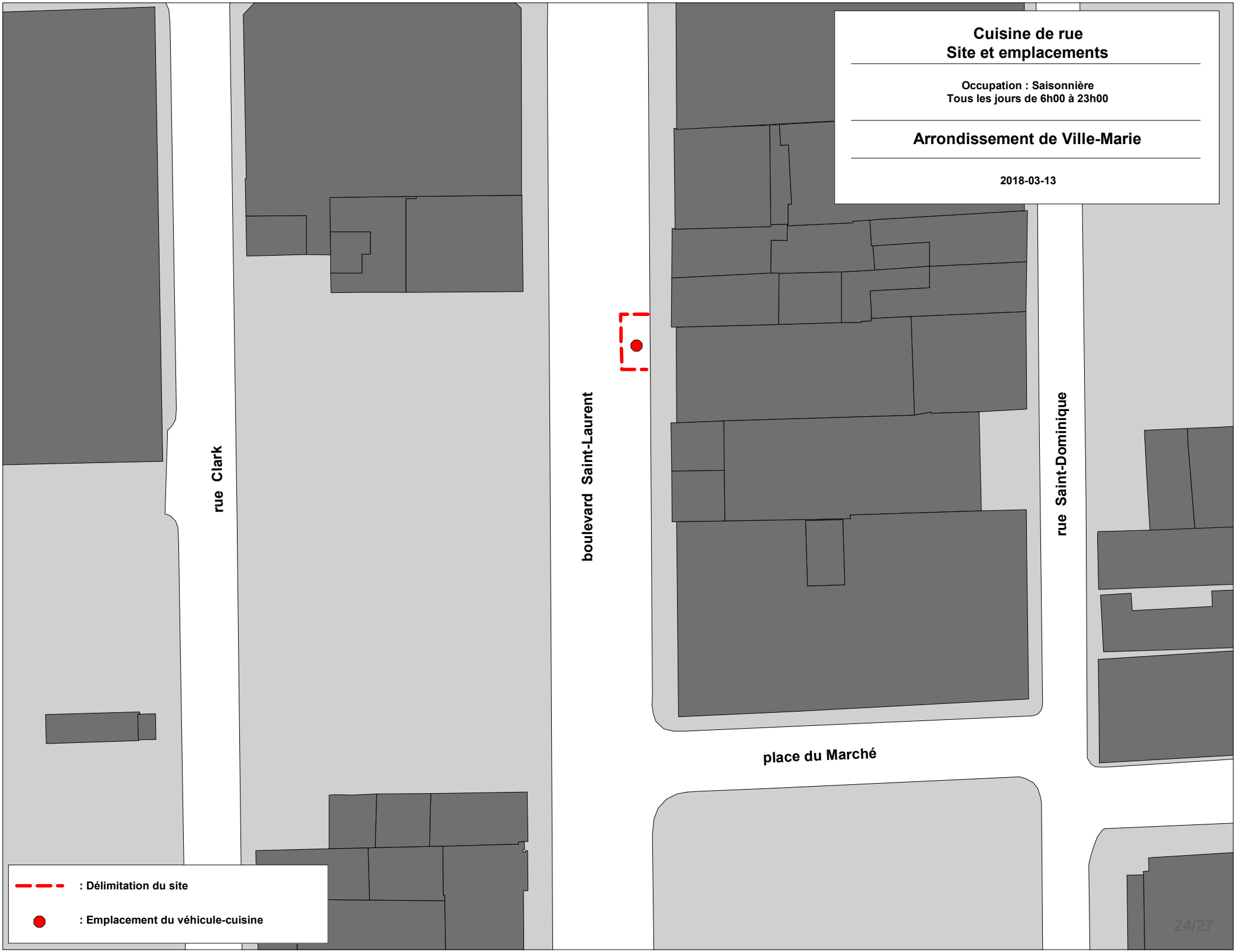

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
rue La Fontaine
rue Frontenac
rue du Havre
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

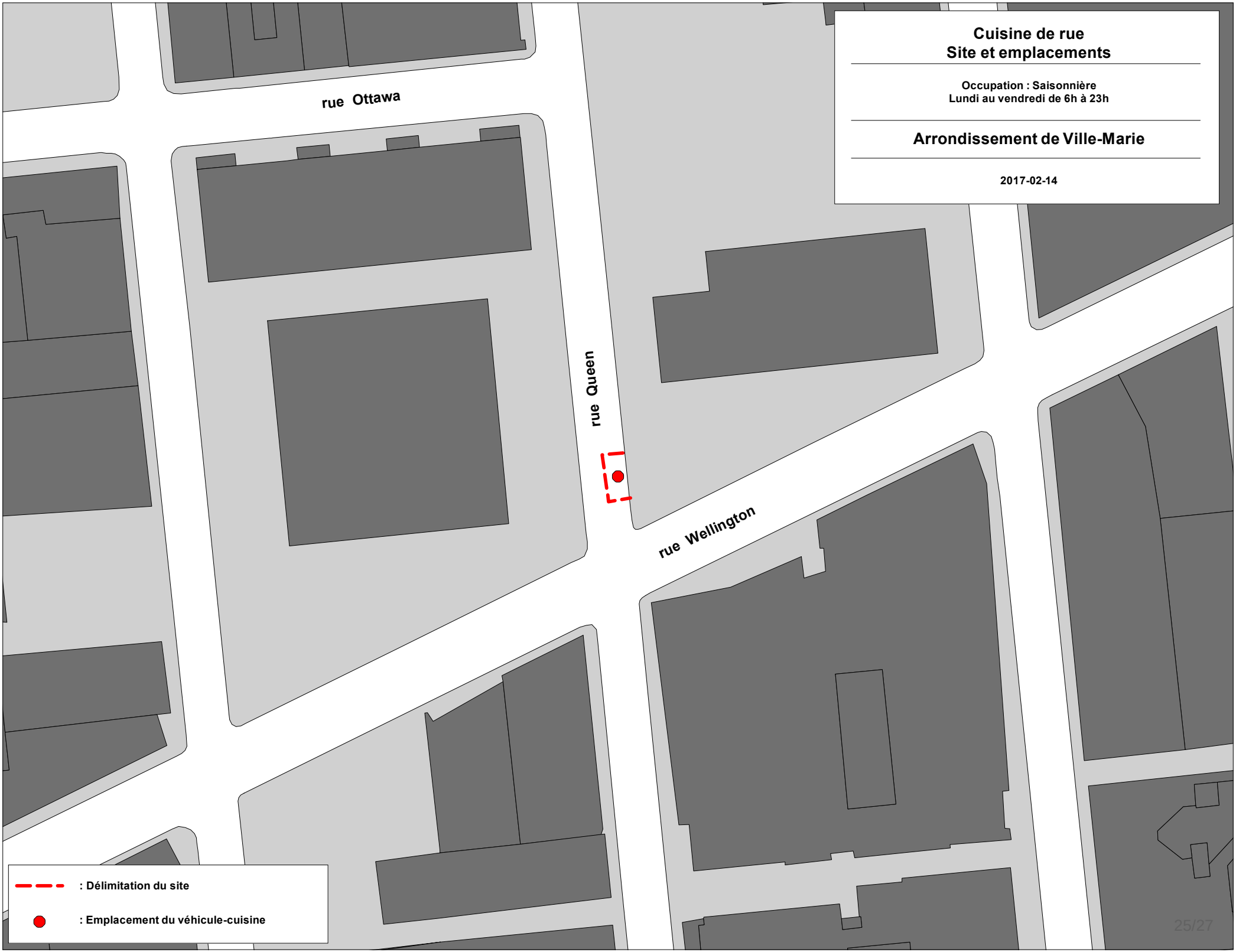

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Jeudi de 10h à 15h
Selon les date de la piétonnisation adoptées
par le conseil d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie
2017-04-11
place D'Youville
rue De Callière
rue de la Commune Ouest
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

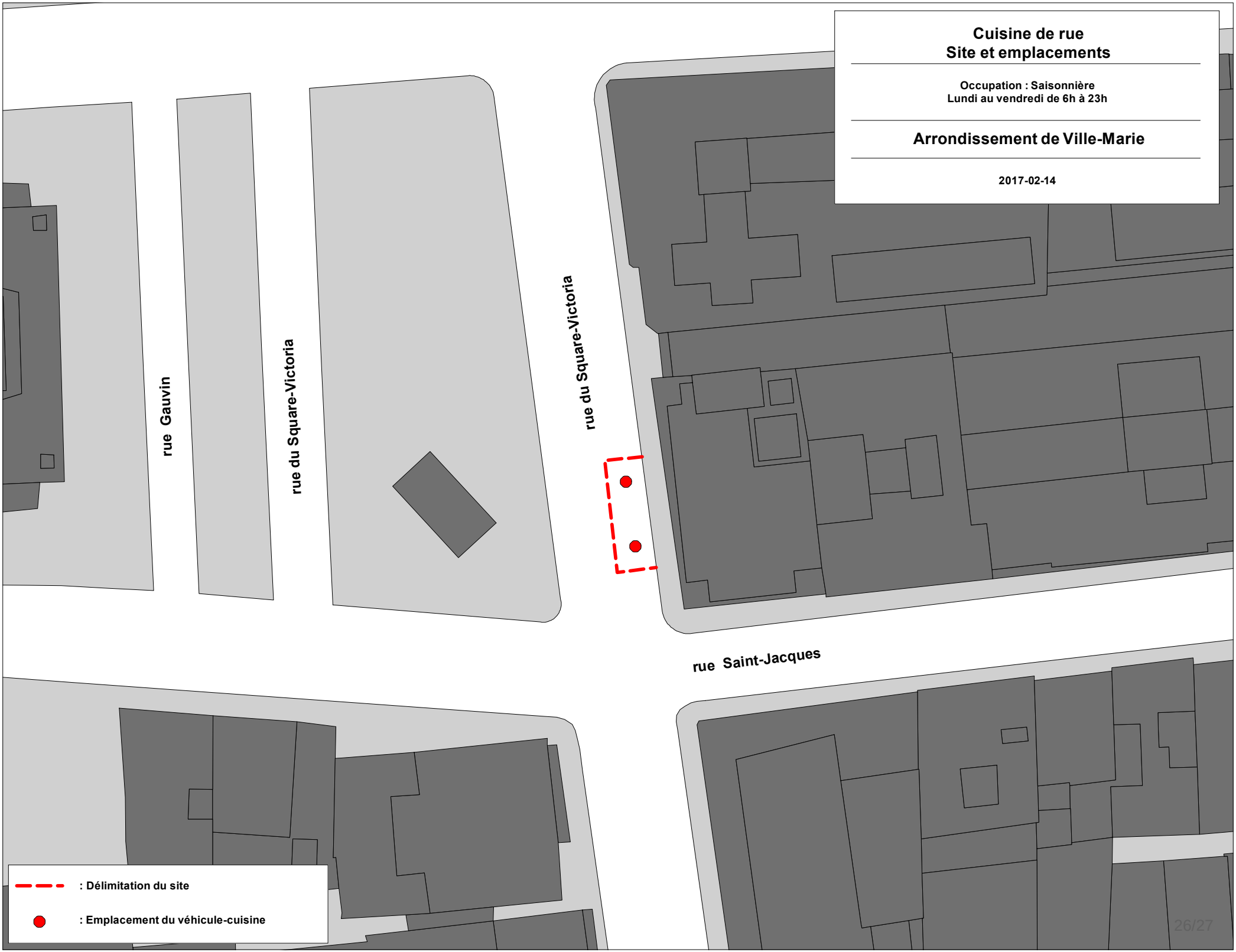

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Samedis et dimanches de 6h à 23h
Arrondissement de Ville-Marie
2015-06-08
avenue du Parc
avenue Duluth Ouest
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

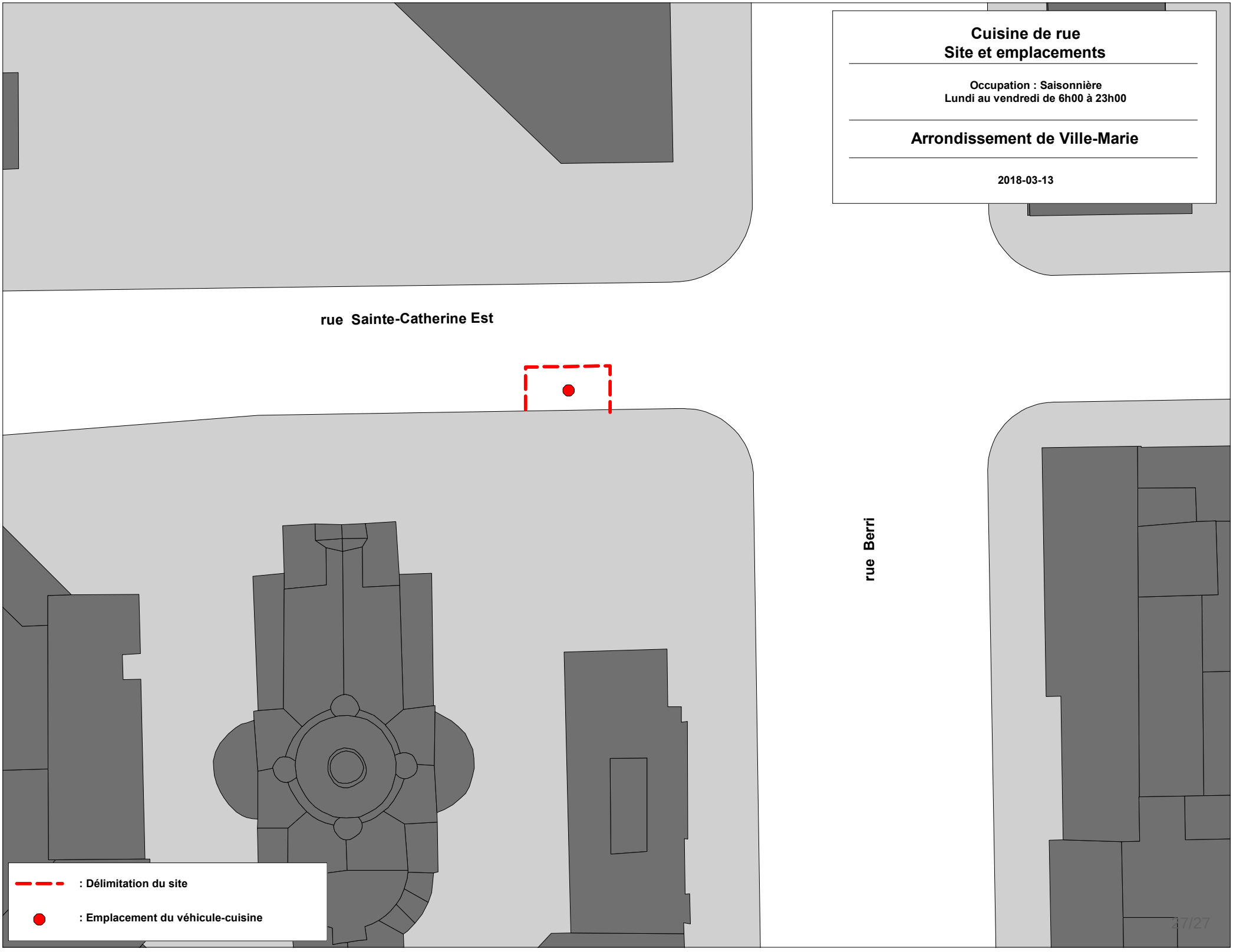

Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Annuelle
Tous les jours de 6h à 23h
Arrondissement de Ville-Marie
2017-02-14
rue Saint-Antoine Ouest
rue Saint-François-Xavier
côte de la Place-d'Armes
ruelle des Fortifications
rue Saint-Jacques
place d' Armes
place d' Armes
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Tous les jours de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
avenue Viger Est
avenue Viger Est
rue Sanguinet
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Tous les jours de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
rue Clark
boulevard Saint-Laurent
rue Saint-Dominique
place du Marché
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h à 23h
Arrondissement de Ville-Marie
2017-02-14
rue Ottawa
rue Queen
rue Wellington
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h à 23h
Arrondissement de Ville-Marie
2017-02-14
rue Gauvin
rue du Square-Victoria
rue du Square-Victoria
rue Saint-Jacques
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine


Cuisine de rue
Site et emplacements
Occupation : Saisonnière
Lundi au vendredi de 6h00 à 23h00
Arrondissement de Ville-Marie
2018-03-13
rue Sainte-Catherine Est
rue Berri
: Délimitation du site
: Emplacement du véhicule-cuisine

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1186673007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

Adopter l'avis de motion modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 11:40

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2002, le *Règlement sur les musiciens et les amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006) stipule que l'octroi d'un permis pour les nouveaux demandeurs est conditionnel à l'obtention d'un avis de conformité délivré par le Comité de sélection prévu à cette fin.
Selon les années, entre 85 et 140 nouveaux demandeurs passent des auditions devant le Comité de sélection en vue d'obtenir un avis de conformité. De ce nombre, entre 5 et 15 % des requérants n'obtiennent pas leur avis de conformité. En effet, le processus d'audition ne vise pas à sélectionner les meilleurs mais tout simplement à valider que les requérants rencontrent les critères minimums prescrits au règlement avant de se voir octroyer un permis. À cela s'ajoute le fait, qu'entre 15 à 25 % des requérants ayant obtenu leur avis de conformité ne viennent pas chercher leur permis.

Or, la tenue des séances d'audition mobilise un jury de sélection rémunéré et composé de cinq personnes pendant plusieurs jours et occasionne des coûts de gestion direct représentant à eux seuls 30 % de la valeur des recettes de vente de permis. Or, ce processus n'apporte pas, au bout du compte, de réelle valeur ajoutée quant à la qualité des musiciens et amuseurs publics qui exercent sur le domaine public.

Enfin, la tenue des auditions à date fixe en début de saison, a comme revers d'empêcher des musiciens et des amuseurs publics venant de l'extérieur ou qui exercent leurs activités sur le domaine public illégalement de pouvoir se mettre en règle en obtenant un permis en cours de saison, puisque la période des auditions est passée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1074400062 - CA 07240627 - 6 novembre 2007- Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).

DESCRIPTION

En 2017, l'arrondissement a réalisé une étude sur la gestion des artistes de rue (artistes peintres, portraitistes caricaturistes, artisans, musiciens et amuseurs publics). Cette étude visait à : 1) simplifier la gestion et réduire les coûts qui y sont associés; 2) accroître la

qualité et la diversité de l'offre et instaurer un mécanisme qui favorise le renouvellement continu; 3) actualiser la réglementation et en assurer une meilleure application. L'étude soumet à cette fin plusieurs recommandations.
La principale modification répond à l'objectif de simplifier la gestion et de réduire les coûts en abolissant le Comité de sélection. Les procédures d'obtention des permis sont remplacées par l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1. Fournir une preuve d'adhésion de membre en règle d'une association professionnelle reconnue d'artistes de scène, du disque ou du cinéma en vertu d'une loi québécoise, canadienne, américaine ou autre législation;
2. Fournir une preuve d'adhésion de membre en règle d'un regroupement d'artistes de rue qui procède à une évaluation qualitative pour accueillir ses membres;
3. Fournir une preuve administrative d'un certain niveau de formation (diplôme, attestation d'études, stage de perfectionnement, etc.) ou d'une pratique professionnelle (vidéo, CD, portfolio, etc.) et obtenir une autorisation de l'autorité compétente.

L'autorisation de conformité émise en vertu du paragraphe 3 est valide tant et aussi longtemps que le demandeur renouvelle sa demande et obtient un permis de musicien ou d'amuseur public. L'avis de non-conformité ne vaut, quant à lui, que pour une période d'une année.

Les autres modifications visent à actualiser la réglementation (en abrogeant des dispositions désuètes) et en assurer une meilleure application (simplification et renforcement des dispositions pénales).

- l'abrogation des permis de maquilleurs artistiques, tatoueurs et tresseurs de cheveux à la sous-section II.
- l'abrogation des annexes A et B concernant les critères d'évaluation des demandeurs de permis de maquilleurs artistiques, tatoueurs, tresseurs de cheveux, musiciens, amuseurs publics, sculpteurs de ballons.
- ajout de la possibilité de révoquer les permis d'un musicien ou amuseur public qui fait l'objet de plaintes répétées et qui est en défaut d'y remédier.

JUSTIFICATION

L'abolition du Comité de sélection a l'aval unanime des représentants du Comité paritaire des musiciens et amuseurs publics.
Son impact devrait être négligeable sur la qualité des détenteurs de permis puisque peu de nouveaux demandeurs sont refusés par le Comité de sélection. On n'anticipe pas non plus d'augmentation quant à la quantité de permis émis d'année en année qui varie entre 175 et 215 permis. Un suivi étroit sera toutefois effectué sur ce plan. Dans l'éventualité d'une augmentation significative, le règlement permet de contingenter le nombre de permis.

De plus, les nouvelles règles d'émission des permis devrait contribuer à régler la problématique des musiciens et amuseurs publics illégaux. En effet, ceux-ci pourront désormais acquérir un permis en tout temps au cours de la saison. Elles permettront également à des musiciens ou amuseurs publics de passage d'obtenir un permis et de se produire en toute légalité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Économie de l'ordre de 15 000 $ pour la tenue des séances d'audition.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diminution des coûts d'opération et allègement du processus d'évaluation et d'émission des permis.
Les changements réglementaires proposés n'affectent pas les détenteurs de permis actuels puisque ces derniers peuvent renouveler leur permis d'année en année sans autre procédure. Seuls les nouveaux demandeurs sont touchés, de manière positive, par les nouvelles règles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les modifications réglementaires seront communiquées aux détenteurs lors d'une rencontre annuelle tenue en début de saison estivale. Un dépliant sera préparé et remis à tous les requérants.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement modifié au CA du 10 avril 2018

- Réunion d'information à la mi-mai 2018 pour tous les détenteurs de permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Domenico ZAMBITO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine M GIRARD
Agente culturelle

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-8844
Télécop. : 514 868-3292

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-03-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186673007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Règlement modifiant le Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

CA-24-283 Règl. mod.règ musiciens amuseur publics.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-02

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125
Division :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-283	**Règlement modifiant le Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)**

Vu le sous-paragraphe d) du paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002);

À sa séance du _____ 2018, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 1 du Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) est remplacé par le suivant :

« Dans le présent règlement, les mots et les expressions suivants signifient :

« amuseur public » un jongleur, un mime, un chanteur, un bateleur, un magicien, un danseur, un clown, un poète, un sculpteur de ballons.

« autorité compétente » : le directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, le directeur des travaux publics ou son représentant;

2. Le paragraphe 4° de l'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « directeur » par les mots « autorité compétente ».

3. Les articles 4 à 10 de ce règlement sont abrogés.

4. L'intitulé de la sous-section 3 de la section II de ce règlement est modifié par l'ajout, entre les mots « PERMIS et « D'AMUSEURS » des mots « DE MUSICIENS ET ».

5. L'article 10.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 10.2. Pour obtenir un permis, le musicien ou l'amuseur public doit répondre à l'un des critères suivants :

1° fournir un preuve d'adhésion de membre en règle d'une association professionnelle reconnue d'artistes de scène, du disque ou du cinéma en vertu d'une loi québécoise, canadienne, américaine ou autre législation;

2° fournir une preuve d'adhésion de membre en règle d'un regroupement d'artistes de rue qui procède à une évaluation qualitative pour accueillir ses membres;

3° fournir une preuve administrative d'un certain niveau de formation (diplôme, attestation d'études, stage de perfectionnement, etc.) ou d'une pratique professionnelle (vidéo, CD, portfolio, etc.) et obtenir une autorisation de l'autorité compétente.

L'autorisation de conformité émise en vertu du paragraphe 3° est valide tant et aussi longtemps que le demandeur renouvelle sa demande et obtient un permis de

musicien ou d'amuseur public. L'avis de non-conformité ne vaut, quant à lui, que pour une période d'une année. »

6. L'article 10.3 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « de jongleur, mime, chanteur, bateleur, sculpteur de ballons ou musicien » par les mots « musiciens ou d'amuseurs publics ».

7. L'article 10.5 de ce règlement est abrogé.

8. L'article 10.6 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 8 » par le chiffre « 10.2 »

9. Les articles 11 à 22.1 de ce règlement sont abrogés.

10. L'article 28.1 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout au paragraphe 3°, entre les mots « activité » et « d'amuseur », des mots « de musicien ou;

2° l'ajout au paragraphe 5°, entre les mots « activités » et « d'amuseurs », des mots « de musiciens ou ;

3° l'ajout au paragraphe 13°, entre les mots « activités » et « des », des mots « musiciens ou ;

11. Le paragraphe 10° de l'article 28.1 de ce règlement est abrogé.

12. L'article 32.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« L'autorité compétente peut révoquer un permis délivré sur la foi de fausses représentations ou déclarations ou en cas de plaintes répétées et dûment signifiées à l'arrondissement contre un détenteur de permis et de son défaut d'y remédier.

La révocation d'un permis conformément au premier alinéa ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis »

13. Les annexes A et B de ce règlement sont abrogées.

Un avis relatif à ce règlement (dossier) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2018, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2018/03/13
19:00

(2)

Dossier # : 1187303003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement social en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

D'adopter un règlement autorisant la construction d'un immeuble destiné à du logement social en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 12:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187303003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement social en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (SHQ), la Coopérative d'habitation de la Montagne verte a proposé le développement d'un bâtiment situé sur l'emplacement municipal, à l'angle nord-est de la Montagne et Saint-Jacques dans l'arrondissement de Ville-Marie. Une demande a été déposée par la coopérative afin d'ériger un bâtiment résidentiel de 14 étages , visant les familles et petits ménages sur ce site (lot : 5 963 496). Tel que proposé, le projet déroge à la hauteur maximale en mètres, à la densité, au mode d'implantation, aux marges et au nombre minimal de stationnements prescrits par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisée en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0022 – 30 janvier 2014 – Approuver un projet de convention par laquelle la Ville de Montréal accorde un soutien financier de 175 000$ provenant du "Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels" pour la réalisation du projet de la coopérative d'habitation Montagne verte.
CM16 0152 – 26 janvier 2016 – Adopter du programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des gares comprenant une modification de la densité maximale autorisée.

CE16 0678 – 27 avril 2016 – Réserver le terrain visé par le projet en vue d'une vente ultérieure à la Coopérative d'habitation de la Montagne verte pour la réalisation d'un projet de logements sociaux et communautaires dans le cadre du programme AccèsLogis.

CG16 0319 – 19 mai 2016 – Approuver un projet de par lequel la Ville de Montréal accorde un soutien financier de 1 470 000 à la Coopérative d'habitation de la Montagne verte provenant du Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

DESCRIPTION

Le site
Le site du projet est un terrain vacant bordé des rues de la Montagne et Saint-Jacques, mais également de terrains acquis par le Ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec (MTQ) au moment de la construction de l'autoroute Ville-Marie (A720).

L'îlot dans lequel est situé le projet est l'objet d'un développement de forte densité dans sa partie nord : les tours des Canadiens 2 et 3. Les portions nord et sud de cet îlot sont séparées par une sortie d'autoroute donnant accès à la rue Jean-D'Estrée. À l'angle des rues Jean-D'Estrée et Saint-Jacques se trouve également un jardin communautaire, le jardin Georges-Vanier. Enfin, le projet est également situé à l'intérieur des limites du programme particulier d'urbanisme (PPU) du quartier des gares, plus précisément, au sud du futur parc qui devrait occuper l'empreinte recouverte de l'A720.

Le projet
Le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel de 14 étages pour une hauteur totale de 44 mètres et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 9. Le projet offrira environ 136 logements dont 66 comprennent deux chambres à coucher ou plus. L'entrée principale se fera du côté de la rue Saint-Jacques et l'entrée du stationnement se fera à partir d'une rampe d'accès connectée à une porte automatique du côté est du bâtiment. Au total, le stationnement, situé au sous-sol, comprend 11 unités pour voitures et un support permettant d'y attacher 74 vélos. Des supports à vélos supplémentaires sont prévus dans un espace extérieur adjacent à la rampe d'accès.

La forme du bâtiment est constituée d'un prisme scindé en deux dont un des volumes a été glissé. Cette forme permet de répondre aux contraintes dues à la forme particulière du lot sur lequel sera érigé le bâtiment et à une installation souterraine de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM). De plus, le projet ne présente pas de basilaire à proprement parler, mais, afin d'y pallier, il est proposé de modifier le revêtement à partir du 4e étage. Ainsi, la portion inférieure sera constituée de maçonnerie de couleur anthracite et la portion supérieure sera composée de panneaux de céramique de tons de gris différents.

L'entrée principale sera encadrée d'un revêtement métallique de couleur verte et ce revêtement se retrouvera également au dixième étage encadrant la salle commune aménagée du côté nord-ouest. Cette salle commune comprend également une terrasse entièrement intégrée au volume, ce qui est également le cas de tous les balcons qui sont en loggia.

Les dérogations
Le projet tel que proposé déroge à six dispositions du règlement d'urbanisme soit :

· l'article 9 qui prévoit que la hauteur maximale d'un bâtiment ne présentant pas de retrait de façade est de 30 m;
· l'article 43 qui prévoit que le COS maximal est de 6;
· l'article 58 qui prévoit que le projet doit avoir une implantation contigüe;
· l'article 81 qui prévoit que la marge latérale minimale doit être de 4 m;
· l'article 381 qui ne permet pas d'aménager un support à vélo dans une cour latérale;

· l'article 605 qui prévoit que le projet doit avoir un minimum de 62 places de stationnement.

JUSTIFICATION

Dérogations
Le site visé par le projet présente à la fois une grande visibilité, mais également un lot élevé

de contraintes. Il s'agit d'un terrain en pente peu profond sur lequel se trouvent plusieurs servitudes de non-construction découlant de la présence d'une conduite d'eau, d'installations de la CSEM et de la présence de l'autoroute Ville-Marie. Par conséquent, afin de faciliter la réalisation du projet, la densité maximale du pan d'urbanisme avait été relevée de 6 à 9 dans le cadre du PPU du quartier des gares.

Les particularités du site sont toutes à l'origine des dérogations du projet. Outre la densité du plan d'urbanisme augmentée dans le cadre du PPU du quartier des gares, le lot du MTQ voisin, situé entre la rue de la Montagne et le bâtiment, contraint à une implantation du bâtiment ne pouvant respecter la marge requise par le règlement. Cette dérogation n'entraînera aucune conséquence négative puisque le lot appartenant au MTQ est impossible à construire. De plus, la présence d'une conduite d'eau au nord-est oblige également le bâtiment à s'implanter de façon isolée puisqu'un retrait de 3 m est exigé. Enfin, afin de limiter les coûts, puisqu'il s'agit d'une coopérative d'habitation et que la proximité de plusieurs stations de métro rend les déplacements en automobiles moins nécessaires, il est justifié d'avoir un nombre de stationnements réduit et de maximiser le nombre de supports pour vélos.

Révision architecturale
La proposition présente donc une implantation maximale en regard des paramètres réglementaires et aucun retrait de façade n'est présent dans la portion « surhauteur » du projet. Ainsi, la solution de moduler la matérialité préconisée est intéressante, et pour éviter que l'effet du basilaire soit réussi perceptible dans le contexte de l'aménagement du futur parc voisin, il est préférable que ce basilaire ait minimalement une hauteur de quatre étages.

Le choix de matériaux plus léger dans la portion supérieure est également intéressant afin d'atténuer l'effet de masse. Par contre, il sera nécessaire d'éviter de surcharger la partie supérieure et de réduire le nombre de tonalités de gris. Également, le couronnement de la tour devrait quant à lui être raffiné afin de présenter plus de détails et de jeux d'ombres lorsque le projet sera à nouveau soumis pour une révision de projet conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement.

Également, les 2 portions de façade créées par le glissement des 2 volumes sont traitées avec le même revêtement de maçonnerie que le basilaire de la tour, diluant ainsi le concept des blocs décalés. Leur traitement sera également revu afin de mieux participer au concept architectural de la tour. La même attention sera accordée à la façade donnant sur la rue de la Montagne, particulièrement au niveau du basilaire, qui est traitée comme une façade secondaire. Elle devra faire l'objet d'un traitement plus soigné, afin de mieux participer à l'animation du secteur.

Enfin, il résulte de l'implantation « glissée » un espace résiduel au sol en façade à l'angle des rues de la Montagne et Saint-Jacques. Il est proposé de faire un aménagement paysager afin de combler ce vide et ainsi réduire le risque d'incivilités.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le Conseil municipal;

- Adoption par le Conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 5 mars 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187303003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un immeuble destiné à du logement social en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte, sur le lot 5 963 496 du Cadastre du Québec - Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

89_4 Règlement.docx Annexe A plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-01

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation



89_4 Projet règlement.docx

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.1.1 et 4.6.34

Objet :	**ARTICLE 89 ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	99999, rue de la Montagne
Responsables :	Olivier Légaré et Louis Routhier
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 14 étages pour une hauteur totale de 44 mètres et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 9. Le projet prévoit offrir 136 logements dont 66 comprennent deux chambres à coucher ou plus. L'entrée principale se fera du côté de la rue Saint-Jacques et l'entrée du stationnement se fera à partir d'une rampe d'accès connectée à une porte automatique du côté est du bâtiment. Au total, le stationnement, situé au sous-sol, comprend 11 unités pour voitures et un support permettant d'y attacher 74 vélos. Des supports à vélo supplémentaires sont prévus dans un espace extérieur adjacent à la rampe d'accès.

La forme du bâtiment est constituée d'un prisme scindé en deux dont un des volumes a été glissé. Cette forme permet de répondre aux contraintes dues à la forme particulière du lot sur lequel sera érigé le bâtiment et à une installation souterraine d'Hydro-Québec. De plus, le projet ne présente pas de basilaire à proprement parler, mais, afin d'y pallier, il est proposé de modifier le revêtement à partir du 4e étage. Ainsi, la portion inférieure sera constituée de maçonnerie de couleur anthracite et la portion supérieure sera composée de panneaux de céramique de trois tons de gris différents. L'entrée principale sera encadrée d'un revêtement métallique de couleur verte et ce revêtement se retrouvera également au dixième étage encadrant la salle commune aménagée du côté nord-ouest. Cette salle commune comprend également une terrasse entièrement intégrée au volume, ce qui est également le cas de tous les balcons qui sont en loggia.

Le projet tel que proposé déroge à six dispositions du règlement d'urbanisme soit :

- L'article 8 qui prévoit que la hauteur maximale d'un bâtiment ne présentant pas de retrait de façade est de 30 m;
- L'article 43 qui prévoit que le COS maximal est de 6;
- L'article 58 qui prévoit que le projet doit avoir une implantation contigüe;
- L'article 81 qui prévoit que la marge latérale minimale doit être de 4 m;
- L'article 381 qui ne permet pas d'aménager un support à vélo dans une cour latérale;

- L'article 605 qui prévoit que le projet doit avoir un minimum de 62 places de stationnement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le site visé présente une grande visibilité, mais également un lot élevé de contraintes.

Considérant que : Les particularités du site sont à l'origine des dérogations du projet.

Considérant que : La portion surhauteur du projet ne présente aucun retrait par rapport à la façade et que la solution de moduler la matérialité préconisée est intéressante, mais que l'effet du basilaire s'en trouve écrasé.

Considérant que : Le choix de matériaux plus léger dans la portion supérieure est intéressant afin d'atténuer l'effet de masse, mais la multiplication des tons de gris surcharge le volume de la tour.

Considérant que : La façade donnant sur la rue de la Montagne, particulièrement au niveau du basilaire, est traitée comme une façade secondaire.

Considérant que : L'implantation glissée crée un espace résiduel au sol en façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Inclure le quatrième étage au basilaire.**
- **Simplifier le revêtement de la partie supérieure du bâtiment.**
- **Proposer un couronnement plus raffiné.**
- **Revoir la composition architecturale de la façade du basilaire faisant face à la rue de la Montagne.**
- **Revoir le traitement de la façade « glissée » afin de mieux participer au concept architectural de la tour.**
- **Encadrer l'aménagement paysager avec des éléments permanents, notamment par du mobilier ou par une œuvre d'art, afin de marquer davantage le coin des rues.**
- **Revoir le traitement de la rampe d'accès au stationnement, par l'ajout d'un muret végétalisé afin de favoriser une meilleure harmonisation avec le parc adjacent.**

Le Comité consultatif d'urbanisme mentionne que l'ajout d'une œuvre d'art extérieure pourrait être envisagé.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Perspective principale
(rue st-Jacques/ rue de la Montagne)



Entrée principale (rue st-Jacques)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Salle communautaire (10 étage)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

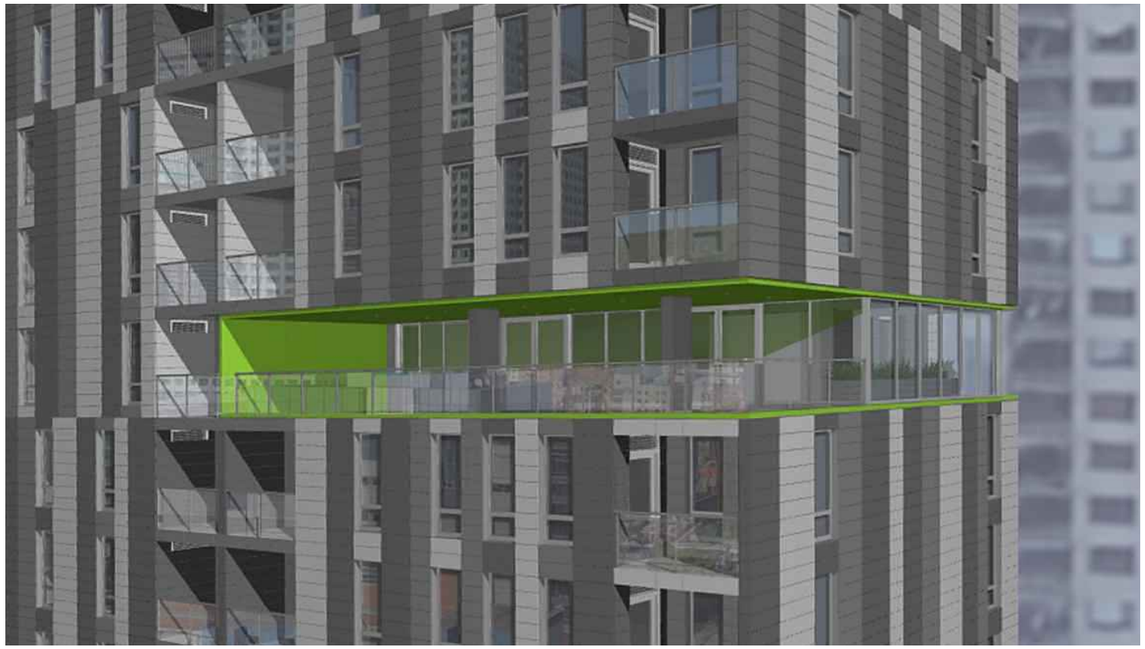
27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Façade arrière

Salle commmunautaire





Entrée stationnement

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

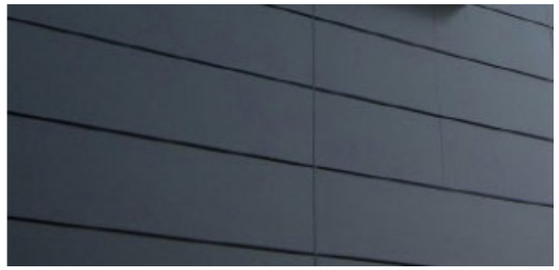
27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



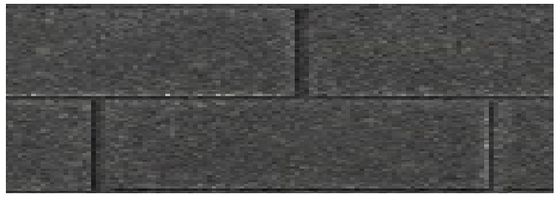
1

Produit: Céramique, KERA-TWIN K20
Compagnie: Céragrès
Utilisation: Façades Ouest. Sud, Est, Nord
Dimentions: Hauteur: 300mm
Largeur: 600mm, 900mm, 1200mm
Couleurs: 1 Gris foncé
2 Gris moyen
3 Gris pale



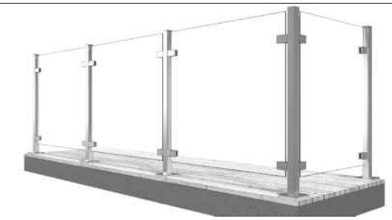
2

Produit: Maçonnerie
Compagnie: À Déterminer
Utilisation: Façades Ouest. Sud, Est, Nord
Dimentions: Hauteur: 90mm
Largeur: 390mm
Couleur: Gris foncé



3

Produit: Garde corps en verre
Compagnie: Non-déterminé
Utilisation: Façades Sud et Nord
Dimentions: Hauteur: 1070mm
Largeur: variable
Couleur: Anodisé



4

Produit: Revêtement métallique
Compagnie: Non-déterminé
Utilisation: Entrée et salle communautaire
Couleur: Vert



5

Produit: Revêtement métallique
Modèle: Corrugué 7/8, Posé horizontalement
Utilisation: Appentis
Couleur: Gris foncé



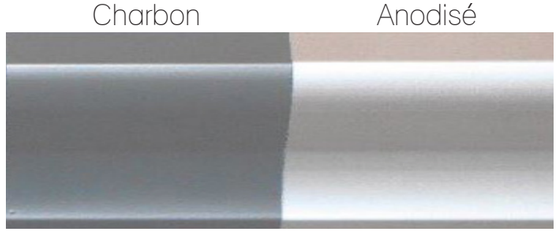
6

Produit: Cadre de fenêtre
Utilisation: Façades Ouest. Sud, Est, Nord
Couleur: Anodisé

6.1

Utilisation: Façades Sud, Nord
Couleur: Gris foncé

Charbon Anodisé



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Élévation principale - Rue St-Jacques

11

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES





Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Élévations - Latérales

12

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



52 146 APPENTIS (DESSUS MEMBRANE)
49 560 TOIT (DESSUS MEMBRANE)
14e ÉTAGE 46 270 (DESSUS DALLE)
13e ÉTAGE 43 480 (DESSUS DALLE)
12e ÉTAGE 40 690 (DESSUS DALLE)
11e ÉTAGE 37 900 (DESSUS DALLE)
10e ÉTAGE 35 110 (DESSUS DALLE)
9e ÉTAGE 32 320 (DESSUS DALLE)
8e ÉTAGE 29 530 (DESSUS DALLE)
7e ÉTAGE 26 740 (DESSUS DALLE)
6e ÉTAGE 23 950 (DESSUS DALLE)
5e ÉTAGE 21 160 (DESSUS DALLE)
4e ÉTAGE 18 370 (DESSUS DALLE)
3e ÉTAGE 15 580 (DESSUS DALLE)
2e ÉTAGE 12 790 (DESSUS DALLE)
RDC 10 000 (DESSUS DALLE)
8 000 TROTTOIR
SOUS-SOL 7 000

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Élévation - Arrière

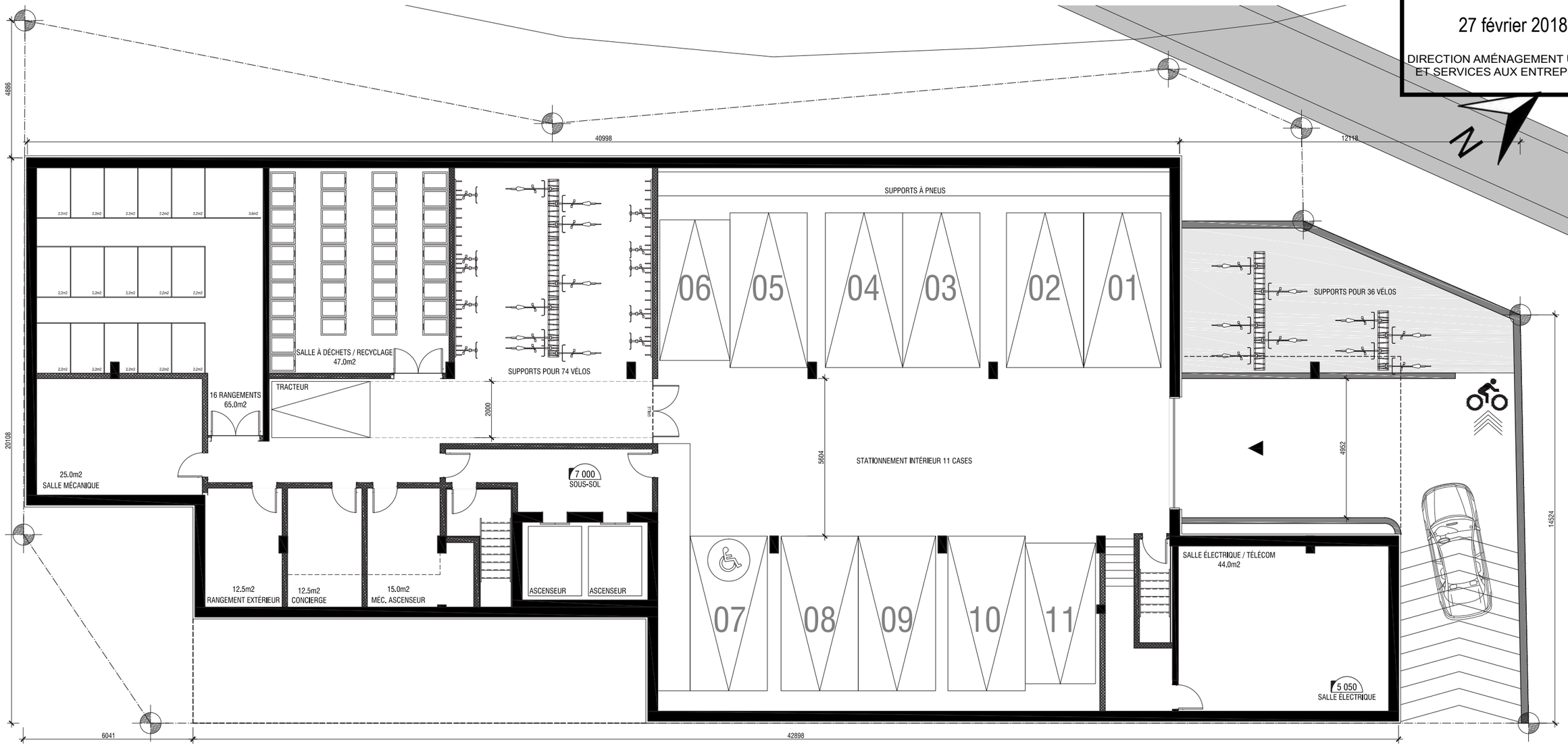
13

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Sous-sol

15

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N

BALCON
LOG. TYPE E
112,5m2
LOG. TYPE A
60,0m2
LOG. TYPE D
112,5m2
10 000
RÉZ-DE-CHAUSSÉE
BUREAU
13,0m2
RANGEMENT
ASCENSEUR
CASIERS POSTAUX
8 000
ENTRÉE
LOG. TYPE B
55.0m2
CONCIERGE
LOG. TYPE C
66.0m2
8 000
CHAMBRE ANNEXE
TABLETTES
BALCON
SERVITUDE HQ
TROTTOIR
4810
1147
1514
3004
1523
2900
1514
4300
1969
1007
1410
830

RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Rez-de-chaussée

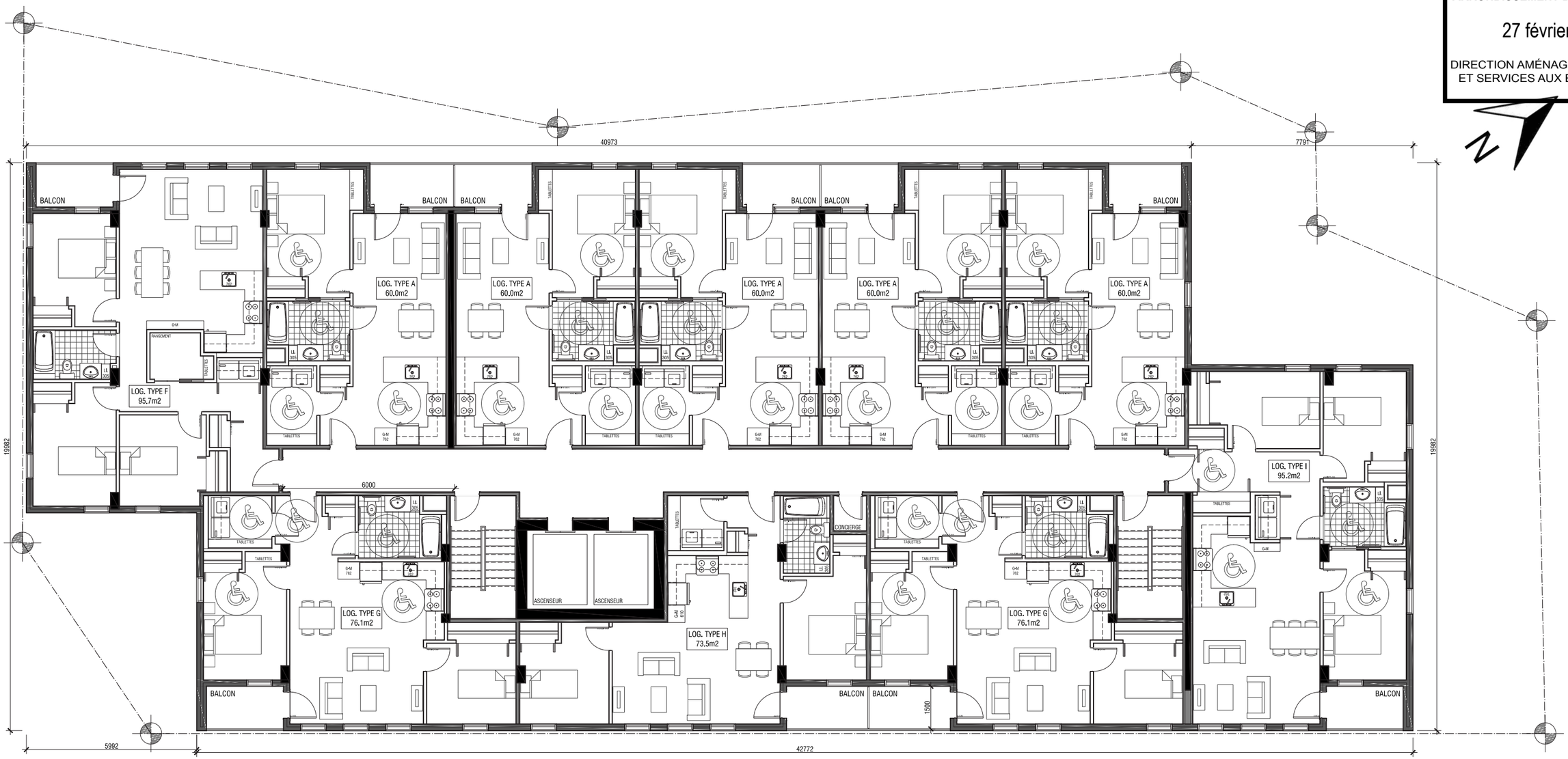
16

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

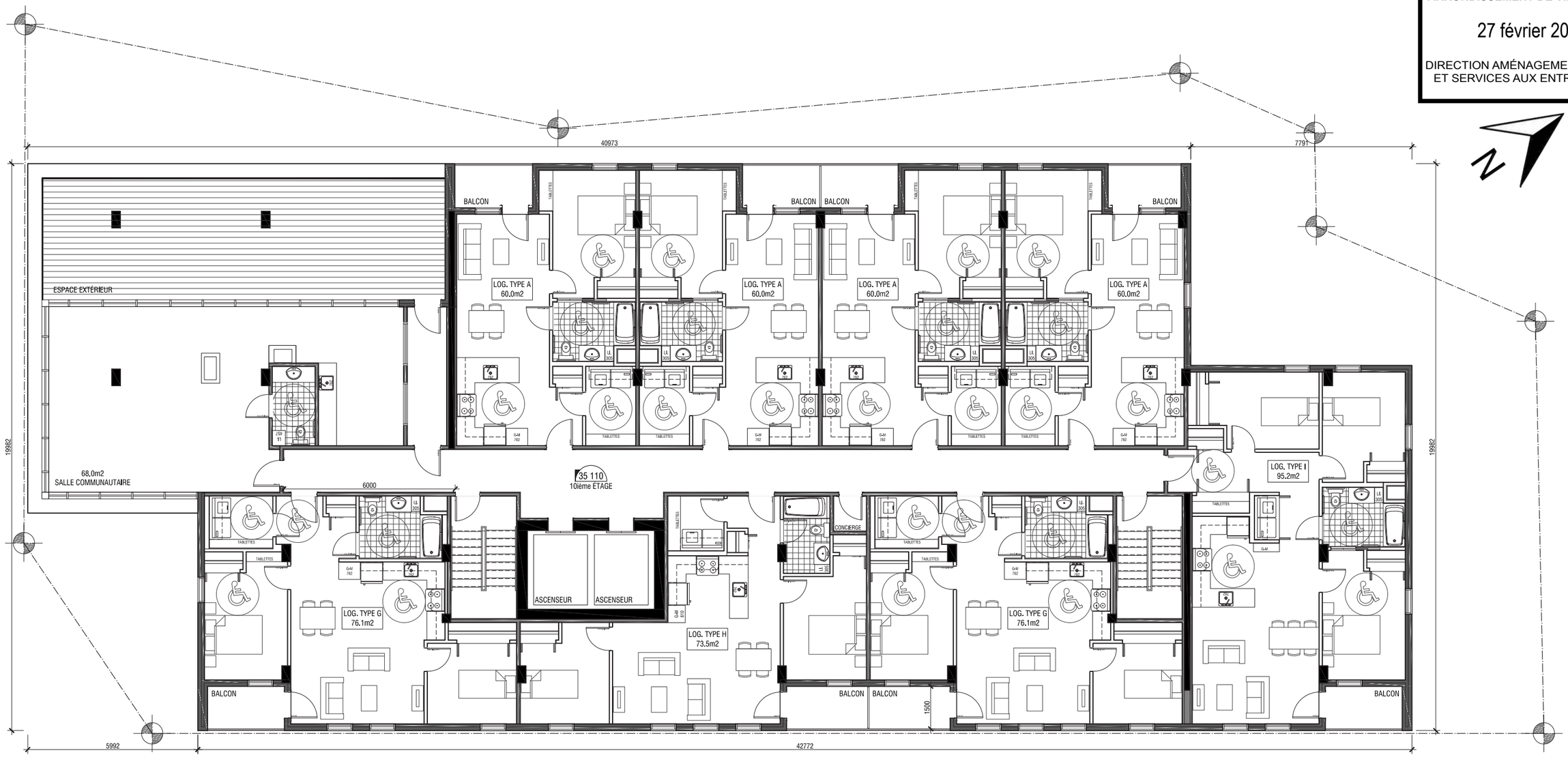
Plan - Étage type

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Étage10

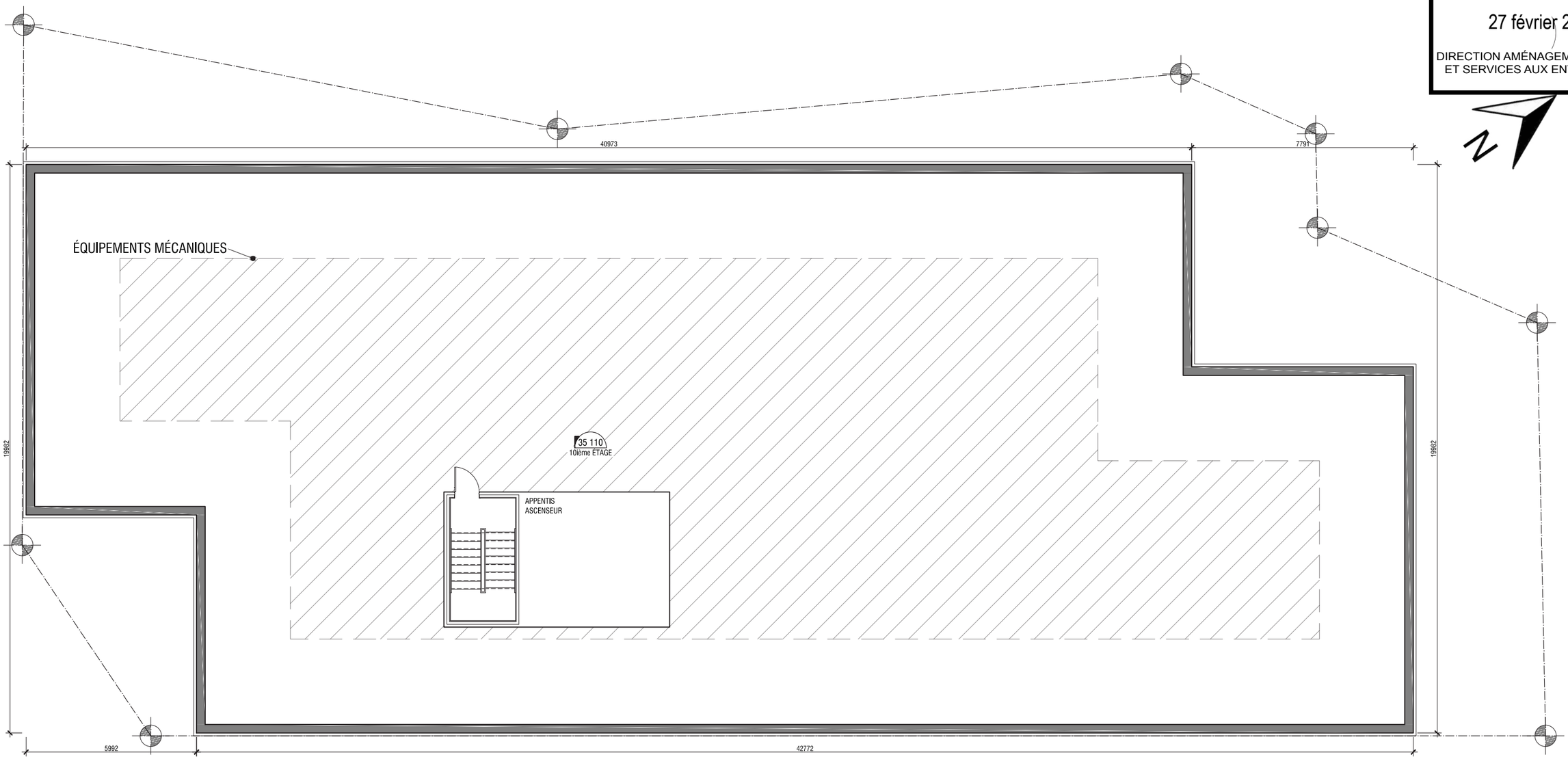
18

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE À DES FINS DE LOGEMENT SOCIAL SITUÉ SUR LE LOT 5 963 496 DU CADASTRE DU QUÉBEC.

Vu le paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001);

À l'assemblée du ..... 2018, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 5 963 496 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), la applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction et l'occupation d'un immeuble à des fins de logement social sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement..

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 43, 49, 53, 58, 81, 381 et 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITIONS

3. L'implantation et la volumétrie doivent être substantiellement conformes aux plans joints en annexe A au présent règlement.

4. Aucune unité de stationnement pour un véhicule automobile ni aucun frais au fonds de compensation n'est exigé.

5. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

6. En plus des critères prévus à l'article 712 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les objectifs et critères suivants s'appliquent aux fins de l'approbation visée à l'article 7 :

a) Les quatre premiers étages hors sol doivent avoir un traitement distinctif de manière à créer l'effet d'un basilaire;

b) Le revêtement extérieur doit être simplifié de manière à favoriser l'unité d'ensemble;

c) Le bâtiment doit présenter un couronnement présentant une forte expression architecturale avec un profil travaillé;

d) La façade ayant front sur la rue de la Montagne doit être traitée comme une façade principale;

e) Toutes les façades doivent participer de façon claire au concept architectural de la tour;

f) Les aménagements paysagers en cours avant doivent tendre à être marqués par des éléments permanents, particulièrement au coin des rues de la Montagne et Saint-Jacques;

g) L'interface entre la rampe d'accès au stationnement et les espaces publics adjacents doit faire l'objet d'une intervention harmonieuse tel qu'un muret végétalisé et, si requis, un garde-corps de grande qualité.

CHAPITRE IV
DÉLAI DE RÉALISATION

7. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement est nulle et sans effet.

CHAPITRE V
DISPOSITION PÉNALE

8. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, la démolit ou en permet la démolition, la transforme ou en permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 718 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

_____

ANNEXE A
PLANS NUMÉROTÉS 6 À 13 ET 15 À 19, PRÉPARÉS PAR DOUGLAS ALFORD ARCHITECTE, ESTAMPILLÉS PAR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE LE 27 FÉVRIER 2018

_____

Ce règlement a été promulgué par l’avis public affiché à l’hôtel de ville et publié dans ..... le ..... 2018.

GDD 1187303003

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE À DES FINS DE LOGEMENT SOCIAL SITUÉ SUR LE LOT 5 963 496 DU CADASTRE DU QUÉBEC.

Vu le paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du ..... 2018, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 5 963 496 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la règlementation d'urbanisme applicable au territoire identifié au présent règlement, la construction d'un immeuble à des fins de logement social est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 43, 49, 53, 58, 81, 381 et 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITIONS

3. L'implantation et la volumétrie du bâtiment doivent être substantiellement conformes à celles illustrées aux plans joints en annexe A au présent règlement.

4. Aucune unité de stationnement pour un véhicule automobile ni aucun frais au fonds de compensation n'est exigé.

5. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

6. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les critères suivants s'appliquent aux fins de l'approbation visée à l'article 5 :

1° les quatre premiers étages hors-sol doivent avoir un traitement distinctif de manière à créer l'effet d'un basilaire;

2° le revêtement extérieur doit être simplifié de manière à favoriser l'unité d'ensemble;

3° le bâtiment doit présenter un couronnement présentant une forte expression architecturale avec un profil travaillé;

4° la façade ayant front sur la rue de la Montagne doit être traitée avec le même soin que pour une façade principale;

5° toutes les façades doivent participer de façon claire au concept architectural de la tour;

6° les aménagements paysagers en cours avant doivent tendre à être marqués par des éléments permanents, particulièrement au coin des rues de la Montagne et Saint-Jacques;

7° l'interface entre la rampe d'accès au stationnement et les espaces publics adjacents doit faire l'objet d'une intervention harmonieuse tel qu'un muret végétalisé et, si requis, un garde-corps de grande qualité.

CHAPITRE IV
DÉLAI DE RÉALISATION

7. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement est nulle et sans effet.

CHAPITRE V
DISPOSITION PÉNALE

8. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, la démolit ou en permet la démolition, la transforme ou en permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 718 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

ANNEXE A
PLANS NUMÉROTÉS 6 À 13 ET 15 À 19, PRÉPARÉS PAR DOUGLAS ALFORD ARCHITECTE, ESTAMPILLÉS PAR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE LE 27 FÉVRIER 2018

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans ..... le ..... 2018.

GDD : 1187303003



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Perspective principale
(rue st-Jacques/ rue de la Montagne)



Entrée principale (rue st-Jacques)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Salle communautaire (10 étage)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

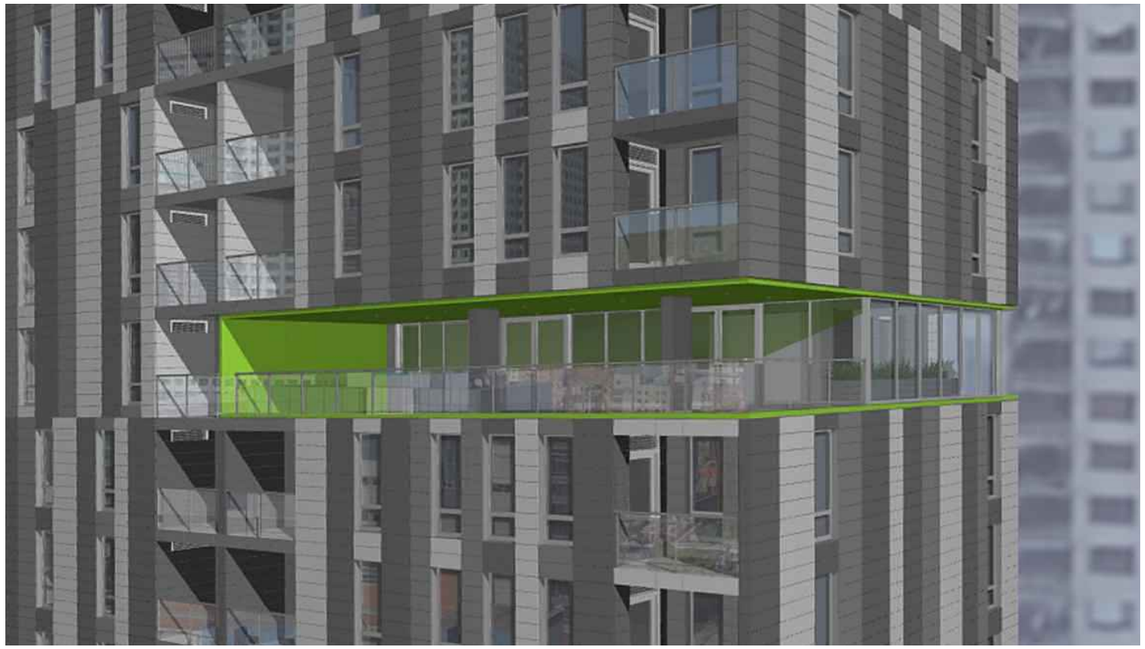
27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Façade arrière

Salle commmunautaire



Entrée stationnement



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

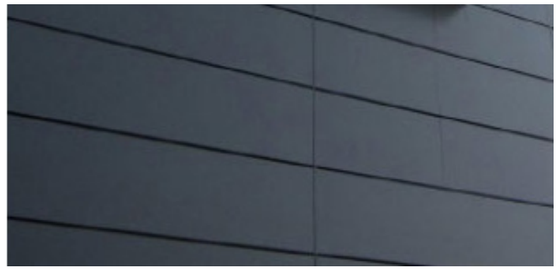
27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



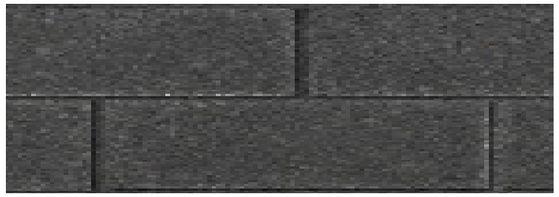
1

Produit: Céramique, KERA-TWIN K20
Compagnie: Céragrès
Utilisation: Façades Ouest. Sud, Est, Nord
Dimentions: Hauteur: 300mm
Largeur: 600mm, 900mm, 1200mm
Couleurs: 1 Gris foncé
2 Gris moyen
3 Gris pale



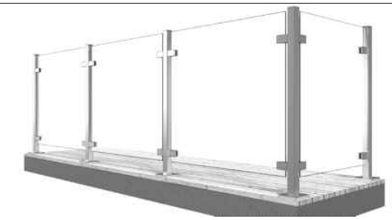
2

Produit: Maçonnerie
Compagnie: À Déterminer
Utilisation: Façades Ouest. Sud, Est, Nord
Dimentions: Hauteur: 90mm
Largeur: 390mm
Couleur: Gris foncé



3

Produit: Garde corps en verre
Compagnie: Non-déterminé
Utilisation: Façades Sud et Nord
Dimentions: Hauteur: 1070mm
Largeur: variable
Couleur: Anodisé



4

Produit: Revêtement métallique
Compagnie: Non-déterminé
Utilisation: Entrée et salle communautaire
Couleur: Vert



5

Produit: Revêtement métallique
Modèle: Corrugué 7/8, Posé horizontalement
Utilisation: Appentis
Couleur: Gris foncé



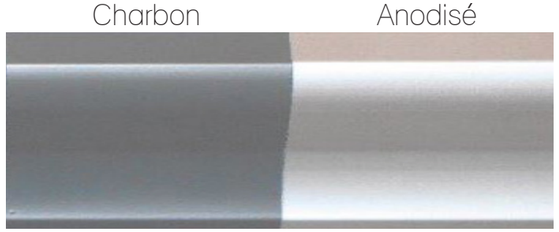
6

Produit: Cadre de fenêtre
Utilisation: Façades Ouest. Sud, Est, Nord
Couleur: Anodisé

6.1

Utilisation: Façades Sud, Nord
Couleur: Gris foncé

Charbon Anodisé



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Élévation principale - Rue St-Jacques

11

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES





Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Élévations - Latérales

12

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



52 146 APPENTIS (DESSUS MEMBRANE)
49 560 TOIT (DESSUS MEMBRANE)
14e ÉTAGE 46 270 (DESSUS DALLE)
13e ÉTAGE 43 480 (DESSUS DALLE)
12e ÉTAGE 40 690 (DESSUS DALLE)
11e ÉTAGE 37 900 (DESSUS DALLE)
10e ÉTAGE 35 110 (DESSUS DALLE)
9e ÉTAGE 32 320 (DESSUS DALLE)
8e ÉTAGE 29 530 (DESSUS DALLE)
7e ÉTAGE 26 740 (DESSUS DALLE)
6e ÉTAGE 23 950 (DESSUS DALLE)
5e ÉTAGE 21 160 (DESSUS DALLE)
4e ÉTAGE 18 370 (DESSUS DALLE)
3e ÉTAGE 15 580 (DESSUS DALLE)
2e ÉTAGE 12 790 (DESSUS DALLE)
RDC 10 000 (DESSUS DALLE)
8 000 TROTTOIR
SOUS-SOL 7 000

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Élévation - Arrière

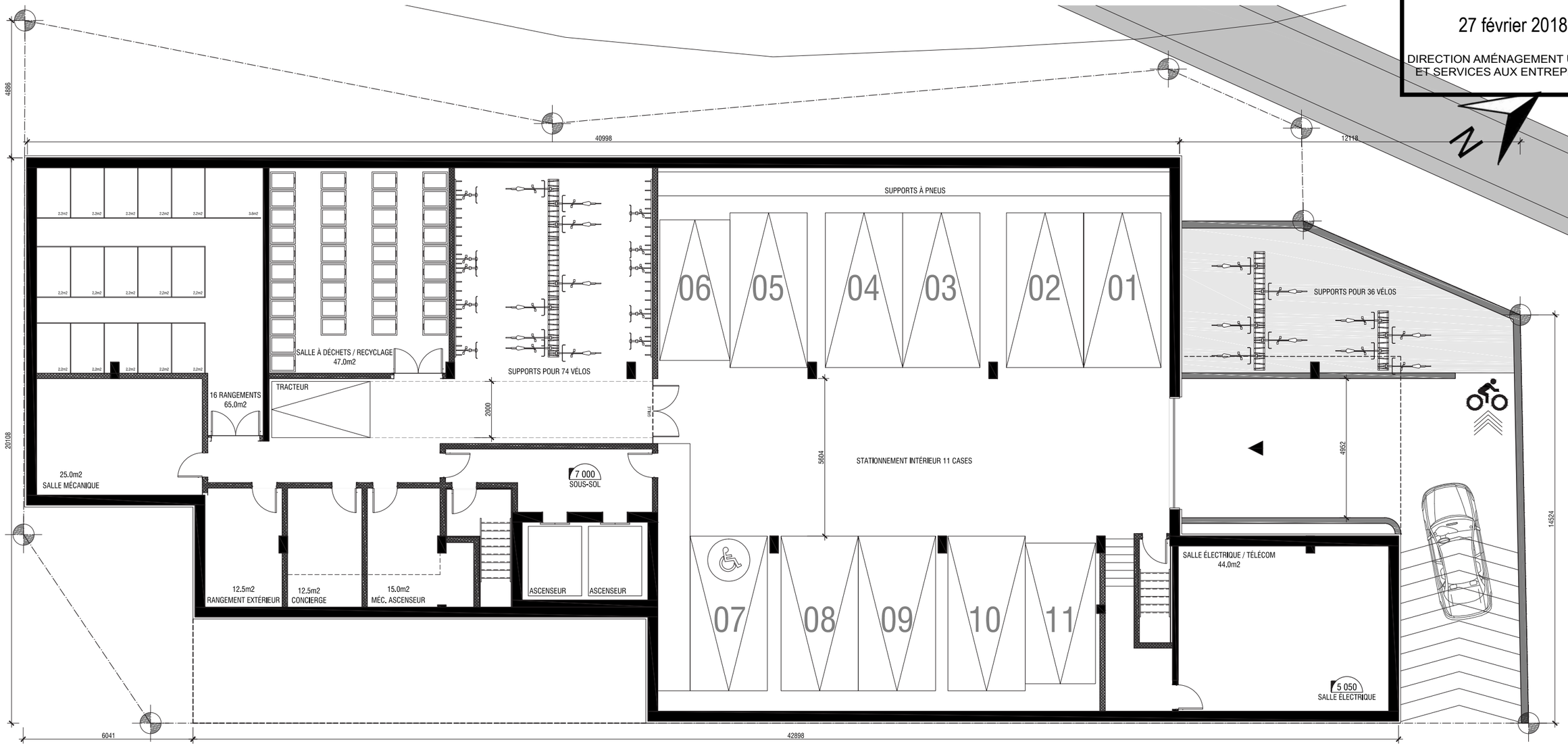
13

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Sous-sol

15

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N

BALCON
LOG. TYPE E
112,5m2
LOG. TYPE A
60,0m2
LOG. TYPE D
112,5m2
10 000
RÉZ-DE-CHAUSSÉE
BUREAU
13,0m2
ASCENSEUR
LOG. TYPE B
55,0m2
CONCIERGE
LOG. TYPE C
66,0m2
8 000
CHAMBRE ANNEXE
8 000
ENTRÉE
SERVITUDE HQ
CASIERS POSTAUX
TROTTOIR
RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Rez-de-chaussée

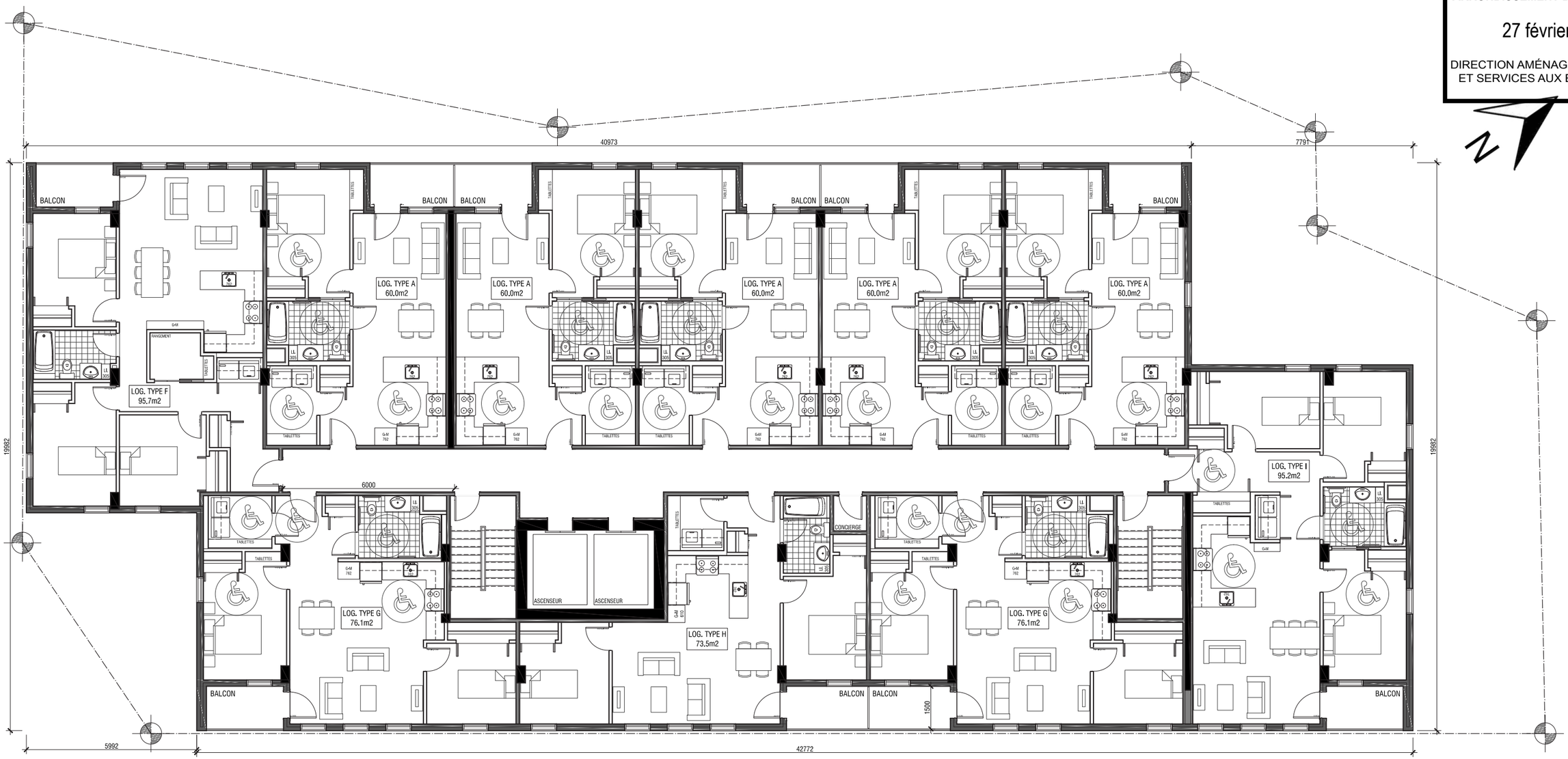
16

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Étage type

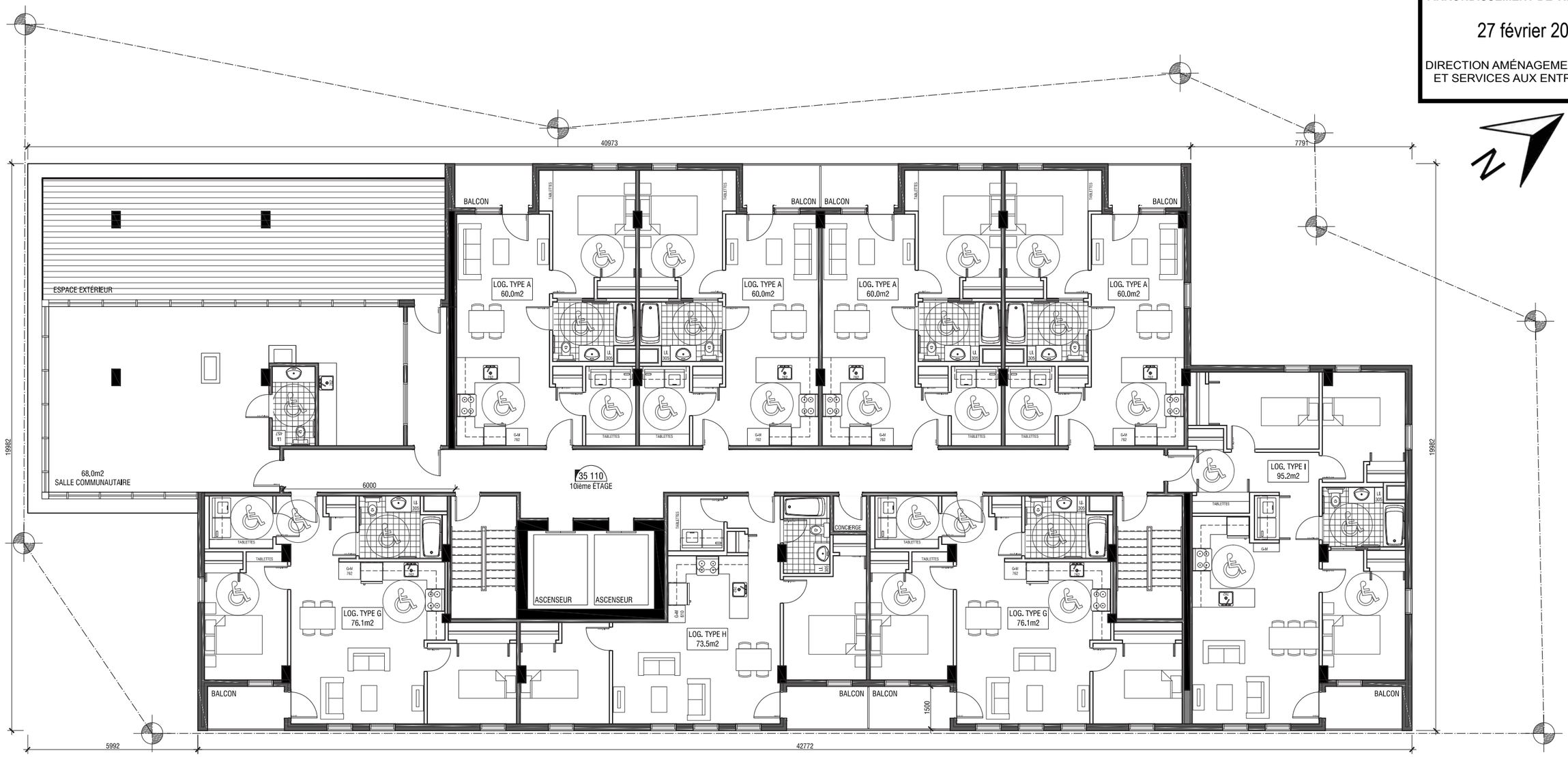
17

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Étage10

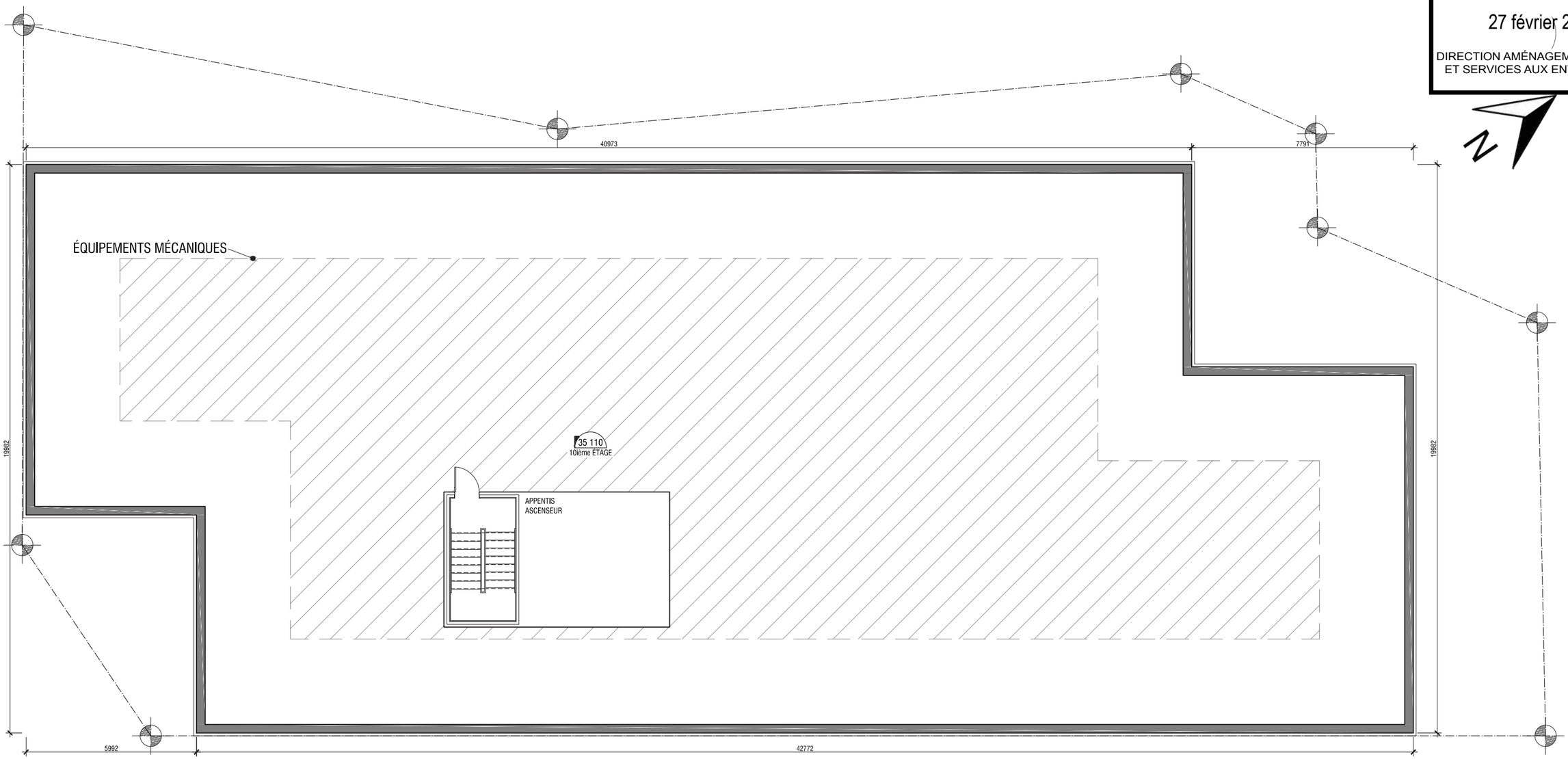
18

Douglas **ALFORD**
architecte

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

27 février 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



RUE SAINT-JACQUES

Coopérative d'habitation Montagne Verte

Arrondissement Ville-Marie Montréal | 15 Février 2018

Plan - Toit

19

Douglas **ALFORD**
architecte

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1170607010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;

c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés A-001; A-10; A-11; A-100 à A-107; SK-200 à SK-203; SK-250; SK-251; SK-300 à SK -302; SK-400 et SK-401 , réalisés par Geiger Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 5 mars 2018.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) l'alignement sur rue, la volumétrie et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) les plans des étages 5 à 8 (numérotés A-104 à A-107) doivent correspondre au plan d'implantation à la page numérotée A-001;

c) la demande de permis de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

d) la demande de permis de construction doit être accompagnée des documents suivants :

a. une proposition de commémoration de l'ancien cinéma,

b. une étude de circulation,

c. une étude de vent;

e) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

a. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :

i. la reprise de la marquise,
ii. la reprise du volume de l'ancien cinéma,
iii.l'utilisation d'une brique beige (de type ''Driftwood Grey" en fini velours et format norman de la compagnie Cloud Ceramics ou équivalent) et la reproduction de l'appareillage du mur d'origine,
iv. le marquage du volume par un retrait du reste de la façade;
v. une mise en lumière discrète et bien intégrée;

b. le projet de commémoration est intégré architecturalement dans la composition de la façade;
c. le dernier étage est entièrement vitré;
d. une attention particulière est apportée au traitement architectural du mur aveugle côté est du volume sur Sainte-Catherine;
e. l'aménagement du toit terrasse au centre du projet comprend des espaces végétalisés.

3) De fixer un délai de 24 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 10:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170607010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'approbation par projet particulier a été déposée pour la démolition de l'ancien cinéma Champlain et du bâtiment de l'ancienne station-service situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est, et pour la construction d'un projet de remplacement sur le sol dégagé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Conditions actuelles

o Le terrain visé a été occupé par une station d'essence construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain (1948-1986), utilisé ensuite pour des évènements culturels (radio, spectacles), sportifs, sociaux, communautaires et politiques (1986-1987) et par l'Église Vie et Réveil (1988-2004), Il est vacant depuis 2005;
o Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station d'essence ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain.

Valeur patrimoniale et historique

o Mars 2005 : La valeur patrimoniale de l'ancien cinéma est démontrée lors de la demande de permis de démolition (y compris le patrimoine immatériel). Le Comité d'étude des demandes de démolition souhaite suspendre l'étude de la demande et obtenir auparavant un projet de remplacement;
o Mars 2005 : Étude patrimoniale de Louis Brillant citant l'énorme potentiel du site, la

mémoire cinématographique et médiatique du bâtiment, son rôle de repère urbain, l'importance du rapport direct du bâtiment à la rue et ses signes distinctifs (demi cylindre de l'escalier, enseigne et néons);
o Juillet 2017 : Relevé photographique intérieur et extérieur, Gris-Orange Consultants Inc;
o Septembre 2017 : Commémoration des valeurs d'histoire et d'usage, Gris-Orange Consultant Inc.

Rapports d'experts techniques

o Septembre 2014 : Le rapport de Suncor Énergie conclut que tous les matériaux de l'enveloppe extérieure sont en mauvais état et que les façades comportent des matériaux contenant de l'amiante et des matières dangereuses (selon règ 32 de la LQE);
o Septembre 2014 : Le rapport de Prospectus génie conseil conclut qu'il serait impossible de conserver la façade de façon sécuritaire ;
o Septembre 2016 : Le rapport de madame Louise Hogues, architecte, Groupe HLA Inc, conclut, dans la partie technique, la difficulté de l'étayage et les non-conformités du bâtiment aux exigences de performance et d'isolation « *l'étanchéité du mur n'est plus assurée depuis plusieurs années* » (aucun entretien);

En novembre 2016, le service informe les requérants que la démolition du bâtiment et l'acceptation du projet de remplacement sont liées aux conditions suivantes :

o Considérer l'intérêt du bâtiment sur les deux plans, architectural et historique (culturel, cinématographique…);
o Documenter la façade par un travail photographique exhaustif (dimensions, matériaux, couleurs, techniques de pose, jeux de briques, linteaux des fenêtres, découpage des vitrages, antennes, etc...);
o Documenter l'historique des projections et des spectacles (Casablanca, le Mariage de Ramuntcho (1er film couleur français), Fernandel, Georges Guétary...);
o Élever la qualité du projet de remplacement qui doit être significative « *et supérieure à l'ancienne façade » (Louis Brillant, étude patrimoniale - 2005, p33)* , en s'inspirant des volumétries, proportions, détails de construction, rapport du bâtiment au trottoir et à la rue, intégrés de façon cohérente et harmonieuse (marquise, enseigne, rotonde, antennes, jeux de brique peuvent être réinterprétés…);
o Examiner les aspects plus larges : fonction de repère du bâtiment, accès visuels vers le pont Jacques Cartier, dialogue urbain (banque de Montréal en biais sur Sainte-Catherine) « *La proximité de la rue Sainte-Catherine, de la rue Papineau, des abords du pont Jacques-Cartier, de la station de métro, du Quartier des médias et du Village donnent au site visé une position qui vient placer la barre très haute pour le développement du site » (Louis Brillant, p32);*
o Proposer une mise en lumière du projet;
o Proposer une commémoration qui dépasse l'installation d'un simple élément commémoratif et rende vivant le souvenir et la relecture du cinéma Champlain.

Description du projet de remplacement

o Démolition complète du cinéma Champlain et décontamination du site;
o Projet commercial en rez-de-chaussée et résidentiel aux étages (182 logements) avec accès sur Papineau;
o Hauteur 8 étages (26,95 m) avec basilaire à 3 étages (12,2 0m) avec un recul de 1,50 m sur Sainte-Catherine et Papineau;
o Partie nord/est abaissée à 4 étages (équivalent à 5 étages, 16 m) donnant sur la ruelle et les bâtiments résidentiels adjacents de 2 étages;
o Densité de 4,58;

o Cour intérieure au niveau du 2ème étage avec terrasse et piscine;
o 174 (permis 140/183) cases de stationnement sur 2 étages de sous-sol avec accès par Papineau;
o Quai de chargement avec accès sur Papineau;
o Traitement architectural reprenant le volume du cinéma sur Sainte-Catherine.

Dérogations

o Le projet présente la démolition de l'ancien cinéma Champlain et déroge principalement à la hauteur et à la densité;
o Le site est zoné M7C, 3 étages ou 14 mètres, densité 3, taux d'implantation max de 100%, mode d'implantation contigu, unité de paysage «Artère commerciale»;
o Le plan d'urbanisme permet 35 mètres et une densité de 6.

Le Comité consultatif d'urbanisme a examiné le projet à deux reprises, le 5 octobre 2017 où il avait demandé que des modifications soient faites et que le projet lui soit présenté de nouveau, puis le 15 février 2018, où il a émis un avis favorable avec conditions. Le comité a par ailleurs souligné que le projet, de part son ampleur et les dérogations demandées, est assujetti à la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables.

JUSTIFICATION

o La démolition semble inévitable. Le bâtiment s'est beaucoup dégradé depuis 2005 et selon les différents rapports, il contient de l'amiante, les sols sont contaminés et il serait difficile d'étayer la façade sur Sainte-Catherine de façon sécuritaire;

o Le projet propose une hauteur de 8 étages, qui semble la hauteur maximum justifiable par la proximité du métro Papineau. Cette hauteur doit aussi se justifier, vue l'ampleur de la dérogation, par la qualité architecturale et la qualité d'insertion du projet de remplacement;
o La proposition reprend les traces de l'ancien cinéma avec la reprise de la marquise, du volume de l'escalier, de l'horizontalité des fenêtres et de la brique claire. Cependant, le traitement volumétrique devrait faire ressortir plus nettement la trace de l'ancien cinéma (reculs de l'implantation en latéral, reprise de la hauteur du cinéma);
o Les usages commercial et résidentiel sont compatibles avec le secteur. Les requérants pourraient aussi se tourner vers des occupants en lien avec le caractère distinctif du quartier (médias, Village…)
o Les accès au stationnement en sous-sol et au quai de chargement sont localisés sur l'avenue Papineau au nord du terrain, les accès aux commerces sont répartis de façon régulière sur Sainte-Catherine et Papineau et l'accès aux étages résidentiels se trouve sur Papineau au nord du terrain;
o Les hauteurs doivent être modulées, surtout du côté nord/est, en interface avec les bâtiments résidentiels de 2 étages existants. Le recul au 4e étage représente en réalité 15,15 m (ou 5 étages) compte tenu de la hauteur du rez-de-chaussée (6,20 m) et assombrit considérablement les bâtiments résidentiels adjacents;
o L'étude d'ensoleillement indique que ce sont surtout les bâtiments résidentiels immédiatement à l'est du projet et séparés de ce dernier par une ruelle qui seront davantage dans l'ombre du projet l'après-midi en hiver, au printemps et à l'automne, comparativement à la situation actuelle. Quant aux espaces publics, le boulevard de Maisonneuve et la rue Cartier seront assombris en hiver le matin et la rue Sainte-Catherine vers l'est sera assombrie en hiver l'après-midi;
o Un travail de documentation photographique non exhaustif a été déposé avant que le bâtiment soit démoli;
o Un document de « Commémoration des valeurs d'histoire et d'usage » (Gris-Orange Consultant Inc.) suggère des pistes pour la commémoration de l'ancien cinéma (p17,

de Gris-Orange Consultants Inc, Sept 2017) mais des éléments de l'ancien cinéma sont encore à identifier (colonnes en terrazzo du hall d'entrée par exemple).

Plusieurs aspects du projet ont été revus afin de répondre aux commentaires du CCU:

- La composition des façades a été simplifiée;
- Le traitement du couronnement de l'immeuble est simplifié et se fait par le dernier étage, entièrement vitré;
- Le rappel de la façade de l'ancien cinéma Champlain se démarque davantage dans la composition de la façade Sainte-Catherine,
- La hauteur de l'immeuble au coin nord-est a été abaissée;
- Les démarches visant une contribution financière pour du logement social et l'inclusion de logements abordables ont été entamées.

En conclusion, le projet de remplacement présente une intégration intéressante au secteur en terme d'usages (résidentiel et commercial), d'implantation (près de 0), d'horizontalité, de verticalité, de répartition des accès et un certain respect du parcellaire (morcellement) a été démontré pour la façade Papineau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur le site et avis public

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution : 13 mars 2018

· Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
· Assemblée publique de consultation : 27 mars 2018
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 10 avril 2018
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution : 8 mai 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif en urbanisme / Avis favorable, avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : Charlotte Horny
conseillère en aménagement
514 872-3844

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Description du Projet

BATIMENT DE TYPE RESIDENTIEL DE 8 ÉTAGES. LE RDC EST COMMERCIAL, SUR LES ÉTAGES, ON RETOUVE 182 LOGEMENTS. IL Y A 2 NIVEAUX DE STATIONNEMENTS EN SOUS-SOL CONTENANT 183 STATIONNEMENTS POUR VOITURES ET 43 ESPACES À VÉLOS.

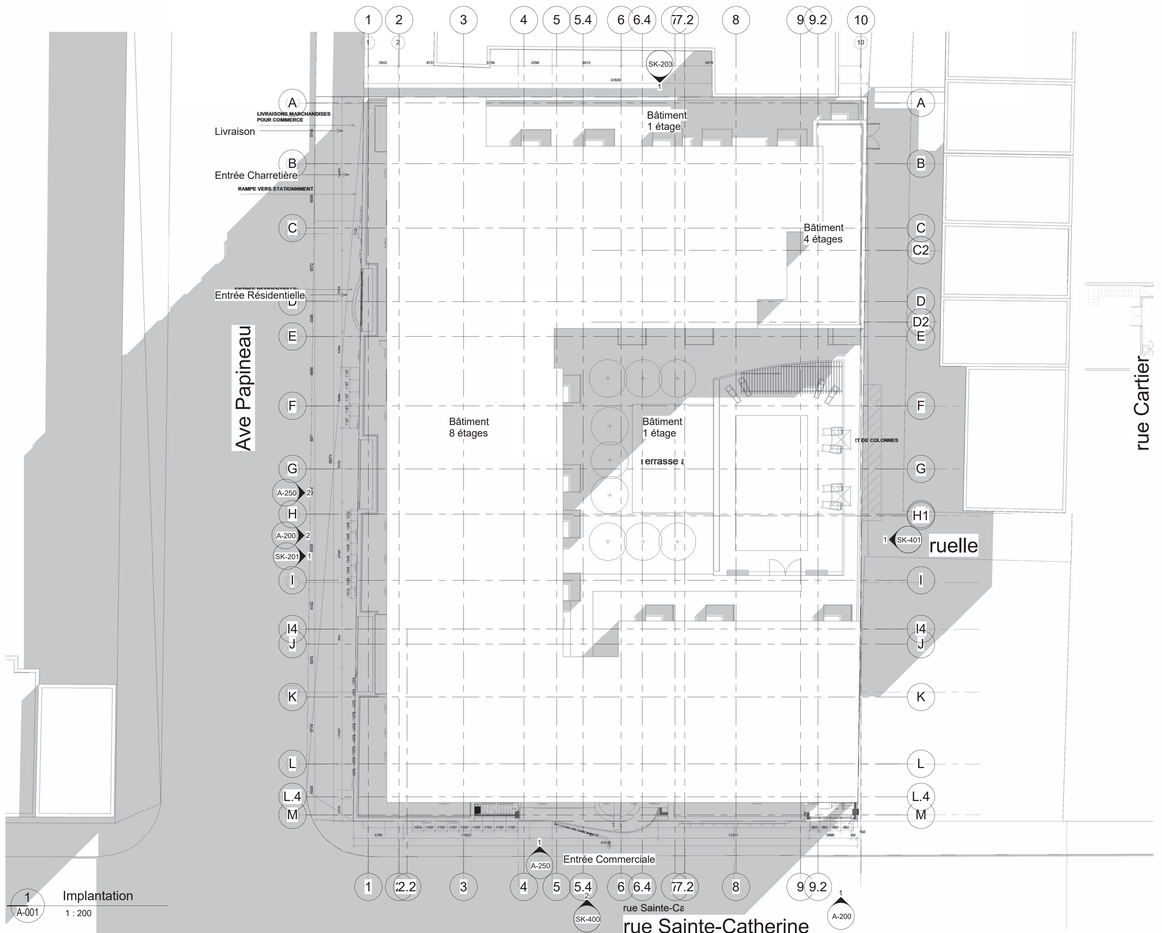
LA STRUCTURE EST DE BETON.

LA RESISTANCE AU FEU EST DE 2 HRS ENTRE LES ÉTAGES, ET 1 HR ENTRE LES LOGEMENTS.

LE BATIMENT EST MUNI DE GICLEURS AUTOMATIQUES.

Général

BÂTIMENT	CNB 2005
1. USAGE	GROUPE "C"
2. TYPE DE CONSTRUCTION	CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE
3. HAUTEUR DE BÂTIMENT	8 ÉTAGES +1 APPENTIS MÉCANIQUES
4. CLASSIFICATION CNB	SECTION 3.2.2.***



1 A-001 Implantation
1 : 200

Liste des dessins		
num.	Nom du dessin	Date de révision
A-001	Titre et plan d'implantation	
A-010	Plan du sous-sol 1	
A-011	Plan du sous-sol 2	
A-101	Plan du RDC	
A-102	Plan du 2e Étage	
A-103	Plan du 3e Étage	
A-104	Plan du 4e Étage	
A-105	Plan du 5e Étage	
A-106	Plan du 6e Étage	
A-107	Plan du 7e Étage	
A-108	Plan du 8e Étage	
A-110	Plan Toit	
A-200	Élévations	
A-201	Élévations	
A-250	Volumétrie et Élévations de l'existant	
SK-202	Élévation Arrière	
SK-203	Élévation Nord	
SK-250	Axonométrie	
SK-251	Axonométrie 2	
SK-302	Perspective 3	
SK-400	Détail brique	
SK-401	Détail brique	

Calcul Densité

superficie du terrain: 3268.5 m2
Densité 6 : 19 611 m2
Sup. nette du projet: 14957 m2 (densité 4.58)

Détail

Étage	sup nette
Rdc	2375
2e	2072
3e	2072
4e	1842
5e	1660
6e	1660
7e	1638
8e	1638
total densité	**14957**
	-4654

4.58

stationnement

183 espaces possibles

Requis logements	71	
Requis commerce	70	
Total requis	**141**	Les deux sous-sols peuvent contenir jusqu'à 183 espaces de stationnement

Vélos

1 x 1er 8 logements	8
1/5 x logements	35
Commerces	
Total requis	**43**

Typologies

Typ.	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	**Total**	%
1studio	5	5	3	1	1	1	1	17	9%
1chambres	17	17	6	6	6	7	7	66	36%
2chambres	10	10	17	16	16	15	15	99	54%
total	**32**	**32**	**26**	**23**	**23**	**23**	**23**	**182**	**100%**

Détail

étage	Unité	Type	Sup.p2
2e et 3e	2-01, 3-01	1ch	536
	2-02, 3-02	2ch	864
	2-03 etc	2ch	843
	2-04	2ch	1044
	2-05	2ch	641
	2-06	2ch	855
	2-07	1ch	588
	2-08	st	529
	2-09	1ch	595
	2-10	1ch	606
	2-11	st	555
	2-12	1ch	517
	2-13	1ch	601
	2-14	1ch	521
	2-15	st	522
	2-16	1ch	615
	2-17	1ch	608
	2-18	1ch	619
	2-19	1ch	559
	2-20	1ch	591
	2-21	1ch	583
	2-22	st	408
	2-23	1ch	728
	2-24	1ch	785
	2-25	2ch	781
	2-26	2ch	759
	2-27	2ch	750
	2-28	1ch	601
	2-29	st	548
	2-30	2ch	783
	2-31	2ch	781
	2-32	1ch	522
Total	32 (2x)		20302

12 log. -50m2 = 3 esp.
20 log + 50m2 = 10 esp.
3+10 (2x) = **26**

étage	Unité	Type	Sup.p2
4e	4-01	2ch	758
	4-02	2ch	773
	4-03	2ch	1086
	4-04	2ch	750
	4-05	2ch	843
	4-06	1ch	578
	4-07	2ch	709
	4-08	2ch	713
	4-09	2ch	735
	4-10	1ch	650
	4-11	1ch	662
	4-12	2ch	711
	4-13	1ch	570
	4-14	2ch	757
	4-15	2ch	797
	4-16	st	482
	4-17	st	471
	4-18	2ch	943
	4-19	2ch	778
	4-20	2ch	790
	4-21	2ch	789
	4-22	1ch	619
	4-23	st	529
	4-24	2ch	793
	4-25	2ch	776
	4-26	1ch	726
Total	26		18030

5 log. -50m2 = 1.25 esp.
21 log. +50m2 = 10.5 esp.
10.25+10.5= **12**

étage	Unité	Type	Sup.p2
5e et 6e	5-01, 6-01	2ch	758
	5-02, 6-02	2ch	773
	5-03, etc	2ch	1085
	5-04	2ch	750
	5-05	2ch	842
	5-06	1ch	581
	5-07	2ch	710
	5-08	2ch	713
	5-09	2ch	726
	5-10	1ch	659
	5-11	1ch	662
	5-12	2ch	715
	5-13	2ch	780
	5-14	2ch	766
	5-15	2ch	732
	5-16	2ch	713
	5-17	2ch	942
	5-18	2ch	778
	5-19	2ch	710
	5-20	1ch	648
	5-21	st	507
	5-22	1ch	698
	5-23	1ch	728
Total	23 (2x)		16218

2 log.-50m2 = 0.5 esp.
21log.+50m2 = 10.5 esp.
0.5+10.5 (x2) = **22**

étage	Unité	Type	Sup.p2
7e, 8e	7-01,8-01	2ch	758
	7-02, 8-02	2ch	773
	7-03, etc	2ch	1085
	7-04	2ch	750
	7-05	2ch	842
	7-06	1ch	581
	7-07	2ch	710
	7-08	2ch	713
	7-09	2ch	726
	7-10	1ch	576
	7-11	1ch	501
	7-12	1ch	648
	7-13	2ch	780
	7-14	2ch	766
	7-15	2ch	732
	7-16	2ch	713
	7-17	2ch	942
	7-18	2ch	778
	7-19	2ch	710
	7-20	1ch	648
	7-21	st	507
	7-22	1ch	698
	7-23	1ch	728
Total	23 (2x)		15907

3 log.-50m2 = 0.75 esp.
20 log. +50m2 = 10 esp.
0.75+10 = **11**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot architects
424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151 ERIC HUOT ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule		
Num	Revision Description	Date
2017_12_14	Pour information	AS
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

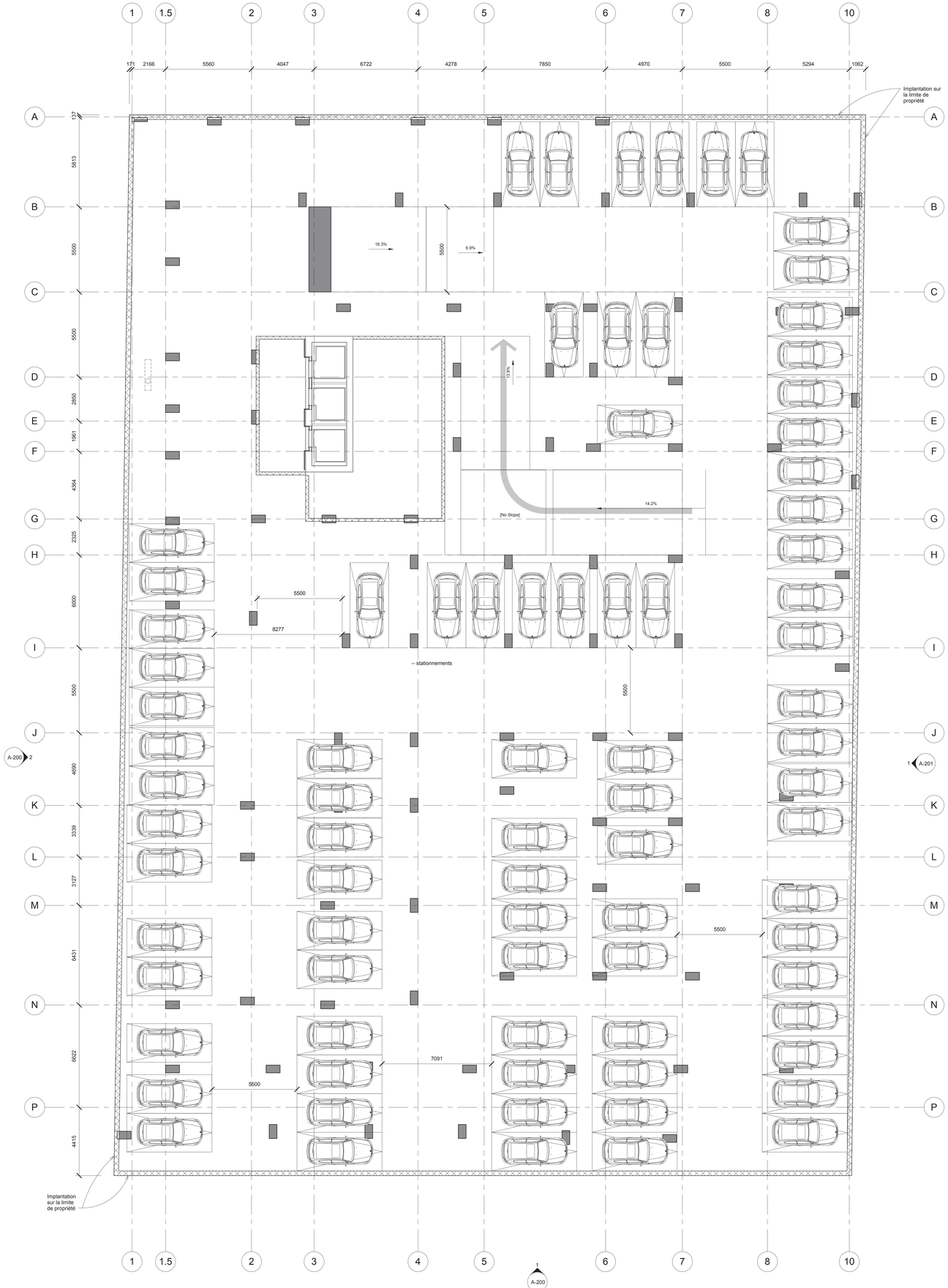
Projet

Titre du dessin :

Titre et plan d'implantation

échelle :	As indicated	dessiné par :	JT
date :	Feb. 2018	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-001

5/1/2018 2:43:01 PM
C:\Users\jtremblay\Documents\13063_champlain_R21JTJtremblay_Owner.rvt



GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Quebec
3151
GEIGERHUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

Projet

Titre du dessin :

Plan du sous-sol 1

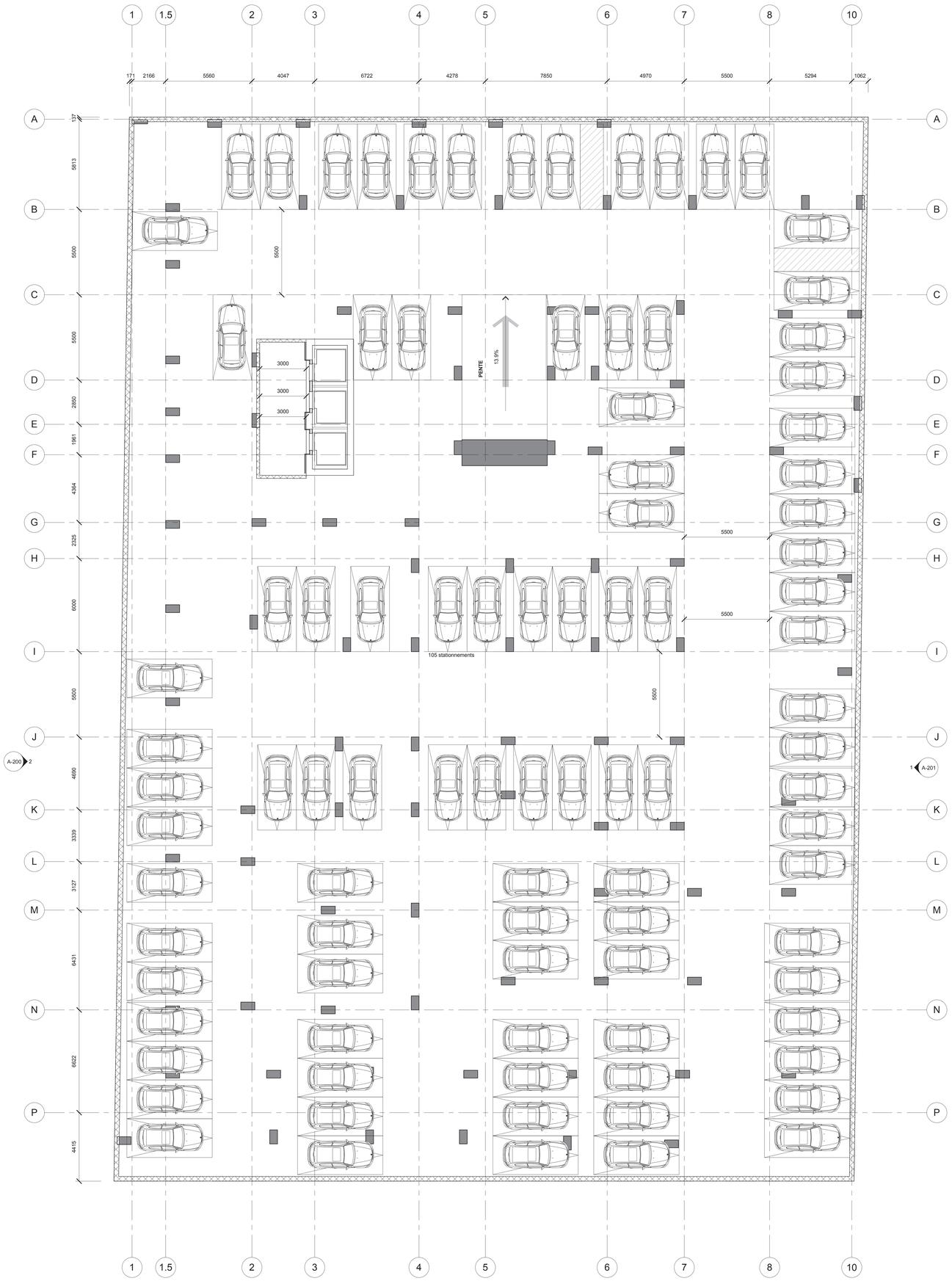
échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-10

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

13-063-PT 2 23-04 PM
\\GEIGERHUOT-SRV\Data\13-063 Planches & Saint-Catherine\Construction\13063_sdb01.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Quebec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date

Date	Emission	Par
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain

1815 Ste-Catherine E. Montréal

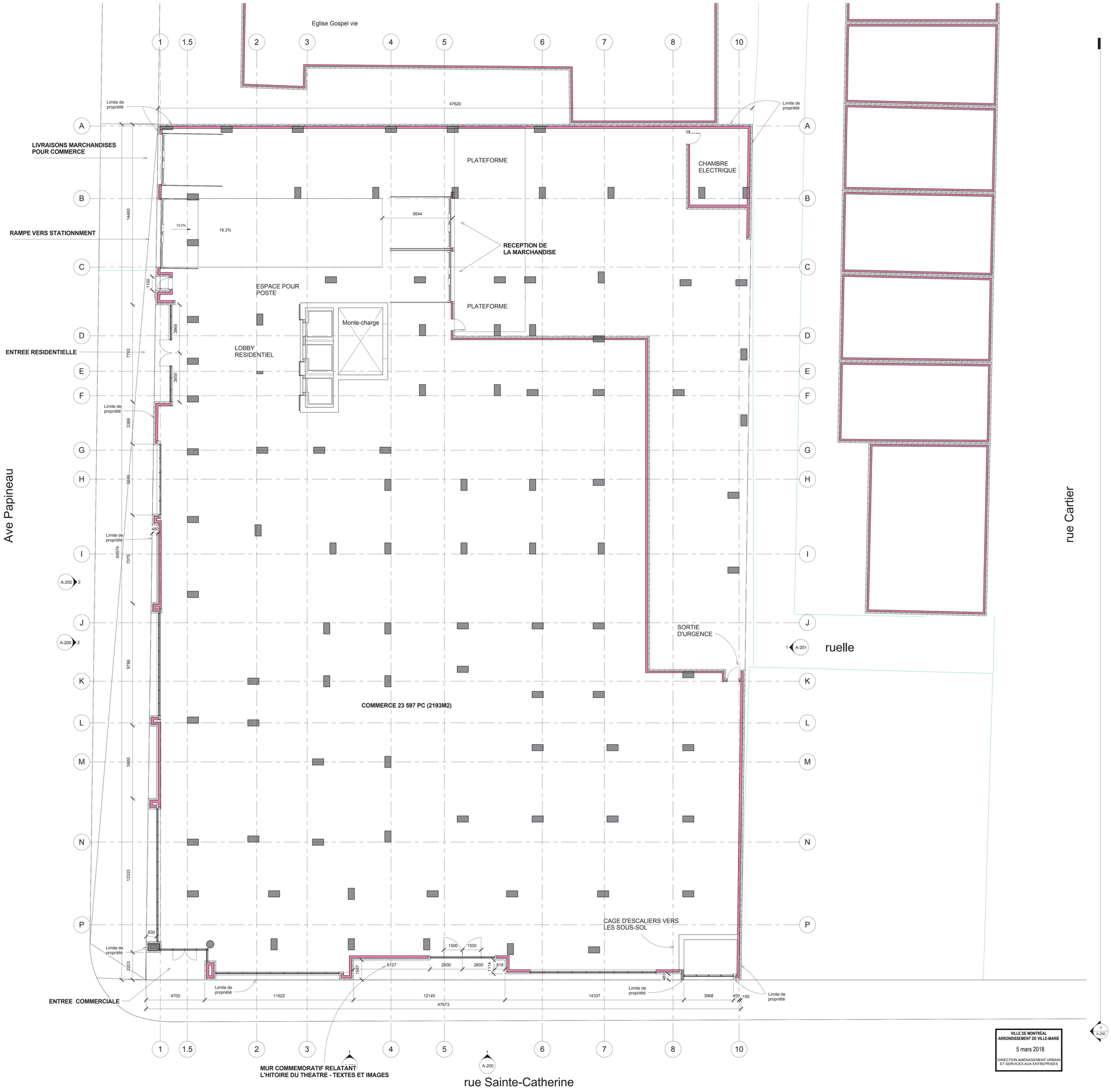
Projet

Titre du dessin :

Plan du sous-sol 2

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-11

10/4/2017 2:23:43 PM
G:\Projets\13063 Planiweb & Saint-Catherine\Construction\13063_architecte.rvt



GeigerHuot architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
GEIGERHUOT ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS
Date	Emission	Par

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

Projet

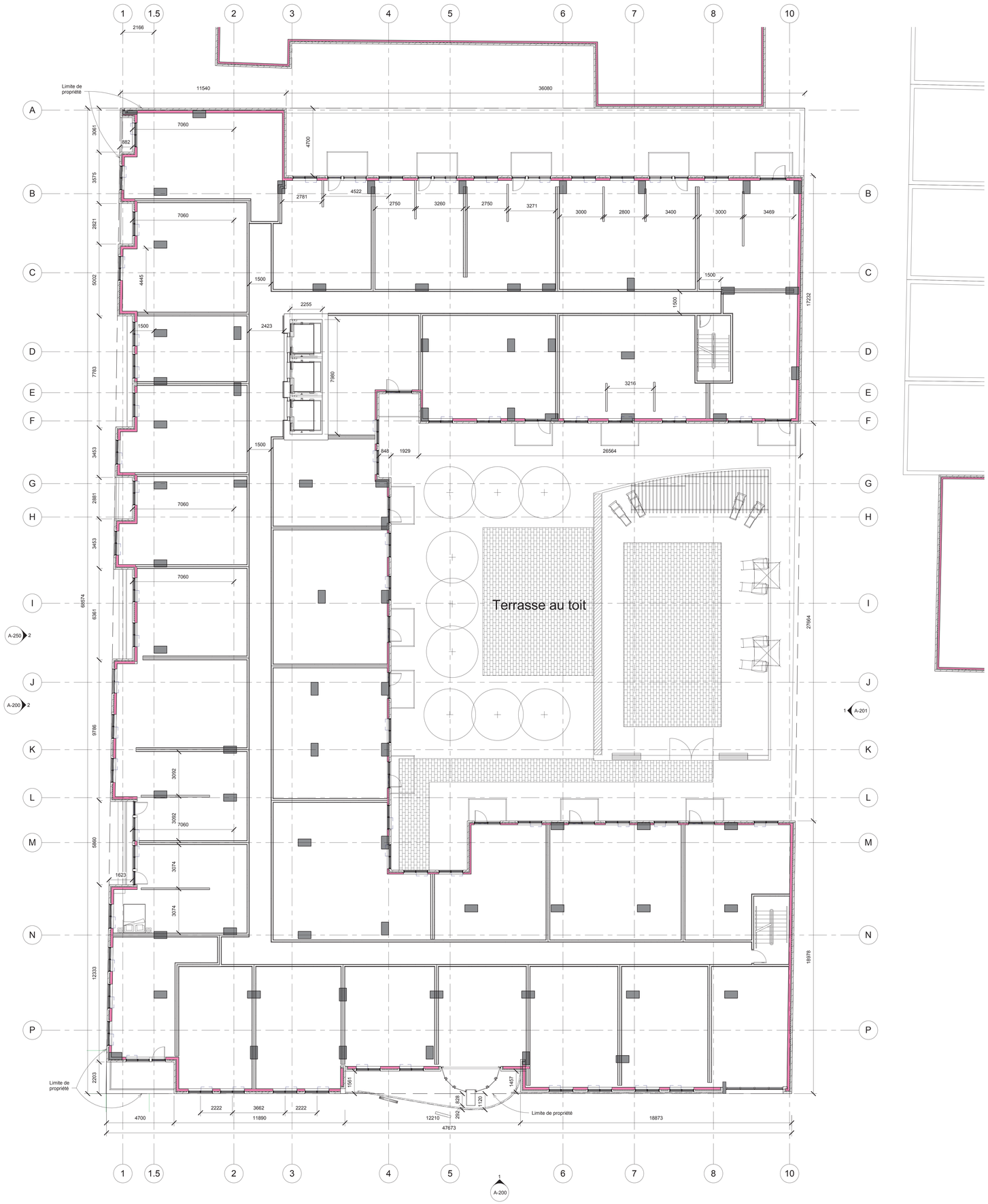
Titre du dessin :

Plan du RDC

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-100

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
5 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

S:\HUOT\13-13-04-Proj\Revit & Sketch Fichier\Ste Catherine\Construction\13063_plan#rev.rvt



GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Quebec
3151
GEIGER HUOT ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

Projet

Titre du dessin :

Plan du 2e Étage

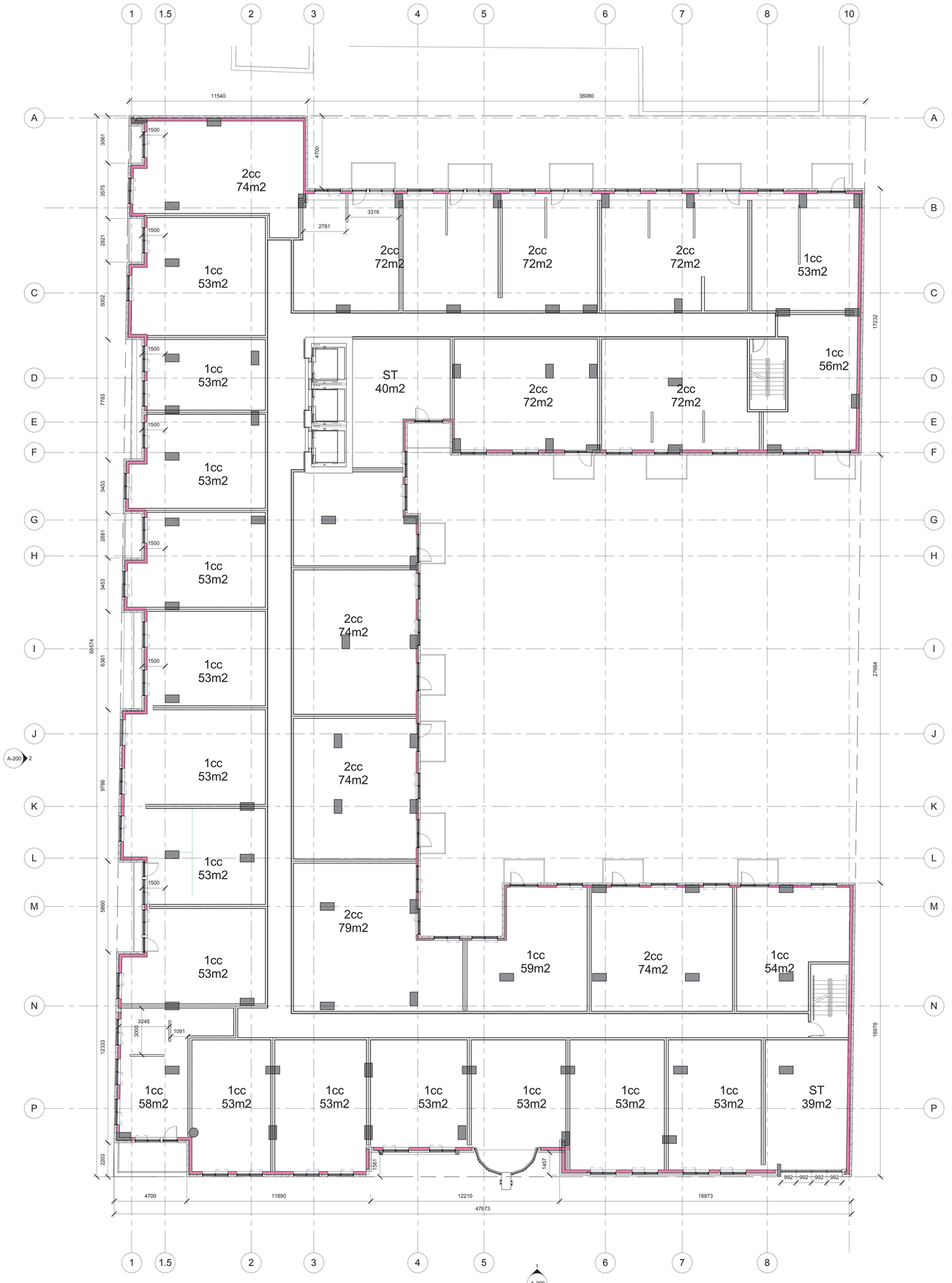
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-101

Version 2017-2018 Mac
\\GHOST-2\13063 Ste Catherine\Champlain - CMA Planches & Saint Catherine\Construction DWG_publication.rvt



GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
GEIGER HUOT ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E. Montréal

Projet

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

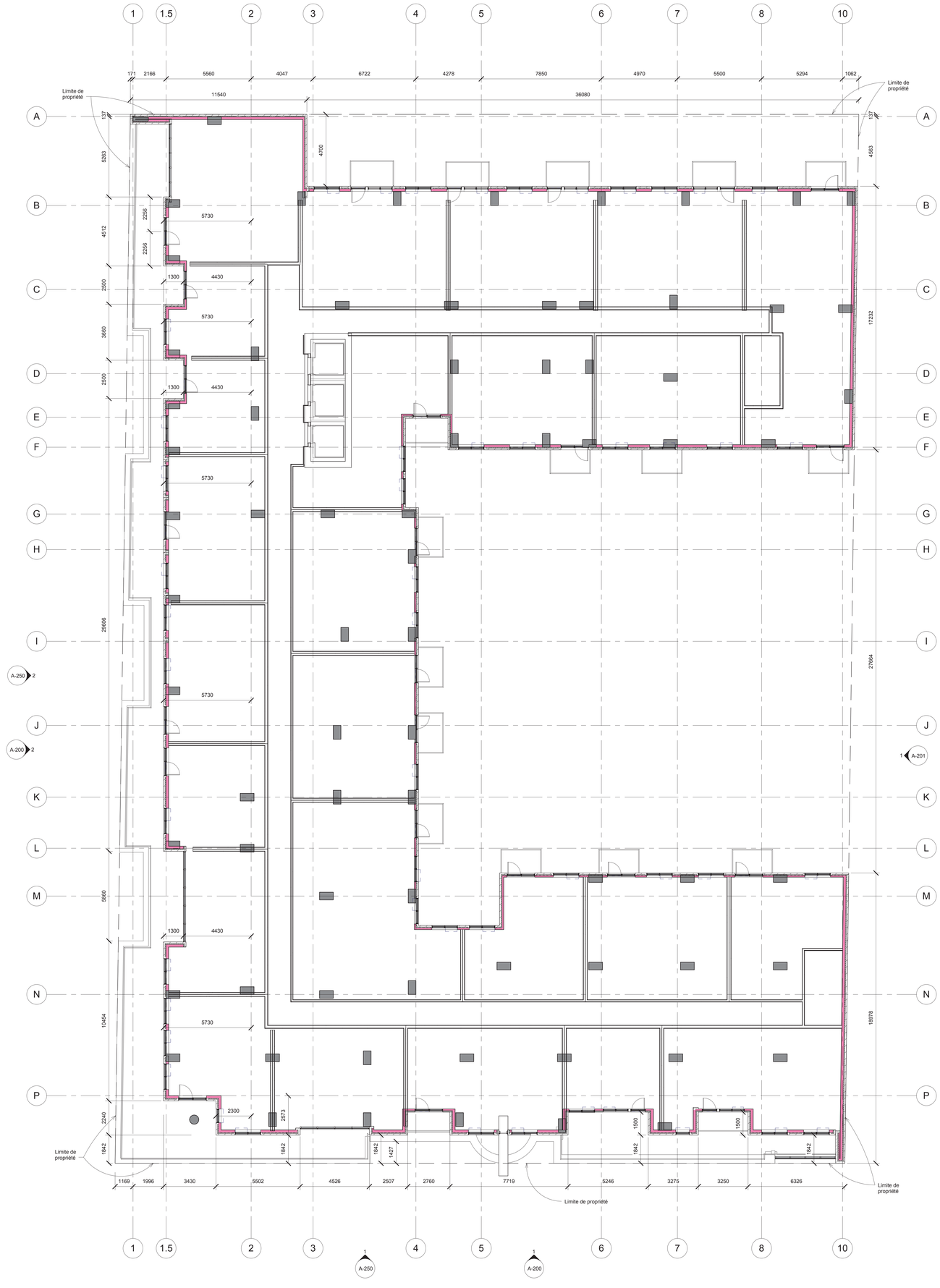
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Titre du dessin :

Plan du 3e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-102

\\GHDFS1\Data\GH Thomas & Saint-Catherine\Construction\13063_publishes.rvt
12/4/2017 1:19:54 PM



GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
GEIGER HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date

Date	Emission	Par
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

Projet

Titre du dessin :

Plan du 4e Étage

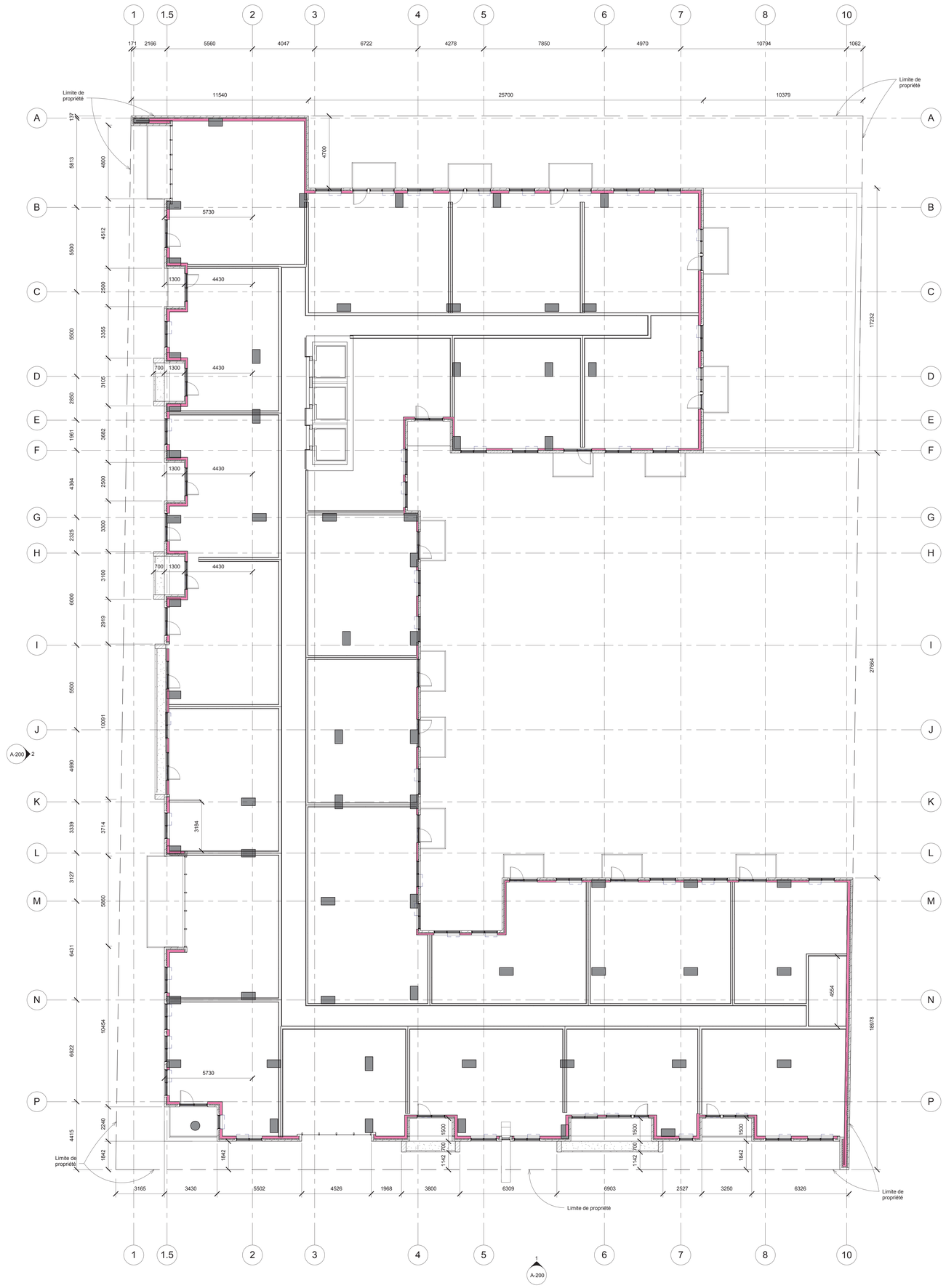
échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-103

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

13-0627-T 2-3-5-6-7-M
\\GEIGER-FS1\Data\13063 Planches & Saint-Catherine\Construction\13063_plan.mwx



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Emission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

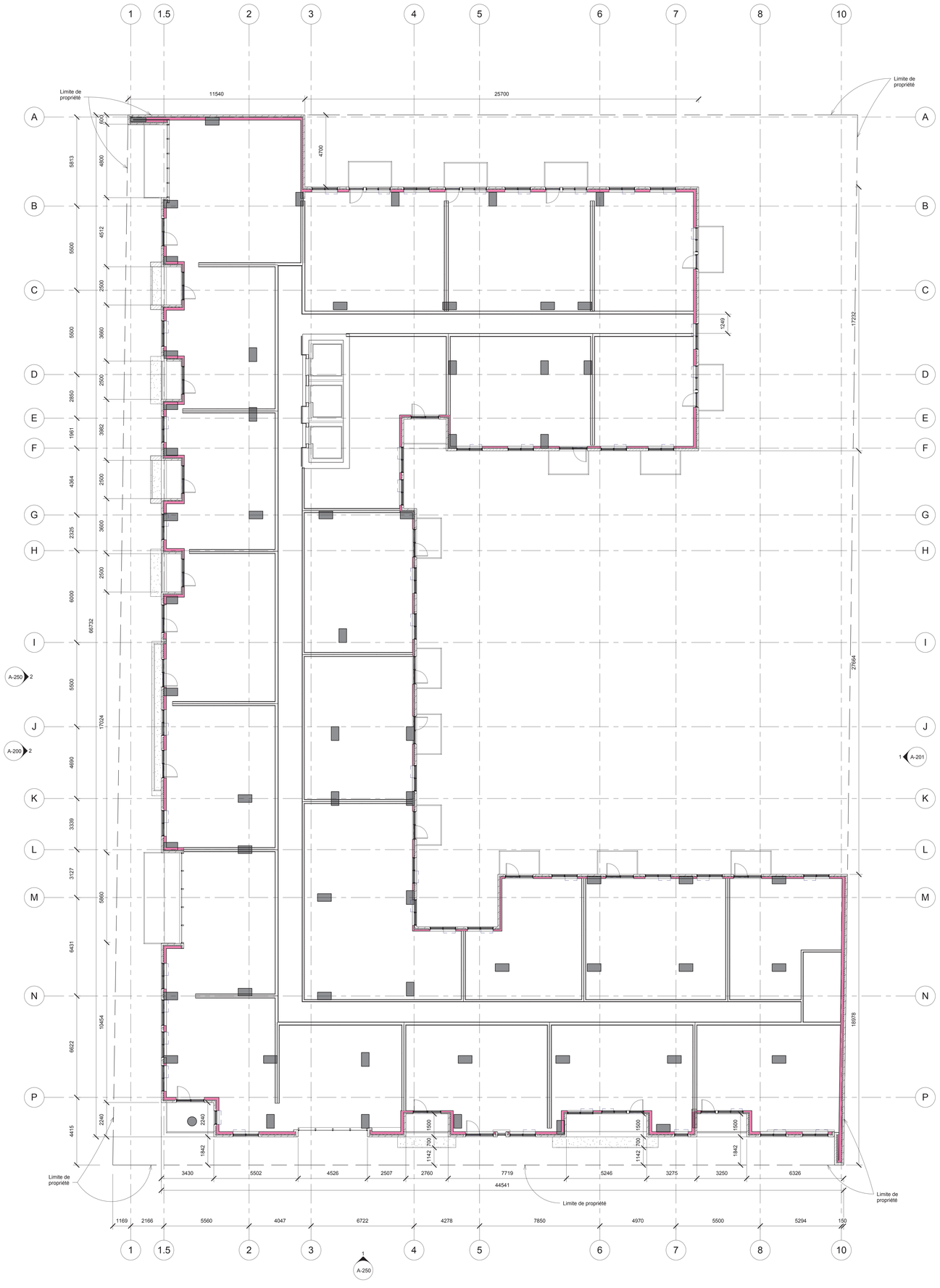
Projet

Titre du dessin :

Plan du 5e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-104

Version:2017.2.0.0.5744
N:\2013\13063 Projets A Saint-Catherine\Construction\13063_sqlformwork.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
GEIGERHUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

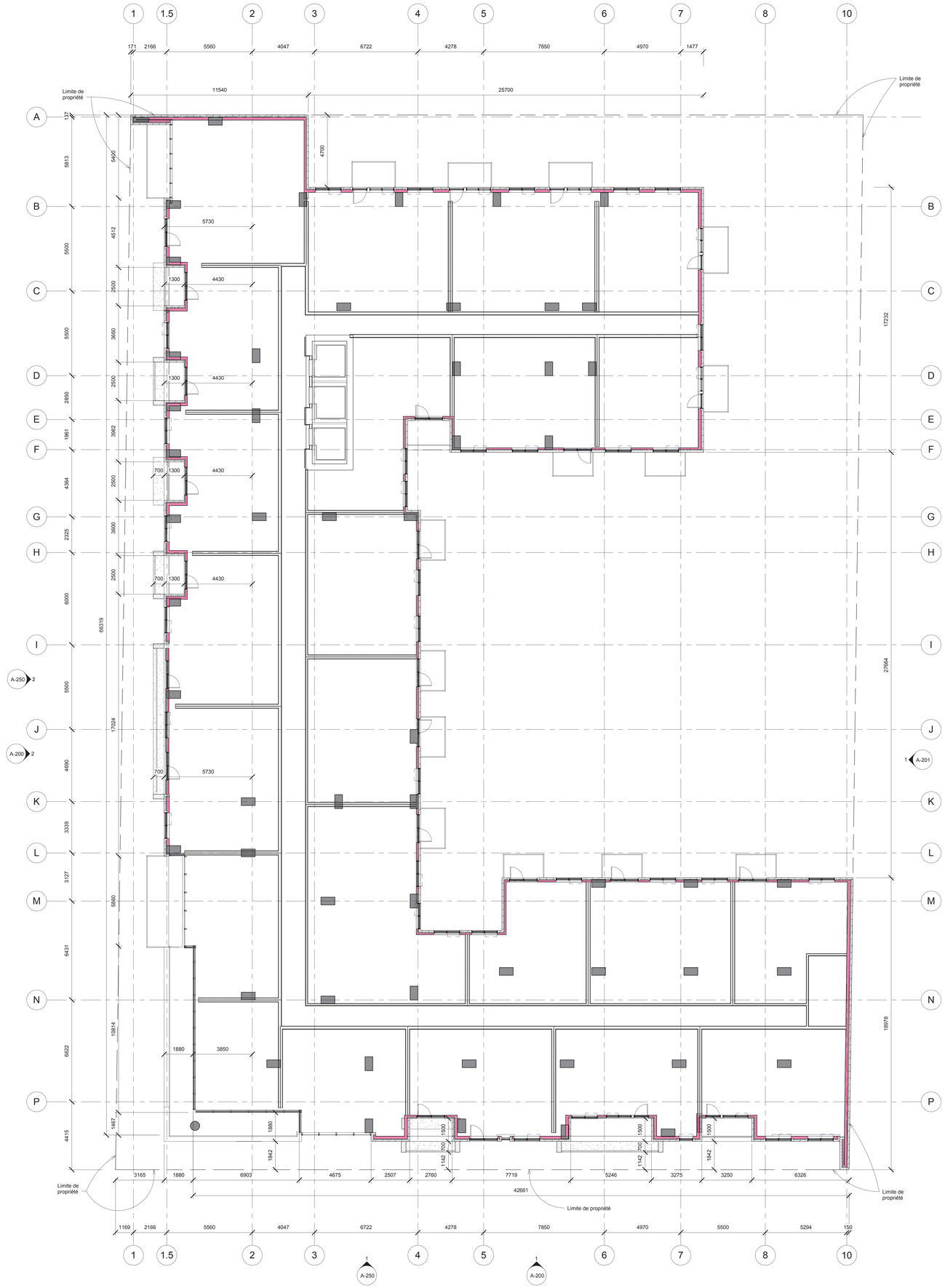
Projet

Titre du dessin :

Plan du 6e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-105

S:\dwg\13-063\Plans & Sect-Cathedrale\Construction\1500_parties.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Emission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

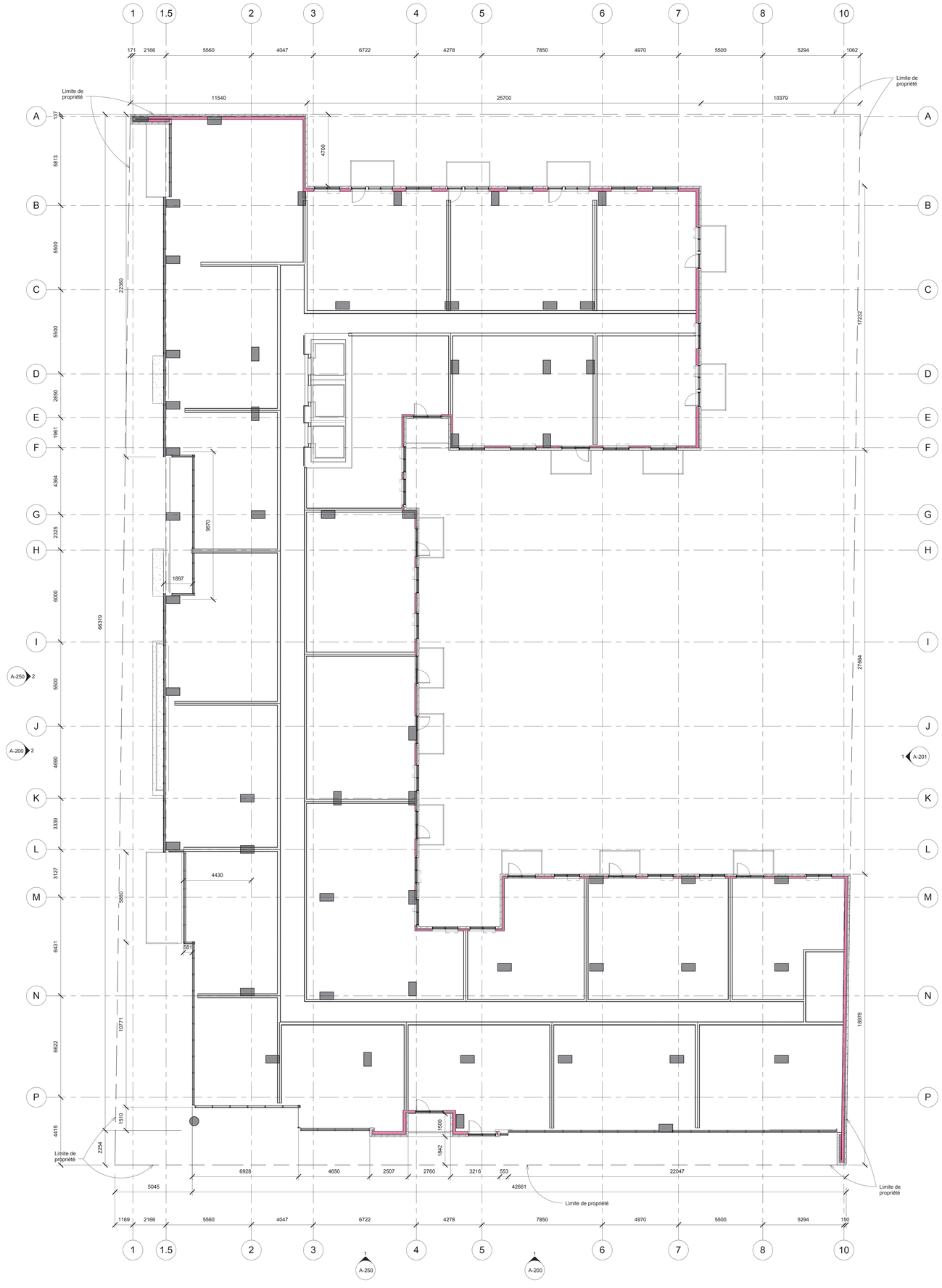
Projet

Titre du dessin :

Plan du 7e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-106

G:\HUOT\13-219-01.Pln
Updated: 2017-10-04 4:56:47 PM by Maxime B. Saint-Cartier\Construction\1300_plans\rev.vt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

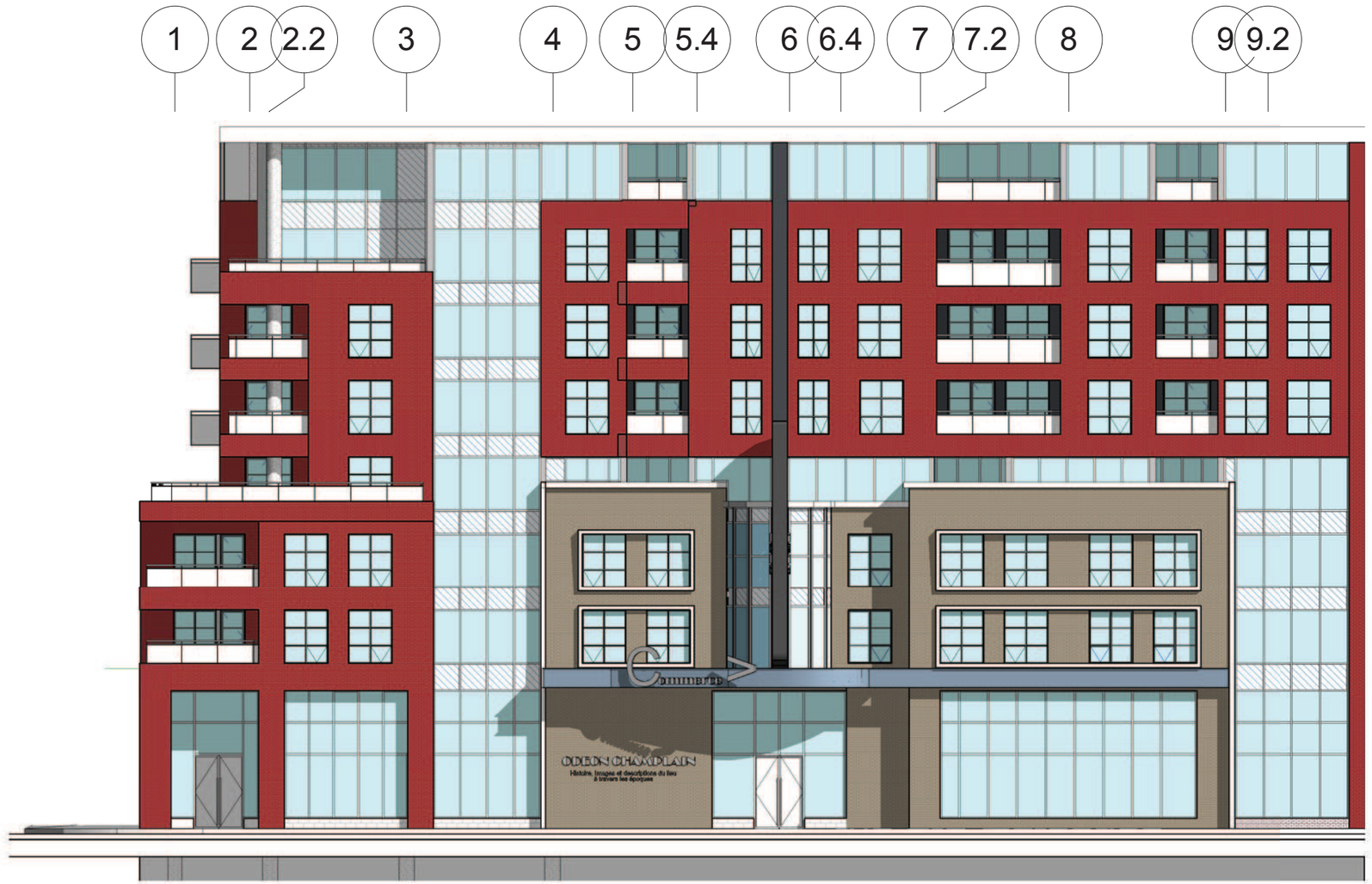
Projet

Titre du dessin :

Plan du 8e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-107

G:\MDP\13-13063-Pat
\\GEIGERHUOT-SRV\Partner & Team\Catherine\Construction\13063_patrimoine.vwx



Toit
26950

Niveau 8
24252

Niveau 7
21050

Niveau 6
18100

Niveau 5
15150

Niveau 4
12200

Niveau 3
9200

Niveau 2
6200

Niveau 1, RDC
0

Élévation
Ste-Catherine

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
5 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-200

A B C C2 D D2 E F G H H1 I I4 J K L L.4 M



Toit 26950
Niveau 8 24252
Niveau 7 21050
Niveau 6 18100
Niveau 5 15150
Niveau 4 12200
Niveau 3 9200
Niveau 2 6200

Élévation Papineau

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-201

M L.4 L K J I4 I H H1 G F E D2 D C2 C B A



Élévation Arrière

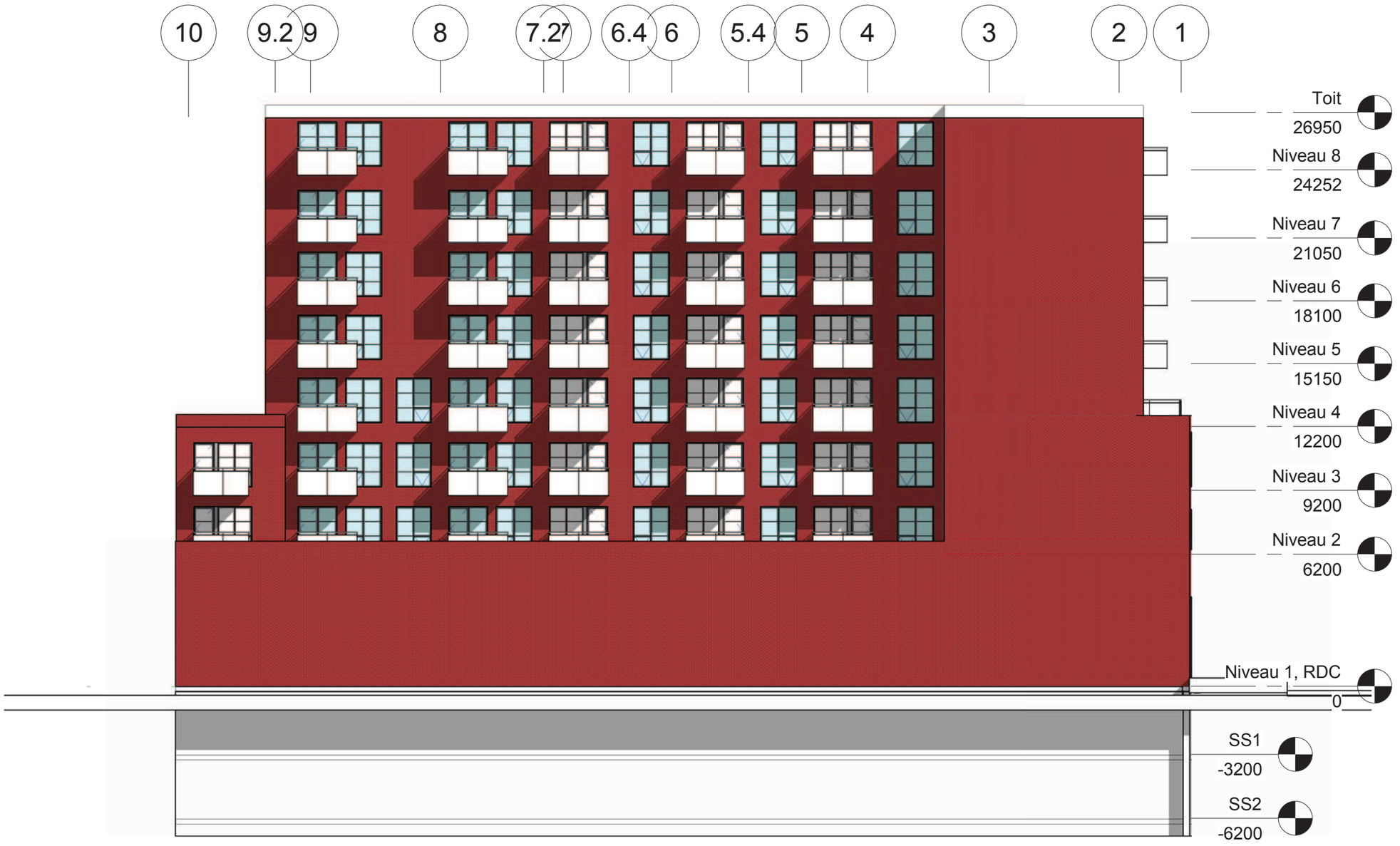
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-202



Élévation Nord

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-203

Axonométrie

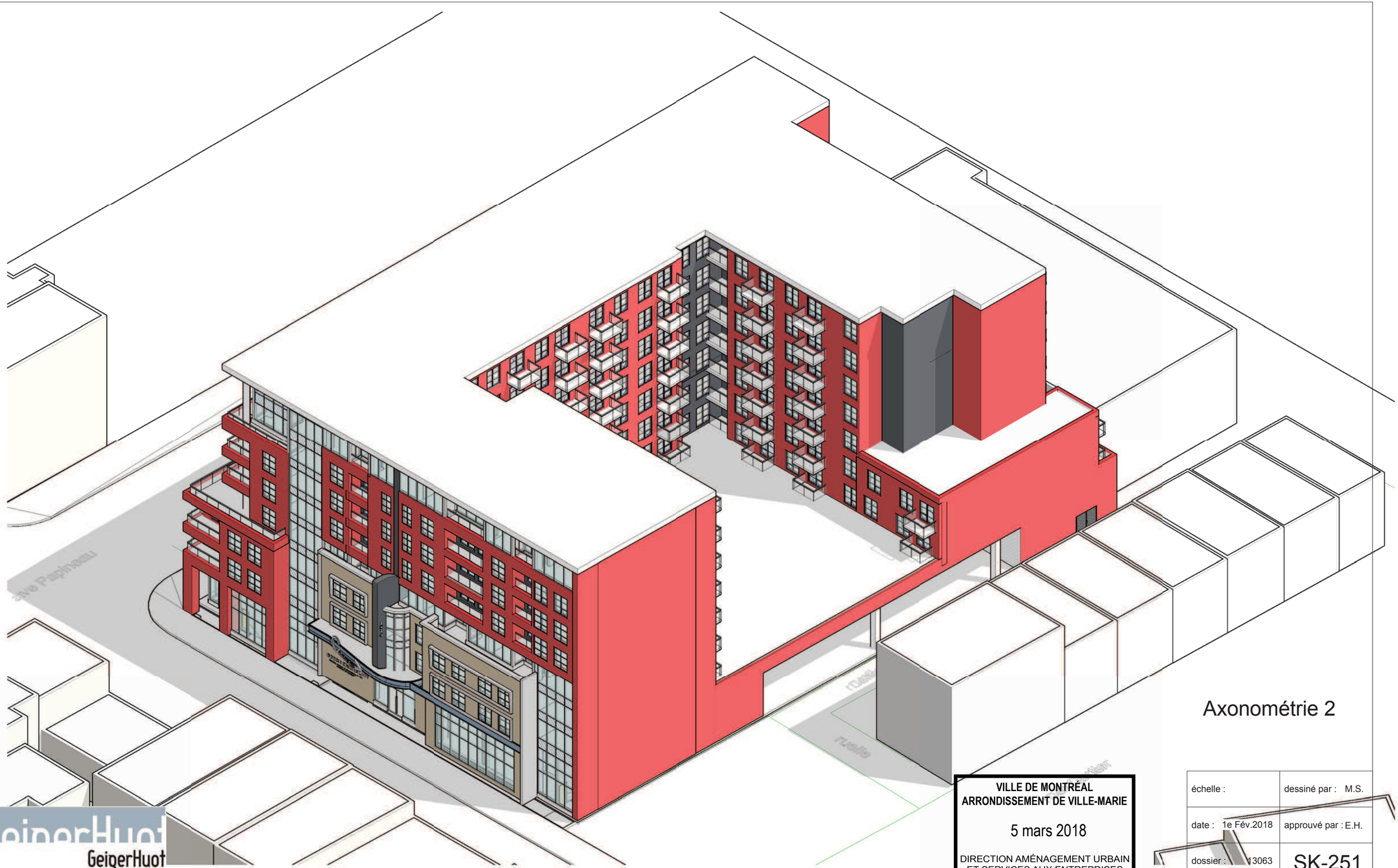
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-250



Axonométrie 2

GeigerHuot
architectes

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-251



Perspective 1

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-300



Perspective 2

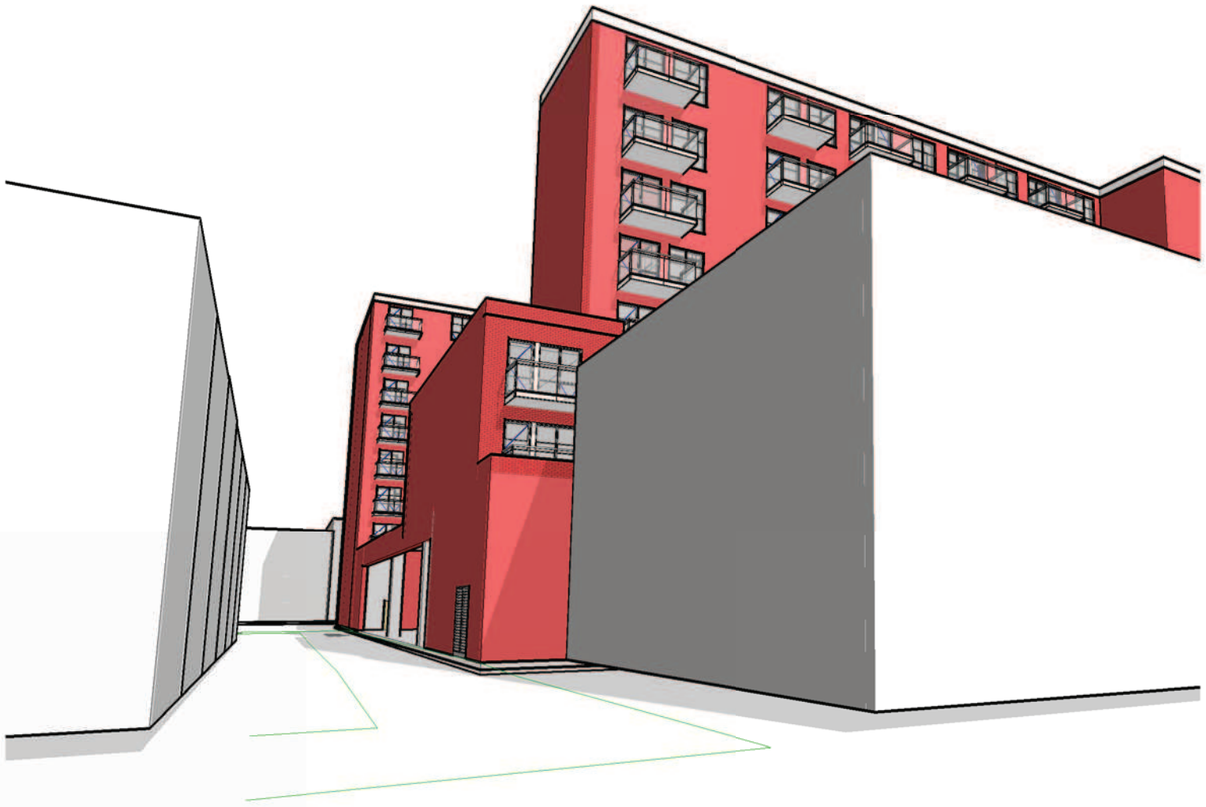
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

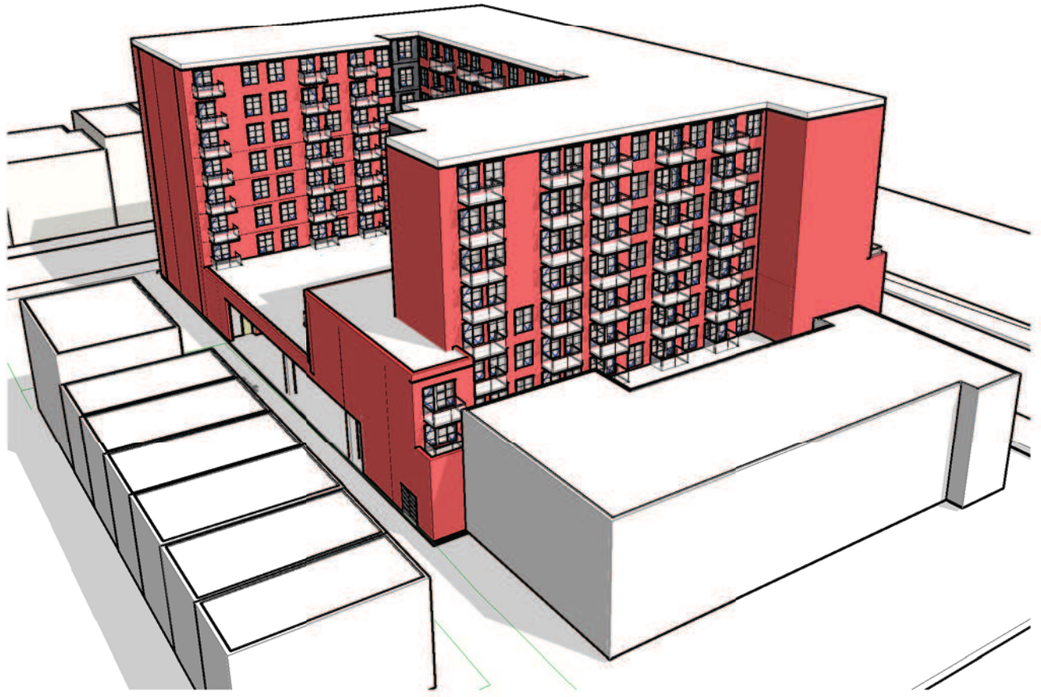
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-301



1 SK-302 Vue du coin Nord depuis la ruelle



2 SK-302 Vue de haut, coin Nord depuis la ruelle

Perspective 3

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-302

Légende maçonnerie:

- BB: Brique beige 'Driftwood grey', fini: velour, format: Norman de Cloud ceramics.
- BR: Brique rouge 'Wakefield Bordeau' de Montréal Brique et Pierre
- BN: Ironstone de Montréal Brique et Pierre

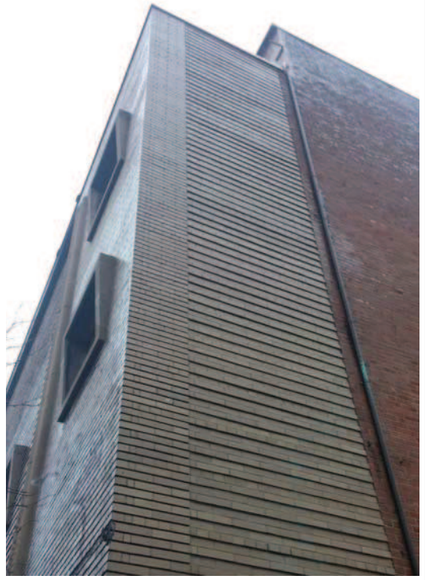
Appareillage:

1_ Appareil typique en panneresse



2_Appareil en panneresse avec débord, un rang sur 2





Angle Est du bâtiment existant



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Détail brique

échelle : As indicated	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-400

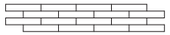
GeigerHuot
architectes

Légende maçonnerie:

- BB: Brique beige 'Driftwood grey', fini: velour, format: Norman de Cloud ceramics.
- BR: Brique rouge 'Wakefield Bordeau' de Montréal Brique et Pierre
- BN: Ironstone de Montréal Brique et Pierre

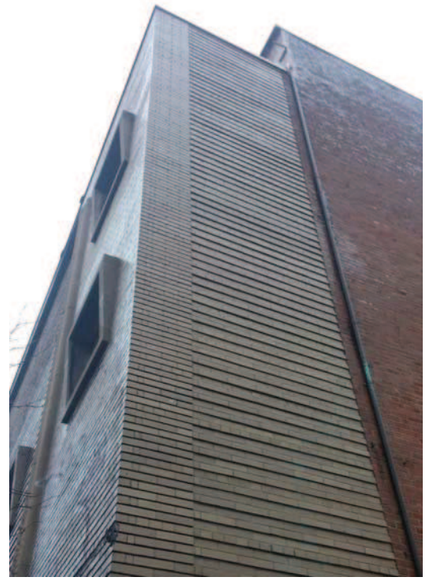
Appareillage:

1_ Appareil typique en panneresse

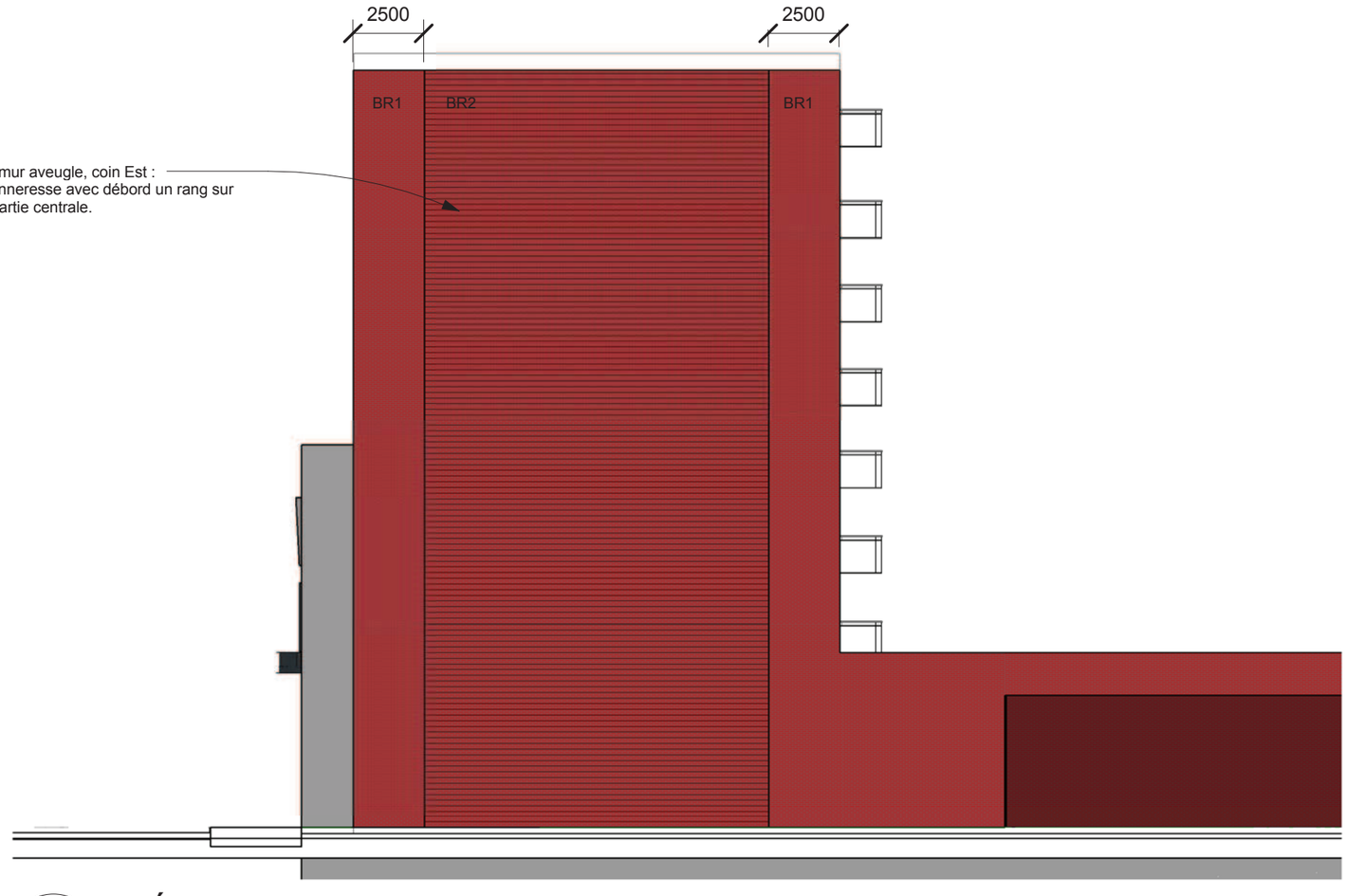


2_Appareil en panneresse avec débord, un rang sur 2





Angle Est du bâtiment existant



Traitement du mur aveugle, coin Est :
Appareil en panneresse avec débord un rang sur deux dans la partie centrale.

1
SK-401

Élévation ruelle

1 : 200

Détail brique

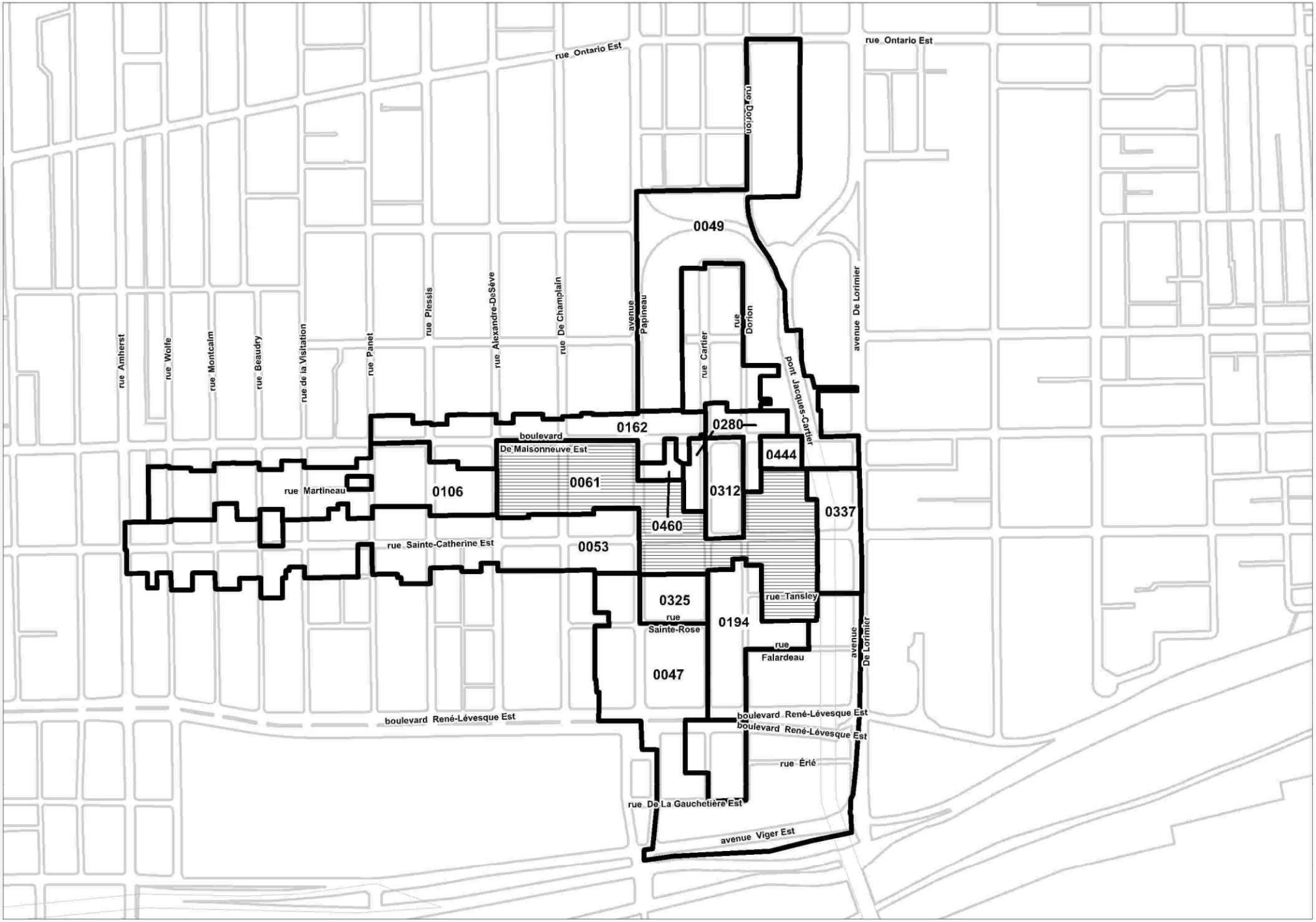
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : As indicated	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-401



Localisation | **Dossier: 1170607010** | **Date: 13 octobre 2017**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 octobre 2017
3000095509
4.2.2 et 4.6.29

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1811-1815, rue Sainte-Catherine Est / 1421, avenue Papineau

Responsable : Anne-Rose Gorroz et Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition de l'ancien cinéma Champlain et la construction d'un projet de remplacement sur le sol dégagé et sur le terrain de coin adjacent.

Le terrain visé a été occupé par une station d'essence construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain (1948-1986), utilisé ensuite pour des événements culturels (radio, spectacles), sportifs, sociaux, communautaires et politiques (1986-1987) et par l'Église Vie et Réveil (1988-2004). Il est vacant depuis 2005. Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station d'essence ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain.

En novembre 2016, le service informe les requérants que la démolition du bâtiment et l'acceptation du projet de remplacement sont liées aux respects de plusieurs conditions, qui ont été en partie prises en compte dans leur proposition.

Le projet de remplacement prévoit la démolition complète du cinéma Champlain et la décontamination du site, un usage commercial au rez-de-chaussée et résidentiel aux étages (182 logements) avec accès sur Papineau et une hauteur de 8 étages (26,95 m) avec un basilaire à 3 étages (12,20 m) en recul de 1,50 m sur Sainte-Catherine et Papineau. La densité prévue est de 4.2. La partie nord/est sera abaissée à 4 étages (équivalent à 5 étages, 16 m) donnant sur la ruelle et les bâtiments résidentiels adjacents de 2 étages. Le projet comporte 140 à 183 cases de stationnement sur 2 étages de sous-sol avec accès par Papineau ainsi qu'un quai de chargement avec accès sur Papineau.

La proposition rappelle les traces de l'ancien cinéma avec la reprise de la marquise, du volume de l'escalier, de l'horizontalité des fenêtres et de la brique claire.

Le projet présente la démolition de l'ancien cinéma Champlain et déroge principalement à la hauteur et à la densité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La démolition semble inévitable puisque le bâtiment s'est beaucoup dégradé depuis 2005 et selon les différents rapports, il contient de l'amiante, les sols sont contaminés et il serait difficile d'étayer la façade sur Sainte-Catherine de façon sécuritaire.

Considérant que : Des ajustements volumétriques devraient être apportés au volume de l'ancien cinéma, au recul au coin nord/est du projet adjacent aux bâtiments résidentiels existants et que des compléments au projet sont à prévoir.

Considérant que : Les éléments commémoratifs introduits n'atteignent pas les objectifs de commémoration de l'ancien cinéma Champlain.

Considérant que : Le traitement architectural présente une surcharge de matériaux et manque de verticalité sur la façade Papineau.

Considérant que : Le projet présenté n'offre pas la prestance souhaitée pour ce site qui est situé à un emplacement bénéficiant d'une grande visibilité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Marquer davantage le volume de l'ancien cinéma.**
- **Abaisser la hauteur nord/est du projet.**
- **Déposer une proposition de commémoration plus marquante de l'ancien cinéma.**
- **Déposer une proposition de mise en lumière de la façade de l'ancien cinéma.**
- **Déposer une étude de circulation et une étude de vent.**
- **Préciser le choix des matériaux (afin de marquer davantage certains volumes).**
- **Revoir le traitement architectural de la proposition, afin d'éviter une surcharge de matériaux, amener plus de verticalité sur la façade Papineau, supprimer la toiture en avancée et mieux mettre en valeur la reconstitution de la façade de l'ancien cinéma.**
- **Soumettre à nouveau le projet dans son ensemble, les volumes comme l'architecture, lors d'une séance ultérieure du comité.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.6.27

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1815, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition du cinéma Champlain et la construction d'un nouvel édifice de 8 étages.

Le terrain visé a été occupé par une station-service construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain construit en 1955, selon les dessins de l'architecte H.E. Greenspoon, dont on s'est servi en dernier lieu comme lieu de culte, salles de réunions, de conférence, de congrès; il est actuellement vacant depuis 14 ans. Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station service ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain. L'état du bâtiment, qui est affligé par des infiltrations d'eau de la toiture, est très mauvais, et il y a en plus présence d'amiante et de moisissures qui font que l'atmosphère y est également contaminée; les rapports d'expert convergent pour dire qu'il est impossible de conserver l'immeuble et sa façade.

Le bâtiment proposé aurait une hauteur de 8 étages en façades Papineau et Sainte-Catherine, mais il est articulé en U autour d'une cour intérieure dont le plancher constitue en fait le toit de l'aire de chargement du commerce du rez-de-chaussée. La branche Nord du U a été abaissée à une hauteur de 4 étages à la hauteur de la ruelle desservant la rue Cartier, sans minimiser suffisamment l'impact sur les édifices de taille modeste situés sur cette rue.

Plusieurs changements ont été apportés au projet afin de répondre aux commentaires retenus par le Comité, dans le but de mieux démarquer la façade de brique beige reprenant les caractéristiques principales du cinéma à démolir. Un espace vitré a été ménagé de chaque côté de celle-ci, et les loges qui faisaient référence aux cadrages des ouvertures de la façade d'origine ont été retirées, afin de simplifier la composition qui faisait compétition au bloc reconstruit.

En façade Papineau, une simplification a également eu lieu dans le but d'accentuer la verticalité des différentes sections du mur avant; sur les 2 rues, le dernier étage est devenu entièrement vitré pour agir en tant que couronnement de l'immeuble et l'arête de toiture a également été simplifiée.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les façades ont été modifiées dans le sens de leur simplification et d'une mise en valeur de la façade à reconstruire.

Considérant que : L'articulation du coin sud-est est difficile à comprendre et une portion de la façade de brique semble flotter dans l'air.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Abaisser d'un étage supplémentaire la hauteur de l'immeuble au coin nord-est à l'emplacement contigu à la ruelle.**
- **Revoir l'articulation du coin sud-est en portant attention à l'animation du mur aveugle.**
- **Compléter l'encadrement des fenêtres reprenant les ouvertures de la façade d'origine et voir à reproduire l'appareillage de la brique du mur beige existant en façade Ste-Catherine.**
- **Briser la linéarité du garde-corps de verre du 4e étage qui souligne l'horizontalité de la façade Ste-Catherine.**

Le comité souligne que le projet, de part son ampleur et des dérogations demandées, est assujetti à la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1187400002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 10:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187400002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'approbation d'un usage conditionnel a été déposée pour autoriser l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine. L'immeuble visé est un édifice à bureau actuellement vacant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

07-038-1 – 15 juin 2015 : « *Règlement abrogeant le Règlement sur la démolition, la transformation, la construction et l'occupation de bâtiments sur le site de l'ancienne gare-hôtel Viger, délimité par les rues Saint-Antoine Est, Saint-Christophe, Notre-Dame Est et Berri* »
07-038 – 22 septembre 2008 : « *Règlement sur la démolition, la transformation, la construction et l'occupation de bâtiments sur le site de l'ancienne gare-hôtel Viger, délimité par les rues Saint-Antoine Est, Saint-Christophe, Notre-Dame Est et Berri* »

DESCRIPTION

Le site
L'édifice est construit en 1973 afin d'accueillir des bureaux. Le bâtiment a servi jusqu'aux années 2000 à des divisions administratives de la Ville. Acquis en même temps que le site de la gare Viger, il a fait partie du projet de redéveloppement de celle-ci, abandonné depuis. Le bâtiment est actuellement vacant.

Le projet
Un réaménagement mineur sera fait dans les locaux pour accueillir, à tous les étages du bâtiment, un locataire temporaire (24 mois). Ainsi, quelques travaux intérieurs sont requis (changement du tapis, peinture, modification des partitions) mais aucuns travaux extérieurs.

Le cadre réglementaire
Le bâtiment se situe dans un secteur d'usage résidentiel « R.3 », dans lequel l'usage bureau n'est pas permis. Toutefois, un usage conditionnel peut être autorisé à cet emplacement, en vertu de l'article 136.1°a).

JUSTIFICATION

Ce bâtiment a été construit pour abriter des bureaux et a toujours été utilisé à cette fin. Néanmoins, la demande ne peut être traitée en droits acquis, puisqu'aucun certificat d'occupation pour du bureau n'est enregistré pour ces dernières années et que selon l'article 679, 3°, si un bâtiment est vacant pendant au moins 12 mois, il perd ses droits acquis. La demande est conforme au Plan d'urbanisme qui donne une affectation du sol « mixte » pour cet îlot et celui de la gare Viger.

Enfin, aucuns travaux extérieurs ne sont requis.

Le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable pour cette demande lors de sa séance du 15 février 2018.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à la demande d'usage conditionnel « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 810, Saint-Antoine Est.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement, 13 mars 2018: adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-28

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001381775
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	810, rue Saint-Antoine Est
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	La demande vise à autoriser l'usage «bureau» à tous les étages du bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est. Le bâtiment, construit en 1973 pour accueillir des bureaux, a servi notamment, jusqu'aux années 2000, à des divisions administratives de la Ville. Le projet prévoit un réaménagement mineur dans les locaux pour accueillir, à tous les étages du bâtiment, un locataire temporaire (24 mois). Ainsi, quelques travaux intérieurs sont requis (changement du tapis, peinture, modification des partitions), mais aucuns travaux extérieurs. L'emplacement est un secteur d'usage R.3, dans lequel l'usage bureau n'est pas permis. Toutefois, un usage conditionnel peut être autorisé en vertu du premier paragraphe de l'article 136.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Ce bâtiment a été construit pour abriter des bureaux et a toujours été utilisé à cette fin.
Considérant que :	La demande ne peut être traitée en droits acquis, puisqu'aucun certificat d'occupation pour du bureau n'est enregistré pour ces dernières années.
Considérant que :	Le Plan d'urbanisme donne une affectation du sol « mixte » pour cet îlot et celui de la gare Viger.
Considérant que :	Aucun travaux extérieurs ne sont requis.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 70.01

2018/03/13
19:00

(1)

Dossier # : 1186926001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « une heure pour la Terre 2018 » qui aura lieu le 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30

Attendu l'événement « Une heure pour la Terre 2018 », aura lieu le samedi 24 mars 2018 de 20 h 30 à 21 h 30;
Attendu que cet événement, créé en Australie en 2007 et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Foundation), vise à sensibiliser la population mondiale à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques en mise sur un geste simple, celui d'éteindre les lumières pendant une heure;

Attendu que plus de 7 000 villes et cités, réparties dans plus de 170 pays, s'associent déjà à ce mouvement planétaire et y impliquent, par le fait même, des millions de personnes à travers le monde.

De confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2018 », qui aura lieu le samedi 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30.

D'inviter les citoyens de Ville-Marie à prendre part aussi à cet événement, en éteignant leurs lumières pendant une heure, ce soir-là.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 13:26

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186926001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « une heure pour la Terre 2018 » qui aura lieu le 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30

CONTENU

CONTEXTE

Encore une fois, cette année, l'arrondissement de Ville-Marie, tout comme la Ville de Montréal et ses autres arrondissements, a été invité à participer à l'événement « Une heure pour la Terre 2018 », qui aura lieu le samedi 24 mars 2018 de 20 h 30 à 21 h 30.
Crée en 2007 à Sydney en Australie et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (le World Wildlife Foundation), l'événement « Une heure pour la Terre » vise à sensibiliser la population mondiale à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques en misant sur un geste simple, celui d'éteindre les lumières pendant une heure.

Selon les dernières données disponibles, ce sont plus de 7 000 villes et cités, réparties dans plus de 170 pays, qui se joignent actuellement à ce mouvement planétaire et qui y impliquent, par le fait même, des millions de personnes dans le monde. Des sites naturels et bâtis du patrimoine mondial de l'UNESCO y prennent part aussi.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240079 du 14 mars 2017 (1176926001) : Une heure pour la Terre 2017 - Confirmer la participation de l'Arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2017 », qui aura lieu le 25 mars 2017, de 20 h 30 à 21 h 30
CA16 240092 du 15 mars 2016 (1160894001) : Une heure pour la Terre 2016 - Confirmer la participation de l'Arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2016 », qui aura lieu le 19 mars 2016, de 20 h 30 à 21 h 30.

CA15 240197 du 14 avril 2015 (1156926001) : Une heure pour la Terre 2015 - Confirmer la participation de l'Arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2015 », qui aura lieu le 28 mars 2015, de 20 h 30 à 21 h 30.

CA13 240079 du 12 mars 2013 (1130894002): Une heure pour la Terre 2013 - Confirmer la participation de l'Arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2013 » qui aura lieu le 23 mars 2013 de 20 h 30 à 21 h 30.

CA10 240072 du 8 février 2010 (1100228001) : Une heure pour la Terre 2010 - Confirmer la participation de l'Arrondissement à l'événement « Une heure pour la Terre 2010 » qui aura lieu le 27 mars de 20 h 30 à 21 h 30.

CA09 240089 du 3 mars 2009 (1090141004) : Une heure pour la Terre 2009 - Participation de l'Arrondissement

CA08 240166 du 4 mars 2008 (1082701025) : Une heure pour la Terre 2008 : Participation de l'Arrondissement

DESCRIPTION

En s'associant une fois de plus à l'événement Une heure pour la Terre, en 2018, l'arrondissement de Ville-Marie invitera ses citoyens à éteindre les lumières, dans leur lieu de résidence, le samedi 24 mars 2018, entre 20 h 30 et 21 h 30, pour économiser l'énergie et prendre part à la lutte contre les changements climatiques.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie espère que sa participation à l'événement « Une heure pour la Terre 2018 » de concert avec d'autres grandes villes du monde, renforcera le leadership de la Ville de Montréal en matière de développement durable et incitera encore plus les citoyens à adopter des habitudes quotidiennes de conservation d'énergie pour lutter contre les changements climatiques, comme le fait d'éteindre les lumières pendant une heure à l'occasion de cet événement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cascendra BARTHELOT
Préposée au contrôle des dossiers

Tél : 514 868-5006
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-05

Alain DUFORT
Directeur général adjoint

Tél : 514 872-7791
Télécop. : 514 872-5607